L'incidence des nouvelles technologies sur la révision

Pierre Anciaux,
SCC Ernst & Young, Réviseurs d'entreprises
Andy Deprez,
SCC Ernst & Young, Réviseurs d'entreprises

1. Introduction

Les entreprises se trouvent confrontées quotidiennement à des nouvelles techniques et à de nouvelles tendances en matière d'organisation administrative et de traitement de l'information. Cette évolution a une répercussion directe sur les activités déployées par les cabinets de réviseurs dans le cadre du contrôle des comptes.

L'objectif principal d'un contrôle révisoral des comptes est l'émission d'un rapport sur l'image fidèle des états financiers. Le contrôle révisoral utilise pour ce faire des procédures qui doivent permettre de déceler les erreurs ou inexactitudes importantes que contiendraient les états financiers.

Si dans ces contrôles, les réviseurs peuvent encore parfois s'appuyer sur un ensemble de dispositifs manuels de maîtrise des comptes — à la source desquels ils peuvent remonter — ainsi que sur des documents justificatifs, il n'en reste pas moins qu'ils sont confrontés de manière croissante à l'automatisation des processus et du traitement de l'information au sein des sociétés.
Nous nous attachons à cerner les grandes tendances qui se dessinent et d'en analyser les répercussions sur les procédures révisorales.

2. Grandes tendances

Notre époque est celle «de l'information». La possession, l'analyse et le traitement de l'information sont une arme clef que l'entreprise doit détenir pour rester concurrentielle. L'entreprise n'a de cesse d'intégrer davantage l'informatique dans ses procédés et son organisation. Le capital cognitif est en train de se substituer aux actifs immobilisés et est en passe de devenir un élément déterminant de la force de l'entreprise. Pour évoluer dans un environnement centré sur le client, il est primor-dial que celle-ci dispose de «l'information» ad hoc.

Nous illustrons ci-après quelques grandes tendances qui influent sur la majorité de nos entreprises ainsi que les changements observés dans nos entreprises et qui ont des répercussions sur les travaux des réviseurs.

2.1. Changements dans l'activité et l'organisation des entreprises

2.1.1. L'entreprise ainsi que les procédés qu'elle met en œuvre deviennent moins tangibles

Automatisation accrue

L'usage que les entreprises font des techniques d'information et de communication croît de manière importante: automatisation des procédés primaires et secondaires, liens entre des systèmes de traitement électronique des données et des réseaux, opérations transfrontalières avec d'autres entreprises, automatisation des opérations avec les clients, fournisseurs et sous-traitants. Cette évolution contribue aussi à réduire à un minimum les documents externes. La maîtrise de l'organisation dans l'entreprise peut s'en trouver fortement bouleversée.

Commerce par voie électronique

Vu la focalisation grandissante des entreprises sur les objectifs d'amélioration de leur avantage concurrentiel, de valeur ajoutée à leur clientèle, d'optimisation de leurs activités, etc..., les communications et applications effectuées par le canal de l'Internet voient leur volume augmenter, étant considérées comme des outils qui permettent d'atteindre les susdits objectifs. Nombre d'entreprises se tournent de plus en plus vers le commerce par voie électronique pour développer leurs activités et pour, via l'Internet, se lancer à la conquête de marchés et recueillir des informations. Toute entreprise est concernée par le commerce électronique, ne fût-ce que parce que ses concurrents le pratiquent.

Une définition simple du "commerce par voie électronique" serait: toute activité réalisée par voie électronique et impliquant au moins deux parties. Autant dire que cette définition est suffisamment large pour embrasser l'usage, par le client du réviseur, des techniques informatiques les plus récentes. Il importe de noter que les logiciels, progiciels et réseaux mis en œuvre dans ce contexte restent vulnérables, et exposés à des défaillances dans leurs dispositifs de sécurité. Cette situation peut donner lieu à des erreurs, à des vols ou à des manipulations d'inducteurs importants de données financières.

Certains secteurs connaîtront à plus ou moins court terme des changements radicaux; d'autres, moins. Par exemple, les sociétés de télécommunication et le secteur financier subiront sous peu des changements plus radicaux que les «fabricants», en raison des natures différentes de leurs produits et marchés respectifs. Pour autant, cela ne signifie pas qu'on ne s'attend pas aussi à des changements chez les seconds. Arrêtons-nous quelques instants aux utilisations de l'outil électronique par les sociétés qui montrent la voie de l'avenir dans de nombreux secteurs:

- Distributions de produits par la voie de l'Internet;
- Facturations par la voie de l'Internet;

- Règlements par voie électronique via l'Internet;
- Rapports acheminés via l'Internet;
- Etc.

Dans l'optique du réviseur, cette liste succincte des utilisations nouvelles de l'Internet illustre que la presque totalité des processus de l'entreprise qui ont des répercussions sur les informations financières sont susceptibles d'en ressentir l'incidence. Vu l'utilisation de plus en plus intensive de l'Internet, le commerce par voie électronique aura des répercussions importantes sur la majorité des entreprises dans les années à venir.

2.1.2. Externalisation

Outre les flux automatisés d'information (qui servent de vecteurs aux procédés clefs des entreprises), le réviseur pourra être confronté à un processus d'externalisation de certaines activités par son client. L'externalisation est une conséquence logique de la complexité grandissante de l'environnement, des affaires et des procédés. Les sociétés ne veulent ou ne peuvent plus garder de manière indépendante la maîtrise de certains volets de leur organisation, qui est en proie à des changements fort rapides. Diverses activités – par exemple, le secrétariat social, la comptabilité, la gestion de trésorerie, l'audit interne, la facturation, ... – peuvent être confiées à des sous-traitants spécialisés.

L'un des atouts essentiels de l'externalisation est de permettre aux sociétés de se concentrer sur leur métier de base. L'externalisation est une formule à laquelle les entreprises envisageront de plus en plus de recourir pour se concentrer sur leurs objectifs stratégiques. De plus en plus de relations d'externalisation sont établies dans un cadre structuré ou transformées en alliances stratégiques entre diverses sociétés. Nous pouvons nous attendre à une croissance considérable de l'externalisation au niveau des opérations par voie électronique, au niveau de la gestion des applications et au niveau de la gestion des relations avec la clientèle.

Nous pourrions soutenir que cette évolution donnera probablement lieu au tissage d'une "toile" qui entourera la société et qui permettra à celle-ci de confier ses activités «non essentielles» à un tiers prestataire de services. De ce fait, l'organisation administrative et comptable du client risque de devenir moins limpide pour le réviseur.

2.2. Changements au niveau de la culture d'entreprise

Nous avons indiqué plus avant que l'information est devenue un facteur clef pour l'entreprise. Cela est d'autant plus vrai pour l'information financière. On constate non seulement que les personnes qui prennent les décisions doivent pouvoir disposer rapidement d'informations financières et de gestion objectives, mais aussi que les bourses et le marché exercent des pressions de plus en plus fortes

pour que les informations financières soient disponibles au plus vite. De même, une demande croissante d'informations de qualité se fait jour en matières sociale, environnementale, etc.

3. Répercussions sur la stratégie révisorale

3.1. Répercussions globales

Dans ce nouvel environnement et s'agissant des contrôles financiers, le réviseur est confronté à de nouvelles difficultés:

- Etant donné que les opérations sont traitées instantanément, l'entreprise se repose de plus en plus sur les mécanismes de commande intégrés dans le système même.
- Le «support papier» classique disparaît:
  — les opérations peuvent être approuvées par voie électronique;
  — les opérations peuvent être encodées «en direct», sans utilisation des documents d'entrée;
  — l'ordinateur peut être utilisé pour établir les factures et autres documents comptables;
  — le système peut générer automatiquement des opérations;
  — etc.
- L'entreprise se fie de plus en plus aux mécanismes de commande mis en place à l'intérieur et autour des systèmes d'information pour assurer l'intégrité et le caractère confidentiel des données et des opérations journalières. Lorsque de tels mécanismes ne sont pas adéquats, la sécurité est d'autant plus menacée.
- Le nombre d'opérations est appelé à augmenter.
- Il est possible de se servir de techniques cryptographiques pour «sécuriser» les données confidentielles. L'efficacité de ces techniques et leur maîtrise doivent pouvoir être mesurées.
- De nombreuses sociétés qui commercent par le canal de l'Internet requièrent des actifs et des investissements peu élevés. Mesurée à l'aune des normes comptables généralement admises, la valeur des fonds propres de telles entreprises est souvent faible par rapport à leur capitalisation boursière. Une réflexion s'impose sur le bien fondé de certains traitements comptables, notamment du goodwill, et leur impact sur l'image fidèle des comptes.

A la lumière de ce qui est exposé ci-dessus, on constate que ces nouvelles tendances modifient progressivement le contexte dans lequel intervient le réviseur. Parmi les changements qui se feront jour dans l'exercice de la profession de réviseur, de nombreux toucheront à la manière dont ce dernier percevra les risques au niveau de l'organisation de l'entreprise et du fonctionnement des systèmes, à la préservation du patrimoine, à la fiabilité des informations et des registres comptables, au délai de publication des informations financières et à la qualité de la gestion des risques par la société.

Par ailleurs, comme les activités «non essentielles» de l'entreprise confiées à des sous-traitants sont susceptibles d'avoir des répercussions importantes sur le bon fonctionnement du «core business» de son client et sur la qualité des informations financières, le réviseur se verra obligé d'évaluer le système de contrôle interne des tiers sous-traitants.

Ainsi, le réviseur devra avoir une vue d'ensemble de l'environnement dans lequel évolue son client, et devra pouvoir:
- comprendre les grands enjeux de l'entreprise;
- déterminer les domaines et les méthodes de contrôle ayant une valeur ajoutée pour le client, dans le cadre de la fonction révisorale;
- comparer les pratiques de la société avec les meilleures pratiques actuelles.

De plus en plus d'entreprises appréhendent leurs activités par référence à des «procédés». De ce fait, de plus en plus de cabinets d'audit mettent au point, pour la plupart des secteurs d'activité, des modèles de contrôle et d'évaluation de «procédés». Ces modèles ont été conçus pour que le réviseur puisse plus aisément percevoir le client comme une entreprise plutôt que comme un ensemble d'états financiers.

3.2. Démarche d'audit

Nous avons vu dans le paragraphe ci-dessus, que le réviseur est ou sera confronté à un nouvel environnement, dont l'opacité sera plus grande que dans le passé: de nombreuses techniques informatiques contribuent en effet au fonctionnement de l'entreprise. Comme le réviseur ne peut remonter qu'aux données introduites dans le système et formant la base des données produites automatiquement par ce dernier, il risque de se trouver confronté au "syndrome de la boîte noire".

Lors de la phase d'évaluation préliminaire du risque, le réviseur doit identifier quelles sont les procédures critiques (celles qui ont des répercussions directes sur les états financiers) et déterminer les techniques informatiques sur lesquelles ces procédures s'appuient. Il doit ensuite analyser les procédés automatisés (boîte noire) et les procédés informatiques généraux pour repérer les commandes clefs (automatisées). A ce stade, le réviseur aura à mesurer la qualité de ces rouages et à traduire le résultat de cet exercice en procédures révisorales adéquates. S'il estime que ces commandes clefs informatisées sont fiables, le réviseur pourra normalement se permettre, lors de ses travaux finaux de révision, de soumettre les états financiers (à tout le moins pour ce qui concerne les données influencées par l'utilisation des techniques informatiques) à un nombre moins grand de contrôles de corroboration.

3.2.1. Evaluation préliminaire du risque

Comme point de départ de l'audit, le réviseur peut se référer au modèle de base de l'évaluation du risque de mission révisorale. Le réviseur mesure son risque

d'audit en déterminant le risque intrinsèque, le risque de carence interne, le risque de non-détection de fraude ou d'erreur et le risque opérationnel. Le réviseur veillera à procéder à une telle évaluation préliminaire du risque avant d'entamer ses travaux de révision proprement dits.

Cette évaluation du risque s'appuie essentiellement sur l'évaluation des contrôles internes qui existent tant à l'intérieur qu'autour des procédures internes. Dans ce contexte, le réviseur veille à évaluer l'importance de la technique informatique qui se trouve à la base des soldes des comptes ou qui en est le moteur. Le réviseur doit comprendre les répercussions de l'informatique sur certaines activités révisorales, et ce le plus tôt possible dans son processus d'audit.

Généralement, plus la technique informatique mise en œuvre par le client est novatrice, plus les risques liés à l'utilisation de l'informatique influeront sur l'évaluation du risque et sur le volume de travaux de révision à effectuer relativement aux contrôles et procédures affectés par l'informatique. Lorsque le client utilise des techniques informatiques de portée limitée, les répercussions sur la révision ne sont généralement pas importantes.

Lorsque la société utilise des techniques informatiques complexes ou déploie des activités dans un secteur dans lequel l'utilisation de l'informatique est intense (par exemple, dans le secteur des banques, sur les marchés financiers), il est nécessaire de prendre des dispositions pour que le réviseur «financier» soit épaulé par des auditeurs spécialisés en informatique. Ces derniers peuvent apporter au réviseur «financier» leur concours pour l'évaluation préliminaire du risque de la mission révisorale.

3.2.2. Procédures intermédiaires de révision

Dès qu'il a procédé à l'évaluation préliminaire du risque et qu'il a établi, à la lumière de cet exercice, que l'informatique joue un rôle primordial dans la société (et, de ce fait, a des répercussions directes sur les états financiers), le réviseur peut commencer la mise au point de procédures révisorales. Il accomplira cette partie de ses tâches principalement durant la phase intermédiaire de la révision. Il appliquera, en plus des contrôles de type classique, des procédures spécifiques afférentes à l'environnement informatique. C'est sur la base du résultat de ces procédures intermédiaires que le réviseur sera à même d'accomplir l'évaluation des contrôles internes. Cette évaluation influera considérablement sur les procédures finales de révision.

On peut distinguer deux domaines dans les travaux de contrôle afférents aux systèmes d'information, à savoir (1°) le contrôle des procédures informatiques et (2°) les contrôles d'applications.

Contrôle des procédures informatiques

Le réviseur se concentrera principalement sur les procédures informatiques suivantes:
— la planification de l'environnement informatique;
— la mise au point et la livraison de solutions informatiques;
— l'exploitation de l'environnement informatique;
— et l'organisation et le suivi des procédures informatiques.

Le contrôle des procédures de planification de l'informatique a pour objectif de s'assurer que les plans informatiques de la société sont correctement «alignés» sur les buts qu'elle s'est fixés et sur les stratégies qu'elle a adoptées. Pour être valable, cet «alignement» doit aboutir à l'exploitation des ressources et à la livraison de services de telle sorte que l'entreprise puisse tirer parti des avantages informatiques.

Le réviseur doit examiner la mise au point et la livraison des solutions informatiques. A cet égard, il doit s'assurer que la mise au point et la livraison de solutions nouvelles ou amélioriées impliquant l'architecture informatique (c'est-à-dire le matériel, le logiciel, la communication et l'information) se déroulent sous contrôle interne adéquat. Dans l'hypothèse inverse, la société s'exposerait au risque que les éléments mis au point ne répondent pas à ses besoins, ce qui pourrait donner lieu à des dysfonctionnements (pouvant, le cas échéant, être source de pertes financières).

L'exploitation de l'environnement informatique est un autre domaine important; elle doit, en effet, assurer la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des systèmes d'information de telle sorte qu'ils répondent aux besoins de l'entreprise. Dans ce contexte, le réviseur peut vérifier si la société a prévu une assistance et une formation suffisantes des utilisateurs finaux, si elle a mis en place la structure permettant de résoudre les problèmes (par exemple, un groupe d'assistance), si elle a sécurisé les systèmes informatiques et si elle s'est dotée d'une efficacité et d'une capacité systémiques suffisantes.

L'objectif de la 4ème procédure informatique dont question ci-dessus (l'organisation et le suivi informatiques) est la maîtrise des 3 premiers procédés. Dans ce cadre, les responsables surveillent l'ensemble des ressources et des priorités informatiques pour s'assurer qu'il y a «alignement» sur les stratégies informatiques et pour optimiser le rendement du capital investi.

En contrôlant les procédés informatiques, le réviseur pourra, d'une part, mieux comprendre le fonctionnement de l'environnement informatique et, d'autre part, en évaluer la maîtrise par la société. Lorsque les mécanismes de maîtrise intégrés dans les principaux procédés informatiques fonctionnent bien, les besoins informatiques de l'entreprise seront vraisemblablement satisfaits plus aisément. Lorsqu'une entreprise a rationalisé ses procédures et qu'elle les maîtrise bien, le

risque du réviseur s'en trouve aussi réduit. Le résultat des procédures intermédiaires de revision confirmera ou infirmera les évaluations du réviseur de la phase préliminaire de révision.

Contrôle d'applications

En dehors du contrôle des procédés informatiques, le réviseur visera à identifier — dans le but d'obtenir une vision complète de l'entreprise — les liens qui existent entre, d'une part, les procédures d'exploitation critiques de l'entreprise et, d'autre part, les systèmes informatiques critiques sur lesquels les procédés susmentionnés s'appuient. Pour y parvenir, la première tâche du réviseur consiste à porter un jugement sur la qualité des mesures de contrôle interne et de sécurité des programmes d'application qu'il juge les plus importants. A ce stade, le réviseur se penchera sur "les commandes d'application" — en d'autres mots, les mesures (commandes accessibles à l'utilisateur) mises en œuvre au sein de l'entité de l'utilisateur — ainsi que sur les mesures adoptées dans le cadre de la partie automatisée du système de traitement des données (les procédures programmées). Sur la base de ce premier jugement, le réviseur peut, d'une part, juger dans quelle mesure il existe un ensemble adéquat de mesures de commande et, d'autre part, déterminer dans quelle mesure on peut s'appuyer sur ces mesures. Le résultat de cet examen peut compléter les constatations faites à la lumière des procédures classiques de contrôle financier, ce qui permet de déterminer le niveau de contrôle interne par application et par procédé d'exploitation. C'est sur cette base que le réviseur est à même de mettre au point ses procédures de révision finales.

3.2.3. Procédures de révision finales

Sur la base des procédures intermédiaires élargies et de leur évaluation, le réviseur peut réduire les procédures classiques de contrôle en fin d'année et, ce faisant, respecter plus facilement les délais de plus en plus courts dans lesquels il doit émettre son rapport de certification.

3.3. Equipes de contrôle multidisciplinaires

Le réviseur devra avoir les connaissances suffisantes des nouvelles techniques et tendances pour pouvoir, au minimum, juger les mesures générales de contrôle. Dans les cas complexes, il devra se faire épauler d'auditeurs spécialisés en informatique.

Le réviseur ne peut pas toujours avoir personnellement les connaissances voulues des nouvelles techniques et de leur constante évolution. Chaque entité contrôlée est souvent un cas unique et a opté pour un matériel et une plate-forme logicielle qui lui sont propres. Cette évolution a poussé les réviseurs à s'entourer de spécialistes en audit de l'informatique et en audit par l'informatique.

L'approche de l'audit ne peut plus, dans nombre de cas, se faire que par des équipes multidisciplinaires:
— des auditeurs «financiers» ayant déjà eux-mêmes une connaissance suffisante des problèmes liés aux nouvelles techniques informatiques au sens large;
— des auditeurs spécialisés avec une expérience plus pointue dans les domaines d'hardware, software, sécurité physique et logique, etc...

C'est une tendance inéluctable de nos cabinets, qui s'amplifiera encore fortement dans le futur proche.

4. Conclusion

Les réviseurs sont confrontés au sein des sociétés dont ils auditent les comptes à une réalité de plus en plus complexe, liée au progrès des techniques de l'information, au développement de l'informatique et aux changements permanents intervenant dans les procédés et les structures des entreprises. Pour relever ce défi et rester crédibles face à d'autres prestataires, les réviseurs doivent continuer à développer une nouvelle stratégie et aller au delà du modèle qui consiste à se focaliser sur les aspects classiques des contrôles financiers, au profit d'un modèle qui consiste à se focaliser davantage sur les aspects dynamiques de l'entreprise:
— gestion de l'information interne et externe;
— gestion du risque en général;
— gestion et intégration des systèmes;
— gestion de l'outsourcing;
— gestion des ressources humaines.

Une telle évolution d'un modèle vers un autre exige que le réviseur acquière une compréhension vaste de l'environnement systémique des sources d'informations financières et de l'organisation administrative et comptable et des systèmes de contrôle interne au sens le plus large de l'entreprise. Elle implique également que nos cabinets puissent attirer et retenir «les talents», et que notamment le contexte légal et réglementaire leur en donnent les moyens.

Tijdelijk vruchtgebruik op aandelen: waarderingsproblematiek anno 2000 - juridische en bedrijfseconomische aandachtspunten (*)

Gislenus Bats,
Bedrijfsrevisor

INHOUDSOPGAVE

1. Inleiding

2. Definitie "Tijdelijk vruchtgebruik op aandelen"
   2.1. Begrip "vruchtgebruik"
   2.2. Begrip "tijdelijk vruchtgebruik
   2.3. Begrip "tijdelijk vruchtgebruik op aandelen"

3. Rechten en plichten van de vruchtgebruiker en van de blote eigenaar van aandelen
   3.1. Algemeen
   3.2. Rechten en plichten van de vruchtgebruiker
      3.2.1. Recht om te genieten en te gebruiken als eigenaar
      3.2.2. Plichten van de tijdelijke vruchtgebruiker om de zaak in stand te houden
   3.3. Rechten en plichten van de blote eigenaar
      3.3.1. Rechten van de blote eigenaar
      3.3.2. Plichten van de blote eigenaar

4. De waardering van het tijdelijk vruchtgebruik op aandelen
   4.1. Het begrip "vruchten"
   4.2. Het begrip "waarde"
   4.3. Aandachtspunten met betrekking tot de toe te passen waardering
      4.3.1. Duurtijd
      4.3.2. De bepaling van het volume van de vruchten in de toekomst
      4.3.3. Actualisatievoet
      4.3.4. Waarderingsformule

(*) Deze bijdrage inzake tijdelijk vruchtgebruik van aandelen wordt aangeboden aan de heer Henri OLIVIER uit sympathie voor de daadwerkelijke samenwerking die ondergetekende heeft ervaren, onder meer in de "Commissie Bijzondere Opdrachten", waarbij de heer Henri OLIVIER inzichten inzake de wettelijke bepalingen en hun relevantie met betrekking tot de uit de voeren controlewerkzaamheden en/of waarde-inzichten aan ondergetekende heeft bijgebracht.

5. Boekhoudkundige verwerking van het tijdelijk vruchtgebruik op aandelen
   5.1. Boekhoudkundige verwerking van de aanschaffing van een tijdelijk vruchtgebruik op aandelen
   5.2. Fiscaal aandachtspunt met betrekking tot de afschrijving van het tijdelijk vruchtgebruik op aandelen
   5.3. Conclusie

6. Besluit

*
* *

1. Inleiding

Professor H. VANDENBERGHE (1) stelde in een artikel dat dateert van 1983 dat de vestiging van het vruchtgebruik onder bezwarende titel eerder als een zeldzaamheid diende beschouwd te worden.

Blijkbaar is de situatie sedert enkele jaren gewijzigd en zijn thans vestigingen van het vruchtgebruik onder bezwarende titel in het voordeel van vennootschappen meer courante verrichtingen geworden. In diverse publicaties (2) wordt aandacht verleend aan het thema "Vruchtgebruik" zodat het onderwerp van de huidige bijdrage "Tijdelijk vruchtgebruik op aandelen" derhalve steeds minder academisch wordt.

De betrachting van de onderhavige bijdrage is de kenmerken, de techniek van de waardering van het tijdelijk vruchtgebruik op aandelen en de toepassing van de "opdeling", als het ware de splitsing, van de onderscheiden rechten inzake de "blote eigendom" (3) en het "tijdelijk vruchtgebruik" op aandelen nader te ontleden waarbij het "tijdelijk vruchtgebruik op aandelen" behandeld wordt vanuit het burgerrechtelijk standpunt en vanuit het boekhoudrechtelijk standpunt met een bijzondere aandacht voor de waarderingsproblematiek.

(1) H. VANDENBERGHE, "Actuele problemen van vruchtgebruik", *T.P.R.* 1983, 56.
(2) Themanummer: vruchtgebruik, *T. Not.* oktober 1999;
J. DU MONGH, "Vruchtgebruik op aandelen: wie oefent de lidmaatschapsrechten uit? Hernieuwd pleidooi voor de vruchtgebruiker", *Not. Fisc. M.* 1999, 9, 211;
J. RUYSSEVELDT en Ph. JANSSENS,"De waardering van het tijdelijk vruchtgebruik, anders bekeken ...", *Not. Fisc. M.* 1999, 5, 105.
(3) Het taalkundig dilemma tussen de termen "blote" of "naakte" eigendom blijkt thans opgelost, nu taalkundigen zich hebben uitgesproken voor "blote" (of "bloot-") eigendom. Zie hierover J. VAN HAVER, "Het verhaal van sisyphus - naakt en bloot", *T.R.V.* 1992, 187 - Taalrubriek.

Het begrip en de inhoud van een "tijdelijk vruchtgebruik op aandelen" in relatie met de rechten en de plichten voor de tijdelijke vruchtgebruiker en de blote eigenaar hebben ontegensprekelijk een directe invloed op de waardering van het tijdelijk vruchtgebruik op aandelen.

2. Definitie "tijdelijk vruchtgebruik op aandelen"

2.1. Begrip "vruchtgebruik"

Vruchtgebruik is *"het recht om van een zaak waarvan een ander de eigendom heeft, het genot te hebben, zoals de eigenaar zelf, maar onder de verplichting om de zaak zelf in stand te houden"* (art. 578 B.W.).

Vruchtgebruik wordt gevestigd *"door de wet of door de wil van de mens"* (art. 579 B.W.) en dit *"zuiver en eenvoudig, of voor bepaalde tijd, of onder een voorwaarde"* (art. 580 B.W.) en *"op alle soorten van roerende of onroerende goederen"* (art. 581 B.W.).

Aldus wordt op een aanmerkelijke wijze de essentie van de rechtsfiguur van een "tijdelijk vruchtgebruik" als zakelijk recht in het Burgerlijk Wetboek samengebald in vier korte artikelen en in slechts enkele tekstlijnen.

Indien men de voornoemde artikelen 578 tot 581 van het Burgerlijk Wetboek samenleest met de artikelen 617 tot 620 B.W., die de wijze vastleggen waarop vruchtgebruik eindigt en waaruit moet worden afgeleid dat het in elke hypothese om een tijdelijk recht gaat, heeft men alle essentiële kenmerken van het vruchtgebruik samengevat.

"Vruchtgebruik" kan derhalve worden gedefinieerd als een zakelijk en tijdelijk recht, dat aan zijn houder de volle rechten verleent van gebruik en genot, evenals beperkte bevoegdheden van beheer en beschikking met betrekking tot een roerend of een onroerend goed dat aan een ander toebehoort, maar onder de verplichting om het goed zelf in stand te houden en de bestemming ervan te eerbiedigen (4).

Het tijdelijk vruchtgebruik komt tot stand door een rechtshandeling met een translatief karakter, hetzij:

— *door vervreemding (de volle eigenaar draagt het vruchtgebruik over en behoudt de blote eigendom);*
— *door retentie (de volle eigenaar draagt de blote eigendom over en behoudt het vruchtgebruik).*

(4) Cass. 18 oktober 1979, *Arr. Cass.* 1979-80, 218 en *Pas.* 1980, I, 229.

Naast de kenmerken "gebruiks- en genotsrecht op andermans goed", worden bij H. DE PAGE ook de karakteristieken "zakelijk en tijdelijk recht" vooropgesteld: "L'usufruit est un droit réel et temporaire, qui permet d'user et de jouir du bien d'autrui" (5).

A. DE BRABANDERE (6) neemt de definitie van H. DE PAGE over, maar refereert tevens naar de meer uitvoerige omschrijving van L. HILBERT: "L'usufruit est un droit réel et viager, qui démembre le droit de propriété, en conférant à l'usufruitier la jouissance la plus complète du bien, à condition d'en respecter la substance et de l'entretenir en bon père de famille" (7).

H. DEKKERS brengt het vruchtgebruik onder bij de "zakelijke genotsrechten" en definieert het als "het zakelijk en tijdelijk recht om andermans zaak te gebruiken, en ervan te genieten" (8).

Meerdere auteurs, ondermeer H. VANDENBERGHE (9), nemen aan dat de definitie vervat in het artikel 578 B.W. enigszins onvolledig is: ze zegt eigenlijk te veel en te weinig (10):

- **Te veel** omdat de vruchtgebruiker niet echt geniet "als eigenaar". Het begrip "als eigenaar" mag niet letterlijk worden opgevat. De eigenaar kan inderdaad genieten van de zaak zoals hij het goed vindt, terwijl de vruchtgebruiker het als een "goed huisvader" moet doen (artikel 601 B.W.) De vruchtgebruiker moet inderdaad genieten als een goede huisvader, als een zorgzame en omzichtige burger. Dit betekent natuurlijk niet dat de vruchtgebruiker volledig kan handelen zoals een eigenaar. De vruchtgebruiker moet doelgebonden genieten en gebruiken, dit wil zeggen dat de vruchtgebruiker beschikt over een uitgebreid genots- en gebruiksrecht dat begrensd wordt door de ultieme bestemming van het goed. De eigenaar daarentegen kan absoluut genieten en handelen binnen de grenzen van het eigendomsrecht. Vruchtgebruik en eigendom zijn verschillende zakelijke rechten.

- **Te weinig** omdat de vruchtgebruiker ruimere rechten bezit dan enkel het gebruiks- en het genotsrecht. De gebruiks- en genotsrechten van de vruchtgebruiker zijn immers niet beperkt tot het materieel gebruik en tot het genie-

(5) H. DE PAGE, *Traité élémentaire de droit civil belge, Les biens et droits réels,* Brussel, Bruylant, 1975, VI, nr. 187.
(6) A. DE BRABANDERE, "Usufruit, Usage, Habitation" in *Rép. not.* II, Les Biens, Brussel, Larcier, 1977, nr. 1.
(7) L. HILBERT, "L'usufruit immobilier suivi d'un aperçu des droits réels immobiliers", in *Le droit immobilier,* Tamines, Duculot-Roulin, 1959, nr. 32.
(8) H. DEKKERS, *Handboek van Burgerlijk Recht,* I, Brussel, Bruylant, 1958, nr. 1158.
(9) H. VANDENBERGHE, "Actuele problemen van het vruchtgebruik", *T.P.R.* 1983, nr. 1 en H. VANDENBERGHE, Not. Act., *T. Not.* 1997, nr. 8, 31.
(10) R. DERINE, F. VANNESTE en H. VANDENBERGHE, *Zakenrecht,* in *Beginselen van Belgisch Privaatrecht,* Gent, Story-Scientia, 1984, nr. 840.

ten van de vruchten van de zaak, maar bevatten ook meer bepaalde beheers- en beschikkingsbevoegdheden met betrekking tot het recht zelf.

De vruchtgebruiker kan zijn recht overdragen, onder kosteloze of onder bezwarende titel, hij kan het in pand geven, en hij kan het goed of het voorwerp waarop zijn vruchtgebruik slaat onder meer ook in pacht, in huur of in bruikleen geven, dit alles uiteraard binnen de grenzen van zijn eigen recht.

De vruchtgebruiker kan dus meer dan genieten, gebruiken en beheren; hij kan binnen bepaalde grenzen ook beschikken. Wel dient hij hierbij steeds de rechten van de blote eigenaar te eerbiedigen, d.w.z. dat hij moet beheren als een goede huisvader, met een eerbiediging van het wezen van de zaak volgens de bestemming die de eigenaar er op het ogenblik van het vestigen van het vruchtgebruik aan gegeven had (11).

2.2. Begrip "tijdelijk vruchtgebruik"

Het vruchtgebruik kan niet enkel levenslang maar ook voor een bepaalde of bepaalbare termijn en evengoed ten voordele van rechtspersonen als ten voordele van fysieke personen worden gevestigd.

Het vruchtgebruik kan worden gevestigd of worden overgedragen ten voordele van een rechtspersoon, waarbij het Burgerlijk Wetboek in haar artikel 619 uitdrukkelijk stelt dat "vruchtgebruik gevestigd ten voordele van rechtspersonen beperkt is tot 30 jaar".

2.3. Begrip "tijdelijk vruchtgebruik op aandelen"

Het vruchtgebruik kan, overeenkomstig het artikel 581 B.W., worden gevestigd "op alle soorten van roerende of onroerende goederen" en kan bijgevolg eveneens gevestigd worden op een bijzonder soort roerende goederen, met name aandelen (artikel 529 B.W.).

De wet vereist dat het zakelijk recht een bepaalde en herkenbare zaak tot voorwerp heeft (12) en bovendien moeten de goederen waarop het tijdelijk vruchtgebruik gevestigd wordt in de handel zijn.

---

(11) A. KLUYSKENS, *Zakenrecht, Beginselen van Burgerlijk Recht,* Antwerpen, Standaard, V, 1940, nr. 143, met verwijzing o.m. naar F. LAURENT, *Principes de droit civil,* VI, Brussel, Bruylant, 1878, nr. 328.

(12) H. DE PAGE en H. DEKKERS, *Traité élémentaire de droit civil belge, Les biens,* Brussel, Bruylant, 1953, V, nr. 823; R. DERINE, F. VANNESTE en H. VANDENBERGHE, *o.c.,* nr. 34.

Zo kan een tijdelijk vruchtgebruik onder meer worden gevestigd op een (rentedragende) schuldvordering, op een pacht, op een auteursrecht, op een vermogen, op aandelen, op een handelszaak, op een octrooi of enig ander intellectueel recht ...

Voor wat betreft het tijdelijk vruchtgebruik dient duidelijk gesteld te worden dat aandelen met een tijdelijk vruchtgebruik kunnen worden bezwaard. Dit zal het meest voorkomen bij overlijden (erfrechtelijk vruchtgebruik) wat niet wegneemt dat ook conventioneel op aandelen een tijdelijk vruchtgebruik kan worden gevestigd.

Een aandeel is "de titel verleend door een vennootschap, ter vertegenwoordiging van de rechten van de regelmatige houder in het maatschappelijk leven en desgevallend het maatschappelijk kapitaal" (13).

Van belang voor de praktijk is eveneens dat het tijdelijk vruchtgebruik principieel eindigt op het einde van de duur van het tijdelijk vruchtgebruik of/en naar aanleiding van de ontbinding van de rechtspersoon-vruchtgebruiker waarbij de ontbinding van de rechtspersoon-vruchtgebruiker gelijk wordt gesteld met een overlijden van de natuurlijke persoon (14).

3. Rechten en plichten van de vruchtgebruiker en van de blote eigenaar van aandelen

3.1. Algemeen

De problematiek inzake het tijdelijk vruchtgebruik op aandelen wordt niet bepaald uitvoerig behandeld door *de wetgever.* Er is het artikel 140quater Vennootschappenwet (artikel 237, 344 Wetboek van Vennootschappen 1999) inzake de EBVBA waarbij de lidmaatschapsrechten toekomen aan diegene die van de enige vennoot het vruchtgebruik heeft geërfd (behoudens statutaire afwijking) (15).

Er is ook het artikel 190ter § 7 Vennootschappenwet (artikel 641, 339 Wetboek van Vennootschappen 1999) op grond waarvan vennoten met een bepaald effectenbezit kunnen vorderen wie het stemrecht uitoefent in een andere hoedanigheid dan die van eigenaar (bv. een vruchtgebruiker), zijn stemrecht overdraagt aan de

(13) J.M. VAN HILLE, N. FRANCOIS en L. FREDERICQ, *Aandelen en obligaties in het Belgisch recht,* Brussel, Bruylant, 1977, nr. 41.

(14) H. DE PAGE, *o.c.,* VI, nr. 407; A. KLUYSKENS, *o.c.,* V, nr. 214; A. DE BRABANDERE, *o.c.,* II, nr. 2222; F. LAURENT, *o.c.,* VI, nr. 352.

(15) BENOIT-MOURY en DELNOY, *L'usufruit successoral du conjoint et les droits associatifs découlant de participations sociales, Les sociétés et le patrimoine familial: convergences et confrontations,* Brussel, Bruylant, 1996.

bezitter of de andere bezitters van het aandeel. Deze bepaling is van openbare orde en zal derhalve tegen de vruchtgebruiker kunnen worden ingeroepen.

Vooreerst moet worden bepaald aan wie het stemrecht en de andere lidmaatschapsrechten toekomen indien de *statuten* niet in een regeling voorzien.

Bij het vestigen van een tijdelijk vruchtgebruik op aandelen zijn enkele "minpunten" aanwezig: zo onder meer het feit dat de verhoudingen tussen de blote eigenaar en de vruchtgebruiker niet steeds afdoende geregeld zijn, met alle gevolgen van dien. Dat de statuten niet in een regeling zouden voorzien, valt ten stelligste af te raden. In de praktijk blijken spijtig genoeg nogal wat statuten te bestaan waarin hieromtrent niets is geregeld. Terzake wordt ten stelligste aanbevolen een specifieke regeling te voorzien in de statuten.

De tekortkoming in een afdoende regeling wordt meestal verklaard vanuit de opvatting dat de vruchtgebruiker een slecht beheerder zou zijn, die enkel geïnteresseerd is in de opbrengsten, en niet of veel minder in de optimale instandhouding van het goed zelf. Veelal wordt gevreesd dat de vruchtgebruiker zou pogen zijn recht zoveel mogelijk te valideren met het risico dat de substantie van de zaak wordt uitgeput (geen toekomstgerichtheid).

In *de rechtsleer* is met betrekking tot een tijdelijk vruchtgebruik op aandelen geen eensgezindheid over wie het stemrecht heeft. De ene argumenteert dat het stemrecht toekomt aan de vruchtgebruiker, terwijl anderen het stemrecht voorbehouden aan de blote eigenaar. Weer anderen stellen dat het stemrecht afhangt van de aard van de beslissing die de algemene vergadering moet nemen: naargelang de beslissing een invloed heeft op het genot of op de substantie van de aandelen, is respectievelijk de vruchtgebruiker of de blote eigenaar de stemgerechtigde. Ten slotte kan volgens sommigen de schorsing van het stemrecht vooropgesteld worden tot de blote eigenaar en de vruchtgebruiker een gemeenschappelijke mandataris hebben aangeduid.

In bepaalde situaties kan de inspraak van de blote eigenaar niet genegeerd worden. Het is moeilijk verdedigbaar dat een kapitaalverhoging doorgang vindt zonder het akkoord van de blote eigenaar, ook al zou hij geen statutair voorkeurrecht op de nieuwe aandelen hebben.

Bovendien kan een mogelijk belangenconflict tussen de vruchtgebruiker en de blote eigenaar preventief in de vestigingsakte of in statutaire bepalingen worden opgevangen. Het moduleren van de rechten van de tijdelijke vruchtgebruiker in functie van de persoonlijke wensen van de contracterende partijen, vindt in de rechtspraktijk meer en meer toepassing. In de mate dat de bepalingen van dwingend recht en de wezenskenmerken van de rechtsfiguur worden geëerbiedigd en op voorwaarde dat aan de partijen geen simulatie kan worden tegengeworpen – mits zij dus alle gevolgen van de rechtshandeling aanvaarden – kan hiertegen weinig worden ingebracht.

Sommige auteurs omschrijven het recht van vruchtgebruik als een deel van het eigendomsrecht (16), een vertakking als het ware. Vanuit deze optiek bekeken is de volle eigendom een boom met een "tak blote eigendom" en een "tak vruchtgebruik". De volle eigenaar heeft de twee takken. Bij de vestiging van een recht van vruchtgebruik wordt een tak afgestaan. Dit is wat men noemt de "démembrement de la propriété" (17).

Andere auteurs zoals H. DE PAGE trekken van leer tegen de visie van de "vertakking" van het eigendomsrecht. De volle eigendom kan niet worden beschouwd als de optelsom van blote eigendom en vruchtgebruik. Het recht van vruchtgebruik is een zakelijk recht dat moet worden onderscheiden van het zakelijk recht van eigendom (18).

Wat er ook van zij, daar zowel de vruchtgebruiker als de blote eigenaar titularis zijn van een zakelijk recht op eenzelfde zaak, zullen beiden met elkaar rekening moeten houden bij de uitoefening van hun rechten.

De vruchtgebruiker mag van de zaak genieten en deze gebruiken, en heeft aldus het recht op de vruchten van de zaak. Dit betekent dat de vruchtgebruiker dan volle eigenaar wordt van deze vruchten.

Over welke bevoegdheid de vruchtgebruiker en de blote eigenaar ook mogen beschikken, het zal steeds een doelgebonden bevoegdheid zijn. Dit wil zeggen dat geen van beiden op absolute en onbeperkte wijze, zoals een volle eigenaar dit kan, zijn rechten tegenover de zaak zal kunnen laten gelden. Beiden moeten rekening houden met de rechtmatige belangen van de andere.

Elk van de partijen dient doelgebonden te handelen, rekening houdend met het gerechtvaardigd vertrouwen van de ander waarbij de ene geen handelingen kan stellen die de belangen en de rechten van de andere in het gedrang brengen.

H. DEKKERS behandelt het vruchtgebruik onder de hoofding "zakelijke genotsrechten", en stelt dat de economische waarde van het goed gesplitst is: "de vruchtgebruiker krijgt de dagelijkse voordelen, de eigenaar behoudt enkel het kapitaal" (19).

Het vruchtgebruik is dus eerder een specifiek gebruiks- en genotsrecht, niet zomaar een afgescheiden deel van de verschillende rechten die de volle eigenaar bezit. Het zou aldus toch eerder een genotsrecht zijn op andermans goed, een last die de eigendom tijdelijk bezwaart.

---

(16) Cass. 2 december 1880, *Pas.* 1881, 1, 72.
(17) PATAT, "Variations autour d'un thème soi-disant connu: le démembrement de propriété", *J.C.P.* 1990, Ed.N., prat. 1627.
(18) H. DE PAGE, *o.c.*, nrs. 204-206.
(19) H. DEKKERS, *o.c.*, nr. 1162.

Tussen de blote eigenaar en de vruchtgebruiker bestaat *geen onverdeeldheid,* omdat er geen samenloop is van rechten met een identiek karakter, in handen van verschillende personen. Om deze reden is het niet mogelijk een vordering tot uitonverdeeldheidtreding in te stellen.

3.2. Rechten en plichten van de vruchtgebruiker

3.2.1. Recht om te genieten en te gebruiken als eigenaar

a) De vruchtgebruiker heeft het recht op de "vruchten"

De vruchtgebruiker dient zijn rechten uit te oefenen zoals de eigenaar zelf maar onder de verplichting de zaak zelf in stand te houden (artikel 578 in fine B.W.).

Meteen zijn hiermee de twee fundamentele componenten van de positie van de vruchtgebruiker aangegeven. Enerzijds het fundamentele recht van de vruchtgebruiker om van de zaak te genieten en deze te gebruiken zoals een eigenaar dit kan; maar anderzijds de verplichting om dit genieten en gebruiken te begrenzen vanuit het besef dat de zaak moet worden in stand gehouden, teneinde deze op het einde van het vruchtgebruik te kunnen teruggeven aan de blote eigenaar.

Dividenden zijn burgerlijke vruchten in de zin van het artikel 584 B.W. (20) Vruchten zijn in wezen de periodieke opbrengsten of voortbrengselen van een zaak, waarbij de zaak zelf in stand blijft (21). Precies omdat dividenden moeten worden beschouwd als burgerlijke vruchten, behoren zij de vruchtgebruiker toe naar evenredigheid van de duur van zijn vruchtgebruik. De vordering op de dividenden ontstaat door het besluit van de algemene vergadering die ze toekent, maar de dividenden moeten worden beschouwd als vruchten van het boekjaar waarop zij betrekking hebben. Dividenden worden dus verkregen "van dag tot dag".

Deze stelling werd vroeger nochtans betwist. Enkele auteurs, en inzonderheid J. VAN RYN, stelden dat de vruchtgebruiker slechts recht had op de dividenden die tijdens zijn vruchtgebruik werden uitgekeerd (22).

Op basis van Cassatierechtspraak mag worden aangenomen dat de schuldvordering met betrekking tot de dividenden weliswaar ontstaat door de beslissing van de algemene vergadering, maar dat de dividenden voor de afbakening van de rech-

(20) Cass. 1 december 1960, *Arr. Cass.* 1961, 30 en *R.W.* 1960-61, 1619; Cass. 9 maart 1961, *Pas.* 1961, I, 745 en *R.C.J.B.* 1961, 297, noot J. DABIN; Cass. 16 januari 1964, *R.W.* 1964-65, 473. In dezelfde zin : R. DERINE, F. VANNESTE en H. VANDENBERGHE, *o.c.,* nr. 870, met de meer uitvoerige bronnen aldaar.

(21) H. DEKKERS, *o.c.,* nr. 1212; A. DE BRABANDERE, *o.c.,* II, nr. 89.

(22) J. VAN RYN en J. HEENEN, *Principes de droit commercial,* Brussel, Bruylant, 1981, I, nr. 783.

ten van de blote eigenaar en de vruchtgebruiker moeten worden aangemerkt als vruchten van het boekjaar waarover zij werden toegekend.

Tot het genotsrecht van de vruchtgebruiker zou het recht op de dividenden, en eventueel het recht op andere al dan niet periodieke opbrengsten van het kapitaal behoren, evenwel met alle nodige nuances die hierna worden onderzocht en besproken.

Buiten de dividenden kan het vruchtgebruik op aandelen nog andere voordelen omvatten. Dit zou onder meer het geval kunnen zijn met betrekking tot de reserves die jaarlijks worden aangelegd uit de winst.

Deze probleemstelling is niet eenvoudig. De vennootschap die winst maakt kan ingevolge een beslissing van een algemene vergadering van de aandeelhouders beslissen deze winst uit te keren onder de vorm van een dividend of zij kan deze winst toevoegen aan de reserves.

De problematiek kan nog scherper worden gesteld indien de algemene vergadering, bij gebrek aan of bij onvoldoende winst, zou beslissen tot een uitkering van dividenden door onttrekking aan de reserves om de aandeelhouders niet geheel in de kou te laten staan. In een dergelijke situatie kunnen reserves worden uitgekeerd die voortkomen uit vroeger opgebouwde winsten, en zelfs bij hypothese in boekjaren waarover de tijdelijke vruchtgebruiker nog geen rechten bezat. Hier zou de vruchtgebruiker die dit dividend verwerft, in feite genieten van een deel van het "eigen vermogen" van de vennootschap.

Indien het evenwel gaat om een effectieve uitkering van reserves, "gemotiveerd door de welvaart van de vennootschap waarvan de reserves meer dan nodig aangegroeid zijn, dan zijn het geen vruchten meer die uitgekeerd worden maar wel het aangegroeid kapitaal", en zullen deze sommen toekomen aan de blote eigenaar "in kapitaal" en aan de vruchtgebruiker voor het genot. De vruchtgebruiker zal de betreffende reserves evenwel kunnen innen, en er een "oneigenlijk vruchtgebruik" op verkrijgen, dat hij derhalve bij het einde van het vruchtgebruik theoretisch aan de blote eigenaar zou moeten teruggeven.

Uiteindelijk blijkt het sluitstuk van de problematiek het stemrecht te zijn verbonden aan de aandelen die met vruchtgebruik zijn bezwaard waarbij het stemrecht bij voorkeur geregeld wordt in de statutaire bepalingen van de vennootschap.

b) De vruchtgebruiker heeft eveneens "beheersrechten" - "stemrechten"

Toegepast op aandelen is de regel dat de blote eigenaar de beschikkingsrechten geniet en de vruchtgebruiker de genotsrechten, aangevuld met zekere beheersrechten (de vruchtgebruiker is immers ook de beheerder als goede huisvader van de zaak).

Het beheer als een normale, redelijke en voorzichtige huisvader garandeert de blote eigenaar dat hij op het einde van het vruchtgebruik zijn eigendom onaangetast door waardeverminderingen zal terugkrijgen, behoudens de waardevermindering die ook binnen een goed beheer noodzakelijkerwijze kan optreden.

Gelet op het feit dat de vruchtgebruiker het genot en het beheer heeft van de zaak van iemand anders en de daaruit volgende restitutieverplichting ten aanzien van de blote eigenaar, moet het beheer dat door de vruchtgebruiker wordt gevoerd te allen tijde worden verricht met respect en inachtneming van het belang van de blote eigenaar.

Hoewel het vruchtgebruik wordt gevestigd op aandelen, en niet op de vennootschap zelf, kan worden geargumenteerd dat de vruchtgebruiker die het tijdelijk vruchtgebruik verkrijgt op aandelen en die krachtens de statuten het stemrecht verkrijgt, ook op de buitengewone algemene vergaderingen, bij zijn beheer rekening zal moeten houden met de bestemming die de eigenaar bij de aanvang van het vruchtgebruik aan de aandelen heeft gegeven. Dergelijke bestaande bestemming zal determinerend zijn voor de tijdelijke vruchtgebruiker die beslissingen moet nemen inzake dividendpolitiek, reservering van winsten, uitkering van reserves, kapitaalvermindering, ...

Het zal dus niet mogelijk zijn voor de tijdelijke vruchtgebruiker, ook al heeft hij het onbeperkte stemrecht, om een totaal ander beleid inzake dividenden te voeren en nu plots massaal dividenden toe te kennen. Hij zal slechts kunnen stemmen met het oog op de uitkering van dividenden conform het door de eigenaar voorheen gevoerde beleid.

Het doelgebonden beheer, rekening houdend met het belang van de blote eigenaar en de verplichting om de substantie van de zaak, gelet op de bestemming ervan, in stand te houden, wordt nog versterkt door de verplichting, geldend voor elke aandeelhouder, om zijn stemrecht te goeder trouw uit te oefenen, mede rekening houdend met het belang van de vennootschap, en hierbij geen misbruik te maken van zijn bevoegdheid. Deze plicht is zoals bekend de laatste jaren herhaaldelijk belicht in het raam van de corporate governance problematiek. Indien misbruik van bevoegdheid zou worden vastgesteld, dan zou de betrokken beslissing van de algemene vergadering kunnen worden nietig verklaard op basis van het artikel 190bis § 1, 4° Vennootschappenwet (artikel 64, 3° Wetboek van Vennootschappen 1999).

Samenvattend kan gesteld worden dat de regeling met betrekking tot het stemrecht verbonden aan de aandelen die zijn opgesplitst in blote eigendom en in vruchtgebruik is betwist. Men vindt in de rechtsleer vier verschillende stellingen terug (23):

(23) Zie o.m. het overzicht van L. DU FAUX, "Notities in verband met het stemrecht in de NV en de BVBA", *T. Not.* 1976, V, 1 e.v.

a) *het stemrecht komt toe aan de vruchtgebruiker, uitgaande van het principe dat de vruchtgebruiker "de beheerder" is van de met vruchtgebruik bezwaarde goederen, welk beheer het Burgerlijk Wetboek hem ook effectief toestaat, onder de verplichting "te beheren als een goede huisvader": de "**beheerstheorie**";*

b) *het stemrecht komt toe aan de blote eigenaar, uitgaande van de opvatting dat deze de substantie zelf van het eigendomsrecht bezit: de "**substantietheorie**";*

c) *het stemrecht behoort toe aan de vruchtgebruiker wanneer de algemene vergadering beslissingen neemt met betrekking tot het genot van het aandeel (inzonderheid dus de winstverdeling), maar het stemrecht komt toe aan blote eigenaar wanneer het kapitaal zelf, "de substantie van het aandeel" in het geding is: de "**theorie van het "gemengd" stemrecht**";*

d) *men moet de regel toepassen die is opgenomen in het artikel 43, tweede lid, van de Vennootschappenwet (artikel 461 van het Wetboek van Vennootschappen 1999) en dat stelt dat, indien een aandeel aan verscheidene eigenaars toebehoort, de vennootschap de uitoefening van de eraan verbonden rechten kan schorsen totdat één enkele persoon is aangewezen als eigenaar van het aandeel ten aanzien van de vennootschap: de "**theorie van de opschorting**"* (24).

Naar de inzichten van ondergetekende moeten de stemrechten worden toegekend aan de vruchtgebruiker, onder voorbehoud van een andere conventionele regeling, bijvoorbeeld in de statuten van de vennootschap, in de vestigingsakte van het tijdelijk vruchtgebruik zelf of via een andere conventionele regeling. Vanuit de praktijk kan uiteraard worden gepleit voor de opname van een statutaire bepaling terzake.

De beheerstheorie die stelt dat het stemrecht in beginsel toekomt aan de vruchtgebruiker, wordt door ondergetekende onderschreven en steunt op het feit dat de vruchtgebruiker de normale "beheerder" is van de in tijdelijk vruchtgebruik gehouden aandelen.

"De vruchtgebruiker wordt een beheerder belast met rechtshandelingen" (25) waarbij gesteld wordt dat "L'administration n'est qu'un complément naturel de la jouissance" en "La jouissance implique l'administration" (26).

(24) J. VAN RYN, *o.c.*, I, nrs. 508 en 685; L. FREDERICQ, *Traité de droit commercial belge*, IV, Gent, Rombaut-Fecheyr, 1946-1955, nr. 350; J.M. VAN HILLE, N. FRANCOIS en L. FREDERICQ, *o.c.*, nr. 1346.

(25) H. DEKKERS, *o.c.*, nr. 1226; zie ook H. DE PAGE, *o.c.*, nr. 306.

(26) F. LAURENT, *o.c.*, nr. 455.

Wel moet de vruchtgebruiker deze beheersbevoegdheid uitoefenen, met inachtname van zijn verplichting om "te beheren als een goede huisvader", waarbij hij de substantie en de bestemming van het in vruchtgebruik gehouden goed moet eerbiedigen. Deze verplichting vormt meteen ook de begrenzing van de "beheerstheorie". De vruchtgebruiker van aandelen heeft geen onbeperkt beheer.

Dit betekent dat de vruchtgebruiker de blote eigenaar in de besluitvorming moet betrekken, "moet kennen", telkens wanneer hij wordt geplaatst voor een beslissing waar de substantie (in casu de kapitaalwaarde) van het goed in het geding zou kunnen zijn en wanneer hij meent dat hij geen beslissing mag nemen, als goede huisvader, zonder de blote eigenaar erin te betrekken.

Tegen de "beheerstheorie" (de stemrechten komen toe aan de vruchtgebruiker) zou kunnen worden ingebracht dat de vruchtgebruiker zijn stemrecht kan misbruiken door dit enkel aan te wenden met het oog op dividenduitkering, zonder zich te bekommeren om de rechten van de blote eigenaar van de aandelen. De vruchtgebruiker zou de vennootschap aldus kunnen "leeghalen" zodat in feite de substantie afneemt, misschien uiteindelijk zelfs verdwijnt.

De mogelijkheid tot een misbruik van de rechten van de tijdelijke vruchtgebruiker bestaat bij elk vruchtgebruik en is niet eigen aan het tijdelijk vruchtgebruik op aandelen met de specifieke problematiek inzake het stemrecht van de aandelen.

3.2.2. Plichten van de tijdelijke vruchtgebruiker om de zaak in stand te houden

Het recht van de vruchtgebruiker om van de zaak te genieten en deze te gebruiken zoals de eigenaar zelf, wordt begrensd door de verplichting om de zaak in stand te houden. De voormelde rechten van de tijdelijke vruchtgebruiker en de voormelde plicht geven samen het criterium aan op welke wijze de tijdelijke vruchtgebruiker het vermogen waarop zijn tijdelijk vruchtgebruik rust, kan beheren: zoals een eigenaar, maar doelgebonden, als een goede huisvader die weet dat hij de zaak zal moeten teruggeven. Deze beperking geldt voor de duur van het vruchtgebruik en voor elke handeling die de tijdelijke vruchtgebruiker in de loop van het tijdelijk vruchtgebruik stelt.

Het doelgebonden karakter van zijn beheer wordt ingegeven door de finale verplichting om "op het einde van het tijdelijk vruchtgebruik" de zaak zelf terug te geven aan de blote eigenaar. *De verplichting om de zaak in stand te houden is derhalve een verplichting van de tijdelijke vruchtgebruiker om de bestemming van de zaak te bewaren en te vrijwaren.*

3.3. Rechten en plichten van de blote eigenaar

3.3.1. Rechten van de blote eigenaar

De blote eigenaar behoudt het beschikkingsrecht op de blote eigendom wat concreet betrekking kan hebben op:

— *het voorkeurrecht op de intekening op bijkomende aandelen bij een kapitaalverhoging;*
— *de nieuwe aandelen die zouden worden toegekend bij een kapitaalverhoging door incorporatie van reserves, of door de opname van uitgiftepremies of meerwaarden in het kapitaal;*
— *zogenaamde "stock-dividenden";*
— *volgens sommige auteurs ook het stemrecht bij de algemene vergadering, hoewel hierover helemaal geen eensgezindheid bestaat zoals hoger aangehaald.*

De evidente keerzijde van de medaille van het doelgebonden beheer van de vruchtgebruiker is dat de blote eigenaar beschikt over een algemeen controle- en inzagerecht teneinde zich ervan te verzekeren dat het gevoerde beheer zijn rechten als blote eigenaar niet in het gedrang brengt of aantast.

Bovendien kan de blote eigenaar op elk ogenblik aan de rechter vragen om maatregelen te nemen, tegen de tijdelijke vruchtgebruiker, voorzover hij kan aantonen dat het beheer door de tijdelijke vruchtgebruiker zijn belangen als blote eigenaar in gevaar brengt. Het is evident dat de blote eigenaar niet dient te wachten tot het einde van het vruchtgebruik om een betreffende vordering te kunnen instellen (artikel 618 B.W.).

Tot slot kan nog worden opgemerkt dat de blote eigenaar, ook al komt het stemrecht volledig en uitsluitend toe aan de vruchtgebruiker, bij toepassing van zijn algemeen controle- en inzagerecht, steeds om het even welke algemene vergadering kan bijwonen en daar via zijn interventie het stemgedrag kan proberen te beïnvloeden.

3.3.2. Plichten van de blote eigenaar

Omgekeerd rust op de blote eigenaar de fundamentele verplichting om de vruchtgebruiker tijdens de duur van zijn tijdelijk recht te allen tijde te laten genieten en om zich te onthouden van elke handeling die direct of indirect het volledig genot en gebruik aan de tijdelijke vruchtgebruiker zou verhinderen (artikel 599 B.W.). Deze verplichting wordt in de rechtsleer zelfs als een resultaatsverbintenis beschouwd, die de vruchtgebruiker te allen tijde kan afdwingen.

4. De waardering van het tijdelijk vruchtgebruik op aandelen

4.1. Het begrip "vruchten"

Volgens de gemeenrechtelijke definitie van een tijdelijk vruchtgebruik op aandelen is dit "het recht om het genot te hebben van de betreffende aandelen gedurende de vooropgestelde periode zoals de eigenaar zelf zonder de aandelen in eigendom te hebben".

Het hiervoren geschetste kader binnen hetwelk het beheer van de vruchtgebruiker wordt gevestigd met de relevante rechten en plichten van het tijdelijk vruchtgebruik terzake, biedt een belangrijk referentiepunt voor de oplossing van de problemen die kunnen rijzen bij de bepaling van hetgeen als vruchten moet worden beschouwd en de waardering terzake.

Vruchten zijn afscheidbare goederen die kunnen ontstaan uit een ander goed, overeenkomstig de bestemming van dit ander goed. De vruchten beantwoorden in beginsel aan de volgende drie criteria (27):

1. Oorzaak

Een eerste vereiste opdat er sprake zou kunnen zijn van een vrucht bestaat hierin dat het goed waarop het vruchtgebruik wordt gevestigd de rechtstreekse oorzaak moet zijn van de beweerde vrucht.

2. Zelfstandigheid

Een tweede vereiste voor de kwalificatie als vrucht is het zelfstandig karakter van de vrucht. Van een vrucht kan slechts sprake zijn als deze kan worden afgescheiden van het goed waarop het vruchtgebruik wordt gevestigd zodat de vrucht zelf in volle eigendom toekomt aan de vruchtgebruiker.

Aandelen kunnen slechts vruchten opleveren in de mate dat deze vruchten kunnen worden afgescheiden van het aandeel zelf, dus bv. in geval van toekenning van een dividend. De meerwaarde van een aandeel kan niet van dit aandeel zelf worden afgescheiden en is daarom derhalve geen vrucht.

3. Overeenstemming

Een derde vereiste voor de kwalificatie als vrucht betreft de overeenstemming met de bestemming van het goed waarop het vruchtgebruik wordt gevestigd.

(27) Een voorwaarde die vaak naar voren wordt geschoven, doch niet wezenlijk is, is de periodiciteit; met name de vereiste dat een vrucht op regelmatige en periodieke wijze door het goed waarop het vruchtgebruik is gevestigd, wordt voortgebracht. Gebrek aan periodiciteit lijkt evenwel de kwalificatie als vrucht niet in de weg te staan, voorzover aan de drie criteria is voldaan.

Toegepast op aandelen mag de dividendpolitiek niet leiden tot de uitkering van reserves waardoor de doelgebonden substantie wordt aangetast en de continuïteit van de vennootschap in het gedrang kan gebracht worden.

4.2. Het begrip "waarde"

De waardering van het tijdelijk vruchtgebruik op aandelen is erop gericht *de waarde van het tijdelijk vruchtgebruik op de aandelen te bepalen die niet kennelijk afwijkt van de waarde die zou volgen uit een overeenkomst tussen niet-verbonden partijen in normale marktomstandigheden.*

Elke overdracht van een tijdelijk vruchtgebruik op aandelen dient te worden verricht *vanuit een bedrijfseconomisch standpunt aan de "economische waarde"*, waarbij de economische waarde kan gelijkgesteld worden aan de "marktwaarde". Terzake wordt door ondergetekende echter de term "economische waarde" verkozen boven de term "marktwaarde" omdat in vele gevallen er geen marktwaarde voor een tijdelijk vruchtgebruik op aandelen aanwezig is. Onder "economische waarde" dient te worden verstaan: "de prijs die de overdrager vermoedelijk voor het goed zou krijgen, dit wil zeggen, de waardering in functie van het nut voor de persoon of de vennootschap die het tijdelijk vruchtgebruik verwerft rekening houdend met de marktomstandigheden; de waardering zal in principe dienen te worden verricht in een perspectief van going concern."

Het begrip "waarde" en "reële waarde" wordt in de Vennootschappenwet summier behandeld en terzake wordt veelal verwezen naar de rechtsleer inzake de wettelijke bepalingen uit het fiscaal recht of forfaitaire bepalingen zoals opgenomen in het Registratiewetboek en het Successiewetboek.

Terzake dient ondergetekende op te merken dat in het Belgisch boekhoudrecht, meer bepaald in het koninklijk besluit van 8 oktober 1976, en in de commentaren van de Commissie voor Boekhoudkundige Normen weinig aandacht besteed wordt aan het begrip "reële waarde". Terzake dient gesteld te worden dat de begrippen "werkelijke waarde" en "reële waarde" bijna uitsluitend voorkomen in fiscale bepalingen.

De notie *"verkoopwaarde"* wordt niet nader gedefinieerd in het Registratiewetboek doch in de rechtsleer vindt men terzake de volgende definitie:

> *"La valeur vénale d'un bien est la valeur réelle, la valeur marchande ou de vente, celle qu'on obtiendrait en vendant ce bien dans des conditions normales de publicité, ensuite d'un concours suffisant d'amateurs"* (28).

(28) DONNAY, M., *Commentaar op het wetboek van Successierechten,* Brussel, 1948, 434 nr. 635 e.v. - Nederlandstalige bewerking door J. UYTTENHOVE.

In het boek "Successierechten deel I" wordt door de Heer Octaaf VAN ACOLEYEN de volgende definitie gegeven van de notie "verkoopwaarde" (29):

> *"De verkoopwaarde van iets bepalen betekent evenveel als er de handelswaarde, de economische ruilwaarde van aangeven.*
>
> *De verkoopwaarde van een goed is meer bepaald de prijs die bij aanbieding ten verkoop op de voor het goed meest geschikte wijze, na de beste voorbereiding, op de dag van de vererving door de meestbiedende gegadigde zou zijn besteed".*

Met referte naar de Europese context hecht de Europese Commissie met betrekking tot de boekhoudreglementering belang aan het begrip "waardering op basis van de waarde in het economisch verkeer" (valuation at fair value).

Het begrip *"economische waarde"* sluit aan bij het begrip "Fair Market Value" wat als volgt wordt gedefinieerd door de Amerikaanse jurisprudentie:

> *"The price in cash or its equivalent that the property would have brought at the time of taking, considering its highest and most probable use, if then offered for sale in the open market, in competition with other similar properties at or near the location of the property taken, with a reasonable time allowed to find a purchaser" (State vs. Cooper Alloy Corp., i36 N.J. Spr. 560, 347, A. 2d 365, 368)* (30).

Belangrijk hierbij is dat men kan stellen dat in het kader van de waardebepaling van een tijdelijk vruchtgebruik op aandelen men geen geschiedenis koopt maar men zich dient te richten naar de toekomst, en niet dient uit te gaan van cijfers maar van wat zij vertegenwoordigen. De verkoopwaarde van een tijdelijk vruchtgebruik op aandelen is de waarde bepalen ter ontmoeting van hetgeen de verkoper wil krijgen en wat de koper wil betalen in billijkheid.

4.3. Aandachtspunten met betrekking tot de toe te passen waardering

Met betrekking tot de waardering van het tijdelijk vruchtgebruik op aandelen van een vennootschap dient aandacht besteed te worden aan het feit dat de waarde van het tijdelijk vruchtgebruik op aandelen veelal bepaald wordt door de aandeelhouders – bestuurders – die als resultaatbepalende personen dienen beschouwd te worden van de betreffende vennootschap waarvan het vruchtgebruik op de aandelen dient bepaald te worden. Met andere woorden, de waarde van het tijdelijk vruchtgebruik op de aandelen wordt voor een groot deel bepaald door de

(29) VAN ACOLEYEN, *Successierecht deel 1,* Fiscale Hogeschool, nr. 233, p. 259.
(30) A. TIBERGHIEN, *Adagia Fiscalia,* ISBN: 90 632 384 0, D: 987 2664 65, Kluwer Rechtswetenschappen, Antwerpen, 121.

aandeelhouders – bestuurders – zelf, hun marktkennis, hun beleidsvisie, hun know-how, hun inzet en, niet in het minste, hun dividendpolitiek.

De *waardebepaling van het tijdelijk vruchtgebruik op aandelen* dient verricht te worden op basis van het toekomstig economisch nut voor de tijdelijke vruchtgebruiker. Een investeerder in een tijdelijk vruchtgebruik op aandelen zal slechts geïnteresseerd zijn een bepaalde prijs voor het tijdelijk vruchtgebruik op aandelen te betalen indien zijn verwacht rendement, rekening houdend met het risico dat hij neemt, een bepaald niveau haalt. Concreet betekent dit dat niet enkel de historisch gerealiseerde winsten en cashflows van belang zijn maar voornamelijk de te verwachten winsten en cashflows. De historische cijfers kunnen onder bepaalde omstandigheden enkel als referentiekader dienen.

Bij de waardering van het tijdelijk vruchtgebruik op de aandelen van een vennootschap dient eveneens rekening te worden gehouden met een aantal externe factoren zoals bijvoorbeeld:

1) *de positie van de aandeelhouder die wegens zijn minderheidsparticipatie geen invloed kan uitoefenen op de dividendpolitiek van de vennootschap;*

2) *de risico's waaraan de vennootschap onderworpen is, onder andere de afhankelijkheid van de betreffende vennootschap van de algemene economische conjunctuur en van andere specifieke eigenschappen van de betreffende markt waarin de vennootschap werkt.*

Gelet op de eigenheid van een "tijdelijk vruchtgebruik op aandelen" dient voor de waardering een *"inkomensgerichte benadering"* te worden weerhouden. Bij een inkomensgerichte benadering gaat men na welk inkomen het vermogen zal opleveren voor de tijdelijke vruchtgebruiker in de vooropgestelde periode. Het vermogen wordt hier geëvalueerd op basis van de inkomstenstroom voor de tijdelijke vruchtgebruiker.

Een *"toekomstgerichte waardering"* kan niet uitsluitend steunen op de historische gegevens. Toekomstgerichte berekeningen, waarin de toekomstige ontwikkeling van de ondernemingsresultaten en -behoeften vervat zijn, dienen als basis weerhouden te worden. De waarde van het tijdelijk vruchtgebruik op aandelen wordt bepaald als de actuele waarde van de toekomstige verwachtingen in de vooropgestelde periode op het vlak van resultaten, dividend- en geldstromen. Het begrip "rendementswaarde" treedt hier op de voorgrond.

Een tijdelijk vruchtgebruik op aandelen heeft een dynamische waarde als "bron" welke het mogelijk maakt om in de toekomst inkomsten te verwerven. Het is mogelijk dat twee vennootschappen met een identieke substantiële waarde, toch vanuit het standpunt van de tijdelijke vruchtgebruiker verschillende resultaten opleveren.

Men tracht tot het waarde-oordeel te komen door de waardering van alle toekomstige voordelen die de werking van de vennootschapsbestanddelen zullen opleveren. De actuele waarde van deze toekomstige voordelen noemt men de *"rendementswaarde"*. De rendementswaarde evalueert de toekomstige vruchten die kunnen behaald worden voor zover de vennootschap haar activiteit kan uitoefenen onder de veronderstelling van continuïteit.

De rendementswaardemethode berust in zijn principes op de investeringsleer, nl. de erkenning dat "iets" slechts een waarde heeft omwille van de eruit voortvloeiende toekomstige nuttigheden. Deze methode vergt dus de kennis van een tijdsaspect, de kennis van het volume van de toekomstige nuttigheden en de waardering van deze nuttigheidsstroom. Het betreft een zeer "eerlijke" filosofie, maar het is ook zeer subjectief en moeilijk om alle relevante gegevens voor de noodzakelijke berekeningen te verkrijgen en te evalueren.

Inderdaad, voor de te waarderen vennootschap zou het mogelijk moeten zijn om de volgende parameters te bepalen:

1) *de lengte van de toekomst waarin nog vruchten uit de inspanningen uit het verleden zich zullen openbaren (duurtijd);*

2) *het volume van de betreffende vruchten in de toekomst (normaal resultaat - normaal dividend);*

3) *de te gebruiken actualisatievoet om die toekomstige vruchten te actualiseren (actualisatie).*

De drie voornoemde parameters kunnen als volgt nader worden toegelicht:

4.3.1. Duurtijd

Ten aanzien van de termijn van het tijdelijk vruchtgebruik moet worden gespecificeerd over welke duurtijd men het vruchtgebruik vestigt. Zo kan men het vruchtgebruik vestigen "tot op een zekere dag" of "voor een bepaalde duur met ingang van een zekere dag". De termijn van het tijdelijk vruchtgebruik moet in elk geval "bepaald" zijn.

Het meest gebruikelijk bij het vaststellen van een tijdelijk vruchtgebruik is de vestiging voor een bepaalde termijn zoals bijvoorbeeld: "... voor een termijn van 10 jaar met ingang van 1 oktober van het jaar XXX" of tot een zekere datum, bijvoorbeeld: "... voor een termijn die zal eindigen op 31 december van het jaar XXX".

Bij de waardering wordt dan ook uitgegaan van de betreffende vooropgestelde en bepaalde duur die inherent is opgenomen in de bepaling van het tijdelijk vruchtgebruik op de aandelen.

4.3.2. De bepaling van het volume van de vruchten in de toekomst

Bij de bepaling van de "vruchten" gaat men veelal uit van het "normaal in de toekomst te realiseren resultaat", zijnde de winst ná belasting van de vennootschap, waarbij echter in het kader van de bepaling van een tijdelijk vruchtgebruik op aandelen dient rekening te worden gehouden met het "uitkeerbaar bedrag" waarop de vruchtgebruiker in de betreffende vooropgestelde periode recht zal hebben.

In een eerste fase kan uitgegaan worden van de bepaling van het "normaal resultaat" waarbij onder de term "normaal resultaat" dient te worden weerhouden het "bedrijfseconomisch normaal resultaat", ná de aanpassingsposten, onder meer:

- *het "normaal resultaat" dient berekend te worden ná de aanrekening van een **normaal ondernemersloon** voor de ingezette arbeid;*

- *het "normaal resultaat" houdt rekening met een normale **vergoeding voor de gebruikte ruimten** voorzover deze geen eigendom zijn van de vennootschap of dus een normale huurvergoeding;*

- *het "normaal resultaat" wordt bepaald ná correctie voor eventuele **toevallige of uitzonderlijke opbrengsten of kosten** die niet representatief zijn voor het normaal resultaat in de toekomst;*

- *het "normaal resultaat" dient te worden bepaald rekening houdend met **bedrijfseconomisch verantwoorde afschrijvingspercentages** die kunnen afwijken van de door de fiscale wetgeving toegelaten versnelde afschrijvingingspercentages;*

- ...

Een belangrijke nuancering met betrekking tot de waarde van een tijdelijk vruchtgebruik op aandelen is de vraag of en in hoever men het "normaal resultaat" als basis kan gebruiken voor de bepaling van de waarde van het tijdelijk vruchtgebruik op aandelen. Concreet stelt zich de vraag of het normaal resultaat kan uitgekeerd worden; of men minder of meer kan uitkeren dan het normaal resultaat als vrucht in het kader van het tijdelijk vruchtgebruik met de volgende vraagstelling:

1) Mag de vruchtgebruiker aanspraak maken op vruchten afkomstig van reserves die ontstaan zijn vóór de datum van het vestigen van het tijdelijk vruchtgebruik?

2) Kan het "normaal resultaat" voor 100 % uitgekeerd worden in een vennootschap in going concern zonder het wezen of de eigenheid van de zaak aan te tasten?

Mijns inziens kan de vruchtgebruiker slechts aanspraak maken op reeds bestaande reserves of overgedragen winsten voorzover in de vennootschap belangrijke overtollige financiële middelen aanwezig zijn waardoor, bij de uitkering van de overtollige geldmiddelen als "vrucht" aan de vruchtgebruiker, men geen nadeel doet aan de normale werking en de expansiemogelijkheden van de vennootschap. Het is echter duidelijk dat men de uitkering van bestaande reserves of overgedragen winsten met de nodige voorzichtigheid en nuancering dient te benaderen omdat bij een eventuele benadeling door een overmatige winstuitkering in de uitkerende vennootschap de blote eigenaar zich zou kunnen keren tegen de vruchtgebruiker op basis van een misbruik van de rechten door de vruchtgebruiker.

Vanuit pragmatisch standpunt kan gesteld worden dat men moet uitgaan van een normale reservering in hoofde van de uitkerende vennootschap overwegende dat een vennootschap in going concern voldoende middelen moet behouden om haar continuïteit en haar investeringsplanning te kunnen verder zetten. Belangrijk is hierbij niet enkel het normaal resultaat maar eveneens als toetsing de bepaling van de *vrije cashflow* waarbij concreet de vrije cashflow kan bepaald worden door het resultaat ná belasting te verhogen met de geboekte afschrijvingen en te verminderen met de normale verplichting in going concern tot terugbetaling van het kapitaal van de leningen én de vervangingsinvesteringen die noodzakelijk zijn om de continuïteit van de vennootschap op peil te houden.

De bepaling van de vruchten bepaald in functie van het normaal resultaat dient genuanceerd en getoetst te worden met de behaalde "normale vrije cashflow" in de vennootschap. Terzake is het mogelijk dat het bedrag aan uitkeerbaar resultaat hoger is dan het vooropgesteld beschikbaar resultaat van het boekjaar voorzover er een belangrijk vrij cashflowbedrag jaar op jaar wordt gerealiseerd. Derhalve is het mogelijk dat het verschil tussen de vrije cashflow en het vooropgesteld beschikbaar normaal resultaat toch als vrucht kan uitgekeerd worden aan de vruchtgebruiker door vanuit technisch oogpunt een dividend uit te keren uit de boekhoudkundige beschikbare reserves of/en het boekhoudkundig overgedragen resultaat. De betreffende problematiek spitst zich toe op de vaststelling dat de uitkering van de "vruchten" het wezen van de vennootschap niet mag aantasten.

Het is eveneens duidelijk dat de vooropgestelde waarderingsmethode die gebaseerd is op het rendement en op de vrije cashflow eerder subjectief en afhankelijk is van de inzichten naar de toekomst toe van de betrokken partijen aangezien zij een inschatting vereisen van de *toekomstige evolutie* van de "normale winsten" en van de "normale vrije cashflows".

4.3.3. Actualisatievoet

Teneinde het vereiste rendementspercentage te berekenen dient te worden uitgegaan van de vereiste "return on investment" die bepaald wordt door onder meer de volgende drie factoren:

1) *Een eerste factor betreft de vergoeding op een risicovrije belegging op lange termijn, die zoals gebruikelijk wordt gelijkgesteld aan de vergoeding van een OLO (Overheid Lineaire Obligatie) op lange termijn.*

2) *Een tweede factor betreft de marktrisicopremie. Dit is een marktgegeven en geeft weer wat de normale extra vergoeding is van de totale aandelenmarkt ten opzichte van de risicovrije intrestvoet van de voormelde OLO. Het is de premie die geëist wordt door de markt opdat de markt bereid is te investeren in niet-risicovrije aandelen.*

3) *Een derde factor betreft de zogenoemde Beta-factor, die de gevoeligheid van een aandeel ten opzichte van de markt weergeeft. Hoe groter de Beta-factor, hoe gevoeliger de koers van een aandeel bij wijzigingen in de markt. Het is dus een indicator voor de risicograad van een aandeel. De Beta-factor voor ondernemingen die geen publieke notering hebben, wordt veelal bepaald door vergelijking met gelijkaardige genoteerde ondernemingen. Als alternatief kan de Beta-factor van de klanten van de betreffende vennootschap als referentie gebruikt worden.*

Het vereiste rendementspercentage kan dan bepaald worden als volgt:

Vereiste vergoeding = vergoeding risicovrij + Beta (marktrisicopremie)

4.3.4. Waarderingsformule

Op basis van de voorgaande analyse kan de volgende vereenvoudigde formule worden toegepast:

$$TVG = V \times \left(\frac{1}{1+i} + \frac{1}{(1+i)2} + \frac{1}{(1+i)3} + \ldots + \frac{1}{(1+i)n} \right)$$

$$TVG = \sum_{t=1}^{n} \frac{V(n)}{(1+i)n}$$

TVG = *tijdelijk vruchtgebruikwaarde van de aandelen*
V = *jaarlijks vooropgestelde vrucht*
i = *actualisatiepercentage*
n = *duurtijd*

5. Boekhoudkundige verwerking van het tijdelijk vruchtgebruik op aandelen

5.1. Boekhoudkundige verwerking van de aanschaffing van een tijdelijk vruchtgebruik op aandelen

De boekhoudkundige verwerking van vruchtgebruik steunt voornamelijk op het advies nr. 162/2 van de Commissie voor Boekhoudkundige Normen:

> *"Kenmerkend voor de splitsing van de eigendom is dat* ***de verschillende rechten*** *verbonden aan de volle eigendom niet meer toebehoren aan een zelfde eigenaar maar verspreid zijn onder twee of meer verschillende personen. In tegenstelling tot de mede-eigendom waar de mede-eigenaars onverdeelde houders zijn van de volle eigendom van een zelfde goed, behoren de verschillende rechten verbonden aan de eigendom van hetzelfde goed hier verschillende houders toe.* ***Het gebruiks- of genotsrecht wordt op grond van uiteenlopende regels gescheiden van de "eigendom" van het goed.***
>
> *Het Burgerlijk Wetboek definieert het vruchtgebruik als "het recht om van een zaak waarvan een ander de eigendom heeft, het genot te hebben, zoals de eigenaar zelf, maar onder verplichting om de zaak zelf in stand te houden." (art. 578 B.W.).*
>
> *Kenmerkend voor het vruchtgebruik is dat het een zakelijk recht is om het goed van een ander te gebruiken en er het genot van te hebben; voorts, dat het een tijdelijk recht is aangezien het noodzakelijkerwijze eindigt hetzij door de dood van de vruchtgebruiker (art. 617 B.W.), hetzij na het verstrijken van de overeengekomen termijn.*
>
> *De vraag nu is uit te maken hoe* ***deze splitsing van de eigendom boekhoudkundig moet worden verwerkt****; daartoe zal de situatie worden onderzocht vanuit het standpunt van de houder die beroepsmatig handelt en voor wie de voorschriften van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen gelden. In die context zullen enkel de verrichtingen worden onderzocht die onder bezwarende titel zijn verwezenlijkt. De gevallen waarin een gesplitst zakelijk recht kosteloos of voor een symbolische tegenprestatie zou worden verworven of gevestigd, worden hier dan ook niet besproken.*
>
> *Bij het onderzoek naar de boekhoudkundige verwerking van de splitsing van de eigendom zal bovendien enkel worden uitgegaan van de hypothese waarin de verwerving of de overdracht van het gesplitste recht gebeurt tegen betaling van een eenmalige prijs bij de afsluiting van de transactie of tegen de onmiddellijke levering van een tegenprestatie. De hypothese waarin de tegenprestatie voor de verwerving of overdracht uitsluitend be-*

staat uit de betaling van een periodieke vergoeding, wordt hier dus niet besproken."

De Commissie voor Boekhoudkundige Normen benadert het probleem vanuit het principe van een "splitsing van eigendom" en onderzoekt de boekhoudkundige verwerking vanuit het standpunt van de houder voor wie de voorschriften met betrekking tot de boekhouding van het K.B. van 8 oktober 1976 van toepassing zijn.

Bij de verwerving van het vruchtgebruik moet overeenkomstig het algemeen beginsel de activa - vruchtgebruik - worden geboekt tegen de *aanschaffingswaarde.*

Aangezien het recht van vruchtgebruik *tijdelijk* is *moet* de aanschaffingswaarde volgens een passend plan ten laste van het resultaat worden genomen op basis van de duur van het recht van vruchtgebruik - Commissie voor Boekhoudkundige Normen, Bulletin nummer 26 van maart 1991, p. 16:

"Aangezien het recht van vruchtgebruik uiteraard tijdelijk is ***- ook al heeft het betrekking op een goed waarvan het gebruik niet beperkt is in de tijd, bv. een terrein*** *- zal de aanschaffingswaarde* ***volgens een passend plan ten laste worden genomen op grond van de duur van het recht van vruchtgebruik of*** *van de economische gebruiksduur van het onroerend goed, in de veronderstelling (die, rekening houdend met de definitie van het vruchtgebruik, niet erg waarschijnlijk is) dat deze economische gebruiksduur korter zou zijn dan de duur van het vruchtgebruik."*

De aanschaffingswaarde die boekhoudkundig dient te worden afgeschreven omvat het volledige bedrag, zelfs indien het vruchtgebruik geheel of ten dele betrekking heeft op een goed dat in principe niet afschrijfbaar is. Het is zonder belang dat dit vruchtgebruik ook ten dele betrekking zou hebben op een "in principe niet-afschrijfbaar goed" zoals bijvoorbeeld een terrein of aandelen.

De Commissie voor Boekhoudkundige Normen stelt in haar Bulletin nummer 26 van maart 1991 op pagina 18:

"Op grond van het artikel 12 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 zijn de afschrijvingen de bedragen die ten laste van de resultatenrekening zijn genomen, ... om het ***bedrag van hun kosten te spreiden over hun waarschijnlijke nuttigheids- of gebruiksduur.*** *Aldus legt de tekst van het organieke besluit een rechtstreeks verband tussen de tenlasteneming van de kosten via afschrijvingen en hun gebruik door de onderneming. Slechts ingeval deze kosten op grond van het fiscaal recht voortijdig ten laste zouden mogen worden genomen, mag het effectieve gebruik voortijdig ten laste worden genomen (art. 28 § 2, koninklijk besluit van 8 oktober 1976). Op dit punt sluit de regeling van het besluit aan bij het "matching principle"*

op grond waarvan nauw met elkaar verbonden kosten en opbrengsten gelijktijdig in de resultatenrekening moeten worden uitgedrukt."

Op basis van de eigenheid van het tijdelijk vruchtgebruik op aandelen zoals weergegeven in de voorgaande hoofdstukken (vooral: de eigen kenmerken van het recht, waarbij de tijdelijke vruchtgebruiker geen eigenaar is van de aandelen, en het per definitie tijdelijk en uitdovend karakter ervan), moet het vruchtgebruik naar onze inzichten worden *afgeschreven* (of teruggenomen door een "lineaire waardevermindering"), over de termijn van het tijdelijk recht van vruchtgebruik op aandelen.

Het gebruik van het begrip "afschrijving" of van het begrip "waardevermindering" is op zich niet relevant. In de beide gevallen gaat het om een periodiek (jaarlijks) ten laste van het resultaat nemen van een waarde-afname die zich in beginsel lineair voordoet over de termijn van het tijdelijk recht van vruchtgebruik.

Belangrijker is dat, ook indien men de term "waardevermindering" zou gebruiken, het niet gaat om een waardevermindering op aandelen (vermits de vruchtgebruiker geen aandeelhouder is, geen "bezitter" van deze aandelen), maar om het in resultaat nemen van een tijdelijk en dus uitdovend zakelijk recht van vruchtgebruik.

5.2. Fiscaal aandachtspunt met betrekking tot de afschrijving van het tijdelijk vruchtgebruik op aandelen

Vanuit het fiscaal oogpunt worden in beginsel de regels van de boekhoudwetgeving gehanteerd wat met name betreft:

— de aanschaffings- of beleggingswaarde, en
— de afschrijvingen.

De afschrijving/waardevermindering met betrekking tot het tijdelijk vruchtgebruik op aandelen dient verricht te worden zoals de Commissie voor Boekhoudkundige Normen voorschrijft en dient ook fiscaal te worden aanvaard. Het belastbaar fiscaal resultaat dient immers conform de boekhoudwet te worden vastgesteld behalve in de gevallen waarin de fiscale wet *uitdrukkelijk van de boekhoudwet afwijkt.*

De fiscale wetgeving stelt in het artikel 198, 7° van het Wetboek Inkomstenbelastingen 1992:

*"**Art. 198**. Als beroepskosten worden niet aangemerkt:*
*7° waardeverminderingen en minderwaarden **op aandelen**, behoudens minderwaarden op aandelen geleden naar aanleiding van de gehele ver-*

deling van het maatschappelijk vermogen van een vennootschap tot ten hoogste het verlies aan gestorte kapitaal dat door die aandelen wordt vertegenwoordigd."

De fiscale wetgeving wijkt af van de boekhoudwetgeving met betrekking tot waardeverminderingen en minderwaarden op "aandelen". Voorzover de fiscale wet *duidelijk is,* dient zij niet geïnterpreteerd te worden, noch dient de bedoeling van de wetgever nagegaan te worden, maar *dienen louter de wettelijke bepalingen te worden nageleefd.*

De fiscale wetgeving en de fiscale commentaren hebben *geen enkele bepaling die stelt dat het "vruchtgebruik op aandelen" als dusdanig niet afschrijfbaar is of dat de minderwaarde die jaarlijks wordt geboekt inzake het "afbouwend nut van het vruchtgebruik op aandelen" overeenkomstig het verloop van de duur van het vruchtgebruik als waardevermindering fiscaal niet aanvaard zou worden.*

Hierbij dient uitdrukkelijk gesteld te worden dat er geen tegenstelling is tussen de bepalingen met betrekking tot *de afschrijving of de waardevermindering van het vruchtgebruik op aandelen* van het K.B. tot uitvoering van het Wetboek Inkomstenbelastingen 1992 en het K.B. betreffende de jaarrekening van de ondernemingen.

Daarenboven dient gesteld te worden dat het beginsel dat de boekhoudwetgeving voorgaat op de fiscale wetgeving voorzover *er geen uitdrukkelijke fiscale bepalingen zijn* die afwijken van de boekhoudwetgeving werd bevestigd door het Hof van Cassatie d.d. 20 februari 1997 waarbij de belastbare winst van een vennootschap moet worden vastgesteld conform de boekhoudwet, behalve in de gevallen waarin de belastingwet *uitdrukkelijk* van de boekhoudwet afwijkt (31).

Zoals hiervoor reeds uitvoerig werd uiteengezet dient uitdrukkelijk gesteld te worden dat *het tijdelijk vruchtgebruik op aandelen een tijdelijk, zakelijk en onafhankelijk recht* is dat niet kan en mag verward worden met het begrip *"aandelen".*

Voor de duidelijkheid kan zijdelings verwezen worden naar het "tijdelijk vruchtgebruik op een terrein" waarbij de geboekte afschrijvingen in de vennootschap *fiscaal aftrekbaar zijn ondanks het feit dat afschrijvingen op "een terrein" niet kunnen worden verricht vanuit boekhoudkundig en fiscaal standpunt.*

(31) Cass. 20 februari 1997, *Fiskoloog* nr. 605, 2.

5.3. Conclusie

Naar de inzichten van ondergetekende moet het tijdelijk vruchtgebruik op aandelen verworven door een vennootschap vanuit boekhoudkundig en fiscaal standpunt, als volgt verwerkt worden:

- het tijdelijk vruchtgebruik wordt geactiveerd tegen aanschaffingswaarde;
- het tijdelijk vruchtgebruik wordt in beginsel lineair afgeschreven over de termijn van het zakelijk recht (of moeten, zo men deze terminologie verkiest, waardeverminderingen worden geboekt die evenwel in beginsel overeenstemmen met een lineaire afschrijving);
- de afschrijvingen/waardeverminderingen op het tijdelijk vruchtgebruik van aandelen zijn fiscaal aftrekbaar omdat de fiscale wetgeving duidelijk is en het hier niet gaat om "waardeverminderingen op aandelen", gelet op het feit dat de betrokken belastingplichtige niet over het eigendomsrecht op deze aandelen beschikt, maar over een zakelijk genotsrecht van tijdelijke aard met een in waarde uitdovend karakter.

Overwegende dat de fiscale wetgeving duidelijk is en niet uitdrukkelijk stelt dat minderwaarden of afschrijving met betrekking tot *het vruchtgebruik op aandelen* fiscaal *niet* zouden kunnen worden in mindering gebracht van het fiscaal resultaat en dat er aldus geen wettelijke bepaling is *die de belastbaarheid van de afschrijving van het vruchtgebruik op aandelen aantoont* dient derhalve de afschrijving/minderwaarde op het vruchtgebruik van aandelen fiscaal aanvaard te worden omdat de betreffende inboeking conform is aan de bepalingen van de boekhoudwetgeving.

6. Besluit

Het is duidelijk dat de rechtsfiguur van het tijdelijk vruchtgebruik tal van mogelijkheden en perspectieven biedt voor de rechtspraktijk. Hoewel de wettelijke regeling van het tijdelijk vruchtgebruik, zoals door de wetgever in het begin van de negentiende eeuw uitgedracht, niet meer geheel is aangepast aan de noden van onze snel evoluerende maatschappij, blijft deze rechtsfiguur terecht een belangrijke en nuttige rol vervullen in ons recht en in de pogingen van de practicus om met de beschikbare instrumenten redelijke en billijke oplossingen aan te reiken met een bijzondere aandacht voor een bedrijfseconomisch verantwoorde waardering terzake.

In deze bijdrage wordt aangetoond wat het begrip "tijdelijk vruchtgebruik op aandelen" inhoudt en welke consequenties dit heeft op de waardebepaling van het tijdelijk vruchtgebruik op aandelen.

De feitelijke inhoud van het "tijdelijk vruchtgebruik op aandelen" is de hoeksteen van de waardering van dit tijdelijk zakelijk recht. Gelet op het ontbreken

van een uitgewerkte wettelijke regeling wordt aanbevolen om de rechten en de plichten van de vruchtgebruiker en van de blote eigenaar uit te werken in specifieke statutaire bepalingen of in een afzonderlijke overeenkomst waarbij de partijen zich laten leiden door het "belang van de vennootschap" (cf. Corporate Governance-problematiek).

De waardering van het tijdelijk vruchtgebruik op aandelen dient volgens bedrijfseconomische maatstaven te worden verricht waarbij de waarderingsmethodiek dient te steunen op de continuïteit en op de toekomstige evolutie van de vennootschap. Daarbij kunnen de historische gegevens enkel aangewend worden als referentie. De waarde van het tijdelijk vruchtgebruik wordt gedetermineerd door de "vruchten", zijnde de genormaliseerde beschikbare middelen voor de duur van het vruchtgebruik. De uitgekeerde "vruchten" mogen geen afbreuk doen aan de continuïteit van de vennootschap en aan de slagvaardigheid naar de toekomst toe.

Een pragmatische en bedrijfseconomisch verantwoorde waarderingsmethodiek in combinatie met "gezond verstand" is hier gepast.

L'insertion du droit comptable dans le droit des sociétés

Anne Benoit-Moury,
Professeur ordinaire à la Faculté de Droit de Liège

1. Le titre qui m'a été proposé s'inscrit dans le cadre de la codification du droit des sociétés. Il a l'avantage d'être à la croisée des chemins entre deux disciplines chères à Henri OLIVIER qui a excellé dans l'une et l'autre.

S'il y a peu de temps que l'on parle du droit comptable en Belgique (1) , cette discipline y a désormais acquis ses lettres de noblesse. Le droit des sociétés est certes beaucoup plus ancien. Sur le plan strictement législatif, il remonte aux ordonnances de Colbert de 1673, en passant par le Code Civil de 1804 et le Code de Commerce de 1807 qui a été lui-même complètement refondu par la loi de 1873.

Pourquoi une nouvelle codification? Des ajouts successifs dus à l'évolution du contexte économique et financier, à la création de nouvelles formes sociétaires, à la transposition des directives européennes, avaient accru la complexité des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et en avaient rendu la lecture très difficile sinon incompréhensible. En un premier temps, une mise en ordre s'imposait avant de procéder à des modifications de fond plus substantielles (2).

Dans un souci de simplification, les objectifs étaient de supprimer les renvois de textes en textes, de reformuler les règles adéquates pour chaque type de société, de regrouper dans un ensemble législatif cohérent toutes les dispositions applicables aux sociétés et jusqu'alors dispersées dans des réglementations différentes ou spécifiques.

La démarche aurait pu se limiter aux seules normes relatives au droit des sociétés *sensu stricto*, elle n'aurait cependant pas été satisfaisante ni sur le plan théorique, ni sur le plan pratique.

(1) Comp. M. DE WOLF, "Le droit comptable des sociétés" in *Le nouveau Code des sociétés*, Bruxelles, Bruylant, 1999, 311.

(2) Comp. G. HORSMANS et Y. DE CORDT, "La portée et l'influence de la codification", *o.c.*, 93 et s.

Le droit des sociétés en Belgique ne se limite plus depuis longtemps au seul cadre de la loi fondamentale de 1873. Bien avant, mais surtout en 1935, étape marquante, il n'a cessé de subir les influences des disciplines voisines – l'action de la Commission bancaire n'est pas étrangère au phénomène –, celles du droit comptable, du droit social, du droit financier, voire du droit fiscal ... (3).

Sur le plan pratique, l'essai aurait été incomplet si le chef d'entreprise, le juriste, le gestionnaire n'avait pas à sa disposition la plupart des données nécessaires au choix d'une forme juridique et à la compréhension de ses grandes lignes de fonctionnement.

2. L'impact du droit comptable est particulièrement significatif à cet égard.

Pour les sociétés plus institutionnalisées comme les SA, les SPRL et les SCRL, l'art. 77 LCS prévoyait l'établissement d'un inventaire et de comptes annuels. Toutefois, ce texte renvoie à la loi du 17 juillet 1975 et à ses arrêtés d'exécution, dont notamment l'A.R. du 8 octobre 1976. De cette façon, toute violation du droit comptable devenait une infraction au droit des sociétés au sens de l'art. 62 al. 2 des LCS.

Par contre, pour les SNC, les SCS et les SCRI cette même obligation découlait indirectement pour certaines d'entre elles de la loi comptable de 1975 (art. 10 § 2) et de l'A.R. du 12 septembre 1983 qui renvoyait lui-même à l'art. 77 des LCS (art. 10).

La désignation d'un réviseur d'entreprises, comme commissaire d'une SA, SPRL ou SCRL (art. 64 § 2, 134 et 147octies LCS), dépend de la taille de la société déterminée selon des critères du droit comptable. Il en va de même en ce qui concerne la publicité à donner au rapport de gestion (art. 80 LCS).

Ce chassé-croisé ne facilitait pas une meilleure compréhension de l'application des normes légales ou réglementaires.

Lorsqu'en 1991 le législateur belge a voulu, à la suite des tourmentes financières que le pays avait connues, combler plusieurs lacunes en droit des sociétés et introduire de nouvelles réformes inspirées en grande partie des exemples étrangers, il s'est trouvé confronté au problème de la fraude à la loi, à l'interposition de personnes, au phénomène des groupes de sociétés ..., il devenait essentiel de définir les notions de société mère et de société filiale pour préciser la portée des nouvelles règles. A nouveau, c'est vers le droit comptable que l'on s'est tourné (4). Ce dernier avait une bonne avance, grâce aux définitions contenues dans

(3) Voy. notre étude, "La naissance d'un code des sociétés en droit belge", *o.c.*, 9 et K. GEENS, "La codification du droit des sociétés 1999: dispositions générales du Code des sociétés", *ibid.*, 53.

(4) Voy. A.R. du 14 octobre 1991 relatif à la définition des notions de société mère et de société filiale pour l'application des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

l'A.R. du 8 octobre 1976 et par la suite dans l'A.R. du 6 mars 1990 relatif aux comptes consolidés des entreprises.

3. Le droit à l'information est devenu, bien avant le droit de vote, l'une des prérogatives essentielles de l'actionnaire d'une SA et des associés en général. Les objectifs de transparence du marché, le souci de protection des minoritaires, une meilleure gestion des entreprises en faveur de tous les intérêts particuliers en présence, travailleurs, créanciers ..., de l'intérêt social et de l'intérêt général sont devenus des données incontournables du droit des sociétés. Ces données reposent en grande partie sur les comptes annuels, les comptes consolidés et le rapport de gestion. Il s'agit de la reddition des comptes, une concrétisation de *l'affectio societatis* qui reste un des fondements du contrat de société. C'était le premier argument à prendre en considération pour inclure le droit des comptes annuels dans le Code des sociétés.

Par ailleurs, l'un des facteurs décisifs de l'évolution en Belgique du droit comptable a été sans nul doute l'impulsion des directives européennes, la quatrième sur les comptes annuels, la septième sur les comptes consolidés, la huitième en matière de contrôle. Or toutes ces directives ont été prises sur base de l'art. 54, 3 g qui voulait, en vue de les rendre équivalentes, coordonner les mesures qui sont exigées dans les différents Etats membres pour assurer la garantie des associés ou des tiers. Ce texte est à l'origine au niveau européen de toute l'harmonisation du droit des sociétés.

Cette insertion du droit comptable dans le droit des sociétés au niveau européen n'est certes pas surprenante. La même démarche se retrouve dans des pays voisins comme les Pays-Bas, la France, l'Allemagne et l'Italie ...

L'approche est également significative en ce qui concerne l'appréhension des groupes de sociétés. A part l'Allemagne, les autres Etats européens se défendent de connaître un droit particulier mais beaucoup ont imaginé des règles spécifiques pour traquer les abus, déjouer les fraudes et réguler un fonctionnement sociétaire normal. Le droit comptable constitue l'adjuvant et la dernière barrière de protection.

Enfin, comme le soulignait le professeur K. GEENS, le champ d'application du droit comptable dépasse le domaine du droit commercial (5). Il s'applique également aux sociétés civiles à forme commerciale. C'était une raison supplémentaire pour insérer le droit des comptes annuels dans un Code des sociétés homogène.

4. Dire que le droit comptable est inséré dans le Code n'est pas tout à fait exact. En effet, en tant que composante du droit commercial, toute une partie des

(5) K. GEENS, *l.c.*, p. 84.

obligations comptables applicables aux entreprises subsiste dans la loi de 1975 et dans ses arrêtés d'exécution. Ce point a sans doute été le centre principal des débats des parlementaires lors de l'adoption de la loi du 7 mai 1999 (6).

Le champ d'application des normes reste par ailleurs différent (7). Alors que le Code ne vise que les seuls groupements à forme sociétaire, la législation comptable s'étend aux commerçants personnes physiques, aux groupements européens d'intérêt économique (8), aux organismes publics qui exercent une mission statutaire à caractère commercial, financier ou industriel ou à d'autres organismes auxquels la loi comptable serait rendue applicable par arrêté royal ainsi qu'aux succursales belges d'entreprises étrangères (art. 1er de la loi du 17 juillet 1975).

De surcroît, les grands principes fondamentaux de la comptabilité des entreprises qu'elles soient à forme sociétaire ou non se maintiennent dans la législation de base:
— tenue d'une comptabilité appropriée (art. 2);
— caractère complet de la comptabilité (art. 3);
— distinction en fonction des activités économiques exercées (art. 3 al. 2);
— comptabilité en partie double (art. 4);
— tenue des livres comptables (art. 4 et 5) (anciens art. 8 et 9 devenus les art. 7 et 8);
— respect d'un plan comptable (art. 4) (9);
— exigence des pièces justificatives (art. 6) et leur conservation (art. 9 § 2 devenu l'art. 8 § 2);
— inventaire annuel (art. 7, devenu l'art. 9).

Il y a lieu d'y ajouter les anciens articles 20 à 24 du Code de Commerce relatifs aux livres de commerce et à l'administration de la preuve.

5. Comme on l'a déjà souligné, le droit comptable, surtout en 1978, en 1984 et 1985, avait déjà profondément influencé le droit des sociétés. Les réformes de 1991 et de 1995 ont fait le reste. Les critères imposés par cette législation conditionnaient le champ d'application d'un certain nombre d'obligations imposées à plusieurs entreprises à forme sociétaire. La navette d'un texte réglementaire à un autre n'était pas toujours chose évidente. Or, on l'a déjà rappelé,

(6) *Doc. parl.* Ch. 1998-1999, 1998/10, 9 à 11 et 17 à 19.
(7) M. DE WOLF, *o.c.*, 316 et s.
(8) On notera que si depuis la loi du 13 avril 1995 modifiant l'art. 1832 du C. Civ., le groupement d'intérêt économique belge doit être considéré comme une société (voy. art. 2 § 2 du Code), la nature du groupement européen d'intérêt économique est encore mal qualifiée (comp. art. 15 de la loi du 7 mai 1999 modifiant l'art. 2 de la loi du 12 juillet 1989 portant diverses mesures d'application du règlement (CEE) n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un GEIE).
(9) Voy. également A.R. du 12 septembre 1983 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé.

il s'agissait de règles légales fondamentales comme celles relatives au contrôle des comptes annuels ou à la publicité à donner au rapport de gestion.

D'entrée de jeu, le Code des sociétés a consacré les premiers chapitres aux définitions essentielles en reprenant celles qui figuraient déjà dans le droit comptable. On y retrouve les notions de contrôle (art. 5 et 7), de société-mère et de filiale (art. 6), de contrôle exclusif ou de contrôle conjoint (art. 8 et 9), de consortium (art. 10), de sociétés liées et associées (art. 11 et 12), de participation et de sociétés liées (art. 13 et 14).

Sans doute a-t-on pu objecter que cette approche dénaturait le caractère des dispositions applicables et de reprocher que, de réglementaires, elles devenaient légales au grand préjudice de la souplesse recherchée par les milieux intéressés. Ce reproche n'est absolument pas fondé. Certes toutes ces définitions et tous ces critères font partie intégrante du Code des sociétés mais chaque fois les procédures mises préalablement en place ont été respectées.

La flexibilité des normes est garantie dans la mesure où des arrêtés royaux peuvent toujours y apporter les modulations qu'il convient. Le pouvoir réglementaire ne s'en est pas privé en modifiant déjà des critères de taille des entreprises avant même que le Code n'entre en vigueur (10).

Par ailleurs toutes les compétences consultatives ont été maintenues: délibération en Conseil des Ministres, avis du Conseil Central de l'Economie, avis de la Commission des Normes Comptables ...

6. De prime abord, comme éléments essentiels d'information, les comptes annuels des entreprises à forme sociétaire devaient figurer en bonne place dans la codification. Etablissement des comptes annuels et du rapport de gestion, mesures de publicité et contrôle ont une place de choix dans les dispositions du Code communes en principe à toutes les sociétés dotées de la personnalité juridique (Livre IV, Titre VI et Titre VII).

C'est ainsi que l'on définit désormais dans le corps même du droit des sociétés, ce qu'il faut entendre par les «petites sociétés» (art. 15) qui, en raison de leur taille, vont échapper à certaines prescriptions du droit comptable. Ici apparaît déjà la complexité de la réglementation.

Il nous semble déceler dans les entreprises visées par la loi de 1975 – et nous en resterons aux personnes physiques et aux formes sociétaires, quatre types –:
— les commerçants personnes physiques ainsi que les sociétés en nom collectif et en commandite simple (art. 5 actuel de la loi de 1975) dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 20 millions (11) (Catégorie I);

(10) A.R. du 17 février 2000 (*M.B.* 23 mars 2000, 9096 et s.).
(11) Art. 1er de l'A.R. du 12 septembre 1983.

— les commerçants personnes physiques, quel que soit leur chiffre d'affaires et les sociétés en nom collectif ou les commandites simples dont tous les associés sont des personnes physiques (art. 10 de la loi de 1975) (Catégorie II);
— les entreprises (petites) qui ne dépassent pas plus d'une des limites relatives au nombre de travailleurs occupés, le chiffre d'affaires de six millions deux cent cinquante mille euros et un total du bilan de trois millions cent vingt-cinq mille euros (art. 12 § 2 de la loi de 1975) (Catégorie III);
— les entreprises (grandes) qui dépassent ces critères (art. 12 § 2 de la loi de 1975) (Catégorie IV).

Il conviendrait de réserver encore le sort des entreprises qui ont été obligées, en application de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, d'instituer un conseil d'entreprise (art. 12 § 3).

Nous verrons comment le Code des sociétés a tenté de concilier les exigences des deux disciplines.

7. Ce qui s'imposait pour les comptes annuels, le devenait également pour les comptes consolidés.

Un premier argument réside dans la logique du système. Comme la quatrième directive européenne, la septième directive a été adoptée sur base de l'art. 54, 3 g du Traité (12), donc dans le cadre du droit des sociétés.

Il semblerait que, pour les sociétés qui sont tenues de les établir, la présentation des comptes consolidés à l'assemblée générale revête une importance considérable et constitue l'élément d'information essentiel. Sans doute ces comptes ne sont pas soumis à l'approbation des actionnaires et leur établissement n'engendre aucun effet juridique; ils constituent toutefois le reflet même de l'entreprise (13).

Comme pour les comptes annuels, les principes de base de la consolidation ont été rappelés dans le Code (Livre IV, Titre VI). Les aspects plus techniques seront réglés par les dispositions réglementaires.

Cette insertion des comptes consolidés en droit des sociétés a néanmoins des conséquences plus inattendues. En effet, désormais, cette obligation légale fait partie intégrante du Code. Or, toute infraction étant sanctionnée par une responsabilité aggravée des administrateurs ou gérants, le non-respect des règles en matière de consolidation risque d'entraîner des conséquences regrettables pour les dirigeants sociaux.

---

(12) A.R. du 6 mars 1990 relatif aux comptes consolidés des entreprises.
(13) Comp. K. GEENS, *o.c.*, 86; J.-P. SERVAIS, "Consolidation des comptes des entreprises - Théories, objectifs et méthode", P.-A. FORIERS, "La notion de contrôle et le périmètre de consolidation" et K. GEENS, "Effets juridiques des comptes consolidés" *in Nouvelles orientations en droit comptable*, Actes du 45e séminaire CDVA, Liège, Ed. Coll. scientifique Fac. dr., 1994, 237 et s.

8. Un réaménagement des textes aurait été inefficace si, parallèlement aux dispositions de base, il n'y avait eu une révision d'ensemble des mesures d'exécution. Le droit comptable n'est pas le seul en cause mais les arrêtés royaux en cette matière occupent une place importante. C'est la raison pour laquelle, à l'instar du droit français, il a été envisagé de coordonner également toutes les dispositions réglementaires qui sous-tendent la bonne application de ce qu'il est désormais convenu d'appeler le droit des sociétés. Cette uniformisation apparaît comme une condition préalable à l'application de ce nouveau droit des sociétés.

*
* *

9. S'il est vrai, comme l'affirment les auteurs du projet dans l'exposé des motifs, que des innovations n'ont pas été apportées par le Code dans le domaine du droit comptable, des hésitations ont cependant été formulées et des doutes émis quant à d'éventuelles modifications sur le fond.

La taille des entreprises n'est pas étrangère aux interrogations et quelques précisions méritent à cet égard d'être soulignées, d'autant que, pour une mise en concordance, certaines dispositions de la loi du 17 juillet 1975 ont dû être modifiées afin de tenir compte des nouvelles règles contenues dans le Code des sociétés.

10. Comme on l'a déjà rappelé, la loi de 1975 continue à régir les principes fondamentaux de la comptabilité des entreprises. L'art. 5 de la loi demeure d'application. Ce texte prévoit la faculté pour les commerçants personnes physiques, les sociétés en nom collectif ou les sociétés en commandite simple dont le chiffre d'affaires hors TVA n'excède pas 20 millions de F.B. (14) de tenir une *comptabilité simplifiée* moyennant la tenue de trois journaux: un journal financier, un journal des achats et un journal des ventes.

11. L'ancien art. 7 de la loi de 1975, devenu le nouvel art. 9 (15), impose l'établissement d'un *inventaire annuel.* Ce document, établi selon les principes de bonne foi et de prudence, doit donner un «inventaire complet de ses avoirs et droits de toute nature, de ses dettes, obligations et engagements de toute nature relatif à son activité et de moyens propres qui y sont affectés».

En principe, il est ordonné de la même manière que le plan comptable de l'entreprise (16) sauf pour les entreprises visées à l'art. 5 (Catégorie I). Les critères d'évaluation peuvent être prescrits par le Roi sauf, également, pour les entreprises de la Catégorie I.

(14) Voir *supra*, n° 6, Catégorie I.
(15) Art. 8 de la loi du 7 mai 1999.
(16) Art. 7 ancien, al. 1er, 2e phrase, devenu l'art. 9 § 2.

Le même texte de l'art. 7 traitait également des *comptes annuels* (17): «Les comptes sont, après mise en concordance avec les données de l'inventaire, synthétisés dans un état descriptif constituant les comptes annuels». Les commerçants, personnes physiques et les SNC ou les SCS ne dépassant pas un certain chiffre d'affaires échappaient aussi à cette exigence légale, du moins telle qu'elle était formulée pour les autres entreprises. En effet, l'alinéa 5 ancien de l'art. 7 était rédigé d'une manière particulièrement ambiguë: «Les alinéas 2 et 4 du présent article ne s'appliquent pas à l'inventaire et aux *comptes annuels à établir* (18) par les commerçants personnes physiques ...» (19). Fallait-il ou non une synthétisation dans des comptes annuels ou dans une ébauche de comptes annuels?

Le nouvel art. 10 § 1er de la loi de 1975 est beaucoup plus impératif à cet égard. En effet, s'il contient des exceptions en faveur des personnes physiques dont le chiffre d'affaires est en-deçà des critères du droit comptable, ces exceptions, selon une interprétation littérale, ne concernent que l'application du § 2. S'agirait-il alors d'un alourdissement des obligations des très petites entreprises (20)? Tout dépend de l'interprétation que l'on donnait au texte ancien. Mais, comme le relève M. DE WOLF (21), il paraît souhaitable, sinon indispensable, quelle que soit la forme juridique adoptée, de «faire un 'bilan' périodique des affaires». On rejoint ici, par ailleurs, des préoccupations fiscales.

En ce qui concerne les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite simple, les art. 92 et 93 du Code des sociétés sont explicites.

Les grandes sociétés sont tenues d'établir leurs comptes annuels selon un schéma complet (art. 92 § 1er du Code). Les petites sociétés peuvent utiliser un schéma abrégé. Quant aux sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite simple dont le chiffre d'affaires est inférieur à 20 millions de F.B., elles bénéficient d'une dérogation légale pour établir leurs comptes selon une forme laissée à leur appréciation (art. 93, al. 2) (22).

12. La *forme et le contenu des comptes annuels* sont déterminés par le Roi (art. 92 § 1er, al. 1er du Code) pour toute société à forme dotée de la personnalité juridique sous réserve:
— de ce qui vient d'être dit à propos des SNC et des SCS (art. 93, al. 2);
— des sociétés dont l'objet est l'assurance ou la réassurance (art. 93, al. 3) (23);

(17) L'alinéa 2 de l'art. 7 est devenu l'art. 10 nouveau (art. 9 de la loi du 7 mai 1999).
(18) C'est nous qui soulignons.
(19) Comp. M. DE WOLF, *o.c.*, 321.
(20) M. DE WOLF, *o.c.*, 319.
(21) *Ibidem.*
(22) Comp. M. DE WOLF, *o.c.*, 321.
(23) Voy. art. 16 § 2 de la loi du 17 juillet 1975 et comp. art. 93, al. 3 du C. Soc.

— aux sociétés régies par la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, à la Banque nationale de Belgique, à l'Institut de réescompte et de garantie, à la Caisse des dépôts et consignations;
— aux sociétés à portefeuille (A.R. n° 64 du 10 novembre 1967);
— à certaines entreprises d'investissement (loi du 6 avril 1995 relative aux marchés financiers);
— aux sociétés agricoles.

Par contre, ces règles s'appliquent aux sociétés étrangères en ce qui concerne leurs succursales établies en Belgique, sauf lorsque ces succursales n'ont pas de produits propres liés à la vente de biens ou à la prestation de services prestés à la société étrangère dont ils relèvent et dont les charges de fonctionnement sont supportées entièrement par cette dernière (art. 92 § 2) (24).

Cette assimilation du droit comptable a pu paraître partielle et fort fragmentaire dans un projet de codification (25), d'autant que l'on retrouve un même découpage au niveau des comptes consolidés (26) et que s'y ajoutent les groupements d'intérêt économique. Indépendamment des problèmes de fond, de compétences et d'habilitation, il paraissait impossible dans un texte général applicable à tous les groupements sociétaires belges de régir dans un ensemble unique le statut particulier à toutes les sociétés à objet spécial. Certaines échappent au droit commun comptable mais il y en a bien d'autres qui obéissent à des règles spécifiques et le droit comptable n'est pas le seul en jeu en ce qui concerne les règles de fonctionnement et les recommandations des autorités de tutelle ...

13. Le problème du champ d'application se pose à nouveau pour les groupements non sociétaires. Selon l'art. 10 § 2 ancien, le Roi pouvait imposer aux entreprises qui n'y étaient pas tenues, selon les LCSC, *le contrôle et la publicité* de leurs comptes annuels ainsi que l'établissement et la publicité d'un rapport de gestion et d'un rapport de contrôle, sauf pour les commerçants personnes physiques et les sociétés en nom collectif ou en commandite simple dont tous les associés sont des personnes physiques et les petites entreprises au sens de l'art. 12 § 2 de la loi de 1975 (27).

Selon le nouvel article 10, les règles restent identiques si ce n'est qu'il renvoie expressément au Code des sociétés. Il ne s'agit plus d'une faculté pour le Roi mais d'une obligation légale sous réserve de certaines dérogations. C'est ainsi que le texte ne s'applique pas aux commerçants, personnes physiques, visés à l'art. 5 (Catégorie I) (28), notamment ni à tous les commerçants personnes physiques en ce qui concerne le dépôt des comptes annuels (art. 10 § 2 nouveau).

(24) Comp. art. 1er A.R. du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises.
(25) M. DE WOLF, *o.c.*, n° 5, 315.
(26) Comp. art. 108 du Code.
(27) Comp. art. 10 § 1er de l'A.R. du 12 septembre 1983.
(28) Voir *supra*, n° 6.

De plus, les organismes publics de droit belge qui exercent une mission statutaire à caractère commercial, financier ou industriel sont tenus de se conformer au Code des sociétés et à ses arrêtés d'exécution en ce qui concerne la forme, le contenu, le contrôle et le dépôt des comptes annuels consolidés et du rapport de gestion consolidé (29).

D'un point de vue formel, une grosse différence est à signaler, c'est que dorénavant un renvoi systématique est fait au Code des sociétés alors qu'auparavant le texte de référence était celui de la loi de 1975.

L'art. 874 du Code se substitue à l'ancien art. 17bis de la loi de 1975 en ce qui concerne les personnes morales de droit public constituées sous la forme de société commerciale.

14. Les *formalités de publicité* des comptes restent inchangées (30). En sont exemptées, les petites sociétés qui ont adopté la forme d'une société en nom collectif, d'une société en commandite simple ou d'une société coopérative à responsabilité illimitée ainsi que celles qui ont revêtu la même forme juridique dont tous les associés à responsabilité illimitée sont des personnes physiques (31).

15. Quant *au rapport de gestion*, l'art. 94 du Code pose la règle générale pour l'établissement et la publicité de ce rapport. La même disposition prévoit toutefois qu'en sont exonérées les petites sociétés, comme c'était le cas depuis 1995 (32), les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite simple et les sociétés coopératives à responsabilité illimitée dont tous les associés à responsabilité illimitée sont des personnes physiques (33) ainsi que les groupements d'intérêt économique ou les sociétés agricoles qui n'étaient pas antérieurement visés par les prescriptions légales. La même règle est applicable aux commerçants personnes physiques en ce qui concerne le dépôt du rapport de gestion (34).

16. On a déjà évoqué les raisons qui ont conduit à l'insertion de la réglementation des *comptes consolidés* dans le Code des sociétés. Cette prise en considération se limite en fait aux principes essentiels: obligation de consolidation, périmètre de consolidation, établissement d'un rapport de gestion sur les comptes consolidés et formalités de publicité. Toutes les autres dispositions sont maintenues dans un arrêté royal d'exécution.

(29) Nouvel article 11 de la loi de 1975.
(30) Voy. art. 97 et s. du Code.
(31) Comp. art. 10 ancien, loi de 1975.
(32) Voy. art. 77 ancien LCS.
(33) Comp. art. 10 § 2 de la loi de 1975.
(34) Art. 10 § 2 nouveau de la loi de 1975.

Ne sont pas visés certains établissements de crédit, les sociétés à portefeuille, les entreprises d'investissement régies par la loi du 6 avril 1995 ainsi que les groupements d'intérêt économique et les sociétés agricoles (art. 108 du Code).

17. Sur le plan du *contrôle*, le Code regroupe des dispositions issues de quatre législations différentes: les LCS (art. 64 et suiv.); la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie (art. 15bis et suiv.); la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des réviseurs d'entreprises (art. 33) et la loi comptable du 17 juillet 1975 (art. 10 § 2, 11 et 12).

Le *contrôle des comptes annuels* n'est pas applicable:
— aux sociétés en nom collectif, aux sociétés en commandite simple, ni aux sociétés coopératives à responsabilité illimitée dont tous les associés à responsabilité illimitée sont des personnes physiques;
— aux petites sociétés considérées individuellement sauf dans les trois hypothèses antérieurement admises (comp. art. 64 § 3 LCS);
— aux sociétés à portefeuille;
— aux sociétés dont les titres sont inscrits à la cote officielle d'une bourse de valeurs;
— aux groupements d'intérêt économique dont aucun membre n'est lui-même soumis au contrôle par un commissaire (comp. art. 4 § 2bis de la loi du 17 juillet 1989);
— aux sociétés agricoles.

Aucune modification n'est apportée à la mission du commissaire.

Une section particulière a été consacrée au contrôle à exercer dans *les sociétés où il existe un conseil d'entreprise* (Livre IV, Titre XII, Ch. IV). Ce chapitre ne concerne que les entreprises à forme sociétaire. Pour les autres, personnes physiques, ASBL ou divers, la loi de 1948 demeure d'application (art. 15 et 15bis notamment) mais ses dispositions ont été modifiées pour renvoyer au Code des sociétés.

La faculté de demander la désignation d'un *expert vérificateur* (art. 191 LCS) a été assimilée aux mesures de contrôle.

Sur le plan pénal, le Code reprend la disposition de l'art. 17 de la loi du 17 juillet 1975 (art. 171) mais, indirectement, il élargit la responsabilité des administrateurs et gérants. En effet, s'inspirant de l'art. 204, 6° des LCS, l'art. 170, 2°, nouveau ne se borne pas à renvoyer au texte de l'art. 64sexies mais «aux vérifications auxquelles ils sont tenus de se soumettre en vertu du *présent titre*». La nouvelle version a pu être interprétée comme sanctionnant désormais le défaut de nomination d'un commissaire là où elle était obligatoire (35).

(35) En ce sens, M. DE WOLF, *o.c.*, 324.

En guise de conclusion

18. Notre propos n'est pas de refaire ici le compartimentage entre le droit comptable et le droit des sociétés. L'une et l'autre discipline ont leurs atouts et leurs principes que l'on doit respecter. Le Code des sociétés a peut-être amputé en partie le droit comptable: les conséquences se mesureront après la codification des arrêtés d'exécution. Mais il ne faut pas omettre que cette démarche était une première étape en vue d'une réorganisation de dispositions légales ou réglementaires.

Sans doute, à la lecture de cet exposé succinct, pourrait-on avoir le sentiment que les textes sont bien complexes et aspirer, comme M. DE WOLF, à une codification du droit comptable (36).

Telle n'est pas notre aspiration. Une refonte profonde en droit des affaires semble s'imposer en droit belge. Il n'est pas concevable de traiter du droit comptable sans parler du droit des sociétés ni du droit fiscal. Une restructuration des différentes branches du droit devient inéluctable dans le cadre d'une meilleure organisation de la vie de nos entreprises.

(36) Voy. étude précitée *in fine*.

Duurzaam ondernemen

Pierre Berger,
KPMG Bedrijfsrevisoren (*)

Inleiding

> *"Sustainable Development is the development that meets the needs of the present without compromising the ability of future generations to meet their own needs" (The Brundtland Commission, 1987)* (1).

Dit grote concept heeft drie belangrijke dimensies, namelijk:
- een economische dimensie,
- een milieu-dimensie,
- een sociale dimensie.

Er wordt van organisaties in toenemende mate verwacht dat zij niet enkel hun waarden, maar ook hun waarde zouden delen met de belanghebbenden (2). In deze nieuwe dialoog wordt van ondernemingen verwacht dat zij uitleggen waar zij voor staan, dat zij duidelijk maken hoe er wordt gereageerd op niet-traditionele bedrijfsrisico's, en dat zij aantonen hoe hun doelstellingen zowel in verband staan met hun financiële prestatie als weerspiegeld worden in hun globale prestatie. Toonaangevende ondernemingen beginnen met het vertrouwen te winnen van de belanghebbenden en tegelijkertijd hun bedrijfsprestaties te verbeteren door zowel financiële als niet-financiële indicatoren te meten die verband houden met kwesties zoals milieubeheer, arbeidsrelaties en maatschappelijke verantwoordelijkheid en er verslag over uit te brengen. In feite creëren zij een nieuw type concurrentievoordeel door waarde en waarden aan elkaar te koppelen, en door zich te positioneren als "te verkiezen" ondernemingen bij klanten, werknemers, investeerders, leveranciers, zakenpartners en plaatselijke gemeenschappen.

(*) KPMG's Assurance and Advisory Services Center (AASC) provides assistance to KPMG member firms in creating, enhancing and supporting KPMG member firms' assurance products worldwide. Staffed by client service and technical professionals recruited from KPMG member firms around the world, the AASC is a center for assurance research and innovation, product development and support, knowledge management and technology tool integration.
Major KPMG Contributors:
Eric Israel, Diane Kiffin Nardin, Michael Radcliffe, Scott Avelino, Michael Bray, David Coles, Jennifer Iansen Rogers, Susan Rucker, Maria Sillanpaa, Nina Straume Stene, Win Swenson, Johan Wempe, KPMG's Department of Professional Practice, Atlanta NDPPS.

(1) Bennett DAVISS, "Profits from Principle: Five Forces Redefining Business," *The Futurist,* Mar. 1999, 28-33.

(2) "Stakeholders" includes investors, employees, customers, local communities, governments, non-governmental organizations, suppliers and distributors.

Ondernemingen erkennen dat het mislukken in heel wat niet-financiële domeinen ernstige, en misschien wel onherstelbare, schade kan toebrengen aan het financiële resultaat.

Door "winst en principes" aan elkaar te koppelen, zoals dat het geval is voor de Royal Dutch/Shell bedrijvengroep (3), erkennen bedrijfsleiders dat, net zoals de balansen niet de volledige waarde van een onderneming weerspiegelen, de financiële indicatoren alléén, een onvolledig beeld geven van hun kansen of bedrijfsrisico's. Bedrijfsleiders zijn inderdaad tot de vaststelling gekomen dat financiële indicatoren dienen aangevuld te worden met een aantal niet-financiële indicatoren. Door te leren hoe niet-financiële indicatoren kunnen waargenomen en gerapporteerd worden als onderdeel van de prestatiemeting, ontdekken organisaties nieuwe manieren om hun reputatie te vrijwaren, vertrouwen op te bouwen bij hun belanghebbenden en, uiteindelijk, hun ondernemingsresultaten te verbeteren. Zij erkennen dat het mislukken in diverse niet-financiële domeinen het resultaat ernstige, zoniet onherstelbare schade kan toebrengen.

> *"... de nieuwe markt bewijst dat de winst het best kan gemaximaliseerd worden door sociale vraagstukken aan te pakken, eerder dan ze te negeren. De idee dat winst en sociaal bewustzijn niet antagonistisch zijn, maar onderling afhankelijk, geeft een nieuwe definitie aan het doel van de onderneming"* (4).

Daarom beginnen heel wat ondernemingen hun huidige visies terzake te herbevestigen of uit te breiden en hun managementprocedures te herdefiniëren zodat financiële waarde in verband gebracht wordt met niet-financiële waarden.

Hierna wordt de trend besproken om "waarde" te koppelen aan "waarden". De implicaties hiervan voor ondernemingen worden bekeken en benaderingen worden gegeven voor niet-financiële prestatiemeting, rapportering en certificering.

De huidige omgeving

Een aantal factoren brengen de ondernemingen ertoe om te proberen hun financiële doelstellingen te stimuleren door niet-financiële opportuniteiten en risico's aan te pakken. Globalisatie, de informatie-explosie, en het zoeken naar nieuw concurrentievoordeel drijven de verwachtingen van de belanghebbenden op. Door te leren hoe zij op deze verwachtingen moeten reageren, vinden de ondernemingen nieuwe manieren om ze te definiëren en te meten, waardoor een verband gelegd wordt tussen financiële waarde en niet-financiële waarden. Ingevolge de globalisatie zijn de ondernemingen verantwoording verschuldigd aan steeds meer belanghebbenden en elk van hen kan een invloed uitoefenen op "waar, hoe, wanneer of met wie" de onderneming zaken doet (afb. 1 geeft voorbeelden van din-

(3) "The Shell Report - Profits and Principles", June 1998.
(4) DAVISS, *o.c.*, 30.

gen die belanghebbenden bezighouden. Heel wat van deze aangelegenheden zijn geen traditionele zakelijke aangelegenheden).

Afbeelding 1: Voorbeeld van belanghebbenden en wat hen bezighoudt

Groepen belanghebbenden	**Wat hen bezighoudt**
Gemeenschap	Politieke corruptie Lokale tewerkstelling Leefmilieu Levensstandaard Milieunormen Naleving van voorschriften Veiligheid en gezondheid
Klanten	Productveiligheid (mensen en milieu) Klantentevredenheid Productprestaties Milieu-effecten Verantwoorde publiciteit Naleving van voorschriften
Werknemers	Rechtvaardig loon Veiligheid en gezondheid op het werk Diversiteit van de personeelsbezetting Naleving discriminatievoorschriften
Milieugroeperingen/NGO's	Pollutie Biodiversiteit Naleving voorschriften Instandhouding Mensenrechten
Overheid/Autoriteiten	Naleving voorschriften Pollutie en andere milieuzaken Veiligheid en gezondheid op het werk Discriminatie Openbare opinie
Aandeelhouders	Rendement Accurate en tijdige toelichting van operaties en prestaties Ondernemingsbestuur m.i.v. honorering van de directie Volmachten van de aandeelhouders Naleving van voorschriften/reputatie (bv. sociaal verantwoorde investeringen) Risicobeheer
Leveranciers	Voldoen aan gezondheids-, veiligheids-, milieu- en sociale eisen van de klanten Naleving van controle- en rapporteringsnormen van klanten

Eén van de resultaten is, dat bepaalde organisaties wiens kernactiviteiten afhankelijk zijn van milieu- en sociaal beleid (zoals bv. The Body Shop), programma's implementeren om zowel zichzelf als hun verkopers te controleren om ervoor te zorgen dat alle onderdelen van de keten van toeleveranciers deze waarden delen en in de praktijk brengen. Bedrijfsleiders zijn er zich van bewust dat zij moeten begrijpen hoe de bekommernissen van de belanghebbenden vertaald worden in zowel financiële als niet-financiële risico's. Op een markt van wereldformaat wordt het om financieel succes te boeken steeds belangrijker om deze bedrijfsrisico's te begrijpen en vervolgens af te dekken, alsook de kansen die erdoor gecreëerd worden te optimaliseren. De informatietechnologie maakt de globalisatie mogelijk en via het Internet worden nieuwe distributiekanalen en nieuwe concurrenten gecreëerd. De belanghebbenden krijgen steeds meer toegang tot steeds meer informatie. Bijgevolg zijn er nieuwe verwachtingen ontstaan t.o.v. multinationals. Omdat hun invloedssfeer de grenzen ruimschoots overstijgt, reiken ook hun verantwoordelijkheden verder dan de naleving van nationale wetten en reglementen. Organisaties kunnen niet zomaar de wetten en reglementen van landen naleven waarin ze actief zijn indien de consumenten, en de maatschappij in het algemeen, bezwaren hebben tegen de resultaten. Een studie in 1999 uitgevoerd door "The Conference Board" in de VS kwam tot volgende vaststelling:

> *"De helft van alle consumenten zegt dat bedrijven een middenkoers dienen te bewandelen tussen het streven naar winst enerzijds en het streven naar winst plus blijk geven van bezorgdheid voor ethische en sociale vooruitgang ... Bijna 89 percent is het erover eens dat grote bedrijven meer dienen te doen dan louter winst na te streven binnen het wettelijk kader"* (5).

Dergelijke verwachtingen zetten steeds vaker ondernemingen ertoe aan hun bedrijfsverantwoordelijkheden te definiëren op globaal vlak en te beoordelen hoe efficiënt zij eraan tegemoetkomen. Bovendien leiden een verhoogde druk vanwege overheid en reglementeringen tot een verbeterde rapportering. Tevens stellen wij een aangehouden groei vast van fondsen die investeren in ondernemingen die voldoen aan de voorgeschreven ethische normen en de rapportering van sociale, veiligheids-, gezondheids- en milieuprestaties (6). Of een dergelijke rapportering geloofwaardig is voor de groeiende schare aandeelhouders, zal afhangen van de criteria die gebruikt worden om ze tot stand te brengen, de transparantie en, in steeds toenemende mate, de onafhankelijke verificatie. Aldus gedreven, niet door altruïsme maar door eigenbelang, ontdekken de ondernemingen dat de manier waarop zij niet-financiële kansen en bedrijfsrisico's beheren, nieuwe manieren kan tonen om de concurrentie aan te gaan in een zich voortdurend wijzigende zakenwereld. Bovendien zijn bedrijven, omdat de meeste algemene bedrijfs-

(5) THE CONFERENCE BOARD, "Consumer Expectations on the Social Accountability of Business," July 1999. A survey of 1,000 consumers conducted by The Conference Board as part of a larger global study of public opinion on the changing role of companies.

(6) "Socially Responsible Investing in U.S. Tops Two Trillion Dollar Mark," News Release: 1999 SRI Trends Report, *Social Investment Forum News* (website), Nov. 4, 1999.

risico's voortvloeien uit niet-financiële factoren, tot de vaststelling gekomen dat de manier waarop zij met deze bedrijfsrisico's omgaan, een invloed heeft op hun financieel resultaat. Zonder de aanvaarding en – inderdaad – het vertrouwen van de maatschappij, hebben de bedrijven geen "vergunning om te werken". Bijgevolg (en buiten de hen opgelegde verplichtingen) zijn steeds meer bedrijven begaan met het meten van en het rapporteren over niet-financiële waarden als een nieuwe manier om zich te onderscheiden en zo hun marktsucces (7) te verhogen.

Geselecteerde bedrijven met een 'leading edge' benadering van de sociale en milieurapportering

BP Amoco
British Telecommunications
BMW AG
Co-operative Bank
Co-operative Insurance, Ltd.
Ford Motor Company
Interface, Inc.
Novo Nordisk A/S
Otto Versand
Royal Dutch/Shell Group of Companies
The Body Shop International
Toyota Motor Corp.
VanCity

Nieuwe uitdagingen en kansen

Het vermogen van een onderneming om haar financiële resultaten te optimaliseren, hangt uiteindelijk af van het feit of zij het vertrouwen geniet van haar belanghebbenden. Charles FOMBRUN, professor management aan de Universiteit van New York en Executive Director van het nieuw opgerichte Reputation Institute, zegt het volgende: "Reputatie is veel meer dan een abstract concept: het is een vermogenswaarde die werkt als een magneet om klanten, werknemers en investeerders aan te trekken" (8). Een stevige reputatie impliceert dat een organisatie met succes het vertrouwen van de belanghebbenden heeft opgebouwd en in stand weet te houden. "Johnson & Johnson is eerder een merk van vertrouwen, dan een handelsmerk." verklaarde J&J Voorzitter en CEO Ralph S. LARSEN, toen een studie door *The Wall Street Journal* in 1999 J&J aanwees als de onderneming

(7) Carolyn Kay BRANCATO. "Communicating Corporate Performance: A Delicate Balance," The Conference Board, Inc., 1997.
(8) Ronald ALSOP, "The Best Corporate Reputations in America: Just as in Politics, Trust, Reliability Pay Off Over Time," *The Wall Street Journal,* Sept. 23, 1999.

met de beste bedrijfsreputatie in Amerika (9). Volgens de Conference Board-studie van 1999 beoordelen consumenten – een groep belanghebbenden die trouwens steeds machtiger wordt – "gunstige en ongunstige indrukken van bedrijven niet aan de hand van economische, financiële, strategische of bestuursfactoren, maar hoe er aan zaken wordt gedaan, de arbeidspraktijken, waarden en reputatie" (10). Vertrouwen vormt het bewijs dat een onderneming datgene wat zij verkondigt (imago bij de buitenwereld) daadwerkelijk in de praktijk brengt (verantwoordelijkheid). De uitdaging bestaat erin een duidelijk beeld te krijgen van de kwesties die belanghebbenden nauw aan het hart liggen en mechanismen te ontwikkelen om hierover in communicatie te treden. Men dient deze mechanismen te gebruiken om het vertrouwen van de belanghebbenden om te zetten in een goede zakenrelatie. Door zich toe te leggen op niet-financiële waarden – en hoe ze in overeenstemming kunnen gebracht worden met financiële resultaten – kan een onderneming nieuwe en andere manieren identificeren om haar globale prestaties te verbeteren.

Door actief om te gaan met niet-financiële kwesties die een invloed hebben op een onderneming, zullen haar bestuurders een niet-traditionele manier ontwikkelen om zaken te doen, waardoor zij een nieuw concurrentievoordeel krijgen ten koste van de anderzijds niet-efficiënte concurrent. Een mooi voorbeeld van concurrentievoordeel afgeleid van "duurzaam ondernemen" is de overschakeling van producten naar diensten of de "dematerialisatie" zoals de fotokopiefabrikanten, die hun klanten liever fotokopiemachines verhuren dan verkopen. Zij verkopen liever kwaliteitskopieën en diensten dan uitrusting. Door de levenscyclus van het product te controleren, kan de fabrikant ervoor zorgen dat het product steeds optimaal onderhouden en nadien efficiënt verwijderd wordt, met een minimale milieuhinder voor gevolg.

Manfred HELLER, corporate environmental director, BMW hoofdkwartier, München, Duitsland, heeft het over de waarde die zijn onderneming realiseert door een milieuvriendelijke wagenproductie (11).

Hoe is "duurzaam ondernemen" nuttig voor BMW?
Wij zijn reeds 20 tot 25 jaar begaan met deze vorm van productie. Als een gevolg hiervan zijn wij dan ook de eerste autoproducent die wereldwijd is opgenomen in de Dow Jones "duurzaamheidsindex" (sustainability index). Het is een late bekroning van onze inspanningen en het geeft ons de kans om de concurrentie aan te gaan op basis van milieuprestaties. Wij hebben nu zo'n 16 vestigingen over de hele wereld, en wij hebben heel wat geleerd over verantwoord management hier in München, waar onze oudste vestiging zich

(9) Ronald ALSOP, "The Best Corporate Reputations in America: Johnson & Johnson (Think Babies!) Turns Up Tops," *The Wall Street Journal,* Sept. 23, 1999.
(10) THE CONFERENCE BOARD, "Consumer Expectations on the Social Accountability of Business," July 1999.
(11) Telephone interview with Manfred HELLER, Dec. 21, 1999.

bevindt, in een residentiële wijk. Wij produceren hier op een eiland: wij brengen alle grondstoffen en mensen naar hier. Achteraf moeten wij het eindproduct, de mensen en het afval terug naar buiten brengen. Nu wij geleerd hebben hoe wij 800 wagens en 1.000 motoren per dag kunnen produceren in een gevoelige omgeving zoals München, denk ik dat wij op een milieuverantwoorde manier aan de slag kunnen om het even waar ter wereld.

Waarom deze milieuproblemen aanpakken en er verslag over uitbrengen?
Op intern vlak betekent dit dat onze milieubeheersystemen helpen om risico's te beperken, waardoor de hogere en de middenkaders zich kunnen toeleggen op hun voornaamste taken, zonder dat zij zich zorgen hoeven te maken over mogelijke milieu- of sociale incidenten. Naar buiten toe, wensen wij onze reputatie en ons imago te beschermen en te verbeteren, en dit niet alleen bij onze klanten, maar tevens bij onze potentiële klanten en hun buren. Wij zitten in het betere marktsegment en wij vinden het belangrijk dat de mensen die zich onze producten kunnen veroorloven aanvaard worden door diegenen die dat niet kunnen. Door externe rapporteringsmechanismen hopen wij het type en de kwaliteit van informatie te bieden die dergelijke sociale aanvaarding bevordert.

Waarom meten en hoe?
In het verleden hebben wij afvalwater, geluid en luchtvervuiling gemeten, achteraf. Maar nu is de vermindering van de pollutie reeds opgenomen in de constructiefase van nieuwe installaties, waardoor wij deze inspanningen doorheen de levenscyclus kunnen optimaliseren en dit tegen een lagere kost. Bijgevolg is design voor recyclage of duurzaamheid beslist zinvol, zowel voor het milieu, als vanuit economisch oogpunt. Wij zijn nu zelfs zo ver dat we over de muren van onze eigen vestigingen heen kunnen kijken naar de milieuprestaties van onze leveranciers. Vermits deze zo'n 65 tot 75 percent van ons product leveren, moeten wij ook kunnen instaan voor de sociale, milieu-, en financiële invloed van ons eindproduct. Wij moeten ook zien hoe wij interacteren met onze buren, uiteraard op wereldvlak, maar vooral in Europa, waar heel wat van de vestigingen zich in woonwijken bevinden. In de toekomst moeten wij problemen zoals verkeersbeleid in woonwijken, steden of snelwegen meten en rapporteren. Wij moeten ons ook buigen over het verband tussen privé- en openbaar vervoer. Wij produceren niet enkel auto's, maar ook fietsen, motorfietsen en motoren voor jetvliegtuigen. Indien u zich wenst te verplaatsen van A naar B, willen wij u vervoer aanbieden, misschien zelfs zonder u een wagen te verkopen. Wij zullen hierover in de toekomst moeten communiceren.

Voorziet u nieuwe communicatiemethodes met de belanghebbenden?
Ons milieurapport hangt samen met ons jaarlijks financieel verslag, zodat indien men beide verslagen leest, men een vollediger beeld krijgt van onze onderneming dan wanneer men elk verslag apart zou lezen. Wij bereiden ook

elektronische verbindingen voor om toegang te krijgen tot regulerende instanties en leveranciers over de hele wereld zodat wij tot een meer efficiënte uitwisseling van informatie kunnen komen. Verder publiceert BMW milieuinformatie overeenkomstig de EMAS (Eco-Management and Auditing Scheme)-richtlijn. Wij hebben echter ondervonden dat deze informatie niet gelezen wordt door de meeste van onze belanghebbenden. Wij geven heel wat informatie zonder dat dit veel effect sorteert in de maatschappij. Daarom denken wij ook dat het nodig is om het publiek verder op te voeden op het vlak van milieuproblematiek en duurzaam ondernemen, en daarvoor zullen wij een beroep doen op nieuwe communicatiemethodes.

Kevin BUTT, hoofd milieuzaken voor Toyota Manufacturing Noord-Amerika, bespreekt hoe zijn organisatie voordeel verwacht van de inspanningen om niet-financiële indicatoren te meten (12).

Wat betekent "duurzaam ondernemen" voor u, en wat zou het belang zijn voor Toyota?
In ons geval, kan "duurzaam ondernemen"gezien worden als de mogelijkheid om onze producten te ontwikkelen en te maken op een manier dat natuurlijke hulpbronnen en grondstoffen zo min mogelijk belast worden, terwijl we toch winst maken. Duurzaam ondernemen vormt een belangrijk onderdeel van de inspanningen van Toyota om zich te positioneren op wereldvlak als een verantwoordelijke onderneming. Wat de fabricage betreft, hebben we een agressief actieplan voor continue verbetering, op het vlak van uitlaatgassen, waterverbruik en afvalwaterproductie. Wij besteden hier bijzonder veel aandacht aan.

Hoe kan deze aandacht voor duurzaam ondernemen een invloed hebben op productontwikkeling en ontwerp?
De ontwikkeling van de Prius, onze hybridewagen, maakt deel uit van deze nadruk op duurzaam ondernemen omdat het betekent dat er heel wat minder natuurlijke hulpbronnen gebruikt worden. De Prius wordt nu reeds een jaar verkocht in Japan en zal deze lente op de markt komen in de Verenigde Staten. Ik denk dat het één van de beste technologieën van de nabije toekomst zal zijn. Onze inspanningen in verband met brandstofcellen en elektrische auto's zullen waarschijnlijk vruchten afwerpen voor onze kinderen en kleinkinderen.

Welke rol speelt communicatie met de belanghebbenden in wat u doet?
Ons moederbedrijf, Toyota Motor Corporation, geeft jaarlijks een milieurapport uit. Maar vermits wij tot voor kort geen beursgenoteerd bedrijf waren, waren onze belanghebbenden niet zo goed geïnformeerd als dit in de

(12) Telephone interview with Kevin BUTT, Dec. 10, 1999.

toekomst het geval zal zijn. Ik denk dat dit van cruciaal belang is. Wij hebben nu negen vestigingen in Noord-Amerika en wij worden een grotere speler, dus is het normaal dat mensen meer willen weten over onze milieuprestaties. Wij hebben heel wat positieve verhalen te vertellen, en ik zal ervoor zorgen dat dat ook gebeurt.
Er zal heel wat mogelijk worden via het internet, maar als mensen niet begrijpen wat ze lezen, kan het ook een gevaarlijk wapen zijn. Waar het om draait, is dat het voor ons belangrijk is dat het publiek begrijpt dat wij onze beloftes nakomen en dat wij er ook verantwoordelijkheid voor opnemen.

Hoe kan een onderneming te weten komen wat moet gemeten worden en waarom?
Er zijn heel wat verschillende vragen. Op dit ogenblik meten we niet zo veel financiële/milieu-informatie. Wij zullen dat proces opstarten en de verschillende problemen zorgvuldig afwegen. Wat willen we eigenlijk meten? Wat is er belangrijk? Wat is de norm, en wat is het referentiepunt, en waarom? En wat zijn de kosten en baten in verband met de inspanningen om de milieuprestaties te verbeteren?

Wat zal ondernemingen ertoe aanzetten niet-financiële waarden te identificeren en te meten?
Ik denk dat het een verstandige manier van zakendoen is. Naast de milieuresultaten, is het van het allergrootste belang voor beslissingen op lange termijn om te weten waaraan men geld spendeert. Wat mijn domein betreft, moeten wij onze potentiële impact op het milieu evalueren om onze middelen zo efficiënt mogelijk in te zetten.

Hoe zullen ondernemingen in het algemeen en Toyota in het bijzonder, het grootste voordeel halen uit het meten en rapporteren van niet-financiële indicatoren?
Ik denk niet dat wij op korte termijn meer winstgevend zullen worden omdat wij informatie bekendmaken over milieuprestaties. Uit wat ik lees in opiniepeilingen, leer ik bijvoorbeeld dat heel wat mensen niet bereid zijn om meer te betalen voor een zgn. "groene" auto. Toch denk ik dat onze verslaggeving over milieuprestaties kan bijdragen tot het bewustzijn van onze inspanningen als verantwoordelijke onderneming. Ik denk dat dit op lange termijn zal resulteren in een gestadige groei van het marktaandeel. Het meten van deze waarden kadert voor ons trouwens in het zgn. "kaizan" concept, wat verwijst naar een continue verbetering van alle aspecten van onze activiteiten. Ik verwacht dan ook dat onze inspanningen om onze waarden te meten en te rapporteren, zullen bijdragen tot een voortdurende verbetering.

Geloofwaardigheid opbouwen

In overeenstemming met hun evoluerende rol, met hun streven om meer vertrouwen te winnen en de bedrijfsprestaties te verbeteren, zijn heel wat ondernemingen eigen bedrijfsnormen, beleidslijnen en waarden gaan uitwerken. De meest uiteenlopende ondernemingen, zoals The Body Shop, Ben & Jerry's, British Telecom, Royal Dutch/Shell en Ford, proberen een concurrentievoordeel te ontwikkelen door te communiceren met de belanghebbenden over dergelijke beleidslijnen en waarden. Een open "dialoog" met de belanghebbenden stelt ondernemingen in staat om te bewijzen dat zij bereid zijn verantwoordelijkheid te nemen voor de manier waarop hun activiteiten een invloed hebben op het milieu, bijvoorbeeld, en duidelijk te maken in welke mate zij aansprakelijk gesteld kunnen worden voor dergelijke gevolgen. (Geen enkele individuele ondernemer kan bv. aansprakelijk gesteld worden voor het "broeikaseffect", maar diegenen die uitleggen wat zij eventueel doen om hun eigen emissieniveau te verminderen, winnen aan geloofwaardigheid en krijgen zo meer het vertrouwen van de belanghebbenden). Dergelijke dialoog kan ondernemingen helpen om te bepalen welke niet-financiële indicatoren zij op een geloofwaardige manier moeten kunnen meten en rapporteren. Afb. 2 geeft een proces weer om een open dialoog tot stand te brengen met de belanghebbenden.

Afbeelding 2: Het proces van overleg met de belanghebbenden

Via een dialoog met de belanghebbenden krijgen ondernemingen een "vroege waarschuwing" waardoor zij op een efficiëntere manier kunnen reageren op kansen en conflicten en tevens de missie, visie en waarden van de onderneming kunnen bepalen en testen. Toen Royal Dutch/Shell een programma aankondigde in maart 1999 "dat erop gericht was het debat over haar wereldwijde handelsactiviteiten (13) bij haar belanghebbenden te verruimen", gaf Mark MOODY-STUART als Voorzitter van de groep, volgende commentaar:

> *"Wij beweren niet dat we alle antwoorden hebben op de vraag hoe multinationals zich dienen te gedragen i.v.m. mensenrechten en milieubeheer. Maar uit ons overleg en tevens de harde ervaring is gebleken dat wij onze doeleinden niet zullen bereiken tenzij wij luisteren naar en leren van, al onze belanghebbenden in de maatschappij"* (14).

(13) "Shell Steps up Dialogue with Stakeholders," Shell press release, Shell website, issued Mar. 15, 1999.

(14) *Ibid.*

Cor HERKSTRÖTER, die momenteel "International Management" doceert aan de Universiteit van Amsterdam en voorheen Voorzitter van het Directiecomité van de Royal Dutch/Shell Group of Companies was, bespreekt hier de "duurzaam ondernemen"-beweging, de groei en de toekomst (15).

Waaraan schrijft u de groei toe van de "duurzaam ondernemen"-beweging?

Langzaam maar zeker, erkennen bestuurders dat "duurzaam ondernemen" een goed principe is waarop men een bedrijf kan baseren. Hoewel de bewustwording van het concept groeit in het bedrijfsleven, bij de klanten en andere belanghebbenden, stellen heel wat mensen het belang ervan nog steeds in vraag. Onlangs had ik een gesprek met iemand die zei: "Hebben onze voorouders zich bekommerd om ons? Waarom zouden wij ons zorgen maken over de generaties die na ons komen?" Ik heb dat al eerder gehoord, en mijn antwoord luidt dat, ongeacht hoe onze voorouders zich hebben gedragen, de maatschappij er nu anders over denkt en men bijgevolg anders handelt.

Hoe kunnen ondernemingen het meest voordeel halen uit het meten en rapporteren van niet-financiële prestatie-indicatoren?

Ondernemingen kunnen op heel verschillende manieren hun voordeel halen, al naar gelang hun activiteiten. Het is beslist belangrijk om aandeelhouders te hebben die tevreden zijn over de manier waarop men zaken doet. Maar klanten aantrekken die bewust uw producten verkiezen boven die van een ander omdat zij weten dat "duurzaam ondernemen" bij u hoog aangeschreven staat, is iets wat een belangrijke invloed kan uitoefenen op uw activiteiten.

Wat moeten ondernemingen meten en waarom?

Wat ondernemingen meten is grotendeels gebaseerd op hun contact met de belanghebbenden in het algemeen. Het is ook gebaseerd op de overtuiging dat om verantwoord te kunnen ondernemen, men de goedkeuring nodig heeft van de maatschappij, ook wel eens "vergunning om te ondernemen" genoemd. Het is de stilzwijgende toestemming om te doen wat men doet, op de manier dat men het wenst te doen.

Naarmate men inziet hoe men voordeel kan halen uit "duurzaam ondernemen", stelt men zich in toenemende mate de vraag "welke cashflow kan ik in de toekomst verwachten?" Dat is een goede combinatie van financieel en niet-financieel beheer. We zien een groeiende bewustwording van de verbanden tussen beide en het feit dat ze daadwerkelijk aan elkaar kunnen gekoppeld worden.

(15) Telephone interview with Cor HERKSTRÖTER, Dec. 2, 1999.

Hoe kunnen maatregelen doeltreffender of waardevoller worden?
Ik ben er alvast van overtuigd dat we manieren zullen vinden om dingen te meten waarvan we nu nog zeggen dat ze onmogelijk kunnen gemeten worden. Bijvoorbeeld: hoe kunnen we een waarde zetten op sociale aanvaardbaarheid? Inderdaad, niet zo eenvoudig. Het is één van mijn stokpaardjes, maar ik denk dat economisten verplicht zullen zijn om ideeën te ontlenen aan andere disciplines om hun meetmechanismen te laten evolueren. Ik denk daarbij aan mathematica, aan de sociologie of aan wetenschappen zoals de biologie, waar men geleerd heeft om dingen te meten die in het verleden niet in cijfers werden gemeten. Eenmaal men bepaalde dingen begrijpt en kan kwantificeren, komt men al zeer dicht in de buurt van een waardebepaling.

Wat zal steeds meer ondernemingen ertoe aanzetten om niet-financiële waarden te identificeren en te meten?
Twee redenen. Ten eerste zouden ondernemingen graag zien hoe inspanningen om sociale aanvaardbaarheid en duurzaam ondernemen te bereiken een waarde kunnen creëren bovenop economisch rendement, zodat men aan zichzelf kan bewijzen dat wat men doet geen weggegooid geld is, maar iets wat waarde creëert.
Ten tweede wil men een consistente norm creëren die mensen kunnen begrijpen. Momenteel zijn er heel wat woorden nodig om het begrip "duurzaam ondernemen" te kunnen omschrijven. Maar indien men waarden zou kunnen uitdrukken in termen van het creëren van waarde of het vernietigen van waarde – want niet alles creëert waarde – dan zou dit een nuttige en waardevolle meting zijn, zowel extern als intern.

Wat is de toegevoegde waarde van controle, zowel extern als intern?
Controle voegt waarde toe op twee manieren, die allebei verband houden met het gebrek aan vertrouwen in de huidige maatschappij.
Ten eerste, indien uw onderneming controleprocédés heeft uitgewerkt waardoor er een "zelfcontrole" mogelijk is, dan is dat intern gezien zeer waardevol. Maar de buitenwereld zal van u verwachten dat dit geverifieerd wordt.
Ten tweede stellen ondernemingen lange verklaringen op met een tekort aan consistentie vermits er geen algemeen aanvaarde normen van toepassing zijn op wereldvlak, wat suggereert dat het misschien te vroeg is om verslag uit te brengen over hun waarden. Als men anderzijds kijkt naar wat de maatschappij vraagt, beseft men dat men vroeg of laat verplicht zal zijn om dit te doen.

Hoe zit het met de beweging om normen te creëren? Wat zijn de uitdagingen?
Indien ondernemingen bij manier van spreken hun eigen maatstaven ontwikkelen, deze kenbaar maken en accepteren dat zij op deze basis zullen beoordeeld worden, kan hieruit geleidelijk een gemene deler ontstaan, wat het begin zou kunnen zijn van algemeen aanvaarde normen. Uiteraard zal één stel algemeen aanvaarde normen niet volstaan. Iedere bedrijfsactiviteit of branche zal een stel regels hebben die niet van toepassing zal zijn op andere gevallen.

Ondernemingen zullen uiteindelijk zowel algemeen aanvaarde als zelf opgelegde normen hanteren.

Indien een CEO of andere directeur sceptisch blijft over de waarde om deze waarden te meten, hoe zou u hem of haar dan proberen te overtuigen?
Ik kan moeilijk begrijpen hoe men de ogen kan sluiten voor al de druk die er wordt opgebouwd. Ik zou ook suggereren dat het beter is om nu het initiatief te nemen dan gedwongen te worden achteraf bepaalde dingen te aanvaarden. Ik zou dus zeggen "zou het niet interessant zijn voor uw onderneming om aandachtiger te luisteren?"

Hoe denkt u dat bedrijven, naast het traditionele rapporteren, over 5 of 10 jaar zullen communiceren over hun prestaties?
Eerst en vooral is het duidelijk dat periodiek rapporteren steeds nodig zal blijven. Te gepasten tijde zullen de verslagen echter ruimer worden en ook onderwerpen zoals sociale aanvaarding en duurzaam ondernemen behandelen in termen van de waarde die zij creëren. Een voortdurende communicatie binnen de omgeving waarin een onderneming actief is, zal verrassingen voorkomen en begrip creëren voor wat men aan het doen is. Tegen de tijd dat men iets dient uit te leggen, is het meestal al te laat omdat men dan moet gaan verdedigen wat men gedaan heeft. Maar indien men het initiatief neemt om de dialoog aan de gang te houden, heeft men een kans om begrip en geloofwaardigheid te creëren, wat uiteraard van vitaal belang is.

Geloofwaardigheid creëren via niet-financiële verslagen

De vraag naar niet-financiële metingen wordt steeds sterker bij een groeiend aantal "organisatorische constituenten", zoals gelijken, klanten, investeerders, de media, werknemers en lobbyisten. Deze vraag is uitdrukkelijk aanwezig in situaties waar de concurrentie reeds haar waarden heeft afgebakend en anderen uitdaagt om hetzelfde te doen. Voor een aantal ondernemingen hebben, onlangs nog, voorbeelden van hun verzuim om niet-financiële aangelegenheden aan te pakken alle koppen van het nieuws gehaald. Dit resulteerde in een aanzienlijke negatieve publiciteit, betaling van hoge boetes en negatieve reclame voor merknamen en geloofwaardigheid van de onderneming. Maatschappelijk verantwoorde investeringen (SRI-Socially Responsible Investments) (16) winnen aan belang. Dit betekent dat ondernemingen uitermate grondig gescreend worden op hun eindresultaat en op hun vermogen om de belangen van de belanghebbenden in

(16) W. Gary WILSON and Dennis R. SASSEVILLE, *Sustaining Environmental Management Success: Best Business Practices from Industry Leaders,* New York, John Wiley & Sons, Inc., 1999, 4.

drie dimensies te integreren. In hun streven naar het rapporteren over niet-financiële waarden, worden de ondernemingen zich in toenemende mate bewust van de noodzaak om verantwoording af te kunnen leggen over alle aspecten van hun prestaties, niet enkel de financiële, en bovendien op een verantwoorde manier op te treden bij de verslaggeving.

Waarom organisaties niet-financiële prestaties meten en rapporteren?

Situatie	Katalysator
Confrontatie met een crisis	Er wordt een onmiddellijke reactie geëist
Zij zijn bij de eersten om dit te doen	Vastberadenheid om aan de top te staan in hun bedrijfstak, noopt hen ertoe toonaangevend te handelen
Zij krijgen af te rekenen met druk	Gelijken, leveranciers, investeerders, aandeelhouders, klanten of andere belanghebbenden vragen informatie of dwingen nieuw gedrag af.

Een toenemend aantal bedrijven erkent het belang van dit punt, en toonaangevende bedrijven zijn bezig met de implementatie van een systematische en transparante benadering van niet-financiële verslaggeving. Om hun geloofwaardigheid verder kracht bij te zetten, experimenteren een aantal leidinggevende bedrijven met openbare rapportering, en sommigen, zoals 3M, The Body Shop, Bristol-Myers Squibb, Eastman Kodak en Royal Dutch/Shell laten deze verslagen onafhankelijk controleren (17). Hoewel er nog geen aanvaarde globale normen beschikbaar zijn, ontwikkelen en rapporteren bedrijven aan de hand van hun eigen normen of metingen en dragen zij reeds de vruchten van deze blijk van goodwill. De uitdaging bestaat er nu in om nieuwe meettechnieken uit te werken en rapporteringmechanismen te ontwikkelen die wereldwijd erkend en aanvaard worden (18).

Hoe prestatiemeting, rapportering en controle evolueren?

Hoewel ondernemingen en academici zowel in Europa als in de Verenigde Staten reeds sedert de jaren zeventig diverse vraagstukken i.v.m. niet-financiële verslaggeving en rapportering exploreren, kreeg de trend pas in 1993 duidelijk vorm toen de Raad van de Europese Unie het communautair milieubeheer- en milieuauditsysteem (EMAS) aannam.

(17) S. Douglas BEETS and Christopher C. SOUTHER, "Corporate Environmental Reports: The Need for Standards and an Environmental Assurance Service," *Accounting Horizons,* Vol. 13, No. 2, June 1999, 129-145.

(18) Eugene MORGAN, "New Management Approach," *Compaq Enterprise, Publications & Communications,* Inc. (PCI website), April 1998.

Volgens bedrijfsanalysten en auteurs S. Douglas BEETS en Christopher C. SOUTHER, is EMAS "een verordenend plan dat bedoeld is om de milieuprestaties van industriële bedrijven te bevorderen. Naast talloze specifieke normen, verlangt EMAS ook van ondernemingen dat zij publiekelijk beschikbare milieurapporten opstellen die dienen gevalideerd te worden door een bevoegde derde partij, nl. een geaccrediteerde EMAS controleur" (19). Dergelijke milieurapporten kunnen betrekking hebben op het gebruik van natuurlijke hulpbronnen en energie, het maken en wegwerken van afval, emissies in de lucht, water en bodem; regelende naleving, productbeheer, effecten van welbepaalde producten op gezondheid en biodiversiteit en andere aangelegenheden zoals conformiteit met normen voor milieubeheersystemen. Het aantal aanvragen voor de accreditatie van EMAS-controleurs blijft stijgen, wat erop wijst dat er een groeiende markt bestaat voor hun diensten. Onderzoek wijst uit dat een hoge mate van waargenomen waarde bij de bedrijven het EMAS-registratieproces doorlopen hebben (20).

Verder hebben de International Organisation for Standardization (ISO), de Coalition for Environmentally Responsible Economies (CERES) en het Council on Economic Priorities (CEP) allerlei principes, richtlijnen en normen uitgewerkt voor diverse benaderingen van rapportering en controle van milieu en (in het geval van CEP) sociale prestaties. Eén van de meest invloedrijke reeks vrijwillige milieunormen is de ISO 14001 Environmental Management Standard, die in 1996 voorgesteld werd en waarmee een bedrijf een milieubeheersysteem kan ontwerpen, toepassen en controleren. ISO 14001 stelt een aantal objectieve criteria voor aan de hand waarvan de milieubeheersystemen kunnen gecontroleerd worden (21). Ook al zijn er heel wat bedrijven die ISO 14001 aannemen, de norm geeft enkel aanbevelingen wat betreft rapportering van prestaties aan de belanghebbenden; er worden geen details gegeven betreffende inhoud of vorm van deze verslagen. Bovendien is er in de ISO 14001 geen sprake van sociale, gezondheids- of veiligheidsprestaties.

Deze uiteenlopende verslagen voldoen wel aan het streven van ondernemingen naar verslaggeving over niet-financiële prestaties aan de diverse belanghebbenden, maar ze zijn moeilijk (zoniet onmogelijk) te vergelijken. Daarom wenden heel wat belanghebbenden zich tot informatiediensten die niet-financiële prestaties evalueren of nog, tot sociaal verantwoorde investeringsfondsen.

Er bestaan ten minste 25 professionele informatiediensten die ondernemingen screenen voor de "sociaal bewuste investeerder". Terwijl heel wat van deze diensten gemeenschappelijke criteria voor uitsluiting hanteren (bv. tabak, wapens, kansspelen, kernenergie) zijn er aanzienlijke onderlinge verschillen op het vlak van de niet-financiële factoren en de evaluatiemethodes voor prestaties. Deze diensten leveren veelal informatie aan aandelenbeleggingsfondsen maar ook aan de individuele investeerder. Men stelt vast dat het aantal sociaal verantwoorde

(19) BEETS and SOUTHER, *o.c.*
(20) *Ibid.*
(21) *Ibid.*

investeringsfondsen, wiens investeringsfilosofie een weerspiegeling is van de verschillende sociale en/of milieuwaarden die hun investeerders voorstaan, toeneemt. Naast deze fondsen werden er recent twee sociaal verantwoorde of duurzaamheidsindexfondsen ingevoerd: de Domini 400 Index en de Dow Jones Sustainability Group Indexes (DJSGI). De DJSGI is een selectie van de Dow Jones Global Index van bijna 3.000 bedrijven, en omvat meer dan 200 van de beste "duurzame" ondernemingen in 68 industrieën in 22 landen met een totale marktkapitalisatie van maar liefst 4,3 biljoen US$. Wanneer men een vergelijking maakt van het rendement op jaarbasis over de laatste vijf jaar, ziet men dat de DJSGI gemiddeld beter presteert dan de traditionele Global Index (17.67 % tegen 12.55 %). Ten slotte bereiden ook een aantal niet-gouvernementele organisaties (NGO's) zgn. "scorekaarten" of andere niet-financiële prestatiebeoordelingsrapporten voor.

Het aantal NGO's, professionele informatiediensten en sociaal verantwoorde investeringsfondsen en indexen wijzen er duidelijk op dat de investeerders meer informatie verlangen over de niet-financiële prestaties van de bedrijven en dat bedrijven bereid zijn die informatie te verstrekken. Het uitgebreide gamma prestatiebeoordelingen e.d. maken het de investeerders echter nog moeilijker om niet-financiële prestaties te vergelijken en voor de bedrijven is het evenmin duidelijk welke informatie moet bekendgemaakt worden.

In een reactie op deze algehele verwarring, heeft de Coalition for Environmentally Responsible Economics (CERES) Global Reporting Initiative (zie www.globalreporting.org) een brede werkgroep in het leven geroepen om een internationaal geheel van milieu-, sociale en economische rapporteringsrichtlijnen op te stellen. De werkgroep is samengesteld uit privébedrijven (bv. General Motors, Baxter Health Care en Ford Motor Company), NGO's (bv. het United Nations Environmental Programme en het World Resources Institute) en beroepsverenigingen (bv. boekhouding). Er werd een ontwerp gepubliceerd van richtlijnen en momenteel zijn er verschillende pilootprojecten aan de gang. Het resultaat van deze pilootprojecten en een stel definitieve richtlijnen zullen in de loop van het jaar 2000 gepubliceerd worden.

De nood aan normen voor niet-financiële rapportering wordt steeds groter, maar naast de EMAS-eisen bestaan er momenteel nog geen uitgebreide normen terzake (22). Hoewel het zeker lijkt dat er uiteindelijk meer gelijkvormige richtlijnen zullen ontwikkeld worden, is het al even waarschijnlijk dat deze, noodgedwongen, het "kleinste gemene veelvoud" zullen weerspiegelen wat rapportering betreft. Indien de huidige trends in de verwachtingen van de belanghebbenden zich doorzetten, is het ook te verwachten dat men meer relevante informatie zal verlangen van leidinggevende bedrijven. Verder lijkt het onwaarschijnlijk dat gestandaardiseerde rapporteringschema's zullen kunnen gebruikt worden om een

(22) Drs. Nancy Kamp-Roelands RA. "Audits of environmental reports: Are we witnessing the emergence of another expectation gap?," Focus 1, *Nederlands Instituut var. Registeraccountants,* January 1999.

uniek concurrentievoordeel te creëren. Tijdens de recente Conferentie die georganiseerd werd door DGIII van de Europese Commissie over "Triple Bottom Line Investing in Europe" in Lissabon op 18-21 mei 2000, luidde de conclusie dat een norm voor niet-financiële/triple bottom line-rapportering noodzakelijk is om over betrouwbare, transparante en vergelijkbare informatie over de prestaties van organisaties te kunnen beschikken.

Nieuwe meettechnieken en rapporteringsmechanismen uitwerken

Het ontwikkelen van nieuwe meettechnieken en geschikte rapporteringsmechanismen voor niet-financiële indicatoren is niet zo eenvoudig als het aannemen van populaire prestatiemetingen. Het is evenmin een zoveelste oefening om de naleving van gevestigde regels en bepalingen te verzekeren. Het is veeleer een proces waardoor organisaties leren hoe niet-financiële indicatoren kunnen gedefinieerd, gevat en gerapporteerd worden als onderdeel van prestatiemeting. Het is een kritische oefening die een organisatie de mogelijkheid geeft om haar doelstellingen en waarden in verband te brengen met rapportering. Historisch gezien is dit niet zo vanzelfsprekend, maar het is wel nodig om te bepalen wat er dient gemeten te worden en vervolgens wat er dient meegedeeld te worden en aan wie. Het proces omvat vier kritische perspectieven (zie verder) die kunnen georganiseerd en geëvalueerd worden met behulp van een zgn. "balanced scorecard" (een prestatieoverzicht van niet-financiële productiegegevens in combinatie met gerelateerde financiële resultaten).

Deze benadering kan een beoordelingsmiddel worden dat de directie de mogelijkheid geeft een expliciete link te leggen tussen financiële en niet-financiële prestaties om de "toegevoegde waarde" aan te tonen. Deze benadering heeft specifieke voordelen, zoals hieronder zal blijken.

Winst en principes met elkaar in verband brengen

Wanneer zij zich inzetten voor het creëren van een geïntegreerd systeem van niet-financiële meting en de waarde voor de onderneming willen aantonen, dienen de leiders van organisaties eerst te overwegen hoe, op strategisch niveau, winst en principes uiteindelijk onderling in verband staan. Zij dienen te overwegen hoe dergelijke verbanden de belanghebbenden van de onderneming ten goede kunnen komen. Zij zouden deze denkwijze expliciet moeten verwoorden, niet-financiële en financiële doelstellingen op elkaar afstemmen en een geïntegreerd prestatiebeheersysteem creëren. Zonder een strategische benadering zouden niet-financiële verbeteringen gemarginaliseerd kunnen worden en, uiteindelijk, de globale waarde die zij zouden moeten vaststellen, verminderen.

Succesvolle inspanningen om de niet-financiële prestaties van een organisatie in stand te houden en te verbeteren, vragen om een nieuw perspectief van "wat belangrijk" is en zal, bijgevolg, nauw samenhangen met inspanningen die ge-

richt zijn op financiële prestatieverbetering. Om dit nieuwe perspectief te bereiken, dienen bedrijven een kritische blik te werpen op hun huidige strategische intentie en te zien waar niet-financiële prestatie de huidige en toekomstige waarde beïnvloedt. Deze analyse dient erop gericht te zijn de sleutelwaarden binnen een onderneming vorm te geven en, indien nodig, de "conventionele wijsheid" over niet-financiële prestatie en de verwantschap ervan met waarde overhoop te gooien. Zo dient de analyse dus verder te gaan dan een objectieve analyse van de concurrentiepositie van de onderneming en ook rekening te houden met de verwachtingen van de belanghebbenden en de meest fundamentele waarden van een organisatie.

De voornaamste verwachtingen van de belanghebbenden aanpakken

Terwijl concurrentieanalyses weliswaar vertrouwd terrein zijn, kan het aanpakken van de verwachtingen van belanghebbenden meer kunst dan wetenschap zijn. Door zich uitsluitend op die belanghebbenden te concentreren die met financiële doelstellingen geassocieerd worden (bv. klanten en aandeelhouders), is het een te enge benadering om bijkomend concurrentievoordeel te halen uit niet-financiële prestaties. Pogingen om alle belanghebbenden gelijk te bedienen, kan resulteren in verwarring en, wat nog erger is, een sterk verminderde financiële prestatie. Daarom dient de organisatie prioriteit toe te kennen aan de verwachtingen van de belanghebbenden. Eén mogelijke benadering bestaat erin om elke groep in overeenstemming te brengen met de manier waarop de onderneming aan haar behoeften kan voldoen. Deze "belanghebbenden-kaarten" kunnen dan gebruikt worden om te bepalen hoe men "waarde" kan afleiden uit deze relaties. Zij kunnen ook gebruikt worden als een basis voor het opstellen van gedragsrichtlijnen bij de omgang met de belanghebbenden en een filosofie verwoorden waarop deze relaties gebaseerd zijn.

De waarden in een organisatie evalueren

Het beoordelen van de fundamentele waarden van een organisatie en hun relatie t.o.v. niet-financiële prestatie is de derde component van deze strategische beoordeling. Een waarde-overzicht dat uitsluitend gebaseerd is op financieel geïnspireerde modellen zal tegenstrijdige signalen sturen naar de belanghebbenden. Een correctie van de waarden waarin een nieuwe visie op concurrentievoordeel en relaties met belanghebbenden weerspiegeld worden, zal blijk geven van een nieuwe zingeving en duiden op de onderliggende normen voor beoordeling. Dit streven zal op zijn beurt bijdragen tot het creëren van het momentum doorheen de onderneming, om een nieuwe betekenis te geven aan het begrip "waarde".

Met behulp van strategische beoordeling kunnen leiders van organisaties een expliciete strategische intentieverklaring ontwikkelen die een weerspiegeling is van de kernbekwaamheden, concurrentiepositie, belangen van de belanghebbenden, de regelgeving en globale waarden. Uit deze duidelijke visie zullen verbanden duidelijk worden tussen financiële en niet-financiële prestaties. Deze ver-

banden zullen op hun beurt de basis vormen voor het creëren van rapporteringsmechanismen die relevant zijn voor, en leiden tot, prestatieverbetering op alle organisatorische niveaus.

Om prestaties te verbeteren is er actie nodig gebaseerd op specifieke doeleinden. Zodoende moet de organisatie haar nieuwe "waarde"-perspectief gebruiken om bestaande doelstellingen, interne processen, bestuurscontrole en beheersingsystemen te onderzoeken en deze uit te breiden tot niet-financiële prestatie, de nieuwe drijvende kracht achter de waarde van een onderneming. Uit de integratie van deze systemen zal blijken "wat belangrijk is" en zal de relevantie aangetoond worden van niet-financiële prestaties op alle niveaus. Een dergelijke inspanning zal de organisatie in staat stellen nieuwe rapporteringsmechanismen te creëren of op punt te stellen die afgestemd zijn op haar individuele zakelijke strategieën.

Het creëren van deze rapporteringsmechanismen overstijgt echter de selectie van topniveau-prestatiemetingen. Leiders van organisaties dienen de verbanden aan te tonen tussen financiële en niet-financiële indicatoren en hoe de "nieuwe" indicatoren van prestatie de organisatorische prestatie kunnen verbeteren. Deze "oorzaak en gevolg"-relaties kunnen op alle niveaus van de organisatie toegepast worden:

- om aan te tonen hoe lokale verbeteringen in verband staan met algemene organisatiedoelstellingen, met inbegrip van financiële prestatie, en
- werknemers motiveren en vertrouwen creëren dat niet-financiële prestatie een materieel rendement heeft.

Zo kan dus de zgn. "balanced scorecard"-benadering (prestatieoverzicht van niet-financiële productiegegevens in combinatie met gerelateerde financiële resultaten) bijdragen tot de identificatie en het beheer van risico's en kansen in verband met de niet-financiële prestatie van een organisatie en tevens voordeel halen uit een geïntegreerde benadering van certificering.

Potentiële obstakels voor verandering herkennen en aanpakken

Het erkennen en vervolgens proberen te overwinnen van een aantal externe en interne uitdagingen, is een kritische stap. Op extern vlak versterken de aandelenmarkten inspanningen om kortetermijnwaarde te realiseren; nationale economische modellen geven geen verklaring voor milieu- of sociale aangelegenheden en er bestaan nog geen geschikte globale maatregelen voor niet-financiële prestaties. Op intern vlak dienen bestuurders ervoor te zorgen dat de stap om niet-financiële meettechnieken uit te werken, een betekenis en relevantie heeft op alle niveaus van de organisatie. Zij zullen expliciete inspanningen om "waarden" te meten moeten integreren in een algemene bedrijfsstrategie.

Communiceren van de resultaten

Wanneer de nieuwe meettechnieken en rapporteringsmechanismen aanwezig zijn, dienen de bestuurders te kiezen welke prestatie-informatie dient meegedeeld te

worden, aan wie en hoe. Elke organisatie die extern rapporteert over haar niet-financiële prestatie, zal uiteindelijk overwegen om dat rapport te laten controleren door een externe zgn. "assurance provider" (controlerende en certificerende accountant). Indien de leiding beslist dat dergelijke controle nuttig zou kunnen zijn, zullen de bestuurders moeten bepalen welke aspecten van de bedrijfsprestatie dienen geverifieerd te worden en welke belanghebbenden het meest baat zouden ondervinden van de controle van dergelijke informatie.

Implicaties en kansen voor bedrijven

Het management dient haar huidige visie en waarden opnieuw te evalueren om voordeel te halen uit de inspanning om nieuwe meettechnieken en rapporteringsmechanismen uit te werken. In de tabel hieronder staan een aantal kansen en potentiële resultaten vermeld.

Kansen	**Acties van het management**	**Mogelijke resultaten**
Kwetsbaarheid verminderen van winst- en verliesresultaten wegens globalisatie, informatie-explosie en nieuwe verwachtingen.	(Re-) evaluatie van huidige missie, visie en waarden van de onderneming, via dialoog met belanghebbenden.	Concurrentievoordeel halen (ten koste van inefficiënte concurrent) via "early warning" door dialoog met belanghebbenden.
Een organisatiestrategie ontwikkelen en concentratie van de leiding die ertoe bijdragen dat de waarden van de onderneming afgestemd zijn op haar identiteit (en haar financiële doelstellingen).	Gebruik geherdefinieerde visie en strategie (op basis van financiële en niet-financiële waardestuwers) en deze informatie verwerken in de huidige managementinformatie en controlesystemen.	Continue prestatieverbetering nastreven, toegespitst op de toekomst.
Nieuwe verslaggevingsinfrastructuur en certificerende mechanismen creëren om winst en principes te controleren.	Geïntegreerde informatie- en certificatieprocédés en systemen ontwikkelen m.i.v. niet-financiële prestatie-indicatoren.	Het risico beperken tot bedrijfsreputatie en het winnen en behouden van vertrouwen.
Kapitaliseren van immateriële activa zoals kennis, imago, relaties.	Immateriële activa taxeren en nieuwe hulpmiddelen voor het besturen ontwikkelen die transparantie bieden inzake de kwaliteit en waarde van interne activa en hun potentieel voor de toekomst.	Slimmer zijn dan de concurrentie (minder doen, meer bereiken).

Implicaties en kansen voor Assurance Providers

Naarmate de vraag naar niet-financiële informatie wereldwijd groeit, is dat ook het geval voor de vraag naar diensten die de geloofwaardigheid van deze informatie verbeteren. Er zijn nieuwe benaderingen en methodes nodig om een redelijke "verzekering" te krijgen dat de niet-financiële informatie die bepaalde ondernemingen nu verstrekken, een volledig, relevant en accuraat beeld ophangt van hun prestatie. Daarnaast dienen zich onafhankelijke attestatie/verificatie-inspanningen te ontwikkelen om te voldoen aan de nood van de bedrijven aan dezelfde transparantie en consistentie als deze waarop zij steunen voor hun financiële verslaggeving. Momenteel bestaan dergelijke normen nog niet, hoewel het International Auditing Practices Committee (IAPC) van de International Federation of Accountants (IFAC) een "Exposure Draft of Standards for Assurance Engagements" heeft uitgegeven en een subcommissie van IAPC bezig is met de uitwerking van een "Exposure Draft of Standards for Assurance Engagements on Environmental Reports". Hierin zal bekeken worden hoe CPA's/CA's zullen werken met allerlei experts (geneesheren, juristen en andere) bij het geven van "verzekering" voor niet-financiële verslagen.

Inmiddels worden methodieken ontwikkeld voor deskundige en onafhankelijke inspectie van niet-financiële verslaggeving. Een toenemend aantal ondernemingen voegt inspectierapporten van onafhankelijke deskundigen toe aan haar niet-financiële verslagen. Er is nog geen algemeen aanvaarde benadering voor een onafhankelijke verificatie van geïntegreerde maatschappelijke verslaggeving. De bedrijfsrevisor van vandaag zal aan de toekomstige maatschappelijke verslaggeving het nodige kunnen bijdragen. Niet alleen aan de feitelijke uitvoering van de controle en attestatie van systemen en verslagen (assurance), maar zeker ook aan de ontwikkeling van normen en maatstaven, de beheersystemen en de richtlijnen voor de verslaggeving (advies). Het spreekt voor zich dat de bedrijfsrevisor hiervoor over aanvullende kennis en ervaring dient te beschikken, vooral op het gebied van sociaal-ethische zaken en milieuzaken. Daartoe zal hij moeten samenwerken met specialisten op deze terreinen. Het bedrijfsleven zal daarbij een geïntegreerde aanpak en dienstverlening verlangen, omdat zij zichzelf ook op deze wijze organiseert.

Conclusie

Vermits leidinggevende organisaties in toenemende mate niet-financiële prestaties linken aan financieel welslagen, verwachten de belanghebbenden van bedrijfsleiders prestatiemetingen en verslaggeving over bedrijfsrisico's en prestatie waarvoor bedrijven traditioneel geen informatie inzamelden. Om deze niet-financiële indicatoren op een efficiënte en consistente manier te identificeren, te meten en te rapporteren, dienen de leiders van een organisatie te begrijpen hoe hun bedrijf temidden van andere factoren geëvolueerd is ten gevolge van de globalisatie, e-commerce en verwachtingen van de belanghebbenden.

Verder dienen bedrijfsleiders te beseffen in welke mate hun financiële doelstellingen misschien onbereikbaar zijn indien sociale of milieuverantwoordelijkheden niet geïdentificeerd of anders verwaarloosd worden. Deze leiders dienen in eerste instantie hun strategie te evalueren om vervolgens te zien hoe meting en verslaggeving van die informatie hen kunnen helpen om de prestaties te verbeteren en uiteindelijk een nieuw concurrentievoordeel te creëren.

Harmonisation comptable et mondialisation

Alain Burlaud,
Professeur au Conservatoire national des arts et métiers

Christian Hoarau,
Professeur à l'Institut d'administration des entreprises de Paris

La mondialisation des marchés financiers entraîne une pression accrue des *International Accounting Standards* (IAS) sur les modèles comptables des différents pays du monde. A titre d'exemple, la France, dans le cadre d'une profonde réforme de son droit comptable (1), a récemment prévu d'autoriser les entreprises cotées à déroger aux règles nationales en matière de consolidation et à adopter celles de l'*International Accounting Standards Committee* (IASC). L'Union européenne a renoncé à préparer un ensemble de règles qui lui seraient propres.

L'IASC considère que ses normes devraient s'appliquer à toutes les entreprises, petites ou grandes, nationales ou multinationales. Il recommande également que les normes nationales, s'il y en a, soient développées à partir des normes internationales. Une telle conception pose la question de l'utilité de normes nationales. Autrement dit, peut-on agir dans un cadre national si la communauté des affaires se réfère à un cadre mondial.

Notre réponse est affirmative. Les deux systèmes de normes, national et international, peuvent être différents sans être mutuellement exclusifs. Ils n'ont pas les mêmes objectifs, ne s'adressent pas aux mêmes entreprises et ne prennent pas en compte les intérêts des mêmes catégories d'utilisateurs.

1. Le besoin d'harmonisation

Les comptes annuels peuvent parfois être déconcertants. Par exemple, Daimler-Benz, en 1993, a publié en Allemagne un bénéfice consolidé de + 615 millions de DM. Mais, pour le marché financier américain, le groupe a publié la même année des comptes préparés selon les normes IAS et faisant apparaître une perte de – 1.8 milliards de DM ! Pour Hoechst, une autre entreprise allemande, les mêmes chiffres pour l'année 1995 furent respectivement de + 1.7 milliards de DM et – 57 millions de DM. D'autres exemples comparables peuvent être trouvés dans d'autres pays. Par exemple, en France, une société récemment privatisée comme France Télécom, a publié en 1996 un profit de + 2.1 milliards de francs selon les normes françaises mais une perte de – 33.9 milliards de francs selon les IAS. Dans ces conditions, où est l'image fidèle? Quelle est la situation financière «réelle» de ces entreprises? Pourquoi les résultats sont-ils à ce point différents?

(1) Art. 6 de la loi du 6 avril 1998 dont les conditions d'application sont toujours en discussion au Comité de la réglementation comptable.

Quel impôt sur les sociétés ces entreprises devraient-elles payer? Quel intéressement faut-il verser aux dirigeants? Quelle est la valeur de ces entreprises?

Les comptes sont profondément modifiés par le fait que l'on comptabilise ou non la fiscalité différée, que les dépenses de recherche et développement soient considérées comme des charges ou des actifs, que les engagements de retraite soient provisionnés ou pas, etc. Par exemple, lorsque France Télécom a publié pour la première fois des comptes consolidés selon les IAS, il a fallu comptabiliser 37.5 milliards de francs de provisions pour retraites. Peut-on en conclure que certains référentiels comptables sont supérieurs à d'autres? Les normes allemandes sont-elles «meilleures» que les normes françaises ou inversement? Nous ne le pensons évidemment pas. Ce serait aussi peu pertinent que de dire qu'une langue est «supérieure» à une autre. Les normes comptables sont simplement apparues dans des sociétés et des contextes différents et répondent à des besoins différents.

Néanmoins, ces exemples montrent l'importance de normes comptables mondiales pour un marché financier mondial. Mais, par ailleurs, chaque pays a sa propre fiscalité et il est peu probable que l'on ait un jour une fiscalité mondiale. Les équilibres économiques et sociaux sont si différents d'un pays à un autre que la fiscalité doit être adaptée aux situations locales. Or le résultat fiscal est un «sous-produit» de la comptabilité. C'est pourquoi il y a aussi un besoin de normes comptables nationales.

Afin de résoudre ce conflit, on peut imaginer différentes solutions. Par exemple, les sociétés nationales pourraient utiliser les normes nationales et les multinationales les IAS. Mais il est difficile de définir ce que sont des sociétés nationales ou multinationales. On pourrait également imaginer que les sociétés cotées utilisent les IAS et les autres le référentiel local. Mais la plupart des sociétés cotées ont aussi des filiales qui ne le sont pas. Il faudrait alors que ces dernières préparent deux jeux de comptes dont l'un pour les besoins de la consolidation. Mais ne cherche-t-on pas précisément à éviter cela?

La solution adoptée par la plupart des pays d'Europe continentale consiste à présenter des comptes sociaux ou individuels selon les règles nationales sous la forte influence des contraintes fiscales. Mais les comptes consolidés présentés par des sociétés faisant appel à l'épargne publique peuvent être préparés selon les IAS. De ce fait, il n'y a pas conflit entre les référentiels mais des champs d'application distincts.

2. Des sociétés différentes

Les entreprises ou plus généralement les entités qui ont à préparer des comptes annuels sont extrêmement différentes quant à leur taille, leurs objectifs (certaines sont à but lucratif et d'autres pas) ou quant à leur impact sur l'économie du ou

des pays d'accueil. En simplifiant un peu, on peut définir quatre catégories d'entités parmi les personnes morales:
— les petites et moyennes entreprises;
— les entreprises qui doivent publier des comptes consolidés;
— les entreprises faisant appel à l'épargne publique et
— les entités sans but lucratif.
Le rôle et l'importance de chacune de ces quatre catégories peut varier considérablement d'un pays à un autre, d'un système économique à un autre.

Par exemple, en France, les PME qui sont définies comme étant des entreprises employant de 10 à 500 salariés, représentent 80 % des entreprises recensées et emploient les 2/3 de la population active. Elles assurent donc une part très importante de l'activité économique du pays et les normes comptables ne peuvent pas ignorer leurs caractéristiques propres. La comptabilité satisfait quatre besoins essentiels pour ces entreprises:
— suivre les comptes de trésorerie et les comptes de tiers;
— déterminer le résultat fiscal et permettre le contrôle fiscal;
— servir d'instrument de preuve en cas de litige;
— informer les banques auprès desquelles des crédits sont sollicités et/ou obtenus.
Les problèmes de gouvernement d'entreprise, d'information des investisseurs ne sont habituellement pas essentiels dans ce type d'entreprise dans la mesure où la propriété et la direction sont entre les mêmes mains ou entre les mains d'une même famille.

En revanche, pour les grandes entreprises qui font appel à l'épargne publique, le rôle premier de la comptabilité est d'informer les marchés. Pour ce type de besoin, les comptes consolidés sont souvent plus importants que les comptes sociaux.

Enfin, dans le secteur public ou sans but lucratif, les besoins sont encore différents. La détermination du résultat fiscal ou l'information des marchés financiers n'ont pas de sens. En revanche, le contrôle de l'efficience ou le contrôle de légalité sont essentiels.

Ces observations militent en faveur de normes comptables locales et adaptées aux différentes catégories de situations rencontrées.

3. D'autres catégories d'objectifs

Les normes comptables nationales ne sont pas nécessairement en conflit avec les normes internationales: elles peuvent être complémentaires. L'exemple français, qui n'est pas un cas unique, montre comment.

Les normes comptables françaises prennent essentiellement la forme de règlements du Comité de la réglementation comptable homologués par un arrêté signé

par le ministre des finances. Le Plan comptable général (PCG) (2), qui en est le cas le plus connu, inclut notamment un plan de comptes, des définitions de concepts et des états financiers normalisés. Comme on peut le voir, le PCG et l'IAS constituent deux approches différentes de la normalisation. Le PCG définit la comptabilité comme l'ensemble des procédures depuis l'enregistrement initial des transactions (art. 120-1 du PCG) jusqu'à la présentation des comptes annuels. L'IASC ne s'intéresse qu'à la nature des informations financières publiées. Les procédures en amont sont uniquement de la responsabilité de l'entreprise et font, bien sûr, l'objet d'un audit.

Le PCG normalise donc la tenue des comptes et son contenu précise, comme nous l'avons vu, tant la terminologie que le plan de comptes avec les numéros de code et les états de synthèse. Outre la détermination du résultat, de la part distribuable de celui-ci et le calcul de la situation nette, les comptes annuels ainsi normalisés permettent la production de statistiques macro-économiques.

Les objectifs légaux de la comptabilité renforcent l'importance des aspects formels. Les liens avec les autres branches du droit sont facilités: droit fiscal, commercial, civil et pénal. Les normes comptables sont écrites: loi comptable, décret, arrêté (3). Quant à la forme, il s'agit donc d'actes de l'autorité publique. Mais leur genèse associe les différentes parties prenantes (stakeholders): représentants des entreprises, de l'Etat, des salariés (syndicats), de la profession comptable (ordre des experts-comptables et compagnie des commissaires aux comptes) et l'université à travers la présence de personnalités qualifiées. Les possibilités d'interprétation sont limitées et font l'objet d'écrits (notamment les avis du CNC et du CRC).

L'IASC se désintéresse de l'ensemble du processus comptable en amont des états financiers. Les normes ne portent que sur les principes généraux de la comptabilité financière dont l'interprétation est de la responsabilité des entreprises ou de leurs auditeurs. Le rôle des normes se limite à assurer que les états financiers publiés sont effectivement fiables et utiles pour les investisseurs. Leur préparation se fait dans une large mesure sous le contrôle des grands cabinets mondiaux d'audit (les «Big Five»). L'interprétation des normes ne se fait pas dans un cadre réglementaire mais résulte de mécanismes de «socialisation» (diffusion des pratiques admises en particulier par les cabinets d'audit).

---

(2) Les arrêtés ministériels du 22 juin 1999 homologuent deux règlements adoptés par le Comité de la réglementation comptable (CRC):
- le règlement n° 99-03 du 29 avril 1999 relatif au PCG (réécriture à droit constant du PCG de 1982) paru au Journal officiel du 31 juillet 1999 et
- le règlement n° 99-02 du 29 avril 1999 relatif aux comptes consolidés paru au Journal officiel du 21 septembre 1999.

(3) Loi du 30 avril 1983 (intégrée dans le code de commerce), décret d'application du 29 novembre 1983 et règlements du CRC homologués par arrêtés du ministre des finances.

4. Des moyens adaptés aux besoins

Les PCG successifs (4) ont certainement contribué à une meilleure gestion des PME et, du point de vue de l'Etat, à l'amélioration des contrôles fiscaux et des statistiques macro-économiques. Ils ont également simplifié la diffusion des logiciels comptables du fait de la normalisation des écritures et permis d'utiliser une main d'œuvre faiblement qualifiée pour la tenue des comptes.

Mais, par ailleurs, le PCG permet une présentation de comptes annuels compatibles avec les IAS à condition de faire usage des options appropriées de ces dernières. Toutes les IAS font d'ailleurs l'objet d'un examen de conformité par le Conseil national de la comptabilité (CNC).

Le contenu du PCG, dont la version 1999 prend une forme proche de celle d'un code, est explicite. Sa connaissance suppose peu de connaissances implicites ou tacites et il laisse place à peu d'ambiguïté. Son caractère opérationnel limite les efforts d'interprétation, ce qui n'est pas le cas des IAS qui font appel à un niveau élevé de capacités d'analyse. Leur emploi suppose, de ce fait, une longue période d'assimilation ou le recours à des cabinets d'audit. Destinés essentiellement à satisfaire les besoins des marchés financiers et des grandes entreprises, les IAS sont difficilement utilisables par les PME et encore moins par les entreprises des pays en développement ou des pays en transition (sauf les filiales des grands groupes multinationaux qui y sont installés).

Conclusion

Les deux systèmes de normalisation que nous avons décrits reposent sur deux approches distinctes et s'adressent à deux populations distinctes. Mais le PCG n'exclut pas les IAS. S'il s'agit de développer rapidement un outil de gestion pour les PME, le PCG est de loin la solution la plus appropriée de par sa nature opérationnelle. Si, en revanche, l'objectif est de développer une capacité de réflexion sur les concepts comptables, de nourrir une production doctrinale, les IAS sont à privilégier. Les options offertes, même si elles sont progressivement réduites, permettent ce travail.

La mise en œuvre des IAS suppose de la part des entreprises un personnel comptable hautement qualifié ou le recours à des cabinets disposant de ces compétences. En revanche, un PCG compatible avec les IAS offre une possibilité d'application locale simple sous le contrôle de l'Etat qui est le garant légitime de l'intérêt public.

---

(4) Le premier plan comptable «français» remonte au 21 mars 1942. Mais la notion de plan comptable n'est véritablement entrée dans les mœurs qu'avec le PCG de 1947 qui fit, ultérieurement, l'objet de mises à jour régulières (en 1957 et 1982), d'une réécriture en 1999 ou de développements notamment avec la méthodologie des comptes consolidés (en 1986).

La comptabilité est le miroir d'une société au sens de civilisation. Différentes sociétés utilisent des modèles comptables différents. Dans une économie de marché ouverte, il y a une forte demande de normes comptables mondiales. Mais un pays n'est jamais ouvert à 100 % sur le monde. Il y a toujours des entreprises locales, employant une main d'œuvre locale et vendant à une clientèle locale. C'est une limite importante à la normalisation mondiale. C'est pourquoi nous pensons que la solution réside dans une normalisation mondiale complétée par des normes nationales.

Annexe 1

1. Daimler Benz AG

(en millions de DM)	1991	1992	1993	1994	1995
Bénéfice net consolidé selon les normes allemandes	1 942	1 451	615	895	(5 734)
Bénéfice net consolidé selon les US GAAP	1 886	1 402	(1 839)	1 052	(5 729)

Source : Daimler Benz Annual Report on Form 20-F

2. France Télécom

(en millions de FF)	1995	1996	1997
Bénéfice net consolidé selon les normes françaises	9 193	2 107	14 863
Bénéfice net consolidé selon les US GAAP	14 017	(33 902)	14 026

Source : France Télécom Annual Report on Form 20-F

L'écart de résultat en 1996 s'explique essentiellement par la comptabilisation des engagements de retraite lors de la privatisation.

Annexe 2

Résultat en millions de USD	Normes nationales	*International Accounting Standards*
Daimler Benz 1993	+ 300	- 600
Hoechst 1995	+ 850	- 30
France Télécom 1996	+ 350	- 5 650

Deutsches Aktien- und Bilanzrecht im Wandel.

Das neue Gesetz zur Kontrolle und Transparenz im Unternehmensbereich - Ausstrahlungs-wirkung für das belgische Recht? (*)

Baudouin Callens,
Réviseur d'entreprises, Wirtschaftsprüfer, Professeur

Dr. Christine Brüls,
Avocat au barreau de Liège, Rechtsanwältin in Köln, Assistante à l'U.C.L.

I. Einführung

Seit der Aktienrechtsreform von 1965 (1), die das deutsche Aktiengesetz aus dem Jahre 1937 umorganisierte bzw. außer Kraft setzte (2), sind anders als im reformfreudigeren Belgien (3), nur wenige grundlegende Änderungsgesetze beschlossen worden, so das 2. Finanzmarktförderungsgesetz vom 26.07.1994, (4), das Gesetz für kleine Aktiengesellschaften und zur Deregulierung des Aktienrechts vom 02.08.1994 (5) und das Gesetz zur Bereinigung des Umwandlungsrechts vom 28.10.1994 (6). Die aufgrund der deutschen Wiedervereinigung (7) und der Umsetzung europäischer Richtlinien (8) erforderlichen Anpassungen sind teilweise fließend in das geltende Aktienrecht eingegangen.

(*) "Deze bijdrage werd opgesteld ter waardering aan Henri OLIVIER, die ik sinds bijna 20 jaar als uiterst competente jurist en directeur van het Instituut der Bedrijfsrevisoren ken. Onnoemelijke vergaderingen van de Raad van het Instituut der Bedrijfsrevisoren werden professioneel bijgestaan door Henri, die in de moeilijkste situaties een juridische spitsvondigheid en oplossing wist te vinden. Mijn dank voor deze goede medewerking."

(1) Aktiengesetz vom 06.09.1965, BGBl. I, 1185; BT-Drucks., IV/171, S. 90 ff.; vgl. auch GEßLER, Bindung in der Aktienrechtsdebatte, BB 1961, 471; MÖHRING, Das geltende Aktienrecht und die Notwendigkeit einer Reform, DRiZ 1964, 235 ff.

(2) Siehe § 29 des Einführungsgesetzes zum Aktiengesetz, geändert durch das Gesetz vom 26. Juli 1994 (BGBBl-I, S. 1749): "Das Aktiengesetz vom 30. Januar 1937 (Reichsgesetzbl. I, S.107), die drei Durchführungsverordnungen zum Aktiengesetz vom 20. September 1937 (Reichsgesetzbl. I, S. 1026), vom 19. November 1937 (Reichsgesetzbl. I, S. 1300) und vom 21. Dezember 1938 (Reichgesetzbl. I, S. 1839) sowie das Einführungsgesetz zum Aktiengesetz vom 30. Januar 1937 (Reichsgesetzbl. I, S. 166); zu den Auswüchsen in diesem Gesetz statt vieler BAAS, Leistungsmacht und Gemeinwohlbindung der AG, Bern-Frankfurt a.M., 1976.

(3) Siehe allein in den 90er Jahren die Reform von 1992, 1995 und die Kodifizierung der Koordinierten Gesetzgebung über Handelsgesellschaften in 1999, die derzeit noch nicht in Kraft getreten ist.

(4) Zweites Finanzmarktförderungsgesetz BGBl I, S. 1749); das dritte Finanzmarktförderungsgesetz ist in Vorbereitung.

(5) BGBl I, S. 1961.

(6) BGBl I, S. 3210.

(7) Siehe bspw. § 28 a EGAktG, wo festgelegt wird, daß die Vorschriften des Aktiengesetzes überherrschende Unternehmen nicht auf die Treuhandanstalt anzuwenden waren.

(8) Hinsichtlich der Diskussion um die hinreichende Beachtung der Kapitalschutzrichtlinie vom 13. Dezember 1976 (ABl.L 26/1 vom 31. Januar 1977, geändert Abl. L-347/64

.../...

Im Bilanzrecht hingegen wurde im Jahre 1985 mit dem Bilanzrichtlinien-Gesetz («BiRiLiG») (9) eine tiefgreifende Reform zur Umsetzung der 4., 7. und 8. EG-Richtlinien (10) durchgeführt (11), die die knappen Buchführungs- und Bilanzierungsvorschriften des HGB und wesentliche Teile des Rechnungslegungsrechts dem allgemeinen europäischen Standard anpasste.

Im Jahre 1998 hat der deutsche Bundestag ein umfangreiches Regelwerk beschlossen, das in wesentliche Teile des Aktien-, Rechnungslegungs- und Kapitalmarktrechts einwirkt: das "Gesetz zur Kontrolle und Transparenz im Unternehmensbereich" (im folgenden KonTraG) (12). Regelungsschwerpunkt dieses sogenannten "Omnibus-Gesetzes" (13) ist zunächst die Ausgestaltung und Verbesserung der interner Kontrollmechanismen der dualistischen Aktiengesellschaft, insbesondere durch Professionalisierung des Aufsichtsrats, Verstärkung der Berichtspflichten des Vorstands und Anpassung der Abschlußprüfung. Ebenso soll die Zusammenarbeit zwischen Aufsichtsräten und Abschlussprüfern verbessert werden. Auf Hauptversammlungsebene soll die Einschränkung des Vollmachtstimmrechts der Banken und die Erweiterung der Voraussetzungen der Minderheitenklage (14) eine verstärkte Kontrolle der Tätigkeiten der Gesellschaftsorgane ermöglichen. Transparenz in Bezug auf die Kandidaturen für Aufsichtsratsmandate soll möglichen Interessenkonflikten bei Beschlussfassungen im Aufsichtrat vorbeugen. Gesellschaftsschädigender Machtkonzentration zugunsten von Banken soll durch die grundsätzliche Abschaffung von Mehrheitstimmrechten und der teilweisen Aufhebung von Höchststimmrechten entgegengewirkt werden (15). Durch diese Regelungen soll ein weiteres Regelungsziel, die Anpassung des deut-

---

.../...
vom 2811.1992) vgl. KINDLER, ZHR 158/1994, 340ff.; LUTTER, Europäisches Unternehmensrecht, S. 20; BRÜLS-DEHIN, Die Schranken von Mehrheitsherrschaft und Minderheitsrechten im Kapitalgesellschaftsrecht, 63 ff.

(9) Bilanzrichtliniengesetz vom 19.12.1985, BGBl I 2355.

(10) 4. EG-Richtlinie zur Koordinierung des Gesellschaftsrechts vom 25. Juli 1978 (AblEG 14. August 1978 Nr. L 222/11-3), 7. Richtlinie vom 27. November 1984 (AblEG 4. Dezember 1984 Nr L 314/28), 8. EG-Richtlinie vom 10. April 1984 (AblEG 12.Mao 1984 Nr L 126/20-26) (Abschlussprüferrichtlinie).

(11) Statt vieler BAUMBACH/HOPT, Handelsgesetzbuch, 29. Aufl., München 1995, S. 639 «Dies ist ... bislang für das deutsche Recht die einschneidenste Rechtsvereinheitlichungsmassnahme» und ... "...die einschneidenste änderung des HGB seit Herausnahme des Aktienrechts...bei Erlass des AktG 1937".

(12) Gesetz vom 06.03.1998, BGBl I 1998, 786, in Kraft getreten am 01.05.1988 beschlossen.

(13) Vgl. SEIBERT, AG-Sonderheft 8/1997, 69; ZIMMER, Das Gesetz zur Kontrolle und Transparenz im Unternehmensbereich, NJW 1998, 3521.

(14) Hinsichtlich der richterrechtlichen Fortentwicklung des Minderheitenschutzes, vgl. BGH, Urt. v. 05.07.1999 – II ZR 126/98 («Hilgers») zur Treuepflicht; BverfGE vom 27.04.1999 zu den Eigentumsgarantien der Minderheitsaktionäre, hier der Abfindung ausscheidender Aktionäre.

(15) Dass es sich dabei um eine fragwürdige Zielsetzung handelt, dürften die Entwicklung der Unternehmensübernahmen in Belgien zeigen; dass dem «Gesellschafts-» oder «Unternehmensinteresse» durch die Eingliederung belgischer Grossbanken, -versicherungen und sonstige Industriezeige in französische Konzerne wirklich gedient ist, kann in letzter Instanz nicht als erwiesen gelten.

schen Kapitalmarktes an internationale Standards, verwirklicht werden. Die Einführung erweiterter Möglichkeiten zum Erwerb eigener Aktien durch Kapitalgesellschaften und zur Beteiligung der Mitglieder des Vorstands und der Arbeitnehmer am Gesellschaftskapital (Aktienoptionen) sollen ebenfalls dazu dienen, den Kapitalmarkt der Bundesrepublik Deutschland wettbewerbsfähig und attraktiv zu machen (16). Bereits an dieser Stelle ist darauf hinzuweisen, dass damit eine grundlegende Abkehr von früheren dogmatischen Überlegungen erfolgte (17). Die Tranzparenz am Kapitalmarkt sollen auch Änderungen im Bereich des Bilanzrechts (Zukunftsorientierung der Lageberichte von Kapitalgesellschaften, Kapitalflussrechnung und Segmentberichterstattung im Konzernanhang börsenorientierer Unternehmen) verstärken. Zusätzlich wurde, um einen stärkeren Einfluss der Bundesrepublik Deutschland auf das International Accounting Standards Committee (IASC) zu erreichen, die Möglichkeit für das Bundesministerium der Justiz geschaffen, einer privatrechtlichen Einrichtung entwicklungstechnische Aufgaben im Rechnungslegungsbereich zu übertragen (18). Schließlich sind im KonTraG hier nicht näher zu erörternde Neuregelungen für das GmbH-Rechts (Eigenkapitalersatz) enthalten (19).

Ziel dieses Beitrags ist es, einzelne Neuregelungen des umfassenden Gesetzeswerkes zu untersuchen, wobei zumindest in den Fussnoten die entsprechenden Entwicklung im belgischen Recht berücksichtigt wird.

II. Die Auswirkungen des KonTrag

Ausgangspunkt der Überlegungen des Gesetzgebers war insbesondere die Erkenntnis, daß sich deutsche Publikumsgesellschaften verstärkt auf den internationalen Kapitalmärkten finanzieren, wo es der Erwartungshaltung der Anleger zu entsprechen gilt. Dies verlangt vorwiegend von börsennotierten (20) Unternehmen eine intensievere Kommunikation des Managements mit den Marktteilnehmern, sowie mehr Transparenz und Publizität in allen Bereichen (21). Weiterhin war die Erforderlichkeit von Neuregelungen im Bereich der

(16) Vgl. BT Drucks. 13/9712, S. 11.
(17) S. unten.
(18) Vgl. § 342 (neu) HGB, wonach dem privaten Rechnungslegungsgremium u.a. die Eintwicklung von Empfehlungen zur Anwendung der Grundsätze über die Konzernrechnungslegung übertragen werden kann.
(19) Dazu insb. zur Änderung des Kapitalersatzrechtes i.s.d. § 32a GmbH, der Gesellschafterstellung und der Rechnungslegung ALTMEPPEN, Die Auswirkungen des KonTrag auf die GmbH, ZGR 1999, 291-313.
(20) Zum Begriff des "börsennotierten" Unternehmen, siehe § 3 II AktG, wonach es sich um Gesellschaften handelt, deren Aktien im amtlichen Handel oder am geregelten Markt gehandelt werden; anders als im belgischen Recht sind Gesellschaften, deren Anteile öffentlich im Freiverkehr gehandelt werden (bzw. öffentliche Appelle an das Sparwesen richten) nicht Gegenstand besonderer gesetzlichen Bestimmungen.
(21) Vgl. BT-Drucks. 13/9712, 36; ALTMEPPEN, ZGR 1999, 292; RegBegr., BT-Drucks. 13/9712,11.

Unternehmensführung während der auch in Deutschland geführten "Corporate-Governance-Debatten" (22) offensichtlich geworden.

Verstärkt wurde diese Einsicht noch durch "Schwächen und Verhaltensfehlstörungen" (23) in der gesellschaftlichen Praxis, wobei als jüngstes Fallbeispiel der drohende Untergang des HOLZMANN Konzerns (24) genannt werden kann. Daraus gingen die insbesondere von der Arbeitsgruppe «Kontrolle und Transparenz» im Unternehmensbereich initiierten Ansätze struktureller Änderungen im Aufsichtsratbereich zurück (25). Wie oben dargelegt, hatte sich erwiesen, daß mit dem dualistischen System und der Schaffung eines Aufsichtsorgans nicht "per se" eine effiziente Unternehmenskontrolle einhergeht (26).

1. Reform des Aufsichtsrates

Im Vordergrund stand bei den Debatten um die Reform des Aufsichtsrates die Frage nach der Vielfachbelastung der Aufsichtsräte. Außerdem wurden nach Möglichkeiten zur Vermeidung von Interessenkonflikten geforscht. Eine strengrechtliche Regelung kam jedoch nicht zustande.

1.1. Beschränkung der Anzahl Aufsichtsratmiglieder

Gescheitert sind die Initiativen, die Höchstzahl von Aufsichtsratsmandaten, die eine Person auf sich vereinigen kann, zu reduzieren (27) oder Inkompabilitäten zu schaffen: weder der Versuch ein allgemeines gesetzliches Verbot für

(22) Vgl. (etwa) FEDDERSEN/HOMMELOFF/U.H. SCHNEIDER (Hrsg.), Corporate Governance, Optimierung der Unternehmensführung und der Unternehmenskontrolle im deutsch-amerikanischen Aktienrecht, Frankfurt-Heidelberg 1996 HOPT/WYMEERSCH, Comporativ Corporate Governance, 1997, m.w.N.; in Belgien: KEUTGEN, «Exigences nouvelles en matière d'administration des sociétés», *Rev. prat. soc.* 1996, 444 f.; anders, *J.T.* 1999.

(23) Amtl. Begs. BT-Dr 13/9712, S. 11.

(24) Vgl. HOPT, Corporate Governance und deutsche Universalbanken, in Corporate Governance, *o.c.*, S. 247 ff mit Verweis auf die Studie von Edwards/Fisher in Dimsdale/Prevezer, Capital Markets and Corporate Governance, Oxford 1995 (u.a. wird die positive Rolle der deutschen Kreditinstitute für die Sanierung in Frage gestellt); BAUMS/BUXBAUM/HOPT, Institutional Investors and Corporate Governance, Berlin/New York 1994; speziell mit Bezug zu «Girmes» und «Holzmann»: BRÜLS, Vers une nouvelle définition du rôle des banques allemandes?, *L'Echo* 1er décembre 1999, p. 2.

(25) Vgl. BR-Dr 872/97;BT-Drucks. 13/9712 (Regierungsentwurf vom 07.11.1997, der aus politischen Gründen von einer Verkleinerung der in mitbestimmten Unternehmen aus bis zu 20 Mitgliedern bestehenden Aufsichtsräten absah).

(26) Vgl. zur Feststellung das auch unter «management -Gesichtspunkten» nicht ein System sich als effiezienter als das andere erwiesen hat: LAGA, Bestuur, Monistisch of duaal.

(27) Dazu (zusammenfassend) SEIBERT, ZBB 1994, 349; ZIMMER, NJW 1998, 3523 mit Zusammenfassung der Meinungen, die von der Fixierung von maximal zwei bis hin zu maximal sieben Aufsichtsratsmandaten reichten.

Bankenvertreter zu erlassen (28), noch die Mitwirkung im Aufsichtsrat eines konkurierenden Unternehmens zu untersagen, kam zustande (29). Nach wie vor kann eine Person gemäß § 100 Aktiengesetz zehn Aufsichtsmandate zuzüglich fünf Konzermandate auf sich vereinigen (30). Neu ist lediglich, daß der Aufsichtsratvorsitz innerhalb konzernfremder Mandate doppelt gezählt wird (31).

Weiterhin will der Gesetzgeber aufgrund erhöhter Transparenz die Möglichkeit geben, Interessenkonflikte und personelle Verpflichtungen zu vermeiden. Bei Vorschlägen eines Aufsichtsratmitglieds ist in der Bekanntmachung der Tagesordnung der ausgeübte Beruf anzugeben (32); eine entsprechende Angabe ist im Anhang des Jahresabschlusses aufzunehmen (33). Lediglich in börsennotierten Gesellschaften haben die Aktionnärsmitteilungen über die Wahlausschüsse sonstige Aufsichtsratmandate anzugeben (34).

Es können berechtigte Zweifel daran bestehen, daß dieses System wirklich Interessenkonflikte verhindern kann (35). Vielmehr dürfte einzig die Pflicht zur Enthaltung bei Vorliegen eines möglichen Interssenkonfliktes wirksam Abhilfe schaffen (36).

1.2. Professionalisierung des Aufsichtsrates

Der Gesetzgeber hat es für erforderlich gehalten, in börsennotierten Gesellschaften eine Mindest-Sitzungsfrequenz der Aufsichtsräte festzulegen: danach haben zwei Sitzungen pro Kalenderhalbjahr stattzufinden (37). Ausdrücklich heißt es, entgegen der bisherigen Formulierung, daß der Aufsichtsrat zusammenzutreten hat und daß nicht die bloße Einberufung ausreicht. Ob aufgrund dieser Regelung eine Erhöhung der Kontrolle effizient erzielt werden kann, ist fragwürdig (38). Vielmehr

(28) Vgl. Bündnis 90/die Grünen, BT Drucks. F/5401,3; vgl. hingegen HOPT, Corporate Governance und deutsche Universalbanken, in Corporate Governance, *o.c.*, S. 253 ff., der darlegt, dass die Banken in 1993 in absoluten Zahlen 6,3 % der Gesamtzahl Aufsichtsratsmitglieder stellten.

(29) SCHLITT/ REICHERT, AG 1995, 241 ff.; LUTTER, ZHR 155 (1995), 303; RAISER, NJW 1996.

(30) Zur Zwecklosigkeit einer solchen Beschränkung im Hinblick auf die Begrenzung von Bankenmacht, O. GRAF LAMBSDORFF, in FEDDERSEN/HOMMELHOFF/ SCHNEIDER, *o.c.*, S. 224 («hinreichend Führungskräfte in der zweiten Reihe, die nachrücken können...»).

(31) ZIMMER, NJW 1998, 3523 m.w.N.

(32) Amtliche Begründung, S. 17.

(33) § 285 Nr. 10 (neu) HGB.

(34) Vgl. § 125 I 3 Aktg.

(35) Vgl. jedoch HOPT, Corporate Governance und deutsche Universalbanken, S. 253, der an das strafbewehrte Aufsichtsratsgeheimnis erinnert (§§ 116, 404 AktG).

(36) Vgl. im belgischen Recht in Gesellschaften die öffentliche Apelle an das Sparwesen richten, Art. 60, Art. 60bis der koordinierten Gesetzgebung über Handelsgesellschaften; allgemeines Rechtsprinzip: t. com. Bruxelles (réf.), *J.L.M.B.* 1999, 1783 ff.

(37) § 110 (neu) Aktg.; dagegen: BAUMS AG Sonderheft 8/1997, 28.

(38) Vlg. auch BAUMS, AG-Sonderheft 8/1997, 28.

dürfte die Effizienz im direkten Verhältnis zum Professionalisierungsgrad der Kontrolleure stehen. Wo professionelles Vorgehen und Unabhängigkeit gewährleistet sind, bedarf es auch keiner spezifischen gesetzlichen Regelung hinsichtlich der zur Unternehmenskontrolle erforderlichen Anzahl Sitzungen. Zur Erreichung dieses Ziel bedarf es einer verstärkten Zusammenarbeit mit den Abschlussprüfern. Im monistischen belgischen System (39), soll der Rückgriff auf vom Wirtschaftsprüferinstitut anerkannte Prüfer die Gewähr für Sachkompetenz, Unabhängigkeit und berufsethische Kontrolle liefern. Dass darin auch ein Ansatz für das dualistische Kontrollsystem liegen kann, zeigen die angestrebten Reformen hinsichtlich der Abschlussprüfer (40). Diese betreffen u.a. die Pflicht für die Abschlussprüfer, die Sachkompetenz in börsennotierten Gesellschaften zu überprüfen bzw. über die Bildung fachspezifischer Ausschüsse zu berichten (41).

Zu einer Verstärkung der Kontrolle durch den Aufsichtsrat könnte es schliesslich aufgrund der richterrechtlichen Fortentwicklung haftungsrechtlicher Massstäbe kommen. Hinzuweisen ist insofern auf eine «instanzgerichtliche» Rechtsprechung aus jüngster Zeit, wonach spezifische Anforderungen an die Aufsichtsratstätigkeit zu stellen ist. In dem Urteil des Landgerichts Bielefeld vom 16.11.1999 («BALSAM AG») heißt es, daß der Aufsichtsrat Gerüchten über «ungewisse und unkorrekte» Geschäfte des Vorstands nachzugehen hat, wenn deren Inhalt von existenzieller Bedeutung für die Gesellschaft ist. Wenn sich daraufhin Anhaltspunkte dafür ergeben, daß der Vorstand seiner Verpflichtung zur unbedingten Offenheit gegenüber dem Aufsichtsrat nicht nachgekommen ist, hat der Aufsichtsrat einen Zustimmungsvorbehalt anzuordnen, wenn er nur auf diese Weise rechtswidrige Geschäftsmaßnahmen vermeiden kann (42). In casu wurde ein Mitglied des Aufsichtsrats, das den genannten Pflichten nicht nachgekommen war, verurteilt, an den Konkursverwalter des Unternehmens Schadensersatz in Höhe von 5 Mio DM zu leisten. Zu Recht ist in der Lehre darauf hingewiesen werden, dass eine solche Haftung des Aufsichtsrats nur dann in Betracht kommen kann, wenn feststeht, dass eine «Schlechtwertung» des unternehmerischen Interesses vorliegt (43).

(39) Artikel 64 KGHG.
(40) Zur Frage ob sich der Aufsichtsrat auf testierte Jahresabschlüsse verlassen kann: SEMLER, Leitung und Überwachung der Aktiengesellschaft, 1996, 134; contra: OLG Köln, AG 1978, 17 ff.
(41) Siehe § 171 II AktG, zum Meinungstand vor der gesetzl. Neuregelung: HOPT, AG-Sonderheft 8/1997, S. 44; ZIMMER, NJW 1998, 3523 f.
(42) LG Bielefeld, Urt. v. 16.11.99 –15 091/98.
(43) H.P. WESTERMANN, Urteilsanmerkungen zu LG Bielefeld, EwiR 1999.

2. Erweiterte Vorstandspflichten

Der Gesetzgeber hat die Berichtspflicht des Vorstandes (44) entsprechend der Rechtsprechung des Bundesgerichtshof (45) ausgedehnt.

Neben den grundsätzlichen Fragen der Geschäftsführung hat der Vorstand nach der Neuregelung auch über die Unternehmensplanung zu berichten (46).

Außerdem hat der Vorstand die Pflicht zur Einsetzung eines Risikomanagements und eines Überwachungssystems "damit den Fortbestand der Gesellschaft gefährdende Entwicklungen früh erkannt werden" (47). Durch diese Maßnahmen soll es dem Aufsichtsrat ermöglicht werden, eine zukunftsorientierte Kontrolle vorzunehmen (48). Unsicher ist teilweise jedoch, welchen Anforderungen die Risikoanalyse im einzelnen entsprechen muss. Dies ist bereits dadurch bedingt, dass die Unternehmensführung im Zuge ordnungsgemäßer Geschäftsführung bestimmte Risiken eingehen kann (49). Gleiches gilt auch in Bezug auf das sogenannte Frühwarnsystem von Kapitalgesellschaften (50). Zu Recht wird vertreten, dass etwa die Frage nach sachgerechter Unternehmensplanung und Frühwarnung vom pflichtgemässen Ermessen der Geschäftsleitung abhängt, wobei der Maßstab im Einzelfall variiert (51).

3. Erweiterter Prüfauftrag für Abschlussprüfer

Während das "Risikomanagement" im Grunde allgemeiner Teil der Kontroll- und Überwachungspflichten ist, die dem Vorstand aufgrund seiner Organstellung bereits oblagen (52), knüpft der entsprechende Prüfauftrag an die Abschlussprüfer börsennotierter Gesellschaften nicht an Bestehendes an (53). In börsennotierten

(44) § 90 I AktG.
(45) BGHZ 114, 127.
(46) Vgl. BT-Drucks. 13/9712, 15.
(47) § 92 II AktG.
48) ALTMEPPEN, ZGR 1999, 303.
(49) Vgl. KALLMAYER, ZGR 1993, 107 f.; FEDDERSEN, ZGR 1993, 116.
(50) Vgl. DRYGALA T./ DRYGALA A., Wer braucht ein Frühwarnsystem, ZIP 2000, S. 297 ff.; allg. GÖTZ, AG 1995, 337 f.
(51) So für die GmbH, ALTMEPPEN, ZGR 1999, 303.
(52) Regr. Begr. BT-Drucks. 13/9712, 15 f. ("Hervorhebung der allgemeinen Leistungsaufgabe des Vorstands").
(53) § 317 Abs. 4 HGB; allg. ist darauf hinzuweisen, dass das Abschlussprüfer zur Prüfung des Jahresabschlusses und des Lagerberichtes von Kapitalgesellschaften nur dann zwingend bestellt werden müssen, wenn mindestens zwei der folgenden Merkmale überschritten werden: 5.310.000 DEM Bilanzsumme nach Abzug eines auf der Aktivseite ausgewiesenen Fehlbetrages; 10.620.000 DEM Umsatzerlös in dem zwölften Monat vor dem Abschlussstichtag; im Jahresdurchschnitt 50 Arbeitnehmer; zu beachten ist jedoch das Kapitalgesellschaften mit börsennotierten Wertpapieren wegen der Schutzbedürftigkeit des anlegenden Publikums stets als grosse Kapitalgesellschaften mit obligatorischem Abschlussprüfer gelten, auch wenn sie nach den grössten Merkmalen als kleine Gesellschaften anzusehen wären.

Gesellschaften haben die Abschlussprüfer die Angemessenheit des Risikomanagements und des Überwachungssystems zu prüfen. Der Umfang der Abschlussprüferpflichten ist mithin beeinflusst vom einzelfallabhängigen Ausmaß der Vorstandspflichten.

4. Modifizerung der Abschlussprüfung

Um die Effizienz von Unternehmenskontrollen zu erhöhen, hat der deutsche Gesetzgeber nach Möglichkeiten gesucht, die Abhängigkeit der Prüfers vom Vorstand zu mindern. Gemäß § 111 Abs. 2 Satz 3 AktG (n.F.) gilt, dass der Abschlussprüfer vom Aufsichtsrat und nicht mehr vom Vorstand seinen Prüfauftrag erhält (54). Damit soll vermieden werden, dass der "Kontrollierte seinen Kontrolleur" selbständig auswählt (55). Weiterhin wurden Maßnahmen ergriffen, um die finanzielle Abhängigkeit der Abschlussprüfer abzuschaffen bzw. zu mindern. Die Honorare aus einem Prüfungsmandat dürfen nicht mehr 50 % sondern maximal 30 % der Gesamteinnahmen aus der beruflichen Tätigkeit betragen (56). Schließlich wurde ein System "interner Rotation" für Gesellschaften mit Aktien mit amtlicher Notierung vorgesehen. Gemäß § 319 III Nr. 6 HGB hat ein Prüferwechsel stattzufinden, wenn ein Wirtschaftsprüfer innerhalb von zehn Geschäftsjahren den Bestätigungsvermerk in mehr als sechs Fällen gezeichnet hat.

Aufgrund der Neufassung des § 317 HGB hat sich der Prüfungsumfang geändert, um internationalem Standard gerecht zu werden. Neu ist die "Positivfassung" der Vorschrift, die nunmehr festlegt, dass die Prüfung des Jahresabschlusses und des Konzernabschlusses sich darauf zu erstrecken hat, ob die gesetzlichen Vorschriften und die sie ergänzenden Bestimmungen des Gesellschaftsvertrages oder der Satzung beachtet worden sind. Zuvor hatte der Abschlussprüfer nur negativ zu prüfen, ob nicht Verstöße gegen Gesetzgebung und Gesellschaftsvertrag festzustellen seien (57). Ausdrücklich heißt es auch, dass der Lagebericht dahingehend zu prüfend ist, ob eine zutreffende Vorstellung von der Lage des Unternehmens oder des Konzerns vermittelt wird (58). Geändert wurde auch die Vorschrift hinsichtlich des Prüfungsberichtes (§ 321 HGB). Wegen der häufig unklaren Formulierungen, die nur von Sachkundigen zu verstehen sind, heißt es ausdrücklich:

"Der Abschlussprüfer hat über Art und Umfang sowie über das Ergebnis der Prüfung schriftlich und mit der gebotenen Klarheit zu berichten. In dem Bericht ist vorweg zu der Beurteilung der Lage des Unternehmens oder Konzerns durch

(54) § 111 II 3. AktG. legt wörtlich fest: "Er (der Aufsichtsrat) erteilt dem Abschlussprüfer den Prüfungsauftrag für den Jahres- und Konzernabschluss gemäss § 290 des HGB".
(55) ZIMMER, NJW 1998, S. 3532 mwN.
(56) Vgl. § 319 II Nr. 8 (neu) HGB.
(57) Kritisch BAUMS, AG-Sonderheft 8/1997, 126, 132.
(58) § 117 Abs. 2: Es ist auch festgelegt, dass die Risiken der künftigen Entwicklung dargestellt, und vom Prüfer entsprechend zu werten sind.

die gesetzlichen Vertretung Stellung zu nehmen, wobei insbesondere auf die Beurteilung des Fortbestandes und der künftigen Entwicklung des Unternehmens unter Berücksichtigung des Lageberichts und bei der Prüfung des Konzernabschlusses von Mutterunternehmen auch des Konzerns, unter Berücksichtigung des Konzernlageberichtes einzugehen ist, soweit die geprüften Unterlagen und der Lagebericht oder der Konzernlagebericht eine solche Beurteilung erlauben."

Auch die materiellen Erfordernisse an den Prüfungsbericht entsprechen dem erweiterten Prüfauftrag; insbesondere sind in einem gesonderten Abschnitt Gegenstand und Art der Prüfung zu erläutern sowie die Ergebnisse der Prüfung des Risikomanagements bekanntzugeben und bei etwaigen Mängeln Verbesserungsvorschläge zu unterbreiten (59).

Weitere Änderungen betreffen den Bestätigungsvermerk des Prüfers. Da davon ausgegangen wurde, dass dem Bestätigungsvermerk eine zu weitgehende Bedeutung zugemessen wurde (60), enthält dieser nunmehr gemäß § 322 (n.F.) HGB eine Zusammenfassung der Prüftätigkeit und des -ergebnisses (61) aber nicht weiterhin das Testat.

Hinsichtlich der Haftung wurde an der grundsätzlichen Beschränkung auf fahrlässiges Handeln festgehalten. Die Haftungsobergrenze von bisher 500.000 DEM wurde auf 2 Millionen DEM für eine Prüfung erhöht (62).

5. Änderungen auf Hauptversammlungsebene

Um den vorgegebenen, allgemeinen Prüfrahmen nicht zu überschreiten, sollen an dieser Stelle nur die wesentlichen Modifizierungen erörtert werden.

5.1. Minderheitenschutz

Ein wesentliches Anliegen der deutschen Lehre war seit langem die Stärkung des Klagerechts der Minderheitsaktionäre im Zuge der Gesellschafterklage nach § 147 AktG. In dieser Vorschrift war das Recht für Minderheitsaktionäre verankert, deren Anteile zumindest den zehnten Teil des Grundkapitals erreichten, Haftungsklagen "pro socio" geltend zu machen. Es handelt sich um Klagen gegen die verantwortlichen Gründer und für deren Rechnung handelnde Personen ("Gründerhaftung") oder Klagen wegen der Verheimlichung gründungsrelevanter Umstände (Gründungsaufwand, Unrichtigkeit oder Unvollständigkeit der Angaben) oder wegen wissentlichen Mitwirkens an einer vorsätzlichen oder grob fahrlässigen Schädigung der Gesellschaft, sowie um Klagen gegen die Grün-

(59) Vgl. § 321 III, IV.
(60) ZIMMER, NJW 1998, 3533.
(61) § 322 II HGB.
(62) § 323 II n.F. HGB; bei Aktiengesellschaften deren Aktien amtlich notiert sind, beträgt die Haftungsobergrenze acht Millionen DEM; siehe Amtl. Begr., o.c. S. 29.

dungsprüfer, oder gegen den Vorstand oder Aufsichtsrat wegen Fehlverhaltens allgemein oder im Zuge der Gründung, oder um Klagen gegen Personen, die ihren Einfluss vorsätzlich dazu benutzen, die Gesellschaft in irgendeiner Weise zu schädigen. Gemäß § 3 dieser Vorschrift, hatte das Gericht ausserdem auf Antrag von Aktionären deren Anteile zusammen den zehnten Teil des Grundkapitals oder den Nennbetrag von 2 Millionen DEM erreichten, einen Vertreter der Gesellschaft zur Geltendmachung der Ersatzansprüche zu bestellen, wenn ihm dies zweckmäßig erschien.

Weitgehend war anerkannt, dass Haftungsklagen gegen Vorstands- und Aufsichtsratsmitglieder wegen der Verletzung der Sorgfalts- und Treuepflicht (63) nicht zum Tragen kamen (64). Die Kritiken, die insbesondere hinsichtlich der zur Klageeinreichung erforderlichen Quoten erhoben wurden, haben den Gesetzgeber veranlasst, entsprechende Korrekturen vorzunehmen.

Geändert wurden lediglich die Minderheitsquoten zur Klageeinreichung bei schwerwiegendem Fehlverhalten, die nun unter den in Belgien erforderlichen Beteiligungsverhältnissen liegen: erforderlich sind 5 % oder 1 Million DEM Anteile am Grundkapital um die Bestellung eines besonderen Vertreters zu veranlassen. Dieser Vertreter entscheidet nach pflichtgemäßem Ermessen über die Erfolgsaussichten des angestrebten Verfahrens. Somit sollen Exzesse der Minderheitsaktionäre vermieden werden (65). Bedingung für die Benennung dieses Vertreters ist weiterhin, dass der dringende Verdacht einer groben Pflichtverletzung vorliegt (66). Ansonsten verbleibt es bei der Beweislastumkehr hinsichtlich des Verschuldens, der Pflichtwidrigkeit und beim objektiven Abwägungsmaßstab (67). Auf Konzernebene werden die Möglichkeiten für

(63) Vgl. 93, 116 AktG

(64) LUTTER, NJW 1995, 1134; RAISER, NJW 1996 , 2260; HÜFFER (ansatzweise), § 147, Rn. 1: "Es kann nämlich typischerweise nicht erwartet werden, dass derjenige Ansprüche verfolgt, der selbst ersatzpflichtig ist oder sein kann oder den Ersatzpflichtigen kollegial verbunden ist oder jedenfalls damit rechnen muss, dass im Prozess auch ihn belastende Tatsachen bekannt werden."; vgl. auch amtl. Begr., 21.

(65) Amtl. Begr., 21; LUTTER, ZHR 156 (1995)N 306; siehe ansonsten zum Problem missbräuchlicher Anfechtungsklagen gegen Hauptversammlungsbeschlüsse, zu deren Einreichung allerdings keine spezifische Beteiligung am Grundkapital erforderlich ist: BGHZ, 107,296, 310 = NJW 1989, 2869 ("Kochs Adler"); HEUER, WM 1989, 1401, 1403; WINDBICHLER in RWS-Forum IV, 1990, S. 35, 40.

(66) § 147 AktG. (n.F.), in Verbindung mit jeweils § 93, 116, oder 46-53, 117 AktG.

(67) HÜFFER, AktG., § 93, Nr. 13, 14-20: Es bedarf demnach einer schuldhaften Pflichtverletzung der Vorstandsmitglieder die adequat kausal zu einem Schaden der AG geführt hat; diese hat den Eintritt und die Höhe des Schadens zu beweisen, die Handlung des beklagten Vorstandsmitglieds und die Kausalität zwischen Handlung und Schaden. Ein Direktanspruch können einzelne Aktionäre daraus nicht ableiten; insofern kommt als Anspruchslage allenfalls § 823 iVm § 262 ScGB, § 399 u. § 400 oder § 826 BGB in Betracht, wobei noch das Problem des Doppelschadens zu berücksichtigen ist; vgl. im Zsh. mit der "Holzmann" - Problematik, BRÜLS, L'echo, 1er déc. 1999, p. 2.

Minderheitsaktionäre, den Nachweis einer pflichtwidrigen Nachteilszufügung eines herrschenden Unternehmens zu führen, erweitert (68).

Die Effizienz dieser Neuerungen wird im Schrifttum als zweifelhaft gewertet, insbesondere da es zur Geltendmachung des § 147 AktG weiterhin des Nachweises starker Anzeichen für eine grobe Pflichtwidrigkeit bedarf (69).

5.2. Depotstimmrecht der Banken

Um der seit langen geäußerten Kritik hinsichtlich der Bankenmacht, insbesondere durch Bündelung von Vertretungsvollmachten in den Hauptversammlungen (70) entgegenzuwirken, hat der Gesetzgeber erste vorsichtige Anpassungen vorgenommen (71). Dabei standen Transparenz und Informationspflichten gegenüber den Aktionären im Vordergrund. Die Aktionäre müssen nunmehr vom einberufenen Vorstand über die Möglichkeit der Stimmrechtsvertretung, auch durch bankexterne Bevollmächtigte, informiert werden (72). Aufklärung wird auch von den Kreditinstituten verlangt, die ihre Depotkunden auf alternative Vertretungsmöglichkeiten hinweisen müssen. Ferner haben Kreditinstitute über personelle Verpflichtungen sowohl von Vorstandsmitgliedern als auch von sonstigen Mitarbeitern aufzuklären (73). Schließlich ist der Aktionär nochmals bei Unterbreitung von Abstimmungsvorschlägen über die Beteiligung des unterbreitenden Kreditinstituts an der Gesellschaft aufzuklären; diese Aufklärung geht so weit, dass auch die Beteiligung an einem Emissionskonsortium angegeben werden muss, wenn diese fünf Jahre zurückliegt (74). Verstärkt werden sollte schliesslich auch die Pflicht der Banken, im Interesse der vertretenen Aktionäre abzustimmen

(68) § 315 Satz 2 (neu) AktG legt nunmehr fest, dass dann, wenn sonstige Tatsachen vorliegen, die den Verdacht einer pflichtwidrigen Nachteilszuführung rechtfertigen, ein Antrag auf gerichtliche Bestellung eines Sonderprüfers zur Prüfung der geschäftlichen Beziehungen der Gesellschaft zu dem herrschenden Unternehmen auch von Aktionären gestellt werden kann, deren Anteile zusammen den zwanzigsten Teil des Grundkapitals oder den Betrag von 1 Million DEM erreichen.

(69) ALTMEPPEN, NJW 1998, 3527.

(70) Statt vieler H.P. WESTERMANN, Vollmachtstimmrecht und Streubesitzaktionäre, in Feddersen/Hommelhoff/Schneider, Corporate Governance, S. 266:"...das "Bankenstimmrecht" (ist) als ein Teil-Element der aus Kreditgeberrolle, Emissionsbegleitung, eigenem Aktienbesitz und Aufsichtsratsposten gespeisten "Bankenmacht" immer wieder Zielscheibe einer rechtspolitischen, aber auch allgemeinegesellschaftspolitischen Kritik gewesen."

(71) Andere Zielsetzungen sind durch die Änderungen nicht zu verwirklichen, vgl. H.P. WESTERMANN, *o.c.*, S 271(keine Erhöhung der Attraktivität des Finanzplatzes Deutschland); HOPT, *o.c.*, S. 260 f.

(72) § 125 I 2. AktG.

(73) § 128 II 5. AktG.

(74) § 128 Abs.2 S.5, 6 AktG.

(75). Zwecks Überprüfung der Einhaltung dieser Pflicht ist ein Mitglied der Geschäftsführung zu benennen (76).

Weitere allgemeine Maßnahmen gegen die Einflusskumulation der Banken sind gesetzlich verankert worden: Kreditinstitute dürfen Rechte aus Vollmachten nicht ohne Einzelanweisung ausüben, wenn sie mit mehr als 5 % am Grundkapital der Gesellschaft beteiligt sind, es sei denn, dass sie keine eigenen Stimmrechte ausüben (77). Bei Missachtung dieses Verbots gilt die Stimmabgabe als nichtig (78).

Im Schrifttum ist die Neuregelung des Depotstimmrechts zu Recht teilweise als nicht weitgehend genug bewertet worden (79). Erfahrungsgemäß kann auch eine noch so weitgehende Information nicht verhindern, dass trotz Befangenheit abgestimmt wird. In diesem Zusammenhang ist auf ein mutiges Urteil der Vorsitzenden des Handelsgerichts Brüssel im Zuge der Übernahme der Tractebel AG zu verweisen, wo die Regel "*nicht Richter in eigener Sache zu sein*" zum allgemeinen Rechtsprinzip erhoben wird (80).

6. Neuregelungen zwecks Reformierung der Kapitalmärkte

6.1. "Markt für Unternehmenskontrolle"

Neben der grundsätzlichen Abschaffung der Mehrheitsstimmrechte (81) ist auf zwei spezifisch für börsennotierte Gesellschaften vorgenommenen Änderungen hinzuweisen.

---

(75) Amt. Begr., *o.c.*; § 128 Abs. 2 AktG. "Bei den Vorschlägen hat sich das Kreditinstitut vom Interesse des Aktionärs leiten zu lassen und organisatorische Vorkehrungen dafür zu treffen, dass eigene Interessen aus anderen Geschäftsbereichen nicht einfließen ... Das Kreditinstitut hat den Aktionär ferner um Erteilung von Weisungen der Ausübung des Stimmrechts zu bitten und darauf hinzuweisen, dass es, wenn der Aktionär nicht rechtzeitig eine ander Weisung erteilt, das Stimmrecht entsprechend nach seinem Satz 1 mitgeteilten Vorschlägen ausüben werde. Das Kreditinstitut hat der Bitte um Erteilung von Weisungen ein Formular beizufügen, durch dessen Ausfüllung der Aktionär Weisungen für die Ausübung des Stimmrechts zu den einzelnen Gegenständen der Tagesordnung erteilen kann".

(76) § 128 Abs. 2, S. 2, 2. Halbsatz.

(77) § 135 Abs. AktG Satz 3.

(78) Vgl. § 241; ZIMMER, NJW 1998, S. 3526; ausserdem liegt eine Ordnungswidrigkeit vor.

(79) So HOPT, AG-Sonderheft 8/1997, 45; LUTTER, AG-Sonderheft 8/1997, 52.

(80) Urteil des Handelsgerichts Brüssel (REF.), 26. Okt. 1990, ("Delvill /S.A. Tractebel et Francesconi et csts / S.A. Société Générale de Belgique et S.A. Tractebel"), *J.L.M.B.* 1999, 1783 ff. u. Anm. BRÜLS: Die rechtliche Folge des Verstosses des allg. Rechtsprinzip war allerdings wiederum nur ein weitergehenden Aufklärung der Aktionäre über das Bestehen eines Interessenkonfliktes (Bekanntgabe durch Presseorgane).

(81) Aufhebung des § 12 II AktG.

Zunächst ist auf das Verbot von Höchststimmrechten in börsennotierten Aktiengesellschaften hinzuweisen (82). Als Begründung für die Abschaffung der Höchststimmrechte wurde angegeben, dass durch Höchststimmrechte Übernahmen erschwert und letztlich die Macht der Banken verstärkt werde (83).

Weiterhin wurde die Stimmrechtsausübung bei wechselseitigen Beteiligungen eingeschränkt. Die bisherigen Beschränkung lag bei 25 % (84). Seit der Neuregelung kann ein wechselseitiges beteiligtes börsennotiertes Unternehmen gemäß § 328 Abs. 3 AktG seine Stimmrechte nicht mehr zur Wahl von Mitgliedern in den Aufsichtsrat des jeweils anderen Unternehmens ausüben (85).

6.2. "Allgemeiner Standard"

6.2.1. "Stockoptions"

Zunächst ist darauf hinzuweisen, dass ebenso wie in belgischen Recht (86) bereits die Möglichkeit zur Ausgabe sog. stockoptions bestand. Neu ist hingegen, dass die "options" im Zuge von Barkapitalerhöhungen ausgegeben werden können (87). Nicht eingehend geklärt ist, wem diese stockoptions zugeteilt werden: das Gesetz sieht sowohl die Ausgabe an Mitglieder der Geschäftsführung als auch an Arbeitnehmer vor, nicht aber an Aufsichtsräte (88). Auch ist nicht geklärt ob und inwiefern die Bezugsrechte als "Vergütung" zu werten sind.

Als wichtige Neuerung gilt in der belgischen Praxis seit längerem die bestehende Möglichkeit (89) selbständige Bezugsrechte auszugeben ("naked warants").

---

(82) Abschaffung des § 134 I, Satz 2 AktG.

(83) Amtl. Begr., *o.c.*, 18; vgl. ADAMS, Höchststimmrechte, Mehrfachstimmrechte und sonstige wundersame Hindernisse auf dem Markt für Unternehmenskontrolle, AG 1990, 63; ALMASANU, La prise de contrôle d'une société cotée en Allemagne, PA, 6. Aug. 1997, Nr. 94.

(84) § 328 I AktG (alt): "Sind eine Aktiengesellschaft oder Kommanditgesellschaft auf Aktien und ein anderes Unternehmen wechselseitig beteiligte Unternehmen, so können, sobald dem einen Unternehmen das Bestehen der wechseitigen Beteiligung bekannt geworden ist oder das andere Unternehmen eine Mitteilung nach § 20, Abs. 3 oder § 21, Abs. 1 gemacht hat, Recht auf den Anteilen, die ihm an dem anderen Unternehmen gehören, nur für höchstens den vierten Teil aller anderen Teile des Unternehmens ausgeübt werden."

(85) § 328: In der Hauptversammlung einer börsennotierten Gesellschaft kann ein Unternehmen, dem die wechselseitige Beteiligung gemäß Abs. 1 bekannt ist, sein Stimmrecht zur Wahl von Mitgliedern in den Aufsichtsrat nicht ausüben; vgl. die wesentlich rigoroseren Vorschriften in Artikel 52quinquies, sexies KGHG.

(86) Vgl. das Gesetz über den belgischen Aktionsplan zur Arbeit 1998 und über verschiedene Bestimmungen vom 26. März 1999.

(87) S. § 192 II AktG: die bedingte Erhöhung soll nur zu folgen Zwecken beschlossen werden: zur Gewährung von Bezugsrechten an Arbeitnehmer und Mitglieder der Geschäftsführung der Gesellschaft oder eines verbundenen Unternehmens im Wege des Zustimmungs- oder Ermächtigungsbeschlusses; ausf. zur Problematik des Bezugrechtsausschlusses, BRÜLS-DEHIN, *o.c.*, S. 72 f.

(88) Vgl. DAV-Handelsrechtsausschluss, ZIP 1997, 173.

(89) Vgl. G. A. DAL / KEUTGEN, Le droit des sociétés à la protection contre les OPA, *Rev. prat. soc.* 1989, S. 222 ff.

Um eigennütziges Vorgehen durch grundsätzlich befangenen Vorstand zu verhindern ist die Hauptversammlung gehalten, in ihrem Beschluss wichtige Daten festzulegen (90), so die Aufteilung der Rechte, Erfolgsziele, Erwerbs- und Ausübungszeiträume, Wartefristen von mindesten zwei Jahren.

6.2.2. Erwerb eigener Aktien

Die im belgischen Recht seit längerem bestehende Möglichkeit zum Erwerb eigener Aktien (91) ist nunmehr auch im deutschen Recht für börsennotierte Gesellschaften vorgesehen.

Über die in § 71 Abs. 1 nr. 1-7 genannten sachlichen Gründe hinaus, kann die Hauptversammlung den Vorstand für den Zeitraum von maximal 18 Monaten ermächtigen, eigene Aktien in Höhe von maximal 10 % des Grundkapitals zu erwerben (92). Ausdrücklich ist als Erwerbszweck der Handel mit eigenen Aktien ausgeschlossen. Wenn mehr als 10 % Aktien erworben werden, ist der den Schwellenwert übersteigende Teil innerhalb von drei Jahren nach dem Erwerb der Aktien zu veräussern (93).

Die Realisierung des Erwerbs hat ausdrücklich den Gleichbehandlungsgrundsatz gemäß § 53 a AktG. zu berücksichtigen (94). In Betracht kommt somit ein öffentliches Angebot im Verhältnis zu den bestehenden Beteiligungen.

III. Schlussfolgerung

Wie eingangs angekündigt berührt das "Omnibus-Gesetz" wesentliche Teile des deutschen Kapitalgesellschafts- und Bilanzrechts. Ausführungen und Effizienz der umfassenden Neuerungen werden in voller Tragweite erst in den Folgejahren zu spüren sein und entsprechend bewertet werden können. So erlöschen bspw. Mehrstimmrecht erst am 1. Juni 2003 (95); teilweise gelten die alten Vorschriften hinsichtlich Höchststimmrechte, die vor dem 1. Mai 1998 geschaffen wurden, fort (96). Insgesamt ist festzustellen, dass der deutsche Gesetzgeber eine wesentliche Hürde auf dem Weg zur Anpassung des Kapitalgesellschafts- und Finanzmarktrechts an internationale Standards überwunden hat.

(90) § 193 II AktG.
(91) Art. 52bis KGHG (geändert durch Gesetz vom 13. April 1995).
(92) § 71 Abs. 1 Nr. 8 (neu) AktG.
(93) § 71 c Abs. 2 AktG.
(94) § 71 Abs. 1 Satz 3 und 4: der Gleichbehandlungsgrundsatz gilt als beachtet, wenn sich der Erwerb an der Börse vollzieht.
(95) § 5 Abs. 1 EAktG.
(96) § 5 Abs. 7 EAktG.

Le droit comptable et le commissaire-réviseur dans le Code des sociétés (*)

Baudouin Callens,
Réviseur d'Entreprises agréé par la Commission Bancaire et Financière,
Wirtschaftsprüfer, Professeur

Christian Fischer,
Expert-Comptable, Chambre d'Economie et de Droit des Affaires

Aperçu général

La loi du 7 mai 1999 parue dans le Moniteur belge du 6 août 1999, qui présente 178 pages de texte bilingue serré sans compter les pages réservées à la table des matières et à la table de concordance, institue le *Code des sociétés*. Avec ses 878 articles, ses quinze livres, ses septante titres, ses 309 subdivisions sous forme de chapitres, sections et sous-sections, le Code des sociétés apparaît d'emblée comme un monument législatif.

En affirmant que le futur Code des sociétés serait le fruit du regroupement purement textuel et de la simple coordination de règles légales éparpillées, le Gouvernement s'est voulu rassurant. *"La codification n'a pas pour but d'instaurer une nouvelle législation de réparation, ni d'apporter des modifications fondamentales sur le plan du contenu ... Le projet n'opère que les modifications nécessaires pour aboutir à un code logique, bien structuré et cohérent ... La codification a pour objet de réunir en un même Code des sociétés les dispositions légales et réglementaires relatives au droit des sociétés actuellement dispersées dans le Code de commerce et dans le Code civil, ainsi que dans de nombreuses lois spéciales et arrêtés d'exécution"* (1).

Le Code des sociétés reproduit, presqu'en copie conforme, la plupart des règles légales dont il opère la fusion textuelle. Cà et là, des adaptations de pure forme ont amélioré la rédaction sans altérer le fond. D'autres adaptations de texte vont cependant plus loin. *"Il n'était pas possible de créer un code logique, bien structuré et cohérent sans apporter la moindre modification de fond ... Les modifications de fond, qui sont réalisées par le présent projet, sont très limitées. Elles n'ont en effet pas pour objectif de modifier fondamentalement les droits ou*

(*) "Deze bijdrage werd opgesteld ter waardering aan Henri OLIVIER, die ik sinds bijna 20 jaar als uiterst competente jurist en directeur van het Instituut der Bedrijfsrevisoren ken. Onnoemelijke vergaderingen van de Raad van het Instituut der Bedrijfsrevisoren werden professioneel bijgestaan door Henri, die in de moeilijkste situaties een juridische spitsvondigheid en oplossing wist te vinden. Mijn dank voor deze goede medewerking."

(1) *Doc. parl.* Ch. 1838/10, 98-99, 3 et 5.

les obligations des personnes impliquées dans la vie des sociétés (associés, obligataires, administrateurs, travailleurs, ...)" (2).

Une meilleure lisibilité de la loi

Un des objectifs de la codification du droit des sociétés tend à ce *"que le praticien dispose pour chaque type de société de toutes les règles qui s'y appliquent"* (3). Incontestablement, sous cet aspect particulier, le Code des sociétés a entrepris une œuvre pédagogique remarquable et pratiquement unique en son genre en droit belge.

Tout, ou presque tout, ce qui se rapporte, par exemple, à la société privée à responsabilité limitée se situe dorénavant dans le Livre VI du Code, sans qu'on y retrouve les fastidieux rejets aux règles de la société anonyme. Il en va de même pour la société coopérative dont toutes les dispositions utiles ont été regroupées dans le Livre VII, sans que le lecteur ait à se référer aux dispositions équivalentes de la société anonyme en suivant des rejets de texte parfois mal adaptés.

La coordination entreprise n'a pas hésité à répéter plusieurs fois une même règle dans plusieurs livres, en l'adaptant, le cas échéant, en fonction de la forme juridique de la société. Celui qui s'intéresse, par exemple, aux dispositions applicables en matière d'augmentation du capital d'une société privée à responsabilité limitée n'aura plus à consulter les divers articles qui régissent l'augmentation du capital de la société anonyme pour connaître les conditions de l'opération et la procédure à suivre. Il trouvera toutes les informations nécessaires dans le titre V du Livre VI entièrement consacré au capital de la société privée à responsabilité limitée.

Sans prétendre qu'il pourra toujours se contenter de consulter le livre du code qui se rapporte à la forme de société dont il désire connaître les divers aspects réglementaires, dans la plupart de ses recherches le praticien ne devra plus sortir d'un livre pour aller voir dans un autre. Le chassé-croisé pénible, auquel tant de personnes ont du consacrer des heures laborieuses pour aboutir à la synthèse de dispositions éparpillées, ne prendra pas fin pour autant. Sa fréquence diminuera toutefois sensiblement. On ne peut que s'en réjouir.

Outre le remarquable travail de centralisation des données concernant chaque forme de société, on doit saluer le courage qu'ont eu les auteurs de la codification en matière de terminologie. Ils n'ont pas hésité à utiliser des expressions entrées dans l'usage courant et jusqu'alors restées étrangères au langage légal. Un exemple révélateur de cette démarche salutaire réside dans l'utilisation de l'expression *"apport en nature"* et *"inbreng in natura"*. Alors que tout le monde parle depuis

(2) *Doc. parl.* Ch. 1838/10, 98-99, 2.
(3) *Doc. parl.* Ch. 1838/10, 98-99, 7.

longtemps d'apport en nature et comprend fort bien de quoi il s'agit, les lois coordonnées sur les sociétés commerciales s'obstinaient à n'utiliser que l'expression *"apport autre qu'en numéraire" et "inbreng anders dan in geld"*.

Chacun se félicitera également de la présence dans le Code des expressions désormais légales de *petite société* ou *kleine vennootschap* et de *petit groupe* ou *kleine groep*, qui désignent les sociétés et groupes de sociétés dispensés, en raison de leur taille comptable, d'établir des comptes annuels en schéma complet et des comptes consolidés. A ce niveau aussi, la langue courante a pris le pas sur les définitions qui procèdent par des références alphanumériques souvent hermétiques. Toutefois, la simplification du langage n'a probablement pas été poussée suffisamment loin. Par exemple, ce que tout le monde, y compris le droit comptable, appelle *la réserve légale* ou *de wettelijke reserve* est demeuré dans la locution dépassée de *fond de réserve* ou *reservefonds* (4).

Bref aperçu d'ensemble du Code

Les quatre premiers livres du Code des sociétés regroupent les règles communes aux diverses formes de sociétés. Ce sont principalement les livres Ier et IV qui retiendront l'attention des praticiens. Dans le livre Ier, on trouve la série des définitions devenue d'usage courant: sociétés cotées, sociétés mères, filiales, participation, contrôle, groupes de sociétés, etc. Ces définitions ne contiennent aucun élément neuf mais elles gagnent beaucoup à avoir été rassemblées en tête du Code.

Le livre IV *"Dispositions communes aux personnes morales régies par le présent code"* regroupe les règles générales applicables à toutes les formes de société: organe de gestion, dénomination, constitution, publicité des actes, comptes annuels, comptes consolidés, contrôle révisoral, dissolution, liquidation, etc. Sur le plan technique, la consultation du livre IV apparaît aussi indispensable au lecteur que celle du livre qui se rapporte à la forme de société de son choix. Il n'est, par exemple, pas possible de se limiter à une investigation exclusive du livre VIII sur la société anonyme quand on s'enquiert des particularités de la nomination des administrateurs. Il faut également consulter le livre IV pour y trouver les règles qui régissent la publicité de la nomination.

Si les quatre premiers livres se rapportent à un ensemble de dispositions générales communes aux diverses formes de sociétés, deux autres livres du Code des sociétés visent des catégories d'opérations très spécifiques. Afin de ne pas alourdir les textes relatifs à chaque forme de société, la codification a préféré consacrer le livre XI aux restructurations de sociétés par voie de fusion, scission, apports de branche ou d'universalité. De même, elle a réservé le livre XII à la transformation de la forme juridique des sociétés. Ces matières fort techniques se trouvent isolées

(4) Articles 319, 428 et 616.

dans des parties du Code que les praticiens ne se résolvent à ouvrir que par nécessité mais que les spécialistes désirent voir rassemblées en un tout homogène.

1ère partie.
Les aspects comptables du Code des sociétés

La contribution du droit comptable au Code des sociétés

Toute la partie de la loi comptable du 17 juillet 1975, qui se rapporte aux comptes annuels des sociétés, a été transférée en bloc dans le livre IV *Dispositions communes* du Code des sociétés. Les dispositions générales de l'arrêté royal relatif aux comptes consolidés ont subi le même sort.

De la sorte, le droit comptable a été vidé des règles qui s'appliquent aux personnes morales situées dans le champ d'application du Code des sociétés. Ainsi élaguée, la loi comptable de 1975 n'en reste pas moins le pilier des obligations relatives à la comptabilité des entreprises, en ce compris les personnes morales relevant du Code des sociétés. Les arrêtés royaux du 8 octobre 1976 et du 6 mars 1990 relatifs aux comptes annuels et aux comptes consolidés conservent toute leur valeur normative en matière d'établissement des documents comptables annuels. L'objectivité historique commande de signaler que des parlementaires siégeant en commission de la chambre ont marqué leur désapprobation à l'égard du transfert dans le Code d'une matière qui, n'en déplaise à certains, continue d'appartenir *stricto sensu* au domaine de la comptabilité. Le rapport à la Chambre contient certains commentaires intéressants à ce propos (5).

Le Code des sociétés et le révisorat

Les dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales relatives au commissaire ont été reprises pratiquement en copie conforme dans le titre VII du Livre IV, sous l'intitulé *Contrôle des comptes annuels et des comptes consolidés*. Quant aux règles concernant le rôle du commissaire ou du réviseur d'entreprises dans le domaine des informations financières à fournir au conseil d'entreprise, elles ont été transférées de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie dans le même Livre IV du Code, où elles forment un ensemble plus homogène qu'antérieurement.

Dans le présent article, le lecteur trouvera un aperçu détaillé des règles relatives au commissaire et au rôle du réviseur d'entreprises dans le Code des sociétés. Parce que les missions que le Code confie au commissaire ou au réviseur d'entreprises, et parfois également à l'expert-comptable, sont principalement de nature

(5) *Doc. parl.* Ch. 1838/10, 98-99, 9 à 11.

comptable, il s'indique de commencer par examiner les dispositions du Code dans le domaine des obligations comptables des sociétés.

Les concepts et documents comptables dans le Code des sociétés

Dans les commentaires qui suivent, nous n'abordons pas les règles du Code relatives aux comptes annuels et comptes consolidés, qui constituent incontestablement les états comptables les plus importants dans le droit des sociétés. Parce que les règles légales qui se rapportent aux comptes annuels et aux comptes consolidés ont été affinées au cours des années antérieures, le Titre VI du Livre IV n'a eu qu'à les reprendre telles quelles. Il serait donc relativement peu intéressant d'en répéter ici l'essentiel dès lors que la place nous est comptée.

A différentes reprises il est question de *situations actives et passives*, de *capitaux propres*, d'*actif net* et de *réserves* dans le Code des sociétés. D'un article à l'autre, qui fait appel à ces concepts comptables, on constate certaines différences quant à leur définition et leur contenu. L'harmonisation mise en œuvre par le Code n'a pas vraiment abouti dans ce domaine.

Les états comptables conformes au bilan et au compte de résultats

Quatre articles du Code prévoient explicitement l'établissement en cours d'exercice d'un état comptable conforme au schéma légal du bilan et du compte de résultats.

A propos des documents à communiquer au commissaire, dans les sociétés qui ont l'obligation d'en nommer un pour le contrôle de leurs comptes annuels, le Livre IV du Code stipule qu'il leur est remis chaque semestre au moins par l'organe de gestion *un état comptable établi selon le schéma du bilan et du compte de résultats* ou *een boekhoudkundige staat opgesteld volgens het schema van balans en resultatenrekening* (6).

Dans le livre XI du Code, qui traite des restructurations de sociétés, il est question, à trois reprises, d'un état comptable qu'il faut établir selon les mêmes méthodes et suivant la même présentation que les derniers comptes annuels. Dans le descriptif de la procédure de fusion par absorption, il est prévu que, lorsque le projet de fusion est postérieur de six mois au moins à la fin de l'exercice auxquels se rapportent les derniers comptes annuels, un état comptable soit arrêté dans les trois mois précédant la date du projet de fusion (7).

(6) Article 137 § 2.
(7) Article 697 § 2 5°.

A propos de la procédure des opérations assimilées à la fusion par absorption, le Code affirme exactement le même principe (8). Il en va de même aussi pour la procédure de scission par constitution de nouvelles sociétés (9).

Chacun des articles précités précise que *l'état comptable est établi selon les mêmes méthodes et suivant la même présentation que les derniers comptes annuels* ou *de tussentijdse cijfers worden opgemaakt volgens dezelfde methoden en dezelfde opstelling als de laatste jaarrekening*. Il précise aussi qu'*il n'est toutefois pas nécessaire de procéder à un nouvel inventaire* ou *een nieuwe inventaris moet echter niet worden opgemaakt*.

Le contenu des états comptables en cause doit donc s'inspirer des rubriques et des sous-rubriques qui figurent dans l'arrêté royal du 8 octobre 1976 sur les comptes annuels des entreprises. La détermination de leurs montants doit aussi respecter les critères légaux et conventionnels en matière d'évaluation. Quant à l'établissement de l'annexe, elle n'est évidemment pas requise dans les cas d'espèce.

Les états comptables qui résument la situation active et passive

Plusieurs dispositions du Code des sociétés enjoignent à l'organe de gestion de dresser *une situation active et passive* ou *een staat van activa en passiva*, en précisant qu'il peut suffire d'un résumé de cette situation. Dans ce cas, l'organe de gestion ne doit pas établir un état comptable aussi détaillé que la balance générale des comptes servant de fondement aux comptes annuels.

Il n'est pas superflu d'insister sur le caractère résumé de la situation active et passive, dans la mesure où certains commissaires, réviseurs d'entreprises ou experts-comptables ont parfois tendance à exiger plus que n'en demande la loi. Ces exigences, qui procèdent généralement de la prudence, ne peuvent toutefois jamais revêtir un caractère impératif. La *situation active et passive* exigée par la loi comprend, au minimum, les grandes rubriques du bilan. Elle ne comprend pas nécessairement un compte de résultats, pour autant qu'une évaluation aussi précise que possible du bénéfice ou de la perte courue au moment de la rédaction du document figure positivement ou négativement dans les capitaux propres. Dans la pratique toutefois, la comptabilité de la plupart des sociétés étant à jour et tenue sur des supports informatiques, le dégagement extra-comptable d'un résultat intermédiaire ne pose pas beaucoup de problèmes dans la mesure où la loi n'exige pas qu'il soit aussi précis que pour l'établissement des comptes annuels.

(8) Article 720 § 2 4°.
(9) Article 748 § 2 5°.

Les articles du Code dans lesquels il est question d'une situation active et passive

— Quand l'organe de gestion suggère à l'assemblée générale de prononcer la dissolution de la société, le Code lui impose de justifier cette proposition dans un rapport accompagné d'*un état résumant la situation active et passive de la société, arrêté à une date ne remontant pas à plus de trois mois* ou *een staat van activa en passiva die niet meer dan drie maanden voordien is vastgesteld* (10). On remarquera que le texte néerlandais ne précise pas que l'état *"résume"* la situation active et passive de la société.

Sauf dérogation motivée, l'état comptable est établi conformément aux règles d'évaluation fixées pour les entreprises en discontinuité, lorsque la société renonce à poursuivre ses activités ou lorsque la perspective de continuité de ses activités ne peut être maintenue. Le commissaire ou, à défaut, un réviseur d'entreprises ou un expert-comptable externe, désigné à cet effet, par l'organe de gestion, fait rapport sur l'état comptable, en mentionnant si ce document reflète complètement, fidèlement et correctement la situation de la société.

— En matière de proposition de modification de l'objet social d'une société privée à responsabilité limitée, la procédure d'information de l'assemblée générale suppose qu'une justification détaillée de la modification soit exposée par le gérant dans un rapport annoncé dans l'ordre du jour (11).

A ce rapport doit être joint *un état résumant la situation active et passive de la société, arrêté à une date ne remontant pas à plus de trois mois* ou *een staat van activa en passiva die niet meer dan drie maanden voordien is vastgesteld.* Le commissaire, s'il y en a un, est chargé de rédiger un rapport distinct sur l'état comptable, dont une copie sera transmise aux associés.

Mis à part les particularités terminologiques propres à cette forme de société, la règle applicable en cas de modification de l'objet social d'une société anonyme s'exprime exactement de la même manière que pour la société privée à responsabilité limitée (12). Il en va également de même pour la modification de l'objet social d'une société coopérative à responsabilité limitée (13). Dans ces deux situations, il s'agit d'*un état résumant la situation active et passive de la société, arrêté à une date ne remontant pas à plus de trois mois* ou *een staat van activa en passiva die niet meer dan drie maanden voordien is vastgesteld.*

— La formulation demeure identique lorsqu'il s'agit de la transformation d'une société coopérative à responsabilité illimitée en une société coopérative à res-

(10) Article 181 § 1er.
(11) Article 287 (SPRL).
(12) Article 559 (SA).
(13) Article 413 (SCRL).

ponsabilité limitée. Dans cette hypothèse, la modification ne peut être décidée qu'après l'établissement d'*un état résumant la situation active et passive de la société, arrêté à une date ne remontant pas à plus de trois mois et indiquant quel est le montant de l'actif net* ou *een staat van activa en passiva van de vennootschap die niet meer dan drie maanden voordien is vastgesteld en waarin het bedrag van het eigen vermogen wordt opgegeven* (14). Un réviseur d'entreprise ou un expert-comptable externe désigné par les associés fait rapport sur cet état et indique notamment s'il traduit d'une manière complète, fidèle et correcte la situation de la société.

— Dans le cadre de la disposition générale applicable en cas de transformation d'une société dans une autre forme juridique, le Livre XII exige que, préalablement à la transformation, soit établi *un état résumant la situation active et passive de la société, arrêté à une date ne remontant pas à plus de trois mois* ou *een staat van activa en passiva die niet meer dan drie maanden voordien is vastgesteld* (15).

Le même livre XII dispose que le commissaire ou, lorsqu'il n'y a pas de commissaire, un réviseur d'entreprises ou un expert-comptable externe désigné par l'organe de gestion ou, dans les sociétés en nom collectif et les sociétés coopératives, par l'assemblée générale, *fait rapport sur cet état et indique notamment s'il y a eu la moindre surestimation de l'actif net* ou *brengt over deze staat verslag uit en vermeldt inzonderheid of er enige overwaardering van het netto-actief heeft plaatsgehad* (16).

Dans chacune des situations énoncées ci-avant, un exemplaire de l'état comptable et du rapport du commissaire, du réviseur d'entreprises ou de l'expert-comptable doit être remis aux associés ou aux actionnaires avant la réunion de l'assemblée générale au cours de laquelle ils seront appelés à se prononcer sur la modification que leur propose l'organe de gestion.

La notion des capitaux propres

Très importante en matière financière et comptable, la notion des *capitaux propres* ou *het eigen vermogen* apparaît à trois reprises dans le Code des sociétés à propos des sociétés de groupe et des comptes consolidés.

Dans sa définition des *sociétés comprises dans la consolidation*, le Livre IV du Code englobe la société consolidante ainsi que ses sociétés filiales et ses entreprises filiales étrangères consolidées par intégration globale ou par intégration proportionnelle. Par contre, cette définition exclut les sociétés et les entreprises filiales étrangères dont *la quote-part des capitaux propres et du résultat* ou *het*

(14) Article 436 § 2 (SCRL).
(15) Article 776.
(16) Article 777.

aandeel in het eigen vermogen en in het resultaat est incluse dans les comptes consolidés par la méthode de la mise en équivalence (17).

Sans en révéler la composition, le Livre IV précise que les postes des *capitaux propres* à inclure dans les comptes consolidés sont les montants additionnés attribuables à chacune des sociétés formant le consortium (18).

Le concept des capitaux propres intervient également dans la disposition qui régit la suppression ou la limitation du droit de préférence des actionnaires dans les sociétés anonymes lorsque que cette restriction doit être décidée au profit de personnes déterminées.

Le rapport établi par le conseil d'administration à propos de la suppression ou de la limitation du droit de préférence indique l'incidence sur la situation de l'ancien actionnaire de l'émission proposée, *en particulier en ce qui concerne sa quote-part du bénéfice et sa quote-part dans les capitaux propres* ou *in het bijzonder wat diens aandeel in de winst en in het eigen kapitaal betreft* (19). Le commissaire ou, à défaut, un réviseur d'entreprises désigné par le conseil d'administration, ou un expert-comptable externe désigné de la même manière, donne un avis détaillé sur les éléments de calcul du prix d'émission et sur sa justification.

Aucune disposition du Code des sociétés ne définit le concept des *capitaux propres*. Parce qu'il s'agit d'une notion que le droit comptable a consacrée dans le schéma légal du passif du bilan, c'est à la composition de la rubrique en cause qu'il convient de se référer: capital, réserves, primes d'émission, plus-values de réévaluation, résultat reporté et subsides en capital.

L'actif net et la distribution de bénéfices

Assez curieusement, le Code des sociétés semble préférer le concept de l'*actif net* à celui des *capitaux propres*. Chacun sait pourtant qu'il s'agit d'une même réalité comptable et juridique, la balance de l'actif net et celle des capitaux propres devant être en parfait équilibre.

Le concept comptable de l'*actif net* ou *netto-actief* a reçu une consécration dans le droit des sociétés. Encore qu'incomplètement défini quant à l'énonciation des éléments d'actif et de passif à prendre en considération pour sa détermination, le concept de l'actif net apparaît dans les dispositions relatives au maintien du capital, et plus particulièrement, dans celles qui limitent les distributions bénéficiaires.

(17) Article 109.
(18) Article 117 § 2.
(19) Article 598 alinéa 4. On observera que le texte néerlandais utilise ici l'expression *"eigen kapitaal"* plutôt que *"eigen vermogen"*.

Dans le Livre VI relatif à la société privée à responsabilité limitée, dans le Titre II du Livre VII relatif à la société coopérative à responsabilité limitée et dans le Livre VIII relatif à la société anonyme, le principe de préservation de l'actif net en cas de distribution stipule qu'aucune distribution ne peut être faite lorsqu'à la date de clôture du dernier exercice, l'actif net tel qu'il résulte des comptes annuels est, ou deviendrait, à la suite d'une telle distribution, *inférieur au montant du capital libéré ou, si ce montant est supérieur, du capital appelé, augmenté de toutes les réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.* Par actif net, il faut entendre le total de l'actif tel qu'il figure au bilan, déduction faite des provisions et dettes. Pour la distribution de dividendes et tantièmes, l'actif ne peut comprendre: 1° le montant non encore amorti des frais d'établissement; 2° sauf cas exceptionnel à mentionner et à justifier dans l'annexe aux comptes annuels, le montant non encore amorti des frais de recherche et de développement (20).

On observera une modification de la formulation par rapport à celle des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Ces dernières comparaient l'actif net au *capital libéré augmenté de toutes les réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer* (21). Le Code des sociétés est plus précis et nuancé puisqu'il établit la comparaison de l'actif net après distribution avec soit le capital libéré, soit le *capital appelé augmenté de toutes les réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer* ou *het opgevraagde kapitaal, vermeerderd met alle reserves die volgens de wet of de statuten niet mogen worden uitgekeerd,* lorsque cette dernière somme est supérieure au seul *capital libéré* ou *gestort kapitaal.*

Dorénavant, il appartient donc au commissaire de vérifier le respect de la limite légale en matière de dividendes sur base d'une double comparaison lorsque le passif de la société comporte du capital non appelé restant à libérer.

De manière unanime, on s'accorde à reconnaître que l'actif net, égal au capitaux propres, résulte de la sommation algébrique des différents postes de l'actif diminués des provisions, impôts différés et passifs exigibles. Les comptes de régularisation doivent y être compris tant à l'actif qu'au passif, encore qu'au passif ils ne constituent pas à proprement parler des passifs exigibles.

L'actif net et les pertes graves

— Sans définir l'*actif net* à considérer dans le cas d'espèce, les dispositions du Code des sociétés relatives aux pertes graves font appel à ce concept comptable pour initier la procédure d'alerte de l'assemblée générale. Tant le Livre VI relatif à la société privée à responsabilité limitée, que le Titre II du Livre VII relatif à la

(20) Articles 320 § 1er (SPRL), 429 (SCRL) et 617 (SA).
(21) Articles 77bis, alinéa 1er (SA), 137 (SPRL) et 158ter (SCRL) LCSC.

société coopérative à responsabilité limitée, le Livre VIII relatif à la société anonyme et le Livre XIII relatif à la société agricole, répètent *una voce* le principe malheureusement trop souvent applicable en ces temps de conjoncture languissante. Sauf dispositions plus rigoureuses des statuts, si, par suite de perte, *l'actif net est réduit à un montant inférieur à la moitié du capital social*, l'assemblée générale doit être réunie dans un délai n'excédant pas deux mois à dater du moment où la perte a été constatée ou aurait dû l'être en vertu des obligations légales ou statutaires, en vue de délibérer et de statuer, le cas échéant, dans les formes prescrites pour la modification des statuts, de la dissolution éventuelle de la société et éventuellement d'autres mesures annoncées dans l'ordre du jour (22).

Dans le même domaine des pertes graves, les dispositions relatives à la société privée à responsabilité limitée, à la société coopérative à responsabilité limitée et à la société agricole stipulent que lorsque l'*actif net* est réduit à un montant inférieur à 250 000 francs, tout intéressé peut demander au tribunal la dissolution de la société. Le tribunal peut, le cas échéant, accorder à la société un délai en vue de régulariser sa situation (23). Pour la société anonyme, le Code place la barre à 2.500.000 francs (24).

Bénéficiant d'un régime assez particulier, la *société à finalité sociale* constituée en forme de société coopérative à responsabilité limitée ne court le risque d'une dissolution à la demande que lorsque son *actif net* est réduit à un montant inférieur à 100.000 francs (25).

— Dans une société coopérative à responsabilité limitée, le droit des associés au remboursement de leur part n'existe que dans la mesure où ce remboursement n'a pas pour conséquence que l'*actif net* deviendrait inférieur à la part fixe du capital social (26). On soulignera ici la référence expresse au concept de l'actif net tel qu'il prévaut en matière de distribution bénéficiaire.

— Dans le cadre d'une opération fort rare à l'heure actuelle, le Code précise que lorsqu'une association sans but lucratif se transforme en société à finalité sociale conformément aux dispositions de la loi de 1921, le montant de l'*actif net* provenant de l'ASBL transformée *doit être identifié dans les comptes annuels de la nouvelle société à finalité sociale* (27).

(22) Articles 332 (SPRL), 431 (SCRL), 633 (SA) et 834 (SAgr).
(23) Articles 333 (SPRL), 432 (SCRL) et 835 (SAgr).
(24) Article 634 (SA).
(25) Article 666.
(26) Articles 427 et 429 (SCRL).
(27) Article 668.

— En matière de transformation de la forme juridique d'une société, trois articles du Code des sociétés font appel au concept de l'*actif net*. Une première disposition stipule que, préalablement à la transformation, soit établi un état résumant la situation active et passive de la société, arrêté à une date ne remontant pas à plus de trois mois. Lorsque dans des sociétés autres que les sociétés en nom collectif et les sociétés coopératives à responsabilité illimitée, l'*actif net* est inférieur au capital social repris dans l'état précité, *l'état mentionnera en conclusion le montant de la différence* ou *dan besluit de staat met de vermelding van het verschil* (28).

Afin d'éviter toute surestimation du montant de l'*actif net* en vue d'une transformation, une deuxième disposition impose que le commissaire ou, lorsqu'il n'y a pas de commissaire, un reviseur d'entreprises ou un expert-comptable externe désigné par l'organe de gestion ou, dans les sociétés en nom collectif et les sociétés coopératives, par l'assemblée générale, fasse rapport sur cet état et *indique notamment s'il y a eu la moindre surestimation de l'actif net* ou *vermeldt inzonderheid of er enige overwaardering van het netto-actief heeft plaatsgehad* (29).

— Dans le même ordre de préoccupation tendant à éviter toute surestimation de l'actif net préalable à une transformation, une troisième règle met en jeu la responsabilité civile des auteurs de l'éventuelle surévaluation : *"Les associés d'une société en nom collectif et les membres de l'organe de gestion de la société à transformer sont tenus solidairement envers les intéressés, malgré toute stipulation contraire 1°) de la différence éventuelle entre l'actif net de la société après transformation et le capital social minimum prescrit par le présent code ; 2°) de la surévaluation de l'actif net"* (30).

— Le concept comptable de l'*actif net* apparaît aussi à diverses reprises dans les dispositions du Code des sociétés, qui concernent la scission d'une société. Lorsqu'un élément du patrimoine actif n'est pas attribué dans le projet d'apport et que l'interprétation du projet ne permet pas de décider de la répartition de cet élément, celui-ci ou sa contre-valeur est réparti entre toutes les sociétés concernées *de manière proportionnelle à l'actif net attribué à chacune de celles-ci dans le projet de scission* ou *evenredig aan het netto-actief dat aan ieder van hen in het splitsingsvoorstel is toegescheiden* (31).

Egalement en matière de scission de sociétés, il est fait appel à la notion de l'*actif net* pour limiter la responsabilité des sociétés nées ou bénéficiaires de la scission: *"En cas de scission, les sociétés bénéficiaires demeurent solidairement tenues des dettes certaines et exigibles au jour de la publication aux annexes du Moniteur belge des actes constatant la décision de participation à une opération de*

(28) Article 776.
(29) Article 777.
(30) Article 785.
(31) Articles 729, 744 et 764.

scission, qui sont transférés à une autre société issue de la scission. Cette responsabilité est limitée à l'actif net attribué à chacune de ces sociétés" (32).

Les réserves et les lapsus du Code à leur propos

— Dans le Code des sociétés, la notion comptable des réserves intervient dans trois circonstances qui mettent en jeu l'obligation de prévoir une dotation à un compte de réserve: la *réserve légale*, la *réserve indisponible pour actions propres* et ladite *réserve pour pertes futures* qui peut être constituée à la suite d'une réduction du capital.

— Tant pour la société privée à responsabilité limitée, que pour la société coopérative à responsabilité limitée et la société anonyme, le Code affirme *ne varietur*, dans un langage relativement archaïque, que l'assemblée générale fait annuellement, sur les bénéfices nets, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un *fonds de réserve*. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le *fonds de réserve* ou *het reservefonds* a atteint le dixième du capital social (33). On ne peut que regretter l'utilisation d'une terminologie surannée alors que le droit comptable a consacré définitivement l'expression *réserve légale* ou *wettelijke reserve* universellement reconnue.

— Dans leurs chapitres relatifs aux réductions de capital, le Livre VI, pour la société privée à responsabilité limitée, et le Livre VIII, pour la société anonyme, stipulent, d'une même voix, que la réserve constituée *pour couvrir une perte prévisible* ou *een reserve tot dekking van een voorzienbaar verlies* ne peut excéder 10 % du capital souscrit après réduction du capital. Cette prétendue réserve ne peut, sauf en cas de réduction ultérieure du capital, être distribuée aux associés ou aux actionnaires (34).

Comme ce serait le car pour une *provision pour risques et charges*, ladite réserve ne peut être utilisée que pour compenser des pertes subies. Le cas échéant, elle peut être revirée au capital en vue d'augmenter celui-ci. Cette faculté ne justifie pas la qualification de *réserve* attribuée par le Code. Le droit comptable veut qu'une provision excédentaire fasse d'abord l'objet d'une reprise et que, dans un second temps, si le bénéfice social le permet, on procède à l'augmentation du capital en prélevant sur ce bénéfice.

— En matière de *réserve indisponible pour actions ou parts propres* ou *onbeschikbare reserve voor eigen aandelen*, le Code ordonne que soit constituée une réserve indisponible dont le montant est égal à la valeur à laquelle les parts

(32) Article 686.
(33) Articles 319 (SPRL), 428 (SCRL) et 616 (SA).
(34) Articles 318 (SPRL) et 614 (SA).

ou actions acquises sont portées à l'inventaire, aussi longtemps que les parts ou actions restent comptabilisées à l'actif du bilan (35).

En cas de nullité des parts ou actions, la réserve indisponible doit être supprimée. Si cette réserve n'a pas été constituée, les réserves disponibles doivent être diminuées à due concurrence et, à défaut de pareilles réserves, le capital sera réduit par l'assemblée générale convoquée au plus tard avant la clôture de l'exercice en cours (36).

- La notion de *réserve indisponible* intervient également dans une situation encore très rare à l'heure actuelle. Lorsqu'une *association sans but lucratif* se transforme en *société à finalité sociale*, l'actif net de l'ASBL transformée ne peut jamais être réparti entre les associés de la société à finalité sociale. A cet effet, le Code prévoit qu'à la requête soit d'un associé, soit d'un tiers intéressé, soit du ministère public, le tribunal condamne solidairement les administrateurs, les gérants, les liquidateurs ou les curateurs au paiement des sommes qui auraient été remboursées ou distribuées illégalement. Ces sommes sont soit versées à un compte de réserve indisponible, soit affectées par le tribunal à un organisme dont l'activité se rapproche autant que possible du but social assigné à la société à finalité sociale (37).

2e partie.
Le commissaire dans le Code des sociétés

On dénombre 104 articles du Code qui traitent de manière plus ou moins détaillée du commissaire et de ses différentes obligations professionnelles au sein des sociétés. Parmi ces dispositions, une quarantaine d'articles du Titre VII du Livre IV déterminent les règles fondamentales en matière de désignation du commissaire par les sociétés qui sont tenues à faire assurer leur surveillance permanente par un réviseur d'entreprises ainsi que le rôle de celui-ci quant au contrôle des comptes annuels, des comptes consolidés et des informations financières à fournir au conseil d'entreprise (38). Les autres dispositions relatives au commissaire se trouvent distribuées en divers endroits du Code dans les articles appartenant aux différents livres.

(35) Articles 325 § 1er (SPRL) 623 alinéa 1er (SA).
(36) Articles 325 § 1er, alinéa 2 (SPRL) et 623, alinéa 2 (SA).
(37) Article 669.
(38) Articles 130 à 171.

Bref aperçu de quelques règles générales relatives au commissaire

L'acte constitutif de toute société, qui est tenue d'avoir un commissaire, doit contenir la désignation de celui-ci (39). L'identité du commissaire doit figurer dans un document accompagnant les comptes annuels déposés à la Banque Nationale de Belgique et son rapport de contrôle doit être déposé en même temps (40).

Lorsque la Centrale des bilans de la Banque Nationale de Belgique constate des inexactitudes dans les comptes annuels, elle est tenue d'en avertir le commissaire (41).

Quand la société procède à une diffusion libre de la version intégrale de ses comptes annuels, le texte du rapport de contrôle du commissaire doit y figurer. Par contre, lorsqu'il s'agit d'une publication partielle ou résumée des comptes annuels, le texte du rapport de contrôle ne peut pas y figurer mais sa conclusion doit y être reproduite (42).

Les règles du Code relatives au mandat du commissaire

— Le Code des sociétés s'est limité à reproduire, sans les altérer, les dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales en matière de commissaire (43) en y ajoutant celles qui se rapportent au conseil d'entreprise dans la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. En les regroupant au sein du Titre VI du Livre IV, le Code en assure le repérage aisé et en améliore la lisibilité, tant à l'égard des professionnels que des non initiés.

— Dans le Livre IV, le chapitre 1er *"Dispositions générales en matière de contrôle"* du Titre VII énumère les règles, bien connues des réviseurs d'entreprises, en matière de nomination, de prorogation de mandat, de désignation éventuelle par le tribunal de commerce, d'exercice du mandat au sein d'une société civile de révision, d'indépendance dans l'exercice de la fonction, de détermination des éléments de la rémunération, de la démission, de la révocation par l'assemblée générale, du droit de se faire assister par des collaborateurs et de la responsabilité professionnelle (44).

(39) Article 69, 10°.
(40) Article 100, 1° et 4°.
(41) Article 102, alinéa 4.
(42) Articles 104 et 105.
(43) Articles de la série 64 et article 65 LCSC.
(44) Articles 130 à 136, 139 et 140.

— Sous le verbo *"Compétences"* se trouve reprise l'énonciation des droits du commissaire quant à l'exercice effectif de sa mission de contrôle ainsi que l'obligation qu'a l'organe de gestion de lui communiquer une situation comptable semestrielle (45).

L'énoncé de l'épineux devoir du commissaire en matière d'avertissement de l'organe de gestion lorsqu'il constate *des faits graves et concordants susceptibles de compromettre la continuité de l'entreprise* ou *gewichtige en overeenstemmende feiten die de continuïteit van de onderneming in het gedrang kunnen brengen* appelle une remarque à propos de la rédaction du texte légal. Dans la version française de ce texte, il apparaît qu'une partie de phrase a été omise alors qu'elle figure dans la version néerlandaise (46). Les mots *"ou s'ils estiment que ces mesures ne sont pas susceptibles d'assurer la continuité de l'entreprise pendant un délai raisonnable"* ont été omis dans le texte en français alors que les mots *"of indien ze oordelen dat de maatregelen de continuïteit in de bedrijfsuitoefening niet kunnen vrijwaren gedurende een redelijke temijn"* sont restés présents dans le texte en néerlandais. Avec certaines autres corrections de style à apporter par ci, par là dans le Code, cet oubli devra être réparé par la publication d'un erratum dans le Moniteur belge.

Le commissaire, les comptes annuels et les comptes consolidés

— La chapitre II relatif aux comptes annuels débute par un article qui énonce clairement les catégories de sociétés qui ne sont pas visées par les dispositions du Code en matière de comptes annuels: sociétés en nom collectif, sociétés en commandite simple, sociétés coopératives à responsabilité illimitée, petites sociétés qui ne font pas partie d'un groupe consolidé, sociétés cotées, groupements d'intérêt économique et sociétés agricoles (47).

On retrouve dans ce même chapitre II, l'ensemble des dispositions, devenues classiques, en matière de contrôle des comptes annuels par le commissaire et de rapport de contrôle. Quant au chapitre III, il reproduit les dispositions relatives au contrôle des comptes consolidés et au rapport de contrôle consolidé qui ont été reprises de l'arrêté royal du 6 mars 1990 dont elles ont été purement et simplement transférées (48).

— A propos de l'inclusion des règles relatives aux comptes consolidés dans le Code des sociétés, Michel DE WOLF souligne, de manière fort opportune, les effets de ce changement au niveau de la responsabilité de l'organe de gestion et

(45) Article 137.
(46) Article 138, alinéa 4 C.Soc. et article 64sexies § 2 alinéa 4 Lcsc.
(47) Article 141.
(48) Articles 145 à 149.

du commissaire (49). *"La conséquence la plus frappante de ce changement apparemment innocent et formel se situe sur le plan de la responsabilité des dirigeants. On sait que les administrateurs d'une société anonyme – un raisonnement similaire peut être tenu pour les sociétés privées ou coopératives à responsabilité limitée – sont responsables, avec une responsabilité aggravée notamment par un mécanisme de solidarité, des dommages résultant d'infractions au droit des sociétés. Or, dans la situation qui prévalait avant la codification, l'établissement des comptes annuels pouvait seul être considéré comme une obligation résultant du droit des sociétés. A présent, l'établissement de comptes consolidés relève également du droit des sociétés, et peut donc à son tour générer une responsabilité solidaire des administrateurs. Un raisonnement similaire peut être tenu en ce qui concerne l'étendue du contrôle et de la responsabilité du commissaire-réviseur; ils s'apprécient désormais en termes de régularité des opérations par rapport au Code, qui contient un ensemble de règles plus vastes que les anciennes lois coordonnées"* (50).

— Un autre transfert de législation concerne les règles relatives au rôle du commissaire dans les sociétés dotées d'un conseil d'entreprise auquel l'organe de gestion doit communiquer des informations financières à certifier et à commenter aux travailleurs par un réviseur d'entreprises. On y retrouve les dispositions extraites de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, qui se rapportent à la nomination du commissaire sur présentation du conseil d'entreprise, à l'éventuelle désignation du commissaire par le tribunal de commerce en cas de litige entre l'organe de gestion et le conseil d'entreprise à son propos, à l'information du conseil d'entreprise en matière de rémunération du commissaire et à la procédure de révocation ou de démission du commissaire sous la supervision du conseil d'entreprise (51).

L'intervention du commissaire lors de la dissolution et la liquidation

— Lorsque l'organe de gestion propose à l'assemblée générale de dissoudre la société, il doit appuyer cette proposition d'un rapport justificatif et d'un état résumant la situation active et passive. Dans ce cas, le commissaire *fait rapport sur cet état et indique, notamment, s'il reflète complètement, fidèlement et correctement la situation de la société* ou *brengt over deze staat verslag uit en vermeldt inzonderheid of daarin de toestand van de vennootschap op volledige, getrouwe en juiste wijze is weergegeven.* Si l'assemblée générale décide de dissoudre la société, cette décision est constatée sous la forme d'un acte authentique, dans lequel doivent figurer les conclusions du rapport du commissaire (52).

(49) M. DE WOLF, *Le nouveau droit des sociétés* (ouvrage collectif du Centre Jean Renauld UCL), chapitre *Le droit comptable des sociétés*, Bruylant, 1999, 314 et 315.
(50) Art. 140, 142 et 144 alinéa 1er, 5° et 6°.
(51) Articles 155 à 160.
(52) Articles 181 § 1er, alinéa 3 et § 4 alinéa 2. Notons qu'à défaut de commissaire, l'intervention d'un réviseur d'entreprises ou d'un expert-comptable est requise.

— Une fois qu'il se trouve en mesure de clôturer la liquidation, le liquidateur réunit une dernière assemblée générale pour lui soumettre son rapport final ainsi que les comptes de clôture. Alors que les lois coordonnées sur les sociétés commerciales se limitaient à prévoir que *l'assemblée nommera des commissaires pour examiner ces documents* , sans préciser si ces commissaires devaient répondre à des critères de qualification professionnelle, le Code apporte une modification de fond en la matière. Il stipule que *ces rapports sont contrôlés par le commissaire et qu'à défaut d'un tel commissaire, les associés disposent d'un droit individuel d'investigation, pour lequel ils peuvent se faire assister d'un expert-comptable ou d'un réviseur d'entreprises* ou *deze documenten worden gecontroleerd door de commissaris; bij ontstentenis van een commissaris, beschikken de vennoten over een individueel onderzoeksrecht, waarbij zij zich kunnen laten bijstaan door een bedrijfsrevisor of een externe accountant* (53).

Le commissaire, les apports en nature et les quasi-apports

— Le Livre IV du Code traite, entre autres, de la constitution des sociétés quelque soit leur forme. Il reprend le principe général selon lequel l'acte constitutif doit contenir les conclusions du rapport de certification des *apports autres qu'en numéraire* ou *inbrengen anders dan in geld* établi par un réviseur d'entreprises. Bien souvent, lorsque la société nouvellement constituée doit nommer un commissaire, elle choisit le réviseur d'entreprises qui a procédé à la certification des apports. L'identification du même réviseur est alors reprise à un double titre dans l'acte constitutif : en tant que réviseur d'entreprises certificateur des apports et en tant que commissaire nouvellement nommé (54).

Dans les différents livres du Code qui se rapportent aux diverses formes juridiques des sociétés, se trouve répété le principe même de la certification des apports en nature lors de la constitution. Le réviseur fait rapport, notamment sur la description de chaque apport en nature et sur les modes d'évaluation adoptés. Le rapport indique si les *valeurs (*ou *estimations)* auxquelles conduisent ces modes d'évaluation correspondent au moins au nombre et à la valeur nominale ou, à défaut de valeur nominale, au pair comptable des parts à émettre en contrepartie. Le rapport indique quelle est la rémunération effectivement attribuée en contrepartie des apports (55).

On retrouve exactement les mêmes principes, énoncés de manière stéréotypée, applicables au rôle du commissaire en cas d'apports en nature effectués en contrepartie d'une augmentation du capital. Le rapport du commissaire porte notamment sur la description de chaque apport en nature et sur les modes d'évaluation adoptés. Il indique si les estimations auxquelles conduisent ces modes d'évalua-

(53) Article 188 alinéa 1er LCSC et article 194 C.Soc.
(54) Article 69, 6° et 10°.
(55) Alinéas 2 et 3 des articles 219 (SPRL), 395 (SCRL) et 444 (SA).

tion correspondent au moins au nombre et à la valeur nominale, et, le cas échéant, à la prime d'émission des parts à émettre en contrepartie. Il indique aussi quelle est la rémunération effectivement attribuée en contrepartie des apports (56).

Au niveau des textes concernant la constitution, on observera une discordance terminologique dans l'utilisation du mot *«valeurs»* pour la société privée à responsabilité limitée et la société anonyme et du mot *«estimations»* pour la société coopérative à responsabilité limitée. Par contre, l'homogénéité terminologique est respectée pour les trois formes de sociétés en ce qui concerne les *«estimations»* relatives aux apports en nature intervenant dans le cadre d'une augmentation de capital.

La discordance terminologique s'observe également dans la version néerlandaise du Code. Pour la constitution de la *besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid* et de la *naamloze vennootschap*, apparaissent les mots *«de waarden»*, tandis que pour la constitution de la *coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid*, on lit *het resultaat van deze waarderingsmethode*. A propos des apports en nature dans le cadre de l'augmentation du capital, les mots *het resultaat van deze methode* sont utilisés pour la *besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid*, tandis que l'expression *het resultaat van deze waarderingsmethode* se retrouve pour la *coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid* et la *naamloze vennootschap*.

On remarquera aussi que le dispositif relatif à la certification des apports en nature par un réviseur d'entreprises a été étendu au groupement d'intérêt économique, sans que le texte légal applicable à la société privée à responsabilité limitée, à la société coopérative à responsabilité limitée et à la société anonyme ne soit reproduit à son échelon: *"Le réviseur fait rapport, notamment sur la description de chaque apport en nature et sur les modes d'évaluation adoptés. L'intervention du réviseur est aussi requise pour tout apport ultérieur en nature"* (57).

On retrouve la répétition de la règle d'intervention du commissaire en cas de quasi-apport pour les trois principales formes de sociétés. Tout bien appartenant à un fondateur, à un gérant/administrateur ou à un associé/actionnaire, que la société se propose d'acquérir dans un délai de deux ans à compter de sa constitution ... pour une contrevaleur au moins égale à un dixième du capital souscrit, fait l'objet d'un rapport établi soit par le commissaire, soit, pour la société qui n'en a pas, par un réviseur d'entreprises désigné par l'organe de gestion (58). Au passage, on saluera l'utilisation de l'expression largement consacrée *quasi-apport* et *quasi-inbreng* qu'ignoraient les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

(56) Alinéa 2 des articles 313 (SPRL), 423, § 1er (SCRL) et 602 (SA).
(57) Article 844, alinéas 2 et 3.
(58) Articles 220 (SPRL), 396, § 1er (SCRL) et 445 (SA).

Le commissaire et les intérêts opposés

D'une manière générale, le commissaire n'a pas à intervenir dans la procédure que le droit des sociétés impose à l'organe de gestion en cas d'opposition d'intérêts. Le commissaire doit toutefois en être informé (59). Pas plus que les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, le Code des sociétés ne précise le moment et le mode de cette information.

Ultérieurement, lors de l'établissement de son rapport de contrôle, le commissaire doit y intégrer *une description séparée des conséquences patrimoniales qui résultent pour la société des décisions du collège de gestion/conseil d'administration, qui comportaient un intérêt opposé* ou *een afzonderlijke omschrijving van de vermogensrechtelijke gevolgen voor de vennootschap van de besluiten van het college van zaakvoerders/van de raad van bestuur, ten aanzien waarvan een strijdig belang in de zin van het eerste lid bestaat* (60). Les mêmes principes prévalent dans les sociétés anonymes cotées en bourse, lorsqu'une opposition d'intérêts se fait jour entre un actionnaire de référence et la société (61).

En s'inspirant des règles relatives aux oppositions d'intérêts applicables aux sociétés dans le cours de leur vie juridique normale, le Code des sociétés étend le dispositif légal aux liquidateurs. Dans les sociétés anonymes et les sociétés privées à responsabilité limitée, le membre du collège des liquidateurs qui a, directement ou indirectement, un intérêt opposé de nature patrimoniale à une décision ou à une opération soumise au collège, est tenu de se conformer aux articles 259 et 523, applicables par analogie (62). A suivre le texte de manière littérale, il apparaît que l'obligation qu'il impose n'existe que dans le chef des liquidateurs. Le commissaire de la société en liquidation doit donc être informé de l'existence d'une opposition d'intérêts mais il n'a pas d'obligation d'en faire mention dans un rapport de contrôle. D'une part, les comptes annuels soumis chaque année à l'assemblée générale par le liquidateur ne postulent pas l'établissement d'un rapport de contrôle (63). D'autre part, les dispositions en matière de contrôle du rapport de clôture de la liquidation par le commissaire restent muettes au sujet d'une éventuelle mention relative aux oppositions d'intérêts intervenues durant la liquidation (64). On peut penser qu'il s'agit d'un oubli du législateur. Comment imaginer, en effet, que le liquidateur doive avertir le commissaire de toute opposition d'intérêts et que le commissaire ne doive pas donner son opinion sur une question aussi sensible à l'assemblée générale de clôture?

(59) Articles 259 § 1er, alinéa 1er (SPRL) et 523 § 1er, alinéa 1er (SA).
(60) Articles 259 § 1er, alinéa 3 (SPRL) et 523 § 1er, alinéa 3 (SA).
(61) Article 524 § 1er, alinéas 4 et 5.
(62) Article 191 alinéa 1er.
(63) L'article 193 se limite à décrire les obligations du liquidateur, mais passe sous silence toute intervention du commissaire.
(64) Article 194.

Le commissaire et l'assemblée générale

En alignant les principes aux sociétés privées à responsabilité limitée et aux sociétés anonymes, le Code énonce une série de règles qu'on pourrait qualifier de basiques en matière de participation du commissaire à l'assemblée générale, mais dont l'expression faisait partiellement défaut de manière évidente dans les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

D'abord, l'organe de gestion a l'obligation de convoquer le commissaire à assister à toute assemblée générale (65). Ensuite, le commissaire a le devoir de participer à toute assemblée générale au cours de laquelle il doit présenter un rapport (66). Enfin, l'organe de gestion doit communiquer au commissaire tous les documents dont la loi impose la transmission aux associés ou actionnaires avant l'assemblée générale (67).

Dans le droit fil de ces règles élémentaires d'autres dispositions précisent certains aspects pratiques qui, bien qu'évidents au regard de toute personne de bons sens et de bonne foi, méritent d'être affirmés. *L'assemblée générale entend le rapport de gestion et le rapport des commissaires ..., de algemene vergadering hoort het jaarverslag en het verslag van de commissarissen ...*, ce qui signifie concrètement que le texte du rapport de contrôle doit faire l'objet d'une lecture (68). *Les commissaires répondent aux questions* qui leur sont posées par les associés/actionnaires au sujet de leur rapport. Ils ont le droit de prendre la parole à l'assemblée générale en relation avec l'accomplissement de leur fonction (69). Pour que les associés ou actionnaires aient la faculté de poser des questions en connaissance de cause, l'organe de gestion doit mettre le rapport de contrôle à leur disposition préalablement à l'assemblée générale au cours de laquelle ils pourront en discuter (70).

Quant à l'obligation et au droit classiques du commissaire de convoquer l'assemblée générale, ils sont consacrés expressément tant pour l'assemblée générale des associés ou des actionnaires que pour l'assemblée générale des obligataires (71).

(65) Articles 268 alinéa 3 (SPRL) et 533 alinéa 2 (SA).
(66) Articles 272 (SPRL) et 538 (SA).
(67) Articles 269 (SPRL) et 535 alinéa 1er (SA).
(68 Articles 284 alinéa 1er (SPRL), 411 alinéa 1er (SCRL) et 554 alinéa 1er (SA).
(69) Articles 274 alinéa 2 (SPRL), 412 alinéa 2 (SCRL) et 540 alinéa 2 (SA).
(70) Article 283, 5° (SPRL), 410, 4° (SCRL) et 553, 5° (SA).
(71) Articles 268 alinéa 1er et 293 alinéa 1er (SPRL) et 532 et 569 alinéa 1er (SA).

En conclusion

Malgré quelques imperfections de forme et quelques petites lacunes plus fondamentales, auxquelles ils auraient pu facilement remédier (72), les auteurs du Code des sociétés ont produit une œuvre assez remarquable en raison de l'importance de son volume et de la diversité de ses aspects. Directement concernés par la plupart des dispositions du Code, les réviseurs d'entreprises et les experts-comptables doivent être attentifs à certaines modifications de fond qui ne vont pas sans changer, parfois de manière significative, leurs devoirs professionnels. Leur rôle ne s'arrête d'ailleurs pas là.

Au-delà des dispositions qui intéressent directement l'exercice de leur profession, les réviseurs d'entreprises et les experts-comptables ont incontestablement une mission pédagogique à remplir. En étant bien documentés personnellement au sujet des nouvelles particularités du droit des sociétés, les professionnels de la révision et de la comptabilité pourront répondre aux souhaits de leurs clients en les assurant d'une information précise et référencée chaque fois qu'ils projettent une opération mettant en jeu les règles du Code. Ils seront aussi en mesure de prévenir les erreurs que risquent de commettre certains praticiens du monde des affaires lorsque ceux-ci, pressés par les événements, passent un peu trop vite aux actes sans avoir mûrement réfléchi à l'arrière-plan juridique et comptable de la personne morale aux destinées desquelles ils président.

Avec l'important chargement de matières financières et comptables qu'il a enregistré ces dernières années et avec l'amélioration sensible que le Code a apporté à la mise en place de ces matières en son sein, le droit des sociétés n'est plus uniquement l'affaire des notaires et des juristes du monde académique. Il est devenu pluridisciplinaire. En ce, il a gagné au change.

(72) D'autant que les professeurs d'université à l'origine de la codification disposaient de la collaboration de nombreux assistants qu'ils auraient pu charger du travail de complication nécessaire.

Het Economisch Samenwerkingsverband E.S.V. Het Europees Economisch Samenwerkingsverband E.E.S.V.

De fiscale transparantie schaakmat en De vereffening, bijna zoals in de vennootschapswetgeving (*)

F. Caluwaerts,
Bedrijfsrevisor Caluwaerts - De Puysseleyr - Ostyn
Geassocieerde Bedrijfsrevisoren, Raadslid I.B.R.

Executive summary

In het eerste deel van dit artikel worden twee problemen behandeld die te maken hebben met de fiscale transparantie.

Door de fiscale transparantie moet het resultaat van het samenwerkingsverband opgenomen worden in de boekhouding van de leden en wel in het boekjaar waarin de afsluitingsdatum van het (E.)E.S.V. valt.
Als het (E.)E.S.V. afsluit op 31 december en het lid eveneens, moet het resultaat van het samenwerkingsverband van 1999 in de boekhouding van het lid van 1999 opgenomen worden.
Die opname moet gebeuren nadat het resultaat t.t.z. de jaarrekening van het samenwerkingsverband goedgekeurd is, maar vóór de vaststelling van de jaarrekening van het lid door het bestuursorgaan.
Dat kan alleen indien de eerstbedoelde vergadering de tweede voorafgaat.
Als dat niet het geval is ...
Een tweede probleem bestaat uit de winst die tevoorschijn komt indien de leden bijdragen betalen om investeringen van het (E).E.S.V. te financieren.
In het tweede deel worden de vereffeningsregels vergeleken met deze van de vennootschapswetgeving en het blijkt dat er nogal wat verschillen bestaan.

Verwijzingen

De verwijzingen naar de E.S.V.-Wet en de Venn. W. worden gevolgd door een verwijzing naar het nieuwe "Wetboek van Vennootschappen"afgekort als W.V.

(*) "U aangeboden als blijk van waardering en dank voor de inzichten die u mij verschafte en voor uw aanstekelijk enthousiasme".

I. Inleiding

"Het economisch samenwerkingsverband ... is een samenwerkingsverband dat ... door twee of meer natuurlijke personen of rechtspersonen is opgericht en uitsluitend tot doel heeft de economische bedrijvigheid van haar leden te vergemakkelijken of te ontwikkelen, dan wel de resultaten van die bedrijvigheid waarbij de bedrijvigheid van het samenwerkingsverband moet aansluiten en ten opzichte waarvan deze van ondergeschikte betekenis moet zijn te verbeteren of te vergroten." (art. 1 § 1 E.S.V.-Wet, art. 839 nieuw W.V.)

Voor die ondernemingen die wensen samen te werken, maar niet direct tot een fusie willen overgaan, bestaan er tal van vormen en mogelijkheden om aspecten van de bedrijfsvoering gezamenlijk uit te werken, waarbij enerzijds de zelfstandigheid gedeeltelijk opgegeven wordt en anderzijds andere inzichten verworven worden.

Een samenwerking kan uitgewerkt worden door een specifieke overeenkomst, een feitelijke vereniging, een handelsvereniging bij wijze van deelneming, een tijdelijke handelsvereniging, een vereniging zonder winstoogmerk of een vennootschap.

De EEG-Verordening nr. 2137/85 van 25 juli 1985 en de wet van 12 juli 1989 (hierna de E.E.S.V.-Wet genoemd) voegden hier nog een vorm aan toe, en wel een internationale vorm, namelijk het E.E.S.V., voluit het " Europees economisch samenwerkingsverband".

De wet van 17 juli 1989 (hierna de E.S.V.-Wet genoemd) voerde de nationale versie ervan in, het E.S.V. voluit het "Economisch samenwerkingsverband".

Thans zijn er in België een 400 samenwerkingsverbanden ingeschreven, waarvan 230 Europese en 170 Belgische.
De helft hiervan legt zijn jaarrekening neer.
Vijfenzestig zijn in ontbinding gesteld.

Ook vrije beroepen kunnen gebruik maken van samenwerkingsverbanden en in het "Vademecum plichtenleer en controlenormen 1999" van het Instituut der Bedrijfsrevisoren wordt op blz. 254 deze vorm zelfs bijzonder geschikt genoemd voor de oprichting van een middelenvennootschap.
Op blz. 256 worden typestatuten van een E.S.V. opgenomen.

II. De fiscale transparantie schaakmat

Boekhoudkundig kader

Krachtens art. 28 van de E.E.S.V.-Wet worden zowel de E.E.S.V. als de E.S.V. onderworpen aan de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen.

De artikelen 8 van de E.E.S.V.-Wet en 14 van de E.S.V.-Wet, art. 92, 98, 100, 141, 142, 143, 144, 166, 866 nieuw W.V. regelen de opstelling, de goedkeuring, de controle, de neerlegging en de openbaarmaking van de jaarrekening.

De Commissie van Boekhoudkundige Normen heeft in haar bulletin nr. 25 van juni 1990 advies verstrekt over de boekingen van de relaties tussen het samenwerkingsverband en de leden.

Daarin leest men onder meer:

> *" Artikel 21 van de Verordening (E.E.G.) luidt als volgt:*
>
> *"1. De winst die uit de werkzaamheid van het samenwerkingsverband ontstaat, wordt beschouwd als winst van de leden en wordt verdeeld in de verhouding die is vastgelegd in de oprichtingsovereenkomst of, indien deze daaromtrent niets bepaalt, in gelijke delen.*
> *2. De leden van het samenwerkingsverband dragen bij tot de aanzuivering van het bedrag waarmee de uitgaven de inkomsten overtreffen, en wel in de verhouding die is vastgesteld in de oprichtingsovereenkomst of, indien deze daaromtrent niets bepaalt, in gelijke delen."*

A. Uitdrukking in de boekhouding van het samenwerkingsverband van de relaties met zijn leden

Krachtens het voorschrift van voornoemd artikel 21 moet het winst- of verliessaldo van de resultatenrekening van het samenwerkingsverband van rechtswege integraal worden toegewezen aan de leden, waardoor dus een vordering ontstaat in hun voordeel of een schuld in hun nadeel tegenover het samenwerkingsverband, ten belope van de overeengekomen verhouding, zo niet in gelijke delen. Hieruit volgt dat in een samenwerkingsverband geen beslissing wordt genomen omtrent de bestemming van het resultaat. Deze bestemming geschiedt van rechtswege. Met als gevolg ook, dat er geen toevoeging aan de (wettelijke of beschikbare) reserve noch enige overdracht geschiedt.

Hieruit vloeit voort dat aan het integrale resultaat een bestemming moet worden gegeven.

Gaat het om een winstresultaat, dan gebeurt de bestemming via het debet van de rekening "Resultaatverwerking" (rekening 69) en het credit van de rekening "Leden"; gaat het om een verliesresultaat, dan geschiedt deze bestemming via het debet van de rekening "Leden" en het credit van de rekening 794 "Tussenkomst van de vennoten in het verlies".

De verordening vereist geen eigen vermogen voor het samenwerkingsverband. Niets belet evenwel de leden om in hun overeenkomst de verplichting in te lassen voor hen of sommigen onder hen het samenwerkingsverband te financieren via inbrengen in geld, goederen of diensten (bv. art. 11 van de wet van 17 juli 1989). De gemeenrechtelijke regels, inzonderheid voor de waardering, zijn van toepassing op deze inbrengen evenals op de voorschotten van de leden die bestemd zijn om het samenwerkingsverband rechtstreeks te financieren bij gebreke van een kapitaal of ter aanvulling hiervan.

De oprichtingsakte van het economisch samenwerkingsverband kan ook bepalen dat de leden met bijdragen de uitgaven dekken van het samenwerkingsverband voor de geleverde diensten. Naar het oordeel van de commissie kunnen deze bijdragen niet worden afgetrokken van de uitgaven van het samenwerkingsverband (compensatieverbod van art. 6 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976).

Voor het samenwerkingsverband gaat het immers om specifieke kosten, niet om kosten die de leden moeten dragen. Deze bijdragen moeten dan ook worden geboekt in de post "Andere bedrijfsopbrengsten" (Bulletin nr. 4, december 1978, 22).

B. Uitdrukking in de boekhouding van de leden van de relaties met het samenwerkingsverband

In de jaarrekening van de aangesloten onderneming is de fractie die haar toekomt in het resultaat van het samenwerkingsverband, naar gelang van het geval, een "Andere bedrijfsopbrengst" of een "Andere bedrijfskost", die in de overeenkomstige post moet worden geboekt.

Kapitaalinbrengen alsook voorschotten van vennoten moeten worden geboekt en gewaardeerd overeenkomstig de gemeenrechtelijke regels.

De eventuele bijdragen die rechtstreeks aan het samenwerkingsverband worden gestort moeten worden geboekt in de post "Andere bedrijfskosten".

Bovendien moet het feit dat elk lid onbeperkt en hoofdelijk aansprakelijk is voor zijn schulden van alle aard, in de toelichting worden vermeld en boekhoudkundig worden uitgedrukt via de rekeningen inzake niet in de balans opgenomen rechten en verplichtingen.

Voor de verplichtingen en de verwerking van het samenwerkingsverband op het stuk van de geconsolideerde jaarrekening wordt verwezen naar het koninklijk besluit op de geconsolideerde jaarrekening van de ondernemingen.

Fiscaal kader

Art. 14 van de E.E.S.V.-Wet en art. 30 van de E.S.V.-Wet bepalen:

> *"In afwijking van artikel 1 worden de overeenkomstig deze wet opgerichte samenwerkingsverbanden geacht geen rechtspersoonlijkheid te bezitten voor de toepassing van de inkomstenbelastingen.*
> *Deze samenwerkingsverbanden worden als dusdanig niet aan deze belastingen onderworpen.*
> *De verdeelde of onverdeelde winst of baten alsmede de opnemingen der leden worden als winst of baten beschouwd en ten name van bedoelde leden belast overeenkomstig het stelsel dat terzake van toepassing is.*
> *Deze winst of baten worden geacht te zijn betaald of toegekend aan de leden op de datum van afsluiting van het boekjaar waarop zij betrekking hebben; het gedeelte van de niet uitgekeerde winst of baten wordt voor elk lid vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van het contract, of bij gebrek daarvan, volgens het hoofdelijk aandeel."*

Art. 29 W.I.B. voert de fiscale transparantie in voor de (E).E.S.V. 's, wat inhoudt dat

> "*de opnemingen van de vennoten of leden en hun deel in de verdeelde of onverdeelde winst of baten, als winst of baten van de vennoten of leden aangemerkt*" worden.

Eerste probleem

In de praktijk stellen de zaakvoerders het resultaat vast in de jaarrekening en binnen de zes maanden na de afsluiting van het boekjaar wordt de jaarrekening aan de leden ter goedkeuring voorgelegd (art. 8 § 2 E.E.S.V.-Wet en art. 14 § 1 E.S.V.-Wet, art. 92 nieuw W.V.).

Die jaarrekening moet dan door de ledenvergadering goedgekeurd worden, om het resultaat definitief te maken.
Dat resultaat zal dan in de boekhouding van de leden opgenomen worden en wel in hetzelfde boekjaar.
Dat wil zeggen dat de ledenvergadering van het (E).E.S.V. moet plaats vinden minstens één maand (art. 77 7° lid Venn. W., art. 143 nieuw W.V.) of 15 dagen (art. 78 Venn. W., art. 553 nieuw W.V.) vóór de vroegste algemene vergadering van de leden.

Dat tijdschema zal in de praktijk moeilijk haalbaar zijn en nog moeilijker, zelfs onmogelijk worden naarmate het aantal leden van het (E).E.S.V. toeneemt.

Oplossing 1

Geconfronteerd met deze problematiek in een E.S.V. met meer dan 100 leden werkten wij volgende oplossing uit.

In plaats van het resultaat uit te drukken en een "69 rekening" te debiteren in geval van winst, en een "79 rekening" te crediteren in geval van verlies, gaat het samenwerkingsverband de ledenbijdrage verminderen tot het bedrag van de kosten, de te veel betaalde bijdrage wordt terugbetaald. Er wordt aan elk lid een creditnota bezorgd.
De leden boeken deze creditnota in het jaar waarin ze opgesteld wordt.
Zodoende bestaat er geen tijdsprobleem meer. De winst wordt bij de leden dan wel een jaar later opgenomen in de boekhouding.

In het (E).E.S.V. wordt dan geboekt:

In geval van winst:

Andere bedrijfsopbrengsten
@ Op te stellen creditnota's

In geval van verlies:

Te innen opbrengsten
@ Andere bedrijfsopbrengsten

Door deze boeking wordt het resultaat gesaldeerd.
Door het goedkeuren van de jaarrekening, keurt de ledenvergadering deze manier van resultaatverdeling goed.

Een andere praktische reden om met creditnota's te werken bestaat erin dat een creditnota overeenkomstig de bestaande administratieve organisatie tamelijk eenvoudig wordt opgenomen in de boekhouding.
Dit in tegenstelling met het aantal menselijke tussenkomsten die vereist zijn bij de leden, bij het ontvangen van het verslag van de algemene vergadering van het samenwerkingsverband. Wie ontvangt dat verslag? En weet die persoon dat het moet geboekt worden?

Voor de BTW is het zelfs één van de voorwaarden waaronder ledenbijdragen van BTW kunnen vrijgesteld worden.
Inderdaad vermeldt de aanschrijving nr. 3 nr. ET 105.32 van 9 mei 1996 dat kostendelende verenigingen geen BTW op hun bijdragen dienen aan te rekenen indien, naast andere voorwaarden:

> *"... de vergoeding slechts de terugbetaling vertegenwoordigt van de door de groepering werkelijk gedane gezamenlijke uitgaven ..."*

Indien een deel van de ontvangen bijdrage uitgekeerd wordt als winst is aan deze voorwaarde niet voldaan.

Oplossing 2

Als men de afsluitdatum van het (E).E.S.V. op 1 januari bepaalt, in plaats van op het klassieke 31 december, dan zal deze afsluitdatum meestal in het nieuwe boekjaar van de leden vallen, waardoor men een zee van tijd krijgt.

Tweede probleem

Een volgend probleem stelt zich bij de financiering van investeringen.

Indien het samenwerkingsverband 100.000 € ontvangt van de ledenbijdrage, hiermee investeert, waarop zij 20.000 € afschrijft zal zij 80.000 € winst realiseren.
Hier kan er natuurlijk geen sprake zijn van terugstorting van bijdragen zoals hierboven bedoeld.
Anderzijds, aangezien het samenwerkingsverband onderworpen is aan de boekhoudwet, dient er afgeschreven te worden over de vermoedelijke gebruiksduur, zodat een 100 % afschrijving, die in sommige verenigingen wel eens gehanteerd wordt, uitgesloten is.

Oplossing

Teneinde geen ongewenste winst uit te drukken kan men op het einde van het boekjaar de bijdragen van de leden ten belope van de residuwaarde van de investering overdragen naar latere boekjaren.

Men debiteert bijgevolg de *"Omzet"* en crediteert de *"Over te dragen opbrengsten"*.
In het daaropvolgend boekjaar wordt de boeking omgekeerd.
Op die manier worden de opbrengsten en de kosten aan elkaar gelinkt.

Een en ander wordt uitgewerkt in onderstaand voorbeeld.

Gebudgetteerde investering jaar n, af te schrijven over 5 jaar:	100.000
Ter vereenvoudiging veronderstellen we dat er geen andere lidgelden geïnd worden dan deze nodig ter dekking van de investeringen.	

Resultaat jaar n:

Ontvangen lidgelden, geboekt als omzet:	100.000
Afschrijving investering, geboekt als kost:	-20.000
Over te dragen opbrengsten (residuwaarde investering = aanschaffingswaarde – geboekte afschrijvingen = 100.000-20.000):	-80.000
Resultaat jaar n:	0

Resultaat jaar n+1

Ontvangen lidgelden, geboekt als omzet, in de veronderstelling dat er geen nieuwe investeringen zijn:	0
Afschrijving investering jaar n, geboekt als kost:	-20.000
Tegenboeking over te dragen opbrengsten jaar n:	80.000
Over te dragen opbrengsten jaar n+1 (residuwaarde investering = 100.000-40.000):	-60.000
Resultaat jaar n+1:	0

Resultaat jaar n+2

Ontvangen lidgelden, geboekt als omzet, in de veronderstelling dat er geen nieuwe investeringen zijn:	0
Afschrijving investering jaar n, geboekt als kost:	-20.000
Tegenboeking over te dragen opbrengsten jaar n+1:	60.000
Over te dragen opbrengsten jaar n+2 (residuwaarde investering = 100.000-60.000):	-40.000
Resultaat jaar n+2:	0

Resultaat jaar n+3

Ontvangen lidgelden, geboekt als omzet, in de veronderstelling dat er geen nieuwe investeringen zijn:	0
Afschrijving investering jaar n, geboekt als kost:	-20.000
Tegenboeking over te dragen opbrengsten jaar n+2:	40.000
Over te dragen opbrengsten jaar n+3 (residuwaarde investering = 100.000-80.000):	-20.000
Resultaat jaar n+3:	0

Resultaat jaar n+4

Ontvangen lidgelden, geboekt als omzet, in de veronderstelling dat er geen nieuwe investeringen zijn:	0
Afschrijving investering jaar n, geboekt als kost:	-20.000
Tegenboeking over te dragen opbrengsten jaar n+3:	20.000
Resultaat jaar n+4:	0

Besluit

Alhoewel de hier voorgestelde oplossingen enigszins afwijken van de boekhoud-doctrine zijn ze mijns inziens niet in overtreding met de boekhoudwet. De boekingen zijn een getrouwe weergave van de gebeurtenissen en het matchingprincipe wordt nageleefd. Daarenboven zal de administratieve verwerking van de creditnota's automatischer verlopen en dus minder aanleiding geven tot fouten.

III. De vereffening

Vereffening van het E.S.V.

Principes

De Belgische wet betreffende de economische samenwerkingsverbanden van 17 juli 1989 voorziet in een vrij uitvoerige regeling m.b.t. de vereffening van het E.S.V.
Zij is grotendeels een kopie van hetgeen de vennootschappenwet voorschrijft i.v.m. de vereffening van handelsvennootschappen, dit betekent echter niet dat het vennootschapsrecht als aanvullend recht voor het E.S.V. mag worden beschouwd.

De opzet van dit hoofdstuk is aan te tonen in welke mate de vereffening van het E.S.V. enerzijds overeenstemt en anderzijds afwijkt van de vereffening voorzien in de vennootschappenwet.

Gronden van vereffening

1) Het E.S.V. wordt ontbonden:
   1. *door de verwezenlijking of het wegvallen van zijn doel;*
   2. *door het verstrijken van de tijdsduur waarvoor het samenwerkingsverband is aangegaan;*
   3. *door een besluit van de leden ...;*
   4. *bij rechterlijke beslissing, uitgesproken op vordering van een lid, wanneer er tussen de leden of groepen leden zo een slechte verstandhouding heerst dat zij de werking van de organen van het samenwerkingsverband verhindert, of voor welke andere wettige reden;*
   5. *door het onbekwaam worden, het overlijden, de ontbinding, het faillissement of het uittreden van een lid van het samenwerkingsverband, tenzij in de overeenkomst anders is bepaald ...;*
   6. *wanneer het samenwerkingsverband nog slechts een lid telt.*
   (art. 20 E.S.V.-Wet, art. 867 nieuw W.V.)

2) *De ontbinding van een samenwerkingsverband kan worden uitgesproken hetzij op verzoek van iedere partij die er een wettig belang bij heeft, ... hetzij op vordering van het openbaar ministerie, indien het doel of de werkzaamheden van het samenwerkingsverband niet overeenstemmen met de bepalingen van de artikelen 1 en 2.*
(art. 21 E.S.V.-Wet, art. 868 nieuw W.V.)

3) *De nietigheid van een economisch samenwerkingsverband, uitgesproken bij rechterlijke beslissing ... brengt de vereffening van het samenwerkingsverband mee op dezelfde wijze als bij de ontbinding ...*
(art. 19 E.S.V.-Wet, art. 175 nieuw W.V.)

Na de ontbinding wordt het samenwerkingsverband geacht te blijven voortbestaan met het oog op de vereffening ervan.
(art. 22 § 2 E.S.V.-Wet, art. 183 nieuw W.V.)

Benoeming van de vereffenaar(s)

De oprichters van het E.S.V. kunnen de benoeming van de vereffenaar(s) in eerste instantie in de oprichtingsovereenkomst of in een latere akte van wijziging van de overeenkomst regelen. Zo kan er worden bepaald dat de zaakvoerder als vereffenaar zal fungeren of dat de vereffenaar aan bepaalde kwalificaties moet voldoen.
Bij gebreke aan een regeling in de oprichtingsovereenkomst wordt de vereffenaar benoemd door de vergadering (= de gezamenlijke leden) van het samenwerkingsverband (art. 23 § 1 E.S.V.-Wet, art. 184 nieuw W.V.).
Dit is analoog met hetgeen in art. 179 Venn.W., art. 184 nieuw W.V. voorzien is.

De vergadering beslist volgens de regels inzake quorum en meerderheid, die in de oprichtingsovereenkomst zijn bepaald, of bij ontstentenis daarvan, met eenparigheid van stemmen (art. 13 § 2 E.S.V.-Wet, art. 863 nieuw W.V.). In de vennootschappenwet is geen unanimiteit vereist.

Net zoals voorgeschreven door art. 12 Venn.W., art. 74 nieuw W.V. moeten de benoeming, de ambtsbeëindiging en in voorkomend geval het overlijden van de vereffenaars worden openbaar gemaakt (art. 8 § 1 4° en § 2 2° E.S.V.-Wet, art. 74 nieuw W.V.).

Wanneer er geen vereffenaars zijn benoemd worden de zaakvoerder of de zaakvoerders krachtens art. 23 § 2 E.S.V.-Wet, art. 185 nieuw W.V. jegens derden als vereffenaars aangemerkt. Dit is de replica van art. 180 Venn.W., art. 185 nieuw W.V.
Het aantal vereffenaars kan in de oprichtingsovereenkomst worden vastgelegd. Bij ontstentenis daarvan benoemt de vergadering één of meer vereffenaars (art. 23 § 1 E.S.V.-Wet, art. 184 nieuw W.V.).

Op het eerste zicht is dit dezelfde bepaling als deze voorzien in art. 179 Venn.W., art. 184 nieuw W.V. Toch is enige voorzichtigheid nodig.
Daar waar artikel 23 § 1 E.S.V.-Wet, art. 184 nieuw W.V. spreekt over *één of meer* vereffenaars, spreekt artikel 179 Venn.W., art. 184 nieuw W.V. over *de* vereffenaars. Uit artikel 185bis Venn.W., art. 191 nieuw W.V. kan evenwel afgeleid worden dat het voor vennootschappen ook mogelijk is slechts één vereffenaar te benoemen.
Door het nieuwe wetboek van vennootschappen werden beide regelingen herleid tot één enkele.

Merken we nog op dat indien de nietigheid of ontbinding wordt uitgesproken door de rechter, hijzelf de vereffenaars en wijze van vereffening *kan* vaststellen. Indien de nietigheid wordt uitgesproken doordat het E.S.V. niet is opgericht bij authentieke akte of met een ongeldige onderhandse akte, dan is het de rechter die de vereffenaar benoemt en de wijze van vereffening vaststelt (art. 19 E.S.V.-Wet, art. 175 nieuw W.V.).

Wijze van vereffenen

Net als inzake de vereffening van vennootschappen heeft de wetgever aan de leden van het E.S.V. een grote vrijheid gelaten om de wijze van vereffenen zelf te regelen.

Dit kan gebeuren:

1. in de oprichtingsovereenkomst;

2. bij een besluit van de vergadering van de leden na de oprichting;

3. of op het ogenblik van de benoeming van de vereffenaars (art. 23 § 1 E.S.V.-Wet, art. 184 nieuw W.V.).

Zelfs na de invereffeningstelling zou de vergadering de bevoegdheden van de vereffenaars kunnen omschrijven.

Net als art. 12 Venn.W., art. 74 nieuw W.V. bepaalt art. 8 § 1, 5° E.S.V.-Wet, art. 74 nieuw W.V. dat een neerlegging en openbaarmaking van de wijze van vereffening en de bevoegdheden van de vereffenaars verplicht is, wanneer de bevoegdheden van de vereffenaars niet uitdrukkelijk en uitsluitend in de E.S.V.-Wet of in de overeenkomst zijn omschreven.
Wanneer de bevoegdheden van de vereffenaars noch in de overeenkomst, noch in hun benoemingsakte zijn bepaald, voorziet art. 23 § 3 E.S.V.-Wet, art. 186 en 187 nieuw W.V. in een systeem, dat art. 181 en 182 Venn.W., art. 186 en 187 nieuw W.V. navolgt.

Hieruit volgt dat de vereffenaars een aantal handelingen alleen – d.w.z. zonder dat zij de vergadering moeten raadplegen – mogen stellen (= art. 181 Venn.W., art. 186 nieuw W.V.):
— optreden in rechte als eiser of verweerder;
— aanvaarden van alle betalingen;
— opheffing verlenen (van hypothecaire inschrijvingen) met of zonder kwijting;
— realisatie van alle roerende goederen;
— endosseren van handelspapier;
— aangaan van dadingen of compromissen m.b.t. een geschil;
— openbare verkoping van onroerende goederen, indien zij zulks nodig achten voor de voldoening van de schulden van het samenwerkingsverband.

Volgens art. 23 § 3 tweede lid E.S.V.-Wet, art. 187 nieuw W.V. is de machtiging van de algemene vergadering vereist om volgende handelingen te stellen (= art. 182 Venn.W., art. 187 nieuw W.V.):
— voortzetten van het bedrijf van het E.S.V.;
— aangaan van leningen voor de betaling van de schulden;
— uitgifte van handelspapier;
— hypothekering of het in pand geven van goederen van het E.S.V.;
— verkopen, zelfs uit de hand, van onroerende goederen.

Worden meerdere vereffenaars benoemd, dan vormen zij samen een college dat beraadslaagt en besluit op de wijze die in de overeenkomst is voorgeschreven of, bij gebrek aan dergelijke regeling, volgens de gewone regels van de vertegenwoordigende lichamen (art. 23 § 1 tweede lid E.S.V.-Wet, art. 184 nieuw W.V.) (= art. 179 Venn.W., art. 184 nieuw W.V. dat verwijst naar art. 67 Venn.W., art. 63 nieuw W.V.).

Vermits het E.S.V. geen lid mag zijn van een ander samenwerkingsverband noch aandelen of deelnemingen mag bezitten in andere vennootschappen, (art. 2 E.S.V.-Wet, art. 840 nieuw W.V.) werd de passage uit art. 182 Venn.W., art. 187 nieuw W.V. die luidt dat de vereffenaars het vennootschapsbezit in andere vennootschappen mogen inbrengen, niet overgenomen (art. 2 E.S.V.-Wet).
Sommige auteurs stellen eventueel dat de vereffenaars het vermogen van het E.S.V. kunnen inbrengen in een nieuwe vennootschap – of zelfs in een nieuw E.S.V. – met het beding dat de aldus verkregen aandelen of deelneming rechtstreeks toekomen aan de leden van het E.S.V.

Krachtens art. 23 § 4 E.S.V.-Wet, art. 188 nieuw W.V. kunnen de vereffenaars, in de mate dat zij dit nodig achten voor de voldoening van de schulden en van de vereffeningskosten, van de leden betaling eisen van de bedragen, waartoe de leden zich verbonden hadden.
Deze bepaling is van dwingend recht zodat noch de oprichtingsovereenkomst, noch beslissingen van de vergadering van de leden eraan afbreuk kunnen doen. Ook deze bepaling is analoog met art. 183 Venn.W., art. 188 nieuw W.V.

Aanzuivering van het passief

Ook de in art. 23 § 5 E.S.V.-Wet, art. 190 nieuw W.V. vervatte regeling inzake de aanzuivering van het passief van het E.S.V. heeft de wetgever ontleend aan de vennootschappenwet, meer bepaald art. 184 en 185 Venn.W., art. 190 nieuw W.V.

Dit betekent dat de vereffenaars:

— alle schulden van het E.S.V. betalen naar evenredigheid en zonder onderscheid tussen de opeisbare en niet-opeisbare schulden, onder aftrek van het disconto wat deze laatste betreft;

— eerst de opeisbare schulden mogen betalen, wanneer de baten opmerkelijk groter zijn dan de lasten of wanneer de schuldvorderingen op termijn voldoende gewaarborgd zijn. De schuldeisers kunnen evenwel verhaal uitoefenen bij de rechtbank;

— na betaling van de schulden of consignatie van de gelden, nodig om de schulden te voldoen, het batig saldo uitkeren aan de leden.

De modaliteiten van uitkering van dit batig saldo zijn duidelijk. Art. 23 § 5 E.S.V.-Wet, art. 190 nieuw W.V. bepaalt dat dit moet gebeuren met naleving van de bepalingen van art. 11 § 2 E.S.V.-Wet, art. 843 nieuw W.V., volgens de aanwijzingen in de overeenkomst of, indien er geen zijn, in gelijke delen.
Er zullen zich weinig problemen voordoen wanneer de verdeling van het liquidatiesaldo in de overeenkomst is geregeld.
Maar wat indien dit niet het geval is? Kan het lid eerst aanspraak maken op de terugbetaling van zijn inbreng – hetgeen men uit de verwijzing naar art. 11 § 2 E.S.V.-Wet, art. 843 nieuw W.V. zou kunnen afleiden – en wordt het overschot of tekort vervolgens verdeeld in gelijke delen? Volgens J. LIEVENS is dit inderdaad de interpretatie die het dichtst bij art. 23 § 5 E.S.V.-Wet, art. 190 nieuw W.V. aansluit.

Aansprakelijkheid van de vereffenaars

Krachtens art. 23 § 6 E.S.V.-Wet, art. 192 nieuw W.V. zijn de vereffenaars zowel jegens derden als jegens de leden van het samenwerkingsverband aansprakelijk voor de uitoefening van hun opdracht en voor de tekortkomingen in hun beheer. Dit is dezelfde aansprakelijkheid zoals voorzien in art. 186 Venn.W., art. 192 nieuw W.V.

Nochtans moet deze gelijkenis worden genuanceerd: vermits volgens art. 3 E.S.V.-Wet, art. 843, nieuw W.V. de leden van het E.S.V. hoofdelijk aansprakelijk zijn t.a.v. derden, zullen deze laatsten wellicht verkiezen de leden in betaling te dagvaarden, eerder dan zich in aansprakelijkheidsprocedures tegen vereffenaars te storten.

In de praktijk zal de aansprakelijkheid van vereffenaars dan ook wellicht vooral door de leden van het samenwerkingsverband worden ingeroepen, bv. omdat de vereffenaar kennelijk fouten beging bij de realisatie van de activa.

De verjaringstermijnen zijn geregeld in art. 24 E.S.V.-Wet, art. 198 nieuw W.V.

Door verloop van vijf jaar verjaren:

1. de rechtsvorderingen tegen de vereffenaars als zodanig te rekenen vanaf de bekendmaking van de sluiting van de vereffening;

2. de rechtsvorderingen tegen de vereffenaars voor verrichtingen die tot hun taak behoren, te rekenen van die verrichting of, indien zij met opzet verborgen zijn gehouden, vanaf de ontdekking van die verrichting.

Deze bepaling is regelrecht geïnspireerd op art. 194 Venn.W., art. 198 nieuw W.V.

De bepaling van art. 185bis van de Venn.W., art. 191 nieuw W.V. dat zegt dat in een NV en een BVBA een lid van een college van vereffenaars, dat rechtstreeks of onrechtstreeks een belang van vermogensrechtelijke aard heeft dat strijdig is met een beslissing of een aan het college voorgelegde verrichting, gehouden is art 60. Venn. W., art. 523 nieuw W.V. na te komen, is door de E.S.V.-Wet niet overgenomen en dus ook niet van toepassing.

Terzijde weze opgemerkt dat het niet van toepassing zijn van art. 60 Venn.W., art. 523 nieuw W.V. niet de totale vrijheid betekent.

Ook in vennootschaps- en verenigingsvormen waar hieromtrent geen specifieke wettelijke regeling bestaat, zijn volgende 3 algemene rechtsbeginselen inzake belangenconflicten van toepassing:
1. het algemeen rechtsbeginsel dat de lasthebber verbiedt als tegenpartij van zijn lastgever op te treden;
2. de gewone regels van de beraadslagende en beslissende organen;
3. de uitbreiding tot de vennootschapsorganen van het rechtsbeginsel dat een rechter onpartijdig en onafhankelijk moet zijn.

Deze problematiek wordt beschreven in de noot bij de beschikking, gewezen door de Voorzitter van de Rechtbank van Koophandel te Brussel op 26 oktober 1999 (*T.R.V.* 2000, 89).

Jaarlijks verslag

Elk jaar moet de vereffenaar de resultaten van de vereffening voorleggen aan de vergadering der leden met vermelding van de redenen, waarom de vereffening niet kon worden voltooid (art. 23 § 7 E.S.V.-Wet, art. 193 nieuw W.V.)

Dit is eenzelfde bepaling als voorzien in art. 187 Venn.W., art. 193 nieuw W.V.

Anders dan de vereffenaar van vennootschappen is de vereffenaar van een samenwerkingsverband *niet* verplicht een jaarrekening op te maken.
Art. 23 § 7 E.S.V.-Wet schrijft in tegenstelling met art. 187 Venn.W. dergelijke verplichting immers niet voor, hetgeen bevestigd wordt door het artikel 193 van het nieuw Wetboek van Vennootschappen.

Sluiting van de vereffening

Art. 188 Venn.W., art. 194 nieuw W.V. legt de verplichting op om twee algemene vergaderingen te houden.
Op de eerste algemene vergadering brengen de vereffenaars verslag uit over het gebruik van de waarden van de vennootschap en leggen zij haar de rekening met de nodige stavingstukken voor. Vervolgens stelt deze eerste algemene vergadering commissarissen aan teneinde die stukken te onderzoeken.
Tevens wordt een nieuwe algemene vergadering belegd waarop enerzijds de commissarissen verslag uitbrengen en anderzijds, daaropvolgend, uitspraak wordt gedaan over de wijze waarop de vereffenaars hun taak hebben vervuld.

Bij een E.S.V. liggen de zaken anders.

Krachtens art. 23 § 8 E.S.V.-Wet brengen de vereffenaars aan dé vergadering verslag uit en doen onder overlegging van de nodige bescheiden rekening en verantwoording.

Volgens art. 23 § 8 E.S.V.-Wet is er dus slechts één algemene vergadering en moeten geen commissarissen aangesteld worden om het vereffeningsbeleid te beoordelen.

Vanaf de inwerkingtreding van de nieuwe wet zal er zowel voor de vennootschappen als voor het E.S.V. nog slechts één vergadering dienen gehouden te worden overeenkomstig art. 194 nieuw W.V. De rekeningen zullen echter één maand voor de algemene vergadering op de zetel van de vennootschap moeten neergelegd worden. Een commissaris zal de documenten controleren.

De sluiting van de vereffening wordt bekendgemaakt zoals voorgeschreven bij art. 7 E.S.V.-Wet, art. 74 nieuw W.V., (neerlegging ter griffie van de rechtbank van koophandel + publicatie in de bijlagen tot het B.S.) (art. 23 § 9 E.S.V.-Wet, art. 195 nieuw W.V.).

De bekendmaking dient overeenkomstig art. 23 § 9 E.S.V.-Wet, art. 195 nieuw W.V. ook te omvatten:

— de vermelding van de door de vergadering aangewezen plaats waar de boeken en bescheiden worden neergelegd en gedurende minstens vijf jaar worden bewaard;
— de vermelding van de maatregelen genomen voor de consignatie van de gelden en waarden, die aan de schuldeisers of aan de leden toekomen, doch niet konden worden afgegeven.

Net zoals voorzien in art. 194 Venn.W., art. 198 nieuw W.V., kan het E.S.V. gedurende een periode van vijf jaar vanaf de bekendmaking van de sluiting van de vereffening worden aangesproken in de persoon van haar vereffenaars. (= art. 24, 2° E.S.V.-Wet, art. 198 nieuw W.V.).
Deze bepaling heeft tot gevolg dat het E.S.V., net als vennootschappen, ook na de sluiting van zijn vereffening nog een passieve rechtspersoonlijkheid behoudt.

Rol deskundige

Art. 178bis Venn.W., art. 181 nieuw W.V. is niet van toepassing op het E.S.V. (*De Belg. Acc.* 1998, nr. 1, 9). Art. 23 E.S.V.-Wet bepaalt immers *niet* dat het voorstel tot ontbinding moet toegelicht worden in een verslag dat door de zaakvoerders of de raad van beheer wordt opgemaakt en dus evenmin dat dit verslag vermeld wordt in de agenda van de algemene vergadering die zich over de ontbinding moet uitspreken.

Net zomin is de bepaling overgenomen dat een staat van activa en passiva die niet meer dan 3 maanden voordien is vastgesteld, moet worden opgesteld. De commissaris-revisor, een bedrijfsrevisor of een externe accountant zullen dus evenmin verslag uitbrengen over deze staat. Dit wordt ook bevestigd door het art. 181 van het nieuw Wetboek van Vennootschappen.

Vereffening E.E.S.V.

Principe: het nationale recht

Vuistregel is dat de vereffening van het samenwerkingsverband en de afsluiting van die vereffening worden beheerst door het nationaal recht.

Dit alles heeft tot gevolg dat de vereffening van een E.E.S.V. met zetel in België in beginsel door de regels van het Belgisch E.S.V.-recht wordt beheerst.

Besluit

Niettegenstaande de wijze van vereffening van een (E.) E.S.V. geïnspireerd is op de regeling voorgeschreven door de Vennootschappenwet, zijn er toch belang-

rijke verschillen waar te nemen. Zo zijn art. 60 en 178bis Venn.W., art. 523 en 181 nieuw W.V. niet van toepassing en gaat ook de sluiting van de vereffening zijn eigen weg. Ter vervollediging is hierna een vergelijkende tabel weergegeven.

Vergelijkende tabel Venn.W. – E.S.V.-Wet

	Artikel Venn.W.	**Nieuw W.V.**	**Van overeenkomstige toepassing in E.S.V. -Wet**
Art. 178:	Voortbestaan vennootschap voor vereffening	Art. 183	Ja: art 22 § 2
Art. 178bis:	Verslag zaakvoerder / bestuurder + deskundige	Art. 181	Nee
Art. 179 + Art. 180:	Benoeming vereffenaars en bepaling wijze vereffening	Art. 184 Art. 185	Ja: art. 23 § 1 en § 2
Art. 181:	Handelingen die vereffenaars alleen mogen stellen	Art. 186	Ja: art. 23 § 3
Art. 182:	Handelingen die vereffenaars kunnen stellen mits machtiging A.V.	Art. 187	Ja: art. 23 § 3
Art. 183:	Betaling eisen van de vennoten	Art. 188	Ja: art. 23 § 4
Art. 184:	Aanzuivering passief	Art. 190	Ja: art. 23 § 5
Art. 185:	Verdeling saldo	Art. 190	Ja: art. 23 § 5
Art. 185bis	Toepassing art. 60, 523 nieuw W.V.	Art. 191	Nee, behoudens algemene rechtsbeginselen
Art. 186:	Aansprakelijkheid	Art. 192	Ja: art. 23 § 6
Art. 187:	Jaarlijks verslag	Art. 193	Ja: art. 23 § 7
Art. 187:	Opstellen jaarrekening	Art. 193	Nee. Ja in nieuw W.V.
Art. 188:	Sluiting vereffening: - verslag aan A.V. - aanstelling commissarissen - uitspraak taakvervulling	Art. 194 en Art. 195	 Ja: art. 23 § 8 Nee. Ja in nieuw W.V. Ja: art. 23 § 8, maar samen tijdens de enige A.V. Identiek in nieuw W.V.
Art. 194:	Vijfjarige aansprakelijkheid vereffenaar	Art. 198	Ja: art. 24 2°

Bibliografie

OLIVIER, H., *E.E.S.V. en E.S.V. Twee nieuwe verenigingsvormen,* IBR - IRE, 1989.
HAELTERMAN, A., *Fiscale Transparantie theorie en praktijk in België,* Biblo, 1992.
VAN CROMBRUGGE, S., *Ondernemingscoöperatie,* Kluwer, 1994.
IBR - IRE, Vademecum plichtenleer en controlenormen, Ced. Samsom, 1999.
Wet Europese Economische Samenwerkingsverbanden van 12 juli 1989.
Wet Economische Samenwerkingsverbanden van 17 juli 1989.
T.R.V. bijzonder nummer, 1989.
T.R.V. 2000, 89.
IDAC, De Belgische Accountant nr. 1, *IDAC, 1998.*

Corporate Reporting – Future Directions

John Collier,
Secretary General, Institute of Chartered Accountants in England and Wales

Introduction

Corporate reporting is currently going through a period of radical change. It has traditionally been regulation-led with innovations arising from new accounting standards and changes in legislation. Increasingly, however, the voice of the market-place is becoming far more influential. It is now clear that the annual report of the 21st Century will not be annual and it will not be a report: it will be an up to date, informative, permanent dialogue.

Table 1 below shows reporting changes are now being driven by globalisation, new technology and increased notions of accountability by corporations, professions and others. If we are to develop a successful new reporting model to meet the needs of the 21st Century we will need to look at issues such as the provision of information on shareholder value, how we report on risk, web-based reporting and last, but far from least, international harmonisation in a European and global context.

Table 1
Reporting in a Period of Change

Old	→	**New**
Shareholder focus	→	Stakeholder focus
Paper based	→	Web based
Standardised information	→	Customised information
Company controlled information	→	Information available from a variety of sources
Periodic reporting	→	Continuous reporting
Distribution of information	→	Dialogue
Financial statements	→	Broader range of performance measures
Past performance	→	Greater emphasis on future prospects
Historical cost	→	Substantial value-based information
Audit of accounts	→	Assurance of underlying system
Nationally oriented	→	Globally based
Essentially static system	→	Continuously changing model
Preparer-led regulations	→	Satisfying market-place demands

Reporting on shareholder value

Investors today want information about a company's potential for creating shareholder value. From their perspective, value created is the growth in the company's share price over a period together with dividends received from it, that is the total shareholder return. This is essentially a forward-looking measure since share prices reflect the market's expectations of future cash flows. If a stock market prices shares efficiently, this will reflect the value created by management in a period. Value is created by enhancing a company's prospects which stem from a company's competitive advantage and the ability of management to choose and implement a strategy which exploits that advantage.

Annual reports have traditionally been prepared from an historical cost perspective and provide limited information on these issues. The UK Accounting Standards Board statement on the *"Operating and Financial Review"* recommends the inclusion of a discussion of the main factors that may influence future results, including the principal risks and uncertainties, but the reporting of forward-looking information by most companies is currently very sparse.

Many managers believe that a gap exists between the internal perception of a company's potential and that of the stock market. One of the roles of effective management is to act as a bridge between the external world and the company, ensuring that the external perception of a business reflects the way in which the company operates.

Management will have its own business model and will have chosen strategies expected to optimise future performance. It will have developed value-related measures of performance and lead indicators that reflect progress towards achieving the chosen strategy. The measures and lead indicators used at board level are equally important to the stock market in ensuring a fair judgement of the business and reliable forecasts of future returns. A challenge for management is to link the internal and external perspectives of the business, making key aspects of a company's capabilities more transparent to investors.

The future is uncertain and cannot be reported as a matter of fact, but reporting on the past is no longer enough. The annual report should be designed with the aim of encouraging managers to report both why their strategies are expected to lead to the creation of value over the long-term and their view of performance. Together these will enable investors to make their own assessments of the future prospects of a business and take better-informed decisions.

A recent report by a study group of my Institute, *"Inside Out: Reporting on Shareholder Value"*, (ICAEW, 1999) has developed proposals for a more forward-looking perspective in annual reports (Table 2). They are not intended to be a theoretical "wish list" but are incremental, building upon and giving a structure to practices which are already emerging around the world. If implemented, these

proposals should enable companies to present a sharper image of their businesses and differentiate them from competitors in increasingly demanding capital markets.

Table 2

Recommendations for improved reporting on shareholder value

For the company as a whole:

- its ambitions;
- its strategic direction, together with targets or milestones towards achieving its objectives;
- a description of the decision-making process;
- the preferred measures used internally to monitor economic performance;

In addition to the above, for each significant business activity as identified for management purposes:

- a description of the key drivers of value in the business, derived from, inter alia:
  - a description of the market in which the business operates, using both qualitative terms and quantitative data;
  - why management believes it the right market to be in;
  - the business's competitive position within the market;
  - future trends anticipated in the market;
  - how management intends to maintain or alter the business's position within the market;

- measures of performance appropriate to the business, including non-financial measures, and/or lead indicators derived from the key drivers of value that are used internally to monitor potential in that business.

Risk reporting

Research carried out by my Institute and published in a paper on *"No Surprises: The Case for Better Risk Reporting"* (ICAEW, 1999) shows that many listed companies already report significant information about the nature and extent of risk being carried in their business. So the key question for directors to consider is not "Do you want to report risk?" but "Do you want to do a better job of reporting risk?"

There is a compelling case for saying "Yes". Listed companies should want to obtain capital at the lowest possible cost. Knowing how the directors of a business see its risks and how they manage them effectively helps outside investors assess the likely volatility of its returns. The more they know, the more accurately investors will be able to determine a company's cost of capital. The best approach a board of directors can adopt for minimising its cost of capital and maximising

shareholder value over time is to be open in reporting information about the way they manage risk.

If this approach is adopted, listed company annual reports would contain information about risks, actions to manage them and relevant measures. Risk should be thought of in terms of uncertainty and volatility, not just in terms of the potential downside impact. All risks are relevant. There is no point in trying to define some as being beyond the directors' responsibilities because they are ultimately responsible for total shareholder value.

In the United Kingdom, companies do make extensive disclosures about a wide range of risks and related actions and measures. In-depth research into companies that floated on the London Stock Exchange in 1998 showed that companies make such disclosures in their prospectuses. But they provide rather less complete information in their annual reports. I believe that listed companies should aim, at a minimum, to maintain prospectus standards of risk disclosure in their annual reports too.

Even though risk is high on management's agenda, companies' readiness to improve their risk reporting is hindered by acceptance of current market practices and misgivings about commercial sensitivities and directors' legal liability. Changes are taking place, however, which are likely to increase discussion of risk related issues in corporate reports. An example would be the guidance in "*Internal Control: Guidance for Directors on the Combined Code (The Turnbull Report)*" (ICAEW, 1999) on risk management and internal control, applicable to all listed companies incorporated in the United Kingdom.

This guidance does not require disclosure of actual risks but calls on companies to indicate that there is an ongoing process for identifying, evaluating and managing the significant risks that has been in place for the year under review and that is regularly reviewed by the Board of Directors. The Directors are also called on to summarise the process they have applied in reviewing the effectiveness of the company's system of internal control, thereby publicly committing them to effective risk management.

Web-based reporting

Technology affects not only the physical medium of the report but also its traditional boundaries. More and more companies around the world have websites. Increasingly these websites contain not only sales and customer service details but also corporate reporting information, including financial data.

Research published by both the Financial Accounting Standards Board in the US as part of their broad study on the Business Reporting Research Project and by the International Accounting Standards Committee shows that there is a very

wide diversity in terms of content and presentation of information on the internet. Content ranges from entire annual reports, quarterly statements and press releases to only summary information. Presentation styles are equally diverse ranging from static information at one extreme to sites that are enlivened with sound, video and interactive features at the other.

But web-based reports have great potential to be more than simply an electronic version of traditional paper reports. The Web represents a totally new reporting environment with many implications for the content, form and ownership of corporate reports. It expands the amount of information available to nonspecialist investors and allows it to be delivered cheaply and quickly. Anyone with a modem and computer can now obtain information that was previously the preserve of, for example, professional investment analysts and the financial press.

Internet access, coupled with political changes which see individuals taking more responsibility for their own welfare, is also increasing the number of individuals who are actively involved in trading shares. These investors are able to conduct all of their trading and research via the Web without any form of personal guidance from brokers or other investment professionals. This development has important implications for the demand for the quantity and types of company information available online.

It is less clear who will own and provide the corporate information available on the internet. Companies have an obvious interest in ensuring that their version of events is available to their stakeholders. This interest is currently supported by legal requirements to provide certain information in specified formats. Databases such as the SEC's EDGAR in the US and the private sector CAROL based in the UK, however, also collate information about a variety of companies and support comparisons and analysis. The need to develop a common language and standardised formats and content is clearly growing.

Technological developments include computer programmes based on artificial intelligence that can complement human analyses and provide further support for the decision-making processes of data users. Advances in the computer language used to put financial information on the internet will also make it easier for information from different sources to be collated and compared, whether by a human intermediary or by an intelligent computer agent. Eventually, corporate information will be found in many different places on the web with far-reaching implications for those providing assurance on the data as well as for investors and the companies themselves.

The internet does not respect country borders so information exchange and trading takes place across national frontiers. National and international accounting standard-setters will have to make sure that they are not left behind with regard to online reporting developments and, in particular, that their current focus on international harmonisation does not lead them to focus too much on current

differences rather than looking forward to the very different reporting environment that is starting to emerge.

International harmonisation

The free flow of capital around the world has made the use of national accounting standards both inconvenient and economically damaging. The main capital providers operate on a global basis and if financial information is to be clear to them it must be prepared using international standards applied throughout the world. Companies failing to do this risk confusing the markets and pushing up the cost of capital. In addition, a lack of confidence in reported results leads to lower share prices and lower volumes of shares traded. This results in higher hurdle rates for new projects, lower investment in innovation and poorer job prospects.

Against this background, my Institute welcomes the financial strategy for Europe developed by the Fédération des Experts-Comptables Européens (FEE). The paper offers clear support for international standards as the basis for preparing accounts throughout Europe. It does not support the suggestion that the European Union should establish its own standard-setter or issue interpretations of international standards for use by EU companies. I believe that developing a Eurocentric rather than a global approach to accounting would reduce the competitiveness of European companies and risk distancing them from international capital markets.

The reforms favoured by the FEE paper reflect the practical problems of shifting from a myriad of standards to a uniform approach. FEE recommends that use of international standards in consolidated financial statements should be optional for listed companies and that companies that do not use international standards for their main financial statements should be required to publish a reconciliation from the practices they have employed.

The FEE paper goes on to outline methods for enforcing compliance advocating a body to review financial statements and reconciliations with the power to refer any instances of non-compliance to enforcement bodies in individual countries. It would be up to the European Commission to make national governments establish such bodies where they do not exist. The proposed new European body, the Financial Reporting Co-ordination and Advisory Council, would also have a wider role in promoting the use and understanding of international standards.

But FEE's proposals will only be effective if supported by continuing improvements in international standards. The International Accounting Standards Committee needs to build on its achievement of providing core standards that command widespread support. It must continue to combine high professional standards with sensitivity to cultural variations. To achieve this goal, standards should be issued only after comprehensive exposure and, to ensure fairness, minority views on the Board should be published.

I believe that if adopted, these proposals will help to build confidence in international accounting standards and in the markets that use them. If this can be achieved, both the cost of corporate reporting and of capital will be reduced, helping to create a sound platform on which to build further world economic growth.

De oprichting van het Instituut der Bedrijfsrevisoren (1948-1953)

Prof. Dr. Ignace De Beelde,
Vakgroep Accountancy, Beheerscontrole en Fiscaliteit
Faculteit Economie en Bedrijfskunde
U. Gent

Inleiding

In deze bijdrage wordt een beeld geschetst van het ontstaan van het onafhankelijke auditberoep in België. Een van de doelstellingen van deze bijdrage is verduidelijken hoe de op heden bestaande scheiding tussen revisoren en accountants ontstond. Een tweede doelstelling is aan te geven in welke mate het professionaliseringsproces in België verschilde van dat in Groot-Brittannië, een land dat op het vlak van de beroepsontwikkeling vaak als een referentiepunt beschouwd wordt.

Accountants en auditors als "professions"

De Angelsaksische literatuur beschouwt onafhankelijke auditors doorgaans als "professionals" (e.g. MAUTZ & SHARAF, 1961; HOOKS, 1991; LEE, 1993; ROSLENDER, 1992). LEE (1995, p. 48) definieert een "profession" als "occupations organized in institutional form, whose practitioners are committed explicitly to serve the public interest, and who offer client services related directly to an intellectually-based body of knowledge". Traditioneel wordt beklemtoond dat dergelijke professionele groepen gekenmerkt worden door zelfregulering, autonomie en zelfcontrole (PAVALKO, 1971). De rol van de Staat wordt doorgaans gezien als beperkt zijnde tot de wettelijke ondersteuning van het monopolie van de beroepsbeoefenaars. Recent Angelsaksisch onderzoek toont echter aan dat de rol van de Staat uitgebreider is dan dat en dat eerder gesproken moet worden van een interactie tussen Staat en beroep (CHUA & POULLAOS, 1993; POULLAOS, 1993; WALKER, 1995; WALKER and SHACKLETON, 1995). In de volgende bladzijden zal dan ook nagegaan worden welke rol de Belgische Staat speelde bij de inrichting van het bedrijfsrevisoraat.

Auditing in België voor de Tweede Wereldoorlog

De Belgische naamloze vennootschappen waren sinds de invoering van de wet van 18 mei 1873 verplicht de gepubliceerde jaarrekening te laten controleren door één of meer commissarissen (VAN RYN, 1954, nr. 656). Deze commissaris was aangesteld door de algemene vergadering voor een periode van maximum zes jaar. Het mandaat van de commissaris kon hernieuwd worden, maar de algemene vergadering kon hem ook te allen tijde afzetten. De opdracht van de com-

missaris was ruim gedefinieerd en zijn functie kan omschreven worden als een algemene toezichtsfunctie, waarbij de controle van de jaarrekening slechts één aspect was (OLIVIER, 1996). De commissaris diende de overeenstemming tussen boekingen en realiteit na te gaan en te onderzoeken in hoeverre de noodzakelijke afschrijvingen geboekt waren. Toch was de positie van de commissaris vrij zwak (VAN RYN, 1945, 1954): er waren weinig of geen boekhoudrechtelijke bepalingen (DE BEELDE, 1993; DE RONGÉ e.a., 1993) en ook bepalingen inzake de kwalificaties van de commissaris ontbraken. Zo waren er geen vereisten inzake bekwaamheid noch inzake onafhankelijkheid (COLLEYE, s.d.). Of de commissaris vergoed zou worden, werd overgelaten aan de algemene vergadering en in vrij veel gevallen was het honorarium van de commissaris afhankelijk van de gerapporteerde winstcijfers.

Het ontbreken van een regulering m.b.t. de commissarissen verklaart waarschijnlijk waarom er in België geen duidelijk identificeerbare groep auditors ontstond. Wie wel een identificeerbare groep vormden, waren de "experts-comptables" of accountants, maar ook zij waren niet strikt gereglementeerd. In de eerste helft van deze eeuw kenden zij bijvoorbeeld geen eengemaakte beroepsstructuur noch een algemene regulering m.b.t. kwalificaties of professioneel gedrag. Er waren een aantal lokale en regionale associaties, waarvan de eerste opgericht was in 1894, de "Chambre Belge de Comptables de Liège" (NCAB, 1965). In 1903 werd de "Chambre Syndicale des Experts Comptables/Syndicale Kamer van Boekhouders" opgericht (LEFEBVRE & VAN NUFFEL, 1999) en in de loop van de volgende jaren werden gelijkaardige organisaties gecreëerd in Antwerpen, Brussel, Gent en Namur (NCAB, 1965). Bij het begin van de Tweede Wereldoorlog bestonden ongeveer 25 dergelijke organisaties.

De creatie van de Bankcommissie en haar impact op auditing

Na de financiële moeilijkheden van het begin van de jaren dertig werd via het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 de Bankcommissie gecreëerd. Teneinde de Bankcommissie in staat te stellen haar toezicht correct uit te oefenen, werden belangrijke eisen gesteld aan de betrouwbaarheid van de boekhoudkundige en administratieve organisatie van de banken. Dit leidde tot een duidelijke behoefte aan professionele auditors. Eerder dan deze taak toe te wijzen aan ambtenaren, verkoos men de Bankcommissie te machtigen om bankrevisoren te erkennen. Deze bankrevisoren zouden formeel optreden als beoefenaars van een vrij beroep maar werden tegelijkertijd gereguleerd door de Bankcommissie, aan wie zij ook dienden te rapporteren. In banken met de vorm van een naamloze vennootschap had dit kunnen leiden tot een duale controlestructuur met een commissaris die rapporteert aan de algemene vergadering en een bankrevisor die rapporteert aan de Bankcommissie. Teneinde dubbel werk te vermijden werd besloten dat dergelijke financiële instellingen hun commissaris dienden te selecteren uit de lijst van de door de Bankcommissie erkende revisoren, die bijgevolg een dubbele rapporteringsverplichting hadden.

De inrichting van een groep erkende revisoren was niet eenvoudig. De Bankcommissie ontving 418 aanvragen tot erkenning in 1936, waarvan er 216 aanvaard werden. Het aantal werd geleidelijk gereduceerd tot 36 in 1940 teneinde de specialisatie in de audit van financiële instellingen te versterken. Het aantal erkende revisoren bleef daarna vrij stabiel (DESOLRE, 1948; BANKCOMMISSIE, 1960). Deze ontwikkeling op het vlak van de bankaudit was belangrijk omdat een duidelijk identificeerbare groep auditspecialisten ontstond. Spijtig genoeg had deze ontwikkeling op dat ogenblik weinig impact buiten de banksector.

Initiatieven op het einde van de jaren dertig

Op het einde van de jaren dertig werd de regulering van de naamloze vennootschap meer en meer bekritiseerd, hetgeen onder meer leidde tot een aantal voorstellen om striktere eisen te stellen aan de commissaris (COLLEYE, s.d. CES, 1956). Het belangrijkste voorstel was een wetsontwerp dat in 1939 werd voorgelegd door de minister van Justitie, de liberaal JANSON (*Parl. St.* Kamer, 1939, nr. 102; RAEMAEKERS, 1957; VAN RYN, 1945), maar dat om evidente redenen nooit wet werd. JANSON wou de onafhankelijkheid van de commissaris versterken en het onmogelijk maken dat de commissaris een andere functie zou vervullen in de vennootschap. In vennootschappen die hun jaarrekening dienden te publiceren zou minstens één commissaris gekozen moeten worden uit een lijst van personen waarvan de kwalificatie als auditor officieel erkend zou worden. Naar Frans voorbeeld (DE BEELDE, 1997) zou deze erkenning overgelaten worden aan een commissie van drie magistraten. Het wetsontwerp voorzag niet in een organisatie van het auditberoep: de beroepsbeoefenaars dienden zelf te beslissen hoe en op welke wijze zij hun beroep zouden organiseren.

Ontwikkelingen na de Tweede Wereldoorlog

Twee naoorlogse ontwikkelingen resulteerden in de uiteindelijke organisatie van het auditberoep in België.

Vooreerst was er de uitwerking van de naoorlogse sociale structuur. Tijdens de Tweede Wereldoorlog bereidden zowel de Belgische regering in London als vertegenwoordigers van werkgevers- en werknemersorganisaties de naoorlogse sociale structuur voor (LUYCKX, 1978; WITTE & CRAEYBECKX, 1985). Een van de belangrijke aspecten van deze socio-economische structuur was de uitbouw van een systeem van betrokkenheid van de werknemers bij het management van ondernemingen en sectoren. Op het niveau van de sectoren werden paritaire comités gecreëerd en de wet van 20 september 1948 voerde ondernemingsraden in in alle ondernemingen met meer dan 100 werknemers. Deze ondernemingsraden bleken bijzonder belangrijk voor de ontwikkeling van een gereguleerd auditberoep in België. De wet van 1948 schreef immers voor dat de leden van de ondernemingsraad een onafhankelijk expert, genaamd een "bedrijfs-

revisor", konden aanspreken om de financiële gegevens te verifiëren die zij ontvingen van de ondernemingsleiding. Aangezien in 1948 geen "bedrijfsrevisoren" bestonden, stimuleerde de wet de uiteindelijke creatie van het beroep (VAN RYN, 1954, nr. 161). MAS (1959, p. 18) concludeerde zelfs dat het beroep van bedrijfsrevisor niet gecreëerd was om de spaarder te beschermen maar om de informatie voor de ondernemingsraden te certifiëren.

De andere ontwikkeling die leidde tot de invoering van het revisoraat was de hervorming van het vennootschappenrecht, waartoe het wetsontwerp-JANSON in 1939 reeds een poging was. Hoewel het verouderde karakter van de commissarisfunctie meer en meer bekritiseerd werd, zou het toch tot 1985 duren vooraleer een alomvattende oplossing ingevoerd werd. In 1953 evenwel werd aan de bedrijfsrevisoren reeds een gedeeltelijk monopolie inzake het commissariaat in genoteerde ondernemingen toegekend.

Sociale hervormingen en het beroep van bedrijfsrevisor

Na de oorlog lag de politieke klemtoon op de reconstructie van België. In de context van de sociale onderhandelingen richtte de regering op 23 april 1946 een "Commissie ter studie van het statuut van het beroep van bedrijfsrevisor" op. Deze commissie werd geleid door de accountant H. DEPAGE en de toenmalige secretaris van het Instituut der Bankrevisoren, N. URBAIN. De commissie interviewde magistraten, professoren en ondernemers, die doorgaans positief stonden tegenover de inrichting van een groep auditspecialisten waarvan de verantwoordelijkheid beperkt zou zijn tot controle en waarvoor elke bestuursactiviteit in ondernemingen onverenigbaar zou zijn (*Parl. St.* Kamer, 1950-51, nr. 514; TAQUET, 1957). Er waren meningsverschillen op twee domeinen. Vooreerst verkozen sommigen de inrichting van een nieuw vrij beroep, terwijl anderen een voorkeur hadden voor een op te richten korps van ambtenaren. Er was een consensus dat het zou gaan om een nieuw beroep en dat bestaande accountants niet automatisch toegang zouden krijgen tot het beroep. Het tweede discussiepunt was trouwens in welke mate bestaande accountants erkend konden worden als bedrijfsrevisor en in hoeverre toegang tot het beroep beperkt zou worden tot universitairen (RAEMAEKERS, 1957).
De commissie DEPAGE rapporteerde op 4 april 1947 en stelde voor een groep opgeleide en onafhankelijke auditspecialisten te creëren die strikte ethische en professionele regels zouden volgen. Het rapport resulteerde in een aantal wetsvoorstellen en -ontwerpen die gezien moeten worden in de context waarin de discussie plaatsvond, met name het uitstippelen van de socio-economische structuur van België. Zo was één van de ideeën de financiële informatie voor de ondernemingsraden te laten certifiëren door een expert die gekozen zou worden uit een lijst die unaniem was goedgekeurd door de werkgevers- en werknemersorganisaties (*Parl. St.* Kamer, 1947-48, nr. 50). Dit idee vond evenwel weinig steun en op 3 december 1947 diende minister van Economische Zaken J. DUVIEUSART van de Katholieke Partij een wetsontwerp in waarbij hij voor-

stelde een "Instituut der Bedrijfsrevisoren" op te richten. Dit ontwerp nam een aantal ideeën uit het ontwerp-JANSON over en stelde de introductie van een vrij beroep voor met een strikte gedragscode (*Parl. St.* Kamer, 1947-48, nr. 52). Alle bedrijfsrevisoren dienden lid te worden van een instituut dat hen zou opleiden en ondersteunen, en hun rechten en plichten zou vastleggen. Alle revisoren dienden te beschikken over een universitair diploma. Erkenning als revisor was mogelijk na een opleidingsperiode en een examen, waarna nog vijf jaar praktische ervaring vereist zou zijn. Het ontwerp stelde voor dat de raad van het instituut een minderheidsvertegenwoordiging van werknemers en werkgevers zou opnemen, aan te stellen door de minister van Economische Zaken. Bovendien zou de minister ook de voorzitter, vice-voorzitter en secretarissen van het instituut kiezen uit een lijst op te maken door de revisoren zelf.

Het ontwerp-DUVIEUSART werd sterk bediscussieerd buiten het parlement, maar werd nooit gefinaliseerd ten gevolge van de val van de regering. Onder de volgende regering waren er nieuwe pogingen om het auditberoep te organiseren. Wetsvoorstellen werden ingediend door E. LEBURTON (op dat ogenblik met de Socialistische Partij in oppositie) op 16 november 1949 (*Parl. St.* Kamer, 1949-50, nr. 19) en door de katholiek A. COPPÉ op 8 december 1949 (*Parl. St.*, Kamer, 1949-50, nr. 57). Hoewel beiden zichzelf beschouwden als voortbouwend op het ontwerp-DUVIEUSART waren er toch belangrijke verschillen tussen beide. LEBURTON wou een "Instituut" inrichten, verwijzende naar de academische taak van het beroepsorgaan (bijvoorbeeld de aanpassing van curricula in het hoger onderwijs aan de behoeften van het beroep). COPPÉ had een voorkeur voor een "Orde" en beklemtoonde zo de gelijkenis met de traditionele vrije beroepen. LEBURTON wou een vertegenwoordiging van de sociale partners in de raad van het Instituut, terwijl COPPÉ alleen beroepsbeoefenaars voorzag. Andere verschillen hadden betrekking op de toegang tot het beroep en de impact van de Staat op de interne regulering van het beroep.

Ontwikkelingen binnen het accountantsberoep

Binnen het accountantsberoep voelde men een toenemende behoefte om zich ook op nationaal vlak te organiseren. Op een congres in Namur in 1946 werd besloten een "Commission Nationale d'Etude du Statut de l'Expert Comptable" in te richten. Het werk van deze commissie resulteerde in april 1950 in de creatie van het Nationaal College der Accountants van België (NCAB, 1965). Vierentwintig van de 25 belangrijkste associaties van accountants traden toe tot het NCAB, de uitzondering zijnde de "Chambre Belge des Comptables de Bruxelles". Het NCAB telde 771 leden in 1953, een aantal dat in 1958 was aangegroeid tot 1100 (COLLEYE, 1958).
Het NCAB poogde het accountantsberoep te reguleren en slaagde erin een aantal normen op te leggen aan de meeste Belgische accountants. Toch bleef het een privaat initiatief zonder officiële overheidserkenning. Toen de discussie rond de creatie van een groep erkende controleurs van jaarrekeningen losbarstte na de

Tweede Wereldoorlog, verzetten de accountants zich tegen de inrichting van een afzonderlijk beroep. Ze waren voorstander van de officiële creatie van een "Orde van Accountants" die ook de auditors zou omvatten (RAEMAEKERS, 1957). Dit standpunt bleek niet haalbaar: een meerderheid in Kamer en Senaat verkoos een duidelijk onderscheid te maken tussen accountants en revisoren.

De creatie van het auditberoep

In de katholieke regering van J. PHOLIEN legde minister COPPÉ op 11 januari 1951 een wetsontwerp voor dat een synthese wou brengen van de vroegere voorstellen LEBURTON en WILLOT (*Parl. St.* Kamer, 1950-51, nr. 514; TAQUET, 1957). Doelstelling was de creatie van een "Orde van bedrijfsrevisoren" die een groep auditspecialisten zou vormen en organiseren. Deze auditors zouden moeten beschikken over een universitair diploma in toegepaste economie en het beroep uitoefenen in de context van een vrij beroep. De Orde zou geleid worden door auditors, maar gedurende de eerste jaren zou er een voorlopige raad zijn onder leiding van een magistraat, met medewerking van de voorzitter van de Bankcommissie. De kandidaten voor de eerste ledenlijst zouden geselecteerd worden door een commissie die zou bestaan uit de voorzitter van de Orde, de voorzitter van de Bankcommissie, twee professoren, twee bankiers en vier accountants met meer dan 10 jaar ervaring.

Het wetsontwerp werd door de Kamer goedgekeurd op 22 november 1951. Vervolgens werd de tekst evenwel grondig geamendeerd door een senaatscommissie, die vond dat de oorspronkelijke tekst te sterk gericht was op de taak van de revisor tegenover de ondernemingsraden. De Senaat wou ook een ruimere toegang tot het beroep en een beperktere lijst van onverenigbaarheden. Ten slotte opteerde de Senaat voor een "Instituut van Boekhoudrevisoren".

Deze amendementen hadden tot gevolg dat de tekst terug naar de Kamer ging voor een nieuwe discussie. Het rapport-HUMBLET vat de discussie in de bevoegde commissie duidelijk samen (*Parl. St.* Kamer, 1952-53, nr. 313). De Kamer aanvaardde de verruiming van de taken van de revisor en stelde dat adviesverlening een aanvaardbare activiteit was. De minister van Economische Zaken wees er terzake op dat dergelijke adviesverlening evenwel niet gecombineerd mocht worden met auditactiviteiten bij eenzelfde cliënt. De Kamer sprak zich ook uit over het opnemen van mandaten als commissaris door de revisoren. Er werd bepaald dat dit mogelijk was, maar het opnemen van een mandaat als commissaris werd onderworpen aan de goedkeuring door de raad van de beroepsorganisatie.

De Kamer keurde de herwerkte tekst goed op 11 juni 1953. De Senaat deed hetzelfde, zodat op 22 juli 1953 de wet houdende oprichting van een "Instituut der Bedrijfsrevisoren" een feit was.

De reacties van de accountants

De beroepsorganisaties van de accountants volgden het debat in het parlement met grote aandacht. In januari 1953 schreef een van de professionele tijdschriften, "La vie au bureau", dat een conclusie die men uit het senaatsdebat moest trekken was dat de parlementsleden niet vertrouwd waren met de reële opdracht van de accountant. Het NCAB protesteerde op 20 december 1952 tegen de goedkeuring van het wetsontwerp door de Senaat en stelde in een open brief in "La vie au bureau" in januari 1953 dat er geen behoefte was aan een nieuw beroepsorgaan van onafhankelijke auditors en dat de accountants niet zouden deelnemen aan een instituut dat niet zou overeenstemmen met het concept van het NCAB.

De eerste jaren van het "Instituut der Bedrijfsrevisoren"

Het duurde geruime tijd vooraleer het nieuwe Instituut operationeel was, hetgeen een aanzienlijke vertraging met zich meebracht voor de ontwikkeling van beroeps- en deontologische normen (*Parl. St.* Kamer, 1964-65, nr. 931). Op 24 november 1953 werden de raad en de toelatingscommissie van het IBR samengesteld; ze werden evenwel pas daadwerkelijk geïnstalleerd op 1 april 1954 (*Rev. b. sc. comm.* 1954, 171). De samenstelling van deze organen geeft duidelijk aan dat het NCAB zijn strategie gewijzigd had. Hoewel het oorspronkelijk de oprichting van het IBR had bestreden, speelde het een sleutelrol in het nieuwe instituut. De Raad bestond uit acht leden, waaronder een raadsheer van het hof van beroep (die tot dan voorzitter van de toelatingscommissie van het NCAB was) en de voorzitter van de Bankcommissie. Deze waren de enige raadsleden zonder achtergrond in het accountantsberoep en zij kunnen beschouwd worden als vertegenwoordigers van de Staat in de beroepsorganisatie. De andere leden omvatten de voorzitter, twee vice-voorzitters, de secretaris en een lid van de toelatingscommissie van het NCAB. Een vergelijkbare situatie bestond in de toelatingscommissie van het IBR, hoewel daar ook twee bankrevisoren waren opgenomen. Het succes van het NCAB lokte negatieve reacties uit van o.m. de Chambre Belge des Comptables de Bruxelles, die in "La vie au bureau" van januari 1954 het overwicht van het NCAB in het IBR bekritiseerde.

Voor het grootste deel van 1953 hadden de revisoren alleen een monopolie inzake de certificatie van financiële gegevens voor de ondernemingsraden. Dergelijke certificatie was evenwel niet verplicht. De wet van 1 december 1953 breidde het monopolie van de revisoren uit. Deze wet wijzigde de vennootschappenwet, waaronder de commissarisfunctie. Ze bepaalde dat vennootschappen die op de beurs genoteerd waren of die aandelen publiek hadden uitgegeven, minstens één commissaris moesten hebben die lid was van het IBR (CES, 1956; RAEMAEKERS, 1956; COLLEYE, s.d). Deze wet vertegenwoordigt dus de tweede reeks ontwikkelingen die leidde tot de introductie van een gereguleerd auditberoep, met name de hervorming van het vennootschappenrecht. In die zin was de wet van 1 december 1953 direct gekoppeld aan de wetsvoorstellen uit de jaren 1930

die gericht waren op een versterking van de commissarisfunctie. In tegenstelling tot de situatie na 22 juli 1953 toen het revisoraat in essentie gezien werd in de context van de socio-economische hervormingen van 1948, heroriënteerde deze wet het revisoraat eerder naar het commissariaat.

De wet van 1 december 1953 werd slechts toegepast vanaf 1 maart 1956 (koninklijk besluit van 8 februari 1956). Dit is allicht het gevolg van het feit dat de eerste ledenlijst van het IBR pas op 17 februari 1956 gepubliceerd kon worden. Deze lijst bevatte 100 namen, waaronder 60 leden van het NCAB en 21 bankrevisoren (*La Vie au Bureau* mei 1956, 293-295).

Besluit

Deze bijdrage wou aantonen dat de invoering van een gereguleerd auditberoep in België verliep op een wijze die sterk verschilde van de ontwikkelingen in een aantal ons omringende landen. Een sleutelrol in deze ontwikkeling werd gespeeld door de Staat, het accountantsberoep, werkgeversverenigingen en vakbonden. Doorheen het verhaal loopt een dubbele rode draad. Enerzijds is er de hervorming van de commissarisfunctie, waarbij de rol van de bedrijfsrevisor op de eerste plaats gesitueerd wordt in de bescherming van de aandeelhouders en dus de bewaking van de werking van de financiële markten. Anderzijds is er de reorganisatie van de socio-economische structuur na de Tweede Wereldoorlog, waarbij de taak van de revisor in de eerste plaats gezien werd in de context van de informatieverstrekking aan de ondernemingsraden.
De wordingsgeschiedenis was een proces van lange adem, vooral ten gevolge van het feit dat de verschillende betrokken partijen hun eigen klemtonen legden en uiteenlopende doelstellingen hadden. Enerzijds was er een "enge" visie die de revisor nagenoeg uitsluitend zag als controleur, anderzijds een "bredere" visie die audit zag als een onderdeel van een ruimer gamma aan accountantsdiensten. Dit laatste was het standpunt van de accountantsverenigingen, die er in 1953 evenwel niet in slaagden de formele scheiding tussen het revisoraat en het accountantsberoep tegen te houden.

Bronverwijzingen

Bankcommissie. (1960). *Commission Bancaire 1935-1960.* Bruxelles: Bruylant.

CES (Centre d'étude des Sociétés). (1956). *Le statut des commissaires et des commissaires-réviseurs.* Bruxelles: Bruylant.

Chua, W.F. & Poullaos, C. (1993). Rethinking the profession-state dynamic: the case of the Victorian charter attempt, 1885-1906. *Accounting, Organizations and Society*, 691-728.

Colleye, J. (s.d.) *Le statut du commissaire de sociétés commerciales belges.* Bruxelles: Ed. Comptabilité et Productivité.

Colleye, J. (s.d.) *Situation actuelle de la révision légale des entreprises en Belgique.* Bruxelles: Ed. Comptabilité et Productivité.

Colleye, J. (1958) Allocution d'ouverture des Journées de la Comptabilité 1958. In Union Nationale des Professionnels de la Comptabilité. *Journées de la Comptabilité 1958.* Bruxelles: UNPC.

De Beelde, I. (1993). Interpreting historical financial accounting data. *Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis/Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, 1-2, 57-106.

De Beelde, I. (1997). Etude comparative sur l'évolution de la profession de réviseur d'entreprises et de commissaire aux comptes. *Hommes, savoirs et pratiques de la Comptabilité.* Nantes: Association Française de Comptabilité.

De Rongé, Y., Henrion, E. & Vael, C. (1993). Company law and accounting in nineteenth-century Europe: Belgium. *The European Accounting Review.* September, 298-311.

Desolre, G. (1948). La future profession libérale de reviseur d'entreprises. *Revue belge des Sciences commerciales.* 201-204.

Hooks, K. (1991). Professionalism and self interest: a critical view of the expectations gap. *Critical Perspectives on Accounting*, 109-136.

Lee, T. (1993). *Corporate auditing theory.* London: Chapman & Hall.

Lefebvre, C. & Van Nuffel, L. (1999). Belgium. In McLeay, S. (ed.) *Accounting regulation in Europe.* London: MacMillan.

Luyckx, T. (1978). *Politieke geschiedenis van België.* Amsterdam/Brussel: Elsevier.

Mas, A. (1959). *Introduction à la révision des entreprises.* Gembloux: Dunod.

Mautz, R.K. & Sharaf, H.A. (1961). *The philosophy of auditing.* Sarasota: American Accounting Association.

NCAB. (1965). *De XVe verjaardag van het Nationaal College der Accountants van België.* Brussel: NCAB.

Olivier, H. (1996). Réflexions sur le gouvernement d'entreprise. In Institut des Réviseurs d'Entreprises. *Le gouvernement d'entreprise et le commissaire-réviseur.* Bruxelles.

Pavalko, R.M. (1971). *Sociology of occupations and professions.* Itasca, Ill.: Peacock.

Poullaos, C. (1993). Making Profession and state, 1907 to 1914: The ACPA's First Charter Attempt. *ACBCBus*, 196-229.

Raemaekers, J. (1956). *Commissaires ordinaires et commissaires-réviseurs.* Bruxelles: Institut de Documentation.

Raemaekers, J. (1957) *L'entrée du réviseur d'entreprises dans la vie économique et sociale.* Bruxelles: Institut de documentation.

Roslender, R. (1992). *Sociological perspectives on modern accountancy.* London: Routledge.

Taquet, M. (1957) *Le reviseur d'entreprises.* Bruxelles: Larcier.

Van Ryn, J. (1945). *La réforme du contrôle des sociétés commerciales et l'expérience anglaise.* Bruxelles: Office de Publicité (Université Libre de Bruxelles, Institut de Sociologie Solvay, Actualités Sociales, Nouvelle Série, 13).

Van Ryn, J. (1954). *Principes de droit commercial I.* Bruxelles: Bruylant.

Walker, S.P. & Shackleton, K. (1995). Corporatism and structural change in the British accountancy profession, 1930-1957. *Accounting, Organizations and Society.* 467-503.

Walker, S.P. (1995). The genesis of professional organization in Scotland: a contextual analysis. *Accounting, Organizations and Society.* 285-310.

Witte, E. & Craeybeckx, J.. (1985). *Politieke geschiedenis van België sinds 1830.* Antwerpen: Standaard.

Les normes comptables internationales: un nouveau défi?

Erik De Lembre,
Bedrijfsrevisor,
Voorzitter Ernst & Young,
Buitengewoon hoogleraar U. Gent

Jacques Vandernoot,
Réviseur d'Entreprises,
Associé Ernst & Young

Nous ne pouvons rester indifférents à l'évolution des référentiels comptables étrangers qui risquent de bouleverser dans le futur et de manière significative notre propre droit comptable belge.

L'ampleur de ce phénomène est à la mesure de l'internationalisation de l'économie et de son impact sur le monde économique belge.

L'évolution du droit comptable belge

Il y a 25 ans, une étape majeure influençant le droit comptable belge était franchie puisque la loi comptable du 17 juillet 1975 était promulguée, suivie par l'arrêté royal du 8 octobre 1976, relatif aux comptes annuels des entreprises.

Par la suite, cet arrêté a fait l'objet d'un certain nombre d'adaptations afin de se conformer à diverses exigences du droit européen ainsi que pour tenir compte de l'évolution du contexte économique, juridique et social de notre pays. Nous pouvons affirmer aujourd'hui que l'instauration des normes comptables belges est un succès. L'information fournie par les comptes annuels est hautement appréciée. Cette information exhaustive est communiquée par un nombre important d'entreprises. Toutefois, nous sommes en droit de nous demander si l'introduction du droit comptable belge n'a pas dépassé son but et si l'"utilisation économique" de cette information a suivi la pure application des règles comptables.

Une autre étape importante était franchie lorsque le 6 mars 1990, l'arrêté royal relatif aux comptes consolidés des entreprises a vu le jour. Antérieurement, seules les sociétés à portefeuille ayant fait appel public à l'épargne étaient soumises à une obligation de publier des comptes consolidés. Ici aussi – et certainement suite à l'abaissement des critères d'application – nous pouvons parler d'une large application.

L'ensemble de cette législation transposait en droit belge les dispositions des 4ème et 7ème directives (adoptées respectivement en 1978 et 1983) de la Commission européenne.

Il n'est pas inutile de rappeler le rôle rempli depuis 1975 par la Commission des Normes Comptables (CNC), chargée d'assurer le suivi de la nouvelle réglementation et du développement progressif d'une doctrine comptable.

La contribution de la CNC fut importante au cours de ces deux dernières décennies même si l'on peut s'interroger sur un ensemble d'aspects comptables importants non encore abordés par la CNC comme par exemple, le traitement des impôts différés et des engagements pour pension, ainsi que sur sa sensibilité aux conséquences fiscales de certains de ses avis.

Cette sensibilité provient du fait que, comme certains autres pays européens, la Belgique a opté pour le principe de la primauté du droit comptable sur le droit fiscal, sauf dérogation expresse du droit fiscal. Cette situation a parfois influencé la portée des avis émis.

Cette connexion entre le droit comptable et le droit fiscal a souvent été remise en question compte tenu de son impact indéniable sur le principe d'image fidèle des comptes annuels. N'aurait-il pas en effet été plus judicieux *"de partir d'un tronc commun, quitte à marquer certaines différences plutôt que d'affirmer simultanément deux "vérités" très différentes, l'une en direction des associés, des tiers et du public en général, l'autre en direction de l'administration fiscale?"* (1).

Face à cette contrainte, l'adoption pour l'établissement des comptes consolidés de méthodes d'évaluation différentes de celles utilisées pour les comptes sociaux reste une alternative, évoquée sous certaines conditions, par la 7ème directive européenne.

Cette alternative répond au besoin de plus en plus acerbe d'une information financière crédible et compréhensible sur le plan international. Ce besoin concerne bien entendu de grandes sociétés belges ayant des ambitions extra-territoriales et souhaitant recueillir du capital à risque hors de nos frontières, mais également des sociétés belges, actives sur les marchés internationaux et redevables envers leurs partenaires, d'une information financière compréhensible, en utilisant un référentiel comptable différent des principes comptables locaux. Cette question fondamentale pour beaucoup d'entreprises découle du fait que l'introduction de la 7ème directive européenne dans chacun des Etats membres n'a pas conduit à un ensemble harmonisé. Trop d'Etats membres ont fait usage des règles optionnelles existantes. Si ceci a eu pour avantage de mettre l'accent sur les habitudes et les souhaits de "reporting" territoriaux, cela a aussi le grand désavantage de présenter, au-delà de ses frontières, une image peu harmonisée.

Face à cette demande, le législateur belge n'a pas encore modifié la législation applicable aux comptes consolidés mais l'octroi de dérogation a été facilité afin

(1) G. GELDERS, "Droit comptable et fiscalité".

d'éviter d'handicaper les entreprises belges soucieuses de jouer un rôle important sur le plan international.

Ainsi, les entreprises qualifiées de "global players" (il s'agit essentiellement de sociétés qui trouvent leurs sources de financement sur les marchés internationaux) peuvent obtenir une dérogation auprès du Ministère des Affaires Economiques ou, pour les sociétés à portefeuille, auprès de la Commission bancaire et financière. Elles peuvent alors établir leurs comptes consolidés selon un autre référentiel comptable que celui en vigueur en Belgique pour autant que ce dernier respecte les principes des directives européennes (Communication interprétative concernant certains articles de la 4ème et 7ème directive publiée dans le Journal Officiel des Communautés européennes du 20 janvier 1998). Il n'est donc plus nécessaire pour les entreprises ayant obtenu cette dérogation, d'établir un double jeu de comptes consolidés. Le nombre d'entreprises belges ayant pris cette option est cependant encore relativement réduit.

En pratique, les principaux référentiels utilisés sont les normes comptables internationales (IAS) ou les normes comptables américaines (US GAAP: Generally Accepted Accounting Principles).

Si l'entreprise envisage de lever des capitaux sur le marché américain, celles-ci sont actuellement incontournables puisque les autorités américaines n'acceptent toujours pas les normes IAS (International Accounting Standards). Mais ces dernières, comment évoluent-elles?

L'évolution des normes comptables internationales (IAS)

Un rapide historique du cheminement suivi pour l'établissement et la reconnaissance des normes comptables internationales n'est certainement pas superflu.

Les normes IAS émanent de l'IASC ("The International Accounting Standards Committee"), organisme privé indépendant fondé en 1973 par les organes de normalisation comptable de 10 pays. Actuellement, 103 pays sont représentés au sein de l'IASC. Depuis 1983, les membres de l'IASC incluent tous les organismes professionnels comptables, membres de l'IFAC (International Federation of Accountants). Cependant, dès l'an 2000, le fonctionnement de l'IASC sera profondément modifié ainsi que la représentativité des auditeurs et experts comptables.

Actuellement, les objectifs de l'IASC définis dans ses statuts sont les suivants:

- formuler et publier dans l'intérêt général des normes comptables à observer pour la présentation des états financiers et promouvoir leur acceptation et leur application dans le monde;

- travailler de façon générale à l'amélioration et à l'harmonisation des réglementations des normes comptables et des procédures relatives à la présentation des états financiers.

La volonté exprimée à la fin des années '80 par l'IASC, visant à améliorer la qualité des normes existantes, ainsi que la mise en place en 1995 d'un programme formel de révision des anciennes normes et d'établissement de normes nouvelles, lui ont valu le soutien de l'IOSCO (International Organisation of Securities Commissions: Organisation Internationale des Commissions et Bourses de Valeur (OICV)) et de l'Union européenne. Celle-ci a en effet voulu éviter un long processus de modification des directives européennes existantes et a souhaité accélérer le processus d'harmonisation des normes internationales.

En 1998, l'IASC a terminé le dernier projet important de son programme relatif aux normes fondamentales. Durant la même année, il a été demandé à l'IOSCO de réaliser une revue des normes fondamentales afin de déterminer dans quelle mesure cette organisation pourrait recommander à tous ses membres, l'utilisation des IAS pour présenter leurs états financiers, indépendamment de la place financière choisie.

Très récemment, l'IOSCO et la Commission Européenne ont pris clairement position en faveur de l'application, au moins pour les sociétés cotées, des normes IAS. Une proposition officielle avant fin de l'année 2000 devrait être présentée visant à rendre obligatoire le respect des normes IAS pour toutes les sociétés cotées européennes au plus tard à partir de 2005. Cette orientation aura un impact considérable sur l'utilisation future des normes IAS. En effet, les entreprises européennes, cotées sur les bourses américaines, sont actuellement obligées de se tourner vers les US GAAP puisque seul ce référentiel comptable est accepté par la SEC (Securities and Exchange Commission). Si ultérieurement, la SEC venait à refuser l'équivalence des normes IAS par rapport aux US GAAP, celles-ci pourraient néanmoins, compte tenu de leur qualité et du consensus qui les entoure, se répandre dans le reste du monde.

Il y a lieu d'espérer que ce consensus se maintienne. En effet, dans son dernier rapport annuel, l'Institut des Réviseurs d'Entreprises (IRE) a souligné les modifications fondamentales survenues au cours de ces derniers mois, au sein des organes décisionnels de l'IASC, sous la pression des principaux organismes de contrôle des valeurs mobilières ainsi que ses quelques doutes sur la capacité de l'IASC à conserver une indépendance suffisante vis-à-vis des commissions de valeurs mobilières. A ce jour, en l'absence de décisions prises par les nouveaux organes de l'IASC, il est cependant prématuré de conclure que les craintes de l'IRE sont fondées. Il est néanmoins certain que l'Union européenne devra veiller à ce que les intérêts et les préoccupations des pays européens soient, dans le futur, suffisamment pris en considération par l'IASC.

Un processus de concertation est actuellement à l'étude qui devrait permettre de garantir le respect des spécificités européennes.

Notons par ailleurs que de nombreuses études ont été menées par l'Union européenne afin de comparer la 7ème directive européenne aux normes IAS. Il a ainsi pu être constaté que malgré la présence d'"incompatibilités" ou de "différences", de nombreuses similitudes existent entre les normes IAS et la 7ème directive et qu'une adaptation de celle-ci ne serait pas insurmontable.

L'avenir ...

La procédure d'harmonisation des normes comptables sur le plan international est lancée et quelque soit l'accueil réservé par la SEC aux normes IAS, de nombreux pays et entreprises vont être amenés à se tourner vers ces normes dans les prochaines années.

En Belgique, l'IRE et l'IEC (Institut des Experts-Comptables) conscients des défis futurs, ont souhaité sensibiliser la CNC en lui communiquant leurs réflexions essentielles pour une évolution adéquate de la doctrine comptable. L'importance de trois des quatre thèmes essentiels évoqués justifie leur rappel succinct (2):

La présentation économique des états financiers

De l'avis du Conseil, il est essentiel de réaffirmer que la comptabilité a d'abord pour objet de servir d'instrument de gestion. En outre, les politiques de stimulation fiscale par des pratiques comptables contraires à l'image fidèle ont une influence négative sur la qualité des décisions de gestion, d'investissement et de financement. Une réflexion en profondeur devrait dès lors être réalisée au départ notamment d'un inventaire des distorsions que la fiscalité impose aux entreprises en matière d'image fidèle.

La présentation d'une image économique de l'entreprise pourrait être améliorée en partant d'une réflexion nouvelle mettant en cause trois éléments importants de l'information financière:

- *une réflexion fondamentale sur le rôle respectif des comptes annuels et des comptes consolidés et l'opportunité d'autoriser l'utilisation de règles d'évaluation différentes dans l'un et l'autre cas;*
- *la publication obligatoire par les grandes entreprises d'un tableau de flux de trésorerie normalisé;*
- *la présentation et le contenu des annexes.*

(2) IRE, *Rapport annuel 1999.*

La réévaluation du concept de prudence

Dans le contexte belge, le concept de prudence joue depuis longtemps un rôle important; ceci se justifie notamment pour deux raisons: d'abord, la liaison entre la comptabilité et la fiscalité, déjà évoquée ci-dessus, et ensuite, le souci d'éviter des distributions de dividendes qui seraient prélevées sur le capital et les réserves indisponibles.

L'évaluation des entreprises sur la base des états financiers ne donne pas de résultats satisfaisants et très souvent, à juste titre, les dirigeants de sociétés renoncent à l'utilisation des états de synthèse à des fins de gestion.

Le Conseil prône dès lors la réévaluation du concept de prudence et de la notion de réalisation du résultat pour éviter que ces principes n'en arrivent à fausser l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats que doivent fournir les états financiers.

Les différents niveaux de normalisation

(...) Les Instituts souhaitent que le législateur belge adopte une position ouverte comme l'est l'économie belge. Ils recommandent d'autoriser pour toute société belge cotée l'utilisation des normes comptables internationales (IAS - dans la mesure où elles sont compatibles avec les normes européennes) pour l'établissement de leurs comptes consolidés.

Par ailleurs, les Instituts supportent les suggestions d'aménagements de la 4ème et de la 7ème directives européennes proposées par la Fédération des Experts-comptables Européens dans une étude récente. En effet, ces adaptations permettraient d'harmoniser l'approche préconisée par les directives européennes et celle proposée par l'IASC.

Les développements ci-dessus permettent de constater que le processus d'harmonisation des normes comptables s'accélère sur le plan international, traduisant ainsi la volonté claire des acteurs en présence. Les entreprises voient en effet la possibilité de réduire les coûts importants liés à l'utilisation de différents référentiels comptables alors que pour les analystes, une meilleure transparence et comparabilité des états financiers peuvent être escomptées.

Ayant opté pour une approche visant à collaborer avec les instances de l'IASC, l'Union européenne est particulièrement intéressée par l'adoption des normes IAS et devra veiller à ce qu'un mécanisme adéquat soit mis en place afin d'intégrer dans les IAS, les spécificités européennes.

Bien que les normes IAS ne s'appliqueraient au départ qu'aux comptes consolidés, il est indéniable qu'elles auront des effets positifs sur la transparence et la comparabilité des états financiers, qu'ils soient statutaires ou consolidés.

A court terme, des distorsions risquent d'apparaître entre les comptes sociaux et consolidés par l'utilisation de règles d'évaluation différentes.

Il est cependant illusoire de croire que l'internationalisation n'aura pas d'impact sur les principes comptables belges qui convergeront vraisemblablement à moyen et à long terme vers des standards internationaux à condition de pouvoir en dissocier les distorsions fiscales connues actuellement.

En toute hypothèse, les états financiers établis sur base des IAS ou US GAAP restent un complément et non un substitut aux comptes annuels des entreprises. Ces états financiers sont purement informatifs et n'ont actuellement aucun effet juridique direct par rapport au droit des sociétés, au bénéfice distribuable et en matière fiscale.

A l'image de la globalisation des marchés financiers et de l'internationalisation de l'économie, le nombre de sociétés intéressées à présenter des comptes consolidés établis suivant les normes IAS, supplantant les normes comptables belges, va s'accroître dans les années à venir. Les fusions qui pourraient survenir entre les bourses européennes auront également pour effet d'accélérer ce processus.

Le maintien d'un consensus suffisant autour des normes IAS, l'influence de celles-ci sur les normes comptables locales et l'impact de ces évolutions sur l'utilisation des référentiels d'audit sont d'autres défis que nous réserve l'avenir.

L'application de la norme comptable internationale relative au tableau de flux de trésorerie à la situation belge

Catherine Dendauw,
Responsable des Etudes et de la Formation de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises,
Chargé de cours invité de l'Université catholique de Louvain,
Chargé d'enseignement vacataire de l'I.A.E. de l'Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis

Avant-propos

Dans le cadre de mes activités à l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, j'ai eu le plaisir de collaborer à de nombreux travaux avec M. Henri OLIVIER. Il en ressortait invariablement des discussions passionnées, qui ne sont pas sans influence sur ma personnalité actuelle.

Dès mon premier jour à l'Institut, nos discussions ont dépassé le cadre de nos travaux respectifs à l'Institut. Je lui suis en particulier reconnaissante pour le temps qu'il ma consacré dans la phase terminale de mon doctorat et ce malgré un horaire – déjà à l'époque – surchargé. Nos échanges de vue ont également porté sur nos carrières académiques respectives, sur nos publications, etc.

Je souhaiterais le remercier pour la confiance qu'il m'a témoignée en m'engageant à l'Institut mais surtout pour nos multiples échanges d'idées durant nos six années de collaboration.

L'objet de cette contribution lui rappellera vraisemblablement un de nos sujets de discussion de 1998, lorsqu'il a été chargé du cours d'analyse des états financiers à l'Université de Liège ...

1. Utilité d'un tableau de flux de trésorerie

Pour qu'un utilisateur puisse prendre des décisions économiques, il doit être en mesure d'évaluer la capacité d'une entreprise à dégager de la trésorerie au sens large (1), le délai nécessaire pour ce faire ou encore avoir l'assurance de la concrétisation de cette trésorerie.

(1) La norme IAS 7 relative au tableau de flux de trésorerie parle de «trésorerie et d'équivalents de trésorerie» et en donne la définition suivante: «*La trésorerie comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie sont les placements à court terme, très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur*» (extrait IAS 7.06).

Les informations relatives aux flux de trésorerie d'une entreprise sont utiles aux utilisateurs des états financiers car elles leur apportent cette base d'évaluation de la capacité de l'entreprise à générer de la trésorerie au sens large ainsi que des besoins d'utilisation de cette trésorerie par l'entreprise.

Un tableau des flux de trésorerie, utilisé conjointement avec le bilan et le compte de résultats, fournit des informations qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les changements de l'actif net d'une entreprise, de sa structure financière (y compris sa liquidité et sa solvabilité) et de sa capacité à modifier les montants et l'échéancier des flux de trésorerie pour s'adapter aux changements de circonstances et aux opportunités.

Les informations relatives aux flux de trésorerie sont utiles pour apprécier la capacité de l'entreprise à dégager de la trésorerie au sens large et permettent aux utilisateurs d'élaborer des modèles pour apprécier et comparer la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs de différentes entreprises.

Elles renforcent également la comparabilité des informations sur la performance opérationnelle de différentes entreprises car elles éliminent les effets de l'utilisation de traitements comptables différents pour les mêmes opérations et événements.

2. Obligation d'établir un tableau de flux de trérorerie au niveau international

En application de la norme IAS 7 (IAS 7.01), toute entreprise doit établir un tableau des flux de trésorerie. Ce document fait partie intégrante de ses états financiers pour chaque exercice donnant lieu à présentation d'états financiers, au même titre que le bilan, le compte de résultats, l'état indiquant les mouvement de capitaux propres ou encore les méthodes d'évaluation et notes explicatives (IAS 1.07).

Les entreprises ont besoin de trésorerie pour conduire leurs activités, s'acquitter de leurs obligations et assurer une rentabilité à leurs investisseurs. La norme IAS 7 impose dès lors la distinction entre trois catégories de flux de trésorerie (IAS 7.10):

- *les flux de trésorerie résultant des activités opérationnelles.* Par «activités opérationnelles», il faut entendre les principales activités génératrices de produits de l'entreprise et toutes les autres activités qui ne sont pas des activités d'investissement ou de financement (2);
- *les flux de trésorerie résultant des activités d'investissement.* Par «activités d'investissement», il faut entendre l'acquisition et la sortie d'actifs à long

(2) Pour des exemples de flux de trésorerie résultant des activités opérationnelles, voyez le § 14 de la norme IAS 7.

terme et les autres placements qui ne sont pas inclus dans la trésorerie au sens large (3);

- *les flux de trésorerie résultant des activités de financement.* Par «activités de financement», il faut entendre les activités qui résultent des changements dans l'importance et la composition des capitaux propres et des emprunts de l'entreprise (4).

Ni la quatrième directive, ni la septième directive européenne en matière comptable n'imposent l'établissement d'un tableau de flux de trésorerie, ce document n'étant en effet pas considéré comme faisant partie intégrante des comptes annuels.

Le législateur belge, même s'il en prenait l'engagement dans le Rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 8 octobre 1976 n'a à ce jour ni imposé l'établissement d'un tableau de flux par certaines entreprises, ni donné une guidance quant à sa présentation (au travers d'un avis de la Commission des Normes Comptables).

Il va de soi que dans la mesure où l'engagement pris par la Commission européenne dans sa communication du 13 juin 2000 devait être transposé dans la réglementation européenne (5), toutes les sociétés européennes cotées seraient amenées à publier un tableau de flux de trésorerie conforme à la norme IAS 7.

3. Présentation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

Le montant des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles est un indicateur clé de la mesure dans laquelle les opérations de l'entreprise ont généré suffisamment de flux de trésorerie pour rembourser ses emprunts, maintenir la capacité opérationnelle de l'entreprise, verser des dividendes et faire de nouveaux investissements sans recourir à des sources externes de financement. Utilisées avec d'autres informations, les informations sur les différentes catégories de flux historiques de trésorerie opérationnels sont utiles à la prévision des flux futurs de trésorerie opérationnels (IAS 7.13).

La norme IAS 7 laisse le choix aux entreprises de présenter leurs flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, en utilisant (IAS 7.18):

(a) soit la *méthode directe*, suivant laquelle les principales catégories d'entrées et de sorties de trésorerie brutes sont présentées;

(3) Pour des exemples de flux de trésorerie résultant des activités d'investissement, voyez le § 16 de la norme IAS 7.

(4) Pour des exemples de flux de trésorerie résultant des activités de financement, voyez le § 17 de la norme IAS 7.

(5) Voyez ci-après la contribution de M. Karel VAN HULLE, *The Difficult Road Towards Accounting Harmonisation.*

(b) soit la *méthode indirecte*, suivant laquelle le résultat net est ajusté des effets des transactions sans effet de trésorerie, de tout décalage ou régularisation d'entrées ou de sorties de trésorerie opérationnelle passées ou futures liées à l'exploitation et des éléments de produits ou de charges liés aux flux de trésorerie concernant les investissements ou le financement.

Même si l'IASC ne parle pas de traitement préférentiel au sens strict, les entreprises sont cependant encouragées à présenter les informations des flux de trésorerie des activités opérationnelles en utilisant la méthode directe (IAS 7.19) vu que cette méthode apporte des informations qui peuvent être utiles pour l'estimation des flux futurs de trésorerie et qui ne sont pas disponibles à partir de la méthode indirecte.

Selon la méthode directe, les informations sur les principales catégories d'entrées et sorties de trésorerie brutes peuvent être obtenues (IAS 7.19):
(a) à partir des enregistrements comptables de l'entreprise; ou
(b) en ajustant les ventes, le coût des ventes (intérêts et produits assimilés et charges d'intérêts et charges assimilées pour une institution financière) et les autres éléments du compte de résultats, en fonction:
  (i) des variations durant l'exercice dans les stocks et dans les créances et dettes opérationnelles;
  (ii) des autres éléments sans effet de trésorerie; et
  (iii) des autres éléments pour lesquels l'effet de trésorerie consiste en flux d'investissement ou de financement.

Selon la méthode indirecte, le flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles se détermine par contre en ajustant le résultat net pour tenir compte de l'effet (IAS 7.20):
(a) des variations durant l'exercice dans les stocks et dans les créances et dettes opérationnelles;
(b) des éléments sans effet de trésorerie, tels que les amortissements, les provisions, les impôts différés, les gains ou pertes de change latents, les bénéfices non distribués des entreprises associées et les intérêts minoritaires, et
(c) des autres éléments pour lesquels l'effet de la trésorerie consiste en flux de trésorerie d'investissement ou de financement.

A contrario, le flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles peut être présenté selon la méthode indirecte en indiquant les produits et les charges figurant dans le compte de résultats et les variations de l'exercice dans les stocks et dans les créances et dettes opérationnelles.

4. Application de la norme IAS 7 à des comptes annuels de sociétés belges

Il nous a semblé utile de transposer cette norme IAS 7 relative au tableau de flux de trésorerie dans le contexte belge. Pour partir d'une information la plus fine

possible, tout en étant standardisée, nous nous référerons au plan comptable minimum normalisé des entreprises, tel que défini par l'arrêté royal du 12 septembre 1983 et modifié ultérieurement à différentes reprises.

Nous sommes repartis de l'annexe 1 à la norme IAS qui illustre les dispositions contenues dans la norme IAS 7 au travers d'un schéma type (repris en annexe à cet article) pour l'adapter à la situation belge et avons abouti au tableau suivant:

Tableau de flux de trésorerie

A	**Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation**	**1-2-3-4+5-6+7+8+9+10 +11+12-13-14**
1	Résultat d'exploitation	70/74 - 600/648
	Ajustement pour:	
	Dotations aux amt, rdv, provisions	
2	Amortissements	630+6501+660-760
3	Réductions de valeur	631/4+651+661-761
4	Provisions pour risques & charges	635/7+656+662-762
5	*Subsides d'exploitation reçus*	740
6	*Moins-values sur réal. d'immobilisations*	641
7	*Plus-values sur réal. d'immobilisations*	741
8	Créances à plus d'un an	(1)
	Variation du fonds de roulement d'exploitation	
9	Stocks et commandes en cours	(2)
10	Créances à un an au plus	(3)
11	Dettes à un an au plus	(4)
12	Autres produits exceptionnels	764/9
13	Autres charges exceptionnelles	664/8
14	Impôts	67-77
B	**Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement**	**1-2+3-4+5-6-7+8+9**
1	Acquisitions d'immobilisations incorporelles	Etat 2 (5)
2	Cessions d'immobilisations incorporelles	Etat 2 (6)
3	Acquisitions d'immobilisations corporelles	Etat 3 (7)
4	Cessions d'immobilisations corporelles	Etat 3 (8)
5	Acquisitions d'immobilisations financières	Etat 4 (9)
6	Cessions d'immobilisations financières	Etat 4 (10)
7	Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés	641+663
8	Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	741+763
9	Produits des immobilisations financières	750

C	**Flux de trésorerie provenant des activités de financement**	**1-2+3+4+5+6-7-8-9-10+11**
1	Libération de capital (dont découle un flux)	Ecart (11)
2	Remboursement des actionnaires	Ecart (12)
3	Dettes LT contractées & remboursements	Ecart (13)
4	Subsides d'exploitation reçus	740
5	Subsides en intérêts reçus	(14)
6	Subsides en capital reçus	(15)
7	Subsides rendus	(16)
8	Dividendes versés	694 ex prec
9	Intérêts payés	650-6501
10	Autres charges financières	652/5 + 657/9
11	Autres produits financiers	751/2 + 754/9
D	**Augmentation nette des liquidités au sens large**	**A+B+C**
E	**Augmentation nette des liquidités au sens large**	**1+2-3**
1	Placements de trésorerie	50/53 (x - x-1)
2	Valeurs disponibles	54/58 (x - x-1)
3	Dettes financières à court terme	430/9 (x - x-1)

(1) = 29 (x - x-1) + 633
(2) = 30/7 (x - x-1) + 631/2
(3) = 40/1 (x - x-1) + 634 + 651 + 490/1 (x - x-1)
(4) = 44/48 (x - x-1) + 492/9 (x - x-1)
Etat 2 (5) = Codes 802 + 804 (si +) - 809 - 811 (si +)
Etat 2 (6) = Codes 803 - 804 (si -) - 810 + 811 (si -)
Etat 3 (7) = Codes 816 + 818 (si +) - 829 - 831 (si +)
Etat 3 (8) = Codes 817 - 818 (si -) - 830 + 831 (si -)
Etat 4 (9) = Codes 836 + 838 (si +) - 849 - 851 (si +) + 858
Etat 4 (10) = Codes 837 - 838 (si -) - 850 + 851 (si -) + 859
Ecart (11) = 10&11 (x - x-1) (si +)
Ecart (12) = 10&11 (x - x-1) (si -)
Ecart (13) = 170/9 (x - x-1) + 420/9 (x - x-1)
(14) = Etat XIII.A (code 9126)
(15) = 15 (x - x-1) + code 9125 (Etat XIII.A)
(16) = ne peut être identifié à partir de la balance des comptes ou des comptes annuels

5. Quelques points particuliers abordés par la norme IAS 7

Le schéma type présenté ci-avant, même s'il ne jette que des bases générales, peut être affiné au cas par cas par les sociétés au vu de l'information disponible au sein de l'entreprise.

La norme IAS 7 donne des orientations permettant d'améliorer la qualité informative de l'information transmise au travers du tableau de flux.

Nous relèverons en particulier les sept points suivants:
- les flux de trésorerie en monnaie étrangère;
- les éléments extraordinaires;
- les intérêts et dividendes;
- les impôts sur le résultat;
- les participations dans des filiales des entreprises associées et des coentreprises;
- les acquisitions et les sorties de filiales et autres unités opérationnelles;
- les transactions sans contrepartie en trésorerie.

5.1. Les flux de trésorerie en monnaie étrangère

Les flux de trésorerie provenant de transactions en monnaie étrangère doivent être enregistrés dans la monnaie de l'entreprise qui présente les états financiers, par application au montant en monnaie étrangère du cours de change entre la monnaie dans laquelle les états financiers de l'entreprise sont présentés et la monnaie étrangère à la date du flux de trésorerie (IAS 7.25).

Les flux de trésorerie d'une filiale étrangère doivent être convertis au cours de change entre la monnaie dans laquelle les états financiers de l'entreprise sont présentés et la monnaie étrangère à la date du flux de trésorerie (IAS 7.26).

Les gains et pertes latents provenant des variations des cours de change ne sont pas des flux de trésorerie (IAS 7.28). Toutefois, l'effet des variations des cours de change sur la trésorerie au sens large détenus ou dus en monnaie étrangère est présenté dans le tableau des flux de trésorerie de façon à permettre le rapprochement de la trésorerie au sens large à l'ouverture et à la clôture de l'exercice. Ce montant est présenté séparément des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, d'investissement et de financement et tient compte le cas échéant des écarts qui auraient été constatés si les flux de trésorerie avaient été inscrits au cours de change de clôture.

5.2. Les éléments extraordinaires

Les flux de trésorerie liés à des éléments extraordinaires doivent être classés comme provenant des activités opérationnelles, d'investissement ou de financement, selon le cas, et présentés séparément (IAS 7.29).

Les flux de trésorerie associés à des éléments extraordinaires sont présentés séparément dans le tableau des flux de trésorerie comme provenant d'activités opérationnelles, d'investissement ou de financement afin de permettre aux utilisateurs de comprendre leur nature et leur effet sur les flux de trésorerie actuels et futurs de l'entreprise (IAS 7.30).

5.3. Les intérêts et dividendes

Les flux de trésorerie provenant des intérêts et des dividendes perçus ou versés doivent être tous présentés séparément. Chacun doit être classé de façon permanente d'un exercice à l'autre dans les activités opérationnelles, d'investissement ou de financement (IAS 7.31).

Le montant total des intérêts versés au cours d'un exercice est indiqué dans le tableau des flux de trésorerie, qu'ils aient été comptabilisés en charges au compte de résultats ou incorporé au coût d'un actif au titre «d'intérêts intercalaires» (en application des dispositions de la norme IAS 23) (IAS 7.32).

Les intérêts versés et les intérêts et dividendes reçus sont habituellement classés en flux de trésorerie opérationnelle par une institution financière. Toutefois, il n'y a aucun consensus pour le classement de ces flux de trésorerie pour les autres entreprises. Les intérêts payés et les intérêts et dividendes reçus peuvent être classés dans les flux de trésorerie opérationnelle parce qu'ils entrent dans le calcul du résultat net. Alternativement, les intérêts versés et les intérêts et dividendes reçus peuvent être classés respectivement en flux de trésorerie financiers et flux de trésorerie d'investissement, car ils représentent des ressources financières ou des retours sur investissements (IAS 7.33).

Les dividendes versés peuvent être classés en flux financiers de trésorerie, car ils sont le coût d'obtention de ressources financières. Simultanément, les dividendes versés peuvent être classés parmi les flux de trésorerie des activités opérationnelles dans le but d'aider les utilisateurs à déterminer la capacité d'une entreprise à dégager des dividendes à part des flux de trésorerie opérationnels (IAS 7.34).

5.4. Les impôts sur le résultat

Les flux de trésorerie provenant des impôts sur le résultat doivent être présentés séparément et classés comme des flux opérationels de trésorerie, à moins qu'ils ne puissent être spécifiquement rattachés aux activités de financement et d'investissement (IAS 7.35).

Les impôts sur le résultat résultent de transactions qui donnent lieu à des flux de trésorerie classés en activité opérationnelle, d'investissement ou de financement

dans le tableau des flux de trésorerie. Alors que la charge d'impôt peut être facilement identifiable pour les activités d'investissement et de financement, les flux de trésorerie relatifs à l'impôt sont souvent impossibles à identifier et peuvent survenir lors d'un exercice différent de celui de la transaction génératrice de flux de trésorerie. Par conséquent, les impôts payés sont habituellement classés en flux de trésorerie d'activités opérationnelles. Toutefois, lorsqu'il est possible de relier le flux de trésorerie d'impôt avec une transaction individuelle qui procure des flux de trésorerie classés en activité d'investissement ou de financement, le flux de trésorerie d'impôt est classé suivant le cas en activité d'investissement ou de financement. Lorsque les flux de trésorerie d'impôt sont répartis sur plus d'une catégorie d'activités, le montant total d'impôts payés est une information à fournir (IAS 7.36).

5.5. Les participations dans des filiales des entreprises associées et des co-entreprises

Lors de la comptabilisation d'une participation dans une entreprise associée ou d'une filiale selon la méthode de mise en équivalence ou au coût, un investisseur limite ses informations dans le tableau des flux de trésorerie aux flux de trésorerie intervenus entre lui-même et l'entreprise détenue, par exemple aux dividendes et aux avances.

Une entreprise qui présente sa participation dans une entité contrôlée conjointement selon la méthode de l'intégration proportionnelle (voir IAS 31, Information financière des participations dans des co-entreprises), inscrit dans le tableau consolidé des flux de trésorerie sa quote-part des flux de trésorerie de l'entité contrôlée conjointement. Une entreprise qui présente la même participation selon la méthode de mise en équivalence inscrit dans son tableau des flux de trésorerie les flux liés aux participations dans la co-entreprise, aux distributions et autres entrées ou sorties de trésorerie entre elle et l'entité contrôlée conjointement.

5.6. Les acquisitions et les sorties de filiales et autres unités opérationnelles

L'ensemble des flux de trésorerie provenant des acquisitions et sorties de filiales et autres unités opérationnelles doivent être présentés séparément et classées dans les activités d'investissement (IAS 7.39).

Une entreprise doit indiquer, de façon globale pour les acquisitions et sorties de filiales ou d'autres unités opérationnelles effectuées au cours de l'exercice, chacun des éléments suivants (IAS 7.40):
(a) le prix total d'achat ou de cession;
(b) la portion du prix d'achat ou de cession payée en trésorerie au sens large;
(c) le montant de trésorerie au sens large dont dispose la filiale ou l'unité d'exploitation acquise ou sortie; et

(d) le montant des actifs et passifs, autres que la trésorerie au sens large, de la filiale ou de l'unité opérationnelle acquise ou sortie, regroupés par grandes catégories.

5.7. Les transactions sans contrepartie en trésorerie

Les transactions d'investissement et de financement qui ne requièrent pas de trésorerie au sens large doivent être exclues du tableau des flux de trésorerie. De telles transactions doivent être indiquées dans les états financiers de façon à fournir toute information pertinente à propos de ces activités d'investissement et de financement (IAS 7.43).

Exemples de transactions sans effet de trésorerie (7.44):
(a) l'acquisition d'actifs par la prise en charge de passifs directement liés ou par un contrat de location-financement;
(b) l'acquisition d'une entreprise au moyen d'une émission d'actions; et
(c) la conversion de dettes en capitaux propres.

6. Conclusions

Le tableau de flux de trésorerie est un document ayant un objectif d'information complémentaire à rencontrer. Il relève dès lors de la responsabilité de l'organe de gestion de la société d'établir et de diffuser un tableau de flux de trésorerie véhiculant une information complémentaire à celle qui aurait pu être tirée de l'information contenue dans le bilan, le compte de résultats ou encore l'annexe des comptes annuels.

Le schéma présenté dans cette contribution doit dès lors être considéré comme un point de départ et non comme un aboutissement. L'information contenue dans le tableau de flux d'une entreprise quelconque doit en effet être affinée au vu de sa situation réelle en identifiant la meilleure classification d'un certain nombre d'opérations.

Ce n'est que dans ces conditions que le tableau de flux présentera un intérêt réel pour les utilisateurs des états financiers et partant rencontrera l'objectif fondamental poursuivi par ce document, en tant que composante à part entière des états financiers.

Bibliographie

DAVIES M., PATERSON R. & WILSON A. (1994), *UK GAAP*, 4th Edition, Ernst & Young - MacMillan, 1610 p. (Voyez en particulier le chapitre 26 relatif au tableau de flux de trésorerie).

DEKEYSER W. (1997), *Aandachtspunten bij het opstellen van een geconsolideerde cash flow statement*, Accountancy, Jaargang 17, nr. 6, juni 1997, p. 7 et s.

Etat des flux de trésorerie (1996), Exposé-sondage de l'ICCA, CA magazine, mai 1996, p. ES 1 & s.

FARBER A., GINSBURGH V. & MICHEL P. (1999), *Le tableau de financement*, Traité pratique des comptes annuels, Les comptes annuels dans leur contexte (XVII), décembre 1999, p. 1 et s.

FEE Research on Cash Flow Statements, 1996, 41 p.

FINCH C. (1997), *The Cash flow question*, Accountancy - International Edition, February 1997, p. 62 et s.

LANGOT J. (1995), *Comptabilité anglo-Saxonne - Normes, Mécanismes et Documents Financiers*, 2ème Édition, Economica, 349 p. (Voyez en particulier p. 67 et s. relatives au tableau des variations de trésorerie).

LEVASSEUR M. & QUINTART A. (1998), *Finance*, 3ème Edition, Economica, 1016 p. (Voyez en particulier les p. 125 & suivantes relatives à l'analyse dynamique financière de l'entreprise par la méthode es tableaux de flux)

MARTIN R. (1996), *FRS1 Cashflow Statements*, Certified Accountant, December 1996, p. 24 et s.

Normes comptables internationales 2000, International Accounting Standards Committee, ECM, Paris, 1067 p.

Tableaux des flux de trésorerie, Document du Forum consultatif de la Comptabilité, DG XV de la Commission européenne (XV/6008/94FR), 1994, 83 p.

VERMEEREN J. (1996), *Het kasstroomoverzicht: de opstellers aan het woord*, De accountant, nr. 2, oktober 1996, p.104 et s.

WATSON S. (1997), *Cash for questions*, Accountancy - International Edition, August 1997, p. 66 et s.

Annexe 1: extrait de la norme IAS 7

Annexe 1 de la norme IAS 7
Tableau des flux de trésorerie pour une entreprise autre qu'une institution financière

La présente Annexe n'est qu'une illustration et ne fait pas partie des dispositions normatives. Elle vise à illustrer l'application de ces dispositions normatives afin d'en clarifier le sens.

Tableau des flux de trésorerie selon la méthode directe (paragraphe 18a)

Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles:
Encaissements reçus des clients
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles
Intérêts payés
Impôts sur le résultat payés
Flux de trésorerie avant élément extraordinaire
Indemnités perçues à la suite d'un tremblement de terre
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles

Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement:
Acquisition de la filiale X nette de la trésorerie acquise
Acquisition d'immobilisations corporelles
Produit résultant de la vente de matériel
Intérêts encaissés
Dividendes reçus
Flux de trésorerie net utilisés dans les activités d'investissement

Flux de trésorerie provenant des activités de financement:
Produits de l'émission d'actions
Produits d'emprunts à long terme
Remboursement de dettes résultant des contrats de location-financement
Dividendes versés (*)
Flux de trésorerie net utilisés dans les activités de financement

Augmentation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie

Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice (note C)

Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice (note C)

(*) Ce flux pourrait également figurer dans les flux d'exploitation.

Tableau des flux de trésorerie selon la méthode indirecte (paragraphe 18b)

Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles:
Bénéfice net avant impôt et élément extraordinaire
Ajustements pour:
Amortissements
Perte de change
Produits de placements
Charges financières
Bénéfice opérationnel avant variation du BFR
Augmentation des clients et autres débiteurs
Diminution des stocks
Diminution des fournisseurs
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles
Intérêts payés
Impôts sur le résultat payés
Flux de trésorerie avant élément extraordinaire
Indemnités perçues à la suite d'un tremblement de terre
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles

Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement:
Acquisition de la filiale X, sous déduction de la trésorerie acquise
Acquisition d'immobilisations
Encaissements résultant de la cession de matériel
Intérêts encaissés
Dividendes reçus
Flux de trésorerie net utilisés dans les activités d'investissement

Flux de trésorerie provenant des activités de financement:
Produits de l'émission d'actions
Encaissements provenant d'emprunts à long terme
Remboursement de dettes résultant des contrats de leasing
Dividendes versés (*)
Flux de trésorerie net utilisés dans les activités de financement

Augmentation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie

Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice (note C)

Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice (note C)

(*) Ce flux pourrait également figurer dans les flux d'exploitation.

Les nouveaux défis de la comptabilité de gestion

Yves De Rongé,
Professeur à l'Université catholique de Louvain et aux Facultés Universitaires Saint-Louis

Introduction

L'objectif de cette courte contribution est de faire le point sur les principaux défis qui se posent à la comptabilité de gestion à l'aube du nouveau millénaire. La définition même du domaine d'expertise de la comptabilité de gestion ne fait pas l'unanimité, signe révélateur des changements à l'œuvre. En effet, contrairement aux pays anglo-saxons où la comptabilité de gestion («management accounting») s'est structurée comme une profession à l'instar des experts comptables et des réviseurs d'entreprise avec une association professionnelle (l'IMA: Institute of Management Accountants aux Etats-Unis et CIMA: Chartered Institute of Management Accountants au Royaume Uni), des examens de certification professionnelle, des programmes de formation continue ..., la Belgique n'a pas connu le développement d'un métier ou d'une profession spécifique de la comptabilité de gestion. On assiste cependant à une évolution récente qui va dans ce sens avec la création du BIMAC (Belgian Institute of Management Accountants and Controllers) dont un des objectifs est de rassembler l'ensemble des professionnels de la comptabilité de gestion actifs en Belgique.

La première section est consacrée à l'examen des principaux facteurs exogènes et endogènes qui entraînent une remise en question de la capacité actuelle de la comptabilité de gestion à assurer ses rôles au service de la gestion de l'entreprise. La deuxième section s'intéresse au basculement de la structure organisationnelle de l'entreprise d'une vision fonctionnelle à une vision processus et de ses conséquences sur la comptabilité de gestion. La troisième section traite du recours accru aux mesures non financières dans la gestion des entreprises qui mettent en œuvre des stratégies de qualité totale ou de juste à temps et de leurs implications pour la comptabilité de gestion. La quatrième section évoque les problématiques nouvelles qui prennent une importance majeure dans les entreprises d'aujourd'hui comme l'évaluation des actifs immatériels et le développement d'une comptabilité environnementale. La cinquième et dernière section traite de l'évolution récente et prévisible du (ou des) métier(s) de la comptabilité de gestion.

Section 1. L'évolution de l'environnement technologique et concurrentiel de l'entreprise

L'environnement économique dans lequel opèrent de nombreuses entreprises a connu des mutations importantes dans les deux dernières décennies. Elles sont synthétisées en deux évolutions majeures:

— l'avènement de la globalisation et l'accroissement de la concurrence;
— l'accélération de l'innovation technologique.

1.1. L'avènement de la globalisation et l'accroissement de la concurrence

Depuis une vingtaine d'années, la concurrence s'est fortement intensifiée. Ce phénomène de globalisation de la concurrence s'accentue d'année en année et touche de plus en plus de secteurs de l'industrie et des services, suite aux vagues conjuguées de déréglementations et de privatisations qui s'observent dans un nombre croissant de pays. Durant les années '80, on a assisté à un mouvement de dérégulation dans de nombreux secteurs économiques, comme les transports aériens ou les services financiers qui, jusqu'alors étaient souvent protégés par des monopoles nationaux ou sectoriels. Les entreprises appartenant à des secteurs réglementés étaient isolées de la concurrence et n'avaient aucun incitant quant à la maîtrise des coûts de production puisque les prix de vente pratiqués étaient calculés de façon à assurer un return stable dans le temps, après couverture de l'ensemble des charges. L'ouverture de ces secteurs à la concurrence a conduit à l'entrée de nouveaux concurrents qui étaient souvent capables d'offrir le même service à un prix moindre, tout en réalisant un profit. La transformation radicale des conditions de fonctionnement concurrentiel de ces secteurs a elle aussi rendu nécessaire une connaissance précise des coûts de revient ainsi que des informations permettant d'assurer une meilleure maîtrise des coûts, de la qualité et des délais.

Le secteur de la téléphonie est un exemple de cette évolution. Des entreprises de télécommunications nationales, existant depuis des dizaines d'années, ont une longue expérience de la stabilité de leur environnement, assuré par le monopole de service public dont elles bénéficiaient. Elles se trouvent confrontées à un environnement radicalement différent, à partir du premier janvier 1998, date de disparition du monopole de la téléphonie vocale en Union européenne. D'autres secteurs, comme la production et la distribution de l'électricité, du gaz et de l'eau, la poste, les chemins de fer ..., sont appelés à connaître la même évolution dans les années à venir.

Progressivement, les modalités mêmes de la concurrence se sont transformées. L'introduction de nouvelles philosophies de gestion comme le «Juste A Temps» (JAT) et le management de la qualité totale a permis aux entreprises d'offrir des produits de haute qualité à des prix extrêmement compétitifs, dans des délais parfaitement maîtrisés. La possibilité d'offrir des produits différenciés, de qualité à un coût compétitif a radicalement modifié le jeu de la concurrence car le coût a cessé d'être le seul facteur pertinent dans le jeu concurrentiel. D'autres dimensions comme la qualité, la maîtrise du temps et l'innovation ont progressivement pris une place de plus en plus importante dans l'offre de produits et de services de l'entreprise. Les indicateurs classiques en matière de coûts se voient accompagnés voire dans certains cas remplacés par des indicateurs en termes de qualité ou de délais.

L'importance de la concurrence à laquelle est soumise une entreprise et le type de stratégie compétitive qu'elle a choisi de mettre en œuvre influencent con-

sidérablement le degré de précision nécessaire à son système comptable. L'impact de la concurrence sur les caractéristiques des systèmes comptables peut aujourd'hui s'observer de façon très nette dans les secteurs qui se sont ouverts à la compétition comme les services financiers ou les télécommunications.

Le secteur bancaire belge constitue un exemple remarquable de cette évolution. Il était relativement protégé de la concurrence jusqu'au début des années 1980. Les dépôts non rémunérés de ses clients fournissaient des fonds à bon marché et le monopole de placement de l'abondante dette publique belge qu'il détenait lui assurait des profits confortables sans trop d'efforts. Les systèmes de comptabilité analytique développés par les banques étaient extrêmement simples et ne fournissaient qu'une vision très approximative de la rentabilité des différents produits qu'elles offraient ou des segments de clientèle qu'elles servaient. Depuis le début des années 1980, les banques ont vu leurs profits s'éroder suite à une gestion plus dynamique de la dette publique belge par le ministère des Finances et à la concurrence accrue de banques étrangères installées en Belgique et qui ont commencé à offrir aux épargnants des rémunérations intéressantes sur leurs dépôts. En réaction à cette détérioration de leur position concurrentielle, les banques ont commencé à développer des modèles de comptabilité de gestion plus sophistiqués et plus précis visant à produire une meilleure représentation de la structure de coûts de leur portefeuille de produits (1), de la rentabilité de chaque famille de produits et de la rentabilité des différents segments de clientèle qu'elles servaient.

Le même phénomène s'observe aujourd'hui dans le secteur des télécommunications. Dans la plupart des pays européens, une entreprise d'Etat disposait souvent du monopole pour la téléphonie vocale. L'introduction de la concurrence à partir du premier janvier 1998 a forcé l'ensemble de ces sociétés à développer des systèmes beaucoup plus sophistiqués de comptabilité analytique (2).

De la même façon, le type de stratégie poursuivie (une stratégie de leadership par les coûts ou une stratégie de différentiation) influencera également les besoins d'information comptable et le degré de précision souhaité. A priori, une stratégie de leadership par les coûts est susceptible de requérir une plus grande précision dans la mesure des coûts.

(1) A la fin des années 1980, les banques ont introduit une tarification de leurs services bancaires (chèques, virement, ...) et, pour ce faire, ont dû obtenir une autorisation auprès du ministère des Affaires Economiques. Afin d'argumenter leur demande, il leur a été nécessaire de montrer une étude détaillée de la structure des coûts de chacun des services qu'elles avaient jusqu'à présent offerts gratuitement à leur clientèle et qu'elles souhaitaient tarifer dans le futur.

(2) Un des problèmes majeurs auxquels les anciens monopoles nationaux sont confrontés est la détermination du tarif d'interconnexion qu'ils vont facturer aux autres opérateurs pour l'utilisation de leur réseau. Ce tarif doit être fondé sur une analyse précise des coûts de l'opérateur et doit être approuvé par l'autorité régulatrice du secteur des télécommunications.

En conclusion, le système d'information comptable se doit de fournir l'information adéquate pour guider les choix stratégiques et pour orienter le déploiement des objectifs stratégiques dans la gestion à court terme de l'entreprise. La nature de l'environnement concurrentiel va clairement affecter la nature de l'information et le degré de précision nécessaire à assurer sa pertinence. En conséquence, toute modification radicale de l'environnement concurrentiel ou de la stratégie suivie devrait inciter les dirigeants à évaluer la pertinence des systèmes d'information comptable dont ils disposent pour affronter le nouvel environnement concurrentiel émergent. Toute évolution de l'environnement est en effet susceptible de modifier radicalement les besoins d'information comptable des managers et dirigeants pour la prise de décision et le contrôle de l'organisation. Cela suppose une adaptation constante de la comptabilité de gestion aux nouveaux besoins d'information suscités par l'accroissement de la concurrence.

1.2. L'accélération du rythme de l'innovation technologique

Le rythme de l'innovation technologique n'a jamais été aussi rapide qu'en ce début de vingt et unième siècle. Une des conséquences majeures de cette évolution est le raccourcissement spectaculaire de la durée de vie de nombreux produits. Dans le secteur de la haute technologie, comme l'informatique par exemple, la durée de vie de nombreux produits est de plus en plus souvent inférieure à un an. La période de mise au point du produit d'une part et la période de service après vente après l'arrêt de la vente du produit sont, dans certains secteurs, plus longues que la période de production et de commercialisation proprement dites. La protection légale offerte par les brevets, qui assurait une stabilité sur le long terme, n'est plus d'aucune utilité lorsque le rythme de l'innovation technologique la vide de sa substance par l'obsolescence de l'invention protégée.

Cette évolution se traduit également dans la structure de coûts de nombreuses entreprises manufacturières où la part du coût de production dans le coût total, autrefois largement dominante, se réduit au fur et à mesure de la croissance des dépenses de recherche et développement et de marketing.

Une autre évolution importante est le développement des possibilités des technologies de traitement de l'information, couplée avec la réduction de leurs coûts. L'énorme expansion des capacités de traitement de l'information et la disponibilité d'ordinateurs toujours plus performants à un coût décroissant ont eu pour effet de diminuer fortement le coût de l'information. Il est devenu possible, aujourd'hui, à coût égal, d'avoir une information beaucoup plus précise, ce qui modifie le point d'équilibre dans l'arbitrage entre la précision de l'information comptable et son coût. Les choix retenus en matière d'information dans la conception des systèmes comptables traditionnels s'expliquent en partie par le coût élevé de l'information à l'époque de leur développement.

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) entraînent un bouleversement fondamental dans le fonctionnement de la comptabi-

lité de gestion d'une organisation et modifient les attentes de l'organisation vis-à-vis de sa contribution. Les NTIC permettent de diminuer considérablement le temps nécessaire à la réalisation des rapports périodiques de la comptabilité de gestion qui sont disponibles trois ou quatre jours après la clôture de la période comptable au lieu de 15 à 20 jours il y a une vingtaine d'années. La partie du travail relative à la collecte, à la saisie et au traitement des informations comptables, la gestion comptable des transactions étant de plus en plus automatisées, les rapports financiers sont établis plus rapidement et une partie croissante du temps peut être consacrée par le département de comptabilité de gestion à l'analyse de l'information produite plutôt qu'à sa production. Dans le fonctionnement de la comptabilité de gestion, la part du temps consacrée à la production des chiffres diminue au profit du temps consacré à l'analyse des chiffres produits.

Le développement des NTIC permet une évolution des rôles de la comptabilité de gestion où la part du travail de production d'informations comptables se réduit au profit d'une part croissante de l'activité consacrée à l'analyse de l'information comptable.

Section 2. Les transformations de la structure organisationnelle et ses implications pour la comptabilité de gestion

Un grand nombre d'entreprises sortent graduellement d'une vision taylorienne de l'organisation pour introduire une vision de l'entreprise centrée sur les activités et les processus, inspirée du modèle de la chaîne de valeur de M. Porter. L'entreprise y est définie comme une chaîne créatrice de valeur dont les maillons sont constitués d'un ensemble de processus et d'activités orientés vers la satisfaction d'un client final. Cette vision de l'entreprise est la conséquence d'un renversement du rapport d'échange entre le producteur et le consommateur. Les consommateurs sont les acteurs dominants dans la relation d'échange et leur satisfaction est un élément déterminant de la performance économique de l'entreprise. Ceci entraîne la nécessité de reconstruire une représentation comptable de l'organisation capable de traduire et d'articuler les relations entre la valeur produite pour le client et le coût des ressources consommées par l'entreprise. Une nouvelle représentation comptable de l'entreprise centrée sur les activités et les processus tente de le faire. Cet effort de renouvellement de la représentation comptable entamé dans les années 1990 représente un défi important pour la crédibilité de la comptabilité de gestion comme outil de gestion dans le futur.

Après une brève présentation des concepts d'activité et de processus, nous tenterons de préciser les enjeux que cette nouvelle vision de l'organisation implique pour la comptabilité de gestion.

2.1. Les concepts d'activité et de processus

La vision de l'entreprise comme un ensemble de processus est radicalement différente de celle proposée par l'approche fonctionnelle. Le processus est constitué d'un ensemble d'activités qui appartiennent souvent à des fonctions différentes et, par là même, est transversal à l'organisation fonctionnelle. Contrairement à cette dernière qui privilégie la division verticale entre fonctions, l'organisation processus présente une vision plus horizontale de l'organisation.

L'organisation est constituée d'un ensemble de processus qui sont eux-mêmes des regroupements d'activités. Ces deux concepts méritent d'être soigneusement définis.

2.1.1. Le concept d'activité (3)

Différentes définitions de l'activité se rencontrent dans la littérature de comptabilité de gestion. Elles se distinguent par le niveau de détail. Au niveau le plus élémentaire, l'activité se définit comme une tâche exécutée dans une organisation. Un exemple est le traitement par un préposé à l'accueil d'un appel téléphonique extérieur. La définition la plus courante considère qu'une activité est un ensemble de tâches reliées effectuées par une entité de l'organisation (4). L'activité accueil, assurée par le préposé, comprendra notamment la tâche de traitement des appels téléphoniques entrants mais aussi l'accueil des personnes dans l'entreprise.

L'accomplissement de l'activité suppose la mise en œuvre d'une combinaison d'intrants (travail, matière, technologie, méthodes et informations) qui conduit à l'obtention d'un résultat, produit ou service, pour un "client" interne ou externe. Ce concept est applicable à l'ensemble de l'entreprise (fabrication, support, logistique, services administratifs, marketing, ...).

---

(3) Dans ce paragraphe, seule une définition générale du concept d'activité est présentée. Une définition et une analyse plus complète du concept d'activité peuvent être trouvées dans la troisième partie de l'ouvrage de Y. DE RONGÉ, *Comptabilité de gestion*, Bruxelles, De Boeck Université, 1998.

(4) Une définition très complète de la notion d'activité est proposée par P. LORINO dans son ouvrage: *Le contrôle de gestion stratégique*, Paris, Dunod, 1991, 40. Il définit l'activité comme étant un "ensemble de tâches élémentaires:
- réalisées par un individu ou un groupe;
- faisant appel à un savoir-faire spécifique;
- homogènes du point de vue de leurs comportements de coûts et de performances (la pièce fraisée, la qualification de fournisseur, le budget);
- permettant de fournir un output;
- à un client interne ou externe;
- à partir d'un panier d'inputs (travail, machines, informations, ...)"

L'organisation, vue comme un ensemble d'activités, se définit à partir de ce qui est fait dans l'entreprise et non plus à partir d'un regroupement de compétences par fonctions spécifiques.

La valeur d'une activité se mesure par rapport à sa contribution à la satisfaction du client final externe, celui-là même qui valorise la production de l'entreprise. Gérer la valeur pour le client peut se faire par la gestion des activités de l'entreprise du point de vue de leur valeur pour le client externe.

2.1.2. Le concept de processus

Un certain nombre d'activités sont reliées et interdépendantes parce que chacune contribue à l'obtention d'un output global. Un processus est un ensemble d'activités interreliées qui sont mises en œuvre pour réaliser un output global pour lequel il existe un client interne ou externe. LORINO (5) le définit comme un "ensemble d'activités reliées entre elles par des flux d'information significatifs, et qui se combinent pour fournir un produit matériel ou immatériel important et bien défini". HAMMER et CHAMPY le définissent comme "une suite d'activités qui, à partir d'une ou plusieurs entrées (input), produit un résultat (output) représentant une valeur pour un client" (6).

Une série d'exemples permettent de mieux comprendre le concept de processus:

— le processus de fabrication englobe l'ensemble des activités nécessaires à la transformation des intrants en un produit ou un service selon des spécifications bien définies;

— le processus logistique rassemble un ensemble d'activités qui vont de l'approvisionnement en matières, énergie, composants qui entrent dans la composition d'un produit jusqu'à la livraison au client final, en passant par les différentes activités de fabrication et tâches administratives nécessaires à l'obtention du résultat final. Ce processus peut être divisé en trois processus: un processus de logistique des intrants qui englobe l'ensemble des activités de gestion des commandes, de gestion des fournisseurs et de mise à disposition des ressources livrées au processus de fabrication; un processus de fabrication défini plus haut et un processus de logistique des extrants qui regroupe l'ensemble des activités qui permettent de délivrer le produit au client final;

(5) Voir P. LORINO, "Le déploiement de la valeur par les processus", *Revue française de gestion*, Juin-Juillet-Août 1996, 55.

(6) Voir M. HAMMER et J. CHAMPY, *Reengineering the corporation*, Harper Business, 1993.

— le processus de développement d'un nouveau produit qui est composé de l'ensemble des activités qui conduisent au développement et à la mise au point d'un nouveau produit fabricable;

— le processus de facturation qui regroupe un ensemble d'activités qui permettent l'émission des factures.

Un processus présente deux caractéristiques importantes:

— il est généralement transversal à l'organisation fonctionnelle classique;

— chaque processus a un client interne ou externe.

2.2. La représentation comptable d'une entreprise, ensemble de processus et d'activités

Les systèmes ABC de calcul des coûts introduits dans les années 1980 ont tenté de construire une représentation de l'entreprise centrée sur les processus et les activités. La mise en place concrète de ces systèmes s'est révélée complexe parce qu'elle suppose notamment une gestion qui combine responsabilité hiérarchique (verticale) et responsabilité de processus (horizontale).

Dans le cadre des systèmes ABC ou d'autres systèmes de représentation comptable à venir, la comptabilité de gestion devrait contribuer à:

— une modélisation précise des processus transversaux de l'entreprise reprenant pour chacun les différentes activités dont ils sont composés. Elle devrait identifier l'ensemble des facteurs de causalité qui rendent aujourd'hui nécessaire l'ensemble des activités comprises dans les processus et l'enchaînement des activités qui les constituent. La connaissance précise des facteurs de causalité permet une gestion des activités et processus afin d'en maîtriser les coûts;

— une modélisation précise de la création de valeur pour le client par les différentes activités constitutives du processus et par le processus dans son ensemble (7);

— une articulation du coût des ressources consommées par les activités et de la valeur créée pour le client en reliant les attributs du produit/service, éléments constitutifs de la valeur avec les ressources consommées pour produire ces attributs;

(7) Certains auteurs introduisent une distinction entre des activités à valeur ajoutée au sens où elles créent de la valeur pour le client final et des activités sans valeur ajoutée dont la disparition n'entraînerait pas une perte de valeur pour le client.

— une représentation comptable adéquate des interfaces entre activités d'un même processus qui dépendent hiérarchiquement de fonctions différentes. En effet, de nombreux travaux ont montré que l'optimisation des interfaces fonctionnelles au sein d'un processus de gestion recèle le plus grand potentiel d'économie de coûts. Un exemple est le processus de développement d'un nouveau produit qui est aujourd'hui conduit par des équipes multifonctionnelles, ce qui conduit à un raccourcissement du temps de développement et à des choix de conception de produits où les solutions techniques qui se révèlent les moins coûteuses en fabrication tout en maintenant les fonctionnalités désirées au produit/service, sont retenues;

— un approfondissement de la modélisation de la consommation des ressources par les activités appartenant aux fonctions de recherche et développement et de marketing.

En synthèse, le défi qui se pose à la comptabilité de gestion est de produire une modélisation toujours plus pertinente de la consommation des ressources de l'entreprise par ses activités et ses processus et, d'articuler le coût des activités avec la valeur, créée pour le client, du panier d'attributs que constitue un produit/service.

Le développement de progiciels intégrés de gestion a renforcé les possibilités de construire des systèmes d'information de gestion qui représentent et modélisent la vision processus de l'organisation. Les progiciels intégrés de gestion comme ceux proposés par SAP, Baan, Peoplesoft et Oracle sont un ensemble d'applications informatiques en temps réel qui couvrent les principales fonctions de gestion comme le planning et le contrôle de la production, la maintenance, la gestion des actifs, les ventes, la gestion des ressources humaines, la comptabilité analytique et budgétaire, la comptabilité financière, ... Ces progiciels sont conçus avec une structure modulaire d'une façon telle que l'entreprise peut choisir de n'implanter qu'une partie des modules correspondant aux fonctions de la chaîne de valeur qu'elle veut intégrer. Ces progiciels intégrés de gestion permettent que l'information soit encodée une seule fois dans n'importe quelle partie de la structure organisationnelle de l'entreprise et qu'elle soit ensuite disponible sous une forme standardisée et stabilisée pour les diverses fonctions, activités et/ou processus qui nécessitent le recours à cette information pour l'aide à la décision ou le contrôle. Ces solutions informatiques intégrées permettent de combiner un traitement centralisé des données avec une saisie et une consultation décentralisée des données. La saisie décentralisée des données dans les différentes fonctions de l'entreprise modifie le rôle des comptables qui passent de moins en moins de temps à la saisie des données et disposent donc de plus de temps et de possibilités de procéder à une analyse des données comptables. Leur rôle évolue d'une responsabilité transactionnelle au sens d'être responsables des enregistrements comptables représentatifs des transactions de l'entreprise au profit d'un rôle de structuration de l'information saisie de façon décentralisée et d'un rôle d'analyse de l'information comptable ainsi produite. Dans certaines organisations, ils assument de plus en plus un rôle de consultant interne en matière de gestion combinée des coûts et revenus.

L'évolution récente et la multiplication des déterminants de la performance d'une entreprise posent également un défi à la comptabilité de gestion, à savoir l'articulation des mesures de performance financières et non financières qui fera l'objet de la section suivante.

Section 3. L'articulation des mesures de performance financières et non financières

La pertinence des mesures financières et comptables de la performance comme outil d'évaluation de la performance des organisations a été remise en question récemment. En particulier, le danger de fixation exclusive du management sur les performances financières à court terme au détriment d'objectifs de plus long terme a été stigmatisé par de nombreux auteurs. En réponse à cette critique, KAPLAN et NORTON (1996) ont élaboré un tableau de bord prospectif (une «balanced scorecard»). Pour ces auteurs, les mesures de performance financières et comptables sont utiles et pertinentes car elles permettent de capter la performance de l'entreprise en termes de création de valeur pour l'actionnaire, ce qui est et reste l'objectif principal de l'entreprise dans leur perspective. Il n'en reste pas moins vrai que les mesures de performance comptable et financières classiques comme le ROE, le ROI ou le ROCE sont toutes des mesures qui reflètent exclusivement la performance passée de l'entreprise. Or les dirigeants et partenaires de l'entreprise sont plus intéressés à la performance future de l'entreprise. Pour KAPLAN et NORTON, il est important de décliner la stratégie autour de quatre axes: l'axe financier classique qui se voit complété par un axe clients, un axe qualité des processus internes de gestion et un axe d'apprentissage et de croissance organisationnelle. La performance future de l'entreprise sur l'axe financier sera déterminée par les performances aujourd'hui sur les trois autres axes. Le tableau de bord est un modèle de relations causales qui fonctionne de la façon suivante:

— un apprentissage et une croissance organisationnels en termes d'acquisition, de maintien et de développement de compétences humaines et de capacités des systèmes d'information vont conditionner les coûts, la qualité et les délais des processus internes de gestion de l'organisation;

— la maîtrise des coûts, le respect des spécifications annoncées en matière de qualité et le respect des délais qui sont les mesures de la performance des processus internes de gestion vont affecter d'une part la satisfaction des clients finaux de l'offre de produits/services de l'entreprise et d'autre part la performance financière de l'entreprise par la maîtrise des coûts d'innovation, de production et de service après vente;

— la performance en matière de satisfaction des clients va influencer la fidélisation des clients et le recrutement de nouveaux clients déterminants de la part de marché et du chiffre d'affaires réalisé qui conditionne donc la performance financière de l'entreprise.

Ce nouvel outil du contrôle de gestion permet d'illustrer un ensemble de défis qui se posent aujourd'hui à la comptabilité de gestion si elle veut continuer à créer de la valeur ajoutée pour l'organisation:

— il s'agit d'une part de contribuer au développement d'indicateurs de performance financière et non financière sur les quatre axes du tableau de bord prospectif. La difficulté est particulièrement importante en ce qui concerne l'axe d'apprentissage et de croissance organisationnels où il n'existe à ce jour encore que très peu d'indicateurs pertinents et fiables dans la pratique des entreprises;

— d'autre part, le défi le plus redoutable et le plus important pour maintenir la pertinence de la comptabilité de gestion dans les entreprises performantes d'aujourd'hui et de demain est la capacité à produire une modélisation des liens de causalité qui lient les indicateurs retenus dans les quatre axes du tableau de bord prospectif. En effet implicitement, le système de causalité en filigrane dans le modèle de la «balanced scorecard» fait l'hypothèse qu'une amélioration des performances sur l'axe de l'apprentissage organisationnel devrait se traduire à terme par une meilleure performance en termes de processus internes de gestion. Une amélioration de la performance de ces derniers aurait un impact favorable sur les clients et sur la performance financière à travers une meilleure maîtrise des coûts. Finalement une satisfaction accrue des clients devrait déboucher sur une amélioration future de la performance financière. Même si ces articulations de causalité paraissent sensées a priori, le défi majeur pour la comptabilité de gestion est de construire des modèles de représentation de la causalité suggérée qui permettent de développer des outils de décision et de support de décision au sein de l'entreprise. En particulier la modélisation de l'articulation entre les indicateurs non financiers relatifs aux processus clients, aux processus internes de gestion et aux processus d'apprentissage organisationnel et les indicateurs financiers classiques reste à faire et détermine la pertinence d'un outil de gestion comme le tableau de bord prospectif.

En outre, la comptabilité de gestion devrait développer des outils d'évaluation des actifs incorporels et de performance environnementale et sociétale qui font l'objet de la section suivante.

Section 4. Le développement d'une comptabilité de gestion relative aux problématiques nouvelles

L'évolution économique, technologique et sociétale de nos sociétés conduit à l'émergence progressive de nouvelles problématiques qui interpellent la comptabilité de gestion. Nous en retiendrons deux exemples ici:

— la valorisation des actifs incorporels;
— la mise en place de systèmes de comptabilité et de contrôle de gestion environnementaux.

4.1. La forte croissance des actifs incorporels

Des pans entiers de l'économie sont aujourd'hui composés d'entreprises dont la plus grande partie de la richesse est incorporelle et n'apparaît pas dans l'image fidèle du patrimoine qu'est supposé être le bilan de l'entreprise. Une partie croissante de l'économie, appelée souvent «la nouvelle économie» se caractérise par une création de valeur qui trouve sa source dans un ensemble d'actifs incorporels, immatériels comme les connaissances, l'expérience accumulée, le savoir-faire, l'image de marque. Un défi majeur pour la pertinence à venir de la comptabilité de gestion porte sur la capacité de la discipline à développer des modélisations adéquates de la valorisation des actifs incorporels ainsi que du processus de création de valeur pour l'actionnaire ou le client final qui mobilise des ressources incorporelles. Un champ énorme d'investigations et de recherches en cette matière est en train de s'ouvrir et constitue sans conteste un enjeu et un défi majeur pour la discipline et son intérêt pour la gestion des entreprises de demain.

4.2. L'intégration de préoccupations environnementales et sociétales dans la gestion de l'entreprise

Le développement d'une comptabilité environnementale qui permette de fournir aux dirigeants et managers une information cohérente, pertinente et fiable en matière de performances environnementales constitue aussi un défi majeur pour la discipline de la comptabilité de gestion.

En fonction des stratégies environnementales sélectionnées par l'organisation (allant de la stricte conformité aux normes légales jusqu'à une stratégie proactive où l'entreprise anticipe les changements et développe une stratégie de différenciation fondée sur des performances environnementales), la comptabilité de gestion se devra de développer une modélisation de la performance environnementale qui permette d'aider le management à mettre en œuvre la stratégie environnementale choisie et à contrôler les résultats et performances obtenus. Dans ce domaine aussi, il y aura lieu de développer des articulations entre des mesures non financières qui sont souvent plus aptes à saisir les évolutions relatives à l'environnement et l'impact de celles-ci sur les performances financières de l'entreprise.

Section 5. L'évolution récente et future des métiers de la comptabilité de gestion

Une étude récente (8) de l'Institute of Management Accountants (IMA) américain envisage le futur de la profession de la manière suivante:

— accélération de la tendance à la réduction du temps consacré aux tâches de reporting, de consolidation, de budgétisation à court terme, d'établissement de politiques comptables, de comptabilité de projet, ...;

— accélération de la tendance à l'augmentation du temps consacré aux activités de consultance interne, de planification stratégique à long terme, de systèmes informatiques et des opérations, d'amélioration de processus et d'analyse économique et financière, ...;

— importance croissante à l'avenir des activités de planification stratégique à long terme, d'analyse économique et financière, d'analyse de la rentabilité des produits et des clients, des systèmes informatiques et d'opérations et des activités d'amélioration voire d'optimisation de processus;

— confirmation de l'importance décroissante de la production de chiffres et du reporting de l'information au profit d'un accroissement des activités d'analyse et de planification;

— redéfinition du rôle de la comptabilité de gestion dans le sens d'un partenariat et d'une activité de conseil des décideurs;

— implication plus grande dans la gestion des opérations au sein d'équipes multifonctionnelles;

— plus d'implication dans la prise de décisions managériales.

Ces tendances lourdes d'évolution du métier de la comptabilité de gestion s'observent aujourd'hui aussi dans les grandes entreprises européennes. Cela représente sans doute le défi majeur qui se pose à la comptabilité de gestion: il s'agit de passer du rôle de producteur de données comptables à celui de conseiller de la gestion, actif dans les opérations et les prises de décisions éclairées par des données comptables cohérentes, pertinentes et fiables. Cela suppose de développer une connaissance de l'ensemble des métiers de l'entreprise pour être capable de les comprendre en profondeur et de les modéliser dans un système de gestion.

(8) Voir *Counting More, Counting Less: Transformations in the Management Accounting Profession: The 1999 Practice Analysis of Management Accounting,* IMA Research Project, August 1999.

Conclusion

Cette brève contribution a tenté d'identifier un certain nombre de défis qui se posent à la comptabilité de gestion aujourd'hui. Ils peuvent être synthétisés de la façon suivante:

— développer une représentation de l'entreprise à partir d'une vision transversale de l'organisation, vue comme un ensemble d'activités regroupées en processus;

— identifier l'ensemble des liens de causalité qui relient les activités au sein des processus afin de soutenir une meilleure gestion des activités et des processus;

— construire une représentation de l'entreprise qui articule le coût des processus existants de l'entreprise avec les attributs de la valeur créée pour le client;

— assurer une maîtrise des outils informatiques afin de construire le système d'information de gestion qui procure en temps voulu, au lieu voulu sous le format désiré l'information nécessaire à la prise de décision tactique et stratégique ainsi que le contrôle des décisions qui ont été prises;

— être capable de fonctionner comme membres d'une équipe multifonctionnelle en apportant sa compétence en matière de calcul et d'analyse des coûts afin d'être un agent de soutien au changement au sein de l'organisation;

— avoir une parfaite compétence en matière de comptabilité financière et analytique en étant porteur au sein des équipes multifonctionnelles de la traduction financière et comptable des diverses alternatives stratégiques qui sont considérées.

Une réponse positive de la part des comptables de gestion à ces nouveaux défis est en marche et est nécessaire pour convaincre les autres acteurs de l'entreprise et, en particulier, les dirigeants, que la comptabilité de gestion est une activité à forte valeur ajoutée pour l'entreprise et qu'elle a un rôle important à jouer dans la création de valeur de l'entreprise.

Auditcomités: recente ontwikkelingen

Michel J. De Samblanx,
Universiteiten Antwerpen en Gent,
Facultés Universitaires Notre-Dame Namur

Inleiding

Sedert 1978 heeft de beurs van New York aan alle genoteerde bedrijven de verplichting opgelegd een auditcomité aan te stellen dat uitsluitend uit onafhankelijke bestuurders bestaat. In het rapport van de Treadway Commission, gepubliceerd in 1987, wordt benadrukt dat een auditcomité een cruciale rol heeft te spelen aangaande de integriteit van de jaarrekeningen. In Canada is het oprichten van auditcomités bij wet voorzien.

De ervaringen met dergelijke auditcomités is in Europa van meer recente datum. Door de verschillende rapporten over corporate governance werd in diverse landen een belangrijke stimulans gegeven voor het in werking stellen van auditcomités.

Auditcomités betekenen een bijkomende zekerheid voor de aandeelhouders dat de externe auditors, die mede, maar niet uitsluitend, in hun belang optreden, hun belangen vrijwaren (*Cadbury report,* p. 28).

Voor een meer algemene bespreking over corporate governance, en meer in het bijzonder binnen de Belgische context, wordt naar de literatuur verwezen (o.a. DE SAMBLANX, 1999; KEUTGEN en DARVILLE, 1998). Bij corporate governance, in de zin van goed of degelijk bestuur, wordt de nadruk gelegd op de verantwoording (*accountability*) om de ondernemingsperformantie te verbeteren. De raad van bestuur moet zorgen dat de directie acties onderneemt in het belang van de onderneming en van de aandeelhouders door de economische waarde van de onderneming te verhogen.

Auditcomités: naar een definitie

Corporate governance is een actueel onderwerp: niet alleen in de literatuur, voor organisatiespecialisten die nadenken over ondernemingsstructuren, voor marktautoriteiten (de beurs), voor financiële analysten, maar ook op het niveau van de wetgever. Ontstaan uit situaties van fraude en frauduleuse financiële rapporteringen om de *accountability* van het management duidelijk te stellen, houdt corporate governance zich bezig met de machtstructuren in een onderneming.

Gezonde principes van interne controle voorzien in een functiescheiding o.a. tussen *beheren* en *controleren*. Op niveau van de raad van bestuur is binnen onze

(wettelijke) structuren een functievermenging opgetreden tussen dit beheren en controlen. België heeft daardoor een monistisch model aangenomen (OLIVIER, 1996), net als dit in Engeland het geval is. Duitsland en Nederland daarentegen hebben een dualistisch ondernemingsmodel dat in een scheiding tussen het beleid en de controle op dit beleid voorziet.

Het toekijken op hoe met de macht wordt omgesprongen, hoe rekenschap wordt gegeven over het beleid en hoe de ondernemingsstructuren aan een gezond beleid worden aangepast, is mede de verantwoordelijkheid voor een auditcomité. Om toe te lichten wat onder een auditcomité kan worden verstaan, wordt volgende definitie naar voren geschoven.

Het auditcomité is een subcomité van de raad van bestuur, samengesteld uit minstens drie niet-uitvoerende (op zijn minst voor een meerderheid bestaande uit onafhankelijke) bestuurders (1). De belangrijkste opdracht van het auditcomité bestaat er in de raad van bestuur bij te staan in zijn toezichtsfunctie en meer speciaal bij het nazicht van:

- de financiële informatie die zowel voor de aandeelhouders als voor niet-aandeelhouders is bestemd;
- het systeem van interne controle dat de raad van bestuur en het management hebben opgezet;
- het auditproces.

In diverse codes over corporate governance wordt in min of meer detail gesproken over auditcomités. In het navolgende hoofdstuk zullen we de belangrijkste van deze codes op een rijtje zetten.

Auditcomités en codes over corporate governance

Het Cadbury-report

In het Engelse rapport over corporate governance, beter bekend als het Cadbury-report, wordt (in toelichtende noot 11 bij de code; punt 4.33 e.v. uit het full report; appendix 4 bij dit rapport) volgende beschouwing gegeven over het auditcomité (2). De kwaliteit van een auditcomité wordt daarbij volledig bepaald door de leden van dit comité. Bovendien zal de onafhankelijkheid van de voorzitter van dit auditcomité van doorslaggevende aard zijn.

(1) Voor een bespreking van de typologie over de bestuurders (uitvoerende versus niet-uitvoerende; interne versus externe; onafhankelijke versus niet-onafhankelijke bestuurders) wordt verwezen naar DE SAMBLANX (1999).

(2) *Report of the Committee on the financial aspects of corporate governance,* 1 december 1992.

- Het auditcomité moet op een formele wijze worden benoemd als een subcomité van de raad van bestuur;
  het is verantwoording verschuldigd aan deze raad en dient er regelmatig aan te rapporteren;
  een geschreven opdracht (charter (3)) dient het lidmaatschap van het auditcomité, de bevoegdheid en de verantwoordelijkheid nauwkeurig vast te leggen;
  het auditcomité dient minstens tweemaal per jaar te vergaderen;
- het auditcomité moet minstens uit drie bestuurders bestaan;
  de leden moeten niet-uitvoerende bestuurders zijn met een meerderheid van onafhankelijke bestuurders;
- de externe auditor (= de commissaris-revisor), de interne auditor (voorzover de onderneming een interne auditor heeft benoemd) en de financiële directeur dienen de vergadering van het auditcomité bij te wonen;
  de overige bestuurders hebben uiteraard steeds de mogelijkheid (en het recht) de vergaderingen van het auditcomité bij te wonen (de raad is immers in zijn geheel verantwoordelijk voor de financiële rekeningen van de onderneming);
- het auditcomité moet minstens één keer per jaar een onderhoud hebben met de auditors zonder dat de (uitvoerende) directieleden aanwezig zijn, teneinde zich te vergewissen dat er geen onopgeloste problemen meer bestaan;
- het auditcomité moet een volledige onderzoeksbevoegdheid hebben aangaande de problematiek die tot zijn bevoegdheid behoort;
  het moet daartoe over de nodige middelen beschikken en onbeperkt toegang hebben tot de benodigde informatie;
  het auditcomité kan daarbij beroep doen op externe specialisten en kan eventueel externe specialisten vragen de vergaderingen bij te wonen;
- de samenstelling van het auditcomité moet in het jaarverslag worden vermeld;
  de voorzitter van het auditcomité moet beschikbaar zijn om op de algemene vergadering vragen te beantwoorden aangaande de werkzaamheden van het auditcomité;
- het behoort tot de bevoegdheid van het auditcomité:
  - aanbevelingen te doen aan de raad aangaande de al dan niet (her)benoeming van de externe auditor, de bepaling van zijn honoraria, of andere problemen aangaande de externe audit;
  - de semestriële en de jaarrekeningen na te kijken, vooraleer deze aan de ganse raad van bestuur worden voorgelegd;
  - een onderhoud te hebben met de commissaris-revisor over de aard en de uitgebreidheid van zijn auditwerkzaamheden;
    de coördinatie te verzorgen indien er méér dan één auditkantoor voor het mandaat van commissaris-revisor is benoemd;

(3) Voor een voorbeeld van charter wordt verwezen naar DE SAMBLANX (1995) en naar het *Cadbury-report* (bijlage bij bijlage 4) (1992).

de problemen te bespreken die tijdens de audit zijn naar voren gekomen of andere onderwerpen die de auditors wensen te bespreken buiten de aanwezigheid van de uitvoerende verantwoordelijken;
  - de management-letter die door de auditor wordt opgemaakt doornemen en met de auditor bespreken;
  - de procedures van interne controle bespreken, vooraleer deze door de raad van bestuur worden goedgekeurd;
  - bespreken van belangrijke bevindingen van de interne auditdienst;
- voorzover er binnen de onderneming een interne auditdienst bestaat, moet het auditcomité nagaan of deze dienst over de nodige middelen beschikt om behoorlijk te functioneren en of deze dienst een aangepaste organisatorische plaats heeft binnen de ondernemingshiërarchie.

Volgens het Cadbury-report zijn de voordelen van het installeren van een auditcomité zeer belangrijk (zie bijlage 4 van dit rapport):

- het verbeteren van de kwaliteit van de financiële rapportering, omdat het auditcomité deze rekeningen nakijkt vooraleer de raad van bestuur zich over de jaarrekening uitspreekt;
- het creëren van een positief klimaat tegenover discipline en controle waardoor de kans op fraude vermindert;
- het mogelijk maken dat de niet-uitvoerende bestuurders een bijdrage kunnen leveren tot een onafhankelijke oordeelsvorming en een positieve rol kunnen vervullen;
- het helpen van de financiële directeur door een forum te creëren, waar hij met zijn vragen terecht kan en wat hem moet toelaten bepaalde zaken besproken en goedgekeurd te zien, wat anders niet of veel moeilijker mogelijk zou zijn;
- het verstevigen van de positie van de externe auditor door het scheppen van een forum en een mogelijkheid tot dialoog in geval van belangrijke problemen;
- het scheppen van een kader, waarbinnen de externe auditor garanties kan vinden voor zijn onafhankelijkheid indien er een conflict zou bestaan met het management;
- het versterken van de interne auditfunctie door een grotere graad van onafhankelijkheid ten opzichte van het operationele management te garanderen;
- het vergroten van het publieke vertrouwen in de geloofwaardigheid en de objectiviteit van de jaarrekeningen.

Het auditcomité mag evenwel geen barrière vormen tussen de raad van bestuur en het operationele management. Dit comité mag ten aanzien van de andere bestuurders bovendien niet de indruk wekken dat dezen van hun verantwoordelijkheid ten aanzien van de financiële verslaggeving zijn ontheven.

Het auditcomité moet een voldoende bevoegdheid hebben om de financiële gegevens te begrijpen, zowel wat betreft de boekhoudkundige als de auditaspecten daarvan.

Ten slotte moet het auditcomité er zich voor hoeden niet te sterk onder invloed te staan van één dominante persoon binnen de raad van bestuur, noch mag het een belemmering vormen voor de uitvoerende managers, noch een obstructie voor het ondernemerschap.

De Belgische verslagen over corporate governance

De Belgische verslagen over corporate governance besteden veel minder aandacht aan het auditcomité dan dit in het Engelse Cadbury-rapport het geval is. Voor een overzicht van de Belgische verslagen over corporate governance wordt naar de diverse verslagen zelf verwezen en tevens naar de literatuur (DE SAMBLANX, 1999 en KEUTGEN en DARVILLE, 1998). Drie verslagen dienen daarbij de aandacht te weerhouden: het Verslag van de Belgische Commissie voor Corporate Governance (het verslag van de Commissie-Cardon, opgericht op initiatief van de directie van de Beurs van Brussel); de Aanbevelingen van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen aan de beursgenoteerde ondernemingen en, ten slotte, het verslag van het Verbond van Belgische Ondernemingen (Corporate Governance-aanbevelingen van het V.B.O.). Diverse andere groepen hebben ieder vanuit hun specificiteit nagedacht over deze problematiek: het UNIZO, het VKW, ...

De Belgische Commissie voor Corporate Governance, voorgezeten door de heer Daniel CARDON DE LICHTBUER (vandaar de *Commissie-Cardon*), die door de Beurs van Brussel werd geïnstalleerd en die aanbevelingen heeft uitgewerkt voor beursgenoteerde ondernemingen, gaat ervan uit dat het een goede praktijk is dat elke beursgenoteerde onderneming een auditcomité zou oprichten. Daarbij formuleert deze commissie (zie p. 10 van het verslag) in het *Verslag van de Belgische Commissie voor Corporate Governance* de volgende bedenkingen:

- het auditcomité is aan te bevelen, vooral in die ondernemingen waar een grote raad van bestuur bestaat;
- het moet worden samengesteld uit minstens drie niet-uitvoerende bestuurders, waarvan een meerderheid onafhankelijke bestuurders dient te zijn (4); alle leden van het auditcomité moeten niet-uitvoerende bestuurders zijn;
- het auditcomité moet formeel worden samengesteld als een subcomité van de raad van bestuur;
  het moet regelmatig aan de raad verslag uitbrengen en is hem verantwoording verschuldigd;
  de samenstelling, de bevoegdheden en de verantwoordelijkheden dienen schriftelijk te worden vastgelegd;
  het auditcomité moet minstens tweemaal per jaar vergaderen;

(4) Het is daarmee duidelijk dat voor deze commissie de raad van bestuur minstens twee onafhankelijke bestuurders moet tellen.

- het auditcomité moet de interne auditor en de commissaris-revisor minstens eenmaal per jaar te ontmoeten. Deze ontmoeting kan buiten de aanwezigheid van de directie geschieden, om zich er van te vergewissen dat er geen belangrijke hangende materies zijn;
- het auditcomité moet over de uitdrukkelijke bevoegdheid beschikken om elk aspect dat binnen zijn bevoegdheid ligt te onderzoeken, het dient over de nodige middelen hiervoor te beschikken en het moet toegang hebben tot alle informatie. Het comité moet over de mogelijkheid beschikken om advies te vragen aan externe experten en om deze eventueel uit te nodigen op zijn vergaderingen;
- de samenstelling van het auditcomité moet in het jaarverslag worden vermeld.

De *Aanbevelingen van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen aan de Belgische genoteerde vennootschappen i.v.m. hun informatie over de wijze waarop zij hun bestuur en hun beleid organiseren* gaan alleen in op de rapporteringsvereisten en buigen zich niet over de inhoudelijke aspecten. Het auditcomité wordt derhalve in dit rapport alleen vermeld bij de mogelijke opgerichte comités. Indien dergelijke comités (auditcomité, benoemingscomité, bezoldigingscomité, strategisch comité, bureau van de raad, ...) bestaan, moet in het jaarrapport worden vermeld: de samenstelling, de taken, de werkwijze en de vergaderfrequentie van deze comités.

In het verslag van het Verbond van Belgische Ondernemingen (*Corporate Governance-aanbevelingen van het VBO*) wordt gesteld dat het tot de verantwoordelijkheden van de raad van bestuur behoort, de auditfunctie uit te oefenen. Daarbij kan de raad een auditcomité oprichten. Deze zou aan volgende regels moeten voldoen:

- het auditcomité wordt opgericht door de raad van bestuur, waaraan het verantwoording is verschuldigd en geregeld rekenschap geeft over zijn opdracht; het komt minstens tweemaal per jaar samen;
- de raad van bestuur bepaalt de samenstelling van het auditcomité en ziet er daarbij op toe dat dit comité zowel niet-uitvoerende als onafhankelijke bestuurders omvat;
- de commissarissen-revisoren en de interne auditoren, voorzover deze in de onderneming werden aangesteld, zouden de vergaderingen van het auditcomité moeten bijwonen;
  de vergaderingen zijn toegankelijk voor alle bestuurders die dat wensen;
- het auditcomité zou de commissarissen-revisoren minstens eenmaal per jaar buiten de aanwezigheid van de uitvoerende bestuurders moeten horen;
- het comité beschikt over de ruimste onderzoeksbevoegdheden in zijn domein en kan door een meerderheidsbeslissing een beroep doen op professionals van buiten de vennootschap en ze eventueel zijn vergaderingen laten bijwonen;

- de samenstelling van het comité wordt bekendgemaakt in het jaarverslag; de voorzitter van het comité beantwoordt de vragen die hem op de algemene vergadering over de activiteiten van het auditcomité worden gesteld.

In dit laatste verslag is het verwonderlijk, dat ook uitvoerende bestuurders lid kunnen zijn van het auditcomité. Dit gaat in tegen wat internationaal aanvaard is. Dit wordt trouwens bevestigd in het artikel van KEUTGEN (secretaris-generaal van het VBO) en DARVILLE (1998, p. 635). Hiertegen kan worden ingebracht, dat het auditcomité inderdaad nood heeft aan operationele informatie. Het kan evenwel de uitvoerende bestuurders, maar bovendien ook alle andere directie- en personeelsleden uitnodigen, zonder dat zij daarom noodzakelijkerwijze lid zouden moeten zijn van dit comité. Deze werkwijze schaadt geenszins de collegialiteit van de raad van bestuur, maar maakt een efficiënter toezicht op de operationele activiteit mogelijk. Controletechnisch spreken we hier, zoals hoger aangegeven, van functiescheiding tussen de controleur en de gecontroleerde.

Perspectieven: de wind waait uit het westen

In de Verenigde Staten werd in 1998 een commissie geïnstalleerd die over de effectiviteit van de auditcomités heeft nagedacht: *The Blue Ribbon Committee on Improving the Effectiveness of Corporate Audit Committees* (1999). Deze commissie heeft recent haar aanbevelingen bekendgemaakt die bij de beursgenoteerde bedrijven (New York Stock Exchange - NYSE) vanaf dit jaar moeten worden toegepast. In feite komt het neer op een striktere toepassing van de reeds vroeger vastgestelde regels. Het uitgangspunt is daarbij dat de raad van bestuur een actieve en onafhankelijke rol te vervullen heeft, waarbij het auditcomité het ondernemingsgebeuren overschouwt als een zekerheid voor dezen die in de onderneming investeren. Het is niet voor het mandaat op zich dat men bestuurder wordt: het opnemen van een bestuursmandaat vereist een aangepaste houding, de bekwaamheid om het mandaat uit te oefenen, wat bovendien tijd en de nodige aandacht vraagt.

De aanbevelingen hebben hoofdzakelijk twee doelstellingen: de onafhankelijkheid van het auditcomité verhogen en de effectiviteit van de werkwijzen van dit comité verbeteren. De aanbevelingen van dit rapport hebben veel te maken met subjectiviteit, aangezien de subjectieve beoordelingen die op de jaarrekening hun stempel drukken, in het centrum van deze aanbevelingen staan. Dit maakt deze regels derhalve "minder hard". Zo wordt heel sterk de nadruk gelegd op de noodzaak dat het (financieel) management op een bekwame wijze financiële beoordelingen in de jaarrekening uitwerkt en dat het auditcomité en de externe auditors deze evalueren.

De Blue Ribbon Committee stelt vast dat aangaande financiële informatie hoge verwachtingen worden gesteld in de raad van bestuur, in het auditcomité, in het senior management, in het financieel management, in de interne en de externe auditor. De onderliggende idee van het comité is, dat een effectieve interactie van

al deze spelers, de kwaliteit van de financiële verslaggeving zal verhogen. De financiële markt zal daardoor een groter vertrouwen krijgen in de ondernemingen, wat een betere financiering van de ondernemingen zal mogelijk maken en daardoor de kostprijs van het aangetrokken kapitaal zal verlagen. De voorzitter van het comité stelt in zijn begeleidend schrijven daarbij als een gegeven: *The strength of America's capital markets always has been their adherence to transparancy and full disclosure* (5). Een centrale rol is weggelegd voor het auditcomité dat zich in de kern van het proces rond de financiële verslaggeving bevindt.

Een basis in deze redenering is de al te grote macht die de directie zichzelf toeëigent. Arthur LEVITT, de voorzitter van de SEC, drukte zijn vrees uit dat (6): *we are witnessing a gradual, but noticeable erosion in the quality of financial reporting*. Anderzijds stelde hij het onstaan vast van een *grey area where accounting practices are perverted; where managers cut corners; where earnings reports reflect the desires of management rather than underlying financial performance of the company*. Zo worden de meegedeelde cijfers sterk onder druk gezet, wanneer de directie aan financiële analysten een aantal vooruitzichten heeft meegedeeld en dan later tracht het "noodzakelijke" te doen om de rapportering met de vooruitzichten te laten overeenstemmen. Het sleutelwoord in dit rapport is, eens te meer, *onafhankelijkheid.*

Vooraleer nader in te gaan op de eisen van de NYSE aangaande de onafhankelijkheid voor bestuurders van beursgenoteerde ondernemingen, geven we, ter vergelijking, de voorwaarden die voor een op de Brusselse Beurs genoteerde onderneming als *best practice* worden gezien. De Commissie-Cardon heeft geoordeeld dat een bestuurder als onafhankelijk kan worden gezien, indien hij aan de volgende vereisten voldoet:

- geen deel uitmaakt van de directie, noch van de bestuursorganen of van de directie van verbonden ondernemingen (dochterondernemingen, ...) noch dergelijke functies heeft waargenomen gedurende het laatste jaar;
- geen familiale banden heeft met een van de uitvoerende bestuurders, die zijn onafhankelijk oordeel kunnen beïnvloeden;
- geen deel uitmaakt van de directie of van de raad van bestuur van één van de dominerende aandeelhouders. Hij is evenmin verkozen op voorstel van een van de dominante aandeelhouders, noch onderhoudt hij zakelijke, financiële of andere relaties met deze;
- geen leverancier is van goederen of diensten, welke van aard zijn om diens oordeel te beïnvloeden; hetzelfde geldt voor de leden van de professionele vennootschap waarvan de genoemde adviseur of consultant desgevallend deel uitmaakt;

(5) Ira M. MILLSTEIN en John C. WHITEHEAD, *Letter from the Chairman,* bij het Blue Ribbon Report, 1999.

(6) *The Blue Ribbon Report,* 1999, in het hoofdstuk over 'The Case for Timely and Practical Action'.

- geen enkele andere relatie met de vennootschap onderhoudt die, naar het oordeel van de raad van bestuur, van aard is de onafhankelijkheid van zijn oordeel te beïnvloeden; geen dergelijke invloed wordt geacht uit te gaan van de vergoeding die deze bestuurder ontvangt, noch van zijn beperkt aandelenbezit in de vennootschap.

Het Blue Ribbon-report legt de nadruk op de onafhankelijkheid t.o.v. het management (dit vooral binnen de Amerikaanse context) en t.o.v. de onderneming. Het uitgangspunt daarbij was dat de huidige voorschriften aangaande onafhankelijkheid nog te laks zijn en moeten worden verstrengd. Sommige situaties kunnen de onafhankelijkheid van een bestuurder in het gedrang brengen en dan dient onmiddellijk aan die situatie een einde te worden gesteld.

Een bestuurder wordt als onafhankelijk beschouwd als hij/zij:

- niet door de betreffende onderneming of een aan deze onderneming verbonden onderneming werd tewerkgesteld in het laatste jaar, noch tijdens één van de voorbije vijf jaar;
- geen andere vergoedingen krijgt, dan deze die verbonden is aan zijn prestaties voor de raad van bestuur of die verbonden zijn aan een wettelijk en fiscaal reglementair pensioenplan;
- geen directe familiale banden heeft met operationele verantwoordelijken die door de onderneming of één van haar verbonden ondernemingen in de loop van de laatste vijf jaar waren tewerkgesteld;
- geen leverancier of cliënt van de onderneming is (als partner, controlerende aandeelhouder of manager van een dergelijke commerciële onderneming) waarbij de ontvangen/uitgestuurde facturatie van significant belang is en dit over de periode van de laatste vijf jaar;
- niet is tewerkgesteld als uitvoerende verantwoordelijke bij een andere onderneming, waar een lid van de onderneming waar hij als bestuurder optreedt, zetelt in het vergoedingscomité.

Een bestuurder die aan één of meer van deze eisen niet zou voldoen, kan alléén in het auditcomité worden benoemd, indien de raad van bestuur bepaalt dat zijn aanwezigheid in het comité vereist is in het belang van de onderneming of van haar aandeelhouders en op voorwaarde dat zij deze beslissing opneemt en verantwoordt in het eerstvolgende jaarverslag. Deze verantwoording slaat zowel op de aard van de relaties als op de redenen waarom dergelijke beslissing alsnog is genomen.

Elk lid van het auditcomité moet een onafhankelijke bestuurder zijn, zegt het rapport in een bijgaande tekst (*The audit committee as catalyst for effective financial reporting*). De aanwezigheid van onafhankelijke bestuurders verhoogt het actieve toezicht op de onderneming en verlaagt de kans op frauduleuze jaarrekeningen. Een onafhankelijke bestuurder zal op een meer objectieve manier de interne controle en de rapporteringsgewoonten kunnen overzien en de geëigendheid van de boekhoudprocedures kunnen evalueren.

Een tweede aanbeveling stelt dat alle beursgenoteerde ondernemingen (7) een auditcomité moeten aanstellen dat uitsluitend uit onafhankelijke bestuurders bestaat. Deze aanbeveling bevestigt de vroeger reeds uitgevaardigde richtlijn, maar versterkt deze door de nauwkeuriger omschrijving van het begrip *onafhankelijkheid* zoals in de eerste aanbeveling opgenomen.

De overige aanbevelingen van dit rapport hebben een efficiëntere werking van het auditcomité op het oog. Vooreerst wordt vooropgesteld dat een auditcomité uit minstens drie leden moet bestaan. Deze leden moeten financieel onafhankelijk zijn en minstens één lid van het comité moet kennis hebben van boekhoudkundige materies of een expertise in financieel management.

Het auditcomité moet over een geschreven charter beschikken dat door de ganse raad van bestuur is goedgekeurd. Daarin worden de verantwoordelijkheden van het auditcomité vastgelegd, evenals de werkwijzen, de structuur en de vereisten die aan de leden van dit comité worden gesteld. Dit charter dient jaarlijks het voorwerp uit te maken van een nazicht binnen de raad van bestuur.

In het jaarverslag dient te worden vermeld dat de onderneming over een dergelijk charter beschikt en dat het auditcomité zich volgens dit charter heeft opgesteld. Minstens om de drie jaar dient het charter in extenso in het jaarverslag te worden gepubliceerd. Indien er belangrijke wijzigingen werden aangebracht aan het charter, dient de tekst van dit charter in het eerstvolgende jaarverslag te worden opgenomen.

De laatste aanbevelingen in deze reeks hebben betrekking op het auditproces, de boekhouding en het management. Volgens de NYSE dient het charter te bepalen dat de externe auditor finaal verantwoordelijkheid verschuldigd is aan de raad van bestuur, als ultieme vertegenwoordiging van de aandeelhouders. De raad heeft dan ook de verantwoordelijkheid en de bevoegdheid in naam van de aandeelhouders de externe auditor te selecteren, te evalueren en eventueel te vervangen (8). Het auditcomité wordt tevens verantwoordelijk gesteld om van de auditor een schriftelijke verklaring te krijgen dat zijn relaties met de onderneming conform verlopen aan datgene wat daarvan wordt verwacht (9). Bovendien moet het auditcomité erover waken dat de externe auditor geenszins in een situatie terechtkomt, die zijn onafhankelijkheid kan bedreigen.

(7) Voorzover ze een beurskapitalisatie hebben die groter is dan 200 MUS$.
(8) In een Belgische wettelijke context dient deze aanbeveling genuanceerd te worden gelezen, zie o.a. DE SAMBLANX en CATS, 1998.
(9) Met *conform* wordt hier bedoeld, in overeenstemming met de Independence Standards Board Standard 1.

Het auditcomité dient zich met de externe auditor tevens te beraden, niet alleen over het feit dat de toegepaste boekhoudkundige principes aangewezen zijn, maar tevens over de kwaliteit van de toepassing van deze boekhoudregels. Deze bespreking dient punten te omvatten zoals: de duidelijkheid van de jaarrekening, het niveau van *aggressieve* of *conservatieve* verslaggeving; de onderliggende schattingen die door het management werden gedaan (bv. in het kader van afwaarderingen, waardeverminderingen, provisies en voorzieningen) of andere belangrijke beslissingen die het management heeft genomen bij het opstellen van de jaarrekening. Deze bespreking dient te gebeuren aan de hand van een door de externe auditor opgestelde nota.

Er wordt aanbevolen dat de onderneming in haar jaarlijks verslag aan de aandeelhouders een verslag opneemt van het auditcomité. Een zelfde rapportering dient te geschieden naar de beursautoriteiten toe (Form 10-K). In dit verslag dienen volgende elementen te worden opgenomen:

1. dat de directie de jaarrekeningen heeft besproken met het auditcomité. Bovendien dat deze bespreking betrekking heeft gehad op de kwaliteit van de toegepaste boekhoudregels en op de belangrijkste inschattingen die een effect hebben op de samenstelling van de jaarrekening;
2. dat de externe auditors hun evaluatie van de kwaliteit van de toegepaste boekhoudregels hebben besproken met het auditcomité evenals hun evaluatie van de belangrijkste onderliggende inschattingen van het management;
3. dat de leden van het auditcomité al deze informatie hebben besproken buiten de aanwezigheid van het management en buiten de aanwezigheid van de auditors;
4. ten slotte moet het auditcomité daarna een oordeel geven, namelijk m.b.t. het feit dat het de overtuiging is toegedaan dat de jaarrekening van de onderneming een getrouw beeld geeft (10) in overeenstemming met algemeen aanvaarde boekhoudkundige regels en dit in alle materieel belangrijke opzichten.

Ten slotte beveelt het document aan dat het AICPA (het Amerikaanse beroepsinstituut van externe auditors: American Institute of Certified Public Accountants) haar normen (nl. SAS 71) zou aanpassen aangaande de discussie met het auditcomité (of op zijn minst met de voorzitter hiervan) en met een verantwoordelijke van de financiële-boekhoudkundige afdeling (eventueel via een *telephone conference call*).

(10) In de oorspronkelijke Amerikaanse tekst luidt dit: *the audit committee ... believes that the company's financial statements are fairly presented in conformity etc.*

Besluit: het auditcomité - een sleutelbegrip

In de Belgische verslagen over corporate governance wordt aangegeven dat het een goede politiek is, een auditcomité te installeren in (beursgenoteerde) ondernemingen. De Amerikaanse praktijk en daarbij vooral de meest recente regelgeving, zal een vérdragende weerslag hebben op het (Belgische en Europese) ondernemingsbeleid. Het is overduidelijk dat via de institutionele beleggers steeds meer aangedrongen zal worden op een onafhankelijk toezicht op het ondernemingsgebeuren. Recente ontwikkelingen rond bv. Lernout en Hauspie bevestigen dit.

Bibliografie

Belgische Commissie voor Corporate Governance (1998), Verslag van de Belgische Commissie voor Corporate Governance, Beurs van Brussel, januari, 8 blz.

Beurs van Brussel/Commissie voor het Bank- en Financiewezen (1998), Corporate governance voor Belgische beursgenoteerde vennootschappen - Aanbevelingen van de marktautoriteit van de Beurs van Brussel, opgesteld door de Belgische Commissie voor Corporate Governance en Aanbevelingen van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen inzake de informatie die over corporate governance in het jaarverslag dient gepubliceerd te worden, Brussel, december, 15 blz.

Cadbury-report (1992), The Financial Aspects of Corporate Governance, Report of the Committee, 1 december (+ bijlagen).

Cats, J.-F. en M.J. De Samblanx (1998), Le réviseur d'entreprises et le corporate governance, Reflets et perspectives, XXXVII, nr. 3, blz 59-67.

De Samblanx, M. J. (1995), Auditcomités en corporate governance, Studies Instituut der Bedrijfsrevisoren, 96 blz.

De Samblanx, M. J. (1999), Corporate governance en niet-genoteerde vennootschappen. Met een casus over een familiale vennootschap, Economisch en sociaal tijdschrift, Antwerpen, 53 jg, nr. 2, juni, blz. 313-349.

Keutgen, G. en C. Darville-Finet (1998), Le corporate governance, une nouvelle perspective pour les sociétés, Journal des Tribunaux, 3 oktober, nr. 5896, blz. 625-636.

New York Stock Exchange (1999) Blue Ribbon Committee on Improving the Effectivenness of Corporate Governance; dit rapport is eveneens beschikbaar op www.nyse.com.

Olivier, H. (1996), Bedenkingen rond corporate governance, in: Corporate governance en de commissaris-revisor, Instituut der Bedrijfsrevisoren, Opinies en Beschouwingen, nr. 5.

Verbond van Belgische Ondernemingen (1998), Corporate governance, Aanbevelingen van het VBO, januari, 12 blz.

Droit comptable et droit fiscal: deux amants inséparables?

Michel De Wolf,
Professeur à l'U.C.L.,
Membre du conseil de l'I.R.E., DE WOLF, GILSON, THIEREN & C° - association de réviseurs d'entreprises

Introduction

La promulgation dans l'ordre juridique belge d'un droit comptable digne de ce nom s'est accompagnée, dans la seconde moitié des années septante, des plus belles déclarations de principe sur les rapports que le nouveau-né aurait à entretenir avec la fiscalité.

Etaient proclamées:

— la neutralité du droit comptable par rapport au droit fiscal:

> "Le Gouvernement [...] n'entend pas modifier indirectement, par l'effet des dispositions à arrêter, la portée de la législation fiscale actuelle. Il veillera à cette neutralité fiscale et prendra, le cas échéant, les initiatives nécessaires sur le plan législatif, réglementaire ou administratif en vue de l'assurer" (1);

— la primauté du droit comptable sur le droit fiscal:

> "[L]es règles en matière d'évaluations, d'amortissements, de réductions de valeur et de provisions pour risques déposées dans le présent arrêté seront acceptées par l'administration fiscale pour la détermination de l'assiette taxable, sauf dans la mesure où il y serait dérogé explicitement par la législation fiscale" (2).

En outre, on aurait pu attendre que, tirant les conséquences de la modernisation de l'outil comptable, le fisc acceptât dorénavant les données d'une comptabilité régulière comme suffisamment démonstratives du montant, voire de la qualification, des revenus et des charges des entreprises. Cette faveur aurait constitué, sur le plan fiscal, la transposition du nouvel article 20 du Code de commerce en matière de preuve entre commerçants (3).

---

(1) Exposé des motifs de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, *Doc. parl.* Sénat 1974-1975, n° 436/1, 4.

(2) Rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises, *M.B.* 19 octobre 1976.

(3) "La comptabilité régulièrement tenue peut être admise par le juge pour faire preuve entre commerçants pour faits de commerce." La loi vise l'utilisation par un commerçant de sa propre comptabilité contre un autre commerçant, relativement à un engagement commercial de ce dernier.

Un quart de siècle plus tard, force est de constater que tous ces augures ont été à plus d'une reprise démentis par les faits.

La neutralité du droit comptable

En 1975, le Gouvernement s'était donc engagé à prendre les mesures appropriées pour que les obligations comptables supplémentaires qui seraient imposées aux contribuables n'entraînent pour eux aucun alourdissement corrélatif de leurs charges fiscales.

Cette promesse déboucha sur plusieurs mesures concrètes.

Ainsi, la règle comptable imposant d'acter les amortissements systématiquement, indépendamment du résultat, était susceptible d'aggraver les pertes et, partant, de rendre plus aléatoire leur complète récupération dans le délai fiscal de l'époque, à savoir cinq ans. La loi du 8 août 1980 a dès lors permis la déduction, sans limitation dans le temps, des pertes professionnelles, dans la mesure où elles n'excèdent pas le montant des amortissements admis au point de vue fiscal à titre de charges professionnelles et pour autant qu'elles n'aient pas pu être déduites au cours de la période normale de cinq ans.

Comme applications du principe de neutralité, on peut également citer l'inclusion de diverses options dans le droit comptable, de manière à sauvegarder les intérêts fiscaux des entreprises. Dans cette perspective, l'article 28 § 2 de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises (ci-après, l'arrêté comptable) admet, moyennant le respect des formalités stipulées, que les immobilisations puissent faire l'objet, conformément aux dispositions fiscales en la matière, d'un plan d'amortissement accéléré, c'est-à-dire dépassant ce qui est économiquement justifié. De même, l'article 44 a permis de porter directement au passif du bilan, parmi les plus-values de réévaluation, certaines reprises de réductions de valeur qui, autrement, auraient été taxables. Après avoir exprimé sa préférence pour les coûts de revient semi-complets, l'article 22 laisse la faculté de valoriser les stocks au coût de revient direct, pratique usuelle et fiscalement attrayante (davantage de charges étant portées au compte de résultats). L'article 27 § 3 suit un raisonnement similaire en matière d'évaluation des commandes en cours d'exécution (coexistence d'une méthode de principe et d'un second choix, toléré pour des raisons fiscales).

Cependant, l'impératif de neutralité du droit comptable a connu au fil du temps des entorses sérieuses. Deux modifications de l'arrêté intervenues en 1993 (4) sont particulièrement illustratives de cette dérive.

(4) A.R. du 3 décembre 1993, *M.B.* 23 décembre 1993.

L'article 29 § 1erbis impose désormais à l'apporteur d'enregistrer, sauf exception, les actions et parts reçues en rémunération d'apports en nature au maximum de la valeur conventionnelle et de la valeur de marché des biens apportés. La référence, nouvelle, à l'éventuelle valeur supérieure de marché est susceptible de faire naître une plus-value imposable: tel était du reste peut-être le but (fiscal) recherché par le "législateur" (comptable) (5), ce qui pose d'évidentes questions quant au respect du principe constitutionnel de légalité de l'impôt (6).

En même temps, la définition, fournie en annexe à l'arrêté comptable, des opérations de location-financement a été revue, de manière à éliminer la nécessité d'une option d'achat ou d'un transfert automatique de propriété à l'échéance du contrat. Ici aussi, l'objectif inavouable de la modification était probablement d'élargir la catégorie fiscale des "baux amortissables", afin de réduire les possibilités pour les contribuables d'invoquer une location ordinaire autorisant de porter immédiatement la totalité des loyers en charge, indépendamment de la durée de vie économique du bien en cause.

Au cours de ses premières décennies d'application, le principe de neutralité du droit comptable par rapport au droit fiscal a donc plus d'une fois cédé le pas devant un véritable phénomène de pollution fiscale du droit comptable. Au départ, il s'agissait de sauvegarder le statu quo ante, favorable au contribuable. L'évolution plus récente (7) s'est cependant faite plus insidieuse, allant jusqu'à instrumentaliser les règles comptables au service de la perception de l'impôt. Aujourd'hui, il ne choque plus personne que l'arrêté comptable renvoie directement à tel régime fiscal particulier (8).

La primauté du droit comptable

La primauté du droit comptable sur le droit fiscal semble à première vue soulever nettement moins de controverses que le principe de neutralité. Il est vrai qu'il n'a jamais été contesté que les règles d'évaluation comptables ne valent pour la détermination de l'impôt, que sous réserve de dérogations expresses de la législation fiscale.

(5) Cf. J. KIRKPATRICK, "Convergence et divergences entre le droit comptable et le droit fiscal", in COMMISSION DROIT ET VIE DES AFFAIRES, *Nouvelles orientations en droit comptable,* Liège, Faculté de droit, 1994, 122.

(6) *Ibid.* 147.

(7) Outre les exemples cités plus haut, on pourrait mentionner plusieurs avis de la Commission des normes comptables, dont on sait qu'elle comporte organiquement deux fonctionnaires supérieurs des administrations fiscales (A.R. du 21 octobre 1975, art. 2 1°). Voyez par exemple le fameux avis sur le traitement comptable du surprix d'acquisition d'actions et parts (Avis 126/8, *Bull. C.N.C.* 1989, n° 24).

(8) Voyez par exemple l'article 36quinquies, également introduit en 1993: "En cas d'apport d'une branche d'activité ou d'une universalité de biens réalisé sous le bénéfice de l'article 46, § 1er, 2°, du Code des impôts sur les revenus, les actifs ..."

Dans une célèbre affaire portant sur l'imposabilité ou non, au titre de l'exercice comptable clôturé, de la partie des cotisations et loyers perçue d'avance par un club de tennis et portée par lui au passif de son bilan sous les produits à reporter, l'Administration fiscale a vainement tenté de démontrer l'existence d'une dérogation à la primauté de la détermination comptable des bénéfices en invoquant les dispositions fiscales définissant la notion de bénéfice, celle de période imposable et les revenus qui s'y rattachent. Elle croyait en particulier pouvoir tirer parti de la disposition selon laquelle les bénéfices des entreprises sont "ceux qui proviennent de toutes les opérations traitées par les établissements de ces entreprises ou à l'intermédiaire de ceux-ci" (9). Elle soutenait que le texte actuellement repris dans l'article 205 de l'arrêté d'exécution du Code des impôts sur les revenus (10) impliquait certes que les bénéfices comptabilisés sont à inclure dans les revenus imposables, mais cela sans préjudice à l'obligation de déclarer aussi tous autres revenus découlant des opérations traitées par l'entreprise qui auraient été réalisés ou recueillis pendant la période imposable.

La Cour de Cassation (11) oppose à cette prétention un motif particulièrement net: "attendu que, sauf dérogation *expresse* (12) de la loi fiscale, les bénéfices imposables des entreprises sont déterminés conformément aux règles du droit comptable". Elle interprète le texte de l'article 205 comme traduisant justement la volonté de faire correspondre les bénéfices de l'exercice comptable avec les revenus taxables de la période imposable, sans qu'on puisse y déceler quelque dérogation.

L'impact du droit comptable sur le droit fiscal est indéniable. Il s'est notamment traduit par des similitudes terminologiques de plus en plus marquées. La nouvelle coordination du Code des impôts sur les revenus, établie en 1992, inclut un renvoi explicite et général aux notions comptables d'immobilisations incorporelles, corporelles ou financières, de frais d'établissement, de stocks et commandes en cours d'exécution (C.I.R., article 2 § 7 (13)). En matière de créances à plus d'un an non productives d'intérêt ou assorties d'un intérêt anormalement faible, l'article 363 du Code est directement inspiré de l'article 27bis § 2 de l'arrêté comptable. Plus récemment, le régime fiscal des réductions de valeur sur créances douteuses a été lui aussi fortement rapproché du traitement comptable (14).

---

(9) Actuellement, ce texte est repris à l'article 24 alinéa 1er 1° du C.I.R.

(10) "[...] Les bénéfices ou profits qui ressortent d'une comptabilité sont censés avoir été recueillis à la date de clôture de l'exercice comptable auxquels ils se rapportent [...]".

(11) Cass. 20 février 1997, *Bull. contr.* 1997, n° 777, 2755-2760.

(12) Nous soulignons.

(13) Voyez également l'article 61 du C.I.R.

(14) A.R. du 20 décembre 1995 modifiant, en matière de réductions de valeur sur créances, l'AR/CIR 92, *M.B.* 28 décembre 1995. Le Rapport au Roi éclaire de manière particulièrement nette l'intention du Gouvernement: "Le souci de cohérence entre comptabilité et fiscalité et la logique économique nous conduisent dès lors à proposer à Votre Majesté l'alignement des règles comptables et fiscales en matière de réduction de valeur sur créances douteuses". L'alignement n'est cependant pas encore total, en raison principalement des conséquences de l'annualité de l'impôt.

La pratique combinée du Code fiscal et de l'arrêté comptable a par ailleurs conduit à aligner toujours davantage certaines notions fiscales sur les concepts comptables.

La méthode de valorisation des stocks dite LIFO (last in, first out) a été admise fiscalement.

En matière d'amortissements, là où le droit fiscal les comprend comme une technique de prise en charge de la "dépréciation réellement survenue pendant la période imposable" (C.I.R. article 61), le droit comptable s'en sert pour répartir le coût d'acquisition sur la durée d'utilisation probable (A.R. du 8 octobre 1976, article 12). En fait, très rares sont les situations dans lesquelles un amortissement comptablement justifié est repris fiscalement en réserve occulte. Il est vrai que l'administration, soucieuse d'éviter les difficultés liées à l'estimation de la dépréciation réellement survenue, admet depuis des temps immémoriaux le système de pourcentages forfaitaires d'amortissement (15). Presque toujours, les dotations refusées par le contrôleur des contributions ne sont elles-mêmes pas justifiables sur le plan de l'image fidèle des comptes (16).

Parfois même, les seules exigences du principe comptable d'image fidèle mettent au jour un bénéfice imposable. C'est ainsi qu'on a vu une Cour d'appel considérer qu'une société tréfoncière qui, à l'expiration du droit de superficie, recueille gratuitement un bâtiment construit par le superficiaire, doit néanmoins comptabiliser cette acquisition à la valeur réelle du bâtiment (17).

Ceci dit, le législateur fiscal ne s'est pas privé d'introduire des dérogations aux évaluations comptables (18). On peut citer notamment le régime en matière de résultats sur actions et parts (traitement des réductions de valeur, moins-values et plus-values, issu de la loi du 21 octobre 1991 et figurant actuellement aux articles 192 et 198 alinéa 1er, 7° du C.I.R.), ou encore les contraintes pesant sur l'amortissement des immobilisations incorporelles. On remarquera que ces dernières résultent non seulement d'un texte légal exprès (C.I.R., article 63, trouvant sa

(15) Com.I.R., n° 61/22.

(16) Sans nier pour autant quelques situations particulières. Par exemple, une entreprise qui aurait pour politique de remplacer le parc automobile utilisé par ses cadres de direction tous les trois ans devrait les amortir comptablement sur trois ans (durée d'utilisation probable), alors que fiscalement l'administration serait en droit de n'accepter qu'un amortissement linéaire d'un cinquième chaque année (compte tenu de la durée généralement admise de dépréciation des voitures).

(17) Antwerpen 5 octobre 1999, *T.F.R.* 2000, 498.

(18) Mentionnons pour mémoire certaines distorsions qui ne comportent aucune différence conceptuelle, mais qui consistent plutôt en mesures budgétaires ou en dépenses fiscales explicites: rejet d'une partie des frais de voiture ou de représentation, déduction pour investissement, etc.

source dans la loi du 22 décembre 1989), mais également de simples directives administratives (19).

D'une manière générale, l'annualité de l'impôt ne s'harmonise pas nécessairement avec les règles comptables d'imputation des produits et des charges. Tel est notamment le cas en ce qui concerne les réductions de valeur et les provisions pour risques et charges (20).

Force probante de la comptabilité

Par application de l'article 307 § 3 du C.I.R., les comptes annuels sont partie intégrante de la déclaration fiscale et doivent y être joints (21). Dans la mesure où la déclaration fait normalement foi des revenus imposables jusqu'à preuve du contraire, on serait tenté de conclure à l'importance déterminante de la comptabilité dans la procédure de taxation.

Il en va effectivement ainsi dans la grande majorité des cas, y compris quant à l'utilisation, en vue de la taxation d'un contribuable, des livres et documents d'un tiers (22). Mais la doctrine et la jurisprudence n'ont pas manqué de souligner qu'une comptabilité régulière, au sens de la loi comptable et de ses arrêtés d'exécution (23), ne constitue en réalité ni une condition suffisante, ni une condition nécessaire (24).

L'administration fiscale peut en effet accepter comme suffisante pour l'application des impôts sur les revenus une comptabilité qui ne répond pas aux exigences de

(19) L'administration estime qu'une clientèle s'amortit en principe sur dix à douze ans (*Q.R.*, Ch., 1992-1993, n° 39, p. 2927; Sénat, 1993-1994, n° 98, p. 5090; Com.I.R., n° 61/114), là où l'arrêté comptable fixe la norme à cinq ans maximum, sauf exception dûment justifiée (A.R. du 8 octobre 1976, article 28 § 2 in fine).

(20) Comp., d'une part, AR/CIR 92, articles 22 § 1er 2° et 25 alinéa 1er et A.R. du 8 octobre 1976, article 19 alinéa 4 d'autre part.

(21) Pour les obligations comptables des assujettis à la T.V.A., voyez les articles 14 à 16 de l'A.R. n° 1 du 29 décembre 1992.

(22) Voyez par exemple, Liège 26 avril 1995, *J.D.F.* 1995, 176-180. Comp. Liège 21 décembre 1983, *F.J.F.* 84/50; Liège 22 mai 1996, *F.J.F.* 96/206.

(23) Voyez l'avis de la Commission des normes comptables, "Les principes d'une comptabilité régulière", *Bull.* 1997, n° 38, spéc. p. 32: "[L]a régularité de la comptabilité et, dès lors, sa valeur probante résultent de la convergence et de la cohérence d'ensemble, au sein desquelles chacun des éléments joue un rôle mais n'est jamais suffisant à lui seul. Ce n'est, dès lors, que par leur cohérence, par le respect de l'ensemble de ces règles et par les contrôles internes et externes (matériels et humains) mis en œuvre aux différents niveaux et aux différents stades, que la régularité de la comptabilité sera établie et opposable."

(24) Selon l'expression de L.A. DENYS, "Comptes annuels fiscaux et commerciaux", *R.G.F.* 1987, 34.

la loi comptable et de ses arrêtés d'exécution (25). La Cour de Cassation confirme que le juge du fond "apprécie souverainement en fait si, en dépit de certaines irrégularités, la comptabilité produite par le contribuable peut être tenue pour probante" (26).

En outre, les comptes établis par le contribuable ne le lient pas définitivement quant à la détermination de l'impôt. Dans une note à la Revue critique faisant suite au célèbre arrêt "Van Oekel" rendu par la Cour de Cassation en matière de rectification d'un bilan erroné, J. KIRKPATRICK et D. GARABÉDIAN soulignent: "Si les mentions des comptes annuels approuvés lient en principe la société vis-à-vis du fisc, le caractère d'ordre public de l'impôt s'oppose toutefois à ce que la société soit imposée sur une base imposable différente de celle prévue par la loi. Ainsi les mentions des comptes annuels n'ont, comme celles de la déclaration, que la valeur probante d'une présomption juris tantum: la société est recevable à faire la preuve de leur inexactitude" (27).

D'autre part, une comptabilité régulière en la forme ne sera pas pour autant tenue pour suffisante par l'administration. Seule sa vérification peut en faire apparaître le caractère probant (28). La jurisprudence abonde d'exemples de rejet de la comptabilité (29), préalable à la mise en œuvre du mode spécial de taxation par comparaison (C.I.R., article 342). La Cour de Cassation a confirmé que les cours d'appel peuvent légalement déduire qu'une comptabilité n'est pas probante au sens du Code des impôts sur les revenus, "lors mêmes que les livres tenus [sont] ceux que prescrivent la législation comptable et la législation relative à la TVA" (30).

Plus grave quant au crédit à accorder à une comptabilité conforme aux critères du droit comptable, l'article 341 du C.I.R. autorise l'administration à procéder à une taxation indiciaire sans qu'il lui faille d'abord démontrer le caractère non probant de la comptabilité (31). En outre, la législation fiscale permet à l'ad-

(25) Com.I.R., n° 340/6; Mons 12 mai 1982, *F.J.F.* 82/138; Liège 13 mars 1985 (deux arrêts), *F.J.F.* 85/160 et 161; Antwerpen 14 septembre 1992, *F.J.F.* 92/206.

(26) Cass. 7 janvier 1993, *F.J.F.* 93/92.

(27) J. KIRKPATRICK et D. GARABEDIAN, "La rectification du bilan de la société anonyme en droit privé et en droit fiscal", note sous Cass. 12 mai 1989, *R.C.J.B.* 346-347. Les juridictions de fond ont été amenées à tirer les conséquences de la jurisprudence suprême: Antwerpen 6 avril 1993, *F.J.F.* 94/171; Antwerpen 25 avril 1994, *F.J.F.* 95/17.

(28) Com.I.R., n° 340/7.

(29) Cf. L. COPPENS et G. de LOBEL, "L'indépendant et le fisc: comptabilité à force probante ou taxation forfaitaire", *Bull. contr.* 1984, 3172-3188; S. LIEVENS, "Les impôts sur les revenus et les impératifs comptables", *R.G.F.* 1985, 115-120 et 142-145; I. RICHELLE, "Le caractère probant de la comptabilité des travailleurs indépendants en matière d'impôts sur les revenus", *J.D.F.* 1988, 129-145; J. AUTENNE, "Le caractère probant de la comptabilité en droit fiscal", in COMMISSION DROIT ET VIE DES AFFAIRES, *Nouvelles orientations en droit comptable,* Liège, Faculté de droit, 1994, 215-236.

(30) Cass. 19 avril 1990, *F.J.F.* 90/133.

(31) Cass. 14 mars 1957, *Pas.* 1957, I, 838.

ministration, d'accord ou en consultation avec les groupements professionnels intéressés, d'arrêter des bases forfaitaires de taxation (C.I.R., article 342 § 1er; C.T.V.A., article 56 § 1er), qui posent elles aussi question quant à la foi accordée aux dispositifs comptables usuels.

Evaluation et perspectives

Le regard en arrière permet donc de constater tout à la fois:

— que le principe de neutralité du droit comptable par rapport au droit fiscal a manifestement inspiré plusieurs initiatives législatives ou réglementaires, mais n'a pas été mis en œuvre d'une manière systématique;

— que la primauté du droit comptable sur le droit fiscal a débouché sur une pollution du premier par le second;

— que le statut de la comptabilité en tant que moyen de preuve à l'égard du fisc est demeuré problématique, et cela malgré les progrès du droit comptable.

Finalement, les rapports du droit comptable et de la fiscalité apparaissent complexes et ambigus (32). Ceci n'est pas étonnant, dans la mesure où la Belgique relève a priori d'un régime traditionnellement qualifié d'unicité du bilan fiscal et du bilan commercial, quoiqu'il ne s'agisse pas uniquement de bilan (mais aussi, à tout le moins, de compte de résultats) et que l'unicité demeure toute relative (les dérogations fiscales ne manquant pas).

Faudrait-il, en vue de "purifier" le droit comptable, l'affranchir de ses liens avec le droit fiscal?

Nous ne le pensons pas.

En premier lieu, les expériences étrangères de dissociation montrent les limites de l'approche alternative. J.P. SERVAIS souligne notamment l'application du principe de "goed koopmansgebruik" aux Pays-Bas, ou l'introduction aux Etats-Unis d'un impôt minimum (33).

En second lieu, le lien avec la fiscalité est, tout au moins au niveau des principes, susceptible de favoriser une information comptable équitable. Les théoriciens de

(32) G. GELDERS, "Droit comptable et fiscalité", *Bull. contr.* 1984, 1246, qui relevait déjà que "les relations entre le droit comptable et la fiscalité sont nombreuses, diverses, complexes, dépendantes les unes des autres et continuent à se développer".

(33) J.P. SERVAIS, "Dissociation ou connexion entre le droit comptable et le droit fiscal: examen critique à l'aune de vingt ans d'expérience belge", communication au Colloque des 8 et 9 octobre 1996 de la Commission des normes comptables, *Bull. C.N.C.* 1997, n° 40-41, 116-118.

la comptabilité (34), appliquant à celle-ci les enseignements de l'analyse des phénomènes d'agence et du processus politique, démontrent que la comptabilité est un objet majeur de divers jeux de pouvoir. Au cœur de ceux-ci figurent les relations des gestionnaires d'entreprises avec les propriétaires de celles-ci et les décideurs politiques.

Dans leurs rapports avec les propriétaires et les prêteurs, les gestionnaires sont tentés de présenter une image rassurante de l'entreprise, dans le but de conserver la confiance de leurs mandants.

Vis-à-vis des décideurs politiques, les gestionnaires souhaiteront plutôt afficher des résultats prudents, afin de se prémunir contre la tentation, dans le chef des hommes politiques, de prélever des ressources sur l'entreprise au profit de leurs électeurs. Des annonces peu glorieuses devraient au contraire inciter les pouvoirs publics à alléger les charges, voire à subsidier l'entreprise.

Dans ce schéma, libérer la comptabilité de son corset fiscal, et donc établir des comptes fiscaux autonomes, est susceptible de conduire simultanément à des redditions de comptes exagérément optimistes à l'égard des actionnaires et des prêteurs, et à des chiffres excessivement maigres vis-à-vis des autorités fiscales.

L'imbrication du droit fiscal et du droit comptable favorise quant à elle un équilibre. Sans parler des contraintes qu'elle fait peser sur le législateur lui-même, elle constitue, dans le chef des dirigeants d'entreprises, un frein à la fois contre la comptabilité créative et les sous-évaluations fiscales (35). Et sur le plan de la distribution des richesses, elle assure que le partage des bénéfices entre les actionnaires et l'Etat se fasse sur la base d'un inventaire de ces bénéfices qui soit établi, si pas en commun, au moins de manière cohérente.

La question se pose toutefois de savoir si l'on pourra maintenir à l'avenir ce système de proximité de l'information financière et de la déclaration fiscale. La Commission européenne ne propose-t-elle pas d'obliger d'ici quelques années les sociétés cotées en bourse à publier des comptes conformes aux normes internationales de l'International Accounting Standards Committee (I.A.S.C.), tout en laissant aux Etats membres la faculté d'autoriser plus largement encore, éventuellement dans le chef de toutes les sociétés, l'utilisation des normes I.A.S.?

On pourrait prétendre que cette évolution devrait inéluctablement conduire à l'abandon des systèmes dits d'unicité des bilans comptables et fiscaux. Nous ne le croyons pas.

---

(34) Voyez spécialement R.L. WATTS et J.L. ZIMMERMANN, *Positive accounting theory,* New Jersey, Prentice-Hall, 1986.

(35) Cet effet de modération mutuelle est en tout cas pertinent au sein des entreprises qui connaissent une dissociation de la propriété, sans disposer de latences fiscales actives: les entreprises de ce type – proportionnellement plus nombreuses parmi les plus grandes – sont obligées d'arbitrer entre les impératifs divergents du rendement à montrer aux actionnaires et de la base imposable à reconnaître vis-à-vis de l'administration.

De lege ferenda, il ne paraît pas souhaitable de renoncer aux avantages découlant de l'unicité: une certaine prudence dans le chef des dirigeants d'entreprise et une relative modération de la part du législateur fiscal. En ce qui concerne ce second point, on observera au contraire que le recours aux normes I.A.S. comme référentiel comptable admis sur le plan fiscal diminuerait le phénomène de pollution fiscale du droit comptable évoqué plus haut.

Quant à l'impraticabilité constitutionnelle ou politique de l'établissement de l'impôt à partir de résultats calculés sur la base de règles d'évaluation édictées par une autorité autre que le législateur lui-même, il convient de faire remarquer:

— que le Parlement resterait parfaitement en mesure de voter des dérogations fiscales aux règles comptables;

— que le principe de légalité de l'impôt est, aujourd'hui déjà, un mythe, ainsi que le démontre l'importance, sur le plan fiscal, de l'arrêté *royal* du 8 octobre 1976;

— que la primauté du droit comptable confère dès à présent de facto certains effets fiscaux aux avis de la Commission des normes comptables (36), laquelle, pas plus que l'I.A.S.C., ne peut prétendre constituer une autorité publique démocratiquement élue;

— que les normes comptables I.A.S. présentent effectivement des différences par rapport aux règles d'évaluation belges déposées dans l'arrêté royal du 8 octobre 1976, mais que ces différences tiennent essentiellement dans l'inexistence de certaines options permises en Belgique ainsi que dans la plus grande précision des normes I.A.S.: de ce point de vue, les normes I.A.S. apparaîtraient in fine, si elles étaient à leur tour reconnues sur le plan fiscal, comme comportant moins de latitude pour le contribuable d'influencer, par le recours à telle option ou marge d'interprétation, la détermination de sa base imposable;

— que l'application, sur le plan fiscal, des normes I.A.S. conduirait, dans beaucoup d'hypothèses, à anticiper l'existence d'un revenu, par rapport au droit comptable belge actuel. On conviendra qu'un tel effet est assurément susceptible de favoriser l'acceptation par l'Etat de l'intégration dans sa législation fiscale de telles normes comptables favorables à ses appétits budgétaires. Quant aux contribuables, y verront-ils un véritable inconvénient au moment où les *taux* d'imposition des sociétés tendent à se réduire rapidement en Europe?

(36) Et donc, indirectement, aux normes I.A.S., puisque celles-ci constituent une source d'inspiration de plus en plus utilisée par la Commission belge des normes comptables dans la rédaction de ses avis.

De bancaire toezichthouder, de interne auditor en de erkende revisor

Jean-Louis Duplat,
Voorzitter van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen

1. Doelstellingen en wettelijke basis van het prudentieel toezicht op kredietinstellingen

1.1. Doelstellingen

Het toezicht op kredietinstellingen streeft twee doelstellingen na: de bescherming van de goede werking van de financiële sector en de bescherming van het spaarderspubliek (1).

Het toezicht op de kredietinstellingen past in het toezicht op de financiële sector in zijn geheel. Naast het banktoezicht is er ook het toezicht op de verschillende categorieën van beleggingsondernemingen (bv. beursvennootschappen, vennootschappen voor vermogensbeheerders), het toezicht op de financiële informatie en de markten voor financiële instrumenten en het toezicht op de instellingen voor collectieve belegging. Deze aspecten worden niet behandeld.

Als prudentieel toezichthouder op kredietinstellingen ziet de Commissie voor het Bank- en Financiewezen (hierna CBF of Commissie) erop toe dat de kredietinstellingen voldoen aan de erkennings- en bedrijfsuitoefeningsvoorwaarden zoals opgenomen in de bankwet. Dit houdt in dat de Commissie toeziet op het aandeelhouderschap en de leiding, alsmede op de passende organisatie en werking van de kredietinstellingen. Aandachtspunten hierbij zijn onder meer de leidingstructuur, de administratieve en boekhoudkundige organisatie van de banken en de aangepastheid van hun interne controlesystemen. Verder houdt de Commissie toezicht op het bedrijf van de instellingen en op hun financiële positie.

Het voorgaande betekent niet dat de Commissie toeziet op de naleving van alle wettelijke bepalingen die op de kredietinstellingen van toepassing zijn. Andere Belgische autoriteiten hebben specifieke opdrachten: de Controledienst voor de Verzekeringen voor de regelgeving inzake het hypothecair krediet, het ministerie van Economie voor de regelgeving inzake het consumentenkrediet en de marktautoriteiten voor de regelgeving inzake beursverrichtingen.

(1) Artikel 1 eerste alinea van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen stelt: "Om het spaarderspubliek en de goede werking van het kredietsysteem te beschermen, regelt deze wet de vestiging en de werkzaamheden van, alsook het toezicht op de kredietinstellingen die in België werkzaam zijn".

Met het oog op de goede werking van het banksysteem heeft de wetgever nog een aantal andere toezichtsopdrachten aan de Commissie toevertrouwd. In de eerste plaats het toezicht op de naleving door de kredietinstellingen van de verplichtingen die de wetgever heeft opgelegd tot voorkoming van het financiële systeem voor het witwassen van geld (2). Daarnaast is er de opdracht van de Commissie om toe te zien op de naleving door de kredietinstellingen van het verbod om bijzondere mechanismen in te stellen die tot doel of als gevolg hebben de belastingontduiking door derden te bevorderen (3).

Het is belangrijk te begrijpen dat zelfs een doeltreffend georganiseerd toezicht geen absolute waarborg is voor de veiligheid van het bankbedrijf. In de eerste plaats moet de leiding van de instelling zorgen voor een gezonde en voorzichtige bedrijfsuitoefening. Ook uit de internationale ervaring blijkt dat geen enkele vorm van toezicht goed beleid kan vervangen.

1.2. Wettelijke basis

De wettelijke basis voor het toezicht op de kredietinstellingen wordt gevormd door de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen (in het kort "de bankwet"). Deze wet is de omzetting in Belgisch recht van de tweede coördinatierichtlijn van 15 december 1989 (4) en de richtlijn van 6 april 1992 inzake toezicht op de kredietinstellingen op geconsolideerde basis (5) (6). Deze twee richtlijnen vormen de kern van de wetgeving op de kredietinstellingen.

---

(2) De wet van 11 januari 1993. Deze wet is de omzetting in het Belgisch recht van de Europese Richtlijn van 1991.

(3) Dit verbod werd in het bankstatuut ingevoerd door de wet van 30 juni 1975. De bepaling betreft het administratief statuut van de kredietinstellingen en is geen fiscaalrechtelijke bepaling. Het doel is te voorkomen dat financiële tussenpersonen zoals kredietinstellingen, handelingen stellen die belastingontduiking door cliënten bevorderen en die niet te verantwoorden zijn in het kader van normale en correcte bank- en beursverrichtingen. Deze gedragingen kunnen de financiële positie en de reputatie van de betrokken instelling aantasten, zodat er een prudentiële zorg is. Wanneer de Commissie er kennis van heeft dat een kredietinstelling of een beleggingsonderneming die onder haar toezicht staat een bijzonder mechanisme heeft ingesteld dat tot doel of gevolg heeft fiscale fraude door derden te bevorderen, dient zij een termijn op te leggen waarbinnen de betrokken praktijken dienen stopgezet. Wanneer de Commissie er kennis van heeft dat deze bijzondere mechanismen voor de kredietinstelling of beleggingsonderneming zelf, als dader, mededader of medeplichtige, een onder het strafrecht vallend misdrijf vormen, dient zij bij het gerecht aangifte te doen.

(4) *PB. L.* 386, 1.

(5) *PB. L.* 110, 52.

(6) Met gebruikmaking van de bevoegdheden die de toen bestaande wetgeving aan de Koning of aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen verleende, waren een aantal richtlijnen reeds omgezet in de Belgische wetgeving, namelijk deze inzake eigen vermogen, jaarrekeningen, geconsolideerde jaarrekeningen en gegevens die bijkantoren in de Gemeenschap moeten bekendmaken.

Het is nuttig even stil te staan bij de wet van 1993 omdat zij de toen bestaande wetgeving fundamenteel wijzigde. Deze wijzigingen betroffen drie domeinen.

Vooreerst zijn er de regels uit de richtlijnen die beogen om een volwaardige Europese bankmarkt tot stand te brengen. Hiervoor worden een aantal regels geharmoniseerd binnen de Unie: de toegang tot de bedrijfsuitoefening, de bedrijfsuitoefening zelf en de controle erop. Concreet betekent dit dat deze regels essentieel dezelfde zijn in alle landen van de Gemeenschap. De Europese bankmarkt wordt verder tot stand gebracht door het invoeren van de vrijheid van vestiging via bijkantoren (dit zijn vestigingen zonder eigen rechtspersoonlijkheid) en het vrij verrichten van diensten binnen de Unie. Dit laatste houdt in dat bankdiensten kunnen aangeboden worden over de grenzen heen zonder over een vestiging te beschikken. Wat deze laatste punten betreft is vooral het beginsel van de controle door de autoriteiten van het land van herkomst van belang. Immers, elk land dient toezicht uit te oefenen, niet enkel op de banken op het nationaal grondgebied maar ook op de bijkantoren ervan in andere landen van de Unie.

Een tweede vernieuwing heeft te maken met de sterk doorgedreven branchevervaging. Vóór de wet van 1993 bestonden er vier soorten kredietinstellingen met elk een eigen wettelijke regeling: banken, spaarbanken, ondernemingen waarop hoofdstuk I van de wet van 10 juni 1964 van toepassing was (7) en openbare kredietinstellingen. Het onderscheid tussen deze verschillende instellingen bestaat niet meer sinds de wet van 1993.

Een derde belangrijke wijziging betrof de modernisering van de controlemiddelen en de noodzakelijke bijwerking van soms compleet verouderde teksten.

Het voorgaande maakt duidelijk dat de wet van 1993 een fundamentele stap was in de evolutie van de Belgische bankwetgeving.

2. De Commissie voor het Bank- en Financiewezen

De CBF is een federale zelfstandige openbare instelling met rechtspersoonlijkheid (8). Haar organisatie is vastgelegd in een inrichtingsreglement (9).

De Commissie is samengesteld uit een voorzitter en zes leden die allen benoemd worden bij koninklijk besluit. De voorzitter en vijf leden worden benoemd op gezamenlijk voorstel van de federale ministers van Justitie en van Economie.

(7) Dit waren instellingen die slechts een beperkt aantal bankverrichtingen mochten uitvoeren (zo mochten zij geen zichtrekeningen aanbieden aan hun cliënten).

(8) Zie het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten - Titel III: De Commissie voor het Bank- en Financiewezen.

(9) Het Inrichtingsreglement van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen van 27 januari 1998, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 12 februari 1998.

Het zesde lid wordt voorgedragen door de Nationale Bank van België. De Commissie vergadert minstens om de twee weken.

De Commissie wordt in haar beleidsvoering en in de voorbereiding van de algemene krachtlijnen bijgestaan door een directiecomité, bestaande uit de Commissievoorzitter en de vier directeuren. De vier directeuren geven elk leiding aan een directie. Zo is de Eerste Directie verantwoordelijk voor het prudentieel toezicht op kredietinstellingen.

De leden van de Commissie en haar personeel zijn gebonden door een strafrechtelijk gesanctioneerd beroepsgeheim.

De CBF is een onafhankelijke instelling die haar beslissingen autonoom neemt. Beslissingen van reglementaire aard moeten echter de goedkeuring bekomen van de minister van Financiën en in de meeste gevallen ook van de minister van Economie. Tegen bepaalde individuele beslissingen is beroep mogelijk bij de minister van Financiën. Tegen de overige beslissingen die de CBF neemt als bestuursrechtelijke overheid kan beroep ingesteld worden bij de Raad van State.

Naast de toepassing van de wetten, besluiten en reglementen hecht de CBF veel belang aan overleg met de ondernemingen en hun beroepsverenigingen om te komen tot een toezichtsbeleid dat een zo ruim mogelijk draagvlak heeft.

Hiervoor is reeds gewezen op de Europese bankenmarkt gecreëerd door de bankenrichtlijnen. De Europese éénwording vereist een nauwe samenwerking onder toezichthouders. Hiertoe heeft de Commissie samenwerkingsakkoorden afgesloten met andere Europese landen.

De branchevervaging of toenadering tussen de verschillende sectoren, zoals bankwezen en verzekeringswezen, vergt een nauwe samenwerking onder de toezichthouders. In die optiek heeft de Commissie een samenwerkingsovereenkomst gesloten met de Controledienst der Verzekeringen.

3. Het prudentieel toezichtsmodel van de CBF

3.1. Evolutie van de Belgische banksector

De Belgische banksector heeft de laatste jaren een belangrijke evolutie gekend. Tussen 1992 en 1999 evolueerde het aantal kredietinstellingen (de som van het aantal instellingen naar Belgisch recht en de bijkantoren van instellingen naar buitenlands recht) van 157 naar 121, zijnde een vermindering van 36 of bijna één vierde. Vooral bij de banken naar Belgisch recht is de daling opvallend: van 118 naar 77, dit is een vermindering van één derde op zes jaar.

De vermindering van het aantal instellingen is een illustratie van de toenemende concentratie van de Belgische banksector. Globaal genomen vertegenwoordigen de vijf grote bankgroepen nu een marktaandeel van ongeveer 80 % op de Belgische bankenmarkt.

De fusies en overnames zijn ofwel een schakel in strategische verrichtingen, ofwel een middel om niet-leefbare instellingen op te doeken.

Onder druk van de steeds intensere concurrentie en door de invoering van de euro, herzien de kredietinstellingen hun strategie en hun schaalgrootte. Achter de consolidatiebeweging is er de ambitie om de positie op de lokale of op de Europese markt te verbeteren, o.m. ook door het samengaan met verzekeringsondernemingen of met buitenlandse financiële groepen.

Daarnaast wordt ook de overcapaciteit in de banksector afgeslankt. Kredietinstellingen met onvoldoende kritische massa om een behoorlijke rentabiliteit te halen, fusioneren, worden overgenomen door grotere instellingen, of worden eenvoudigweg gesloten.

Een andere factor in de verschuivingen binnen de Belgische banksector is de terugtrekking van enkele buitenlandse banken wegens herstructureringen in het land van oorsprong. Dat is het geval voor een aantal Japanse banken die als gevolg van de bankcrisis in Japan zelf en de noodzaak tot rationalisering van het internationale net, hun buitenlandse vestigingen sluiten, waaronder die in België.

Een andere vaststelling is de wijziging in het aandeelhouderschap van de banken. Opvallend is het terugtrekken van de Belgische overheid uit de banksector en de intrede van financiële groepen in het aandeelhouderschap. Voor de toezichthouder betekent dit dat meer aandacht dient te gaan naar de financiële soliditeit van het aandeelhouderschap.

Een derde vaststelling is de groeiende internationalisering van het Belgisch bankwezen. De aanwezigheid van Belgische banken in Azië en Oost-Europa neemt jaar na jaar toe.

3.2. Reorganisatie van het toezicht

Het voorgaande maakt duidelijk dat de Belgische banksector door een ingrijpende reorganisatie gaat. Het is dan ook niet verwonderlijk dat ook de toezichthouder onderzoekt in welke mate hijzelf dient te reorganiseren om adequaat te kunnen inspelen op de evoluties binnen de banksector.

Zoals andere, buitenlandse toezichthouders heeft de Commissie voor het Bank- en Financiewezen een doorlichting van haar organisatie laten uitvoeren. De opdracht betrof meer bepaald de werking van de Commissie te vergelijken met

deze van buitenlandse toezichthouders, de doelstellingen van het toezicht beter af te lijnen en de hiervoor noodzakelijke menselijke en materiële middelen te begroten. Het verslag van de consultants, ontvangen in september 1997, vormde een uitstekend hulpmiddel om het reeds vroeger ingezette veranderingsproces te sturen. Dit proces moet de Commissie in staat stellen een kwaliteitsniveau te halen waarmee zij de geloofwaardigheid van het Belgisch financieel centrum kan helpen schragen.

Na de doorlichting door de consultants werd een actieplan uitgewerkt. Het omvat voor het toezicht op kredietinstellingen de volgende zes krachtlijnen:
- het prudentieel toezichtsmodel verstevigen;
- een bijdrage leveren tot de versterking van de banksector;
- de prioriteiten van het toezicht bepalen op basis van een analyse van de risico's per instelling;
- meer toezicht ter plaatse verrichten;
- meer aandacht besteden aan de zogenaamde systeembanken. Dit zijn die instellingen die door hun grootte of hun positie op de financiële markten een bedreiging kunnen vormen voor het financieel systeem wanneer één van hen met ernstige problemen zou te kampen hebben;
- de efficiëntie van de interne werking van de diensten optimaliseren.

3.3. Het toezichtsmodel

De Commissie hanteert een prudentieel toezichtsmodel dat visueel kan voorgesteld worden als vier concentrische cirkels. De twee middelste cirkels worden gevormd door de interne controle en de interne audit. Deze hebben betrekking op het toezicht door de instelling zelf. De twee buitenste cirkels, het revisoraal toezicht en het toezicht door de CBF, betreffen het extern toezicht.

3.3.1. Interne controle

De eerste cirkel omvat de interne controle van de instelling. Interne controle is het geheel van maatregelen voor een geordende en voorzichtige bedrijfsvoering, waarbij gelet wordt op het economisch en efficiënt gebruik van de ingezette middelen. Ook wordt aandacht besteed aan een afdoend risicobeheer en aan betrouwbare financiële en beheersinformatie. Tot slot dienen de maatregelen van interne controle te zorgen voor de naleving van het wettelijk kader en van de beleidslijnen van de instelling.

De bankwet bepaalt uitdrukkelijk dat elke instelling dient te beschikken over een voor haar werkzaamheden geschikte beleidsstructuur alsmede een doelmatige administratieve en boekhoudkundige organisatie en interne controle. Via instructies aan de kredietinstellingen heeft de Commissie deze algemene bepaling in een aantal concrete normen omgezet voor verschillende delen van de bankactiviteit.

3.3.2. Interne audit

De tweede cirkel is de interne audit van de kredietinstelling. Het directiecomité van een bank dient de nodige maatregelen te nemen opdat de instelling blijvend kan beschikken over een passende interne auditfunctie. Dit is een onafhankelijke functie binnen de instelling gericht op onderzoek en beoordeling van de goede werking, de doeltreffendheid en de efficiëntie van de interne controle. De interne audit is het instrument van de bankleiding om toe te zien op het goed functioneren van de interne controle.

Binnen het kader van haar reorganisatie heeft de Commissie haar aanbevelingen van 1987 inzake interne audit in 1997 geactualiseerd om rekening te houden met de ontwikkelingen in de banksector. De nieuwe circulaire van 30 juni 1997 zal de interne auditfunctie verstevigen en dus ook het banktoezicht in het algemeen.

Het is wenselijk even dieper in te gaan op de circulaire interne controle en interne audit. Deze bevat acht duidelijk omschreven principes. Vooral de eerste drie principes zijn van belang omdat zij de verantwoordelijkheden van de leiding van de kredietinstelling inzake interne controle en interne audit nader omschrijven.

Het eerste principe stelt dat de raad van bestuur in het kader van zijn toezichtstaak, geregeld dient na te gaan of de instelling beschikt over een aangepaste interne controle. Bovendien dient de raad van bestuur een positieve houding tegenover controle te stimuleren.

Om deze opdracht correct te kunnen uitvoeren, stelt de circulaire dat de raad van bestuur onder meer kan steunen op de periodieke rapportering door het directiecomité.

Een andere mogelijkheid is dat de raad van bestuur zich laat bijstaan door een auditcomité. De circulaire van 1997 voorziet deze mogelijkheid, zonder evenwel de kredietinstellingen te verplichten een auditcomité op te richten. Wel beveelt de Commissie een dergelijk comité aan, in het bijzonder bij die instellingen die talrijke en complexe risico's lopen (10).

---

(10) De Commissie beschouwt de oprichting van een permanent auditcomité als een oplossing voor de praktische moeilijkheden die kunnen opduiken bij de collegiale uitoefening van de toezichtsopdracht van de raad van bestuur bij kredietinstellingen. Zij is ook van mening dat een dergelijk comité de interne controle en de interne audit versterkt. Wat de samenstelling van het auditcomité betreft, meent de Commissie dat dit dient te bestaan uit minstens drie bestuurders die geen lid zijn van het directiecomité. Om de doeltreffendheid van het comité te bevorderen nemen de volgende personen deel aan de vergaderingen, zonder evenwel lid te zijn: de voorzitter of een lid van het directiecomité, het hoofd van de interne auditafdeling en de erkende commissaris-revisor. Het auditcomité kan zich alle dienstige inlichtingen of stukken doen verstrekken en elk nazicht doen uitvoeren. Zijn rol mag evenwel die van de interne auditafdeling niet vervangen.

Het tweede principe van de circulaire van 1997 betreft de verantwoordelijkheid van het directiecomité. Dit dient, volgens de circulaire, een aangepaste interne controle op te zetten en minstens jaarlijks te beoordelen. Het directiecomité moet minstens jaarlijks de raad van bestuur inlichten over de stand van zaken. Deze informatieverstrekking kan verlopen via het auditcomité zo het bestaat.

Voor de geregelde beoordeling van de staat van de interne controle kan het directiecomité steunen op de rapportering door de interne auditafdeling alsook op andere bronnen zoals verslagen en/of nota's van de diverse diensten en vestigingen. Bij zijn beoordeling dient het directiecomité aandacht te besteden aan de doelstellingen van de interne controle, de ingezette middelen, de gebruikte methodes, de vastgestelde zwakheden en de aangepastheid en doeltreffendheid van de maatregelen.

De Commissie vraagt dat de notulen van zowel de raad van bestuur als van het directiecomité melding maken van de beraadslagingen omtrent de staat van het interne controlesysteem en de beoordeling ervan.

Het derde principe bevat de tweede opdracht van het directiecomité. Het comité dient binnen het kader van zijn plichten en verantwoordelijkheden, de nodige maatregelen te nemen opdat de instelling kan blijven beschikken over een passende interne auditfunctie.

De Commissie heeft in juni 1998 aan de kredietinstellingen een vragenlijst gezonden met de bedoeling na te gaan hoe de principes inzake interne controle en interne audit worden toegepast.

Uit dit onderzoek blijkt dat de circulaire een positieve invloed heeft gehad: zoals gevraagd besteden de raden van bestuur en de directiecomités van de meeste kredietinstellingen aandacht aan de toestand van de interne controle en de werking van de interne audit.

Zo werd vastgesteld dat de raden van bestuur geregeld vergaderen omtrent de staat van de interne controle. De frequentie van de vergaderingen varieert van jaarlijks – het minimum – tot tweemaandelijks. De besproken onderwerpen worden genotuleerd. De besprekingen gebeuren op basis van de periodieke rapportering door de auditcomités waar deze bestaan en de mededelingen van de directiecomités. Daarnaast worden ook de interne auditafdelingen, eventueel de groepsaudit, en de erkende revisoren vermeld.

Ook de directiecomités hebben geregeld beraadslaagd over de aangepastheid van de interne controle. Zij steunen zich hoofdzakelijk op de rapportering door de interne auditafdeling en de verschillende afdelingen.

De beraadslagingen leiden ook tot besluiten. Frequent worden vermeld het herschrijven of opstellen van het auditcharter en de doorlichting en versterking van de interne auditafdeling.

Wat de tweede opdracht van het directiecomité betreft, ervoor zorgen dat de instelling kan blijven beschikken over een passende interne auditfunctie, blijkt uit de ontvangen antwoorden dat alle instellingen sinds het van kracht worden van de circulaire beschikken over de vereiste permanente interne auditfunctie.

De meeste instellingen meldden dat zij de aanbevelingen van de circulaire inzake het statuut en de werking van de interne auditafdelingen naleven.

3.3.3. Het revisoraal toezicht

De derde cirkel is het revisoraal toezicht. Elke kredietinstelling dient een commissaris-revisor aan te stellen, gekozen uit een lijst van personen of vennootschappen die daartoe zijn erkend door de CBF.

De opdracht van de revisor is dubbel:
- vooreerst is er de opdracht bedoeld in de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, die in hoofdzaak betrekking heeft op de certificering van de jaarrekening;
- daarnaast is er de opdracht van medewerking aan het prudentieel toezicht zoals omschreven in de bankwet.

De medewerking van de revisoren aan het prudentieel toezicht omvat vier aspecten:
- de betrouwbaarheid nagaan van de periodieke rapporteringsstaten omtrent de financiële toestand van de instelling (balans, resultaten, buitenbalans, aanvullende gegevens per vervaldatum, enz.). Deze gegevens zijn van bijzonder belang voor de financiële analyse;
- de organisatie van de kredietinstelling nagaan zodanig dat er een redelijke zekerheid is dat zij haar wettelijk controlestatuut permanent naleeft;
- de Commissie semestrieel een verslag bezorgen over de organisatie en werkzaamheden van de instelling;
- de Commissie onmiddellijk op de hoogte brengen van beslissingen, feiten of ontwikkelingen die de positie van de instelling diepgaand kunnen beïnvloeden.

Ook deze cirkel werd versterkt: de Commissie heeft de richtlijnen aan de revisoren herzien en bekendgemaakt met haar circulaire van 12 maart 1999. Deze richtlijnen regelen de manier waarop de erkende revisoren hun opdracht van medewerking aan het prudentieel toezicht dienen uit te voeren.

De nieuwe richtlijnen bevatten tal van verduidelijkingen en nieuwigheden. Een belangrijk punt is dat bijzonder veel aandacht wordt besteed aan de controle op de periodieke rapportering door de instellingen aan de Commissie. Deze rapportering is bijzonder belangrijk omdat ze de Commissie toelaat de financiële toestand van de instelling op te volgen. Aan de revisor wordt gevraagd de methode

te onderzoeken die de instelling gebruikt voor de opstelling van haar rapporteringsstaten. Niet een punctuele verificatie maar een methodische aanpak in de controle door de revisoren zal leiden tot een blijvende verbetering van de rapportering van de kredietinstellingen aan de CBF.

Een ander belangrijk punt betreft de revisorale controle op de naleving van het wettelijk statuut, de zogenaamde "compliance". Ook in dit domein werden de modaliteiten verduidelijkt. De circulaire stelt dat het revisoraal toezicht betrekking heeft op het wettelijk statuut (bankwet, besluiten, reglementen en circulaires van de Commissie) alsmede op de andere wettelijke en reglementaire bepalingen die op de banksector van toepassing zijn. De revisorale controle houdt in dat de revisor tijdens zijn normale werkzaamheden nagaat of de organisatie van de kredietinstelling en haar controleprocedures de redelijke zekerheid verschaffen dat zij geen verrichtingen heeft afgesloten of feiten heeft gepleegd die indruisen tegen de wettelijke en/of reglementaire bepalingen.

Een derde punt betreft de informatie-uitwisseling tussen de Commissie en de revisor. Deze zogenaamde signaalfunctie is volledig herzien vanuit het perspectief van de preventie. De revisoren dienen aan de Commissie alle informatie over te maken die prudentieel gezien relevant is en die een snel optreden van de Commissie vereist. De circulaire geeft een aantal voorbeelden van informatie die dient meegedeeld te worden: bijvoorbeeld fraude die grote verliezen kan veroorzaken, ernstige conflicten binnen de bestuurs- en beheersorganen, het onverwachte vertrek van een leider met een sleutelpositie. Bij deze mededelingen ligt de nadruk op de snelheid en niet op de juistheid en volledigheid.

3.3.4. Het toezicht door de CBF

De laatste cirkel wordt gevormd door het banktoezicht door de CBF zelf.

Traditioneel bestond de Directie Prudentieel Toezicht uit twee operationele controlediensten en een inspectiedienst. In een eerste fase van de reorganisatie werd beslist om een aantal algemene en ondersteunende functies samen te brengen in een Dienst Toezichtsbeleid.

De Dienst Toezichtsbeleid houdt zich bezig met beleidsontwikkeling, zijnde het uitwerken of aanpassen van reglementen en normen. Verder werkt de Dienst mee aan de coördinatie van het prudentieel overleg met andere Belgische toezichthouders en aan de prudentiële samenwerking met buitenlandse toezichthouders. De Dienst is door deze werkzaamheden goed geplaatst om aan de operationele diensten de nodige duiding en adviesverlening omtrent deze regelgeving te verschaffen. Tot slot maakt de Dienst ook economische en thematische analyses. Enkele van deze taken worden uitgeoefend in samenwerking met de Dienst Algemene en Juridische Studies van de Commissie.

In een tweede fase werd de organisatiestructuur van het banktoezicht aangepast. Het operationeel toezicht werd gereorganiseerd om een gelijkvormige controlebenadering te vergemakkelijken. Het toezicht op de zogenaamd systeemrelevante kredietinstellingen en hun dochters werd gegroepeerd in één Controledienst en gescheiden van het toezicht op de overige instellingen. Deze instellingen worden gecontroleerd door twee Controlediensten: één is belast met het toezicht op de binnenlandse banken en de andere met de controle van de buitenlandse instellingen.

Ook werden de operationele toezichtstaken gehergroepeerd. Centraal staat hierbij het teamconcept: het toezicht wordt uitgeoefend door een multidisciplinaire ploeg waarvan elk lid de controle uitoefent voor een bepaald domein van het prudentieel toezicht in overleg met een teamcoördinator. In elk team zijn drie basisvaardigheden aanwezig die nodig zijn voor het toezicht: financiële analyse, controle op de naleving van het bankstatuut en controle op de werking van de instelling (inspectiefunctie).

De financiële analist onderzoekt het financieel risicoprofiel van de instellingen en onderzoekt of de door de instelling gelopen risico's in verhouding staan tot haar financiële draagkracht.

De controle op de naleving van het bankstatuut toetst de organisatie van de instelling aan een aantal wettelijke bepalingen terzake. De controle van de professionele betrouwbaarheid en de passende ervaring is ook een opdracht van dit métier.

De controle op de werking van de kredietinstelling gebeurt hoofdzakelijk ter plaatse. De inspecteurs gaan na of de organisatie en de interne controle aangepast zijn aan de activiteiten. Drie grote activiteitsdomeinen worden onderscheiden: de retail activiteit (verrichtingen van de bank met cliënten), de wholesale activiteit (verrichtingen met professionele tegenpartijen) en investment banking (verrichtingen in de beleggingssfeer).

De coördinator op zijn beurt zorgt ervoor dat de verschillende types van controle, de samenwerking met de interne audit en de erkende revisor en het overleg met de andere toezichthouders goed op elkaar aansluiten. Hij voert ter plaatse zelf controles uit op een aantal cruciale functies zoals de werking van de interne auditafdeling, de beleidscontrole en het risicobeheer.

Bijzondere aandacht gaat naar twee gespecialiseerde domeinen: informatica/ telematica en het gebruik van interne modellen voor de risicobeheersing.

Teneinde te komen tot een horizontale samenwerking tussen de verschillende diensten, werd de Dienst Toezichtsbeleid ook belast met de coördinatie van de werking van een aantal overlegcellen waarin voor de grote domeinen van het banktoezicht periodiek overleg plaatsvindt tussen de verschillende diensten.

3.3.5. De interactie tussen CBF, interne auditor en erkend revisor

In het belang van het banktoezicht streven de Commissie, de erkende revisoren en de interne auditors naar een betere samenwerking en interactie. Het streven naar deze zogenaamde synergie vormt het onderwerp van de circulaire van 16 april 1999 van de Commissie. Deze circulaire is tot stand gekomen in het kader van het drie-partijen-overleg tussen de Belgische Vereniging van Banken, het Instituut der Revisoren Erkend door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen en de Commissie zelf. Deze circulaire formuleert geen normen, maar biedt een referentiekader aan met krachtlijnen ter bevordering van de door de Commissie nagestreefde synergie.

Vooreerst wordt eraan herinnerd dat het door de Commissie gehanteerde toezichtsmodel uitgaat van een vertrouwensband tussen de kredietinstelling, haar erkende revisor en de Commissie. De Commissie verwacht dan ook dat zij door de leiding van een kredietinstelling wordt ingelicht over beslissingen, feiten of ontwikkelingen die de positie van de instelling op betekenisvolle wijze kunnen beïnvloeden.

De circulaire beschrijft de rol van de interne auditor, de erkende revisor en de Commissie in het prudentieel toezichtsmodel en gaat dieper in op de onderlinge bilaterale relaties.

Met betrekking tot de domeinen interne controle en interne audit, formuleert de Commissie de normen en principes van een gezonde bankpraktijk. Daarenboven steunt de Commissie in haar toezicht o.m. op het periodiek overleg tussen haar diensten en het hoofd van de interne auditafdeling.

Inzake de opdracht van de erkende revisoren wordt gespecifieerd dat hun medewerking aan het prudentieel toezicht zich situeert in het verlengde van hun vennootschapsrechtelijke opdracht.

De Commissie moedigt de samenwerking en het overleg aan tussen de beroepsgroepen van erkende revisoren en interne auditors. Zij beveelt ook aan dat op het niveau van de sector een gestructureerd overleg en informatie-uitwisseling tussen de interne auditors zou plaatsvinden.

De samenwerking tussen de Commissie, de revisoren en de interne auditors steunt op periodiek overleg tussen de betrokkenen, waarbij ieder evenwel zijn eigen verantwoordelijkheden behoudt. Dit geregeld overleg vult de gesprekken aan die de Commissie heeft met de hoogste leiding van de kredietinstelling.

Samen met de reorganisatie van het prudentieel toezicht vormt de circulaire van 16 april 1999 het sluitstuk in de versteviging van het prudentieel toezichtsmodel.

Aspects de la certification d'actions belges: certification et transparence, quelques refléxions

Paul Alain Foriers,
Avocat,
chargé de cours à l'Université Libre de Bruxelles

1. Si la loi belge du 15 juillet 1998 a eu le mérite de donner un cadre aux opérations de certification portant sur des actions de sociétés anonymes ou en commandite par actions ou des parts de sociétés privées à responsabilité limitée belges en consacrant leur neutralité fiscale de principe (art. 13 de la loi du 15 juillet 1998) et en levant les doutes que l'on pouvait avoir à propos de l'application de l'article 200 LCSC aux votes exprimés par les *administratiekantoren*, elle laisse subsister de sérieuses zones d'ombre dans certaines matières connexes.

Tel est le cas notamment de l'application aux *administratiekantoren* de la loi du 2 mars 1989 et de ses arrêtés d'exécution des 10 mai et 8 novembre 1989. Comment appliquer la réglementation sur la transparence en cas de certification? Peut-on considérer que l'acquisition par un *administratiekantoor* d'une participation de contrôle dans une société cotée, ou dont les titres sont répandus dans le public, constitue une modification du contrôle au sens du chapitre III de l'arrêté du 8 novembre 1989?

2. Le praticien peut aisément esquiver cette seconde question. En effet, à supposer que l'on puisse considérer que l'acquisition par un *administratiekantoor* d'une participation de contrôle procède «*d'une ou plusieurs transactions*» portant sur les titres de la société visée au sens du chapitre III – ce qui parait douteux – (1),

(1) La notion de «*transaction*» portant sur des titres de la société visée doit, à défaut de définition légale, s'entendre dans son sens usuel et courant (voy. sur ce principe d'interprétation Cass. 8 juin 1950, *Pas.* 1950, I, 702; Cass. 27 novembre 1950, *Pas.* 1951, I, 180 et les conclusions de M. le procureur général HAYOIT DE TERMICOURT alors premier avocat général, spéc. p. 182, 2ème col.; Cass. 25 juin 1973, *Pas.* 1973, I, 992; C.E. 12 juin 1992, *R.A.C.E.* 1992, n° 39721; C.E. 31 mai 1994, *R.A.C.E.* 1994, n° 47688; plus récemment Bruxelles 2 septembre 1998, *J.L.M.B.* 1998, 1608).
Il s'agit donc essentiellement de ventes contre un prix en espèces, d'échanges ou d'apports en société.
Ni les transmissions à cause de mort, ni les transmissions résultant d'une fusion, ne sauraient – sauf fraude à la loi – répondre à cette qualification (comp. dans un sens analogue, sous l'empire de la loi de 1993: E. WYMEERSCH, "Cession de contrôle et offres publiques obligatoires", *Rev. prat. soc.* 1991, n° 6575, spéc. p. 163 et 164, encore qu'il ne soit pas clair si cet auteur envisage la prise de contrôle d'une des sociétés parties à la fusion ou l'acquisition par l'absorbante d'une participation de contrôle détenue par l'aborbée dans une société cotée tierce).
Il en va de même d'une certification. D'un point de vue économique, l'actionnaire qui procède à une certification conserve en effet, au travers de son certificat, la valeur de son titre.

.../...

les inconvénients d'une application de ce dernier seront limités. En effet, sous réserve de la notification préalable à la Commission bancaire et financière (art. 38 et 39 de l'arrêté du 8 novembre 1989) et du pouvoir de celle-ci de faire part de ses observations (article 40 du même arrêté), la certification n'aura pas de conséquence. Il ne fait en effet pas de doute qu'elle échappera au risque d'offre publique d'acquisition ou de maintien de cours imposés par les articles 41 et suivants de l'arrêté. La certification, dans son mécanisme même, exclut en effet tout payement d'un prix supérieur au prix du marché. En représentation de son titre, l'actionnaire se voit attribuer un certificat qui a les mêmes droits économiques. Aucun prix au sens courant du terme n'est d'ailleurs payé; la certification ne saurait s'analyser en une vente à défaut de contrepartie en espèces; elle ne saurait davantage se résumer à un simple échange; il s'agit d'une opération originale qui relève de la fiducie (2) (3).

.../...

Dans le système de la loi belge, il ne se dépouille d'ailleurs pas définitivement de la propriété de son titre, puisque les clauses interdisant l'échange des certificats en actions doivent être limitées dans le temps et que le titulaire de certificats peut récupérer ses actions lorsque l'émetteur de certificats manque gravement à son obligation ou lorsque ses intérêts sont gravement méconnus par ce dernier (art. 43bis § 1er in fine LCSC).

En revanche, il parait plus délicat de considérer qu'il n'y aurait pas acquisition du contrôle par l'*administratiekantoor*, au motif que la certification procéderait d'un contrat de fiducie et que dès lors le contrôle serait censé détenu par les fiduciants porteurs de certificats (voy. sur ce point X. DIEUX et D. WILLERMAIN, "La certification de titres comme technique d'acquisition et de stabilisation de contrôle des entreprises", in *La certification de titres,* Séminaire Vanham & Vanham du 10 décembre 1998, 21 et 22). Comment admettre qu'il n'y aurait pas acquisition de contrôle lorsqu'un groupe familial composé de plusieurs dizaines de personnes, qui n'ont pas conclu d'accord de contrôle conjoint, apportent leurs titres à un *administratiekantoor* en lui assurant le contrôle exclusif de la société en cause?

En réalité, la règle suivant laquelle le contrôle est censé détenu par le fiduciant (point IV, A § 5, 2° de la section 1 du chapitre III de l'annexe à l'arrêté royal du 8 octobre 1976) et non le fiduciaire, n'est pas adaptée aux fiducies qui ont pour objet d'investir le fiduciaire d'un véritable pouvoir politique, le fiduciant n'ayant plus qu'un intérêt économique (voy. P.A. FORIERS, "La notion de contrôle et le périmètre de consolidation", in *Nouvelles orientations en droit comptable,* CDVA, 1994, n° 11, 320).

Dès lors que la certification d'actions a reçu une consécration légale et qu'elle tend, en règle, à pareille scission du pouvoir politique et du pouvoir économique, il paraît difficilement acceptable de lui appliquer le point IV, A § 5, 2° pour soutenir que la certification n'entraîne aucun transfert de contrôle.

La certification ne saurait en effet être conçue comme une convention d'effet équivalent à une simple convention de prête-nom ou même à une fiducie classique en faveur du fiduciant.

(2) Voy. P. BAERT, "Certificering van vennootschappen bij de noordeburen over het muurtje kijken", *T.R.V.* 1999, n° 4, 128 et s.; P. VAN OMMESLAGHE, "La certification de titres, Exposé introductif", in *La certification de titres,* séminaire Vanham & Vanham du 10 décembre 1998, n° 9 et s., 5 et s. et réf.; X. DIEUX et D. WILLERMAIN, *o.c.,* 6 et s.; H.P. LEMAÎTRE et M. DALLE, "La certification de titres émis par des sociétés commerciales", *J.T.* 1999, n° 24, p. 422; cons. aussi notamment K. GEENS et M. WYKAERT, "Administratiekantoren, belegginsfondsen en portage-overeenkomsten", in *Le trust et la fiducie. Implications pratiques,* Bruxelles, Bruylant 1997, 129-174.

Sans doute n'est-il pas exclu, en principe, que la Commission bancaire et financière puisse recommander un maintien de cours ou une OPA sur la base de l'article 40, alors même que les conditions d'application de l'article 41 ne seraient pas réunies. Mais il s'agirait là d'une mesure exceptionnelle qui supposerait, par exemple, que la modification du contrôle soit de nature à modifier radicalement la politique de la société visée (4). Or, pareille situation se conçoit difficilement lorsque la certification intervient – comme c'est normalement le cas – à l'initiative d'actionnaires existants qui entendent, par cette opération, non pas rompre avec le passé, mais au contraire, assurer une continuité.

3. Si la question de l'applicabilité du chapitre III de l'arrêté royal du 8 novembre 1989 à la certification relève donc largement d'un débat académique, puisque le praticien prudent se conformera à toute fin à celui-ci sans qu'il en résulte d'inconvénients majeurs, il n'en va pas de même s'agissant de l'aspect «transparence» de la loi du 2 mars 1989. Ici, à vrai dire, tout est incertain et le souci légitime de discrétion des porteurs de certificats, spécialement lorsqu'il s'agit de personnes physiques (5), empêche de procéder à des déclarations de participation ou de contrôle à toute fin pour se prémunir contre une interprétation extensive de la loi.

C'est à cette problématique que je tenterai de m'attacher dans les quelques lignes qui suivent.

J'aborderai à cet égard successivement les problèmes liés aux déclarations de participations proprement dites et ceux qui se rattachent aux déclarations de contrôle. Je terminerai en abordant brièvement l'incidence de la création d'un *administratiekantoor* sur la concertation des titulaires de titres.

---

(3) Voy. dans le sens de la non application de l'article 41 aux opérations de certification: H.P. LEMAÎTRE et M. DALLE, *o.c.*, *J.T.* 1999, n° 61, 431 et 432; X. DIEUX et D. WILLERMAIN, *o.c.*, 21 et 22; comp. dans un sens analogue, Fr. DE BAUW et E. POTTIER, "La certification de titres émis par une société anonyme", *R.D.C.* 1999, n° 229 et s., 556 et s.

(4) Sur le pouvoir de recommandation de la Commission bancaire et financière sur la base de l'article 40 de l'arrêté royal du 8 novembre 1989, cons. notamment A. BRUYNEEL, "Les offres publiques d'acquisition. Réforme de 1989", *J.T.* 1990, n° 105 et s., 178 et 179; spéc. n° 108; E. WYMEERSCH, *o.c.*, *Rev. prat. soc.* 1991, n° 6575, spéc. 178 et 179, n° 32.

(5) On sait que dans une très grande majorité des cas, ce souci est étranger à toute considération fiscale: le précompte mobilier libératoire, d'une part, et l'institution du don manuel ou des donations indirectes – voire des donations dans certains pays étrangers –, d'autre part, éliminent pour l'essentiel les préoccupations d'ordre fiscal. Les préoccupations sont plus fondamentales, elles touchent au respect d'une certaine vie privée et, plus gravement encore, à la crainte pour la sécurité des personnes, notamment la crainte d'enlèvements.

A. Les déclarations de participation

1. L'administratiekantoor

4. Il ne paraît pas douteux, à mon sens, qu'une déclaration de participation s'impose dans le chef de l'*administratiekantoor* qui détient une participation de 5 % au moins dans une société cotée. Dans le système de l'article 43bis des lois coordonnées, l'émetteur de certificats est en effet propriétaire des actions certifiées (art. 43bis § 1er, al. 1). Il exerce tous les droits attachés à ces dernières «*en ce compris le droit de vote*» (art. 43bis § 1er, al. 2). Il n'est donc pas le simple prête-nom que vise l'article 200 des lois coordonnées.

5. Sans doute l'opération de certification présente-t-elle incontestablement un certain caractère fiduciaire, sans doute l'émetteur de certificats détient-il les actions certifiées pour compte des titulaires de certificats (6). Mais à supposer même qu'il faille considérer que l'*administratiekantoor* serait visé par l'article 2 § 1er, a de la loi du 2 mars 1989, il ne s'ensuivrait pas, à mon sens, qu'il échapperait à l'obligation de déclarer sa participation.

L'article 2 § 1er, a se borne en effet à préciser que «*sont ajoutés aux titres possédés acquis ou cédés par une personne .... les titres possédés, acquis ou cédés a) par un tiers agissant en son nom propre, mais pour le compte de ladite personne* ...». Si le «*mandant*» ou, en principe, le «*fiduciant*» doit donc ajouter la participation de son mandataire non représentatif ou de son fiduciaire aux titres qu'il détient directement, cette disposition ne dispense nullement le mandataire non représentatif ou le fiduciaire – par hypothèse propriétaires des titres qu'ils détiennent pour compte – de les déclarer.

Il suffit pour s'en convaincre de constater que l'article 2 § 1er met sur le même pied les personnes agissant pour compte (art. 2 § 1er, a) et les personnes liées (art. 2 § 1er, b). Or si les participations des filiales s'ajoutent à celles de la société mère pour le calcul des quotités – et vice versa, l'on n'a jamais mis en doute que chacune des sociétés liées doit en principe faire une déclaration – même si l'article 2 § 3 permettra le plus souvent à la société mère de faire la déclaration en «lieu et place» de ses filiales.

(6) Voy. X. DIEUX et D. WILLERMAIN, *o.c.* Séminaire Vanham & Vanham du 10 décembre 1998, 21 et 22. Contrairement à ce que certains auteurs ont cru pouvoir lire dans les écrits de X. DIEUX et D. WILLERMAIN, ceux-ci ne prétendent toutefois pas que l'administratiekantoor ne serait pas tenu à faire une déclaration de transparence (pour pareille lecture, voy. H.P. LEMAÎTRE et M. DALLE, *o.c., J.T.* 1999, n° 66, 431). MM. DIEUX et WILLERMAIN n'examinent le problème que sous l'angle du chapitre III de l'arrêté royal du 8 novembre 1989 (acquisition du contrôle) et non sous l'angle de la loi sur la transparence.

La solution est d'ailleurs de bon sens. De la déclaration dépend l'exercice du droit de vote. L'identification des titulaires du droit de vote s'impose donc pour des raisons pratiques.

2. Les titulaires de certificats

a) La question de l'article 2 § 1er, a de la loi du 2 mars 1989

6. Si l'article 2 § 1er, a de la loi du 2 mars 1989 ne dispense pas l'*administratiekantoor* de procéder à une déclaration de participation s'il est dans les conditions de l'article 1er, impose-t-il en revanche une déclaration dans le chef des titulaires de certificats?

Dans une interprétation large de l'article 2 § 1er, a, à laquelle MM. DIEUX et WILLERMAIN (7) semblent adhérer, une réponse affirmative à cette question devrait s'imposer. En effet, l'émetteur détient les actions certifiées pour compte des titulaires de certificats pour tout ce qui concerne les droits économiques attachés à celles-ci. Il met en principe immédiatement en paiement «*au titulaire des certificats les dividendes, l'éventuel produit du droit de souscription et le produit de liquidation éventuellement distribués par la société ainsi que toute somme provenant de la réduction ou de l'amortissement du capital*» (article 43bis § 1er, al. 4 LCSC).

Il ne saurait davantage se désintéresser de l'intérêt des titulaires de certificats lorsqu'il exerce le droit de vote (art. 43bis, al. 6 dernière phrase LCSC).

7. Pareille interprétation large de l'article 2 § 1er, a de la loi du 2 mars 1989 ne parait toutefois pas acceptable. Elle est en effet contraire aux objectifs de la loi du 2 mars 1989. Celle-ci, en effet, n'a pas eu pour objet d'établir un cadastre des fortunes mobilières, mais bien de rendre publique l'identité des titulaires du pouvoir politique à l'assemblée générale des sociétés. L'obligation de déclaration ne concerne en effet que les titres conférant le droit de vote à l'exclusion par exemple des parts bénéficiaires ou des actions sans droit de vote, sous réserve pour ces dernières de l'hypothèse où elles récupéreraient un droit de vote (sur ce point art. 1er § 1er, al. 4 de la loi du 2 mars 1989).

C'est dans cette logique qu'à l'instar du point IV, A, § 5, 2° de la section I du chapitre III de l'annexe à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 à propos du contrôle, l'article 2 § 1er, a additionne les titres détenus par le mandataire à ceux détenus par le mandant, comme l'article 2 § 1er, b additionne les participations des personnes liées (voy. point IV, A § 5, 1° de la section I du chapitre III de l'annexe

(7) Mais à propos du chapitre III de l'arrêté royal du 8 novembre 1989, *o.c.*, Séminaire Vanham & Vanham du 10 décembre 1998, 22.

précitée). C'est en effet le mandant ou le titulaire du pouvoir de contrôle qui dispose du pouvoir politique. Ce sont eux qui en principe détermineront le sens du vote.

Certes, on admet généralement que lorsqu'il vise une personne agissant en nom propre, mais pour le compte d'un tiers, l'article 2 § 1er, a, comme l'annexe à l'arrêté royal du 8 octobre 1976, vise non seulement les mandats sans représentation (prête-nom ou commission) mais aussi, en principe, les conventions de fiducie, de portage et les conventions d'effet équivalent (8).

Mais, l'article 2 § 1er, a ne cite pas expressément ces conventions et les travaux préparatoires de la loi du 2 mars 1989 montrent les limites de cette disposition légale. Celle-ci vise *«les titres détenus nominalement par un tiers lorsqu'en vertu d'une convention de mandat, de commission, de portage, de prête-nom, de fiducie, de «trust», de «nominee», d'option, de réméré ou de conventions d'effet équivalent, l'essentiel des attributs de la propriété des titres appartient ou continue d'appartenir au cocontractant»* (9).

Or, sauf circonstance particulière, la situation découlant d'un *administratiekantoor* est fondamentalement différente de ces hypothèses (10).

L'institution a pour but premier de dissocier pouvoir économique et pouvoir politique et de permettre ainsi, notamment, d'assurer une continuité de la gestion en cas de transmission successorale d'une entreprise. La certification a par conséquent pour objet de dépouiller les porteurs de certificats du pouvoir votal attaché aux actions certifiées pour en investir l'organe de l'*administratiekantoor* (le bureau en droit néerlandais).

On ne saurait donc sérieusement soutenir que ce dernier ne détiendrait les titres concernés que *«nominalement»*, les titulaires de certificats en étant les propriétaires réels, l'essentiel des attributs de la propriété des titres certifiés continuant de leur appartenir.

Sous réserve du cas où les conditions d'administration permettraient en réalité aux porteurs de certificats d'exercer individuellement leur droit de vote, ceux-ci ne sont donc pas dans la situation d'un mandant pouvant dicter sa conduite à son mandataire. Sous cet angle, l'*administratiekantoor* n'agit pas véritablement pour

(8) Voy. G. KEUTGEN et G. A. DAL, "La transparence de l'actionnariat", *J.T.* 1989, n° 8, 450; Fr. DE BAUW, "La déclaration des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse", *R.D.C.* 1990, 285

(9) *Doc. parl.* Chambre, session 1988-1989, n° 522/1, 7.

(10) H.P. LEMAÎTRE et M. DALLE, *o.c., J.T.* 1999, n° 66, 431; Fr. DE BAUW et E. POTTIER, *o.c., R.D.C.* 1999, n° 223 et 224.

le compte de chaque porteur de certificats, en tout cas pris individuellement, même si son organe de gestion doit agir dans l'intérêt de l'ensemble des porteurs. Dans cette mesure, il n'est pas dans une situation fondamentalement différente du conseil d'administration d'une société holding à laquelle les actionnaires auraient fait apport de leurs titres dans la société visée. Lui aussi doit en effet agir dans l'intérêt social, donc au premier chef dans l'intérêt commun de ses actionnaires, mais sans que les deux notions coïncident parfaitement (11).

8. Ces observations doivent conduire à mon sens à interpréter restrictivement l'article 2 § 1er, a en fonction de l'objectif de la loi et de le limiter, comme le prévoient les travaux préparatoires, à des mécanismes contractuels dans lesquels le titulaire *«pour compte»* agit sur instructions de son mandant quant à l'exercice du droit de vote, ce qui exclurait, en règle, l'hypothèse de la certification. Il en va spécialement ainsi dès lors que le législateur a fait de la certification un contrat nommé original en affirmant le droit de propriété de l'émetteur.

b) La question de l'article 1er § 1er, 3° de l'arrêté royal du 10 mai 1989

9. On sait qu'en vertu de l'article 1er § 3 de la loi du 2 mars 1989 *«les titres convertibles en actions d'une société* [cotée] *et les droits matérialisés ou non par des titres, à la souscription ou à l'acquisition d'actions d'une telle société, sont aux conditions fixées par le Roi, assimilés aux actions d'une telle société»*.

L'article 1er § 1er, 3° de l'arrêté royal du 10 mai 1989 assimile à cet égard aux titres de la société cotée visée *«les droits, matérialisés ou non par des titres, à l'acquisition de titres déjà émis, conférant le droit de vote lorsque leur titulaire a le droit d'exiger leur acquisition ou s'est engagé à les acquérir»*.

Or, dans le système de la loi belge, les certificats sont essentiellement échangeables en actions. Les clauses interdisant la conversion des certificats doivent en effet être limitées dans le temps.

On peut, dès lors, se demander si les certificats ne constituent pas des droits à l'acquisition de titres déjà émis au sens dudit article 1er § 1er, 3° de l'arrêté du 10 mai 1989. Celui-ci vise en effet incontestablement les droits à terme. Seuls sont exclus les droits conditionnels (12). Et s'agissant des droits à terme, le rapport au Roi précédant l'arrêté du 10 mai 1989 précise que *«suite à l'avis du Con-*

(11) Sur la notion d'intérêt social, cons. récemment A. FRANÇOIS, *Het vennootschapsbelang in het Belgische vennootschapsrecht,* Anvers-Groningen, Interscentia, 1999.

(12) Dans le même sens, mais relativement à l'acquisition et non à la conversion de titres: G. KEUTGEN et G.A. DAL, "La transparence de l'actionnariat", *J.T.* 1989, 449, n° 14; F. DE BAUW, "La déclaration des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse", *R.D.C.* 1990, 227, spéc. 283. Le rapport au Roi cite notamment: les options d'achat, les titres achetés avec transfert de propriété différé, les engagements d'achat souscrits soit de manière ferme, soit à l'option du vendeur (*Pasin.* 1989, 980).

seil d'Etat, il a paru s'indiquer de ne pas faire de distinction selon la longueur du délai séparant la date d'acquisition des obligations et droits de souscription ou d'acquisition et la date à laquelle les droits de conversion, de souscription ou d'acquisition sont susceptibles d'être exercées» (13). La faculté de ne convertir les certificats en actions qu'à un terme éloigné ne semble donc pas, en elle-même, exclure l'obligation de déclaration.

Dans une interprétation large de l'article 1er § 1er, 3° de l'arrêté du 10 mai 1989, où la conversion serait conçue comme une forme d'acquisition, les certificats émis par un *administratiekantoor* seraient assimilés à des titres conférant le droit de vote en vertu de l'article 1er § 1er, 3° de l'arrêté royal du 10 mai 1989 (14).

Les titulaires de certificats représentant des titres constitutifs d'une participation importante devraient donc procéder à une déclaration.

10. On peut se demander toutefois si telle est bien la portée de l'article 1er § 1er, 3°.

Une première observation s'impose: les auteurs de l'arrêté n'ont pas pu avoir en vue les opérations qui n'étaient pas encore légalement organisées lorsqu'il a été adopté. Rien ne permet par ailleurs de penser que les auteurs de l'article 1er § 1er, 3° auraient envisagé des opérations de certification de droit étranger. Le rapport au Roi montre en réalité que les auteurs de l'arrêté n'ont envisagé que les options d'achat (*«call»*), les ventes avec transfert de propriété différé et les options de vente (*«put»*). Trois hypothèses qui correspondent à des mécanismes d'acquisition procédant de ventes.

Or, à la lecture de l'article 1er § 1er de l'arrêté on peut se demander si le point 3° de cette disposition ne doit pas, précisément, être limité à ce type d'opérations.

L'article 1er § 1er distingue en effet entre les obligations convertibles en titres conférant le droit de vote (article 1er § 1er, 1°), les droits, matérialisés ou non par des titres, à la souscription de titres non encore émis (art. 1er § 1er, 2°) et les droits, matérialisés ou non par des titres, à l'acquisition de titres déjà émis (art. 1er § 1er, 3°).

Or, si les obligations convertibles classiques portent sur des actions non encore émises, rien n'empêche qu'elles portent sur des actions émises. Au sens large, par ailleurs, la souscription est une forme d'acquisition.

Si les auteurs de l'arrêté avaient conçu le terme «acquisition» visé à l'article 1er § 1er, 3° de manière extensive, il aurait été bien plus logique de supprimer les points 1° et 2° et de compléter le point 3° pour viser tant les titres émis que les titres non encore émis.

(13) *Pasin.* 1989, 980.

(14) Comp. Fr. DE BAUW et E. POTTIER, *o.c., R.D.C.* 1999, n° 225, 556, mais uniquement lorsque les certificats peuvent être échangés sans restriction.

Il me paraît dès lors que l'article 1er § 1er ne vise que les modes d'acquisition au sens strict, c'est-à-dire les modes débouchant sur un «achat», par opposition à la conversion ou la souscription.

Aucun texte n'impose donc de conclure que les titulaires de certificats devraient procéder à une déclaration.

c) L'apport de la pratique - appréciation

11. La pratique, confortée par la position officieuse de la Commission bancaire et financière, paraît aller dans le même sens.

L'examen des déclarations de transparence effectuées par les sociétés dont l'un des actionnaires est un *administratiekantoor*, ou plus généralement un émetteur de certificats, montre en effet que les titulaires de certificats ne font jamais de déclaration de participation en nom personnel. La Commission bancaire et financière semble – quant à elle – admettre cette solution, même si elle n'a pas pris position officiellement.

La solution est entièrement justifiée par la raison d'être des *administratiekantoren*. Ceux-ci permettent de stabiliser l'actionnariat et la planification successorale et font disparaître le pouvoir de contrôle direct des actionnaires sur la société, ne faisant d'eux que des acteurs intéressés aux résultats économiques de celle-ci, à l'instar par exemple de titulaires d'actions sans droit de vote. Une déclaration de transparence ne présente donc plus la même utilité dans leur chef, puisque sa raison d'être réside dans la révélation des personnes susceptibles d'exercer une influence sur la politique de gestion des sociétés cotées.

Et, lorsque le droit de conversion est à un terme éloigné, les titulaires se retrouvent dans une situation qui n'est pas fondamentalement différente de celle des actionnaires d'une holding constituée *ad hoc* pour un terme déterminé.

Il en irait évidemment autrement si les conditions d'administration prévoyaient un droit de conversion discrétionnaire à tout moment ou si, comme je l'ai évoqué plus haut, les titulaires de certificats, par le jeu des conditions d'administration, conservaient intact leur pouvoir politique.

B. Les déclarations de contrôle

1. Les textes

12. On sait qu'aux termes de l'article 3 al. 1 de la loi du 2 mai 1989:

> «... *Lorsqu'une personne physique ou morale acquiert ou cède le contrôle, direct ou indirect, de droit ou de fait d'une société qui possède 5 % au*

moins du pouvoir votal d'une société visée à l'article 1er § 2, elle doit le déclarer à celle-ci et à la Commission bancaire et financière. Lorsque plusieurs personnes contrôlent conjointement une telle société, chacune d'elles doit le déclarer».

L'article 12 § 1er, al. 2 imposait une déclaration analogue de contrôle aux personnes physiques ou morales qui, lors de l'entrée en vigueur de la loi, contrôlaient seules ou conjointement «*une société*» tenue à déclaration de participation.

L'article 6 de l'arrêté du 10 mai 1989 définit quant à lui la notion de contrôle. Il énonce *qu'«il y a contrôle d'une* société (15), *lorsque celle-ci se trouve par rapport à une personne physique ou morale dans un lien de filiation au sens de l'arrêté royal du 8 octobre 1976*". Il ajoute dans un second alinéa que «*pour l'application des articles 3 et 12 § 1er, al. 2 de la loi, il faut entendre par contrôle conjoint le contrôle exercé ensemble par un nombre limité* d'associés (16), *lorsque ceux-ci ont convenu que les décisions relatives à l'orientation de la gestion de la* société (17) *ne pourraient être prises que de leur commun accord*».

13. Il suit du seul rappel de ces textes que la loi du 2 mars 1989 a limité l'obligation de déclaration de contrôle au contrôle des seules sociétés. Dans la mesure où, comme c'est généralement le cas, l'émetteur des certificats serait une *stichting* de droit néerlandais, la question d'une déclaration de contrôle ne se poserait donc pas. Il en serait vraisemblablement de même en Belgique (18) si la certification était initiée par une ASBL encore que l'on sait les réticences du législateur à l'égard de cette forme d'émetteur (19).

Sans doute, pourrait-on objecter que cette interprétation serait purement littérale et qu'en utilisant les termes «société» ou «associés», la loi n'aurait pas entendu écarter d'autres personnes morales. Cette objection aurait sans doute eu quelque poids si la loi du 2 mars 1989 n'avait pas elle-même, dans ses articles 3 et 12, clairement distingué entre les personnes physiques ou morales tenues à déclaration et la «société» contrôlée. Ce faisant, le législateur n'a pu en effet perdre de vue que la notion de «personne morale» est plus large que celle de «société».

(15) Souligné par le soussigné.
(16) Souligné par le soussigné.
(17) Souligné par le soussigné.
(18) Comp. cependant, mais sans guère d'explication Fr. DE BAUW et E. POTTIER, *o.c.*, *R.D.C.* 1999, n° 226, 556.
(19) Rapport fait au nom de la commission chargée des problèmes de droit commercial et économique par M. P. LARCO, *Doc. parl.* ch., session 1997-1998, 1430/3, 5; voy. sur ce problème notamment l'état de la question par Fr. DE BAUW et E. POTTIER, *o.c.*, *R.D.C.* 1999, n° 36 et s.; H.P. LEMAÎTRE et DALLE, *o.c.*, *J.T.* 1999, n° 52, 427; P. HERMANT, *La technique de certification de titres: aspects de droit civil et de droit des sociétés,* n° 4.5.2, 15, Séminaire Vanham et Vanham du 19 décembre 1998.

Par ailleurs, cette limitation au contrôle des seules sociétés n'est pas dénuée de pertinence. En effet, s'il est vrai que l'arrêté royal du 8 octobre 1976 définit dans son annexe (chapitre III, section 1, IV, A) le *«contrôle d'une entreprise»*, il envisage essentiellement le contrôle de sociétés. Il suffit pour s'en convaincre de se référer au point IV A, § 3 qui, lorsqu'il définit les cas de contrôle de droit, se réfère chaque fois au pouvoir détenu par un associé (20). La même remarque peut être formulée pour la présomption de contrôle de fait (point IV, A § 4, al. 2) (21).

Il échet d'observer en outre que la transposition de la notion classique de contrôle à des personnes morales autres que sociétaires est malaisée. La sécurité juridique justifie dès lors que celles-ci soient exclues du domaine des déclarations de contrôle.

2. Les titulaires de certificats

14. Dût-on même écarter cette analyse des textes et faire application de la définition générale du contrôle d'une entreprise comme étant *«le pouvoir de droit ou de fait d'exercer une influence décisive sur la désignation de la majorité des administrateurs ou gérants ou sur l'orientation de sa gestion»* encore ne s'ensuivrait-il pas nécessairement qu'un titulaire important de certificats puisse être tenu à déclaration de contrôle exclusif ou conjoint.

Le propre de la certification est en effet de transférer à *l'administratiekantoor* le pouvoir politique, les titulaires de certificats se trouvant bénéficier des seuls droits économiques afférents aux actions certifiées.

Dans cette logique, le pouvoir de contrôle n'appartient donc pas aux titulaires de certificats en tant que tels.

15. Sans doute n'est-il pas rare dans les *administratiekantoren* familiaux que le bureau de l'*administratiekantoor* assure une certaine représentation des différentes

(20) *«Le contrôle est de droit et présumé de manière irréfragable:*
1° lorsqu'il résulte de la détention de la majorité des droits de vote attachés à l'ensemble des actions, parts ou droits d'associés de l'entreprise en cause;
2° lorsqu'un associé a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des administrateurs ou gérants;
3° lorsqu'un associé dispose du pouvoir de contrôle en vertu des statuts de l'entreprise en cause ou de conventions conclues avec celle-ci;
4° lorsque, par l'effet de conventions conclues avec d'autres associés de l'entreprise en cause, un associé dispose de la majorité des droits de vote attachés à l'ensemble des actions, parts ou droits d'associés de celle-ci;
5° en cas de contrôle conjoint.» (point IV. A. § 3).

(21) *«Un associé d'une entreprise est, sauf preuve contraire, présumé disposer d'un contrôle de fait sur cette entreprise si, à l'avant-dernière et à la dernière assemblée générale de cette entreprise, il a exercé des droits de vote représentant la majorité des voix attachées aux titres représentés à ces assemblées.»* (point IV, A, § 4, al. 2).

branches familiales. Il ne s'ensuit cependant pas, en principe, un accord de contrôle conjoint.

Les simples clauses de représentation proportionnelle dans un accord d'actionnaires ne répondent en effet pas à cette qualification. L'accord de contrôle conjoint suppose en effet que les parties soient convenues que les décisions relatives à l'orientation de la gestion de l'entreprise ne pourraient être prises que de commun accord.

16. Sans doute se pourrait-il que les conditions d'administration prévoient que certaines décisions importantes soient prises par le bureau à des conditions de majorités qualifiées impliquant en pratique que les «représentants» de chacune des branches familiales se prononcent en faveur de la décision.

Il est cependant douteux que l'on puisse assimiler à une convention de contrôle conjoint des mécanismes statutaires de fonctionnement des organes d'une personne morale. Les majorités qualifiées prévues par certains statuts de sociétés fermées en vue de protéger un groupe minoritaire n'impliquent d'ailleurs pas que ce groupe soit associé au contrôle de la société.

Ajoutons qu'il en est a fortiori ainsi dans un *administratiekantoor* qui a, en principe, pour objet de dissocier pouvoir politique et pouvoir économique.

17. A mon sens, il ne pourrait donc y avoir un doute que si les conditions d'administration permettaient à certains des titulaires de certificats d'exercer un véritable contrôle sur l'émetteur en ce qui concerne le vote à exercer en vertu des actions certifiées. Il me semble cependant que cette question doit être examinée non pas au regard de la détention des certificats en tant que telle mais au regard des droits contractuels ou statutaires de certains titulaires (22).

C. La question du concert

18. Une question assurément plus délicate et peu examinée concerne les relations entre les opérations de certification et la notion de concert au sens de la législation sur la transparence.

Deux questions essentielles se posent:

— la création par un groupe d'actionnaires d'un *administratiekantoor*, constitue-t-elle un concert?
— une fois créé, *l'administratiekantoor* implique-t-il un concert entre titulaires de certificats et entre ceux-ci et l'*administratiekantoor*, concert qui les obli-

(22) Comp. dans un sens analogue Fr. DE BAUW et E. POTTIER, *o.c.*, *R.D.C.* 1999, n° 226, 556.

gerait à additionner les actions qu'ils continueraient à détenir ensemble en propre avec celles détenues par l'*administratiekantoor*, ce notamment pour la détermination des seuils de déclaration?

1. Concert et création d'un administratiekantoor

19. On sait que pour l'application de l'obligation de déclaration de participation sont «*additionnés les titres possédés, acquis ou cédés par des personnes qui agissent de concert pour l'acquisition ou la cession de titres auxquels sont attachés 5 p.c. au moins des droits de vote d'une société visée à l'article 1er § 2*» (art. 2 § 2 de la loi du 2 mars 1989) et qu'élargissant cette notion de concert au concert relatif à la possession, l'arrêté royal du 10 mai 1989 définit les «*personnes agissant de concert*» comme «*les personnes entre lesquelles existe un accord ayant pour objet ou pour effet l'adoption par les parties d'un comportement parallèle en ce qui concerne la* possession (23), *l'acquisition ou la cession de titres*».

Si l'on s'arrête à ces textes, la décision d'un groupe d'actionnaires d'apporter leurs titres à un *administratiekantoor* constitue sans nul doute un concert lorsqu'elle procède d'un accord conclu au sein de ce groupe et non d'un mécanisme d'adhésion unilatérale faisant suite à l'offre faite à certains actionnaires, liés par exemple par une relation familiale, de certifier leurs titres.

Encore faudrait-il pour qu'il n'y ait pas concert que ce mécanisme d'adhésion unilatérale soit réellement individuel et ne dissimule pas un accord. L'on ne perdra pas de vue à cet égard qu'en pratique la mise sur pied d'une opération de certification implique des promoteurs et qu'un concert entre ces derniers paraît difficilement évitable. Par ailleurs, la réussite de l'opération implique souvent la recherche laborieuse d'un consensus familial qui implique une véritable négociation entre actionnaires et donc finalement un véritable accord.

20. Ces premières conclusions doivent toutefois être nuancées.

On peut en effet s'interroger sur le point de savoir si l'apport concerté d'actions à un *administratiekantoor* constitue bien un concert quant à l'acquisition ou à la cession de titres au sens de la loi. Certes, en effet, l'apport de titres à un *administratiekantoor* constitue au sens large une cession puisqu'il implique un transfert de propriété. Mais la mise sur pied de la certification a normalement pour but d'organiser la possession des titres concernés. Sous certains aspects, *l'administratiekantoor* constitue à cet égard un substitut à un pacte syndicataire comportant un engagement de blocage.

(23) Souligné par le soussigné.

Or, on sait que le législateur de 1989 a voulu exclure ce type d'accords du champ d'application de la notion de concert et que c'est dans des conditions contestables que le Roi a étendu cette notion au concert relatif à la possession de titres (24).

Sans expressément admettre l'illégalité de l'arrêté royal du 10 mai 1989 sur ce point, le représentant du ministre de la Justice a d'ailleurs reconnu son caractère peu opportun à l'occasion de l'élaboration de la loi du 18 juillet 1991 (25).

Dans la mesure où, comme je le pense, la notion de concert quant à la possession doit être écartée, il me semble pouvoir être soutenu que l'accord né au sein d'un groupe d'actionnaires de procéder à la certification de leurs titres ne saurait s'analyser en un concert au sens de la loi du 2 mars 1989.

2. Concert entre porteurs de certificats et administratiekantoor

21. Si l'on suit cette analyse, il va de soi que le simple fait d'être titulaire de certificats ne saurait faire naître pareil concert. Il en est spécialement ainsi entre les titulaires de certificats qui n'ont pas été les promoteurs ou les initiateurs de la certification.

Tout au plus pourrait-on songer, en effet, à un concert quant à la possession d'actions.

22. En serait-il autrement dans le système de l'article 7 de l'arrêté royal du 10 mai 1989?

Une réponse négative s'impose à mon sens. En effet, sauf circonstances particulières ou conventions parallèles, une fois la certification réalisée, les titulaires de certificats n'ont plus aucune obligation relative aux actions qu'ils n'auraient pas certifiées.

Tout au contraire, le fait qu'un actionnaire n'ait procédé à la certification que d'une partie de ses titres implique généralement qu'il a entendu conserver toute

(24) A. BRUYNEEL, *o.c., J.T.* 1990, 159, note 235; G. KEUTGEN et G.A. DAL, *o.c., J.T.* 1989, 451, n° 11; FR. DE BAUW, *o.c., R.D.C.* 1990, 287; J.-M. NELISSEN GRADE, "Het openbaar bod en de beursoverval na het De Benedetti KB", in *Openbaar bod en beschermingsconstructies,* n° 53, in fine; K. GEENS, "De wijziging van controle in een vennootschap die een openbaar beroep op het spaarwezen heeft gedaan", *T.R.V.* 1990, spéc. 109; C. VAN ACKER, "De transparantiewet", in *Financiële herregulering in België,* Antwerpen, Kluwer, 1991, 327; P. VAN OMMESLAGHE, "Le règlement sur le contrôle des opérations de concentration entre entreprises et les offres publiques d'acquisition", *Cah. dr. eur.* 1991, 286, note (68); J.P. STANDAERT, "Les notions d'action de concert et de contrôle conjoint dans les accords de collaboration entre actionnaires", in *La coopération entre entreprises,* Bruylant-Kluwer, 1993, 343, P.A. FORIERS, *o.c., Nouvelles orientations en droit comptable,* n° 23, 335, note (65) et réf.

(25) *Doc. parl.* Sénat, session 1990-1991, n° 1107-3, 68 et 69.

sa liberté en ce qui concerne les titres qu'il conserve directement. L'idée d'un concert pour ces titres est donc exclue.

23. Ne pourrait-on néanmoins songer à faire application des présomptions *juris tantum* de l'article 7? Ne pourrait-on soutenir à cet égard que les titulaires de certificats ont conclu «*des conventions comportant un blocage des titres*» (art. 7 al. 2, a de l'arrêté du 10 mai 1989)?

J'incline pour la négative.

Il échet en effet, tout d'abord, de rappeler que l'on peut mettre en doute la légalité du recours par le Roi à la technique de la présomption réfragable en l'absence d'un texte l'y autorisant expressément. Ce faisant le Roi déroge au régime légal de la preuve et plus particulièrement à l'article 1350 du Code civil qui réserve à la loi le soin d'établir des présomptions légales (26).

Mais au delà de cette observation qui touche à la légalité même de l'article 7 al. 2 a il convient en toute hypothèse de contenir cette disposition dans des limites raisonnables. Elle vise les conventions d'actionnaires. Elle ne s'applique pas aux actionnaires qui auraient apporté leurs titres à une société holding. Il paraît dès lors difficile de considérer que cet article s'appliquerait aux titulaires de certificats en tant que tels. Le mécanisme de la certification ne se résume par ailleurs pas en une simple convention de blocage, même si les titres certifiés sont en principe bloqués. Les titulaires de certificats ont en effet abandonné la propriété de leurs titres à l'*administratiekantoor*. Ils n'en sont plus titulaires.

En toute hypothèse, l'article 7 al. 2 n'établit que des présomptions *juris tantum*. Or, sauf circonstances particulières, les titulaires de certificats pourront normalement démontrer qu'ils n'ont pas d'accord de concertation ni avec l'*administratiekantoor*, ni avec les autres porteurs de certificats pour les titres qu'ils détiennent directement.

*
* *

24. Ces quelques observations n'ont pas la prétention d'être exhaustives. Elles n'ont pas davantage la prétention de proposer des solutions définitives. Le foisonnement des réglementations techniques, notamment en matière de droit des sociétés et de droit financier ne crée que l'illusion de la sécurité juridique. La loi sur la transparence en elle-même comporte de nombreuses zones d'ombre. Appliquée au phénomène nouveau en Belgique de la certification, elle ne pouvait que poser des questions délicates.

(26) Cons. P.A. FORIERS, "Le nouveau régime des OPA et les modifications de contrôle", in *Développements récents du droit financier,* CBNCR, 2/1990, 68, note (60) et *o.c.*, Nouvelles orientations en droit comptable, n° 15, 326.

Devant ce constat, le juriste demeurera d'autant plus modeste que les certifications n'obéissent pas en pratique à des règles standards et que dès lors, ici plus encore qu'ailleurs, les particularités de l'espèce peuvent être déterminantes.

La continuité de l'entreprise et l'intérêt social

Hugues Fronville,
Réviseur d'entreprises

Charles de Streel,
Réviseur d'entreprises

1. Introduction

Depuis la fin des années '80 et principalement depuis l'affaire de la Société Générale de Belgique, la notion d'intérêt social s'est retrouvée au centre d'une grande partie de l'évolution du droit des sociétés.

Cette notion se retrouve impliquée dans la plupart des modifications législatives importantes intervenues dernièrement (transparence, OPA, conflits d'intérêts, abus de droit, exclusions et retraits d'actionnaires, contrôle de la continuité) ainsi que dans de nombreux courants de pensées influencant la vie économique et l'actualité financière (corporate governance, éthique et affaires, etc.).

Nous retrouvons également des références à cette notion dans plusieurs décisions judiciaires importantes.

Notre objectif est de tenter de circonscrire la notion d'intérêt social par référence à l'intérêt de l'actionnaire et du management de la société en soulignant l'incidence de la continuité sur cette notion.

Nous décrirons tout d'abord les fondements du système mis en place par le Code des Sociétés et en grande partie hérité du siècle dernier.

Nous aborderons ensuite la notion d'intérêt social dans le Code des Sociétés (références explicites ou implicites) ainsi que dans d'autres sources législatives, judiciaires ou normatives.

Nous concluerons par la mesure de l'impact de la discontinuité sur l'intérêt social par rapport à l'intérêt des actionnaires et celui du management de la société.

2. Rappel du cadre juridique général implémenté par le Code des Sociétés

2.1. La société dispose d'une personnalité juridique propre

L'article 2 du Code des Sociétés (article 2 des LCSC) dote de la personnalité morale les sociétés commerciales.

Cette personnalité est évidemment distincte de celle des fondateurs, des actionnaires et personnes assurant la gestion et la représentation de celle-ci.

2.2. Responsabilité de la société

Selon la forme choisie, la responsabilité de la société est limitée ou illimitée. L'extension de la responsabilité aux associés de celle-ci ne modifie en rien le fait que la société dispose d'une personnalité propre.

Par ailleurs, différents mécanismes introduits par le Code des Sociétés permettent de faire appel à la responsabilité des fondateurs, des actionnaires ou des organes de gestion de la société, et notamment la responsabilité des fondateurs lors de la constitution de la société (plan financier), la responsabilité en cas de violation du Code des Sociétés ou des statuts de la société, surévaluation d'un apport en nature, responsabilité en cas de fusion, etc.

L'ensemble de ces éléments concerne des problèmes de responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle ne faisant pas obstacle à l'existence d'une personnalité et d'une responsabilité propres dans le chef de la société à forme commerciale.

L'existence d'une responsabilité pénale (nouvellement reconnue (1)) de la société renforce l'idée que celle-ci est assujettie à un certain respect de l'intérêt public.

2.3. Organisation des pouvoirs au sein des sociétés commerciales

2.3.1. Pouvoirs de l'assemblée générale

Le code des sociétés prévoit que l'assemblée générale exerce les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société (2).

Elle votera notamment sur les modifications statutaires, l'approbation des comptes de l'entreprise, la désignation et la décharge aux administrateurs et commissaires, l'affectation du résultat, etc.

2.3.2. Nature du droit de vote

On enseigne habituellement que le droit de vote exercé par les associés ou les actionnaires d'une société est à la fois une fonction et une prérogative (3).

Le droit de vote est une prérogative dans la mesure où il est l'occasion pour chaque actionnaire de faire valoir ses intérêts propres (4).

---

(1) Article 5 du code pénal modifié par la loi du 4/5/1999, *M.B.* 22/6/1999.
(2) Voyez entre autres article 531 du code des sociétés ou l'article 70 des LCSC.
(3) COPPENS, *L'abus de majorité;* 83. Note sous Cass. 4/4/1975, *R.C.J.B.* 1977, 560. Voir également les autres notes sous *R.C.J.B.* 4/1993, n° 143 in fine.
(4) T. TILQUIN, «Opérations d'assainissement du capital des sociétés en difficultés et l'abus de droit des actionnaires», *R.D.C.* 1991, 14 et s.

Le droit de vote est une fonction en ce qu'il est octroyé à l'actionnaire ou à l'associé en vue de la réalisation d'un objectif commun (5) ce qui doit notamment impliquer certains sacrifices au nom de l'intérêt de la société (affectio societatis).

La difficulté naît lorsque l'on accepte que le droit de vote est unique et que l'ensemble de ses composantes est exercé en même temps. Le même vote induira à la fois des conséquences sur la situation propre de l'actionnaire et sur celle de la société.

Cet équilibre existe tant dans le cadre des participations minoritaires que pour les positions de contrôle.

2.3.3. Pouvoirs du conseil d'administration

L'article 522 du Code des Sociétés (article 54 des LCSC) précise que le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes utiles ou nécessaires à la réalisation de l'objet social de la société, à l'exception de ce que la loi réserve à l'assemblée générale.

2.4. Conclusion

Il ressort de ce qui précède que la société forme une entité juridique distincte de celle des actionnaires mais que les pouvoirs suprêmes de la société sont exercés par eux. Les pouvoirs des actionnaires s'exercent à la fois pour eux-mêmes et pour la société.

L'intérêt de la société peut donc, en principe, être distinct de celui des actionnaires.

Enfin, si le droit de vote est un droit et une fonction, le rôle du conseil d'administration est de mener les affaires de la société et de représenter celle-ci dans son ensemble. A ce titre, leur droit est essentiellement fonctionnel.

3. La notion d'intérêt social à travers le Code des Sociétés

La notion d'intérêt social est utilisé de façon expresse ou tacite à travers plusieurs textes du Code des Sociétés et notamment:

Livre VI article 281 et livre VIII article 551 (6): L'exercice du *droit de vote* peut faire l'objet de *conventions* entre actionnaires. Ces conventions doivent être limitées dans le temps et être justifiées par l'intérêt social à tout moment.
Sont nulles les conventions contraires à l'intérêt social.

(5) C.civ. art. 1833.
(6) Article 74ter et 136 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Livre VI article 301 et livre VIII article 580 (7): Idem pour les obligataires.
Livre VIII article 510 (8): Les statuts, les actes authentiques d'émission d'obligations convertibles ou de droits de souscription et toutes autres conventions *peuvent limiter la cessibilité* entre vifs ou la transmissibilité à cause de mort des actions nominatives et au porteur, des droits de souscription ou de tous titres donnant droit à l'acquisition d'actions, en ce compris les obligations convertibles, les obligations avec droit de souscription ou les obligations remboursables en actions.
Ces conventions doivent être limitées dans le temps et être justifiées par l'intérêt social à tout moment.
Livre VIII article 521 (9): Les administrateurs forment un collège qui délibère suivant les dispositions des statuts et, à défaut de telles dispositions, suivant les règles ordinaires des assemblées délibérantes. Dans des cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social, les *décisions du conseil d'administration* peuvent être prises, si les statuts l'autorisent, par consentement unanime des administrateurs.
Livre VIII article 596 (10): La limitation ou la suppression du *droit de préférence* des anciens actionnaires dans une augmentation de capital se réalisant soit dans le cadre de l'assemblée générale, soit dans le cadre du capital autorisé doit être justifié par l'intérêt social.
Livre VIII article 523 (11): Applicable si un administrateur a, directement ou indirectement, un *intérêt opposé de nature patrimoniale* à une décision ou à une opération relevant du conseil d'administration. Idem pour les sociétés dont les titres sont admis à la cote officielle d'un Etat membre de l'Union européenne dans le cas où il existe un risque de donner un avantage patrimonial direct ou indirect à un actionnaire détenant une influence décisive ou notable sur la désignation des administrateurs de la société.
Livre VIII article 602 et livre VI article 313 (12): Justification relative à l'intérêt pour la société d'un *apport en nature* doit être donnée par l'organe de gestion.

Les références directes ou indirectes à l'intérêt social concernent principalement, dans le Code des Sociétés, les relations avec les actionnaires ou avec les membres du conseil d'administration.

Dans le cadre de ces articles, les organes en charge de l'appréciation de l'intérêt social sont, en premier lieu, le conseil d'administration et les actionnaires. Une procédure judiciaire pourrait entraîner l'appréciation du juge (des référés ou du fond). Cette appréciation reste marginale. Nous reviendrons ci-après sur cette notion.

---

(7) Articles 96 des LCSC.
(8) Article 41 § 2 des LCSC.
(9) Article 67 des LCSC.
(10) Article 34bis § 3 et 4 des LCSC.
(11) Article 60 et 60bis des LCSC.
(12) Article 34, 122 et 147sexies des LCSC.

Aucune définition du contenu de la notion n'est donnée dans le Code des Sociétés.

3.1. Limitation ou suppression du droit de préférence

La disposition relative à la limitation ou à la suppression du droit de préférence a été introduite dans le Code de commerce par la loi du 5 décembre 1984 (13).

Comme souligné par ailleurs, la loi ne donne aucune définition précise de la notion d'intérêt social. La lecture des travaux parlementaires y relative ne fournit pas plus de précision. En effet, dans son rapport à la Chambre, la Commission spéciale précisa: «la Commission estime que les termes «dans l'intérêt social», doivent être interprétés de façon suffisamment large et qu'il n'y a pas lieu de recourir à une formulation plus explicite» (14).

Par ailleurs, le texte législatif précise que la limitation ou la suppression du droit de préférence peut intervenir soit dans le cadre du capital autorisé, soit par augmentation de capital décidée par l'assemblée générale (15).

Une justification spécifique doit être fournie par le conseil d'administration dans un rapport spécial détaillé portant notamment sur le prix d'émission et sur les conséquences financières de l'opération. Par ailleurs, cette procédure requiert un rapport du commissaire-réviseur ou d'un réviseur (ou expert-comptable) portant sur la fidélité des informations comptables et financières contenues dans le rapport du conseil d'administration. Dans le cadre de l'utilisation du capital autorisé, mention doit en être faite dans le rapport de gestion afin de permettre à l'assemblée générale de juger les actes du conseil d'administration (16).

Même si la justification de l'intérêt social n'apparaît pas dans les éléments qui doivent notamment être repris dans ce rapport, plusieurs éléments nous font penser qu'une justification de cet intérêt doit néanmoins y être reprise. En effet, le rapport doit être *détaillé*. Par ailleurs, la liste donnée n'a pas de caractère exhaustif. Enfin, ratio legis, l'intérêt social est le seul élément justifiant cette procédure exceptionnelle. A ce titre, une grande attention doit probablement être apportée à sa justification.

3.2. Affaire de la Société Générale de Belgique

Fin 1988, la Société Générale de Belgique (en abrégé SGB) faisait l'objet d'une

(13) Loi du 5/12/1984, article 11, *M.B.* 12/12/1984, 15.612.
(14) *Doc. parl.* Chambre, 210/9, session 81/82, 33 in fine.
(15) Article 592 et s. du Code des sociétés ou 34bis des LCSC § 3 et 4.
(16) *Doc. parl.* Chambre, *o.c.*, 34.

tentative d'OPA menée par l'Italien Carlo DE BENEDETTI. Face à cette attaque, le conseil d'administration de la SGB se réunissait dans l'urgence durant la nuit du dimanche 17 janvier 1989 pour augmenter le capital par la voie du capital autorisé en supprimant le droit de préférence. De facto, le raider italien se trouvait dilué.

Par décision rendue en référé dans le cadre d'une procédure d'extrême urgence, le Président du Tribunal de Commerce de Bruxelles, Monsieur J.L. DUPLAT, suspendait les droits sociaux attachés aux actions nouvellement émises.

Cette ordonnance fut confirmée par la suite par le Président du Tribunal de Commerce de Bruxelles statuant en urgence, c'est à dire en permettant à la partie adverse (SGB et consorts) de défendre sa position.

Plus tard, en degré d'appel (en référé) le premier jugement fut infirmé.

Au delà des questions juridiques que les avocats de chaque partie ont pu mettre en avant, il fut largement question de l'intérêt social de l'opération.

Le rapport du conseil d'administration de la SGB justifiait la dérogation au droit de souscription préférentielle par ces termes: le rapport évoque l'évolution du marché boursier et «certains courants qui se manifestent à travers les trans-actions en parts de réserve» et conclut que ces mouvement ont paru au Conseil «de nature à compromettre les efforts de développement harmonieux de son cercle d'actionnaires» (17).

Par après, il sera également fait appel à d'autres notions justifiant la position du conseil d'administration. Parmi ces notions figure celle «d'ancrage belge», à savoir l'intérêt à conserver en Belgique un centre de décision.

Le Président DUPLAT, pour appuyer son ordonnance, a constaté le caractère extrêmement sommaire du rapport du conseil d'administration (5 lignes) alors que la Commission Bancaire et Financière parle d'une justification circonstanciée, concrète et complète. Le Président jugea cette justification «squelettique» et releva que le rapport n'indiquait nullement en quoi le développement harmonieux du cercle des actionnaires de la société serait de l'intérêt social, ni en quoi l'intérêt social exigerait de s'opposer à M. DE BENEDETTI (18).

Dans leurs conclusions en tierce opposition, les avocats du groupe SGB ont souligné qu'il appartient à leurs propres organes dirigeant de juger de l'intérêt social de la société et de son groupe et que ce n'est pas à une tierce personne de s'immiscer dans leur gestion industrielle (19).

(17) *L'écho de la Bourse,* 10/2/1988. Article de M. MAELSCHALCK.
(18) Ibid.
(19) *L'écho de la Bourse,* 17/2/1988. Article de M. MAELSCHALCK.

Dans ses plaidoiries lors de l'appel en référé, l'avocat de la SGB avait souligné que la technique du capital autorisé avait été utilisé dans les mêmes conditions et dans la même justification que celles décrites lors d'une assemblée générale antérieure par le conseil d'administration, c'est à dire comme une arme de défense comme cela avait été souhaité lors de l'assemblée générale (20).

L'avocat de CERUS (DE BENEDETTI) répondit à cela que l'intérêt social peut, dans des cas exceptionnels, réduire la puissance de vote mais il faut alors une nécessité absolue parce qu'il y a là une dérogation grave à un droit fondamental. La dilution pouvait selon lui être la conséquence mais certainement pas le but poursuivi. Le projet de M. DE BENEDETTI est de l'intérêt de la SGB, s'il n'est pas dans celui de son conseil d'administration (21).

La Cour d'appel de Bruxelles, par son arrêt du 1/3/1988, mit fin à cette bataille judiciaire. Selon l'arrêt, il «appartient en premier ordre aux organes sociaux, y compris le conseil d'administration dans les limites de ses compétences légales» de déterminer, en fonction de l'intérêt de la société, si le maintien de la structure de contrôle mise en place est préférable à une modification de celle-ci et une immixtion du juge dans le processus de décision de la société est inadmissible «sauf lorsque celui-ci pourrait être fautif et mettre gravement en péril des intérêts légitimes de la société ou d'un actionnaire intéressé» (22).

La Cour, après avoir rappelé qu'il incombait aux organes de la société de définir l'intérêt social, a également estimé que la justification donnée par ces organes, à savoir la prise en considération «des intérêts nationaux, notamment quant à l'emploi et au développement de l'industrie», n'était pas manifestement illégitime (23).

Cette affaire judiciaire avait, à l'époque, secoué le monde économique et financier. Elle n'avait cependant pas permis d'aboutir à une définition précise de l'intérêt social. Par ailleurs, le cas concerné visait à départager la vision de l'intérêt social d'un actionnariat de référence par rapport à celle d'un actionnaire désirant renverser l'équilibre existant.

Cependant, ce cas a débouché en 1989 sur un arrêté royal réglementant les O.P.A.

(20) *L'écho de la Bourse*, 25/2/1988. Article de A. PELEGRIN.
(21) *L'écho de la Bourse*, 26/2/1988. Article de J. BEYLS.
(22) *R.C.J.B.* 4/1993, 761, n° 122.
(23) *Ibid.*

3.3. Conclusion

Ni le Code des Sociétés, ni les travaux préparatoires y relatifs ne définissent de façon explicite la notion d'intérêt social.

Les cas où cette notion est utilisée dans le Code des Sociétés concernent essentiellement les relations avec les actionnaires ou avec le conseil d'administration.

Cela veut-il dire que l'intérêt social doive se positionner uniquement par référence aux actionnaires et aux organes de gestion?

La jurisprudence de l'affaire SGB concernait principalement l'équilibre d'un actionnariat existant par rapport à son ouverture forcée mais une référence à des intérêts nationaux, à l'emploi et au développement de l'industrie a été utilisée pour justifier d'une position adoptée.

4. Approche de la notion d'intérêt social au travers d'autres sources

4.1. Composantes de la société commerciale

A côté des actionnaires et des associés, sont présents un ensemble de composantes qui entrent en relation avec les sociétés.

Parmi ces composantes, on cite le plus souvent le personnel employé dans l'entreprise, les fournisseurs, les clients, les dispensateurs de crédit (24). Au delà de ce cercle proche de l'entreprise et directement lié à elle, figure également d'autres acteurs qui peuvent avoir une relation avec la société. On vise notamment les communautés, régions et l'état fédéral. L'environnement tient également une place croissante dans l'orientation de leur activité.

Si certains auteurs définissent l'intérêt social comme l'intérêt des actionnaires, la plupart des autres lui donnent une interprétation plus large en le définissant comme «la continuité de l'entreprise afin de réaliser au mieux sa finalité, c'est-à-dire la somme des intérêts patrimoniaux, non seulement des actionnaires, mais encore des travailleurs, des fournisseurs, des bailleurs de fonds, des clients, etc.» (25).

Cette vision est par ailleurs confirmée et renforcée par la jurisprudence «si elle est viable, la continuation de l'entreprise doit prévaloir sur l'intérêt, même légitime, des associés à en demander la dissolution» (26).

---

(24) Comm. Bruxelles in *Rev. prat. soc.* 1981, 263.
(25) *I.E.C. Info,* 1997, n° 1, 5. et J.P. BOURS, *L'Echo de la Bourse,* 23/4/1996.
(26) Comm. Anvers, *R.C.J.B.* 1959, 359

4.2. A.R. relatif aux O.P.A. et aux modifications de contrôle des sociétés (27)

L'article 15 § 2 de cet A.R. prescrit que le conseil d'administration de la société visée par une OPA fasse connaître son avis sur l'offre. Ce faisant, le conseil d'administration doit agir dans l'intérêt de l'ensemble des titulaires de titres, des créanciers et des travailleurs de la société visée. Ce même paragraphe prévoit également que le conseil d'administration doit faire état de la position du conseil d'entreprise au sujet de l'offre.

La conception de l'intérêt social développé dans ce cadre sort clairement de la simple référence aux droits patrimoniaux des actionnaires.

4.3. Conflits d'intérêts entre associés et procédures d'exclusion

4.3.1. L'abus de droit

Aussi bien au sein des assemblées générales que dans les conseils d'administration, le principe applicable est la majorité simple sous réserve des cas où une majorité qualifiée est requise (28). La minorité se verra toujours imposer les décisions prises par la majorité.

Lorsque le minoritaire estime que la décision lui est défavorable, il a le choix entre demander l'annulation de la décision pour abus de majorité ou réclamer des dommages et intérêts.

En 1995, le législateur a introduit une disposition spécifique dans le droit des sociétés alors qu'auparavant, c'étaient les règles du droit commun qui régissaient la matière de l'abus de majorité (ou de minorité) (29).

Le point 4° de cet article est essentiel: «...nullité... pour toute cause d'excès de pouvoir ou de détournement de pouvoir».

Le législateur a donc clairement exprimé le caractère fonctionnel du pouvoir votal.

Quelles sont les conditions d'application de l'abus de droit?

Le premier critère de l'abus de majorité est le fait que la décision a été prise en

(27) A.R. du 8/11/1989, *M.B.* 11/11/1989.
(28) Par exemple: modifications des statuts, modification de l'objet social, changement des catégories d'actionnaires, etc.
(29) Article 64 du code des sociétés ou 190bis des LCSC.
(30) H. OLIVIER, "Conflits d'intérêts entre associés", *Rev. b. compt.* 1996-4, 45. Comm. Verviers 28/4/1986, *R.D.C.* 1987, 540.

considération d'un intérêt étranger à celui de la société (30). Nous rappelons cependant le principe de l'appréciation marginale qui s'impose aux cours et tribunaux. Il faut donc que l'intérêt pris en compte soit *manifestement* étranger à celui de la société (31).

Le second critère est l'élément d'intentionnalité. La jurisprudence et la doctrine sont divisées à ce sujet. Certains estiment que l'abus de majorité implique que la majorité ait *délibérément* sacrifié les intérêts de la société aux siens propres ou à ceux de tiers et que la décision ait causé un préjudice à la société ou ait été à tout le moins susceptible d'en causer un. Il n'est pas requis que la décision révèle la volonté de nuire à la société mais il faut qu'elle soit manifestement contraire à l'intérêt de la société (32).

D'autres sont d'avis que la simple insouciance, imprudence ou négligence peuvent suffire (33). Nous partageons cette vision dans la mesure où la passage de l'acte intentionnel à une responsabilité quasi-délictuelle permet une meilleure protection de l'intérêt social en élargissant son domaine d'application.

Enfin, le troisième critère constitutif d'abus de droit est relatif au principe de proportionnalité. L'exercice d'un droit deviendrait illicite lorsque l'intérêt de celui qui l'exerce n'est pas en relation raisonnable avec l'inconvénient qu'il cause à d'autres (34).

Le titulaire de l'action en nullité est *tout intéressé*. Il est cependant symptomatique de voir traiter fréquemment cette disposition sous le titre des conflits d'intérêts *entre associés*.

A noter que les règles relatives à l'abus de majorité peuvent également trouver à s'appliquer en cas d'abus de minorité.

4.3.2. Procédures d'exclusions et de retrait d'actionnaires et associés

4.3.2.1. Nomination d'un expert judiciaire

Depuis 1991, une action en responsabilité contre les administrateurs peut également être intentée pour le compte de la société par des actionnaires minoritaires, dans la mesure où ceux-ci détiennent au moins 1 % des voix attachées à l'ensemble des titres ou possédant des titres représentant une fraction du capital égale à 50.000.000 BEF au moins (35).

---

(31) Comm. Bruxelles 22/6/1982, *Rev. prat. soc.* 1993, 36.
(32) Comm. Liège (référé) 3/5/1996; *J.L.M.B.* 1996, 89.
(33) *R.C.J.B.* 4/1993, n° 143.
(34) H. OLIVIER, *o.c.*, 45.
(35) Article 168 et 169 du Code des sociétés ou article 191 des LCSC.

S'il existe des indices d'atteinte grave aux intérêts de la société, le tribunal de commerce pourra désigner un expert afin de vérifier les livres et les comptes de la société, ainsi que les opérations accomplies par ces organes. Il s'agit d'un mécanisme de protection de la société et pas des intérêts des actionnaires minoritaires.

4.3.2.2. Dissolution pour de justes motifs

L'art. 645 du Code des sociétés (36) appliquant en cela l'article 1871 du Code civil prévoit également la dissolution de la société pour de justes motifs assurant ainsi une porte de sortie en cas de blocage systématique et de paralysie du mécanisme sociétaire (37).

Dans l'appréciation des justes motifs par le juge, *«il y aura la prise en compte de la réalité concrète de l'entreprise et, notamment, l'existence d'un personnel nombreux, la possibilité ou non de sauvegarder la pérennité de l'entreprise, le nombre d'associés, etc.»* (38).

4.3.2.3. Rachat d'actions forcé et procédures d'exclusions

Considérant que la dissolution pour juste motif ne répond pas adéquatement aux difficultés constatées dans le fonctionnement de la société, mais aussi le fait que d'autres intérêts que les différentes parties associées à la gestion de la société doivent être préservés, notamment l'intérêt des travailleurs, l'intérêt des fournisseurs et l'intérêt économique général, des procédures d'exclusion d'associés ont été intégrées (39). En effet, la procédure d'exclusion dépasse la simple résolution de conflit entre groupe d'associés pour rejoindre l'intérêt de la société, même si des intérêts individuels peuvent être rencontrés.

Il faut souligner que, dans la proposition de loi initiale, il était prévu que l'actionnaire susceptible d'être exclu était un actionnaire minoritaire, mais cette condition fut supprimée, de sorte que le texte définitif prévoit seulement la possibilité *«qu'un associé cède au demandeur ses actions ou parts»* (40).

Il paraît donc certain que des actionnaires minoritaires pourraient demander en justice la cession de leurs actions par des actionnaires majoritaires.

(36) Article 102 des LCSC.
(37) Paul-Alain FORIERS, «Des situations de blocage dans les sociétés anonymes», étude IRE 1/94.
(38) Citation Henri OLIVIER «Les conflits entre actionnaires», Mercredis de la Comptabilité 30.10.1996.
(39) Articles 334 à 341, 635 à 643 et 513 du Code des Sociétés et articles 190ter à quinquies des LCSC.
(40) Articles 334 du Code des Sociétés et article 190ter des LCSC.

S'il existe des indices d'atteinte grave aux intérêts de la société, le tribunal de commerce pourra désigner un expert afin de vérifier les livres et les comptes de la société, ainsi que les opérations accomplies par ces organes. Il s'agit d'un mécanisme de protection de la société et pas des intérêts des actionnaires minoritaires.

4.3.2.2. Dissolution pour de justes motifs

L'art. 645 du Code des sociétés (36) appliquant en cela l'article 1871 du Code civil prévoit également la dissolution de la société pour de justes motifs assurant ainsi une porte de sortie en cas de blocage systématique et de paralysie du mécanisme sociétaire (37).

Dans l'appréciation des justes motifs par le juge, *«il y aura la prise en compte de la réalité concrète de l'entreprise et, notamment, l'existence d'un personnel nombreux, la possibilité ou non de sauvegarder la pérennité de l'entreprise, le nombre d'associés, etc.»* (38).

4.3.2.3. Rachat d'actions forcé et procédures d'exclusions

Considérant que la dissolution pour juste motif ne répond pas adéquatement aux difficultés constatées dans le fonctionnement de la société, mais aussi le fait que d'autres intérêts que les différentes parties associées à la gestion de la société doivent être préservés, notamment l'intérêt des travailleurs, l'intérêt des fournisseurs et l'intérêt économique général, des procédures d'exclusion d'associés ont été intégrées (39). En effet, la procédure d'exclusion dépasse la simple résolution de conflit entre groupe d'associés pour rejoindre l'intérêt de la société, même si des intérêts individuels peuvent être rencontrés.

Il faut souligner que, dans la proposition de loi initiale, il était prévu que l'actionnaire susceptible d'être exclu était un actionnaire minoritaire, mais cette condition fut supprimée, de sorte que le texte définitif prévoit seulement la possibilité *«qu'un associé cède au demandeur ses actions ou parts»* (40).

Il paraît donc certain que des actionnaires minoritaires pourraient demander en justice la cession de leurs actions par des actionnaires majoritaires.

---

(36) Article 102 des LCSC.
(37) Paul-Alain FORIERS, «Des situations de blocage dans les sociétés anonymes», étude IRE 1/94.
(38) Citation Henri OLIVIER «Les conflits entre actionnaires», Mercredis de la Comptabilité 30.10.1996.
(39) Articles 334 à 341, 635 à 643 et 513 du Code des Sociétés et articles 190ter à quinquies des LCSC.
(40) Articles 334 du Code des Sociétés et article 190ter des LCSC.

Cette situation a été défendue notamment comme suit: *«on ne voit pas pourquoi, en effet, la faculté d'exclure devrait être réservée aux seuls majoritaires, garantissant ainsi leur auto-perpétuation dans l'entreprise et finalement l'identification de celle-ci à ceux-ci. La loi majoritaire est une technique décisionnelle, mais certainement pas une modalité de pétrification de la structure de la société»* (41).

Le même auteur suggère que l'exclusion en tant qu'alternative de la dissolution conduise à une interprétation plus souple de la notion de juste motif, telle qu'elle est prévue à l'art. 645 du Code des Sociétés (42) ainsi qu'à l'article 1871 du Code civil.

L'article 340 du Code des Sociétés (43) prévoit notamment que:

> *«§ 1er. Tout associé peut, pour de justes motifs, demander en justice que les associés à l'origine de ces justes motifs reprennent toutes ses actions ou parts, ainsi que les obligations convertibles en actions ou les droits de souscription qu'il détient».*

On constate que la notion de justes motifs est également requise pour l'application de cet article. La philosophie reste semblable à celle de l'article analysé ci-devant.

Enfin, l'article 513 du Code des Sociétés (44) prévoit la possibilité d'exclure les associés minoritaires quand les majoritaires détiennent, seuls ou de concert, 95 % des titres conférant au droit de vote d'une société anonyme.

L'exposé des motifs de la loi justifie de la procédure de la manière suivante (45) *«permettre à un actionnaire détenant un pourcentage très important des titres d'une société anonyme (...). D'en acheter le reliquat. Cette opération a pour but de faciliter le fonctionnement des sociétés (...). Cette procédure se présente donc comme un moyen de rationalisation du fonctionnement des sociétés».*

On constate que dans cette hypothèse, il n'est pas fait référence au juste motif, ni à l'intérêt social mais de garantir uniquement une simplification des tâches administratives, notamment au niveau des formalités de publicité pour les assemblées générales.

En synthèse, on constate que les procédures de résolution des conflits entre

(41) I. CORBISIER, «La société et ses associés», Centre Jean Renaud, Droit des sociétés, 215.
(42) Article 102 des LCSC.
(43) Article 190quater des LCSC.
(44) Article 190quinquies des LCSC.
(45) *Doc. parl.* Chambre 1005/1 – 92/93, 17.

actionnaires et associés ont sérieusement évolué. Les nouvelles dispositions légales et l'évolution de la pratique concernant les dispositions plus anciennes prennent en compte les notions *«d'intérêt social»* et de *«justes motifs»*. Même si aucune définition précise de ces concepts n'est donnée, l'existence de ceux-ci témoigne, semble-t-il, de la volonté de prendre en compte la société au delà de l'intérêt des actionnaires, même majoritaires.

4.4. Nomination d'administrateur provisoire

La nomination d'un administrateur provisoire se réalise généralement par le biais d'une action en référé. Cette procédure suppose l'urgence, le provisoire et l'apparence de droit.

L'intervention du juge ne se conçoit donc que dans des circonstances exceptionnelles pour corriger des dysfonctionnements dans les organes sociaux ou pour sanctionner la méconnaissance manifeste de l'intérêt social (46).

A côté des hypothèses classiques de nomination des administrateurs provisoires dans les cas où les organes sociaux ne fonctionnent pas ou fonctionnent de façon irrégulière, un certain courant jurisprudentiel recourt à la désignation d'un administrateur provisoire comme remède ultime pour tenter le sauvetage d'une entreprise en difficulté (47).

Même si cette évolution a été, par le passé, parfois sévèrement critiquée par la doctrine (48), elle témoigne de la préoccupation que les juges des référés ont en matière de continuité et de l'importance qu'il y a à défendre l'intérêt des travailleurs, des créanciers et des autres composantes de l'entreprise. Aujourd'hui, cette évolution semble se confirmer comme étant la règle de référence et l'on voit même des administrateurs provisoires dotés à la fois de pouvoirs de gestion et de disposition mais également chargés de missions d'investigations sur l'environnement économique de l'entreprise (afin de vérifier la continuité de l'entreprise dans des conditions économiques normales).

Au niveau social également, la fonction d'administrateur provisoire revêt un rôle nouveau. En effet, il pourrait se voir confier une mission d'enquête et de recherche d'information dans le cadre d'un conflit social lié à une fermeture ou à une délocalisation d'entreprise (49). Aujourd'hui, ces missions d'enquête et de recherche d'informations sont également reconnus en dehors de conflits sociaux.

---

(46) E. POTTIER et M. DE ROECK, «L'administration provisoire: bilan et perspectives», *R.D.C.* 1997, 205.
(47) «L'administrateur provisoire, un dernier recours», *Rev. IRE,* 1994/1, n° 9, 44.
(48) POTTIER et DE ROECK, *o.c.*, 219.
(49) A. ZENNER, «L'entreprise en difficultés: aspects juridiques, comptables et sociaux», *O.E.C.C.B.B.*, cahier 118.

4.5. Le délit d'abus de biens sociaux (50)

La loi du 8/8/1997 sur la faillite introduit l'infraction pénale d'abus de biens sociaux. Il convient tout d'abord d'insister sur le fait que l'application de cet article n'est en aucune façon subordonnée à une situation de faillite.

Cette infraction vise à sanctionner les dirigeants qui, avec une intention frauduleuse et à des fins personnelles, directement ou indirectement, ont fait des biens ou du crédit de la personne morale, un usage qu'ils savaient significativement préjudiciables aux intérêts patrimoniaux de celle-ci et à ceux de ses créanciers ou associés.

La notion de contrariété à l'intérêt social est au centre de l'infraction. Les travaux préparatoires du projet de loi précisent d'emblée «qu'il appartiendra au juge du fond, selon les circonstances de la cause, de déterminer souverainement si l'usage des biens ou du crédit de la personne morale qui est reproché au prévenu est ou non contraire à l'intérêt de cette personne morale» (51).

A la différence de la France, qui estime que seule la société ou l'actionnaire peuvent subir un préjudice du fait de l'abus de biens sociaux, les créanciers ou autres tiers, comme les travailleurs, devraient pouvoir lancer une action directement contre le dirigeant qui, selon eux, aurait commis un abus de biens sociaux (52).

4.6. Corporate governance

Dans l'état actuel de la législation belge, il n'existe aucune obligation d'instaurer un comité d'audit au sein des entreprises. Cependant, l'idée du «corporate governance» fait son chemin et plusieurs initiatives privées sont venues circonscrire la matière. La Fédération des entreprises de Belgique, la Commission bancaire et financière et la société de la bourse des valeurs mobilières de Bruxelles ont édicté des recommandations en la matière.

Ces initiatives ont le mérite de donner corps à une volonté de dissocier les missions opérationnelles du conseil d'administration des missions de contrôle et à un souci d'informer mieux les tiers de l'entreprise qu'ils soient actionnaires ou non.

Le comité d'audit peut se définir de la façon suivante (53): il s'agit d'un sous-comité du conseil d'administration composé d'au moins 3 administrateurs

(50) Article 492 bis du Code pénal instauré par la loi du 8/8/1997 relative aux faillites et concordat.
(51) *IEC info,* 1/1997, 5.
(52) *Ibid.,* 6.
(53) M.J. DE SAMBLANX, Etudes IRE «contrôle 3/95», *Comité d'audit et corporate governance,* 12.

indépendants qui n'exercent aucune fonction ni tâche opérationnelle au sein de l'entreprise. La principale mission du comité d'audit consiste en une assistance du conseil d'administration dans sa fonction de surveillance, et plus particulièrement dans l'examen:

— de l'information financière destinée aussi bien aux actionnaires qu'à des non-actionnaires;
— du système de contrôle interne mis en place par le conseil d'administration et par le management;
— du processus d'audit.

Le concept de «corporate governance» vient des Etats-Unis. Dans la doctrine anglo-saxonne l'entreprise est la mandataire de ses actionnaires et vise à la maximalisation du prix de l'action (shareholder value). La doctrine continentale est axée sur un rôle plus large dévolu à l'entreprise dans la société et sur le concept d'intérêt social (54).

Au sein de l'examen de l'information financière, le comité d'audit attachera une importance particulière au principe de la continuité de l'entreprise ainsi que sur les domaines où le management pourrait retirer des avantages personnels. Il se penchera également sur le contenu du rapport de gestion et principalement sur les informations ne rentrant pas dans le cadre de la certification du réviseur d'entreprises (éléments qualitatifs et d'appréciation) de façon à donner au lecteur un commentaire qui reflète la réalité économique de l'entreprise (55). L'examen des informations transmises au conseil d'entreprise, la vérification des règles applicables en matière d'environnement, le suivi des recommandations du commissaire-réviseur, etc. sont autant de missions pouvant rentrer dans le cadre du comité d'audit et qui ont pour objectif d'assurer plus de transparence de la société et un meilleur contrôle du management.

Conjointement à cette évolution, voir dans son prolongement, nous soulignons les efforts déployés ces dernières années en matière de transparence des informations publiées par les entreprises cotées en bourse. Certaines initiatives privées récompensent chaque année les meilleures plaquettes de présentation des comptes annuels. Mais au delà des informations légalement imposées à ces entreprises, on a également vu un intérêt particulier accordé par ces entreprises à d'autres références telles que la protection de l'environnement. Sans aucune contrainte légale, ces entreprises apportent un soin particulier à la rédaction de leur «rapport environnemental» (56). Ce rapport explique les relations entre la société et son environnement.

(54) Compte rendu de la conférence donnée par Maître E. DIDIER, avocat à la cour de cassation de Paris, *L'écho de la bourse,* 18/2/1999.
(55) *Ibid.*, 13 et s.
(56) L'I.R.E. remet d'ailleurs chaque année le prix du meilleur rapport environnemental pour les sociétés belges.

L'ensemble de ces éléments entraîne, semble-t-il, la reconnaissance d'intérêt de la société distinct de celui du management (nommé par la majorité à l'AG) et qu'il est utile ou nécessaire de mettre en place des procédures permettant leur indépendance.

4.7. Entreprises en discontinuité

4.7.1. Généralités et contrôles préventifs

La loi adoptée après le fermeture brutale de l'usine RENAULT en Belgique implique des modes de concertations obligatoires en cas de fermeture d'entreprise. Ces concertations défendent les droits des travailleurs parfois à l'encontre même d'une décision des actionnaires ou du conseil d'administration (émanant de l'assemblée générale).

Certaines règles relatives à l'information des travailleurs via le conseil d'entreprise poursuivent également le même but d'information sur des situation délicates (57).

L'article 138 du Code des Sociétés (58) impose au commissaire-réviseur un rôle actif lorsqu'il constate des faits graves et concordants susceptibles de compromettre la continuité de l'entreprise (conseil d'administration et/ou président du tribunal de commerce).

Plusieurs autres dispositions législatives ont eu pour but de renforcer la prévisibilité de la discontinuité des entreprises. Ces règles ont pour effet de garantir une meilleure lisibilité des comptes annuels notamment. Ce faisant, elles tendent à augmenter la défense des intérêts des tiers par rapport à ceux des actionnaires. Parmi ces règles, nous pouvons citer la modification du contenu du rapport de gestion obligeant les entreprises présentant un deuxième résultat déficitaire ou une perte reportée à justifier du maintien en continuité des règles d'évaluation.

4.7.2. La loi sur le concordat judiciaire (59)

Comme l'a indiqué le ministre dans son exposé introductif relatif à la loi sur le concordat judiciaire: le concordat devrait constituer un cadre dans lequel les entreprises en difficulté auront la possibilité de se redresser de manière durable, grâce à des mesures adéquates.

---

(57) Articles 25 et 26 de l'A.R. du 27/11/1973 portant réglementation des informations économiques et financières à fournir au conseil d'entreprise.
(58) Article 64sexies LCSC.
(59) Loi du 17/7/1997, *M.B.* 28/10/1997.

«Cette option reconnaît pleinement le rôle social de l'entreprise. Cette dernière fait partie d'un patrimoine économique qui dépasse celui des seuls actionnaires. Elle est également une source de prospérité et d'emploi, un vecteur de savoir-faire» (60).

Lorsque le sauvetage de l'entreprise et le maintien des activités requièrent une réduction de la masse salariale, un plan social de restructuration sera prévu. Lors de l'élaboration de ce plan, les délégués des travailleurs de l'entreprise seront entendus (pour avis) (61). Relativement à cette «audition», le ministre de l'emploi et du travail a rajouté: «*conformément aux conceptions modernes en matière de droit commercial, les travailleurs n'interviennent pas uniquement ... en tant que créanciers; ces conceptions commandent ... de tenir compte également d'autres intérêts tels que la protection de l'emploi*» (62).

Ce plan pourra être modifié au cours du sursis définitif dans l'intérêt de l'entreprise (63).

Par ailleurs, le transfert de l'entreprise ou d'une partie de celui-ci peut constituer une partie du plan de redressement ou de paiement. Le commissaire au sursis devra examiner cette proposition en tenant compte de la question du maintien d'une activité économique et d'un certain volume d'emploi. Les représentants des travailleurs et les organes de gestion seront consultés.

Un rôle central est dévolu, dans cette procédure, aux représentants des travailleurs. Le risque relatif à la continuité de l'entreprise a entraîné un souci complémentaire en faveur de la protection des intérêts des travailleurs occupés par l'entreprise.

4.7.3. Faillite (64)

Le Tribunal de Commerce de Nivelles a prononcé la faillite de la S.A. des Forges de Clabecq (65).

Dans son dispositif, le tribunal reprit les termes suivants: «... *les travailleurs sont devenus membres à part entière de l'entreprise. Ils sont non seulement directement intéressés par son sort mais ils en sont membres entreprenants ...*».

(60) *Doc. parl.* Chambre, 329/17, 4.
(61) Loi sur le concordat, article 29 § 3 al. 4.
(62) *Doc. parl.* 631/13, 22.
(63) Article 78 loi sur le concordat.
(64) Loi du 8/8/1997, *M.B.* 28/10/1997
(65) Jugement déclaratif du 3/1/1997.

La nouvelle loi sur la faillite a partiellement rencontré cette dimension sociale de l'entreprise en instaurant plusieurs obligations d'informations aux représentants des travailleurs (lato sensu) soit au moment de l'aveu de faillite, soit après le jugement déclaratif de faillite.

L'aveu de faillite sera communiqué au Conseil d'entreprise, à défaut au Comité pour la prévention et la protection du travail, à défaut à la délégation syndicale et, à défaut à une délégation du personnel. Cette règle vient quelque peut étendre l'obligation existante faite de communiquer au C.E. toute décision susceptible d'avoir un impact important sur l'activité de l'entreprise.

Après le jugement déclaratif de faillite, la nouvelle législation prévoit que le juge commissaire est autorisé à entendre le failli, les travailleurs qu'il occupe et toute autre personne tant en ce qui concerne la vérification des livres et écritures comptables que sur les causes et circonstances de la faillite (66).

Par ailleurs, la nouvelle législation crée une nouveauté en ce qui concerne la poursuite des activités de la société faillie. Ici, c'est par référence à l'intérêt des créanciers que tout intéressé peut demander au tribunal de commerce la continuation des activités.

5. Conclusions

L'intérêt social se trouve au cœur des développements récents de la législation et de la jurisprudence ayant trait à la vie des affaires. Aucune définition de cette notion n'a été introduite dans les modifications récentes. L'absence de cadre à cette notion est peut-être également le signe qu'elle est en pleine évolution et que l'absence de définition formelle permet cette évolution.

Nous sommes d'avis que, dans une situation normale de continuité de l'entreprise, l'intérêt social trouve sa référence principale dans l'intérêt patrimonial de l'actionnaire, voir de l'actionnaire majoritaire et cela même si le législateur a mis en place une série de mesures protectrices. Nous estimons également que les actionnaires, en continuité, pourront utiliser la référence à d'autres forces actives au sein de l'entreprise uniquement pour justifier de leur propre position sans que cette façon de faire puisse être contestée. L'affaire de la Société Générale de Belgique rappelée sous le point 3.2. de cet article en est un exemple. Ce point de vue est basé sur la pratique judiciaire et sur le concept «d'appréciation marginale» qui est appliqué par nos cours et tribunaux. Ceux-ci s'interdisent de rentrer dans la gestion des affaires d'une entreprise sauf si les comportements y sont *manifestement contraires* à l'intérêt de la société.

(66) Article 55 loi du 8/8/1997.

Cependant, nous sommes conscients que la progression de la valeur des parts de l'entreprise détenues par les actionnaires passe *nécessairement* par la paix sociale, par des relations stables et de confiance avec ses clients, ses fournisseurs, les organismes financiers, par un équilibre avec les pouvoirs publics et le respect de l'environnement.

Malgré tout, notre conception va au delà de la définition de l'intérêt social se référant à la notion d'entreprise conçue comme un «going concern» autour duquel de multiples intérêts s'agglomèrent. Selon cette idée, la société commerciale tend de plus en plus à constituer une entité indépendante de ses composants humains et financiers et les administrateurs doivent non seulement tenir compte de problèmes d'intérêts d'actionnaires mais s'astreindre aussi à administrer la société dans le but d'assurer sa bonne marche, de la conduire au succès au milieu des aléas du commerce. Dans cette conception, les travailleurs, les dispensateurs de crédit, les clients, les fournisseurs accordent leur confiance à l'entreprise et à sa continuité de sorte qu'il appartient à ses organes sociaux d'agir en conséquence. Réciproquement, la prise en considération de ces intérêts est un gage de continuité de l'entreprise dans la mesure où elle a besoin du concours de ces tiers pour l'exploitation et le développement de ses activités. Par ricochet, les actionnaires ont intérêt à cette réalisation dans la perspective de leur participation aux résultats (67).

C'est que lorsque l'entreprise s'approche d'un état de discontinuité que la référence aux autres composantes de l'entreprise pourra prendre le pas sur la référence aux actionnaires. Dans ces cas, l'intérêt des travailleurs de l'entreprise, et celui des autres composantes entourant l'entreprise deviennent prioritaires.

Cette discontinuité peut se marquer dans l'exploitation mais également dans d'autres éléments influencant l'équilibre de la société:
— structure du capital et avenir des travailleurs: réglementation sur les O.P.A. (68);
— abus de droit: requête exercée à la demande de tout intéressé (69);
— procédures d'exclusion et de rachat forcé des actions pour justes motifs (70) préférés à la dissolution anticipée;
— nominations d'administrateurs provisoires comme remède ultime pour tenter le sauvetage d'une entreprise en difficultés (71);

(67) *R.C.J.B.* 1993, 772 et s., n° 125.
(68) Article 15 § 2 de l'A.R. du 8/11/1989, *M.B.* 11/11/1989.
(69) Article 64 du Code des Sociétés ou 190bis des LCSC.
(70) Articles 334 à 341, 635 à 643 et 513 du Code des Sociétés ou articles 190ter à quinquies des LCSC.
(71) *Revue IRE,* 1994/1, n° 9, 44.
(72) Article 492bis du Code pénal.

— délit d'abus de biens sociaux (72);
— concertations obligatoires avec les travailleurs en cas de fermeture d'entreprises;
— nouveau rôle dévolu au commissaire-réviseur en cas de faits graves et concordants susceptibles de compromettre la continuité de l'entreprise (73);
— loi sur le concordat judiciaire reconnaissant le rôle social de l'entreprise (74);
— loi sur les faillites (75).

L'actualité économique récente montre que les évolutions législatives citées ci-dessus pourraient trouver des terrains particulièrement fertiles à la mise en application de ce concept d'intérêt social en cas de discontinuité de l'entreprise (Bombardier, Hoogovens, Clabecq, etc.).

On peut imaginer également que l'évolution de la notion d'entreprise conduira, à l'avenir, à prendre en compte l'intérêt social comme étant l'intérêt de la société, au sens sociologique du terme.

(73) Article 138 du Code des Sociétés ou 64sexies LCSC.
(74) Loi du 17/7/1999, *M.B.* 28/10/1997.
(75) Loi du 8/8/1997, *M.B.* 28/10/1997.

Korte beschouwing over onafhankelijkheid naar aanleiding van 22 jaar trouwe dienst

Koen Geens,
Oud-Voorzitter Hoge Raad voor Economische Beroepen,
Buitengewoon Hoogleraar K.U. Leuven

Bij gelegenheid van de libri amicorum die aan twee andere belangrijke personen in de sector van de economische beroepen werden aangeboden, nam ik de gelegenheid te baat om mijn opvattingen uiteen te zetten over de codificatie van het vennootschapsrecht (*Liber Amicorum Vandelanotte,* 1995) en over de éénmaking van de Instituten van de economische beroepen (*Liber Amicorum Krockaert,* 1998). Beide teksten werden geschreven in de hoop dat kon bijgedragen worden tot een vereenvoudiging en een verbetering van het Belgisch economisch recht. Bij de totstandkoming van de daaropvolgende wetten was Henri Olivier een onmisbare schakel.

De inkt van de wet van 7 mei 1999 houdende een Wetboek van Vennootschapsrecht en van de wetten van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en de fiscale beroepen is pas opgedroogd. Deze wetten werden immers gestemd aan het einde van de vorige legislatuur 1995-99. Het is dus te vroeg om reeds in 2000 de balans ervan op te maken.

Het Wetboek van Vennootschappen treedt in werking in februari 2001. De wet inzake de economische beroepen van 22 april 1999 trad weliswaar al in werking op 29 juni 1999: de integratie van de belastingconsulenten in het Instituut der Accountants en Belastingconsulenten is dus begonnen, maar verloopt, zoals elk begin, moeilijk. Ik blijf betreuren dat de regering er uiteindelijk voor geopteerd heeft om de revisoren vooralsnog aan de kant te laten bij de op gang gekomen integratiebeweging. Zij zouden immers het cement tussen accountants en belastingconsulenten gevormd hebben.

Het zal Henri Olivier wellicht plezier doen dat ik voor zijn Liber eerst teruggrijp naar de hearings die de Hoge Raad onder mijn kersvers voorzitterschap eind 1992 hield, en waarop hij één van de meest gesmaakte interveniënten was. Kort na onze aanstelling bij K.B. van 6 mei 1992, had de regering op 19 mei een K.B. houdende de bescherming van de beroepstitel en de uitoefening van het beroep van boekhouder in het leven geroepen. Daarmee waren er drie boekhoudkundige gereglementeerde beroepen: de revisor en de accountant, gereguleerd en geherreguleerd door resp. de wetten van 22 juli 1953 en 21 februari 1985, en de boekhouder die extra-parlementair werd geregeld in het kader van de wet-Verhaegen van 1 maart 1976 bij voormeld K.B. van 19 mei 1992.

Zeer snel had de nieuw samengestelde Hoge Raad begrepen dat het noodzakelijk was naar harmonie en samenwerking te streven tussen deze beroepsgroepen, en hun Instituten. Het was immers duidelijk dat een doorgedreven "concurrence des

professions" schadelijk zou zijn voor het maatschappelijk verkeer. Precies deze concurrentie werd bij ons aantreden verhevigd: de creatie van een nieuw beroep van boekhouder in 1992 was immers gevolgd op de toekenning in 1991, bij de wetten van 18 en 20 juli, aan de accountants van een gedeeld monopolie over verschillende bijzondere controle-opdrachten die tot dan toe aan de revisoren waren voorbehouden.

Nadat het IBR hierop, enigszins logischerwijze, gereageerd had met de toelating van het tot dan toe door de Hoge Raad ongewenst geacht dubbel lidmaatschap van IBR en IDAC, hield de Hoge Raad eind 1992 een aantal hearings over de vraag naar de toekomst van de boekhoudkundige beroepen. Bij die hearings heeft Henri Olivier met overtuiging gepleit tegen het geschapen mysterie van de drievuldigheid van de economische beroepen. Even visionair was Marcel ASSELBERGHS die grif toegaf dat de grote auditkantoren meer verdienden aan belastingadvies dan aan pure audit, en aldus ongewild wees op de gevaren van kruissubsidiëring (*'cross-subsidization'*).

De twee thema's die daar werden aangereikt, nl. dat van het interprofessionalisme enerzijds, en dat van zijn gevaren anderzijds, hebben de Hoge Raad in de daaropvolgende acht jaar intens beziggehouden.

De zaken kwamen in een stroomversnelling toen het parlement in diezelfde periode 1992-93 aan de Hoge Raad advies vroeg over het wetsontwerp inzake fusies en splitsingen, en met name over de vraag of het controleverslag bij fusies niet alleen door een bedrijfsrevisor, maar ook door een accountant zou kunnen geschreven worden.

De Hoge Raad antwoordde dat een monopolie van de revisor inzake fusies niet meer verantwoord leek, nu de wetgever in 1991 ook andere bijzondere controleopdrachten aan de accountant had toegewezen (1).

De Hoge Raad wees terzelfder tijd op het gevaar van de toenemende concurrentie tussen de boekhoudkundige beroepen, en bekwam dat zijn bevoegdheid werd uitgebreid tot de accountants bij wet van 29 juni 1993. Bij die gelegenheid vroeg ik immers aan de Commissie voor Handels- en Economisch Recht van de Kamer van Volksvertegenwoordigers om ons toe te laten de rol op te nemen van motor van éénmaking en coördinatie tussen de verschillende Instituten.

Aan het feit dat ik op mijn wenken bediend werd door het parlement, hield ik een groot respect over voor deze instelling. In de acht jaren dat ik de Hoge Raad leidde, kreeg ik er steeds een gewillig oor van mensen die de wereld vooruit wilden helpen, en daarvoor graag advies vroegen en kregen. Niet zelden was het mogelijk er sneller en efficiënter resultaat te boeken dan bij de bevoegde minis-

(1) *Parl. St.* Kamer 1991-92, nr. 1214/6 en Hoge Raad voor het Bedrijfsevisoraat, *Jaarverslag*, 1992-93.

ter. Twee kabinetsleden hebben nochtans de Hoge Raad grote hulp betoond: de heer SCALAIS, adviseur van minister van Eonomische Zaken WATHELET en de heer DE BETHUNE, adjunct-kabinetschef van minister van K.M.O. en landbouw PINXTEN.

Dit brengt ons bij een Liber Amicorum waarvan Henri Olivier de onbetwiste vader is, nl. het Liber van het Instituut der Bedrijfsrevisoren dat op 4 juni 1993 werd aangeboden ter gelegenheid van het 40-jarig bestaan van het IBR. Ik was toen pas één jaar Voorzitter van de Hoge Raad voor het Bedrijfsrevisoraat die ingevolge de op stapel staande fusiewet van 29 juni 1993 zou omgevormd worden tot de Hoge Raad voor het Bedrijfsrevisoraat en de Accountancy.

Henri was ongelukkig geweest over ons advies inzake de verslaggeving bij fusies van vennootschappen. Ik begreep hem zeer goed, maar zag geen andere weg dan, nu de wetgever zelf de bijzondere taken van de revisor geleidelijk aan de accountant begon toe te vertrouwen, ervoor te zorgen dat dit proces begeleid en gestuurd werd door de Hoge Raad, eerder dan de toekomst over te laten aan krachtmetingen tussen de Instituten in het parlement. Ondanks ons meningsverschil, vroeg Henri mij de plechtige vergadering toe te spreken over de toekomst van het beroep. Ik deed mijn best en beaamde dat "de Hoge Raad het tot zijn taak rekende om zo realistisch en nauwgezet mogelijk bij te dragen tot de transparante ontwikkeling van het beroep van revisor, in een correcte verhouding met de andere beroepen" (2).

Het woordje transparantie hield een verwijzing in naar het laatste van de adviezen dat de Hoge Raad, opnieuw in 1992-93, uitbracht over het reglement van plichtenleer voor de revisoren dat zou worden uitgevaardigd bij K.B. van 10 januari 1994. In die jaren was reeds duidelijk dat interdisciplinariteit een niet te stuiten tendens was. De raad van het IBR had de veldslag over de eigen maatschappelijke benaming van de revisorenkantoren verloren toen de grote kantoren ontdekten dat het volstond gebruik te maken van het Europees recht, en zodoende een Luxemburgs kantoor met internationale benaming als vennoot te laten participeren in een Belgisch kantoor: het was niet mogelijk de Luxemburgse vennootschap te verbieden mee haar naam te geven aan het Belgische kantoor.

Daarom pleitte de Hoge Raad met overtuiging voor een volstrekte transparantie van de internationale en interprofessionele samenwerking. Daarbij verwees hij vooreerst naar artikel 18ter dat in 1985 in de wet van 22 juli 1953 werd ingevoegd: de revisor moet het Instituut op de hoogte stellen van opdrachten die door personen, ook niet-revisoren, waarmee hij beroepshalve in een samenwerkingsverband staat, worden waargenomen in ondernemingen waarin hij een controlemandaat of een bijzondere opdracht vervult. Daarnaast verwees de Hoge Raad naar art. 64ter van de Handelsvennootschappenwet dat eveneens door de vooruitziende wetgever van 1985 was ingevoegd: een vennootschap kan de personen met wie haar commissaris beroepshalve in samenwerkingsverband staat, slechts

(2) *Liber Amicorum IBR 1953-1993,* 41.

bezoldigen voor niet-revisorale opdrachten indien zij in haar jaarverslag deze bezoldiging verantwoordt onder verwijzing naar de inhoud van deze zgn. bijkomende opdracht.

Derhalve werd in voormeld reglement van plichtenleer van 10 januari 1994 de term "beroepshalve in samenwerkingsverband staan met" zo ruim mogelijk omschreven. Het gebruik van eenzelfde maatschappelijke benaming vormt een onweerlegbare indicatie van zulk samenwerkingsverband.

Het Instituut heeft echter nooit volledig het enthousiasme van de Hoge Raad gedeeld inzake de toezichtsmogelijkheden die geboden werden door voormelde artikelen 18ter en 64ter. Er kwam dus geen strenge controle vanwege het Instituut op de transparantie die deze bepalingen van de beoefenaars vergen. De Hoge Raad bleef daarop aandringen, laatst nog in een aanbeveling van 15 juni 1999 betreffende de onafhankelijkheid van de bedrijfsrevisoren en de externe accountants. Er was immers gebleken dat slechts in een uiterst beperkt en onaannemelijk klein aantal gevallen melding gemaakt werd in het jaarverslag van beursgenoteerde ondernemingen van de bezoldiging aan personen die beroepshalve samenwerken met de commissaris van die ondernemingen. Deze verwaarlozing van art. 64ter Venn.W. is wellicht mede te wijten aan het gebrekkig gebruik dat de Raad van het Instituut maakte van de toezichtsmogelijkheid die geboden werd door art. 18ter W. 22 juli 1953.

De Hoge Raad had nochtans goede intenties bij de door haar voorgestane toepassing van voormelde wettelijke bepalingen. Overtuigd als hij was van het feit dat de interprofessionele samenwerking aan de cliënt een zekere meerwaarde kon bieden die ook internationaal sterk werd aangeprezen, en mede omdat ook door het concurrentierecht het mededingingsbeperkend karakter van interprofessionele verbodsbepalingen aan de kaak zou kunnen gesteld worden, oordeelde de Hoge Raad dat samenwerking in volledige transparantie het enige valabele alternatief was.

Zo niet dreigde alom hypocriete omzeiling van verbodsbepalingen, of intransparante en mededingingsonvriendelijke kruissubsidiëring door de niet-revisorale vennoten van de als bruggehoofd gebruikte auditdiensten. Door deze subsidiëring worden niet alleen de revisoren die zich niet in interprofessioneel verband aanbieden benadeeld, ook de individuele kwaliteit en waardigheid van de revisor komt erdoor in het gedrang, nu niet langer zeker is dat hijzelf in een aan dat van zijn niet-revisorale partners evenwaardig inkomen kan voorzien. Hij dreigt immers in de eerste plaats een onmisbare *client catcher* te worden. De grote kampioenen van de vrije markt die de auditkantoren zijn, zondigen zo tegen één van hun meest fundamentele principes: dat van een perfecte informatie van de cliënten over de verhouding tussen prijs en dienst.

Bij het ter perse gaan van deze bijdrage is de vraag of de inspanningen van de Hoge Raad op dit stuk wel op hun juiste waarde zijn getaxeerd en, zo neen, of het

revisorenberoep daar dan niet aan verloren heeft. Naar verluidt werd in de zomer van 2000 in regeringskringen een voorontwerp van wet inzake corporate governance gekoesterd dat zou inhouden dat een commissaris zichzelf als niet-onafhankelijk moet brandmerken indien in de onderneming die hij controleert, personen met wie hij beroepshalve in samenwerkingsverband staat, mee de dienst uitmaken. In plaats van de markt te laten oordelen over de verhouding die bestaat tussen het ereloon van de commissaris en datgene wat zijn niet-revisorale vennoten in een bepaald jaar van dezelfde onderneming ontvangen, zou een veel drastischer maatregel genomen worden: de commissaris-revisor mag nog steeds het ambt van commissaris waarnemen als zijn collega's in dezelfde onderneming bijvoorbeeld belastingadvies geven, maar slechts onder vermelding van het feit dat hij niet onafhankelijk is.

Deze bijzonder oorspronkelijke maatregel staat *prima facie* haaks op de Europese evolutie en moet gesitueerd worden tegen een internationale tendens van splitsing van audit- en consultingkantoren enerzijds, en van integratie van advocaten- en auditpraktijken anderzijds.

Nu consultingkantoren zich steeds meer laten betalen in aandelen en opties van de onderneming waaraan zij consult verlenen, kan de eerste tendens, en de aansturing ervan door de Amerikaanse Securities and Exchange Commisson slechts worden toegejuicht, al dient te worden aangestipt dat de aanzet ertoe gegeven werd door de te ongelijke inkomensniveaus van de consulting-vennoten enerzijds en de minder verdienende auditors anderzijds: de limiet aan de integratie is merkwaardigerwijze het ogenblik waarop bepaalde vennoten het niet meer aankunnen andere vennoten nog sterk te subsidiëren, na eerst uit de aanbrengst van cliënteel van laatstgenoemden het nodige voordeel gehaald te hebben.

De tweede tendens van samenwerking tussen audit- en advocatenkantoren wordt door het nationale recht van heel wat Lid-Staten reeds gebillijkt, maar in sommige wetgevingen en/of deontologische reglementen geldt terzake nog een interprofessioneel verbod: deze deontologische reglementen kunnen wellicht beschouwd worden als ondernemingsafspraken; de vraag of ze mededingingsbeperkend zijn onder art. 81 en 82 van het E.G.-Verdrag, zal binnenkort worden behandeld door het Hof van Justitie in de context van een geding tussen de Nederlandse Orde van Advocaten (NOVA) en een *big five*-kantoor. De kans dat de NOVA het moet afleggen is reëel: Europa dwingt de lidstaten in de richting van een volledige liberalisering die loopt over de gelijkschakeling van het vrije beroep in materies als mededinging en reclame met de andere ondernemingen.

Deze problematiek heeft mij er bij een eerdere gelegenheid toe gebracht om te stellen dat de deontologie internationaal en interprofessioneel zou zijn of niet langer zou zijn (*Liber Amicorum Van den Heuvel,* 1999). Nationale en beroepsgebonden Instituten en wetgevers strijden immers in het ijle, en zijn niet opgewassen tegen multinationale en multiprofessionele kantoren. De verspreide slagorde waarin aangetreden wordt, is inefficiënt, en het nut van deze achterhoedegevechten kan sterk betwijfeld worden.

De voorkeur moet gegeven worden aan internationale en afdwingbare gedragscodes. De geldelijke belangen die in het geding zijn, pleiten niet voor een 'comply or explain'-politiek, zoals wel eens wordt aanbevolen inzake corporate governance, maar voor een internationale controle-autoriteit die een waardige gesprekspartner is voor de internationale kantoren: vergeleken bij de voorzitter van een wereldwijde big five-organisatie, is een federaal premier of minister slechts een kleine jongen. Is het toeval dat de Europese commissie frequent studies bestelt bij deze grote kantoren: het zijn immers de informatie en de mogelijkheid er snel over te beschikken die macht betekenen. Deze macht is geen kwaad op zich, maar moet gecontroleerd worden door een gelijke tegenmacht. De sancties waarin de markt voorziet als deze macht al te lang ongecontroleerd heeft huisgehouden, kunnen immers ruimschoots te laat komen.

Ik zal Henri niet langer vervelen met deze langdradige en wat pessimistische beschouwingen. Hij heeft alleszins van meer volharding getuigd dan ik. Als secretaris-generaal van het Instituut der Bedrijfsrevisoren gedurende 22 jaar, diende hij onder negen opeenvolgende Voorzitters en een vijftiental ministers van Economische Zaken. Ik versleet slechts drie Voorzitters en niet meer dan vier ministers. Henri Olivier is dus een zeer loyaal man. Wij hebben samen gebouwd aan een nieuw huis voor de boekhoudkundige beroepen in België, en wij zijn blij dat IBR en IDAB besloten hebben naar een gemeenschappelijk gebouw te verhuizen (*'common roof'*). In afwachting dat dit concubinaat een écht huwelijk wordt, bouwt Henri in zijn nieuwe functies verder aan een Europees gebouw dat hopelijk zal toelaten om de volgende tien jaar lijn en evenwicht te brengen in de evolutie van de boekhoudkundige beroepen op Europees vlak. Ik wens hem er in elk geval al het succes bij dat zijn onberispelijke staat van dienst toelaat te voorspellen. *Ad multos annos*, en ontzettend bedankt voor de genereuze samenwerking bij de totstandkoming van de nieuwe wetgeving inzake vennootschappen en economische beroepen.

Un droit comptable pour les associations sans but lucratif

Guy Gelders,
Président 1976-1999 de la Commission des Normes comptables

I. Introduction

A la fin de la législature précédente, le Gouvernement a déposé sur le bureau de la Chambre des Représentants un projet de loi (1) visant à réformer la loi de 1921 relative aux associations sans but lucratif (2).

En matière de budgets et de comptes des a.s.b.l., le régime prévu par ce projet de loi tranche nettement sur le laconisme de la législation actuelle. Celle-ci se limite à prescrire au conseil d'administration de soumettre annuellement à l'approbation de l'assemblée générale le compte de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice (art. 13 alinéa 2) et à prévoir que l'approbation par le Roi de dons et de legs d'une valeur excédant 400.000 francs, à une a.s.b.l., est subordonnée au dépôt au greffe de ses comptes annuels depuis sa création ou, à tout le moins, de ceux se rapportant aux dix dernières années (art. 16 alinéa 2).

Le régime prévu par le projet de loi (en son article 25 remplaçant l'article 17 actuel) peut être résumé comme suit:

1° Toutes les a.s.b.l.

Dans toutes les a.s.b.l., le conseil d'administration doit, chaque année, soumettre à l'assemblée générale, pour approbation, les comptes annuels de l'exercice écoulé, établis conformément à la présente loi, ainsi que le budget de l'exercice suivant.

Ceci étant, une distinction est faite entre «petites» a.s.b.l. et «grandes» a.s.b.l.:

— en fonction du montant de leurs recettes, autres qu'exceptionnelles, selon qu'elles dépassent ou non le chiffre fixé par le Roi, dans une fourchette se situant entre 10 et 20 millions de francs,
— *ou* en fonction du nombre de travailleurs occupés, selon qu'il dépasse ou non le chiffre fixé par le Roi, dans une fourchette se situant entre 10 et 30.

(1) *Doc. parl.* Ch. repr., Session 1998-99, Doc. 1854/1 du 2 décembre 1998.
(2) Pour un exposé général relatif à la comptabilité et aux comptes annuels des a.s.b.l., cf. M. DE WOLF et Y. DE RONGÉ «Un cadre comptable pour le secteur non-marchand», dans *Le droit comptable dans la société,* Colloque de la Commission des Normes comptables des 8 et 9 octobre 1996.

2° Les «grandes» a.s.b.l.

Ces associations sont, en ce qui concerne leurs comptes annuels, soumises au même régime que les entreprises, tel que celui-ci est organisé par loi du 17 juillet 1975, par les arrêtés pris pour l'exécution de cette loi, et par la législation sur les sociétés. C'est le cas pour la tenue de leur comptabilité et l'établissement de leurs comptes annuels, pour le contrôle de leurs comptes si elles dépassent les critères de taille prévus par l'article 12 § 2 de la loi comptable, et (3) pour le régime de publicité de leurs comptes et du rapport des Commissaires, par la voie de leur dépôt à la Banque Nationale de Belgique (Centrale des Bilans).

3° Les «petites» a.s.b.l.

Ces associations ont l'obligation (4) de tenir une comptabilité (simplifiée), portant au minimum sur les mouvements des disponibilités en espèces et en comptes.

Le Roi est, par ailleurs, habilité à préciser les règles de ventilation de leurs recettes et de leurs dépenses, ainsi que la forme et la présentation de ces comptes annuels (5).

Ces associations ne sont tenues de publier leurs comptes annuels que si elles ont sollicité des libéralités du public, au cours d'un ou de plusieurs des trois exercices précédents. En ce cas, la publicité des comptes s'opère par dépôt au greffe (6).

4° A.s.b.l. soumises en raison de la nature de leurs activités à des règles particulières

Les associations soumises en raison de la nature des activités qu'elles exercent à titre principal (par exemple les hôpitaux), à des règles particulières relatives à la tenue de leur comptabilité et à leurs comptes annuels, ne sont pas tenues aux dispositions ci-dessus en matière de tenue de leur comptabilité et d'établissement de leurs comptes annuels, pour autant que les règles qui leur sont applicables soient au moins équivalentes à celles prévues en vertu de la présente loi. Il en est de même en ce qui concerne le régime de contrôle auquel elles seraient soumises à ce titre. Le Roi est habilité à déterminer l'équivalence des règles en matière de comptabilité et de contrôle.

*
* *

(3) A l'exception des associations énumérées à l'article 17 § 5.
(4) Nous supposons qu'il faut lire «peuvent se limiter à tenir» une comptabilité simplifiée; il n'y a en effet aucune raison d'interdire aux «petites» a.s.b.l. de tenir une comptabilité complète.
(5) Article 17 § 4.
(6) Article 17 § 3.

Si ce projet de loi devient norme légale, un progrès considérable aura été accompli vers une plus grande transparence financière du secteur non marchand, dont nul n'ignore l'importance qu'il a acquise et qu'il revêt dans notre pays.

Dans la suite de cette étude, nous voudrions examiner le système comptable prévu pour les petites a.s.b.l. et le type de comptes annuels auquel il conduit, ainsi que le lien qui, pour l'ensemble des a.s.b.l., existe entre le budget d'une part, la comptabilité et les comptes annuels, d'autre part.

La réponse à ces questions est importante pour l'interprétation, la mise en œuvre ou l'application des dispositions nouvelles, voire pour une amélioration de leur rédaction.

Pour l'examen de ces questions, il paraît utile d'examiner, au préalable, les approches générales possibles de la comptabilité et des comptes annuels dans le secteur-non marchand, en lien, notamment avec les aspects budgétaires et les aspects fiscaux.

*
* *

II. Approches générales possibles de la comptabilité et des comptes annuels dans le secteur non-marchand

A. Objet de la comptabilité et des comptes annuels

Une *première approche* est celle de la *trésorerie,* celle du caissier, responsable des disponibilités en espèces ou en comptes, de l'entité concernée, et de leur gestion. A ce titre, il a à rendre compte de l'usage qu'il a fait des disponibilités existant en début d'exercice comme de celles qui lui ont été confiées au cours de l'exercice. Sa reddition de compte sera du type: disponibilités en début d'exercice + recettes de l'exercice – dépenses de l'exercice. Les recettes concernent les «entrées» en caisse ou en comptes, les dépenses concernent les «sorties». Le «patrimoine» dont il est rendu compte s'identifie, dans ce cas, à l'avoir en trésorerie. Pour que ce «compte annuel» soit significatif, il importe que les recettes et les dépenses soient ventilées selon leur nature, le cas échéant en distinguant les opérations courantes et les opérations exceptionnelles. Dans une telle approche, la comptabilité portera (uniquement) sur les mouvements affectant la trésorerie (cash accounting). Elle devra toutefois permettre de ventiler, dans les comptes annuels, les recettes et les dépenses selon leur nature. Par ailleurs, il est évident que, pour que cette comptabilité soit crédible, les recettes et les dépenses devront être appuyées par des pièces justificatives.

Cette approche comptable (comptabilité de caisse) est traditionnelle dans le secteur non marchand comme d'ailleurs dans la comptabilité publique. Elle peut se

prévaloir de la philosophie du secteur non marchand dont la finalité n'est pas de réaliser des bénéfices ni d'accumuler un patrimoine, mais de couvrir par des recettes suffisantes les dépenses entraînées par la réalisation de l'objet (social, culturel, religieux, d'intérêt général ou public, etc.) poursuivi par l'association.

En revanche, elle conduit à un suivi comptable qui ne porte que sur une fraction limitée des opérations et des faits qui influencent le patrimoine et la situation financière de l'entité, et à des comptes annuels qui ne reflètent ni ce patrimoine ni cette situation financière. Les opérations n'étant prises en considération que dans la mesure et au moment où elles se traduisent par des mouvements de trésorerie, celles qui affectent la composition brute du patrimoine sans en affecter le montant net, sont traitées de la même manière que les mouvements traduisant une modification du patrimoine net. Ainsi, une dépense d'investissement, un placement de fonds ou le remboursement d'un emprunt sont traités, en tant que dépenses, de la même manière que le paiement d'un loyer ou d'un intérêt. De même, la vente d'un immeuble ou l'obtention d'un emprunt sont traitées, en tant que recettes, de la même manière que le produit de la prestation d'un service ou l'encaissement d'une cotisation des membres. Il s'ensuit que dans une comptabilité de caisse, un suivi comptable n'est assuré ni pour le patrimoine brut ni pour le patrimoine net de l'entité, ni pour les relations de créances et de dettes envers les tiers. Ces aspects n'entrent pas en ligne de compte dans le compte annuel (de trésorerie) soumis à l'assemblée générale; ni les membres ou associés de l'a.s.b.l. ni, a fortiori, les tiers n'en sont dès lors informés.

Une *seconde approche* est axée sur le suivi comptable et la traduction dans les comptes annuels des *relations avec les tiers* (en ce compris la trésorerie). Elle part de l'idée que le mouvement de trésorerie n'est toujours que le dénouement d'une relation préexistante de créance ou de dette avec un tiers et qu'il importe, dès lors, d'enregistrer en comptabilité les relations avec les tiers dès la naissance de la créance ou de la dette et pas seulement au moment où celle-ci est encaissée ou payée. Dans cette approche, les comptes annuels portent sur le montant, au début de l'exercice, de la trésorerie, des créances sur des tiers et des dettes envers des tiers, sur les opérations ayant donné lieu au cours de l'exercice, à la naissance, à l'augmentation ou à la diminution d'une créance ou d'une dette envers les tiers et sur la situation en fin d'exercice de la trésorerie, des créances et des dettes envers les tiers. Dans cette approche, la comptabilisation des opérations se situe au niveau des *droits*.

Cette approche constitue un progrès sensible par rapport à la comptabilité de caisse, en ce qu'elle saisit et traduit dans les comptes toutes les relations avec les tiers. A ce titre, elle constitue un élément d'information très important tant pour l'entité elle-même, pour la gestion de sa trésorerie et de sa situation financière, que pour les tiers qui, si les comptes sont publiés, sont informés des relations de dettes et de créances de l'entité en cause avec les tiers.

A l'opposé de ces deux premières approches, *l'approche patrimoniale,* telle qu'elle est traduite dans la réglementation comptable applicable aux entreprises (7), vise à saisir dans la comptabilité et à traduire dans les comptes annuels «l'ensemble de leurs opérations, de leurs avoirs et droits de toute nature, de leurs dettes, obligations et engagements de toute nature» ainsi que de leurs moyens propres (articles 3 et 7 de la loi du 17 juillet 1975). La comptabilité traduira, dès lors, non seulement la trésorerie et les mouvements qui l'affectent ainsi que les relations avec les tiers et les modifications qu'elles subissent, mais également les biens réels (immeubles et stocks) que l'entreprise possède, les risques et charges à provisionner et leur évolution, ainsi que le patrimoine net de l'entité, résultant de l'ensemble de ces actifs et de ces passifs et de l'évolution que ce patrimoine net a subi au cours de l'exercice. Cette évolution du patrimoine net résultera, d'une part, des opérations sur fonds propres (8), d'autre part, du résultat réalisé au cours de la période, ce résultat étant la différence entre le total des charges et le total des produits afférents à l'exercice.

Dans cette approche patrimoniale, le concept de base n'est pas la recette ou la dépense, mais bien le point de savoir si l'opération en cause constitue uniquement une modification des éléments du patrimoine brut de l'entité, sans influence sur son patrimoine net, – c'est le cas pour l'acquisition d'une immobilisation, l'octroi d'un prêt ou la conclusion d'un emprunt, le remboursement d'un prêt ou d'un emprunt, le placement de fonds –, ou si elle traduit un accroissement (produit) ou une diminution (charge) du patrimoine net, – comme les achats et les ventes de biens ou de services courants, les intérêts débiteurs ou créditeurs courus, les loyers et redevances, les rémunérations directes et indirectes du personnel, les taxes et impôts, etc. Dans le premier cas, seuls les postes du bilan seront affectés; dans le second, l'opération influencera simultanément un compte de résultats et un compte de bilan.

Il est évident que, sauf cas très rares ou exceptionnels, seuls des comptes annuels établis dans cette approche patrimoniale globale, sont de nature à donner une vue correcte, car complète, du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'entité, et de fournir aux tiers une information fiable quant au patrimoine qui leur sert de gage commun. Par ailleurs, seule une comptabilité tenue dans cette approche, est de nature à informer les gestionnaires des résultats et de l'équilibre de leur gestion. C'est la raison qui a conduit le législateur belge à prévoir par la loi du 16 mai 1991, que dorénavant les comptes de l'Etat fédéral, des communautés et des régions (9) comprendraient, à côté du compte d'exécution du

(7) Sous réserve du régime d'exception prévu pour les «petits commerçants» par l'article 5 de la loi comptable du 17 juillet 1975.

(8) Telles les augmentations des fonds propres résultant d'apports d'associés, les réévaluations d'actifs immobilisés, les subventions d'investissement obtenues, ainsi que les mouvements internes sur capitaux propres.

(9) Cette double approche est déjà consacrée pour les communes par la nouvelle loi communale ainsi que pour les provinces par l'arrêté du 2 juin 1999.

budget, des comptes annuels établis dans cette approche patrimoniale (10). Les travaux de la Commission de réforme de la comptabilité publique visent à donner forme à cette décision législative, par l'instauration d'un système comptable intégré, répondant simultanément aux objectifs de la comptabilité budgétaire et à ceux de l'approche patrimoniale. Cette réforme pourra vraisemblablement être mise en application à dater de l'exercice 2002 ou 2003.

B. Aspects budgétaires

Avant d'analyser, au regard de ce qui précède, le système comptable prévu pour les a.s.b.l. par le projet de loi susvisé, il importe de s'attacher à l'aspect budgétaire. La législation actuelle prévoit en effet la présentation par le conseil d'administration à l'assemblée générale des membres, non seulement des comptes de l'exercice écoulé, mais également du budget pour l'exercice prochain. Il ressort de l'avis du Conseil d'Etat relatif au projet de loi susvisé, que le Gouvernement avait, dans sa version originale du projet de loi, renoncé à exiger cette procédure du budget. Le Conseil d'Etat a proposé de maintenir cette procédure comme base de la détermination du montant de la cotisation des membres. Dans la version définitive du projet de loi, le Gouvernement s'est rallié à l'avis du Conseil d'Etat et a dès lors maintenu cette exigence.

Dans son acception traditionnelle, issue du droit public et consacrée par lui, le budget traduit:

— d'une part, la décision du Parlement en tant qu'organe de représentation de la nation, d'autoriser le pouvoir exécutif à engager ou ordonnancer, au cours de l'année budgétaire, certaines *dépenses;*

— d'autre part, le montant des recettes de l'année budgétaire, nécessaires pour couvrir ces dépenses, recettes à provenir essentiellement de sources fiscales à approuver par la loi de finances, et des emprunts que le pouvoir exécutif est autorisé à contracter pour couvrir le solde à financer.

A l'heure actuelle, au niveau de l'Etat fédéral, les crédits de dépenses portent, en principe (11), sur les sommes qui seront *dues* par l'Etat du chef d'obligations nées à sa charge au cours de l'année budgétaire (droits nés) (12), tandis que les prévisions de recettes portent sur les sommes qui seront *versées* au profit de l'Etat au cours de cette même année (cash principle) (13).

(10) Une décision similaire a été prise sur le plan communal par la nouvelle loi communale.
(11) Sauf les exceptions prévues par l'article 6 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat (A.R. du 17 juillet 1991).
(12) Art. 5 des mêmes lois coordonnées.
(13) Art. 4 des mêmes lois coordonnées.

Comme dit ci-dessus, la Commission de réforme de la comptabilité publique propose de retenir, en ce qui concerne les relations avec les tiers, le critère des droits nés tant pour les recettes que pour les dépenses. Les unes et les autres traduiront dès lors, en termes budgétaires, les droits nés en faveur ou à charge de l'entité comptable et non plus les paiements et les encaissements.

On notera toutefois qu'en droit public:

— l'élaboration et l'exécution du budget s'inscrivent dans un ensemble de règles et de procédures (le droit budgétaire), à caractère obligatoire, assorties de sanctions et contrôlées, notamment, par la Cour des Comptes, et que
— l'exécution du budget est suivie dans une comptabilité budgétaire; au terme de l'année, elle se traduit par le compte d'exécution du budget; celui-ci confronte, pour chaque poste du budget, les données de celui-ci et les réalisations auxquelles elles ont donné lieu.

On relèvera également que certaines réglementations sectorielles (14) prévoient un budget traduisant non plus les recettes et dépenses de l'année, mais bien une préfiguration des produits et des charges, donc des résultats de l'exercice. Il s'agit là d'une optique totalement différente, principalement en matière de dépenses. Si l'on conçoit très bien en effet, que seules les dépenses expressément autorisées par le budget puissent être engagées, il est difficilement concevable que seules des charges autorisées par le budget puissent être encourues. On en conclut que dans ce cas, le budget constitue essentiellement un état prévisionnel de charges et de produits de l'exercice, très utile certes pour guider la gestion, mais auquel il paraît exclu d'appliquer les normes strictes du droit budgétaire.

Un tel droit budgétaire n'existe pas pour les a.s.b.l. Aucun texte ne précise, en ce qui les concerne, les effets juridiques du budget, et notamment, la procédure à suivre en cas de dépenses imprévues ou d'insuffisance des recettes, la responsabilité du Conseil d'administration en cas de dépassement de crédits, etc.

C. Aspects fiscaux

Avant d'examiner, au regard des principes susvisés, les dispositions du projet de loi, il paraît utile de rappeler brièvement les dispositions de droit fiscal applicables aux a.s.b.l.

En matière *d'impôts sur le revenu,* les a.s.b.l. sont, en général, assujetties à l'impôt des personnes morales. Dans la mesure où l'impôt des personnes morales se limite

(14) Voir, notamment, l'arrêté royal du 23 janvier 1992 relatif à la comptabilité, aux comptes annuels et au budget des services médicaux interentreprises, l'arrêté du 12 avril 1999 du Gouvernement de la Communauté française fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et des comptes des institutions universitaires, etc.

aux précomptes relatifs aux revenus immobiliers et mobiliers, l'application de cet impôt ne suppose pas la tenue d'une comptabilité. En revanche, l'imposition de certains revenus, frais et plus-values visés aux articles 222, 2° et 4° et 223 du C.I.R. peut impliquer la tenue d'une comptabilité; par ailleurs, l'imposition au titre de commissions secrètes des dépenses non justifiées de la manière prescrite par la loi, implique que la destination de toutes les dépenses soit établie et que chaque dépense soit assortie d'une pièce justificative probante. Au surplus, l'a.s.b.l. doit établir qu'elle peut se prévaloir du régime de l'impôt des personnes morales; c'est à ce titre que le formulaire de déclaration demande que soient joints à la déclaration, les comptes annuels (bilan, compte de résultats et annexe); ceci n'implique toutefois pas, semble-t-il, que ces comptes annuels soient établis conformément aux règles prescrites pour les entreprises.

Les a.s.b.l. sont, en vertu du Code des droits de succession, soumises à une *taxe annuelle, compensatoire des droits de succession.* Cette taxe est due sur la masse de biens qu'elles possèdent en Belgique, sans distraction de charges, sauf si la valeur totale de ces biens ne dépasse pas un million de francs. Cette taxe est établie sur base d'une déclaration, pour laquelle les comptes annuels n'interviennent pas; certains postes sont en effet ignorés (les charges et les avoirs énumérés à l'article 150 alinéa 2) et les actifs sont imposables à leur valeur vénale, alors que, dans les comptes annuels, s'ils sont comptabilisés, ils le sont en règle générale, à leur valeur d'acquisition.

Certaines a.s.b.l. sont assujetties à la *Taxe sur la valeur ajoutée;* en ce cas elles ont l'obligation «de tenir une comptabilité appropriée à l'étendue de leurs activités, en vue de permettre l'application et le contrôle de la T.V.A.» (A.R. n° 1 du 29 décembre 1992, article 14), et selon les dispositions d'application prévues par cet arrêté.

III. Questions relatives à certaines dispositions du projet de loi

A. L'aspect budgétaire

Comme il a été signalé ci-dessus, la loi en projet reprend, à la suggestion du Conseil d'Etat, la règle actuelle aux termes de laquelle, dans toute a.s.b.l. (qu'elle soit «grande» ou «petite) le conseil d'administration soumet, chaque année, pour approbation, à l'assemblée générale, le budget de l'exercice suivant. Mais, pas plus que la loi actuelle, elle n'attache d'effets juridiques à cette approbation du budget; elle ne comporte ni modalité de contrôle de son exécution, ni reddition de compte à l'assemblée concernant l'exécution du budget, ni procédure en cas de dépense urgente, ni règle relative à la responsabilité des administrateurs en cas de dépassement des crédits.

Dans la mesure où gouverner c'est prévoir, il est certes normal que le conseil d'administration se trace des objectifs quant à sa gestion future et quant aux

conséquences de ceux-ci sur le plan financier, notamment sous l'angle de la trésorerie.

Faut-il pour autant imposer, au titre d'obligation légale, l'établissement par le conseil d'administration et l'approbation par l'assemblée générale d'un budget au sens traditionnel et strict du terme? On peut en douter. La raison invoquée par le Conseil d'Etat en faveur de son maintien – la détermination du montant de la cotisation des membres – ne paraît guère pertinente. Il semble, en effet, que dans de nombreuses a.s.b.l. aucune cotisation n'est perçue des membres et que, lorsqu'elle existe, cette cotisation ne représente qu'une fraction fort limitée des recettes de l'association; la référence au régime applicable aux autorités administratives publiques, pour lesquelles les recettes fiscales sont largement dominantes, n'est dès lors pas pertinente. Par ailleurs, à l'heure actuelle, cette procédure paraît, dans les faits, être fréquemment ignorée ou ne conduire à aucune suite effective.

On relèvera, dans ce contexte, qu'une telle procédure a priori n'est pas exigée des sociétés commerciales et que la gestion du conseil d'administration y est contrôlée et appréciée a posteriori par l'assemblée générale. Ceci n'empêche pas nombre d'entreprises commerciales d'établir pour les besoins propres de leur gestion, un budget de recettes et de dépenses et d'en suivre l'exécution, en dehors de toute contrainte légale, dans une comptabilité budgétaire tenue en marge de la comptabilité générale.

Si l'on souhaite conserver une procédure a priori légalement obligatoire (ce qui ne paraît pas évident) ne vaudrait-il pas mieux imposer l'établissement par le conseil et la soumission à l'assemblée générale d'un plan financier annuel (voire pluriannuel) tout en laissant aux statuts le soin d'en déterminer le contenu (budget portant sur les recettes et les dépenses dans une acception stricte (entrées et sorties de caisse) ou large (créances sur ou dettes envers les tiers) des recettes et des dépenses; ou préfiguration des comptes annuels de l'exercice à venir), d'en déterminer le caractère contraignant.

Par ailleurs, si l'on maintient l'exigence d'une procédure budgétaire, ne serait-il pas logique de prévoir, à l'instar de la loi du 16 mai 1991 relative à la réforme de la comptabilité de l'Etat, que les comptes annuels comprennent, outre le bilan et un compte de résultats, un compte d'exécution du budget? C'est ce qui conduit d'ailleurs la Commission de réforme de la comptabilité publique, à prévoir, réunies dans un système comptable intégré, la double approche, patrimoniale d'une part, budgétaire d'autre part.

B. Le régime comptable des «grandes» a.s.b.l.

Le renvoi fait par le projet de loi, pour les «grandes» a.s.b.l., quant à la tenue de leur comptabilité et à l'établissement de leurs comptes annuels, aux dispositions de la loi comptable et des arrêtés pris pour son exécution et, en ce qui concerne le

contrôle et la publicité des comptes, aux dispositions de la législation sur les sociétés, exclut, sous réserve de l'aspect budgétaire évoqué ci-dessus, toute ambiguïté en ce qui concerne les obligations de ces a.s.b.l. en matière de comptabilité et de comptes annuels.

Pour ces «grandes» associations, la réforme impliquera, comme prévu à l'article 17 § 2, «une adaptation, par le Roi, des arrêtés pris en exécution de la loi comptable du 17 juillet 1975, à ce que requièrent la nature particulière de leurs activités et leur statut légal». Cette adaptation portera pour l'essentiel sur la structure des capitaux propres, sur la structure du compte de résultats – suppression de certains postes et introduction de nouvelles rubriques (cotisations, dons et subsides, etc.) – ainsi que sur certaines mentions de l'annexe. Ces adaptations, d'ordre essentiellement technique, ne sont pas examinées dans le cadre de la présente étude.

L'article 17 § 5 nouveau prévoit un certain nombre d'exceptions à l'obligation de publier leurs comptes annuels, en faveur de certaines catégories de «grandes» (voire de très grandes) associations sans but lucratif, alors que celles-ci jouent dans l'économie du pays un rôle extrêmement important. On cherche en vain une justification objective à ces exceptions.

C. Le régime comptable des «petites» a.s.b.l.

Si le système comptable prévu par le projet de loi pour les «grandes» a.s.b.l. est, sous réserve de l'aspect budgétaire, totalement clair, il n'en est pas de même du régime applicable aux «petites» associations.

a. Tenue de la comptabilité

Comme dit ci-dessus, le projet de loi leur impose de tenir une comptabilité (simplifiée), portant au minimum sur les mouvements des disponibilités en espèces et en comptes.

Le projet de loi opte dès lors, clairement, mais à titre de minimum, pour une comptabilité de caisse. Il laisse le champ ouvert pour la tenue d'une comptabilité plus complète, englobant les relations de créances et de dettes envers les tiers, voire pour la tenue d'une comptabilité complète du type patrimonial.

Cette option paraît raisonnable, mais, à notre sens, uniquement pour les nombreuses «petites» a.s.b.l. dont, d'une part, les opérations consistent, pour l'essentiel, en recettes et en dépenses courantes, et qui, d'autre part, ne disposent pas d'un patrimoine immobilier ou mobilier important. Ceci pose la question des critères retenus par le projet pour différencier les «petites» des «grandes» associations. Cette question sera examinée ci-après.

Il est malaisé de déterminer dans quelle mesure cette option recouvre la pratique actuelle. Il semble toutefois qu'à l'heure actuelle, de très nombreuses «petites» a.s.b.l. tiennent leur comptabilité selon les règles de droit comptable applicables aux entreprises. Ce fait s'explique par diverses raisons: une telle comptabilité est sensiblement plus utile pour les besoins de la gestion que le simple suivi des flux de trésorerie; la comptabilité des a.s.b.l. est souvent tenue par des comptables ou experts comptables formés aux disciplines de la comptabilité des entreprises et familiarisés avec celles-ci; la disponibilité sur le marché, à prix abordable, de nombreux logiciels comptables axés sur les règles de la comptabilité des entreprises et permettant de dégager de façon pratiquement automatique nombre de données utiles à la gestion, les comptes annuels ainsi que les divers états et documents comptables destinés aux administrations fiscales. Il n'y a toutefois pas de justification suffisante à transformer cette situation de fait en un exigence légale.

b. Les comptes annuels

En matière de comptes annuels des «petites» a.s.b.l., le projet de loi:

— impose leur établissement par le conseil d'administration et leur soumission pour approbation à l'assemblée générale et
— confère au Roi le pouvoir «de préciser *les règles de ventilation des recettes et dépenses, ainsi que la forme et la présentation de ces comptes annuels*».

Cette seconde disposition conduit à penser que les comptes annuels de ces petites associations devraient consister en un état des recettes et des dépenses, dont le Roi déterminerait une ventilation minimale ainsi que la forme et la présentation.

— A l'opposé de ce que le projet prévoit en matière de tenue de la comptabilité, cette norme n'est pas de type minimal, de sorte que, dans une interprétation stricte, les «petites» a.s.b.l. se verraient interdire d'établir et de présenter à l'assemblée générale des comptes annuels complets comportant un état de leur patrimoine en fin d'exercice reprenant l'intégralité de leurs avoirs, droits, dettes, obligations et engagements ainsi que leur patrimoine propre et un compte de résultats reprenant l'intégralité de leurs charges et produits afférents à l'exercice, ou se verraient obligées de présenter ces états indépendamment de leurs comptes annuels «officiels» consistant en un tableau des recettes et dépenses de l'exercice.

Une telle interprétation découlant pourtant du texte du projet, ne paraît pas susceptible d'avoir été voulue par le gouvernement. Ne conviendrait-il pas, à tout le moins, de conférer à cette disposition le caractère d'une norme minimale?

— Ne doit-on pas, par ailleurs, s'interroger sur le point de savoir s'il n'y a pas lieu de privilégier l'établissement et la présentation à l'assemblée générale de comptes annuels complets? Est-il souhaitable que les associés ne reçoivent communication en tant que situation en fin d'exercice, que d'un état de la trésorerie

et soient, selon les termes de la loi, laissés dans l'ignorance de l'existence et du montant des autres avoirs, biens et dettes et du patrimoine net de l'association à cette même date? L'objectif de transparence poursuivi par le législateur est-il atteint par une telle approche? Celle-ci n'est-elle pas également susceptible de rendre plus aisés certains abus de biens sociaux?

Nous voudrions dès lors plaider pour que la loi retienne, également pour les «petites» a.s.b.l., le principe de comptes annuels complets, à tout le moins en termes de bilan, mais de préférence également en termes de compte de résultats ou en termes de tableau des flux de recettes et de dépenses de l'exercice, et ce selon les règles, dans la forme et la présentation, adaptées à la nature de leurs activités et à leur statut légal, qui seraient déterminées par le Roi. On relèvera, dans ce contexte, que telle est la situation des «petites» entreprises individuelles, visées à l'article 5 de la loi comptable. Ces petits commerçants sont autorisés à tenir une comptabilité simplifiée (ne portant que sur les achats, les ventes et les mouvements de trésorerie), mais sont néanmoins tenus de faire annuellement un inventaire complet de leur patrimoine d'entreprise et d'établir un bilan complet traduisant ces données de l'inventaire.

Un tel dispositif n'exclurait pas que pour les petites a.s.b.l. qui n'auraient pas d'autres avoirs que leur trésorerie et qui n'auraient pas contracté d'emprunts, les comptes annuels à établir et à présenter à l'assemblée générale, ne recouvreraient en fait que les flux de recettes et de dépenses de l'exercice et un état de la trésorerie au terme de celui-ci.

Si la loi reprenait inchangé le dispositif du projet, encore faudrait-il qu'elle précise le sens à donner aux termes «recettes et dépenses». Doivent-ils être compris comme visant les seuls mouvements de la trésorerie (entrées et sorties de la trésorerie) ou, à l'instar de ce qui est prévu dans le projet de réforme de la comptabilité publique, comme les droits de créance nés au profit ou à la charge de l'entité comptable. Cette seconde approche paraît de beaucoup préférable.

c. Publication des comptes annuels

La loi en projet n'impose la publication de leurs comptes aux «petites» a.s.b.l. que si au cours d'un ou plusieurs des trois derniers exercices, elles ont sollicité des libéralités auprès du public (15). Cette publication a lieu par dépôt au greffe du tribunal.

(15) Art. 19, § 3; les cotisations et libéralités sollicitées auprès des membres ne sont pas prises en considération pour l'application de cette disposition.

Ce régime appelle deux observations:

— Compte tenu de l'importance des subsides et des aides accordés aux entités du secteur non-marchand par les pouvoirs publics, ne s'indiquerait-il pas d'imposer également la publication de leurs comptes aux «petites» a.s.b.l. qui, au cours de cette même période, auraient bénéficié de subsides des pouvoirs publics, qu'il s'agisse de subsides à l'investissement ou à la recherche, ou de subsides de fonctionnement? Rappelons qu'en vertu de la réglementation comptable, comme en vertu de la législation sur les sociétés, les entreprises sont tenues de mentionner de manière distincte dans leurs comptes annuels, les subsides reçus des pouvoirs publics.

— Est-il rationnel de disperser le dépôt de ces comptes entre les divers greffes du pays plutôt que de le centraliser, avec les comptes des entreprises et ceux des «grandes» a.s.b.l., auprès de la Banque Nationale de Belgique (Centrale des Bilans)? On se référera, dans ce contexte, aux travaux parlementaires consacrés à la loi du 24 mars 1978 qui a créé la Centrale des bilans. Un tel regroupement est non seulement un gage d'accessibilité aisée à ces comptes mais constitue également une condition nécessaire si l'on entend permettre la globalisation et le traitement statistique (hautement souhaitable) des données en cause, et leur transmission par voie électronique.

D. Les critères retenus pour distinguer les «petites» des «grandes» a.s.b.l.

Au vu du régime comptable proposé dans le projet de loi pour les «petites» a.s.b.l., se pose la question du caractère adéquat des critères retenus par le projet pour les distinguer des «grandes».

On relèvera, tout d'abord, que le total du bilan ni le montant du patrimoine net n'est retenu comme critère. Il en découle qu'une association qui détiendrait un patrimoine d'une valeur de plusieurs centaines de millions, n'aurait pas à en rendre compte à ses associés, ni rendre ses comptes publics, si le nombre de travailleurs occupés par elle et le montant de ses recettes n'atteignaient pas le chiffre fixé par le Roi.

Par ailleurs, les chiffres maxima prévus par le projet – trente travailleurs et trente millions de recettes «ordinaires» – ne sont-ils pas trop élevés au regard du régime comptable prévu par le projet? Est-il concevable qu'une association qui occuperait vingt-cinq travailleurs puisse fonctionner et être gérée correctement avec une comptabilité et des comptes annuels limités aux mouvements de trésorerie?

Ne serait-il dès lors pas indiqué de rechercher des critères de différenciation plus fonctionnels? En particulier, ne conviendrait-il pas d'ajouter, à l'instar de la 4ème directive et de la loi comptable, le critère de taille, mesurée à l'aune du total du bilan?

Par ailleurs, ne serait-il pas souhaitable, à l'instar de ce qui est prévu dans l'article 1er de la loi comptable, de différencier, parmi les recettes, celles qui proviennent d'une activité à base économique, et notamment celles qui résultent de la vente de biens et de la prestation de services, de celles qui proviennent de dons et de cotisations de membres?

En conclusion nous voudrions suggérer que les «petites» associations soient, comme dans le projet, autorisées à tenir une *comptabilité simplifiée,* limitée aux mouvements de recettes et de dépenses (au sens de relations avec les tiers) (cash accounting), mais encouragées si leur taille ou leur structure le requièrent, à tenir une comptabilité complète.

En revanche, en ce qui concerne leurs comptes annuels, nous voudrions proposer qu'elles soient tenues d'établir, sur base d'un inventaire, un *bilan complet accompagné soit d'un compte de résultats, soit d'un compte de recettes et de dépenses.* Pour les associations dont le patrimoine brut comporterait uniquement de la trésorerie, ainsi que des créances et des dettes courantes à court terme, les comptes annuels résulteraient directement de la comptabilité simplifiée.

La ventilation de ces états financiers pourrait, comme c'est le cas pour les petites entreprises, être moins détaillé que pour les «grandes associations». De même, certaines règles d'imputation et d'évaluation prévues par les arrêtés pris en exécution de la loi comptable, pourraient recevoir, en exécution de l'article 19 § 4, une application simplifiée dans le cas de ces petites a.s.b.l.

E. Les sanctions

Dans sa version actuelle le projet prévoit, pour les «grandes» (16) comme pour les «petites» a.s.b.l., deux sanctions:

— la non-approbation par le Roi des dons et des legs d'une valeur excédant 400.000 francs, en cas de défaut de publication des comptes annuels (17),

— si les comptes n'ont pas été déposés, le dommage subi par les tiers est sauf preuve contraire, présumé résulter de cette omission.

Ce régime de sanctions est incomplet en ce qu'il est afférent seulement au cas de non-publication des comptes annuels lorsqu'une telle publication est prescrite.

---

(16) En ce qui concerne les «grandes» a.s.b.l. il ne semble pas que le renvoi fait à la réglementation comptable et à la législation sur les sociétés englobe un renvoi aux sanctions prévues par celles-ci.

(17) L'article 16 alinéa 2 de la loi tel qu'il est proposé de le modifier par l'article 24 du projet reprend le dispositif actuel (dépôt au greffe du tribunal civil) et n'est pas mis en concordance avec le régime de publicité par dépôt à la Centrale des Bilans imposé aux «grandes» a.s.b.l. par l'article 17 § 5.

Aucune sanction ne couvre l'hypothèse où aucune comptabilité n'aurait été tenue, où des comptes annuels n'auraient pas été établis ou n'auraient pas été soumis à l'assemblée générale, où la comptabilité n'aurait pas été tenue et les comptes annuels n'auraient pas été établis conformément aux dispositions de la loi, au cas où nonobstant le prescrit légal, aucun commissaire n'aurait été désigné. Par ailleurs, même les sanctions susvisées prévues par le projet paraissent inefficaces pour assurer le respect de la norme en matière de publication des comptes (18).

Si l'on entend assurer le respect des dispositions que la loi prévoit par ailleurs, il conviendrait d'améliorer sensiblement le régime des sanctions.

IV. Proposition de schémas

En vue de rencontrer certaines difficultés évoquées ci-dessus, d'éviter une rupture trop nette entre le système comptable applicable aux "petites" a.s.b.l. et celui applicable aux "grandes" a.s.b.l., et d'assurer une plus grande cohésion avec le système comptable applicable aux entreprises et celui applicable aux pouvoirs publics, en vue notamment de leur intégration dans les comptes nationaux à établir conformément au "Système européen de comptes 1995", nous voudrions, au terme de cette réflexion, suggérer un schéma de comptes annuels:

— d'une part, pour les grandes «a.s.b.l.», qui permettrait de concilier l'approche patrimoniale avec l'approche de trésorerie (au sens large de relations avec les tiers) au cas où l'on déciderait de maintenir un état de trésorerie, en vue de confronter les dépenses et recettes effectives avec les prévisions budgétaires et,

— d'autre part, pour les «petites» a.s.b.l., en vue de concilier l'optique de trésorerie pour la tenue de la comptabilité avec l'exigence de comptes annuels «complets». Dans le bilan de ces dernières, les immobilisations (incorporelles et corporelles) seraient portés à leur valeur d'acquisition, corrigée des ajustements de valeur (plus- et moins-values) opérés directement, avec en contrepartie un ajustement des capitaux propres.

Ces schémas sont présentés en annexe, sous la forme d'exemples chiffrés. Il est évident que les rubriques sans objet pourraient être omises.

(18) Selon la doctrine actuelle, la non-approbation par le Roi d'un don dépassant 400.000 francs peut être évitée par le dépôt a posteriori au greffe des comptes qui auraient dû y être déposés.

EXEMPLES CHIFFRES

A. COMPTES ANNUELS DES "GRANDES" A.S.B.L.

TABLEAU INTEGRE DES DEPENSES ET RECETTES, DES RESULTATS ET DES VARIATIONS DES COMPTES DE BILAN

BILAN D'OUVERTURE AU 01.01.2000

Immobilisations:		Capitaux propres	
incorporelles	.....	Apports	.....
corporelles	15000	Résultats cumulés	12139
financières	.....	Plus-values de réévaluation	.....
Créances à plus d'un an	.....	Provisions pour risques & charges	60
Stocks	.....	Dettes à plus d'un an	3220
Créances à un an au plus	379	Dettes à un an au plus	632
Placements de trésorerie	545		
Trésorerie	127		
Comptes de régularisation	.....	Comptes de régularisation	.....
TOTAL	**16051**	**TOTAL**	**16051**

EXERCICE 2000

	Dépenses	Recettes	Charges	Produits	Variation des comptes de bilan Actif	Passif
A. Dépenses et recettes constitutives de résultats						
Achats pour stocks	.....		.....			
Achats de services et biens divers	958		958			
Frais de personnel	1980		1980			
Autres dépenses de fonctionnement	261		261			
Charges financières	217		217			
Moins-values de réalisation	19		19			
Taxes et Impôts	143		143			
Dons et subsides en espèces consentis	.....		.....			
Charges récupérées de tiers	-63		-63			
Ventes de services et biens divers		1740		1740		
Cotisations des membres		34		34		
Autres recettes de fonctionnement		92		92		
Plus-values de réalisation		38		38		
Dons en espèces et subsides de fonctionnement obtenus						
des pouvoirs publics		204		204		
de membres		1955		1955		
d'autres		23		23		
Total A	**3515**	**4086**	**3515**	**4086**		

	Dépenses	Recettes	Charges	Produits	Variation des comptes de bilan Actif	Passif
B. Dépenses et recettes non constitutives de résultats						
Investissements (valeur d'acquisition)						
Immobilisations incorporelles	.....				.....	
Immobilisations corporelles	577				577	
Immobilisations financières	.....				.....	
Subsides d'investissement obtenus		206				206
Désinvestissement (cessions à titre onéreux) (valeur comptable)						
Immobilisations incorporelles		.....			(.....)	
Immobilisations corporelles		76			-76	
Immobilisations financières		.....			(.....)	
Prêts et crédits à plus d'un an:						
consentis	.....				.....	
remboursés		.....			(.....)	
Emprunts à plus d'un an:						
contractés		100				100
remboursés	644					-644
Débiteurs à un an au plus:						
augmentation	.....				.....	
diminution		123			-123	
Créanciers à un an au plus:						
augmentation		.....				.....
diminution	88					-88
Placements de trésorerie:						
augmentation	.....				.....	
diminution		170			-170	
Total B	**1309**	**675**			**208**	**-426**

	Dépenses	Recettes	Charges	Produits	Variation des comptes de bilan Actif	Passif
C. Résultats internes (non accompagnés) de dépenses et de recettes)				.....	.....	
Production immobilisée						
Variations de stocks:						
augmentation				.....	.....	
diminution			(.....)		(.....)	
Amortissements: dotations			615		-615	
Réductions de valeur sur créances						
dotations			8		-8	
reprises			(.....)		.....	
Provisions pour risques et charges						
dotations			.....			.....
utilisations et reprises			-60			-60
Dons et subsides en nature:						
consentis			.....		(.....)	
obtenus: des pouvoirs publics				.....	.....	
d'autres				100	100	
Total C			**563**	**100**	**-523**	**-60**

	Dépenses	Recettes	Charges	Produits	Variation des comptes de bilan Actif	Passif
D. Mouvements de comptes de bilan, non constitutifs de recettes, de dépenses ou de résultats						
Réévaluation des immobilisations:						
corporelles					1000	1000
financières					.....	.....
Reprises des réévaluations des immobilisations:						
corporelles					(.....)	(.....)
financières					(.....)	(.....)
Réévaluation des placements de trésorerie					.....	.....
Reprises des réévaluations des placements de trésorerie					(.....)	(.....)
Total D					**1000**	**1000**
TOTAL A + B + C + D	**4824**	**4761**	**4078**	**4186**	**685**	**514**
E. Variation de la trésorerie:						
Dépenses dépassant les recettes (déficit)		63			-63	
Recettes dépassant les dépenses (boni)					.....	
F. Résultat:						
Charges dépassant les produits (perte)				.....		
Produits dépassant les charges (bénéfice)			108			108
TOTAL A + B + C + D + E + F	**4824**	**4824**	**4186**	**4186**	**622**	**622**

BILAN AU 31.12.2000

Immobilisations:		Capitaux propres	
incorporelles	.....	Apports	.....
corporelles	15986	Résultats cumulés	12247
financières	.....	Plus-values de réévaluation	1000
		Subsides en capital	206
Créances à plus d'un an	.....	Provisions pour risques & charges	.....
Stocks	.....	Dettes à plus d'un an	2676
Créances à un an au plus	248	Dettes à un an au plus	544
Placements de trésorerie	375		
Trésorerie	64		
Comptes de régularisation	.....	Comptes de régularisation	.....
TOTAL	**16673**	**TOTAL**	**16673**

BILAN D'OUVERTURE AU 01.01.2000

Immobilisations		Capitaux propres	
incorporelles	.....	Apports	.....
corporelles	76	Résultats cumulés	495
financières	.....		
Créances à plus d'un an	.....		
Stocks	.....	Dettes à plus d'un an	.....
Créances à un an au plus	379	Dettes à un an au plus	632
Placements de trésorerie	545		
Trésorerie	127		
TOTAL	**1127**	**TOTAL**	**1127**

EXERCICE 2000

	Dépenses	Recettes
A. Dépenses et recettes courantes		
Achats pour stocks	.....	
Achats de services et biens divers	958	
Frais de personnel	2180	
Autres dépenses de fonctionnement	391	
Charges financières	17	
Taxes et Impôts	32	
Dons et subsides en espèces consentis	.....	
Charges récupérées de tiers	-63	
Ventes de services et biens divers		1740
Cotisations des membres		34
Autres recettes de fonctionnement		130
Dons en espèces et subsides de fonctionnement obtenus		
des pouvoirs publics		204
de membres		1955
d'autres		23
Total A	**3515**	**4086**

	Dépenses	Recettes
B. Dépenses et recettes exceptionnelles		
Investissements (acquisitions à titre onéreux) V.A.		
Immobilisations incorporelles	.....	
Immobilisations corporelles	3577	
Immobilisations financières	.....	
Subsides d'investissement obtenus		1401
Désinvestissements (cessions à titre onéreux)		
Immobilisations incorporelles		.....
Immobilisations corporelles		81
Immobilisations financières		.....
Total B	**3577**	**1482**

	Dépenses	Recettes
C. Dépenses et recettes de trésorerie		
Prêts et crédits à plus d'un an:		
consentis	.....	
remboursés		.....
Emprunts à plus d'un an:		
contractés		1000
remboursés	.....	
Débiteurs à un an au plus:		
augmentation	.....	
diminution		123
Créanciers à un an au plus:		
augmentation		.....
diminution	88	
Placements de trésorerie:		
augmentation	.....	
diminution		470
TOTAL C	**88**	**1593**
D. TOTAL DEPENSES & RECETTES	**7180**	**7161**
C. Variation de la trésorerie		
Dépenses dépassant les recettes (déficit)		19
Recettes dépassant les dépenses (boni)		
TOTAL A + B + C	**7180**	**7180**

BILAN AU 31.12.2000

Immobilisations corporelles	3577	Capitaux propres (par différence)	996
		Subsides en capital	1401
		Provisions pour risques & charges	75
Créances à plus d'un an	.....	Dettes à plus d'un an	1000
Créances à un an au plus	256	Dettes à un an au plus	544
Placements de trésorerie	75		
Trésorerie	108		
TOTAL	**4016**	**TOTAL**	**4016**

The impact of eBusiness on the audit profession

Georges Hepner,
Réviseur d'entreprises Arthur Andersen Réviseurs d'entreprises,
Membre du conseil de l'I.R.E.

Marc Vael,
Certified Information Systems Auditor Arthur Andersen

Introduction

As we have entered the twenty-first century, the business world is consumed more and more by eBusiness. While the electronic sale of goods, services and information represents only a tiny fraction of all economic activity, the Internet seems to represent almost unlimited possibilities, as both a conduit and a disrupter of "traditional" business. The ongoing "virtualization" becomes more real every day and suppliers, partners and consumers are looking for trust and assurance.

With the emergence of eBusiness, the inherent reliability of information systems for transactions processing has increased tremendously. Controls over transactions are increasingly embedded in software and extensive data on non-financial dimensions of business performance are becoming more available for the auditor's evaluation. However, because the integration of eBusiness technology is ongoing at an increasing speed in every industry and since information technology and deregulation have lowered barriers to entry in many industries, any organization can lose its viability very quickly, making financial statements less reliable predictors of the future.

Therefore auditors should consider focusing on the eBusiness strategies of their clients, the eBusiness risk that must be managed to achieve these strategies and the audit risks faced by any organization. Auditors will have to make more serious attempts to do a formal analysis of an organization's eBusiness strategy and determine whether it can be achieved. This approach is based on the belief that, if an organization has a viable strategy, reasonable plans to achieve this strategy, and effective internal controls and account balances that are close to or corresponding to expectations, then the need for detailed auditing is limited to the exceptional items only.

This will become even more crucial in the near future when auditors can expect all accounting transactions to be in electronic form without any supporting paper documentation at all, because electronic storage will be common and legally accepted. Technologies such as electronic data interchange (EDI), image processing and electronic funds transfers (EFT) use little, if any, paper. These information technologies greatly change the nature of audits, which have so long relied on paper documents and other physical evidence. However, auditors performing attest services for clients that process transactions on these advanced

systems will not only need to be financially and technically competent about this technology. They will also need to revise their traditional (annual) audit approach by focusing on an organization's eBusiness strategy and associated eBusiness risks and this in a more frequent, in-depth and faster manner.

What is eBusiness?

The Internet or cyberspace is rapidly becoming an important new channel for commerce and business in all industries and areas worldwide. Over the past years, the consumer-oriented electronic business estimates have ranged from $ 1.0 to $ 5.0 billion, which constitutes less than one percent of total sales. However, this amount is growing in such a manner that all expectations indicate dramatically growth in the next five years. eBusiness is a change in the ways of conducting business and has a serious impact on all industries.

eBusiness transforms the complete business landscape. New companies routinely challenge dominant market players. Unprecedented market efficiencies could eliminate the middlemen and create increased productivity by more closely matching supply and demand. Products and services are offered more directly to customers. The customer – once the end of the supply chain – now defines the value of every relationship within the company. By allowing direct links to anyone anywhere anytime, the Internet lets companies build interactive relationships with customers, partners and suppliers and delivers new products and services at a much lower cost than under the current "traditional" methods. The global reach of the Internet drives additional revenue by providing access to new markets and customers. It removes competitive barriers and erodes margins, subjecting unprepared companies to the mercy of constantly increasing competition and customer expectations. A successful eBusiness uses the Internet to redefine customer, supplier and partner relationships. eBusiness mandates rethinking, repositioning and retooling a company's entire value proposition. It is about attracting, retaining and building on long-term customer relationships. It is about revolutionizing supply networks, manufacturing practices and procurement systems to deliver the right products and services to customers in the shortest time possible. It is about automating interactive business processes, capturing, analyzing and sharing business intelligence about customers and operations with employees, suppliers and partners to make better business decisions. Thus we define eBusiness as a new way for companies to improve the exchange of goods, services, information and knowledge through network-enabled technologies.

Much has been and will still be written about eBusiness, which usually is seen as consumer-oriented or business to consumer (B2C). This B2C-model has become especially prevalent in the following areas:

- Personal Finance / Home Banking,
- Entertainment,
- Home Shopping,
- Recruiting,

- Customer Service,
- Information Technology.

While people are most familiar with the B2C-model, the largest segment of the eBusiness market is the inter-organizational model of business to business (B2B). Companies in Europe are just beginning to tap the opportunities that exist in this area, which can make entities more efficient and more profitable. Some of the technologies and areas currently involved in using this model are:

- Purchasing & Procurement,
- Customer Relationship Management (CRM),
- Supply Chain Integration & Management,
- Brokerage / Auctions,
- Product & Service Design / Customization.

Whatever the model is, the eBusiness evolution takes place either in new companies, which start with eBusiness at inception ("dot.com" company) or in existing "traditional" companies, which have to change over to eBusiness (from "bricks and mortar" to "clicks and mortar").

The traditional companies ("bricks and mortar") have worked for years to establish a brand name and physical presence in their respective industries, evidenced by established retail locations and well-maintained distribution channels. Internet start-up companies ("dot.com"-companies) are swiftly bypassing these formerly "high" physical boundaries through Internet. These startups are creating direct links to consumers, partners and suppliers and are eliminating the need for an extensive physical presence. And as Scott MCNEALY (CEO Sun Microsystems) stated "In a start-up company, you basically throw out all assumptions every three weeks."

Where does this leave the "traditional" corporation? For existing "bricks and mortar"-companies, the common method is to slowly work towards eBusiness as a goal, building the foundation over time. Most of them start relatively small and develop a pilot to assess the responses from clients, prospects, partners and suppliers. This provides them with an opportunity to assess the costs and benefits associated with an eBusiness environment. Moreover, funding is not a huge issue, but, with the existing "traditional" business models quickly fading, the "traditional" corporations have to redefine their entire business processes to incorporate eBusiness technologies and to avoid being left behind in this fast moving technological evolution.

While the evolution to eBusiness may take many forms, the ultimate outcome can lead to large pay-offs for the company in terms of revenue *and* efficiency. But while implementation of eBusiness strategies is money- and time-consuming, the value that can be created is potentially limitless. The use of eBusiness can drive the cost of a purchase order down from $ 100 to $ 5 per order. However, the direct links to profitability may come well into the future. Amazon.com is the

ultimate example of looking forward. Many times management needs to consider the eBusiness investment as an investment in the company's future. The company has never shown a profit but is considered one of the biggest eBusiness success stories with shareholders realizing large stock growth by betting on the future potential of the company. While the ultimate returns may be quite large, decision-makers at companies should not make eBusiness decisions without first understanding the risks associated with this environment.

Identifying eBusiness and audit risks

eBusiness is such a new phenomenon and so much about it is uncertain and confusing, that it is difficult for executives at most companies to decide the best way to use the channel or to know the risks involved. Consequently, it is extremely difficult to estimate accurately the returns that an eBusiness investment might provide. Most executives want an assessment of the potential benefits for undertaking large risks similar to the traditional cost/benefit analysis. Accurately estimating the future potential benefits of such a large investment as eBusiness can be overwhelming.

Identifying risks associated with eBusiness becomes increasingly important given the daunting task of accurately estimating future benefits. The risks associated with eBusiness are summarized below. While eBusiness financial statement risks are similar to those traditionally considered, the risks may be impacted by the environment in which eBusiness operates. While the model below shows a diversity and multitude of risks, some of the primary audit risks that are considered as increasingly important in eBusiness include security, privacy, availability and transaction integrity.

The way companies are dealing with each eBusiness risk will be a challenge for auditors.

Figure: The Arthur Andersen eBusiness Risk Model™

ENVIRONMENTAL RISKS			
Competitor	Customer Needs & Expectations	Legal	Regulatory
Industry	Tax	Capital Availability	Political

PROCESS RISKS		
Operations Risk	**Technology Risk**	**Financial Risk**
Channel Effectiveness	Selection	Pricing
Organizational Alignment	Design	Currency
Human Resources	Development	Equity
Process Alignment	Integration	Opportunity Cost
Customer Service	Process & Data Integrity	Cash Flow
Branding	Performance	Collateral
Privacy/Data Protection	External & Internal Security	
Intellectual Property	Availability & Continuity	
Affiliations	Capacity & Scalability	
Compliance	Sourcing	
Project Management	Records Management	
Product/Service Failure		
Transaction Authenticity		
Business Interruption		
Fraud		

INFORMATION FOR DECISION MAKING RISKS		
Financial	**Operational**	**Strategic**
Budget & Planning	Pricing	Business Valuation
Accounting Information	Contract Commitment	Organization
Financial Reporting	Performance Measurement	Competitive Benchmarking
Investment Evaluation	Alignment	Resource Allocation
Regulatory Reporting	Regulatory Reporting	Planning
	Customer Usage and Retention	Customer Satisfaction

© 2000. Arthur Andersen

Business to Consumer (B2C)-transactions have enabled corporations to deliver new services to consumers, as well as bypassing multiple links in the "traditional" supply chain and dealing more directly with the customer. Several risks become evident with such evolutions. For example, interruption of a website for even as little as one hour could cause a company to lose a multitude of customers and significant current and future revenue. Lack of confidence in a web site could be fatal to a corporation. Security of information sent electronically through cyber-space is still a concern. Theft of credit card information and breach of privacy,

for example, are real threats to a corporation's operations and reputation. Another major concern with web sites aimed towards consumers is copyright infringement. If a web site unknowingly violates a copyright, even for a matter of minutes, it is subject to view by millions of people and the chance of legal ramifications is practically ensured. Therefore, while business to consumer (B2C)-usage of Internet technology is vital for successful continuation of businesses, it also greatly increases the risk of those same business practices. Of course, new solutions like COBION help mitigate such risks.

As previously stated, Business to Business (B2B)-transactions make up the vast majority of eBusiness transactions. Electronic links to other members of a corporation's value chain, while proving beneficial and efficient in terms of doing business, carry some very real risks. For instance, if two trading partners are using an Internet link to conduct business transactions, not only are traditional source documents such as invoices and purchase orders not generated, but also a deficiency in one system can affect the other. Internet creates interdependency between partners, making risk stretch outside one organization to now include those companies with whom it does business. Many auditors may want to review the trading partner agreement for dispute resolution terms and acceptance of transactions. If a business partner can initiate transactions without a corporation's acceptance, the corporation's system may be especially vulnerable to deficiencies in its partner's system.

As an alternative to Internet, some companies' transactions take place electronically through an intermediary Value Added Network (VAN). Again, auditors will be concerned about whether these transactions are authorized, not duplicated or modified and received by the appropriate party. The external auditor may feel it necessary to obtain policies and procedures manuals and transaction log files (if they exist) from the VAN service provider to better understand the manipulation of material (financial) statement assertions.

Branding is vital for success on the Internet. It helps people sort out choices when they have a limited range of clues as to product quality and functionality. A familiar name with a positive, established performance record goes a long way toward building trust as long as the organization continues to deliver consistent, top-notch service. If an eBusiness company lacks its own recognizable brand name, it can:

- sell branded products from other manufacturers;
- partner with an established brand;
- offer samples of its services through low-risk trials and creative offers;
- use independent verification by independent well-known public trust organizations such as CPAs, Chartered Accountants, etc.

to show the eBusiness community that it is dealing with legitimate online merchants. Whichever strategy is used, it is important to be consistent and adhere to a higher set of standards so that people can trust the eBusiness environment. If not, negative publicity and image spreads faster than the speed of light on the Internet.

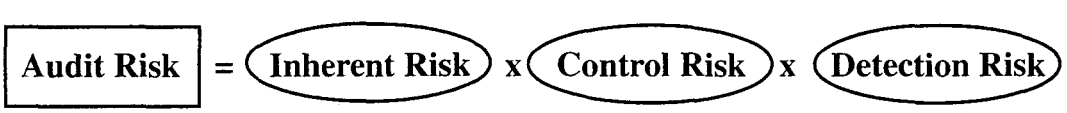
Another concern relating to both business-to-consumer and business-to-business electronic transactions is insurance coverage. Traditional insurance policies are designed to provide traditional coverage. These policies often do not sufficiently cover the risks of the new eBusiness environment. There have been cases where corporations' insurance coverage was insufficient to cover losses due to various computer crimes. For example, most policies do not adequately address the issues of loss of electronic information assets, theft of consumer credit card information, loss of income due to network disruptions, losses of electronically linked trading partners, copyright infringement, and false advertising. New products are already on the market to deal with these issues and can provide comprehensive protection and risk analysis for organizations interested in eBusiness. In addition, several insurance companies start to create specific insurance products designed to cover eBusiness exposures currently not covered with traditional insurance policies. While these new policies take a great step forward in policy coverage, no policy can evolve fast enough to keep up with the ever-increasing eBusiness risks. Since the sufficiency of insurance coverage is among an auditor's concerns when performing an audit engagement, these concerns will only increase along with the increase of Internet technologies.

The impact on traditional audit

Over the past few years the audit profession has noticed a dramatic shift in issues when it concerns eBusiness. These issues include stock compensation and equity accounting issues, business combinations and especially revenue recognition, particularly software revenue recognition. The increasing activity in the eBusiness arena coupled with many questions around Internet accounting matters, the identification of risks, the application of audit rules to eBusiness situations and the diversity in the skills required, are the main triggers to find relevant and appropriate audit solutions for these fast-moving and complex environments.

To correctly assess the changes in financial statement audits, one must first understand the historical methodology used by public accountants. Auditors use a standardized equation to establish the audit risk, the risk that he or she will issue an incorrect opinion.
Audit risk is a function of inherent risk, control risk and detection risk, as illustrated below. Briefly, inherent risk is the risk that the financial statements contain material misstatements. Control risk is the risk that a corporation's internal controls will not detect the material misstatement. Detection risk is the risk that the auditor will not detect the misstatement.

Figure: The Audit Risk Model



Once the auditor sets the inherent and control risk, he or she can determine the appropriate detection risk for his or her chosen level of acceptable audit risk and begin performing substantive tests, such as examination of documents supporting the transactions and account balances represented in financial statements. But, what will auditors do when there are no tangible documents anymore to test?

A major auditor concern is the changing audit trail. In the traditional business world, auditors had stacks of invoices and shipping records to examine. Today, these documents may never exist in paper form, only in electronic form at best. In addition, they may exist only for a short period of time. For an auditor to offer an opinion on the material correctness of a corporation's financial statements, they must begin to rely more heavily on the company's business practices and internal controls to gain comfort in the reported numbers. Auditors also are concerned with whether only authorized transactions are transmitted and received. Further, they will test to ensure that transactions are not duplicated, altered or lost during processing. Since there will be fewer tangible prenumbered documents to examine, auditors will instead examine the system that has taken the place of these paper documents. Therefore, organizations must place a much higher emphasis on introducing and monitoring internal controls to ensure the best operation of their corporations and an unqualified audit opinion. And these type of audits will have to be performed more frequently in order to make sense (monthly or quarterly instead of annually).

The most famous aspect of controls that will be heavily tested in eBusiness is security. In 1998, the Computer Auditing Subcommittee of the AICPA identified the main technologies that auditors should consider when planning an audit. The number one technology was security, with eBusiness as number two and continuous auditing as number three. eBusiness companies must use the most reliable security controls and tools and communicate that they are doing so to their audience in an easy-to-understand language. This includes using the latest encryption technology, digital signatures and certificates, secure server technology and authentication to ensure that all information exchanged is secure. This implies an independent verification to ensure that all security controls adequately protect the organization, its suppliers, partners and customers from the risk of (main) security breaches.

Great security and brand names are not enough to build public trust. eBusiness companies have to maintain a high degree of integrity with every transaction and they require independent testing for compliance against a set of standards. The online community expects to place orders and receive merchandise efficiently and with minimal hassle. Many eBusiness companies lose sales when buyers have to fight to complete a transaction. Nothing alienates people more often than when order entry mistakes cause the loss of entered information, computer freezes or bouncing off the eBusiness site. The lack of full disclosure regarding actual costs is also a big turn-off. People want to know all associated costs before going through detailed registration in order to avoid surprise and significant changes to

the online price. Trustworthy sites will clearly explain all costs and have an infrastructure in place that delivers the correct product to the right buyer at the agreed-upon price and in a timely manner. An order tracking system that allows online review of orders and/or maintain addresses and credit card information is also very helpful in building trust.

To help alleviate some of the security and integrity risks, the accounting profession has attempted to offer some eBusiness assurance. In 1997 the AICPA created the "CPA WebTrust" seal. Under this program, independent accountants or auditors examine three areas related to a website every 90 days: information protection, business practices disclosures and transaction integrity. The WebTrust approach should enhance the feeling of security with online purchasing. In addition, the auditors are able to stay better informed on the organization's eBusiness controls.

In the meantime this CPA WebTrust program was enhanced in view of the new technologic changes.

People want to know how a site will handle confidential information. Without the assurance from independent third parties that confidential information will be protected, some individuals or organizations will never buy online. eBusiness companies must explain how they collect and handle information and post easy-to-read confidentiality statements.

eBusiness companies can build additional trust when they encourage their suppliers, partners and customers to contact and inform each other about the products and services. Some call this "online community creation". The online company can provide links to other independent sites that allow people to provide feedback and ratings about their purchasing experiences. People will trust a company when they know that they control the access to their confidential information. Asking permission to obtain confidential details is a smart approach. Some companies, for example, discuss the benefits provided by cookies on a user's hard drive (a cookie is a small piece of software which ensures that preferred settings appear without a person retyping or reselecting them each time again), then ask the user for permission to place a cookie. The person is fully informed and empowered to make the decision of whether or not to allow the cookie onto his or her hard drive. Many eBusiness companies are asking people to serve on panels that independently audit their confidentiality policies, integrity of their transactions and fulfillment records. Still others are turning to independent, well-respected third parties, which can audit and verify the site's activities.

Finally, the ultimate goal to provide trust and assurance for eBusiness companies is through the execution of the continuous audit process. The continuous audit is one in which the auditor does not necessarily operate in discrete (annual) time intervals as in the traditional audit. Instead, the auditor uses software and/or integrated application controls on the client's application and data systems to keep the auditor updated online / in real-time on any exceptions or "red flags" occurring in the client databases. A continuous audit usually requires that the

auditor is involved on the original design and implementation of the eBusiness system controls. Needless to say that such online / real-time auditing will have an enormous impact on the audit profession and its professionals as such.

The major accounting and audit firms either have or are in the process of re-designing their audit approach to change with the evolution to an eBusiness model. In redesigning the audit, the auditors place a much heavier emphasis on business processes and internal controls. Moreover, all auditors realize that besides financial and technological skills also other competencies like tax, legal, corporate finance, strategy, deep industry knowledge and specific eBusiness technological skills are vital to perform a solid eBusiness audit and issue an opinion.

In conclusion

Effective eBusiness systems take large amounts of time and resources to implement, but the returns can be tremendous. Proper planning requires a careful analysis of the environment in which the system is operating and the security measures that will need to be put into place to ensure reliability and protection of data. To assess the increased risks associated with eBusiness, audits of such eBusiness organizations require a different audit approach than what is traditionally used. Existing companies considering implementing eBusiness should consult with their independent auditor during this process to ensure that the auditor is actively involved in the controls design and the supervision of the eBusiness system so that eBusiness audit risks are minimized and a clean opinion can be issued at any moment.

Auditors have a very important role to play to provide independent trust and assurance in the eBusiness environment, but this will only be the case if they adapt themselves to and act at the same speed as in the eBusiness world. Unless major changes take place in traditional audit firms and their audit approach, they will not be able to keep proper pace with the emergence of performance indicators other than financial ones (speed to market, market share, vendor and customer alliance policies and practices, etc.) in addition to the growing importance of off-balance sheet items and transactions which will become more and more important in determining the financial health and viability of an organization.

Einführung einer externen Qualitätskontrolle für die deutschen Abschlußprüfer

Horst Kaminski,
Wirtschaftsprüfer

Stefan Schmidt,
Wirtschaftsprüfer/Steuerberater

1. Vorbemerkung

Zu den wichtigsten Grundsätzen der Berufsausübung der deutschen Wirtschaftsprüfer zählt seit jeher die Sicherung der Qualität. Die Pflicht zur Einhaltung strenger Qualitätsgrundsätze ergibt sich aus den in § 43 Wirtschaftsprüferordnung (WPO) gesetzlich geregelten allgemeinen Berufspflichten, nach denen der Wirtschaftsprüfer seinen Beruf unabhängig, gewissenhaft, verschwiegen und eigenverantwortlich auszuüben hat. Diese Pflichten werden in der Berufssatzung der Wirtschaftsprüferkammer (WPK) konkretisiert. Darüber hinaus hat das Institut der Wirtschaftsprüfer (IDW) gemeinsam mit der WPK die Stellungnahme *VO 1/1995: Zur Qualitätssicherung in der Wirtschaftsprüferpraxis* herausgegeben. Die *VO 1/1995* umfaßt in Übereinstimmung mit dem International Standard on Auditing ISA 220 "Quality Control for Audit Work" die bei der Praxisorganisation und der Durchführung von Prüfungsaufträgen anzuwendenden Grundsätze zur Qualitätssicherung.

Sowohl die genannten gesetzlichen als auch die berufsständischen Regelungen zielen auf die Einführung angemessener praxisinterner Grundsätze und Maßnahmen zur Qualitätssicherung ab. Eine Überprüfung der Einhaltung dieses praxisinternen Qualitätssicherungssystems durch Praxisfremde findet dabei nicht statt (1).

Das IDW und die WPK beraten seit einiger Zeit die Weiterentwicklung des Systems der Qualitätssicherung im Berufsstand der deutschen Wirtschaftsprüfer. Man hat sich dabei für die Einführung einer externen Qualitätskontrolle, also eine Prüfung der praxisinternen Qualitätssicherung durch einen anderen Wirtschaftsprüfer, entschieden.

2. Die Einführung einer externen Qualitätskontrolle – eine internationale Herausforderung

Entscheidenden Einfluß auf die Diskussionen um die Qualitätssicherung der Abschlußprüfer auf europäischer Ebene und damit auch in Deutschland hat das

(1) Vgl. DÖRNER, "Die externe Qualitätskontrolle für Wirtschaftsprüfer und vereidigte Buchprüfer", *WPK-Mitteilungen* 3/1999, S. 126.

im Jahr 1996 von der EU-Kommission herausgegebene Grünbuch "The Role, Position and Liability of the Statutory Auditor within the European Union", in dem insbesondere die Qualität der Abschlußprüfung untersucht wird. Die Kommission stellt fest, daß die Berufs- und Prüfungsgrundsätze nur dann wirksam sind, wenn deren Einhaltung verpflichtend ist und wirksam durchgesetzt wird. Der Wirtschafts- und Sozialausschuß der EU sowie das Europäische Parlament haben im Februar 1997 bzw. im Januar 1998 zum Grünbuch Stellung genommen und den Berufsstand der Wirtschaftsprüfer aufgerufen, seine Verfahren zur Sicherung der Qualität durch eine wirksame Selbstregulierung zu vereinheitlichen.

Die Fédération des Experts-Comptables Européens (FEE) veröffentlichte im April 1998 eine Studie mit einer Bestandsaufnahme der Verfahren der externen Qualitätskontrolle im Berufsstand der Wirtschaftsprüfer in Europa (2). In dieser Studie wird festgestellt, daß in nahezu allen Mitgliedsstaaten der Europäischen Union Verfahren der externen Qualitätskontrolle eingerichtet sind. Eine Ausnahme stellen Deutschland und Österreich dar, in denen zwar eine Berufsaufsicht über den Berufsstand der Wirtschaftsprüfer besteht, eine Überprüfung der Qualität durch Praxisfremde vor Ort in der Wirtschaftsprüferpraxis jedoch nicht erfolgt (3).

Die EU-Kommission hat schließlich im Mai 1998 einen Ausschuß für Fragen der Abschlußprüfung (Committee on Auditing) gegründet. Dieser Ausschuß soll sich u.a. mit der Überprüfung der Regelungen der Mitgliedstaaten zur Kontrolle der Qualität der Abschlußprüfungen befassen und gegebenenfalls Verbesserungsvorschläge entwickeln. Dieser Ausschuß hat in seinen bisherigen Sitzungen Empfehlungen für die Ausgestaltung von Verfahren der externen Qualitätskontrolle in Europa entwickelt (4).

Die nachfolgende Tabelle gibt einen Überblick über die bisher von der EU-Kommission aufgestellten Mindestanforderungen an Verfahren zur Überwachung der Qualität der Abschlußprüfung (5):

(2) Vgl. Continuous Quality Assurance – Statutory Audit in Europe, Fédération des Experts Comptables Européens, FEE (Hrsg.), Brüssel im April 1998.

(3) Vgl. MARKS/SCHMIDT, "Die Einführung einer externen Qualitätskontrolle im Berufsstand der deutschen Wirtschaftsprüfer", *WPg Heft* 22/1998, S. 975 ff.

(4) Vgl. DÖRNER, S. 127.

(5) Vgl. EU-KOMMISSION, *Quality Assurance for the Statutory Audit: Minimum Requirements,* Dokument C5/KVH/yvD(99).

Nr.	Bereich	Anforderung
1	Verpflichtete Abschlußprüfer	Alle Personen, die gesetzliche Abschlußprüfungen durchführen, sollen einer externen Qualitätskontrolle unterliegen.
2	Methodik	Es kommt entweder ein Peer Review-Verfahren (andere Berufsangehörige führen die externen Qualitätskontrollen durch) oder ein Monitoring-Verfahren (Angestellte einer Berufsorganisation führen die Qualitätskontrollen durch) in Betracht. Bei einem Peer Review-Verfahren sind besondere Maßnahmen zur Sicherung der Unabhängigkeit der Reviewer und bei einem Monitoring-Verfahren besondere Maßnahmen zur Gewährleistung der Qualifikation der Reviewer erforderlich.
3.1	Kontrollsubjekt	Kontrollsubjekt soll der Abschlußprüfer sein, bei dem es sich um eine Person oder um eine Praxis ("audit firm") handeln kann.
3.2	Auswahl von Abschlußprüfern	Die Auswahl von Abschlußprüfern für eine externe Qualitätskontrolle soll risikoorientiert oder mittels eines Zufallsauswahlverfahrens erfolgen. Mischformen sind zulässig.
3.3	Auswahl von Niederlassungen	Bei Abschlußprüfern mit mehreren Niederlassungen soll eine angemessene Anzahl von Niederlassungen in die externe Qualitätskontrolle einbezogen werden.
3.4/ 3.5	Kontrollfrequenz	Die Kontrollfrequenz soll mindestens sechs Jahre betragen. Bei festgestellten Schwächen im Qualitätssicherungssystem soll die Kontrollfrequenz ggf. verkürzt werden.
4.1/	Kontrollgegenstand	Kontrollgegenstand soll das interne Qualitätssicherungssystem sein. Dies umfaßt die Durchführung von Funktionsprüfungen der Einhaltung der Grundsätze und Maßnahmen zur Qualitätssicherung und die Prüfung der Arbeitspapiere zu einzelnen Abschlußprüfungen. Im Zusammenhang mit der Durchsicht von Arbeitspapieren zu einzelnen Abschlußprüfungen soll insbesondere die Qualität der Prüfungsnachweise,

Nr.	Bereich	Anforderung
		die Einhaltung von Prüfungsstandards und Berufsgrundsätzen sowie die Ordnungsmäßigkeit der Berichterstattung (Art und Form des Prüfungsurteils; Einhaltung der Rechnungslegungsgrundsätze, auf die in der Berichterstattung Bezug genommen wird) gewürdigt werden.
5.1/ 5.2	Differenzierung bei der Methodik	Bei Abschlußprüfern mit Mandanten, bei denen ein besonderes öffentliches Interesse vermutet wird (z. B. börsennotierte Mandanten), können erhöhte Anforderungen sinnvoll sein. Als Beispiele werden die Kontrollfrequenz (ggf. externe Qualitätskontrollen in einjährigem Turnus), die öffentliche Überwachung des Verfahrens, die Veröffentlichung der Ergebnisse und der Zugriff auf die Arbeitspapiere der Reviewer genannt.
6.1	Öffentliche Überwachung	Verfahren der externen Qualitätskontrolle sollen durch ein Gremium überwacht werden, daß sich mehrheitlich aus Nicht-Berufsangehörigen zusammensetzt. Dies ist auch für die internationale Akzeptanz der europäischen Verfahren erforderlich.
6.2	Information der Öffentlichkeit	Anonymisierte Ergebnisse sollen zur Erhöhung der Glaubwürdigkeit der Verfahren der externen Qualitätskontrolle veröffentlicht werden.
7	Disziplinarmaßnahmen	Die Verfahren der externen Qualitätskontrolle sollen bei schweren Verstößen gegen Gesetze oder berufsständische Regelungen Disziplinarmaßnahmen bis hin zum Ausschluß aus dem Beruf zur Folge haben können.
8.1	Verschwiegenheitspflicht des Abschlußprüfers	Soweit es zur wirksamen Durchführung externer Qualitätskontrollen erforderlich ist, sollen die betroffenen Abschlußprüfer von ihrer Verschwiegenheitspflicht gegenüber den Mandanten befreit werden.

Nr.	Bereich	Anforderung
8.2	Verschwiegenheitspflicht der Reviewer	Die mit der Durchführung externer Qualitätskontrollen beauftragten Reviewer sollen der Verschwiegenheitspflicht unterliegen.
9	Qualifikation der Reviewer	Die Reviewer sollen als Voraussetzung für die Durchführung externer Qualitätskontrollen über eine berufliche Qualifikation ("professional education") und eine relevante Berufserfahrung verfügen. Darüber hinaus sollen die Reviewer für ihre Aufgabe besonders geschult werden.
10	Unabhängigkeit der Reviewer	Das Verfahren der externen Qualitätskontrolle soll gewährleisten, daß Interessenkonflikte der Reviewer vermieden werden.
11	Mittelbereitstellung	Dem Verfahren der externen Qualitätskontrolle sollen ausreichende Mittel zur Verfügung gestellt werden. Der Umfang dieser Mittel soll zur Erhöhung der Glaubwürdigkeit des Verfahrens veröffentlicht werden.

Abb. 1: Mindestanforderungen der EU-Kommission

In den USA wird die Teilnahme am sogenannten Peer Review-Verfahren des American Institute of Certified Public Accountants (AICPA) von den für die Zulassung und Überwachung zuständigen Behörden der Bundesstaaten (State Boards of Accountancy) und – als Voraussetzung für die Tätigkeit als Abschlußprüfer eines börsennotierten Unternehmens – von der Börsenaufsichtsbehörde (SEC) vorgeschrieben (6). Auch die Nasdaq Stock Exchange hat im Jahr 1997 geänderte Vorschriften *(listing requirements)* herausgegeben, die von allen an der Nasdaq notierten Unternehmen zu beachten sind. Diese neuen *listing requirements* sehen u.a. vor, daß die Jahresabschlüsse von an der Nasdaq notierten Unternehmen nur von einem Abschlußprüfer geprüft werden dürfen, der an einem Peer Review-Verfahren teilnimmt (7).

Die International Federation of Accountants (IFAC) hat sich ebenfalls mit den dargestellten Entwicklungen beschäftigt und beschlossen, ihre Mitgliedsorganisationen und damit auch die deutschen Berufsorganisationen zur Einführung eines Verfahrens der externen Qualitätskontrolle zu verpflichten. Der IFAC-

(6) Vgl. DÖRNER, S. 127.
(7) Vgl. NASDAQ-Bulletin vom 25.8.1997, NASDAQ announces new listing requirements.

Council veröffentlichte hierzu im Juni 1999 das International Professional Practice Statement "Assuring the Quality of Professional Services" (8).

3. Ausgestaltung eines Verfahrens der externen Qualitätskontrolle in Deutschland

Das Bundesministerium für Wirtschaft und Technologie hat mit Datum vom 23. Februar 2000 den Referentenentwurf eines Wirtschaftprüferordnungs-Änderungsgesetzes veröffentlicht, mit dem eine externe Qualitätskontrolle für die deutschen Wirtschaftsprüfer eingeführt werden soll (9). Der Gesetzentwurf orientiert sich im wesentlichen an einem vom IDW im Jahr 1998 entwickelten Modell (10). Sollte der Gesetzentwurf wie vorgesehen vom Bundestag verabschiedet werden, sind künftig Wirtschaftsprüfer, die sich nicht in dreijährigem Turnus einer externen Qualitätskontrolle unterziehen, von der Durchführung gesetzlicher Abschlußprüfungen ausgeschlossen. Diese Vorschrift soll bei Abschlußprüfungen börsennotierter Unternehmen auf alle Geschäftsjahre anzuwenden sein, die nach dem 31. Dezember 2002 beginnen. Bei den übrigen gesetzlichen Abschlußprüfungen wären Wirtschaftsprüfer ohne externe Qualitätskontrolle ab dem nach dem 31. Dezember 2005 beginnenden Geschäftsjahr als Abschlußprüfer ausgeschlossen.

Gemäß der WPO ist es Aufgabe der WPK als Selbstverwaltungsorgan des Berufsstandes, die beruflichen Belange der Wirtschaftsprüfer zu wahren und die Erfüllung der beruflichen Pflichten zu überwachen. Daher ist im Gesetzentwurf vorgesehen, daß die WPK das Verfahren der externen Qualitätskontrolle organisiert.

Zu diesem Zweck soll bei der WPK eine Kommission für Qualitätskontrolle eingerichtet werden. Die Kommission für Qualitätskontrolle erteilt den Wirtschaftsprüfern nach abgeschlossener Durchführung einer externen Qualitätskontrolle eine Teilnahmebescheinigung. Eine solche Teilnahmebescheinigung soll formelle Voraussetzung für die Annahme von Abschlußprüfungsaufträgen sein. Werden bei der Kommission für Qualitätskontrolle Mängel im Qualitätssicherungssystem von Wirtschaftsprüferpraxen (Wirtschaftsprüfer in eigener Praxis und Wirtschaftsprüfungsgesellschaften), die sich am Verfahren der externen Qualitätskontrolle beteiligen, bekannt, kann die Kommission Auflagen zur Beseitigung der Mängel erteilen (z.B. Anordnung von Maßnahmen zur Mitarbeiterfortbildung).

---

(8) Vgl. SCHMIDT, *Externe Qualitätskontrollen zur Sicherung der Qualität der Abschlußprüfung,* Düsseldorf, 2000, Abschnitt C.3.

(9) Vgl. Referentenentwurf eines Gesetzes zur Änderung von Vorschriften über die Tätigkeit der Wirtschaftsprüfer (Wirtschaftsprüferordnungs-Änderungsgesetz – WPOÄG)

(10) Vgl. MARKS/SCHMIDT, S. 975 ff.

Wird im Rahmen einer externen Qualitätskontrolle festgestellt, daß das interne Qualitätssicherungssystem einer Wirtschaftsprüferpraxis den gesetzlichen und berufsständischen Anforderungen nicht entspricht, erteilt die Kommission für Qualitätskontrolle keine Teilnahmebescheinigung bzw. hat eine bereits erteilte Bescheinigung zu widerrufen.

Eine weitere Aufgabe der Kommission soll die Registrierung von Prüfern für Qualitätskontrolle sein. Jeder Wirtschaftsprüfer, der eine überwiegende Berufserfahrung in der Abschlußprüfung von mindestens drei Jahren und Kenntnisse in der Qualitätssicherung nachweist, kann sich als Prüfer für Qualitätskontrolle registrieren lassen. Aus dem Kreis der registrierten Prüfer können Wirtschaftsprüferpraxen, die sich einer externen Qualitätskontrolle unterziehen wollen, einen Prüfer auswählen. Dieser Prüfer muß aber von der Wirtschaftsprüferpraxis unabhängig sein. Es gelten hierfür die allgemeinen Unabhängigkeitsregeln der WPO und der Berufssatzung der WPK. Die Einhaltung der Unabhängigkeitsregeln ist von der WPK zu überwachen.

Der Prüfer für Qualitätskontrolle hat im Rahmen der Durchführung externer Qualitätskontrollen zu beurteilen, ob das interne Qualitätssicherungssystem der Wirtschaftsprüferpraxis mit hinreichender Sicherheit die ordnungsgemäße Durchführung betriebswirtschaftlicher Prüfungen, bei denen das Berufssiegel verwendet wird, ermöglicht. Dies bedeutet, daß die externe Qualitätskontrolle im wesentlichen auf die Fähigkeit von Wirtschaftsprüferpraxen zur ordnungsgemäßen Abwicklung von Abschlußprüfungen und Erstellung von Jahresabschlüssen ausgerichtet ist.

Das Ergebnis der externen Qualitätskontrolle ist vom Prüfer für Qualitätskontrolle in einem schriftlichen Qualitätskontrollbericht zusammenzufassen. In diesem Bericht sind Gegenstand sowie Art und Umfang der Prüfung zu beschreiben. Der Bericht soll ein Prüfungsurteil über die Ordnungsmäßigkeit des internen Qualitätssicherungssystems enthalten. Bei einer Einschränkung des Prüfungsurteils im Falle von Mängeln im internen Qualitätssicherungssystem der Wirtschaftsprüferpraxis sind darüber hinaus Empfehlungen zur Beseitigung der Mängel im Bericht zu geben. Soweit keine wesentlichen Mängel im Qualitäts-sicherungssystem festgestellt werden, soll der Prüfer für Qualitätskontrolle in seinem Prüfungsurteil erklären, daß das in der Wirtschaftsprüferpraxis bestehende Qualitätssicherungssystem im Einklang mit den gesetzlichen und berufsständischen Anforderungen steht und mit hinreichender Sicherheit eine ordnungsgemäße Abwicklung von Prüfungsaufträgen, bei denen das Berufssiegel verwendet wird, gewährleistet. Der Qualitätskontrollbericht ist an die Wirtschaftsprüferpraxis und auch an die WPK zu leiten. Für den Fall, daß der Prüfer für Qualitätskontrolle sein Prüfungsurteil eingeschränkt hat, soll die geprüfte Praxis eine schriftliche Stellungnahme hierzu gegenüber der Kommission für Qualitätskontrolle abgeben. Der Prüfer für Qualitätskontrolle und alle mit dem System der externen Qualitätskontrolle beschäftigten Personen unterliegen der Verschwiegenheitspflicht. Die Pflicht zur Verschwiegenheit, der die zu prüfende Wirtschaftsprüferpraxis

gegenüber ihren Mandanten unterliegt, wird für Zwecke der externen Qualitätskontrolle eingeschränkt.

Die Teilnahme an der externen Qualitätskontrolle ist obligatorisch für alle Wirtschaftsprüfer, die gesetzliche Abschlußprüfungen durchführen. Es besteht jedoch für alle anderen Wirtschaftsprüfer die Möglichkeit der freiwilligen Teilnahme am Verfahren der externen Qualitätskontrolle.

Um eine breite Anerkennung dieses Qualitätssicherungssystems auch in der Öffentlichkeit zu erlangen, soll bei der WPK ein unabhängiges, mit qualifizierten, integeren und von der Öffentlichkeit anerkannten Persönlichkeiten besetztes Gremium – der Qualitätskontrollbeirat – eingerichtet werden. Dieser Qualitätskontrollbeirat soll das Verfahren der externen Qualitätskontrolle überwachen, Vorschläge zur Verbesserung des Verfahrens unterbreiten und einen jährlichen Bericht über seine Arbeit veröffentlichen. Die Funktion und die Aufgaben des Qualitätskontrollbeirats werden in Anlehnung an jene des Public Oversight Board im Peer Review-Verfahren des AICPA gestaltet. Damit soll zugleich auch international und von Seiten des Kapitalmarktes eine hohe Akzeptanz der deutschen Abschlußprüfer erreicht werden (11).

4. Nutzen aus der externen Qualitätskontrolle

Das in Deutschland vorgesehene Verfahren der externen Qualitätskontrolle ist von der Ausrichtung her ein präventives Verfahren. Hauptziel ist die Sicherung der Fähigkeit einer Wirtschaftsprüferpraxis, in der Zukunft ordnungsgemäße Abschlußprüfungen durchzuführen. Dazu ist eine ständige Verbesserung der praxisinternen Grundsätze und Maßnahmen zur Qualitätssicherung erforderlich, um eine hohe Qualität der angebotenen Dienstleistungen in einem sich ständig ändernden Umfeld zu gewährleisten. Hierzu tragen auch die vom Prüfer für Qualitätskontrolle im Fall festgestellter Qualitätsmängel zu entwickelnden Verbesserungsvorschläge bei.

Für die einzelnen Berufsangehörigen ist es von besonderer Bedeutung, daß sowohl die Vorbereitung auf eine externe Qualitätskontrolle als auch deren Durchführung in vielen Wirtschaftsprüferpraxen die Transparenz der organisatorischen Strukturen erhöhen wird. Dies ist eine wesentliche Grundlage für die Weiterentwicklung des internen Qualitätssicherungssystems.

(11) Vgl. HAMMERS-STRIZEK, "Peer Review – Zur Einführung einer externen Überwachung der Qualität in der deutschen Wirtschaftsprüferpraxis", *WPg Heft* 22-24/1999, S. 911 ff.

Les évolutions récentes de certaines missions particulières visées par le droit des sociétés (*)

André Kilesse,
Associé de B.D.O. Réviseurs d'Entreprises,
Professeur invité à H.E.C. Liège,
Maître de conférences U.Lg.

PLAN

CHAPITRE Ier	Généralités	n° 2 à 4
CHAPITRE II	Les apports et quasi-apports	n° 5 à 27
CHAPITRE III	Les fusions - scissions	n° 28 à 47
CHAPITRE IV	Les dissolutions	n° 48 à 71
CHAPITRE V	Les transformations de forme juridique	n° 72 à 97
CHAPITRE VI	Conclusions	n° 98

Avant-propos

1. Au cours des dernières années, de nombreuses dispositions législatives ont modifié le contenu de certaines missions particulières visées par le droit des sociétés.

Nous nous attacherons plus particulièrement à certaines d'entre elles:

- les apports et quasi-apports (loi du 5 décembre 1984);
- les fusions-scissions (loi du 29 juin 1993);
- les dissolutions (loi du 13 avril 1995);
- les transformations (loi du 7 mai 1999 - nouveau Code des Sociétés).

Nous tenterons de mettre en lumière les éléments nouveaux repris dans les normes et notes techniques publiées ces dernières années. A l'exception des apports et quasi-apports, les missions visées ci-avant sont communes aux réviseurs d'entreprises et aux experts-comptables et les documents techniques ont été élaborés par une commission mixte IRE-IEC.

*
* *

Chapitre I. Généralités

2. - Les différentes publications de l'IRE. - Il paraît en préambule utile de rappeler la portée des différents documents publiés par l'IRE.

(*) Texte clôturé en août 2000.

Une norme s'impose aux réviseurs. Il a l'obligation déontologique de s'y conformer (1) même si d'un point de vue juridique, leur non-respect ne donne pas automatiquement lieu à des sanctions (2).

Une recommandation ne s'impose pas obligatoirement aux confrères. Un réviseur peut, selon les circonstances (1), ne pas la prendre en compte. Il lui appartiendra, au besoin, de s'en justifier.

Une note technique a pour but de fournir un premier commentaire sur un sujet récent. Après quelques années d'expérience, une note technique peut conduire à une norme ou à une recommandation.

Conformément à l'article 101 de la loi du 21 février 1985 renvoyant à l'article 18 bis de la loi du 22 juillet 1953, l'avis du Conseil Supérieur des Professions Economiques doit être sollicité avant la publication d'une norme. L'IRE a également pris l'habitude de solliciter l'avis du Conseil Supérieur pour les recommandations, estimant qu'il s'agit là d'une décision de portée générale visée par l'article 101 de la loi du 21 février 1985 (texte repris dans l'article 54 de la loi du 22 avril 1999).

3. - Quant à la forme. - Les normes sont, depuis quelques années, toutes structurées en quatre chapitres:

1) Introduction (champ d'application, objet de la mission, aspects déontologiques);
2) Les travaux de contrôle;
3) Le rapport;
4) Les conclusions.

L'ancienne présentation reprenant des chapitres A et B fut jugée peu pratique et a été abandonnée.

Une distinction est toujours opérée entre le rapport et les conclusions car ces deux éléments ont le plus souvent un régime de publicité différent.

Certains aspects déontologiques sont rappelés en introduction alors qu'auparavant, ces points n'étaient pas abordés, laissant le soin au confrère de se référer aux principes généraux de déontologie. On soulignera, par exemple, qu'à présent, une lettre de mission est une obligation et les normes en prévoient un contenu minimum (§ 1.2.1 pour les apports et quasi-apports; § 1.3.2 pour les fusions-scissions; § 1.5.1 pour les dissolutions; § 1.5.1 pour les transformations).

---

(1) A.R. 10 janvier 1994 relatif à la déontologie, art. 2, *Vademecum IRE*, 1999, 159.
(2) B. TILLEMAN, «Le droit disciplinaire de l'IEC: un aperçu de la jurisprudence», *L'expert-comptable belge* n° 3 – 1998, 18-55, plus spéc. n° 144, 43.

4. - Quant au fond. - On constate sur le fond aussi des évolutions importantes.

Les différentes normes insistent à plusieurs reprises sur le principe de l'importance relative (cf. n° 65 infra). On sait à quel point ce principe est important pour apprécier la responsabilité du professionnel (3).

Le contact préalable avec le notaire instrumentant est systématisé (cf. n° 16 infra).

Le professionnel est invité à reprendre un maximum d'éléments dans ses documents de travail. Cela lui permettra, le cas échéant, de démontrer que les diligences normales de contrôle ont été rencontrées et de se donner ainsi les moyens d'éviter une sanction pénale en cas de poursuite (4). La nécessité de compléter des documents de travail est, en outre, clairement prévue par l'article 17 de l'A.R. du 10/01/94 relatif aux obligations des réviseurs.

Les normes définissent, lorsque cela s'avère utile, certaines notions telles le pair comptable (normes sur les apports, § 2.5.3, al. 5), l'actif net (projet de normes sur les transformations, § 1.3.2), l'économie d'entreprise (normes sur les apports, § 2.4.3, al. 1) ou encore la valeur économique (normes sur les apports, § 2.5.3, al. 7).

Il est rappelé par ailleurs que les situations comptables sont établies sous la responsabilité de l'organe de gestion (cf. n° 25 infra).

Le réviseur est davantage invité à identifier les chiffres conduisant à ses conclusions (normes sur les apports et quasi-apports, § 4.1.1; normes sur les fusions § 3.5.2, b) et à joindre l'état comptable à son rapport (normes sur les dissolutions, § 3.6; projet de normes sur les transformations, § 3.3). Ces dispositions visent à éviter toute discussion sur le caractère définitif ou non d'une information ou d'un document.

*
* *

(3) Voy. p. ex. IRE, *Rapport annuel*, 1997, 27-29.

(4) Normes générales de révision, § 1.1.2, *Vademecum IRE*, 1999, 305; sur la notion de "diligences normales" en droit pénal, voy. p. ex. D. STERCKX, "La loi du 17 juillet 1975 ...", *Rev. not. b.* 1976, 110-138, plus spéc. n° 26 ; P. TROISFONTAINES, "Les dispositions pénales de la loi du 17 juillet 1975 ... », in *Droit Comptable*, La Charte, Bruxelles, 1985, 76-111, plus spéc. 100 ; A. BENOIT-MOURY et N. THIRION, "La responsabilité pénale du réviseur...", note sous Liège 25 janvier 1996, *Rev. prat. soc.* 1997, n° 34-41, 212-214.

Chapitre II. Les apports et quasi-apports

§ 0. Historique

5. - La notion de quasi-apport. - La loi du 5 décembre 1984 a introduit dans notre droit des sociétés (article 445 C. Soc.) la notion du quasi-apport (5). Ce terme n'est actuellement pas repris tel quel dans le droit des sociétés mais ce sera chose faite dans quelques mois lors de l'entrée en vigueur du nouveau Code des Sociétés (6).

Le législateur souhaitait soumettre au contrôle révisoral une opération qui bien souvent s'apparente à un apport en nature ou qui, parfois, visait simplement à éviter ledit contrôle (7).

6. - Des normes communes. - Comme c'est souvent le cas, il fallut attendre quelques années pour commencer la rédaction d'une norme à la lumière des problèmes auxquels les praticiens étaient confrontés.

Dans un premier temps, le Conseil avait envisagé de rédiger une norme spécifique sur le contrôle des quasi-apports. Un avant-projet fut publié dans le Bulletin d'Information de l'IRE n° 8/91. La réaction des confrères allait, très majoritairement, dans le sens d'une rédaction d'une norme commune aux apports et quasi-apports.

Il fallut donc revoir en profondeur la norme relative aux apports en nature. Elle datait de 1978 et n'avait été que très légèrement modifiée en 1984 (8).

7. - L'entrée en vigueur. - Le Conseil Supérieur a rendu son avis le 2/2/95 (9). Les nouvelles normes (10) entrèrent en application le 1er janvier 1996. Les principales modifications ou prises de position sont résumées ci-après.

§ 1. Introduction (principes) (11)

8. - Les transferts à rémunération mixte. - En cas de transfert de biens rémunéré à la fois en droits sociaux (apport) et en un titre de créance (quasi-apport), un seul

(5) M. VAN DER HAEGEN et Cl. VERBRAEKEN, "Commentaires de la loi du 5 décembre 1984", *J.T.* 1985, 548, plus spéc. n° 24-27, 551; IRE, *Rapport annuel*, 1984, 38-40.
(6) Voy. le sous-titre de la section III relative aux articles 445-447 C. Soc.
(7) Rapp. VERHAEGEN, *Doc. parl.* Ch., 210 (1981-1982), n° 9, 23.
(8) IRE, *Rapport annuel,* 1984, 54-56.
(9) CSR, *Rapport annuel,* 93-94, 77-81.
(10) *Vademecum IRE*, 1999, 358-370.
(11) Sur les apports en nature, voy. le fascicule du CBNCR, 4/1998, "Contrôle des apports en nature", 141 p. et le fascicule néerlandais (BCNAR), 3/1998, "Controle van de inbreng in natura", 198 p.

rapport suffit et il y a lieu d'appliquer la procédure relative aux apports en nature (§ 1.1.3 des normes) (12).

9. - Le rapport de régularisation. – Lorsqu'une opération d'apport en nature ou de quasi-apport a été réalisée sans respecter toutes les formes légales, il peut arriver qu'un réviseur d'entreprises soit contacté pour rédiger a posteriori un rapport. Ce rapport est souvent appelé «rapport de régularisation» (13). Un réviseur d'entreprises peut accepter de rédiger, tant en matière d'apports que de quasi-apport, ledit rapport mais dans des conditions strictement limitées (§ 1.1.4).

10. - La lettre de mission. - La lettre de mission doit rappeler les responsabilités de chacun, les délais, le contact ou non avec un autre confrère, les modalités de calcul des honoraires (§ 1.2.1). L'exemple de lettre de mission reprise dans le rapport annuel 1992 (14) peut toujours servir de base, sous deux réserves. La première est que le principe de validité du rapport pendant un laps de temps de trois mois a été abandonné (cf. n° 22 infra). La seconde est qu'il faut s'inquiéter de toute autre mission révisorale (cf. n° 12 infra) menée par un confrère et pas seulement une mission d'apport en nature.

11. - Possibilité de décliner la mission. - Bien que le commissaire-réviseur soit chargé de plein droit d'effectuer la mission, il peut, lorsqu'il existe un juste motif, décliner la mission (§ 1.3).

Ce serait, par exemple, le cas dans l'hypothèse d'un problème d'indépendance vis-à-vis de l'apporteur.

Des problèmes plus généraux d'indépendance sont également soulevés par la SEC aux Etats-Unis (15).

§ 2. Travaux de contrôle

12. - Le contact avec le confrère. - Le réviseur doit s'informer d'éventuelles missions révisorales réalisées par un confrère au cours des douze derniers mois (§ 2.1.1). Dans la version précédente (1978), il était question de six mois. L'A.R. du 10/1/94 relatif aux obligations des réviseurs paru depuis cette précédente version prévoit douze mois (art. 24) et vise les prestations liées à des missions révisorales. Cette notion de «missions révisorales» est définie à l'article 1er 4° du même arrêté royal.

(12) Voy. aussi *Vademecum IRE*, 1999, 679-680.
(13) Sur le rapport de régularisation, voy. IRE, *Rapport annuel,* 1985, 58; 1990, 74; 1993, 93 ou *Vademecum IRE,* 1999, 684.
(14) IRE, *Rapport annuel*, 1992, annexe 10, 267.
(15) IRE, *Rapport annuel*, 1999, 40-41.

13. - La durée des travaux de contrôle. - Le réviseur doit contrôler les conditions de l'opération jusqu'à la date de signature de son rapport (§ 2.2.5). On remarquera que ce n'est pas jusqu'à la date du dépôt du rapport.

14. - Le rôle de conseiller. - Le confrère doit s'inquiéter des intérêts des parties et des tiers (§ 2.2.6). Cela va au-delà du texte de la loi mais cette préoccupation s'inscrit dans un contexte d'intérêt général dont le réviseur doit être le garant. Le législateur a également insisté sur le rôle de conseiller – et pas seulement de contrôleur – que doit jouer le réviseur (16).

15. - Diligences particulières. - Les normes insistent sur la nécessité de s'inquiéter du régime matrimonial de l'apporteur ou du cédant (§ 2.3.1 – deuxième tiret et § 3.1.1 b) et d'obtenir du créancier gagiste (généralement un banquier) un accord écrit d'aliéner le bien (§ 2.3.1 – quatrième tiret)

16. - Le notaire. - Il est recommandé de prendre contact avec le notaire (§ 2.3.2). Comme précisé supra (n° 4), ce principe se retrouve dans toutes les nouvelles normes (§ 2.3.2 pour les apports; § 2.1.3 pour les fusions; § 2.1.4 pour les transformations et par analogie pour les dissolutions). Un échange de vues ou de projets de rapport est souvent utile au bon déroulement de l'opération.

17. - L'objet de la mission. - L'objectif de la mission n'est pas d'attester des états financiers (cf. infra n° 36 et 40).

Il s'agit de contrôler des évaluations d'une part des biens apportés et d'autre part, des titres émis en contrepartie. Ces évaluations doivent reposer sur des valeurs économiques (et non, sauf exception, sur des valeurs comptables), à savoir, une valeur résultant d'un contrat entre parties non liées dans des conditions normales de marché (§ 2.4.1 et 2.4.3). Le terme «valeur économique» a été préféré à «valeur de marché» car il n'existe pas nécessairement un marché pour tout type de bien ou pour une action de toute société. Le terme «valeur économique» est défini au § 2.5.3, al. 7.

Les normes (§ 3.1) ne font jamais état du type de contrôle à opérer. Le confrère est libre d'apprécier la manière dont il contrôle les valeurs économiques. L'opinion à se forger sur le caractère fidèle du patrimoine apporté (anciennes normes, chap. A, § 3.1.5) et le contrôle du bilan de la société bénéficiaire des apports (anciennes normes, chap. A, § 6.2) ne figurent plus dans les nouvelles normes. Ces dernières prévoient (§ 2.5.3, al. 1) un contrôle de l'actif net conformément aux normes générales de révision, ce qui laisse la possibilité de déterminer l'ampleur de la révision (normes générales, § 1.4).

(16) Rapport VERHAEGEN, *Doc. parl.* Ch., 210 (1981-1982), n° 9, 14; L. HUYBRECHTS, "De inbreng in natura en de bedrijfsrevisor: controleur en adviseur", *R.W.* 1988-89, 668-669.

§ 3. Le rapport

18. - La responsabilité des organes de gestion. - Les nouvelles normes insistent sur la nécessité d'obtenir au préalable le projet de rapport écrit des fondateurs ou de l'organe de gestion (§ 3.1.2). Cela s'inscrit (cf. n° 25 infra) dans le contexte du rappel des responsabilités qui pèsent sur l'organe de gestion.

19. - Le système de contrôle interne. - L'analyse de l'organisation administrative, qui est souvent un élément essentiel d'une mission de révision (normes générales, § 2.4), a été complètement reformulée en tenant compte du fait que la mission ici visée ne consiste pas à attester des états financiers (cf. n° 17 supra). Le texte ancien (chap. B, § 1.1) a été significativement adapté.

Les nouvelles normes distinguent tout d'abord le cas de l'apporteur (§ 3.1.3) du cas de la société bénéficiaire de l'apport (§ 3.1.4).

Au niveau de l'apporteur (§ 3.1.3), on soulignera que l'analyse de l'organisation administrative ne doit être envisagée que dans le cas où «l'opération porte sur un ensemble». On vise ici l'universalité de biens ou la branche d'activités. Cela exclut tous les apports de biens isolés. Cela paraît logique mais la précision était utile. L'analyse de l'organisation administrative est limitée «en tant qu'outil permettant d'appréhender l'existence ainsi que le caractère complet et fidèle de l'apport ou du quasi-apport» (17).

Au niveau de la société bénéficiaire de l'apport ou du quasi-apport (§ 3.1.4), il convient de relever que l'analyse de l'organisation administrative n'est pas prévue en cas de quasi-apport. La rémunération consiste en effet en une créance et il n'est pas nécessaire d'analyser l'organisation administrative pour se forger une opinion sur la valeur de cette créance.

20. - Les dispositions pénales visées par la loi comptable. - La question de l'application de l'article 171 § 2 C. Soc. (sanctions pénales) à une mission d'apport ou de quasi-apport est délicate. On remarquera tout d'abord que selon le texte des normes, les infractions comptables visées par l'article 171, § 2 C. Soc. ne doivent être mentionnées que si elles sont relevées au niveau de la société bénéficiaire de l'apport. La phrase reprise au § 3.1.4 ne l'est pas au niveau de § 3.1.3.

A notre avis, les normes vont au-delà du prescrit légal en renvoyant ici aux dispositions pénales de l'article 171 § 2 C. Soc. Cet article 171 vise, en effet, des missions d'attestation de comptes, ce qui n'est pas le cas en l'espèce (18) (cf. aussi n° 43 infra).

---

(17) Sur l'analyse de la comptabilité de l'apporteur, voy. *Vademecum IRE*, 1999, 674-675.

(18) Dans le même sens, voy. L. DUPONT, "Quelques aspects de la responsabilité pénale du réviseur", in *Sources de responsabilité du réviseur, Etudes IRE*, Droit, 2/96, 69-104, plus spéc. n° 61, 100 et la note 94 qui critique une position adoptée par L. HUYBRECHTS, .../...

21. - La description des apports. - La description des apports (§ 2.3) et des quasi-apports (§ 3.3) est traitée de manière différente puisque la loi prévoit que le réviseur doit d'un côté porter opinion sur la description des apports (art. 444 C. Soc.) et d'un autre côté, mentionner la description (art. 447 C. Soc.). Cette différence s'explique par le fait qu'un apport fait toujours l'objet d'un acte notarié et que la description de l'apport sera reprise dans l'acte authentique (19).

Les normes insistent sur la nécessité de ne pas dévoiler aux tiers une information excessive non utile à la mission visée et pouvant parfois causer préjudice à l'entreprise (20).

22. - La date du rapport. - Le rapport sera daté du jour où les principaux travaux de contrôle ont été achevés (§ 3.7).

Le Conseil Supérieur est d'avis que le rapport ne peut être daté que du jour où tous les travaux de contrôle ont été achevés (21).

Cette nuance est importante puisque le réviseur doit contrôler les conditions de l'opération jusqu'à la date de signature de son rapport (§ 2.2.5) (cf. n° 13 supra). Le terme «principaux travaux» a été maintenu car le notaire, en cas d'apport du moins, doit s'assurer de ce que le rapport ne soit pas trop ancien (22).

Dans un ancien exemple de lettre de mission (23), il était précisé que le rapport de réviseur devait nécessairement être utilisé dans les trois mois de sa rédaction. Ce principe a été abandonné, laissant le soin au notaire d'apprécier.

Dans d'autres normes, l'expression «les travaux de contrôle» (sans citer «principaux» ou «tous») a été retenue.

§ 4. Conclusions

23. - La publicité. - Il convient tout d'abord de souligner que les conclusions en cas de quasi-apport ne font pas l'objet d'une publication aux annexes du Moni-

---

.../...

"Controle op de inbreng in natura. Bedenkingen vanuit een strafrechtelijke hoek", *BCNAR*, 1988/3, 183-184; voy. aussi J.Ph. BONTE, "Quelques infractions pénales..." in *Le réviseur et le droit pénal, CBNCR*, 1-1991, 51-52; P. KILESTE et M. CALUWAERTS, "La responsabilité du réviseur d'entreprises", in *La révision des comptes annuels, AEDBF Belgium*, Yearbook 1995, Mys en Breesch, Gand, n° 102, 214.

(19) Voy. par exemple, G. VERLINDEN, "Réflexions relatives aux apports en nature et au rôle du notaire en cette matière", *Notarius*, 90/9, n° 36, 8.

(20) Sur le débat relatif à la description détaillée ou non des apports, voy. *Vademecum IRE*, 1999, 673.

(21) CSR, *Rapport annuel*, 1993-94, § 3.7., 81.

(22) *Vademecum IRE*, 1999, 676.

(23) IRE, *Rapport annuel*, 1992, annexe 10, 267.

teur alors que celles relatives à un apport le font (art. 453, 6° C. Soc.). Dans les deux cas, le rapport est déposé au greffe (art. 444 et 447 renvoyant à l'art. 75 C. Soc.).

24. - L'identification des données essentielles. - Le réviseur doit mentionner dans ses conclusions le nombre d'actions émises (§ 4.1.1).

Jusqu'alors (1.1.96), de nombreux réviseurs reprenaient le texte standard des conclusions, à savoir: «la rémunération attribuée en contrepartie est légitime et équitable» (anciennes normes, chap. B, § 5). Cette conclusion n'identifiait pas la rémunération si bien qu'il était arrivé que des actes notariés avaient été passés sur base d'une rémunération modifiée au dernier moment mais sans qu'un nouvel avis – et un nouveau rapport – du réviseur ait été sollicité.

25. - La responsabilité des organes de gestion. - Les conclusions doivent mentionner que les évaluations ont été arrêtées par les parties (§ 4.1.2, c). Ce rappel de la responsabilité des organes d'administration se retrouve aussi dans d'autres normes (dissolution §§ 1.5.1 et 3.1.1; transformation §§ 1.5.1 et 3.1.1; normes générales § 3.2).

Cette mention est expressément prévue par les normes internationales et plus particulièrement l'ISA (International Standards on Auditing) n° 700 (24).

Rappeler que les évaluations ont été arrêtées par les parties est particulièrement important car il faut reconnaître que le texte de la loi (art. 444 Code Soc.) n'est pas très clair quant au rôle joué par les fondateurs ou l'organe de gestion («exposer l'intérêt que présentent ...») d'une part et par le réviseur («faire rapport sur les modes d'évaluation») d'autre part.

Il ne fait cependant pas de doute que l'évaluation des apports est du seul ressort des fondateurs ou des administrateurs. Il ne pourrait en être autrement. La doctrine est unanime sur le sujet (25).

26. - L'absence de surévaluation des apports. - Lorsque le réviseur constate une surévaluation des apports, il ne pourra envisager que le refus d'attestation (§ 4.2.2). En effet, en cas de déclaration approbative avec réserves, il lui faudra au moins mentionner qu'il n'y a pas de surévaluation manifeste des apports (§ 4.2.1, al. 2).

En cas de sous-évaluation des apports, le réviseur ne devra pas nécessairement rédiger des conclusions avec réserves. Il n'est question de sous-évaluation des

(24) IRE, *Rapport annuel*, 1997, 79, § 1.1., point b.

(25) Voy. p. ex. P. HAINAUT-HAMENDE et G. RAUCQ, «Les sociétés anonymes», Tome I, *Rép. not.* 1994, n° 112, 148; H. OLIVIER et K. DEBOECK, «Vademecum de l'administrateur de SA», Créadif, Bruxelles, 5ème éd., 1996, n° 127, 77.

apports que dans le corps du rapport (§ 3.5.2). Le réviseur devra apprécier si la sous-évaluation nécessite ou non une mention dans les conclusions (26).

27. - L'absence de rapports - Lorsque le réviseur ne dispose pas de suffisamment d'informations pour se forger son opinion, il a la possibilité de s'abstenir mais en recommandant de retarder l'opération (§ 4.2.3 pour les apports et 5.2.1 pour les quasi-apports).

Il serait dans ce cas préférable de refuser d'émettre son rapport (voir le § 3.3.4 des normes sur les fusions qui précisent qu'un rapport d'abstention n'est pas approprié). Une possibilité d'abstention a néanmoins été prévue car dans le cas où un confrère est commissaire de la société, il doit émettre un rapport.

En cas de rapport d'abstention, on peut craindre que la décision de l'assemblée ne soit entachée de nullité sur base de l'ancien art. 190bis § 1er 5° LCSC (art. 64 1° C. Soc. avec une référence plus explicite pour les quasi-apports, art. 447 al. 4 C. Soc.) qui prévoit la présence obligatoire des rapports. En d'autres termes, un rapport d'abstention est-il un rapport? La plupart des auteurs (27) plaident pour une interprétation restrictive, à savoir que seule une absence totale de rapport pourrait donner lieu à une nullité de droit.

*
* *

Chapitre III. Les fusions – scissions

§ 0. Historique

28. - Une nouvelle législation. - La loi du 29 juin 1993, légèrement modifiée par la loi du 13 avril 1995, a introduit une réglementation nouvelle des opérations de fusions et scissions de sociétés, en application des troisième et sixième directives de la CEE.

Un premier commentaire fut rapidement communiqué dans le Bulletin d'Information de l'IRE n° 7/93.

Un avant-projet de normes fut publié, pour consultation des membres dans le Bulletin d'Information 5/94 et le projet fut adressé au Conseil Supérieur du Révisorat début 1995.

(26) IRE, *Rapport annuel*, 1993, 81-82.
(27) H. LAGA, "Les rapports obligatoires du réviseur. Sanctions en l'absence de rapports ou en cas de rapport incomplet", in *Sources de responsabilité du réviseur, Etudes IRE*, Droit, 2-1996, 31-37, plus spéc. point d, 35.

Le Conseil Supérieur a rendu son avis le 8/9/95 (28) et les normes (29) furent approuvées définitivement par le Conseil le 6 octobre 1995 pour entrer en vigueur le 1/1/96.

§ 1. Introduction

29. - Champ d'application - scission avec procédure d'unanimité. - Il est prévu (§ 1.1.2) qu'il n'y a pas d'intervention d'un professionnel dans le cadre d'une scission avec procédure d'unanimité (art. 734 C. Soc.)

Il est important de noter que les normes évoquent l'intervention d'un professionnel «en application de la présente norme». N'est pas tranchée la question de savoir s'il faut un rapport de réviseur d'entreprises sur les apports en nature – il s'agit là d'autres normes – en cas de scission avec procédure d'unanimité.

Il s'agit là d'un problème juridique controversé à propos duquel il est intéressant de relever que les auteurs francophones sont d'avis que le rapport du réviseur est obligatoire, les auteurs néerlandophones ne l'étant généralement pas (30).

Il convient de souligner que l'IRE a confirmé qu'à son avis, la procédure d'apport en nature demeurait d'application en cas de scission simplifiée avec procédure d'unanimité (31).

30. - Champ d'application - sociétés de formes ou d'objets différents. - Il est pris position (§ 1.1.3) à propos du cas des fusions ou scissions concernant des sociétés de formes juridiques différentes.

Bien que la question soit controversée (32), il est précisé que l'établissement d'une situation intermédiaire ainsi que la mission de contrôle prévue par l'article 777 C. Soc. ne s'appliquent pas.

---

(28) CSR, *Rapport annuel*, 94-95, 37-39.

(29) *Vademecum IRE*, 1999, 376-389; pour un commentaire de ces normes, voy. notre étude, *CFP*, février 1995, 39-50.

(30) La doctrine majoritaire précise que le rapport révisoral est nécessaire. En ce sens, voy. Th. TILQUIN, *Traité des fusions et scissions*, Kluwer, Bruxelles, 1993, n° 261, 193; P. NICAISE, "La procédure et le rôle des conseils d'administration", in *Le nouveau droit des fusions et des scissions de sociétés*, Conférence UCL, Louvain-La-Neuve, 22.10.93, syllabus, 47; H.P. LEMAITRE, "La réforme du droit des fusions et des scissions", *DAOR*, n° 29, décembre 1993, n° 69, 45.
En sens contraire voy. VAN BAEL, *Notarius*, 29/09/1993, 106; B. VAN BRUYSTEGEM, "Aspects de droit des sociétés de la fusion et de la scission", *L'expert comptable belge*, IEC, n° 2-1993, 29.

(31) "Premiers commentaires de la loi sur les fusions-scissions", *Bull. Info. IRE*, n° 7-93, décembre 1993, n° 6.3. al. 2, 10.

(32) Voy. p. ex. IRE, *Rapport annuel*, 1993, 78 et les réf. citées.

Il est également pris position (§ 1.1.4) pour préciser qu'en cas de fusion entre sociétés ayant un objet social différent, il n'est pas nécessaire d'établir la situation intermédiaire ni de prévoir la mission de contrôle prévue par l'article 559 C. Soc.

La question semble ici moins controversée sur le plan juridique (33). On notera que l'article 701 alinéa 1 C. Soc. ne renvoie pas à l'article 559 C. Soc.

31. - Champ d'application - le cas des apports d'universalité ou de branches d'activités. - Le § 1.1 précise que les normes s'appliquent aux opérations visées aux sections XIIIbis (fusions) et VIII ter (scissions) des LCSC. Les opérations visées à la section VIIIquater (apports d'universalité ou de branches d'activités) (art. 759 à 770 C. Soc.) sont donc exclues.

L'art. 761, § 2 C. Soc. prévoit dans le chef de la société apporteuse l'établissement d'un rapport de l'organe d'administration mais ne prévoit aucune obligation d'un rapport de contrôle (34).

L'apport de branche d'activités peut être soumis soit au régime traditionnel de l'apport en nature, soit à un régime similaire à celui qui s'applique aux opérations de fusion de sociétés (art. 759 C. Soc.). Dans le chef de la société bénéficiaire de l'apport, un réviseur d'entreprises devra faire rapport sur l'opération (35).

Les normes à appliquer sont en principe celles relatives aux apports en nature, à l'exception de l'un ou l'autre paragraphe lorsque le conseil d'administration opte pour le principe de continuité (36).

32. - L'objet de la mission. - Les normes insistent sur le fait que le professionnel s'adresse aux actionnaires de la société qui l'a mandaté (§ 1.2.2). Le caractère pertinent et raisonnable du rapport d'échange s'apprécie par rapport à ces actionnaires.

On peut donc écrire qu'en cas de fusion, le professionnel peut avoir un rôle partial. Sa mission n'est pas de veiller aux intérêts des tiers (comme c'est le cas dans la plupart des missions confiées à un réviseur d'entreprises) ni même aux intérêts des actionnaires de la société qui ne l'a pas mandaté. Le professionnel devra bien

(33) Voy. p. ex. IRE, *Rapport annuel*, 1993, 29.

(34) Th. TILQUIN, «Le transfert d'une universalité ou d'une branche d'activité», *J.T.* 1996, 493-509, plus spéc. 506.

(35) G.-A. DAL et P. DE WOLF, «La société et sa restructuration», in *Droit des sociétés: les lois des 7 et 13 avril 1995,* Centre Jean RENAULD, UCL, Bruylant, Bruxelles, 1995, 287-298, plus spéc. n° 17, 297; P. HAINAUT-HAMENDE, «Opérations sur le capital ...», *Rép. not.* Tome XII, livre III, les SA, deuxième partie, mars 1995, n° 792, 620; G. RAUCQ, «Les transferts d'universalité ...», in *Pratique Notariale et réforme du droit des sociétés,* Collection Patrimoine, Académia Bruylant, Bruxelles, 1996, n° 45, 255.

(36) Pour plus de détails, voy. IRE, *Rapport annuel*, 1996, 139-140, 1995, 101-102; *Vademecum*, 1999, 691-692.

entendu toujours conserver une attitude intègre et raisonner en «bon père de famille» (cf. § 1.3.3).

Ici, apparaît une différence importante entre l'opération de fusion et de scission puisqu'en cas de fusion, il paraît peu probable que les intérêts des tiers puissent être lésés (c'est la raison pour laquelle le législateur n'a plus prévu la procédure de contrôle d'apport en nature) tandis qu'en cas de scission, vu l'éclatement du patrimoine, les intérêts des tiers pourraient être lésés et il est donc logique que le législateur ait maintenu la procédure de contrôle des apports en nature.

33. - Les aspects déontologiques. - Les aspects déontologiques (§ 1.3.1 à 1.3.6) ont été développés de manière plus détaillée que dans les normes précédentes relatives à d'autres matières.

En effet, deux particularités importantes sont à souligner, à savoir d'une part, que deux ou plusieurs professionnels différents peuvent intervenir dans une même opération et d'autre part, que les professionnels peuvent être inscrits à des Instituts différents.

34. - La lettre de mission - rappel de la nécessité de retenir plusieurs méthodes d'évaluation. - Il est recommandé au professionnel d'insister dans la lettre de mission sur le fait que le conseil d'administration doit retenir plusieurs méthodes d'évaluation (1.3.2, al. 2, quatrième tiret). La loi est très claire sur cette nécessité de retenir plusieurs méthodes d'évaluation puisqu'elle parle même de l'importance relative donnée à chacune des méthodes d'évaluation par le conseil d'administration.

Le professionnel doit s'assurer (§ 2.4.1) de ce que plusieurs méthodes d'évaluation ont été prises en considération. Mais il a été prévu au paragraphe 3.2.5, al. 3 de la norme qu'un professionnel n'est pas tenu d'émettre des réserves lorsque le conseil d'administration n'a retenu qu'une méthode d'évaluation (au départ de plusieurs) (cf. à ce propos le § 2.4.6, al. 2) et que le professionnel est d'avis que les autres méthodes n'auraient pas conduit à des évaluations pertinentes et raisonnables.

On notera également que le paragraphe 2.4.6, al. 2 précise que les parties peuvent légitimement décider, parmi plusieurs méthodes d'évaluation envisagées, de n'en retenir qu'une seule.

Le pluriel utilisé par le législateur belge a été critiqué par certains auteurs (37) car la troisième directive européenne autorisait le singulier.

(37) Voy. M. DE WOLF, «Les aspects comptables et révisoraux du nouveau droit des fusions et scissions de sociétés», in *Le nouveau droit des fusions et des scissions de sociétés*, Centre Jean RENAULD, UCL, Bruylant, Bruxelles, 1994, n° 8, 293; Th. TILQUIN, Traité des fusions et scissions, *o.c.*, n° 216, 166-167.

§ 2. Travaux de contrôle

35. - Travaux préliminaires - contacts avec le conseil d'entreprise. - Le conseil d'entreprise doit être informé (§ 2.1.4) au préalable de l'opération de fusion et de scission. Il s'agit d'une information «occasionnelle» à communiquer au conseil d'entreprise (38).

Il appartient bien entendu au commissaire-réviseur de s'en assurer.

Etant donné que toute société commerciale dotée d'un conseil d'entreprise doit désigner un commissaire-réviseur, ce dernier sera toujours de plein droit appelé à rédiger le rapport sur l'opération de fusion ou de scission.

36. - L'objet de la mission - principes. - Au niveau du programme de travail (§ 2.2), il convient de souligner que la mission confiée au professionnel (expert-comptable ou réviseur d'entreprises) dans le cadre d'une opération de fusion ou de scission n'est pas nécessairement une mission de contrôle et/ou de certification d'états financiers.

Le professionnel devra quitter ses habitudes, ses réflexes naturels. La mission relève davantage de l'évaluation d'entreprises (cf. infra n° 40), de l'approche économique (cf. § 2.5) d'un rapport d'échange. Ce dernier pourra par exemple être tout à fait pertinent et raisonnable (donc sans réserve de la part du professionnel) alors que les états financiers qui le sous-entendent ne seraient pas «certifiables».

Le texte des normes prévoit le terme «programme de travail approprié» (§ 2.2). C'est à dessein qu'il n'est pas question de programme de contrôle ou d'audit limité. Il appartient au professionnel de juger de l'ampleur et de la nature de ses travaux et il devra l'indiquer dans son rapport (§ 3.1.2, al. 1). Lorsque le texte mentionne le terme «contrôle» (§ 2.2.2, premier tiret et § 2.4), ce terme est limité à la justification des méthodes d'évaluation.

37. - L'évaluation économique des sociétés concernées. - Le professionnel doit examiner si les méthodes d'évaluation sont acceptables en principe (§ 2.4.2, al. 2) et en pratique – caractère approprié aux entreprises concernées – (§ 2.4.2, al. 3).

Une méthode d'évaluation ne sera acceptable en principe que si elle est admise par la doctrine scientifique ou professionnelle. Elle sera également acceptable en pratique si elle apparaît appropriée au cas d'espèce visé. Si l'on se trouve par

(38) Art. 25 de l'AR 27/11/73 sur les informations économiques et financières à transmettre au Conseil d'entreprise; en ce sens voy. p. ex. IRE, *Rapport annuel*, 1999, 219; Th. TILQUIN, *Traité des fusions et scissions, o.c.*, n° 725, 511-12; CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE, «Informations économiques et financières à transmettre au Conseil d'entreprise», Bruxelles, mars 1999, 127 p., plus spéc. p. 30.

exemple face à une fusion de deux sociétés immobilières, il paraît difficilement acceptable a priori que l'une soit évaluée en fonction de sa valeur patrimoniale et l'autre en fonction de sa valeur de rendement.

Le quatrième alinéa du paragraphe 2.4.2 recommande au professionnel de se référer à des critères diversifiés, ce qui signifie qu'il est souvent intéressant, pour quelque type de société que ce soit, d'appliquer des méthodes tantôt basées sur la valeur patrimoniale tantôt basées sur la valeur de rendement. C'est, bien entendu, au niveau du choix des coefficients de pondération – l'examen de l'importance relative; cf. § 2.4.6, al. 1 – de chacune des méthodes qu'interviendra le jugement des organes d'administration pour conduire au rapport d'échange le plus pertinent et raisonnable.

Le paragraphe 2.4.4 aborde le cas d'une évaluation basée sur des données historiques et le paragraphe 2.4.5 une évaluation basée sur des prévisions.

Le recours à des données historiques est nécessaire tant pour l'approche de la valeur patrimoniale que de la valeur de rendement. Les données prévisionnelles ne sont utiles en principe que pour l'approche en valeur de rendement. Mais cela ne veut pas dire qu'une approche en valeur de rendement exclusivement basée sur des données futures soit pertinente. Cela dépendra du cas d'espèce et d'une manière générale, il sera souvent utile de comparer les données prévisionnelles aux données historiques. Les données historiques devront toujours – même pour le calcul de la valeur de rendement – être privilégiées car elle constituent une référence plus solide – plus prudente! – que des projections futures qui sont par définition hypothétiques.

38. - Le recours aux données historiques. - Lors d'une évaluation basée sur des données historiques (§ 2.4.4), il est évident que le professionnel doit accorder une importance au contrôle de la fiabilité des états financiers. Cela ne signifie pas que sa mission consiste en un contrôle et une certification de comptes annuels. Sa mission demeure de porter une opinion sur le caractère pertinent et raisonnable d'un rapport d'échange et on peut très bien imaginer qu'il remette à ce propos un rapport sans réserve alors que si sa mission avait consisté en la certification d'états financiers, il en aurait formulé. En effet, ce qui pourrait avoir un caractère significatif dans le cadre d'une mission n'en a pas forcément dans le cadre d'une autre. Bien entendu, si les états financiers lui semblent comporter des anomalies notoires, le professionnel devra apprécier s'il en fait mention dans son rapport (cf. dans le même sens n° 70 infra).

Le paragraphe a de l'alinéa 2 insiste sur le fait que les plus-values latentes qui seraient dégagées dans chacune des sociétés doivent l'être de manière homogène.

Le paragraphe b pourrait s'intituler «application du principe de consolidation». On ne peut en effet comparer ou consolider deux sociétés que dans le cas où leurs règles d'évaluation sont identiques. Il faut donc des règles d'évaluation compa-

rables même si les administrateurs évaluent les sociétés à l'aide de méthodes différentes (cf. p. ex. § 2.4.6, al. 3). C'est logique.

39. - Le recours à des données prévisionnelles. - Le paragraphe 2.4.5 aborde l'évaluation d'une société basée sur des prévisions.

Les professionnels ne sont jamais très à l'aise face à des prévisions.

Dans le cadre d'une opération de fusion ou de scission, le professionnel risque d'être confronté à des évaluations basées sur des prévisions. Dans ce cas, il devra s'assurer de ce qu'elles ne sont pas manifestement déraisonnables ou contradictoires avec d'autres informations généralement tenues pour vraies. On pourrait dénommer cela une «analyse de bon sens» ou une «analyse en bon père de famille».

On notera que le règlement de déontologie autorise les réviseurs d'entreprises à se prononcer – cela ne veut pas dire «certifier» – sur la méthode qui a permis d'établir ces prévisions (39).

L'alinéa 2 précise que des méthodes prévisionnelles sont acceptables dans la mesure où elles sont appliquées par une société qui dispose «d'informations» analytiques ou budgétaires suffisamment précises. Cela ne signifie pas nécessairement que la société doit disposer d'une comptabilité analytique complète. Ces prévisions doivent reposer sur des informations appuyées par une solide expérience antérieure.

L'alinéa 3 insiste sur le fait que des prévisions calculées au départ de résultats antérieurs ne peuvent être pertinentes que si ces résultats ont été corrigés des anomalies éventuelles. Cela revient donc à dire que le professionnel doit analyser les comptes de résultats des derniers exercices (analyse de vraisemblance et de cohérence).

40. - L'analyse du rapport d'échange. - Comme ce fut déjà souligné ci-avant (cf. n° 36 supra), la mission du professionnel est d'apprécier un rapport d'échange au départ de l'évaluation économique des sociétés concernées (§ 2.5). Cette approche de la mission est similaire à celle relative aux apports et quasi-apports (cf. n° 17 supra).

L'expression «évaluation économique» (40) a été retenue (§ 2.5.2) (par analogie, voy. § 2.5.3, al. 7 des normes sur les apports) par opposition à l'expression «valeur bilantaire». Cette dernière correspond aux fonds propres d'une société sur base de ses derniers comptes annuels. Or, étant donné que le droit comptable est basé

(39) A. R. du 10 janvier 1994, art. 20, *Vademecum IRE,* 1999, 161.

(40) A propos de la notion de "valeur économique", voy. notre étude "Le réviseur face aux problèmes d'évaluation", in *Liber Amicorum IRE*, 1993, 291-309, plus spéc. n° 2.1., 296.

sur le principe de la valorisation au coût d'acquisition, ce n'est que dans des cas exceptionnels que la valeur bilantaire d'une société représentera une valeur acceptable pouvant conduire à un rapport d'échange en cas de fusion ou de scission. La valeur économique est une notion similaire à la valeur vénale et, dans des circonstances normales de marché, cela devrait normalement être une pondération entre une méthode basée sur la valeur patrimoniale et une méthode basée sur la valeur de rendement.

§ 3. Le rapport

41. - L'approche du terme «déclaration». - L'article 695 C. Soc. (cf. aussi l'art. 708 pour la fusion par constitution d'une société nouvelle) précise que dans chaque société, un rapport écrit sur le projet de fusion doit être établi par un professionnel. A l'alinéa 3 de ce paragraphe 2, la loi précise que la «déclaration» doit au moins contenir divers éléments. L'expression «déclaration» doit-elle être considérée comme synonyme de conclusions? Les normes partent de l'hypothèse que l'expression «déclaration» vise l'ensemble du rapport et non pas seulement les conclusions.

L'article 700, al. 2 C. Soc. stipule que l'acte notarié doit reprendre les conclusions du rapport du professionnel mais n'apporte pas de précision sur le contenu desdites conclusions.

Le contenu des conclusions, tel que proposé par les normes, est repris au paragraphe 3.5.2 de la norme.

42. - Le système de contrôle interne. - L'appréciation de la qualité de l'organisation administrative et comptable de sociétés concernées par l'opération (§ 3.1.3) est particulièrement délicate lorsque le professionnel n'est pas commissaire-réviseur de la société. En effet, sans procéder à des contrôles pléniers, il est extrêmement difficile d'appréhender, dans le cadre d'une mission ponctuelle, la qualité d'une organisation administrative d'une société. Par contre, à l'inverse, le professionnel peut difficilement se forger une opinion sur la qualité des documents financiers sans appréhender ne fut-ce que dans les grandes lignes, l'organisation administrative. Le professionnel devra donc tenter d'approcher un juste équilibre.

43. - Les dispositions pénales visées par la loi comptable. - L'alinéa 2 du § 3.1.3 est particulièrement important puisqu'il est question d'infraction significative à la loi comptable. On vise donc ici les sanctions pénales prévues par l'article 171, § 2 C. Soc. (anciennement l'art. 17 de la loi comptable). Le texte appelle deux remarques importantes.

Tout d'abord, il est question d'infractions à la loi comptable. On en revient ici au fait que le respect des dispositions du droit des sociétés incombe au premier chef au notaire. Ensuite, il est question d'infractions ayant un effet sur l'opération; les

infractions à la loi comptable telles que par exemple l'absence de dépôt de comptes annuels, la non-tenue du livre légal, l'établissement d'un schéma abrégé ou d'un schéma complet sont des infractions sans effet sur l'opération de fusion ou de scission et ne doivent donc pas nécessairement entraîner un rapport avec réserve.

On remarquera qu'il n'est pas du tout certain que l'article 171, § 2 C. Soc. trouve ici à s'appliquer (cf. n° 20 supra). Son champ d'application est, en effet, l'attestation ou l'approbation de comptes (41). Or, la mission ne consiste pas ici à attester des comptes.

Toutefois, étant donné que la comptabilité des sociétés visées sera souvent à la base de l'opinion sur les évaluations économiques, les Conseils de l'IRE et de l'IEC ont estimé utile d'émettre une exigence dépassant le prescrit strict de la loi.

44. - Appréciation des méthodes d'évaluation. - Le paragraphe 3.2.4, alinéa 2, invite le professionnel à indiquer dans son rapport la valeur de l'entreprise qui résulte de l'application de chacune des méthodes d'évaluation utilisées. Il est important de préciser que nous nous situons ici dans le corps du rapport et non pas au sein des conclusions qui ont un caractère public.

En effet, la valeur de l'entreprise n'apparaît que dans le corps du rapport du conseil d'administration (document non publié). Le projet de fusion, qui est un document public, ne fait pas état de cette information.

45. - L'identification des données essentielles. - Le professionnel doit reprendre dans son rapport (§ 3.3.1) non seulement la valeur attribuée aux actions mais également le nombre d'actions à émettre par la société absorbante ou par les sociétés nouvellement constituées en cas de scission. Cette nécessité de clairement identifier les principales données d'une opération à déjà été soulignée (cf. n° 24 supra).

46. - L'article 713 C. Soc. - Le professionnel peut émettre un rapport avec réserves mais il ne peut émettre un rapport d'abstention (§ 3.3.4). Le fait que l'ancien art. 190bis, § 1er, 5° LCSC (transposé aux articles 64 et 713 C. Soc.) introduit par la loi du 29 juin 1993 prévoit une extension significative du régime des nullités des décisions d'assemblées générales pour défaut de rapport, n'est pas étranger à cette mention explicite au sein des normes (cf. n° 27 supra).

47. - La publicité. - Il est rappelé (§ 3.5.1) que la conclusion est un document public à l'inverse du corps du rapport qui ne l'est pas (art. 700 et 702 C. Soc.).

(41) Sur la notion "d'approbation" ou "d'attestation" et la notion de "comptes", voy. p. ex. P. TROISFONTAINES, *o.c.*, plus spéc. p. 99.; sur les concepts «d'attestation» et de «certification» voy. le rapport VERHAEGHEN, *Doc.parl.* Ch., 552 (1982-1983), N5, 14-18.

Parmi les éléments que le professionnel estimera devoir inclure dans ses conclusions, nous pensons notamment au nombre d'actions émises (cf. par analogie le § 4.1.1 des normes sur les apports) par la société absorbante ou les sociétés issues de la scission (cf. n° 45 supra).

*
* *

Chapitre IV. Les dissolutions

§ 0. Remarques préliminaires

48. - L'utilisation abusive et totalement inappropriée des termes «complet, correct et fidèle». - La loi du 13 avril 1995 a introduit dans notre droit des sociétés un nouvel article 181 C. Soc. entré en vigueur le 1er juillet 1996 (42).

Notre législateur a souhaité, d'une part que soient davantage responsabilisés les administrateurs qui proposaient parfois une mise en liquidation au lieu d'une faillite et d'autre part, que les assemblées générales appelées à voter la dissolution soient dorénavant mieux informées. Cette information repose sur un triptyque classique:

- un état comptable récent;
- un rapport de l'organe de gestion;
- un rapport de contrôle.

Est par contre tout à fait neuf le fait que la disposition légale soit très précise en matière comptable puisque l'état comptable devra, sauf dérogation motivée, respecter les principes de la loi du 17 juillet 1975 applicables aux entreprises en rupture de going concern, autrement dit, les dispositions visées à l'article 40 de l'A.R. du 8 octobre 1976.

Pour les professionnels, réviseurs d'entreprises et experts-comptables, cette mission nouvelle s'avère particulièrement délicate car l'attestation d'un état comptable en valeur liquidative suscite de nombreuses difficultés (43).

On regrettera avec force que le législateur ait à nouveau utilisé les termes «complètement, fidèlement et correctement». Il n'est pas raisonnable d'exiger d'un professionnel une attestation «aussi lourde» à l'occasion d'une mission ponc-

(42) Voy. p. ex. H. OLIVIER, "L'information des actionnaires et des tiers après la loi du 13 avril 1995", *DAOR* 1995, n° 37, 51-56.

(43) Voy. p. ex. "Le rôle du commissaire-réviseur vis-à-vis de la continuité d'exploitation", IRE, *Réflexions et opinions*, n° 6/96, 40 p.; "Recommandation relative au rôle préventif des réviseurs et des experts-comptables en matière d'entreprises en difficultés", CSR, *Rapport Annuel*, 1996, 31-45 ; Recommandation IRE sur les entreprises en difficultés, 3 décembre 1999, disponible sur le site web de l'IRE, *www.accountancy. be.*

tuelle. Le législateur semble pourtant avoir récemment (44) compris la différence entre une mission permanente de commissaire-réviseur débouchant sur une attestation «complète» des comptes annuels et une mission ponctuelle puisque le nouvel article 777 du Code des Sociétés a supprimé l'attestation du caractère complet, fidèle et correct de l'état comptable lié à une transformation de forme juridique. Nous y reviendrons (cf. n° 75 infra). Mais on comprend mal que le texte de l'article 181 C. Soc. n'ait pas, lui aussi, fait l'objet d'une modification pour le rendre plus réaliste (45). On le comprend d'autant moins que l'attestation d'une image fidèle de comptes établis en valeur de réalisation est tout à fait hors de propos. Une valeur de réalisation repose sur des espoirs futurs et elle est donc forcément approximative même si elle est établie avec prudence et bonne foi. Attester dans ce contexte une image fidèle est plus que délicat.

49. - L'entrée en vigueur. - Le projet de normes fut soumis aux membres au travers du Bulletin d'Information n° 7/96 (46).

Le Conseil Supérieur a rendu son avis le 1/7/97 (47).

Le Conseil de l'IRE adopta les normes le 7 novembre 1997 et elles sont entrées en application le 1er janvier 1998 (48).

50. - Contrôle plénier ou examen limité. - Les normes prennent position sur quelques questions de principe.

La première est de savoir si le professionnel peut développer un examen limité ou au contraire s'il s'agit d'un contrôle plénier.

Ces deux notions sont définies dans les normes générales de révision de l'IRE (49) et l'examen limité fait l'objet d'une recommandation particulière (50). Les normes et la recommandation sont bien entendu basées sur les normes internationales qui prévoient qu'une (limited) review ne peut mener qu'à une attestation négative (51). C'est ainsi que le paragraphe 1.4 des normes générales de révision précise que si le professionnel doit attester l'image fidèle, il doit nécessairement développer un contrôle plénier.

(44) Voy. *Doc. Parl.* Ch., 1838/1, 1998-1999, 166.
(45) En ce sens, IRE, *Rapport annuel*, 1997, 87.
(46) Pour un commentaire, voy. notre étude, *RBCI* (revue trimestrielle publiée par l'OECCB), 1996-4, 17-27.
(47) CSR, *Rapport annuel,* 1997, 21-23.
(48) *Vademecum IRE*, 1999, 390-402.
(49) Normes générales de révision, § 1.4, *Vademecum I.R.E.,* 1999, 308.
(50) Recommandation sur l'examen limité (1993), *Vademecum I.R.E.,* 1999, 482-490.
(51) Norme ISA 120, n° 8, *IFAC Handbook*, 1998, p. 50 et norme ISA 910, n° 23, *IFAC Handbook*, 1998, p. 291. Une version en français du manuel IFAC a été publiée par la CNCC (Paris).

Conformément aux normes internationales et à l'avis du Conseil Supérieur (52), la recommandation sur l'audit limité prévoit que celui-ci est possible dans le cadre d'un mandat de commissaire-réviseur et des missions bien spécifiées telles la modification de l'objet social, la distribution d'acomptes sur dividendes, le rapport sur l'état semestriel (sociétés cotées) etc. (53).

Etant donné que l'art 181 Code Soc. prévoit une attestation positive sur la notion d'image fidèle, le professionnel ne peut se «contenter» d'un audit limité. Il doit s'agir d'un contrôle plénier. Les normes le mentionnent clairement au paragraphe 2.1.1.

Pour rappel, le contrôle plénier est une procédure consistant en un ensemble cohérent de contrôles successifs et reliés entre eux (54). Cet ensemble de contrôles doit en principe reposer sur un système administratif adéquat et sur un inventaire des valeurs actives et passives, des droits et engagements ainsi que sur des demandes de confirmation externes (cf. § 1.5.4 infra). Par contre, un examen limité consiste davantage en un examen analytique de l'état comptable et en une collecte des informations nécessaires pour s'assurer que les données fournies ne présentent pas d'incohérences significatives (55).

51. - L'établissement de deux états comptables. - Les normes sont articulées autour du fait qu'il y aura deux états comptables, l'un en continuité, l'autre en discontinuité (cf. p. ex. § 1.2.2, 2.1.1, 2.1.3, 2.4 et 2.5). Il faut remarquer que cela n'est pas prévu par la loi. L'art. 181 C. Soc. impose seulement un état comptable en valeur liquidative (art. 40 A.R. 8 oct. 76).

Il semble toutefois utile (56) de dresser un état comptable en going concern afin que les actionnaires appelés à prendre une décision soient correctement informés et puissent apprécier l'impact de la rupture d'activités en comparant les deux bilans.

En outre, au niveau de la méthodologie de travail, il est plus simple de partir de l'état en going concern et d'analyser les écritures d'ajustement pour aboutir à l'état en valeur liquidative.

52. - Les comptes du dernier exercice partiel. - Les normes (§ 1.2.3) prévoient que le commissaire-réviseur devra contrôler les comptes du dernier exercice partiel.

(52) CSR, *Rapport annuel,* 1992-93, 41-45.
(53) Recommandation IRE sur l'examen limité, *Vademecum IRE*, 1999, § 2, 483.
(54) Normes générales de révision, *o.c.*, § 1.4.1.
(55) Recommandation IRE sur l'examen limité, *Vademecum IRE*, 1999, § 7, 484.
(56) Cette position est confirmée par le Conseil Supérieur, *Rapport annuel,* 1997, p. 22, point 1.2.2.

Certains confrères estiment qu'une fois la liquidation prononcée, le commissaire n'a plus d'obligations.

Cette question a été discutée dans le passé (57) mais elle a trouvé une solution définitive à notre avis, depuis la réforme du droit des sociétés sur les fusions en 1993. En effet, l'art. 704 C. Soc. prévoit expressément que le commissaire de l'ancienne société absorbée vérifie les comptes de l'exercice partiel, soumet son rapport à l'assemblée générale et sollicite sa décharge. De même, les administrateurs (anciens) ont l'obligation d'établir ces comptes. Mutatis mutandis, cela doit s'appliquer logiquement en cas de liquidation (58) et cela est d'ailleurs confirmé par les travaux parlementaires (59). Un argument supplémentaire peut être trouvé dans l'article 194 C. Soc. qui maintient désormais en fonction le commissaire en cas de dissolution.

On notera encore que si les comptes du dernier exercice partiel doivent être établis par les administrateurs, le liquidateur pourra très bien dresser séparément son inventaire d'entrée en liquidation. Ce serait évidemment assez lourd et en pratique il est recommandé que les administrateurs et le liquidateur dressent de manière contradictoire cet état comptable de clôture et d'entrée (60). A notre avis, les modalités prévues à l'art. 181 C. Soc. ne modifient en rien ces principes car l'état comptable qui aura été certifié par un professionnel datera la plupart du temps de six à huit semaines (parfois dix ou douze) avant la date d'entrée en liquidation. Or, le bilan d'entrée en liquidation (l'inventaire à dresser par le liquidateur) sera, sauf cas exceptionnels de sociétés dormantes, nécessairement différent puisque plusieurs semaines d'activité se seront écoulées. Les comptes du dernier exercice partiel seront donc des comptes différents de l'état comptable visé à l'art. 181 C. Soc., ce qui devra conduire le liquidateur à s'inquiéter du bilan d'entrée en liquidation (61).

Il convient enfin de souligner que l'état comptable visé à l'art. 181 C. Soc. n'est pas soumis à l'assemblée générale pour approbation. Il ne fait dès lors pas de doute que les administrateurs et le commissaire ne pourront obtenir la décharge que sur base des comptes du dernier exercice partiel qui, quant à eux, seront soumis à une approbation par une assemblée générale (62).

53. - Champ d'application - l'interaction ou non entre les articles 633 et 181 C. Soc. - Chacun connaît les termes de l'article 633 C. Soc. qui dans le cadre d'une procédure d'alerte, oblige l'organe de gestion à convoquer une assemblée

(57) Avis du Conseil, 1984, *Vademecum IRE*, 1999, 629-632.
(58) H. OLIVIER, *o.c., DAOR* 55, n° 4.2.3.
(59) *Doc. Sénat.*, 1086 - 2 (1993-1994), 405-406.
(60) En ce sens H. DU FAUX, « La liquidation de sociétés commerciales «, *Rép. not.*, 1994, n° 59, 86-87; E. DE BIE et J. DE LEENHEER, La liquidation des sociétés après la loi du 13 avril 1995, *IEC- Ced. Samsom*, 1996., n° 2.2.3., 105, note 7.
(61) Contra, mais à tort selon nous, E. DE BIE et J. DE LEENHEER, *l.c.*, n° 2.2.2., 105.
(62) *Doc. Sénat*, 1086-2, (1993-1994), 405.

générale en vue de délibérer sur la dissolution éventuelle (63) de la société et éventuellement sur d'autres mesures annoncées dans l'ordre du jour.

Il ne fait dès lors pas de doute que la possibilité de dissolution devra toujours être indiquée dans l'ordre du jour (64). Cela signifie-t-il qu'une société dont l'actif net est inférieur à la moitié de son capital social devra toujours respecter les dispositions de l'article 181 C. Soc. alors même que l'organe de gestion mentionnerait dans la convocation – parallèlement à une éventuelle dissolution – un plan de restructuration visant à poursuivre les activités?

L'article 633 C. Soc. précise que l'organe de gestion doit convoquer l'assemblée dans les deux mois de la connaissance du fait que l'actif net est largement entamé. Cela revient à dire dans les deux mois de la prise de connaissance de la situation comptable qui elle-même sera arrêtée à une date remontant tantôt à un mois, tantôt à deux, voire davantage. Lorsque l'assemblée se réunira, la date à laquelle l'état comptable aura été arrêté remontera souvent à plus de trois mois. L'article 633 C. Soc. ne prévoit pas de communication d'état comptable à l'assemblée générale.

Quant à l'article 181 C. Soc., il prévoit l'établissement et la communication d'une situation active et passive ne remontant pas à plus de trois mois. Cette situation doit être dressée dans une optique de discontinuité (art. 40 A.R. 8 octobre 1976) sauf dérogation motivée (art. 181 § 1er al. 2 C. Soc.) (65).

A la première lecture des articles 633 et 181 C. Soc., on pourrait en déduire que dès l'instant où la procédure d'alerte est déclenchée, les formalités prévues à l'article 181 C. Soc. (état comptable en discontinuité ne remontant pas à plus de trois mois, contrôle de cet état, etc.) devront trouver à s'appliquer. Le Conseil de l'IRE n'a pas été de cet avis. Si l'organe de gestion propose – parallèlement à l'éventualité de dissolution – un plan de restructuration en vue de poursuivre les activités, le Conseil est d'avis qu'il ne faut pas d'état comptable contrôlé (66) et le texte du paragraphe 1.1.2, al. 2 des normes est rédigé en ce sens. Bien entendu, si l'assemblée générale venait, contre la proposition de son conseil d'administration, à décider la dissolution anticipée, elle devrait alors lever la séance et charger son conseil de mettre en œuvre la procédure visée à l'article 181 C. Soc.

On soulignera enfin que même dans le cas où la dissolution est proposée à l'assemblée dans le cadre de l'art. 633 C. Soc., le Conseil Supérieur n'est pas persuadé

(63) Le texte néerlandais ne cite pas le mot «éventuel». Cette différence de terminologie ne modifie pas notre analyse. En ce sens, voy. DE BIE, E. et DE LEENHEER, J., *l.c.*, 36, n° 17.

(64) En ce sens *Doc. Sénat*, 390 (1982-1983) N2, 44 - 47.

(65) BILAN, n° 289, 30 novembre 1995, 5.

(66) Dans le même sens, OLIVIER, H., «L'information des actionnaires depuis la loi du 13 avril 1995», *DAOR* n° 37, décembre 1995, n° 4.2.4., 56; DE BIE, E., et DE LEENHEER, J., *o.c.*, 36.

que l'article 181 C. Soc. doit nécessairement s'appliquer (67). Le Conseil de l'IRE n'a pas adopté cette position.

§ 1. Introduction

54. - Les obligations comptables. - Le texte (§ 1.2) prévoit deux notions distinctes; d'une part, le bilan qui est une terminologie réservée aux comptes annuels (comptes dressés lors d'une clôture sociale qu'il s'agisse d'un exercice de 12, 9 ou 15 mois et qu'il s'agisse d'une clôture au 31 décembre ou à une autre date); d'autre part, la situation intermédiaire et dans ce dernier cas, elle devra être dressée comme s'il s'agissait d'un bilan (notion de «comparable»).

Une «annexe explicative» est également prévue. Les normes ajoutent ici à la loi mais cela semble utile pour plusieurs raisons:

a/ il sera parfois utile que le conseil d'administration complète l'état comptable par des notes explicatives pour justifier des choix opérés en matière d'évaluation (cf. § 1.3.6);

b/ il faut éclairer les actionnaires sur certains droits et engagements hors bilan (p. ex. charges hypothécaires, gages, cautions données en faveur de sociétés sœurs ou de tiers, etc.);

c/ il faut informer les actionnaires des plus-values latentes éventuelles (cf. § 2.5.4);

d/ un document est nécessaire pour dresser la comparaison entre l'état en continuité et l'état en discontinuité (cf. § 1.2.2).

On notera que c'est à dessein que le terme «annexe explicative» a été retenu et non «annexe» afin de ne pas assimiler ce document à l'annexe prévue par le droit comptable. Ce document n'a donc pas de format standard ni de rubriques préétablies. Il s'agit d'un document libre à dresser par l'organe de gestion. Si cette annexe explicative s'avère importante pour la compréhension de l'état comptable, le professionnel devra en faire état dans son rapport (§ 3.4.2).

55. - Les écritures «extra-comptables». - L'alinéa 2 du paragraphe 1.2.1 rappelle que les corrections (celles prévues par l'art. 40 A.R. 8 octobre 1976 pour passer de l'état en continuité à l'état en discontinuité) doivent être enregistrées en comptabilité (cf. infra 1.3.5). Elles doivent résulter sans addition ni omission de la balance des comptes ce qui place clairement la responsabilité de ces corrections dans le chef de l'organe de gestion. Autrement dit, aucune «écriture extra-comp-

(67) CSR, *Rapport Annuel,* 1997, 22, point 1.1.2., in fine.

table» n'est tolérée. Vu l'importance que va prendre l'état comptable sur l'avenir de la société, cela paraît évident.

56. - La notion de continuité. - Les normes (§ 1.2.1, al. 3) précisent ce qu'il faut entendre par «continuité». Sur base de la recommandation internationale d'audit ISA n° 23 sur le going concern (68), la continuité est présumée si l'exploitation se prolonge pendant plus d'un an (69). Ce délai d'un an est souvent pris en considération dans d'autres pays car il s'agit du délai après lequel le liquidateur doit présenter des comptes aux actionnaires.

57. - L'approbation des derniers comptes annuels complets. - Outre la question du dernier exercice partiel déjà analysée ci-avant (cf. n° 52), le paragraphe 1.2.3 évoque également la question des comptes annuels du dernier exercice complet. Lorsque l'assemblée appelée à voter la dissolution se tient avant la date de l'assemblée générale annuelle (statutaire), il est de coutume, si les comptes du dernier exercice complet sont disponibles, que l'organe de gestion les lui soumette pour approbation. Si toutes les actions sont présentes ou représentées, nous n'apercevons guère de problèmes. Mais si ce n'est pas le cas, l'assemblée peut-elle en dehors de la date statutaire, valablement délibérer sur l'approbation des comptes du dernier exercice? La solution juridique n'est pas évidente.

58. - La publicité ou non des conclusions et le non dépôt du rapport. - Le paragraphe 1.3.3 aborde la question de la taille du rapport.

Traditionnellement, lorsqu'un rapport est déposé et par conséquent public, les normes professionnelles mettent l'accent sur une légitime intimité de l'entreprise (cf. n° 21 supra). Le professionnel se trouve souvent dans une situation embarrassante puisque d'un côté, il doit informer les tiers mais d'un autre côté, il est tenu au secret professionnel.

En l'espèce le rapport n'est pas déposé et les conclusions ne sont, en principe, pas publiées. C'est ce que rappellent les alinéas 2 et 3. La loi ne définit pas clairement ce que l'extrait à publier doit contenir. On peut néanmoins supposer que les notaires reprendront fréquemment dans l'extrait les conclusions du professionnel. En effet, depuis 1984, en cas d'augmentation de capital, l'art. 602 Code Soc. présente la même incertitude mais on constate que la plupart du temps, les notaires publient les conclusions du rapport du réviseur (70).

(68) «Le rôle du commissaire-réviseur vis à vis de la continuité d'exploitation», *Réflexions et opinions*, IRE, n° 6 /1996, p. 20, point 6.1.

(69) Ce délai d'un an (la fin de l'exercice suivant) figure également au paragraphe 3 de la circulaire IRE C 007/82 sur les entreprises en difficultés, *Vademecum IRE*, 1999, 612; cette circulaire a été abrogée par la Recommandation du 3 décembre 1999 sur les entreprises en difficultés mais le principe du délai d'un an est maintenu (cf. § 5, al. 2 de la nouvelle recommandation), site web de l'IRE, *www.accountancy.be*.

(70) Voy. à ce propos IRE, *Rapport Annuel*, 1985, 55-56 et 1997, 237-239.

Vu le caractère non public du rapport, ce dernier pourra être descriptif, ce que nous appelons dans notre jargon un rapport «long form».

59. - Le délai de trois mois - la première assemblée. - Les normes (§ 1.4) prennent position sur l'interprétation du délai de trois mois. Il faut l'apprécier par rapport à la date de l'assemblée générale et non la date de la convocation à l'assemblée générale.

Le sujet est, il est vrai, controversé (cf. aussi n° 80 infra).

Il faut tout d'abord remarquer que le texte (tant français que néerlandais) des art. 776, al. 1 et 181, § 1er, al. 2 est identique.

Or, en ce qui concerne l'art. 777 relatif aux transformations, la doctrine de l'IRE est de se référer à la date de l'assemblée et non à la date de la convocation (71).

Le Conseil Supérieur s'est montré plus nuancé (72).

60. - Le délai de trois mois - la seconde assemblée. - Les normes (§ 1.4.1) précisent que le délai de trois mois n'est pas modifié en cas de convocation d'une seconde assemblée générale. Cela signifie que le délai se calcule seulement par rapport à la première assemblée générale (cf. n° 81 infra à propos des transformations). Ce cas peut se présenter dans le cadre de l'art. 181. C. Soc. car l'art. 645 C. Soc. stipule qu'une dissolution ne peut être décidée que par une assemblée statuant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts. C'est également le cas pour les modifications d'objet social, sur base de l'art. 559, al. 4 C. Soc. (cf. n° 81 infra pour les transformations).

61. - La communication au professionnel du rapport de l'organe de gestion. - Comme c'est déjà le cas au niveau des art. 776 à 779, l'art. 181 C. Soc. ne prévoit pas le délai dans lequel l'organe de gestion doit remettre son rapport ainsi que l'état comptable au professionnel.

L'art. 181, § 2 C. Soc. (renvoyant p. ex. à l'art. 535 pour la SA) stipule que notre rapport doit être disponible quinze jours avant la date de l'assemblée générale.

Par analogie avec l'art. 143 C. Soc. les normes (§ 1.4.2) ont prévu la communication des pièces au professionnel un mois avant l'assemblée.

62. - Aspects déontologiques - l'indépendance. - Alors que les normes sur les apports (§ 1.2.2) et sur les fusions (§ 1.3.3) étaient demeurées fort générales sur

(71) IRE, *Rapport annuel,* 1984, p. 121 et anciennes normes sur les transformations, § 4.1, *Vademecum IRE*, 1999, 373; dans le même sens, E. DE BIE et J. DE LEENHEER , *o.c.*, p. 31, note 11 et les réf. citées.

(72) Avis CSR, *Rapport annuel,* 1997, 22-23, point 1.4.

les notions d'indépendance, les présentes normes (§ 1.5.2) précisent quelque peu cette notion.

C'est ainsi que l'alinéa 1 précise que le professionnel ne peut pas être le conseiller habituel de la société et que l'alinéa 2 prévoit qu'il n'a pu effectuer aucune mission régulière, autre qu'une mission de contrôle, dans les deux ans précédant la mission. Sont ici visés p. ex. la tenue de comptes, le suivi fiscal, etc.

Cette prise de position n'est pas neuve. Elle est en fait plus explicite que le texte des précédentes normes.

Le règlement de déontologie de l'IEC prévoit qu'un expert-comptable externe qui offre déjà une collaboration habituelle à une société ne peut accepter, pour la même société, la mission visée à l'art. 777 C. Soc. relative aux transformations (73). Les cas de discipline sur le sujet sont nombreux (74). Par analogie, les mêmes principes déontologiques s'appliquent en cas de dissolution.

L'alinéa 3 prévoit, dans la ligne de la doctrine antérieure de l'IRE (75), que le professionnel peut, sous certaines réserves et conditions, accepter le mandat de liquidateur. Il faut p. ex. qu'il n'y ait pas continuité d'exploitation. Quoi qu'il en soit, nous sommes d'avis qu'il sera extrêmement délicat d'accepter – seul du moins – la mission de liquidateur après avoir rédigé le rapport de contrôle. Le liquidateur doit, en effet, conserver toute sa liberté d'action et d'appréciation à l'égard de l'état comptable.

§ 2. Travaux de contrôle

63. - La conservation des archives. - La durée de conservation des archives (§ 2.1.2) a été fixée à «au moins» cinq années. Le délai de cinq ans est prévu par l'article 17 du règlement de déontologie (A.R. 10 janvier 1994) pour les réviseurs. Les normes générales de révision (§ 2.2) adoptées en 1983 prévoient un délai de 10 ans et devront être revues à la lumière de l'A.R. du 10/1/94.

La norme IEC sur les missions spéciales prévoit un délai d'au moins dix ans et devra également être revue à la lumière de l'art. 16 du règlement de déontologie pour les experts-comptables (76).

(73) IEC, *Rapport annuel,* 1995, 54-55; voy aussi CSR, *Rapport annuel*, 1992-1993, 26, point 15.

(74) Voy p. ex. IEC, *Rapport annuel,* 1994, 35-36 et 1995, 38-40; B. TILLEMAN, *o.c.,* n° 132 à 135, 40-41.

(75) «Compatibilité d'un mandat de liquidateur amiable ou judiciaire ou de curateur», *Vademecum IRE*, 1999, 176 et 196-197; IRE, *Rapport annuel,* 1992, 37-38; 1994, 41-42.

(76) Norme IEC sur les missions spéciales, *L'expert comptable belge*, 4-1991, *o.c.,* p. 5, colonne de gauche ; règlement de déontologie IEC, A.R. 1er mars 1998, *Rapport annuel*, 1997, 40.

Il a été ajouté que le délai de cinq ans commençait à courir à partir de la date de l'assemblée. On aurait pu imaginer d'autre délais (p. ex. la date du rapport professionnel).

64. - Le système de contrôle interne. - L'analyse des procédures de contrôle interne (§ 2.3.1) dans les PME s'est toujours avérée délicat. Ce n'est pas nouveau. Les normes générales de révision (77) ainsi que la recommandation IRE relative au contrôle interne (78) y consacrent un paragraphe particulier. L'expression «procédures appropriées à la taille et à l'activité de l'entreprise» vise précisément à tenir compte des différences en ce domaine entre les grandes entreprises et les PME.

Bien que cette analyse soit difficile, elle est néanmoins indispensable. En effet, comment pouvoir porter une opinion sur les stocks, les encours, les factures à établir, les factures à recevoir, les provisions pour risques et charges, les droits et engagements, etc. sans appréhender l'organisation administrative de l'entreprise.

On notera enfin que le paragraphe 3.2 relatif au rapport place l'examen du contrôle interne «dans le contexte de l'opération». En effet, l'examen du contrôle interne dans le cadre d'un mandat de commissaire-réviseur (going concern) ne poursuit pas nécessairement le même but que l'examen réalisé dans le contexte d'une dissolution.

65. - Le principe de l'importance relative. - Les diligences normales de travail sont définies au paragraphe 2.4.2 en insistant sur le principe d'importance relative. Ce principe, généralement admis dans notre profession, figure également au paragraphe 3.3.1 relatif aux événements postérieurs à la clôture.

Ce paragraphe 2.4.2 (voir aussi § 2.4.2 des normes sur les transformations) est également important en ce sens qu'il rend applicable pour l'ensemble des normes le principe général de l'importance relative, du seuil de signification, le "materiality principle" (79).

Les trois tirets de ce paragraphe 2.4.2 sont conformes aux principes généraux de l'analyse des risques recommandée par l'IFAC (80).

---

(77) Normes générales de révision, § 3.3.7, *Vademecum IRE*, 1999, 318-319.
(78) Recommandation IRE sur le contrôle interne, *Vademecum IRE*, 1999, paragraphe 7, 445-446.
(79) A ce sujet, voy. par exemple IRE, *Rapport annuel*, 1997, 27-29.
(80) ISA 400 sur l'évaluation du risque et du contrôle interne, *IFAC Handbook*, 1998, 120-134, Traduction par la CNCC, éd. 1998, 111-125.

66. - L'appréciation marginale. - Le paragraphe 2.5.3 consacre le principe de «l'appréciation marginale» (81), à savoir le jugement de bonne foi porté par un chef d'entreprise avisé et prudent placé dans les circonstances particulières du moment. Il est toujours chose aisée d'être le prophète du passé.

Il est rappelé, pour autant que de besoin, que les actifs doivent être évalués en valeur de réalisation. Les conclusions du rapport du professionnel devront, à ce propos, rappeler que ces évaluations restent toujours assorties d'une importante marge d'incertitude (§ 4.2.1).

Le professionnel devra être attentif aussi bien aux surévaluations qu'aux sous-évaluations. Le but est, en effet, de communiquer aux actionnaires un état comptable qui leur permet de prendre la décision de dissoudre ou non la société. Une sous-évaluation manifeste risquerait de les induire en erreur. Ce principe semble simple et évident. Mais dans la pratique, comment apprécier par exemple si un actif incorporel (droit au bail, licence de distribution exclusive, autorisation d'exploiter, etc ...) n'est pas sous-évalué?

67. - Les plus-values latentes éventuelles. - Lorsqu'il existe des plus-values latentes sur immobilisés (§ 2.5.4), il faut distinguer deux cas.

Le premier vise les immobilisations corporelles et financières qui, conformément au droit comptable (art. 34 A.R. 8/10/76), peuvent, sous certaines conditions, être portées au bilan.

Il faut remarquer que l'art. 34 al. 1 de l'A.R. 8 octobre 1976 contient deux phrases:

a/ la première est générale et parle de valeur d'utilité pour l'entreprise;

b/ la seconde concerne le cas de la poursuite d'activités et dans ce cas, il est question de justifier l'évaluation par la rentabilité.

---

(81) Sur la notion d'appréciation marginale, voy. O. RALET, «Responsabilités des dirigeants de sociétés», Larcier, Bruxelles, 1996, n° 53, 78-80 et les nombreuses réf. citées; pour cette même notion applicable aux commissaires, voy. P.A. FORIERS, «La responsabilité civile des réviseurs», in *Sources de responsabilités du réviseur, Etudes IRE*, Droit, 2/96, 16-17; A. BENOIT-MOURY et N. THIRION, *o.c., Rev. prat. soc.* 1997, n° 48-49, 222-224; A. BENOIT-MOURY, «Dix ans de jurisprudence en matière de sociétés», *Act. Droit*, 1991-1, n° 26, 70 ; J. RONSE, «Marginale toetsing in het privaatrecht», *T.P.R.* 1997, 207-221; P. VAN OMMESLAGHE et X. DIEUX, «Examen de jurisprudence - sociétés commerciales», *R.C.J.B.* 1993, n° 128, p. 786 ; I. CORBISIER, «Quelques réflexions...», *Rev. prat. soc.* 1994, 5, plus spéc. n° 8.2.2.2., 60 et 8.2.2.3., 61-67 et les réf. citées ; P. KILESTE et M. CALUWAERTS, «La responsabilité du réviseur d'entreprises», *AEDBF, Yearbook*, 1995, 190, plus spéc., n° 68-69, 207; P.A. FORIERS et M. VON KUEGELGEM, «La responsabilité civile des réviseurs et experts-comptables», *Rev. dr. ULB*, 6-1992, 12, plus spéc. n° 36bis, 32 ; Ch. VAN BUGGENHOUT, «Le commissaire-réviseur et la discontinuité», *IRE, Droit 2-96, l.c.*, n° 15, 48 ; J. RONSE et J. LIEVENS, «La responsabilité des administrateurs et gérants après faillite», in «*Les sociétés commerciales*», Ed. Jeune Barreau, Bruxelles, 1985, n° 10, 193.

Le droit comptable autorise donc le dégagement de plus-values de réévaluation même s'il y a rupture de going concern et dans ce cas, il faut apprécier l'évaluation de l'actif, non par rapport à sa rentabilité mais par rapport à sa valeur d'utilité.

Par ailleurs, l'art. 40 ne prévoit pas explicitement – mais il ne l'interdit pas – le dégagement de plus-values.

L'organe de gestion pourra donc, selon les circonstances, soit porter ces plus-values au bilan, soit les mentionner dans l'annexe explicative.

Le second cas vise les immobilisations incorporelles. Le droit comptable, depuis le 1/1/84, interdit explicitement que des plus-values de réévaluation puissent être portées au bilan. Il faudra donc nécessairement se limiter à les mentionner à l'annexe explicative.

Si l'organe de gestion ne mentionne pas d'initiative ces éléments importants pour l'information des actionnaires, le professionnel devra lui recommander de le faire. C'est en effet d'abord dans l'état comptable (en ce inclus l'annexe explicative) que ces éléments devront être mentionnés et non uniquement dans le rapport du professionnel.

Si l'organe de gestion s'y refuse, le professionnel pourra juger utile de commenter les plus-values latentes dans son rapport.

68. - Les dispositions pénales visées par la loi comptable. - En ce qui concerne l'application des dispositions pénales visées à l'article 171, § 2 C. Soc., il n'y a ici guère de doute (82) puisque la mission consiste en une attestation de comptes.

Il convient de souligner qu'en cas d'infractions significatives à la loi comptable, le professionnel doit émettre des réserves (cf. aussi § 3.5.2). Il ne peut pas s'abstenir comme cela est prévu p. ex. au niveau du contrôle interne présentant des faiblesses (§ 3.2.1, al 2).

69. - Fraudes et actes illégaux. - Si le professionnel prend connaissance d'une irrégularité, il devra (§ 2.6.2) en débattre avec la direction de l'entreprise et veiller à ce que les effets sur les comptes soient corrigés. Si cela est impossible, le professionnel sera face à l'alternative suivante:

a/ il refuse de poursuivre la mission;

b/ il formule des réserves expresses.

(82) En ce qui concerne les apports et les fusions, voy. supra les numéros 20 et 43.

On notera que le paragraphe 2.6.1 vise les infractions à la loi comptable. Le paragraphe 2.6.2 est, quant à lui, beaucoup plus large car il vise toute disposition légale ou réglementaire ayant une influence significative sur les comptes. Il faut entendre par là, au delà de la loi comptable, p. ex. les lois sur les sociétés, les statuts, la législation fiscale, sociale, économique, environnementale, etc.

§ 3. Rapport

70. - Les autres informations. - Le paragraphe relatif aux «autres informations» (83) (§ 3.4) se limite aux faits que le professionnel a constatés. Cela signifie que le professionnel n'a pas à cet égard un rôle d'initiative. Il ne doit pas avoir une démarche «active». Bien entendu, si des éléments importants viennent à sa connaissance (démarche passive), il devra apprécier s'il en fait mention dans son rapport.

§ 4. Conclusion et annexe

71. - Un «modèle-type» non obligatoire. - Les normes proposent une innovation intéressante à savoir que sont joints en annexe deux exemples de conclusion, l'une sans réserves, l'une avec réserves.

Il ne s'agit nullement de modèles «imposés». Chaque professionnel devra adapter le texte de sa conclusion en fonction des circonstances du cas d'espèce et de l'importance ou non du corps de son rapport.

*
* *

Chapitre V. Les transformations de forme juridique

§ 0. Historique

72. - Une des premières missions communes aux réviseurs et experts-comptables. - La transformation de la forme juridique d'une société est possible dans notre droit depuis la loi du 23 février 1967 instaurant les articles 165 à 174 des lois sur les sociétés devenus depuis lors les articles 774 à 788 du nouveau Code des Sociétés.

Auparavant, la transformation d'une société en une autre impliquait la dissolution de la première et la création d'un être juridique nouveau.

(83) Par analogie, voy. le paragraphe 3.4 des normes sur les fusions- scissions.

Dès 1967, l'intervention d'un réviseur d'entreprises fut prévue afin, comme le précisait l'exposé des motifs de la loi, d'assurer la parfaite clarté de la situation dans l'intérêt tant des tiers que des associés (84).

L'IRE publia la première version de la norme en mars 1980. Les seules modifications eurent lieu en 1984 (85) de manière à introduire la notion d'examen limité et à imposer dans les conclusions du rapport la mention de l'actif net.

La loi du 20 juillet 1991 étendit la mission de contrôle aux experts-comptables. L'IEC suggéra à ses membres de suivre la norme IRE (86). Bien entendu, la norme générale IEC relative à l'exécution d'une mission légale (87) est également d'application (88).

Jusqu'en février 2001, la norme en vigueur est donc celle arrêtée en 1980 (89).

73. - L'ancienne norme autorisait, à tort, l'examen limité. - Cette norme présente une incohérence majeure en ce sens qu'elle autorise un examen limité alors que le rapport du professionnel doit être établi en forme positive (90) (cf. aussi supra n° 50). Cela est contraire à la doctrine internationale (91) et le Conseil Supérieur n'a pas manqué de le souligner (92).

La norme internationale d'audit (ISA – International Standards on Auditing) n° 910 «Engagements to Review Financial Statements» (mission d'examen limité d'états financiers) prévoit en effet qu'une mission d'examen limité fournit un niveau d'assurance modéré que les informations examinées ne comportent pas d'anomalie significative, et se traduit par une attestation négative (93).

Dès la parution en 1992 de la recommandation sur l'examen limité, le Conseil de l'IRE s'était engagé (94) à revoir dès que possible le texte de la norme sur les transformations en rappelant que l'incohérence s'expliquait par des raisons historiques puisqu'en 1984, la recommandation de l'IFAC sur l'examen limité n'existait pas. Elle fut publiée en 1988.

---

(84) J. STRYCKMANS, "La loi du 23 février 1967 relative à la transformation des sociétés", *J.T.* 1967, 493-500; P. VAN OMMESLAGHE, «La transformation des sociétés commerciales», *Rev. banque* 1968, 571.
(85) IRE, *Rapport annuel*, 1983, 55-56 et IRE, *Rapport annuel*, 1984, 57-58.
(86) *L'expert-comptable belge*, 4-1991, 6, colonne de gauche.
(81) *L'expert-comptable belge,* 4-1991, 4-6.
(88) Voy aussi J. COLLEYE et G. DELVAUX, "Les transformations de sociétés", *Les mercredis de la comptabilité*, OECCB, Séance du 23 octobre 1991, Bruxelles, syllabus, 63 p.
(89) IRE, *Vademecum*, 1999, 371.
(90) IRE, *Rapport annuel*, 1996, 231.
(91) Pour de plus longs développements, voy. notre étude., "Le nouveau régime des liquidations", *Rev. b. compt.* 1996-4, 17-27, plus spéc. p. 19.
(92) CSR, *Rapport annuel*, 1992-1993, 43.
(93) Voy. à ce sujet l'avis CSR du 4/1/99, *Rapport annuel*, 98-99, 23.
(94) IRE, *Rapport annuel*, 1992, 76.

En 1984, le Conseil de l'IRE avait estimé pouvoir prescrire un examen limité car en pratique, le contrôle portait souvent sur une situation intermédiaire, devait être réalisé dans un délai court et le réviseur n'avait généralement pas eu l'occasion de vérifier l'inventaire physique (95).

74. - Un premier projet de normes avant la parution du nouveau Code des Sociétés. - Fin 1997 (96), un premier projet fut communiqué aux membres de l'IRE pour avis au travers d'une publication dans le Bulletin d'Information (97). Ce projet est également repris dans la dernière édition du Vademecum (98).

Il fut tenu compte des remarques formulés par les membres et début juillet 1998, les conseils respectifs de l'IRE et de l'IEC adressèrent le projet pour avis au Conseil Supérieur.

Le Conseil Supérieur rendit son avis le 4/1/99 (99).

La Commission des missions particulières modifia le projet (document repris en annexe du *Vademecum IRE,* 1999,697-711) à la lumière des suggestions formulées par le Conseil Supérieur. Ce projet modifié fut approuvé par le Conseil de l'IEC le 7 juin 1999. Le Conseil de l'IEC décida de le publier (100) car ce projet est conforme à la législation en vigueur jusqu'en février 2001, date d'effet (en principe) du nouveau Code des Sociétés. Le Conseil de l'IRE préféra ne pas le publier, laissant en application les anciennes normes (version 1980) (101) tant que le nouveau Code des Sociétés n'était pas entré en vigueur.

75. - La loi du 7 mai 1999 instaurant un nouveau Code des Sociétés. - Quelque temps après avoir pris connaissance de l'avis du Conseil Supérieur, les Conseils de l'IRE et de l'IEC constatèrent à la lecture des documents parlementaires relatifs au nouveau Code des Sociétés que l'article 777 nouveau fut libellé de manière tout à fait différente que l'ancien article 167. Il n'est plus question d'attester l'image fidèle, complète et correcte (102). L'exposé des motifs est très clair sur le sujet: *«Il est incontestable que seul un contrôle limité est imposé et non une certification selon laquelle l'état donne une image complète, fidèle et correcte de la société. Celle-ci n'est, en effet, possible qu'à l'issue d'un contrôle complet et détaillé»* (103).

---

(95) IRE, *Rapport annuel*, 1984, 57.
(96) IRE, *Rapport annuel,* 1997, 230-232.
(97) IRE, *Bull. Info.,* n° 1/98. L'annexe mentionne par erreur une référence 5/96; L'IEC publia le projet dans l'Expert-Comptable, n° 1-1999.
(98) *Vademecum IRE*, 1999, 697-711.
(99) CSR, *Rapport annuel*, 1998-1999, 23-25.
(100) *L'expert-comptable belge*, 4-1999, 17-26 et *www.accountancy.be*, partie IEC.
(101) *Vademecum IRE*, 1999, 371-375.
(102) En ce sens voy. p. ex. IRE, *Rapport annuel*, 1999, 117-119; A. BENOIT-MOURY, «Une nouvelle codification du droit des sociétés – la loi du 7 mai 1999», *CFP*, nov. 99, 1-18, plus spéc. n° 23, 12.
(103) *Doc. parl.* Ch. repr. 1838/1 (98-99), 166.

La mission telle que définie par l'article 777 C. Soc. consiste d'une part à «faire rapport» sur l'état comptable et d'autre part, à indiquer s'il y a la moindre surévaluation de l'actif net.

Les conseils décidèrent dès lors dans les premiers mois de 1999 de demander à la Commission des missions particulières de revoir le texte des normes.

Un nouveau projet fut envoyé au Conseil Supérieur fin 1999. Le Conseil Supérieur a rendu son avis le 7 avril 2000. A la suite de cet avis, un troisième alinéa fut ajouté au paragraphe 2.4.3 (cf. n° 83 infra). Le texte définitif (daté 09.06.00) est disponible pour information sur le site internet de l'IRE (104). Mais ces nouvelles normes n'entreront en vigueur qu'en février 2001.

§ 1. Introduction

76. - Champ d'application. - Sont exclues du champ d'application (§ 1.2.2) des normes les opérations de certaines formes d'entité juridique un peu particulières pour lesquelles la loi est muette. Sont ici visées les ASBL, les GIE et les sociétés agricoles (105).

Sont également exclues du champ d'application les transformations de société coopérative à responsabilité illimitée en une société coopérative à responsabilité limitée. L'art. 436, § 2 C. Soc. fait en effet toujours référence au caractère complet, fidèle et correct de l'état comptable. Comme le souligne le Conseil Supérieur dans son avis, il s'agit plus que probablement d'un oubli dans la coordination mais en attendant la modification du texte de cet article, il est prudent d'envisager un traitement distinct pour cette opération. En d'autres termes, le texte des anciennes normes pourrait dans ce cas très particulier demeurer d'application.

Sont également exclues, les transformations d'une association d'assurance mutuelle en société à forme commerciale. Nous ne nous étendrons pas sur ce cas tout à fait particulier (106).

Il est rappelé (§ 1.2.3), pour autant que de besoin, que la modification d'une société commerciale à objet civil ayant emprunté la forme d'une société commerciale en une société à objet commercial n'est pas une transformation de forme juridique (107).

---

(104) www.accountancy.be, partie IRE.

(105) Pour les transformations de sociétés agricoles, voy. IRE, *Rapport annuel*, 1993, 181.

(106) Pour plus de détails, voy. IRE, *Rapport annuel*, 1999, 119-120.

(107) Sur le sujet, voy. L. DU FAUX, " Kan het commercieel doel van een vennootschap worden vervangen door een burgelijk doel?", *T.R.V.* 1990, 120-123.; HAINAUT-HAMENDE, *Rép. not.*, "Les SA, deuxième partie", 1995, n° 687, b, 516-517.

77. - Les obligations comptables. - Le texte (§ 1.3) prévoit deux notions distinctes; d'une part, le bilan et d'autre part, la situation intermédiaire. Une "annexe explicative" est également prévue (cf. aussi §§ 2.5.1 et 3.3.3). Ces notions figuraient déjà dans les normes sur les dissolutions (§ 1.2) (cf. n° 54 supra).

L'alinéa 1 du paragraphe 1.3.1 rappelle que la situation active et passive doit résulter sans addition ni omission de la balance des comptes (cf. aussi § 2.5.2, al. 1 et § 3.3.1), ce qui place clairement la responsabilité de ces corrections dans le chef de l'organe de gestion. Autrement dit, aucune "écriture extra-comptable" n'est tolérée (cf. n° 55 supra en matière de dissolution). C'est un des moyens de s'assurer de ce que la situation active et passive (la plupart du temps une situation intermédiaire) qui sera annexée à l'acte soit irréversible.

L'alinéa 2 du même paragraphe met l'accent sur des écritures parfois comptabilisées en fin d'exercice mais qui à l'occasion d'une situation intermédiaire servant de base à une transformation revêtent toute leur importance. La rémunération du gérant n'en est qu'un exemple. Il n'est pas rare en pratique qu'il faille renoncer à une opération de transformation de SPRL en SA parce que ces opérations de prorata de charges font tomber l'actif net en-deçà du capital minimum exigé par la loi.

78. - Définitions. - Il a été jugé utile (§ 1.3.2, al. 1) de définir le terme actif net (ce terme est un synonyme de «capitaux propres» ou «fonds propres») car le professionnel doit mentionner dans ses conclusions le montant de l'actif net, du moins si celui-ci est inférieur au montant du capital.

La définition de cette notion pose parfois problème car certains, s'inspirant notamment d'une doctrine internationale (108), soutiennent que les subsides en capital ne feraient pas partie de l'actif net (109).

Le terme «capital» fait également l'objet d'une définition (§ 1.3.2, al. 2).

Le capital ne comprend pas les primes d'émission éventuelles.

Il faut prendre en considération le capital au moment de l'établissement de la situation comptable et non pas le capital après l'augmentation projetée. Il est en effet fréquent qu'une opération de transformation s'accompagne d'une augmentation de capital (cf. § 2.8.1). Dans ce cas, le professionnel pourra en

(108) IAS 20, plus spéc. n°12, publié par l'IASC, éd. 2000, p. 514, traduction française, éd. 1999, 441; P. SCHUMESCH, E. DAMS et R. VERMOESEN, *A comparative study of belgian accounting principles and internationl accounting standards,* PriceWaterhouseCoopers, 2e éd. 1999, n° 3.11.2. et 3.11.3, 181-182; B. RAFFOURNIER, "Les normes comptables internationales", *Economica*, Paris, 1996, 244; "Les normes comptables de l'IASC", *Ed F. Lefebvre*, Paris, 1995, n° 2016 et 2017, 193-194.

(109) Sur la controverse voy. par exemple *Bilan,* n° 91, 25 novembre 1986, 1-5; *Traité pratique des comptes annuels, Act en bref*, Kluwer, 29 août 1995, 209.

faire état dans le corps de son rapport (cf. § 2.5.2, al. 3 et § 3.3.3, dernier tiret) mais pas dans les conclusions (§ 4.2.4, al. 2). Un professionnel ne saurait tenir compte d'un élément qui est encore à réaliser – et donc incertain – au moment où il dresse son rapport (110).

79. - Bénéfice de l'exercice en cours. - Dans le cas d'une situation intermédiaire, il est recommandé (§ 1.3.2, al. 3) de mentionner le résultat de l'exercice en cours sous une rubrique séparée du résultat reporté.

Le résultat de l'exercice en cours est, en effet, un élément provisoire qui d'une part pourra évoluer d'ici la clôture et qui, d'autre part, n'a fait l'objet d'aucune décision de l'assemblée générale. Pour pouvoir affecter un résultat, l'assemblée générale doit statuer sur une approbation de comptes annuels. Il faut donc une clôture sociale.

Même si ce résultat de l'exercice en cours n'est pas affecté, il peut néanmoins être pris en considération pour le calcul de l'actif net.

La question traditionnelle est de savoir si le montant du bénéfice de l'exercice en cours peut être pris en considération pour une éventuelle augmentation de capital. Cela ne pourrait s'envisager que moyennant une anticipation de la date de clôture de l'exercice. C'est la position de la Commission juridique de l'IRE (111) et elle a été reprise dans les normes.

80. - Le délai de trois mois - la première assemblée. - La question du calcul du délai de trois mois est certainement le sujet le plus controversé de la matière (cf. n° 59 supra).

Certains auteurs, dont les plus autorisés (112), ont écrit qu'il fallait se placer au jour où le conseil d'administration dresse son rapport.

D'autres juristes éminents, dont le professeur VAN OMMESLAGHE, soutiennent qu'il faut se placer par rapport à la date de l'assemblée générale. C'est la thèse qui a été retenue par l'IRE (113) et par l'IEC (114).

Quant au Ministre de la Justice, il a fourni une réponse évasive laissant le soin au notaire de prendre ses responsabilités (115).

---

(110) IRE, *Rapport annuel*, 1990, 160.
(111) IRE, *Rapport annuel*, 1990, 157-158.
(112) G. RAUCQ, *Rép. not.*, Les SA, 1981, n° 341, 240.
(113) IRE, *Rapport annuel*, 1975, 69; voy. aussi le récent avis de la Commission juridique: IRE, *Rapport annuel*, 1997, 237-239.
(114) IEC, *Rapport annuel*, 1993, 37; *IEC Info*, août 1993, n° 14, 3.
(115) QP n° 65bis député WAUTHY du 16 janvier 1987, *Bull. Q.R.*, chambre, 3 mars 1987, n° 15 parue au *Bull. Inf. IRE*, n° 4 - 1987, 7-8.

Le texte des normes (§ 1.3.3, al. 1) reprend la doctrine classique des Instituts.

81. - Le délai de trois mois - la seconde assemblée. - Les normes (§ 1.3.3, al. 2) précisent que la convocation d'une seconde assemblée ne modifie pas le calcul du délai de trois mois (116) (cf. aussi n° 60 supra à propos des dissolutions).

On notera qu'en cas de convocation d'une seconde assemblée générale, il faut nécessairement pour la plupart des opérations de transformation que la moitié du capital social soit présent ou représenté. Il n'est pas possible de délibérer en présence d'une quotité de capital représentée plus faible; l'art. 781 § 1er al. 1 C. Soc. est clair (117) car il n'aborde pas la tenue d'une seconde assemblée générale comme c'est le cas par exemple au niveau de l'art. 559 al. 4 C. Soc. relatif aux modifications d'objet social.

En pratique, s'il n'a pas été possible de réunir la moitié du capital lors d'une première assemblée, il est vrai qu'il sera rarement procédé à la convocation d'une seconde.

82. - La communication au professionnel du rapport de l'organe de gestion. - Dans les cas classiques (SA, SPRL, SC, SCA), le professionnel doit remettre (§ 1.3.4) son rapport au moins quinze jours avant l'assemblée générale (art. 779 C. Soc.).

Dans l'hypothèse où le professionnel n'aurait pas pu disposer en temps voulu (on peut supposer, par analogie avec les opérations de dissolution – cf. n° 61 supra –, un délai d'un mois avant l'assemblée) des documents indispensables (les normes citent les "documents légaux"), il devra faire mention dans son rapport de la raison du retard. S'il n'a pas pu, à la fin de ses travaux, obtenir le rapport écrit (sous-entendu signé) du conseil d'administration, il ne pourra pas délivrer de rapport (cfr. § 3.6.1) et devra conseiller de retarder l'opération (cfr. § 4.3.1).

Il a en effet été jugé qu'il était indispensable que le professionnel dispose en son dossier de ce document essentiel. Les normes ont tenu compte du fait que ce document était rarement disponible en début de mission (§ 2.2.2, al 2) mais il devra être examiné en cours de mission (cfr. § 2.1.1 cinquième tiret, § 2.1.3, sixième tiret, § 3.4).

83. - L'objet de la mission. - Le nouveau Code des Sociétés (art. 777) modifie de manière très significative l'objet de la mission puisqu'il n'est plus question dorénavant d'attester le caractère complet, fidèle et correct d'un état financier (cf. n° 75 supra).

(116) Dans le même sens, IRE, *Bull. Info*, 6-97, 6, colonne de droite.
(117) Pour de plus amples développements, voy. IRE, *Bull. Info*, 6-97, 7 et 7-97, 2.

La profession doit (a) faire rapport sur la situation active et passive et (b) indiquer s'il y a la moindre surévaluation de l'actif net.

Il ne sera dès lors plus question ni de contrôle plénier ni d'audit limité qui sont des expressions liées à une attestation d'états financiers (en ce sens, voy. les §§ 1.3 et 1.4 des normes générales de révision). Le paragraphe 1.2.4 des normes ici visées précise explicitement que les normes générales de révision ne sont pas applicables à la présente mission car les normes générales visent des attestations (certifications) d'états financiers (comptes annuels, comptes consolidés, comptes intermédiaires, etc.) (en ce sens, voy. les §§ 1.3.2 et 3.1.1 des normes générales).

Pour définir l'objet de la mission, les Conseils de l'IRE et de l'IEC ont décidé de se tourner vers les normes internationales d'audit (les ISA's - International Standards on Auditing) publiées par l'IAPC (International Auditing Practices Committee) de l'IFAC (International Federation of Accountants).

En matière d'états financiers historiques (cela exclut donc les états prévisionnels), la norme ISA 120 (118) ainsi que le projet (exposure draft) de mars 1999 sur les «assurance engagements» (119) prévoient deux «niveaux» d'attestation (levels of assurance):

1) le niveau élevé (high level of assurance) résultant d'un audit complet (full scope) et qui doit conduire à une attestation en forme positive;

2) le niveau modéré (moderate level of assurance) résultant d'un examen (120) (review) et qui conduit à une attestation en forme négative (nous n'avons pas constaté d'éléments qui...).

Une attestation en forme positive ou en forme négative est bien entendu essentielle pour déterminer la portée du rapport du professionnel et les responsabilités qui en découlent.

Les normes sont articulées autour du concept d'une mission de «review». Les deux principes qui en découlent à savoir (a) un niveau modéré d'assurance et (b) une attestation en forme négative sont repris dans les normes aux paragraphes suivants.

Le principe du niveau modéré d'assurance, se reflète au paragraphe 2.5 relatif aux travaux du professionnel qui fait référence à une «base raisonnable» pour le calcul de l'actif net (idem au § 3.3.1, c). Le paragraphe 2.4.3, al. 1 relatif au

(118) ISA 120, n° 4, *IFAC Handbook*, 1998, 50.

(119) *Assurance engagements, Exposure draft,* March 1999, IAPC (publié par l'IFAC).

(120) Dans les dernières versions des ISA's 120 et 910, la notion d'"examen limité" (limited review) a disparu. On ne retrouve plus que l'expression "review" seule. Voy. à ce propos M. YOGANANTHAN, "La mission d'examen limité dans le cadre conceptuel de l'IAPC", *Revue Française de Comptabilité*, Paris, février 2000, 3-4.

programme de travail précise que le risque d'émettre une conclusion erronée sur l'état comptable soit ramené à un «niveau acceptable». Enfin, les paragraphes 1.4.2 et 1.4.3, al. 1 relatifs à l'objet de la mission précisent qu'il ne s'agit pas de couvrir tous les aspects qui seraient nécessaires dans le cadre d'une attestation d'image fidèle de comptes annuels (idem au § 3.2.1).

En ce qui concerne l'attestation en forme négative, le paragraphe 4.1.1 prévoit au niveau des conclusions «que les travaux ne font pas apparaître la moindre surévaluation de l'actif net».

Sur base de l'avis formulé le 7 avril 2000 par le Conseil Supérieur, un alinéa 3 a été ajouté au paragraphe 2.4.3. Il prévoit des «travaux complémentaires» lorsque le professionnel a des raisons de considérer qu'il se trouve peut-être en présence d'une surestimation – la moindre – de l'actif net. Si le professionnel peut en effet se limiter à une «review» dans les cas ne soulevant pas de difficultés, il est par contre nécessaire d'accentuer l'ampleur de ses travaux dès qu'un danger de surestimation apparaît. Dans ce cas, un contrôle plénier («full scope audit») s'avérera probablement nécessaire.

84. - L'importance relative. – Le principe de l'importance relative déjà mis en évidence dans les normes sur les dissolutions (cf. n° 65 supra) est à nouveau ici souligné (§ 1.4.3, al. 2; § 2.2.1; § 2.4.3; § 3.3.3, 1er tiret; § 3.5.1, al. 1; § 3.5.3).

Mais il convient de souligner (§ 1.4.3, al. 2) que ce principe peut s'appliquer au niveau des composantes (les rubriques actives et passives) de l'actif net mais pas au niveau d'une éventuelle surévaluation de l'actif net. En d'autres termes, des «compensations» entre plus-values et moins-values, dans le respect du principe d'importance relative, pourraient être tolérées dès l'instant où l'actif net n'est pas surévalué.

Par contre, toute surévaluation, fut-elle d'un franc, de l'actif net n'est pas admissible même s'il s'agit d'un important actif net (la notion d'importance relative ne joue pas ici). Cela s'explique par les dispositions légales (121) qui sanctionnent toute surévaluation de l'actif net. Ces sanctions visent les associés et gérants mais il paraît logique que le professionnel y soit attentif.

85. - Aspects déontologiques - contact avec le confrère. - Le contact avec un confrère préalablement consulté en relation avec la même mission (§ 1.5.2) est un aspect classique de la déontologie des professions (122). La période préalable s'étend aux douze mois précédents (cf. § 1.5.1, deuxième tiret).

(121) Art. 785, 2°, *C. Soc.*

(122) Art. 24 de l'A.R. 10 janvier 1994 relatif à la déontologie des Réviseurs d'entreprises, *Vademecum IRE*, 1999, 192; Art. 23 du code de déontologie des Experts-comptables, A.R. 1er mars 1998 publié au *Rapport annuel*, IEC, 1997, 37-44; Normes générales de révision, § 2.2.5, *Vademecum IRE*, 1999, 310.

Un contact en cours de mission avec le conseiller habituel de l'entreprise est prévu au paragraphe 2.7.2, al. 1, en cas d'irrégularités.

Il n'est pas stipulé que le professionnel ne pourrait pas commencer sa mission tant que son confrère précédent ne serait pas honoré. Cette position est conforme à la note déontologique IRE-IEC du 5 septembre 1997 (123).

86. - Aspects déontologiques - indépendance. - Le professionnel ne peut pas être le conseiller habituel de la société (§ 1.5.3, al. 1). Il ne peut avoir effectué aucune mission récurrente, autre qu'une mission de contrôle, dans les deux ans précédant la mission. Son ici visés p. ex. la tenue de comptes, le suivi fiscal, etc. (124)

Cette prise de position n'est pas neuve (cf. n° 62 supra).

Il est en outre, à la demande du Conseil Supérieur, fait explicitement référence à la recommandation de déontologie du 5 septembre 1997 (125) relative aux relations entre les membres de l'IRE et de l'IEC. Cette recommandation prévoit entre autres (cf. premier principe, al. 2) qu'un professionnel chargé d'une mission de contrôle légal au sein d'une société doit s'abstenir pendant les deux ans qui suivent d'accepter une mission récurrente dans cette même entreprise. Le paragraphe 1.5.3, al. 2 des normes rappelle ce principe.

87. - Présence du commissaire-réviseur à l'assemblé générale. - Le paragraphe 1.5.4 relatif à la présence du professionnel à l'assemblée générale est similaire au paragraphe 1.3.6 des normes sur les fusions-scissions (126) et au paragraphe 1.5.3 des normes sur les dissolutions.

Les articles 538 et 540 Code Soc. prévoient que le commissaire-réviseur doit assister aux assemblées générales appelées à délibérer sur un rapport rédigé par eux et doivent répondre aux questions posées par les actionnaires.

Le texte des normes (§ 1.5.4) prévoit que le commissaire-réviseur peut ne pas assister à l'assemblée dans le cas où il présenterait un juste motif. Le Conseil de l'IRE a souhaité, malgré l'avis du Conseil Supérieur (127), maintenir ce texte car

(123) Voy la recommandation de déontologie du 5 septembre 1997 relative aux relations entre les membres de l'IRE et de l'IEC dans le cadre de l'exercice de la profession, IRE, *Rapport annuel,* 1997, 24-25; IRE, *Vademecum,* 1999, 252; IEC, *Rapport annuel*, 1997, 45; voy. aussi IEC, *Rapport annuel*, 1995, 54-55.

(124) Voy. à ce sujet B. TILLEMAN, «Le droit disciplinaire de l'IEC: un aperçu de la jurisprudence», *L'expert-comptable belge*, n° 3-1998, 18-55, plus spéc., n° 132-135, 40-41.

(125) Avis du CSR, *Rapport annuel*, 1998-1999, § 1.5.3., 25.; *Vademecum IRE*, 1999, 252-253.

(126) Pour un commentaire de ce paragraphe, voy. A. KILESSE, *o.c., CFP*, février 1995, 39-50, plus spéc. 44.

(127) Avis du CSR, *Rapport annuel*, 1998-1999, § 1.5.4, 25.

l'exception de force majeure doit être sous-entendue dans la disposition légale. L'esprit de l'art. 538 C. Soc. vise en effet l'assemblée générale ordinaire annuelle convoquée à date fixe et connue de chacun suffisamment au préalable. Par contre, en ce qui concerne les assemblées non statutaires, il ne paraît pas possible d'exiger du commissaire-réviseur d'être absolument présent. Cela pourrait par exemple dépendre du fait que le confrère aurait déjà son agenda bloqué par une autre assemblée, statutaire, quant à elle.

§ 2. Travaux de contrôle

88. - L'analyse de risques. - La mission du professionnel consiste à appréhender les risques de surévaluation de l'actif net (voir p. ex. § 2.4.3, al. 2 in fine). Cette technique de l'analyse de risques est bien connue en doctrine internationale (128) et va de pair avec le principe de l'importance relative (cf. n° 84 supra).

Le principe de l'analyse de risques est consacré au paragraphe 2.2.1. Le paragraphe 2.3 définit la base de risques acceptable pour déterminer l'ampleur des travaux prévus au paragraphe 2.4.

L'expression «éléments probants» revenant à plusieurs reprises au paragraphe 2.4 est définie dans la recommandation IRE «Eléments probants externes» (129) elle-même basée sur la norme internationale ISA 500 «audit evidence» (130).

89. - L'équité entre associés. - Les normes (§ 2.2.2, al. 1 in fine) ajoutent à la loi en recommandant au professionnel de prêter une attention particulière aux risques éventuels de rupture de l'égalité entre associés (cfr. aussi § 2.7.3).

Le but est de réduire «l'expectation gap» entre les attentes du grand public à l'encontre de nos professions et le respect strict de la mission qui nous est impartie par la loi.

Pour illustrer ces risques, nous prendrons trois exemples. Le premier est celui des différents types d'actions (représentatives ou non du capital, avec ou sans droits de vote, assorties ou non de droits particuliers, etc.) modifiés à l'occasion de la transformation; l'art. 560 C. Soc. devra être respecté. Le deuxième est la perte ou l'octroi d'une fonction de gérant statutaire. Le dernier serait le maintien pendant une période anormale d'un compte-courant débiteur.

---

(128) La recommandation IRE "Les risques de révision", *Vademecum IRE*, 1999, 428-435 est basée sur la norme internationale ISA 400 "Risk assessments".

(129) *Vademecum IRE*, 1999, 491-502.

(130) ISA 500, "Audit evidence", *IFAC Handbook*, 1998, 144-149, Traduction française par la CNCC, Ed. 1998, 137-142.

90. - Le système de contrôle interne. - Les dispositions prévues dans les présentes normes (§ 2.3 et § 3.2) sont similaires à celles relatives aux opérations de dissolution (cf. n° 64 supra).

91. - Créance à l'encontre d'un associé. - Le cas d'une créance à l'encontre d'un associé (§ 2.4.5) est relativement fréquent dans les PME et ce problème est devenu encore plus aigu depuis l'entrée en vigueur de l'art. 492bis du Code Pénal sur la notion d'abus de biens sociaux.

On remarquera que la notion de caractère significatif n'a pas été ici mentionné. Toute créance à l'encontre d'un associé devra retenir l'attention du professionnel.

92. - Les dispositions pénales visées par l'art. 171 § 2 C. Soc. - Comme ce fut le cas en matière de fusions-scissions (cf. n° 43 supra) et d'apports (cf. n° 20 supra), les Conseils de l'IRE et de l'IEC ont estimé utile de prévoir (§§ 2.1.7 et 3.5.2) que la mission entrait dans le champ d'application de l'art. 171 § 2 C. Soc. en précisant que les diligences normales de contrôle sont moins étendues que celles requises pour la certification des comptes annuels (§ 1.4.4).

Nous avons souligné précédemment (cf. supra n° 20 et 43) que l'art. 171 § 2 C. Soc. ne s'applique que dans le cas de missions d'attestation de comptes. «Faire rapport sur un état comptable» et «indiquer qu'il n'y a pas la moindre surévaluation de l'actif net» revient-il à attester un état financier? Nous ne le pensons pas et somme donc d'avis que les normes vont au-delà du prescrit légal.

On notera que le texte (§ 2.7.1) précise que les infractions à la loi comptable relatives à l'information externe doivent être "en relation avec la mission légale de transformation". Ne sont donc pas par exemple visés les dépôts de comptes des années antérieures, le respect ou non des schémas complets ou abrégés, etc. qui n'ont pas d'impact direct sur la mission confiée au professionnel. Ne sont pas visés non plus les aspects formels d'importance mineure (§ 3.5.2).

Il convient aussi de souligner qu'en cas d'infractions significatives à la loi comptable, le professionnel doit émettre des réserves (§ 3.5.2). Il ne peut pas s'abstenir comme cela est prévu par exemple au niveau du contrôle interne présentant des faiblesses (§ 3.2.2, al. 2).

93. - Fraudes ou actes illégaux. - Si le professionnel prend connaissance d'une irrégularité, il devra (§ 2.7.2), après avoir pris contact avec le conseiller habituel de l'entreprise, en débattre avec la direction et veiller à ce que les effets sur les comptes soient corrigés (cf. n° 69 supra). Si cela est impossible, le professionnel sera face à l'alternative suivante:

- il refuse de poursuivre la mission;
- il formule des réserves expresses.

On notera que le paragraphe 2.7.1 vise les infractions à la loi comptable. Le paragraphe 2.7.2 est, quant à lui, beaucoup plus large car il vise toute disposition légale ou réglementaire ayant une influence significative sur les comptes. Il faut entendre par là, au delà de la loi comptable, par exemple les lois sur les sociétés, les statuts, la législation fiscale, sociale, économique, environnementale, etc. Les infractions aux lois sur les sociétés et les statuts sont également visées au paragraphe 3.5.3.

§ 3. Rapport

94. - L'identification des données essentielles. - Comme cela fut déjà précisé dans les normes sur les dissolutions (§ 3.6), le professionnel devra (§ 3.3) reproduire ou joindre à son rapport l'état comptable (cf. n° 4 in fine).

Cela permet d'éviter les contestations ultérieures à propos du document définitif qui a conduit au rapport.

On recommandera au professionnel que cet état soit signé par exemple par deux administrateurs.

Cette disposition des normes donnera un caractère public à l'état comptable puisque le rapport du professionnel est déposé (art. 783 al. 4 C. Soc.) alors que la publicité de l'état comptable en lui-même n'a pas été organisée par le législateur. Cet argument n'est pas déterminant car une fois l'an, toute société doit informer les tiers de ses comptes annuels.

95. - La taille du rapport. - Traditionnellement, lorsqu'un rapport est déposé et par conséquent public – ce qui est le cas ici (art. 783 al 4 C. Soc.) –, les normes professionnelles mettent l'accent sur une légitime intimité de l'entreprise (cf. n° 21 supra en matière d'apports). Le professionnel se trouve souvent dans une situation embarrassante puisque d'un côté, il doit informer les tiers mais d'un autre côté, il est tenu au secret professionnel.

Le rapport ne sera «en forme longue» que si le professionnel l'estime nécessaire (§ 3.3.1, al. 2).

§ 4. Conclusions

96. - Des conclusions en forme négative. - Le paragraphe 4.1.1, deuxième tiret ainsi que l'exemple de conclusions repris en annexe font clairement apparaître que les conclusions du professionnel sont rédigées en forme négative. Nous nous sommes expliqués (cf. supra n° 83) sur l'importance de cette formulation.

On notera aussi que dans le cas où l'actif net est supérieur au capital (§ 4.2.1), le professionnel doit l'écrire mais il n'est obligé de mentionner ni le montant lui-même ni la différence. L'ancien texte (paragraphe B9) a été encore rendu plus clair de manière à éviter toute équivoque vis à vis des confrères.

Ce point est important car il est inutile qu'un professionnel engage sa responsabilité sur l'indication d'un montant d'actif net alors que le législateur ne l'exige pas.

97. - Cas où l'actif net est inférieur au capital minimum. - Les normes reviennent (§ 4.2.2.2) sur une ancienne doctrine de l'IRE (131) qui précisait qu'on ne pouvait admettre qu'un capital souscrit minimum soit entamé par une perte reportée. On visait, entre autres, l'incorporation de réserves au capital alors que ces réserves étaient économiquement nulles par la présence de pertes reportées.

S'alignant sur une doctrine plus moderne et plus souple, les normes autorisent cette opération ainsi que celles visées aux paragraphes 4.2.3 et 4.2.4 moyennant mention expresse dans le rapport et/ou les conclusions de l'art 785 C. Soc. ainsi que de l'art. 634 C. Soc.

*
* *

Chapitre VI. Conclusions

98. Au cours des dix dernières années, les normes publiées par l'IRE (pour la plupart en commun avec l'IEC) se sont considérablement enrichies.

D'importants efforts ont été réalisés sur la forme et sur l'ampleur des commentaires. L'essentiel des problèmes pratiques qui se posent sont abordés et les normes tentent d'y apporter une réponse claire.

Un modèle-type de conclusions est souvent, à la demande des confrères, proposé en annexe. Cette initiative est appréciée mais elle présente le danger de «stéréotyper» la démarche du confrère. Or, en matière de missions «spéciales», rien n'est plus dangereux que la démarche systématique et l'application mécanique d'une formule «toute faite».

Les normes insistent plus qu'auparavant sur les principes essentiels qui doivent guider notre profession tels l'importance relative, l'appréciation marginale, la nécessité de documenter nos travaux, d'identifier les données que nous avons analysées, etc.

(131) IRE, *Rapport annuel*, 1982, 64; voy. aussi, *IEC Info*, 8 décembre 1998, n° 23, 6.

Mais l'évolution la plus significative de ces matières vient d'une initiative récente de notre législateur. La mission en cas de transformation de forme juridique connaîtra dans quelques mois, lors de l'entrée en vigueur du nouveau Code des Sociétés, un nouveau cadre plus conforme aux limites à donner à cette opération. Il ne s'agira plus à l'avenir d'attester une image fidèle, complète et correcte mais d'indiquer s'il y a une surestimation ou non de l'actif net.

Formulons l'augure que cette sagesse retrouvée dans le chef du législateur puisse à l'avenir influencer les dispositions actuellement prévues en matière de dissolutions.

Segmental reporting: een realiteit of toekomstmuziek?

Chris Lefebvre,
Hoogleraar K.U.Leuven

Vincent Thoen,
Ph.D-student Accounting K.U.Leuven,
Assistent departement Toegepaste economische wetenschappen (*)

1. Inleiding

Segmental reporting is een relatief jonge vorm van financiële verslaggeving. Op het einde van de zestiger jaren deed zich in de bedrijfswereld een proces van diversificatie en internationalisering voor. Tegenwoordig zijn heel wat bedrijven actief in verschillende, soms sterk uiteenlopende branches, met verschillende winstvooruitzichten en opereren ze niet alleen meer in het binnenland maar hebben ze hun activiteiten uitgebreid tot op het Europese niveau (fusiegolven) of zijn ze zelfs aanwezig op het internationale forum. Elke bedrijfstak en elk geografisch gebied wordt meestal gekenmerkt door eigen winstmarges en winstvooruitzichten, risicograad en groeimogelijkheden. De jaarrekening van de onderneming dient echter een zo getrouw mogelijk beeld te geven van het vermogen, de financiële positie en de resultaten van de voorbije periode. Ze verschaft de gebruikers ervan belangrijke informatie over de prestaties van de onderneming en ze laat deze tevens toe het ondernemingsrisico beter in te schatten en de toekomstige mogelijkheden van de onderneming te beoordelen. Ten gevolge van de gestegen informatiebehoeften van de gebruikers is er naast de geconsolideerde verslaggeving, die een geglobaliseerd beeld geeft, nood aan extra informatie over de verschillende sectoren, homogene productgroepen en de diverse geografische markten. Dergelijke informatie wordt voornamelijk opgemaakt aan de hand van gedesaggregeerde gegevens.

Segmental reporting kan het best gedefinieerd worden als het rapporteren van gedesaggregeerde financiële informatie – zoals de omzet- en winstcijfers, het aangewend kapitaal en dergelijke meer – over een bepaalde periode voor een onderdeel van een onderneming of groep van ondernemingen. Hoofdzakelijk wordt deze informatie op twee belangrijke manieren verder geanalyseerd, namelijk enerzijds naar activiteiten, industriesegmenten of productgroepen en anderzijds naar geografische gebieden. De rapportering van gesegmenteerde informatie moet de

(*) Chris Lefebvre is gewoon hoogleraar aan de vakgroep Accountancy van het Departement Toegepaste Economische Wetenschappen, K.U. Leuven. Vincent Thoen is doctoraatstudent aan de vakgroep Accountancy van het Departement Toegepaste Economische Wetenschappen.
De auteurs danken B. Baert, P. Defrancq, H. Roefs, S. Van Steelant, T. Velghe en studenten Seminarie Financieel Boekhouden 1999-2000, K.U.Leuven: A. Butaye, P. Naegels, A. Renders, D. Renders en B. Stroobant.

gebruiker in staat stellen zich een beter oordeel te vormen over de onderneming in haar geheel gebruik makende van de gedetailleerde informatie van de verschillende ondernemingsdelen.

2. Theoretische fundering

De basis van segmental reporting kan gevonden worden in tal van paradigma's of theorema's die door verschillende auteurs werden voorgesteld en verdedigd. Een viertal theoretische achtergronden die ruime bijval vinden in de literatuur en die een boekhoudkundige en/of financiële oorsprong hebben, zullen kort worden toegelicht voor zover zij in aanmerking komen als grondlegger voor de behoefte aan segmental reporting. Het "fineness"-theorema verklaart samen met het "market efficiency"-theorema, de "accounting"-theorie en de "agency"-theorie de noodzaak aan een dergelijke vorm van rapportering.

2.1. Het "fineness"-theorema

Volgens MOHR (1983) kan de bestaansreden van segmental reporting worden verklaard door dit "fineness"-theorema, dat stelt dat indien men over twee informatiepakketten beschikt, het meest gedetailleerde pakket minstens even betekenisvol en waardevol is als het andere. Formeel gezien luidt het als volgt:

> *"Given two sets containing the same information, if one is broken down more finely, it will be at least as valuable as the other set."*

Toegepast op segmental reporting betekent dit dat gesegmenteerde informatie nooit overbodige of nutteloze informatie zal verstrekken. De verstrekte informatie zal minstens even waardevol zijn als de geconsolideerde informatie.

Dit theorema pleit in sterke mate voor het hanteren van segmental reporting, maar houdt echter geen rekening met de kosten die hieruit voortspruiten. Deze kosten omvatten naast voorbereidingskosten ook de kosten ten gevolge van het concurrentieel verlies. Men kan echter opmerken dat deze kosten vrij laag kunnen gehouden worden wanneer men de segmenten laat samenvallen met de organisatorische structuur van de organisatie. Bovendien zal een goed georganiseerde onderneming regelmatig meer gedetailleerde informatie verzamelen voor interne managementdoeleinden, hetgeen de kosten als gevolg van het voorbereiden van gesegmenteerde rapporten kan beperken.

In een concurrentiële omgeving dient men tevens na te gaan of de publicatie van de afzonderlijke elementen in het kader van segmental reporting bijdraagt tot een betere voorspelling van de toekomstige stroom van kosten en opbrengsten van de onderneming. Indien een bepaald element daar niets toe bijbrengt, is het bijgevolg nutteloos daaromtrent informatie te verschaffen.

2.2. De theorie van de marktefficiëntie

De financiële theorie met betrekking tot de marktefficiëntie, toegepast op de kapitaalmarkten, houdt in dat alle beschikbare informatie in verband met een effect reeds in de prijs van dat effect is weerspiegeld. FAMA (1970) onderscheidde drie vormen van efficiëntie: de zwakke (*weak*), de semi-sterke (*semistrong*) en de sterke (*strong*) vorm, al naar gelang de beschikbare informatie.

Om een efficiënte markt te creëren is het belangrijk over goede informatie te beschikken. Segmental reporting kan ertoe leiden dat de markt effectief efficiënter wordt, vermits elke informatie over een industrieel of geografisch bedrijfssegment de onderneming doorzichtiger maakt en de toekomstige geldstromen beter voorspeld kunnen worden (RADEBAUGH, 1987).

2.3. De "agency"-theorie

De veelbesproken "agency"-theorie gaat uit van een spanningsveld tussen een principaal en een agent. In deze bespreking kan het management van de onderneming beschouwd worden als de agent en de belanghebbenden of zogenaamde "stakeholders" – in casu de investeerders – als de principaal. Beide partijen streven ernaar hun eigen nut te maximaliseren wat logischerwijze een verschillende visie creëert over de hoeveelheid, de specificiteit en de wijze waarop informatie over de onderneming bekend gemaakt dient te worden. De agent zal immers steeds verkiezen minder informatie beschikbaar te stellen dan de hoeveelheid gewenst door de principaal. De vrijgegeven insider informatie zal immers eveneens door verschillende concurrenten van de onderneming kunnen worden aangewend in hun voordeel onder meer met het oog op het ontdekken van inefficiënties of nieuwe opportuniteiten. Toch moet men hierbij opmerken dat de informatie verschaft door en over de segmenten niet gedetailleerder zal zijn dan de informatie verschaft door niet-gediversifieerde ondernemingen. Het management kan echter wel door informatie achter te houden trachten te vermijden dat werknemers en vakbonden, met andere woorden de belanghebbenden, de winsten van de verschillende segmenten (eventueel uit verschillende landen) met elkaar gaan vergelijken.

In een omgeving zonder wetgeving omtrent gesegmenteerde rapporten, zoals het geval was in Europa in de jaren '60, zal de hoeveelheid gepubliceerde informatie afhangen van de machtsbalans tussen beide partijen en de druk die ze op elkaar kunnen uitoefenen. Indien de agent een redelijke mate van onafhankelijkheid bezit ten aanzien van de principaal, zal hij slechts informatie verschaffen op vrijwillige basis. Indien het management echter sterk gebonden is aan de belanghebbende omwille van financiële en/of andere redenen, zal zij verplicht zijn om meer informatie door te spelen naar deze laatste.

Een grote vooruitgang op het vlak van segmental reporting werd echter geboekt toen de analisten het niet-rapporteren van de gesegmenteerde informatie als een

groot nadeel begonnen te beschouwen. Hun negatieve houding ten aanzien van en hun minder gunstige evaluatie van een onderneming die bleef weigeren gesementeerde informatie te publiceren, leidde immers tot een daling van de waarde van de aandelen van de onderneming. Dit betekende vaak een rem op de investeringsmogelijkheden van het betrokken management. Het management werd op een dusdanige manier gedwongen om meer en meer informatie vrij te geven. Om de publieke informatieverspreiding in de hand te kunnen houden, vaardigden verschillende beroepsorganisaties van accountants – overtuigd van het nut van gesegmenteerd boekhouden – zelf regels uit. In 1976 kwam als eerste FAS 14 tot stand in de Verenigde Staten. Later werden ook in Europa algemene richtlijnen uitgevaardigd.

2.4. De "accounting"-theorie

Volgens de "accounting"-theorie (EMMANUEL & GARROD, 1992) zijn gesegmenteerde gegevens noodzakelijk om de onzekerheid te kunnen inschatten en om de activiteiten van ondernemingen beter te begrijpen. Ze laten ook toe het risico inherent aan de onderneming grondiger te beoordelen en accuratere winstvoorspellingen te maken. Tevens vormen ze een belangrijke informatiebron bij fusies en overnames.

3. Voordelen van segmental reporting

Een eerste belangrijk voordeel is dat men zich een beter en gedetailleerder beeld kan vormen van de onderneming en dat de vergelijkbaarheid van de onderneming met haar concurrenten wordt verhoogd. Een tweede voordeel zit vervat in het feit dat men een correcter inzicht krijgt in de huidige en toekomstige financiële toestand van de onderneming. Een laatste voordeel bestaat erin dat men een betere controle heeft over het management en dat er zelfs impulsen voor het management voortvloeien uit de gesegmenteerde rapportering.

3.1. Verbetering van de rapportering en verhogen van de vergelijkbaarheid

Door het gesegmenteerd rapporteren geeft men de gebruikers van deze informatie de mogelijkheid om zich een beter beeld te vormen van de onderneming. Dit kan dan op zijn beurt weer aanleiding geven tot meer gefundeerde investeringsbeslissingen, omdat de resultaten en de mogelijk daaruit voortvloeiende opportuniteiten beter beoordeeld kunnen worden. De resultaten van een onderneming worden niet alleen beïnvloed door de kwaliteit van het management, maar ook door de factoren die niet of nauwelijks door de onderneming kunnen worden beïnvloed, de omgevingsfactoren. De gesegmenteerde informatie zal ervoor zorgen dat de gebruiker specifieke informatie omtrent de omgevingsfactoren kan verkrijgen.

Op die manier kan de gebruiker mogelijke opportuniteiten en gevaren eigen aan een bepaalde omgeving onderscheiden en zo kan hij eventueel ook opmerken dat op één en hetzelfde tijdstip de verschillende segmenten een verschillende winstgevendheid hebben. Bij het woord gebruiker denken we dan vooral aan financiële analisten, maar ook in mindere mate aan de werknemers, de vakbonden en de overheid. De marktefficiëntie zal aanzienlijk verhogen als er kwaliteitsvolle gesegmenteerde informatie verspreid wordt, aangezien deze de gebruikers toelaat om de beschikbare middelen beter aan te wenden.

Vergelijken heeft echter pas zin als men een goede basis heeft om te kunnen vergelijken. Daarom is het belangrijk dat men vertrekt van gelijkaardige en vergelijkbare gegevens, hetgeen meestal een regelgevende leidraad vereist. Als gevolg van het gesegmenteerd rapporteren kan de onderneming dan beter vergeleken worden met andere ondernemingen. Deze andere ondernemingen kunnen gediversifieerde ondernemingen zijn die ook gesegmenteerd rapporteren of niet-gediversifieerde ondernemingen die in een bepaald deel van de markt actief zijn. Ook kan er een norm bepaald worden binnen een bepaald segment waarin de onderneming opereert. De prestatie van de onderneming kan en zal dan vergeleken worden met deze "benchmark" die bijvoorbeeld de gemiddelde winstgevendheid binnen een bepaalde sector weergeeft.

3.2. Beter beeld van de financiële toestand van de onderneming

Alvorens te investeren, willen de investeerders een beter beeld krijgen van de huidige en toekomstige financiële toestand van de onderneming. Ze zullen bijvoorbeeld de verwachte waarde van de toekomstige inkomstenstroom willen kennen of het risico dat verbonden is met een bepaalde investering. Daar dit risico verschilt van sector tot sector en van geografisch gebied tot geografisch gebied, is het belangrijk dat men over gesegmenteerde gegevens kan beschikken zodat het risico correct kan worden ingeschat, wat op basis van algemene gegevens niet steeds mogelijk is.

Uit onderzoek is gebleken dat voorspellingen op basis van gesegmenteerde cijfers opmerkelijk nauwkeuriger en correcter waren dan voorspellingen op basis van geconsolideerde gegevens, hoewel dit door later onderzoek (EMMANUEL & GARROD, 1987) dan weer weerlegd werd. De gesegmenteerde gegevens maken het in ieder geval mogelijk om bepaalde ratio's per segment te berekenen, wat dan op zijn beurt kan leiden tot meer gefundeerde beslissingen. Als men deze sterk afwijkende cijfers dan vergelijkt met de prestaties van andere bedrijven in dezelfde sector, kan men mogelijkerwijs achterhalen waar de oorzaak voor deze afwijkingen kan gevonden worden (bv. bij het management van dat segment of door een algemene malaise in de sector).

3.3. Betere controle van en invloed op het management

Elke onderneming heeft baat bij een efficiënt beheer en een efficiënt gebruik van de toegewezen middelen. Dit zal namelijk het aantrekken van nieuwe investeerders vergemakkelijken en het zal ook het prestige van de onderneming ten goede komen. Maar de investeerders willen natuurlijk deze efficiëntie nagaan om te beslissen in welke ondernemingen ze zullen investeren. Het bepalen van deze efficiëntie gebeurt best zo nauwkeurig mogelijk en daarom is het ook aangewezen dat dit op basis van zo gedetailleerd mogelijke informatie gebeurt, per segment dus. Elk segment krijgt een hoeveelheid middelen toegewezen die kan worden gebruikt voor het realiseren van investeringen en het genereren van winsten. Op basis van gesegmenteerde gegevens kan men dan de winstgevendheid van de respectievelijke segmenten vergelijken en kan men de prestaties van het management per segment beoordelen. Dit is natuurlijk een "incentive" voor het management om goed te presteren, daar goede prestaties meestal beloond zullen worden, bijvoorbeeld in de vorm van een loonsverhoging of in de vorm van een groter budget in een volgende budgetperiode (cfr. de zogenaamde "covenants"). Het management van een onderneming zal er dan ook alles aan doen om zo efficiënt mogelijk te werken.

4. Nadelen van segmental reporting

De nadelen van het rapporteren van gesegmenteerde informatie kunnen hoofdzakelijk gerelateerd worden met kosten die deze veroorzaken. Er kunnen verschillende soorten kosten onderscheiden worden die eruit voortvloeien. Enerzijds heeft men de meer directe kosten die uit de rapportering in se voortspruiten, anderzijds zijn er de indirecte kosten als gevolg van de publicatie van gesegmenteerde gegevens.

4.1. Rapporteringskosten

De directe kosten houden verband met het rapporteren zelf, zoals bijvoorbeeld de tijd vereist voor het opsplitsen van de gegevens naar een meer gedetailleerd niveau. Voor ondernemingen die intern georganiseerd zijn in segmenten en deelsegmenten zullen de extra kosten niet zo aanzienlijk zijn, omdat de meeste gedetailleerde informatie reeds voorhanden is. Deze cijfers zijn immers noodzakelijk voor de planning en de interne controle per segment.

Aangezien de wetgeving in de meeste landen een vrije keuze van de segmenten toelaat, zullen deze kosten in deze landen voor de betrokken ondernemingen dan ook eerder beperkt zijn. In landen waar men de segmenten niet vrij kan afbakenen, zullen deze kosten wel hoger oplopen. Dit zal in het bijzonder het geval zijn voor ondernemingen waarvan de interne structuur verschilt van de structuur en segmenten die men voor segmental reporting dient te hanteren. Een dergelijke

situatie zal aanleiding geven tot het opsplitsen en/of samenvoegen van de bedrijfssegmenten.

Bovendien dient te worden opgemerkt dat de toenemende informatisering ervoor zorgt en zal blijven zorgen dat de extra kosten als gevolg van het opstellen van gesegmenteerde informatie in de toekomst nog verder zullen afnemen. Ten slotte kan men erop wijzen dat vele bedrijven via het verplicht verschaffen van financieel-economische informatie aan de ondernemingsraad reeds over deze gegevens beschikken.

4.2. Kosten met betrekking tot de concurrentie

Gesegmenteerde informatie kan in bepaalde gevallen nuttig zijn voor de concurrenten van een onderneming. Door het gesegmenteerd rapporteren verkrijgen deze concurrenten immers informatie die op basis van de geconsolideerde cijfers nooit exact zou kunnen worden afgeleid. Deze cijfers zouden de concurrentie dan kunnen wijzen op bepaalde winstgevende opportuniteiten. Tevens zouden de concurrenten kunnen vaststellen dat bepaalde afdelingen binnen de eigen onderneming in vergelijking niet even goed functioneren en presteren.

Evenwel dient men rekening te houden met het feit dat men uit gesegmenteerde cijfers niet zoveel relevante en bruikbare informatie kan halen als men in eerste instantie zou kunnen vermoeden. De gesegmenteerde cijfers zullen nog altijd over meer dan één specifiek product handelen en bijgevolg wordt het voor de concurrentie toch bijzonder moeilijk, zoniet onmogelijk om exacte winstcijfers per product af te leiden.

4.3. Kosten met betrekking tot derde partijen

De kosten waartoe segmental reporting ten aanzien van andere bij het bedrijfsproces betrokken partijen, zoals de klanten, de leveranciers en de werknemers, kan aanleiding geven, mogen ook niet verwaarloosd worden. Wanneer de leveranciers respectievelijk de klanten uit de gesegmenteerde informatie kunnen opmaken dat bepaalde activiteiten waar zij rechtstreeks of onrechtstreeks een invloed op hebben wel zeer lucratief zijn, zou het kunnen dat deze niet meer bereid zijn een lage prijs te ontvangen respectievelijk een hoge prijs te betalen voor bepaalde producten. Bovendien hebben ook de werknemers er baat bij een zo goed mogelijk inzicht in de resultaten van het bedrijf te verkrijgen. Wanneer de werknemers – al dan niet met vakbondsvertegenwoordiging – merken dat de onderneming aanzienlijk betere winstcijfers kan voorleggen dan diegene die rechtstreeks voortkomen uit de geconsolideerde gegevens, dan zou het kunnen dat de werknemers zich bij de volgende loononderhandelingen harder gaan opstellen om hun deel van de koek op te eisen. Deze scenario's kunnen ertoe leiden dat de rentabiliteit van de onderneming in de volgende perioden negatief wordt beïnvloed, hetgeen door deze moeilijk te determineren kosten wordt weerspiegeld.

5. Boekhoudtechnische problemen

Op boekhoudtechnisch gebied wordt de onderneming geconfronteerd met twee grote problemen. Eerst en vooral is er de aflijning en bepaling van de segmenten. De vraag is op welke basis dit concreet dient te gebeuren, en daarbij aansluitend welke omvang de segmenten mogen bezitten. Ten tweede stelt zich het probleem van het opsplitsen en toewijzen van opbrengsten en kosten. Zo kan men zich de vraag stellen of kosten gemaakt voor de ganse onderneming of groep aan de segmenten moeten toegewezen worden en zo ja, op welke basis die dan moeten worden toegewezen aan de verschillende segmenten.

5.1. Het bepalen van de verschillende segmenten

Een bedrijf heeft in principe vier keuzemogelijkheden die toelaten het bedrijf op te delen in segmenten. Deze vier mogelijkheden dienen zeer nauwlettend tegen elkaar te worden afgewogen en de keuze dient te worden gemaakt in functie van een optimalisering van de financiële verslaggeving. Aangezien dit niet steeds strookt met de andere intenties van de bedrijfsleiding (bv. het geheim houden van strategische informatie), zou de beslissing wel eens aanleiding kunnen geven tot conflicten.

Een eerste keuzemogelijkheid is gebaseerd op de industriële dimensie: de indeling in segmenten gebeurt op basis van de verschillende bedrijfstakken waarin de onderneming of groep actief is. Een tweede mogelijkheid past de indeling op geografische basis toe. Binnen deze optie heeft men weer de keuze met betrekking tot de graad van detaillering tussen een lokaal, regionaal, nationaal of continentaal niveau van rapportering. Deze eerste twee segmenteringsmodaliteiten leggen duidelijk de nadruk op het verschil in risico's en winstgevendheid tussen de segmenten onderling. Het moge duidelijk zijn dat het exploiteren van bedrijfsactiviteiten in landen of regio's die een andere graad van economische ontwikkeling bezitten of die verder afgelegen zijn van het hoofdkantoor beduidend meer risico's inhoudt dan de activiteiten op de thuismarkt. Een gelijkaardige bemerking kan gemaakt worden voor het ontwikkelen van bedrijfsactiviteiten die minder verwantschap vertonen met de hoofdactiviteiten van de moederonderneming. Een derde mogelijkheid hanteert de bedrijfsorganisatorische dimensie: de segmenten worden ingedeeld in overeenstemming met de bestaande organisatorische structuur van de onderneming. Ten slotte stelt de vierde mogelijkheid voor een opdeling door te voeren in bedrijfssegmenten die elk een verschillende markt bedienen. Uiteraard leiden deze twee laatste opdelingswijzen tot een beperktere vergelijkbaarheid van ondernemingen onderling.

Het is belangrijk op te merken dat als uitgangspunt dient voorop te staan dat de gekozen segmenten allen een verschillend risico vertonen. Het is immers dit soort informatie die de belangrijkste groep gebruikers van gesegmenteerde informatie, de investeerders en potentiële investeerders, uit de rapportering wenst af te lei-

den. In dit geval kan men de industriële en geografische segmentering als de meest aangewezen keuze naar voor schuiven. Ook de regelgeving met betrekking tot segmental reporting (bv. IAS 14) blijkt hierop in te spelen door de voorkeur te geven aan de eerste twee dimensies als basis voor de segmentering.

Toch dient men oog te hebben voor de problemen die zich met betrekking tot de industriële en geografische indeling stellen. Bij de industriële indeling kan de term "bedrijfstak" vrij ruim worden geïnterpreteerd. Bij de geografische indeling is er de dreiging dat activiteiten met een zeer verschillend risico toch gegroepeerd worden, wat tot een vertekening kan aanleiding geven. Bovendien blijkt uit de praktijk dit bundelen van geografisch verwante, maar bedrijfseconomisch zeer uiteenlopende activiteiten de grootste fout te zijn die bedrijven maken, hetzij uit kostenbesparende overwegingen, hetzij uit vrees te veel inzage te geven in strategische gegevens. De regel van het onderscheiden van activiteiten met een uiteenlopend risico moet ten allen tijde worden gerespecteerd.

5.2. De resultaten van de verschillende segmenten

Een tweede probleem is de toewijzing van de kosten en de opbrengsten aan de verschillende segmenten. Wanneer er een gemeenschappelijke kost wordt geboekt, moet die volgens het "matching principle" worden toegewezen aan die segmenten die er ook de vruchten van plukken. Wanneer men immers deze kosten niet aan deze segmenten toewijst, zal men niet op objectieve wijze kunnen uitmaken welk aandeel de verschillende segmenten hebben in de globale prestatie van de onderneming. Integendeel, bepaalde segmenten zullen bevoordeeld worden terwijl andere segmenten onterecht zullen benadeeld worden. Bijgevolg is het noodzakelijk dat deze kosten op een redelijke en billijke basis worden toegewezen. Een redenering gelijklopend aan degene die zonet voor de kosten werd opgebouwd, geldt evenzeer voor de opbrengsten die door meerdere segmenten tegelijk of door de onderneming als groep worden gerealiseerd.

Gerelateerd aan dit probleem van de toewijzing van kosten en opbrengsten is het probleem van de transferprijzen die aangerekend moeten worden voor verrichtingen binnen de groep. De transferprijs is de prijs die wordt gebruikt voor de verkopen die plaats hebben tussen de segmenten van een gediversifieerde onderneming of groep. Deze transacties hebben niet alleen betrekking op goederen, maar kunnen eveneens op immateriële eigendom, diensten, huur- en leasingovereenkomsten betrekking hebben. In de academische literatuur worden verschillende, zeer uiteenlopende motieven afgeleid en getoetst die aanleiding geven tot het manipuleren van interne transferprijzen, zeker in een internationale omgeving. De transferprijs kan immers gebruikt worden ter beïnvloeding van het resultaat. Een algemene regel bij het bepalen van interne transferprijzen kan er daarom in bestaan bij het aanrekenen van interne transfers die prijzen te hanteren of als uitgangspunt te nemen die men normalerwijze had betaald of ontvangen indien het een transactie tussen onafhankelijke partijen had betroffen. Het betreft

hier het naleven van het zogenaamde "arm's length principle". In bepaalde situaties – zoals wanneer het gaat om zeer specifieke bedrijfsgebonden transacties die niet op de normale markt zijn terug te vinden – zal men echter niet zo eenvoudig tot een eenduidige waardering kunnen komen. In die gevallen zal men zich moeten beroepen op de redelijkheid en billijkheid van de ondernemer bij het bepalen van de transferprijs.

6. Wetgeving

In deze paragraaf zal een schets worden gegeven van de bestaande wettelijke voorschriften zowel op internationaal als op Europees en Belgisch niveau. Waar nodig wordt heel kort bij een aantal cruciale elementen stilgestaan en volgt wat verduidelijking. Vooraleer echter dieper in te gaan op deze juridische aspecten, lijkt het toch aangewezen even halt te houden bij de motivatie en argumentatie die de invoering van zulk een wetgeving verantwoorden.

6.1. Nut en belang van wetgeving

Men kan drie redenen identificeren en onderscheiden die het belang van een goede wetgeving omtrent segmental reporting aantonen. Deze drie redenen zijn respectievelijk het vermijden van het verlies aan informatie, het garanderen van een zeker informatieniveau en, ten slotte, het realiseren van de vergelijkbaarheid van informatie.

De moderne economie is een economie gekenmerkt door schaalvergroting en een toenemend aantal fusies. Deze consolidatietendens leidt echter tot een aanzienlijk informatieverlies. Een goed uitgewerkte, evenwichtige wetgeving in verband met gesegmenteerde financiële informatie zou dit verlies in belangrijke mate kunnen beperken.

Bedrijven zijn bovendien niet altijd geneigd tot het publiceren van al te veel informatie en dus ook niet van gesegmenteerde informatie. Vaak beperkt men zich tot die gegevensverschaffing die wettelijk minimaal vereist is. Het uitvaardigen van richtlijnen met betrekking tot segmental reporting zal dus niet alleen informatieverlies tegengaan, maar ook een garantie bieden voor een minimum hoeveelheid aan informatie op gesegmenteerd niveau.

Eén van de belangrijkste doelstellingen van segmental reporting is het vergemakkelijken van de beoordeling van de resultaten van gediversifieerde, al dan niet multinationale, ondernemingen. Met het oog op de vergelijkbaarheid van informatie is enige conformiteit in de rapportering gewenst. Hieruit blijkt dat niet alleen de wetgeving op zich belangrijk is, maar dat ook een zekere mate van overeenstemming en gelijkvormigheid tussen de verschillende nationale en internationale standaarden wenselijk is.

6.2. Wettelijke voorschriften: internationaal niveau

Op internationaal of supranationaal vlak zijn er zowel politieke als beroepsorganisaties die richtlijnen hebben uitgevaardigd in verband met segmental reporting. De politieke organisaties die hierbij het voortouw hebben genomen zijn enerzijds de Verenigde Naties (VN) en anderzijds de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (OESO). Onder de internationale professionele organisaties is het International Accounting Standards Committee (IASC) de voornaamste.

Al de vernoemde organisaties zagen het nut in van een harmonisering van de wetgeving omtrent gesegmenteerde rapportering. Tot op heden werken ze echter naast elkaar en bovendien zijn hun richtlijnen slechts algemeen en niet bindend. Ze worden enkel bindend van zodra ze in de nationale wetgeving van een land geïmplementeerd worden.

1) Verenigde Naties

In de jaren '70 besloten de Verenigde Naties te onderzoeken wat de invloed is van multinationale ondernemingen op de economische ontwikkelingen en de internationale verhoudingen. Het uiteindelijke doel hiervan lag in het ontwikkelen van een soort gedragscode (de zogenaamde "*Code of Conduct*") waaraan multinationale ondernemingen zich zouden dienen te houden. In dit kader wenste men ook te voorzien in een regelgeving met betrekking tot de verslaggeving door zulke ondernemingen. Het doel was een lijst van financiële en niet-financiële items op te stellen die bij publicatie in het jaarverslag van multinationale ondernemingen zouden moeten opgenomen worden. De voorstellen van de VN werden gepubliceerd in 1977 en hielden een pleidooi voor gesegmenteerde informatieverschaffing, maar na wijzigingen en aanpassingen in 1988 en 1994, werd voornamelijk de publicatie van de volgende elementen aanbevolen: geografische en industriële gesegmenteerde informatie over externe verkopen, interne transfers, bedrijfsresultaten en, voorzover mogelijk, het aangewend vermogen.

2) OESO

De OESO is een intergouvernementele organisatie van 24 geïndustrialiseerde landen. Alle lidstaten van de Europese Unie, inclusief België dus, maken er deel van uit. Tot de doelstellingen van deze organisatie hoort onder meer de ontwikkeling van beleidsinstrumenten ter bevordering van de wereldeconomie en van de multinationale wereldhandel. In 1976 werd de "*Declaration on International Investment and Multinational Enterprises*" gepubliceerd. Een herziening van dit document volgde in 1979. Omdat men later vaststelde dat verscheidene ondernemingen de richtlijnen niet naleefden, werden bijkomend verschillende gelijkaardige rapporten opgesteld en gepubliceerd waarin deze richtlijnen verder wer-

den uitgewerkt. De richtlijnen van de OESO streefden naar een verregaande openbaarmaking van informatie op basis van de geografische segmentering. Informatieverschaffing naar gelang de bedrijfstakken werd ook wel gesteund, maar kreeg niet dezelfde aandacht.

3) IASC

Zoals reeds eerder gezegd is het IASC een professionele organisatie van en voor accountants. Haar taak is tweeledig. Enerzijds omvat deze taak het formuleren van normen voor het opstellen en publiceren van de jaarrekening, anderzijds tracht zij de invoering van en het gebruik van deze normen op internationaal niveau te bevorderen. Met betrekking tot segmental reporting werd in 1981 International Accounting Standard 14 (IAS 14, 1981) "*Reporting Financial Information by Segment*" goedgekeurd en uitgevaardigd. Deze standaard werd echter herzien in 1997. Uit een onderzoek van het IASC bleek echter dat IAS 14 in België weinig tot zelfs geen navolging vindt en bijgevolg ook niet wordt toegepast.

Zoals reeds eerder vermeld werd, zijn deze organisaties onafhankelijk en werken ze naast elkaar. Toch komen in hun respectievelijke richtlijnen een aantal principes steeds of in grote lijnen terug. Deze gemeenschappelijke principes zijn:

1) Enkel gediversifieerde ondernemingen dienen tot gesegmenteerde rapportering te worden verplicht.
2) Gesegmenteerde rapportering dient volgens de "disaggregation approach" te worden opgesteld.
   Bij de "*disaggregation approach*" vertrekt men van het geaggregeerd resultaat, het resultaat van het geheel, dat men dan toewijst, verdeelt of desaggregeert over de verschillende segmenten. Dit impliceert meteen ook dat de som van de segmentresultaten gelijk is aan het geaggregeerd resultaat. Dit staat recht tegenover een tweede benadering, de zogenaamde "*autonomous entity approach*", waar bij het opstellen van de segmentinformatie het uitgangspunt stelt dat de segmenten als zelfstandige entiteiten dienen te worden beschouwd.
3) Segmentering is mogelijk op basis van de industriële of geografische dimensie.
   Geen enkele van de reeds beschouwde richtlijnen formuleert echter exacte of specifieke regels ter bepaling van de segmenten. Er worden wel suggesties gegeven maar die vormen niet meer dan een vage handleiding bij het afbakenen van de verschillende segmenten. Hier en daar worden er een aantal criteria opgenomen, alsook enkele definities en omschrijvingen, maar de uiteindelijke bepaling van de segmenten ligt volledig in handen van de onderneming.
4) De kerninformatie per segment dient volgende elementen te bevatten:
   a) Een korte omschrijving van en een korte uiteenzetting over de karakteristieken van het segment.

b) Gegevens over:
   - de verkopen (extern en intern) en de omzet;
   - de activa;
   - de basis bij het berekenen van de transferprijzen.
c) Zekerheid omtrent de consistentie tussen de gedesaggregeerde en de geaggregeerde informatie.
d) Er moet overeenstemming bestaan tussen de informatie met betrekking tot de segmenten en de informatie met betrekking tot het geheel.
e) Informatie omtrent eventuele veranderingen in de methodes van gesegmenteerde rapportering.

6.3. Wettelijke voorschriften: Europees en Belgisch niveau

De Europese en Belgische wettelijke reglementering zal samen besproken worden gegeven dat de wetgeving omtrent segmental reporting in België er precies in bestaat de EU-richtlijnen te implementeren in de nationale wetgeving. Een belangrijke doelstelling van de Europese Unie is het realiseren en vrijwaren van een ongehinderd grensoverschrijdend verkeer van personen, kapitaal en goederen binnen de ééngemaakte markt. Met dit doel voor ogen heeft de Europese wetgever ook een aantal boekhoudkundige richtlijnen uitgevaardigd ter harmonisering van de nationale boekhoudrechtelijke en vennootschapsrechtelijke bepalingen. In de Europese richtlijnen komt segmental reporting echter nauwelijks ter sprake. Een minimumvereiste betreffende de publicatie van gesegmenteerde informatie volgt uit de Vierde (1978) en de Zevende Richtlijn (1983).

Uit de Vierde Richtlijn met betrekking tot de financiële verslaggeving kan men toch volgende bepaling die verband houdt met gesegmenteerde rapportering halen:

> *"De volgende gegevens met betrekking tot de bedrijfsresultaten over het boekjaar en het vorige boekjaar dienen vermeld te worden: een splitsing van de netto-omzet naar categorieën bedrijfsactiviteiten en naar geografische markten voorzover deze categorieën en markten, vanuit het oogpunt van de organisatie van de verkoop van goederen en de verlening van diensten in het kader van de normale bedrijfsuitoefening van de vennootschap, onderling aanzienlijke verschillen te zien geven."*

Deze bepaling, alsook de Vierde Richtlijn, werd door het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen, in de Belgische wetgeving opgenomen. Ook in de Belgische regelgeving worden duidelijk geen criteria aangegeven op grond waarvan de segmenten kunnen of dienen afgebakend of onderscheiden worden.

De Europese Unie staat de nationale wetgevers toe een bepaling op te nemen die een vrijstelling van opsplitsing inhoudt voor kleine en middelgrote onderne-

mingen of in het geval van schade voortkomend uit de publicatie van gesegmenteerde financiële informatie. In België werden beide gronden van vrijstelling opgenomen in de wetgeving en vormen dus een basis tot het verkrijgen van vrijstelling.

Wanneer een onderneming een ernstig nadeel zou ondervinden door het publiceren van gesegmenteerde informatie, kan zij een vrijstelling krijgen van de verplichting tot segmentatie. Ondernemingen die zich richten op buitenlandse markten zouden bijvoorbeeld een concurrentieel nadeel kunnen ondervinden wanneer voorschriften in een land waar zij actief zijn de (lokale) ondernemingen niet verplichten tot de publicatie van zulke gesegmenteerde financiële informatie. Om vrijstelling te bekomen, moet een individuele toestemming worden aangevraagd en verkregen. De ontheffing wordt voor slechts één jaar toegekend en dient bovendien in de toelichting te worden vermeld.

Op basis van de omvang komen een aantal ondernemingen eveneens in aanmerking voor vrijstelling. In België verkrijgen enkel de kleine ondernemingen – die tevens een jaarrekening volgens het verkort schema mogen opstellen – automatisch vrijstelling van publicatie van gesegmenteerde informatie, ondanks het feit dat de Europese regels deze mogelijkheid ook voor de middelgrote ondernemingen openhielden. De criteria die worden gehanteerd voor de bepaling van wat kleine ondernemingen zijn, zijn de algemeen gangbare criteria (jaargemiddelde personeelsbestand van 50; balanstotaal 100 miljoen BEF; jaaromzet 200 miljoen BEF).

Dit zijn zowat de enige bepalingen die specifiek naar het gebruik van gesegmenteerde informatie verwijzen binnen de Belgische boekhoudwetgeving. Finaal dient te worden benadrukt dat deze minimalistische Europese en Belgische regelgeving wat betreft segmental reporting sterk verschillend en zelfs tegengesteld is aan de situatie in een aantal vooral Angelsaksische landen, zoals het Verenigd Koninkrijk (Companies Act, SSAP 25), Canada en de Verenigde Staten (SFAS 14), waar een heel uitgebreide en gedetailleerde wetgeving bestaat omtrent segmental reporting.

7. Besluit

Door de mondialisering van de bedrijfswereld ontstond in de jaren '60 het principe van segmental reporting. Gesegmenteerde rapportering betreft het publiceren van de boekhouding van de totale eenheid alsook van de verschillende segmenten van die eenheid. Bijgevolg is het bijzonder relevant voor gediversifieerde en/of multinationale ondernemingen en groepen van ondernemingen.

Wanneer we de voor- en de nadelen van gesegmenteerd rapporteren bekijken en evalueren, komen we tot de conclusie dat de nadelen – en de kosten in het bijzonder – niet opwegen tegen de voordelen. Gesegmenteerde rapportering kan een

heel eind tegemoet komen aan de informatiebehoefte van investeerders en andere belanghebbenden. Bovendien blijkt ook uit studies dat de voorspellende waarde van gesegmenteerde informatie groter is dan die van geconsolideerde informatie. Daarnaast toonde onderzoek aan dat gesegmenteerde informatie leidt tot een daling van het bedrijfsrisico zoals het door investeerders wordt gepercipieerd.

Hoewel er een internationale beweging is naar meer regelgeving met betrekking tot segmental reporting, blijft het voornaamste probleem dat de afbakening en identificatie van de segmenten behelst, bestaan. Op het gebied van wetgeving is er ook in België nog veel verbetering mogelijk. De huidige wetgeving is erg vaag en blijft beperkt tot een verwijzing in de marge van de boekhoudwetgeving. Dit heeft dan ook tot gevolg dat de gesegmenteerde verslaggeving in België nog niet sterk is ingeburgerd.

*
* *

Bibliografie

AJINKYA, B. (1980), *An Empirical Evaluation of Line-Of-Business (LOB) Reporting*. Journal of Accounting Research, 18(2), pp 343-361.

BACKER, M. & MCFARLAND, W. (1968), *External Reporting for Segments of a Business*. National Association of Accountants, New York, pp 103.

BAERT, B. (1997), *Segment Reporting in het Verenigd Koninkrijk*. Katholieke Universiteit Leuven, Leuven, 90 blz.

CORTIER, P. (1999), *Segmental Reporting: een vergelijking tussen enkele EU-landen*. UFSIA, Antwerpen, 132 blz.

CHOI, F.D.S. & MUELLER, G.G. (1992), *International Accounting*. 2nd Edition, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 610 p.

EMMANUEL, C. & GARROD, N. (1992), *Segment Reporting: International Issues and Evidence*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 170 p.

EMMANUEL, C. (1986), *Segment Reporting: the views of UK Investment Analysts*. Research working papers, University of Glasgow, 86-3.

International Accounting Standards Committee (1997), *IAS 14 Reporting Financial Information by Segment*, IASC.

KNOOPS, C., *Segmental Reporting in the Netherlands: regulations, empirical results and perceptions of management and financial analysts*. Paper presented at the 19th Annual Congress of the European Accounting Association, 25 p.

GARROD, N. & EMMANUEL, C. (1988), *The Impact of Company Profile on the Predictive Ability of Disaggregated Data*. Journal of Business Finance and Accounting, 15(2), pp 135-154.

MOHR, R. (1983), *The Segmental Reporting Issue: a Review of Empirical Research*. Journal of Accounting Literature, 2, pp 39-71.

NOBES, C. & PARKER, R. (1991), *Comparative International Accounting*. Third Edition, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 362 p.

PRODHAN, B. & HARRIS, M. (1989), *Systematic Risk and the Discretionary Disclosure of Geographical Segments: an Empirical Investigation of US Multinationals*. Journal of Business Finance and Accounting, 16, pp 467-492.

RADEBAUGH, L. & GRAY, S. (1993), *International Accounting and Multinational Enterprises*. John Wiley, pp. 269-282.

United Nations (1988, revised 1994), *Conclusions on UN, Accounting and Reporting by Transnational Corporations*. New York.

Kanttekeningen bij de invoering van het "fair value"waarderingsconcept in het Europese en Belgische boekhoudrecht

Jean-Pierre Maes,
Voorzitter Commissie voor Boekhoudkundige Normen
Luk Behets,
Wetenschappelijk secretaris Commissie voor Boekhoudkundige Normen

Vrij recent publiceerde de Europese Commissie een voorstel tot wijziging van de vierde en zevende EG-richtlijnen (1). Dit voorstel strekt ertoe "fair value accounting" van financiële instrumenten ook mogelijk te maken voor de Europese ondernemingen om op die manier uitvoering te geven aan het Europese voornemen om het Europese boekhoudrecht opnieuw aansluiting te doen vinden bij de heersende internationale accountingnormen.

In deze bijdrage wordt het Europese voorstel nader toegelicht en worden enige kanttekeningen gemaakt bij de vraag of de invoering van het "fair value" waarderingsconcept te verzoenen valt met de grondslagen van het Europese boekhoudrecht. Tegelijk wordt enige aandacht besteed aan IAS 39 "Financial Instruments: Recognition and Measurement" daar deze norm model stond en staat voor de ontwikkeling en de verdere uitbouw van het Europese voorstel. Ten slotte worden enkele beschouwingen gewijd aan de invoering van het "fair value" waarderingsconcept in de Belgische rechtsorde.

Het Europese voorstel

Het Europese voorstel om "fair value accounting" voor financiële instrumenten te introduceren dient hoofdzakelijk gekaderd te worden binnen de actuele Europese strategie om het Europese jaarrekeningenrecht zoveel mogelijk af te stemmen op de International Accounting Standards (IAS) en op termijn (tegen uiterlijk 2005) de toepassing van deze normen verplicht te stellen voor de geconsolideerde jaarrekening van genoteerde ondernemingen (2). In de huidige stand van zaken zouden de Europese ondernemingen immers slechts kunnen voldoen aan

(1) Voorstel voor een Richtlijn van het Europees Parlement en de Raad tot wijziging van de Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG met betrekking tot de waarderingsregels voor de jaarrekening en de geconsolideerde jaarrekening van bepaalde vennootschapsvormen, Brussel 24 februari 2000.

(2) Mededeling van de Commissie aan de Raad en het Europees Parlement, Strategie van de EU inzake de financiële verslaggeving, verdere maatregelen, Brussel 13 juni 2000.

de "IAS full compliance" vereiste (3) door inbreuk te plegen op de Europese richtlijnen daar deze geen fair value-waardering van financiële instrumenten toelaten.

Binnen het Europese jaarrekeningenrecht is er geen autonoom ontwikkelingsproces aan te duiden waaruit het fair value-waarderingsconcept van financiële instrumenten zou voortvloeien (4). Zoals uit de hiernavolgende toelichting zal blijken, leidt deze vaststelling ertoe dat het Europese voorstel zeer elementair is en verdere uitbouw noodzaakt hetzij door specifieke nationale wetgeving, hetzij door overname van een verder geëvolueerde IAS-regelgeving.

De Europese lidstaten krijgen aanzienlijke speelruimte om fair value-accounting van financiële instrumenten in hun nationale regelgeving te implementeren. Zij krijgen immers de keuze om:
— fair value-accounting toe te laten of te verplichten;
— fair value-accounting al of niet te beperken tot de geconsolideerde jaarrekening.

Hoewel de lidstaten op die manier voor een verplichte keuze worden gesteld valt het te betreuren dat niet werd gekozen voor een verplichte toepassing, in een eerste fase al of niet beperkt tot de geconsolideerde jaarrekening.

Rekening houdend met uiteenlopende zienswijzen over de vennootschapsrechtelijke, fiscaalrechtelijke en bedrijfseconomische draagwijdte van de jaarrekening, kan immers gevreesd worden dat fair value-accounting van financiële instrumenten binnen Europa op uiteenlopende wijze zal toegepast worden wat niet zal bijdragen tot de verhoopte harmonisatie.

Het Europese voorstel zelf bevat geen definities of omschrijvingen van de meest essentiële begrippen die erin voorkomen. Aanvankelijk overwoog de Europese Commissie de opname van specifieke definities doch snel werd duidelijk dat daarbij volgende onoverkomelijke moeilijkheden rezen.

Enerzijds bevat het Europese jaarrekeningenrecht zelf geen definities van de erin opgenomen begrippen, zelfs niet van de meest elementaire (activa, passiva, eigen vermogen, kosten, opbrengsten, realisatie,...). Bijgevolg zou het een bijna onmogelijke opgave geweest zijn om voor fair value-accounting van financiële instrumenten autonome definities te construeren daar zij een beroep zouden noodzaken op elders niet gedefinieerde bouwstenen. Volgens de Europese Commissie

(3) IAS 1, § 11: An enterprise whose financial statements comply with IAS should disclose that fact. Financial Statements should not be described as complying with IAS unless they comply with all the requirements of each applicable Standard and each applicable Interpretation of the Standing Interpretations Committee.

(4) In tegenstelling tot de IAS waarin het fair value waarderingsconcept een lange weg heeft afgelegd, aanvankelijk fragmentarisch en verspreid (IAS 16, 18, 20 en 22), later wat financiële instrumenten betreft, IAS 25 en tenslotte IAS 32 en het hele wordingsproces van IAS 39 (ED 40, ED 48, Discussion Paper, ED 62).

moet voor de concrete invulling van haar voorstel inspiratie worden gezocht, hetzij in vaklitteratuur, hetzij in de internationale accountingregelgeving.

Anderzijds oordeelde de Europese Commissie dat elke voorgestelde definitie vlug zou achterhaald zijn door de voortdurende evolutie van de (complexe) wereld van de financiële instrumenten.

Het Europese voorstel laat de lidstaten vrij om te bepalen welke balansposten als financiële instrumenten kunnen gekwalificeerd en gewaardeerd worden met dien verstande dat van fair value-waardering worden uitgesloten: de andere balansposten dan financiële instrumenten en de passiva andere dan degene die behoren tot de handelsportefeuille, als dekkingsposten zijn opgenomen of afgeleide financiële instrumenten zijn.

Vervolgens mogen de Lidstaten de toepassing van fair value-waardering beperken tot financiële instrumenten die behoren tot de handelsportefeuille. Wordt deze beperking toegepast, dan worden alle afgeleide financiële instrumenten geacht deel uit te maken van de handelsportefeuille.

Tenslotte mogen de Lidstaten volgende balansposten uitsluiten van fair value-waardering:
— financiële instrumenten die gehouden worden tot op vervaldag;
— verstrekte leningen en voorschotten die niet behoren tot de handelsportefeuille;
— grondstoffencontracten die oorspronkelijk bedoeld zijn om aan de behoeften van de onderneming te voldoen en waarvan de afwikkeling gebeurt door levering van de grondstof.

Voor een goed begrip van de voorliggende problematiek verwijzen wij bij gebreke aan een Europese definitie naar de in IAS 32 en IAS 39 opgenomen definities van financiële instrumenten en van de kwalificaties "gehouden voor handelsdoeleinden" en "gehouden tot vervaldag".

Een financieel instrument is een overeenkomst die leidt tot een financieel actief bij de éne partij en tot een financiële verplichting of eigen vermogensbestanddeel bij de andere partij.

Een financieel actief is elk actief bestaande uit:
— liquide middelen;
— een overeengekomen recht om liquide middelen of een ander financieel actief te ontvangen;
— een overeengekomen recht om financiële instrumenten met een andere partij te ruilen tegen potentieel voordelige voorwaarden;
— een eigen vermogensbestanddeel van een andere onderneming.

Een financieel passief is elke overeengekomen financiële verplichting om:
— liquide middelen of een ander financieel actief over te dragen aan een andere partij;

— financiële instrumenten te ruilen met een andere partij tegen potentieel nadelige voorwaarden.

Een eigen vermogensbestanddeel is elke overeenkomst die het recht omvat op het overblijvende aandeel in de activa van een andere onderneming na aftrek van al haar verplichtingen.

Hoewel er in deze definitie zelf verwezen wordt naar het te definiëren begrip financieel instrument zou er toch geen sprake zijn van een kringredenering. Wanneer er een overeengekomen recht of verplichting bestaat om financiële instrumenten te ruilen, leiden deze onderling te ruilen instrumenten tot het ontstaan van financiële activa, financiële passiva of eigen vermogensbestanddelen. Zo kan er een reeks van overeengekomen rechten of verplichtingen worden opgebouwd maar uiteindelijk zal deze reeks leiden tot de ontvangst of betaling van liquide middelen of tot de verwerving of uitgifte van een eigen vermogensbestanddeel.

IAS 39 onderscheidt verder vier categorieën van financiële activa (met bijhorende waardering: zie infra):
— financiële activa gehouden voor handelsdoeleinden: financiële activa verkregen om voordeel te halen uit kortetermijnprijsbewegingen of uit het verschil tussen bied- en laatprijzen;
— financiële activa gehouden tot vervaldag: financiële activa met vaste termijnen die de onderneming wil én kan behouden tot vervaldag;
— (financiële) vorderingen ontstaan uit de gewone bedrijfsactiviteit zonder de bedoeling om ze op korte termijn over te dragen;
— voor verkoop bestemde financiële activa: financiële activa die niet behoren tot één van de vorige categorieën.

Financiële instrumenten omvatten dus hoofdzakelijk vorderingen, schulden, aandelen en afgeleiden (5).

De voorgestelde definitie moet voldoende houvast bieden om te beoordelen of een balanspost al of niet als een financieel instrument moet gekwalificeerd worden. Zo zijn materiële of immateriële activa geen financiële instrumenten omdat zij wel de mogelijkheid creëren om de ontvangst van kasstromen of andere economische voordelen te bewerkstelligen maar op zichzelf geen recht geven om geld of andere financiële activa te ontvangen. Activa (zoals vooruitbetaalde kosten) waarvan het toekomstig economisch voordeel bestaat uit de ontvangst van goederen of diensten in plaats van liquide middelen of een ander financieel actief

(5) Een afgeleid financieel instrument wordt in IAS 39 omschreven als een financieel instrument waarvan de waarde varieert in functie van een refertevariabele, waarvoor weinig of geen initiële uitgaven noodzakelijk zijn vergeleken met gelijkaardige contracten die de refertevariabele zelf betreffen en waarvan de vereffening op een toekomstig tijdstip plaatsvindt.

zijn evenmin financiële instrumenten. Activa of passiva die niet contractueel van aard zijn zoals belastingen, zijn evenmin financiële instrumenten.

Wat de criteria voor (de)activering en (de)passivering betreft, vertoont het Europese voorstel in navolging van het Europese jaarrekeningenrecht een belangrijke lacune. Bij gebreke aan enige richtinggevende criteria blijft het onduidelijk wanneer financiële instrumenten al of niet in de balans erkend moeten worden. Belangrijke toepassingsgevallen betreffen onder meer de problematiek van de afgeleide financiële instrumenten, het datum-van-terbeschikkingstelling principe, de ontvangen of verstrekte warborgen, de cessie/retrocessie verrichtingen, schuldherschikking, effectisering,...

IAS 39 besteedt in de paragrafen 27 tot 65 uitvoerig aandacht aan de verschillende aspecten van recognition en derecognition van financiële activa en passiva. Wat recognition betreft, moet een onderneming een financieel instrument in haar balans opnemen wanneer zij er contractspartij van wordt.

Wat derecognition van financiële activa betreft, staat het "controle" concept centraal. Zo dient een onderneming een financieel actief geheel of gedeeltelijk te deactiveren wanneer zij de controle over de contractuele rechten die het financiële instrument bepalen geheel of gedeeltelijk verliest. Er is controleverlies wanneer het recht op de contractuele voordelen verwezenlijkt wordt, dit recht verloren gaat of overgedragen wordt. Bij de beoordeling van het controleverlies moet tegelijk rekening worden gehouden met de toestand van de onderneming die de controle verliest en van de onderneming die de controle verwerft. Wanneer uit de beoordeling van beide toestanden zou blijken dat de overdragende onderneming enige controle behoudt, dan kan er in haren hoofde geen sprake zijn van een (volledige) deactivering. Wordt een financieel actief slechts gedeeltelijk overgedragen, dan moet er een opsplitsing gebeuren om de waarden van het overgedragen en het niet-overgedragen deel te bepalen.

Een onderneming dient een financieel passief te de-passiveren wanneer aan de contractuele verplichtingen van het financiële instrument werd voldaan, zij kwijtgescholden werden of vervallen zijn.

Het fair value-waarderingsconcept zelf wordt evenmin gedefinieerd in het Europese voorstel dat zich ertoe beperkt te bepalen hoe de fair value-waarde in concreto bepaald dient te worden. In de IAS wordt fair value (6) klassiek omschreven als de waarde waarvoor een actief kan worden verhandeld of een passief kan worden afgewikkeld tussen terzake goed geïnformeerde, tot het afsluiten van een transactie bereid zijnde partijen die onafhankelijk van elkaar zijn (7).

(6) In de Nederlandse vaklitteratuur vertaald als "werkelijke waarde", "waarde in het economische verkeer"...

(7) Zie o.m.: IAS 16, IAS 17, IAS 18, IAS 19, IAS 20, IAS 21, IAS 22, IAS 25, IAS 32, IAS 38, IAS 39.

Toegepast op financiële instrumenten stemt deze fair value-waarde in het Europese voorstel overeen met de marktwaarde (voor financiële instrumenten die op een actieve markt verhandeld worden) of met een modelwaarde (voor financiële instrumenten die niet op een actieve markt worden verhandeld).

Financiële instrumenten waarvan de markt- of modelwaarde niet op een betrouwbare wijze kan bepaald worden, kunnen niet tegen fair value gewaardeerd worden.

De voorgestelde fair value-waardering van het Europese voorstel stemt enkel wat de passiva betreft overeen met IAS 39. Wat de financiële activa betreft, wordt in IAS 39 volgend onderscheid gemaakt:

— financiële activa die behoren hetzij tot de handelsportefeuille, hetzij tot de voor verkoop bestemde restcategorie worden principieel tegen fair value gewaardeerd (onder voorbehoud van een bijzondere waardering in het kader van hedge accounting, zie infra) tenzij er geen betrouwbare fair value-waardering mogelijk zou zijn;

— de handelsvorderingen van de onderneming en de tot op vervaldag gehouden financiële activa worden niet tegen fair value gewaardeerd maar tegen "gecorrigeerde aanschaffingsprijs" d.i. de aanschaffingsprijs vermeerderd of verminderd met de terugbetalingen in hoofdsom, het in resultaat genomen verschil tussen aanschaffings- en terugbetalingswaarde en waardeverminderingen met toepassing van de terzake passende beoordelingscriteria. Inzake de tot vervaldag gehouden financiële activa gelden strenge kwalificatiecriteria. Indien er niet langer kan van worden uitgegaan dat een financieel actief gekwalificeerd als "gehouden tot op vervaldag" daadwerkelijk tot op vervaldag zal of kan gehouden worden, wordt het vanaf die datum tegen fair value gewaardeerd.

Uiteraard dient ook een antwoord te worden verstrekt op de cruciale vraag hoe de waarderingsverschillen die voortvloeien uit de fair value-waardering toegerekend moeten worden aan het eigen vermogen.

Deze vraag houdt rechtstreeks verband met de betekenis van de resultatenrekening als meetinstrument voor de financiële prestaties van de onderneming en de draagwijdte van het voorzichtigheids- en realisatiebeginsel.

Indien de "werkelijke" vermogenswaarde van de onderneming tot uitdrukking moet worden gebracht om de financiële prestaties van de onderneming te beoordelen en het afsluiten van een transactie niet meer bepalend is voor de boekhoudkundige realisatie van een vermogensbestanddeel, is er in de logica van het fair value-waarderingsconcept geen reden meer om enig onderscheid te maken tussen al of niet gerealiseerde vermogenstoenames of -verminderingen en worden deze erkend in de resultatenrekening die dan moet opgevat worden als een "statement of financial performance".

Deze logica wordt niet gevolgd in het Europese voorstel. Principieel dienen de waarderingsverschillen die voortvloeien uit de fair value-waardering van financiële instrumenten wel erkend te worden in de resultatenrekening, doch tegelijk kunnen de lidstaten bepalen dat de waarderingsverschillen die een niet voor handelsdoeleinden gehouden financieel actief betreffen, rechtstreeks toegerekend worden aan het eigen vermogen.

Dit compromis werd verantwoord door volgende (tegengestelde) overwegingen. Enerzijds werd opgeworpen dat het onverantwoord zou zijn om vanuit het oogpunt van het voorzichtigheidsprincipe en het principe van kapitaalinstandhouding niet gerealiseerde waarderingsverschillen uit te keren aan de aandeelhouders.

Anderzijds werd wel erkend dat, wat de handelsportefeuille betreft, de nagenoeg continue realisatie ervan toelaat om de te allen tijde realiseerbare fair value-waarderingsverschillen in resultaat op te nemen.

Ook in IAS 39 is men er niet in geslaagd om de logica van het fair value-waarderingsmodel consequent door te voeren. In de huidige stand van zaken ziet de toestand er immers als volgt uit:
— fair value-waarderingsverschillen van financiële instrumenten die behoren tot de handelsportefeuille worden in de resultatenrekening erkend;
— fair value-waarderingsverschillen van financiële instrumenten die gekwalificeerd worden als bestemd voor verkoop, kunnen ofwel in de resultatenrekening worden erkend ofwel rechtstreeks toegerekend worden aan het eigen vermogen.

Traditioneel wordt in de boekhoudkundige regelgeving van financiële instrumenten bijzondere aandacht besteed aan de "hedge accounting" problematiek. Bij hedging worden dekkingsinstrumenten gebruikt om het risico te beperken van andere onderliggende bestanddelen. Boekhoudkundig wordt er daarom naar gestreefd om de waardeschommelingen van de samenstellende delen van een hedgeverrichting samen, en niet afzonderlijk, te erkennen.

Daar er op dit ogenblik nog meerdere benaderingen voor hedge-accounting bestaan en de problematiek nog sterk evolueert, kiest het Europese voorstel opnieuw voor een algemene benadering en worden geen definities of gedetailleerde regels voorgeschreven. Er wordt enkel bepaald dat een systeem van hedge-accounting van financiële instrumenten kan gehanteerd worden waarbij de fair value-waarderingsverschillen van dekkingsinstrument en gedekt bestanddeel op dezelfde manier toegerekend worden aan het eigen vermogen.

IAS 39 erkent enkel afgeleide financiële instrumenten voor het gebruik van hedge-accounting. Principieel kan een globale positie niet als zodanig worden ingedekt doch enkel de bestanddelen van een gesaldeerde nettopositie.

Drie types van dekkingsverrichtingen worden onderscheiden:
— de indekking van fair value-waarderingsverschillen van een actief of een passief die toerekenbaar zijn aan een geïdentificeerd risico en het resultaat beïnvloeden;
— de indekking van kasstromen voor een risico verbonden met activa, passiva of geplande verrichtingen en die het resultaat beïnvloeden;
— de indekking van investeringen in buitenlandse vestigingen.

Voor de toepassing van hedge accounting moet tegelijk voldaan worden aan volgende vijf voorwaarden:
— bij het opstarten van de dekkingsverrichtingen moeten het gedekte bestanddeel, het dekkingsinstrument, de aard van het risico en de gevolgde strategie uitvoerig gedocumenteerd worden;
— er kan redelijk verwacht worden dat de dekkingsverrichting haar doel zal bereiken;
— een geplande verrichting kan maar worden ingedekt wanneer er voldoende zekerheid over bestaat;
— het resultaat van de dekkingsverrichting moet meetbaar zijn;
— de dekkingsverrichting was effectief in de rapporteringsperiode.

De bijzondere inresultaatneming hangt samen met het type van dekkingsverrichting:
— fair value-dekkingsverrichtingen: enerzijds worden de waarderingsverschillen die voortvloeien uit de fair value-waardering van het dekkingsinstrument onmiddellijk in resultaat genomen; anderzijds wordt de boekwaarde van het gedekte bestanddeel aangepast aan de door het ingedekte risico veroorzaakte waardewijziging en in resultaat genomen;
— indekkingen van kasstromen: enerzijds wordt het bedrag van de effectieve indekking rechtstreeks toegerekend aan het eigen vermogen; anderzijds wordt het bedrag van de niet effectieve indekking hetzij opgenomen in het resultaat wanneer het om een indekking met een afgeleide gaat, hetzij rechtstreeks toegerekend aan het eigen vermogen wanneer het om een indekking gaat die niet gebeurt met een afgeleide;
— indekkingen van investeringen in buitenlandse vestigingen worden verwerkt zoals indekkingen van kasstromen.

Fair value-waardering van financiële instrumenten gaat ook samen met een passende informatieverstrekking. Het Europese voorstel bevat een algemene beschrijving van de te verstrekken informatie waardoor de lidstaten zelf kunnen beoordelen in welke mate aanvullende gedetailleerde informatieverstrekking aangewezen of noodzakelijk is. Indien een lidstaat ervoor zou kiezen om de ondernemingen de keuze te laten om hun financiële instrumenten al of niet tegen fair value te waarderen, dienen de ondernemingen die geen fair value-waardering zouden toepassen niettemin in de toelichting de fair value-waarde te vermelden van de door hen gehouden financiële instrumenten.

Wordt fair value-waardering van financiële instrumenten toegepast, dan moet de toelichting worden aangevuld met volgende gegevens:
— de posten van de jaarrekening die tegen fair value zijn gewaardeerd;
— de hypothesen die ten grondslag liggen aan de gebruikte waarderingsmodellen;
— per categorie van financiële instrumenten, de fair value-waarderingsverschillen die werden opgenomen in de resultatenrekening of werden toegerekend aan het eigen vermogen;
— gedetailleerde informatie over de bedragen die rechtstreeks aan het eigen vermogen werden toegerekend;
— per categorie van financiële instrumenten, de vermelding van de significante voorwaarden die het bedrag, het tijdstip en de zekerheid van de toekomstig verwachte kasstromen kunnen beïnvloeden.

*
* *

Binnen het kader van de Europese regelgeving is fair value-accounting een revolutionair gegeven. Traditioneel wordt immers sterk vastgehouden aan het voorzichtigheids- en realisatieprincipe en aan de waardering tegen historische kostprijs. Met de invoering van fair value-accounting van financiële instrumenten wordt de eerste bouwsteen gelegd van een nieuw waarderings- en rapporteringsmodel. Daarbij moet echter de fundamentele vraag gesteld worden welke belangen met deze evolutie worden gediend.

Voor een antwoord moeten wij opnieuw te rade gaan bij de IAS. In tegenstelling tot het Europese boekhoudrecht worden de IAS voorafgegaan door een "conceptual framework" waarin o.a. de onderliggende concepten en doelstellingen van het door het IASC nagestreefde financiële rapporteringsmodel worden uiteengezet en waarin de elementaire bouwstenen van de financiële staten worden gedefinieerd.

In dit "conceptual framework" krijgen de investeerders een voorkeurbehandeling als bestemmelingen van de financiële informatie. Er wordt immers van uitgegaan dat de belangen van de gebruikers van de financiële staten het best gediend worden door tegemoet te komen aan de wensen van de verstrekkers van risicokapitaal (8). De financiële rapporteringsobjectieven worden dan ook bepaald in functie van deze doelgroep. Bijgevolg moet worden nagegaan in welke mate fair value-waardering van financiële instrumenten tegemoetkomt aan hun verwachtingen.

(8) Conceptual framework § 10: While all of the information needs of these users cannot be met by financial statements, there are needs which are common to all users. As investors are providers of risk capital to the enterprise, the provision of financial statements that meet their needs will also meet most of the needs of other users that financial statements can satisfy.

In een in maart 1997 gepubliceerde discussiepaper (9) die mee aan de basis ligt van IAS 39 werden volgende verdiensten toegemeten aan fair value-waardering.

Fair value-waardering zou een betere voorspelbaarheid opleveren van de toekomstig te verwachten kasstromen, zou leiden tot een betere vergelijkbaarheid door het weergeven van dezelfde marktgedetermineerde kasstromen, zou aansluiten bij het toegepaste financiële risicobeheer, zou leiden tot een beter inzicht in de financiële positie en de financiële prestaties (10) van de onderneming en zou een aanzienlijke administratieve vereenvoudiging opleveren in de mate waarin een veralgemeende toepassing van de marktprijs zou doorgevoerd worden.

Samen zouden deze verdiensten waarborgen dat de investeerders een betrouwbaar en relevant inzicht wordt geboden in de marktwaarde van hun investeringsobject.

In het kader van het Europese boekhoudrecht werd er echter altijd naar gestreefd om tegemoet te komen aan de wensen van een veelheid van gebruikers (11). Daartoe behoren in de eerste plaats de ondernemingen zelf maar verder ook alle derden die met de onderneming handelen (12) en de overheid.

In het licht van de volgende bezwaren tegen een veralgemeende fair value-waardering van financiële instrumenten, dient dan ook de vraag gesteld of Europa niet enigszins overhaast tewerk ging:
— fair value-waardering gebeurt in een discontinuïteitsoptiek omdat gewaardeerd wordt tegen onmiddellijke realisatiewaarde (13). Daardoor zou afbreuk worden gedaan aan de onderliggende economische realiteit aangezien heel wat transacties afgesloten worden vanuit een langetermijnperspectief en een waardering tegen onmiddellijke liquidatiewaarde zonder betekenis zou zijn;
— fair value-waardering kan zonder veel moeilijkheden gebeuren voor financiële instrumenten die op een actieve markt verhandeld worden. Voor heel

(9) "Accounting for Financial Assets and Financial Liabilities", A discussion paper issued for comment by the Steering Committee on Financial Instruments, IASC, maart 1997.
(10) In dit verband dient verwezen naar het Conceptual framework § 76: ... the definition of income also includes unrealised gains; for example, those arising on the revaluation of marketable securities and those resulting from increases in the carrying amount of long term assets.
(11) Zie in dit verband, wat België betreft, de tekst van het Verslag aan de Koning bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen.
(12) Terloops kan daarbij opgemerkt worden dat de meeste werkmiddelen van de ondernemingen niet door hun aandeelhouders maar door hun schuldeisers worden verstrekt.
(13) Wat financiële instrumenten betreft, wordt verondersteld dat de huidige financiële markten dermate ontwikkeld zijn dat nagenoeg alle financiële transacties kunnen plaatsvinden met verwijzing naar de marktprijs voor soortgelijke transacties, dat de ondernemingen gemakkelijk toegang hebben tot de financiële markten om voordeel te halen uit de fair value-wijzigingen en voor het merendeel van financiële instrumenten onmiddellijk een relevante en betrouwbare marktprijs voorhanden is.

wat financiële instrumenten is er echter nog geen sprake van een dergelijke markt;
— fair value-waardering zou leiden tot een accountingmodel met twee waarheden: historische kostprijs vs. geactualiseerde fair value-waarde;
— fair value-waardering zou leiden tot een verkeerd begrepen volatiliteit in de financiële rapportering (14);
— een goed begrip van fair value-waardering vereist bijkomende gegevens over risicometing en -beheersing;
— fair value-waardering van (financiële) vorderingen en schulden is een delicate aangelegenheid. Wat vorderingen betreft, kan moeilijk de bijzondere verhouding tussen schuldeiser en schuldenaar buiten beschouwing worden gelaten. Fair value-waardering van schulden zou er onder meer kunnen toe leiden dat een onderneming voordeel zou halen uit een verslechtering van haar financiële toestand.

Het Belgische boekhoudrecht

Zonder vooruit te willen lopen op de omzetting van het Europese voorstel in het Belgische boekhoudrecht, mag reeds gesteld worden dat het fair value-waarderingsconcept aanleiding kan zijn voor de Commissie voor Boekhoudkundige Normen om zich in het algemeen te bezinnen over de boekhoudkundige verwerking van financiële instrumenten in ruime zin. In het verleden werden fragmentarisch een aantal (belangrijke) adviezen ontwikkeld over o.m. deviezen, aandelenopties, cessie/retrocessieverrichtingen, effectenleningen en IPU's maar werd daarbij steeds geredeneerd vanuit een strikte opvatting van het Europese voorzichtigheids- en realisatiepostulaat.

Verder is het duidelijk dat enige invoering van een algemeen fair value-waarderingsmodel een nieuwe impuls moet zijn om werk te maken van de (verplichte) invoering van een kasstroomtabel. De resultatenrekening zal immers in toenemende mate beïnvloed worden door niet in geldstromen omgezette vermogensvermeerderingen en -verminderingen.

Tenslotte zal een fundamentele bezinning moeten plaatsvinden over de verhouding tussen boekhoudrecht en fiscaal recht. Het opnemen in de resultatenrekening van niet-gerealiseerde vermogensvermeerderingen zou immers kunnen leiden tot belastbaarheid van louter uitgedrukte meerwaarden.

(14) Uit een eerste veldonderzoek (Barth, Landsman en Wahlen, 1995) zou niettemin blijken dat deze veronderstelde volatiliteit niet hoeft overdreven te worden. Overigens zou het een onmogelijke opgave zijn om het economisch inkomen te doen overeenstemmen met het boekhoudkundig resultaat. Zie daarover o.m.: "The Magic in Earnings: Economic Earnings versus Accounting Earnings" Financial Analysts Journal, nov-dec 1980.

De boekhoudkundige verwerking van de inkoop van eigen aandelen door Belgische vennootschappen

Prof. dr. Roger Mercken,
gewoon hoogleraar Faculteit Toegepaste Economische Wetenschappen,
Limburgs Universitair Centrum, Diepenbeek

1. Probleemstelling

De inkoop van eigen aandelen heeft zowel in de vennootschapswetgeving als in het K.B. op de jaarrekening veel aandacht gekregen. Een vennootschap kan haar eigen aandelen om uiteenlopende redenen inkopen: om ze te verspreiden onder het personeel, om tijdelijk een verandering in het aandeelhouderschap mogelijk te maken (bv. bij overlijden van een aandeelhouder), om de vennootschap te beschermen tegen een dreigend ernstig nadeel (verdedigingsfunctie), om de beurskoers te ondersteunen (signaalfunctie bij een te lage koers), om een besluit tot kapitaalvermindering te realiseren door inkoop gevolgd door vernietiging van de ingekochte aandelen, om een fiscaal aantrekkelijke weg te bewandelen (vooral bij kleine vennootschappen), ... De vennootschap kan ook ongewild in het bezit van eigen aandelen komen, bv. wanneer de aandelen op de vennootschap overgaan onder algemene titel of verkregen zijn bij een verkoop die overeenkomstig het Gerechtelijk Wetboek plaatsvindt ter voldoening van een schuld van de eigenaar van die aandelen. De ingekochte aandelen kunnen na inkoop vernietigd worden of opnieuw verkocht worden.

Ook de fiscus heeft een meer dan gewone belangstelling voor dit soort operaties (1). De inkoop van eigen aandelen kan immers een fiscaal interessante manier zijn om reserves van de vennootschap belastingvrij aan de aandeelhouders uit te keren. De aandeelhouder die zijn aandelen verkoopt realiseert dan een belastingvrije meerwaarde op zijn aandelen.

In deze bijdrage staan evenwel niet de motieven of het fiscale aspect centraal, maar wel de rapportering in de jaarrekening. Hoe frequent is de inkoop van eigen aandelen in de praktijk? Daar er een wettelijke rapporteringplicht bestaat, kan dat in principe op verscheidene wijzen worden nagegaan. Beursgenoteerde vennoot-

(1) Bij inkoop van eigen aandelen bestaat de mogelijkheid dat artikel 344 §1 van het Wetboek van inkomstenbelastingen 1992 (anti-rechtsmisbruikbepaling) wordt ingeroepen. De fiscus heeft dan de macht om de gestelde handeling een andere juridische kwalificatie te geven. De fiscus kan dat doen als blijkt dat de vennootschap geen enkel "rechtmatig economisch of financieel" doel voor ogen had om de handeling te stellen. Zo kan een inkoop van eigen aandelen die na de inkoop door de vennootschap vernietigd worden als een verkapte vorm van dividenduitkering beschouwd worden, met de bijbehorende roerende voorheffing.

schappen moeten hun inkoopprogramma melden aan de Beurscommissie (art. 620 § 2 van het Wetboek van Vennootschappen). Een andere informatiebron zijn de jaarverslagen en jaarrekeningen. Over de verkrijging en/of vervreemding van eigen aandelen moet inderdaad in het jaarverslag van de vennootschap gerapporteerd worden. Indien er geen jaarverslag opgesteld moet worden dient de informatie in de toelichting bij de jaarrekening te worden opgenomen. De jaarverslaginformatie is evenwel minder gemakkelijk te ontsluiten, aangezien de jaarverslagen manueel dienen te worden geraadpleegd. Bovendien moet de overgrote meerderheid van de vennootschappen geen jaarverslag opstellen. Door ons te beperken tot de vennootschappen die aan het einde van het boekjaar rechtstreeks of door dochtervennootschappen over eigen aandelen beschikken is de ontsluiting van de informatie wel haalbaar. Deze vennootschappen zijn inderdaad verplicht het bezit van eigen aandelen kwantitatief te rapporteren in de voorgeschreven rubrieken van het volledig of verkort schema van de jaarrekening. Aan de hand van de database die kan gecreëerd worden uit de CD-ROM's van de Balanscentrale van de Nationale Bank van België is het dan mogelijk na te gaan hoeveel jaarrekeningen een dergelijke vermelding bevatten.

Door deze werkwijze maken wij uiteraard een onderschatting van het aantal vennootschappen met eigen aandelen. De beperking tot vennootschappen die aan het einde van het boekjaar eigen aandelen bezitten, leidt tot het verwaarlozen van vennootschappen die tijdens het boekjaar eigen aandelen hebben verkregen maar ze voor het einde van het boekjaar weer hebben vervreemd. Soms laten deze activiteiten evenwel toch bepaalde sporen na in de jaarrekening, zoals de aanwezigheid van een reserve voor eigen aandelen, waardoor deze onderschatting deels gecompenseerd wordt. Uiteraard kunnen wij enkel de situatie nagaan van vennootschappen die het bezit van eigen aandelen vermelden: niet-gerapporteerde verrichtingen ontsnappen axiomatisch aan de waarneming.

Uit ons onderzoek blijkt dat slechts weinig vennootschappen enige melding in de jaarrekening opnemen betreffende eigen aandelen. Van de 135.547 jaarrekeningen over het boekjaar 1998 (2) (alle in België neergelegde jaarrekeningen, in zover opgenomen op de betreffende CD-ROM) maken er slechts 741 (5,47 per duizend) enige melding betreffende eigen aandelen. Met enige melding bedoelen wij het aangeven van rechtstreeks of via dochtervennootschappen verworven eigen aandelenbezit (blijkens de balans of de toelichting) of de aanwezigheid van een reserve voor eigen aandelen. Het aantal vennootschappen dat een reserve voor eigen aandelen heeft aangelegd bedraagt 657 (4,8 per duizend), terwijl 180 vennootschappen (1,3 per duizend) in de toelichting het rechtstreeks bezit van eigen aandelen melden. Slechts 77 vennootschappen (0,6 per duizend) melden dat hun dochtervennootschappen in het bezit van aandelen van de betrokken vennootschap zijn.

(2) Het betreft hier alle jaarrekeningen voor het boekjaar 1998 beschikbaar op de CD-ROM van de Balanscentrale van de Nationale Bank van België, editie november 1999.

De meldingen komen, zoals verwacht, meer voor bij het volledig schema (grote vennootschappen) dan het verkort schema (middelgrote vennootschappen). Van de 12.416 jaarrekeningen volgens het volledig schema zijn er 265 vennootschappen (21,34 per duizend) met een melding. Daarvan melden er slechts 75 (6,04 per duizend) effectief rechtstreeks bezit van eigen aandelen, zoals blijkt uit de balans, terwijl 65 vennootschappen (5,2 per duizend) aandelenbezit door dochtervennootschappen melden. Van de 123.131 jaarrekeningen volgens het verkort schema zijn er 476 vennootschappen (3,87 per duizend) met enige melding betreffende eigen aandelen. Daarvan melden er 106 (0,86 per duizend) effectief rechtstreeks bezit van eigen aandelen (rubriek in de toelichting) en slechts 12 (0,1 per duizend) aandelenbezit door dochtervennootschappen.

Bij een vorig onderzoek (MERCKEN, 1996 (3)), dat beperkt was tot Vlaamse vennootschappen, over het boekjaar 1994 waren de resultaten (enige melding) evenwel nog lager: 5 per duizend voor het volledig schema en 1 per duizend voor het verkort schema. Ook toen werd vastgesteld dat het om een relatief weinig voorkomend fenomeen ging, met echter een duidelijke groei.

Inkoop van eigen aandelen blijft in België dus beperkt. Hoewel eind 1999 ongeveer één derde van de Belgische op de eerste markt genoteerde vennootschappen over een programma van inkoop van eigen aandelen beschikte (bijna een verdubbeling t.o.v. 1998) zouden slechts 16 vennootschappen daar effectief gebruik van gemaakt hebben (9 in 1998). In vergelijking met deVerenigde Staten, waar het bedrag dat aangewend wordt voor de inkoop van eigen aandelen sinds 1998 het bedrag overtreft dat als dividend wordt uitgekeerd, blijft de belangstelling dus matig.

Uit het onderzoek van 1996 bleek ook dat de formele kwaliteit van de rapportering veel te wensen overliet. In het huidige onderzoek zal nagegaan worden of de kwaliteit intussen verbeterd is. De CD-ROM informatie laat immers ook toe na te gaan wat de kwaliteit is van de rapportering, althans wat betreft het aspect consistentie, en tentatief van de naleving van de wettelijke voorschriften. In de jaarrekening wordt namelijk op verschillende plaatsen melding gemaakt van de verkregen eigen aandelen (balans en toelichting), terwijl er ook een logische relatie met het geplaatst kapitaal, het eigen vermogen en het totaal aantal aandelen bestaat. Deze logische relaties laten ook toe enkele bedenkingen te formuleren bij het waarderingsprobleem van de ingekochte eigen aandelen.

(3) R. MERCKEN, "Inkoop van eigen aandelen: een zeldzame gebeurtenis, merkwaardig gerapporteerd", *Acc. Bedr. (M.)*, 1996/6, 27-34.

2. Hoofdlijnen van de wetgeving

2.1. Vennootschapswetgeving

In het Wetboek van Vennootschappen wordt nogal wat aandacht besteed aan de verkrijging van eigen aandelen. Afdeling II van hoofdstuk IV van titel V van boek VIII is volledig gewijd aan de verkrijging van eigen effecten door de naamloze vennootschap zelf. Het gaat om elf, soms erg lange, wetsartikels met zeer gedetailleerde richtlijnen. Voor de BVBA gaat het om afdeling II van hoofdstuk III van titel V van boek VI (eveneens elf wetsartikels).

De regeling is strikt en erg gedetailleerd uitgewerkt maar blijft o.i. ook na opeenvolgende vereenvoudigingen vrij ingewikkeld. Voor de CVBA zijn er daarentegen geen wettelijke bepalingen m.b.t. de inkoop van eigen aandelen voorzien.

De hoofdlijnen van de wetgeving voor de inkoop van eigen aandelen door een NV zijn (art. 620 tot 630 van het vennootschapswetboek):

- de beslissing tot inkoop moet genomen worden door de algemene vergadering (art. 620 1°, met toepassing van art. 559, o.a. 80% meerderheid), met uitzondering van de gevallen waarin de inkoop geregeld is door de statuten (enkel mogelijk wanneer de verkrijging noodzakelijk is ter voorkoming van een dreigend ernstig nadeel voor de vennootschap, dit gebeurt met speciale delegatie aan de raad van bestuur voor een hernieuwbare termijn van maximum drie jaar), of indien de aandelen worden ingekocht om ze aan het personeel aan te bieden, in welk geval ze binnen de 12 maanden na de verkrijging over te dragen zijn (art. 620 en 622 3°);
- de algemene vergadering of de statuten bepalen de voorwaarden voor de verkrijging (maximum aantal in te kopen aandelen, maximum- en minimumwaarde van de vergoeding en duurtijd waarbinnen de beslissing kan worden uitgevoerd, met een maximum van 18 maanden) (art. 620);
- vervreemding kan slechts op grond van een besluit van de algemene vergadering genomen met inachtneming van de in artikel 559 bepaalde voorschriften; de algemene vergadering bepaalt de voorwaarden waaronder deze vervreemdingen geschieden; de voorafgaande toestemming van de algemene vergadering is evenwel niet vereist in bepaalde gevallen (aanbieding aan het personeel, beursgenoteerde vennootschappen, verplicht te verkopen aandelen, ... art. 622);
- het totaal van de nominale waarde, of bij gebreke daarvan, de fractiewaarde van de eigen aandelen die men in portefeuille houdt (rechtstreeks of door een dochtervennootschap die rechtstreeks wordt gecontroleerd alsook van die verkregen door een persoon die handelt in eigen naam maar voor rekening van deze dochtervennootschap), mag niet hoger zijn dan 10 % van het geplaatste kapitaal (art. 620 2°);
- het bedrag uitgetrokken voor de verkrijging moet voor uitkering vatbaar zijn (art. 620 3°);
- zolang er aandelen in portefeuille zijn, moet uit de voor uitkering vatbare winst een onbeschikbare reserve worden gevormd, gelijk aan de waarde waar-

voor de verkregen aandelen in de inventaris zijn ingeschreven (art. 623); in geval van nietigheid van aandelen wordt de onbeschikbare reserve opgeheven; indien geen onbeschikbare reserve is aangelegd, moeten de beschikbare reserves ten belope van dat bedrag worden verminderd en, bij gebreke aan dergelijke reserves, wordt het kapitaal verminderd door de algemene vergadering die uiterlijk voor de afsluiting van het lopende boekjaar wordt bijeengeroepen;

- enkel volgestorte aandelen mogen worden verkregen (art. 620, 4°);
- het aanbod tot verkrijging moet aan alle aandeelhouders onder dezelfde voorwaarden gedaan worden (uitzondering: beursgenoteerde vennootschappen kunnen hun aandelen ter beurze inkopen zonder aanbod, maar met verplichte kennisgeving aan de marktautoriteiten) (art. 620);
- zolang de aandelen in portefeuille zijn worden de eraan verbonden stemrechten geschorst (art. 622 § 1); de eraan verbonden dividenden kunnen worden geschorst (beslissing raad van bestuur); in dit geval kan men ofwel het dividend in bewaring houden tot het moment van de verkoop, dividend incluis, ofwel de winst uitkeren aan de overige aandelen (en het dividendbewijs van de aandelen in portefeuille vernietigen);
- eigen aandelen die verworven zijn strijdig met de bovenstaande voorwaarden zijn van rechtswege nietig, de raad van bestuur vernietigt de waardeloze effecten en legt de lijst ervan neer op de griffie van de rechtbank van koophandel (art. 625 1°);
- het jaarverslag moet vermelden wat de redenen waren van de verkrijgingen (art. 624 1°), het aantal en de nominale waarde of bij gebreke daarvan, de fractiewaarde van de gedurende het boekjaar verkregen of vervreemde aandelen, alsmede het gedeelte van het geplaatste kapitaal dat deze effecten vertegenwoordigen (art. 624 2°) en de waarde van de vergoeding van de verkregen of overgedragen aandelen (art. 624 3°); het aantal en de nominale waarde of bij gebreke daarvan, de fractiewaarde van alle aandelen die de vennootschap heeft verkregen en in portefeuille houdt, alsmede het gedeelte van het geplaatste kapitaal dat deze vertegenwoordigen (art. 624 4°); indien de vennootschap geen jaarverslag moet opstellen, worden de gegevens vermeld in de toelichting bij de jaarrekening;
- artikel 620 is niet van toepassing op aandelen verkregen met het oog op hun onmiddellijke vernietiging ter uitvoering van een besluit van de algemene vergadering tot kapitaalvermindering overeenkomstig artikel 612, op aandelen die op de vennootschap overgaan onder algemene titel, op volgestorte aandelen verkregen bij een verkoop die overeenkomstig de artikelen 1494 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek plaatsvindt ter voldoening van een schuld van de eigenaar van die aandelen (art. 621); indien hierdoor meer dan 10 % van de nominale waarde (of fractiewaarde) in het bezit is, moeten de overtollige aandelen binnen de twaalf maanden worden vervreemd.

Voor de BVBA gelden gelijksoortige voorwaarden (art. 321 tot 331), behoudens enkele afwijkingen. De beslissing tot inkoop gebeurt door de algemene vergadering (art. 321): instemming van ten minste de helft van de vennoten die ten min-

ste drie vierden van het kapitaal bezitten, na aftrek van de rechten waarvan de verwerving wordt voorgesteld; strengere bepalingen in de statuten zijn mogelijk. De voorwaarden voor verkrijging worden vastgelegd door de algemene vergadering. De vennootschap moet de verkregen aandelen binnen de twee jaar na de verkrijging vervreemden, op grond van een besluit van de algemene vergadering overeenkomstig de meerderheidsvereiste voor de verkrijging. Dividenden kunnen alleen ten gunste komen van aandelen die niet door de vennootschap worden gehouden.

2.2. Het K.B. op de jaarrekening

In het wettelijk voorgeschreven schema van de jaarrekening heeft de mogelijkheid tot verkrijging van eigen aandelen geleid tot verscheidene bijzondere rubrieken voor de balans en de toelichting. De situatie is gedeeltelijk verschillend voor het volledig schema en het verkort schema.

2.2.1. Volledig schema

Op de balans hebben de ingekochte eigen aandelen effect op twee posten:

Actief: Rubriek VIII Geldbeleggingen
A. Eigen aandelen (rubriek 50)
Passief: Rubriek IV Reserves
B. Onbeschikbare reserves 1. Voor eigen aandelen (rubriek 1310)

Daar de waardering tegen de verkrijgingwaarde gebeurt en de onbeschikbare reserve op het passief gelijk moet zijn aan die verkrijgingwaarde, moeten deze twee in principe gelijk zijn (50 = 1310). Een reserve voor eigen aandelen die groter is dan de verkrijgingwaarde voldoet uiteraard ook aan de wettelijke minimumeis.

In de toelichting XIII (Staat van het kapitaal) worden zowel het totaal aantal uitgegeven aandelen, het geplaatst kapitaal als het aantal en de kapitaalwaarde van de verkregen aandelen opgenomen:
8701 Geplaatst kapitaal per einde boekjaar (bedrag)
8702 Aandelen op naam (aantal)
8703 Aandelen aan toonder (aantal)
8721 Eigen aandelen gehouden door de vennootschap zelf (kapitaalbedrag)
8722 Eigen aandelen gehouden door de vennootschap zelf (aantal aandelen)
8731 Eigen aandelen gehouden door haar dochters (kapitaalbedrag)
8732 Eigen aandelen gehouden door haar dochters (aantal aandelen)

Dit laat de volgende controles toe:
- het aantal verkregen aandelen (8722 plus 8732) mag in principe niet hoger zijn dan 10 % van het totaal aantal aandelen (8702 plus 8703);

- de kapitaalwaarde van de verkregen aandelen (8721 plus 8731) mag ten hoogste 10 % van het geplaatste kapitaal zijn (rubriek 8701 van de toelichting of I.A, rubriek 100 van de balans);
- indien de balanspost VIII.A is ingevuld, moeten ook de posten van de toelichting zijn ingevuld en vice versa.

Op de waardering van de verkregen eigen aandelen kan enkel een redelijkheidscontrole worden uitgevoerd. De prijsbepaling is uiteraard een kwestie tussen de vennootschap en de verkopende aandelenbezitter. Een waardebepaling kan niet aan de hand van de jaarrekening alleen gemaakt worden. Een waarde die hoger ligt dan de fractie van het eigen vermogen is niet ongewoon, gezien veel vennootschappen door een snelle afschrijvingspolitiek en allerlei niet uitgedrukte meerwaarden, een hogere waarde hebben dan door hun eigen vermogen tot uitdrukking gebracht wordt. Indien de waarde van de ingekochte aandelen (in principe ten hoogste 10 % van het geheel!) echter het leeuwendeel van de waarde van het totale eigen vermogen inneemt, kunnen er toch vragen bij de waardering gesteld worden. Natuurlijk kan dit soort situaties evenwel strikt verantwoord zijn, bv. bij een beurskoers van de aandelen die veel hoger ligt dan de intrinsieke waarde.

2.2.2. Verkort schema

In de balans hebben de ingekochte eigen aandelen effect op twee posten:
Actief: Rubriek VIII Geldbeleggingen
Deze post wordt echter niet verder uitgesplitst, zodat er aan de actiefzijde geen specifieke informatie m.b.t. eigen aandelen voorhanden is.
Passief: Rubriek IV Reserves
B. Onbeschikbare reserves 1. Voor eigen aandelen (rekening 1310)
Dit is identiek met het volledig schema.

Daar de waardering tegen de verkrijgingwaarde gebeurt en de onbeschikbare reserve op het passief ten minste gelijk moet zijn aan die verkrijgingwaarde, kan deze waarde dus daaruit worden afgeleid, althans bij het voldoen aan de wettelijke reserveringseis, een correcte invulling van die rubriek en op voorwaarde dat de reserve ook niet groter is dan nodig.

In de toelichting III (Staat van het kapitaal) worden, zoals bij het volledig schema, zowel het geplaatst kapitaal als het aantal en de kapitaalwaarde van de ingekochte aandelen opgenomen. Deze toelichting is identiek met die voor het volledig schema, met die uitzondering dat het aantal aandelen (rubrieken 8702 en 8703) niet gestructureerd wordt opgevraagd en dus ook niet beschikbaar is. Dit laat dus alleen de volgende controle toe: de kapitaalwaarde van de ingekochte aandelen (rubriek 8721 plus 8731) mag ten hoogste 10 % bedragen van het geplaatst kapitaal (rubriek 8701 van de toelichting of I.A, rubriek 100 van de balans).

3. Resultaten van het onderzoek

Wij zullen de resultaten voor het volledig schema en het verkort schema afzonderlijk bespreken.

3.1. Volledig schema

3.1.1. Populatie

Van de 12.416 ondernemingen die hun jaarrekening 1998 volgens het volledig schema publiceerden (CD-ROM november 1999) zijn er slechts 265 (21,34 per duizend) die voor dat boekjaar enige melding betreffende eigen aandelen maken.

Wij onderscheiden drie situaties die wij hieronder achtereenvolgens zullen bespreken:
— balansrubriek 50 is ingevuld (effectief rechtstreeks bezit van eigen aandelen): het betreft 75 vennootschappen (6,04 per duizend);
— noch rubriek 50 noch rubriek 1310 is ingevuld, maar er wordt wel melding betreffende eigen aandelen in de toelichting gemaakt: het betreft 59 vennootschappen (4,75 per duizend);
— rubriek 50 is niet ingevuld en er wordt in de toelichting geen melding gemaakt betreffende eigen aandelen, maar de vennootschap heeft wel een reserve voor eigen aandelen aangelegd: het betreft 131 vennootschappen (10,55 per duizend).

Er is geen enkele vennootschap die rubriek 50 niet heeft ingevuld maar toch in de toelichting melding maakt betreffende eigen aandelen en bovendien een reserve voor eigen aandelen heeft aangelegd.

3.1.2. Rubriek 50 ingevuld

Voor het totaal van de 75 vennootschappen bedraagt de verkrijgingwaarde van de ingekochte eigen aandelen 9,1 miljard BEF (balansrubriek 50), de kapitaalwaarde zou 4,1 miljard BEF bedragen (rubriek 8721, zie echter verder voor een relativering van dit bedrag), de reserve voor eigen aandelen bedraagt 9,1 miljard BEF (balansrubriek 1310), het kapitaal 69,5 miljard BEF (balansrubriek 100) en het eigen vermogen 218,6 miljard BEF (rubriek 10/15). Via de dochtervennootschappen is nog een totaal van 1,1 miljard BEF aan eigen aandelen verkregen (kapitaalwaarde, rubriek 8731).

Van de 75 vennootschappen hebben er 43 hun zetel in het gewest Vlaanderen, 19 in Brussel en 13 in Wallonië. De verkrijgingwaarde van de eigen aandelen (balansrubriek 50) is het grootst in Brussel (5,1 miljard BEF), gevolgd door Vlaanderen (3,2 miljard BEF) en Wallonië (0,8 miljard BEF).

Hoewel bij het volledig schema normaal een bedrijfsrevisor wordt aangesteld is dat in 7 vennootschappen van de 75 niet het geval. Uiteraard kan het gaan om wettelijke toegestane uitzonderingen; dit werd hier niet onderzocht. Op drie na voldoen alle jaarrekeningen aan alle verplichte formele controles op de jaarrekening zoals aangegeven door de Balanscentrale: in twee gevallen moet er nog een correctie worden aangebracht, en in één geval is de jaarrekening niet gecontroleerd door de Balanscentrale.

Op één BVBA na gaat het allemaal om NV's. Daarvan zijn er 13 beursgenoteerd.

a) Verkrijgingwaarde en reserve voor eigen aandelen

Voor alle 75 vennootschappen is de reserve voor eigen aandelen (balansrubriek 1310) ten minste even groot als de verkrijgingwaarde die werd ingevuld in balansrubriek 50. Dit voldoet dus aan de wettelijke consistentievoorwaarde. In acht gevallen is de reserve groter dan de waarde van rubriek 50. In drie gevallen gaat het om een heel klein verschil (1.000 BEF), in vijf gevallen gaat het om afwijkingen van enkele honderdduizenden BEF tot 25 miljoen BEF. Deze overschrijdingen zijn uiteraard geen probleem, zij kunnen een aanduiding geven van plannen om in de toekomst meer eigen aandelen in te kopen, dan wel van situaties waarin ingekochte eigen aandelen recent werden vervreemd.

Het bedrag van de verkrijgingwaarde van de ingekochte eigen aandelen varieert van 3,3 miljard BEF (een industriële onderneming in het gewest Brussel met ingekochte fractie van 10 %, kapitaal 8 miljard BEF, eigen vermogen 17,9 miljard BEF) tot 2.000 BEF (één enkel aandeel ingekocht, kapitaal 2,5 miljoen BEF, eigen vermogen –72 miljoen BEF).

Zoals eerder gesteld bedraagt de verkrijgingwaarde voor de 75 vennootschappen samen 9,1 miljard BEF. De verdeling is erg geconcentreerd. De vier vennootschappen (dit is ongeveer 5 % van het aantal vennootschappen met eigen aandelen) met het grootste eigen aandelenbezit nemen 70 % van de totale verkrijgingwaarde voor hun rekening. Deze vier vennootschappen behoren tot de industriële sector (nummer 1 en 3) of de financiële dienstverlening (nummers 2 en 4). Regionaal gaat het om twee vennootschappen uit het gewest Brussel, één uit Vlaanderen (Limburg) en één uit Wallonië (Henegouwen).

b) Ingevulde rubrieken

In 74 van de 75 gevallen zijn de rubrieken van de toelichting 8721 (kapitaalbedrag) en 8722 (aantal) ingevuld. Eén vennootschap (1,6 miljoen BEF eigen aandelen, kapitaal 9,5 miljoen BEF en eigen vermogen 15 miljoen BEF; textielindustrie Brussel) liet die rubrieken ten onrechte blanco.

In 74 gevallen zijn de rubrieken 8702 en/of 8703 (aantal uitgegeven aandelen) ingevuld. Eén vennootschap (een Antwerpse vennootschap uit de handelssector

met 160.000 BEF eigen aandelen, kapitaal 69 miljoen BEF, eigen vermogen 48 miljoen BEF) liet deze rubrieken ten onrechte blanco.

Vijf vennootschappen hebben naast het rechtstreeks aandelenbezit ook onrechtstreeks bezit via dochters, met een kapitaalwaarde van 1,1 miljard BEF.

c) Ingekochte fractie

Wat betreft de ingekochte fractie zijn er enkele opvallende vaststellingen.

Ingekochte fractie van het aantal aandelen
Twee vennootschappen van de 75 (dus 2,7 % van de 75) bezitten rechtstreeks meer dan 10 % van het aantal uitgegeven aandelen (resp. 15 % en 22 %). Zij rapporteren geen eigen aandelenbezit via dochters. Het kan uiteraard gaan om één van de wettelijk toegelaten tijdelijke uitzonderingen op de 10 %-regel. Het gaat enerzijds om een Brusselse handelsdrukkerij (kapitaal 41 miljoen BEF, eigen vermogen 186 miljoen BEF, eigen aandelen 30 miljoen BEF) en anderzijds om een Brusselse textielproducent (22 miljoen BEF kapitaal, 38 miljoen BEF eigen vermogen, 9,5 miljoen BEF eigen aandelen).

Voor 20 vennootschappen is precies de maximale 10 % van het aantal aandelen verkregen.

Het merendeel van de vennootschappen heeft echter heel weinig eigen aandelen in bezit. Voor 18 vennootschappen bedraagt het eigen aandelenbezit ten hoogste 1 %. Drie daarvan rapporteren het bezit van één enkel aandeel. Voor 22 vennootschappen bedraagt de fractie meer dan 1 % maar minder dan 5 % en voor 13 vennootschappen is dat meer dan 5 % maar minder dan 10 %.

Kapitaalwaarde fractie
De waarde die in rubriek 8721 moet ingevuld worden blijft, zoals ook bij het vorige onderzoek reeds aangetoond werd, voor verwarring zorgen. Hoewel het de bedoeling is dat in rubriek 8721 het kapitaalbedrag (of fractiewaarde) wordt ingevuld, doet slechts een minderheid dat. Negenendertig vennootschappen vullen ten onrechte hetzelfde bedrag in als in balansrubriek 50, dit is dus de verkrijgingwaarde (die meestal veel hoger is dan de kapitaalwaarde).
In niet minder dan 17 gevallen is de som van de rubrieken 8721 en 8731 groter dan 10 % van het kapitaal. Dit lijkt alarmerend. In 15 van die gevallen betreft het evenwel vennootschappen die in de betrokken rubrieken ten onrechte de verkrijgingwaarde i.p.v. de kapitaalwaarde hebben opgenomen. Daardoor is de controle op de waarde van de verworven fractie niet mogelijk. Daar bij die 15 vennootschappen ook de twee reeds gesignaleerde vennootschappen met een te grote fractie van het aantal aandelen zitten, kan worden aangenomen dat het in die twee gevallen waarschijnlijk effectief om een te grote fractie gaat. De twee overblijvende gevallen met een kapitaalfractie van meer dan 10 % bevatten eveneens een rapporteringsfout:

- vennootschap A1 beschikt over 10 % van het aantal aandelen, maar rapporteert als kapitaalwaarde het volledige kapitaal (10 miljoen BEF), de verkrijgingwaarde bedraagt 20 miljoen BEF, het eigen vermogen 147 miljoen BEF; dit kan moeilijk correct zijn, waarschijnlijk moet er 1 miljoen als kapitaalwaarde worden vermeld;
- vennootschap A2 beschikt over 5 % van het aantal aandelen, maar rapporteert als kapitaalwaarde eveneens het volledige kapitaal (7 miljoen BEF), de verkrijgingwaarde bedraagt 20 miljoen BEF, het eigen vermogen 225 miljoen BEF; ook dit is onwaarschijnlijk.

Buiten de gesignaleerde formele fouten levert deze controle dus geen nieuwe anomalieën op.

Een verdere consistentiecontrole kan gebeuren door de verkrijgingwaarde te vergelijken met het eigen vermogen. Er zijn 22 gevallen waarin de verkrijgingwaarde van de eigen aandelen (rechtstreeks) meer dan 10 % van het eigen vermogen uitmaakt. De verkrijging gebeurde in die gevallen dus alleszins tegen een prijs die hoger is dan de intrinsieke waarde. Uiteraard is dat mogelijk, zeker bij beursgenoteerde ondernemingen, maar soms kan het toch tot opvallende effecten leiden.

De vier gevallen met de grootste afwijking (geen van alle beursgenoteerd) worden hieronder besproken.

- vennootschap B1: de waarde van de eigen aandelen in een Luikse industriële vennootschap komt overeen met 56 % van het eigen vermogen; het kapitaal bedraagt 25 miljoen BEF, het eigen vermogen 60 miljoen BEF, de waarde van de eigen aandelen 33,8 miljoen BEF (10 % ingekocht);
- vennootschap B2: de waarde van de eigen aandelen in een Limburgse industriële vennootschap komt overeen met 48 % van het eigen vermogen; het kapitaal bedraagt 50 miljoen BEF, het eigen vermogen 420 miljoen BEF, de waarde van de eigen aandelen 200 miljoen BEF (10 % ingekocht);
- vennootschap B3: de waarde van de eigen aandelen in een Henegouwse dienstverlenende vennootschap (met verlies van het boekjaar) komt overeen met 42 % van het eigen vermogen; het kapitaal bedraagt 1,8 miljoen BEF, het eigen vermogen 11,2 miljoen BEF, de waarde van de eigen aandelen 4,7 miljoen BEF (10 % ingekocht);
- vennootschap B4: de waarde van de eigen aandelen in een Brusselse industriële vennootschap komt overeen met 35 % van het eigen vermogen; het kapitaal bedraagt 10 miljoen BEF, het eigen vermogen 142 miljoen BEF, de waarde van de eigen aandelen 49,9 miljoen BEF (10% ingekocht).

3.1.3. Rubriek 50 niet ingevuld, geen reserve voor eigen aandelen 1310, wel een vermelding in de toelichting

De tweede categorie betreft vennootschappen die geen eigen aandelen op de balans vermelden, noch een reserve hebben aangelegd maar in de toelichting toch

verwijzen naar ingekochte aandelen. Het gaat om 59 vennootschappen met een totale waarde van door dochtervennootschappen ingekochte eigen aandelen van 3,7 miljard BEF (rubriek 8731), 175 miljard BEF kapitaal en 1.147 miljard BEF eigen vermogen. Verdeeld over de drie gewesten gaat het om 29 Vlaamse vennootschappen (1,6 miljard BEF kapitaalwaarde ingekocht via dochters), 19 Brusselse (1,9 miljard BEF) en 11 Waalse (0,2 miljard BEF). Normaal mag het in dit geval uiteraard enkel gaan om een verwijzing naar door dochters ingekochte aandelen. Uit ons onderzoek blijkt dat inderdaad het geval te zijn. Geen enkele van de 59 vennootschappen in deze categorie heeft de rubrieken 8721 en 8722 ingevuld. Dit is consistent. Alle 59 vulden rubriek 8731 (kapitaalbedrag via dochters) in, 58 daarvan ook rubriek 8732 (aantal eigen aandelen via dochters). Voor één vennootschap treedt er dus een consistentiefout op.

a) Ingekochte fractie

Op één na vulden alle vennootschappen de rubrieken 8702 en 8703 (totaal aantal uitgegeven aandelen) in, zodat wij de ingekochte fractie effectief kunnen controleren. In vergelijking met het rechtstreeks aandelenbezit in de vorige categorie zijn er nu relatief meer overschrijdingen van de 10 % grens. Het eigen aandelenbezit (aantal aandelen) door dochters bedraagt in 6 gevallen meer dan de wettelijke 10 %. De foutfractie bedraagt dus ongeveer 10 % van het totaal, wat beduidend meer is dan de 2,7 % voor de vorige categorie. Bij die zes overschrijdingen gaat het in één geval waarschijnlijk om een omwisseling van twee rubrieken (kapitaalbedrag ingevuld in de rubriek aantal). De vijf overige gevallen worden hieronder besproken:

- vennootschap C1, een Brusselse vennootschap uit de financiële dienstverlening met 145 miljoen BEF kapitaal, 3,7 miljoen BEF eigen vermogen, 141 miljoen overgedragen verlies, rapporteert het bezit van alle aandelen via dochters (145.000 aandelen met een kapitaalwaarde van 145 miljoen BEF);
- vennootschap C2, een Antwerpse horeca-vennootschap met een kapitaal van 15 miljoen BEF, eigen vermogen van 38 miljoen BEF en ingekochte fractie van 14,999 miljoen BEF, rapporteert het bezit door dochters van alle aandelen op één na: 14.999 van de 15.000;
- vennootschap C3, een West-Vlaamse industriële vennootschap met 144 miljoen BEF kapitaal, 283 miljoen BEF eigen vermogen en ingekochte fractie van 32,8 miljoen BEF meldt het bezit door dochters van 24 % van de aandelen;
- vennootschap C4, een Oost-Vlaamse financiële dienstverlenende vennootschap met 30 miljoen BEF kapitaal, 4,8 miljard BEF eigen vermogen, ingekochte fractie van 3 miljoen BEF kapitaalwaarde, meldt het bezit door dochters van 17 % van de aandelen; de fractie van de kapitaalwaarde beantwoordt echter wel aan de 10 % grens;
- vennootschap C5, een Antwerpse handelsmaatschappij met 14 miljoen BEF kapitaal, 26 miljoen BEF eigen vermogen en een ingekochte fractie van 1,5 miljoen BEF meldt het bezit door dochters van 11 % van de aandelen.

In acht gevallen bedraagt de ingekochte fractie precies 10 % van het totaal aantal aandelen.

Zoals in de vorige categorie (rubriek 50 ingevuld) overwegen ook hier (enkel vermelding in de toelichting) de vennootschappen met kleine ingekochte fracties.
Voor 21 vennootschappen is de door dochters ingekochte fractie ten hoogste 1 %: daartoe behoren o.a. een vennootschap met één aandeel, twee met twee aandelen, één met vier aandelen en één met vijf aandelen. Tot de groep met lage ingekochte fractie behoren nogal wat bekend klinkende namen van beursgenoteerde vennootschappen.

In veertien vennootschappen bedraagt de door dochters ingekochte fractie ten minste 5 % maar minder dan 10 %. Tien vennootschappen hebben meer dan 1 % maar minder dan 5 % van de eigen aandelen ingekocht door dochters.

b) Kapitaalwaarde

De kapitaalwaarde van de verkregen aandelen overtreft in tien van de 59 gevallen (16,9 %) de 10 %-grens. Bij de overschrijders zijn er drie vennootschappen waarbij het volledige kapitaal in handen van dochters zou zijn: het gaat om de twee reeds besproken vennootschappen die alle (of op één na) aandelen bezitten en daarnaast de vennootschap die het aantal verkregen eigen aandelen niet vermeldt maar wel het kapitaalbedrag. In de zeven andere gevallen bedraagt de opgegeven kapitaalwaarde van 11 % tot 48 % van het kapitaal:
- vennootschap D1, 48 % van de kapitaalwaarde maar slechts 10 % van het aantal aandelen;
- vennootschap D2, 42 % van de kapitaalwaarde maar slechts 5 % van het aantal aandelen;
- vennootschap D3, 25 % van de kapitaalwaarde maar slechts 9 % van het aantal aandelen;
- vennootschap D4, 21 % van de kapitaalwaarde maar slechts 6 % van het aantal aandelen;
- vennootschap D5, 15 % van de kapitaalwaarde maar slechts 10 % van het aantal aandelen.

Het lijkt erop dat in de voorgaande gevallen niet de kapitaalwaarde maar de verkrijgingwaarde is ingevuld. Daar het om door dochters verworven aandelen gaat is dat evenwel niet evident, daar de moedervennootschap die verkrijgingprijs niet hoeft te kennen...

Een duidelijke overschrijding is waarschijnlijk in de twee volgende gevallen:
- vennootschap E1, 23 % van de kapitaalwaarde en 24 % van het aantal aandelen;
- vennootschap E2, 11 % van de kapitaalwaarde en 11 % van het aantal aandelen.

3.1.4. Rubriek 50 niet ingevuld en toch reserve voor eigen aandelen 1310

Niet minder dan 131 vennootschappen blijken te beschikken over een reserve voor eigen aandelen terwijl zij op de balansdatum geen eigen aandelen bezaten. De gezamenlijke reserve voor eigen aandelen bedraagt 8,16 miljard BEF, het kapitaal 18,2 miljard BEF en het eigen vermogen 52,1 miljard BEF. Het betreft 82 Vlaamse vennootschappen (0,3 miljard reserve voor eigen aandelen), 27 Brusselse (0,13 miljard BEF) en 22 Waalse (7,73 miljard BEF).

Het bedrag van de reserve wordt zeer sterk beïnvloed door een Luikse elektriciteitsintercommunale met een reserve voor eigen aandelen van 7,3 miljard BEF, 2,6 miljard BEF kapitaal en 14,8 miljard BEF eigen vermogen. De kleinste reserve is er één van 1.000 BEF voor een Brusselse industriële vennootschap met 226 miljoen BEF kapitaal en 267 miljoen BEF eigen vermogen. De verdeling is extreem geconcentreerd: zeven vennootschappen (ongeveer 5 % van het aantal) met de grootste reserve nemen 97 % van het totaal voor hun rekening.

Waarschijnlijk werd de reserve aangelegd voor intussen reeds vervreemde aandelen of voor in de toekomst te verkrijgen aandelen. Dit geeft aan dat de beperking in dit onderzoek tot de vennootschappen die de eigen aandelen op het einde van het boekjaar bezitten het fenomeen verkrijging van eigen aandelen inderdaad ernstig onderschat.

Geen enkele vennootschap vermeldt eigen aandelenbezit in de toelichting (8721 en 8722 zijn blanco), wat consistent is met de niet-ingevulde rubriek 50.

Slechts één vennootschap (een Antwerpse vennootschap uit de financiële dienstverlening) in deze categorie vermeldt eigen aandelen verkregen door dochtervennootschappen: 10.000 eigen aandelen (op de 50.000) met een kapitaalwaarde van 10 miljoen BEF op een kapitaal van 50 miljoen BEF (20 %, dit is dus in principe te veel tenzij het om één van de wettelijk bepaalde uitzonderingen gaat); het eigen vermogen bedraagt 267 miljoen BEF.

3.1.5. Besluit volledig schema

De kwaliteit van de informatie over eigen aandelen in het volledig schema is verbeterd t.o.v. het vorige onderzoek. Toen waren er enkele vennootschappen die eigen aandelen vermeldden op de actiefzijde van de balans (rubriek 50) of in de toelichting (rubriek 8721 of 8722) terwijl er geen reserve voor eigen aandelen werd aangelegd, wat een ernstige inbreuk is. Ook waren er toen vennootschappen waarvoor de reserve kleiner was dan de verkrijgingwaarde van de eigen effecten, wat opnieuw een ernstige inbreuk is. Beide fouten doen zich in het boekjaar 1998 niet meer voor.

De meest voorkomende fout blijft het in de toelichting vermelden van de verkrijgingwaarde van de eigen aandelen in plaats van de kapitaalwaarde. Eén

van de gevolgen daarvan is dat niet altijd kan worden nagegaan of aan de 10 %-beperking van de kapitaalwaarde is voldaan. Voor de overige fouten gaat het vooral om enkele gevallen waarin sommige rubrieken ten onrechte blanco gelaten werden.

De 10 %-grens, in zover te controleren, wordt bijna altijd gerespecteerd. Toch zijn er enkele uitzonderingen, die eventueel wel aan de wettelijk bepaalde uitzonderingen kunnen voldoen.

De waardering van de ingekochte aandelen blijft aanleiding geven tot soms merkwaardige toestanden waarin het eigen aandelenbezit een zeer groot gedeelte van de activa van de vennootschap uitmaakt.

3.2. Verkort schema

3.2.1. Populatie

Van de 123.131 vennootschappen die hun jaarrekening 1998 volgens het verkort schema publiceren zijn er 476 (3,87 per duizend) die voor dat boekjaar enige melding betreffende eigen aandelen maken: 309 vennootschappen uit het gewest Vlaanderen, 103 uit Wallonië en 64 uit Brussel. Dit is beduidend meer dan in 1994 (toen ging het in Vlaanderen om 54 vennootschappen), maar het blijft een kleine fractie.

Wij onderscheiden vier situaties:

- reserve voor eigen aandelen aangelegd, 451 vennootschappen. Wij zullen deze groep verder in drie opdelen:
  - — de vennootschappen met rechtstreeks eigen aandelenbezit, rubrieken 8721 en/of 8722 ingevuld, 98 vennootschappen;
  - — de vennootschappen die melden dat dochtervennootschappen aandelen verkregen hebben, rubrieken 8731 en/of 8732 ingevuld, 0 vennootschappen en
  - — de vennootschappen met een reserve voor eigen aandelen 1310 doch zonder verdere vermelding in de toelichting, 353 vennootschappen;
- geen reserve voor eigen aandelen aangelegd, maar wel een vermelding betreffende eigen aandelen, eventueel door dochters verkregen, in de toelichting, 25 vennootschappen.

3.2.2. Reserve voor eigen aandelen aangelegd met rechtstreeks eigen aandelenbezit

De reserve voor eigen aandelen van de 98 vennootschappen samen bedraagt 357 miljoen BEF, het kapitaal 1,147 miljard BEF en het eigen vermogen 3,232 miljard BEF, de kapitaalwaarde van de ingekochte eigen aandelen (rubriek 8721) 167 miljoen BEF. In vergelijking met het volledig schema gaat het om relatief

kleine bedragen. Het gaat om 71 vennootschappen uit het gewest Vlaanderen (kapitaalwaarde ingekochte aandelen 142 miljoen BEF), 20 uit Wallonië (21 miljoen BEF) en 7 uit Brussel (4 miljoen BEF).

Geen enkele vennootschap in deze categorie meldt naast het rechtstreeks eigen aandelenbezit eigen aandelen verkregen door dochters: de rubrieken 8731en 8732 zijn steeds blanco.

Vijf vennootschappen vergaten een rubriek in te vullen: één vennootschap meldt eigen aandelenbezit in 8722 maar geeft geen kapitaalwaarde (8721 blanco); de vier andere vennootschappen geven de kapitaalwaarde, maar niet het aantal aandelen (8722 blanco). Naast deze fouten treden er ook onwaarschijnlijke verhoudingen op, zoals hieronder wordt besproken.

a) Reserve voor eigen aandelen

De reserve voor eigen aandelen moet ten minste zo groot zijn als de verkrijgingwaarde van de eigen aandelen. Daar deze waarde in het verkort schema niet gekend is, kunnen wij dit niet controleren. Daarom controleren wij of de reserve ten minste even groot is als de kapitaalwaarde van de verkregen aandelen (rubriek 8721).

Uit de analyse van het volledig schema weten wij dat er nogal wat vennootschappen ten onrechte de verkrijgingwaarde invullen in rubriek 8721. Een vergelijking tussen de rubrieken 1310 en 8721 is daarom om meerdere redenen interessant. Indien 1310 gelijk is aan 8721 hebben wij waarschijnlijk te maken met een verkeerde invulling van rubriek 8721 (verkrijgingwaarde). In dat geval kunnen wij wel correct controleren of de reserve voor eigen aandelen groot genoeg is, aangezien wij de verkrijgingwaarde kennen. Indien 1310 kleiner is dan 8721 hebben wij vrijwel zeker met een inbreuk te maken, tenzij de verkrijgingwaarde lager zou zijn dan de kapitaalwaarde, wat zich bij groot overgedragen verlies zou kunnen voordoen. In het geval dat rubriek 8721 correct de kapitaalwaarde van de verkregen aandelen bevat en de reserve 1310 ten minste even groot is kunnen wij uiteraard geen uitspraak doen, daar wij de verkrijgingwaarde niet kennen.

b) Verkrijgingwaarde in rubriek 8721

Ook nu is de meest voorkomende fout inderdaad het in de toelichting vermelden van de verkrijgingprijs van de eigen aandelen in plaats van de kapitaalwaarde. Wij gaan ervan uit dat dit het geval is indien de reserve voor eigen aandelen dezelfde waarde heeft als de post kapitaalwaarde in de toelichting. Dit kwam 45 keer voor op 98, wat vergelijkbaar is met de situatie bij het volledig schema.

c) Te kleine reserve voor eigen aandelen

Drie vennootschappen voldoen niet aan de controle "1310>= 8721":
- vennootschap F1 geeft als kapitaalwaarde van de verkregen aandelen 2,879 miljoen BEF maar als reserve slechts 1,639 miljoen BEF (kapitaal 9,33 miljoen BEF, eigen vermogen –3,664 BEF); de verworven fractie is te groot; het kan natuurlijk in dit geval wel zijn dat de reserve overeenstemt met de verkrijgingwaarde, gezien het negatief eigen vermogen;
- vennootschap F2 geeft als kapitaalwaarde van de verkregen aandelen 1,322 miljoen BEF maar als reserve slechts 1,065 miljoen BEF (kapitaal 16,857 miljoen BEF, eigen vermogen 15,598 BEF);
- vennootschap F3 geeft als kapitaalwaarde van de verkregen aandelen 75.000 BEF maar als reserve slechts 25.000 BEF (kapitaal 1,244 miljoen BEF, eigen vermogen 1,913 miljoen BEF).

d) Verworven fractie te groot

Daar het verkort schema geen aanduiding bevat van het totaal aantal aandelen en van de verkrijgingwaarde van de eigen aandelen zijn wij beperkt in de uit te voeren consistentiecontroles. Wij kunnen enkel nagaan of de opgegeven kapitaalwaarde van de verkregen aandelen (rubriek 8721) inderdaad ten hoogste 10 % van het kapitaal bedraagt (rubriek 8701 of balansrubriek 100). In 34 gevallen is de 10 %-drempel overschreden, maar in een aantal gevallen is dat te wijten aan een verkeerde invulling van rubriek 8721.

In drie gevallen bedraagt de fractie zelfs meer dan 100 %:
- vennootschap G1, kapitaal 1,25 miljoen BEF, verkregen aandelen kapitaalwaarde 3,51 miljoen BEF, 27 aandelen;
- vennootschap G2, kapitaal 14,37 miljoen BEF, verkregen aandelen kapitaalwaarde 19 miljoen BEF, 120 aandelen;
- vennootschap G3, kapitaal 3 miljoen BEF, verkregen aandelen kapitaalwaarde 3,276 miljoen BEF, 126 aandelen.

In deze gevallen is overduidelijk de verkrijgingwaarde gebruikt i.p.v. de kapitaalwaarde. Of dat al dan niet meer dan 10 % is in kapitaalwaarde is niet na te trekken.

In zes gevallen is het volledige kapitaal ingevuld in rubriek 8721. Het in 8722 opgegeven aantal aandelen is daarentegen waarschijnlijk niet het totaal aantal aandelen. De opgegeven aantallen bedragen resp. 20, 0, 40, 100, 62 en 125. Ook hier is verdere controle moeilijk maar lijkt het eerder om invulfouten te gaan.

In de 25 overige gevallen met een overschrijding van de 10 %-drempel (variërend van 89 % tot 11 %) zitten naast een aantal vennootschappen die vermoedelijk een verkeerde waarde hebben ingevuld, waarschijnlijk toch wel enkele die effectief te veel eigen aandelen hebben verkregen, maar dit is niet echt na te gaan.

In 31 gevallen bedraagt de kapitaalfractie precies 10 %.

De verdeling van de overige vennootschappen is als volgt: 16 vennootschappen met een fractie van ten minste 5 % maar minder dan 10 %, 8 vennootschappen meer dan 1 % maar minder dan 5 % en 10 vennootschappen met minder dan 1 %.

3.2.3. Reserve voor eigen aandelen zonder verdere vermelding in de toelichting

Niet minder dan 353 vennootschappen met het verkort schema hebben een reserve voor eigen aandelen maar laten de rubrieken 8721, 8722, 8731 en 8732 blanco. Het gaat om 222 Vlaamse vennootschappen (reserve 283 miljoen BEF), 21 Waalse (86 miljoen BEF) en 51 Brusselse (21 miljoen BEF).

Dit kan uiteraard volkomen correct zijn, maar zou ook het gevolg kunnen zijn van vergeten vermeldingen in de toelichting. Daar wij voor het verkort schema voor de balans enkel over de inhoud van rubriek 1310 beschikken – aan de actiefzijde is geen informatie beschikbaar – kunnen wij dit niet nagaan.

Een analyse van de reserve kan ons wel een idee geven van de verspreiding van het verkrijgen van eigen aandelen. Zoals bij het volledig schema kunnen wij hieruit besluiten dat er waarschijnlijk meer vennootschappen zijn die eigen effecten verkrijgen dan afgeleid kan worden uit het eigen effectenbezit aan het einde van het boekjaar. Toch gaat het in deze categorie om eerder bescheiden bedragen. In het totaal bedragen de reserves voor eigen aandelen in deze categorie 390 miljoen BEF, terwijl het kapitaal van de vennootschappen in deze categorie 1,8 miljard BEF bedraagt en het eigen vermogen 4,4 miljard BEF.

Bovendien is de verdeling erg geconcentreerd. De reserve voor eigen aandelen in deze categorie varieert inderdaad van 54,6 miljoen BEF (kapitaal 84,6 miljoen BEF, eigen vermogen 662,3 miljoen BEF) voor de vennootschap met de grootste reserve tot 1.000 BEF. De 18 vennootschappen (ongeveer 5 %) met de grootste reserve nemen 51 % van de reserve voor hun rekening.

3.2.4. Geen reserve voor eigen aandelen aangelegd maar wel melding in de toelichting

De 25 vennootschappen in deze categorie vertegenwoordigen 0,7 miljard BEF kapitaal en 1,7 miljard BEF eigen vermogen. Zij geven een kapitaalwaarde op van zelf verworven eigen aandelen van 7 miljoen BEF (rubriek 8721) en van 0,4 miljard BEF door dochtervennootschappen verworven (rubriek 8731).

Als er geen reserve 1310 is aangelegd zou er ook geen melding gemaakt mogen worden van door de vennootschap zelf verkregen eigen aandelen. De rubrieken 8721 en 8722 moeten blanco zijn. Hieraan is slechts in 13 van de 25 gevallen

voldaan, zodat bijna de helft van de jaarrekeningen op dat punt inconsistent is! Wij zullen hieronder beide groepen afzonderlijk bespreken.

a) Rubriek 8721 en/of 8722 ingevuld

De twaalf "overtreders" die rechtstreeks eigen aandelenbezit rapporteren melden geen van alle eigen aandelen verkregen door dochtervennootschappen (rubrieken 8731 en 8732 steeds blanco).

Eigen aandelen verkrijgen zonder een onbeschikbare reserve aan te leggen leidt normaal tot aandelen die rechtens van onwaarde zijn. In een aantal gevallen lijkt de melding echter op een foutieve invulling te berusten.

Drie vennootschappen geven in rubriek 8722 (aantal eigen aandelen), rubriek 8701 (geplaatst kapitaal per einde boekjaar) en rubriek 8721 (kapitaalwaarde eigen aandelen) telkens hetzelfde getal op, namelijk het geplaatste kapitaal. Eén vennootschap vult zowel in 8722 als 8701 het geplaatste kapitaal in. Eén vennootschap vult het geplaatste kapitaal in, zowel in rubriek 8721 als in rubriek 8701 en laat rubriek 8722 blanco. De kans is groot dat deze vennootschappen helemaal geen eigen aandelen bezitten, maar de toelichting foutief hebben ingevuld.

De zeven overige gevallen zijn minder gemakkelijk te duiden en lijken eerder te wijzen op effectief eigen aandelenbezit zonder dat de noodzakelijke reserve werd aangelegd. Wij geven hieronder enkele kerncijfers:

- vennootschap H1, 200.000 BEF kapitaalwaarde (8721), 39 eigen aandelen (8722), kapitaal 5,2 miljoen BEF (8701);
- vennootschap H2, 126.000 BEF kapitaalwaarde (8721), 63 eigen aandelen (8722), kapitaal 2,5 miljoen BEF (8701);
- vennootschap H3, 0 BEF kapitaalwaarde (8721), 375 eigen aandelen (8722), kapitaal 0,75 miljoen BEF (8701); dit lijkt dan bovendien ook nog een te grote fractie en bovendien is het niet consistent wel het aantal maar niet de kapitaalwaarde te vermelden;
- vennootschap H4, 2,3 miljoen BEF kapitaalwaarde (8721), 230 eigen aandelen (8722), kapitaal 11,25 miljoen BEF (8701), wat eveneens een overschrijding van de 10 % is;
- vennootschap H5, 450.000 BEF kapitaalwaarde (8721), 29 eigen aandelen (8722), kapitaal 2,5 miljoen BEF (8701), dus eveneens een overschrijding;
- vennootschap H6, 276.000 BEF kapitaalwaarde (8721), 15 eigen aandelen (8722), kapitaal 974.000 BEF (8701), dus eveneens een overschrijding;
- vennootschap H7, 0 BEF kapitaalwaarde (8721), 2 eigen aandelen (8722), kapitaal 1,674 miljoen BEF (8701), dus bovendien niet consistent door wel het aantal maar niet de kapitaalwaarde te vermelden.

Het zou in kapitaalwaarde voor het geheel dus wel om een veeleer klein bedrag gaan.

b) Rubriek 8731 en/of 8732 ingevuld

Dertien vennootschappen melden eigen aandelen die door dochters verkregen werden. Dit zijn de enige vennootschappen die wij normaal in deze categorie zouden mogen aantreffen. Toch is ook hier de kwaliteit bedroevend. Slechts twee vennootschappen voldoen aan de logische controles (kapitaalwaarde, aantal eigen aandelen en totale waarde van het kapitaal ingevuld; kapitaalwaarde bedraagt ten hoogste 10 % van het kapitaal). De overige vennootschappen in deze categorie vertonen tal van anomalieën, zoals hieronder wordt aangegeven:

- vennootschap I1, 8,25 miljoen BEF kapitaalwaarde (8731), 1.065 eigen aandelen (8732), kapitaal 10 miljoen BEF (8701), dit is dus veel meer dan 10 % (wat eventueel te wijten kan zijn aan het vermelden van de verkrijgingwaarde i.p.v. de kapitaalwaarde, hoewel dit in deze context minder logisch is daar niet de vennootschap maar de dochter de aandelen heeft gekocht);
- vennootschap I2, 2,67 miljoen BEF kapitaalwaarde (8731), 2.670 eigen aandelen (8732), kapitaal 16,549 miljoen BEF (8701), dit is meer dan 10 %;
- vennootschap I3, 1,3 miljoen BEF kapitaalwaarde (8731), 1.300 eigen aandelen (8732), kapitaal 11 miljoen BEF (8701), dit is meer dan 10 %;
- vennootschap I4, 0 BEF kapitaalwaarde (8731), 69 eigen aandelen (8732), kapitaal 12,175 miljoen BEF (8701), kapitaalwaarde ontbreekt;
- vennootschap I5, 211,346 miljoen BEF kapitaalwaarde (8731), 17.364 eigen aandelen (8732), kapitaal 211,346 miljoen BEF (8701), dit is dan 100 %;
- vennootschap I6, 5,959 miljoen BEF kapitaalwaarde (8731), 5.664 eigen aandelen (8732), kapitaal 22 miljoen BEF (8701), dit is meer dan 10 %;
- vennootschap I7, 189,5 miljoen BEF kapitaalwaarde (8731), 16.950 eigen aandelen (8732), kapitaal 190 miljoen BEF (8701), dit is bijna 100 %;
- vennootschap I8, 5 miljoen BEF kapitaalwaarde (8731), 500 eigen aandelen (8732), kapitaal 11 miljoen BEF (8701), dit is meer dan 10 %;
- vennootschap I9, 5 miljoen BEF kapitaalwaarde (8731), 1.700 eigen aandelen (8732), kapitaal 46,4 miljoen BEF (8701), dit is meer dan 10 %;
- vennootschap I10, 1,6 miljoen BEF kapitaalwaarde (8731), 1.600 eigen aandelen (8732), kapitaal 1,8 miljoen BEF (8701), dit is veel meer dan 10 %;
- vennootschap I11, 1,925 miljoen BEF kapitaalwaarde (8731), 1.925 eigen aandelen (8732), kapitaal 10 miljoen BEF (8701), dit is veel meer dan 10 %.

Wij kunnen dus besluiten dat deze categorie zeer veel fouten bevat.

3.3.5. Besluit verkort schema

De kwaliteit van de informatie betreffende eigen aandelen in het verkort schema is duidelijk van mindere kwaliteit. In vergelijking met het volledig schema treden er veel meer fouten op. Daartoe behoren ook zware fouten zoals het ontbreken van de wettelijk vereiste reserve of het overschrijden van de toegelaten 10 %-grens.

4. Algemeen besluit

In ongeveer 5,5 per duizend jaarrekeningen wordt enige melding gemaakt betreffende de verkrijging van eigen aandelen. Met enige melding bedoelen wij de aanwezigheid van een reserve voor eigen aandelen, de vermelding van eigen aandelen op de balans (enkel voor het volledig schema) of in de toelichting (rechtstreeks of door dochtervennootschappen). Anders dan de uitgebreidheid van de wettelijke regelgeving kan doen vermoeden blijft het dus een weinig voorkomend fenomeen.

De kwaliteit van de jaarrekening m.b.t. de eigen aandelen is niet denderend, zeker niet voor het verkort schema. Slechts een minderheid van de betreffende jaarrekeningen is consistent ingevuld. Ook ernstige fouten, zoals het ontbreken van een reserve voor eigen aandelen, hoewel die volgens de toelichting wel degelijk aanwezig zijn, komen voor. Voor het volledig schema is de kwaliteit heel wat beter, waarbij er ook t.o.v. de situatie in een vorig onderzoek een duidelijke vooruitgang is vast te stellen.

Bij de gerapporteerde verkrijgingprijs kunnen in een aantal gevallen vragen gesteld worden.

Gezien het grote aantal vennootschappen dat in de toelichting de verkrijgingprijs i.p.v. de kapitaalwaarde (of fractiewaarde) invult, pleiten wij voor een verduidelijking van de schema's van de jaarrekening.

Evoluties in informatie- en communicatie-technologie: nieuwe opdrachten voor het I.B.R.?

Prof. dr. Roland Paemeleire,
Gewoon Hoogleraar aan de Faculteit Economie en Bedrijfskunde, R.U.G.,
Partner Ernst & Young, bedrijfsrevisoren

Een aantal recente evoluties in het gebruik van I.C.T. stemmen de bedrijfsrevisoren tot nadenken over de rol die hun instituut in de toekomst kan spelen en dit binnen een ruimer kader dan de Belgische omgeving. Hierna volgen heel summier enkele aandachtspunten voor het I.B.R. en voor de F.E.E.

1. Elektronische informatie

Steeds meer komt informatie zowel intern (elektronische dossiers binnen auditkantoren) als extern (financieel economische gegevens in ondernemingen, publicaties onder de vorm van boeken en tijdschriften van uitgevers) in elektronische vorm beschikbaar. De explosie van beschikbare informatie is indrukwekkend en de verwerking en de beschikbaarstelling kan slechts op een efficiënte en effectieve manier gebeuren wanneer dit centraal gebeurt (de bekende schaalvoordelen). Welke professioneel heeft geen behoefte aan een ondersteuning op het vlak van de optimale benutting van beschikbare knowhow?

2. Killing the paper dragon

Op het vlak van de administratieve organisatie is er een belangrijke evolutie die zich met grote snelheid verderzet, nl. het verminderen van documenten (hard copies) door het gebruik van E.D.I. (electronic data interchange) en imaging en workflow technologie.

In het eerste geval worden verbindingen tot stand gebracht tussen computersystemen van verschillende ondernemingen (klanten-leveranciers) waarbij gegevens elektronisch worden uitgewisseld en verwerkt zonder fysieke documenten als informatiedrager en zonder menselijke tussenkomst (orders, bevestigingen, facturatie, betalingen, planning van de levering, enz.). Het ene computersysteem geeft opdrachten aan het andere systeem. Bepaalde standaarden zoals EDIFACT vinden echter geen algemene toepassing, wat de controleerbaarheid door een auditor bijzonder moeilijk maakt (wie kan de nodige kennis verwerven om alle systemen te kunnen controleren en gebruik te maken van de in het systeem aanwezige informatie?). Het ontbreekt thans aan een standaard setting (aan welke eisen dient het systeem te beantwoorden om betrouwbaar en controleerbaar te zijn?) en een forum waar ervaring kan uitgewisseld worden (het is toch onaanvaardbaar dat de revisoren telkens het wiel moeten uitvinden).

Door het gebruik van imagingtechnologie worden documenten die binnenkomen gescand en nadien naar alle betrokkenen gestuurd die de vereiste handelingen via hun terminal uitvoeren. Er is enkel een elektronische behandeling wat bijzondere problemen stelt ten aanzien van de controleerbaarheid (auditability). Wat is een goede praktijk terzake? Wat zijn redelijke eisen die gesteld kunnen worden op het vlak van de interne controle?

Workflowmanagementsystemen besturen administratieve procedures naar analogie met de besturende systemen in geautomatiseerde productieprocessen. Deze systemen bevatten een schat aan informatie voor de audit maar de tools, om hiertoe toegang te hebben, zijn vooralsnog niet algemeen bekend.

3. E-commerce

Een niet te stuiten evolutie zowel wat B2C als B2B betreft om maar niet te spreken van de schoorvoetende opgang van C2B. Het handelsverkeer via websites waarbij krachtige zgn. "web-anabling" software wordt gebruikt plaatst de auditor voor een totaal nieuwe werkomgeving.

Websites worden niet enkel geraadpleegd door klanten om allerlei informatie te bekomen (productgegevens, bedrijfsinformatie, ...) maar eveneens om bepaalde acties (bestelling, betaling, ...) te initiëren.

Een aantal functionele onderdelen van de administratieve organisatie verlopen integraal op een geautomatiseerde wijze, wat kostenvermindering, kwaliteitsverbetering, verhoging van de competitiviteit e.d.m. tot gevolg heeft.

Prachtig. Maar, deze evolutie gaat exponentieel snel waardoor er, om het ironisch uit te drukken, bijna onvoldoende tijd is om zich te bezinnen over de maatschappelijke impact en dit in relatie tot de revisorale functie, nl. het gewekte vertrouwen.

Om de complexiteit van de gestelde problematiek te illustreren volgen hierna enkele vraagjes: dient een revisor na te gaan of de bedrijfsinformatie (financiële en eventueel andere) op de website correct is, hoe zal men de interne controle onderzoeken en beoordelen, waar ligt de onderzoeksgrens van de revisor bij de zgn. uitgebreide onderneming (vooral bij B2B-toestanden overstijgt de administratieve automatisering de grenzen van de eigen onderneming) en op welke wijze kan de bedrijfsrevisor betrokken worden bij het waarmerken van de betrouwbaarheid van een e-commerce. Wat dit laatste betreft stelt zich de vraag naar de geschikte onderzoeksmethodologie en de aanwezige competentie. Ook hier: in geval van nood kent men zijn vrienden! Maar een organisatie moet optreden als facilitator om de professionelen samen te brengen en taken te integreren en te verdelen. De e-commerce trein mag door de revisoren niet gemist worden want anders zullen anderen hen de wind uit de zeilen nemen. Ook hier staan we, en in een nog grotere mate, voor een landoverschrijdende problematiek.

4. Privacy en nog eens privacy

In het geval van e-commerce waarbij niet enkel bedrijfs- en productinformatie gegeven wordt maar waarbij eveneens aan elektronische verkoop wordt gedaan onder de vorm van gepersonaliseerde relaties met de klant ("historische" gegevens, bv. vroegere aankopen, gebruikte betaalkaart, worden benut), maken velen zich zorgen over de mate waarin het systeem bescherming biedt t.a.v. het ongeoorloofde gebruik van de privégegevens. Heel wat onderzoekingen wijzen trouwens uit dat de negatieve perceptie van consumenten ten aanzien van de gestelde problematiek een belangrijke rem inhoudt op de ontwikkeling van B2C.

Het is bekend dat persoonlijke gegevens opgeslagen (men ziet dit trouwens wanneer bij een nieuwe bestelling voor bepaalde gegevens alleen een bevestiging wordt gevraagd) en geanalyseerd worden. De analyse bevat nuttige commerciële informatie zoals de duur van het bezoek van de website, de gestelde vragen, de geraadpleegde tekstblokken en pagina's en de gegeven terugkoppeling.

Ook binnen een organisatie worden heel wat gegevens bijgehouden. Eenvoudige vraag: wie kan vertrouwen scheppen? Welke zijn de verwachtingen van het maatschappelijk verkeer terzake?

5. De elektronische boekhouding

Niet iedereen ligt wakker van het gebruik van databanken die beheerd worden door relationele databasemanagementsystemen waarbij de regel van het verbieden van redundante en afgeleide gegevens stipt nageleefd dient te worden. In concreto betekent dit bv. dat boekhoudkundige verrichtingen maar eenmaal opgeslagen mogen worden en dat dagboeken, journalen e.d.m. samengesteld worden op het ogenblik dat deze gevraagd worden (om te bekijken op scherm of om af te drukken) maar dat ze niet alsdusdanig in de database worden opgeslagen. Bij ondernemingen die E.D.I. gebruiken (reeds sterk ontwikkeld in economische groepen) worden de papieren facturen afgeschaft. Weliswaar werden reeds een aantal – beperkte – maatregelen genomen op het fiscale en het boekhoudrechtelijke vlak maar een aangepast wettelijk kader ontbreekt vooralsnog. De RDBMS worden wereldwijd gebruikt zodat ook hier, internationaal, een bundeling van expertise om tot een aangepaste wetgeving te komen voordelig is. Een inventarisatie van de "best practice" om een regelmatige boekhouding (onveranderbaarheid van de vastleggingen, enz.) te hebben zal enerzijds de rechtszekerheid voor ondernemingen ten goede komen en anderzijds de controleerbaarheid van de boekhouding veiligstellen.

6. De virtuele realiteit

Dankzij de informatie- en communicatietechnologie zijn er geen barrières meer voor de creatie van virtuele groepen die gesteund zijn om gemeenschappelijke

belangen te behartigen (economische of ontspanning) en waarbij de leden bepaalde waarden delen. Er zijn afhankelijke (groepen in het leven geroepen door leveranciers bv.) en onafhankelijke groepen (opgericht door een zgn. "third party"). Op het economische vlak wordt de transparantheid van de markt verhoogd. Zullen ook de auditprofessionelen de transparantheid in de kennis en ervaring willen verhogen? Trouwens, zal het "shoppen" op de auditmarkt ook niet toenemen? Naarmate meer virtuele industriële groepen ontstaan stelt men vast dat de zgn. "push-strategy" vervangen wordt door de "pull-strategy". Is de auditmarkt hierop voorbereid? Klanten zullen diensten vragen onafhankelijk van tijd en plaats. Hierbij zullen de meta-informatieproviders een cruciale rol vervullen. Is er naar analogie hierbij niet eveneens een taak weggelegd op dit terrein voor het eigen instituut, op niveau van de Europese Unie of veel ruimer?

7. Vertrouwen

Vertrouwen behoort tot de peilers van iedere economische ontwikkeling.

Het internet wordt wereldwijd in toenemende mate als zakelijk communicatiemiddel gebruikt omwille van de efficiëntie (kostenbesparingen) en de voorheen onbestaande strategische voordelen. Maar is het systeem in al zijn gebruiksmogelijkheden wel voldoende betrouwbaar in iedere concrete situatie? Ook hier duikt de van oudsher bekende behoefte aan "confidentia" op. Zoals met alle evoluties dienen de bedrijfsrevisoren snel te reageren omwille van hun maatschappelijke functie (de leer van het gewekte vertrouwen) en om te voorkomen dat andere professionelen hun plaats innemen op bepaalde domeinen.

Thans is er behoefte aan een waarmerking van websites, het toekennen van een zgn. zegel. Een van de meest bekende is thans de "webtrust" van het Amerikaanse en het Canadese instituut. In sommige Europese landen werd de methodologie voor het waarmerken van een commerciële website overgenomen door het nationale instituut van de accountants. Maar, wordt er wel in voldoende mate rekening gehouden met de specifieke lokale institutionele en culturele omstandigheden? Moeten ook hier initiatieven genomen worden door het I.B.R. of de F.E.E. op het Europese niveau?

8. Knowledge management

Dit sudie- en onderzoeksdomein is de jongste jaren snel tot ontwikkeling gekomen zowel binnen ondernemingen als in de grote auditfirma's. Het betreft het systematisch proces van het zoeken naar gegevens, het selecteren van datgene wat nu en in de toekomst relevant kan zijn, en het structureren en voorstellen op een wijze dat deze een toegevoegde waarde heeft voor de gebruiker.

Het gebruik betreft zowel het oplossen van problemen, het ondersteunen van de strategische planning en de besluitvorming (decision support) als het verschaffen van een dynamische leeromgeving.

Belangrijke bronnen hierbij zijn de ervaringen van mensen, gegevens opgeslagen in documenten en databanken, "data warehouses", interne en externe (internet) databanken.

Het centrale probleem hierbij is het bekomen van gestructureerde (m.a.w. bruikbare) informatie.

Heeft het beroep van bedrijfsrevisor geen behoefte aan een nationale en zelfs beroepsorganisatie overstijgende kennis-databank. Dit kan alleen maar bijdragen tot de verhoging van de kwaliteit van de maatschappelijke dienstverlening en het wetenschappelijk onderzoek op het vlak van de accountancy en de externe (en de interne) controle.

Is dit een droom die veel geld zal kosten? Zijn er risico's verbonden aan knowledge management? Is het wettelijke en institutionele kader in de verschillende landen niet te groot om tot een efficiënt en effectief systeem te komen? En zoveel mogelijke vragen meer ...

Het project zou op kleine schaal kunnen starten (think big, start small), bv. op vrijwillige basis, en dit binnen de E.U., waarbij het gehele proces centraal gestuurd wordt door een "knowledge base manager" en waarbij verder vier actoren een eigen verantwoordelijkheid hebben, nl. de auteur, de eigenaar, de waarmerker (kwaliteitscontrole) en de informatieontsluiter.

Wanneer onze bedrijfsrevisoren ervaren dat een dergelijke databank een toegevoegde waarde heeft voor henzelf en voor de gehele professie (nationaal en op Europees niveau) dan zal een botom-up initiatief bijzonder snel tot ontwikkeling komen. Het bepalen van de gebruikersnoden hoeft niet a priori te gebeuren maar kan ad hoc. Het belangrijkste is kennis en ervaring te willen delen met collega's.

Een aangepaste training van de gebruikers is noodzakelijk om op een gestructureerde wijze de voeding van de database en de consultatie te kunnen uitvoeren. Nieuwe inzichten in auditmethodologieën, problemen waarmee men geconfronteerd werd en waarvoor al dan niet een oplossing werd gevonden, studie- en onderzoeksresultaten e.d.m. vinden een plaats in een knowledge database. Het delen van auditkennis en -ervaring, op traditionele en nieuwe terreinen, zal bijdragen tot de continue kwaliteitsverbetering in het beroepsveld en het verstevigen van de maatschappelijke functie.

Beste Henri,
Hierboven werden een aantal recente evoluties besproken die heel veel stof tot nadenken bevatten. Bij het formuleren van een passend antwoord op deze uitdagingen zijn drie niveaus relevant: het I.B.R., de F.E.E. en de I.A.S.C.

Bouwen aan de toekomst is een continue opdracht ...

De interprofessionele samenwerking in de accountancysector en de kmo's

Kris Peeters,
Secretaris-generaal FVIB, Gedelegeerd bestuurder UNIZO,
Lid van de Hoge Raad voor de Economische Beroepen

Inleiding

De Federatie voor Vrije en Intellectuele beroepen, FVIB, maakte in het kader van haar campagne "Het vrije beroep van de 21ste eeuw" een strategische analyse van de accountancysector.

Samen met Paul DE HONDT van de Stichting Technologie Vlaanderen van de Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen, ontwikkelde de FVIB een onderzoeksmodel ten behoeve van het vrije beroep.

Deze bijdrage bevat een aantal van de bevindingen van deze strategische analyse in de mate dat ze betrekking hebben op de interprofessionele samenwerking in de accountancysector.
De volledige resultaten werden reeds uitgegeven in de reeks KMO-accenten van Ced. Samsom.

De strategische analyse van de accountancysector is in essentie een zelfanalyse. Dit houdt in dat aan accountants, bedrijfsrevisoren en boekhouders gevraagd is om op een kritische wijze naar zichzelf en naar het functioneren van de beroepsgroep te kijken.

1. De algemene marktsituatie in de accountancysector

De accountancysector bestaat uit drie te onderscheiden categorieën: de bedrijfsrevisoren (BRV), de accountants (ACC) en de boekhouders (BHD).

Aan deze drie groepen zijn een aantal vragen voorgelegd i.v.m. de algemene marktsituatie. De resultaten zijn de volgende:

	BRV	ACC	BHD	Gmd
1. Stijgt het aantal cliënten binnen de sector?	33	33	50	39
2. Stijgt de totale vraag vanwege alle cliënten samen?	33	83	50	56
3. Zijn de behoeften van de cliënten t.a.v. de dienst zeer gevarieerd?	67	50	83	67
4. Zijn er weinig specifieke problemen rond de aansprakelijkheid van de beoefenaar van een vrij beroep jegens de cliënt?	67	50	67	61

5. Blijven de behoeften van de cliënt stabiel in de tijd?	67	67	17	50
6. Kan men gemakkelijk inschatten hoe de sector verder zal evolueren?	67	50	67	61
Globaal	56	56	56	56

Het element speelt niet: waarde 0. Het element speelt, maar in beperkte mate: waarde vanaf 1. Het element speelt een sterke rol: waarde vanaf 33. Het element speelt in zeer sterke mate: waarde vanaf 67.

Uit deze tabel kan men volgende vaststellingen afleiden:

— Het element dat het sterkst speelt op de markt van de accountancysector is de variatie in de dienstenbehoeften van de cliënt. De markt van de accountants, de bedrijfsrevisoren en vooral de boekhouders vraagt in zeer belangrijke mate maatwerk. De accountants en revisoren stellen daarenboven vast dat de evolutie van de behoeften aan een zeer sterke dynamiek onderhevig is. Bij de boekhouders blijven de cliëntenbehoeften in de tijd eerder stabiel.
— Het element dat het minst speelt op de markt is de groei van de vraag. Vooral de accountants en de bedrijfsrevisoren schatten dat het aantal cliënten in de sector maar in beperkte mate zal toenemen. De boekhouders verwachten nog wel een betekenisvolle toename van het aantal cliënten. Opmerkelijk is dat de accountants wel verwachten dat de omzet bij het bestaande cliëntenbestand nog zeer sterk zal toenemen. De revisoren zijn op dit vlak veel voorzichtiger.
— De accountancysector wordt gekenmerkt door een sterke mate van voorspelbaarheid. Vooral boekhouders en revisoren menen dat men zeer gemakkelijk kan inschatten hoe de sector verder zal evolueren.
— Alhoewel de aansprakelijkheden van voornamelijk de revisor en de accountant aanzienlijk zijn, is men toch van mening dat dit op vandaag geen al te grote problemen stelt.

Met een score van 56 op 100 is het duidelijk dat de vrije beroepen in de accountancysector de algemene marktsituatie positief inschatten. Belangrijke kanttekening is echter dat het aantal cliënten maar in eerder beperkte mate zal stijgen.

2. De positie van de cliënt

De positie van de cliënt in de accountancysector is verschillend tussen de accountants en boekhouders enerzijds en de bedrijfsrevisoren anderzijds. De wettelijke opdrachten zijn hiervoor de reden.

Aan de bedrijfsrevisoren (BRV), de accountants (ACC) en de boekhouders (BHD) werden de volgende vragen gesteld.

	BRV	ACC	BHD	Gmd
1. Vormen de honoraria-inkomsten van één individuele cliënt of patiënt een groot aandeel van de totale inkomsten van de beoefenaar van dit vrij beroep?	0	1,7	5	2,3
2. Vertegenwoordigen de honoraria-kosten voor de dienstverlening van het vrij beroep een groot aandeel in de totale kosten of uitgaven van de cliënt?	0	1,7	3,4	1,7
3. Verschillen de dienst en dienstverlening bij de diverse beoefenaars van dit vrij beroep in sterke mate?	6,7	6,7	5	6,2
4. Zijn er weinig overschakelingskosten voor de cliënt of patiënt om zich tot een andere beoefenaar van dit vrije beroep te wenden?	3,4	1,7	6,7	3,9
5. Is de cliënt of patiënt zelf een bedrijf dat met krappe marges te maken heeft of een persoon met een laag inkomen?	6,7	1,7	5	4,5
6. Kan de cliënt zelf de taken van de beoefenaar van dit vrij beroep verrichten?	0	3,4	1,7	1,7
7. Is (de kwaliteit van de) geleverde dienst vrij onbelangrijk voor de cliënt of patiënt?	3,4	8,4	5	5,6
8. Heeft de cliënt of patiënt een goed inzicht in de marktsituatie en de kosten van het vrije beroep?	3,4	0	1,7	1,7
Globaal	3	3,2	4,2	3,5

Het element speelt niet: waarde 0. Het element speelt, maar in beperkte mate: waarde vanaf 0,1. Het element speelt een sterke rol: waarde vanaf 3. Het element speelt in zeer sterke mate: waarde 6.

Met een score van 3,5 op 10 neemt de cliënt in de accountancysector eerder een middenpositie in. De vrije beroepsbeoefenaar uit deze sector kan nog gemakkelijk zijn onafhankelijkheid in stand houden. Maar ook de cliënt is niet gebonden aan de revisor, accountant of boekhouder waaraan hij opdrachten toevertrouwt.

3. De substitutiemogelijkheden

Binnen de accountancysector zijn zowel bedrijfsrevisoren, accountants als boekhouders gezamenlijk actief op het terrein van bedrijfsboekhouding, financiën en fiscaliteit.
Hierbij ontstaan kantoorspecialisaties in deelaspecten. Vermits er geen eenvormigheid van erelonen bestaat is er substitutie tussen de verschillende beroepen in de accountancysector. Enkel de wettelijke opdrachten zwakken dit enigszins af.

Voor het meer algemene bedrijfs- en managementadvies is de substitutie zeer groot.

	BRV	ACC	BHD	Gmd
1. Zijn er momenteel (alternatieve) dienstverleners buiten uw vrij beroep, die gelijkaardige diensten aanbieden met een betere prijs/kwaliteit-verhouding voor de cliënt of patiënt?	0	0	5	1,7
2. Vertonen (alternatieve) dienstverleners buiten uw vrij beroep die gelijkaardige diensten aanbieden, een tendens tot kwaliteitsverbetering?	3,4	0	5	2,8
3. Werken de (alternatieve) dienstverleners buiten uw vrij beroep die gelijkaardige diensten aanbieden, met grotere marges?	0	0	5	1,7
Globaal	1,2	0	5	2,1

Het element speelt niet: waarde 0. Het element speelt, maar in beperkte mate: waarde vanaf 0,1.Het element speelt een sterke rol: waarde vanaf 3. Het element speelt in zeer sterke mate: waarde 6.

Globaal zijn de substitutiemogelijkheden nog beperkt. Maar de respectievelijke beroepen hebben uiteenlopende inschattingen. We stellen dus concreet vast dat de vrees voor sectorvreemde concurrentie het grootst is bij de boekhouders. De accountants zijn er echter 100 % gerust in. De revisoren stellen vast dat er een tendens is tot een betere kwaliteit bij de alternatieve dienstverleners. Substitutie is duidelijk een element dat in de accountancysector moet opgevolgd worden.

4. Verhouding tussen accountants, bedrijfsrevisoren en boekhouders

Uit de FVIB-bevraging over de beroepsverhoudingen in de accountancysector kunnen een aantal belangrijke vaststellingen getrokken worden:

— Alle vrije beroepen uit de accountancysector vinden in zeer sterke mate dat het aantal beoefenaars reeds groot te noemen is. Boekhouders en revisoren tillen het zwaarst aan dit overaanbod.
— Bij revisoren in zeer sterke mate, maar ook bij boekhouders en accountants is de mate van differentiatie tussen de respectievelijke beroepsbeoefenaars laag. Vooral bij boekhouders zijn dan weer de kwaliteitsverschillen tussen de beoefenaars zeer laag.
— Dat de groeiverwachtingen vooral bij revisoren en accountants beperkt zijn wordt hier bevestigd. Vooral revisoren moeten met hoge vaste kosten werken.
— Uittredingsbelemmeringen doen zich voornamelijk voor bij het boekhoudberoep, maar dit speelt ook in zekere mate parten bij de accountants en de bedrijfsrevisoren.

— Deze verschillende, eerder negatieve, aspecten voor de beroepsverhoudingen worden getemperd door een betere score voor de professionele, maar vooral de interprofessionele samenwerkingsvormen die de vrije beroepen in de accountancysector erop na houden.

	BRV	ACC	BHD	Gmd
1. Is het aantal bestaande beoefenaars van dit vrij beroep reeds groot te noemen in verhouding tot de markt?	10	6,7	8,4	8,4
2. Is de dienstverlening van de verschillende beoefenaars van dit vrij beroep vrij gelijkaardig?	10	5	6,7	7,3
3. Moet de cliënt of patiënt weinig kosten maken om over te schakelen van de ene beoefenaar van dit vrij beroep naar een andere beoefenaar van dit vrij beroep?	3,4	1,7	6,7	3,9
4. Zijn, voor een individuele beoefenaar van dit vrij beroep, de vaste kosten van de praktijk, hoog in verhouding tot de variabele kosten?	6,7	5	3,4	5
5. Is de groei van de markt beperkt?	10	8,4	3,4	7,3
6. Als men zijn vrije beroepspraktijk boven een bepaald (omzet)niveau wil laten groeien, kan dit nog zeer moeilijk stapsgewijs gebeuren?	0	5	0	1,7
7. Is de kwaliteit van de diverse beoefenaars van dit vrij beroep vrij evenwaardig?	3,4	5	6,7	5
8. Is het in dit vrije beroep gebruikelijk dat weinig succesvolle en onrendabele praktijken of oudere beroepsbeoefenaars, het beroep blijven uitoefenen?	3,4	3,4	6,7	4,5
9. Is er geen of weinig professionele samenwerking?	3,4	1,7	3,4	2,8
10. Is er geen of weinig interprofessionele samenwerking?	3,4	0	1,7	1,7
Globaal	5,4	4,2	4,7	4,8

Het element speelt niet: waarde 0. Het element speelt, maar in beperkte mate: waarde vanaf 0,1. Het element speelt een sterke rol: waarde vanaf 3 . Het element speelt in zeer sterke mate: waarde 6.

Met een score van 4,8 op 10 stelt men in de accountancysector vast dat concurrentie de beroepsverhoudingen in eerder sterke mate kenmerkt. Tegengewicht voor deze situatie levert de bereidheid tot professionele en interprofessionele samenwerking.

Levée de capitaux internationaux
Clarté et comparabilité des états financiers (Normes E.U./IASC/US GAAP)

Claude Pourbaix,
Chargé de cours Université Catholique de Louvain,
Président de Deloitte & Touche, Réviseurs d'Entreprises

Introduction

La transparence des comptes est un des prérequis pour qu'une entreprise puisse accéder au marché mondial des capitaux.
Si cette constatation est une évidence, sa traduction dans la réalité se heurte, encore aujourd'hui, à bien des difficultés. L'harmonisation des principes comptables est un long cheminement. Pour le comprendre, j'examinerai dans un premier temps les causes des divergences. Je mettrai ensuite en lumière les principales différences entre les normes internationales, les normes américaines et les Directives européennes en matière comptable. Les obstacles subsistant dans la course à la suprématie de l'un ou l'autre référentiel seront enfin évoqués.

Première partie.
Principales causes des divergences entre référentiels comptables

1. Quelques exemples de divergences extraits de rapports publiés par des sociétés cotées en bourse

Quelques exemples de disparités flagrantes, entre les résultats et les fonds propres publiés selon les normes locales européennes et recalculés selon les normes américaines, permettent d'illustrer les risques d'une mauvaise interprétation, sans une analyse préalable des informations mises à la disposition du public par les entreprises.

- Le cas de Daimler-Benz, société de droit allemand, qui a introduit ses titres à la bourse de New York en octobre 1993, est resté célèbre. Il est probablement l'exemple le plus souvent cité dans la presse. Le bénéfice publié par la société pour l'exercice, et établi selon les normes applicables en Allemagne, s'élevait à 615 Mio DEM. Retraité selon les US GAAP le résultat se transforma en une perte de 1.839 Mio DEM (1). Le total des fonds propres pour le même exercice passa de 18.145 Mio DEM (normes allemandes) à 26.281 Mio DEM (US GAAP). L'origine de ces différences provient, en majeure partie, du calcul des provisions, de l'amortissement de l'écart de consolidation, des engage-

(1) Voir commentaire dans B. RAFFOURNIER, A. HALLER et P. WALTON, *Comptabilité internationale,* Paris, Librairie Vuibert, 1997, 440 à 446

ments de retraite, de la comptabilisation des instruments financiers et de la prise en considération des impôts différés.

- Voici un deuxième exemple. Comme toutes les sociétés étrangères qui ont émis des obligations sur le marché américain, Usinor doit mettre à la disposition des souscripteurs un document intitulé 20 F, visé au préalable par la Securities and Exchange Commission, dans lequel les comptes annuels sont établis selon les US GAAP. Une note de ce document montre en détail le rapprochement entre les fonds propres et le résultat net calculés selon respectivement les normes françaises et les US GAAP.

  Il apparaît que les fonds propres, estimés selon les normes américaines, sont supérieurs à ceux calculés selon les normes comptables françaises de 3,9 Mia FRF en 1996 et de 3,6 Mia FRF en 1997.

  Le résultat net, selon les normes américaines, est supérieur de 837 Mio FRF en 1995 et inférieur de 459 Mio FRF en 1996 et de 65 Mio FRF en 1997.

  Les principaux écarts proviennent:
  — d'un décalage dans la durée d'amortissement de l'écart de consolidation, estimée entre 5 et 20 ans dans les comptes établis selon les normes françaises. Cette durée a été portée systématiquement à 40 ans dans le calcul selon les normes américaines. En outre, les écarts d'acquisition des filiales étrangères ont été convertis en normes françaises à leur taux historique, alors que le taux de clôture a été retenu dans le calcul selon les normes américaines;
  — d'une méthode de valorisation différente des actions non consolidées. Selon les normes appliquées en France, c'est la valeur la plus basse entre le prix d'acquisition et la juste valeur qui est retenue. Selon les normes américaines, la valorisation est basée sur le prix du marché avec indication des profits et pertes non réalisés dans les fonds propres;
  — de l'annulation, dans la rubrique des charges, des intérêts intercalaires relatifs à des immobilisations, par transfert dans les postes de l'actif correspondant;
  — de l'extourne des provisions à long terme pour restructuration et pour gros entretiens, ainsi que de la réduction de valeur sur les actifs d'impôts différés.

- Voici un autre exemple, choisi en Belgique cette fois. En 1998, Petrofina décida de faire coter ses titres à la Bourse de New York. Elle procèda dès lors à la conversion des comptes des exercices 94 à 96 selon les normes américaines. Cet exercice entraîna une augmentation des fonds propres consolidés de 1,9 Mia de BEF. Ce montant est un solde entre des mouvements en sens opposés, correspondant entre autres à une augmentation de 9,5 Mia, provenant de la réintroduction dans les capitaux propres des dividendes à payer sur le résultat de l'exercice. Le bilan étant présenté avant distribution, selon les normes américaines, alors qu'il est publié après répartition selon les normes européennes.

Une provision de 4,3 Mia BEF pour impôts différés sur des réserves immunisées, la prise en charge des frais de restructuration pour 1,6 Mia BEF et d'assainissement pour 2,1 Mia BEF, furent entre autres portés en diminution des redressements enregistrés.

- Un exemple de droit comptable néerlandais. La société, active dans la distribution, Royal Ahold publie également en annexe à ses comptes annuels un tableau de rapprochement entre l'application des normes néerlandaises et américaines.

  Les écarts sont tout à fait significatifs. Ainsi en 1998, le résultat selon les normes américaines est de 29 % inférieur à celui calculé selon les normes locales. L'écart est encore plus important pour les fonds propres, calculés selon les normes américaines, les fonds propres correspondent à 4,3 fois les fonds propres publiés aux Pays-Bas. Le principal redressement entre les deux référentiels concerne le traitement des écarts de consolidation: ils sont portés au débit des fonds propres dans le référentiel hollandais, alors qu'ils sont activés et amortis en 40 ans dans le référentiel américain.

Bien d'autres exemples pourraient être présentés pour illustrer les divergences, parfois très significatives, qui existent à propos des résultats et des fonds propres, selon les référentiels utilisés. La question de la crédibilité des comptes est posée. Comment peut-on utilement comparer les performances de deux entreprises? Tout groupe qui souhaite lever des capitaux dans le marché international est-il condamné à publier une série de comptes annuels selon des référentiels différents? Comment se fait-il que des divergences subsistent entre les pays européens en matière de droit comptable, alors même qu'ils ont adopté la 4ème et la 7ème directive? Le référentiel américain est-il plus pertinent que l'application des règles internationales proposées par l'IAS? Une solution de compromis est-elle envisageable à brève échéance?

2. Explication sur l'origine des divergences entre référentiels

Tout a été dit, ou presque, sur l'origine des disparités entre les référentiels comptables (2). Ces derniers peuvent se rattacher à deux grands modèles: l'un anglo-saxon, l'autre européen et continental.

La comptabilité, outil de communication, participe à l'image de la société. Tantôt influencée par quelques principes généraux, elle est dominée par les professionnels qui ont rédigé tout un corps de doctrine; tel est le cas dans les pays anglo-

(2) Voir entre autres une très bonne synthèse publiée dans l'ouvrage collectif *Comptabilité internationale, o.c.,* Chapitre 1 «Différences nationales et harmonisation comptable» 1 à 32.
Autre référence: M. GLAUM et U. MANDLER *Rechnungslegung auf globalen Kapitalmärkten,* Wiesbaden, Gaber, 1996, voir tableau de la page 28.

saxons. A contrario, et principalement dans les pays d'Europe continentale, notamment en Allemagne et en France, elle reflète une législation très détaillée; on parle ici de loi comptable, de plan comptable minimum normalisé.

La deuxième distinction de base est le mode de financement. Les entreprises américaines se sont essentiellement développées en ayant recours au marché des capitaux ou autrement dit à la bourse. Les informations publiées sont destinées aux investisseurs. La transparence est essentielle. L'objectif est de donner une juste représentation de la réalité économique. Peu d'options sont possibles.

En Europe continentale et au Japon, en revanche, les entreprises, souvent à l'origine des groupes familiaux, se sont développées grâce à des crédits bancaires et des emprunts obligataires. La comptabilité, dominée par le critère de prudence, a, dans cette optique, pour objectif de mesurer le bénéfice distribuable, tout en créant des réserves latentes utiles le cas échéant pour lisser le résultat. Dans un tel référentiel, les options sont nombreuses et les critères d'évaluation souples.

Une troisième source de disparité réside dans la culture politique du pays qui transparaît dans le comportement comptable. Elle varie du dirigisme, tendance étatique, au libéralisme où prédomine l'individualisme.

Le système fiscal enfin a marqué de son empreinte chacun de ces deux modèles. Chez les Anglo-Saxons, la comptabilité est largement indépendante de la fiscalité, alors qu'il existe une relation étroite entre comptabilité et fiscalité dans le système continental.

L'origine du financement, la culture juridique, le régime politique et le système fiscal sont donc les principales causes de la diversité des principes comptables utilisés selon les pays. Cette diversité perturbe les utilisateurs des comptes et génère des difficultés pour toute société internationale. Présenter des comptes selon plusieurs référentiels est une solution onéreuse et peu efficace. Dès lors, plusieurs organismes internationaux tentent de réduire les différences constatées. Cet effort d'harmonisation est conduit principalement par l'International Accounting Standard Committee. L'Union européenne s'est également penchée sur ce problème.

Deuxième partie.
Efforts d'harmonisation

1. Travaux de l'International Accounting Standard Committee (IASC)

L'évolution des travaux de l'IASC, depuis sa création en 1973, se résume, de manière schématique, en un effort de resserrement des options mentionnées dans les normes successives et d'élargissement des sujets traités. Il est vrai qu'au départ les normes ressemblaient plus à un recensement des pratiques suivies, qu'à un code des meilleurs traitements en matière comptable.

Ce long cheminement, qui a été marqué par des périodes d'intense activité et des moments de découragement, a débouché sur la présentation, fin 1998, d'un ensemble de normes revisées à l'International Organisation of Securities Commission (IOSCO). L'agrément par celle-ci de ce corps de doctrine serait une étape dans la reconnaissance par les bourses du monde entier, y compris par le New York Stock Exchange, des comptes des sociétés établies selon ces règles. L'examen des normes IASC est prévu par un comité spécialisé de l'IOSCO et puis par son conseil dans les premiers mois de l'an 2000.

Nous allons voir qu'il existe des divergences entre ces nouvelles normes, les directives comptables européennes et les US GAAP.

2. Directives européennes

L'harmonisation des pratiques comptables au sein de l'Union européenne s'appuie sur deux directives: la 4ème datée du 25 juillet 1978 relative aux comptes annuels et la 7ème du 13 juin 1983 traitant des comptes consolidés.

La 4ème directive est clairement inspirée du droit comptable continental européen et plus précisément de l'Aktiengesetz germanique de 1965, alors que la 7ème directive est directement influencée par la pratique anglo-saxonne et plus particulièrement anglaise.

Dans chacun de ces textes, de nombreuses options sont laissées aux Etats membres. 76 options ont ainsi été dénombrées dans la 4ème directive (3) pour 62 articles.

Chaque Etat membre a retenu, ou non, les dérogations prévues dans la 4ème directive en adaptant sa propre législation en la matière selon son environnement culturel. Il en est de même pour la 7ème directive. Celle-ci contient 51 options (4) selon une étude de la FEE.

Il est incontestable que les deux directives européennes ont favorablement influencé la qualité des informations publiées par les sociétés. Cet important effort ne fut toutefois pas suffisant pour que les sociétés, recherchant des capitaux dans le marché américain, puissent échapper à l'obligation d'établir un double jeu des comptes, source de lourdeur et de confusion, comme le constate Karel Van Hulle, chef de l'Unité des normes comptables auprès de la Commission européenne (5).

---

(3) *Comptabilité internationale, o.c.,* 17.
(4) FEE, *Seventh directive options and their implementation,* Londres, Routledge, 9.
(5) KAREL VAN HULLE, «Les perspectives de l'harmonisation comptable, le point de vue européen», *Revue de droit comptable,* septembre 97, 39 à 55.

Pour résoudre ce problème, la Commission européenne a, dans un premier temps, étudié plusieurs solutions alternatives. Parmi celles-ci, elle a recherché la conclusion d'un accord de reconnaissance mutuelle des comptes avec les Etats-Unis. Le manque d'intérêt manifeste des interlocuteurs américains est rapidement apparu, le principal obstacle étant que les deux directives en cause ne sont pas des normes suffisamment détaillées. Les options sont nombreuses, nous l'avons vu.

La deuxième solution examinée consistait à exclure les sociétés à vocation mondiale du champ d'application des directives. Une telle proposition nécessitait de modifier les directives et conduisait à un abandon de toute approche homogène de la normalisation comptable.

La mise à jour des directives comptables fut alors envisagée. Il est rapidement apparu qu'un consensus entre les participants serait très difficile à obtenir dans des délais raisonnables. La même constatation fut faite à propos de la création d'un conseil européen des normes comptables. Les conséquences de la mise en application d'un tel projet auraient été l'élaboration «d'une couche supplémentaire de normes» s'intercalant entre les normes nationales et internationales.

Ces diverses solutions ayant été successivement abandonnées, la Commission européenne exprima alors sa préférence pour les normes IAS (6). «La préférence exprimée en faveur des normes IAS signifie également que la Commission ne préconise pas une préparation des états financiers des sociétés européennes sur la base des normes US GAAP. Les normes américaines sont élaborées sans aucune concertation avec l'Europe. Elles sont conçues pour satisfaire aux besoins du marché américain des capitaux et ne sont pas forcément adaptées au contexte européen» (7).

3. Comparaison entre les directives européennes et les normes internationales

Plusieurs études ont été entreprises par la FEE pour détecter et analyser les divergences éventuelles entre les normes proposées par l'IASC et les 4 et 7ème directives comptables.

Le dernier document publié en avril 1999 (8) ne fait pas état de conflit majeur entre les deux référentiels qui nécessiterait d'amender les directives, bien qu'il subsiste des nuances, plus ou moins importantes, entre les normes internationa-

(6) Communiqué C.E., «L'harmonisation comptable: une nouvelle stratégie au regard de l'harmonisation internationale» Bruxelles, novembre 1995.
(7) K. VAN HULLE, «Les perspectives de l'harmonisation comptable», *o.c.* 43.
(8) FEE, *Comparison of the EC Accounting Directives and IASs. A contribution to international accounting developments,* Bruxelles, April 1999, 68 pages.

les et l'interprétation suivie par les Etats membres des deux directives comptables. Elles ont été regroupées en trois catégories:
— la première comprend les cas d'incompatibilité entre une norme et les directives. Ceux-ci sont toutefois d'importance mineure, mais néanmoins susceptibles de poser des problèmes à l'une ou l'autre entreprise individuelle;
— la deuxième relève des cas où il n'y a pas d'incompatibilité entre les normes et les directives, mais où une interprétation ou clarification de la Commission est nécessaire;
— la dernière rassemble des points pour lesquels il n'existe pas de conflit apparent, mais à propos desquels un examen complémentaire sera utile.

Des exemples peuvent être cités à propos des principes généraux, des problèmes d'évaluation et de consolidation. Nous ne retiendrons ici que les principes généraux.

- Des interprétations différentes existent en ce qui concerne *les concepts de prudence ou de réalisation.*

  Pour l'IASC: *«La prudence est la prise en compte d'un certain degré de précaution dans l'exercice des jugements nécessaires pour préparer les estimations dans des conditions d'incertitude, pour faire en sorte que les actifs ou les charges ne soient pas surévalués et que les passifs ou les charges ne soient pas sous-évalués. Cependant l'exercice de la prudence ne permet pas, par exemple, la création de réserves occultes ou de provisions excessives, la sous-évaluation délibérée des actifs ou des produits, ou la surévaluation délibérée des passifs ou des charges, parce que les états financiers ne seraient pas neutres, et, en conséquence, ne posséderaient pas la qualité de fiabilité»* (9).

  L'importance accordée au principe de prudence varie selon les pays en Europe. Pour certains, comme l'Autriche, l'Allemagne, le Grand-Duché de Luxembourg, le critère de prudence a la priorité sur tous les autres critères (intelligibilité, pertinence, fiabilité, comparabilité, ...). Il est à la base de l'interprétation de la 4ème directive.

  Pour d'autres, parmi lesquels les pays influencés par la culture anglo-saxonne, la prudence s'insère parmi d'autres critères dans la recherche d'un équilibre ou d'un arbitrage entre différentes caractéristiques qualitatives, sans prééminence sur la neutralité ou l'exhaustivité par exemple.

  Une controverse comparable existe à propos du principe de réalisation. A partir de quand un profit peut-il être enregistré en comptabilité? Il n'y a pas d'unité de vue au sein des différents Etats membres à ce sujet.

(9) IASC, «Cadre pour la préparation et la présentation des états financiers», in *Normes Comptables Internationales,* 1999, 46.

La seule solution est l'adoption par l'ensemble des Etats membres du Cadre conceptuel de l'IASC («IASC Framework») qui définit sans ambiguïté les concepts qui sont à la base de la préparation et de la présentation des états financiers à l'usage des utilisateurs externes.

- Le principe de *prééminence du fond de la substance sur la forme* recouvré explicitement dans le cadre conceptuel (paragraphe 35) et rappelé dans la norme IAS n° 1 (paragraphe 20) n'est pas mentionné dans les directives comptables. Cette absence de référence ne veut pas dire qu'il n'est pas fait appel implicitement à ce principe pour pouvoir respecter l'image fidèle, c'est par exemple le cas dans l'approche comptable des problèmes de leasing.

  Il serait néanmoins souhaitable, selon la FEE, que la Commission européenne adopte une position précise en la matière en actant que le principe de prééminence du fond sur la forme fait dorénavant partie des règles comptables de base.

- Les *définitions d'actifs et de passifs* dans les normes internationales ne recouvrent pas de manière identique les mêmes concepts selon les directives européennes. Des interprétations divergentes apparaissent à propos de la capitalisation autorisée ou non de certaines dépenses ou pertes. Ainsi par exemple, le plan comptable français autorise, dans les comptes consolidés, l'activation des impôts différés sur pertes fiscales reportées. Ce traitement comptable n'est pas reconnu en Allemagne, car une perte fiscale reportée ne correspond pas à un actif selon leur interprétation de la 4ème Directive.

  A l'issue de l'étude des points de controverse possible, il n'apparaît pas de conflit majeur entre les normes de l'IASC et les directives européennes en matière comptable. Les divergences de vue vont, en réalité, au-delà des nuances que la FEE s'efforce de minimiser à propos de chaque point analysé.

  L'interprétation suivie par chaque Etat membre des 2 directives peut aboutir à de véritables situations conflictuelles entre le point de vue adopté et celui retenu par les auteurs des normes IAS.

4. Comparaison entre les normes internationales et les US GAAP

Une analyse comparable à celle de la FEE avait déjà été effectuée par le FASB entre les normes IAS et les US GAAP (10). Cet examen approfondi a été mis à jour récemment pour tenir compte des revisions faites par l'IASC (11). Il met en lumière plus de 200 différences (12).

(10) FASB, *The IASC-US. Comparison project,* First Edition, 1996.
(11) FASB, *The IAS-US. Comparison project,* Second Edition, October 1999, 502 p.
(12) Chiffre cité dans l'Editorial de *Accountancy International,* November 1999, 5.

Les différences de traitement se regroupent de manière semblable au classement présenté dans la comparaison des normes internationales avec les directives européennes: divergences dans les critères de comptabilisation, ainsi que dans les critères d'évaluation; possibilité ou non d'un traitement alternatif; existence ou non de ligne de conduite, ou encore autre option retenue dans la présentation de l'information.

Je ne vais pas essayer de résumer les 500 pages de l'étude réalisée par le FASB, je me bornerai à illustrer quelques points divergents mis en exergue dans les premiers chapitres (13).

Divergences dans la comptabilisation des éléments constitutifs des états financiers

— En comparant l'IAS 17 *«contrats de location»* et le FASB 13 «comptabilisation des contrats de location» de nombreuses similitudes sont observables dans les définitions des contrats de location et de location-financement ainsi que dans le mode de comptabilisation chez le preneur et le bailleur.
Cependant les lignes de conduite pour déterminer la classification des contrats de location sont nettement moins détaillées dans la norme IAS que dans la norme américaine correspondante. Celle-ci comporte une série de critères quantitatifs qui doivent être respectés pour qu'un contrat de location puisse être considéré comme un contrat de location-financement. En revanche, l'IAS 17 s'appuie plus sur le jugement du management concernant la substance réelle de l'opération pour apprécier la nature véritable du contrat quant à savoir s'il s'agit d'une location simple ou d'une location-financement. Il n'est donc pas prévisible de savoir si un même contrat sera comptabilisé de manière identique en suivant la norme américaine ou la norme internationale. Toute analyse comparative de bilans devient dès lors aléatoire.

— En matière de *plan d'option sur actions* attribuées aux employés, l'IAS 19 ne prévoit pas de comptabilisation au titre de frais de personnel, alors que l'APB 25 préconise la prise en charge de la différence entre la valeur vénale de l'action et le prix d'exercice de l'option, ou d'après le FAS 123, la charge à enregistrer correspond à la juste valeur de l'option au moment où elle est octroyée.

Divergences dans le traitement comptable d'un même actif ou passif

— Tous les *coûts de recherche et de développement* générés en interne doivent être comptabilisés en charges selon le FAS. Par contre, l'IAS a établi une distinction entre les frais relatifs à la phase de recherche et celle de développement de tout projet interne visant à créer une immobilisation incorporelle. Toutes les dépenses pour la recherche doivent être comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues. En revanche une immobilisation incorporelle résultant du développement doit être comptabilisée à l'actif, pour autant qu'une série de conditions soit démontrée (§ 45).

(13) FASB, *The IASC-US. Comparison project, o.c.*, 31 à 51.

— L'effet d'une *correction d'une erreur fondamentale ou d'un changement de méthode comptable* peut différer selon le référentiel choisi. Si le traitement de référence est le même, c'est-à-dire l'imputation de l'impact afférent au passé sur les fonds propres d'ouverture, l'IAS 8 autorise aussi la prise en compte dans le résultat de l'exercice (§ 38 et 54).
— *«Si la* ***cession-bail*** *débouche sur un contrat de location simple et si les paiements au titre de la location et le prix de vente sont établis à la juste valeur de l'actif, la transaction de vente a été normale et tout profit ou perte doit, selon l'IAS 17 § 53, être comptabilisé immédiatement.»*
Un tel résultat doit être étalé sur la durée du nouveau bail de location simple d'après les US GAAP.
— En ce qui concerne les *retraites octroyées au personnel,* le coût des services passés doit être pris en charges immédiatement, selon la norme IAS 19 § 96 dans la mesure où les droits à prestations sont déjà acquis lors de l'adoption du régime à prestations définies, ou de sa modification, alors que ces mêmes coûts doivent être étalés d'après les US GAAP selon un mode linéaire sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à l'âge de la retraite des employés concernés.
— Selon la norme IAS 22, revisée en 98 (§39), traitant des *regroupements d'entreprises,* tout acquéreur dans la détermination de la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis doit comptabiliser dans les immobilisations incorporelles, le cas échéant, les frais de développement encourus (définis dans la norme IAS 38), même si ceux-ci n'étaient pas enregistrés dans les états financiers de l'entreprise acquise (IAS 38 §31). En normes US, une telle comptabilisation est exclue. Tant les frais de recherche que de développement doivent être immédiatement passés en charges.
— Le traitement de référence de l'IAS 23 pour les *coûts d'emprunt,* portant sur des actifs exigeant une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisé ou vendu, consiste à les porter en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus (§ 7). Cette solution n'est pas admise par les US GAAP qui n'acceptent que le traitement alternatif autorisé par l'IAS (§ 11). Selon celui-ci, les charges d'emprunt sont incorporées dans le coût d'acquisition, de construction ou de production de l'actif qualifié correspondant.
— A propos des *instruments financiers* bien que les IAS 32 et 39 soient proches des normes américaines, des divergences de traitement comptable et de présentation ne sont pas à exclure quant aux instruments qui contiennent à la fois un élément de passif et un élément de capitaux propres. L'IAS 32 (§ 23) impose un classement séparé des différentes composantes de l'instrument alors que les US GAAP l'interdisent pour toute dette convertible dans la plupart des cas.

Divergences dans le traitement temporel d'un même événement

— L'estimation des impôts différés est faite en utilisant selon l'IAS 12 § 47 des taux d'impôt dont l'application est attendue et qui ont été adoptés, ou quasi adoptés, à la date de clôture. Il se peut que l'annonce d'une modification précède de plusieurs mois son adoption effective.

Le FAS 109 stipule que tout calcul d'impôt différé doit être basé sur les taux effectivement adoptés. La date de prise en considération est celle de la signature par le Président de la loi modifiant le taux d'imposition.

— Dans tout regroupement d'entreprises, le goodwill doit être amorti sur sa durée d'utilité. *«Il existe une présomption qui peut être réfutée que la durée d'utilité du goodwill n'excède pas vingt ans à compter de sa comptabilisation initiale» (IAS 22 § 44).*
Dans les US GAAP une période de quarante ans est un maximum qui ne peut être dépassé.

Divergences dans l'évaluation d'une même rubrique comptable

— *«L'IAS 36 (§ 10) impose de reprendre une* ***perte de valeur*** *(«impairment») comptabilisée au cours d'exercices antérieurs, si, et seulement si, il y a un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur».*
La même norme interdit de reprendre une perte de valeur comptabilisée pour un goodwill (§ 11) à moins que la perte de valeur n'ait été provoquée par un événement externe de nature exceptionnelle qui a été annulé. Le FAS 121 interdit toute reprise de perte de valeur qu'il s'agisse d'un actif ou du goodwill.

— Dans le calcul des hypothèses actuarielles en matière d'engagements de retraite, l'IAS 19 (§ 83) mentionne qu'il y a lieu de tenir compte des changements envisagés dans les régimes de sécurité sociale et d'assurances de soins. Les US GAAP interdisent formellement toute anticipation de dispositions légales à cet égard.
En outre, selon l'IAS, il n'est pas prévu de comptabiliser une provision plancher pour couvrir un engagement minimum correspondant à un engagement calculé sans revalorisation des salaires, diminué des fonds de couverture. Par contre cette provision minimum doit être comptabilisée selon les US GAAP.

— Nous avons vu qu'en matière de coût d'emprunt ayant trait à un actif qualifié, le traitement alternatif autorisé par l'IAS était comparable à la norme US GAAP. L'application peut néanmoins donner des résultats divergents. En effet, l'IAS autorise, contrairement aux US GAAP, d'inclure dans les coûts d'emprunt des différences de change résultant des emprunts en monnaie étrangère (IAS 23, § 5).

— La norme 39 de l'IAS s'applique à tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés qu'ils soient détenus à des fins de transactions, disponibles pour être revendus, ou détenus jusqu'à leur échéance. La norme américaine ne retient cette classification que pour les actions. Il en découle que l'évaluation des actifs financiers sera différente selon le référentiel utilisé.
L'option proposée par l'IAS 39 pour prendre en résultats la totalité, ou la partie relative aux opérations spéculatives, de la variation de la juste valeur des instruments dérivés, n'existe pas dans la norme américaine, seule la dernière branche de l'option est retenue.

Proposition de solutions alternatives

La comparaison entre des comptes établis selon le référentiel américain, ou selon le référentiel international, est aussi rendue difficile par le fait que tantôt un choix est offert entre deux solutions par un système de normes, alors que l'autre ne prévoit qu'une seule solution, ou tantôt le choix existe dans les deux référentiels et seul l'effet de la coïncidence dans le ralliement permet une analyse comparative pertinente.

— La norme IAS 16 sur les Immobilisations corporelles offre un choix pour déterminer l'évaluation postérieure à la comptabilisation initiale d'une immobilisation corporelle. Celle-ci peut être évaluée à son coût diminué du cumul des amortissements et pertes de valeur, ou à sa juste valeur (montant réévalué). Cette possibilité de réévaluation est formellement interdite par les US GAAP.

— Inversement, pour les contrats de construction, la norme américaine (SOP 81-1) permet dans le calcul du résultat acquis le choix entre l'approche traditionnelle coût/revenu et l'approche qui consiste à déduire du prix de vente une marge brute appropriée. Seule la première est autorisée par l'IAS.

— Ces deux référentiels offrent parfois une même série d'options pour évaluer un actif identique, comme par exemple les stocks. Dans un état comparatif entre deux sociétés, appliquant l'une le référentiel IAS, l'autre le référentiel américain, seul le hasard fera coïncider le choix de la méthode retenue pour évaluer leurs stocks.

— Bien que les normes américaines et internationales soient pratiquement identiques sur les modalités d'établissement des tableaux de flux de trésorerie, l'IAS 7 (§ 31) permet de classer les intérêts et dividendes perçus ou versés, soit dans les activités professionnelles, soit d'investissement, ou encore de financement, alors que le FAS 95 stipule que les intérêts payés et les dividendes perçus doivent figurer dans les activités opérationnelles et les dividendes payés dans les opérations de financement.

— Les effets de la correction d'une erreur fondamentale, ou la prise en considération de l'impact d'un changement de méthode comptable, doivent être présentés, selon le traitement de référence de l'IAS 8 (§ 34 et 49), en ajustant le solde à l'ouverture des résultats non distribués.

L'IAS permet aussi un autre traitement autorisé qui consiste à inclure l'effet de l'erreur ou de changement de méthode comptable dans le résultat net de l'exercice.

Seule la première solution est reconnue par les normes américaines, la deuxième est interdite.

— La comptabilisation de la perte de change sur un passif en monnaie étrangère lié à une acquisition récente d'un actif, exprimé aussi en devise étrangère, peut être traitée de deux manières selon l'IAS 21, soit en charges financières, soit en majorant la valeur comptable de l'actif correspondant. Cette dernière possibilité n'est pas permise dans les normes américaines.

— L'étude du FASB cite encore d'autres exemples d'alternatives autorisées par l'IAS et récusées par les normes américaines, notamment en ce qui concerne la comptabilisation des coûts d'emprunt, la comptabilisation des participations dans des entreprises associées et dans des coentreprises.

Absence de recommandations

Le FASB constate également que la comparaison entre l'application des deux référentiels peut aussi être faussée par le fait que l'un d'eux fournit plus de recommandations et de lignes de conduite que l'autre.

Les normes américaines abordent des activités particulières qui ne sont pas traitées jusqu'à présent par l'IAS, comme par exemple les assurances, le secteur non marchand, les entreprises réglementées, les activités extractives (pétrole, gaz, ...), les soins de santé, les activités de loisir, ...

Autres différences

Le Comité du FASB termine son étude comparative par un relevé d'autres divergences susceptibles d'affecter l'homogénéité des traitements comptables. Elles concernent les regroupements d'entreprises, les méthodes de consolidation, la présentation des états financiers, l'information sectorielle.

En résumé, l'objectif poursuivi par les auteurs des normes internationales et américaines est le même: améliorer la qualité des informations publiées et la comparabilité au niveau international.

Des divergences subsistent. Elles se situent au niveau du détail le plus souvent, mais des oppositions plus fondamentales surgissent ça et là.

L'origine de ces différences de traitement réside, selon le FASB, dans l'environnement économique propre aux normalisateurs américains et internationaux.

Les normes américaines sont très détaillées et répondent aux besoins d'utilisateurs sophistiqués. L'IAS par contre tend à concilier des exigences nationales souvent différentes, sans se préoccuper d'un environnement économique particulier. Ce qui a pour conséquence que les normes de l'IAS sont «plus générales» que les normes américaines.

Application des normes internationales

L'application directe de l'ensemble du référentiel IAS reste pour le moment limitée en Europe. D'après les auteurs des «100 groupes industriels et commerciaux» et à propos des comptes de l'exercice 1998: *«sur les 28 groupes industriels et commerciaux autres que français du Stoxx 50 Europe, 6 déclarent appliquer les normes de l'IASC, 2 celles du FASB et 20 uniquement un référentiel national (...)»* (14).

Le site Web de l'IASC (15) indique que parmi les 100 plus grandes capitalisations boursières de 1998, 10 sociétés déclaraient que leurs comptes étaient établis conformément aux normes de l'IASC.

Lorsqu'il est indiqué que les normes internationales ont été appliquées, il y a lieu d'être prudent dans la lecture de ces comptes annuels. Le degré de conformité avec le référentiel international s'est révélé, jusqu'à présent dans la pratique, très variable. Un analyste anglais a décelé au moins 9 niveaux dans le respect des

(14) *«100 groupes industriels et commerciaux 98»*, CPC, Meylan, 1998.

(15) Site www.iasc.org.uk. Consultation 7/02/2000.

règles qui vont de la parfaite adéquation à la plus large interpolation, en passant par des nuances subtiles à découvrir au tournant d'un commentaire.

Dans une étude réalisée par le Financial Times (16) portant sur 125 sociétés qui déclarent suivre les règles IAS pour leurs comptes clôturés fin décembre 1998, 22 entreprises ont mentionné l'une ou l'autre exception, parmi celles-ci l'auteur de l'étude a relevé entre autres (17):

— dans le rapport des sociétés Renault et Valéo, que tous les frais de développement sont passés en charges selon la pratique courante dans l'industrie automobile;
— dans le rapport de Saint-Gobain, que l'application de l'IAS 22 sur la comptabilisation des regroupements d'entreprises a été reportée. Il en est de même, dans le rapport Eridania Béghin-Say, pour la mise en œuvre de l'IAS 12 sur la comptabilisation des impôts sur le bénéfice.

Cap Gemini dans ses notes sur les comptes semestriels consolidés au 30.6.99 indique que les principes comptables suivis sont ceux émis par le Conseil National de la Comptabilité: *«Ils ne comprennent pas de différence significative avec ceux émis par l'International Accounting Standard Committee autres que le traitement des immobilisations incorporelles et des écarts d'acquisition. Le Groupe reconnaît des parts de marché non amorties et des écarts d'acquisition amortis sur des durées de vie allant jusqu'à 40 ans».*

Si cette application partielle des normes IAS, en se référant explicitement à celles-ci, fut tolérée jusqu'à présent, elle est désormais prohibée. Car, pour les comptes de 1999 (18), toute interprétation, déviation, ou absence de suivi, même sur un seul point, n'autorise pas la référence à la conformité aux normes internationales. Il est en effet précisé dans la norme IAS 1 § 11 *«une entreprise dont les états financiers se conforment aux normes comptables internationales doit l'indiquer. Les états financiers ne doivent pas être décrits comme se conformant aux normes comptables internationales s'ils ne se conforment pas à* ***toutes les dispositions*** *de* ***chaque norme*** *applicable et à* ***chaque interprétation*** *applicable du SIC».*

Ce n'est que dans des «cas extrêmement rares», comme le souligne la norme, que la direction d'une entreprise pourra s'écarter «d'une disposition d'une norme» si l'application de celle-ci était trompeuse et aurait pour conséquence de s'écarter de la présentation d'une image fidèle. Dans ce seul cas tout à fait exceptionnel, l'entreprise doit suivre une procédure particulière et se justifier ainsi que chiffrer l'effet financier de l'écart sur le résultat net de l'entreprise, ses actifs et passifs ainsi que sur les flux de trésorerie pour chacun des exercices présentés.

(16) D. CAIRNS, *Financial Times International Accounting Standards Survey 1999.*
(17) D. CAIRNS «Exception to the rule», *Accountancy International,* November 1999, 84 et 85.
(18) La norme 1 de l'IAS revisée en 1997 est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er juillet 1998.

Le recours à une ou plusieurs exceptions dans l'application du référentiel IAS posera des problèmes à l'auditeur externe qui sera amené, conformément aux normes internationales d'audit (19), à émettre une réserve dans sa certification des comptes, voire un refus de certifier.

Troisième partie.
Perspectives d'harmonisation

L'introduction de l'euro, comme le constate la FEE en préambule à un document qui a pour objectif de contribuer au débat sur les stratégies de choix d'un référentiel comptable pour les entreprises européennes (20), est un moment historique pour bénéficier des avantages d'un marché intégré. L'euro devrait, en principe, rendre les entreprises européennes moins dépendantes pour leur financement du marché américain.

Fin 1998, il y avait 6.234 sociétés cotées en Europe par comparaison à 6.850 aux Etats-Unis. Quelques-unes des plus grandes entreprises européennes déclarent, comme nous l'avons vu, suivre les IAS, d'autres ont adopté les US GAAP.

La Commission européenne a reconnu la difficulté d'adapter, dans des délais raisonnables, les directives comptables et d'opérer un suivi dans une matière très évolutive. Le soutien de la Commission aux travaux de l'IAS, et la prééminence donnée à l'adoption de ce référentiel (21), sous-entend l'accord de l'IOSCO. Quelle que soit la position définitive de celle-ci, il est certain que le SEC n'acceptera pas les normes IAS, dans leur formulation actuelle en tout cas, pour autoriser l'inscription d'une société à la Bourse de New York. Un tableau de rapprochement sera momentanément nécessaire. Ceci n'empêche pas que le recours aux normes IAS puisse se généraliser en Europe. Cette stratégie est largement soutenue par la FEE.

Elle constate en effet: *«Il est douteux que l'Europe soutienne, ou veuille soutenir, un ensemble de normes sur lesquelles elle n'exerce aucune influence (US GAAP), même si le FASB désire exercer la fonction de normalisateur à l'échelle mondiale. S'il n'est pas nécessaire que l'avis des pays européens soit prédominant dans l'élaboration des normes applicables en Europe, il est néanmoins important qu'ils puissent exercer une influence sur la préparation de celles-ci»* (22).

---

(19) International Standards on Auditing (ISAs).
The auditor's report on financial statements - § 36 p. 238. *IFAC Handbook 1998 Technical Pronouncements,* IFAC, New York.

(20) FEE, Discussion paper 8.10.99, *o.c.,* 8

(21) COMMISSION EUROPÉENNE, «Financial services: building a framework for action», Communication octobre 98 suivie d'une autre communication de mai 99: «Implementing the framework (or financial markets: action plan)».

(22) FEE, «Discussion paper on a financial reporting strategy with Europe», 8 October 1999.

Avant qu'une solution ne soit trouvée, il est utile de laisser la porte ouverte, note la FEE, à l'utilisation des US Gaap, mais pour une période de temps limitée.

La FEE recommande, enfin, d'autoriser les sociétés à utiliser les normes IAS, même si celles-ci s'écartent des directives européennes.

Sous la pression de l'environnement économique, l'IASC a demandé fin 1998 à une cellule de travail de lui faire des propositions pour mieux affirmer son rôle au plan mondial (23).

Le marché est demandeur d'une harmonisation des principes comptables. Si la position de l'IASC est idéale pour répondre à ce besoin, l'IASC n'a toutefois pas réussi à exercer un pouvoir normatif incontesté. La tentation des grands groupes d'utiliser d'autres référentiels reste forte.

Pour la cellule du travail sur la réforme, il convient:
— que l'IASC entre dans des partenariats avec les normalisateurs locaux pour accélérer la convergence entre les normes nationales et internationales. Pour atteindre cet objectif:
  • les groupes de travail seraient remplacés par un comité de développement des normes (SDC Standards development committee) composé de 11 membres, parmi lesquels de 6 à 8 seraient des représentants des organismes nationaux de normalisation;
  • le SDC serait assisté par un comité d'avis (Standards development advisory committee) qui agirait comme organe de liaison avec les normalisateurs nationaux non représentés dans le SDC à cause de leur taille et action trop réduite;
— d'élargir le Conseil de l'IASC en portant les représentants d'organismes comptables de 13 pays ou groupes de pays à 25 membres;
— de remplacer le Conseil consultatif par 12 Trustees (3 désignés par l'IPAC, 3 autres par des organismes internationaux et 6 représentatifs de la communauté internationale) qui nommeraient les membres du Conseil, du SDC et du Comité d'interprétation.

La SDC soumettrait les projets de norme au Conseil pour approbation si 7 de ses 11 membres marquent leur accord. Un vote qualifié à 60 % des membres du Conseil serait nécessaire pour approuver toute nouvelle norme.

La cellule de travail a ensuite précisé les objectifs de l'IASC en insistant sur la convergence entre les besoins nationaux et internationaux. Pour appuyer cette démarche, la cellule a insisté sur la nécessité de la transparence des travaux.

(23) IASC, «Shaping IASC for the future», Strategy working party's December 1998, Discussion paper, 54 pages.

Les principales réactions à ce projet de l'IASC furent publiées dans le bulletin d'information de l'IASC (24). Le FASB a sorti à cet égard une étude approfondie (25) sur sa vision de l'avenir en matière de normalisation comptable. Le président du FASB, Edmund L. JENKINS, a résumé sa position en insistant sur les critères indispensables pour assurer le développement de normes de grande qualité (26). La structure normalisatrice doit:

- être indépendante en fait et en apparence pour prendre des décisions objectives;
- mener une étude complète et indépendante pour s'assurer que tous les points de vue ont été pris en considération;
- comporter des experts en normalisation disposant de toute la compétence requise.

Ces caractéristiques ne sont pas entièrement observées, selon le Président du FASB, dans le projet de l'IASC. Ainsi, par exemple, l'équipe qui développe les normes, c'est-à-dire le SDC, n'est pas celle qui prendra la décision de les appliquer. Ceci sera du ressort du comité de l'IASC qui n'est pas complètement indépendant et n'a pas les compétences techniques ni l'objectivité requise.

Les principales critiques émises à propos des normes de l'IASC sont:

- le trop grand nombre, malgré l'effort entrepris, d'alternatives offertes à l'utilisateur;
- le manque de clarté dans les modalités d'application qui peut conduire à des mises en œuvre différentes;
- une exigence insuffisante dans les informations à donner, ce qui peut nuire à la transparence.

La plupart des membres du Comité technique de l'IOSCO, en revanche, approuve la proposition de la cellule de travail de l'IASC et notamment le rôle futur du Conseil qui pourrait être, compte tenu de la diversité des participants, un véritable contrepoids au SDC, composé de techniciens de la comptabilité. Cette opinion n'est toutefois pas partagée par la SEC américaine qui conteste le pouvoir de veto des membres d'un conseil composé de non experts.

La Commission européenne, par la voix de Karel VAN HULLE, constate que la principale lacune de l'IASC est son manque de crédibilité, dû à une absence de légitimité politique (27). L'IASC, selon lui, ne peut rester dominée par la profession comptable. Il propose un Conseil renforcé, plus représentatif et sans participation des organisations comptables professionnelles et rejette vigoureusement la proposition de remplacer les groupes de travail par des spécialistes à temps plein de la comptabilité.

---

(24) *IASC Insight,* June 1999, 11 à 19.

(25) «International accounting standard setting: A vision for the future», Report of the FASB, 1998, 51 p.

(26) «Global financial reporting standards» *IAS insight*, June 1999 *o.c.,* 11 et 12.

(27) «The viewpoint of the European Commission», *IAS Insight,* June 1999, *o.c.,* 16 et 17.

La profession comptable française (28) a assorti son soutien à la réforme envisagée d'un certain nombre de réserves. A son avis, il n'est pas nécessaire que le SDC soit dominé par des représentants désignés par les principaux organismes de normalisation. Une diversification des pays est en outre nécessaire pour assurer une représentation des différentes cultures comptables. Une place significative devrait cependant être réservée à l'Europe, zone où l'application des principes IASC est la plus développée. Il est enfin indispensable pour la profession comptable française que le Conseil de l'IASC conserve le pouvoir d'approbation finale des normes et des interprétations.

A l'issue des débats très animés, un vote unanime a adopté à Venise en novembre 1999 le statut futur de l'IASC. La structure bicamérale SDC/Conseil n'a finalement pas été retenue. Une distinction claire est établie entre les aspects financiers qui relèvent des trustees et l'approbation des normes qui est du ressort du Conseil.

L'IASC aura le statut d'une fondation indépendante comprenant:
- les trustees responsables de la nomination des membres du Conseil et du financement;
- le Conseil responsable de l'établissement des normes;
- le Comité d'interprétation des normes (SIC);
- le Conseil consultatif des normes.

Le comité de trustees comprendra 19 membres. La composition de ce comité est soumise à des contraintes géographiques: au moins 6 représentants européens, 6 américains du Nord, 4 de la zone Asie Pacifique et 3 pour les autres régions. Parmi ces 19 membres, 5 sont choisis par l'IFAC, 3 par les organisations internationales représentant les préparateurs, les utilisateurs et les universités. L'origine des 11 autres membres reste libre.

Le Conseil sera composé de 14 membres, dont 12 sur la base d'un temps plein et 2 sur la base d'un temps partiel. Au moins 5 des membres devront avoir une expérience pratique de l'audit, au moins 3 devront avoir une expérience dans la préparation des états financiers, au moins 3 devront avoir été utilisateurs des états financiers. Parmi les membres, plusieurs, mais pas plus de 7, seront en charge des relations directes avec les normalisateurs nationaux.

La publication des normes, exposés sondages et interprétations, sera soumise à l'approbation du Conseil et devra recueillir une majorité d'au moins 8 voix sur 14.

Le Conseil consultatif des normes, nouvelle entité, offrira la possibilité à des groupes ou individus de diverses origines d'exprimer leurs avis et conseils auprès du Conseil.

(28) «Position de la profession comptable française face aux propositions de réforme de l'IASC», *La Profession comptable* n° 197, juin 1999, 4.

Le Comité d'interprétation conserve sa forme actuelle.

La nouvelle structure sera opérationnelle à partir du 1er janvier 2001.

Le choix retenu par le Conseil de l'IASC ne répond pas au souhait de la Commission européenne (29). Pour Karel VAN HULLE, le vote indique clairement la préférence pour les normes américaines, au détriment des normes internationales. Il ajoute encore: «Le Comité des trustees sera dominé par les Nord-Américains, qui agiront de manière unifiée, alors que les Européens interviendront chacun à titre individuel et non comme un groupe » (30). A l'opposé de cette réaction, la délégation américaine voit dans ce vote une formidable opportunité pour développer enfin un véritable référentiel comptable international.

Les travaux de révision des normes IAS étant terminés et la restructuration de l'IASC votée, la SEC a publié, dans le courant de février 2000, un communiqué sous forme de sondage (31). L'objectif poursuivi est de connaître la réaction des sociétés américaines, tant nationales qu'internationales, en cas d'adoption du référentiel IASC. Ceci ne veut pas dire que la SEC adoptera celui-ci à l'avenir, mais l'envoi de ce document constitue néanmoins une démarche positive à l'égard des normes internationales. Selon les observateurs, un délai de 3 à 5 ans sera nécessaire pour aboutir à une conclusion à cet égard (32).

Pendant le temps consacré aux perspectives d'harmonisation, le FASB et la Commission européenne ont poursuivi leurs travaux en matière comptable. Le FASB a publié différents exposés sondages, parmi lesquels un projet sur les regroupements d'entreprises qui revêt une importance particulière pour les groupes. Si certaines tendances vont apparemment dans le sens de la norme IAS consacrée à ce sujet, d'autres s'en écartent résolument (33).

Le projet américain a trait, d'une part, à la nécessité, ou non, d'avoir deux méthodes distinctes de comptabilisation – la mise en commun d'intérêt et l'acquisition – et, d'autre part, à l'enregistrement comptable des écarts d'acquisition et autres actifs incorporels.

Le projet américain ne retient que la méthode d'acquisition, il élimine la mise en commun d'intérêt, alors que celle-ci peut être utilisée par l'IAS 22 (revisée en 1998) mais seulement dans des cas exceptionnels où il n'est pas possible d'identifier un acquéreur: *«Au lieu qu'il y ait émergence d'une partie dominante, les*

(29) «Commission attacks forum for global accounting rules», *European Voice,* 20-26 January 2000.
(30) «IASC sold out to the US, says EC», *Accounting International,* January 2000, 5.
(31) SEC Concept Release, February 2000.
(32) «SEC division on IAS's will take 3 to 5 year», *Accounting International,* March 2000, 6.
(33) «FASB draft Septembre 99: Business combinations and intangible assets». Voir aussi «Regroupements d'entreprises et incorporels. Futur projet de norme américaine», *Bulletin comptable et financier,* 5/99, 29 à 35.

actionnaires des entreprises se regroupant s'entendent sur un arrangement quasiment égalitaire pour partager le contrôle de la totalité ou de la quasi totalité de leur actif net et de leurs activités» (IAS 22, § 13).

Cette obligation de ne pas identifier d'acquéreur a été réaffirmée par l'interprétation SIC 9, § 8.

Dans le projet américain, l'écart d'acquisition positif devrait dorénavant être amorti sur sa durée d'utilité avec un maximum de 20 ans. Pour l'IAS: *«Il existe une présomption, qui peut être réfutée, que la durée d'utilité du goodwill n'excède pas vingt ans à compter de sa comptabilisation initiale»* (IAS 22, rev. 1998, § 44). Cette présomption paraît toutefois difficile à renverser excepté dans de «rares cas» (§ 50).

Pour les actifs incorporels acquis et qui sont séparables ou échangeables, la durée d'amortissement, selon le projet américain, pourrait être supérieure à 20 ans; ces actifs pourraient même ne pas être amortis du tout. Dans le dernier cas, la durée de vie indéfinie de l'actif incorporel doit être étayée par des flux de trésorerie identifiables. Il doit en outre exister un marché pour de tels biens. Ceux-ci doivent faire l'objet d'un test annuel de dépréciation. Il apparaît ainsi que le projet de norme américaine est dans ce domaine très proche de la norme IAS correspondante.

Le dernier point du projet concerne le classement de la charge d'amortissement de l'écart d'acquisition dans le compte de résultats. Il est proposé de présenter le résultat avant et après amortissement de l'écart d'acquisition. L'idée de classer cette charge dans le «comprehensive income», bien que soutenue par certains, n'a pas été retenue jusqu'à présent.

Quant à la Commission européenne, elle a élaboré un projet d'amendement des 4ème et 7ème directives qui devrait autoriser l'utilisation de la juste valeur pour évaluer certains instruments financiers (34).

Dans le texte introductif du projet, la Commission constate le recours croissant des entreprises à des instruments financiers de plus en plus complexes. Conformément à la stratégie adoptée d'aligner, dans la mesure du possible, les directives avec les normes de l'IASC (35), la Commission a décidé de lever l'obstacle de l'enregistrement obligatoire sur base du coût d'acquisition.

(34) Commission of the European Communities, «Proposal for a Directive of the European Parliament and of the Council amending Directives 78/660/EEC and 83/349/EEC as regards the evaluation rules for the annual and consolidated accounts of certain types of companies», Brussels 24.02.2000, 22 p.

(35) Communication from the Commission «Accounting Harmonisation: A new strategy vis-à-vis International Harmonisation», COM 95 (508), November 1995.

Cette proposition de modification s'inscrit dans la perspective étudiée par l'IASC de comptabiliser, à l'avenir, tous les actifs et passifs financiers à leur juste valeur intégrale (36). A titre de rappel, «la juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif réglé, entre des parties bien informées et consentantes dans le cadre d'une transaction effectuée dans des conditions de concurrence normale» (37).

L'IAS ne recourt pas seulement à l'utilisation de la juste valeur pour évaluer les instruments financiers, mais également entre autres dans la comptabilisation des placements (IAS 25), dans l'affectation du coût d'acquisition en cas de regroupements d'entreprises (IAS 22), dans l'enregistrement des actifs du régime de pension (IAS 19), dans l'hypothèse d'un échange d'immobilisation corporelle (IAS 16).

La proposition de modification faite par la commission bien qu'applicable, dans un premier temps, aux instruments financiers détenus à des fins de transaction, est suffisamment souple pour être étendue à l'avenir à d'autres actifs et passifs. Tels sont quelques-uns des grands chantiers en cours, au niveau international, dans le long processus d'harmonisation. Parallèlement à ceux-ci, il subsiste en Europe une série de problèmes à résoudre dans chaque pays. Par exemple, en Belgique, l'Institut des Réviseurs d'Entreprises a relevé une série de thèmes qui devraient en tout cas faire l'objet d'une étude approfondie (38). Les voici: *«l'utilisation de la juste valeur dans le domaine des placements de trésorerie; l'évaluation des actifs incorporels; les associations momentanées et joint venture; l'évaluation des charges de pension; l'évaluation des charges d'environnement; la problématique des subsides; les latences fiscales (actives et passives) et les impôts différés; la mise en équivalence des participations dans les comptes annuels; les changements de méthodes comptables et d'estimations comptables; l'information sectorielle; l'importance du temps; les informations diffusées au travers du rapport annuel».*

Conclusion

Pour se faire coter, pour émettre du papier commercial, pour lever des fonds, toute entreprise doit présenter des comptes qui puissent être compris et acceptés par les divers utilisateurs de ceux-ci.

Porter un jugement sur la pertinence des états financiers n'est possible que par référence à un système de normes acceptées et reconnues pour leur haute qualité. Or, il existe aujourd'hui, si l'on schématise, trois types de référentiel comptable. L'un fait appel aux règles nationales qui, dans l'Union européenne, sont directe-

(36) Voir Introduction IAS 39 (1998) § 13.
(37) IAS 32 § 5.
(38) INSTITUT DES REVISEURS D'ENTREPRISES, «La doctrine comptable: une vision évolutive. Proposition de la profession», *Réflexions et opinions,* 8/1999.

ment inspirées des 4 et 7ème directives comptables; le deuxième est représenté par les normes internationales élaborées par l'IASC et enfin le troisième est constitué par les normes américaines dictées par le FASB. Les motivations à l'origine de ces référentiels sont diverses.

Les divergences constatées ne sont pas seulement techniques, mais très souvent d'ordre culturel. Ces incompatibilités sont multiples. Le critère de prudence, prétexte à la souplesse dans le choix de l'option la plus favorable en fonction de l'objectif poursuivi, a longtemps dominé le raisonnement comptable mais il est aujourd'hui battu par les impératifs du marché.

L'établissement des règles comptables nationales au cas par cas, l'absence d'un véritable cadre conceptuel, l'assujettissement à un juridisme étroit, la domination d'impératifs fiscaux, la multiplicité des options, l'ambiguïté ou le manque voulu de précision dans les modalités d'application laissant libre cours à la créativité comptable, sont des critiques bien connues actuellement.

Les normes ne peuvent plus être des menus.

La crédibilité des comptes n'est pas assurée par trois systèmes. Ceux-ci doivent être harmonisés. J'ai décrit les obstacles, les controverses, la complexité et la lenteur d'un tel processus.

La nouvelle organisation de l'IASC devrait être plus efficace. Rien ne prédit que les «exceptions nationales» puissent être conservées (39).

Bien que les normes américaines soient fondées le plus souvent sur des règles détaillées et volumineuses et que les normes de l'IASC soient inspirées, en général, de principes (40), les travaux récents de l'IASC et du FASB permettent de discerner une convergence. Certaines originalités des normes de l'IASC, contestées par ailleurs, devront être revues. Les normes US, bien que contraignantes, n'éliminent pas les abus. La SEC s'en est inquiétée et crie «Halte à la gestion des résultats» (41).

Dans un climat de mondialisation accrue, l'occasion est unique de combiner les forces de l'IASC et du FASB pour répondre aux aspirations des utilisateurs des états financiers.

---

(39) Voir F. KREMPER dans *la Profession comptable* n° 203 de décembre 1999 qui cite, entre autres, pour la France: *«le non-amortissement systématique des actifs incorporels, la non-actualisation des passifs d'impôts différés, le traitement des frais de développement, les provisions pour restructuration, la méthode douce du pooling of interest».*

(40) D. HAYNES, «L'harmonisation de normes comptables internationales», *Revue de droit comptable,* décembre 1997, 70.

(41) A. LEVITT, Président de la SEC, discours prononcé en septembre 1998. Voir *Bulletin Comptable et Financier,* Janvier 1999, 37. Il cite entre autres les provisions massives pour restructuration, les frais de recherche et développement dans le cadre d'une acquisition.

Bibliographie

Ouvrages

Cauvin Angleys Saint-Pierre, Deloitte Touche Tohmatsu, Ernst & Young Audit, Mazars & Guerard: «L'information financière, 100 groupes industriels et commerciaux, Doctrine et pratiques européennes 99». CPC, Meylan 1999, 686 pages.

FASB
- Original pronoucements – Accounting standards (Vol I & II) Financial Accounting Standards Board – Connecticut 1999.
- Current text Accounting standards (Vol I & II) idem 1998.

FASB: «The IASC – U.S. Comparison Project: A report on the similarities and Differences between IASC Standards and U.S. Gaap». Second Edition, Financial Accounting Standards Board, Connecticut 1999, 502 pages.

FEE «Seventh directive options and their implementation» Fédération des Experts Comptables Européens, Routledge Londres 1993, 203 pages.

International Accouting Standards Committee: «Normes comptables internationales 1999 », IASC Londres 1999, 1067 pages.

Raffournier B., Haller A., Walton P., Comptabilité internationale, Librairie Vuibert, Paris 1997, 552 pages.

Etudes

FEE «Comparison of the EC Accounting Directives and IAS's. A contribution to international accounting developments». Fédération des Experts Comptables Européens, Bruxelles, Avril 1999, 68 pages.

Institut des Reviseurs d'Entreprises: «La doctrine comptable: une vision évolutive. Propositions de la profession». IRE Bruxelles Réflexions et opinions, numéro 8/1999.

Documents

Commission of the European Communities: «Proposal for a Directive of the European Parliament and of the Council amending Directives 78/660/EEC and 83/349/EEC as regards the valuation rules for the annual and consolidated accounts of certain types of companies» Brussels 24.02.2000.

FASB: «International accounting standard setting: A vision for the future» USA 1998, 53 pages.

FEE: «Discussion paper on a financial reporting strategy within Europe» Final text Fédération des Experts Comptables Européens, Bruxelles, Octobre 1999, 18 pages.

IASC Structure: Discussion paper: Shaping for the future, IASC London December 1998, 54 pages.

Articles

«Actualité des normes US. Panorama de l'année 1998. Les nouvelles normes applicables et la liste rouge de la SEC». Bulletin Comptable et Financier – Paris Janvier 1999, p. 35 à 45.

CARSBERG, B.: «Le rôle et les futurs plans de l'International Accounting Standards Committee» Revue de droit comptable, Paris, Septembre 1997 p. 11 à 36.

«Comptes consolidés en normes IAS et en US GAAP» Bulletin Comptable et Financier, Paris, Septembre 1999, p. 29 à 32.

HAYNES, D.: «L'harmonisation de normes comptables inernationales. Une vision britannique». Revue de droit comptable, Paris Décembre 1997, p. 67 à 82.

IASC Insight
- New standard on financial instruments IAS 39, Décembre 98 p. 6 to 9
- Global financial reporting standards. E. Jenkins, Chairman. FASB, June 99 p. 11 to 12.
- The viewpoint of the European Commission K. Van Hulle idem p. 16 to 17.

«IASC sold out to the US, says EC» Editorial Accounting International – Janvier 2000 p. 5.

Institut des Reviseurs d'Entreprises:
- Interview de M. Jean-Pierre Maes, le nouveau Président de la CNC.
- Crédibilité de la société ou l'importance d'une comptabilité globalement harmonisée par F. Harding, Président de l'IFAC
  Bulletin d'Information des Reviseurs d'Entreprises 6/99 p. 3 à 9.

Jones, M.: «An accounting system in change. German accounting may not be as conservative as we've always thought». Accountancy International, Août 1999 p. 64 et 65

KREMPER, F. «La normalisation comptable, enjeu pour l'Europe?» La profession comptable aujourd'hui et demain, Décembre 1999, p. 1 et 2.

PAETER, P. «Side by side» (Comparison of the international and US standards on financial instruments). Accountancy International, Juin 1999, p. 74 à 76.

«Regroupements d'entreprises et incorporels. Futur projet de norme américaine. Comparaison avec les règles françaises et les normes IAS» Bulletin Comptable et Financier – Paris, mai 1999 p. 29 à 35.

STREET, D. GRAY, S., BRYANT, S.: «Acceptance and observance of international accounting standards: an empirical study of companies claiming to comply with IAS's» The International Journal of Accounting, Univesity of Illinois, Vol. 34 N° 1, 1999, p. 11 à 48.

VAN HULLE, K.: «Les perspectives de l'harmonisation comptable. Le point de vue européen». Revue de droit comptable, Paris, Septembre 1997, p. 39 à 55.

De rol van de commissaris-revisor in de toepassing van de Wet-Colla op de aanvullende pensioenen

Pierre Steenackers,
Bedrijfsrevisor, Vennoot Deloitte & Touche, Bedrijfsrevisoren

Bernard Mariscal,
Manager, Deloitte & Touche, Tax & Legal

De aanvullende pensioenen maken het voorwerp uit van een wet, de Wet-Colla genoemd, dewelke de bescherming van de werknemers beoogt. Deze wet bevat verscheidene bindende verklaringen, die bij het niet-naleven ervan kunnen leiden tot straffen voor de werkgevers of hun lasthebbers, waaronder ook de commissaris-revisor. Vandaar dat het ons aangewezen lijkt een kort overzicht te geven van de inhoud van de Wet-Colla om de eventuele risico's die de commissaris-revisor oploopt, in te schatten.

1. Inleiding

Het doel van de wet op de aanvullende pensioenen van 6 april 1995 (1), ook de Wet-Colla genoemd, is de bescherming van de werknemers te versterken voor wat betreft de aanvullende bedrijfspensioenen. Deze wet, die het voorwerp uitmaakte van een administratieve verklarende omzendbrief (2), werd nadien gewijzigd door een volmachten-K.B. van 25 april 1997 (3).

Deze wetgeving betreft uitsluitend de betrekkingen tussen de werkgever en de loontrekkende werknemers die zijn verbonden door een arbeidsovereenkomst. De zelfstandige bedrijfsleiders (bestuurders, werkende vennoten) vallen bijgevolg niet onder het toepassingsveld van deze wet.

Deze bescherming van de werknemers werd op verschillende niveaus ingebouwd:
— de procedure voor de invoering van een aanvullend pensioenplan;
— de vrijwaring van de rechten van de werknemers door een uitbreiding van hun inspraak;
— de toekenning van een adviesbevoegdheid aan de werknemers;
— de regeling van een jaarlijkse informatieverstrekking door de werkgever;
— de regeling van de overdracht van de bestaande reserves;
— de bepaling van de berekeningswijze van de verworven rechten.

(1) *B.S.* 29 april 1995.
(2) Ministeriële omzendbrief van 2 augustus 1996, *B.S.* 7 augustus 1996.
(3) *B.S.* 30 april 1997.

Voor we overgaan tot een bespreking van deze verschillende punten, willen we preciseren wat wordt verstaan onder "aanvullende pensioenen". De wet heeft in feite betrekking op de "rust- of overlevingspensioenen of de overeenstemmende kapitaalswaarde" (4). Het gaat dus om prestaties die zijn toegekend krachtens een pensioenplan ten voordele van aangeslotenen of hun rechthebbenden bij leven op het einde van het contract of bij vroegtijdig overlijden.

Andere prestaties die door een pensioenplan kunnen worden gegarandeerd, zoals bijvoorbeeld de dekking bij arbeidsongeschiktheid of terugbetaling van gezondheidszorgen, vallen bijgevolg niet onder deze wet (5).

Zijn eveneens uitgesloten: de niet-collectieve aanvullende pensioenen, zoals de bedrijfsleidersverzekeringen, de individuele pensioensbeloften of de gratis pensioenen.
De Wet-Colla slaat dus hoofdzakelijk op de pensioenen gefinancieerd in het kader van een groepsverzekering of een pensioenfonds.

2. Procedure voor de invoering van een pensioenplan

De beslissing tot oprichting, wijziging of opheffing van een aanvullend pensioenplan binnen een onderneming behoort tot de uitsluitende bevoegdheid van de werkgever, tenzij het pensioenplan voor alle werknemers van de onderneming geldt en voorziet dat de werknemers een persoonlijke bijdrage dienen te betalen.

In dit geval wordt de beslissing genomen bij collectieve arbeidsovereenkomst (CAO) indien de onderneming beschikt over een ondernemingsraad of een comité voor preventie en bescherming op het werk (CPBW) of door wijziging van het arbeidsreglement voor ondernemingen zonder ondernemingsraad of CPBW (6).

De autonomie van de werkgever vervalt eveneens wanneer hij beslist om bij een pensioenplan voor alle werknemers, om te schakelen van een financiering uitsluitend door de werkgever op een gemengde financiering.

Iedere werknemer die in dienst is op het moment dat een pensioenplan wordt ingevoerd en op voorwaarde dat dit plan wordt ingesteld door een CAO is verplicht om aan te sluiten, tenzij de CAO de niet-toetreding of uitstel van toetreding toestaat. Als het pensioenplan niet per CAO werd opgericht, is aansluiting niet verplicht (7). Toch moet worden opgemerkt dat wanneer een werknemer niet

(4) Art. 2 1° van de wet van 6 april 1995.
(5) P. DOYEN, "La loi Colla relative aux régimes de pensions complémentaires", in *Bull. ass.* 1997, 192.
(6) Art. 3 § 2 van de wet van 6 april 1995.
(7) Art. 6 § 1 van de wet van 6 april 1995.

aansluit bij het aanvullend pensioenplan dat hem wordt voorgesteld, hij geen aanspraak kan maken op een compenserende vergoeding gelijk aan de bijdragen betaald door de werkgever met het oog op de voorziene aanvullende pensioentoezegging (8).

Voor de werknemers die in dienst treden na de invoering van het pensioenplan is de aansluiting verplicht als ze aan de aansluitingsvoorwaarden voldoen.

Indien de wijziging van een bestaand pensioenplan zou leiden tot een verhoging van de werknemersbijdrage kan de werknemer weigeren toe te treden tot het gewijzigde plan en blijft hij gedekt door het vorige reglement.

Bovendien is de werkgever verplicht om de aangeslotene minstens eenmaal per jaar te informeren over het bedrag van zijn verworven prestaties.

Er dient op gewezen dat dit principe reeds geldt voor de groepsverzekeringen sinds het van kracht worden van het K.B. van 17 december 1992.

3. De vaststelling en de bescherming van de rechten van de werknemers

Door de wet zijn een aantal discriminaties in de pensioenregelingen verboden.

3.1. Discriminatie tussen werknemers uit eenzelfde categorie

3.1.1. Het begrip "categorie"

Elke vorm van discriminatie tussen werknemers van een onderneming die tot een zelfde categorie van aangeslotenen behoren, is verboden.

De Wet-Colla geeft geen definitie van een "categorie". De ministeriële omzendbrief bracht evenwel enige opheldering. Hierin werd geopteerd voor een beperkende interpretatie van het begrip (9).

---

(8) E. PIRET, "Les pensions extra-légales enfin réglementées", in A.E.B., *Informations pratiques pour l'entreprise,* Ced. Samsom, 1995, n° 326.

(9) Hij stelt inderdaad: "Gelet op de sociale doelstelling van de wet, staat het vast dat categorieën die genoegzaam omschreven zijn in de wet van 3 juli 1978 op de arbeidsovereenkomsten, in de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, in de overige wetgeving op de ondernemingsraden, in de wetgeving op de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen, in een al dan niet bindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst, afgesloten in de Nationale Arbeidsraad, een paritair comité of een paritair subcomité, categorieën zijn die beoogd worden door de wet. Een eventuele andere invulling van het begrip categorie moet met de grootste omzichtigheid gebeuren om te vermijden dat het verbod op ongeoorloofd onderscheid binnen een categorie zal beoordeeld worden door de Controledienst voor de Verzekeringen."

Deze beperkende interpretatie wordt heftig betwist door de rechtsleer (10) die zich baseert op een advies van de Raad van State tijdens de voorbereidingswerkzaamheden (11).

In antwoord op een parlementaire vraag (12) heeft de minister van Economische Zaken immers verklaard dat "een personeelscategorie zowel het volledige personeelsbestand als een enkele persoon kan bevatten op voorwaarde dat de categorie algemeen en abstract wordt bepaald en dat de rechten en plichten van het reglement gelden voor iedereen die deel uitmaakt of zal uitmaken van deze categorie."

3.1.2. Het begrip "ongeoorloofd onderscheid"

Het begrip "ongeoorloofd onderscheid" is nauw verbonden met dat van de "categorie".

Volgens de ministeriële omzendbrief (13) worden als ongeoorloofd onderscheid beschouwd:

1. ieder onderscheid in strijd met hogere rechtsnormen dan de Wet-Colla;
2. ieder onderscheid in strijd met de bepalingen van de wet of een onderscheid dat de bepalingen van de wet tracht te omzeilen;
3. ieder onderscheid in strijd met het beginsel van het verbod op enigerlei onderscheid tussen de tot een zelfde categorie behorende werknemers van een onderneming, vervat in artikel 45 van de wet van 27 juni 1969 betreffende de maatschappelijke zekerheid der werknemers;
4. ieder onderscheid dat niet berust op een objectief criterium en niet redelijk verantwoord is.

Om te toetsen of een onderscheid binnen een onderneming ongeoorloofd is, moet met de volgende factoren rekening worden gehouden:

— de beoogde doelstelling;
— het objectief karakter van het gemaakte onderscheid;
— de gevolgen of het adequaat karakter van het gemaakte onderscheid;
— de niet-onevenredigheid van het onderscheid met het nagestreefde geoorloofde onderscheid.

(10) Zie onder andere C. WILLEMS en L. SOMMERIJNS, *Les pensions complémentaires en pratique, aspects sociaux,* Ced. Samsom, 1999.
(11) *Parl. St.* Kamer, Zitting 1994-1995, nr. 1735/1.
(12) *Vr. en Antw.,* nr. 25, 23 juli 1996 – Vraag nr. 54 HATRY, 19 maart 1996.
(13) Ministeriële omzendbrief van 2 augustus 1996, *M.B.* 7 augustus 1996.

Op basis van deze factoren, beschouwt de omzendbrief als ongeoorloofd:

— het afhankelijk maken van de pensioentoezegging van een geneeskundig onderzoek;
— een onderscheid maken op basis van de leeftijd;
— het niet-voortzetten van het vorige pensioenstelsel voor de werknemers die beslissen om niet toe te treden tot een gewijzigde pensioentoezegging waarbij hun bijdragen verhogen;
— de toekenning van de rechten afhankelijk maken van een beslissing van de werkgever of van de pensioeninstelling.

De stellingen van de omzendbrief werden fel bekritiseerd door de rechtsleer, meer bepaald waar die het onderscheid op basis van de leeftijd of het geneeskundig onderzoek als aansluitingsvoorwaarde verbiedt (14).

Om bepaalde standpunten te bevestigen, vaardigde de minister een bijzonder volmachten-K.B. (15) uit.

Hierin wordt bevestigd dat als ongeoorloofd onderscheid wordt beschouwd:
— het afhankelijk maken van de pensioentoezegging van een geneeskundig onderzoek;
— het afhankelijk stellen van de pensioentoezegging voorzien in het reglement van een bijkomende beslissing van de werkgever of van de pensioeninstelling.

Er dient aangestipt dat volgens het verzekeringsrecht het geneeskundig onderzoek wel is geoorloofd als aansluitingsvoorwaarde. De pensioeninstelling kan bijgevolg wel een geneeskundig onderzoek eisen, maar dit mag niet leiden tot de uitsluiting van de werknemer van het pensioenplan. In dit geval moet de werkgever de verplichtingen van het pensioenplan vervullen.

Het K.B. bevestigt echter niet het verbod op het onderscheid op basis van de leeftijd. Over dit verbod bestaat trouwens lang geen unanimiteit. De pensioenleeftijd is inderdaad in veel gevallen een bepalende factor voor de berekening van de bijdragen van de verschillende partijen. Ook aan de verplichting tot de aansluiting vanaf 25 jaar kan niet getornd worden (16).

De leeftijd van de werknemer mag inderdaad geen hinderpaal vormen voor zijn aansluiting. De wetgever verplicht alle werknemers van een bepaalde categorie onmiddellijk aan te sluiten als ze de leeftijd van 25 jaar hebben bereikt. Het blijft dus mogelijk om de aansluiting van jonge werknemers uit te stellen tot ze de leeftijd van 25 jaar hebben bereikt.

(14) Zie onder andere C. WILLEMS en L. SOMMERIJNS, *o.c.*, 162.
(15) Art. 2 K.B. van 25 april 1997.
(16) P. DOYEN, *o.c.*, 203.

Het pensioenreglement mag evenmin een maximale aansluitingsleeftijd bevatten om de oudere werknemers niet te benadelen.

Na één jaar dienst bij de werkgever waarvan de pensioentoezegging uitgaat, kan de aangeslotene zijn verworven prestaties laten gelden.

3.2. De discriminatie tussen mannen en vrouwen

Het pensioenplan mag geen onderscheid maken tussen mannen en vrouwen voor wat betreft het aantal dienstjaren gepresteerd sinds 17 mei 1990 (17).

Het beloofde aanvullend pensioen moet gelijk zijn voor mannen en vrouwen die tot eenzelfde categorie van werknemers behoren.

Voor de pensioenplannen die gebaseerd zijn op een systeem van "vaste last" betekent dit dat de bepaling van de bijdrage van de aangeslotene moet gelijk zijn, ongeacht het geslacht van de aangeslotene.

Bij de pensioenplannen die gebaseerd zijn op een systeem van "te bereiken doel" moet eenzelfde kapitaal worden voorzien voor iedereen. Bij omzetting in rente mogen de verschillen die voortvloeien uit een verschil in levensverwachting evenwel worden behouden (verschillende sterftetabellen M/V).

Wordt het pensioen echter uitgedrukt in rente, dan moet deze identiek zijn voor de mannelijke en de vrouwelijke aangeslotenen (18).

3.3. Deeltijdse werknemers

Wat betreft de buitenwettelijke pensioenen moeten de deeltijdse werknemers dezelfde rechten krijgen als hun voltijdse collega's, pro rata van hun arbeidsduurvermindering.

Ook op het vlak van de aansluiting hebben de deeltijdse werknemers dezelfde rechten als de voltijdse (19).

(17) Datum van het arrest HEJG, zaak Barber, 268/88, *Rec. HJEG,* 1990, 1944 e.v.
(18) P. DOYEN, *o.c.*, 203.
(19) Art. 6 K.B. van 25 april 1995.

4. De participatie van de werknemers, via de collectieve organen, in het beheer van het pensioenstelsel

De collectieve organen hebben een raadgevende bevoegdheid, wat betekent dat ze tussenkomen vóór de besluitvorming.

Voor ondernemingen waar de pensioenregeling alle werknemers omvat, zal over nieuwe beslissingen het advies worden gevraagd van de Ondernemingsraad of het Comité voor preventie en bescherming op het werk. Er zal geen onderscheid worden gemaakt naar de financiering: uitsluitend door de werkgever, gemengde financiering of uitsluitend door de werknemer (20).

Wanneer de pensioenregeling slechts een deel van de werknemers betreft, zal het advies worden gevraagd van de Ondernemingsraad of het CPBW die die categorie van werknemers vertegenwoordigt, op voorwaarde dat volgende vereisten te zelfder tijd vervuld zijn:

— ten minste 10 % van de betrokken aangeslotenen vragen dat de Ondernemingsraad of het Comité die adviesbevoegdheid uitoefent;
— de werknemers uit deze categorie zijn vertegenwoordigd in de Ondernemingsraad of het CPBW (21).

In alle andere gevallen moet de werkgever de aangeslotenen periodiek (d.w.z. minstens eenmaal per jaar) en individueel informeren. Deze informatie moet altijd voorafgaan aan een eventuele beslissing in verband met de grond van de zaak.

De punten waarover advies of informatie moet worden verstrekt zijn:

a) de keuze van de pensioeninstelling;
b) de financieringswijze van de pensioentoezegging en de structurele wijzigingen van deze financiering;
c) de vaststelling van de reserves;
d) het opstellen van de jaarlijkse pensioenfiche met de vermelding van de verworven prestaties;
e) de gedeeltelijke of volledige overdracht van de pensioenverplichtingen (bij fusie of splitsing van de onderneming);
f) de toepassing, interpretatie en wijziging van het pensioenplan.

(20) Art. 13 § 1 van de wet van 6 april 1995.
(21) Art. 13 § 2 van de wet van 6 april 1995.

5. De verworven rechten van de werknemers

5.1. Het recht op aansluiting

Van zodra hij aan alle aansluitingsvoorwaarden voldoet, moet een werknemer uit de categorie waarvoor het aanvullend pensioenstelsel bestaat, bij het stelsel worden aangesloten.

Werknemers die door de werkgever worden geweigerd, kunnen gerechtelijke stappen ondernemen.

De Wet-Colla voorziet ook dat de aansluiting onmiddellijk gebeurt voor de werknemers die 25 jaar oud zijn (22).

5.2. Tijdens het contract

De verworven prestaties op een rustpensioen in hoofde van de werknemer zijn op ieder moment:

— ten minste gelijk aan de prestaties die overeenkomen met de reserve die gefinancierd moet zijn op grond van de uitvoeringsbesluiten van de wet van 9 juli 1975 wanneer de pensioentoezegging een toezegging tot betaling van een pensioenbijdrage inhoudt (vaste kosten);
— indien de pensioentoezegging een toezegging tot betaling van een aanvullend pensioen inhoudt (te bereiken doel), ten minste gelijk aan de prestaties die overeenkomen met de minimumreserve zoals bepaald in de uitvoeringsbesluiten van de wet van 9 juli 1975 en in ieder geval ten minste gelijk aan het verschil tussen het rustpensioen, waarop de aangeslotene aanspraak had kunnen maken indien hij tot de pensioenleeftijd in dienst van de werkgever was gebleven, en het rustpensioen, waarop hij aanspraak had kunnen maken indien hij aangesloten geweest zou zijn van dat moment tot de pensioenleeftijd. Bij de vaststelling van het verschil wordt rekening gehouden met de gegevens op dat ogenblik. De in het pensioenreglement opgenomen actualisatieregels mogen geen lagere actuele waarde opleveren dan deze opgelegd in uitvoering van de wet van 9 juli 1975 (23).

Deze regels voor de berekening van de verworven prestaties worden hernomen in een koninklijk besluit (24). We treden hier niet verder in detail over deze zeer technische berekeningswijze bestemd voor actuarissen.

(22) Zie punt 3.1.1.
(23) Art. 10 van de wet van 6 april 1995.
(24) K.B. van 10 januari 1996, *B.S.* 20 januari 1996, 1170.

De werkgever moet iedere werknemer minstens eenmaal per jaar informeren over zijn verworven prestaties. Het gedeelte van het pensioen dat bestaat uit de persoonlijke bijdragen van de aangeslotene is steeds definitief verworven.

Ook de prestaties die overeenkomen met de werkgeversbijdragen zijn onmiddellijk verworven. Toch kan het reglement een termijn van maximum een jaar voorschrijven vooraleer deze prestaties verworven zijn. Hierbij moet wel worden opgemerkt dat een zware fout niet langer kan leiden tot het verlies van de verworven prestaties die overeenkomen met de werkgeversbijdragen.

5.3. Bij de beëindiging van het contract

Wanneer een aangeslotene zijn werkgever verlaat, ook door een zware fout, en zijn arbeidsovereenkomst wordt beëindigd op een andere manier dan door overlijden of pensionering, kan hij kiezen tussen de volgende mogelijkheden:

— de verworven rechten overdragen naar de pensioeninstelling van de nieuwe werkgever waarmee een arbeidscontract werd afgesloten als hij aangesloten is bij het pensioenplan van deze werkgever;
— de verworven reserves overdragen naar een van de organismen die de buitenwettelijke pensioenen beheren, bedoeld in het koninklijk besluit van 14 mei 1969 betreffende de toekenning van buitenwettelijke pensioenen aan loontrekkende werknemers zoals voorzien in het koninklijk besluit n° 50 van 24 oktober 1967 betreffende de rust- en overlevingspensioenen voor loontrekkende werknemers;
— de reserves verworven bij de pensioeninstelling van de vorige werkgever niet overdragen (25).

Indien de aangeslotene opteert voor de eerste mogelijkheid, kunnen noch de nieuwe werkgever, noch de pensioeninstelling van de nieuwe werkgever de overgedragen reserves weigeren. Als hij opteert voor de derde mogelijkheid, behoudt hij een premievrije pensioenaanspraak en dezelfde toekenningsregels voor winstdelingen of netto-opbrengst als de aangeslotenen wiens arbeidsovereenkomst niet werd beëindigd.

We vermelden eveneens dat bij het "te bereiken doel"-systeem, de werknemer ertoe zal gehouden zijn bij de beëindiging van de arbeidsovereenkomst de eventuele tekorten van de reserves met betrekking tot zijn verworven prestaties aan te zuiveren (26). Deze tekorten worden berekend op basis van de in uitvoering van de wet van 9 juli 1975 voorziene sterftetabellen en de intrestvoet die, met het oog op de vaststelling van de verworven prestaties, gebruikt wordt bij de berekening

(25) Art. 12 van de wet van 6 april 1995.
(26) Art. 11 § 1 van de wet van 6 april 1995.

van de in uitvoering van dezelfde wet voorziene minimumfinanciering. Hierbij wordt rekening gehouden met de in het pensioenreglement opgenomen actualisatieregels.

Na de beëindiging van de arbeidsovereenkomst stelt de werkgever uiterlijk binnen de 30 dagen de pensioeninstelling hiervan in kennis. De pensioeninstelling deelt uiterlijk 30 dagen na de kennisgeving de verworven prestaties en de hiermee overeenstemmende reserves aan de werkgever mee die de aangeslotene hiervan onmiddellijk in kennis stelt. Deze kennisgeving moet schriftelijk gebeuren. De werknemer moet vervolgens binnen de 30 dagen na deze mededeling de werkgever die hij verlaat informeren over zijn keuze tussen de drie bovenvermelde opties. Verstrijkt deze termijn van 30 dagen, dan wordt hij verondersteld de verworven reserves bij zijn vorige werkgever te laten. Heeft de werknemer binnen de 30 dagen geen arbeidsovereenkomst afgesloten met een nieuwe werkgever, dan wordt de termijn verlengd van 30 dagen tot 12 maanden (27).

6. Inwerkingtreding

De Wet-Colla werd van kracht op 1 januari 1996. Toch werd aan de pensioeninstellingen 3 jaar uitstel toegekend, d.w.z. tot 31 december 1998, voor de formele aanpassing van de pensioenreglementen en de andere documenten (28).

7. Controle en sancties

7.1. Controle

De Controledienst voor de Verzekeringen staat in voor de controle van de Wet-Colla.

7.2. Sancties

De Wet-Colla voorziet dat inbreuken op de naleving van de bepalingen van de wet zullen worden gesanctioneerd met gevangenisstraffen van een maand tot vijf jaar of geldboetes van 1.000 BEF tot 10.000 BEF (bedrag dat met 200 moet worden vermenigvuldigd, gezien het systeem van de opcentiemen).

Deze sancties zullen worden toegepast indien de werkgever of zijn lasthebber (waaronder eveneens de commissaris-revisor):

(27) Art. 10 K.B. van 25 april 1997.
(28) Art. 18 van de wet van 6 april 1995 en art. 14 van het K.B. van 10 januari 1996.

— onjuiste verklaringen aflegt aan de Controledienst voor de Verzekeringen over de toepassing van de wet;
— weigert de gevraagde informatie te verstrekken ter uitvoering van de wet en zijn uitvoeringsbesluiten;
— niet heeft voldaan aan de verplichtingen die zijn opgelegd door de wet en zijn uitvoeringsbesluiten.

8. Besluit

De omvang van de straffen voor het niet naleven van de Wet-Colla moeten de bedrijfsrevisor tot grote voorzichtigheid aanmanen. Zijn verantwoordelijkheid op dit gebied mag niet onderschat worden. We kunnen hem niet genoeg aanraden blijvend aandacht te besteden aan de pensioenplannen van de ondernemingen die hij controleert. Een groot aantal ondernemingen is inderdaad nog steeds niet in orde met de Wet-Colla.

Bovendien gaat het gerucht dat een nieuwe wet in de maak zou zijn met betrekking tot deze materie en dat de rol en de verantwoordelijkheid van de commissaris-revisor daarin uitvoerig zouden worden behandeld.

Réflexions sur l'intérêt d'un cadre conceptuel en droit comptable belge (1)

Yvan Stempnierwsky,
Maître de Conférences aux Facultés universitaires catholiques à Mons,
Directeur, KPMG Conseil juridiques,
Membre de la Commission des Normes comptables

Laurence Pinte,
Attaché à la Commission Bancaire et Financière,
Secrétaire scientifique de la Commission des Normes comptables

I. Introduction - objet de la contribution

Un cadre conceptuel est, pour reprendre les termes du Financial Accounting Standards Board (2), le principal organisme normalisateur comptable américain, «*a coherent system of interrelated objectives and fundamentals that is expected to lead to consistent standards and that prescribes the nature, function and limits of financial accounting and reporting. It is expected to serve the public interest by providing structure and direction to financial accounting and reporting to facilitate the provision of evenhanced financial and related information that helps to promote the efficient allocation of scarce resources in the economy and society, including assisting capital and other markets to function efficiently.*» (3).

Dans deux contributions, H. Olivier s'est interrogé sur l'opportunité du développement d'un cadre conceptuel, par l'IASC (4) d'une part, en droit comptable belge d'autre part.

Dans le premier cas, l'auteur estime que la recherche d'un cadre conceptuel universel et abstrait se révèlera probablement rapidement soit vaine, soit la traduc-

(1) La présente contribution reflète exclusivement les vues personnelles des auteurs. Elle ne pourrait en aucune manière engager les Institutions pour lesquelles les auteurs travaillent.

(2) Au sujet du FASB et de la normalisation comptable américaine dans l'ensemble, voy. notamment Kiezo & Weygandt, *Intermediate accounting,* Wiley; S. Zeff, «La normalisation aux Etats-Unis», *R.F.C.*, n° 265, mars 1995, p. 61.

(3) FASB, Scope and Implications of the «*Conceptual Framework*» project, Connecticut, 1976.

(4) L'International Accounting Standards Committee est une organisation privée constituée en 1973 et regroupant toutes les associations de professionnels comptables membres de l'International Federation of Accountants. Ses objectifs consistent à formuler et à publier des normes comptables et de promouvoir leur acceptation ainsi qu'à œuvrer à l'harmonisation des règles et normes relatives à la présentation des états financiers. Différentes organisations internationales sont associées à son fonctionnement. Pour une description récente de cette institution et son rôle en matière d'harmonisation, voy. R.G.A. Vergoossen, «International Accounting Standards: esperanto of babylonische spraakverwarring ?», *T.F.M.* mei/juni 2000, 51.

tion d'un système implicite donné qui aurait pour ambition de s'imposer à tout autre (5).

Dans le second cas, après avoir rappelé que l'existence, en droit comptable belge, d'un ensemble de principes généraux sous-tendant l'élaboration de l'information financière et présentant une grande similitude avec les propositions de cadres conceptuels explicites avait été déduite, dès 1980, des dispositions légales et réglementaires existantes par le centre d'études de l'Institut des Reviseurs d'Entreprises (6), l'auteur considère que la multiplicité des objectifs attribués aux états financiers en Belgique rend inutile toute tentative de détermination d'un cadre conceptuel explicite car une telle démarche n'a de sens que dans la mesure où elle vise à conférer la cohérence au système en fonction d'un objectif bien défini (7).

Certes, en Belgique, les états financiers poursuivent des objectifs multiples et parfois contradictoires. Les comptes annuels constituent en effet à la fois le fondement de la reddition de comptes des administrateurs, la mesure de la distribution des dividendes, le point de départ pour la détermination de la base taxable et un véhicule d'information à l'attention des investisseurs, des travailleurs, des créanciers et de tout tiers intéressé.

Cela constitue-t-il toutefois une raison suffisante pour renoncer à toute tentative d'élaboration d'un cadre conceptuel en droit comptable belge?

Nous ne le pensons pas. Le projet d'établir un cadre conceptuel en bonne et due forme, à l'image de ceux du FASB ou de l'IASC qui seront brièvement décrits ci-après, est sans doute démesuré, voire même impossible ou peu souhaitable dans le contexte belge dans la mesure où il impliquerait effectivement qu'un des objectifs précités prenne le pas sur les autres.

Le droit comptable belge a néanmoins un besoin pressant d'une réflexion approfondie destinée à mettre en lumière, à définir et à hiérarchiser les principes et concepts fondamentaux qui sous-tendent l'élaboration des états financiers. Cela ressort de l'examen des différentes sources du droit comptable et tout particulièrement des avis de la Commission des Normes comptables. Un travail de recherche fondamentale devrait donc être effectué de façon à mettre en lumière et à développer le cadre conceptuel implicite (voire explicite) qui domine notre droit comptable. Les résultats de cet examen devraient, dans un second temps, d'une façon ou d'une autre, recevoir force obligatoire de façon à renforcer la sécurité juridique et à éviter des incohérences dans l'élaboration de nouvelles normes et dans l'interprétation de l'ensemble du droit comptable positif.

(5) H. Olivier, «Réflexions sur le développement du droit comptable», *DAOR*, n° 26, p. 83.
(6) CBNCR, Principes comptables, IRE, 3-1980.
(7) H. Olivier, «Faut-il introduire un cadre conceptuel en droit comptable?», Le droit comptable dans la société, colloque CNC des 8 et 9 octobre 1996, Bulletins 40 et 41, 309.

La présente contribution vise à illustrer la nécessité d'un «cadre conceptuel à la belge» par l'exemple et par la recherche, dans les textes et à travers les avis de la Commission des Normes comptables, des traces de ce qui pourrait devenir formellement le cadre conceptuel belge.

II. Brève description de quelques cadres conceptuels explicites (8)

A. Etats-Unis (9)

De manière chronologique, c'est le principal organisme de normalisation comptable américain, le FASB, qui a, le premier, dégagé un cadre conceptuel explicite. C'est d'ailleurs notamment à cette fin que le FASB avait succédé à l'Accounting Principles Board, comité de l'American Institute of Certified Public Accountants en 1973.

(8) Pour un examen global des cadres conceptuels, voy. notamment, S.P.Agrawal, P.H. Jensen, A.L.Meador et K.Sellers, «An International Comparison of Conceptual Frameworks of accounting», in *Readings in International Accounting,* London, ITP, 1996; FEE Comparative Study on Conceptual Accounting Frameworks in Europe, may 1997; P. Gore, *The practical use of conceptual frameworks for financial reporting*, février 1994; R. Obert, *Pratique internationale de la comptabilité et de l'audit,* 63; B. Raybaud-Turillo, *Le modèle comptable patrimonial - Les enjeux d'un droit comptable substantiel,* Paris, Vuibert, 1997; *Student's Manual of Accounting, The Guide to UK Accounting Law and Practice,* London, ITP,1999. D'autres projets ont aussi été développés au Canada (1988-1990) (voy. R.M. Skinner, *Les principes comptables: une étude canadienne,* ICCA, 1973; E. Stamp, *L'information financière publiée par les sociétés: évolution future,* ICCA, 1981; *Fondements conceptuels des états financiers* (nouveau chapitre 1000 du manuel de l'ICCA), décembre 1988 ainsi que l' intéressante et très critique étude de Léo-Paul Lauzon, *Fondements conceptuels de la comptabilité financière,* Québec, Gaëtan Morin, 1990 dans laquelle l'auteur compare en outre les cadres américains et canadiens), en Australie (1987), en Nouvelle-Zélande, au Mexique ainsi qu'au Royaume-Uni (1995) (*Student's Manual of Accounting, The Guide to UK Accounting Law and Practice,* London, ITP,1999).

(9) Le cadre conceptuel américain et son développement sous un angle historique ont fait l'objet de nombreuses publications. Parmi celles-ci, voy., en français, P. Boisselier, «Genèse des cadres conceptuels comptables : quels fondements théoriques», *Economie & Comptabilité,* n° 179, juin 1992; A. Naciri, «Le cadre conceptuel américain et ses conséquences sur le modèle comptable traditionnel», *R.F.C.,* n° 173, novembre 1986, p. 44; Y. Bernheim, *L'essentiel des US GAAP,* Mazars & Guerard, Paris, 1997; voy. en outre les contributions rassemblées dans les deux recueils suivants: S. Zeff et B.G.Dharan, *Readings and notes on Financial Accounting,* 1994, 1-130 et R. Bloom et P.T.Elgers, *Foundations of Accounting Theory and Policy,* 1995, 273-325.

Le cadre conceptuel américain se compose de six «*Statements of Financial Accounting Concepts*» respectivement intitulés:

— *Objectives of Financial Reporting by Business Enterprises* (SFAC n° 1, novembre 1978)
— *Qualitative Characteristics of Accounting Information* (SFAC n° 2, mai 1980)
— *Elements of Financial Statements of Business Enterprises* (SFAC n° 3, décembre 1980)
— *Objectives of Financial Reporting by Nonbusiness Organizations* (SFAC n° 4, décembre 1980)
— *Recognition and Measurement in Financial Statements of Business Enterprises* (SFAC n° 5, décembre 1984)
— *Elements of Financial Statements* (SFAC n° 6, décembre 1985) qui ne fait que remplacer le SFAC n° 3.

Que l'on ne s'y trompe pas cependant, la réflexion conceptuelle aux Etats-Unis est beaucoup plus ancienne et date en fait des années vingt. Elle émanait essentiellement à ce moment de théoriciens et de professeurs d'université.

Elle s'est particulièrement intensifiée dans les années soixante, à la demande de l'AICPA notamment, sous la forme par exemple de deux contributions majeures élaborées respectivement par Moonitz (1961) et par Moonitz et Sprouse (1962) et il n'est guère contesté que les textes actuels trouvent aussi leur origine dans l'APB Statement n° 4 de 1970 ainsi que dans le rapport dit «Trueblood» (AICPA 1973).

Ces documents traitent notamment des objectifs de l'information comptable par les entreprises, des caractéristiques qualitatives de l'information comptable (pertinence, fiabilité, comparabilité et permanence, seuil de signification ou importance relative, rapport coûts et avantages obtenus), des éléments qui composent les états financiers (actifs, dettes, produits, charges ...) et de l'inscription en comptabilité («*recognition*») et de l'évaluation («*measurement*»).

B. IASC (10)

Le cadre conceptuel de l'IASC date de 1989 et doit beaucoup au cadre conceptuel américain ainsi que la structure de ce document intitulé «*Framework for the Preparation and Presentation of Financial Statements*» et essentiel à la compréhension des International Accounting Standards le démontre:

(10) Au sujet de l'IASC, voy. supra et en outre l'étude comparative du droit comptable belge et des normes de l'IASC a été réalisée par P. Schumesch, E. Dams et R. Vermoesen, «A comparative Study of Belgian Accounting principles and International Accounting Standards», 1999. S'agissant plus particulièrement du cadre conceptuel de l'IASC, voy. R. Bethoux et F. Kremper, «Le cadre conceptuel de l'IASC: contexte et contenu», *R.F.C.*, n° 191, juin 1988, p. 59.

— Preface

— Introduction (purpose and status of the framework and needs of the users)

— The objective of Financial Statements

— Underlying assumptions (accrual basis, going concern)

— Qualitative Characteristics of Financial Statements (understandability, relevance, reliability, comparability, contraints on relevant and reliable information, true and fair view/fair presentation)

— The Elements of Financial Statements (assets, liabilities, income, expenses...)

— Recognition of The Elements of Financial Statements (recognition of assets, recognition of liabilities, recognition of income, recognition of expenses ...)

— Measurements of The Elements of Financial Statements

— Concepts of Capital and Capital Maintenance

C. France (11)

Très récemment a été publié en France, un projet de «*cadre conceptuel de la comptabilité en tant que système de représentation publique de la situation économique (et financière) de l'entreprise*» élaboré à l'initiative de l'Ordre des Experts Comptables et approuvé par la Comité permanent de la doctrine comptable de l'Ordre.

Il s'agit du premier cadre conceptuel non anglo-saxon et il diffère d'ailleurs de ses prédécesseurs ainsi que l'ont souligné plusieurs auteurs.

Son originalité réside dans sa structure ainsi que dans les idées du cadre qui sont très largement différentes de celles des cadres conceptuels anglo-saxons.

(11) Le texte du projet a été publié dans la *Revue Française de Comptabilité,* n° 278, mai 1996, pp. 17-51. Voy. aussi au sujet de ce projet B. Colasse, «Commentaire analytique et critique du projet de cadre conceptuel du CPDC», *R.F.C.,* n° 282, octobre 1996, p.29; Du même auteur, voy. aussi «Où il est question d'un cadre conceptuel français», *Revue de droit comptable,* n° 91-3, p. 3 et «Les cadres comptables conceptuels», in *Encyclopédie de la Gestion,* éd. Economica. Voy. par ailleurs, Y. Bernheim, «Le cadre conceptuel français vu de l'étranger», R.F.C., n° 283, novembre 1996, p. 39

Les principaux titres du projet sont les suivants:

— Objectif du cadre conceptuel

— Caractéristiques générales de la représentation de l'entreprise (pertinence, intelligibilité, autres caractéristiques)

— Les richesses de l'entreprise sont supposées mesurables (états comptables, classement à l'intérieur des états comptables, niveau de détail, unité de compte, objet de la mesure, caractéristiques complémentaires de la représentation, contribution de la mesure de l'actif net à l'évaluation de l'entreprise, annexe)

— Difficultés de mesure (nécessité d'un jugement, qualités du jugement, actifs, passifs, situation nette, charges, produits, processus de création de richesses, prise en compte des bénéfices, évolutions de valeurs, prise en compte de risques généraux, comptes consolidés, annexe, présentation du compte de résultat, opérations liées)

— Conclusions

Il a été souligné il y a peu que la nécessité pour la France, pays doté comme la Belgique d'un droit comptable de nature légal et réglementaire, de dégager un cadre conceptuel explicite se justifiait, d'une part, par l'accélération du mécanisme de convergence internationale des règles comptables qui suppose des réflexions internationalement conduites dans le cadre consensuel de l'IASC et la convergence des cadres conceptuels et d'autre part, par le souci d'homogénéiser la réflexion et de permettre sa continuité au sein de l'organisme de normalisation comptable français, le Conseil national de la Comptabilité (12).

III. La nécessité d'une réflexion conceptuelle en droit comptable belge

A. Approche théorique

Ainsi que nous l'avons évoqué, la raison principale, selon H. Olivier, de ne pas procéder à une réflexion conceptuelle en droit comptable belge tiendrait à la multiplicité des objectifs dévolus en Belgique aux états financiers.

Une deuxième raison semble tenir au fait que la réglementation comptable belge s'appuyerait déjà sur un ensemble de principes présentant une grande similitude avec les propositions contenues dans les cadres conceptuels explicites de sorte

(12) G. Barthès de Ruyter, A. Frydlender, G. Gelard et D. Thouvenin, «Un cadre pour la normalisation comptable en France», *Les Echos,* 2 août 2000.

que le droit comptable belge contiendrait en quelque sorte déjà un cadre conceptuel implicite (13), par hypothèse suffisant.

Sans en aucune manière remettre en cause le fait que le droit comptable belge repose sur des principes comptables en quelque sorte «généralement admis» et parfaitement mis en lumière et classés par le centre d'études de l'IRE en 1980 (14), il paraît cependant difficile d'affirmer que cet ensemble de principes constitue un véritable «cadre conceptuel» susceptible de guider efficacement la réflexion dans la perspective de la qualification comptable d'une opération (15).

En effet, tout d'abord, ledit «cadre» ne paraît guère complet. On ne trouve ainsi nulle trace parmi les principes ainsi dégagés du principe de prééminence de la réalité économique sur l'apparence juridique («substance over form») dont la doctrine de la Commission des normes comptables notamment démontre pourtant l'existence en droit belge ainsi que nous l'établirons ci-après (16).

Les principes ne sont en outre pas définis de sorte que leur contenu et leur portée sont à tout le moins imprécis (17). Un concept aussi fondamental que celui de la réalisation qui permet de déterminer le moment de la comptabilisation d'un résultat et qui est ainsi, compte tenu des relations qui unissent le droit comptable et le droit fiscal, directement lié à la détermination de la base taxable et du bénéfice distribuable d'une entreprise donne ainsi lieu à des difficultés d'interprétation (18). Il en est de même du «matching principle» ou de notions aussi essentielles que celles d' «actif», de «passif», de «produit» ou de «charge».

---

(13) Plusieurs auteurs français ont aussi considéré que les règles comptables françaises reposaient sur un cadre conceptuel implicite (cf. P. Sarthou, «Existe-t-il un cadre conceptuel français implicite?» *Revue de droit comptable,* n° 94-4, p. 55 et les réf. citées p. 57).

(14) *O.c.;* Voy. en outre la remarquable contribution du professeur S. Van Crombrugge, «Boekhoudrecht en Boekhoudtheorie», *T.P.R.* 1981, p. 973 dans laquelle l'auteur démontre, par un exposé de la systématique du droit comptable belge, que celui-ci contient les hypothèses de base et les postulats qui constituent la théorie comptable.

(15) En ce qui concerne le processus de qualification comptable, voy. Y. Stempnierwsky, «Le processus menant à la qualification comptable - Approches pratiques et exemples», in *Nouvelles orientations en droit comptable,* CDVA, 1994, 53.

(16) Sur ce principe voy. notamment G. Gelard, «rendre compte de la substance des opérations», *R.F.C.,* n° 262, décembre 1994, p. 37; Y. Bernheim, «La prééminence de la réalité sur la forme», *Banque,* n° 558, avril 1995; F. Pasqualini, *Le principe de l'image fidèle en droit comptable,* Paris, litec, 1992, sp.n° 49 à 59.

(17) Voy. dans le même sens, «FEE Comparative Study on Conceptual Accounting Frameworks in Europe» de mai 1997 qui, en ce qui concerne la Belgique, affirme que «*The implicit framework which exists is however incomplete due to the lack of certain definitions*». Brigitte Raybaut-Turillo a, de son côté, illustré en outre que «la construction des règles comptables (françaises), si elle semble obéir à un cadre implicite, a été progressive et recèle, dès lors, en son sein de nombreuses contradictions» (Le modèle comptable patrimonial - Les enjeux d'un droit comptable substantiel», Paris, Vuibert, 1997).

(18) On trouvera sous la plume d' Y. Bernheim («Le fait générateur de la prise en compte du résultat d'une transaction - un casse-tête comptable», *R.F.C.,* n° 271, octobre 1995, p. 59), d'intéressantes considérations sur ce principe.

Par ailleurs, aucune hiérarchie n'est établie parmi lesdits principes de sorte qu'il n'est pas aisé de déterminer comment les principes s'articulent les uns par rapport aux autres et comment régler les éventuels conflits susceptibles d'apparaître entre principes comptables à mettre en œuvre dans le cadre du processus de qualification comptable (19).

Nous pensons à cet égard que le concept d'image fidèle, dans ses fonctions interprétative et normative mises en lumière par la doctrine, doit jouer un rôle majeur qui n'est pas suffisamment reflété par son classement par le centre d'études de l'IRE, à l'égal d'autres principes, dans la catégorie des principes relatifs à l'information.

Enfin, H. Olivier considère qu'une réflexion conceptuelle dans un environnement réglementaire servirait en premier lieu à la Commission des Normes comptables pour le développement des nouvelles normes dans des domaines qui ne sont pas couverts par les textes actuels lorsque des évolutions s'imposent.

Outre que l'affirmation devrait probablement être nuancée, nous sommes d'avis, eu égard aux missions confiées à la Commission des Normes comptables par la loi du 17 juillet 1975 (donner tout avis au Gouvernement et au Parlement à la demande de ceux-ci ou d'initiative, développer la doctrine comptable et formuler les principes d'une comptabilité régulière, par la voie d'avis ou de recommandations), que si une réflexion conceptuelle ne devait finalement avoir pour seule utilité que de servir de guide à la Commission, elle présenterait déjà un intérêt non négligeable.

B. Approche pragmatique

Ainsi que mentionné précédemment, nous tenterons dans les lignes qui suivent d'illustrer la nécessité d'un «cadre conceptuel à la belge» par l'exemple et par la recherche, dans les textes et à travers les avis de la Commission des Normes comptables, des traces de ce qui pourrait devenir formellement le cadre conceptuel belge.

Ainsi, à travers les textes et les avis de la Commission des Normes comptables, nous partirons à la recherche des principes de «substance over form», de «matching» (mise en correspondance des charges et des produits) et de "réalisation"; nous tenterons également de déterminer comment le droit comptable belge appréhende et, le cas échéant, définit les concepts d'«actif», de «passif», de «produit» et de «charge».

(19) De tels conflits peuvent par exemple apparaître entre le principe de prudence et le principe de correspondance des charges aux produits ainsi que l'a illustré B. D'Illiers, «Prudence et rattachement: comment concilier au mieux ces deux principes pour la préparation des états financiers des entreprises?», *Revue de droit comptable,* n° 2, juin 1993, p. 35.

1. Le principe de « Substance over form »

a) La lettre de la loi: les articles 19bis et 26 de l'arrêté du 8 octobre 1976

Ce principe, qui veut que l'on s'attache davantage à la réalité économique d'une opération qu'à son habillage juridique, ne figure en tant que tel, ni dans les directives européennes (20), ni dans l'arrêté comptable (21) même si certaines dispositions de ce dernier l'appliquent dans des cas particuliers. On citera à cet égard le traitement comptable réservé à la location-financement (22) et aux opérations de «sale and lease back» (23).

Au sujet de la location-financement, le rapport au Roi précédant l'arrêté du 8 octobre 1976 précise que «*Dans l'optique générale qui a présidé à la conception du schéma de bilan qui, comme il a été signalé ci-dessus, attache plus de poids à la finalité économique des biens mis en œuvre qu'à la qualification juridique du titre en vertu duquel ils sont utilisés, l'arrêté prescrit l'inscription à l'actif du bilan, sous une rubrique distincte, des biens dont l'entreprise dispose en vertu de contrats de leasing immobilier ou de location-financement lorsque, en vertu de la loi ou de la convention, la propriété du bien est, aux termes du contrat, transférée au preneur soit de plein droit soit à l'option de celui-ci* (...)». On connaît les évolutions ultérieures de la définition comptable des opérations de location-financement, toujours dans le but de se rapprocher davantage de la réalité économique (notion de reconstitution intégrale du capital investi par le donneur, abandon de la nécessité d'une option d'achat...). Mais dès l'origine, l'idée a été de privilégier la nature économique des opérations de leasing financier (contrats de financement) plutôt que leur analyse juridique. Le même rapport au Roi ajoute toutefois que «*Le Gouvernement tient à souligner que ce mode d'inscription de ces opérations dans les bilans n'altère en rien les relations juridiques de base qui les régissent, notamment sous l'angle de l'opposabilité du droit de propriété aux tiers et à la masse en cas de faillite*».

L'exemple du « sale and lease back » est encore plus pertinent puisque dans cette hypothèse, une disposition particulière a été introduite pour écarter un traitement comptable juridiquement correct mais économiquement injustifié. Le rapport au Roi précédant l'arrêté qui a introduit l'article 19bis précise d'ailleurs que «*Ce type d'opération ne peut être envisagé que globalement car il serait artificiel de considérer qu'il y a deux conventions indépendantes l'une de l'autre alors qu'il n'y a en réalité qu'une convention unique* (...)».

(20) 4ème et 7ème directive européenne de droit des sociétés.
(21) Arrêté du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises.
(22) Article 26 de l'arrêté du 8 octobre 1976 et définition reprise au point III, D du chapitre III de l'annexe à l'arrêté du 8 octobre 1976.
(23) Article 19bis de l'arrêté du 8 octobre 1976 ajouté par l'article 3 de l'arrêté royal du 30 décembre 1991.

Que faut-il déduire de l'approche retenue par le droit comptable positif pour la location-financement et les opérations de sale and lease back? Qu'elle constitue une exception à la règle selon laquelle les opérations se traitent dans les comptes selon leur analyse juridique et que par conséquent, le principe de «substance over form» n'existe pas en tant que tel en droit comptable belge; ou plutôt que les règles particulières en matière de leasing et de sale and lease back ne constituent que des cas particuliers d'application des règles générales d'interprétation des contrats reprises aux articles 1156 et 1161 du Code civil. Mais si tel est le cas, des règles particulières s'imposaient-elles vraiment?

b) L'esprit de la loi: la philosophie générale de l'arrêté du 8 octobre 1976

Le rapport au Roi précédant l'arrêté du 8 octobre 1976 précise, qu'en ce qui concerne la philosophie générale de l'arrêté et la conception de l'entreprise que les états financiers doivent refléter, *pour le classement de certains biens, la finalité économique a pris le pas sur certaines caractéristiques juridiques.* Par ailleurs, le rapport au Roi précédant l'arrêté du 30 décembre 1991 énonce que «*La convention de sale and lease back ne constitue qu'un exemple d'une situation pouvant recevoir des applications multiples où plusieurs actes juridiques distincts font l'objet d'une convention unique ou de conventions à ce point interdépendantes qu'elles doivent être considérées comme ne constituant qu'une convention unique à laquelle les règles de droit civil en matière de qualification et d'interprétation de conventions, en particulier les articles 1156 et 1161 du Code civil trouvent à s'appliquer. Le Gouvernement a chargé la Commission des Normes comptables d'étudier ces questions, de même que les autres cas où un résultat accusé sur une opération ne constituerait pas un bénéfice réalisé au sens de la 4ème directive* (24) *et de formuler le cas échéant un avis sur ces questions.*»

Ces extraits de rapports au Roi nous portent à croire que, dans sa philosophie, le droit comptable belge s'attache prioritairement à refléter la réalité économique d'une entreprise. Une approche exclusivement juridique du patrimoine de celle-ci pourrait être écartée dans la mesure où elle ne permettrait pas de refléter la situation économique réelle de l'entreprise. L'existence du principe de «substance over form» en droit comptable belge reste toutefois intuitive puisque, sauf dans des cas particuliers, elle n'est pas confirmée par les textes. On peut par ailleurs s'interroger sur les liens entre la réalité économique et l'image fidèle.

c) L'interprétation des textes

Dans un tel contexte, le travail d'interprétation de la Commission des Normes comptables s'avère bien délicat, surtout face à des demandes d'avis portant sur

(24) Sur le concept de «bénéfice réalisé», voir infra.

des montages juridiques sophistiqués élaborés dans des buts bien précis pas toujours avoués.

Face à des opérations concrètes à comptabiliser, la Commission a tantôt privilégié une approche économique fondée sur l'image fidèle (25) et la commune intention des parties (26), tantôt limité son examen à une analyse juridique des relations entre les parties à l'opération (27).

Dans son avis 150/4 relatif à la comptabilisation des investissements tendant à une utilisation rationnelle de l'énergie, elle a estimé que «*ce type d'opération devait être traité dans les comptes conformément à sa réalité économique*» de manière telle qu'une dette *apparemment* sous condition suspensive devait être comptabilisée comme une obligation certaine.

De même, dans son avis 162/1 relatif au traitement comptable de l'usufruit d'actions acquis à titre onéreux, la Commission a affirmé «*qu'il est évident que, pour la traduction des opérations dans les comptes, il y a lieu d'examiner leur portée réelle et, selon le prescrit de l'article 1156 du Code civil, d'avoir égard à la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes; par ailleurs, il y a lieu d'avoir égard à l'article 1161 du même code, aux termes duquel toutes les clauses de convention s'interprètent les unes par les autres en donnant à chacune le sens qui résulte de l'acte entier. Cette approche rejoint le principe comptable admis de manière universelle «substance over form»*». Sur la base de cette analyse, la Commission a estimé que «*Si la plupart des caractéristiques que la loi ou les usages rattachent à l'usufruit se voyaient exclues ou modalisées par voie conventionnelle de sorte que la nature juridique réelle de l'opération ne correspondrait plus à la qualification que les parties lui ont donnée, sa traduction comptable devrait tenir compte des situations juridiques réelles mises en place* (...)».

Il est significatif de souligner que, tout en se référant explicitement au principe de «substance over form», la Commission n'écarte pas l'analyse juridique de la convention pour lui préférer sa réalité économique mais requalifie juridiquement l'opération pour déterminer le traitement comptable adéquat.

Par contre, pour ne prendre qu'un exemple, dans son avis 163 relatif au traitement comptable de l'in-substance defeasance (28), la Commission a refusé de retenir l'approche économique pratiquée dans les pays anglo-saxons pour privilégier les règles du droit positif belge en matière d'extinction de dettes.

---

(25) Avis 114/3 relatif aux résultats afférents à des opérations effectuées avec des filiales, *Bulletin n° 8* 1981, 18.

(26) Avis 162/1 relatif au traitement comptable de l'usufruit d'actions acquis à titre onéreux, *Bulletin n° 25* 1990, 30.

(27) Avis 163 relatif au traitement comptable de l' «in-substance defeasance», *Bulletin n° 26* 1991, 26.

(28) Avis 163 publié dans le *Bulletin n° 26* de la Commission, 1991.

d) Conclusion

Le principe de "substance over form" est reconnu en droit comptable belge, à tout le moins comme règle d'interprétation des opérations à comptabiliser. Son champ d'application, ses limites et sa place au regard d'autres principes fondamentaux et face à certaines règles particulières restent toutefois incertains. Sa portée se limite-t-elle à l'application en droit comptable des règles de droit civil d'interprétation des conventions ou y a-t-il, en droit comptable belge un principe autonome de "substance over form" dont les contours restent à définir?

2) Le principe de rapprochement des charges et des produits (matching principle)

a) La lettre de la loi

Le «matching principle» ou principe de rapprochement des charges et des produits n'est pas énoncé en tant que tel dans l'arrêté du 8 octobre 1976. Il figure implicitement et partiellement à l'article 19, alinéa 4 (29) de l'arrêté du 8 octobre 1976 qui précise que «*Il doit être tenu compte des charges et des produits afférents à l'exercice ou à des exercices antérieurs sans considération de la date de paiement ou d'encaissement de ces charges et de ces produits*». Par ailleurs, l'arrêté comptable comporte de nombreuses dispositions dont la finalité est de rapprocher les charges des produits (articles 3, 12, 19, 23, 24 et 26) et c'est dans le but de tenir compte de l'ensemble des charges afférentes à un exercice, que doit être comprise l'obligation de constitution de provisions et de comptabilisation d'amortissements.

L'absence de définition du principe et de précision quant à sa portée entraîne toutefois de nombreuses difficultés d'interprétation largement liées aux règles fiscales en matière de déduction des charges. La problématique de la reconnaissance, en droit fiscal, de la technique des comptes de régularisation en constitue un exemple particulier (30).

b) L'interprétation des textes

La CNC a été saisie de nombreuses demandes d'avis ayant trait à l'application du «matching principle» dans des cas particuliers. A titre d'exemple, on peut citer les nombreuses demandes d'avis ayant trait aux subsides en capital (31) où les questions portaient sur le rattachement des amortissements des actifs immobilisés subsidiés à la prise en résultat, au même rythme, du subside.

(29) Cette disposition énonce surtout l'«accrual principle».
(30) Cass. 20 février 1997.
(31) Entre autres, les avis 125/3, 138/1, 125/2bis et 125/3bis respectivement publiés dans les *Bulletins* 7, 13 et 9 de la Commission.

c) Conclusion

Même si le principe de rapprochement des charges et des produits est aujourd'hui unanimement admis, ses contours relativement flous ne sont pas sans susciter certaines difficultés d'application. Un examen de la raison d'être de ce principe et donc de sa portée, permettrait de prévenir certaines difficultés et surtout d'éviter que le "matching principle" n'entre en conflit avec les principes de prudence et de réalisation.

3) Le principe de réalisation

a) La lettre de la loi

Le principe de réalisation est fondamental en droit comptable puisqu'il détermine le moment de la comptabilisation d'un résultat. Ce principe est donc directement lié à la détermination du résultat d'un exercice et donc, de la base taxable et du bénéfice distribuable d'une entreprise.

L'arrêté comptable ne définit pas la notion de réalisation tandis que la 4ème directive se borne à préciser que *«seuls les bénéfices réalisés à la date de clôture du bilan peuvent y être inscrits»* comme étant une conséquence du principe de prudence (32). Quant à l'extrait du rapport au Roi précédant l'arrêté du 30 décembre 1991 cité ci-dessus, il se réfère à la *notion de bénéfice réalisé au sens de la 4ème directive....* Or, il existe différentes approches du concept de réalisation au sein de la communauté comptable européenne et internationale. Elles dépendent directement de la portée plus ou moins large donnée au principe de prudence.

b) L'interprétation des textes

Ici encore, faute de précisions réglementaires sur le moment de la réalisation d'un produit, c'est à la Commission des Normes comptables qu'il est, bien souvent, revenu de se prononcer sur la portée du concept de réalisation en droit comptable belge.

En parcourant les avis de la Commission sur le concept de réalisation, on peut constater une certaine évolution.

(32) Article 31 de la 4ème directive.

Dans ses avis 114/3 (33) et 157/2 (34), respectivement de 1981 et 1991, la Commission semble considérer qu'il existe différents niveaux dans la réalisation d'un résultat. Ainsi, si l'ensemble des résultats *juridiquement* réalisés doivent être comptabilisés comme tels, seuls ceux qui le sont aussi *économiquement* peuvent, sans réserve, faire l'objet d'une répartition. Face aux résultats qui ne sont que juridiquement (faut-il lire apparemment?) réalisés, la plus grande prudence s'impose.

Dans cette optique, les résultats résultant de relations avec des sociétés liées (35) seraient d'une autre nature que les mêmes résultats actés dans les rapports avec les tiers. De même, si l'apport d'un bien en libération d'une souscription de capital entraîne en principe la réalisation de ce bien, à concurrence du taux de participation de la société apporteuse dans la société bénéficiaire de l'apport, la réalisation du bénéfice, bien que juridiquement certaine, resterait économiquement imparfaite (36).

Ces deux avis reflètent une conception essentiellement patrimoniale du principe de réalisation: un résultat est réalisé et acté comme tel dès que le bien qui fait l'objet de l'opération quitte juridiquement le patrimoine d'une entreprise ou dès qu'une créance a acquis un caractère certain. Ce résultat comptabilisé comme tel peut toutefois ne pas être totalement justifié économiquement dans la mesure où la société cédante reste, d'une façon ou d'une autre, intéressée dans l'évolution ultérieure de la rentabilité du bien en cause.

Dans son avis 169/1 relatif au traitement dans les comptes des entreprises des opérations de prêt et d'emprunt de titres (37), la Commission a estimé que «*si la propriété du titre prêté et le risque de perte par cas fortuit sont transférés à l'emprunteur, le risque de cours inhérent au titre reste logé chez le prêteur et qu'aucune créance ou dette d'espèces ne résulte de l'opération de prêt. On en déduit qu'il n'y a pas, pour l'application de la réglementation comptable, réalisation du titre*». Cet avis constitue l'amorce d'une évolution dans l'appréhension du principe de réalisation en droit comptable belge: d'une approche fort juridique essentiellement axée sur le transfert de propriété, on semble se diriger vers une conception plus économique de la notion fondée principalement sur le transfert de l'essentiel des risques et avantages liés à un bien. On peut voir dans cette évolution l'influence de la conception anglo-saxonne du principe de réalisation ainsi que l'importance de plus en plus grande donnée à une analyse économique des opérations (sur le principe de «substance over form», voir supra).

(33) Avis relatif aux résultats afférents à des opérations effectuées avec des filiales, publié dans le *Bulletin* n° 8 de la Commission.
(34) Avis relatif au principe de réalisation (hors le cas de fusion), publié dans le Bulletin n° 26 de la Commission.
(35) Avis 114/3 de la Commission.
(36) Avis 157/2 de la Commission.
(37) Publié dans le *Bulletin* n° 33 de la Commission.

Enfin, dans son avis 173/1 portant sur les aspects de droit comptable relatif au passage à l'euro (38), la Commission a estimé que les différences de change positives résultant de la différence entre les cours de change appliqués lors de la conclusion d'une opération dans la monnaie d'un pays «in» et le cours de conversion en euro de cette monnaie devaient être actées lorsqu'elles étaient réalisées, c'est-à-dire dès que le rapport d'échange entre les monnaies nationales des pays «in» et l'euro a acquis un caractère définitif et irréversible, soit à la date du 31 décembre 1998 et ceci même si les dettes et créances en question ne sont liquidées qu'ultérieurement.

c) Conclusion

Ces quelques exemples témoignent de l'incertitude et l'imprécision qui entourent le concept de réalisation. Les mêmes questions se posent par ailleurs en ce qui concerne la prise en résultat des bénéfices afférents aux contrats et prestations de service à long terme; elles sont également sans réponse précise.

4) Les notions d'«actif», de «passif», de «produit» et de «charge»

a) *La lettre de la loi*

Les droits comptables belge et européen sont très détaillés sur le contenu des différentes rubriques du bilan et du compte de résultats; ils ne contiennent toutefois aucune définition des notions d'«actif», de «passif», de «produit» ou de «charge». Dans la présente contribution, nous limiterons notre examen à la notion d'«actif»; une analyse similaire peut toutefois être faite pour les autres concepts.
Même si l'arrêté ne définit pas en tant que tel la notion d'actif, certaines dispositions de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 donnent des indications sur ce qui constitue un actif. Ainsi «*Les charges engagées dans le cadre d'une restructuration ne peuvent être portées à l'actif que pour autant qu'il s'agisse de dépenses nettement circonscrites, relatives à une modification substantielle de la structure ou de l'organisation de l'entreprise et que ces dépenses soient destinées à avoir un impact favorable et durable sur la rentabilité de l'entreprise*» (39). De même, «*Les immobilisations incorporelles autres que celles acquises de tiers ne sont portées à l'actif pour leur coût de revient que dans la mesure où celui-ci ne dépasse pas une estimation prudemment établie de la valeur d'utilisation de ces immobilisations ou de leur rendement futur pour l'entreprise*» (40).

(38) Publié dans le *Bulletin* n° 37 de la Commission.
(39) Article 24 alinéa 2 de l'arrêté du 8 octobre 1976 ajouté par l'article 3 de l'arrêté royal du 6 novembre 1987 qui reprend l'avis 123/1(janvier 1980) de la Commission.
(40) Article 25 de l'arrêté du 8 octobre 1976.

b) *L'interprétation de la loi*

De nombreux avis de la Commission des Normes comptables portent sur la comptabilisation d'une part, d'un élément soit dans le corps du bilan (41) (notion d'actif ou de passif), soit hors bilan, d'autre part, d'une dépense, soit comme charge, soit comme actif (le cas échéant par activation d'une charge) (42). La Commission a également été appelée à se pencher sur la notion de revenu (43).

En ce qui concerne plus précisément la notion d'actif, la Commission s'est clairement référée au cadre conceptuel de l'IASC (44): «*an asset is recognised in the balance sheet when it is probable that the future economic benefits will flow to the enterprise and the asset has a cost or value that can be measured reliably*».

Ainsi, dans son avis relatif au traitement comptable des logiciels, la Commission a estimé que «*Pour que les frais de logiciel soient reconnus comme éléments de l'actif, il est nécessaire qu'ils contribuent au fonctionnement de l'entreprise et qu'ils soient susceptibles d'avoir une utilité économique future. Le prix doit, en outre, pouvoir être déterminé séparément*». De même, dans son avis relatif au traitement comptable des «strips VVPR», la Commission a affirmé que «*Si on se réfère au référentiel de l'IASC et plus particulièrement à son «cadre conceptuel», il est indéniable qu'un tel «strip VVPR» réunit les conditions pour pouvoir être qualifié au titre d'actif. Il s'agit en effet d'une ressource au bénéfice de l'entreprise, provenant d'évènements passés (...) et porteuse d'avantages économiques futurs*».

c) Conclusion

Les avis de la Commission des Normes comptables qui portent sur la notion d'actif illustrent particulièrement la nécessité de développer un cadre conceptuel (le cas échéant simplifié et s'inspirant des cadres conceptuels existants) dans notre pays. En effet, si les normes de l'IASC et, le cas échéant les autres normes étrangères peuvent (voir doivent) être une source d'inspiration dans l'élaboration de nouvelles normes et l'interprétation de normes existantes, elles n'ont, jusqu'à nouvel ordre, aucune force obligatoire en droit belge.

(41) Avis 167/1 relatif au traitement comptable des options sur actions, *Bulletin n° 28* de novembre 1992.

(42) Avis 132/5 relatif aux droits de projection de films, *Bulletin n° 26*, mars 1991; avis 126/12 relatif à la comptabilisation des indemnités d'éviction versées par le propriétaire et du coût des travaux à charge du vendeur, *Bulletin n° 30*, février 1993; avis 126/13 relatif au traitement des «strips VVPR», *Bulletin n° 37*, janvier 1997; avis 138/5 relatif au traitement comptable des logiciels, *Bulletin* n° 35, octobre 1995.

(43) Avis 151/2 relatif à l'imputation dans le chef de l'actionnaire d'une remboursement de capital ou de prime d'émission ou d'une répartition de réserves, *Bulletin n° 34*, mars 1995.

(44) Framework for de preparation and presentation of financial statements.

5. Conclusions

La situation est, c'est le moins qu'on puisse dire, peu claire; si les principes de «substance over form», «matching» et réalisation sont indiscutablement présents dans la philosophie générale qui sous-tend l'élaboration des états financiers, leur contenu et leur portée en droit comptable restent incertains faute de textes réglementaires à leur sujet. De même, l'absence de définition de concepts aussi fondamentaux que ceux d'«actif», de «passif», de «produit» et de «charge» place notre droit comptable devant de nombreuses difficultés pour appréhender avec certitude les nouvelles réalités économiques. Cette situation crée une certaine insécurité juridique difficilement tolérable dans un système où le droit comptable sert de point de départ dans la détermination de la base taxable et du bénéfice distribuable.

Dans un tel contexte, une étude sur les concepts et principes qui sous-tendent notre droit comptable nous semble hautement souhaitable. Sa nécessité ressort clairement de l'examen des avis de la Commission des Normes comptables qui reflètent eux-mêmes les besoins et les difficultés de ceux qui établissent et utilisent les comptes.

Le travail à effectuer est double: il consiste d'une part, à extraire des textes réglementaires existants tels qu'interprétés par la Commission des Normes comptables, le cadre conceptuel implicite incontestablement présent et, d'autre part, à préciser et développer les principes fondamentaux. Les développements prévisibles en matière d'harmonisation comptable internationale (45) nous conduisent à penser que la recherche devrait aussi tenir compte des cadres conceptuels explicites existants, en particulier celui de l'IASC.

Une telle réflexion ne consiste pas selon nous à reconnaître le droit comptable en tant que branche juridique fonctionnellement autonome mais à mettre en lumière et à préciser les concepts qui, indiscutablement, lui sont propres de façon à renforcer la sécurité juridique, à appréhender des situations nouvelles et à assurer la cohérence du droit comptable belge.

(45) Voy. à ce sujet les développements décrits dans les *Bulletins* n° 44 et 46 de la CNC.

Het getrouw beeld

Roger Tiest,
Bedrijfsrevisor, vennoot Tiest, Van Impe en C° bvba,
Erkend commissaris van verzekeringsondernemingen - CDV,
Docent aan de Lessius Hogeschool te Antwerpen

Inleiding

De jaarrekening is één van de belangrijkste middelen tot financiële communicatie van de ondernemingen met hun sociale, economische en financiële omgeving. De commissaris-revisor is door de wet aangesteld als noodzakelijke schakel voor de uitoefening van een onafhankelijk toezicht op de samenstelling van deze jaarrekening, die een getrouw beeld moet verstrekken aangaande de financiële positie en de resultaten van de betrokken vennootschap.

In de algemene controlenormen van het IBR wordt een belangrijke omschrijving gegeven van een beoordelingsnorm in het kader van "het getrouw beeld", waarvan sprake:

> *"Het relatief belang vloeit voort uit de aard en de omvang van de onjuistheid (als gevolg van een fout, een weglating of een fraude), voorzover, afhankelijk van de omstandigheden, de beoordeling van een redelijk persoon, die voortgaat op de financiële informatie, door die onjuistheid kan worden beïnvloed."* (Bron 1, pag. 402)

Een aanverwante bepaling vinden wij met betrekking tot het materiële belang van inlichtingen in de jaarrekening:

> *"Informatie is van materieel belang voor het getrouw beeld indien het weglaten of het onjuist weergeven daarvan de economische beslissingen die gebruikers op basis van de jaarrekening nemen, kan beïnvloeden."* (Bron 2, pag. 331)

In deze tekst vinden wij niet zozeer een concrete bepaling van wat het getrouw beeld dan wel is, noch overigens van wat moet verstaan worden onder "relatief belang", maar de omschrijving geeft wel een duidelijke voorstelling van welke gevolgen er kunnen ontstaan uit een inbreuk op het weergeven (en uiteraard van een certificatie) van het bewuste getrouw beeld.
Voor de goede orde wordt aan de geciteerde tekst nog toegevoegd dat een inbreuk op het boekhoudrecht niet noodzakelijkerwijze het getrouw beeld in het gedrang brengt (Bron 1, pag. 311 en 636) (Bron 2, pag. 331)

Men dient zich de vraag te stellen, en zulks mijns inziens dringend en niet vrijblijvend, naar de verhoudingen tussen allerlei wettelijke en normgevende bepalingen, de diversiteit aan verwachtingen vanuit verscheidene kringen, en de prak-

tische omgeving en de gevolgen daarvan met betrekking tot de jaarrekening en het bewuste "getrouw beeld".

In de volgende bijdrage zullen wij nochtans vaststellen dat het boekhoudrecht zelf, expliciet in functie van het getrouw beeld, afwijkingen van haar eigen bepalingen toestaat en oplegt. Wij zullen opmerken dat de wetgevende overheid zeker geen consistente partner is terzake, en dat de doelgroepen van de financiële informatie uiterst verschillende verwachtingen koesteren betreffende dezelfde (in omvang zeer beperkte) bundel van de jaarrekening. Ten slotte confronteren wij de positie van de commissaris-revisor met dit conglomeraat van grijze zones.

Wij kunnen onze bijdrage niet betekenisvol aanvatten zonder te wijzen op de volgende merkwaardige gerechtelijke uitspraak: "Eén frank verschil betekent dat de jaarrekening niet juist is. Haar certificeren is dus een tekortkoming van de revisor in de uitoefening van zijn opdracht."
Het is nuttig dergelijke gedachtegang te overwegen bij de lezing van de hierna opgenomen citaten en bij het beoordelen van de ingenomen standpunten.

Ten slotte wensen wij te beklemtonen dat de problematiek zich niet exhaustief, of in meer of mindere mate, stelt voor grote of kleine bedrijven. In beide groepen treft men overigens zeer professionele en minder professionele administraties of administrators aan.

1. Wettelijke context

In de loop der tijden heeft de wetgeving een behoorlijke evolutie doorgemaakt. De bekende monnik L. Pacioli ontdekte in 1494 inderdaad de principes van het dubbel boekhouden, waarna in 1975 de eerste Belgische boekhoudwet werd vastgelegd.
De financiële informatie betreffende de ondernemingen werd op nationaal en internationaal niveau samengebracht in een geheel van staten en toelichtingen die men omschrijft als de jaarrekening, en die vennootschapswettelijk wordt aangevuld met het jaarverslag. De commissaris-revisor heeft daarbij een onafhankelijke controlerende functie betreffende de degelijkheid en betrouwbaarheid van deze informatie, waarvoor de kwalificatie van "het getrouw beeld" zich heeft ontwikkeld.
In het kader van het onderwerp van deze bijdrage nemen wij de vrijheid een verscheidenheid van wetgevingen, die het kader vormen voor de hier behandelde problematiek, samen te brengen. Voor de goede orde beklemtonen wij dat de behandelde wetteksten zowel van nationale als van internationale (EG) aard zijn. Uit deze selectie van wetteksten zal blijken dat de wettelijke bepalingen een kader van richtlijnen weergeven. Afwijkingen worden voorzien, toegelaten en zelfs verplicht.

1.1. Inhoud van de jaarrekening

Over de inhoud van de jaarrekening en de basisregels, volgens dewelke deze moet worden opgesteld, gelden vrij essentiële, eenvoudige en algemene bepalingen.

"De jaarrekening vormt de basis van de financiële informatie. De (geconsolideerde) jaarrekening bestaat uit de (geconsolideerde) balans, de (geconsolideerde) winst- en verliesrekening en de toelichting. Deze stukken vormen een geheel" (Bron 3, art. 16) (Bron 4, art. 2).
"Zij moet duidelijk worden opgesteld en stelselmatig weergeven, enerzijds, op de dag waarop het boekjaar wordt afgesloten, de aard en het bedrag van de bezittingen en rechten (van het geconsolideerde geheel), van zijn schulden en verplichtingen evenals van zijn eigen middelen, en anderzijds, voor het op die dag afgesloten boekjaar, de aard en het bedrag van zijn opbrengsten en zijn kosten" (Bron 3, art. 20) (Bron 4, art.3).

Deze basisregels worden minder expliciet wanneer de wetgever omschrijft op welke wijze alle voorgenoemde elementen moeten worden gewaardeerd, en dus geïnterpreteerd.

"De waardering van de posten in de jaarrekening geschiedt volgens de onderstaande algemene beginselen:
a. de vennootschap wordt vermoed haar werkzaamheden voort te zetten;
b. de waarderingsmethoden mogen niet van het ene boekjaar op het andere worden gewijzigd;
c. het voorzichtigheidsbeginsel moet steeds in acht worden genomen en in het bijzonder geldt het volgende:
   ca. winsten mogen slechts worden opgenomen voorzover zij op de balansdatum gerealiseerd zijn;
   cb. alle voorzienbare risico's en mogelijke verliezen die hun oorsprong hebben in het boekjaar of in een vorig boekjaar, moeten in aanmerking worden genomen, ook als deze risico's en verliezen pas bekend worden tussen de balansdatum en de datum waarop de balans wordt opgesteld;
   cc. Waardeverminderingen moeten in aanmerking worden genomen, ongeacht het resultaat van het boekjaar;
d. lasten en baten betreffende het boekjaar waarop de jaarrekening betrekking heeft, moeten in aanmerking worden genomen, ongeacht het tijdstip van betaling van deze lasten of ontvangst van deze baten;
e. de activa en passiva worden elk afzonderlijk gewaardeerd;
f. de beginbalans van een boekjaar moet overeenstemmen met de eindbalans van het voorafgaande boekjaar" (Bron 4, art. 31).

Begrippen als "winsten gerealiseerd", "mogelijke verliezen" en "bekend worden" kunnen op het eerste zicht duidelijk zijn. In werkelijkheid moeten deze begrippen toegepast worden in een kader van absolute casuïstiek, waarbij elke

situatie verschilt van de voorgaande, en waarin men voortdurend verplicht wordt tot beoordelingen zonder kennis te hebben van de werkelijke en toekomstige afloop (ex ante).

1.2. Het opstellen van de financiële verslaggeving

Het doel van de opstelling van de jaarrekening is duidelijk.
"De geconsolideerde jaarrekening moet een getrouw beeld geven van het vermogen, de financiële positie en het resultaat van het geconsolideerde geheel" (Bron 3, art. 16) (Bron 5, art. 20).
"De jaarrekening moet een getrouw beeld geven van het vermogen, de financiële positie en het resultaat van de vennootschap" (Bron 4, art. 2) (Bron 6, art. 3).

Wij wensen er hier een eerste maal op te wijzen dat de wetteksten niet de (oude) omschrijving inzake "juist" en "volledig" weerhouden, maar dat zij uitsluitend de eis stellen tot getrouwheid.

Ook de meer vormelijke bepalingen inzake indeling en samenstelling van de jaarrekening worden in wetteksten afhankelijk gesteld van de weergave van een getrouw beeld, waarbij derhalve de "geest" van de informatie primeert op de "letter" of de vorm.
"Kunnen actief- of passiefbestanddelen tot meer dan één post of subpost van de balans behoren, of opbrengsten dan wel kosten tot meer dan één post of subpost van de resultatenrekening, dan worden ze ingeschreven onder die post die ten opzichte van het getrouw beeld het meest is aangewezen" (Bron 5, art. 31) (Bron 6, art. 8).
"De omschrijving van de in de schema's door een hoofdletter aangegeven rubrieken en van de onderrubrieken moet, wanneer de naleving van het getrouw beeld dit vereist, aangepast worden aan de bijzondere aard van de werkzaamheden, van het vermogen en van de opbrengsten en kosten van de onderneming" (Bron 6, art. 9).
"De ondernemingen kunnen de posten en subposten, die verplicht worden vermeld, verder indelen" (Bron 5, art. 31).
"De ondernemingen mogen in de toelichting de rubrieken en onderrubrieken, die verplicht moeten worden vermeld, verder indelen" (Bron 6, art. 9).

Aan de onderneming wordt de verplichting opgelegd om zowel vormelijk als op het vlak van waarderingsregels een aantal keuzes te maken teneinde, in functie van de aard van bedrijvigheid en structuur, een getrouwe financiële informatie te bereiken. Zij wordt geacht deze keuze zodanig te maken dat deze met bestendigheid kunnen worden toegepast op de jaarlijkse informatie, die daardoor vergelijkbaar wordt.
"De waarderingsregels moeten van het ene boekjaar op het andere identiek blijven en stelselmatig worden toegepast" (Bron 6, art. 17).
"De indeling van de balans en de winst- en verliesrekening en in het bijzonder de

wijze van opstelling mogen niet van het ene boekjaar op het andere worden gewijzigd. Afwijkingen van dit beginsel zijn in uitzonderingsgevallen toegestaan. Deze afwijkingen moeten in de toelichting worden vermeld en naar behoren gemotiveerd" (Bron 4, art. 3).

1.3. Toegestane afwijkingen van de wetsbepalingen

De wetgever heeft goed begrepen dat de boekhoudwetgeving(en) geen doel op zich was (waren), maar dat zij een relatief beperkte en zeker vrij algemene richtlijn beoogde(n). Deze wetgeving is immers van toepassing op vrijwel alle ondernemingen, die een immense diversiteit bieden aan omvang en aard van activiteiten. Het is dan ook logisch dat zij, weer in functie van haar doelstelling tot getrouwe informatie, in bepaalde mate afwijkingen zou toestaan op haar zeer algemene bepalingen.

"De met Arabische cijfers aangeduide posten van de balans en de winst- en verliesrekening mogen worden samengevoegd:
a. wanneer zij, gelet op het getrouw beeld, slechts een te verwaarlozen bedrag vertegenwoordigen;
b. wanneer de samenvoeging de duidelijkheid ten goede komt en mits de samengevoegde posten in de toelichting afzonderlijk worden vermeld" (Bron 4, art. 4).

"De gegevens die krachtens dit besluit in de toelichting moeten worden vermeld, mogen achterwege blijven wanneer hun belang verwaarloosbaar is, gelet op de bepalingen inzake het getrouw beeld van de (geconsolideerde) jaarrekening van de ondernemingen" (Bron 5, art. 70) (Bron 7, art. 13).

"De vermogensmutatiemethode hoeft niet te worden toegepast wanneer de toepassing ervan slechts van te verwaarlozen betekenis zou zijn, gelet op het getrouw beeld" (Bron 5, art. 68).

"Afwijking van deze algemene beginselen is in uitzonderingsgevallen toegestaan. Zodanige afwijking moet in de toelichting worden vermeld en naar behoren gemotiveerd; de invloed daarvan op het vermogen, de financiële positie en het resultaat moet worden aangegeven" (Bron 4, art. 31).

De wetgever heeft uiteraard de verantwoordelijkheid van de keuzes, en eventueel de keuze tot afwijking van de algemene regel, toegewezen aan diegene die de keuzes mag en moet maken: de bestuursorganen van de onderneming.

1.4. Verplichte afwijkingen van de wetsbepalingen

De zelfkennis van de wetgever gaat in feite nog verder. Hij erkent zelfs dat de wettelijke richtlijnen in bepaalde gevallen ongepast zullen zijn en niet zullen leiden tot de beoogde getrouwe informatie. In die situaties wordt de ondernemer ertoe verplicht om af te wijken van de wettelijke voorschriften.

Deze verplichting wordt, om eventuele leemtes veiligheidshalve op te vangen, eerst in het algemeen gesteld voor alle gevallen en voor alle wetsartikelen.
"Indien in uitzonderingsgevallen blijkt dat toepassing van een bepaling van sommige artikelen in strijd zou zijn met het getrouw beeld, dient van deze bepaling te worden afgeweken. Zulk een afwijking moet in de toelichting worden medegedeeld en naar behoren worden gemotiveerd onder vermelding van de invloed ervan op het vermogen, de financiële positie en het resultaat" (Bron 3, art. 16) (Bron 4, art. 2) (Bron 6, art. 16).
"Wanneer de toepassing van de bepalingen van deze richtlijn/dit besluit niet volstaat om te voldoen aan het getrouw beeld moeten aanvullende inlichtingen worden verstrekt in de toelichting" (Bron 3, art. 16) (Bron 4, art. 2) (Bron 6, art. 4).

In een tweede fase wordt de verplichting tot afwijking van de wetgeving opgelegd met betrekking tot het schema, dat voor de jaarrekening moet worden gevolgd.
"De geconsolideerde balans en resultatenrekening worden opgesteld overeenkomstig de schema's opgenomen in het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen.
De omschrijving van de in de schema's door een hoofdletter aangegeven posten en van de subposten moet, wanneer de naleving van het getrouw beeld dit vereist, worden aangepast aan de bijzondere aard van het bedrijf, het vermogen en de opbrengsten en kosten van het geconsolideerd geheel" (Bron 5, art. 29).
"De indeling, omschrijving en terminologie van de met Arabische cijfers aangeduide posten van de balans en de winst- en verliesrekening moeten worden aangepast wanneer zulks vereist is wegens de bijzondere aard van de onderneming" (Bron 4, art. 4).

Ook de belangrijke eis tot consistentie inzake de vormgeving van de jaarrekening wordt achtergesteld ten opzichte van de vereiste om te voldoen aan het getrouw beeld.
"De voorstelling van de jaarrekening moet identiek zijn van het ene jaar tot het andere.
Ze wordt echter gewijzigd wanneer, onder meer ingevolge een belangrijke wijziging in de structuur van het vermogen, van de opbrengsten en van de kosten van de onderneming, ze niet meer beantwoordt aan het voorschrift van artikel 3. Deze wijzigingen worden vermeld en verantwoord in de toelichting die behoort tot het boekjaar waarin ze werden ingevoerd" (Bron 6, art. 10).
"De indeling van de geconsolideerde jaarrekening moet identiek zijn van het ene jaar tot het andere; ze wordt echter gewijzigd wanneer zij, onder meer ingevolge een belangrijke wijziging in de structuur van het vermogen, van de opbrengsten en van de kosten van het geconsolideerde geheel, niet meer beantwoordt aan het getrouw beeld. Deze wijzigingen worden gemotiveerd in de toelichting over het boekjaar waarin zij werden ingevoerd" (Bron 5, art. 35).

De plicht tot consistentie inzake de waarderingsregels van de jaarrekening wordt evenzeer achtergesteld ten opzichte van de noodzaak om te voldoen aan het getrouw beeld.
"De waarderingsregels moeten van het ene boekjaar op het andere identiek blijven en stelselmatig worden toegepast.
Zij worden evenwel aangepast wanneer, onder meer als gevolg van een belangrijke wijziging in het bedrijf van de onderneming, haar vermogensstructuur of in de economische dan wel technologische omstandigheden de voorheen gehanteerde waarderingsregels niet langer voldoen aan het getrouw beeld.
De geraamde invloed ervan op het vermogen, de financiële positie en het resultaat van de onderneming wordt vermeld in de toelichting bij de jaarrekening over het boekjaar waarin de afwijkende waarderingsregel voor het eerst wordt toegepast" (Bron 5, art. 38) (Bron 6, art. 17).

Ten slotte verwijzen wij naar de wetgeving betreffende de consolidatie, waar eveneens afgeweken wordt van dwingende bepalingen inzake de consolidatiekring ten gunste van het bereiken van een getrouw beeld.
"Wanneer een of meer in de consolidatie op te nemen ondernemingen zodanig uiteenlopende werkzaamheden uitoefenen dat hun opneming in de consolidatie strijdig zou zijn met het getrouw beeld, moeten deze ondernemingen buiten de consolidatie worden gelaten" (Bron 3, art. 14).

2. Normatieve context

Wij mogen stellen dat de Belgische normgeving, met betrekking tot dit onderwerp, in essentie terug te vinden is in de Adviezen van de Commissie voor Boekhoudkundige Normen en in de Controlenormen van het Instituut der Bedrijfsrevisoren. Wij onderzoeken de verwijzingen naar het getrouw beeld in beide bronnen.
Uit de bijgaande (uittreksels van) adviezen zal blijken dat zelfs de Commissie er niet in geslaagd is de vage raaklijnen, en voornamelijk de afstanden, tussen de boekhoudregels en het getrouw beeld van de jaarrekening, scherp te definiëren. Belangrijk is evenwel dat de Commissie onderscheiden vereisten vaststelt voor beiden en dat zij, aansluitend op de internationale professionele wereld, het getrouw beeld als streefdoel bevestigt.

2.1. Adviezen CBN

In verscheidene adviezen verwijst de Commissie naar verplichtingen in het kader van het getrouw beeld.

— Advies 3/2 (CBR-bulletin 21) Niet in de balans opgenomen rechten en verplichtingen

De boekhoudwet van 17 juli 1975 vermeldt impliciet de verplichting om niet in de balans opgenomen rechten en verplichtingen te boeken, te inventariseren aan het einde van het boekjaar en op passende wijze in de jaarrekening te vermelden. De wet bevat immers geen beperking van de boekhouding tot datgene wat opgenomen is in de balans.
Wat de boekhoudkundige verwerking betreft worden verrichtingen, waaruit rechten en verplichtingen ontstaan die niet in de balans zijn opgenomen, op dezelfde wijze behandeld als verrichtingen waaruit activa, passiva, opbrengsten of kosten ontstaan. Zij worden «zonder uitstel, getrouw en volledig» ingeschreven in de dagboeken en overgebracht naar de rekeningen, met inachtneming van de gebruikelijke regels van het dubbel boekhouden.
Het belang dat de wetgever hecht aan de boekhoudkundige registratie van rechten en verplichtingen «buiten balans» heeft te maken met het feit dat zij voor de onderneming zeer vaak betekenisvol zijn en het vermogen en de resultaten kunnen beïnvloeden. Bovendien liet hun boekhoudkundige registratie voorheen vaak te wensen over, met als gevolg dat vele potentiële risico's en rechten boekhoudkundig niet werden verwerkt noch gevolgd en dat moeilijk kon worden nagegaan of de boekhouding volledig en de jaarrekening getrouw was.

Het jaarrekeningbesluit van 8 oktober 1976 (Bron 6, art. 14) bevat, voor niet in de balans opgenomen rechten en verplichtingen, als algemeen voorschrift dat in de toelichting per soort de rechten en verplichtingen moeten worden vermeld die het vermogen, de financiële positie of het resultaat van de onderneming aanmerkelijk kunnen beïnvloeden. Belangrijke rechten en verplichtingen, die niet kunnen worden becijferd, worden op een passende wijze vermeld in de toelichting.

Wij wensen hier te wijzen op enkele nuances, die blijkbaar door de wetgever zelf werden aangevoeld en in de teksten opgenomen.
In het kader van de boekhoudwet geldt duidelijk een verplichting tot het "volledig" opnemen van de hiervoor bedoelde rechten en verplichtingen. In het jaarrekeningbesluit wordt een intrinsieke tolerantie verwerkt door de verplichte vermeldingen potentieel te beperken tot de rechten en verplichtingen "die het vermogen ... aanmerkelijk kunnen beïnvloeden". Deze tolerantie heeft uiteraard geen vrijstelling tot doel; zij geeft echter wel een marge aan voor de beoordeling van de getrouwheid van de jaarrekening.
Ten tweede maakt de Commissie zeer duidelijk een onderscheid tussen een verwachtingspatroon of beoordelingsnorm van de boekhouding enerzijds, waar de term "volledig" wordt vooropgesteld, en van de jaarrekening anderzijds, waar de norm van de "getrouwheid" wordt opgelegd.
Deze stelling bevestigt het onderscheid tussen volledigheid en getrouwheid; men kan derhalve een getrouw beeld bereiken zonder absoluut aan de volledigheid te voldoen. En ten slotte is het, voorzover nodig, erg duidelijk dat de Commissie, als professionele instelling, een woordgebruik als "juist" in geen van de gevallen nog aanwendt.

— Advies 154/1 (CBR-Bulletin 23) Wijziging van de waarderingsregels

Het jaarrekeningbesluit van 8 oktober 1976 (Bron 6, art. 17) legt de verplichting op van de bestendigheid (consistentie), waardoor de waarderingsregels van het ene boekjaar op het andere identiek blijven en stelselmatig worden toegepast. Deze praktijk moet leiden tot de vergelijkbaarheid van de jaarlijkse informatie. Zoals in deel 1.4 aangegeven is deze bestendigheid ondergeschikt aan de doelstelling van het getrouw beeld van de financiële informatie.
"Bestendigheid betekent evenwel niet onveranderlijkheid. Hetzelfde artikel 17 bepaalt integendeel dat de waarderingsregels moeten worden gewijzigd wanneer de vroeger gevolgde waarderingsregels niet langer aan het voorschrift beantwoorden van het getrouw beeld."
Een dergelijke wijziging van waarderingsregel(s) wordt in de toelichting over het boekjaar, waarin de gewijzigde regel voor het eerst wordt toegepast, vermeld én verantwoord. De geraamde invloed van de wijziging op vermogen, financiële positie en resultaat van de onderneming worden vermeld.

— Advies 174/1 (CBR-Bulletin 38) Beginselen van een regelmatige boekhouding: Volledigheid van de boekhouding en van de inventaris

Tegen de achtergrond van het volledigheidsbeginsel inzake boekhouding rijst de vraag welke verrichtingen en welke feiten in de boekhouding moeten worden opgenomen en welke gegevens in de inventaris.
"Het vermogen en de verrichtingen die in de boekhouding moeten worden vermeld, zijn niet te herleiden tot de bestanddelen van het juridische vermogen. Zo wordt van bepaalde contractuele relaties die onbetwistbaar deel uitmaken van het juridische vermogen (toegezegde kredietlijnen, lopende bestellingen, bevoorradingscontracten, enz.), meestal aangenomen dat zij geen boekhoudkundige follow-up noch registratie behoeven. Andere bestanddelen moeten dan weer wel in de boekhouding worden opgenomen, alhoewel zij niet worden beschouwd als bestanddelen van het juridische vermogen, zoals gemaakte uitgaven, die worden geactiveerd omdat zij betrekking hebben op een later boekjaar.
In de boekhouding wordt in ieder geval elke verrichting opgenomen die een weerslag heeft op het bedrag van een jaarrekeningpost. Dergelijke verrichtingen moeten worden geregistreerd, zelfs al hebben zij individueel geen betekenisvolle weerslag op het vermogen, ook al gaat het om een klein bedrag.
Voor verrichtingen en bestanddelen die niet uitdrukkelijk en specifiek zijn vermeld in de boekhoudreglementering, dient men, met toepassing van het beginsel van het getrouw beeld, terug te grijpen naar hun betekenis en hun concreet belang voor de betrokken onderneming."

Deze uitspraak betreft uiteraard enkel de boekhouding; voorgaande citaten bewijzen dit. Deze tekst, en voornamelijk de laatste paragraaf, geeft echter geen duidelijk antwoord. Integendeel, uit de laatste paragraaf zou blijken dat sommige rechten en verplichtingen volgens "hun betekenis en hun concreet belang" toch niet in de boekhouding zouden moeten worden opgenomen (wat van belang kan

zijn in het kader van een strafrechtelijke beoordeling), hetgeen in tegenspraak is tot de eerder gestelde eis van volledigheid.
De hoop bestaat nochtans dat de wetgever niet noodzakelijk het absurde beoogt. Het niet in de boekhouding verwerken van een mondelinge bestelling van een aktetas is niet te vergelijken met het niet opnemen van de mondelinge bestelling van een partij diamant. Elk redelijk mens zal dit onderscheid maken.
Toch leidt voorgaande tekst, en de vraagstelling daarna, tot een fundamenteel probleem in de beschouwingen op boekhoudkundig vlak. Waar begint de "onvolledigheid" inzake elementen van te verwaarlozen belang, en waar begint de "betekenisvolle" tekortkoming?

En ten slotte verwijzen wij naar het jaarrekeningbesluit: "... dat de balans en de resultatenrekening zonder toevoeging of weglating voortvloeien uit de balans van de (het) betreffende rekeningen(stelsel) ..." (Bron 6, art. 5).
De wet vermeldt niet expliciet de toelichting. Dit is sedert de opname van de sociale balans overigens ook niet mogelijk.
Waarom zouden er toevoegingen of weglatingen mogelijk zijn aangaande rechten en verplichtingen buiten balans, als zij toch "volledig" in de boekhouding moeten zijn opgenomen? Heeft de wetgever in het jaarrekeningbesluit een tolerantie willen opnemen, die hij niet in de boekhoudwet wou toestaan? Heeft men in de boekhoudwet een (fiscaalrechtelijke?) sanctiemogelijkheid willen behouden die, op basis van de dagelijkse werkelijkheid, onhoudbaar bleek met betrekking tot de jaarrekening? Of is gewoon de coherentie zoek?
Eventuele motivatie in de aard van normstelling (met enige vooronderstelde tolerantie) is lovenswaardig, indien de beoordeling post factum gekoppeld wordt aan inzicht en kennis. Wij zullen de problematiek, die hieruit ontstaat, in een later deel bespreken in het kader van het verwachtingspatroon van derden.

— Advies 174/1 (CBR-Bulletin 38) Beginselen van een regelmatige boekhouding: Boeking van verrichtingen

De boekhoudwet vereist dat de verrichtingen zonder uitstel worden ingeschreven: getrouw, naar tijdsorde, in een dagboek en op volledige wijze.
De toepassing van het voorgenoemde "getrouwheidsbeginsel" impliceert vervolgens dat de inschrijving in de boekhouding op getrouwe wijze de substantie van de verrichting weergeeft. Dit veronderstelt:

- dat elke verrichting individueel wordt opgenomen;
- dat de boeking overeenstemt met het verantwoordingsstuk;
- dat de boekhoudkundige kwalificatie van de verrichting, die onder meer blijkt uit de vermelding van de rekeningen waaraan die moet worden toegerekend, correct is en met de realiteit overeenstemt.

Deze omschrijvingen betreffen een technische en boekhoudkundige kwalificatie. Zij beogen niet expliciet het weergeven, in het kader van het geheel van een jaarrekening, van een financieel getrouw beeld op zich. Deze volgt immers uit het toevoegen van een aantal beoordelingselementen, die uiteraard boekhoud-

kundig zullen verwerkt worden, en die wij traditioneel als afsluitingposten omschrijven. Deze laatste leiden er immers toe dat de historische boekingen van verrichtingen worden aangevuld of aangepast teneinde te voldoen aan de basisprincipes van de jaarrekening als financiële informatie, zoals toewijzing van kosten en baten aan de periode en het aanleggen van voorzieningen en waardecorrecties.
De historische boekhouding zonder afsluitingposten leidt inderdaad niet tot een getrouw beeld, en overigens evenmin tot volledigheid.
En anderzijds moet men met de grootste nadruk vooropstellen dat, door de opname van de kwalitatieve (en dus subjectieve) ramingen en beoordelingen vanwege de bestuurlijke organen van de onderneming, men per definitie geen begrippen meer kan weerhouden zoals "juistheid" en de aanverwante "volledigheid" in hun strikte kwantitatieve betekenis.
Men dient dus de "regelmatigheid" van een boekhouding volkomen los te beschouwen van de getrouwheid van de jaarrekening, die (post factum) juist of fout zal blijken te zijn.

2.2. Normen van het IBR

2.2.1. Doelstellingen van externe audit

In de algemene omschrijving van het kader, waarin het beroep van bedrijfsrevisor wordt uitgeoefend, wordt de volgende definitie vermeld:
"De controle van een jaarrekening heeft tot doel vast te stellen dat:
a. de boekhouding en de jaarrekening opgemaakt en voorgesteld worden overeenkomstig de van toepassing zijnde wettelijke en reglementaire bepalingen;
b. de jaarrekening (balans, resultatenrekening en de toelichting) een getrouw beeld geeft van het vermogen, de financiële toestand en de resultaten van de onderneming, rekening houdend met de wettelijke en reglementaire beschikkingen terzake, en dat de in de toelichting gegeven verantwoording relevant is" (Bron 2, pag. 319).

De American Accounting Association definieert auditing als volgt: «Auditing is a systematic process of objectively obtaining and evaluating evidence regarding assertions about economic actions and events to ascertain the degree of correspondence between those assertions and established criteria and communicating the results to interested users».

Mathematische" juistheid" is zeer duidelijk geen referte voor audit; men spreekt eerder over een mate van overeenstemming tussen een financiële werkelijkheid en de rapportering daarvan aan de diverse belanghebbenden.

Ook inzake boekhoudkundige "juistheid" relativeert het IBR één en ander.
"De jaarrekening zelf vloeit voort uit de toepassing van waarderingsregels die een zekere benaderingsmarge niet uitsluiten. Het boekhoudrecht werkt volgens het principe van de redelijkheid (en niet dat van de juistheid); voorbeelden hier-

van zijn: een aangepaste boekhouding en rekeningenplan, waardering die oprecht te goeder trouw en met de nodige voorzichtigheid wordt gemaakt, ...
De controlestrategie is erop gericht die onjuistheden op te sporen die de revisor voldoende belangrijk acht, afzonderlijk of globaal bekeken, om de beoordeling van de jaarrekening door de lezer te kunnen beïnvloeden" (Bron 1, pag. 401).

2.2.2. Het commissarisverslag

De commissarissen stellen met het oog op de algemene vergadering een omstandig schriftelijk verslag op, dat in het bijzonder vermeldt:

"1° hoe zij hun controletaak hebben verricht en of zij van de bestuurders en aangestelden van de vennootschap de ophelderingen en inlichtingen hebben gekregen die zij hebben gevraagd;
2° of de boekhouding is gevoerd en de jaarrekening is opgesteld in overeenstemming met de wettelijke en bestuursrechtelijke voorschriften die daarop toepasselijk zijn;
3° of naar hun oordeel de jaarrekening een getrouw beeld geeft van het vermogen, van de financiële toestand en van de resultaten van de vennootschap, rekening houdend met de wettelijke en bestuursrechtelijke voorschriften die daarop van toepassing zijn, en of een passende verantwoording is gegeven in de toelichting;
4° of het jaarverslag de door de wet vereiste inlichtingen bevat en in overeenstemming is met de jaarrekening;
5° of de winstbestemming die aan de vergadering wordt voorgelegd, in overeenstemming is met de statuten en met deze titel;
6° of zij kennis hebben gekregen van verrichtingen gedaan of beslissingen genomen met overtreding van de statuten of van de bepalingen van deze titel. Deze laatste vermelding kan echter worden weggelaten wanneer de openbaarmaking van de overtreding aan de vennootschap onverantwoorde schade kan berokkenen, met name omdat de raad van bestuur gepaste maatregelen heeft genomen om de aldus ontstane onwettige toestand te herstellen.
In hun verslag vermelden en rechtvaardigen de commissarissen nauwkeurig en duidelijk het voorbehoud en de bezwaren die zij menen te moeten maken. Zo niet, dan vermelden zij uitdrukkelijk dat zij geen voorbehoud noch bezwaar te maken hebben" (Vennootschappenwet, art. 65).

Men zal vaststellen dat er een normatieve tegenspraak schuilgaat in de diverse verklaringen. Enerzijds volgt een attestatie van de naleving van de boekhoudwet (2° lid), die (weliswaar onduidelijke en tegensprekelijke) verplichtingen oplegt inzake de volledigheid, en anderzijds bevat het verslag een uitspraak betreffende de jaarrekening, waarbij de wet de getrouwheid en niet de volledigheid of juistheid vooropstelt. Het lijkt voor de hand liggend dat een attestatie van de volledigheid van de boekhouding ook veronderstelt dat deze vrij exhaustief werd gecontroleerd. Volledigheid, en desnoods de juistheid, tolereert immers geen afwijking. Deze laatste veronderstelling wordt echter genuanceerd door de beginselen van de volkomen controle.

2.2.3. Volledige versus volkomen controle

Van de auditor wordt verwacht dat hij een deskundig oordeel uitspreekt over het getrouw beeld van de financiële staten, het vermogen en de resultaten van de onderneming. Hiertoe zal hij voldoende bewijskrachtig materiaal dienen te verzamelen om zijn oordeel te staven.
De auditor dient dus geen attestatie te geven van de juistheid van de financiële staten, maar wel van de waarachtigheid ervan. Certificeren dat de jaarrekening «juist» is, zou immers onbegonnen werk zijn, daar dit impliceert dat de auditor alles wat in de administratie en de boekhouding werd verwerkt, aan een grondig onderzoek zou moeten onderwerpen.
Het gemotiveerd oordeel over de getrouwheid van de financiële staten wordt gevormd na een volkomen controle. "Deze bestaat uit een geheel van coherente opeenvolgende en op elkaar aansluitende controles. Het is alleen op basis van een dergelijke controle dat de auditor tot de overtuiging kan komen dat de verrichtingen correct en volledig werden geregistreerd. Een volkomen controle betekent derhalve niet dat alle verrichtingen moeten worden nagezien. Volkomen controle is geen synoniem van volledige controle. De kwaliteit van een controle staat immers niet noodzakelijk in verhouding tot de hoeveelheid gecontroleerde verrichtingen" (Bron 2, pag. 320).

Deze omschrijvingen verwijzen naar een "overtuiging" dat de boekhouding volledig en correct wordt gehouden, zonder de garantie te moeten bieden van een mathematische juistheid noch van een gedetailleerde volledigheid. De controle van de voorgaande elementen is geen doel op zich; zij wordt uitgevoerd in functie van de getrouwheid van de jaarrekening en van de verslaggeving terzake.

2.2.4. Getrouw beeld

In de controlenormen betreffende de economische en financiële informatie aan de ondernemingsraad wordt een verslag opgesteld betreffende het getrouw beeld, met eventuele formulering van een voorbehoud.
"De revisor moet een voorbehoud of een opmerking in zijn verslag maken wanneer hij vaststelt dat een inlichting van aard is het goed begrip van de informatie door de leden van de ondernemingsraad nadelig te beïnvloeden" (Bron 2, pag. 354).
Met deze omschrijving, die verwijst naar een degelijk inzicht, bevinden wij ons duidelijk in eenzelfde kader als internationale professionele kringen, zoals dit in deel 4 zal behandeld worden.

3. Fiscale invloeden

De Belgische boekhoudwetgeving is historisch sterk gebonden aan de fiscale rapportering.
Recent fiscaal recht leidt er, in de Belgische context, noodzakelijk toe dat fiscale beschouwingen de statutaire rekeningen meer en meer beïnvloeden. Wij citeren

voorbeelden zoals de fiscale bepalingen inzake afschrijvingen op onderzoek en ontwikkeling, minderwaarden op aandelen, minderwaarden op debiteuren, enzovoort.
Al deze maatregelen hebben indirect tot gevolg dat boekhoudprincipes worden vervormd of helemaal niet worden toegepast op de jaarrekening. Daardoor wordt ook wat sommige auteurs de «omgekeerde invloed» («Action récursoire») noemen van het fiscaal recht op het boekhoudrecht versterkt.

Financiële staten, die alleen op basis van boekhoudprincipes zijn opgesteld, zullen op een veel homogenere manier kunnen worden gedefinieerd. De inmenging van de zeer heterogene internationale fiscale wetgeving heeft geleid tot moeilijkheden om op het internationale vlak boekhoudsystemen, -normen en -wetgevingen op elkaar af te stemmen.
Zo worden bijvoorbeeld aanpassingen aan de marktwaarde of aan de inflatie mogelijk gemaakt in een boekhoudwettelijke context, mits deze geen invloed ondervindt van de fiscaliteit. Deze laatste legt immers meestal en voornamelijk het principe van de (historische) aankoopprijs op.

Sommige auteurs zijn duidelijk niet gelukkig met de keuze, die men twintig jaar geleden heeft gemaakt in verband met de band tussen boekhoudrecht en fiscaal recht. "Door de fiscale gevolgen van de jaarrekeningen in België, heeft men de pertinentie van informatie uit die jaarrekening opgeofferd aan de zogenaamde objectiviteit" (Bron 8, pag. 105).

Het voornaamste argument tegen de verankering van het fiscaal recht in het boekhoudrecht is dat de schikkingen van beide rechtstakken te verschillend zijn. "Een eerste verschil is te wijten aan het feit dat belastingwetten van openbare orde zijn, die zowel moeten borg staan voor de gelijke behandeling van alle belastingplichtigen als voor de rechtszekerheid en derhalve in enge zin moeten worden geïnterpreteerd. Zij lenen zich dan ook moeilijk tot enige flexibiliteit noch tot autonome interpretatie, wat in de ogen van sommigen wel wenselijk is voor de jaarrekening. Zij zijn ook moeilijk te rijmen met een zo weinig nauwkeurig principe als het getrouw beeld of het materialiteitsbeginsel, op grond waarvan het de onderneming is toegestaan gegevens buiten beschouwing te laten die niet betekenisvol zijn voor het vermogen of het resultaat" (Bron 8, pag. 129).

De doelstellingen van de fiscale wetgeving enerzijds en van boekhoudwetgeving anderzijds zijn overigens verschillend. De eerste is het gevolg van de politieke vertaling van spreiding van kosten van en over de gemeenschap, en zij kan een instrument zijn om investeringen te stimuleren. Boekhoudwetgeving daarentegen heeft tot doel ertoe bij te dragen dat de directie, de aandeelhouders, de werknemers en derden een getrouw beeld krijgen van de bezittingen en de financiële situatie van de vennootschap.

"In de Angelsaksische landen maar ook in Nederland, waar de aandelenmarkt traditiegetrouw een grote rol speelt, heeft de boekhoudpraktijk zich veel vroeger

ontwikkeld. Die ontplooiing, die vooral door de behoefte aan externe communicatie is ingegeven, heeft zich dan ook los van de fiscaliteit voorgedaan. Wrijvingen tussen fiscaliteit en boekhouding zijn in die landen onbestaande. In Nederland en in het Verenigd Koninkrijk mag een onderneming bijvoorbeeld winst verschillend omschrijven, naargelang dit vanuit fiscaal respectievelijk vanuit boekhoudkundig oogpunt gebeurt. Met de eisen inzake objectiviteit en werkelijkheidsgetrouwheid (true and fair view) moet terdege rekening worden gehouden bij het opstellen van jaarrekeningen" (Bron 9).

4. Internationale evolutie

4.1. Inzicht of getrouw beeld

In Nederland evolueerde de terminologie, tijdens het interbellum, van "juist" naar "duidelijk" en andere bewoordingen. De auditor sprak zich daarbij uit in functie van minimum vermogen naar de derden toe en in functie van beschikbare winsten voor dividenduitkering naar de aandeelhouders (Bron 10).
Het is vermeldenswaard dat destijds een gebruik en een denkpiste bestond, ook voor grotere bedrijven, om uitsluitend de handtekening van de auditor aan de jaarrekening toe te voegen zonder verdere verslaggeving. Reacties daarop verwezen ernaar dat deze enkele handtekening de onterechte suggestie inhield van een certificatie van absolute (wettelijke) juistheid. De discussie beklemtoonde dat de verklaring inhoudelijk zou beperkt worden door een begrip zoals (wettelijke) "juistheid" van de financiële staten.

Na de tweede wereldoorlog verscheen "inzicht" als gebruikelijke bewoording. Men kan deze evolutie begrijpen, aangezien de informatie meer uitgebreid werd en de verwachting zich meer richtte op het "inzicht" in de totale informatie dan in de "juistheid" van een beperkte informatie.

Sedert 1970 bevatte de Nederlandse vennootschappenwet de vereiste dat de financiële staten een "inzicht" verstrekken over de financiële positie van een onderneming, zodat hierover een gefundeerde mening kan worden gevormd op basis van een "getrouwe" weergave van de schulden, het eigen vermogen en van de resultaten van een onderneming.

In de Vierde Europese Richtlijn, goedgekeurd in 1978, is de overheersende regel dat de financiële staten een "true and fair view" geven.
In de Nederlandse vertaling (art. 2) wordt dit als volgt weergegeven:
"De jaarrekening moet een getrouw beeld geven van het vermogen, de financiële positie en het resultaat van de vennootschap."

In de vennootschappenwet werd de aangepaste tekst als volgt geformuleerd (art. 362):
"De jaarrekening geeft volgens de normen die in het maatschappelijk verkeer als aanvaardbaar worden beschouwd een zodanig inzicht dat een verantwoord oor-

deel kan worden gevormd omtrent het vermogen en het resultaat, alsmede voorzover de aard van een jaarrekening dat toelaat, omtrent de solvabiliteit en de liquiditeit van de rechtspersoon.
De balans met de toelichting geeft getrouw, duidelijk en stelselmatig de grootte van het vermogen en zijn samenstelling in actief- en passiefposten op het einde van het boekjaar weer ...
De winst- en verliesrekening met de toelichting geeft getrouw, duidelijk en stelselmatig de grootte van het resultaat van het boekjaar en zijn afleiding uit de posten van baten en lasten weer."

Sedert 1972 bevatte de Nederlandse standaardverklaring van de auditor een verwijzing naar het "getrouw" beeld, een betere benadering van "true and fair view" dan het wettelijke "inzicht".

In 1996 koppelde het NIvRA, op basis van aanbevelingen vanuit het IFAC, de diverse gebruikelijke begrippen aan elkaar door een standaardverklaring vast te stellen die het "getrouw beeld" koppelde aan "overeenkomstig de algemeen aanvaarde grondslagen van financiële verslaggeving".

4.2. Consolidatie

Het toenemend al of niet verplicht gebruik van de consolidatie, en dit zowel op nationaal als op internationaal vlak, heeft geleid tot een evolutie in het boekhoudkundig professionalisme en van de overeenstemmende wetgeving. Deze evolutie verloopt echter niet gelijkmatig op het vlak van de enkelvoudige (statutaire) jaarrekeningen en van de geconsolideerde jaarrekeningen.

"Men moet zich afvragen of deze financiële en boekhoudkundige informatie met «twee snelheden», niet in een ruimer verband kan worden geplaatst. Dat ruimer verband is alvast voor de «Global Players» van de lidstaten van de Europese Unie brandend actueel. Voor die «Global Players» is in zekere mate en op Europees vlak voorzien in een gescheiden systeem van enerzijds statutaire rekeningen (die nog steeds volgens de vertaling van de Europese boekhoudrichtlijnen in Europese regels en wetten moeten worden opgesteld) en anderzijds geconsolideerde rekeningen (die moeten beantwoorden aan I.A.S.-normen, voorzover die met Europese richtlijnen in overeenstemming zijn). Nu wordt precies aangevoerd dat de verplichte overeenstemming van fiscale en boekhoudregels die in tal van landen geldt, die nieuwe harmonisatiestrategie in de weg staat. Enkelvoudige jaarrekeningen worden namelijk eveneens voor fiscale doeleinden gebruikt; ze worden onderworpen aan de beperkingen die voortvloeien uit het aanhouden van kapitaal (zie onder meer de mogelijkheden en de manieren waarop winsten kunnen worden verdeeld), terwijl dergelijke vraagstukken niet van toepassing zijn bij het opstellen van geconsolideerde rekeningen" (Bron 8, pag. 149).

"Rekening houdend met de nieuwe strategie van de Europese Commissie inzake internationale boekhoudharmonisatie, de rol daarin van de door het IASC verwe-

zenlijkte normalisatieproces, de steun van de Europese Unie aan dit normalisatieproces, het door de IOSCO gevoerde beleid ter bevordering van de IAS-normen en de internationale roeping van die normen, zullen de aangewezen boekhoudnormen voor de Belgische grensoverschrijdende ondernemingen die een beroep wensen te doen op internationale kapitaalbronnen, normaliter de IAS-normen zijn ...
Het spreekt voor zich dat slechts kan worden geopteerd voor buitenlandse boekhoudnormen als die een getrouw beeld geven van het vermogen, de financiële positie en de resultaten van het geconsolideerde geheel, dat minstens gelijkwaardig is met het beeld dat zou worden gegeven bij toepassing van de Belgische boekhoudnormen. Die gelijkwaardigheid bestaat van rechtswege voor de boekhoudnormen van de andere Lid-Staten van de Europese Economische Ruimte. Voor de boekhoudnormen van andere landen moet die gelijkwaardigheid in concreto worden beoordeeld" (Bron 11).

Voorzover nodig kan men er, na het lezen van de voorgaande teksten, op wijzen dat niet alleen de internationale praktijk maar ook de internationale wetgeving (waaraan de Belgische overheid deelneemt) erkennen dat een éénduidige waarheid niet bestaat. Evenzeer moeten wij verwijzen naar de teksten in deel 1, waarin de wetgever afwijkingen van de wettelijke voorschriften toestaat of zelfs verplicht wanneer deze leiden tot een meer getrouwe financiële informatie.
Het vraagt weinig verbeelding, en het is in feite evident, dat men aan het tweede lid van het tweede citaat in gedachte een woord toevoegt. Men zou moeten schrijven en lezen: "... voor buitenlandse boekhoudnormen als die (ook) een getrouw beeld geven van het vermogen, ...". Het gaat er inderdaad niet over om identieke normen te hebben, maar gelijkaardige of gelijkwaardige. Ook zij moeten uitmonden in een getrouw beeld na het toepassen van waarderingsregels, die niet noodzakelijk leiden tot hetzelfde mathematische cijfermateriaal.

5. Verwachtingspatroon

Het is een vergissing te denken dat één stel documenten, hoe omvangrijk het ook is, alle vragen van de gebruikers ervan kan beantwoorden. Het is evengoed een vergissing te denken dat één stel voorschriften, hoe gedetailleerd ook, zou kunnen voorzien in een getrouwe financiële rapportering in alle omstandigheden, voor alle soorten van bedrijven en naar de diversiteit van alle belanghebbenden. Wij zullen hierna bovendien vaststellen dat deze diverse belanghebbenden ook sterk verschillende informatie wensen te vernemen uit de jaarrekening.

"Juistheid en volledigheid" kunnen geen gemeenschappelijke noemer zijn voor alle gebruikers van de financiële informatie van de jaarrekening (aandeelhouders, ondernemingsraad, derden, justitie, fiscus, ..., specialist en leek). In de mate dat deze begrippen hoe dan ook haalbaar zijn, bieden zij bovendien op zich geen enkele zekerheid dat de informatie getrouw, en dus werkelijk bruikbaar, zou zijn.

Wij behandelen hierna de ruime kring van mogelijke belanghebbenden met betrekking tot een jaarrekening, in functie van wat men redelijkerwijze als hun verwachtingspatroon kan vooropstellen.

5.1. Bedrijfsleiding

Men kan met zekerheid stellen dat de jaarrekening geen directe waarde heeft op het vlak van de interne beleidsinformatie. Daartoe is zij niet voldoende gedetailleerd en geenszins aangepast aan operationele behoeften. Bovendien is zij onderworpen aan wettelijke vereisten, die gedeeltelijk vreemd zijn aan de beleidsinformatie, en geeft de publicatie ervan aanleiding tot bijzondere aansprakelijkheid. Om deze redenen is de jaarrekening te laat beschikbaar om intern van enige toegevoegde waarde te zijn.
De bedrijfsleiding zal deze informatie dan ook meestal beschouwen in functie van andere belanghebbenden: de aandeelhouders, het financiële verkeer, de fiscale overheid, en natuurlijk de werknemers. Zij zal tevens dienst doen als achtergrond en toetssteen van de fiscale administratie.

De jaarrekeningen, en in bijzondere mate de jaarverslagen, zijn voornamelijk naar de aandeelhouders toe een bron van verslaggeving en van het afleggen van verantwoording.
"Hier wordt gewezen op het juridische belang van de jaarrekening bij de beoordeling en eventuele inschakeling van de bestuurdersaansprakelijkheid. Het gaat niet alleen om de normatieve conformiteit van die jaarrekening en de manier waarop die is bekend gemaakt, maar ook om het feit dat uit de jaarrekening duidelijk kan worden opgemaakt welke bestuursdaden geslaagd en welke mislukt zijn" (Bron 8, pag. 52).

5.2. Werknemers

De werknemers verwachten in het bijzonder dat de jaarrekening een betrouwbaar beeld verstrekt in functie van de zekerheid van tewerkstelling, met andere woorden de continuïteit, en van de mogelijke uitbreiding van deze tewerkstelling. In die zin is het een onderhandelingsdocument, waarvan de mathematische juistheid en volledigheid geen wezenlijk belang heeft. In ondernemingen met een ondernemingsraad zijn overigens meer geschikte inlichtingen voor dat doel beschikbaar, zoals gegevens betreffende de bezettingsgraad, de evolutie van tewerkstelling en interimdiensten, en andere meer gedetailleerde en gerichte verslaggeving.

Op het vlak van gecentraliseerde informatie, bijvoorbeeld verzameld door de vertegenwoordigende organisaties, moet de betrouwbaarheidsgraad van de geglobaliseerde jaarrekening ten zeerste gerelativeerd worden. Dit is niet te wijten aan de invulling ervan maar wel aan de aard van de globalisatie. Wij behandelen dit onderwerp in deel 5.4.3.

Andere verwachtingen, vanwege de werknemers of van hun organisaties, kunnen zich toespitsen op informatie die op zich niet bedoeld werd door dit specifieke wettelijke kader. Wij denken hierbij aan informatie betreffende individuele of categorie-gebonden vergoedingen of voordelen, aan strategische partiële inlichtingen betreffende afdelingen of activiteiten, en zo meer.

5.3. Aandeelhouders

De interesse van de aandeelhouders voor de jaarrekening zal afhangen van het ritme en de diepgang van hun betrokkenheid bij de onderneming en haar bestuur. Aandeelhouders, die via hun aanwezigheid in de bestuursorganen regelmatig inlichtingen over de vennootschap bekomen, zijn veelal meer gedetailleerd en sneller op de hoogte dan passieve of kleine minderheidsaandeelhouders. Vooral deze laatste zullen een belang hechten aan de jaarrekening.
Vanuit het standpunt van de aandeelhouder zal de jaarrekening inlichtingen of bevestiging moeten verstrekken betreffende de continuïteit, de rendabiliteit en de waarde van de onderneming.
In functie van de continuïteit, en gedeeltelijk inzake de rendabiliteit, zal de aandeelhouder genoegen nemen met een getrouw beeld. De juistheid is vrijwel onbelangrijk, onder meer wegens het post factum karakter van de jaarrekening en aangezien fouten zonder wezenlijk belang met de tijd worden opgelost.
In functie van de waarde van de onderneming biedt de jaarrekening geen voldoende of exclusieve basis van beoordeling, zoals wij in het volgende deel zullen vaststellen. Juistheid zal per definitie geen belang blijken te hebben; getrouwheid blijft daarentegen een verantwoorde vereiste.

5.4. Derden

Verscheidene derden kunnen interesse betonen voor de jaarrekening van een onderneming.

5.4.1. Analisten en beleggers

Het is voldoende bekend dat de jaarrekening op zich geen beeld geeft, ook geen getrouw beeld, van de marktwaarde van een onderneming.

"Zelfs al komen bepaalde belangrijke voorschriften uit het boekhoudrecht erop neer dat ook rekening moet worden gehouden met de vooruitzichten van de onderneming, toch mag men de opstelling en de openbaarmaking van een jaarrekening geenszins bestempelen als een begrotingsoefening. Als men bovendien het voorzichtigheidsbeginsel op correcte en constante wijze toepast bij het opstellen van de financiële staten, dan verkrijgt men netto-boekwaarden die onder de reële en actuele waarden kunnen liggen. Het klassieke voorbeeld is dat van een zelf ontwikkeld handelsfonds dat niet in de boekhouding wordt ingeschreven.

Welnu, de voornaamste zorg van de beleggers is precies te weten in hoeverre op een bepaald effect een return mag worden verwacht, met andere woorden, zij peilen naar het vermogen van de onderneming om in de toekomst voldoende winst te genereren, wat uiteindelijk neerkomt op een doorlichting van de reële en actuele waarde van de activa en passiva van die vennootschap ...
In die optiek maken beleggers en financiele analisten prognoses of simulaties omtrent resultaten of toekomstige waarden die dan hic et nunc worden getoetst aan de beurswaarde of een bepaalde uitgifteprijs. Willen dergelijke analyses en prognoses niet beperkt blijven tot een loutere extrapolatie van historische gegevens, dan moet men kunnen identificeren welke boekhoud- en economische gegevens relevant zijn om het toekomstige rendementspotentieel van de onderneming weer te geven" (Bron 8, pag. 52).

De belanghebbenden dienen derhalve vanuit de jaarrekening berekeningen te maken en zij moeten dan ook kunnen steunen op getrouwe informatie, zij het binnen een vooropgesteld wettelijk kader. Het gebrek aan getrouwheid in functie van waarderingen is echter niet (volledig) toe te schrijven aan de ondernemingen. De wetgever heeft, in belangrijke mate om fiscaal gewin, de mogelijkheid tot economische waardering beperkt en zelfs verhinderd. Sommige wetsbepalingen hebben zelfs foutieve economische informatie opgelegd of toegepast. Men denke hierbij slechts aan onrealistische technieken als afschrijvingen tegen 110 % en aan fiscale fantasieën zoals de omvangrijke fiscaal verworpen uitgaven. De problematiek van meer- en minderwaarden op effecten werd reeds in een voorgaand deel behandeld.
In een dergelijke omgeving is de eerder genoemde één-frank-fout een kwalijke grap.
Om over een betrouwbare historische informatie te kunnen beschikken moeten analisten en beleggers derhalve correcties uitvoeren op de boekhoudwettelijke en fiscaal georiënteerde jaarrekening. Zij beschikken echter niet over deze interne informatie, tenzij zij vertrouwelijke toelichtingen verkrijgen vanwege de onderneming.

Analisten en beleggers zijn mogelijk meer geïnteresseerd in de commentaren, die bijvoorbeeld in een omstandig jaarverslag kunnen worden verstrekt door de bestuurders. Wat dat betreft, en om deze tekst binnen de omschrijving van het onderwerp te houden, kunnen wij slechts aanstippen dat de attestatie van de commissaris-revisor slechts die elementen van het jaarverslag betreft die volgen uit de boekhouding van de vennootschap, en dat zij geen kwalitatief oordeel mag bevatten met betrekking tot de beleidsbeslissingen.

Vulgariserend zou men kunnen stellen dat de balans zegt hoe de financiële positie op de balansdatum is, dat de resultatenrekening weergeeft hoe de exploitatie tijdens het boekjaar is geweest, en dat het jaarverslag toelicht waarom de voorgaande cijfers zijn wat zij zijn en eventueel hoe zij zullen evolueren. Maar de waarde, noch de nabije evolutie van de onderneming, zullen significant uitgedrukt worden binnen het huidig wettelijk kader.

5.4.2. Controlerende organismen

Met betrekking tot de controle op de ondernemingen dient zich uiteraard de Commissie voor het Bank- en Financiewezen aan als toonaangevende instelling.

"Les comptes annuels doivent donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'entreprise. D'une manière générale l'on déduit de ce principe que les comptes doivent donner de l'entreprise une image telle qu'elle découle de l'application de la loi comptable. La conformité des comptes aux normes en vigueur est un facteur de crédibilité de l'information financière qu'elle apporte.
La Commission (CBF) a toujours privilégié l'idée que l'information devrait d'abord ressortir des comptes établis en conformité avec le droit applicable, quitte à faire l'objet de commentaires complémentaires, plutôt qu'émaner de comptes établis selon la sensibilité propre du conseil d'administration mais en contradiction avec la loi, le correctif étant énoncé par une note au bas des comptes" (Bron 8, pag. 61).

Men kan niet overtuigend besluiten dat deze tekst een antwoord biedt aan de vraagstelling. Uit de voorgaande delen blijkt duidelijk dat de nationale boekhoudwetgeving niet de unieke zaligmakende basis vormt, dat zij in belangrijike mate fiscaal geïnspireerd blijft, en dat de nationale en internationale wetgeving een amalgaam is van toegelaten of opgelegde afwijkingen, met de expliciete verplichting dat de bestuurders geïnterpreteerde standpunten moeten innemen in functie van het getrouw beeld.
Men kan bezwaarlijk aanvaarden dat een boekhoudwet, om gelijklopend te blijven met de fiscale wetgeving, aanleiding zou geven tot uitvoerige bijkomende commentaren zoals in voorgaande tekst wordt gesuggereerd. Deze zouden het geheel van de verslaggeving onleesbaar maken, en zij zouden bovendien moeten opgesteld worden omwille van en in de illusie dat een derde, extern aan de vennootschap, deze commentaren zou kunnen omzetten in herberekende financiële gegevens, zelfs indien het om een "redelijk persoon" gaat (zie inleiding).

5.4.3. Overheid

De overheid is vanuit diverse invalshoeken belanghebbende partij met betrekking tot de gepubliceerde jaarrekeningen.

a. Algemeen

Op macro-economisch vlak wordt van de geglobaliseerde jaarrekeningen verwacht dat zij inlichtingen kunnen verstrekken tot ondersteuning van de beleidsvoering.
De bronnen van informatie, zijnde de jaarrekeningen, leiden per definitie niet tot juiste informatie. Los van voorgaande kritieken kunnen wij hier verwijzen naar

de globalisatie van jaarrekeningen met verschillende afsluitdata, met vermenging van normale en verlengde of verkorte boekjaren, met de gemengde invloed van seizoensgebonden activiteiten en verschillende afsluitdata, en zo meer.
Het besluit dringt zich op dat deze overheid uitsluitend vragende partij kan zijn naar getrouwe informatie. Mathematische juistheid wordt met de ingebouwde foutenlast een irreële vereiste.

b. Fiscaal

De fiscale overheid is een bevoorrechte derde. Zij heeft immers het voorrecht om concrete en niet-publieke bijkomende inlichtingen op te vragen bij de onderneming.
Ten overvloede herhalen wij bovendien dat de fiscale overheid slecht geplaatst is om juistheid en volledigheid als een norm voorop te stellen wanneer zij zelf aan de oorsprong initiatiefnemer is tot de manipulatie van bedrijfseconomische gegevens, zoals bijvoorbeeld met een aantal beruchte verworpen uitgaven.
Dit alles belet uiteraard niet dat de jaarrekening een getrouw beeld dient te geven van de resultaten van de onderneming; in meer belangrijke mate geldt dat de boekhouding een betrouwbare basis moet vormen en dus op een correcte wijze moet beantwoorden aan een vereiste volledigheid.

c. Gerechtelijk

De gerechtelijke overheid is op twee vlakken belanghebbende.

Enerzijds dient zij, in functie van de opvolging van ondernemingen in moeilijkheden, te beschikken over een betrouwbare informatie ter beoordeling van de continuïteit. Het is overduidelijk dat de jaarrekening aan deze vereiste moet voldoen, al zullen wij in ons besluit enkele opmerkingen formuleren terzake.

Anderzijds zullen de jaarrekeningen retroactief beoordeeld worden op hun wettelijke basis in het kader van strafrechtelijk onderzoek. Het is belangrijk hier een klemtoon te leggen op de beoordeling post factum, en dus met kennis van wat de toekomst heeft gebracht. Het comfort van deze positie zou er evenwel niet mogen toe leiden dat een foute beoordeling ex ante (en het handelt uiteraard meestal om al of niet foute beoordelingen) per definitie wordt veroordeeld omdat men ex post weet dat de oorspronkelijke beoordeling fout is geweest. Het is dan ook een moeilijke en delicate opdracht om zich in de plaats te stellen van de besluitvormer op het ogenblik van diens besluit en met de informatie op dat ogenblik. Het is logisch om in dit kader begrippen zoals redelijkheid, te goeder trouw en getrouw beeld als maatstaven aan te bevelen in functie van het onderscheiden van bonafide en malafide ondernemers.
Deze heeft immers de plicht én de vrijheid om bedrijfseconomische overwegingen en kennis, binnen het hiervoor beschreven wettelijke kader, te integreren in de opstelling van de jaarrekening.

Men kan het beoordelingsrisico van het "fout" zijn van een jaarrekening overigens vergelijken met de beoordeling van falend bedrijfsbeleid. Als referentie gelden dan zogenaamde academische studies, die uitwijzen dat 90 % van de falingen te wijten zijn aan foutieve beslissingen van het management. Waarschijnlijk zullen 100 % van de managers bevestigen dat men met studies, die leiden tot dergelijke extreme conclusies (90 %), niets kan aanvangen.

5.4.4. Kredietinstellingen

Zoals de fiscale overheid zijn de kredietinstellingen bevoorrechte derden. Ook zij kunnen zeer concrete en niet-publieke inlichtingen opvragen bij de ondernemingen. Bovendien beschikken zij zeer vaak over deze gedetailleerde gegevens vooraleer enige andere belanghebbende de jaarrekening kan consulteren. In toenemende mate worden ook nog audits uitgevoerd, door gespecialiseerde afdelingen, en desgevallend in een zeer vroeg stadium na de jaarafsluiting.
Deze positie heeft, ook op internationaal vlak, reeds geleid tot fundamentele kritieken. Zo wordt aan de kredietverleners verweten, door de niet-bevoorrechte derden, dat zij niet enkel over meer informatie beschikken maar dat zij deze bovendien vroeger verkrijgen. In scherpe bewoordingen zal men wel eens van voorkennis gewagen. In die specifieke omgeving wordt de jaarrekening slechts van relatief belang voor de besluitvorming door de kredietinstellingen.

Men kan zich dan ook afvragen waarom sommige kredietinstellingen, nadat zijzelf alle informatie hebben bekomen en geaudit hebben, in het kader van de (jaarlijkse) kredietnegotiatie nog de dwingende eis stellen aan de onderneming dat zij een goedkeurend commissaris-verslag moet voorleggen zonder voorbehoud of opmerkingen.
De praktijk wijst bovendien uit dat kredietinstellingen, op basis van enigszins ruime contractuele bepalingen, de enige derden zijn die de continuïteit van een onderneming op uiterst korte termijn kunnen bepalen door stopzetting van kredieten. Een mededeling van dergelijke beslissingen aan de commissaris-revisor zou, bijvoorbeeld op deontologische gronden, tot de geplogenheden mogen behoren.

Voor dossiers met minder voorkennis kan men er uiteraard wel van uitgaan dat de kredietverschaffer de verwachting koestert dat deze vanuit de jaarrekening een getrouw beeld verwerft van de financiële positie en van de resultaten.

6. Besluit

De jaarrekening blijft het belangrijkste middel van geharmoniseerde financiële communicatie tussen de onderneming en de diverse belanghebbenden, met inbegrip van de aandeelhouders, de werknemers en de overige derden ...

Uit de voorgaande citaten, en in de lijn van de opmerkingen die wij hiervoor hebben geformuleerd, blijkt dat het opstellen van de jaarrekening onderworpen

is aan een complexe en geenszins rechtlijnige bundeling van wetteksten en normen ...

De wetgever, zowel op nationaal als op internationaal vlak, schrijft normen voor en voegt daaraan toe dat afwijkingen mogelijk, toegelaten of verplicht zijn. Als evidente conclusie volgt hieruit dat niet enkel de absoluut juiste jaarrekening een fictie is, maar dat dit evenzeer telt voor de absolute juistheid van de normstelling zelf.
De wetgever legt bovendien een diversiteit van voorschriften op, en dit blijkbaar overeenkomstig haar specifiek belang, en erkent tegelijk de behoefte aan andere normen in het economisch leven.
Men kan zich volkomen terecht de vraag stellen welke jaarrekening uiteindelijk de "ware" moet zijn: deze volgens de boekhoudwet, of deze volgens de fiscale bepalingen, of deze die een economisch getrouw beeld geeft, of deze die aansluit bij de groepsregels die mogelijk internationaal opgelegd worden, ...?
Het is aan de bestuursorganen van de onderneming om op heden keuzen te maken, al zullen zij deze soms ex post moeten verantwoorden tegenover derden met kennis van de toekomst. En de ondernemer kan zich afvragen op welke jaarrekening hij zal beoordeeld worden in strafrechtelijke zaken of voor de fiscale rechtbank, en welke gerechtelijke deskundige zal besluiten dat een andere benadering of waarderingsregel meer aangewezen was geweest.

Vanuit de praktijk kan men vooropstellen dat er, onder meer wegens de noodzakelijke ex ante beoordelingen, geen "juiste" jaarrekening bestaat. De "volledigheid" wordt, onder meer door de (in bepaalde gevallen wettelijke) vereisten van snelle informatie, een gedwongen fictie. Het algemeen aanvaarden van het "getrouw beeld" als exclusief criterium is dan ook een intellectuele plicht.
Het is bemoedigend vast te stellen dat de wetgever, en dit zowel voor de enkelvoudige als voor de geconsolideerde jaarrekening op nationaal en internationaal vlak, deze terminologie steeds meer en exclusief hanteert.

Parafraserend op de tekst inzake het materieel belang, zoals bij de inleiding geciteerd, zouden wij uiteindelijk kunnen stellen:

> *De jaarrekening verstrekt een getrouw beeld van de financiële positie en van de resultaten van een onderneming wanneer de opgenomen inlichtingen niet het voorwerp zijn van weglatingen of onjuiste weergaven, die de gebruiker van de jaarrekening tot andere economische beslissingen kunnen beïnvloeden.*

In toenemende mate wordt aansluitend belang gehecht aan de waarderingsnorm van de continuïteit. Deze steunt niet alleen op de daaraan gekoppelde economische logica van de spreiding van investeringskosten en dergelijke. De beoordeling van continuïteit in haar betekenis van financiële zekerheid dient, in een omgeving van preventief beleid en blijkbaar onvermijdelijke falingsgolven, te kunnen steunen op een jaarrekening volgens het getrouw beeld. De gebruiker van de

jaarrekening en van haar certificatie moet nochtans het technisch besef hebben dat de continuïteit beoordeeld wordt in een perspectief van twaalf maanden na balansdatum, en uiteraard op basis van de gegevens waarover men beschikt op de datum van goedkeuring van de jaarrekening.
In dit kader is het vanuit de praktijk gepast erop te wijzen dat een kritische opmerking van de commissaris-revisor, aangaande de waardering in going concern van een onderneming in moeilijkheden, niet enkel een waarschuwing zal inhouden voor de gebruikers van de jaarrekening. Op basis van, al of niet vooraf geplande, reacties van de financiële en bedrijfswereld op diens opmerking zal het commissaris-verslag soms de aanleiding inhouden tot de definitieve economische liquidatie van de betreffende onderneming.

Het opstellen van de jaarrekening en het beantwoorden aan de wettelijke en inhoudelijke vereisten is een exclusieve (eind-)verantwoordelijkheid van het bestuursorgaan.
De certificatie van het geheel van deze financiële verslaggeving, op basis van een professionele controle, is de taak van de commissaris-revisor. De revisor is de noodzakelijke verbinding tussen de opsteller en de gebruiker van de jaarrekening, met de expliciete opdracht tot een plichtsbewust en professioneel toezicht op het getrouwe beeld ervan naar de gebruiker toe.
Voor de beoordeling ervan wordt anderzijds verondersteld dat de beoordeler beschikt over technische kennis om sectoriële, economische en juridische invloeden te evalueren, en over de intelligentie en het onderscheidingsvermogen om ex post niet te verwarren met ex ante.
Het "getrouw beeld" is de code die, binnen de grenzen van het wezenlijk belang, de aansluiting vormt tussen de wens tot strikte wetgeving en de noodzaak aan betrouwbare en snelle economische en financiële informatie. Maar beiden worden aangereikt in een wereld met vele talen en dialecten, door minder of meer taalvaardigen.

Op het wetgevend vlak van de accountancy zijn positieve tendenzen zeker aanwezig, onder meer als gevolg van het internationale gebruik van het "getrouw beeld" als enige norm. Bedenkelijke uitspraken zoals "één frank-fout is een foute jaarrekening" geven echter geen hoopgevend signaal vanuit andere disciplines.

Bronnen

(1) IBR, *Plichtenleer en Controlenormen,* Brussel, IBR - Ced.Samsom, 1997, 697.
(2) IBR, *Plichtenleer en Controlenormen,* Brussel, IBR - Ced.Samsom, 1999, 757.
(3) Coördinatie van de Zevende Richtlijn van de Raad van 13 juni 1983 op de grondslag van artikel 54, lid 3, sub. g), van het Verdrag betreffende de geconsolideerde jaarrekening (83/349/EEG) (*P.B. L.* nr. 193, 18 juli 1983), laatst gewijzigd door Akte 94/C 241/08 betreffende de toetredingsvoor-

waarden van het Koninkrijk Noorwegen, de Republiek Oostenrijk, de Republiek Finland en het Koninkrijk Zweden en de aanpassing van de Verdragen waarop de Europese Unie is gegrond (*P.B. C.* nr. 241, 29 augustus 1994).

(4) Coördinatie van de Vierde Richtlijn van de Raad van 25 juli 1978 op de grondslag van artikel 54, lid 3, sub. g) van het Verdrag betreffende de jaarrekening van bepaalde vennootschappen (78/660/EEG) (*P.B. L.* nr. 222, 14 augustus 1978), laatst gewijzigd door Akte 94/C 241/08 betreffende de toetredingsvoorwaarden voor het Koninkrijk Noorwegen, de Republiek Oostenrijk, de Republiek Finland en het Koninkrijk Zweden en de aanpassing van de Verdragen waarop de Europese Unie is gegrond (*P.B. C.* nr. 241, 29 augustus 1994).

(5) Coördinatie van het koninklijk besluit van 6 maart 1990 op de geconsolideerde jaarrekening van de ondernemingen (*B.S.* 27 maart 1990), laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 15 december 1998 betreffende de overschakeling op de euro in het boekhoudrecht (*B.S.* 25 december 1998, tweede editie).

(6) Coördinatie van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen (*B.S.* 19 oktober 1976), laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 15 december 1998 betreffende de overschakeling op de euro in het boekhoudrecht (*B.S.* 25 december 1998, tweede editie).

(7) Coördinatie van het koninklijk besluit van 23 september 1992 op de geconsolideerde jaarrekening van de kredietinstellingen (*B.S.* 6 oktober 1992; err. *B.S.* 26 januari 1993), laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 26 november 1998 (*B.S.* 1 december 1998, tweede editie).

(8) "Het boekhoudrecht in de samenleving: Kritisch onderzoek na 20 jaar Belgische ervaring", *Bulletins 40-41 van de Commissie voor Boekhoudkundige Normen,* Brussel, 1997, 429.

(9) "Bieden de jaarrekeningen in België een getrouw beeld ?", *Weekberichten van de Kredietbank,* nr. 28/1993.

(10) "Inzicht of getrouw beeld", *The European Accounting Review,* vol. 8, nr. 3, 1999.

(11) *CBN-Bulletin* 44, Brussel, juni 1998, 2-11.

L'enjeu primordial du commerce électronique? La sécurité!

Benoit Vanderstichelen,
Ancien Directeur général de l'I.E.C., Tax Director Arthur Andersen

Après que les ministres des télécommunications européens aient adopté une directive imposant à chaque pays de l'Union d'introduire une législation reconnaissant la signature digitale comme équivalente à la signature écrite, le commerce électronique n'a jamais été autant d'actualité. Il n'y a qu'à voir les derniers chiffres. En Europe, les pionniers du commerce électronique ne sont pas que des start-up. On trouve parmi eux de grands groupes des secteurs de l'énergie, des télécommunications ou de la finance, comme TotalFina ou Migrosbank, établissement bancaire suisse. Ce constat, qui marque une différence notable avec le développement du commerce électronique aux Etats-Unis, a surpris Vernon ELLIS, associé d'Andersen Consulting, qui a rendu publique, l'an dernier, l'enquête «eEurope» sur les perspectives du commerce électronique.

Durant le mois de mai 1999, le cabinet international a interviewé quelque 350 dirigeants d'entreprise dans 11 pays européens, et 60 aux Etats-Unis. Leurs réponses, associées aux constats des consultants chez quelques grands clients, ont permis de dégager quelques tendances sur le développement du commerce électronique en Europe. Ainsi, Andersen Consulting affirme qu'*«un changement spectaculaire s'est opéré dans le paysage européen du commerce électronique»*.

L'activité, qui restait l'an passé cantonnée aux fonctions commerciales, touche aujourd'hui *«les approvisionnements, la chaîne logistique, la finance, voire le développement de nouveaux produits»*. Andersen cite l'exemple de TotalFina, qui, en donnant à ses clients de l'activité raffinage un accès direct à ses services et à ses systèmes de livraison, a réduit de 20% à 30% les coûts liés à la gestion des commandes. Le cabinet prévoit un développement important pour les cinq années à venir, qui conduirait 90% des entreprises à utiliser le commerce électronique pour leurs services commerciaux et, pour 83% d'entre elles, leur approvisionnement.

Ces chiffres optimistes viennent de déclarations d'intention des chefs d'entreprise qui vont dans le même sens. Près des deux tiers d'entre eux (64%) considéreraient aujourd'hui que le commerce électronique procure un réel avantage compétitif, contre 51% l'an passé. Ils seraient 44% à avoir élaboré des plans pour tirer profit de ce nouveau type de commerce, contre 31% en 1998.

D'après l'étude, le développement du paysage électronique européen contribue largement à celui du commerce électronique. L'émergence des réseaux câblés, numériques et des transmissions par satellite serait en train de révolutionner l'infrastructure. Et la prédominance de l'Europe dans la téléphonie mobile et la télévision numérique interactive devrait se renforcer. «eEurope» envisage un

marché européen des communications virtuelles aux alentours de 430 milliards de dollars (383 milliards d'euros) d'ici à 2003. A cette date, le nombre d'internautes européens devrait atteindre 170 millions, soit autant qu'aux Etats-Unis.

Pourtant, les chefs d'entreprise continuent à douter. En Europe, 85% d'entre eux estimaient que leur société *«ne dispose pas des compétences nécessaires pour exploiter avec succès le potentiel du commerce électronique»*. Rien de bien inquiétant lorsqu'on sait qu'ils sont 90% à éprouver le même sentiment outre-Atlantique ! Mais, pour 83% des chefs d'entreprise interrogés, la culture de leur entreprise n'est pas compatible avec les changements que leur imposerait la nouvelle économie pour rester compétitifs.

Enfin, quelques différences se sont fait jour de part et d'autre de l'Atlantique dans l'étude «eEurope». Les Européens resteraient ainsi assez nombreux à considérer le commerce électronique *«isolément»*, lui déniant même à 45% un rôle clé pour résoudre leurs problèmes et les aider à atteindre leurs objectifs. Du pain sur la planche en prévision, pour le cabinet d'origine anglo-saxonne, qui privilégie une approche intégrée du changement.

Les progrès technologiques effectués ces derniers mois et le développement exponentiel des sites marchands qui y est associé, imposent aux gouvernements d'introduire de nouvelles lois prenant en compte les impératifs du commerce 'virtuel'.

Sécurité manquante

Mais voilà le «hic»: malgré des progrès législatifs sensibles, un grand nombre de sites marchands démarrent ou continuent de fonctionner en utilisant des technologies à risques, comme le fait remarquer le consultant Laurent MELLINGER, auteur d'une étude très bien structurée sur ce thème et dont nous reprenons les points clés. Ainsi, affirme-t-il, ne vous laissez pas impressionner par des messages du type 'Ce site est totalement sécurisé' ou encore 'Sûr à 100%', la plupart des sites européens utilisent encore un chiffrement faible pour faire transiter votre carte de crédit sur Internet.

De manière générale, les transactions électroniques sécurisées nécessitent quatre précautions:

- Authentification
- Autorisation
- Non-répudiation
- Confidentialité

Authentification

L'authentification permet d'identifier les parties en présence lors d'une transaction. Sur Internet il est impératif d'être sûr que le serveur sur lequel l'on se connecte pour une transaction financière est bien celui dont on a tapé l'adresse dans son navigateur. De même, lorsque vous faites un virement financier sur votre compte bancaire en ligne, il est impératif que la banque soit sûre que vous êtes bien le détenteur du compte débité.

La technologie la plus utilisée à l'heure actuelle pour réaliser l'authentification est la signature digitale. Elle est comparable à la signature écrite apposée au bas d'un document. Toutefois, il est possible pour une signature écrite d'être contrefaite: combien d'entre nous n'ont pas un jour signé en lieu et place de leurs parents un mot d'excuse pour éviter la terrible interro de maths?

A l'ère de la signature digitale, le travail d'artiste des jeunes écoliers va devenir impossible. En effet, par un mécanisme de lien de confiance, votre signature digitale est certifiée conforme par une autorité tierce. Comme si, en fait, votre signature sur le livret scolaire était contresignée par une autorité suprême certifiant que c'est bien votre signature qui est apposée au bas de la page, et non pas une pâle copie.

La signature digitale peut se présenter sous plusieurs formes allant d'un fichier sur le disque dur d'un PC ou sur une carte à puce, aux identifications biométriques par la voix ou l'empreinte digitale.

Autorisation

Afin de réguler les accès aux informations mises en ligne, il est nécessaire de procéder à un filtrage des communications. Il serait malvenu que Madame X soit autorisée à consulter le solde de Monsieur Y et d'effectuer des virements à partir d'un compte qui n'est pas le sien. Pour éviter ce genre de désagrément, une série de règles de sécurité doit être mise en place autorisant les accès aux ressources en fonction de l'identité du demandeur et/ou son appartenance à un groupe d'accès. Dans certains cas, l'utilisateur devra fournir un code d'accès en plus d'avoir à prouver son identité pour effectuer une opération. Par exemple, en utilisant sa signature digitale Madame X peut consulter les tarifs de location de voiture dont bénéficient les employés de la société pour laquelle elle travaille, mais pour effectuer une réservation et un paiement en ligne, elle devra fournir la preuve qu'elle est autorisée à le faire en fournissant un code d'accès spécifique.

Ces filtrages sont effectués d'une part par les firewalls, mais également par les serveurs d'application gérant la logique transactionnelle.

Non-répudiation

Dans toutes les salles de marchés, les conversations téléphoniques des dealers sont enregistrées et stockées en permanence. C'est une précaution simple qui permet de prouver qu'un ordre a bien été passé ou n'a pas été passé en cas de litige.

Dans le cas des transactions en ligne, le principe est le même, en cas de contestation du client, le serveur doit pouvoir prouver qu'une transaction a bien été effectuée. Pour ce faire, le serveur enregistre toutes les opérations effectuées, y associe le client auteur de la modification, et ce de manière irréfutable.

Ainsi, si Monsieur Y fait un virement de 100 € sur le compte de Madame X, l'information doit être stockée de manière à prouver irrémédiablement que la transaction a bien eu lieu, de manière à ce que Monsieur Y ne puisse pas nier avoir fait le virement.

La mise en œuvre de cette logique se fait au niveau de l'application gérant les transactions.

Confidentialité

Dans certains westerns l'on voit des bandits grimper aux poteaux télégraphiques, brancher un casque sur deux fils et intercepter les communications du télégraphe. Bien que plus d'un siècle sépare l'Internet de cette scène, le principe est toujours d'actualité. Les outils et les méthodes ont changé et les bandits de l'époque sont les ancêtres des crackers de nos jours.

Il n'existe qu'une solution pour parer à ce que l'on appelle assez explicitement le 'sniffing': le chiffrement des communications. Le chiffrement ne permet pas d'empêcher la récupération des informations, mais il en empêche la compréhension. Une attaque sur une communication chiffrée est possible, mais dans ce cas le but du jeu devient le déchiffrement. Toute la protection repose alors sur la force du chiffrement.

Le chiffrement de données transactionnelles repose sur un algorithme dit 'symétrique', c'est-à-dire que la même clé permet le chiffrement et le déchiffrement. Le protocole SSL (Secure Socket Layer) utilise un algorithme symétrique (DES). Une attaque sur ce genre d'algorithme consiste tout simplement à essayer toutes les clés possibles, jusqu'à trouver la bonne, et plus la clé est longue, plus il y a de combinaisons possibles. C'est pourquoi un chiffrement de 128 bits est plus sûr qu'un chiffrement de 40 bits, comme le montre la figure 1.

Longueur de clé (bits)	Pirate individuel	Petit groupe	Réseau universitaire	Grande compagnie	Agence militaire
40	Semaines	Jours	Heures	Millisecondes	Microsecondes
56	Siècles	Décades	Années	Heures	Secondes
64	Millénaires	Siècles	Décades	Jours	Minutes
80	Impossible	Impossible	Impossible	Siècles	Siècles
128	Impossible	Impossible	Impossible	Impossible	Millénaires

Figure 1: Durée nécessaire pour «casser» un algorithme à clé symétrique, basé sur la technologie existante en 1997. Extrait de *Digital Certificates*, J. FEGHI, J. FEGHI, P. WILLIAMS.

La longueur de clé offrant une sécurité suffisante pour des transactions financières varie d'un minimum de 56 bits jusqu'à 128 bits qui devient le standard. La longueur de la clé est choisie en fonction de la durée pendant laquelle l'information doit rester secrète (sachant que la technologie évolue, et que donc, les temps de calcul diminuent).

En Europe, certains problèmes légaux empêchent encore l'utilisation de clés de longueur supérieure à 40 bits avec des algorithmes développés aux Etats-Unis. Il est toutefois possible d'utiliser des algorithmes développés hors des Etats-Unis pour bénéficier de la technologie 128 bits.

Ces quatre principes sont donc une base à respecter pour application gérant des transactions utilisant Internet comme médium. Afin de le vérifier Laurent MELLINGER prend comme exemple une commande sur un site de librairie, et voyons comment dans la plupart des cas, ces règles ne sont pas toutes respectées.

La première étape consiste pour le client à choisir ses articles et passer la commande. Il entre sur le site 'sécurisé' du marchand sur le protocole SSL. A ce moment le serveur envoie son certificat (sa signature) au client afin de prouver qu'il est bien le serveur de paiement de la librairie. Le problème est que la connexion soi-disant sécurisée se fait avec une clé de chiffrement de 40 bits. Elle devrait se faire au minimum avec une clé de 56 bits.

Ensuite le client entre ses coordonnées ainsi que son numéro de carte de crédit. Toutefois le client n'est pas authentifié, rien ne prouve qu'il n'utilise pas la carte de crédit de son père, par exemple.

Enfin, le serveur reçoit le numéro de carte de crédit et se charge de la connexion avec l'organisme de clearing afin de vérifier que l'argent de la transaction est disponible. Et donc le serveur reçoit le numéro de carte. Si quelqu'un pirate ce

serveur, il peut récupérer le numéro de carte de crédit et l'utiliser sur d'autres sites. La connexion devrait se faire directement entre le client et le centre de clearing.

Si l'on récapitule cette transaction, voyons quels sont les principes respectés:

Authentification	Côté serveur seulement, le client n'a pas été authentifié
Autorisation	Pas de restriction dans ce cas, car le site est public
Non-répudiation	Le client n'est pas authentifié donc rien ne prouve que c'est bien lui qui a donné son numéro de carte de crédit
Confidentialité	Le chiffrement utilisé est tout à fait insuffisant. La plupart des cartes bancaires ont une durée de vie de 2 ans

Il est donc clair que ce genre de transaction courante sur le web dispose d'un niveau de sécurité relativement faible. La technologie évolue et les applicatifs en place aussi bien du côté des serveurs marchands que des organismes de clearing tendent vers des solutions respectant les quatre principes de base. Mais le fait est qu'à l'heure actuelle, commander ses livres par Internet comporte encore des risques dans la majorité des cas.

Et à l'avenir?

Que retenir de cette petite étude de Laurent MELLINGER? Qu'en matière de commerce électronique, beaucoup – malheureusement – reste encore à faire. Non seulement dans les rapports entreprises-consommateurs (BtoC) mais également dans le sens contribuables-administration (fiscale notamment). En Belgique, le législateur travaille d'arrache-pied pour introduire la signature digitale dans notre arsenal juridique. Combiné à une meilleure sécurité des transactions sur Internet, ce serait le prélude à de grands changements et accessoirement, à un gain de temps pour les citoyens et une réaffectation du personnel administratif vers des tâches plus productives. Qui s'en plaindra?

De rol van het Rekenhof in de externe controle van de autonome overheidsbedrijven

Baron Jeroom Van de Velde,
Eerste Voorzitter van het Rekenhof

William Dumazy,
Voorzitter van het Rekenhof

Inleiding

Traditioneel wordt de externe controle van overheidsdiensten toevertrouwd aan een van de uitvoerende macht onafhankelijke overheidsinstantie die – meestal – rapporteert aan het Parlement. Zo ook in België, waar het Rekenhof – vóór de Belgische onafhankelijkheid Rekenkamer genoemd – reeds geruime tijd die taak vervult (1).
Het Belgische Rekenhof is een door de Grondwet ingesteld, van de uitvoerende macht onafhankelijk opererend orgaan waarvan de leden benoemd worden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers. Als extern controleorgaan informeert het Rekenhof de parlementen over het beheer van de overheidsfinanciën. Daartoe oefent het een financiële controle, een wettigheidscontrole en een controle op de goede besteding van de openbare gelden (doelmatigheidsonderzoek) uit. Die controles hebben betrekking op de uitgaven en ontvangsten van de federale overheid, de Gemeenschappen, de Gewesten, de openbare instellingen die ervan afhangen en de provincies.

Sinds enkele jaren reeds stellen we een toenemende tendens vast om een aantal overheidsdiensten een grotere beheersautonomie toe te kennen en/of hen meer te "responsabiliseren". Concreet houdt dit in de eerste plaats in dat de leidinggevenden van die overheidsdiensten een grote(re) mate van autonomie verkrijgen op het vlak van de organisatie van de entiteit waarvoor zij verantwoordelijk zijn en meer inspraak verwerven in de manier waarop zij middelen inzetten om hun opdracht te vervullen. Dit impliceert tevens noodzakelijkerwijze een aanpassing van de manier van controleren. De wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven (2) betekende ongetwijfeld een nieuwe mijlpaal in dit proces.

In navolgende bijdrage zal nader worden ingegaan op de rol die het Rekenhof in het kader van die wet is toebedeeld in de externe controle op de "autonome overheidsbedrijven (Belgacom, De Post, de NMBS, Belgocontrol en BIAC) en op de wijze waarop het zich in concreto in de loop van de voorbije jaren van die taak heeft gekweten.

(1) P. RION e.a., *Het Rekenhof*, Lannoo, 1999.
(2) *B.S.* 27 maart 1991, 6155 e.v.

De wet van 21 maart 1991 en de organisatie van de externe controle

Oorsprong en doel van de wet

Een ingevolge de aanslepende economische en budgettaire crisis van de jaren tachtig tanende impact van de overheid op het economisch gebeuren, gecombineerd met een toenemende druk van de privé-sector om in bepaalde sectoren bestaande overheidsmonopolies te doorbreken, bracht einde jaren tachtig een fundamentele discussie op gang over de rol en de betekenis van de overheid in bepaalde industriële of commerciële sectoren.

Het was uiteindelijk voornamelijk onder druk van de in de Europese Unie ontwikkelde dynamiek voor het tot stand brengen van een Europese eenheidsmarkt en het afbouwen van de exclusieve rechten die lidstaten aan overheidsbedrijven kunnen toekennen en de daaruit voortvloeiende Europese regelgeving, dat ook op initiatief van de Belgische regering is overgegaan tot een grondige "hervorming van sommige overheidsbedrijven".

De met de wet van 21 maart 1991 doorgevoerde hervorming had expliciet een dubbel doel (3):

— de concurrentiekracht van de overheidsbedrijven verzekeren;
— de voorwaarden verbeteren waaronder zij hun opdrachten van openbare dienst waarnemen.

Daarbij wordt de rol van het overheidsbedrijf verschillend ingevuld naargelang het de opdrachten van openbare dienst betreft, dan wel de andere activiteiten van die ondernemingen.

Het onderscheid "taken van openbare dienst" – "andere taken" loopt dan ook als een rode draad doorheen de wet.
Zo heeft bijvoorbeeld het met de Staat te sluiten beheerscontract uitsluitend betrekking op de uitvoering van taken van openbare dienst, is de wetgeving inzake overheidsopdrachten in beginsel alleen op daarmee verband houdende opdrachten van toepassing, is de oprichting van dochterondernemingen die worden belast met de uitvoering van taken van openbare dienst onderworpen aan bijzondere voorwaarden en moet voor die taken een afzonderlijk stelsel van rekeningen worden opgesteld.

Zoals hierna zal worden uiteengezet, heeft voormeld onderscheid ook een aantal gevolgen voor de organisatie van het administratief toezicht en de controle op de rekeningen van die overheidsbedrijven.

(3) Memorie van Toelichting, Kamer van Volksvertegenwoordigers, 1989-90, nr. 1287/1, 3.

Organisatie van de externe controle

De Regeringscommissaris

De Regeringscommissaris oefent, ten behoeve van de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert, een zogenaamd "administratief toezicht" uit. Hij wordt benoemd en ontslagen door de Koning, die de uitoefening van zijn opdracht en zijn bezoldiging vaststelt. Zijn bezoldiging is evenwel ten laste van het betrokken overheidsbedrijf.

Hij waakt over de naleving van de wet, het organiek statuut van het overheidsbedrijf en het beheerscontract. Hij ziet er meer in het bijzonder op toe dat het door het overheidsbedrijf gevoerde beleid, inzonderheid wat het beleid bij toepassing van artikel 13 (4) betreft, de uitvoering van de taken van openbare dienst niet in het gedrang brengt.

In tegenstelling tot het tot dan geldend regime van administratief toezicht vervat in de wet van 16 maart 1954, is de Inspectie van Financiën niet meer betrokken bij de controle van de uitgaven van de autonome overheidsbedrijven en oefent de Regeringscommissaris niet langer een toezicht uit op de vrijwaring van het "algemeen belang" (5).

De Regeringscommissaris brengt verslag uit bij de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.
Hij brengt verslag uit bij de Minister van Begroting aangaande alle beslissingen van de raad van bestuur of van het directiecomité die een weerslag hebben op de algemene uitgavenbegroting van het Rijk.

Elk jaar brengt de raad van bestuur bij de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert verslag uit over de uitvoering door het overheidsbedrijf van zijn taken van openbare dienst.

En eveneens elk jaar brengt de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert verslag uit bij de Wetgevende Kamers (6).

Het College van Commissarissen

De controle op de financiële toestand, op de jaarrekeningen en op de regelmatigheid, vanuit het oogpunt van de wet en van het organiek statuut, van de

(4) Het betreft in concreto het beleid inzake de oprichting van of de participatie in andere ondernemingen.
(5) Hiermee wordt gedoeld op een toezicht op de verenigbaarheid van beslissingen met belangen die het belang van het overheidsbedrijf zelf overstijgen en met het algemeen beleid nagestreefd door de regering.
(6) Artikel 23 van de wet van 21 maart 1991.

verrichtingen weer te geven in de jaarrekening, wordt in elk autonoom overheidsbedrijf opgedragen aan een College van Commissarissen dat vier leden telt.

Twee daarvan worden benoemd door het Rekenhof, onder zijn leden. De twee andere leden worden benoemd door de algemene vergadering van aandeelhouders indien het overheidsbedrijf de vorm van een naamloze vennootschap van publiek recht heeft, of door de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert, indien dat niet het geval is. Die twee commissarissen dienen lid te zijn van het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

De externe controle van de financiële staten is derhalve gekenmerkt door het samengaan van publiekrechtelijke controlemechanismen (Regeringscommissaris, Rekenhof, Parlement) met privaatrechtelijke controles (een controle van de jaarrekening gebaseerd op de principes vervat in de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen door een College van Commissarissen waarin tevens bedrijfsrevisoren, leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, zitting hebben).

Het Rekenhof

Het Rekenhof kan door bemiddeling van zijn vertegenwoordigers in het College van Commissarissen een toezicht ter plaatse organiseren op de rekeningen en verrichtingen die betrekking hebben op de uitvoering van taken van openbare dienst. Het kan over dat toezicht verslag uitbrengen in zijn opmerkingenboek aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers (7).

Het College van Commissarissen bij een autonoom overheidsbedrijf

Samenstelling

Het College kent – zoals hierboven reeds aangegeven – een gemengde samenstelling: twee leden zijn benoemd door het Rekenhof onder zijn leden; twee leden zijn benoemd onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, door de algemene vergadering van aandeelhouders of door de minister, naargelang het overheidsbedrijf al dan niet de vorm van N.V. van publiek recht heeft.
Het betreft een innovatie die is ingegeven door de bekommernis, enerzijds, om de controle efficiënter te laten verlopen door overlappingen tussen beide controle-instanties te voorkomen en anderzijds om de controleaanpak eigen aan het Rekenhof afgestemd op de controle van publiekrechtelijke rechtspersonen te combineren met de controlenormen gehanteerd door het Instituut der Bedrijfsrevisoren ten aanzien van (vooral privaatrechtelijke) ondernemingen.

(7) De artikelen 25 en 27 van de wet van 21 maart 1991.

De commissarissen worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van 6 jaar (8).

Terwijl de commissarissen-leden van het Rekenhof rechtstreeks en zonder tussenkomst van derden door die instelling worden aangeduid, worden de bedrijfsrevisoren die deel uitmaken van het College voorgedragen overeenkomstig artikel 15ter van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, ingevoegd door de wet van 21 februari 1985, en dit ongeacht het feit of het overheidsbedrijf de vorm van een N.V. van publiek recht heeft.

Sinds de inwerkingtreding van de bepalingen van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten op 1 mei 1997, rees tevens de vraag of de benoeming van bedrijfsrevisoren in een College van Commissarissen van een overheidsbedrijf onder het toepassingsgebied van de wet valt en de toewijzing van de mandaten conform die wetgeving dient te gebeuren.

De wet omschrijft "de overheidsopdracht voor aanneming van diensten" in artikel 5 als "de overeenkomst onder bezwarende titel, gesloten tussen een dienstenverlener enerzijds en een aanbestedende overheid anderzijds, en die betrekking heeft op in bijlage 2 bij deze wet vermelde diensten". Daaronder (in punt 9 van de categorie A) bevinden zich tevens de "diensten van accountancy, controle en boekhouding (CPC indeling 862). In een ministeriële omzendbrief uitgaande van de diensten van de Eerste Minister (9) worden de "diensten voor accountancy" nader omschreven als "diensten voor nazicht van boekhoudkundige inschrijvingen en andere gegevens betreffende een instelling of maatschappij om na te gaan of de door die instelling of maatschappij voorgelegde financiële staten, in overeenstemming met de gangbare boekhoudkundige beginselen, een getrouwe weergave zijn van haar toestand op een bepaalde datum evenals van het resultaat van haar verrichtingen voor de boekhoudkundige periode die op die datum afloopt". Vermits de autonome overheidsbedrijven in beginsel (10) onderworpen zijn aan de bepalingen van de wet van 24 december 1993, heeft het I.B.R. er onlangs bij zijn leden op aangedrongen dat zij systematisch zouden onderzoeken in welke

(8) Artikel 25 § 4 van de wet; hier wijkt de wet, ook wat de N.V. van publiek recht betreft, af van de in de Vennootschappenwet (artikel 64quater 1° lid) bepaalde termijn van 3 jaar.

(9) Omzendbrief van 02/12/1997 inzake overheidsopdrachten – Lijst van de diensten bedoeld in bijlage 2 van de wet van 24 december 1993; *B.S.* 13/12/1997.

(10) Naar gelang van de sector waarin ze actief zijn gelden wel andere bepalingen van de wet en andere uitvoeringsbesluiten (bv. Voor de vervoerssector (N.M.B.S.) en de telecommunicatiesector (Belgacom) gelden specifieke regels; wat de telecommunicatiesector betreft werd onlangs in een mededeling van de diensten van de eerste minister gesteld dat alle overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten van de aanbestedende overheden die activiteiten uitoefenen in het kader van de telecommunicatiediensten in de toekomst uitgesloten worden van het toepassingsgebied van de wet.

mate zij al dan niet onder de wetgeving betreffende de overheidsopdrachten vallen.

Naar aanleiding van de omvorming van een overheidsbedrijf tot een N.V. van publiek recht in de loop van het mandaat rees de vraag of een dergelijke omvorming niet diende te leiden tot een nieuwe benoeming (of minstens herbevestiging) van de commissarissen. Dergelijke omvorming heeft immers voor gevolg dat de benoeming van de commissarissen - lid van het Instituut der Bedrijfsrevisoren niet meer tot de bevoegdheid van de minister, maar tot de bevoegdheid van de algemene vergadering van aandeelhouders behoort.

Uit het stilzwijgen van de wet van 21 maart 1991 enerzijds en uit het feit dat de wijze waarop een einde komt aan het mandaat - naar analogie van artikel 64quinquies van de Vennootschappenwet - limitatief zijn vermeld in artikel 25, § 4, van de wet anderzijds, kan worden afgeleid dat voornoemde omvorming geen bijzondere invloed heeft op (de duur van) het mandaat van de commissarissen (11).

Statuut

De leden van het College voeren de titel van commissaris (12).
Hiermee wordt aangegeven dat de commissarissen bij een autonoom overheidsbedrijf niet noodzakelijk de hoedanigheid van bedrijfsrevisor hebben (13).

Luidens artikel 8 van het voormeld koninklijk besluit van 5 maart 1992 (14) is het mandaat van commissaris onverenigbaar met het mandaat of de functie van:
— lid van het Europees Parlement;
— lid van de Wetgevende Kamers;
— minister of staatssecretaris;
— lid van de Raad of de Regering van een Gemeenschap of Gewest;
— gouverneur van een provincie of lid van de bestendige deputatie van een provincieraad;

(11) Om niettemin elke onzekerheid daaromtrent weg te nemen ging de eerste algemene vergadering van aandeelhouders naar aanleiding van de goedkeuring van de jaarrekening tevens over tot de herbevestiging van de mandaten van de door de minister benoemde commissarissen; het Rekenhof deed hetzelfde ten aanzien van de door hem benoemde commissarissen.
(12) Artikel 25 § 1 laatste zin.
(13) Bij verwijzing in sommige wetsbepalingen naar de "commissaris-revisor" zal dan ook geval per geval moeten worden uitgemaakt of dergelijke bepalingen al dan niet gelden ten aanzien van de commissarissen van een autonoom overheidsbedrijf, benoemd door het Rekenhof.
(14) K.B. van 5 maart 1992 tot vaststelling van nadere regelen met betrekking tot de opdracht, de actiemogelijkheden en het statuut van de commissarissen bij de autonome overheidsbedrijven.

— lid van de raad van bestuur, gemachtigde of personeelslid van het betrokken overheidsbedrijf.

Meer in het algemeen bepaalt artikel 64bis van de Vennootschappenwet – dat via artikel 25, § 6, van de wet ook van toepassing is op de autonome overheidsbedrijven die niet de vorm van N.V. van publiek recht hebben – dat "diegenen die zich in een positie bevinden die van aard is om een onafhankelijke taakuitoefening (15), overeenkomstig de regels geldend voor het beroep van bedrijfsrevisor, in het gedrang te brengen", niet tot commissaris kunnen worden benoemd. Zij mogen bovendien niet aanvaarden na hun benoeming in een dergelijke positie te worden geplaatst.
Bovenstaande bepalingen gelden – mutatis mutandis – ook voor de commissarissen benoemd door het Rekenhof. Voor hen heeft de vereiste van de onafhankelijkheid noodzakelijkerwijze een verschillende inhoud. Hun onafhankelijkheid is structureel gegarandeerd via de inrichtingswet van het Rekenhof (16) en door het feit zij door het Rekenhof zelf worden benoemd. Zij blijven hun mandaat van lid van het Rekenhof onverkort uitoefenen tijdens de duur van hun mandaat als commissaris.

Gelet op het bovenstaande mogen de commissarissen bij een autonoom overheidsbedrijf uiteraard niet deelnemen aan de leiding of het beheer van het overheidsbedrijf, noch bevelen geven waardoor verrichtingen worden belet of geschorst (17). Zij mogen evenmin een andere taak, mandaat of opdracht aanvaarden die zal worden vervuld tijdens de duur van hun mandaat of erna en die van aard zou zijn de onafhankelijke uitoefening van hun taak als commissaris in het gedrang te brengen (18).

(15) Volgens de FEE (Fédération des Experts Comptables Européens) moet daarbij "zowel gedacht worden aan de onafhankelijkheid van geest, d.w.z. zijn instelling in verband met alle aspecten van de taken die hij moet uitvoeren, als aan de uiterlijke onafhankelijkheid, d.w.z. het vermijden van feiten en omstandigheden die ertoe kunnen leiden dat een derde partij die op de hoogte werd gesteld de objectiviteit van de accountant in vraag zou stellen", in "De rol, de positie en de aansprakelijkheid van de met de wettelijke controle belaste accountant in de Europese Unie", *o.c.*, 28.

(16) De wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof stelt in de artikelen 2 en 3 een aantal verbodsbepalingen en onverenigbaarheden in die een onafhankelijke taakuitoefening moeten garanderen.

(17) Artikel 9 van het koninklijk besluit van 5 maart 1992.

(18) De problematiek krijgt ook internationaal meer aandacht nu de SEC (de Amerikaanse "Securities and Exchange Commission") een grootscheeps onderzoek voert naar (potentiële) belangenconflicten in hoofde van de grote accountancykantoren en hun medewerkers ten aanzien van de door hen gecontroleerde ondernemingen (*De Standaard,* 14 september 2000, "Grote accountancybedrijven staan volop ter discussie").

Bezoldiging

Naar analogie van de regeling in de Vennootschappenwet, stelt de algemene vergadering van aandeelhouders van het overheidsbedrijf dat de vorm van N.V. van publiek recht heeft, de bezoldiging van de commissarissen vast. Voor de andere autonome overheidsbedrijven wordt hun bezoldiging bij koninklijk besluit vastgesteld.
Dit leidt tot de situatie dat de bezoldiging van het mandaat van commissaris, lid van het Rekenhof, in een autonoom overheidsbedrijf dat de vorm van een N.V. van publiek recht heeft, wordt vastgesteld door de algemene vergadering van aandeelhouders van het overheidsbedrijf, terwijl diezelfde vergadering op geen enkele manier tussenkomt in de benoeming van die commissarissen (cf. hierboven).

Luidens artikel 64ter van de Vennootschappenwet bestaat de bezoldiging van de commissaris uit een vast bedrag dat bij het begin van de opdracht wordt vastgesteld en dat niet kan worden gewijzigd dan met instemming van de partijen (19). Die vereiste moet desgevallend evenwel wijken voor de regel dat de bezoldiging de naleving van de controlenormen van het Instituut der Bedrijfsrevisoren moet waarborgen (20). Zo kan, indien zich naar aanleiding van een fusie, een herstructurering of een groei belangrijke wijzigingen voordoen in de activiteiten of structuur van de onderneming, zich een wijziging in de bezoldiging opdringen omdat de opdracht onmogelijk kan worden voortgezet aan de bij de aanvang bepaalde voorwaarden (21).

De vervulling van uitzonderlijke werkzaamheden of van bijzondere opdrachten kan slechts op bijzondere wijze worden bezoldigd voorzover het jaarverslag verantwoording verstrekt over hun voorwerp (22).

Buiten die bezoldigingen mogen de commissarissen geen enkel voordeel, in welke vorm ook, van het overheidsbedrijf ontvangen.

Sociaalrechtelijk en fiscaal statuut

Bij ontstentenis van expliciete bepalingen daaromtrent blijven de leden van het Rekenhof die een mandaat uitoefenen in een College van Commissarissen verder onderworpen aan het op hen toepasselijke statuut.

Vermits zij hun mandaat uitoefenen uit hoofde van hun functie van lid van het Rekenhof, zijn zij, in toepassing van artikel 5bis van het koninklijk besluit nr. 38

(19) Wat niet belet dat het bedrag gekoppeld kan worden aan het indexcijfer der consumptieprijzen.
(20) Artikel 64 § 1 4° lid, van de Vennootschappenwet; *Jaarverslag I.B.R. 1986,* 71 en *Jaarverslag 1988,* 44.
(21) Het statuut van de commissaris-revisor, Studies I.B.R. Recht 3/97, 76.
(22) Artikel 64ter 2° lid.

van 27 juli 1967, niet verzekeringsplichtig in het kader van het sociaal statuut van de zelfstandigen.

Vanuit fiscaal oogpunt was de Minister van Financiën van oordeel dat de prestaties van de leden van het Rekenhof in het kader van hun mandaat van commissaris als BTW-plichtig in de zin van artikel 18 van de BTW-wet moeten worden beschouwd. Door het feit dat zij geen gebruikmaken van de in de wet bepaalde aftrekmogelijkheden, blijft het voor hen niettemin een neutrale operatie.

Aansprakelijkheid

Ook ten aanzien van commissarissen van een overheidsbedrijf (al dan niet met de vorm van N.V. van publiek recht) regelt artikel 64octies van de Vennootschappenwet de kwestie van de aansprakelijkheid als volgt: "De commissarissen zijn jegens de vennootschap aansprakelijk voor de tekortkomingen die zij in de uitoefening van hun taak begaan. Zij zijn zowel jegens de vennootschap als jegens derden, hoofdelijk aansprakelijk voor alle schade die het gevolg is van overtreding van de bepalingen van deze titel of van de statuten. Ten aanzien van de overtredingen waaraan zij geen deel hebben gehad, worden zij van die aansprakelijkheid slechts ontheven wanneer zij aantonen dat zij hun taak naar behoren hebben vervuld en zij die overtredingen hebben aangeklaagd bij de raad van bestuur en, indien daaraan geen passend gevolg werd gegeven, op de eerste algemene vergadering nadat zij er kennis van hebben gekregen."

Bovendien geldt de strafrechtelijke aansprakelijkheid van commissarissen voortvloeiend uit artikel 17, 3° lid, van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de onderneming, onverkort ten aanzien van de leden van het College van Commissarissen bij een overheidsbedrijf.
"Met een geldboete van vijftig frank tot tienduizend frank (23) wordt gestraft hij die als commissaris, commissaris-revisor of onafhankelijk deskundige rekeningen, jaarrekeningen, balansen en resultatenrekeningen of geconsolideerde rekeningen van ondernemingen attesteert of goedkeurt, terwijl niet is voldaan aan de in het eerste lid genoemde bepalingen, (24) en hij daarvan kennis heeft of niet heeft gedaan wat hij had moeten doen om zich te vergewissen of aan die bepalingen is voldaan. Hij wordt gestraft met een gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met een geldboete van vijftig frank tot tienduizend frank (25) of met één van die straffen alleen, als hij met bedrieglijk opzet heeft gehandeld".

(23) Thans te vermenigvuldigen met 200 ingevolge wijziging van de wet van 5 maart 1952 betreffende de opdeciemen op de strafrechtelijke geldboeten door de wet van 24 december 1993 (met uitwerking op 1 januari 1995).

(24) Het betreft de artikelen 2, 3 eerste en derde lid, 4 tot 9 van die wet van 17 juli 1975 of van de in uitvoering van de artikelen 4 zesde lid, 7 vierde lid, artikel 8 § 2, en van de artikelen 10 en 11 genomen besluiten (zie artikel 17 § 1 van diezelfde wet).

(25) Eveneens te vermenigvuldigen met 200.

De wet van 21 maart 1991 heeft derhalve geen bijzonderlijke aansprakelijkheidsregeling ingesteld ten aanzien van de commissarissen in autonome overheidsbedrijven.
Dit heeft voor gevolg dat de commissarissen-revisoren en de commissarissen – lid van het Rekenhof in beginsel hoofdelijk aansprakelijk kunnen worden gesteld voor de eventuele tekortkomingen in de uitoefening van hun mandaat.

In de praktijk - tot op heden heeft het probleem zich nog niet gesteld - lijkt de toepassing van die regels niet evident. Bij de beoordeling van de aansprakelijkheid zal immers worden nagegaan of wettelijke bepalingen werden geschonden en of de commissaris al dan niet heeft gehandeld zoals het een normaal zorgvuldige en omzichtige commissaris, geplaatst in dezelfde omstandigheden, betaamt. Daarbij zullen ten aanzien van commissarissen-revisoren de algemene en bijzondere controlenormen uitgevaardigd door het I.B.R. richtinggevend zijn. Die controlenormen gelden evenwel niet ten aanzien van de leden van het Rekenhof die benoemd zijn als commissaris bij een overheidsbedrijf. Hun aansprakelijkheid zal veeleer moeten getoetst worden aan de criteria die kunnen in aanmerking genomen worden ten aanzien van leden van het Rekenhof.

Kwijting

Nauw verbonden met de kwestie van de aansprakelijkheid is de kwestie van de kwijting.
Opvallend is dat de wet geen expliciete regeling van de kwijting van de commissarissen bij een overheidsbedrijf bevat.

Voor de commissarissen benoemd bij een autonoom overheidsbedrijf dat de vorm van N.V. van publiek recht heeft, dient de kwijting derhalve overeenkomstig artikel 79 van de Vennootschappenwet bij afzonderlijke stemming te worden verleend na goedkeuring van de jaarrekening (26).

Vermits de algemene vergadering tevens het orgaan is dat bevoegd is om op basis van artikel 64octies van de Vennootschappenwet desgevallend een aansprakelijkheidsvordering in te stellen tegen de commissarissen, kan worden aanvaard dat ook de kwijting aan de commissarissen benoemd door het Rekenhof wordt verleend door de algemene vergadering van aandeelhouders van het autonoom overheidsbedrijf.

Ten aanzien van de autonome overheidsbedrijven die niet de vorm van N.V. van publiek recht hebben, zijn de op de kwijting betrekking hebbende bepalingen van de Vennootschappenwet niet van toepassing. Luidens artikel 13 van voor-

(26) Het is niet duidelijk hoe artikel 13 van het K.B. van 5 maart 1992 in die hypothese moet worden begrepen: "De commissarissen krijgen, wat de Staat betreft, kwijting door de goedkeuring van de jaarrekening door de algemene vergadering".

noemd K.B. van 5 maart 1992 verleent de minister door de loutere goedkeuring van de jaarrekening tevens kwijting aan de commissarissen. Op basis van een analoge redenering kan ook hier worden gesteld dat de kwijting aan de commissarissen benoemd door het Rekenhof rechtsgeldig wordt verleend door de minister onder wie het overheidsbedrijf dat niet de vorm van N.V. van publiek recht heeft, ressorteert.

Ontslag

De ontslagregeling van de commissarissen bij een overheidsbedrijf is geregeld in artikel 25, § 4, van de wet: "Op straf van schadevergoeding kunnen zij tijdens hun opdracht alleen om wettige redenen worden ontslagen. Behoudens gewichtige persoonlijke redenen mag een commissaris geen ontslag nemen tenzij ter gelegenheid van de neerlegging van zijn verslag bij de jaarrekening en nadat hij de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert en, in voorkomend geval, de algemene vergadering schriftelijk heeft ingelicht over de beweegredenen van zijn ontslag".
Het is duidelijk dat bovenstaande bepalingen geïnspireerd zijn op de artikelen 64quater en quinquies, lid 3 van de Vennootschappenwet.

Toch blijven enkele vragen onbeantwoord.

Zo is niet expliciet bepaald wie de bevoegdheid tot ontslag om wettige redenen toekomt. Gelet op de nauwe band tussen benoeming en ontslag lijkt het aannemelijk de ontslagbevoegdheid toe te kennen aan de instantie die krachtens de wet bevoegd is tot benoemen.
Gelet op het feit dat – zoals hierboven uiteengezet – de algemene vergadering van het overheidsbedrijf of de bevoegde minister (naargelang het overheidsbedrijf al dan niet de vorm van N.V. van publiek recht heeft) bevoegd wordt geacht voor het verlenen van kwijting aan de commissarissen, moet gewezen worden op de potentiële spanningen die uit een dergelijke bevoegdheidsverdeling zouden kunnen voortvloeien ten aanzien van de commissarissen benoemd door het Rekenhof.

Ook de aanduiding van de desgevallend bevoegde rechterlijke instantie voor de beslechting van geschillen omtrent de wettigheid van een gedwongen ontslag van een commissaris - vooral indien het om een lid van het Rekenhof zou gaan - is niet evident. Is de benoeming (en het gedwongen ontslag) door het Rekenhof van een commissaris te beschouwen als een eenzijdige rechtshandeling of als (de beëindiging van) een lastgeving?

Evenmin biedt de wet uitsluitsel over de te volgen procedure voor een gedwongen ontslag van commissarissen in overheidsbedrijven die niet de vorm van een N.V. van publiek recht hebben: in dat geval is voornoemd artikel 64quinquies niet van toepassing en is bijgevolg geen specifieke procedure voor gedwongen ontslag van een commissaris ingesteld.

Ook in het geval van vrijwillig ontslag biedt de regeling vervat in artikel 25, § 4, van de wet geen antwoord op de vraag aan wie desgevallend een schriftelijke motivering van het ontslag van een commissaris, benoemd door het Rekenhof in een overheidsbedrijf dat de vorm van N.V. van publiek recht heeft, moet worden meegedeeld. Aan het Rekenhof, aan de algemene vergadering, aan de minister, aan het Paritair Comité, of aan meerdere van voornoemde instanties samen?

De rol van het Rekenhof in het kader van de externe controle van de autonome overheidsbedrijven

Taakverdeling in het College van Commissarissen inzake de controle op de financiële toestand, de jaarrekening en de daarmee verband houdende verrichtingen

Artikel 25, § 1, van de wet omschrijft de opdracht van het College als volgt: "De controle op de financiële toestand, op de jaarrekening en op de regelmatigheid, vanuit het oogpunt van de wet en van het organiek statuut, van de verrichtingen weer te geven in de jaarrekening, ..." .

Artikel 25, § 7, voegt daaraan toe dat het Rekenhof zijn toezicht uitsluitend op grond van artikel 27, § 3, uitoefent. Daaruit lijkt te moeten worden afgeleid dat het Rekenhof zelf slechts een toezicht ter plaatse kan organiseren op de rekeningen en verrichtingen die betrekking hebben op de uitvoering van taken van openbare dienst en dat zulks via zijn vertegenwoordigers in het College moet verlopen (27).

De Raad van het Instituut der Bedrijfsrevisoren heeft erop gewezen dat die wettelijke taakomschrijving grote gelijkenis vertoont met de functie van commissaris bij een N.V. Daaruit werd afgeleid dat de door het Instituut uitgewerkte algemene controlenormen ook door de commissarissen benoemd bij de autonome overheidsbedrijven moeten worden toegepast (28).

De Raad gaf meteen een leidraad mee voor een functionele taakverdeling: " Vanuit het oogpunt van de efficiëntie, de technische veiligheid en de samenhang in de tenuitvoerlegging van het controleprogramma, lijkt het verkieslijk de beroepsbeoefenaars te belasten met een financiële controle van de boekhouding en van de financiële toestand, terwijl de specialisten in overheidscontrole best hun aandacht zouden toespitsen op de opdrachten bedoeld in artikel 27, § 3, van de wet, namelijk de uitvoering van de taken van openbare dienst en ook op de naleving van de wetten die op de instelling toepasselijk zijn" (29).

(27) Dit geldt zowel voor overheidsbedrijven die de vorm van een N.V. van publiek recht hebben als voor de andere.
(28) Instituut der Bedrijfsrevisoren, *Jaarverslag 1991,* 87.
(29) *Ibid.* 88.

In de praktijk is die taakverdeling niet altijd toepasbaar gebleken.
Vooreerst moet immers rekening worden gehouden met volgende wettelijke en reglementaire bepalingen:

— artikel 64, § 1, vierde lid, van de Vennootschappenwet bepaalt dat de commissarissen een college vormen en de controle onder elkaar kunnen verdelen (30);
— artikel 12 van het koninklijk besluit van 5 maart 1992 stelt dat de commissarissen optreden als college voor de opdrachten die de wet hun heeft toevertrouwd;
— artikel 25 van de wet van 21 maart 1991 maakt een onderscheid tussen de opdrachten van de commissarissen waaronder deze benoemd door het Rekenhof (controle van de balans, resultatenrekening, toelichting en jaarverslag in hun totaliteit) en de opdracht van het Rekenhof om – door bemiddeling van zijn vertegenwoordigers in het College – een toezicht ter plaatse uit te voeren op de rekeningen en verrichtingen die betrekking hebben op de uitvoering van taken van openbare dienst.

Bovendien moet erop worden gewezen dat de rekeningen die betrekking hebben op taken van openbare dienst tot op heden voor de meeste overheidsbedrijven nog veruit het grootste deel van het geheel vormen. Bij de controle van de jaarrekening kan verder niet altijd een strikt onderscheid worden gehanteerd tussen taken van openbare dienst en andere taken. Zo is het niet mogelijk om bijvoorbeeld inzake leveranciersrekeningen een strikte scheidingslijn te trekken tussen rekeningen die betrekking hebben op de uitvoering van taken van openbare dienst en andere taken omdat een belangrijk aantal aankopen (zowel investeringen als verbruiksgoederen) worden verricht met het oog op de uitvoering van beide categorieën van taken tegelijk. Voormelde vaststelling illustreert overigens de complexiteit van de realisatie van het door artikel 27, § 1, van de wet opgelegde "afzonderlijk stelsel van rekeningen voor de activiteiten die verband houden met hun taken van openbare dienst, enerzijds, en hun andere activiteiten anderzijds".

Rekening houdend met voornoemde context, wordt de controle uitgevoerd volgens een binnen het College afgesproken werkverdeling, met inachtneming van algemene en internationaal aanvaarde controlenormen.
De commissarissen, lid van het Rekenhof en de commissarissen-bedrijfsrevisoren staan verder nog in voor een aantal specifieke opdrachten waarop we hierna verder ingaan.

(30) Die bepaling is toepasselijk, ongeacht of het autonoom overheidsbedrijf de vorm van N.V. van publiek recht heeft of niet (cf. artikel 25 § 6 van de wet van 21 maart 1991).

Specifieke taken van het Rekenhof

Vanuit hun controletradities en conform de bepalingen van voormeld K.B. van 5 maart 1992 (31) besteden de leden benoemd door het Rekenhof – daarin bijgestaan door een permanent ter plaatse opererende ploeg – een bijzondere aandacht aan de controle van de rekeningen en verrichtingen die betrekking hebben op de taken van openbare dienst. Die controle bestaat in de eerste plaats uit een zgn. "compliance-audit" (32). Het betreft een controle a posteriori en op stukken. Centraal in de opdracht staat het nazicht van het zgn." afzonderlijk stelsel van rekeningen van taken van openbare dienst" (33) en de daaruit resulterende samenvattende staat die in de toelichting bij de jaarrekening wordt opgenomen.

Het Rekenhof heeft geoordeeld dat zijn leden, commissarissen bij een overheidsbedrijf, geen bijzondere opdrachten konden aanvaarden op grond van volgende overwegingen:
— dergelijke opdrachten vallen buiten het toepassingsdomein van artikel 25, § 1, van de wet;
— de enige wettelijke attestering vanwege het College van Commissarissen bestaat uit het omstandig schriftelijk verslag over de jaarrekening conform artikel 65 van de Vennootschappenwet;
— de bijzondere opdrachten waarvan sprake in artikel 64ter van de Vennootschappenwet worden omschreven als opdrachten die door of krachtens een wet aan de commissarissen-revisoren zijn toegewezen of die zij mogen vervullen in hun hoedanigheid van bedrijfsrevisor (34).

Nog steeds voorzover het de rekeningen en verrichtingen betreft die verband houden met de uitvoering van taken van openbare dienst, is het Rekenhof van oordeel dat het – hetzij op eigen initiatief, hetzij op vraag van de Kamer van Volksvertegenwoordigers – a posteriori tevens de goede besteding van de rijksgelden (controle op de naleving van de beginselen van zuinigheid, doeltreffendheid en doelmatigheid van de uitgaven) kan controleren. Die controle is uiteraard beperkt tot de diensten en instellingen die aan de controle van het Rekenhof zijn

(31) K.B. van 5 maart 1992 tot vaststelling van nadere regelen met betrekking tot de opdracht, de actiemogelijkheden en het statuut van de commissarissen bij de autonome overheidsbedrijven.

(32) Daarbij kan o.m. worden gedacht aan conformiteitcontroles in de domeinen aanbesteding van werken en levering van goederen en diensten, toepassing van organieke wetgeving en statuten, personeelsaangelegenheden, enz.

(33) Artikel 27 van de wet; de toelichting bij de jaarrekening bevat een samenvattende staat van de rekeningen betreffende de taken van openbare dienst en een desbetreffend commentaar; de Koning heeft tot op dit ogenblik - noch in algemene zin, noch in het bijzonder t.a.v. één of meerdere overheidsbedrijven - nadere regelen opgelegd waaraan die samenvattende staat moet beantwoorden; in de praktijk krijgt dit voorschrift een eerder minimalistische invulling.

(34) Aldus aangegeven in de voorbereidende werken bij de wet van 21 februari 1985 tot hervorming van het bedrijfsrevisoraat (*Parl. St.* Kamer van Volksvertegenwoordigers, 1982-83, nr. 552/35, 45).

onderworpen en strekt zich derhalve in beginsel niet uit tot de dochterondernemingen van een overheidsbedrijf (35).

Specifieke taken van de bedrijfsrevisoren

Controle van de dochterondernemingen

De autonome overheidsbedrijven kunnen rechtstreeks of onrechtstreeks belangen nemen in vennootschappen, verenigingen en instellingen van publiek of privaat recht waarvan het doel verenigbaar is met hun doel; zij kunnen dergelijke vennootschappen, verenigingen en instellingen ook oprichten (artikelen 13, § 1 en § 6 van de wet).
Indien een dochteronderneming van een overheidsbedrijf zelf geen taken van openbare dienst waarneemt, valt zij buiten het toepassingsgebied van de wet. De organisatie van de externe controle wordt in dat geval beheerst door de erop toepasselijke wetgeving (36). Het Rekenhof en zijn vertegenwoordigers in het College van het moederbedrijf missen in beginsel elke controlebevoegdheid over een dergelijke dochteronderneming.

Nemen hun dochterondernemingen wel taken van openbare dienst waar, dan verschilt de regeling naargelang de dochteronderneming zelf gerangschikt wordt in de categorie van de autonome overheidsbedrijven of niet.
Indien de Koning de dochteronderneming indeelt bij de autonome overheidsbedrijven, zijn de bepalingen van titel I van de wet ook op de dochteronderneming van toepassing (en wordt de controle van de financiële toestand en van de jaarrekening bijgevolg toevertrouwd aan een College van Commissarissen overeenkomstig artikel 25 van de wet).
Wordt de dochteronderneming, opgericht onder de vorm van een handelsvennootschap, evenwel niet ingedeeld bij de autonome overheidsbedrijven, dan is in beginsel, overeenkomstig artikel 64, § 1, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, de controle op de financiële toestand en op de jaarrekening toevertrouwd aan één of meer commissarissen, benoemd onder de leden van het I.B.R. In dat geval behoudt ook het Rekenhof via zijn vertegenwoordigers evenwel een zekere vorm van controle op de verrichtingen die betrekking hebben op taken van openbare dienst op basis van artikel 27, § 3, van de wet (cf. supra).

(35) Wet van 10 maart 1998 tot wijziging van de wet van 29 oktober 1846 tot inrichting van het Rekenhof, *B.S.* 11 april 1998.

(36) In concreto hebben sommige overheidsbedrijven reeds meerdere dochterondernemingen opgericht naar privaat recht (meestal onder de vorm van naamloze vennootschappen) en dienovereenkomstig één of meerdere commissarissen-revisoren benoemd volgens de procedure bepaald in de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Controle van de geconsolideerde jaarrekening

De verplichting tot het opstellen van een geconsolideerde jaarrekening is, onder de voorwaarden bepaald in het K.B. van 6 maart 1990 op de geconsolideerde jaarrekening van ondernemingen, ook van toepassing op de autonome overheidsbedrijven.

De wet van 21 maart 1991 bevat evenwel geen expliciete bepaling over de controlebevoegdheid terzake. Dit stilzwijgen van de wetgever kan worden betreurd (37) omdat vanuit die vaststelling geen eenduidige conclusie kan worden getrokken over de wijze waarop de controle op de geconsolideerde jaarrekening van een overheidsbedrijf moet worden toegewezen. Vermits de wet het heeft over de "controle van de jaarrekening" en gelet op de ratio legis van de bijzondere organisatie van de externe controle (cf. hierboven), zou kunnen worden geargumenteerd dat ook de controle van de geconsolideerde jaarrekening moet toekomen aan een College van Commissarissen, samengesteld op dezelfde wijze en benoemd volgens dezelfde procedure.
Anderzijds wordt de controle van de geconsolideerde jaarrekening traditioneel beschouwd als een materie die valt onder de zgn. bijzondere opdrachten, bedoeld in artikel 64ter, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, waarvoor bijgevolg bedrijfsrevisoren, leden van het I.B.R., worden aangewezen (38).

Wat er ook van zij, in de praktijk kunnen we vaststellen dat de controle van de geconsolideerde jaarrekening wordt toevertrouwd aan één of meer bedrijfsrevisoren, lid van het I.B.R. (al dan niet tevens lid van het College van Commissarissen van het moederbedrijf).

Toewijzing van andere bijzondere controleopdrachten

Sinds hun oprichting hebben sommige overheidsbedrijven een aantal bijzondere controleopdrachten toegewezen.

Het betrof o.m. volgende opdrachten:
— de attestering van een prospectus naar aanleiding van de uitgifte van een obligatielening in het buitenland;
— het opmaken van een bijzonder verslag ten gevolge van een inbreng in natura;
— het opstellen van een zgn. "beginbalans";

(37) Gezien de groeiende complexiteit van het internationale bedrijfsleven, waarvan meer en meer ook sommige overheidsbedrijven deel van gaan uitmaken, wordt het steeds belangrijker om een totaalbeeld te hebben van het geheel van de belangrijkste activiteiten van het bedrijf.

(38) Voorbereidende werken van de wet van 21 februari 1985 tot hervorming van het bedrijfsrevisoraat (*Parl. St.* Kamer 1982-83, nr. 552/35, 45).

— het opstellen van een bijzonder verslag over een staat waarin activa en passiva zijn samengevat en waarin het bedrag van het maatschappelijk kapitaal na omzetting in N.V. van publiek recht wordt aangegeven.

Bovenstaande opdrachten werden telkens, bij toepassing van voornoemd artikel 64ter, toegewezen aan bedrijfsrevisoren, lid van het I.B.R en al dan niet lid van het College van Commissarissen.

Toelichting aan het Paritair Comité van de economische en financiële inlichtingen verstrekt door het overheidsbedrijf

Luidens artikel 15bis van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven worden één of meer bedrijfsrevisoren aangeduid om aan de ondernemingsraad verslag uit te brengen over de jaarrekening en het jaarverslag, om de getrouwheid en de volledigheid van de verstrekte economische en financiële informatie te garanderen en om de draagwijdte ervan toe te lichten. Via artikel 36 van de wet van 21 maart 1991 is die bepaling ook van toepassing op de overheidsbedrijven.

Gelet op de nauwe verwantschap die aldus bestaat tussen de regeling voor de overheidsbedrijven en de regeling van kracht ten aanzien van privé-ondernemingen, worden de in voornoemd artikel 15bis bedoelde opdrachten in het kader van de werkverdeling binnen elk College, doorgaans toevertrouwd aan de commissarissen, lid van het I.B.R.

De rapportering over de controlewerkzaamheden

De rapportering aan de Wetgevende Kamers

Artikel 27, § 3, van de wet van 21 maart 1991 bepaalt dat de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert de jaarrekening, het jaarverslag en het verslag van het College van Commissarissen vóór 31 mei van het jaar volgend op het betrokken boekjaar meedeelt aan de Wetgevende Kamers en ter nazicht overzendt aan het Rekenhof.

Met het verslag van het College van Commissarissen wordt het rekeningenverslag bedoeld waarvan sprake in artikel 65 van de Vennootschappenwet: in essentie bevat het een schriftelijk verslag over de wijze waarop de controletaak is verricht en een oordeel over de jaarrekening en het jaarverslag van het overheidsbedrijf (39). Dat verslag wordt, samen met de andere voormelde stukken, uiterlijk op

(39) Het Rekenhof heeft ermee ingestemd dat die rapportering gebeurt volgens de leidende beginselen van de door de Raad van het Instituut der Bedrijfsrevisoren uitgewerkte algemene controlenormen inzake verslaglegging over de jaarrekening.

30 april van het jaar volgend op het betrokken boekjaar door de raad van bestuur overgezonden aan de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert en aan de Minister van Begroting. In de toelichting bij de jaarrekening moet tevens een samenvattende staat en een bijhorend commentaar worden opgenomen van de rekeningen betreffende de taken van openbare dienst (40). Hoewel de Koning gemachtigd is "algemene of bijzondere regelen" te bepalen inzake de vorm en de inhoud van die samenvattende staat en commentaar, zijn tot op heden geen nadere uitvoeringsbepalingen uitgevaardigd over de wijze waarop de overheidsbedrijven zich van die bijkomende verplichting moeten kwijten.

De Wetgevende Kamers ontvangen, behalve de hierboven vermelde informatie, elk jaar vanwege de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert tevens een verslag over de toepassing van titel I van de wet (41).

Tot slot kan het Rekenhof op grond van artikel 27, § 3, 4° lid in fine de rekeningen in zijn opmerkingenboek bekendmaken. Die bepaling moet zo worden begrepen dat het Rekenhof – uitsluitend met betrekking tot de rekeningen en verrichtingen die betrekking hebben op de uitvoering van taken van openbare dienst – de bevindingen van zijn toezicht ter plaatse kan opnemen in zijn opmerkingenboek, gericht aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers (artikel 180 van de Grondwet) (42).

Overige rapporteringen

Voormeld verslag van het College van Commissarissen – evenals de overige bij de jaarrekening horende stukken – wordt in toepassing van artikel 25, § 6, in fine in eerste instantie toegezonden aan de raad van bestuur van het overheidsbedrijf en aan de minister onder wie het ressorteert.

Indien het autonoom overheidsbedrijf de vorm van N.V. van publiek recht heeft, moet voormeld verslag in toepassing van artikel 79 van de Vennootschappenwet tevens ter beschikking worden gesteld van de aandeelhouders ten behoeve van de algemene jaarvergadering.

Ongeacht of het overheidsbedrijf al dan niet de vorm van een N.V. van publiek recht heeft, moet de jaarrekening samen met de overige in artikel 80 van de Vennootschappenwet opgesomde stukken (waaronder het verslag van het College van Commissarissen) dertig dagen nadat zij door de algemene vergadering

(40) Artikel 27 § 1 2° lid van de wet van 21 maart 1991.
(41) Titel I omvat de algemene bepalingen in verband met de autonome overheidsbedrijven.
(42) Dit gebeurde een eerste maal in het 154e Boek van Opmerkingen, deel I, 344-395.

(of door de minister) (43) is goedgekeurd, worden neergelegd bij de Nationale Bank (44).

Ten behoeve van de leden van de raad van bestuur stelt het College bovendien een verslag op over de eventuele bevindingen en aanbevelingen die naar aanleiding van de controlewerkzaamheden werden gedaan en die niet zijn opgenomen in de wettelijke verslaglegging omwille van het feit dat zij geen invloed hebben op de krachtens voornoemd artikel 65 uit te brengen attesteringen, maar die het College niettemin onder de aandacht van het bestuur wenst te brengen (zgn. "management letters").

In het kader van de toepassing van artikel 15bis van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven (45), zendt het College jaarlijks een verslag aan het Paritair Comité (46) van het overheidsbedrijf waarin de getrouwheid en de volledigheid van de verstrekte economische en financiële informatie wordt geattesteerd.

Tot slot beschikt het College, in uitvoering van artikel 7 van het K.B. van 5 maart 1992 over de mogelijkheid briefwisseling te voeren met de Regeringscommissaris over elke aangelegenheid die hem aanbelangt.

In sommige – eerder uitzonderlijke gevallen – heeft het College specifieke aandachtspunten in een afzonderlijke briefwisseling aan de Regeringscommissaris gemeld (47).

(43) Dit kan worden afgeleid uit het samenlezen van artikel 27 § 2 in fine en artikel 27 § 3, 2° lid van de wet van 21 maart 1991 enerzijds en artikel 80 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen anderzijds.

(44) Artikel 80 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

(45) Toepasselijk gemaakt op de autonome overheidsbedrijven via artikel 36 van de wet van 21 maart 1991.

(46) Overleg- en onderhandelingsorgaan, paritair samengesteld uit vertegenwoordigers van het overheidsbedrijf en vertegenwoordigers van de erkende syndicale vakorganisaties; te vergelijken met de ondernemingsraad in een privé-onderneming.

(47) Dit met het oog de Regeringscommissaris zo volledig mogelijk te informeren ten behoeve van het verslag dat hij krachtens artikel 23 moet uitbrengen bij de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert en - indien er een weerslag op de algemene uitgavenbegroting van het Rijk is - bij de Minister van Begroting.

De vertrouwensrelatie in de ondernemingsraad: De taak van de Inspectie der Bedrijfsorganisatie en het bedrijfsrevisoraat

Paul Van Geyt,
Adviseur ministerie van Economische Zaken - Bestuur Handelsbeleid, afdeling Diensten van financiële aard - Bedrijfsorganisatie

1. Inleiding

De Inspectie der Bedrijfsorganisatie van het Ministerie van Economische Zaken is belast met het toezicht op de uitvoering van artikel 15b van de Wet van 20 september 1948, houdende organisatie van het bedrijfsleven en van zijn uitvoeringsbesluiten, het K.B. van 27 november 1973 houdende reglementering van de economische en financiële inlichtingen te verstrekken aan de ondernemingsraden, gewijzigd door het K.B. van 12 augustus 1981 (informatie over de vermindering van de sociale zekerheidslasten) en het K.B. van 6 maart 1990 (de informatie over de geconsolideerde jaarrekening).

De toepassing van de verschillende wettelijke en reglementaire bepalingen kadert duidelijk in een aantal principes die aan de basis van elke actie, gevoerd door de Inspectie, moeten liggen. Met andere woorden, indien het toezicht op de praktische toepassing van de voorgeschreven regelen de hoofdcontroletaak van deze Inspectie vormt, dan is het minstens zo belangrijk rekening te houden met de geest van de wetgeving. Deze vinden we terug in de basisprincipes van het K.B. '73 en de CAO nr. 9.

2. De basisprincipes van de informatieverstrekking in de ondernemingsraad

Historisch werd in 1948 gepoogd de eerste basisbeginselen van wat genoemd werd **"de democratisering van de economie"** in een wettekst te gieten. Artikel 15 is het vertrekpunt van wat beschouwd wordt als het middel bij uitstek om het sociaal overleg op een goede basis te kunnen starten. In deze basistekst werd het principe van de kwartaal- en de jaarlijkse informatieverplichting duidelijk neergeschreven.

Aangezien deze fundamentele regels bij K.B. moesten uitgewerkt worden, werd op 27 november 1950 een eerste zeer beperkte regeling van toepassing verklaard. De voorziene informatieverstrekking was echter zeer beperkt en hoofdzakelijk mondeling. Dit gaf geen voldoening aan de werknemersorganisaties, zodat er opnieuw besprekingen gestart werden met het oog op het vinden van een gepaste oplossing voor een degelijke onderbouw van de dialoog in de ondernemingsraad.

Het K.B. van 27 november 1973 tracht alle activiteiten van de onderneming in een schriftelijk verslag te stoppen, dat als basis voor bespreking in de ondernemingsraad moet gebruikt worden. Naast de bevestiging en de verdere specifiëring van de periodieke en de jaarlijkse informatie uit de basiswet, wordt een regeling inzake occasionele informatie voorgeschreven.

Een aantal andere regelingen werden verder getroffen met betrekking tot de werking van de ondernemingsraad en de informatieverstrekking. Bij de uitwerking van dit uitvoeringsbesluit werd duidelijk vertrokken van een aantal voorwaarden waarmee er rekening moet gehouden worden bij de praktische toepassing van de informatieregeling. Ook het toezichthoudend orgaan is gebonden door deze vuistregels! Ten slotte vinden we deze eveneens terug in de CAO nr. 9.

2.1. Toepassingsprincipes K.B. 1973

De in het K.B. van 27 november 1973 opgenomen regelen houden rekening met de "BELANGEN" van de betrokken partijen (1).

De werknemers moeten, op grond van voldoende informatie over de gang van zaken in hun onderneming, een beter begrip krijgen van de situatie en de problemen die zich stellen.

Aan het ondernemingshoofd worden daarom een aantal informatieverplichtingen opgelegd waarbij er toch garanties inzake de behandeling van de verstrekte informatie worden voorzien. Het belang van de werknemers om voldoende geïnformeerd te worden wordt door de reglementering gekoppeld aan de zekerheid dat, door het toezicht van de Inspectie en de tussenkomst van de bedrijfsrevisor, de verstrekte informatie voldoende betrouwbaar en volledig is zodat de dialoog binnen de ondernemingsraad op een gezonde basis kan plaatsvinden.

De nieuwe regels moeten, gezien de soms zeer grote verschillen tussen de sectoren, met "VOLDOENDE SOEPELHEID" worden toegepast (2).

De reglementering werd oorspronkelijk hoofdzakelijk voor de industriële sector geschreven. De duidelijke verschillen binnen die sector en, door de latere uitbreiding naar alle sectoren, de nog grotere verschillen in de praktische toepassing van de unieke regels van de informatieverstrekking, hebben de noodzaak van het principe van soepele toepassing nog sterker benadrukt.

Indien men binnen het overlegorgaan tot een goede vertrouwensrelatie wil komen door een gesprek op niveau mogelijk te maken, dan zal men inderdaad voor elke specifieke onderneming rekening moeten houden met de bijzondere ken-

(1) K.B. 27 november 1973, Verslag aan de Koning.
(2) K.B. 27 november 1973, Verslag aan de Koning, Algemene bemerking.

merken die een duidelijke weerslag zullen hebben op de informatieverstrekking. De sectoriële bijzonderheden zijn voor de praktische toepassing uitermate belangrijk en werden daarom via omzendbrieven bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad na langdurige voorafgaande besprekingen in de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven (zie verder) (3).

De soepele toepassing van de informatieregeling mag echter "GEEN DISCRIMINATIE" tussen de ondernemingen veroorzaken (4).

Wat de aard en de omvang van de informatie betreft wordt duidelijk gesteld dat alle ondernemingen of instellingen op dezelfde wijze moeten behandeld worden. Met andere woorden, de sectoriële verschillen die bestaan en die hun eigen vertaling van de reglementaire bepalingen moeten vinden, mogen niet van die aard zijn dat al te grote distorsies inzake de praktische toepassing zouden kunnen toegelaten worden.

Onder meer om deze redenen heeft de Inspectie een tiental jaar geleden geoordeeld sectoriële interpretaties naast het basisbesluit van 1973 te moeten voorstellen, zonder dat deze interpretaties de reglementaire bepalingen vervangen. Dit komt onder meer tot uiting in de vorm waaronder deze sectoriële interpretaties werden gepubliceerd, namelijk door ministeriële omzendbrieven. Hierbij werd steeds het standpunt ingenomen dat de bepalingen van het K.B. van 1973 onverminderd van toepassing blijven zodat de gegeven interpretaties slechts als een richtlijn moeten beoordeeld worden.

Het belang van deze teksten is echter niet te onderschatten. Enerzijds worden de betrokken werkgevers vrij goed geholpen bij de praktische uitwerking en de opstelling van hun informatie, en anderzijds bereikt elke omzendbrief een zekere aflijning en coördinatie binnen zijn sector, wat dan een gunstige weerslag heeft op de gelijkschakeling van al deze ondernemingen, en dit binnen het kader van het K.B. van 27 november 1973.

---

(3) K.B. van 3 juli 1980, waarbij algemeen verbindend verklaard wordt de CAO van 18 december 1979, houdende invoering van een speciale regeling inzake inlichtingen te verstrekken aan de ondernemingsraden in de verzekeringsondernemingen *B.S.* 2 oktober 1980.
Ministeriële omzendbrieven:
M.O. ziekenfondsen van 31 januari 1984, *B.S.* 31 januari 1984.
M.O. ziekenhuizen van 19 maart 1984, *B.S.* 23 maart 1984.
M.O. vrij onderwijs van 15 februari 1985, *B.S.* 20 februari 1985.
M.O. universitaire instellingen van 28 februari 1985, *B.S.* 6 maart 1985.
M.O. opvoedings- en huisvestingsinstellingen van 9 januari 1987, *B.S.* 15 januari 1987.
M.O. beschutte werkplaatsen van 12 januari 1987, *B.S.* 21 januari 1987.
M.O. banken van 5 maart 1987, *B.S.* 24 maart 1987.
M.O. spaarbanken van 10 november 1988, *B.S.* 19 november 1988.
M.O. openbare kredietinstellingen van 20 maart 1989, *B.S.* 23 maart 1989.

(4) K.B. 27 november 1973, Verslag aan de Koning, Algemene bemerking.

Het verstrekken van informatie mag "GEENSZINS CONCURRENTIE-VERVALSEND" werken.

Het evenwicht bewaren tussen voldoende informatie verstrekken en de vertrouwelijkheid van een aantal gegevens in acht nemen is een moeilijke zaak. De reglementering wijst daarom op het feit dat het verstrekken van informatie niet concurrentievervalsend mag werken. De commentaar op artikel 1 van het K.B. van 1973 koppelt de mogelijkheid om de vertrouwelijkheid van een aantal inlichtingen in te roepen aan het niet-discriminatieprincipe.

Dit betekent dat, hoewel de basisregel toch de verplichting tot informatieverstrekking blijft, de wetgever het mogelijk vertrouwelijk karakter als een essentieel element beschouwt.

De beperking van de absolute informatieverplichting is des te meer van belang omdat de vertrouwensrelatie grondig kan beïnvloed worden door de wijze waarop deze gesteld wordt. Met andere woorden het is belangrijk dat de beide partijen in de ondernemingsraad duidelijke afspraken kunnen maken over de mate waarin een verregaande informatiedoorstroming beschermd zal worden tegen lekken die de concurrentiepositie van de betrokken onderneming zou kunnen schaden.

Indien er betwisting bestaat over het in stand houden van dit evenwicht zal de Inspectie een rol van scheidsrechter kunnen spelen. Zij zal duidelijk moeten rekening houden met de aangevoerde elementen, met de fundamentele voorwaarde om het overleg opnieuw mogelijk te maken en hierbij aansluitend met de noodzaak om de vertrouwensrelatie binnen die raad te herstellen.

Een "LIMITATIEVE AFWIJKINGSMOGELIJKHEID" wordt voorzien binnen een strikte procedureregeling.

Aangezien in 1973 de wetgever de informatieverstrekking voldoende gedetailleerd heeft uitgewerkt, was hij de mening toegedaan dat er op de informatieplicht wel enkele mogelijkheden tot afwijkingen moesten voorzien worden. Vooral om *commerciële en concurrentiële redenen* bleek het noodzakelijk voor een aantal inlichtingen deze afwijking zo duidelijk mogelijk te maken.

Het karakter van openbare orde van deze wetgeving en reglementering, waardoor tekstuitbreidingen niet mogelijk zijn, heeft ertoe geleid dat de punten waarvoor een afwijking zou kunnen toegestaan worden, limitatief in het K.B. van 1973 werden opgesomd. *Dit heeft tot gevolg dat een afwijking voor de andere niet vermelde inlichtingen hoe dan ook onmogelijk is!*

Het belang van de informatieplicht wordt vervolgens nog meer benadrukt door de vaststelling dat de werkgever zelf niet kan beslissen of een afwijking toegestaan kan worden. De verzoeken die hij daartoe meent te moeten formuleren, zullen pas na de goedkeuring van de Inspectie-ambtenaar al dan niet ingewilligd

worden. Maar ook deze laatste beslist niet eigenmachtig! Een duidelijke adviesprocedure bij de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven (CRB) bepaalt en stuurt de eventueel te nemen beslissing. Toch blijft ook hier de vertrouwensrelatie een fundamentele rol spelen: indien binnen de betrokken ondernemingsraad het verzoek unaniem wordt goedgekeurd en dit eveneens is gebeurd in het Comité ad hoc binnen de CRB, dan is de scheidsrechterlijke tussenkomst van de Inspectie niet nodig. Zij moet in die gevallen het unaniem advies volgen. Voldoende vertrouwen leidt dus tot beslissingen die door de controleoverheid moeten gevolgd worden.

Het belang van de vertrouwensrelatie wordt nog duidelijker benadrukt wanneer de reglementering (5) bij een toegestane afwijking toch nog een alternatieve informatie (eventueel op een ander tijdstip) voorschrijft. De informatie en het gesprek daarover blijft hoe dan ook gewaarborgd. Het doel is natuurlijk het vertrouwen tussen de partijen te bewaren zodat een goede samenwerking mogelijk wordt.

Het ONAFHANKELIJK BEHEER van het ondernemingshoofd moet gewaarborgd blijven (6).

Het overwegend adviserend karakter van de ondernemingsraad geeft in de praktijk de mogelijkheid om meer onderwerpen te behandelen waarbij de werknemers, al dan niet unaniem, hun mening kunnen weergeven over de mogelijke oplossingen. Het duidelijk benadrukken van het bestaan van het onafhankelijk beheer van de werkgever duidt op de wil van de wetgever om de beslissingsmacht bij deze laatste te houden, maar deze toch te onderwerpen aan een consultatie- en adviseringsprocedure. Indien de uitbreiding van de informatieverplichting in het K.B. van 1973 ervoor gezorgd heeft dat er een vrij diepgaande informatie moet verstrekt worden, dan was het wel de bedoeling om langs deze grondige informatie om het beter begrip van het leven van de onderneming te bevorderen.

De reglementering streeft dus naar een betere kennis van alle elementen van de onderneming zodat een beter gesprek en, daaruit voortvloeiend, een echte vertrouwensrelatie binnen de ondernemingsraad mogelijk wordt, zonder nochtans te raken aan het prerogatief van het ondernemingshoofd om de noodzakelijke beslissingen te nemen.

(5) K.B. 27 november 1973, artikel 29.
(6) K.B. 27 november 1973, Verslag aan de Koning.

2.2. De basisprincipes in de CAO nr. 9 (7)

Hoewel deze CAO vooral de informatie die verband houdt met de werkgelegenheid regelt, (nochtans in aansluiting met de inlichtingen die jaarlijks en periodiek moeten verstrekt worden krachtens het K.B. van 1973) bepaalt artikel 2 dat de regelen bedoeld zijn "om een beter klimaat tussen werkgevers en werknemers te scheppen".

Dit is de bevordering van de vertrouwensrelatie tout court!

Ook hier kunnen we vaststellen dat het geheel van de informatieregelen, die op de meest vrij mogelijke wijze moeten kunnen besproken worden, gekoppeld wordt aan de voorwaarde om door publicatie van sommige informatie de onderneming niet te schaden.

In de commentaar op artikel 3 van de CAO nr. 9 wordt daarenboven duidelijk gesteld dat zo nodig zelfs snellere raadplegingsprocedures kunnen worden voorzien teneinde de mogelijkheid van een onafgebroken dialoog tussen de werkgever en de werknemersafgevaardigden te vrijwaren.

3. Vertrouwensrelatie door informatie

Binnen de verschillende wettelijke of reglementaire bepalingen die op de informatieverstrekking van toepassing zijn, treft men er een aantal aan die rechtstreeks of onrechtstreeks gericht zijn op de vertrouwensrelatie in de ondernemingsraad.

3.1. Het K.B. van 27 november 1973

De **basisinformatie** (8) moet binnen bepaalde termijnen worden overhandigd en besproken. Deze voorschriften hebben tot doel de gepaste informatie op het gepaste ogenblik te bespreken.

Dit is in het voordeel van een goede vertrouwensbasis tussen de partijen die daardoor blijk geven van hun wil om op een praktisch afdoende wijze samen te werken. Het is met dezelfde bedoeling dat in de commentaar bij het beginartikel van de basisinformatie (9) gesteld werd dat elke werknemersafgevaardigde over de basisdocumentatie beschikt, zodat (door de voorafgaandelijke overhandiging) er op de vergadering een vruchtbaar gesprek en advisering kan volgen.

---

(7) CAO nr. 9 van 12 maart 1972, algemeen verbindend verklaard bij K.B. van 12 september 1972, *B.S.* 25 november 1972.
(8) K.B. 27 november 1973, artikelen 4 tot en met 14.
(9) K.B. 27 november 1973, commentaar bij artikel 4, Verslag aan de Koning.

In de basisinformatie zijn er inlichtingen op te nemen die betrekking hebben op de marktpositie van de onderneming. In de officiële commentaar werd voor artikel 6 duidelijk gesteld dat sommige van de te verstrekken gegevens noodzakelijkerwijze vertrouwelijk kunnen zijn.

De jaarlijkse informatie (10) omvat eveneens een aantal duidelijke hints naar de basisprincipes van samenwerking en vertrouwen.

Het basisartikel 15 stelt in de commentaar van het Verslag aan de Koning, dat de te verstrekken jaarinlichtingen bijdragen tot de totstandkoming van een klimaat van vertrouwen in de onderneming.

Ten slotte is er nog **de periodieke en occasionele informatie**, waarin vooropgesteld wordt dat het doel van de informatieverstrekking is, bestendig de gang van zaken in de onderneming te kunnen volgen.

Wat de bijzondere gebeurtenissen en beslissingen aangaat wordt gesteld dat deze zo snel mogelijk aan de ondernemingsraad zouden worden medegedeeld. Dit is in feite de uitdrukking van het principe van het in eerste instantie informeren van het overlegorgaan opdat deze in volle vertrouwen zou kunnen meewerken aan het uitwerken van mogelijke oplossingen.

3.2. De CAO nr. 9

De reeks schriftelijke inlichtingen die jaarlijks moet verstrekt worden m.b.t. de tewerkstelling kunnen volgens de officiële commentaar beknopt zijn, maar men verwacht dan wel dat een en ander voldoende toegelicht wordt bij de mondelinge uiteenzetting door het ondernemingshoofd. De commentaar stelt op het einde duidelijk dat het van wezenlijk belang is dat de informatie kwalitatief van die aard is, dat deze een werkelijke dialoog in de ondernemingsraad toelaat.

In de commentaar over de kwartaalinformatie inzake tewerkstelling (11) wordt nogmaals en zeer formeel verwezen naar de vertrouwensrelatie binnen de ondernemingsraad. De periodieke inlichtingen "*moeten ertoe strekken geschillen tussen werkgevers en werknemers te voorkomen en tevens een beter op de toekomst gericht tewerkstellingsbeleid in de hand te werken*".

Duidelijker kan eigenlijk niet!

(10) K.B. 27 november 1973, artikel 15 e.v.
(11) K.B. 27 november 1973, commentaar bij artikel 24, Verslag aan de Koning.

4. De bijdrage van de Inspectie der Bedrijfsorganisatie

Als aangenomen wordt dat de vertrouwensrelatie tussen werkgever en werknemer in de ondernemingsraad als een hoeksteen van de informatieverstrekking kan bepaald worden, dan is het logisch dat de controlerende overheid met deze basisbeginselen rekening zou houden bij de uitvoering van haar taak.

4.1. De toepassing van de reglementering

Door de jaren heen heeft de bevoegde Inspectie der Bedrijfsorganisatie een politiek van controle ontwikkeld die, vertrekkende van de naleving van de reglementaire bepalingen, bijzonder gericht was op het constant bevorderen van de goede verstandhouding in de ondernemingsraad. Het middel daartoe is ervoor te zorgen dat de informatieverstrekking tijdig en volledig gebeurt.

Door een politiek van tweejaarlijks terugkerende preventieve controles uit te bouwen in alle ondernemingen met een ondernemingsraad, werd de ontsnappingsmarge sterk verkleind.

Eenmaal de onderneming de wettelijke informatieregelen in haar dagelijkse en periodiek weerkerende activiteit heeft ingelast, verloopt de informatieverstrekking meestal vlot. Op dat ogenblik dient zo nodig een en ander nog bijgeschaafd te worden met het oog op het verbeteren van de kwaliteit, de presentatie, de vergelijkbaarheid, enz. Het is evident dat gewijzigde omstandigheden eveneens de inhoud van de informatie kunnen beïnvloeden.

Door systematisch elke ondernemingsraad te controleren en hierbij contact te leggen met de beide partijen van de raad, poogt de Inspectie de vertrouwensrelatie gunstig te beïnvloeden.

De tussenkomst bij klachten is de laatste jaren gedaald wat voor het grootste deel het gevolg is van de hogervermelde preventieve controle. Nochtans blijkt dat het aantal tussenkomsten op verzoek stijgt, en dit meestal zonder dat er van een eigenlijke klacht sprake is. Zelfs de vragen om informatie van beide partners in de ondernemingsraad inzake bepaalde problemen groeien.

In de meeste gevallen heeft echter de actie van de Inspectie als resultaat dat problemen sneller opgelost raken, dat er niet naast de kwestie gediscussieerd wordt of zelfs dat de partijen hun werkzaamheden onmiddellijk kunnen verderzetten in een geest van vertrouwen.

De tijd die door de Inspecteurs hieraan besteed wordt is natuurlijk niet meetbaar in een of ander jaarverslag. De resultaten van dergelijk optreden worden echter door beide partijen dikwijls zeer hoog ingeschat, terwijl de mogelijkheid om bij de Inspectie informatie in te winnen een niet te onderschatten vooruitgang is voor de relaties tussen de sociale partners.

Dit betekent echter niet dat hiermee alle problemen opgelost zijn!

4.2. De sectoriële interpretaties

De moeilijkheden om in de diverse sectoren het oorspronkelijke K.B. van 27 november 1973 toe te passen zijn de laatste jaren sterk verminderd door het gebruik van de sectoriële interpretaties (zie noot 3).

Het initiatief van de Inspectie om voor elke sector een bijzondere interpretatieve richtlijn (door omzendbrieven) op te stellen, en deze, na grondige besprekingen met de sectoren in de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven, te publiceren, heeft de eenvormige toepassing per sector gunstig beïnvloed. Er is als het ware een belangrijke rechtszekerheid geschapen door middel van deze juridisch toch vrijblijvende richtlijnen.

Dat op die wijze de sociale relatie in deze ondernemingen kon verbeterd worden is natuurlijk niet enkel aan deze omzendbrieven te wijten. De preventieve actie heeft vooral in de non-profitsector duidelijk en grondig gewerkt naar een regelmatige informatieverstrekking en bespreking. Eenmaal de periodiciteit van de informatie ingeburgerd zal zijn, zal de Inspectie de kwaliteit en de presentatie van nabij opvolgen. Dat dit gebeurt in overleg met zowel directie als werknemersafgevaardigden is nogal logisch.

4.3. Het belang van de andere tussenkomsten

Zoals hoger reeds vermeld wordt de Inspectie de laatste jaren meer en meer geconfronteerd met tussenkomsten in betwistingen die met de werking van de ondernemingsraad en de informatieverstrekking te maken hebben.

Dit optreden gebeurt dan nog het meest tijdens preventieve controles waar problemen opduiken.

Vooral in de ondernemingen waar de reglementaire informatie goed doorkomt zijn er andere connexe problemen die dan met de hulp van de inspecteur in grotere of mindere mate kunnen opgelost worden. Het belang van dit optreden stijgt en leidt voor de Inspectie toch (vooral in geval van positieve wending) tot een belangrijke positieve bijdrage aan het sociaal overleg en tot de vertrouwensrelatie die fundamenteel is voor de goede werking van de ondernemingsraad.

Meer rechtstreeks aanleunend bij de reglementering van 1973 zijn de beslissingen inzake onenigheden in de ondernemingsraad over het vaststellen van onderdelen, het inroepen van de vertrouwelijkheid en de aanvragen tot afwijking. De Inspectie speelt daarin de rol die van haar mag verwacht worden: de beslissing nemen met kennis van zaken, rekening houdende met de reglementaire proce-

dure. Uiteindelijk zal er na de beslissing opnieuw in de richting van de positieve vertrouwensrelatie moeten gewerkt worden. De terugkerende preventieve controles laten dit wel toe en ondersteunen de positieve beïnvloeding.

Een laatste niet minder belangrijke vorm van tussenkomst betreft de meer en meer opduikende veranderingen in de economie onder de vorm van fusies, opslorpingen, delocalisering enz. dewelke in de meerderheid van de gevallen gepaard gaan met ingrijpende maatregelen en collectieve afdankingen. In dergelijke gevallen komt de Inspectie tussen op eigen initiatief. De controle ter plaatse van de verstrekte informatie geeft in veel van deze gevallen de mogelijkheid om het contact met de sociale partners in de betrokken ondernemingen te bewaren en zodoende te trachten een bijdrage te leveren voor meer juridische zekerheid voor de werknemers in deze moeilijke omstandigheden.

Deze tussenkomsten laten de Minister eveneens toe om op grond van een verslag uitleg te ontvangen over de werkelijke achtergronden en oorzaken van de veranderingen en met betrekking tot hun gevolgen.

5. De rol van het bedrijfsrevisoraat

De opdracht van de bedrijfsrevisor naar de leden van de ondernemingsraad toe mag als complementair aangezien worden van deze die hierboven beschreven werd voor de Inspectie der Bedrijfsorganisatie.

De fundamentele bedoeling van de wetgever met de wet van 21 februari 1985 tot hervorming van het bedrijfsrevisoraat was via de controle en de certificering van de revisor een zo groot mogelijke mate van zekerheid te verschaffen over de ***getrouwheid*** van de verstrekte informatie.

Met andere woorden, de werknemersafgevaardigden in de ondernemingsraden moeten zich na de certificering van hun bedrijfsrevisor (voor handelsvennootschappen de commissaris-revisor) geen zorgen meer maken over de juistheid van de gegevens. De revisor zal met een grootst mogelijke zekerheid de getrouwheid van de gegevens die hij kan nagaan controleren en hierover rapporteren.

Hiermede is zijn taak echter nog niet beëindigd aangezien van hem eveneens verwacht wordt dat hij een wat genoemd wordt ***'pedagogische rol'*** zou spelen tegenover de leden van de ondernemingsraad. Het is dan ook zijn taak om bijkomende toelichting en uitleg te geven nadat de werkgever zijn informatie heeft toegelicht.

Dat hierbij de hierboven vermelde problemen inzake communicatiemoeilijkheden en vaardigheden een rol spelen en dat de revisor in dit verband zo hij wil een belangrijke rol kan spelen moge duidelijk zijn.

Anderzijds blijkt uit de wettelijke benadering van de filosofische achtergrond van de reglementering dat zowel bedrijfsrevisor als Inspectie werken aan eenzelfde doel, namelijk door een goede, betrouwbare en verstaanbare informatie in de onderneming de samenwerking te verhogen en te optimaliseren. Zo gezien werken beiden rechtstreeks mee aan de instandhouding en de bevordering van de sociale vrede in de ondernemingen en instellingen met ondernemingsraad.

Het ligt dan ook voor de hand dat gezien de complementariteit van de opdrachten een verder doorgedreven samenwerking in de toekomst noodzakelijk is. Hieraan moet duidelijk gewerkt worden in het voordeel van alle partijen.

Besluit

De hoofdzakelijke **raadgevende bevoegdheid** en de beperkte beslissingsmacht van de ondernemingsraad kadert in de wil van de wetgever om een werkinstrument van sociaal overleg aan de ondernemingen aan te bieden. Dit overwegend consultatieve karakter mag echter niet voor gevolg hebben dat het orgaan in een te passieve rol wordt gedrongen.

De bedoeling is veeleer de samenwerking tussen werkgever en werknemers door middel van een gestructureerd overleg te verhogen en op termijn tot een optimalisatie van de werking van de onderneming te komen.

Deze raadgevende bevoegdheid van de ondernemingsraad steunt op een ruime **informatie** waarover de leden moeten kunnen beschikken. In de wet en in de uitvoeringsbesluiten worden de verplichtingen terzake uitvoerig bepaald.

Deze opvatting sluit aan bij de moderne zienswijze over het **"samenwerkingsmodel"** dat ten nadele van het **"conflict-model"**, meer en meer veld gewonnen heeft in de moderne onderneming.

Naast de beoordeling van de **'gang van zaken'** in de onderneming zal de ondernemingsraad toezicht houden op het gevoerde sociale beleid. Al deze taken vergen, gezien hun inhoud en complexiteit, van de werknemersafgevaardigden een kennis- en opleidingsniveau dat in de meeste gevallen niet direct aanwezig is.

Wegens de natuurlijke verbondenheid in de onderneming van de belangen van werknemer en werkgever is men op dit ogenblik duidelijk geëvolueerd naar een samenwerkingsstreven waarin op een beredeneerde wijze het onderscheid wordt gemaakt tussen wat de betrokken partijen bindt en wat dezelfde partijen scheidt. Hij die als werkgever te maken heeft met een ondernemingsraad staat immers voor een belangrijke keuze:

Ofwel opteert hij, binnen het kader van de wettelijke verplichtingen, om zijn ondernemingsraad inhoudloos en formalistisch te laten werken. De raad moet nu

eenmaal gedoogd worden omdat de wetgever het oplegt: er wordt daarom best zo weinig mogelijk aandacht besteed en gebruik van gemaakt. Het aantal werkgevers dat deze handelwijze volgt neemt echter drastisch af! Immers de tijd die in die geest aan de ondernemingsraad besteed wordt is dan puur tijdverlies en daarbovenop een fameuze bron van frustraties.

Ofwel zal de bedrijfsleider de werking van zijn ondernemingsraad zien als culminatiepunt van zijn sociaal beleid. Het inhoud geven aan dit sociaal beleid is zelf determinerend voor de aard van de arbeidsverhoudingen in die onderneming en van het sociale klimaat dat er zal heersen. Dit sociaal beleid staat echter niet op zichzelf maar moet integraal deel uitmaken van het algemene beleid.

*Dit overleg zal echter bijna steeds gepaard gaan met **"communicatiemoeilijkheden"** die hoe dan ook moeten opgelost worden.*

Vooreerst is er het" **verschil in specialisatie en verbaliteit** "!

De afgevaardigden van de werkgever zijn meestal handiger in het uitdrukken van hun visie over de behandelde onderwerpen. Maar het gebruik van hun eigen (gespecialiseerde) jargon kan hevige storingen in de communicatie veroorzaken. Daarom is het essentieel dat vanaf de start niet alleen een "open communicatie" wordt nagestreefd, maar dat evenzeer gepoogd wordt het woordgebruik en de informatie, de discussie aan te passen aan de mogelijkheden van alle leden van de ondernemingsraad.

Dan is er het veel voorkomend aanwezig zijn van **"achterdocht en vooroordeel"**!

Zelfs nu nog blijkt de steeds sneller lopende evolutie naar meer openheid nog regelmatig bemoeilijkt te worden door enerzijds een aantal historisch gegroeide (doch steeds minder aanwezig zijnde) syndicale vooroordelen en anderzijds een overdreven wantrouwige en met vooroordelen overladen denk- en handelwijze van een aantal werkgevers.

Het noodzakelijke vertrouwen kan enkel geschapen worden en vooral in stand gehouden worden door openheid in het gesprek, logica in het handelen en de redelijkheid in het algemeen te laten primeren.

*Ook de werknemersafgevaardigden zitten van bij de start van de ondernemingsraad verstrikt in een **"dubbel conflict"**.*

Als lid van hun syndicale organisatie zijn zij gehouden tot solidariteit met deze laatste, terwijl zij als werknemersafgevaardigde onwrikbaar verbonden zijn met de doelstellingen van hun onderneming. En deze belangen stroken duidelijk niet altijd met elkaar!

De oplossing ligt, zoals blijkt uit de praktijk, vooral in het permanent onderhouden van de dialoog en het meedenken in de organisatie over de gestelde problemen.

Dit meedenken kan alleen indien men voldoende geïnformeerd is.

Daarom zal de vlotte werking van de ondernemingsraad afhangen van de volgende voorwaarden:

- *volledigheid en openheid (zie de wet);*
- *continuïteit bij de overdracht van de informatie;*
- *de behandeling van de materies moet concreet zijn voor de leden, d.w.z. aansluiten bij de realiteit;*
- *een goede voorstelling van de informatie (didactische hulpmiddelen) is zeer belangrijk;*
- *steeds werken met feiten en cijfers.*

Het sociaal klimaat en de arbeidsverhoudingen zullen in de toekomst duidelijk beïnvloed worden door het sociaal overleg. Zij die dit nu reeds grondig voorbereiden en goed aanpakken zullen daarvan in de toekomst de vruchten plukken.

De Inspectie heeft in het verleden, en zal in de toekomst haar acties meer en meer richten op de verbetering van de informatieverstrekking met de bedoeling het niveau van gesprek en samenwerking te verhogen.

Haar streven naar de bevordering van de vertrouwensrelatie in de ondernemingsraad is dan ook een van de belangrijkste doelstellingen voor de toekomst. Zij verwacht tenslotte dat de bedrijfsrevisoren hun bijdrage zullen leveren om deze doelstellingen te helpen waarmaken.

Haar actie in de **toekomst** kan dan ook samengevat worden in de volgende bedenkingen:

— De Inspectie wenst in de toekomst *de **politiek van openheid*** verder te promoten met het oog op het bevorderen van het vertrouwen binnen de ondernemingsraad;
— ***verhoogde samenwerking met het bedrijfsrevisoraat naar de vertrouwensrelatie toe lijkt gewenst;***
— de Inspectie wenst ten behoeve van de duidelijkheid een inspanning te doen om het K.B. van 27 november 1973 na 27 jaar aan te passen aan de veranderde wetgevingen, nochtans zonder noodzakelijk bijkomende verplichtingen op te leggen;

— de resultaten van 25 jaar controle kunnen als volgt geëvalueerd worden:

*** positieve punten:**

- de informatie is wat *kwaliteit en inhoud* betreft *beter* geworden,
- de *regelmaat is sterk verbeterd*,
- op korte termijn wordt thans meer en regelmatiger geïnformeerd,
- de groepsinformatie breidt uit,
- zeer positieve resultaten bij tussenkomsten in problemen door het beter bekend zijn van de Inspectie: *men vraagt sneller informatie en/of tussenkomst;*

*** negatieve punten :**

- nog te veel *onduidelijkheden* in de reglementering: aanpassing en actualisering is nodig;
- vooral voor periodieke info en groepsinfo is er nog niet voldoende duidelijkheid;
- *te weinig contact met bedrijfsrevisoren.*

De Inspectie zal daarom haar inspanningen voortzetten voor de verbetering van de vertrouwensrelatie in de ondernemingsraden, door middel van een regelmatig en soepel toezicht op de informatieverstrekking gekoppeld aan een werkelijke aandacht voor de werkingsproblemen in de ondernemingsraad.

Op die wijze wenst zij haar opdracht te schikken binnen de bedoelingen die de wetgever hebben gebracht tot het reglementeren van de informatieverstrekking en de werking van de ondernemingsraad:

een actieve controlepolitiek moet het sociaal overleg ten goede komen

en samen met het bedrijfsrevisoraat

de samenwerking in de ondernemingen gunstig beïnvloeden.

The difficult road towards accounting harmonisation

Karel Van Hulle,
Afdelingshoofd Europese Commissie, Hoogleraar K.U.Leuven (1)

1. Introduction

I suppose that most people would agree with me that the adoption of the Accounting Directives (2) was a major achievement. Certainly, they do comprise a larger number of options but this was the price to be paid for the minimum level of harmonisation that Member States were prepared to accept.

Henri Olivier played an active part in the negotiation of the Eighth Directive as a member of the Belgian delegation in the Council Working Party. He was however also active behind the scene in the negotiation of the other Directives. As a member of the Belgian Accounting Standards Commission, his views certainly carried a lot of weight and were very much appreciated by those who had to decide on which position to defend on behalf of the Belgian government.

It is therefore with great pleasure that I devote this contribution to him, wishing him well in his new function as Secretary-General of FEE, the organisation which is still our main negotiating partner in bringing about more harmony in the world of accounting and auditing in the European Union.

The European Commission just adopted a major policy document which will fundamentally change the way in which companies will report in the future. In its June Communication on "EU Financial Reporting Strategy: the way forward", the Commission proposes that all listed EU companies be required to prepare their consolidated financial statements in accordance with International Accounting Standards (IAS) at the latest in 2005. In this contribution, I will try to give some insight in how this Communication came about and in the challenges which the EU still faces before this important policy is turned into practice.

---

(1) The views expressed in this article are only attributable to the author.

(2) Fourth Council Directive (78/660/EEC) of 25 July 1978 on the annual accounts and consolidated accounts of certain types of companies (OJ No L222, 14.8.1978, p. 11); Seventh Council Directive (83/349/EEC) of 13 June 1983 on consolidated accounts (OJ No L193, 18.7.1983, p. 1); Eighth Council Directive (84/253/EEC) of 10 April 1984 on the approval of persons responsible for carrying out the statutory audits of accounting documents (OJ No L126, 12.5.1984, p. 20); Council Directive (86/635/EEC) of 8 December 1986 on the annual accounts and consolidated accounts of banks and other financial institutions (OJ No L372, 31.12.1986, p. 1); Council Directive (91/674/EEC) of 19 December 1991 on the annual accounts and consolidated accounts of insurance undertakings (OJ No L374, 31.12.1991, p. 7).

2. The commission's new accounting strategy

It was clear from the outset that the Accounting Directives would have to be changed at some point in time. The Fourth Directive set up a Contact Committee which received an explicit mandate to "advise the Commission, if necessary, on additions or amendments to the Directive". The Seventh Directive contains an explicit revision clause (Article 50). The same is true for the Bank Accounts Directive (Article 48) and for the Insurance Accounts Directive (Article 71). Nevertheless, no substantial amendment of the Directives has taken place since their adoption.

There are many reasons for this. First of all, the adoption of the Directives has been a difficult exercise and Member States were reluctant to renegotiate the compromise that had been reached. Secondly, it was difficult to amend the Directives before they had been implemented by all Member States. Thirdly, experience had shown that a legislative process was not necessarily the most adequate way to deal with accounting issues. And last but not least, there was a great deal of disagreement on whether further harmonisation was really needed. As a result, the Directives have become increasingly irrelevant, particularly for companies which are looking for capital on international capital markets. The approach followed in the Directives is indeed not primarily directed towards investor needs. This cannot come as a surprise. The Directives have a more general objective and they only contain minimum requirements. The information resulting from financial statements prepared on the basis of the Directives is therefore not necessarily sufficient to satisfy the information needs of investors. More and indeed different information is often needed.

This was the reason why the Commission in its 1995 Communication (3) proposed to Member States to allow their global players looking for capital on international capital markets to prepare their consolidated financial statements in accordance with IAS. The idea was that the combination of the Directives with the information required under IAS would deliver information sufficient to satisfy the needs of capital markets.

Seven Member States have meanwhile adopted legislation or non-legislative measures which allow certain companies (mainly listed companies) to prepare their consolidated accounts in accordance with IAS. These Member States are: Austria, Belgium, Finland, France, Germany, Italy and Luxembourg.

This new accounting strategy has only been a partial success. Some Member States preferred not to introduce an option for certain companies to prepare their financial statements in accordance with a set of rules that would be different from national GAAP (for instance, Denmark and Spain). These Member States felt

(3) Communication of the European Commission on *"Accounting Harmonisation: A new strategy vis-à-vis international harmonisation"*, COM 95(508).

that it was preferable to have all companies follow the same accounting rules which should be as closely as possible in accordance with IAS. Other Member States preferred a more flexible approach (the Netherlands) or believed that their national GAAP was - at least in certain areas - better than IAS (the UK).

But even those Member States which were following the Commission's suggestion to allow global players to prepare their consolidated financial statements in accordance with IAS were reluctant to limit the choice to just IAS. Indeed, all Member States which have enacted legislation or have adopted other measures on the basis of the Commission's 1995 Communication allow US GAAP in addition to IAS (although they do express a preference for IAS).

In practice, difficulties have also arisen with the way in which companies apply IAS. There is little guidance on how to apply IAS. Companies and their auditors are not always familiar with the intricacies of IAS. There is virtually no enforcement. By and large, the situation is far from satisfactory.

3. Commission communication of June 2000

Since the introduction of the euro on 1 January 1999 (4), pressure is mounting in European financial markets to have a more harmonised framework for financial reporting. In its 1999 Communication on Financial Services (5), the Commission therefore announced that it would come forward as soon as possible with proposals which would give a direct option to companies to prepare their financial statements in accordance with IAS, always under the condition that there are no conflicts with the Accounting Directives. In order to ensure that conflicts between the Directives and IAS were kept to a minimum, the Accounting Directives would be amended in order to adapt them to international accounting developments and to the needs of the Single Market.

When presented to the Financial Services Policy Group, a high level group of personal representatives of Ministers of Finance, the idea to move towards a single set of accounting standards met with a lot of support.

There could indeed be no doubt that the efficiency of capital markets in the EU was seriously hampered by the lack of comparability between financial statements produced by listed companies. It is indeed not uncommon that companies listed at the same exchange apply different accounting standards (national standards, US GAAP or IAS). In addition, national standards are still very different (because of the options in the Directives and the minimum level of harmonisation) and

(4) For the accounting aspects relating to the introduction of the euro, see European Commission, *Accounting for the introduction of the euro*, XV/7002/97.

(5) Communication of the European Commission on *"Financial Services: Implementing the framework for financial markets: Action plan"*, COM (1999) 232.

there are at present many different versions of IAS. Furthermore, the lack of enforcement of the standards applied by companies makes it difficult for investors to rely on the accuracy of the financial information presented by companies.

The lack of comparability and the inadequate enforcement are the main reasons why the Commission proposed a radical change in its new Communication (6). The main proposals made in this Communication can be summarised as follows:

- All listed EU companies must prepare their consolidated accounts in accordance with IAS
- The requirement to apply IAS will enter into effect at the latest from 2005 onwards
- Member States will be allowed to extend the application of IAS to unlisted companies and to individual accounts
- IAS will be introduced into the legal environment of the EU on the basis of a decision by an endorsement mechanism to be set up at EU level
- A proper enforcement infrastructure must be developed so as to ensure that accounting standards are applied in the same way in all Member States
- The Accounting Directives are to be modernised.

Let us now briefly examine the different proposals.

3.1. Preparation of consolidated accounts in accordance with IAS

In line with its 1995 Communication, the Commission has decided to adopt as a matter of principle IAS as the basis for financial reporting by listed companies. This cannot come as a surprise. The Commission has in the past expressed its preference for international harmonisation based upon international rather than national or regional standards. The ultimate goal is to have IAS as the global standards to be applied by all companies that operate on financial markets.

The Commission is aware that the US constitutes the main stumbling block in achieving this goal. However, no exception is given to companies which are listed in the US nor is there a grandfathering clause for companies which are presently applying US GAAP. The Commission expects that by 2005 harmonisation of accounting standards and consolidation of financial markets will have achieved sufficient progress so that EU companies operating on international markets should not suffer any disadvantage if they prepare their financial statements in accordance with IAS.

In addition, contrary to the 1995 Communication, this Communication focuses on the situation within the European Union. The objective is to arrive as quickly as possible at an efficient capital market in Europe. This market should be as

(6) Communication of the European Commission on *"EU Financial Reporting: the way forward"*, COM (2000) 359.

deep and liquid as the US market. This requires comparability of financial statements and comparability excludes the application of different sets of standards. This is the reason why the Commission did not opt for a solution which would have allowed the continuation of either US GAAP or national GAAP as an alternative.

The requirement to apply IAS is primarily directed towards listed companies. However, this requirement will be extended within two years to all companies preparing a public offer prospectus in accordance with the Listing Particulars Directive (7). This extension is justified because these companies have also addressed themselves to investors.

The requirement is limited to consolidated accounts. In many Member States it will indeed be difficult for companies to prepare their individual (statutory) accounts in conformity with IAS because of the linkage between accounting and taxation. The application of IAS in the individual accounts might in such case result in adverse tax consequences.

The requirement is also limited to EU companies. The Communication does not address the situation of foreign issuers listed on EU capital markets.

3.2. The requirement will enter into effect from 2005 onwards

At present, some 200 EU companies prepare their consolidated accounts in conformity with IAS. However, there are about 6.700 listed companies. It would clearly be impossible to require all these companies to switch over to IAS immediately. A transitional period is certainly necessary.

The question has been raised why the Commission wants a requirement rather than an option to apply IAS. The reason is quite simple. There is no doubt that US GAAP still offers an attractive alternative for companies which operate on international financial markets. This is certainly the case if the company is listed in the US or if the company is planning a listing in the US. But also on several European stock exchanges (for instance EASDAQ), the application of US GAAP by an EU company is specifically allowed. If the matter were to be left to market forces, it is far from certain that European companies would move towards IAS rather than to US GAAP. From a strategic point of view, this is not a development which can be welcomed. There is no way in which Europe will ever play a role in setting US standards. However, there clearly is a possibility for Europe to intervene in the international standard setting process.

(7) Council Directive of 17 March 1980 (80/390/EEC, OJ L 100 of 17.04.80, p.1) co-ordinating the requirements for the drawing up, scrutiny and distribution of the listing particulars to be published for the admission of securities to official stock exchange listing.

Therefore, in order to ensure that listed companies will change over towards IAS, the Communication sets a specific date at which companies must change over to IAS. The change-over should take place at the latest in 2005. In practice, this means that companies must have the numbers also available for the financial year 2004. This means getting ready at the latest by 2003.

The requirement itself will be introduced on the basis of a proposal which the Commission plans to put forward to the Council and to the European Parliament before the end of 2000.

3.3. Extension of IAS to annual accounts and to unlisted companies

Member States should be allowed to permit or require the application of IAS also in the annual accounts. There may indeed be good reasons for not distinguishing between consolidated and annual accounts in this respect. The limitation to consolidated accounts was introduced because of the possible linkage between accounting and taxation. However, a number of Member States do not have this problem. There is no reason why these Member States should not be allowed to go one step further and to permit or require the application of IAS also in the annual accounts.

In the same way, there is no reason why it should not be allowed to extend the requirement to unlisted companies. Not only should such companies be allowed to prepare themselves for the entry into the financial markets. If the ultimate goal is global standards, companies should be encouraged to adapt themselves to the reporting framework of the future. Comparability of financial statements at national level would also be enhanced if all companies apply the same standards.

For financial institutions, there is the additional problem that it might be useful for prudential reasons to have all financial institutions apply the same accounting standards. This might be a valid reason for a Member State to also require unlisted financial institutions and insurance companies to prepare their financial statements in accordance with IAS.

3.4. Establishment of an endorsement mechanism

It was clear from the outset that it would not be possible for the EU to delegate its responsibility to set financial reporting requirements for listed companies to the IASC. The IASC is indeed a private organisation over which the EU does not exercise any control. Indeed, since the restructuring of the IASC, the influence of the EU within the organisation has been reduced. There is no guarantee that the EU will be appropriately represented at the level of the new (full time) Board. There is no guarantee that the Commission will continue to serve as an observer (on the contrary) or that it will be part of the Standards Advisory Council (to be decided by the new Board).

In order to provide for the necessary public oversight, an EU endorsement mechanism is needed. The role of the endorsement mechanism is not to second guess the IASC but to oversee the adoption of new standards and interpretations and to decide upon the applicability of these standards and interpretations in the EU legal environment.

The endorsement mechanism will comprise a technical and a political level.

The technical level will be composed of highly qualified experts. They must ensure that there is European input in the work of IASC form the very beginning. Rather than to react to proposed standards, the European influence must be there at the conception of a standard. It is therefore important to combine resources in Europe so as to bring forward suitable proposals. The technical level must also decide whether a new standard or interpretation is acceptable from an EU point of view. If there is an important conflict with a Directive or if a particular European situation has not been taken into account, there must be a possibility for the EU to stop the application of that particular standard or interpretation. In the same way, the endorsement mechanism must stop the application of a standard if the standard is fundamentally flawed or if proper due process has not been followed. One would hope that such situations will only arise in rare circumstances. Much will indeed depend on whether the technical level has carried enough weight at the start of the negotiations. Finally, the endorsement mechanism must also offer guidance on the application of IAS. If IAS are not always correctly applied by EU companies, an important reason is the lack of guidance. Unless guidance is offered at EU level, IAS will continue to be applied differently from Member State to Member State.

Of course, the technical level should not do the work of the Standing Interpretations Committee (SIC) of IASC. It is however naïve to believe that this Committee will be able to deal with the hundreds of questions which will arise every year in relation with the application of IAS. The technical level will have to decide whether a problem is sufficiently important to be brought to the intention of the SIC. In the same way, one would expect the technical level to organise itself in such a way that it is capable of co-operating with all bodies set up by IASC.

The political level will have to make the formal decisions so that they carry legal weight in an EU context. In order to ensure this, it is important that a proper institutional arrangement can be found which takes account of the competences of all Community institutions. If the technical level has carried out its work properly, there is no reason why the political level would then redo the work. In a normal situation, the political level should be able to follow the proposals worked out at the technical level.

3.5. Proper enforcement

Enforcement of accounting standards in the EU can clearly be improved. This is true for the application of national standards (most Member States do not have a specific enforcement mechanism) and it is even more true for the application of IAS. There is at present no level playing field in enforcement in the EU. There is also a risk for accounting arbitrage. The lack of a common approach to enforcement has often led to a race to the bottom resulting in poor quality financial reporting. The Communication lists a number of prerequisites which must be put in place in order to ensure high quality financial reporting: clear accounting standards; timely interpretations and implementation guidance; high quality statutory audit; monitoring by supervisors; effective sanctions. Each of these elements must work efficiently because the system will be as strong as its weakest part.

Clear accounting standards should come about once all listed companies have moved towards IAS. Timely interpretation and guidance will be given by the technical level of the endorsement mechanism.

High quality audit will be ensured through the work of the Committee on Auditing set up in 1998 (8). The Committee has been working on a number of initiatives which aim at increasing the quality of the statutory audit throughout the EU. A first initiative that will result from the work of this Committee is a Commission Recommendation on Audit Quality Assurance. This Recommendation will be adopted before the end of 2000. A second initiative is the adoption of a common position on Auditor Independence. An agreement on a draft paper produced by the Commission services will most likely take place before the end of 2000. After further discussion with interested parties, this document will also be included in a Commission Recommendation to be adopted next year. Further work of the Committee concerns auditing standards, the audit report, auditor's liability and fraud.

Enforcement cannot be properly organised without the active participation of securities supervisors. It is crucial that they adopt a common approach to enforcement. Such a common approach should ensure that there is no race to the bottom and that there is a level playing field for all listed companies throughout the EU.

Finally, there must also be effective sanctions for those situations where companies have not complied with the rules. This would certainly require the introduction in many Member States of specific sanctions which are different from those which are generally imposed in the case of non-compliance with legal requirements.

(8) See, Communication of the European Commission on *"Statutory Audit in the European Union: the way forward"*, OJ C 143 of 8.05.1998.

Discussions on enforcement have already taken place following the adoption of the Communication within the Contact Committee on the Accounting Directive and within FESCO (Forum of European Securities Commissions).

3.6. Modernisation of the Accounting Directives

If the Accounting Directives are to remain relevant, they need to be updated in order to take account of the developments that have taken place since their adoption many years ago.

Modernisation is first of all necessary in order to remove conflicts between the Accounting Directives and IAS. The new strategy only allows the application of IAS to the extent that they are in conformity with the Accounting Directives. There are at present few conflicts between IAS and the Accounting Directives (9). However, because the Accounting Directives have overriding effect, it is important that companies which want to apply IAS:

— select the appropriate accounting treatment which conforms with the Accounting Directives in those cases where IAS lay down both a benchmark treatment and an allowed alternative treatment (for instance IAS 40 on Investment Properties);
— are ready to accept all additional requirements imposed by IAS that do not conflict with the Accounting Directives;
— select the appropriate accounting treatment that conforms with IAS in cases where the Accounting Directives allow either companies or Member States the option of choosing between two accounting treatments; and
— apply the presentational requirements of IAS in such a way so as to be in conformity with the balance sheet and profit and loss account layouts prescribed by the Accounting Directives.

Besides removing the conflicts, it will also be necessary to examine whether EU companies should be allowed to apply all the options provided for under IAS. This might require further changes to the Accounting Directives in order to allow accounting treatments which are presently not allowed.

The modernisation exercise will also look at other issues, such as the removal of certain details in the Directives, the introduction into the Directive of new concepts which have come up since their adoption, the revision of the disclosure require-

(9) See, European Commission, Internal Market DG, *Examination of the conformity between International Accounting Standards applicable to accounting periods beginning before 1 July 1999 and the European Accounting Directives*, Brussels, Internal Market/6003/2000. For an analysis of new and revised standards see the European Commission's website at http://europa.eu.int/comm/internal-market/en/company/index.htm. See also the FEE study, *To what extent can options in international accounting standards be used for consolidated accounts under the EC Accounting Directives?*, Brussels, 2000.

ments, etc. The difficulty will consist in finding the right balance between the need to have a sufficient common base for financial reporting by all limited liability companies and the desire to avoid too much detail in the Directive which could make it difficult to follow the developments taking place at international level.

4. Concluding observations

Earlier this year, IOSCO (International Organisation of Securities Commissions) gave a cautiously worded endorsement to the core set of standards developed by IASC. They did so after ten years of detailed screening of the standards and subject to an impressive list of conditions for the applicability of international standards in various jurisdictions.

The Commission's Communication is far more radical. It is the best thing that could have happened to IASC. The ball is now in the camp of IASC which will have to prove that it can play the role of a global (10) standard setter in the field of accounting. The EU has declared that it is willing to hand over the activity of standard setting in the accounting field for a large number of companies to the IASC. This hand-over does not come unconditionally. An endorsement mechanism will be set up which will oversee this exercise. It is an important guarantee for interested parties in the EU that their interests will be taken into account.

An important task is now the creation of a technical infrastructure which will allow the EU to play a role in the international standard setting process. The policy outlined in the Communication of June 2000 will only be successful if the technical level of the endorsement mechanism works well. If standard setters in the EU will continue to play "cavalier seul", the exercise will fail. Only through common action and thinking can we influence a debate which takes place at the global level.

(10) In fact the new IASC is primarily directed towards standard setting for listed companies in the developed world.

Het maatschappelijk nut van de revisorale rapportering bij inbrengen in natura

Herman J. Van Impe, (*)
Bedrijfsrevisor en accountant,
Lid van de raad van het I.B.R.
Professor IPO-UFSIA Management School en EHSAL Management School

Filip Drieghe, (**)
Stagiair Bedrijfsrevisor Van Impe & Associates, Bedrijfsrevisoren

I. Inleiding

Zoals in ieders leven, is dat van een vennootschap gekenmerkt door een aantal bijzondere gebeurtenissen met dikwijls ingrijpende en permanente gevolgen, niet alleen voor de vennootschap in kwestie, maar ook – en soms vooral – voor al wie rechtstreeks of onrechtstreeks met de vennootschap in de breedst mogelijke zin te maken heeft: aandeelhouders, werknemers, schuldeisers en schuldenaars, de overheid, kortom: het zogenaamde maatschappelijk verkeer.

Het gaat om gebeurtenissen die de financiële autonomie op permanente wijze beïnvloeden (zoals inbreng in natura en fusies), de vennootschappelijke activiteiten een nieuwe richting geven (zoals vele splitsingen en de wijziging of uitbreiding van het maatschappelijk doel), of nog, de juridische vorm van de vennootschap veranderen (omzettingen).

De Wetgever heeft het grote belang van dergelijke gebeurtenissen steeds onderkend en heeft in het vennootschapsrecht een reeks bijzondere bepalingen ingelast die de procedure en/of verslaggeving met betrekking tot die gebeurtenissen regelen. Daarbij heeft hij voorzien in de tussenkomst van de commissaris-revisor of, als er geen is, een bedrijfsrevisor.

In het kader van deze bijdrage kan niet exhaustief worden ingegaan op de vennootschapsrechterlijke, fiscale en boekhoudkundige aspecten van alle door

(*) Deze bijdrage over het maatschappelijk nut van de revisorale rapportering bij inbrengen in natura bied ik de Heer Henri Olivier graag aan als dank en sympathie voor de jarenlange vruchtbare samenwerking die wij in de schoot van het Instituut der Bedrijfsrevisoren met hem mochten hebben, eerst in diverse werkgroepen, de laatste vijf jaar in de raad van het Instituut.
Generaties van revisoren zien in Henri hun grote leermeester.

(**) Het is een eer om als stagiair bedrijfsrevisor te mogen meewerken aan het Liber Amicorum. Deze bijdrage is een uiting van mijn waardering en respect voor wat de Heer Henri Olivier voor het beroep en het Instituut betekende en nog betekent. Zijn academische en praktische kennis, zijn feilloos beoordelingsvermogen en zijn dynamisme is een voorbeeld voor al de stagiairs van het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

het Wetboek Vennootschapsrecht voorziene bijzondere revisorale en/of accountants opdrachten. Wij beperken ons dan ook tot de informatieve waarde die de revisorale opdracht inbreng in natura heeft voor de gebruikers ervan. Daarbij wordt nagegaan voor wie de informatie is bestemd en het nut ervan.

II. Belanghebbenden, het maatschappelijk verkeer

De meeste accountants- en revisorale rapporteringen zijn in eerste instantie gericht aan de leden van de algemene vergadering. De opdracht bij inbreng in natura vormt daarop geen uitzondering.

Algemeen kan men stellen dat het principe van het extern toezicht en rapportering op de door de ondernemingen bekendgemaakte financiële verslaggeving aansluit bij de bekommernis van de maatschappij om een juiste, volledige en betrouwbare informatie te bekomen vanwege de ondernemingen en huishoudingen die protagonisten zijn in het economisch verkeer.

De externe controle leidt, voor het maatschappelijk verkeer, tot het verhogen van het vertrouwen in de juistheid en de volledigheid van de als noodzakelijk geachte verstrekte financiële informatie; voor de ondernemingen zelf zal de externe controle leiden tot het versterken van de geloofwaardigheid.

Het is het maatschappelijk verkeer dat aan de informatie van de ondernemingen een boodschap heeft. De belangrijkste "geledingen" van deze verzameling zijn voornamelijk:

- **De aandeelhouders**, inzonderheid deze die door hun minderheidsparticipatie of hun niet-deelname aan het bestuur van de onderneming als derden moeten worden aangezien. De revisorale verslaggeving moet hen de door de wetgever beoogde informatie en duiding geven opdat zij met voldoende kennis van zaken hun stemgedrag zouden kunnen bepalen;

- **De handelspartners** – klanten en leveranciers – voor wie maximale indekking van het commerciële risico en het inzicht in de continuering van de handelsrelaties en dan ook van de continuïteit van de vennootschappelijke activiteiten belangrijk zijn;

- **De externe financiers** die moeten kunnen oordelen of de middelen die zij ter beschikking van de onderneming hebben gesteld, en waarover zij aan hun klanten-spaarders rekenschap verschuldigd zijn, op voldoende veilige wijze belegd blijven en of de terugbetalingsmogelijkheden van de onderneming onaangetast blijven;

- **De werknemers en hun geïnstitutionaliseerde vertegenwoordigers** voor wie de continuïteit van tewerkstelling en de bestendiging van de vergoeding van arbeid, inclusief de sociale bijdragen, als centraal aangezien worden;

- **De overheid** voor wie de correcte informatie over de ondernemingen als essentieel aangezien wordt ten opzichte van de goede uitoefening van haar herverdelingsrol, maar ook ten aanzien van haar noodzakelijke informatieverzameling in het kader van haar regulerende rol (economische en budgettaire planning).

De doelstelling die de wetgever nastreeft door de tussenkomst van de bedrijfsrevisor bij de revisorale rapportering bij inbrengen in natura naar aanleiding van de oprichting of een kapitaalverhoging van vennootschappen zijn ons inziens hoofdzakelijk:

- De bescherming van derden tegen overwaardering van de inbreng. Om deze reden moet de bedrijfsrevisor aangeven of de waarde van de ingebrachte vermogensbestanddelen tenminste overeenkomt met het aantal en de nominale waarde of, bij gebreke van een nominale waarde, de fractiewaarde van de tegen de inbreng uit te geven aandelen (1).

- De bescherming van vennoten of aandeelhouders tegen ongelijkheid. Daarom moet de bedrijfsrevisor in zijn verslag vermelden welke werkelijke vergoeding als tegenprestatie voor de inbreng wordt verstrekt (2).

De schuldeisers of de mogelijke schuldeisers zijn de eerst geïnteresseerden bij het controleverslag, vermits het statutaire kapitaal beschouwd wordt als de vertegenwoordiging van hun gemeenschappelijk pand.

Een andere doelstelling van de verslaggeving door de bedrijfsrevisor is een voldoende voorlichting te verstrekken aan de intekenaars en aandeelhouders die de beslissing tot de inbreng moeten nemen. De opdracht van de bedrijfsrevisor bestaat erin zich ervan te vergewissen dat de partijen over de nodige informatie beschikken om met kennis van zaken hun beslissing te nemen.

In zijn verslag zal de bedrijfsrevisor zijn advies geven over het al dan niet gewettigd en rechtmatig karakter van de inbreng, zodat geweten is of de respectieve rechten van de partijen worden geëerbiedigd en of hun verplichtingen volledig worden vastgelegd. Duidelijk moet krachtens de controlenorm van het Instituut der Bedrijfsrevisoren blijken dat hun gebeurlijk aandeel in de inbreng en hun deel in het maatschappelijk kapitaal ten opzichte van dat van hun andere medeinbrengers en medevennoten of aandeelhouders op bedrijfseconomische verantwoorde en tevens op vergelijkbare wijze werd gewaardeerd zodat zij niet benadeeld worden door verhoudingsgewijze onderschatting of bevoordeeld door overschatting. Dit geldt dus zowel voor de verhouding tussen inbrenger en de bestaande aandeelhouders als tussen inbrengers indien er meerdere inbrengers zijn.

(1) Art. 444, alinea 2, W. Venn. voor de Naamloze Vennootschap.
(2) Art. 444, alinea 3, W. Venn. voor de Naamloze Vennootschap.

III. De niet geldelijke inbreng

3.1. Begripsomschrijving en juridisch referentiekader van de niet-geldelijke inbreng

Onder de inbreng anders dan in geld wordt verstaan de verrichting waarbij de eigendom of het genot van vermogensbestanddelen wordt overgedragen aan een vennootschap tegen de toekenning van aandelen die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen, zodat die ingebrachte bestanddelen onderhevig zijn aan de maatschappelijke risico's en delen in het resultaat van de vennootschap.

Het Wetboek onderscheidt de inbreng naar aanleiding van de oprichting van de vennootschap en naar aanleiding van een kapitaalverhoging. Deze werden geregeld door art. 443, 444, 601 en 602 voor de NV, art. 218, 219, 312 en 313 voor de BVBA en art. 394, 395 en 423 voor de CVBA. Inbreng anders dan in geld komt slechts in aanmerking voor vergoeding met aandelen die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen wanneer het bestaat uit vermogensbestanddelen die naar economische maatstaven kunnen worden gewaardeerd, met uitsluiting van verplichtingen tot het verrichten van werk of van diensten.

Het Wetboek Vennootschapsrecht definieert in boek XI "Herstructurering van vennootschappen" in de artikelen 678 tot en met 680 de inbreng van een algemeenheid of van een bedrijfstak. Eerstgenoemde is de rechtshandeling waarbij een vennootschap haar gehele vermogen, zowel de activa als passiva, zonder ontbinding overdraagt aan één of meer bestaande of nieuwe vennootschappen tegen een vergoeding die uitsluitend bestaat in aandelen van de verkrijgende vennootschap of vennootschappen. De inbreng van een bedrijfstak (met name een geheel dat op technisch en organisatorisch gebied een autonome activiteit uitoefent en op eigen kracht kan werken) is de rechtshandeling waarbij een vennootschap, zonder ontbinding, een bedrijfstak alsmede de daaraan verbonden activa en passiva overdraagt aan een andere vennootschap tegen een vergoeding die uitsluitend bestaat in aandelen van de verkrijgende vennootschap.

Deze bijdrage beperkt zich tot de in eerste paragraaf genoemde inbrengen.

3.2. Wie doet wat en wanneer?

De oprichters, de raad van bestuur of de zaakvoerder dienen op eigen verantwoordelijkheid over te gaan tot de economische waardering van de inbreng in een bijzonder verslag. In dit bijzonder verslag dienen zij het belang en de beschrijving van de inbreng in natura en de redenen te motiveren waarom er (eventueel) afgeweken wordt van de besluiten van de bedrijfsrevisor. Er dient immers een verslag opgesteld te worden door de commissaris-revisor of bij diens ontstentenis door een bedrijfsrevisor aangewezen door de oprichters of door de raad van bestuur.

De bedrijfsrevisor geeft zelf geen beschrijving over de inbreng maar dient te oordelen of die beschrijving beantwoordt aan de normale vereisten van nauwkeurigheid en duidelijkheid, over de toegepaste waarderingsmethoden en over de als tegenprestatie verstrekte vergoeding. De controlenormen dringen erop aan dat de bedrijfsrevisor een ontwerp van verslag van de oprichters en/of raad van bestuur zou moeten ontvangen. Rekening houdend met het feit dat in het bijzonder verslag dient uiteengezet te worden waarom eventueel wordt afgeweken van de conclusies van de bedrijfsrevisor, kan men besluiten dat het bijzonder verslag niet altijd definitief is vóór het controleverslag is opgemaakt (3).

De aandeelhouders kunnen voornoemde verslagen volledig inzien op de maatschappelijke zetel van de vennootschap. Zij worden neergelegd op de griffie van de rechtbank van koophandel, overeenkomstig art. 75 Wetboek Vennootschapsrecht (4).

3.3. Wat moet in de revisorale rapportering?

De tussenkomst van de bedrijfsrevisor die verslag uitbrengt over zijn bevindingen wordt voorgeschreven door de vennootschappenwet. Hierbij is de uitdrukkelijke inhoud van het verslag bepaald (5).

Door de inlassing van het woord *inzonderheid* heeft de wetgever willen beletten dat de opdracht en de verslaggeving van de bedrijfsrevisor te beperkend zou worden geïnterpreteerd. Hij heeft meer ruimte willen geven aan de bedrijfsrevisor om zijn rol te vervullen als onafhankelijke verslaggever bij een verrichting waarbij er een reële kans bestaat dat de tussenkomende partijen een direct of indirect strijdig belang met dat van de vennootschap en haar belanghebbenden hebben.

Van belang is vast te stellen dat de waardering van de inbreng en de vaststelling van de vergoeding de taak is van de oprichters en bij kapitaalverhoging van het bestuursorgaan. De bedrijfsrevisor controleert en beoordeelt de waardering en de verrichting. Hij zou afbreuk doen aan zijn onafhankelijkheid als hij zelf de initiële waardering zou verrichten. Hij kan ons inziens wel zijn opdrachtgever technisch bijstaan.

(3) Instituut der Bedrijfsrevisoren, Plichtenleer & Controlenormen 1999, Kluwer, Normen inzake inbreng in natura en quasi-inbreng, goedgekeurd op de zitting van 1 september 1995 en van toepassing met ingang van 1 januari 1996, § 2.2.4, p. 375.

(4) Zie o.m. art. 444 W. Venn.

(5) Art. 444, § 2 W. Venn. Zie ook punt 4.1.1 infra.

Door de voor bedrijfsrevisoren dwingende norm inzake de inbrengen die niet in geld bestaan heeft het Instituut der Bedrijfsrevisoren de inhoud van de opdracht nog gepreciseerd en verruimd. Wij komen hierop terug in punt 4.1.1 hierna. In zijn conclusie dient de bedrijfsrevisor een oordeel te vormen (6):

- Of de beschrijving aan de normale vereisten van nauwkeurigheid en duidelijkheid beantwoordt;
- Of de door partijen weerhouden methoden van waardering bedrijfseconomisch verantwoord zijn en leiden tot inbrengwaarden die ten minste overeenkomen met het aantal en de nominale waarde of, indien er geen nominale waarde is, met de fractiewaarde en desgevallend met de uitgiftepremie van de tegen de inbreng uit te geven aandelen;
- Of de als tegenprestatie verstrekte vergoeding rechtmatig en billijk is.
- Tevens moet hij aangeven dat de verrichting werd nagezien overeenkomstig voornoemde normen.

3.4. Publicatie, openbaarmaking

Beide wettelijke verslagen dienen te worden neergelegd te worden in één exemplaar, in expeditie of in origineel op de griffie van de rechtbank van koophandel van het rechtsgebied waarin de vennootschap haar maatschappelijke zetel heeft, tegelijk met de oprichtingsakte / akte kapitaalverhoging die zelf moet worden neergelegd binnen de 15 dagen na dagtekening van de definitieve akte. De neergelegde stukken worden bewaard in het vennootschapsdossier dat voor iedere vennootschap ter griffie wordt bijgehouden. Een afschrift ervan kan worden verkregen overeenkomstig art. 535 Wetboek Vennootschapsrecht.

De conclusies van het verslag van de bedrijfsrevisor dienen te worden opgenomen in het uittreksel uit de oprichtingsakte of akte kapitaalverhoging van de vennootschap. Dat uittreksel wordt bekendgemaakt in de bijlagen tot het Belgisch Staatsblad binnen de 15 dagen na neerlegging (7).

Wanneer echter bij een Coöperatieve Vennootschap met Beperkte Aansprakelijkheid de inbreng in natura niet kadert in een verhoging van het vaste gedeelte van het maatschappelijk kapitaal, worden deze verslagen voorgelegd aan de eerstvolgende algemene vergadering, die zich uitspreekt over de waarde die aan de inbreng wordt toegekend en over de vergoeding, bij de meerderheid vereist voor de verhoging van het vaste gedeelte van het kapitaal, zonder inachtneming van de stemmen verbonden aan de aandelen die in ruil worden uitgegeven (8).

(6) Instituut der Bedrijfsrevisoren, Plichtenleer & Controlenormen 1999, Kluwer, Normen inzake inbreng in natura en quasi-inbreng, goedgekeurd op de zitting van 1 september 1995 en van toepassing met ingang van 1 januari 1996, § 4.4.1, p. 384.
(7) Art. 73, W. Venn.
(8) Art. 423, §2, W. Venn.

IV. Aantekeningen en bedenkingen

4.1. Vergelijking wetteksten met de controlenormen van het Instituut der Bedrijfsrevisoren inzake inbreng in natura.

4.1.1. Inbreng in natura bij oprichting

Art. 444 W. Venn. bepaalt: «De revisor maakt een verslag op inzonderheid over de beschrijving van elke inbreng in natura en over de toegepaste methoden van waardering. Het verslag moet aangeven of de waarden waartoe deze methoden leiden, ten minste overeenkomen met het aantal en de nominale waarde of, bij gebreke van een nominale waarde, de fractiewaarde van de tegen de inbreng uit te geven aandelen. Het verslag vermeldt welke werkelijke vergoeding als tegenprestatie voor de inbreng wordt verstrekt».

Norm 4.1.2 vermeldt dat een revisorale goedkeurende verklaring zonder voorbehoud minstens moet vermelden dat:

a) de verrichting werd nagezien overeenkomstig voornoemde controlenormen van het Instituut der Bedrijfsrevisoren;
b) de beschrijving aan de normale vereisten van nauwkeurigheid en duidelijkheid beantwoordt;
c) de door de partijen weerhouden methoden van waardering bedrijfseconomisch verantwoord zijn en leiden tot inbrengwaarden die tenminste overeenkomen met het aantal en de nominale waarde of, indien er geen nominale waarde is, met de fractiewaarde en desgevallend met de uitgiftepremie van de tegen de inbreng uit te geven aandelen;
d) de als tegenprestatie verstrekte vergoeding rechtmatig en billijk is.

Bij de vergelijking van beide voornoemde teksten blijkt dat de controlenormen enerzijds de inhoud van de verklaring bedoeld door de wetgever duidt en ze anderzijds inhoudelijk substantieel verruimt.

Inderdaad:

(1) De norm verplicht de bedrijfsrevisor expliciet te refereren naar de inhoud van de controlenormen, dit om het maatschappelijk verkeer een gepast inzicht te geven in de draagwijdte van zowel zijn verklaring als zijn uitgevoerde controlewerkzaamheden. De wetgever heeft deze explicitering niet gevraagd.

(2) Wat de beschrijving van de inbreng in natura betreft specificeert de norm dat de bedrijfsrevisor expliciet moet bevestigen of voornoemde beschrijving beantwoordt aan de normale vereisten van nauwkeurigheid en duidelijkheid.

(3) De melding dat de door de partijen weerhouden methoden economisch verantwoord zijn vormt eveneens een explicitering van de inhoud van de verklaring. De aanduiding dat deze waarderingsmethoden leiden tot inbrengwaarden die ten minste overeenkomen met het aantal en de nominale waarde of, indien er geen nominale waarde is, met de fractiewaarde van de tegen de inbreng uit te geven aandelen, is letterlijk uit de wettekst overgenomen.

(4) Wat de melding betreft van de als tegenprestatie verstrekte vergoeding: al. 3 van art. 444 W. Venn. is zeer duidelijk: «het verslag vermeldt welke werkelijke vergoeding als tegenprestatie voor de inbreng wordt verstrekt». Voor de wetgever volstaat de eenvoudige vermelding. De voor de bedrijfsrevisor verplichte norm gebiedt dat bij een goedkeurende verklaring de als tegenprestatie verstrekte vergoeding rechtmatig en billijk is. De bedrijfsrevisor moet dus ook een oordeel geven over waarde van de tegenprestatie die de inbrenger ontvangt en de waarde van de bestaande aandelen na kapitaalverhoging. Dit heeft voornamelijk zijn belang bij inbrengen in een bestaande vennootschap (cfr. Infra). Tevens valt op dat de tekst van art. 444 W. Venn. het heeft over werkelijke vergoeding, terwijl in de norm het predicaat werkelijk niet is vermeld (zie punt 4.2 infra).

4.1.2. Inbreng in natura bij kapitaalverhoging

Art. 602, al. 2, W. Venn. bepaalt: «Dat verslag heeft inzonderheid betrekking op de beschrijving van elke inbreng in natura en op de toegepaste methoden van waardering. Het verslag moet aangeven of de waardebepalingen waartoe deze methoden leiden ten minste overeenkomen met het aantal en de nominale waarde of, bij gebreke van een nominale waarde, de fractiewaarde en, in voorkomend geval, met het agio van de tegen de inbreng uit te geven aandelen. Het verslag vermeldt welke werkelijke vergoeding als tegenprestatie voor de inbreng wordt verstrekt».

Art. 602 W . Venn. is gelijklopend met in vorig punt aangehaald art. 444 W. Venn. doch niet indentiek. Anderzijds dient vermeld dat de norm, wat de inhoud van een goedkeurende verklaring zonder voorbehoud betreft, geen onderscheid maakt.

We kunnen dan ook verwijzen naar het in vorig punt vermelde.

Wat de als tegenprestatie verstrekte vergoeding betreft weze opgemerkt dat zowel de wettekst als de norm melding maken van een mogelijkheid een agio (boekhoudkundig: uitgiftepremie) uit te drukken. Dit is technisch noodzakelijk wanneer de waarde van de inbrenggenietende vennootschap in de loop van haar bestaan gestegen is en de kapitaalverhoging zich beperkt tot het product van het aantal uit te geven aandelen en de nominale waarde.

Zoals reeds aangegeven houdt punt D van norm 4.1.2. een substantiële verruiming én van de verklaring én de revisorale controlewerkzaamheden in. Als de revisor immers de rechtmatigheid en billijkheid van de als tegenprestatie verstrekte vergoeding moet bevestigen, spreekt hij zich uit over de waarde van de aandelen die de inbrenger heeft verkregen naar aanleiding van de kapitaalverhoging en over de waarde van de bestaande aandelen, beiden na de verrichting. Met andere woorden: hij spreekt zich uit over de «ruilvoet» waardoor hij zich eveneens dient uit te spreken over de waardering van de inbrenggenietende vennootschap die is weerhouden om het aantal te creëren aandelen te bepalen. Voor de wetgever is de vermelding van het aantal gecreëerde aandelen en eventuele bijkomende vergoedingen voldoende.

4.1.3. Voorbeeld

Aan de hand van onderstaand voorbeeld bij kapitaalverhoging tonen wij het nut van de revisorale rapportering die voortvloeit uit de huidige norm van het Instituut der Bedrijfsrevisoren ten opzichte van wat de strikte toepassing van de wet zou inhouden.

We veronderstellen een inbreng met een conventionele waarde groot 12.000.000 BEF door aandeelhouder A. De bedrijfsrevisor kan bevestigen dat deze inbreng steunt op waarderingsmethoden die bedrijfseconomisch verantwoord zijn. De aandeelhoudersstructuur van de NV is als volgt, vóór kapitaalverhoging:

		% participatie voor verrichting
Aandeelhouder A	515 aandelen	25,75%
Aandeelhouder B	495 aandelen	24,75%
Aandeelhouder C	495 aandelen	24,75%
Aandeelhouder D	495 aandelen	24,75%
TOTAAL	**2.000 aandelen**	**100%**

a. Balans van de onderneming die de inbreng geniet, vóór kapitaalverhoging.

Gegeven de volgende boekhoudkundige staat (in '000 BEF):

Activa			**Passiva**
MVA	11.000	Kapitaal	2.000
Vorderingen	5.750	Reserves	14.000
Voorraad	2.250	Voorzieningen	500
Liquide middelen	5.000	Schulden	7.500
	24.000		**24.000**

b. Waardering van de NV vóór kapitaalverhoging.

Conform de norm van het Instituut der Bedrijfsrevisoren dient de bedrijfsrevisor te vermelden dat de als tegenprestatie verstrekte vergoeding rechtmatig en billijk is. Dit houdt in dat de bedrijfsrevisor dient over te gaan tot de controle van de balans of van de boekhoudkundige staat van de vennootschap die de inbreng ontvangt. Hij dient de waarde te controleren van ieder maatschappelijk aandeel op datum van het van kracht worden van de inbreng met het oog op het nazicht van de vergoeding die men zich voorneemt als tegenprestatie van de inbreng toe te kennen.

		#Aandelen: 2.000 Per aandeel:
a. Nominaal kapitaal	2.000.000	1.000
b. Boekhoudkundig eigen vermogen		
Kapitaal	2.000.000	
Reserves	14.000.000	
Totaal boekhoudkundig eigen vermogen	16.000.000	8.000
c. Gecorrigeerde substantiële waarde		
Totaal eigen vermogen	16.000.000	
Niet uitgedrukte meerwaarden op MVA (9)	4.000.000	
	20.000.000	10.000
d. Rendementswaarde	28.000.000	14.000
e. Schmalenbach-methode (10)	24.000.000	12.000
f. Conventionele waarde	24.000.000	12.000

(9) Netto, na aftrek van latente belastingen.

(10) Wij nemen deze eenvoudige methode als gemiddelde van de gecorrigeerde substantiële waarde en rendementswaarde als voorbeeld. In de praktijk zal punt e. het resultaat zijn van een gewogen en beredeneerd geheel van waarderingsmethoden die relevant zijn voor de onderneming en de sector waarin zij opereert.

Het maatschappelijk kapitaal is vertegenwoordigd door 2.000 aandelen met een nominale waarde van 1.000 BEF.

c. Bepaling van een rechtmatige en billijke vergoeding voor de inbreng, bepaald door het bestuursorgaan.

Wanneer het aantal aandelen dat als tegenprestatie voor de inbreng wordt toegekend, op betekenisvolle wijze verschilt van de waarde, die wordt toegekend aan de inbrengen, gedeeld door de economische waarde (11) van een oud aandeel, dan moet de bedrijfsrevisor de partijen vragen naar de motivering van dit verschil (12).

In het voorbeeld stelt het bestuursorgaan voor 1.000 nieuwe aandelen te creëren en dit op basis van onderstaande benadering.

		# Aandelen: 2.000 Per aandeel:
a. Conventionele waarde NV vóór kapitaalverhoging	24.000.000	12.000
b. Conventionele waarde inbreng	12.000.000	
c. Totale waarde na kapitaalverhoging	36.000.000	
Waarde per aandeel (d.i. 3.000)		12.000
d. Aantal aandelen na kapitaalverhoging: Verhouding waarde vóór kapitaalverhoging over aantal aandelen met die na kapitaalverhoging **X** = (36.000.000 x 2.000) / 24.000.000		
e. Aantal nieuw te creëren aandelen: (3.000 – 2.000) = 1.000 aandelen		

Besluit:

De voor de partijen weerhouden conventionele waarden hebben geleid tot de creatie van 1.000 nieuwe aandelen. De waarde van een bestaand aandeel is na de voorgenomen kapitaalsverhoging gestegen, noch gedaald ten opzichte van die welke de partijen (inbrenger en bestaande aandeelhouders waarvan kan worden

(11) Met economische waarde wordt hier bedoeld de prijs, zonder bijzondere voorwaarde, die twee onafhankelijke partijen zouden bedingen, rekening houdend met de economische omstandigheden naar aanleiding van de verrichting; zodoende wordt rekening gehouden met alle – al dan niet uitgedrukte – materiële en immateriële waarderingsbestanddelen en andere waarderingscriteria zoals rendement en rentabiliteit.

(12) Instituut der Bedrijfsrevisoren, Plichtenleer & Controlenormen 1999, Kluwer, Normen inzake inbreng in natura en quasi-inbreng, goedgekeurd op de zitting van 1 september 1995 en van toepassing met ingang van 1 januari 1996, § 2.5.3, p. 379-380.

verwacht dat zij vertegenwoordigd zijn door het bestuursorgaan) overeenkwamen (m.n. 12.000 BEF). Gezien de bedrijfsrevisor volgens de opgave enerzijds bevestigt dat naar zijn mening de inbrengwaarde (12.000.000 BEF) stoelt op waarderingsmethoden die bedrijfseconomisch verantwoord zijn en anderzijds het bestuursorgaan kan bijtreden met de overeengekomen waarde van de vennootschap, zal hij zonder voorbehoud o.m. kunnen besluiten dat de als tegenprestatie van de inbreng verstrekte vergoeding (met name de creatie van 1.000 nieuwe aandelen) rechtmatig en billijk is.

Voor de wetgever volstond de eenvoudige vermelding van het voorstel van de raad van bestuur (13).

d. Bepaling van een incorrecte vergoeding voor de inbreng.

Stel dat in voorgaand voorbeeld de waarde van de vennootschap volgens de bedrijfsrevisor niet 24.000.000 BEF zou zijn (conventionele waarde tussen partijen) doch slechts 12.000.000 BEF. Voortgaande op de bevindingen van de revisor bedraagt de waarde van de vennootschap na kapitaalverhoging in dat geval 24.000.000 BEF. Opdat de als tegenprestatie verstrekte vergoeding rechtmatig en billijk zou zijn moeten derhalve worden uitgegeven:

Aantal aandelen na kapitaalverhoging: Verhouding waarde van kapitaalverhoging over aantal aandelen met die na kapitaalverhoging **X** = (24.000.000 x 2.000) / 12.000.000
Aantal nieuw te creëren aandelen: (4.000 – 2.000) = 2.000 aandelen

Inderdaad:

- waarde van één aandeel voor de verrichting: 12.000.000 BEF / 2.000 aandelen = 6.000 BEF
- waarde van één aandeel na de verrichting: 24.000.000 BEF / 4.000 aandelen = 6.000 BEF.

Indien de raad van bestuur echter de waarde van de vennootschap op 24.000.000 BEF houdt, zal de revisor, op basis van zijn controlenormen, moeten aangeven dat de als tegenprestatie verstrekte vergoeding niet rechtmatig en billijk is.

Hij zal met name kunnen attesteren:

a) dat hij de verrichting heeft nagezien overeenkomstig de controlenorm van het Instituut der Bedrijfsrevisoren;

(13) Art. 602, tweede al. in fine, W. Venn.

b) dat de beschrijving van de inbreng beantwoordt aan de normale vereisten van nauwkeurigheid en duidelijkheid;
c) dat de door de partijen weerhouden methoden van waardering bedrijfseconomisch verantwoord zijn en leiden tot inbrengwaarden die tenminste overeenkomen met het aantal en de nominale waarde of, indien er geen nominale waarde is, met de fractiewaarde en desgevallend met de uitgiftepremie van de tegen de inbreng uit te geven aandelen. Toegepast op het voorbeeld: de niet gecontesteerde waarde van de inbreng (m.n. 12.000.000 BEF) is tenminste gelijk aan 1.000 aandelen aan een nominale waarde van 1.000 BEF, of 1.000.000 BEF, vermeerderd met een agio van 11.000.000 BEF. Of nog, bij weglating van nominale waarde: de waarde van de inbreng is gelijk aan de kapitaalverhoging groot 12.000.000 BEF (1.000 aandelen aan 12.000 BEF cfr. supra).
d) Doordat het bestuursorgaan de vennootschap vóór de verrichting heeft gewaardeerd aan 24.000.000 BEF, zijn 1.000 aandelen gecreëerd. Een verantwoorde waardering geeft echter een waarde groot 12.000.000 BEF. Voor de verrichting was de bedrijfseconomische waarde van één aandeel bijgevolg 12.000.000 BEF / 2.000 aandelen = 6.000 BEF. Na de verrichting bedraagt de waarde van één aandeel: 24.000.000 BEF / 4.000 aandelen = 8.000 BEF. Besluit: de bestaande aandeelhouder ziet de waarde van zijn aandelen stijgen van 6.000 BEF tot 8.000 BEF. De inbrenger heeft als tegenprestatie van zijn inbreng groot 12.000.000 BEF 1.000 aandelen gekregen (cfr. Supra) en ziet dus de waarde van zijn nieuw ontvangen aandelen dalen van 12.000 BEF tot 8.000 BEF. Als tegenprestatie heeft hij dan ook verkregen 8.000 BEF x 1.000 aandelen = 8.000.000 BEF voor een inbreng van 12.000.000 BEF. Krachtens de norm is de revisor verplicht deze bevoordeling respectievelijk benadeling in hoofde van de partijen te signaleren en te besluiten dat de als tegenprestatie verstrekte vergoeding rechtmatig noch billijk is. Krachtens art. 602, al. 2 in fine W. Venn., volstaat de eenvoudige vermelding van de creatie van 1.000 aandelen zonder commentaar.

4.2. De notie werkelijke vergoeding

Zoals in vorig punt aangehaald hebben zowel art. 444 al. 3 als 602 al. 2 in fine W. Venn. het over de als tegenprestatie werkelijk verstrekte vergoeding. De werkelijk verstrekte vergoeding kan in sommige gevallen meer inhouden dan de in ruil voor de inbreng verkregen aandelen. Bijzondere voordelen kunnen zijn de toekenning van winstbewijzen, een voorrecht bij de verdeling van het maatschappelijk vermogen of een essentiële wijziging in de machtsstructuur van de aandeelhouders onderling, zoals het voorbeeld in punt 4.1 aangeeft.

	voor verrichting		na verrichting	
	aandelen	%	aandelen	%
Aandeelhouder A	515	25,75%	1.515	50,5%
Aandeelhouder B	495	24,75%	495	16,5%
Aandeelhouder C	495	24,75%	495	16,5%
Aandeelhouder D	495	24,75%	495	16,5%
TOTAAL	**2.000**	**100%**	**3.000**	**100%**

Bij normaal gangbare statuten zal aandeelhouder A dankzij de inbreng in natura alle bestuurders kunnen aanduiden, alleen hij hun vergoeding bepalen, de jaarrekeningen goedkeuren, enz. De werkelijke vergoeding bestaat dan ook niet alleen in de toekenning van 1.000 aandelen, doch ook in de verwerving door A van de meerderheid van de stemrechten. Wij menen dat dergelijke bijkomende gevolgen niet alleen in het verslag doch best ook in de conclusies van het verslag worden opgenomen. Het is immers het besluit van de revisor dat wordt opgenomen in de notariële akte en bijgevolg ook mee wordt gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad.

4.3. De revisor mag zelf niet overgaan tot waardering

De revisor controleert en beoordeelt de waardering en de verrichting. Hij zou afbreuk doen aan zijn onafhankelijkheid als hij zelf de initiële waardering zou verrichten op basis van door hemzelf weerhouden waarderingsparameters. Uit de voorbereidende parlementaire werken mag men echter besluiten dat de wetgever de bedrijfsrevisor ook ziet als een raadgever. De regering meende dat de tussenkomst van de voorzitter van de rechtbank overbodig was omdat hij toch meestal de bedrijfsrevisor aanstelt die de partijen wensen (14). Deze overweging was één van de argumenten om de oprichters toe te laten zelf de bedrijfsrevisor te kiezen zonder tussenkomst van de rechtbank (15). Bovendien zal een bedrijfsrevisor veel gemakkelijker een adviserende functie kunnen vervullen wegens de onderlinge vertrouwensrelatie, dan wanneer hij door de rechtbank wordt aangeduid (16). Anderen gaan nog verder en stellen dat het zelfs wenselijk is dat de bedrijfsrevisor in deze aangelegenheid als raadsman zou optreden (17). De vraag

(14) Wetsontwerp tot wijziging van de gecoördineerde wetten betreffende de handelsvennootschappen – Memorie van Toelichting – *Parl. St.* Kamer 1979-1980, 387, nr. 3, p. 31.

(15) H. VAN PASSEL, "Technische aspecten van de controle bij een inbreng in natura", in Controle van de inbreng in natura, B.C.N.A.R. 1988, p 47.

(16) MERCHIERS, Y., De oprichting en de kapitaalverhoging bij de naamloze vennootschap, p. 13.

(17) 'T KINT, J., Les modifications apportées au droit de sociétés anonymes par la loi du 5 décembre 1984 et par la loi du 21 février 1985, nr. 13, p. 23.

is echter waar men de lijn dient te trekken tussen het verlenen van technische bijstand en het zelf overgaan tot de waardering.

Indien de raad van bestuur de keuze maakt van waarderingsmethoden, enkele vereiste parameters zoals de vergoeding op risicovrije beleggingen, marktrisicopremie en de Beta-factor en vervolgens aan zijn bedrijfsrevisor vraagt technisch bijstand te verlenen bij de uitwerking van de waardering, beperkt deze laatste zich tot een technische bijstand en kan bezwaarlijk worden gesteld dat hij waardeert.

Nochtans zal in de praktijk de grens tussen de hierboven geschetste technische assistentie en de eventuele beïnvloeding van dergelijke assistentie op de uiteindelijke waardering soms niet zo duidelijk zijn.

Voor de geledingen van het maatschappelijk verkeer moet het duidelijk zijn dat het de oprichters (bij oprichting) of het bestuursorgaan (bij kapitaalverhoging) van de vennootschap zijn die de waardering doen. De bedrijfsrevisor is dan ook niet gebonden aan voormelde waardering en kan de weerhouden voorgestelde inbrengwaarde, respectievelijk ruilvoet (de tegenprestatie) in totale onafhankelijkheid toetsen aan zijn eigen inzichten. Uit de tekst van de norm inzake controle van inbreng en quasi-inbreng voor een goedkeurende verklaring is dit af te leiden. Nochtans zou kunnen worden gedacht aan een nog explicietere formulering over wie de waardering doet, onder wiens verantwoordelijkheid de waardering is gebeurd. Dit naar analogie met de typetekst, opgesteld door het Instituut der Bedrijfsrevisoren, met betrekking tot de waarmerking van de jaarrekening (18), waarbij wordt aangegeven dat de jaarrekening werd opgesteld onder de verantwoordelijkheid van het bestuursorgaan.

4.4. Onafhankelijkheid van de bedrijfsrevisor

De vraag dient gesteld of een commissaris-revisor een bijzondere revisorale opdracht, zoals bv. de verslaggeving bij inbreng in natura, mag weigeren in de hypothese dat hij niet onafhankelijk is omwille van zijn mandaat van commissaris-revisor van de vennootschap die de inbreng geniet. Mag hij dientengevolge ingaan tegen de bepalingen van het Wetboek Vennootschapsrecht?

Omgekeerd dienen wij ook de vraag te stellen of de bedrijfsrevisor zijn mandaat van commissaris-revisor van de vennootschap mag behouden indien hij dergelijke opdracht aanvaardt.

Wij citeren dienaangaande een recent voorstel van reglement, d.d. 13 juli 2000, van de "Securities and Exchange Commission":

(18) Instituut der Bedrijfsrevisoren, Controle 5/98, Het controleverslag, p. 30.

> *"The proposals would provide that the auditor is not independent if the auditor provides appraisal or valuation services, fairness opinions or contribution-in-kind reports, where there is a reasonable likelihood that the results will be audited by the auditor. Appraisal and valuation services include valuing, among other things, in-process research and development, financial instruments, assets and liabilities acquired in a merger, and real estate* (19)."

Ons inziens laat het Wetboek Vennootschapsrecht de commissaris-revisor geen keuze. Artikel 602, alinea 1, stelt: "Ingeval een kapitaalverhoging een inbreng in natura omvat, maakt de commissaris of, voor vennootschappen waar die er niet is, een bedrijfsrevisor aangewezen door de raad van bestuur, vooraf een verslag op." In de mate dat de bedrijfsrevisor een verslag opmaakt over de beschrijving van de inbreng in natura en over de toegepaste methoden van waardering en zelf niet overgaat tot waardering, dan komt zijn onafhankelijkheid niet in het gedrang. De norm van het Instituut der Bedrijfsrevisoren sluit hierbij aan: "De commissaris-revisor is van rechtswege belast met de controleopdracht over de inbreng in natura of quasi-inbreng, overeenkomstig de vennootschappenwet (20)".

Het spanningsveld tussen de internationale reglementering van het beroep en het Belgisch Vennootschapsrecht die in voornoemde teksten tot uiting komt is nog te recent om op dit ogenblik een duidelijk inzicht te hebben hoe dit in de Belgische praktijk zal worden ingevuld.

4.5. Dient de bedrijfsrevisor rekening te houden met het feit of de ingebrachte vermogensbestanddelen nuttig zijn voor de vennootschap?

De wetgever is hier ons inziens in het ongewisse gebleven. De norm van het Instituut zegt echter dat de bedrijfsrevisor de geschiktheid van de toegepaste waarderingsmethoden vanuit een bedrijfseconomisch standpunt, d.w.z. in functie van hun nut voor de onderneming die de inbrengen ontvangt en rekening houdend met de marktomstandigheden dient te beoordelen (21). Hij onderzoekt het nut om in zijn verslag bijzondere toelichtingen te geven, die de informatie van latere comparanten en van derden zouden kunnen verbeteren. Ook de theoretische waardebepaling van de aandelen wordt verricht op basis van objectieve criteria rekening houdend met het toekomstig nut voor de vennootschap.

Ook hier gaat de norm van het Instituut der Bedrijfsrevisoren verder dan het Wetboek Vennootschapsrecht.

---

(19) http://www.sec.gov/

(20) Instituut der Bedrijfsrevisoren, Plichtenleer & Controlenormen 1999, Kluwer, Normen inzake inbreng in natura en quasi-inbreng, goedgekeurd op de zitting van 1 september 1995 en van toepassing met ingang van 1 januari 1996, § 1.3, p. 374.

(21) Instituut der Bedrijfsrevisoren, Plichtenleer & Controlenormen 1999, Kluwer, Normen inzake inbreng in natura en quasi-inbreng, goedgekeurd op de zitting van 1 september 1995 en van toepassing met ingang van 1 januari 1996, § 2.4.3, p. 377.

4.6. Geldigheidsduur van het verslag over een inbreng die niet in geld bestaat.

De vennootschappenwet voorziet geen termijn binnen de welke de verrichting moet worden doorgevoerd. In principe kan een kapitaalverhoging nog worden verricht op basis van een verslag dat bv. al 7 maanden voordien werd opgesteld: dit is geen inbreuk op het Wetboek Vennootschapsrecht. Bij de analyse van deze problematiek dient evenwel een onderscheid te worden gemaakt, naargelang de bedrijfsrevisor al dan niet optreedt als commissaris-revisor.

Indien de bedrijfsrevisor geen controlemandaat heeft, zal de optredende notaris (22) zelf moeten bepalen of hij de akte nog zal verlijden op basis van een verslag dat al enkele maanden oud is. Eens het verslag is ondertekend, moet de bedrijfsrevisor de verdere afloop niet meer volgen. Het nut van dergelijke rapportering kan dan in vraag worden gesteld wanneer er zich belangrijke feiten na ondertekening van het verslag hebben voorgedaan.

Voor de commissaris-revisor liggen de zaken evenwel anders aangezien art. 538 Wetboek Vennootschapsrecht bepaalt dat de commissaris de algemene vergadering bijwoont wanneer deze te beraadslagen heeft op grond van een verslag dat door hem is opgemaakt. Hij zal er over moeten waken dat geen enkel nieuw feit de geldigheid van zijn verslag in vraag stelt. Indien dat wel het geval is, moet hij de algemene vergadering, die over de kapitaalverhoging beslist, hierover inlichten (23).

4.7. Regularisatieverslag

Bij een NV, een BVBA of een CVBA kan de inbreng alleen maar worden gedaan op een, in aanwezigheid van een notaris gehouden, algemene vergadering. Zelfs wanneer de vennootschap, ondanks het wetsvoorschrift, niet vooraf om een verslag heeft gevraagd, vindt de kapitaalverhoging plaats op een vaste datum. Een controleverslag dat post factum wordt opgesteld, heeft niet de minste voorlichtingwaarde voor de algemene vergadering die reeds het besluit heeft genomen, en zo'n verslag kan dan ook niet als een regularisatie worden beschouwd.

(22) Cfr. Modaliteiten voor statutenwijziging, Wetboek Vennootschapsrecht art. 581.
(23) Zie Jaarverslag IBR, 1985, p. 35.

De Juridische Commissie die door de Raad terzake om advies werd verzocht, oordeelt evenwel dat het opstellen van een verslag een feitelijk gegeven is waaraan kan worden gerefereerd in de context van artikel 456, 3°, Wetboek Vennootschapsrecht (24).

V. Conclusie

Aangezien de opdracht van de revisor bij inbrengen in natura een bij wet voorgeschreven opdracht is en niet een gewone contractuele opdracht, is de inhoud van de opdracht, ongeacht het feit of de revisor door de oprichters of het bestuursorgaan wordt aangezocht, bij wet bepaald. Dit wil zeggen dat de opdrachtgever enkel de opdracht initieert maar dat de revisor volledig autonoom, met respect van de wettelijke voorschriften en van de voor hem dwingende beroepsnormen en zonder mogelijkheid tot beperking vanwege de opdrachtgever de uit te voeren controlewerkzaamheden en de te formuleren conclusies bepaalt.

Het maatschappelijk nut en de toegevoegde waarde van de revisorale opdracht komt er vooral door de norm inzake controle van inbreng en quasi-inbreng van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, die, zoals wij hebben trachten aan te tonen, de inhoud van het verslag en de verklaring expliciteert en uitbreidt.

(24) Dit is de bepaling die betrekking heeft op de aansprakelijkheid van de oprichters, de bestuurders of zaakvoerders wanneer er sprake is van een kennelijke overwaardering van een niet-geldelijke inbreng.

Enkele specifieke aspecten bij de waardering van aandelen in het kader van de geschillenregeling

Herman J. Van Impe (*),
Bedrijfsrevisor en Accountant,
Lid van de raad van het Instituut der Bedrijfsrevisoren,
Professor IPO-UFSIA Management School en EHSAL Management School

Joris Mertens (**),
Bedrijfsrevisor,
Docent Hogeschool Brabant (Nederland)

1. Inleiding

De Reparatiewet van 13 april 1995 heeft de artikelen 190ter en 190quater in de Vennootschappenwet ingevoegd (1). Ten gevolge van deze wetswijziging werd het voor de meerderheidsaandeelhouder mogelijk de minderheidsaandeelhouder te dwingen, in geval van gegronde reden, zijn aandelen aan hem over te laten (artikel 636 W.Venn.). Artikel 642 W.Venn. daarentegen geeft de minderheidsaandeelhouder de mogelijkheid om, eveneens in geval van gegronde reden, de meerderheidsaandeelhouder te verplichten zijn aandelen over te nemen.

Deze bijdrage zal in een eerste deel ingaan op het juridisch referentiekader van voornoemde artikelen.

In een tweede deel zal worden ingegaan op de waardering van de aandelen van de vennootschap die het voorwerp uitmaakt van de geschillenregeling. Specifieke aandacht zal hierbij worden besteed aan een aantal probleemsituaties die zich in de praktijk kunnen voordoen bij dergelijke waarderingen, zoals o.a. ge-

---

(*) Deze bijdrage bied ik de Heer Henri Olivier aan als dank en sympathie voor de jarenlange vruchtbare samenwerking die ik in de schoot van het Instituut der Bedrijfsrevisoren met hem mocht hebben, eerst in diverse werkgroepen, de laatste vijf jaar in de raad van het Instituut.

Generaties van revisoren zien in Henri hun grote leermeester.

(**) Het is mij een eer te mogen meewerken aan dit Liber Amicorum. Deze bijdrage dient gezien te worden als een uiting van mijn waardering voor de door de Heer Olivier gedane inspanningen bij de daadwerkelijke uitbouw van het beroep.

(1) Ingevolge de Wet van 7 mei 1999 (Belgisch Staatsblad van 6 augustus 1999) werd de Vennootschappenwet gecodificeerd. Artikel 190ter Venn.W. wordt voortaan opgenomen onder artikel 636 e.v. W.Venn. voor wat betreft de NV en onder artikel 334 e.v. W.Venn. voor wat betreft de BVBA. Artikel 190quater Venn.W. wordt voortaan opgenomen onder artikel 642 e.v. W.Venn. voor wat betreft de NV en onder artikel 340 e.v. W.Venn. voor wat betreft de BVBA. Overeenkomstig artikel 657 W.Venn. zijn artikel 636 e.v. W.Venn. en artikel 642 e.v. W.Venn. eveneens van toepassing op de CVA. Onderhavige bijdrage zal verwijzen naar de wetsartikelen van de NV. De uitzonderingen voor de BVBA zullen expliciet worden aangehaald.

beurtenissen na balansdatum, de toepassing van de décote en de weging van de verschillende gehanteerde waarderingsmethoden.

In de schoot van het Instituut der Bedrijfsrevisoren buigt een werkgroep o.l.v. confrater Luc De Puysseleyr zich over de bedrijfseconomische en juridische aspecten van de tussenkomst van de bedrijfsrevisor in geval van gedwongen overdracht van aandelen. De werkgroep finaliseert een omstandige ontleding van de geschillenregeling die wellicht zal worden gepubliceerd (2).

2. De geschillenregeling – juridisch referentiekader

2.1. De uitsluiting – artikel 636 tot en met 641 W.Venn.

In toepassing van artikel 636 e.v. W.Venn. kan de eiser voor de rechtbank vorderen dat de verweerder zijn aandelen en alle converteerbare effecten in zijn bezit tegen een door de rechter te bepalen prijs overdraagt.

a. Voorwaarden voor de toepassing van artikel 636 W.Venn.

Voor de toepassing van artikel 636 W.Venn. moet aan drie essentiële voorwaarden zijn voldaan:

1. *Voorwaarden waaraan de vennootschap, waarvan de aandelen worden overgedragen, moet voldoen*
   De uitkoopregeling is van toepassing op zowel de BVBA als de NV. Overeenkomstig artikel 657 W.Venn. is de uitkoopregeling eveneens van toepassing op de CVA (3).

2. *Voorwaarden waaraan de eisers dienen te voldoen, om de vordering tot overdracht te kunnen instellen*
   Overeenkomstig artikel 636, eerste lid W.Venn. kan de vordering slechts worden ingesteld indien de eisers (4) (5):

(2) Maken eveneens deel uit van deze werkgroep: de confraters Luk Ostyn, Thierry Lejuste, Michel Grignard, Bruno Claeys, Joseph-Michel Boes en Prof. Dr. Catherine Dendauw.

(3) We kunnen hierbij eveneens verwijzen naar voetnoot 1.

(4) Onder eisers wordt verstaan: één of meer aandeelhouders of vennoten die gezamenlijk handelen.

(5) Hierbij kan verwezen worden naar de beschikking van de Voorzitter van de Rechtbank van Koophandel te Brussel d.d. 12 december 1996 (*R.R.D.* 1997, p. 308):
"Om een vordering op grond van (oud) artikel 190ter te kunnen instellen, moet men kunnen bewijzen dat men vennoot is. Dit bewijs kan worden aangebracht door het aandelenregister voor aandelen op naam, en door voorlegging van de titels voor aandelen aan toonder. Andere bewijzen kunnen worden aangebracht, zoals de aanwezigheidslijst op de laatste algemene vergadering waarvan de samenstelling niet werd betwist door de andere aandeelhouder."

- effecten bezitten die 30 % vertegenwoordigen van de *stemmen* verbonden aan het geheel van de bestaande effecten; of
- effecten bezitten die 20 % vertegenwoordigen van de *stemmen* verbonden aan het geheel van de bestaande effecten, indien de vennootschap effecten heeft uitgegeven die het kapitaal niet vertegenwoordigen (oprichters-aandelen, winstaandelen, ...) (6); of
- effecten bezitten waarvan de nominale waarde of de fractiewaarde 30% van het *kapitaal* van de vennootschap vertegenwoordigt.

Er dient eveneens verwezen te worden naar artikel 636, tweede lid W.Venn. dat expliciet stelt dat de vordering niet kan worden ingesteld door de vennootschap zelf of door een dochtermaatschappij van de vennootschap.

3. *Tweede voorwaarde: de "gegronde reden"*
Een tweede voorwaarde voor het instellen van een dergelijke vordering betreft het bestaan van een "gegronde reden". Een vordering overeenkomstig artikel 636 W.Venn. kan niet zomaar worden ingesteld door een bepaalde groep van aandeelhouders. Een gegronde reden is vereist.

De gegronde reden neemt meestal de vorm aan van een duurzame en ernstige onenigheid tussen de vennoten waardoor elke samenwerking onmogelijk wordt en de normale werking van de vennootschap wordt lamgelegd; de vennoten bevinden zich in een situatie waardoor de onenigheid effectief het voortbestaan van de vennootschap in gevaar brengt (7).

Bij het inroepen van de gegronde reden zal de "affectio societatis" tussen de vennoten verdwenen zijn. De inroeping van de toepassing van artikel 636 W.Venn. is aldus een alternatief voor de ontbinding van de vennootschap. Vóór de invoering van deze uitkoopregeling in de Vennootschappenwet was de vereffening van de vennootschap soms de enige oplossing om de geschillen tussen de aandeelhouders te regelen.

Voor een detailanalyse van het begrip "gegronde reden" wordt verwezen naar de diverse publicaties die reeds rond dit onderwerp zijn verschenen (8).

---

(6) Deze mogelijkheid doet zich niet voor bij het uitkoopbod in de BVBA overeenkomstig artikel 334 W.Venn.

(7) Zie o.m. *Rev. prat. soc.* 1998, nr. 6760, p. 694.

(8) Zie hiervoor:
- LAGA H., DE LEENHEER J. en DELVAUX G., "De geschillenregeling en het uitkoopbod in vennootschappen", Instituut der Accountants, p. 14-22;
- VAN GERVEN D., WYCKAERT M., "Vennootschapsrecht 1998-1999", *T.R.V.* 1999, p. 374-418;
- TILLEMAN B., BENOIT-MOURY A. e.a., "Wetboek Vennootschapsrecht – editie 2000, Die Keure, p. 344-346 en verwijzingen.

b. Overdraagbaarheid van de aandelen

Na betekening van de dagvaarding door de eiser aan de verweerder, kan deze laatste zijn aandelen niet vervreemden noch ze met zakelijke rechten bezwaren, behalve met toestemming van de rechter of van de partijen in het geding en dit in toepassing van artikel 638, eerste lid W.Venn.

Er kunnen zich praktische moeilijkheden voordoen m.b.t. de betekening wanneer de verweerder beweert niet meer over de aandelen of een gedeelte ervan te beschikken. Deze omstandigheid is niet ondenkbeeldig in vennootschappen met aandelen aan toonder, waar statuten noch eventuele aandeelhoudersovereenkomsten enige beperking of procedure van overdracht van de aandelen voorzien. Een oplossing hiervoor kan erin bestaan, voorafgaand aan de betekening, een gerechtelijk sekwester over de kwestieuze aandelen te laten aanstellen.

Tevens stelt zich een bijkomende moeilijkheid bij aandelen aan toonder indien niet alle aandelen op de algemene vergadering verschijnen.

c. Schorsing van de rechten verbonden aan de aandelen

Overeenkomstig artikel 638, 2de lid W.Venn. kan de rechter alle rechten verbonden aan de over te dragen aandelen schorsen, behalve het recht op dividend.

Gelet op het feit dat het dividendrecht niet door de rechter kan worden geschorst, zal hiermede rekening dienen te worden gehouden bij de uiteindelijke prijsbepaling. Immers, de dividenduitkering gebeurt vanuit de winst en/of het eigen vermogen van de vennootschap en dit terwijl beide factoren zijn die de waarde van aandelen van een vennootschap mede bepalen (9).

d. Overdraagbaarheidsbeperkingen van de aandelen

De rechter zal in kennis dienen te worden gesteld van de statutaire of contractuele overdraagbaarheidsbeperkingen, verbonden aan de kwestieuze aandelen. Artikel 639 W.Venn. voorziet dat de verweerder dienaangaande bij zijn eerste conclusies een afschrift dient te voegen van de statuten of van dergelijke overeenkomsten. De rechter ziet erop toe dat de rechten verbonden aan de aandelen gevrijwaard worden.

(9) Merk op dat, indien het stemrecht van de kwestieuze aandelen is geschorst, de algemene vergadering redelijkerwijs niet zal beslissen tot uitkering van een dividend. De rechter kan bijgevolg door de schorsing van de stemrechten van de aandelen de beslissing tot uitkering van dividenden onrechtstreeks overlaten aan de aandeelhouder-eiser.
Terloops kan nog worden aangestipt dat in het kader van een dading tussen aandeelhouders kan overeengekomen worden om een dividend uit te keren, en dit om de prijs van de aandelen, die de aandeelhouders-overnemers dienen te betalen, te optimaliseren.

e. De prijsbepaling

De rechter bepaalt de prijs van de aandelen die de eiser aan de verweerder zal dienen te betalen binnen de door hem gestelde termijn na betekening van het vonnis (artikel 640 W.Venn.). De eiser kan geen afstand meer doen van zijn vordering indien hij van oordeel is dat de door de rechter bepaalde prijs te hoog is. Overeenkomstig artikel 640 W.Venn. kan de eiser nog wel hoger beroep instellen inzake de prijs.

De vaststelling van de prijs zal de rechter meestal toevertrouwen aan een deskundige die hij, overeenkomstig de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, zal aanstellen (10). De waarde die de deskundige berekent, bindt de rechter niet. Hij heeft het recht om van deze waarde af te wijken.

De mogelijkheid kan zich voordoen dat de rechter de prijs van de aandelen bepaalt, zonder een beroep te doen op een deskundige. Dit kan het geval zijn wanneer alle in het geding betrokken partijen reeds een waardering van de aandelen van de vennootschap hebben laten uitvoeren, en waarbij deze waarderingen enkel op een aantal principiële punten verschillen (11).

f. Overdracht van de aandelen

De betekening van het vonnis heeft onmiddellijk de overdracht van de aandelen en de rechten verbonden aan deze aandelen tot gevolg. Artikel 640, 2de lid W.Venn. bepaalt immers dat de beslissing van de rechter als titel geldt voor de vervulling van de formaliteiten verbonden aan de overdracht. Op basis van het vonnis zullen de aandelen op naam worden overgeschreven in het aandeelhoudersregister. De betaling van de prijs kan beschouwd worden als een "formaliteit verbonden aan de overdracht".

Teneinde problemen i.v.m. de fysische overdracht van de aandelen aan toonder te vermijden zal men er goed aan doen de veroordeling tot afgifte te vragen onder verbeurte van een dwangsom (12).

(10) We merken hierbij op dat de rechter niet is gebonden door een prijsbepaling die is opgenomen in de statuten of in een aandeelhoudersovereenkomst. Hij kan deze terzijde schuiven (Voorz. Kh. Aalst, 28 mei 1997, *T.R.V.* 1999, p. 201).

(11) Zie o.m. Kh. Mechelen d.d. 6 februari 1997 (*T.B.H.* 1998, p. 613):
"De aanstelling van een deskundige is overbodig omdat partijen zich niet verzetten tegen de bepaling van de prijs aan de hand van de boekwaarde, welke blijkt uit de financiële gegevens die aan de rechter werden medegedeeld."

(12) LAGA H., DE LEENHEER J. en DELVAUX G., "De geschillenregeling en het uitkoopbod in vennootschappen", Instituut der Accountants, p. 14.

2.2. De uittreding – artikel 642 en 643 W.Venn.

In tegenstelling tot artikel 636 W.Venn. kan de eiser, in toepassing van artikel 642 W.Venn. voor de rechtbank vorderen dat zijn aandelen en alle converteerbare effecten in zijn bezit tegen een door de rechter te bepalen prijs door de verweerder worden overgenomen.

Artikel 642 W.Venn. vertoont veel gelijkenissen met artikel 636 W.Venn. Verschilpunten zijn:
— Er is geen quorum van aantal stemrechten of aandelen vereist voor het instellen van een dergelijke vordering (13);
— Verder is er geen verbod opdat de verweerder na de betekening van de dagvaarding zijn aandelen zou vervreemden (14);
— De verplichting om eventuele statutaire en/of contractuele overdrachtsbeperkingen aan de rechter mede te delen berust bij de eiser (15).

3. Waardebepaling van de aandelen

In dit hoofdstuk zal verder ingegaan worden op een aantal specifieke probleemsituaties die zich kunnen voordoen bij de waardebepaling in het kader van de geschillenregeling.

3.1. Bespreking van het verschil tussen waarde en prijs

Er dient een onderscheid gemaakt te worden tussen de waarde van de aandelen en de prijs van de aandelen.

De *waarde* van de aandelen zal bij een uitkoopregeling in de meeste gevallen bepaald worden door een deskundige. Hij zal zich daarbij steunen op (een mix van) de in de literatuur gangbare waarderingsmethoden of op die waarderingsmethoden die voor de sector bijzonder geschikt zijn. Deze waarde is een theoretische waarde die wetenschappelijk en/of empirisch onderbouwd zal zijn.

Overeenkomstig artikel 640 en 643 W.Venn. is het de rechter die de *prijs* van de aandelen bepaalt. De door de rechter vastgestelde prijs betreft het bedrag waartegen de aandelen dienen te worden overgedragen, m.n. het "transactiebedrag". Om deze prijs te bepalen zal hij hierbij meestal steunen op de waarde van de aandelen, zoals bepaald door de deskundige.

(13) Artikel 642, tweede lid W.Venn. verwijst niet naar artikel 636, eerste lid W.Venn.
(14) Artikel 642, tweede lid W.Venn. verwijst niet naar artikel 638, eerste lid W.Venn.
(15) Artikel 642, tweede lid W.Venn.

3.2. Vrijheid van de deskundige in de waardebepaling

Een veel voorkomende praktijk is een vonnis waarbij de rechter een deskundige aanstelt en meteen het kader bepaalt binnen hetwelk de waardering dient te worden uitgevoerd. Zo kan het gebeuren dat de rechter de te hanteren waarderingmethoden bepaalt of nog, dat hij expliciet stelt dat de toekomstige opbrengsten die door de betreffende vennootschap zullen worden gegenereerd in rekening dienen te worden gebracht (16).

De vraag stelt zich of de deskundige deze bepaling dient te volgen, indien hij van oordeel is dat het kader van waardering, gecreëerd door de rechter, de realiteit zou miskennen en aanleiding zou kunnen geven tot een verkeerde waardering. Moet de deskundige in deze situatie de aanwijzingen van de rechter dan nog steeds volgen of heeft hij de vrijheid daarvan af te wijken?

Voormelde vraag is niet eenduidig te beantwoorden.

Enerzijds is het niet aan de deskundige om in rechte te oordelen en zal hij een waardering moeten uitvoeren overeenkomstig de imperatieven, opgelegd door de rechter. De deskundige mag zich immers niet in de plaats van de rechter stellen om over de feiten te oordelen. Verder kan worden verwezen naar de wetgeving waarin wordt gesteld dat de aandelen dienen te worden overgenomen tegen de door de rechter bepaalde prijs (17). Indien de rechter van oordeel is dat het door hem geschetste kader van waardering het enige juiste is, zal hij de prijs dan ook in die zin bepalen. De deskundige dient bijgevolg zijn waardering uit te voeren, overeenkomstig de uitgangspunten van de rechter.

---

(16) Voorz. Kh. Aalst, 28 mei 1997 (*T.R.V.* 1999, p. 203):
"...de waarde te bepalen aan de hand van de gebruikelijke waarderingsmethoden, met name aan de hand van de methode die steunt op de analyse van de intrinsieke waarde, de rendementswaarde en de cashflow; advies te geven aan welke van de waarderingsmethoden het meest gewicht toekomt gelet op de aard van de onderneming om aldus te komen tot één waarde op basis van gewogen gemiddelde van de verschillende aangewende waarderingsmethoden."
Voorz. Kh. Kortrijk, 16 september 1996 (*A.J.T.* 1996-1997, p. 333):
"...De waarde van de over te dragen aandelen in het kader van een vordering tot gedwongen overdracht, dient te worden bepaald aan de hand van de waarde van het vermogen van en de rendementsaspecten van de onderneming, rekening houdend met de respectieve participatie in het aandelenpakket".
Voorz. Kh. Kortrijk 17 februari 1997 (*A.J.T.* 1996-97, p. 335):
"De waardebepaling van de aandelen in het kader van een gedwongen overdracht dient te gebeuren op basis van een gewogen gemiddelde van de vermogens- en rendementswaarde."

(17) Artikel 640, eerste lid W.Venn. en artikel 643, eerste lid W.Venn.

Anderzijds staat het de deskundige vrij om in zijn verslag een waardering uit te werken waarbij hij van andere uitgangspunten vertrekt. De deskundige zal in dit geval zijn uitgangspunten vermelden en motiveren waarom deze in het gegeven geval passend zijn. Hij zal zich hierbij behoeden zich te mengen in de feitenkwesties.

In het specifieke geval waarbij de rechter oordeelt dat een waardering dient te worden uitgevoerd op basis van verschillende waarderingsmethoden, waarbij aan iedere methode het passend gewicht dient te worden toegekend, heeft de deskundige nog altijd de mogelijkheid om aan één of meerdere waarderingsmethoden geen of een symbolisch gewicht toe te kennen (18). Hij zal deze situatie uiteraard wel met de nodige omzichtigheid behandelen.

3.3. Tijdstip van de waardebepaling

De rechter bepaalt meestal in zijn vonnis ter aanstelling van een deskundige het tijdstip waarop de waardebepaling van de aandelen dient te worden uitgevoerd. Veel voorkomend is het geval waarbij wordt gesteld dat de waardering dient te worden uitgevoerd op het ogenblik van de betekening van de dagvaarding.

Het is echter niet ondenkbeeldig dat de rechter van oordeel is dat de waardering op een vroeger tijdstip dient te worden uitgevoerd. Dit kan het geval zijn indien de aandelen sinds de vertroebeling van de verstandhouding tussen de vennoten zijn ontwaard, en dit door toedoen van één van de partijen betrokken in het geding.

Een ander geval kan zich voordoen waarbij de minderheidsaandeelhouders, voorafgaand aan de uitkoopregeling, een beschikking hebben bekomen tot aanstelling van een deskundige. Indien deze deskundige bepaalde onregelmatigheden, die de waarde van aandelen beïnvloeden, heeft vastgesteld, kan de rechter de waardering laten uitvoeren op het ogenblik van de start van deze onregelmatigheden, zoals vastgesteld door de deskundige (19).

De vraag die zich hierbij stelt is of de rechter kan bepalen dat de waardering dient te worden uitgevoerd op een datum na die van het vonnis. Gelet op het feit dat de rechter het kader van de waardering bepaalt zou deze mogelijkheid zich kunnen

(18) Dit zal bijvoorbeeld het geval zijn bij de waardering van patrimoniumvennootschappen die gesteund wordt op de gecorrigeerde substantiële waarde.

(19) In deze zin kan eveneens verwezen worden naar Voorz. Kh. Kortrijk 7 april 1997 (*T.R.V.* 1999, p. 290):
"De deskundige aangesteld voor het bepalen van de prijs moet rekening houden met alle elementen om de werkelijke waarde van de aandelen te bepalen, zoals bijvoorbeeld ook met het feit dat de gedragingen die de gegronde reden vormen, de waarde van de vennootschap hebben aangetast."

voordoen (cf. punt 3.2. supra). Deze mogelijkheid is echter veeleer theoretisch. De situatie waarbij wordt gesteld dat de waardering – al dan niet gedeeltelijk – dient te geschieden op basis van toekomstige cijfers is echter niet ondenkbeeldig (20).

Tot slot kan het geval zich voordoen waarbij de rechter geen datum heeft bepaald waarop de waardering dient te geschieden. Hierbij dient o.i. de waardering te geschieden op datum van de aanstelling van de deskundige. Het is immers op die datum dat de deskundige de opdracht tot waardering krijgt.

Meestal zal de datum waarop de waardering dient te geschieden niet overeenstemmen met de datum van afsluiting van het boekjaar. De deskundige zal uit praktische overwegingen de waardering uitvoeren op de dichtstbijzijnde balansdatum. Zo nodig zal hij de waardering corrigeren met een vermogenscorrectie voor de periode tussen de balansdatum en de datum waarop de waardering overeenkomstig het vonnis dient te geschieden. Indien de keuze van deze datum de waardering van de aandelen zou beïnvloeden, kan hij zijn waardering uitvoeren op basis van een tussentijdse boekhoudkundige staat (21). Hij zal rekening houden met de gebeurtenissen tussen de datum opgenomen in het vonnis van de rechter en de datum van effectieve waardering.

3.4. De waardering in going concern

De waardering van de aandelen in het kader van de uitkoopregeling dient in going concern van de vennootschappelijke activiteiten te geschieden. Een wijziging in de structuur van het aandeelhouderschap zal normaal geen rechtstreeks verband houden met een eventuele afbouw of stopzetting van de vennootschappelijke activiteit. Integendeel, de aanleiding van de in dit artikel besproken opdracht tot waardering is dikwijls het gevaar dat het huidige aandelenbezit zou kunnen leiden of reeds geleid heeft tot schade aan de onderneming zelf (22).

De waardering van de aandelen in going concern steunt voornamelijk op twee waarderingsmethoden:

---

(20) De deskundige zal de waardering op basis van toekomstige gegevens met de nodige omzichtigheid behandelen. Een bedrijfsrevisor zal deze toekomstige gegevens benaderen, rekening houdend met de controleaanbeveling van het Instituut der Bedrijfsrevisoren d.d. 1 december 1995 aangaande de controle van de boekhoudkundige ramingen (Instituut der Bedrijfsrevisoren, Vademecum van de Bedrijfsrevisor, 1999, p. 523).

(21) De deskundige zal over deze materie een akkoord trachten te bekomen van partijen m.b.t. deze werkwijze. Dit akkoord zal meestal in de notulen van de installatievergadering worden genotuleerd.

(22) Hierbij kan worden verwezen naar de beschikking van de Voorzitter van de Rechtbank van Koophandel te Dendermonde d.d. 29 april 1998 (*T.R.V.* 1999, p. 279):
"Bij wederzijdse vorderingen van gedwongen overdracht moet de voorkeur worden gegeven aan de vennoot die het meest garanties biedt voor het voortbestaan van de vennootschap."

a. De rendements- en rendabiliteitswaarden

Vooreerst kunnen we de methoden van de rendements- en rendabiliteitswaarden aanhalen: deze methoden vertrekken van het standpunt dat een investering slechts haar waarde verkrijgt omwille van de toekomstige opbrengsten die ze de investeerders zal leveren.

De *rendementswaarde* van een onderneming is gelijk aan de contante of geactualiseerde waarde van de te verwachten dividenden. Deze waarderingsmethode is enkel toepasbaar in ondernemingen met een constante dividenduitkering die gesteund is op een vaste dividendpolitiek en een gestaaggroeiende constante rendabiliteit.

De *rendabiliteitswaarde* van een onderneming is gelijk aan de contante waarde of geactualiseerde waarde van de te verwachten nettowinsten na belasting, ontdaan van de uitzonderlijke kosten en opbrengsten. In toepassing van deze methode wordt geen rekening gehouden met het feit of deze winsten al dan niet worden uitgekeerd. De te verwachten nettowinsten worden meestal berekend door extrapolatie van de winsten gerealiseerd tijdens de afgelopen jaren.

b. De gecorrigeerde substantiële waarde

Een tweede waarderingsmethode betreft de gecorrigeerde substantiële waarde: bij de bepaling van de gecorrigeerde substantiële waarde van een onderneming wordt vertrokken van het boekhoudkundig eigen vermogen, dat wordt gecorrigeerd met de in de onderneming aanwezige, latente meer- en minderwaarden.

De vraag kan gesteld worden of voormelde meer- en minderwaarden "bruto", dan wel "netto" (23) dienen te worden gerekend. Deze problematiek zal verder behandeld worden in punt 3.5. infra.

3.5. Problematiek van de belastinglatentie bij de bepaling van de substantiële waarde van vennootschappen

Bij de waarderingsmethode op basis van de gecorrigeerde substantiële waarde wordt over het algemeen rekening gehouden met de belastinglatentie op de in de onderneming aanwezige latente meerwaarden.

De grondslag hiervoor is dat, indien de latente meerwaarde een vaststaande meerwaarde wordt ten gevolge van een verkoop, deze meerwaarde in de vennootschap zal worden belast.

(23) D.i. na belastingeffect.

Verder kan nog de vergelijking worden gemaakt met de verkoop van een handelszaak in de vorm van een transactie van activa- en passivabestanddelen. In deze situatie zal, in hoofde van de verkopende vennootschap, de latente meerwaarde gerealiseerd en belast worden. De kopende vennootschap heeft in deze situatie het voordeel dat zij zal kunnen afschrijven op de volledige aankoopprijs.

Het zou aldus niet billijk zijn bij een aandelentransactie geen rekening te houden met deze latente meerwaarden. Immers, de verkopende partij zou op deze meerwaarde geen belasting betalen en de kopende partij zou op deze meerwaarde niet kunnen afschrijven.

Het Hof van beroep te Gent stelde dienaangaande in zijn arrest d.d. 24 juni 1998 (24):
De principiële basis voor de incalculatie van een fiscale latentie in de substantiële waarde is dat (volledig) afgeschreven bestanddelen, die in de toekomst verder zullen aangewend worden voor de beroepsactiviteit, mede hun bijdrage zullen leveren in het productieproces en mede zullen instaan voor belastbare opbrengsten. Bij een dynamische analyse van de rendementsmethoden wordt de (toekomstige) belasting expliciet verrekend; in de statistische analyse van de substantiële waarderingsmethode wordt het winstpotentieel van elk individueel activum tot uitdrukking gebracht. Deze winstcapaciteit moet eveneens na belasting beoordeeld worden.

De vraag stelt zich aan welk percentage deze belastinglatentie op de latente meerwaarden dient te worden verrekend. Dient dit te worden verrekend aan het maximale tarief in de vennootschapsbelasting, dan wel aan een tarief rekening houdend met de gespreide belasting van de meerwaarde (bij een herinvestering van de verkoopprijs, binnen de door de wet voorziene periode).

Ons inziens dient principieel een tarief te worden gehanteerd dat rekening houdt met het spreiden van de belasting, indien deze mogelijkheid zich bij het betreffende actief kan voordoen. Het kan immers als een behoorlijk bestuur worden aangezien dat een vennootschap, bij de verkoop van een actiefbestanddeel, zal verkiezen de meerwaarde gespreid te laten belasten. Voor de berekening van het tarief van de vennootschapsbelasting zal men rekening houden met een periode gelijk aan de afschrijvingsperiode. Zo zal verondersteld worden dat, in het geval van een latente meerwaarde op een administratief gebouw, wat normaal over 30 jaar wordt afgeschreven, een belastinglatentie zal worden toegepast van 18,43 % (25).

(24) *T.R.V.* 1999, p. 198.

(25) Rekening houdend met een actualisatierentevoet van 6% bedraagt de actualisatiefactor 13,7648. Het geactualiseerd belastingpercentage bedraagt aldus:

$$\frac{40{,}17\ \% \times 13{,}7648}{30} = 18{,}43\ \%$$

En wat indien de vennootschap wegens bijvoorbeeld een in het verleden doorgevoerde herstructurering, nog werkelijke (niet betwiste) fiscale verliezen heeft? In deze situatie dient ons inziens geopteerd te worden om de latente meerwaarde eerst te compenseren met de fiscale verliezen. Vervolgens dient het saldo van de meerwaarde te worden verminderd met een belastinglatentie.

De verrekening van belastinglatenties op meerwaarden in de waardebepaling van aandelen is ontegensprekelijk afhankelijk van situatie tot situatie.

3.6. Belastingstelsel in hoofde van de aandeelhouder die wordt uitgekocht

Vraag is of bij de bepaling van de aandelenprijs rekening moet worden gehouden met het fiscaal regime van de eventueel gerealiseerde meerwaarde in hoofde van de cedent.

Meestal zal er zich voor de Belgische aandeelhouder-vennootschap geen probleem voordoen. Krachtens artikel 192 WIB 92 zijn vennootschappen immers vrijgesteld op dergelijke gerealiseerde meerwaarden. Dit geldt ook voor meerwaarden op aandelen gerealiseerd door natuurlijke personen in het kader van het beheer van hun privé-vermogen.

Natuurlijke personen kunnen echter op de door hen gerealiseerde meerwaarden worden belast als het resultaat van winstgevende bezigheden (artikel 24, 2° en 27, 3° WIB 92), als resultaat van speculatie of in het kader van artikel 90, 1° WIB 92 m.b.t. de belangrijke deelnemingen.

Daar waar voor de bepaling van de waarde van de aandelen rekening moet worden gehouden met de fiscale druk op de meerwaarden (cf. punt 3.5. supra) menen wij dat geen rekening moet worden gehouden met een eventuele belasting in hoofde van de cedent, gezien die belasting geenszins de reële verkoopwaarde van de aandelen beïnvloedt.

3.7. Problematiek m.b.t. de toekenning van het betrekkelijk gewicht aan de verschillende waarderingsmethoden

Kan een deskundige het betrekkelijk gewicht dat hij aan de verschillende waarderingsmethoden hecht vrij kiezen, of dient hij het gewone gemiddelde van de verschillende waarderingsmethoden te nemen als waarde voor de onderneming?

De keuze van het betrekkelijk gewicht dat aan elk van de waarderingsmethoden zal worden gehecht zal afhangen van onderneming tot onderneming en van sector tot sector.

Zo zal de waardering van een patrimoniumvennootschap met uitsluitend terreinen en gebouwen met normaal rendement in haar bezit gesteund worden op de gecorrigeerde substantiële waarde. Bij een dergelijke patrimoniumvennootschap ligt de nadruk immers niet enkel op het rendement, maar op de realisatie van mogelijke meerwaarden bij een latere verkoop.

Bij de waardering van een operationele productie- of handelsvennootschap zal men minstens evenveel aandacht besteden aan de rendementswaarden, zonder dat daarbij de uiteindelijk bekomen waarde van de vennootschap lager hoeft te liggen dan de gecorrigeerde substantiële waarde (26). Bij normaal renderende bedrijven is het immers niet logisch dat de waarde voor de totaliteit der aandelen veel lager ligt dan de waarde van de activa, verminderd met de schulden.

3.8. Invloed van de gebeurtenissen na balansdatum op de waardebepaling van de onderneming

De vraag stelt zich of, bij de waardering van een onderneming in het kader van een uitkoopregeling, rekening dient te worden gehouden met gebeurtenissen na balansdatum (27) indien de rechter heeft bepaald dat de waardering op een welbepaald tijdstip dient te geschieden.

Volgens een eerste benadering van deze problematiek lijkt deze vraagstelling logisch en is het antwoord bevestigend. Indien het vaststaat dat de waarde van de onderneming in de toekomst negatief zal worden beïnvloed, zou het onlogisch zijn hiermede geen rekening te houden.

Indien deze gebeurtenis een éénmalig feit is, zal dit zijn invloed hebben op de gecorrigeerde substantiële waarde van de onderneming, doch niet op de rendabiliteitswaarde, vermits laatstgenoemde methode geen rekening houdt met gebeurtenissen na balansdatum (28). Zo zal, wanneer na balansdatum een klant van de onderneming in faling zou gaan, het effect op de waardering van deze gebeurtenis beperkt blijven tot de bijkomende waardevermindering op deze klant.

Indien de gebeurtenis haar invloed heeft op de verdere toekomst van de onderneming zal niet enkel de substantiële waarde worden beïnvloed. Immers, volgens de rendabiliteitsmethode is een onderneming waard, rekening houdend met wat ze in de toekomst aan winsten en/of cashflow zal genereren.

---

(26) Uitgesproken voorbeelden vormen de waarderingsmethoden die thans worden gehanteerd bij de overnames van technologiebedrijven in de e-commerce business.

(27) Met balansdatum wordt bedoeld: de datum waarop de waardering wordt uitgevoerd (d.i. de datum zoals bepaald in het vonnis tot aanstelling van een deskundige – cf. punt 3.3. supra).

(28) Onverminderd het feit dat de rendementswaarde kan gebaseerd zijn op in de toekomst geprojecteerde gegevens.

Bijvoorbeeld: Indien na jaareinde de *belangrijkste* klant van de onderneming in faling zou gaan, zal dit zijn invloed hebben op:
— de gecorrigeerde substantiële waarde van de vennootschap in de vorm van een bijkomende waardevermindering op deze klant voor de nog openstaande vordering, alsook een vermindering van de waarde van goodwill;
— de rendabiliteitswaarde indien, ten gevolge van het wegvallen van deze klant, de rendabiliteit en de cashflow van de onderneming op een substantiële wijze zou wijzigen.

Een gelijkaardige situatie kan zich voordoen indien uit een milieurapport, opgemaakt na balansdatum, blijkt dat de onderneming oorzaak is van een zware vervuiling van terreinen waarvan zij eigenares is. Dit heeft niet alleen noodzakelijke eenmalige saneringskosten tot gevolg; de verdere exploitatie van de onderneming zou hierdoor geheel of gedeeltelijk in het gedrang kunnen komen.

De vraag die zich stelt, is of de deskundige rekening dient te houden met gebeurtenissen na balansdatum indien deze het gevolg zijn van handelingen, eigen aan de persoon en die enkel tot doel hebben de waardebepaling van de onderneming te beïnvloeden (29).

Het antwoord op deze vraag is bevestigend. De deskundige zal rekening houden met de invloed op de waardering van deze gebeurtenissen na balansdatum, zelfs al hadden deze enkel tot doel de waardebepaling van de onderneming te beïnvloeden (30).

De benadeelde partij zal er in dit geval goed aan doen de deskundige te vragen een berekening te maken van het effect op de waardering van die bepaalde gebeurtenissen. Op basis van deze alternatieve waardering zal de benadeelde partij haar verlies kunnen berekenen en dit via een alternatieve procedure kunnen verhalen op de andere partij/bestuurder in het kader van de bestuurdersaansprakelijkheid.

(29) In het kader van artikel 642 W.Venn. zou de situatie zich kunnen voordoen waarbij diegene die wordt veroordeeld tot overname van de aandelen, bepaalde handelingen verricht met het oog op een daling van de waarde van de aandelen. Hij zou bv. de vennootschap in vereffening kunnen stellen.
In het kader van artikel 636 W.Venn. kan de eiser eveneens dergelijke handelingen stellen.

(30) De rechter zou eventueel in het vonnis tot aanstelling van een deskundige kunnen beslissen dat geen rekening dient gehouden te worden met bepaalde gebeurtenissen na balansdatum.

3.9. Bespreking van het verschil tussen de waarde van een onderneming en de waarde van (een gedeelte van) de aandelen

De deskundige zal in zijn verslag in eerste instantie overgaan tot de bepaling van de waarde van de onderneming. In een tweede fase zal hij de waarde van het pakket aandelen bepalen.

Bij de waardering van een *pakket* aandelen van een onderneming zal men rekening houden met het percentage van het betreffende pakket aandelen t.o.v. het totaal aantal aandelen. De waarde van de aandelen wordt immers grotendeels bepaald door de controle die een aandeelhouder erdoor verkrijgt.

Bij een transactie van aandelen in normale marktomstandigheden zal een aandeelhouder die 49% van de aandelen bezit, bereid zijn een relatief hoge prijs te betalen voor 2% extra van de aandelen. Immers, door meer dan 50% van de aandelen te bezitten krijgt hij een controle over de vennootschap (31). Daarentegen zal een aandeelhouder die 51% van de aandelen bezit, minder geneigd zijn een hoge prijs voor deze 2% aandelen te betalen (32). Naast voormelde 50%-grens is er nog de 75%-grens (33) of zelfs de 80%-grens (34).

3.10. Invloed van de waarderingen uit het verleden

Het kan voorkomen dat in het recente verleden een waardebepaling van de vennootschap werd uitgevoerd. Dit kan het geval zijn bij een in de vennootschap doorgevoerde kapitaalverhoging (in baar geld of d.m.v. een niet-geldelijke inbreng), een erfenis, een aandelentransactie, een fusie door overneming, enz.

De deskundige is, ons inziens, juridisch niet gehouden aan de dan gehanteerde waardering, noch aan de bij de waardering weerhouden waarderingsmethoden. Het is echter evident dat wanneer hij tot een fundamenteel andere waardebepaling komt, hij zich in zijn deskundigenverslag best zal verantwoorden (35).

---

(31) Behoudens andersluidende aandeelhoudersovereenkomsten (bestaande stemafspraken) of bepalingen in de statuten inzake bijzondere meerderheden.

(32) Voor een benadering van de problematiek van de décote, zie o.m.VAN DE VOORDE T., "Waardebepaling van de onderneming, fusies en liquidaties", cursus FMO, Vlekho, 1999, p. 67-68 en CALLEBAUT S. en VAN IMPE H., "Waardebepaling van de onderneming", cursus EMS, 2000.

(33) Meerderheid vereist voor de meeste beslissingen die een statutenwijziging inhouden.

(34) Meerderheid vereist voor de wijziging van de rechtsvorm van de onderneming (artikel 781 § 2 W.Venn.) of doelswijziging (artikel 559 W.Venn.).

(35) In deze context kan de deskundige-bedrijfsrevisor het werk van een confrater in opspraak brengen en dient hij zijn confrater op de hoogte te brengen van de punten waarover een meningsverschil bestaat (artikel 25 van het K.B. van 10 januari 1994 betreffende de plichten van de bedrijfsrevisoren).

4. Besluit

In het kader van deze bijdrage tot dit Liber Amicorum hopen wij een aantal aspecten te hebben aangehaald die dienstig kunnen zijn voor de practicus.

Wij hebben gepoogd, vanuit de praktijk van waardering in het kader van de geschillenregeling, een aantal aspecten aan te halen waarmee de waarderingsdeskundige, bij de uitvoering van zijn opdracht, kan worden geconfronteerd.

Cijfermatige benadering van het Instituut der Bedrijfsrevisoren

Eric Van Meensel,
Directeur administratie Instituut der Bedrijfsrevisoren

Veerle Van De Walle,
Diensthoofd Instituut der Bedrijfsrevisoren

Bij het begin van de eeuwwende lijkt het ons gepast om een poging te wagen om het Instituut der Bedrijfsrevisoren cijfermatig te benaderen op het einde van de twintigste eeuw. Wij wensen ons bij deze benadering in hoofdzaak te steunen op de gegevens die in de ledenlijst met betrekking tot de natuurlijke personen en met betrekking tot de vennootschappen van bedrijfsrevisoren moeten opgenomen worden overeenkomstig artikel 4 van het koninklijk besluit van 20 april 1989 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het Instituut der Bedrijfsrevisoren (*B.S.* 22 april 1989).

1. Gegevens met betrekking tot de natuurlijke personen

De hoedanigheid van lid van het Instituut der Bedrijfsrevisoren kan aan iedere natuurlijke persoon worden toegekend die daarom verzoekt, wanneer hij beantwoordt aan de voorwaarden opgesomd in artikel 4 van de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut der Bedrijfsrevisoren. Dit laatste houdt onder meer in dat de persoon die tot de eed wenst toegelaten te worden met goed gevolg de stage heeft beëindigd, ten minste 25 jaar is en niet ouder dan 65 jaar, van onberispelijk gedrag is en geen onverenigbare activiteiten uitoefent.

Personen die in het buitenland een gelijkwaardige hoedanigheid hebben verworven als deze van bedrijfsrevisor kunnen eveneens de Raad van het IBR verzoeken om op de ledenlijst ingeschreven te worden. Indien de aanvrager geen rechtsonderhorige is van één van de landen behorende tot de EU, is echter de voorwaarde van de wederkerigheid vereist. Zij moeten voorts het bewijs leveren van een voldoende kennis van de Belgische wetgeving om in België het beroep met de nodige bekwaamheid te kunnen uitoefenen.

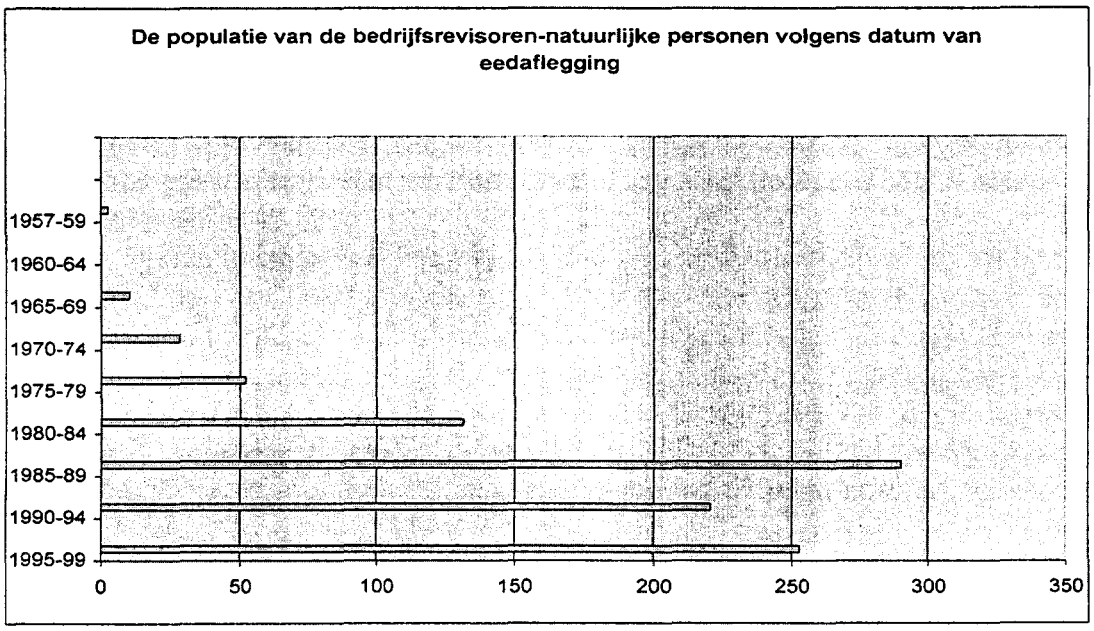
1.1. Ledenlijst op 31 december 1999

De revisorenpopulatie op basis van het jaar waarin de eed werd afgelegd

Op 31 december 1999 staan 989 bedrijfsrevisoren natuurlijke personen op de ledenlijst ingeschreven. De indeling van de leden volgens datum van eedaflegging geeft het hierna volgend resultaat:

Jaarklasse	aantal	percentage
1957-59	3	0,30%
1960-64	1	0,10%
1965-69	10	1,01%
1970-74	28	2,83%
1975-79	52	5,26%
1980-84	131	13,25%
1985-89	290	29,32%
1990-94	221	22,35%
1995-99	253	25,58%
	989	100,00%

Einde 1999 stonden nog 171 revisoren op de ledenlijst ingeschreven die de titel hebben verworven in het kader van de overgangsperiode van 1985, van de 224 die van deze mogelijkheid hebben kunnen gebruikmaken. Deze overgangsperiode verklaart ook het feit dat het aantal revisoren, ingeschreven op de ledenlijst, dat de eed aflegde in de jaren 1985-89 zo sterk is vertegenwoordigd. Zonder rekening te houden met de invloed van de overgangsperiode kan gesteld worden dat de klassenverdeling een normale opbouw kent.



Voorts dient ook te worden aangestipt dat van de 631 revisoren, die de eed aflegden in de laatste tien jaar, er 157, of dus een kleine 25 %, in dezelfde periode reeds hun ontslag aanboden om andere functies in het bedrijfsleven op te nemen. Dit getuigt van het feit dat het bedrijfsleven graag een beroep doet op personen die een opleiding genoten binnen het revisoraat.

Op de ledenlijst staan ook 25 revisoren die niet de Belgische nationaliteit bezitten; 24 onder hen zijn ingezetenen van een ander land van de Europese Unie en één bezit de Canadese nationaliteit.

Waar oefenen de bedrijfsrevisoren hun beroepsactiviteit uit?

Wanneer wij de populatie van de bedrijfsrevisoren bekijken op basis van de provincie waar zij hun beroepsactiviteit uitoefenen, krijgen wij volgende resultaten:

Plaats van beroepsuitoefening	Aantal
Vlaams- en Waals-Brabant	345
Antwerpen	248
Oost-Vlaanderen	116
Limburg	77
Luik	67
West-Vlaanderen	54
Henegouwen	31
Namen	20
Luxemburg	16
buitenland	15
	989

Algemeen kan met zekerheid gesteld worden dat de revisorenkantoren gevestigd zijn in de nabijheid van hun cliënteel.

Het hoeft ons dan ook niet te verwonderen dat nagenoeg 60 % van de revisoren kantoor houden in de provincies Vlaams-Brabant, Waals-Brabant en Antwerpen. Dit wordt ontegensprekelijk verklaard door het feit dat het merendeel van de Belgische ondernemingen hun administratieve centra en maatschappelijke zetel ook in deze regio's hebben gevestigd.

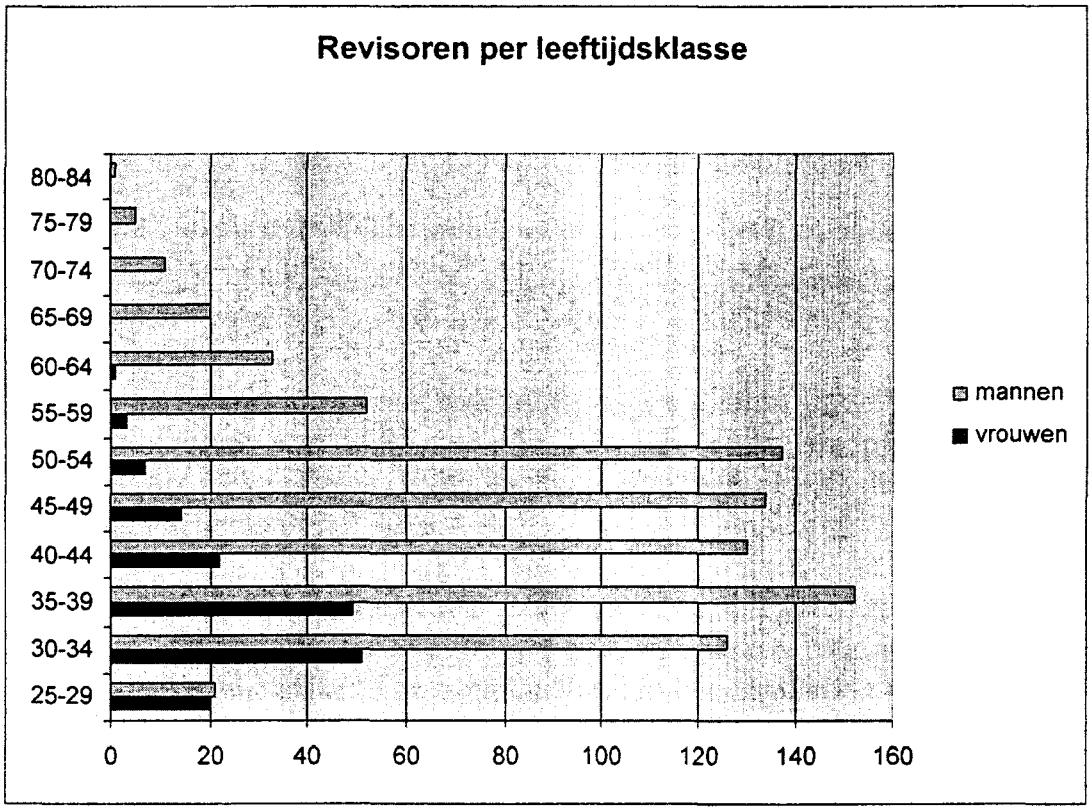
De leeftijdsopbouw van de revisorenpopulatie

De indeling van de revisorenpopulatie op basis van leeftijdsklassen geeft volgend beeld:

Leeftijds-klasse	Mannen	Vrouwen	Totaal
80-84	1	0	1
75-79	5	0	5
70-74	11	0	11
65-69	20	0	20
60-64	33	1	34
55-59	52	3	55
50-54	137	7	144
45-49	134	14	148
40-44	130	22	152
35-39	152	49	201
30-34	126	51	177
25-29	21	20	41
	822	167	989

Uit voormelde cijfers blijkt dat het aantal revisoren dat de eed aflegt vóór de leeftijd van dertig jaar veeleer beperkt is.

De vrouwen vertegenwoordigen 17 % in de totale populatie van de bedrijfsrevisoren. Het belang van het aantal vrouwen in het beroep neemt de laatste jaren gestadig toe. In de leeftijdsklasse tussen de 25-39 jaar, vertegenwoordigen zij iets meer dan 40 % van de totale populatie. Alles wijst erop dat dit percentage in de toekomst nog kan toenemen. De lengte van de loopbaan van de vrouwen in het beroep is echter wel beperkter dan dit bij hun mannelijke confraters het geval is. Dit kan verklaard worden door het feit dat het beroep van bedrijfsrevisor een zeer grote disponibiliteit vraagt in bepaalde periodes van het jaar, gepaard gaand met een grote werkdruk, wat niet altijd in overeenstemming te brengen is met een taak in een gezin met opgroeiende kinderen.

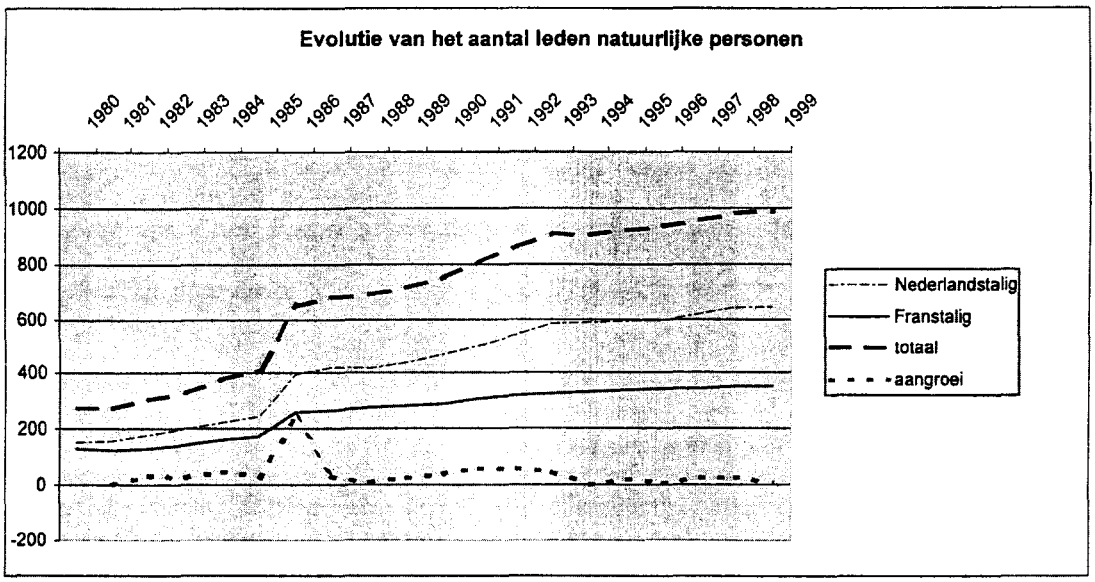


De sterkst vertegenwoordigde leeftijdsklasse is deze van de 35-39-jarigen.

De gemiddelde leeftijd van de bedrijfsrevisoren op 31 december 1999 bedraagt 43,4 jaar; voor de mannelijke bedrijfsrevisoren is dit 44,7 jaar, terwijl dit voor vrouwelijke bedrijfsrevisoren slechts 40,9 jaar bedraagt.

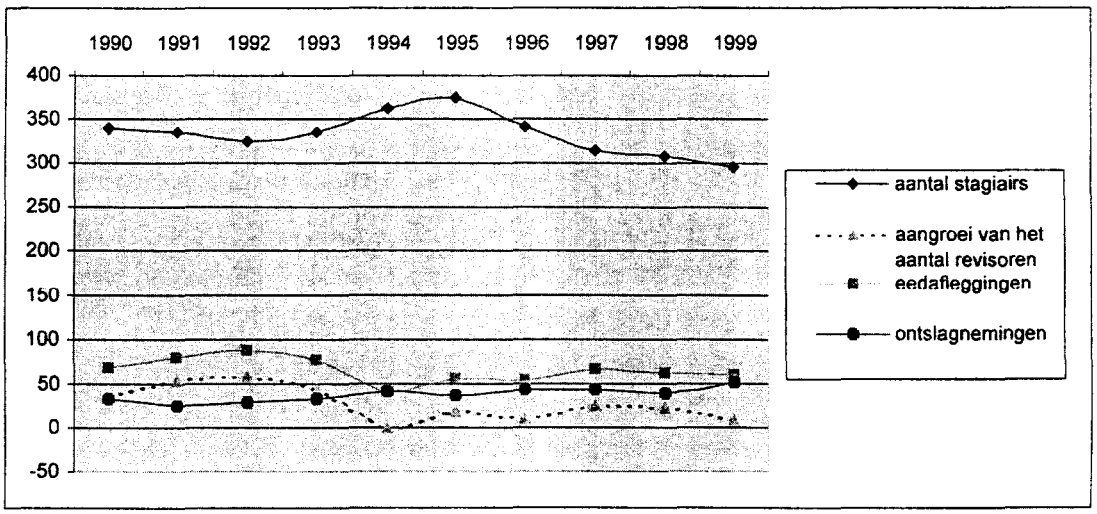
1.2. Evolutie van het ledenbestand van de natuurlijke personen

Het aantal bedrijfsrevisoren bedroeg 224 in 1960, 223 in 1965 en 218 in 1970. Vanaf 1973 begon het aantal leden langzaam aan toe te nemen, om te komen tot 235 in 1975 en 273 in 1980. De verdere evolutie van het ledenaantal blijkt uit de hiernavolgende grafiek.



De overgangsperiode voor accountants, ingeschreven in de wet tot hervorming van het bedrijfsrevisoraat van 1985, zorgde uiteraard voor een piek in de aangroei van het ledenaantal in 1986. Tussen 1987 en einde 1999 bedroeg de jaarlijkse gemiddelde toename van het aantal revisoren 3,32%.

Of het ledenaantal in de toekomst verder zal blijven stijgen, zal uiteraard afhangen van het feit of het aantal nieuwe eedafleggingen – op enkele uitzonderingen na betreft het de stagiairs die door de Raad van het Instituut tot de eed worden toegelaten nadat zij geslaagd zijn voor het bekwaamheidsexamen – het aantal ontslagnemingen zal blijven overtreffen. De evolutie terzake over de laatste tien jaar wordt in de hiernavolgende grafiek samengevat.



2. Gegevens met betrekking tot de vennootschappen

Sinds de wet van 21 februari 1985 tot hervorming van het bedrijfsrevisoraat (*B.S.* 28 februari 1985) kunnen de bedrijfsrevisoren zich verenigen in burgerlijke professioneleõmnnootschappen naar Belgisch recht. Deze vennootschappen kunnen verzoeken om de hoedanigfFud van lid van het Instituut te verkrijgen, wanneer zij de door de Koning vastgestelde voorwaarden vervullen (art. 4*bis* van de wet).

Artikel 14 van het koninkk°Ók besluit van 3q mei 1985 tot uitvoering van de overgangsbepalingen in de wet van 22 juli 1953 (*B.S.* 30 mei 1985), bepaalt dat voormelde burgerlijke vennootschappen dienen opgericht te zijn in de vorm van een vennootschap onder firma (VOF), een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid (BVBA) of een coöperatieve vennootschap (CV) en bepaalt voorts aan welke andere voorwaarden deze burgerlijke vennootschappen moeten voldoen. Het koninklijk besluit eist – bijvoorbeeld – dat alle vennoten, zaakvoerders en bestuurders lid zijn van het Instituut der Bedrijfsrevisoren of in het buitenland een gelijkwaardige hoedanigheid hebben, terwijl de bestuurders en zaakvoerders ook natuurlijke personen moeten zijn.

2.1. Ledenlijst op 31 december 1999

Op 31 december 1999 stonden 335 vennootschappen van revisoren ingeschreven op de ledenlijst.

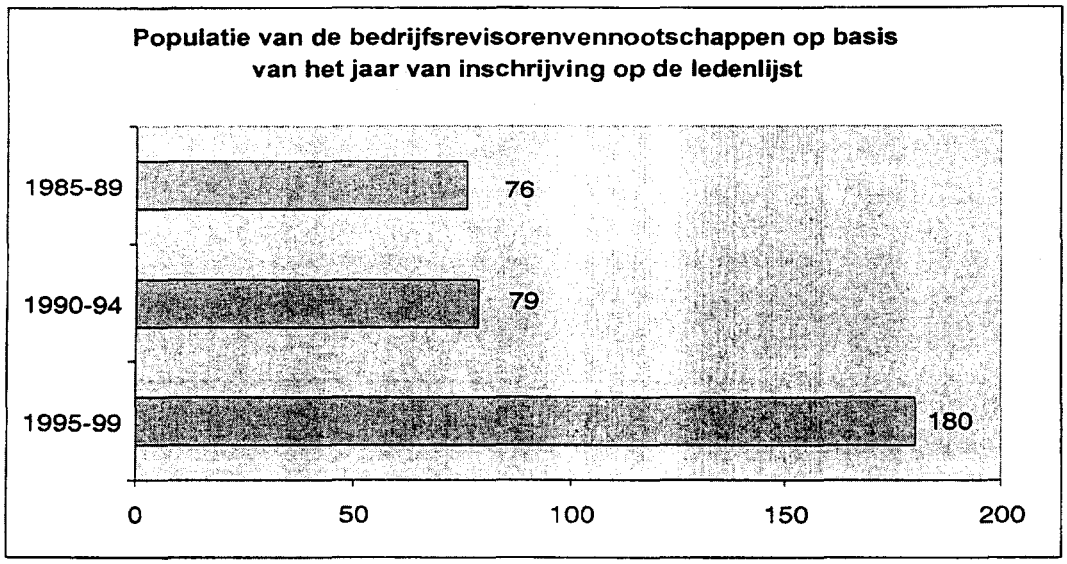
De indeling van de revisorenvennootschappen op basis van de datum van toelating als lid en hun rechtsvorm geeft volgend resultaat:

Jaar van inschrijving	Rechtsvorm			Totaal aantal
	CV	BVBA	VOF	op 31/12/99
1985-89	26	50	—	76
1990-94	8	71	—	79
1995-99	11	169	—	180
	45	290	—	335

Deze 335 vennootschappen van revisoren verenigen in totaal 818 revisoren (vennoten: 585; zelfstandige medewerkers: 65; werknemers: 168).

Er worden 219 eenpersoonsvennootschappen geteld onder de 290 vennootschappen van revisoren die de vorm hebben aangenomen van een BVBA, waarvan er 145 werden opgericht na 1994.

Tevens willen wij ook aanstippen dat 109 vennootschappen deelnemen in één of meer andere vennootschappen, terwijl er binnen de op de ledenlijst ingeschreven revisorenvennootschappen 594 bestuursmandaten worden waargenomen door bedrijfsrevisoren.



2.2. Evolutie van het ledenbestand van de rechtspersonen

Tot 1995 gold dat de bedrijfsrevisoren zich alleen konden verenigen met één enkele vennootschap van bedrijfsrevisoren. Deze interpretatie van het exclusiviteitsprincipe, ingeschreven in artikel 29 van het koninklijk besluit van 10 januari 1994 betreffende de plichten van de bedrijfsrevisoren (*B.S.* 18 januari 1994), werd echter verlaten door de beslissing van de Raad van het Instituut in 1995 (1). Hierbij werd het een bedrijfsrevisor als natuurlijk persoon weliswaar niet toegelaten om – behoudens uitzondering toegestaan door de Raad – in meer dan één vennootschap van bedrijfsrevisoren te participeren, doch wel om maximaal in twee vennootschappen een mandaat van bestuurder op te nemen. Voorts werd ook toegestaan dat een revisorenvennootschap kan participeren in een andere revisorenvennootschap.

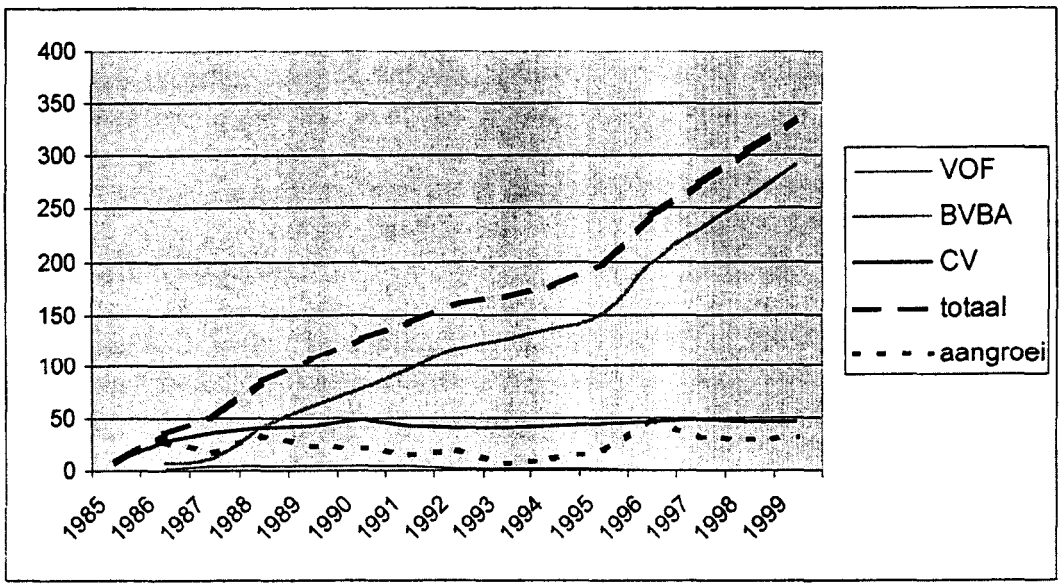
Deze beslissing maakte het de bedrijfsrevisoren mogelijk om zich op een andere wijze te structureren dan voorheen het geval was – zoals bijvoorbeeld op regionale basis of op basis van sectorale specialisatie – en verklaart mede waarom sinds 1995 het aantal revisorenvennootschappen in belangrijke mate is toegenomen.

(1) I.B.R.-Jaarverslag, 1995, 47.

In de hiernavolgende tabel wordt de evolutie geschetst van het aantal vennootschappen dat op de ledenlijst over de jaren heen was ingeschreven.

	VOF	BVBA	CV	Totaal	Aangroei
1985	–	–	8	8	8
1986	2	6	27	35	27
1987	5	11	35	51	16
1988	5	39	40	84	33
1989	4	60	42	106	22
1990	4	76	47	127	21
1991	4	95	42	141	14
1992	3	116	40	159	18
1993	3	124	39	166	7
1994	2	134	41	177	11
1995	2	150	44	196	19
1996	1	196	46	243	47
1997	0	227	47	274	31
1998	0	258	46	304	30
1999	0	290	45	335	31

Sinds 1997 zijn er niet langer vennootschappen op de ledenlijst ingeschreven die de vorm van een VOF hebben aangenomen.



Wij willen tot slot opmerken dat vooral het aantal op de ledenlijst ingeschreven vennootschappen, die de vorm van een BVBA hebben aangenomen, na 1995 zeer sterk is toegenomen. Het feit dat meer en meer bedrijfsrevisoren hun beroepsactiviteit onderbrengen in een eenpersoons-BVBA, die op haar beurt aandeelhouder wordt in een coöperatieve vennootschap, is daar wellicht niet vreemd aan.

De Belgische boekhoudwetgeving in een internationale veranderende omgeving

K.M. Van Oostveldt,
bedrijfsrevisor, KPMG, gewezen Voorzitter Instituut der Bedrijfsrevisoren, docent Universiteit Antwerpen (Ruca) en VLEKHO Brussel

De invoering van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van ondernemingen was een innovatie in België. Elke onderneming werd hierdoor verplicht een volledige dubbele boekhouding te voeren en een uitgebreide jaarrekening op te stellen.

Voordien waren er enkel voorschriften over de "koopmansboeken" (art. 16 Wetboek van Koophandel):
"Elke koopman is verplicht een dagboek te hebben waarin dag na dag worden opgetekend zijn schuldvorderingen en schulden, de verrichtingen van zijn handel, zijn verhandelingen, acceptatiën of rugtekeningen van effecten, en in het algemeen al zijn ontvangsten en uitgaven van welke aard ook, en waarin zijn vermeld, maand na maand, de tot uitgaven van zijn gezin gebruikte bedragen; een en ander onverminderd de andere in de koophandel gebruikelijke boeken, die echter niet onmisbaar zijn."

Art. 17 Wetboek van Koophandel:
"Elk jaar moet hij een onderhandse inventaris opmaken van zijn roerende en onroerende goederen en van zijn schuldvorderingen en schulden, en daarvan, jaar na jaar, kopij opnemen in een daartoe bestemd register."

Art. 18 Wetboek van Koophandel:
"De boeken, waarvan het houden bij de artikelen 16 en 17 is voorgeschreven, worden genummerd ..."

Art. 19 Wetboek van Koophandel:
"Alle boeken worden gehouden in volgorde van datums, zonder wit vak, weglating of overplaatsing op de kant.
De kooplieden moeten ze tien jaar lang bewaren."

Voor de handelsvennootschappen gold bovendien art. 77:
"Elk jaar moeten de beheerders eenen inventaris opmaken, inhoudende de aanwijzing van de roerende en onroerende waarden en van al de in- en uitschulden der vennootschap, met eene bijlage, in 't kort vermeldende al hare verbintenissen, alsmede de schulden van de bestuurders, beheerders en commissarissen jegens de vennootschap.
De beheerders maken de balans en de winst- en verliesrekeningen op, waarin de nodige amortisatiën moeten aangebracht worden.

De balans vermeldt afzonderlijk het aan den omloop onttrokken actief, het te gelde te maken actief, en, voor het passief, de schulden der vennootschap jegens haar zelve, de obligaties, de schulden met hypotheek of pand en de schulden zonder zakelijken waarborg ..."

De wet van 17 juli 1975 is een kaderwet waarin de basis van het boekhoudrecht vervat is en waarin algemene regels met betrekking tot het voeren van een aangepaste boekhouding zijn opgenomen.

De wet van 17 juli 1975 voorzag in de oprichting van een Commissie voor Boekhoudkundige Normen (CBN) met als opdracht advies te verlenen aan de Regering en het Parlement. In werkelijkheid is de CBN de grondlegger geworden van de Belgische boekhoud- en accountancyfilosofie alsook de begeleider en bezieler van de vele veranderingen die in het boekhoudrecht werden doorgevoerd en nog zullen moeten doorgevoerd worden. Dankzij haar voorzitter en haar leden heeft de CBN haar adviesrecht omgebogen tot een hoog moreel gezaghebbende autoriteit in de accountancy.

Het eerste uitvoeringsbesluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening was een mijlpaal in het Belgisch Boekhoudrecht. Alle "stakeholders" kregen toegang via de jaarrekening tot betekenisvolle, duidelijke en getrouwe gegevens van de onderneming. Hierdoor werden sectoriële analyses van ondernemingen mogelijk.
Het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 was in belangrijke mate geïnspireerd door het ontwerp van Vierde Richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen. Toen dit ontwerp op 25 juli 1978, zij het in licht gewijzigde vorm, definitief werd, moest de Belgische Wet op de jaarrekening om volledig te voldoen aan de voorschriften van de Vierde Richtlijn licht gewijzigd worden.

De wet op de jaarrekening werd later aangevuld met procedures en regels met betrekking tot de openbaarmaking van jaarrekening.

Het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 werd later regelmatig bijgewerkt en aangepast aan de eisen van het economisch leven zoals: boekhoudkundige verwerking van fusies. Toch zijn nog heden ten dage heel wat aanpassingen en aanvullingen noodzakelijk met betrekking tot de enkelvoudige jaarrekening.

Een uitgebreide Belgische wetgeving op de geconsolideerde jaarrekening in uitvoering van de Zevende EU-Richtlijn werd ingevoerd door het Koninklijk Besluit van 6 maart 1990. Dit leek de kroon op het werk van de invoering van het Belgisch Boekhoudrecht. Immers sinds 1990 beantwoordt het Belgisch Boekhoudrecht volledig aan de Vierde en Zevende EU-Richtlijnen
Toch is er internationaal vooral door de snelle opgang van de IAS (International Accounting Standards) een enorme evolutie geweest in de accountancydoctrine en -filosofie. Alsdusdanig is de Belgische Boekhoudwetgeving niet langer aan de internationale omgeving aangepast. De CBN is zich van deze problematiek be-

wust en heeft dan ook in haar advies toegelaten dat "global players" in bepaalde omstandigheden een ander boekhoudkundig referentiekader, voornamelijk IAS en US-GAAP mogen gebruiken. Aldus zijn de EU-Richtlijnen niet meer langer de enige norm (1).

1. De strategie van de Europese Commissie voor de harmonisering van de financiële verslaggeving

De jaarrekeningrichtlijnen hebben de kwaliteit van de Europese jaarrekeningen in belangrijke mate verbeterd.
Toch blijkt dat, in het bijzonder wanneer ondernemingen zich op de New York Stock Exchange wensen te noteren, er zich belangrijke problemen voordoen. Deze problemen worden door de meeste ondernemingen opgelost door een aparte set jaarrekeningen volgens US-GAAP op te stellen. De ervaringen hiermede zijn echter soms desastreus:

- In 1994 was het resultaat van Daimler-Benz volgens de Duitse regels 895 miljoen DEM, terwijl de winst volgens US-GAAP 1.052 miljoen DEM bedroeg. In 1995 bedroeg de winst volgens Duitse regels 615 miljoen DEM maar volgens US-GAAP moest een verlies van 1.839 miljoen DEM bekendgemaakt worden.
  Het is duidelijk dat dergelijke grote verschillen het wantrouwen van de lezer van de jaarrekening opwekken.
  Vermits alle Europese jaarrekeningen aan de EU-Richtlijnen moeten beantwoorden stelt het probleem zich op Europees niveau. De Europese Commissie kan aldus voor volgende oplossingen kiezen.

  1. De EU sluit een verdrag voor wederzijdse erkenning van de boekhoudregels. Dit bleek echter geen realistische oplossing (2).

  2. De "global players" (dit zijn de beursgenoteerde ondernemingen die in verscheidene landen werkzaam zijn) worden onttrokken aan de werkingssfeer van de Richtlijnen.

  3. Een update van de jaarrekeningrichtlijnen.

  4. Oprichting van een "European Accounting Standards Board".

(1) Zie *CBN Bulletin* n° 44 juni 1998.
(2) "De strategie van de Europese Commissie voor de harmonisering van financiële verslaggeving." K. VAN HULLE, Accountancy & Bedrijfskunde n° 5, 6.

Bij het kiezen van een oplossing werd Europa geconfronteerd met het toenemend internationaal prestige en de kwaliteit van de IAS-normen. Europa had te kiezen tussen zeggingsschap bij IAS (via de vertegenwoordigers van de lidstaten en een eigen waarnemer) of US-GAAP-normen aanvaarden zonder enige mogelijkheid tot inspraak. Een update van de jaarrekeningrichtlijnen was technisch noch politiek haalbaar.
In haar position paper van 13 juni 2000 (3) werd volgend standpunt en actieplan door de Europese Commissie vooropgesteld:

— Vóór eind 2000 zal de Commissie een voorstel uitwerken dat de Europese beursgenoteerde ondernemingen verplicht de internationale normen (IAS) te gebruiken. Deze verplichting zal ten laatste ingaan in 2005.
— Vóór eind 2001 zal de Commissie een voorstel tot modernisering van de richtlijnen voorleggen.

2. Welke nieuwe trends zijn op dit ogenblik internationaal herkenbaar?

2.1. IAS wordt volledig toegepast met inachtname van de 4e en de 7e EU-Richtlijn

Over deze problematiek handelt een studie (4) van FEE.
Deze studie komt tot het besluit dat indien men voor alle opties die men in IAS kan nemen, kiest voor de opties die in overeenstemming zijn met de EU-Richtlijnen er volgende problemen zijn:

2.1.1. Inkomsten erkenning en resultaatsbepaling

IAS 19:
Spreiding van actuariële winsten en verliezen is volgens de 4e Richtlijn niet toegestaan. Anderzijds is de spreiding niet verplicht.

IAS 38, 39, 40 (5)*:*
Het Fair value model is volgens de 4e EU-Richtlijn niet toegestaan.

(3) Mededeling van de Commissie aan de Raad en het Europees parlement C Com (2000) 359 final.
(4) FEE (Fédération des Experts Comptables Européennes)
"To what extent can options in international accounting standards be used for consolidated accounts under the EC accounting directives" July 2000.
(5) IAS 38: "Measurement of intangible assets n° 63 en 64.
IAS 39: "Gains and losses on fair value" n° 103
IAS 40: "Investment property – Fair value model vs Cost model n° 24.

2.1.2. Voorstelling van de jaarrekening

IAS vereist een classificatie in de balans in "current" en "non current". Dit vergt een bijkomende indeling van de voorstelling die door de 4e en 7e EU-Richtlijn wordt opgelegd.

2.2. De nieuwe concepten van IAS zullen in Europa worden geïntroduceerd

2.2.1. Fair value

De grootste vernieuwing die recentelijk door IAS werd ingebracht en die ook internationaal meer en meer veld wint is de invoering van een boekhouding volgens "fair value" (reële waarde). Deze nieuwe evolutie is onomkeerbaar te meer daar ook in de Verenigde Staten van Amerika de boekhoudnormen waardering tegen "fair value" opleggen.

Ook België zal zijn wetgeving moeten aanpassen om waardering tegen "fair value" toe te laten.

Definitie

IAS 16 (6) "Fair value is the amount for which an asset could be exchanged between knowledgeable, willing parties in an arms length transaction."

Deze definitie roept heel wat vragen op. Wat is "an asset"? Wat is exchange? Wat zijn knowledgeable, willing parties? Wat is arms length transaction? Bovendien stelt zich de vraag of de verschillen die ontstaan door toepassing van fair value al dan niet via de resultatenrekening moeten verwerkt worden.

asset

Volgens IAS n° 38.7, Framework n° 49 (a):

"An asset is a resource controlled by an enterprise as a result of past events and from which future economic benefits are expected to flow to the enterprise." (Framework)

"Future economic benefit" wordt als volgt omschreven:

(6) Dirk Smets spreekt over "werkelijke waarde"
IBR Periode Berichten n°5, 2000 "Reële waarde"
Bedenkingen rond de notie "werkelijke waarde".

(Framework n° 53) "The future economic benefit embodied in an asset is the potential to contribute, directly or indirectly, to the flow of cash and cash equivalents to the enterprise.

De 4e Richtlijn (art. 2.3) vertrekt van het getrouw beeld: "De jaarrekening moet een getrouw beeld geven van het vermogen, de financiële positie en het resultaat van de vennootschap". Hier wordt over activa slechts zijdelings gesproken en nergens vinden we in de 4e Richtlijn iets over "the potential to contribute". Het enige dat hiernaar zou kunnen verwijzen is art. 39.1.c. (4e EU-Richtlijn) "De Lid-Staten kunnen toestaan dat buitengewone waardecorrecties plaatsvinden indien dit op redelijke economische gronden noodzakelijk wordt geoordeeld om te voorkomen dat in de naaste toekomst de aan de betrokken vermogensbestanddelen toegekende waarde ten gevolge van waardeschommelingen moet worden gewijzigd."

In het KB van 8 oktober 1976 (art. 25) wordt dit als volgt verwoord: "Andere dan van derden immateriële vaste activa worden slechts tegen vervaardigingsprijs op het actief geboekt voorzover die niet hoger is dan een voorzichtige raming van de gebruikswaarde of van het toekomstig rendement van deze vaste activa." en art. 28 § 2: "Voor de in het vorig lid bedoelde vaste activa (dit zijn materiële en immateriële) wordt overgegaan tot aanvullende of uitzonderlijke afschrijvingen wanneer, ingevolge hun technische ontaarding of wegens wijziging van economische of technologische omstandigheden, hun boekhoudkundige waarde hoger is dan hun gebruikswaarde voor de onderneming."

exchange

Hiervan bestaat geen duidelijke definitie bij IAS. Indirect blijkt dat men opteert voor "convertibility into cash or cash equivalents or a capability to reduce cash outflows" (Framework n° 53).

knowledgeable, willing parties

Wij moesten wachten tot IAS 40 werd aanvaard vóór wij in n° 34, 35 en 36 een indirecte definitie kregen.

34. The definition of fair value refers to "knowledgeable, willing parties". In this context, "knowledgeable" means that both the willing seller are reasonably informed about the nature and characteristics of the investment property, its actual and potential uses, and the state of the market as of the balance sheet date.

35. A willing buyer is motivated, but not compelled to buy. This buyer is neither over-eager nor determined to buy at any price. This buyer is also one who purchases in accordance with the realities of the current market, and with the current market expectations, rather than an imaginary or hypothetical market

that cannot be demonstrated or anticipated to exist. The assumed buyer would not pay a higher price than the market requires. The present owner of an investment property is included among those who constitute the market.

36. A willing seller is neither an over-eager nor a forced seller, prepared to sell at any price, nor one prepared to hold out for a price not considered reasonable in the current market. The willing seller is motivated to sell the investment property at market terms for the best price obtainable in the open market after proper marketing, whatever that price may be.
The factual circumstances of the actual investment property owner are not a part of this consideration because the willing seller is a hypothetical owner.

arms length transactions

IAS 40 n° 38 "The definition of fair value refers to an arm's length transaction. An arm's length transaction is one between parties who do not have a particular or special relationship that makes prices of transactions uncharacteristic of the market. The transaction is presumed to be between unrelated parties, each acting independently."

Uit het bovenstaande blijkt duidelijk dat "fair value" vooral vanaf IAS 40 wordt gebruikt (IAS 39 is specifiek voor financiële producten).

Uit de inleiding van IAS 40 blijkt eveneens dat dit de nieuwe trend wordt.

IAS 40 n° 7 stelt: "This is the first time that the Board has introduced a fair value accounting model for non-financial assets. The comment letters on Exposure Draft 64 showed that although many support this step, many others still have significant conceptual and practical reservations about extending a fair value model to non-financial assets."

2.2.2. Impairment

Impairment of assets wordt behandeld in IAS 36.

IAS 36 n° 8 stipuleert wat volgt:

"An enterprise should assess at each balance sheet date whether there is any indication that an asset may be impaired. If any such indication exists, the enterprise should estimate the recoverable amounts of the asset."

Verder wordt hierop ingegaan in IAS 40 n° 9 (impairment signalen).

"In assessing whether ther is any indication that an asset may be impaired, an enterprise should consider, as a minimum, the following indications:

External sources of information

(a) during the period, an asset's market value has declined significantly more than would be expected as a result of the passage of time or normal use;

(b) significant changes with an adverse effect on the enterprise have taken place during the period, or will take place in the near future, in the technological, market, economic or legal environment in which the enterprise operates or in the market to which an asset is dedicated;

(c) market interest rates or other market rates of return on investments have increased during the period, and those increases are likely to affect the discount rate used in calculating an asset's value in use and decrease the asset's recoverable amount materially;

(d) the carrying amount of the net assets of the reporting enterprise is more than its market capitalisation;

Internal sources of information

(e) evidence is available of obsolescence or physical damage of an asset;

(f) significant changes with an adverse effect on the enterprise have taken place during the period, or are expected to take place in the near future, in the extent to which, or manner in which, an asset is used or is expected to be used. These changes include plans to discontinue or restructure the operation to which an asset belongs or to dispose of an asset before the previously expected date; and

(g) evidence is available from internal reporting that indicates that the economic performance of an asset is, or will be, worse than expected.

recoverable amount

IAS 36 n° 73 "The recoverable amount of a cash-generating unit is the higher of the cash-generating unit's net selling price and value in use.

Eens te meer blijkt dat het genereren van kasmiddelen in de ruime zin het grondbeginsel wordt van impairment.

3. Besluit

De internationale boekhoudwet heeft een belangrijke evolutie gekend. Dit was vooral onder invloed van IASC en indirect ook onder invloed van US-GAAP. De

begrippen "boekhouding aan reële waarde" (6) of "fair value accounting" en "impairment" werden geïntroduceerd en zijn in de E.U. en in België volkomen nieuw. Op dit ogenblik beschikken wij zelfs nog niet over een geëigende Nederlandse vertaling van deze terminologie waarover iedereen het eens is.

De CBN en de Belgische wetgever zullen, wil men de internationale evolutie volgen, in de komende jaren belangrijke inspanningen moeten leveren. Dit zal gezien de mogelijke invloed van de wijzigingen op het vennootschapsrecht en het fiscaal recht niet eenvoudig zijn. Vooral de invloed van het fiscaal recht zal waarschijnlijk ertoe leiden dat men de nieuwe concepten enkel op de geconsolideerde jaarrekening zal toepassen.

Zoniet zal men ook in België het onderscheid moeten maken tussen bedrijfseconomische en fiscale balans.

Ten slotte is ook inzake opleiding een belangrijke inspanning te leveren. Het Belgische bedrijfsleven is nog niet vertrouwd met de nieuwe concepten. De universiteiten en hogescholen zullen voor de gewone studenten hun cursusinhoud moeten wijzigen en ook belangrijke bijscholingsprogramma's moeten organiseren.

Ten slotte hopen wij dat onder invloed van FEE een uniforme interpretatie van de diverse begrippen en toepassingen zal gerealiseerd worden. Wij hopen dan ook dat de inspanningen die Henri Olivier hiervoor zeker zal leveren succesvol zullen zijn.

(6) Dirk Smets spreekt over "werkelijke waarde"
IBR Periode Berichten n°5, 2000 "Reële waarde"
Bedenkingen rond de notie "werkelijke waarde".

Het immateriële kapitaal

Hugo Van Passel,
Bedrijfsrevisor Van Passel, Mazars & Guérard,
Raadslid I.B.R.

Het vraagstuk van de harmonisering van de boekhoudregels en van de financiële rapportering van ondernemingen is momenteel op tal van beslissingsniveaus tot prioritair agendapunt gepromoveerd. Deze plotse aandacht in economische, financiële en politieke middens over de wereld, om aan een lang sluimerend probleem van gebrek aan eenvormigheid, en vooral van vergelijkbaarheid van de financiële informatieverstrekking door ondernemingen te verhelpen, kan alleen verklaard worden door de grote druk die uitgaat van de financiële markten en van de mondialisering van de economie.

In de eerste plaats Europa, toch een reus in de wereldeconomie, wordt geplaagd door een voorbijgestreefd raamwerk van richtlijnen, een verkaveling door de verschillende 'politieke' opties waaruit de lidstaten konden kiezen bij het omzetten van deze richtlijnen in de nationale wetgevingen enerzijds en met de inertie eigen aan het politieke besluitvormingsproces anderzijds. Thans staan op de Europese agenda enerzijds het opleggen van IAS voor de geconsolideerde jaarrekeningen van beursgenoteerde ondernemingen vanaf 2005, met optie voor de lidstaten om nog verder te gaan inzake toelating van IAS voor lokale jaarrekeningen, en anderzijds een herziening van de richtlijnen!

Het harmonisatiedebat spitst zich toe op een aantal fundamentele keuzes, o.a. aangaande de juiste weergave van de perioderesultaten en de waardering aan marktwaarde in tegenstelling tot de oude begrippen van voorzichtigheid en historische waardering.

Tezelfdertijd bestaat er een algemeen aanvoelen dat de historische rapportering niet langer voldoet.

De price book ratio van Europese ondernemingen varieert van nagenoeg twee tot zes.

Het verschil tussen de beurskapitalisatie en de boekhoudkundige waarde van een onderneming kan worden bestempeld als het immateriële kapitaal. Alle sectoren zijn onderhevig aan dit fenomeen. Het blijft dus niet beperkt tot de nieuwe economie, alhoewel de marktsegmenten van technologie, telecommunicatie en informatie, in het bijzonder onderhevig zijn aan het fenomeen immaterieel kapitaal.

De traditionele waarderingsmodellen die hoofdzakelijk gebaseerd zijn op hetzij het patrimonium, hetzij de rendementsstromen van de onderneming, laten slechts beperkt toe om het immateriële kapitaal te vatten.

De patrimoniale benaderingen die vertrekken van het boekhoudkundig eigen vermogen en dit eigen vermogen aanpassen in functie van herwerkingen van activa en schulden om alzo rekening te houden met latente meer- en minwaarden, zijn statische methoden, gericht op het verleden en gaan voorbij aan de toekomstvooruitzichten van de onderneming op het gebied van activiteitsniveau en rentabiliteit.

De waarderingsbenaderingen die gebaseerd zijn op de toekomstige stromen waarderen de onderneming als de som van de geactualiseerde toekomstige stromen die door de onderneming zullen worden gegenereerd. De meest gebruikte methode die gebaseerd is op toekomstige stromen is de methode van de 'discounted free cash flow'. In deze methode wordt de waarde van een onderneming gelijkgesteld aan de toekomstige vrije cashflows geactualiseerd aan de gewogen gemiddelde kapitaalkost verminderd met de schuldpositie. Het verschil tussen de aldus bekomen waarde en het eigen vermogen, ook wel als goodwill bestempeld, kan worden beschouwd als een eerste ruwe benadering van het immateriële kapitaal.

Het immateriële kapitaal aldus benaderd, kan aangeduid worden als een geheel van "value drivers" die in het model zijn verwerkt:
— activiteitsniveau, groei, rentabiliteit van de bedrijfsuitbating, investeringen, evolutie van de behoefte aan bedrijfskapitaal; die de vrije cashflow beïnvloeden,
— de tijdshorizon waarover op redelijk verantwoorde wijze vooruitgekeken kan worden; die de kapitalisatieperiode bepaalt,
— de kost van eigen middelen en van vreemde middelen, de financiële structuur; die de actualisatievoet beïnvloeden.

De waarderingsmethoden gebaseerd op toekomstig rendement laten veel meer dan de patrimoniale benadering toe, het potentieel van de onderneming om waarde te creëren tot uitdrukking te brengen. En toch volstaat deze benadering niet. Zij volstaat niet om de koersevoluties van de aandelen van ondernemingen te verklaren. Zij volstaat niet om de successtory's noch de debacles te verklaren. Zij volstaat niet om de echte value drivers te onderkennen en te beoordelen. Zij volstaat ook niet om het immateriële kapitaal in kaart te brengen.

De vaststelling dat deze financiële methodes niet meer volstaan is schril tot uiting gekomen in een economie die in versnelde evolutie is: mondialisering, razendsnel evoluerende technologieën, nieuwe markten, nieuwe producten, continue bedrijfsreorganisaties, mogelijkheden tot mobilisatie van financiële middelen die de verbeelding tarten en die de klassieke toegangsbarrières omverhalen.

De behoefte aan inzicht in en informatie over de reële value drivers bestaat dan ook zowel voor het management als voor de financiële analist.

Bij gebreke aan beter worden ondernemingen uit de nieuwe economie gewaardeerd op een multiple van de omzet, van het aantal abonnees, van het aantal

La "trajectoire de restructuration" des entreprises: une analyse empirique

Ch. Van Wymeersch et Ch. Lona,
Département des Sciences de gestion
Center for Research in Finance and Management (CeReFiM)
Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix, Namur

Abstract

This research investigates the effects of corporate reorganizations as reflected in the firms' financial statements, management and auditors' reports. It includes the statistical analysis of the financial statements (from 1987 to 1997) of a representative sample of Belgian companies having capitalized reorganization expenses during fiscal 1992. The analysis sheds light on the early symptoms of corporate distress, on the long term effectiveness of the reorganization process and on the overall effect of the business cycle on corporate performance. It also shows the global predictive ability of statistical failure prediction models.

Key words: corporate reorganization, corporate turnaround, failure prediction.

1. Introduction

Différentes études ont analysé la «trajectoire de faillite» des entreprises (ARGENTI, 1976; VAN WYMEERSCH et WOLFS, 1996; BLAZY, 1999). A travers une analyse chronologique des comptes annuels sur une période de trois à cinq ans, ces recherches font apparaître un processus continu de défaillance, amorcé de longues années avant la survenance de la discontinuité. Dans une perspective plus «optimiste», il nous a semblé intéressant d'étudier l'évolution d'entreprises en difficulté, ayant procédé à une restructuration et qui, grâce à cette intervention, ont en majorité pu éviter la faillite. Cette approche conduit à établir une «trajectoire de restructuration» des entreprises. La longueur de la période considérée (plus d'une décennie) permet également d'observer l'effet conjoncturel sur la performance des entreprises étudiées.

La recherche présentée ci-dessous (1) vise à dégager, par l'analyse statistique des comptes annuels, un profil financier chronologique des entreprises ayant porté des frais de restructuration à l'actif au cours de l'exercice 1992. Il s'agit en quelque sorte d'une «étude d'événement», où nous avons examiné les comptes annuels

(1) Pour les résultats complets, voir CH. LONA et CH. VAN WYMEERSCH, «La 'trajectoire de restructuration' des entreprises: une analyse chronologique des comptes annuels», *Cahiers de la Faculté des Sciences Economiques, Sociales et de Gestion*, Center for Research in Finance and Management (CeReFiM), FUNDP, Namur, 2000.

des entreprises sur la période des cinq années qui précèdent la restructuration, l'année de la restructuration, ainsi que les cinq années qui la suivent. Ce profil est comparé à celui d'entreprises n'ayant pas porté de frais de restructuration à l'actif de 1992 à 1997. Complémentairement, nous avons étudié l'information «narrative» accompagnant les comptes annuels: l'annexe (et notamment les règles d'évaluation), le rapport de gestion et le rapport du commissaire-reviseur.

2. Echantillons statistiques

L'échantillon des entreprises en restructuration est composé d'entreprises présentant, pour l'exercice 1992, un montant non nul à la rubrique 204 *Frais de restructuration* de l'annexe des comptes annuels complets, tableau *I. Etat des frais d'établissement.* L'article 24, al. 3, de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 précise, à propos de cette rubrique: «Les charges engagées dans le cadre d'une restructuration ne peuvent être portées à l'actif que pour autant qu'il s'agisse de dépenses nettement circonscrites, relatives à une modification substantielle de la structure de l'organisation de l'entreprise et que ces dépenses soient destinées à avoir un impact favorable et durable sur la rentabilité de l'entreprise. La réalisation de ces conditions doit être justifiée dans l'annexe. Dans la mesure où les frais de restructuration consistent en charges qui relèvent des charges d'exploitation ou des charges exceptionnelles, leur transfert à l'actif s'opère par déduction globale explicite respectivement du total des charges d'exploitation et des charges exceptionnelles.»

La rubrique 204 n'étant pas prévue dans le schéma des comptes annuels abrégés, nous nous sommes uniquement intéressés aux entreprises déposant des comptes annuels complets (2). En outre, vu leurs particularités et leur grande hétérogénéité, nous avons exclu de notre étude, les entreprises de services (classes NACE 8 et 9).

Nous avons analysé séparément les entreprises de type «industriel» et les entreprises de type «commercial» afin de prendre en compte les différences importantes d'activité et de structure de ces deux grands secteurs. Toutefois, en nous basant sur les résultats d'études antérieures, nous avons préféré établir la distinction entre ces deux types d'entreprises sur la base de leur taux de valeur ajoutée plutôt que sur la base de leur code NACE. Le profil financier des entreprises semble en effet davantage conditionné par la proportion de valeur ajoutée dans leur chiffre d'affaires (3), reflétant la structure réelle de leur activité, que par leur

(2) A savoir, les entreprises qui occupaient, en 1992, en moyenne annuelle, plus de 100 travailleurs, intérimaires compris, ou qui dépassaient au moins deux des trois seuils suivants: chiffre d'affaires de 145 millions de BEF; total du bilan de 70 millions de BEF; personnel occupé en moyenne annuelle, intérimaires compris, de 50 unités.

(3) Il s'agit plus précisément du rapport: valeur ajoutée (codes 70/74 - 60 - 61 - 740) / valeur de la production (code 70/74).

appartenance à un secteur économique basée sur une classification administrative formelle. Nous avons dès lors considéré qu'une entreprise présentait un profil «industriel» lorsque son taux de valeur ajoutée s'élevait au moins à 25 %, et un profil «commercial» en deçà de ce seuil (VAN WYMEERSCH et WOLFS, 1996).

Le groupe d'entreprises *en restructuration* est constitué de toutes les «grandes» entreprises (respectivement «industrielles» et «commerciales», selon le critère énoncé ci-dessus) dont l'actif du bilan fait apparaître pour la première fois des frais de restructuration en 1992. Après élimination des comptes annuels rendus inutilisables par un trop grand nombre d'erreurs et d'incohérences ainsi que par un changement de schéma comptable sur la période étudiée, les échantillons des entreprises *en restructuration* incluent respectivement *67 entreprises industrielles* et *53 entreprises commerciales*. Les échantillons d'entreprises *sans frais de restructuration* ont été constitués par sélection aléatoire parmi les comptes annuels de l'exercice 1992 des «grandes» entreprises ne présentant pas, de 1992 à 1997, de frais de restructuration à l'actif du bilan. Après élimination des erreurs, incohérences et changements dans la nature du schéma des comptes, les échantillons d'entreprises *sans frais de restructuration* incluent respectivement *110 entreprises industrielles* et *101 entreprises commerciales.*

Nous avons examiné le taux de défaillance et de «survie» des entreprises étudiées. Ainsi, de l'échantillon de 67 entreprises *industrielles avec frais de restructuration*, 46 entreprises (soit 69 %) existaient toujours en 1998. Parmi les 110 entreprises *industrielles sans frais de restructuration*, 94 (soit 85.6 %) étaient toujours présentes en 1998. De l'ensemble des 53 entreprises *commerciales avec frais de restructuration*, 36 entreprises (soit 68 %) étaient toujours présentes en 1998. Enfin, parmi les 101 entreprises *commerciales sans frais de restructuration*, 80 entreprises (soit 79 %) existaient toujours en 1998.

Pour chacune des entreprises retenues, nous avons considéré, autant que possible, vu les défaillances, les comptes annuels de 1987 à 1997 inclus, à savoir, cinq ans avant la restructuration et cinq ans après celle-ci. Les sociétés présentant un chiffre d'affaires nul ou une valeur ajoutée négative ont été exclues (4). Le tableau 1 donne le nombre effectif d'observations, par année étudiée, pour chaque groupe d'entreprises.

(4) Ceci explique qu'il peut donc exister, pour certains échantillons, de petits écarts entre le nombre d'observations en 1992 et la taille de l'échantillon.

Tableau 1. Nombre d'observations par année et par échantillon

	Nombre d'observations en										
	87	88	89	90	91	*92*	93	94	95	96	97
Entreprises industrielles avec frais de restructuration	36	38	47	53	56	*66*	57	56	51	47	45
Entreprises industrielles sans frais de restructuration	59	66	72	85	92	*107*	100	96	95	91	88
Entreprises commerciales avec frais de restructuration	34	36	40	42	46	*53*	41	43	42	39	37
Entreprises commerciales sans frais de restructuration	59	66	72	81	89	*101*	92	86	83	79	78

Même pour les exercices comptables qui précèdent l'année de la restructuration, il ne nous a pas été possible de retracer l'ensemble des comptes annuels, car un nombre significatif d'entreprises déposent irrégulièrement leurs comptes. Pour vérifier l'incidence de ce phénomène, nous avons également calculé les moyennes statistiques sur les ratios obtenus au départ des seuls comptes annuels des entreprises présentes dans les échantillons sur toute la période étudiée. Abstraction faite de la moindre fiabilité statistique due à la réduction de la taille des échantillons, les conclusions de l'analyse ne s'en trouvent aucunement modifiées.

3. Méthode d'analyse

L'étude statistique inclut l'analyse verticale (ou de structure) du bilan et du compte de résultats, l'analyse des principaux ratios de liquidité, de solvabilité, de rentabilité et de valeur ajoutée, ainsi que des «scores» des modèles de prévision de faillite OV82 à un horizon d'un an et de trois ans (OOGHE et VAN WYMEERSCH, 1996).

Nous avons calculé les ratios pour chaque entreprise des quatre échantillons et pour chacun des onze exercices étudiés. Pour mettre en évidence la trajectoire financière moyenne des entreprises, nous avons ensuite calculé, année par année, les moyennes arithmétiques de chaque ratio (après élimination des 10 % d'observations les plus basses et des 10 % d'observations les plus élevées). Pour l'analyse verticale des bilans et des comptes de résultats ainsi que pour la décomposition de la valeur ajoutée, les moyennes obtenues ont été standardisées pour que leur somme égale 100 %. Les différences de moyennes sont mises en évidence par un test en t. Les résultats de l'analyse sont représentés dans les ensembles de graphiques 1 et 2, placés en annexe. Seules les rubriques ayant des

moyennes significativement différentes au seuil de 5 % pour au moins trois exercices sont représentées et commentées.

Enfin, pour l'exercice 1992, l'année même de la restructuration, nous avons complété l'étude statistique par l'analyse de l'annexe des comptes annuels, du rapport de gestion et du rapport du reviseur d'entreprises publiés par un sous-échantillon de 12 entreprises industrielles et 12 entreprises commerciales sélectionnées au hasard parmi les échantillons complets. Les annexes 1 et 2 reflètent nos observations détaillées à cet égard.

4. Trajectoire de restructuration des entreprises industrielles

Nous commentons successivement l'analyse verticale du bilan et du compte de résultats, les ratios de liquidité, de solvabilité, de rentabilité, de valeur ajoutée et les scores de prévision de faillite. L'ensemble de graphiques 1 représente l'évolution chronologique de ces ratios.

4.1. Trajectoire du bilan et du compte de résultats des entreprises industrielles

A l'actif du bilan, les *frais d'établissement* représentent un pourcentage significativement supérieur du total bilantaire pour les entreprises en restructuration, durant toute la période étudiée. Un sommet est évidemment constaté en 1992, l'année même de l'activation des frais de restructuration. Les *immobilisations corporelles* sont, dès 1991, proportionnellement plus élevées pour les entreprises en restructuration. Ceci traduit une volonté, pour les entreprises en difficulté, de redresser leur situation en pratiquant de nouveaux investissements. En revanche, les *immobilisations financières* des entreprises avec frais de restructuration deviennent inférieures à celles des entreprises sans frais de restructuration à partir de 1989. Il semble bien que les entreprises en difficulté aient liquidé une partie de leurs immobilisations financières pour faire face à d'impérieux besoins de trésorerie. La proportion de *stocks* dans le total du bilan des entreprises en restructuration est significativement supérieure à celle des entreprises sans frais de restructuration sur toute la période étudiée, suite sans doute à un essoufflement des ventes et à une tendance générale à la surévaluation des actifs. En revanche, les *créances commerciales à un an au plus*, les *placements de trésorerie* et les *valeurs disponibles* des entreprises en difficulté sont systématiquement inférieures à celles des entreprises sans frais de restructuration.

Au passif du bilan, les *capitaux propres* sont, sur toute la période étudiée, nettement inférieurs dans les entreprises en restructuration. Dans ces entreprises, le niveau des *réserves* et du *bénéfice reporté* est significativement inférieur dès 1987 et, de 1991 à 1993, la croissance de la *perte reportée* amplifie fortement l'écart, qui ne se résorbe que très lentement durant les années suivant la restructuration. Les *provisions pour risques et charges* croissent continûment à partir de la

restructuration. Ceci résulte vraisemblablement de provisions liées à la restructuration telles que des provisions pour pensions, etc. Une forte croissance des *dettes* est observée durant la période qui précède la restructuration, de 1987 à 1992. La restructuration amorce une réduction globale de l'endettement, qui revient en 1997 au niveau de 1987. Cependant, cette réduction ne porte guère que sur les *dettes financières à plus d'un an*. En revanche, les *dettes financières à un an au plus* se maintiennent sur toute la période à un niveau élevé. Dans les entreprises sans frais de restructuration, l'endettement global diminue de manière quasiment ininterrompue de 1987 à 1997. A partir de 1995, on observe pour ces entreprises une légère croissance des dettes financières à *court* terme, qui se substituent sans doute en partie aux dettes à *long* terme, suite à la forte baisse relative des taux d'intérêt à court terme.

Au compte de résultats des entreprises en difficulté, on observe, durant les années qui précèdent la restructuration, des montants significatifs de *production immobilisée*, qui décroissent cependant rapidement après la restructuration. Les charges d'*approvisionnements* représentent une proportion systématiquement supérieure du chiffre d'affaires. Les *rémunérations* sont significativement supérieures durant l'année de la restructuration et celle qui la précède. Durant les années de mauvaise conjoncture, de 1992 à 1995, tant les entreprises en difficulté que les autres réduisent leur masse salariale pour améliorer leur situation financière. Les entreprises en difficulté poursuivent l'effort et atteignent même de ce fait, en 1996 et 1997, un niveau relatif de charges salariales inférieur à celui des entreprises sans frais de restructuration. Quant aux *amortissements,* de 1987 à 1993, ils sont supérieurs pour les entreprises sans frais de restructuration, ensuite, le processus s'inverse. Cette différence est significative de 1995 à 1997 et confirme l'observation faite sur base du bilan: les entreprises en restructuration investissent pour renouveler leur outil de production et améliorer leur productivité. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires, les *dotations aux provisions pour risques et charges* sont faibles pour les deux groupes d'entreprises, mais inférieures dans les entreprises en restructuration, sauf en 1992.

Le *résultat d'exploitation* des entreprises en restructuration fléchit continûment de 1987 à 1993, l'année après la restructuration. Ce n'est qu'à partir de 1994, soit deux ans après la restructuration, que les effets positifs de celle-ci commencent à se faire sentir. Le résultat d'exploitation des entreprises sans frais de restructuration est nettement supérieur sur toute la période.

Les *produits financiers* sont significativement inférieurs pour les entreprises en restructuration durant l'année de la restructuration, celle qui précède ainsi que durant les deux années qui suivent. Avant cela, les pourcentages sont relativement proches et ensuite, les taux tendent à se rejoindre. Ceci peut être mis en relation avec l'évolution des immobilisations financières et des placements de trésorerie qui sont, eux aussi, inférieurs pour les entreprises en difficulté. En revanche, les *charges financières* sont plus importantes pour les entreprises en restructuration, avec un écart maximal en 1993.

Le *résultat courant* des entreprises en restructuration est entraîné à la baisse par l'importance des charges financières et atteint un minimum en 1993. Il ne redevient (légèrement) positif qu'en 1997, soit 5 ans après la restructuration. Tant les *produits exceptionnels* que les *charges exceptionnelles* sont généralement supérieurs à ceux des entreprises sans frais de restructuration. Toutefois, les produits exceptionnels tendant à compenser les charges exceptionnelles, le *résultat avant impôts* connaît une évolution proche de celle du résultat courant. La différence par rapport aux entreprises sans frais de restructuration est significative sur toute la période étudiée. Les *impôts* des entreprises en restructuration sont évidemment proches de 0 durant les années environnant la restructuration. Une différence significative par rapport aux entreprises sans frais de restructuration est observée sur toute la période.

Pour les entreprises en restructuration, le *résultat de l'exercice* est proche de 1% du chiffre d'affaires de 1987 à 1990. Il devient négatif à partir de 1991 et atteint un minimum de – 4 % en 1993. Il remonte ensuite doucement pour atteindre le seuil des 0 % en 1997. Le résultat net des entreprises sans frais de restructuration fluctue quant à lui entre 1.8 % et 4.6 % du chiffre d'affaires.

On observe donc à travers tous les indicateurs analysés que les entreprises en restructuration éprouvent de grandes difficultés à rétablir leur rentabilité. La rentabilité d'exploitation redevient, en moyenne, positive deux ans après la restructuration, la rentabilité courante cinq ans après et la rentabilité nette n'atteint toujours que péniblement l'équilibre après cinq ans.

4.2. Trajectoire de liquidité, de solvabilité, de rentabilité et de valeur ajoutée des entreprises industrielles

Le rapport entre le *fonds de roulement net* et le total du bilan est assez proche pour les deux groupes d'entreprises de 1987 à 1990. Dès 1991, il devient significativement inférieur dans les entreprises en restructuration et ce, jusqu'en 1997. L'écart est maximal en 1993. Simultanément, le *besoin en fonds de roulement* des entreprises en difficulté est supérieur à celui des entreprises sans frais de restructuration, sauf en 1993. Il baisse durant la période qui précède la restructuration et immédiatement après celle-ci, ce qui reflète le recours croissant au financement des fournisseurs durant la période critique. De ce fait, le ratio «*trésorerie nette / actifs circulants restreints*» des entreprises en difficulté, qui est déjà négatif cinq ans avant la restructuration, chute significativement en 1991 et se maintient à un niveau négatif jusqu'en 1997. Le ratio des entreprises sans frais de restructuration est quant à lui toujours positif. Comme la rentabilité, la liquidité des entreprises en restructuration se redresse donc difficilement.

Le même phénomène se reflète dans les *ratios de liquidité au sens large* et *au sens strict*. Dès 1989, ils divergent significativement par rapport aux ratios correspondants des entreprises sans frais de restructuration. Cette évolution est la

plus marquée pour le ratio de liquidité au sens *strict*, ce qui confirme l'excédent de stocks dans les entreprises en difficulté.

La *rotation des stocks* est évidemment meilleure pour les entreprises sans frais de restructuration où elle est faiblement croissante sur la période étudiée, reflétant la tendance générale, durant la décennie étudiée, à une réduction des stocks (production en flux tendus, «just-in-time»). Un écart significatif existe par rapport aux entreprises en difficulté, mais celles-ci parviennent à redresser énergiquement la situation et obtiennent même en 1997 une rotation moyenne supérieure à celle des entreprises sans frais de restructuration.

Le *délai de paiement des clients* est relativement stable pour les entreprises sans frais de restructuration, oscillant entre 62 et 70 jours. Celui des entreprises en difficulté fluctue bien davantage et reste supérieur sur toute la période étudiée. Avec un point de départ à 79 jours, il augmente jusque 88 jours en 1990 (deux ans avant la restructuration). Il diminue ensuite presque continûment pour atteindre 71 jours en 1997. On constate que le délai de paiement est utilisé pour soutenir et relancer les ventes durant la période critique qui précède la restructuration. Le *délai moyen de paiement des fournisseurs* est lui aussi systématiquement supérieur pour les entreprises en restructuration. Il augmente fortement avant la restructuration, pour diminuer ensuite de 92 jours en 1992 à 72 jours en 1996. Le même ratio pour les entreprises sans frais de restructuration est assez stable, mais présente une tendance à la baisse en longue période (de 79 jours en 1991 à 68 en 1997). Globalement, dans les entreprises en difficulté, le délai de paiement des fournisseurs se contracte davantage que celui des clients, ce qui augmente le besoin en fonds de roulement durant les années qui suivent la restructuration.

Le *ratio d'endettement* moyen des entreprises en restructuration augmente dès 1987, pour atteindre un maximum en 1992, année de la restructuration. Il diminue ensuite continûment jusqu'en 1997. Le ratio des entreprises sans frais de restructuration reste inférieur (et stable) sur toute la période étudiée. Dans les entreprises en restructuration, le ratio «*cash-flow/fonds de tiers*», qui représente le pourcentage de dettes qui pourraient être remboursées par le seul cash-flow de l'exercice, diminue fortement de 1987 à 1992, pour retrouver son niveau de départ à la fin de la période étudiée. Le ratio correspondant dans les entreprises sans frais de restructuration est systématiquement supérieur, mais globalement décroissant sur la période.

La *rentabilité des ventes*, la *rentabilité de l'actif total* et la *rentabilité des fonds propres* des entreprises en restructuration connaissent une évolution largement parallèle. Dès 1987, elles sont significativement inférieures aux valeurs observées pour les entreprises sans frais de restructuration, baissent fortement de 1987 à 1993 et se redressent ensuite sans cependant rejoindre le niveau des entreprises sans frais de restructuration. On voit donc bien que les entreprises industrielles en difficulté ont moins bien résisté au retournement conjoncturel. Leur rentabilité avant 1991 était déjà, en moyenne, significativement plus basse. La mauvaise

conjoncture a précipité la rentabilité de ces entreprises dans la zone négative. Les autres entreprises accusent certes, elles aussi, une baisse, mais continuent à afficher des bénéfices. L'analyse de rentabilité confirme par ailleurs, pour les entreprises en restructuration, la lenteur de la reprise: cinq ans après la restructuration, la rentabilité des «survivantes» reste significativement inférieure.

Au plan de la *valeur ajoutée*, les entreprises en restructuration sont en moyenne plus grandes et affichent une croissance quasi continue de leur valeur ajoutée sur la période étudiée (de 155 MBEF en 1987 à 216 MBEF en 1997), alors que les entreprises sans frais de restructuration sont en moyenne plus petites et affichent une valeur ajoutée moyenne assez stable (de l'ordre de 100 MBEF) sur la période étudiée.

Les entreprises en restructuration occupent en moyenne un *personnel* significativement plus nombreux. Les mesures de restructuration mises en oeuvre en 1992 n'entraînent pas, en moyenne, de réduction brutale de l'effectif. On constate plutôt une érosion progressive de l'effectif moyen sur toute la période étudiée. L'effectif des entreprises industrielles sans frais de restructuration subit une évolution baissière tout à fait parallèle à celle des entreprises en restructuration.

En conséquence, dans les entreprises sans frais de restructuration, la *valeur ajoutée par personne occupée* évolue de 1 657 000 BEF en 1987 à 2 216 000 BEF en 1997 (soit une augmentation de 33,7 % en 10 ans), alors que dans les entreprises en restructuration, elle augmente de 1 346 000 BEF à 2 049 000 BEF (soit une augmentation de 52,2 % en 10 ans). La part des *frais de personnel dans la valeur ajoutée* est significativement supérieure dans les entreprises en restructuration, de 1987 à 1993. Pour ces entreprises, le ratio passe de 75.8 % en 1987 à 83.4 %, l'année de la restructuration et revient ensuite progressivement à 74.2 % en 1997. Dans les entreprises sans frais de restructuration, ce ratio est relativement stable, dans une fourchette de 70 à 75 %.

La *part des amortissements dans la valeur ajoutée* est très fluctuante pour les deux groupes d'entreprises et n'est significativement différente qu'à partir de 1994. Dans les entreprises sans frais de restructuration, le ratio diminue continûment de 1990 à 1997. Dans les entreprises en restructuration, le ratio augmente significativement à partir de 1993, suite aux investissements réalisés, et dépasse ainsi le niveau des entreprises sans frais de restructuration. La *part des charges financières dans la valeur ajoutée* des entreprises en restructuration, tout en se réduisant à partir de 1993, est significativement supérieure à celle des entreprises sans frais de restructuration sur toute la période envisagée.

L'évolution de la *part du résultat ajouté* (qui constitue en quelque sorte le résultat d'exploitation après charges d'intérêts et impôts) *dans la valeur ajoutée,* est particulièrement significative. Dans les entreprises en difficulté, elle n'atteint déjà que 1.8 % en 1987 et diminue jusque – 8.7 % en 1993, année suivant la restructuration et simultanément, creux de la récession, pour remonter à 3.5 % en

1997. Dans les entreprises sans frais de restructuration, ce ratio atteint 5.6 % en 1987, baisse très significativement en 1992-1994 (jusqu'à un minimum de – 0.4 % en 1993) et remonte à 5.5 % en 1997.

On observe donc ici le même phénomène que sur la base des ratios de rentabilité: les entreprises en restructuration subissent davantage les effets négatifs de la récession et récupèrent plus difficilement.

4.3. Trajectoire des scores de prévision de faillite des entreprises industrielles

Sur toute la période étudiée, le *score de prévision de faillite à un an* des entreprises sans frais de restructuration est en moyenne largement supérieur au score critique. En revanche, pour les entreprises en difficulté, il atteint un niveau légèrement inférieur au score critique en 1991 (l'année précédant la restructuration), avant de chuter nettement au-dessous du score critique en 1992. Il reste bien inférieur au score critique de 1993 à 1995, mais affiche un redressement important en 1996 et 1997 où il retrouve un niveau à peine inférieur au score des entreprises sans frais de restructuration.

Le *score de prévision de faillite à trois ans* des entreprises sans frais de restructuration se maintient lui aussi, sur toute la période, significativement au-delà du seuil critique. Celui des entreprises en restructuration est, déjà en 1987 et 1988, à peine supérieur au seuil critique. Il devient nettement inférieur à ce seuil dès 1989, pour baisser continûment jusqu'en 1992 où il atteint son minimum. Le redressement s'opère ensuite progressivement, mais le score à 3 ans reste largement inférieur au seuil critique en 1997.

On peut en conclure que, à court terme (modèle à un an), les entreprises en difficulté arrivent à redresser leur situation et à s'approcher, cinq ans après la restructuration, du score des entreprises sans frais de restructuration. En revanche, lorsque l'on envisage le moyen terme (modèle à trois ans), on constate que l'évolution est beaucoup moins favorable et que le redressement reste précaire.

L'impact *conjoncturel* sur les scores de prévision de faillite est faible pour les entreprises industrielles sans frais de restructuration, alors que pour les entreprises en difficulté le mouvement baissier du cycle entraîne une chute importante des scores.

On observe à cette occasion l'effet anticipatif *global* des modèles de scoring: tant pour les entreprises sans frais de restructuration que pour les entreprises en difficulté, le score moyen à 3 ans amorce une baisse dès 1989, soit 2 à 3 ans avant le retournement conjoncturel de 1991 et la forte récession de 1992-1993. Pour les entreprises sans frais de restructuration, le score à 3 ans s'affiche en hausse dès 1991, soit à nouveau quelque 3 ans avant le début de la reprise en 1994. Le score rechute toutefois de 1992 à 1995 (anticipant une hésitation conjoncturelle

prolongée dans le secteur de l'industrie, de 1995 à 1997), puis augmente franchement à partir de 1996, où il annonce la réelle éclaircie conjoncturelle de 1998. Pour les entreprises en difficulté, le score à 3 ans connaît une hausse «mécanique» en 1993, l'année après la restructuration, mais stagne ensuite jusqu'à la fin de la période observée.

4.4. Trajectoire de restructuration des entreprises industrielles: conclusion

Pour les entreprises industrielles en restructuration, l'analyse confirme que, déjà cinq ans avant la restructuration, de nombreux indicateurs sont annonciateurs de difficultés, principalement la trésorerie nette, la rentabilité et le score de prévision de faillite à trois ans.

Ces entreprises tentent pourtant d'améliorer leur image financière en utilisant les moyens comptables classiques tels que production immobilisée, (sur)évaluation des stocks et produits exceptionnels. En outre, elles allongent leur délai de paiement aux clients pour soutenir les ventes.

La trésorerie nette des entreprises en restructuration est très faible dès le début de la période. Ces entreprises disposent de relativement peu de valeurs disponibles et recourent massivement, durant toute la période, à l'endettement financier à court terme. En général, leur endettement augmente durant l'année de la restructuration et les années qui la suivent. L'endettement tend cependant à se réduire quatre à cinq ans après la restructuration.

Les charges des entreprises en restructuration, particulièrement les frais de personnel et les charges financières, sont généralement supérieures. Les amortissements deviennent supérieurs après la restructuration, suite aux investissements réalisés. Les résultats sont dès lors proportionnellement plus faibles, et même largement négatifs au creux de la vague.

En valeur absolue, la valeur ajoutée brute des entreprises en difficulté est nettement supérieure à celle des entreprises sans frais de restructuration. En revanche, la valeur ajoutée brute par personne occupée est significativement inférieure. Il s'agit en moyenne d'entreprises plus grandes, mais dont le processus de production recourt proportionnellement plus à la main d'oeuvre. Les investissements réalisés lors de la restructuration tentent de remédier à cette situation.

Enfin, même si certains facteurs encourageants, comme la diminution de l'endettement et des charges, apparaissent en fin de période, nous voyons que ces entreprises éprouvent du mal à sortir structurellement de leur situation difficile. Ainsi, le score de prévision de faillite à trois ans reste très inférieur au score critique. Ceci est notamment dû au poids proportionnellement supérieur des stocks d'en-cours de fabrication et de produits finis et au niveau significativement inférieur des capitaux propres (particulièrement les réserves et le bénéfice reporté).

Nous constatons aussi que ces entreprises ne sont pas suffisamment fortes pour résister aux retournements conjoncturels comme celui qu'a connu la Belgique en 1991-1993.

5. Trajectoire de restructuration des entreprises commerciales

Nous avons calculé, pour les entreprises commerciales, les mêmes ratios que pour les entreprises industrielles. L'ensemble de graphiques 2 représente l'évolution chronologique de ces ratios. Nous ne commentons que les indicateurs qui présentent une évolution différente de celle observée pour les entreprises industrielles.

5.1. Trajectoire du bilan et du compte de résultats des entreprises commerciales

La trajectoire du bilan des entreprises commerciales, tant à l'actif qu'au passif, est pour l'essentiel identique à celle observée pour les entreprises industrielles. La seule différence notable porte sur les *stocks* et les *comptes de régularisation.* Très normalement, on n'assiste pas dans les entreprises commerciales à une accumulation dommageable de stocks, puisque le niveau des achats s'adapte généralement rapidement à la demande observée. En revanche, les *comptes de régularisation de l'actif* sont significativement supérieurs dans les entreprises commerciales en restructuration. Ceci peut traduire une volonté des entreprises commerciales en difficulté d'influencer leur résultat en différant des charges ou en anticipant certains produits.

La trajectoire du compte de résultats des entreprises commerciales en restructuration est également largement identique à celle observée pour les entreprises industrielles. Dans les entreprises commerciales en restructuration, on remarquera cependant la diminution des *stocks d'approvisionnements et marchandises* et la présence proportionnellement plus importante d'*autres produits d'exploitation*, qui permettent au résultat d'exploitation de rester légèrement positif, malgré un coût des ventes et prestations systématiquement supérieur au chiffre d'affaires. Comme les entreprises industrielles, les entreprises commerciales en difficulté redressent leur situation en diminuant leurs *charges salariales*, mais d'une manière moins drastique, compte tenu de l'importance globalement très inférieure des charges de personnel dans le chiffre d'affaires.

Bien que les courbes de résultats aient globalement la même allure, l'effet de la mauvaise conjoncture de 1991-1993 est quand même sensiblement plus marqué pour les entreprises industrielles que pour les entreprises commerciales. Ces dernières parviennent, quatre ans après la restructuration, à retrouver un *résultat d'exploitation* proche de celui des entreprises qui n'ont pas connu de restructuration. L'étude du *résultat courant* et du *résultat de l'exercice* conduit à la même conclusion.

5.2. Trajectoire de liquidité, de solvabilité, de rentabilité et de valeur ajoutée des entreprises commerciales

Dans les entreprises commerciales, la *trésorerie nette* est négative, même dans les entreprises sans frais de restructuration. Dans les entreprises restructurées, la dégradation de la trésorerie nette est profonde de 1987 à 1992, mais le redressement est également assez rapide et dès 1996, les entreprises en restructuration rejoignent le niveau (toujours négatif) des entreprises sans frais de restructuration.

Durant toutes les années observées, la *rotation des stocks* des entreprises en restructuration excède largement celle des entreprises sans frais de restructuration. On observe donc un gros effort de la part des entreprises commerciales en difficulté pour réduire leurs stocks afin de faire face à la situation très délicate de leur trésorerie nette.

L'*endettement* des entreprises commerciales est globalement supérieur à celui observé dans les entreprises industrielles. Dans les entreprises commerciales sans frais de restructuration, l'endettement diminue continûment sur la période observée. Dans les entreprises en restructuration, l'endettement augmente de 1987 à 1992 et ne décroît que légèrement par la suite.

La rentabilité des entreprises commerciales en restructuration souffre moins que celle des entreprises industrielles. Cinq ans après la restructuration, la rentabilité de l'actif total et celle des fonds propres (et dans une moindre mesure celle des ventes) des entreprises commerciales en difficulté rejoint globalement celle des entreprises sans frais de restructuration, ce qui n'est guère le cas pour les entreprises industrielles, dont le redressement reste nettement plus précaire.

Au plan de la valeur ajoutée, les entreprises en restructuration sont en moyenne un peu plus grandes et affichent une légère croissance de leur valeur ajoutée sur la période étudiée (de 90 MBEF en 1987 à 98 MBEF en 1997, après un minimum de 87 MBEF en 1993), alors que les entreprises sans frais de restructuration sont en moyenne plus petites et affichent une valeur ajoutée moyenne assez stable de 1987 à 1993 (variant entre 53 et 68 MBEF), puis en croissance rapide jusqu'à la fin de la période (atteignant 84 MBEF en 1997).

Les entreprises en restructuration occupent en moyenne, sur toute la période étudiée, un *personnel* significativement supérieur. Comme dans les entreprises industrielles, la restructuration n'entraîne pas de réduction brutale de l'effectif. Toutefois, la diminution est constante et rapide sur toute la période étudiée. Dans les entreprises sans frais de restructuration, on observe en revanche une diminution beaucoup plus progressive de l'effectif.

En conséquence, dans les entreprises sans frais de restructuration, la *valeur ajoutée par personne occupée* connaît une croissance ininterrompue, de 1 658 000 BEF en 1987 à 3 008 000 BEF en 1997 (soit une augmentation totale de 81 % en

10 ans), alors que dans les entreprises en restructuration, l'augmentation est moins régulière et globalement moins forte, de 1 468 000 BEF en 1987 à 2 252 000 BEF en 1997 (soit une augmentation totale de 53 % en 10 ans). Malgré la restructuration, l'écart se creuse nettement sur les dernières années.

Comme les autres indicateurs de rentabilité, la part du *résultat ajouté dans la valeur ajoutée* des entreprises en difficulté se redresse plus rapidement que dans les entreprises industrielles.

5.3. Trajectoire des scores de prévision de faillite des entreprises commerciales

Sur toute la période étudiée, le *score de prévision de faillite à un an* des entreprises sans frais de restructuration est supérieur au score critique. En fin de période, il connaît, grâce à la forte reprise conjoncturelle, une hausse significative. Dans les entreprises en difficulté, il passe sous le score critique en 1991, l'année précédant la restructuration, et s'y maintient jusqu'en 1995, soit trois ans après la restructuration. A partir de 1996, il augmente d'une manière importante et dépasse même le score des entreprises sans frais de restructuration en 1997.

Le *score de prévision de faillite à trois ans* des entreprises sans frais de restructuration se maintient, sur toute la période, au delà du seuil critique. Celui des entreprises en restructuration se situe au-dessus du seuil critique jusqu'en 1990. A partir de 1991, il devient inférieur à ce seuil et le reste jusqu'en 1996. Ce n'est qu'en 1997 qu'il dépasse à nouveau (de justesse) le seuil critique.

Ces résultats confirment eux aussi le redressement plus significatif des entreprises commerciales en difficulté, dont le score de prévision de faillite à 3 ans parvient à dépasser le seuil critique en fin de période, ce qui n'est pas le cas des entreprises industrielles.

Comme pour les entreprises industrielles, on constate que l'impact *conjoncturel* sur les scores de prévision de faillite est faible pour les entreprises sans frais de restructuration, alors que pour les entreprises en difficulté, l'indicateur synthétique subit une chute importante suite au mouvement baissier du cycle. On observe ici aussi l'effet anticipatif *global* des modèles de scoring.

5.4. Trajectoire de restructuration des entreprises commerciales: conclusion

Comme pour les entreprises industrielles, l'étude réalisée sur les entreprises commerciales montre que des signes de difficultés apparaissent déjà plusieurs années avant la restructuration. La trésorerie de ces entreprises est faible, principalement les valeurs disponibles et les placements de trésorerie. C'est la raison pour laquelle elles doivent recourir à un endettement massif, principalement financier tant à long qu'à court terme. Leur rentabilité est, dès le début de la

période observée, significativement inférieure. La valeur ajoutée des entreprises en difficulté est globalement supérieure alors que, par personne occupée, elle est au contraire significativement inférieure et connaît également une croissance moindre.

Globalement, les entreprises commerciales résistent relativement mieux que leurs consoeurs industrielles aux effets de la récession de 1991-1993. En effet, pour elles, les années les plus difficiles sont celle de la restructuration et celle qui précède. Un redressement général s'opère par la suite, surtout en 1996.

6. Comparaison des trajectoires de restructuration des entreprises industrielles et commerciales

L'analyse qui précède montre clairement les spécificités des trajectoires de faillite des deux secteurs économiques étudiés. Rappelons que, selon notre définition, les entreprises «industrielles» sont celles dont le taux de valeur ajoutée dans la valeur de la production (= valeur ajoutée/ventes et prestations) dépasse le seuil de 25 %. Les entreprises dont le taux de valeur ajoutée est inférieur ou égal à ce seuil sont qualifiées de «commerciales», quand bien même elles auraient une activité de production.

Globalement, et conformément à la nature de leur activité, les entreprises industrielles présentent dans leur trajectoire de restructuration une «inertie» plus grande. Ainsi, les entreprises industrielles en difficulté accusent une chute plus prononcée de leurs capitaux propres, conséquence de pertes proportionnellement plus importantes, et, après la restructuration, leur rentabilité se rétablit plus difficilement. Ce phénomène est lié à la proportion plus importante de charges «fixes» (rémunérations et amortissements).

Les entreprises commerciales sont globalement plus endettées que les entreprises industrielles et leur endettement est davantage à court terme (l'année qui précède la restructuration et l'année de celle-ci, l'endettement financier à court terme des entreprises commerciales atteint 20 % du total du bilan). La trésorerie nette des entreprises commerciales est de ce fait nettement moins favorable que celle des entreprises industrielles et affiche une chute plus brutale lors de la restructuration. Elle se rétablit toutefois plus rapidement que dans les entreprises industrielles.

La rotation des stocks des entreprises commerciales en difficulté est meilleure que celle des entreprises commerciales sans frais de restructuration. Le phénomène inverse est observé pour les entreprises industrielles. Une entreprise commerciale voyant son activité se ralentir, adaptera rapidement ses achats d'approvisionnements et de marchandises, ce qui entraînera une meilleure rotation des stocks. Les entreprises industrielles seront tentées de poursuivre la production pour maintenir leur personnel au travail et utiliser l'outil, d'où un gonflement des stocks.

L'ensemble de ces phénomènes se reflète dans les scores des modèles de prévision de faillite, où l'on observe bien la plus grande difficulté des entreprises industrielles en difficulté à assurer leur redressement.

7. Analyse de l'annexe des comptes annuels, du rapport de gestion et du rapport du reviseur

Outre les données chiffrées des comptes annuels, nous avons également analysé l'information «narrative» publiée, au titre de l'exercice 1992, par les entreprises ayant, à la clôture de cet exercice, porté des frais de restructuration à l'actif. Pour ce faire, nous avons sélectionné un sous-échantillon aléatoire de 12 entreprises industrielles et 12 entreprises commerciales, soit quelque 20 % de l'échantillon global d'entreprises industrielles et commerciales en restructuration.

Pour chacune de ces entreprises, nous avons examiné l'annexe des comptes annuels (et plus particulièrement le résumé des règles d'évaluation, dont la publication est prescrite par l'article 15, al. 2 de l'A.R. du 8 octobre 1976), le rapport de gestion et le rapport du commissaire-reviseur. Outre l'information contenue dans l'annexe, il nous a en effet semblé utile d'étudier le rapport de gestion, qui, aux termes de l'article 77 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales (LCSC), doit notamment contenir «des indications sur les circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement de la société». Dans le cas d'une restructuration, une telle information s'impose de toute évidence. De même, aux termes de l'article 65 des LCSC, le rapport du commissaire-reviseur doit notamment indiquer «si les justifications indiquées dans l'annexe sont adéquates».

Tableau 2. Disponibilité des règles d'évaluation, du rapport de gestion et du rapport du commissaire-reviseur pour le sous-échantillon d'entreprises en restructuration étudiées (12 entreprises industrielles et 12 entreprises commerciales)

	Trois rapports disponibles	Règles d'évaluation et rapport du reviseur	Rapport de gestion et rapport du reviseur	Règles d'évaluation seules
Nombre d'entreprises industrielles en restructuration	7	2	2	1
% du nombre d'entreprises industrielles en restructuration	58 %	17 %	17 %	8 %
Nombre d'entreprises commerciales en restructuration	9	2	1	0
% du nombre d'entreprises commerciales en restructuration	75 %	17 %	8 %	0 %

Comme l'indique le tableau 2, un nombre significatif d'entreprises ne publie qu'une partie de l'information requise. Ainsi, seules 58 % des entreprises industrielles et 75 % des entreprises commerciales en restructuration publient l'ensemble de l'information prévue.

Le détail de l'analyse des rapports figure à l'annexe 1 pour les 12 entreprises industrielles et à l'annexe 2 pour les 12 entreprises commerciales étudiées. On en conclut globalement que l'information fournie suffit rarement à se forger une opinion quant à la nature et à la portée réelle des mesures de restructuration mises en oeuvre. En particulier, la justification requise par l'article 24, al. 3 de l'A.R. du 8 octobre 1976 fait presque toujours défaut dans l'annexe des comptes annuels. Lorsqu'il est publié, le rapport de gestion pallie quelquefois au manque d'information dans l'annexe. Le rapport du reviseur reste quant à lui le plus souvent muet quant aux carences observées dans les deux documents précités.

Ces constatations ne font que confirmer la faible pertinence de l'information narrative accompagnant les comptes annuels, déjà observée par ailleurs (DHEUR et VAN WYMEERSCH, 1992).

8. Conclusion générale

L'analyse présentée ci-dessus s'étend sur 11 ans et couvre un cycle conjoncturel complet. Elle met en lumière la réaction différenciée des entreprises aux fluctuations de l'environnement économique global. Nous analysons plus particulièrement les entreprises contraintes à une restructuration en 1992, au creux même de la récession du début des années 90.

Tant pour les entreprises industrielles que pour les entreprises commerciales, l'amorce des difficultés apparaît durant les dernières années de haute conjoncture (1988 à 1990). Il s'agit principalement d'une baisse de la rentabilité et de la trésorerie nette, entraînant un recours accru à l'endettement. Durant les années qui suivent la restructuration, des signes de redressement apparaissent. La rentabilité des entreprises restructurées s'améliore et leur endettement se résorbe progressivement. Au vu des scores de prévision de faillite à 3 ans, leur situation reste cependant précaire et une nouvelle décélération conjoncturelle pourrait leur être rapidement fatale.

Les entreprises «saines» accusent elles aussi les effets du fléchissement conjoncturel, mais elles disposent de marges de sécurité statiques (capitaux propres) et dynamiques (résultats) qui leur permettent de les surmonter.

On remarque au passage le pouvoir globalement prédictif des modèles de prévision de faillite quant aux mouvements conjoncturels.

On reste malheureusement sur sa faim quant à l'information narrative accompagnant les comptes annuels: l'annexe et le rapport de gestion, lorsqu'ils sont disponibles, apportent rarement le complément d'information permettant d'évaluer la pertinence des mesures de restructuration mises en oeuvre. Quant au rapport du commissaire-reviseur, il ne constate que tout aussi rarement les carences observées.

Bibliographie

ALDERSON, M. and BETKER, B. (1999), «Assessing post-bankruptcy performance: an analysis of reorganized firms cash flows», *Financial Management*, volume 28, no 2, summer, 68-82

ALTMAN, E. (1988), *The prediction of corporate bankruptcy: a discriminant analysis*, Garland, New York

ARGENTI, J. (1976), *Corporate collapse: the causes and symptoms*, Mc Graw-Hill, London

BESCOS, P.-L. (1990), *Le redressement d'une entreprise*, Eyrolles, Paris

BLAZY, R. (1999), «Modifications de comportement précédant la défaillance d'entreprise: l'impact des cessions d'actifs sur la relation de crédit», *Recherches économiques de Louvain*, volume 65(2), 225-275

BRILMAN, J. (1985), *Gestion de crise et redressement d'entreprises*, Ed. Hommes et Techniques, Paris

DAIGNE, J.-F. (1993), *Le redressement d'entreprise*, PUF, Paris

DAVIS, D. (1988), *How to turn round a company: a practical guide to company rescue*, Director Books, Cambridge

DHEUR, O. et VAN WYMEERSCH, C. (1992), «La pratique du rapport de gestion en Belgique», *Institut des Reviseurs d'Entreprises*, Liber Amicorum

DECLERC, M., HEINS, B. and VAN WYMEERSCH, C. (1992), «The use of value added ratios in statistical failure prediction models: some evidence on Belgian annual accounts», *Cahiers Economiques de Bruxelles*, no 135, 354-378

DECLERC, M., HEINS, B. et VAN WYMEERSCH, C. (1992), «Flux financiers et prévision de faillite: une analyse comportementale de l'entreprise», *Cahiers Economiques de Bruxelles*, no 136, 415-443

FRANKS, J. and TOROUS, W. (1989), «An empirical investigation of U.S. firms in reorganization», *Journal of Finance*, July, 747-769

GILSON, S., JOHN, K. and LANG, L. (1990), «Troubled debt restructurings: an empirical study of private reorganization of firms in default», *Journal of Financial Economics*, October, 315-354

HOTCHKISS, E. (1995), «The post-bankruptcy performance of firms emerging from Chapter 11», *Journal of Finance*, March, 3-21

HOTCHKISS, E. and MOORADIAN, R. (1997), « Vulture investors and the market for control of distressed firms», *Journal of Financial Economics*, March, 401-432

OOGHE, H. et VAN WYMEERSCH, C. (1996), *Traité d'analyse financière*, Wolters-Kluwer Belgique et Presses Universitaires de Namur, Namur

OPLER, T. and TITMAN, S. (1994), «Financial distress and corporate performance», *Journal of Finance*, July, 1015-1040

SLATTER, S. (1984), *Corporate recovery, successful turnaround strategies and their implementation*, Penguin Books, London

VAN WYMEERSCH, C. et WOLFS, A. (1996), «La «trajectoire de faillite» des entreprises: une analyse chronologique sur base des comptes annuels», *Cahiers de la Faculté des Sciences Economiques, Sociales et de Gestion*, FUNDP, Namur, no 172, 1-32

ZAVGREN, C.V. (1983), «The prediction of corporate failure: the state of the art», *Journal of Accountancy Literature*, Vol. 2, 1-38

Annexe 1. Entreprises industrielles en restructuration: analyse de l'annexe, du rapport de gestion et du rapport du reviseur (exercice 1992)

- *entreprise 1:* les règles d'évaluation mentionnent l'activation de frais de restructuration suite à un accord du Ministère de l'Emploi et du Travail, mais sans autre justification. C'est dans le rapport de gestion que l'on trouve le détail de ces frais de restructuration (licenciement collectif, prépension, statut d'entreprise en restructuration obtenu en 1992, ...). Le rapport du reviseur ne contient aucune réserve.

- *entreprise 2:* l'activation d'indemnités de licenciement et de prépension ainsi que l'effet durable de ces mesures pour la société sont évoqués dans l'annexe. Le rapport de gestion cite quant à lui la fermeture d'un site de production. Le rapport du reviseur ne contient pas de réserve.

- *entreprise 3:* les règles d'évaluation donnent le contenu (indemnités de licenciement et de rupture de contrat) et le taux d'amortissement des frais de restructuration, sans justification. Le rapport de gestion est plus explicite puisqu'il mentionne, entre autres, le nombre de personnes licenciées ainsi que les coûts qui en découlent. Le rapport du reviseur émet une réserve concernant le montant des provisions.

- *entreprise 4:* en ce qui concerne les frais de restructuration, les règles d'évaluation renvoient (sans justification) au rapport de gestion. Celui-ci évoque un plan de réorganisation incluant des licenciements. Le rapport du reviseur est sans réserve.

- *entreprise 5:* les règles d'évaluation et le rapport de gestion mentionnent (sans les justifier) la restructuration des activités et une fusion qui y est liée. Cependant, aucun de ces deux rapports ne parle explicitement de frais de restructuration, qu'il s'agisse de leur nature ou de leur montant. Le rapport du reviseur de cette société est sans réserve.

- *entreprise 6:* les règles d'évaluation sont brèves et ne font aucunement mention de frais de restructuration. Le rapport de gestion évoque, sans les chiffrer ni les justifier, des mesures visant à améliorer les résultats de l'entreprise et parmi celles-ci, des réductions d'emploi. Le reviseur émet une réserve concernant des provisions insuffisantes.

- *entreprise 7:* les frais de restructuration ne sont évoqués ni dans les règles d'évaluation ni dans le rapport de gestion. Le rapport du reviseur comporte quant à lui de multiples réserves (manque de provisions, de réductions de valeur, ...).

- *entreprise 8:* les règles d'évaluation mentionnent les frais de restructuration ainsi que leur nature (travaux d'étude visant l'amélioration de la situation

financière de l'entreprise). Le rapport de gestion n'est pas présent et le rapport du reviseur est sans réserve.

- *entreprise 9:* les règles d'évaluation n'évoquent pas de frais de restructuration. Par contre, elles font mention d'indemnités de pension et d'assurance-groupe qui donnent à penser qu'elles ont un lien avec une restructuration. Le rapport du reviseur émet plusieurs réserves concernant en particulier le contenu des comptes annuels et du rapport de gestion (non déposé).

- *entreprise 10:* le rapport de gestion mentionne que des charges de prépension ont été activées. Il évoque aussi les mesures prises pour remédier à la baisse d'activité rencontrée par l'entreprise (chômage économique, prospection accentuée, ...). Il souligne également que la société a introduit une demande en reconnaissance d'entreprise en restructuration en 1993. Les règles d'évaluation ne sont pas présentes et le rapport du reviseur est sans réserve.

- *entreprise 11:* le rapport de gestion ne cite aucun plan ni frais de restructuration, seulement une assemblée générale extraordinaire tenue le 30 décembre 1992 suite à laquelle des pourparlers ont été engagés avec d'autres sociétés. Ce commentaire suggère bien que l'entreprise connaît des difficultés. Les règles d'évaluation ne sont pas présentes et le rapport du reviseur est sans réserve.

- *entreprise 12:* les documents publiés ne contiennent que les règles d'évaluation. Celles-ci sont assez réduites et ne contiennent aucun commentaire relatif aux frais de restructuration.

Annexe 2. Entreprises commerciales en restructuration: analyse de l'annexe, du rapport de gestion et du rapport du reviseur (exercice 1992)

- *entreprise 1:* les règles d'évaluation mentionnent des frais de restructuration. Ceux-ci comportent des frais de prépension, l'entreprise ayant par ailleurs obtenu le statut d'entreprise en restructuration. Le rapport de gestion donne la même information. Les comptes annuels sont attestés par le reviseur, sans réserve en cas de continuité de l'entreprise.

- *entreprise 2:* les règles d'évaluation rapportent sans les justifier l'activation de frais de restructuration comprenant des coûts de licenciement et de prépension. Le rapport de gestion est incomplet. Le rapport du reviseur, qui est sans réserve, revient également sur l'activation de frais de restructuration.

- *entreprise 3:* les règles d'évaluation mentionnent sans les justifier le montant des frais de restructuration mais pas leur nature. Le rapport de gestion n'est pas plus explicite à ce sujet. Le rapport du reviseur est sans réserve.

- *entreprise 4:* les règles d'évaluation mentionnent le contenu (mais pas le montant) des frais de restructuration. Le rapport de gestion cite des mesures concrètes (licenciements ...) composant le plan de restructuration. Le reviseur émet une réserve quant au montant des provisions.

- *entreprise 5:* les règles d'évaluation sont très générales et n'évoquent que le rythme d'amortissement des frais de restructuration. Le rapport de gestion ne fait aucunement mention d'une quelconque restructuration. Le rapport du reviseur est sans réserve.

- *entreprise 6:* les règles d'évaluation sont assez semblables à celles de l'entreprise précédente. Par contre, le rapport de gestion envisage un plan de réorganisation. Celui-ci est complet en ce qui concerne la réorganisation des activités de l'entreprise mais ne mentionne pas d'éventuelles mesures sociales. Le rapport du reviseur est sans réserve.

- *entreprise 7:* les règles d'évaluation mentionnent, sans autre précision, l'activation de frais de restructuration et leur montant. Le rapport de gestion donne les mesures prises dans ce cadre. Le rapport du reviseur mentionne le montant, le rythme d'amortissement et la nature des frais de restructuration. Il contient plusieurs réserves.

- *entreprise 8:* les règles d'évaluation rapportent que l'entreprise n'a pas porté de frais de restructuration à l'actif de son bilan (!). Le rapport de gestion est muet sur ce sujet et le reviseur émet une réserve en ce qui concerne les participations.

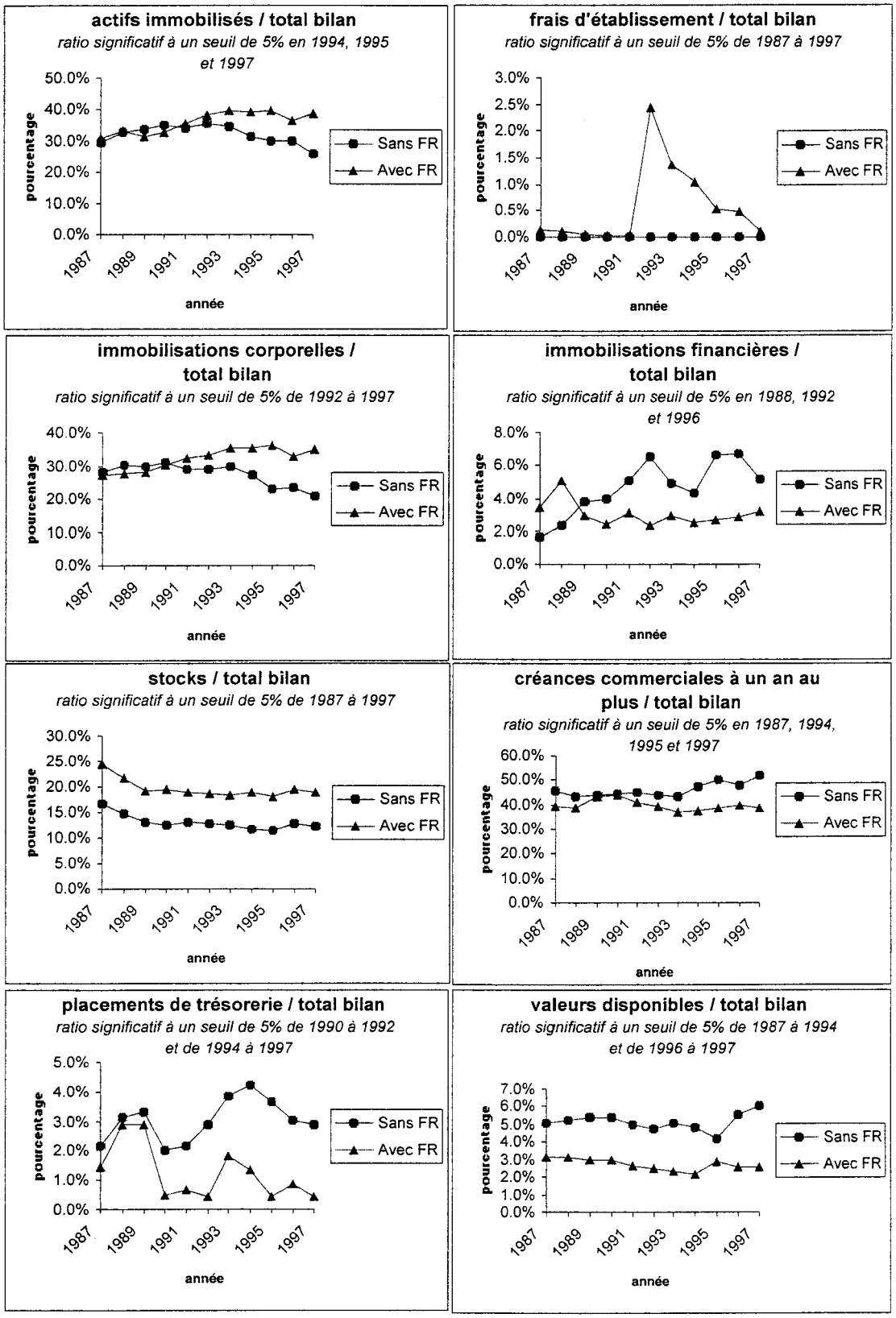
- *entreprise 9:* les règles d'évaluation évoquent seulement le fait que des coûts de restructuration peuvent être activés et amortis. Le rapport de gestion ne contient aucune mention d'une restructuration. Par contre, il envisage le rachat de deux entreprises. Le rapport du reviseur est sans réserve.

- *entreprise 10:* les règles d'évaluation mentionnent une réorganisation qui s'accompagne de plusieurs licenciements et dont les coûts sont activés au titre de frais de restructuration. Le rapport de gestion n'est pas présent et le rapport du reviseur est sans réserve.

- *entreprise 11:* les règles d'évaluation ne mentionnent pas de frais de restructuration. Le rapport de gestion n'est pas présent et le rapport du reviseur est sans réserve.

- *entreprise 12:* les règles d'évaluation sont absentes. Le rapport de gestion est relativement complet en ce qui concerne la restructuration: il y est en effet question d'un «management de crise» (licenciements, ...) et de l'activation des frais qui y sont liés. Le reviseur atteste les comptes sans réserve.

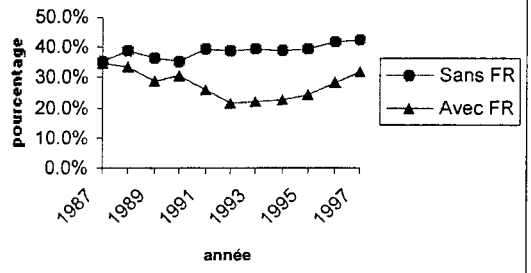
Graphiques 1.1. Entreprises industrielles - actif



Graphiques 1.2. Entreprises industrielles - passif

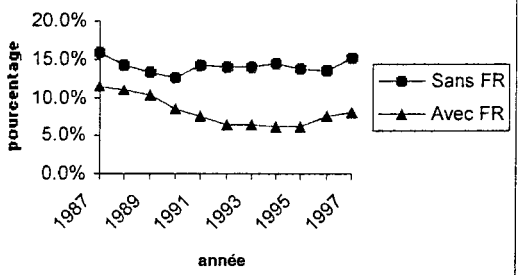
capitaux propres / total bilan

ratio significatif à un seuil de 5% de 1989 à 1996



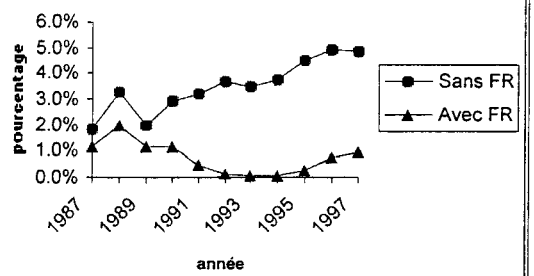
réserves / total bilan

ratio significatif à un seuil de 5% de 1991 à 1997



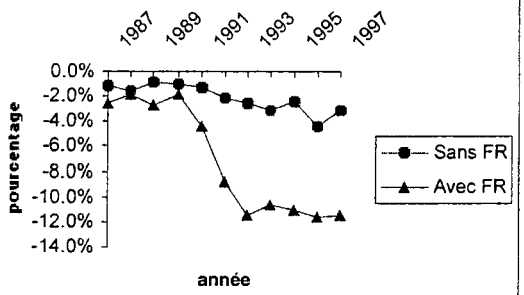
bénéfice reporté / total bilan

ratio significatif à un seuil de 5% de 1990 à 1997



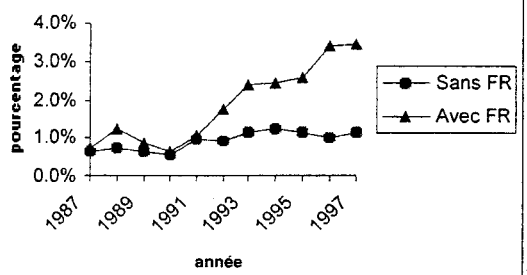
perte reportée / total bilan

ratio significatif à un seuil de 5% en 1989 et de 1991 à 1997



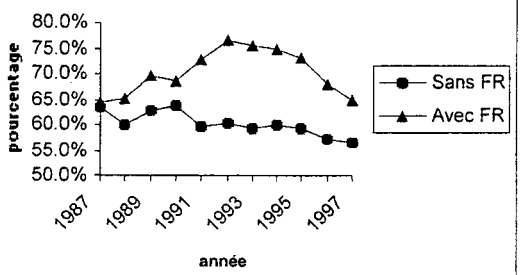
provisions / total bilan

ratio significatif à un seuil de 5% de 1992 à 1997



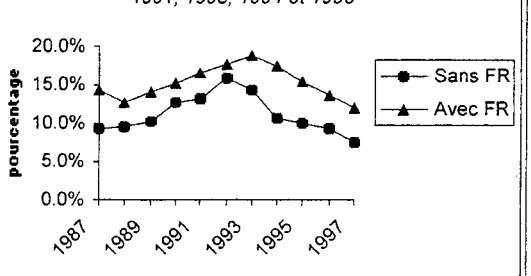
dettes / total bilan

ratio significatif à un seuil de 5% en 1989 et de 1991 à 1995



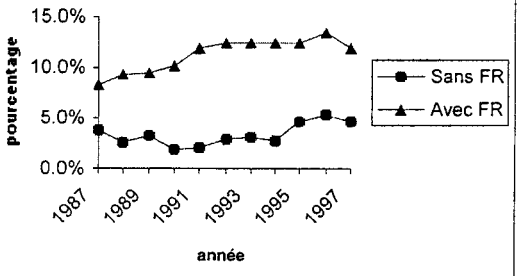
dettes financières à plus d'un an / total bilan

ratio significatif à un seuil de 5% en 1987, 1989, 1991, 1993, 1994 et 1995

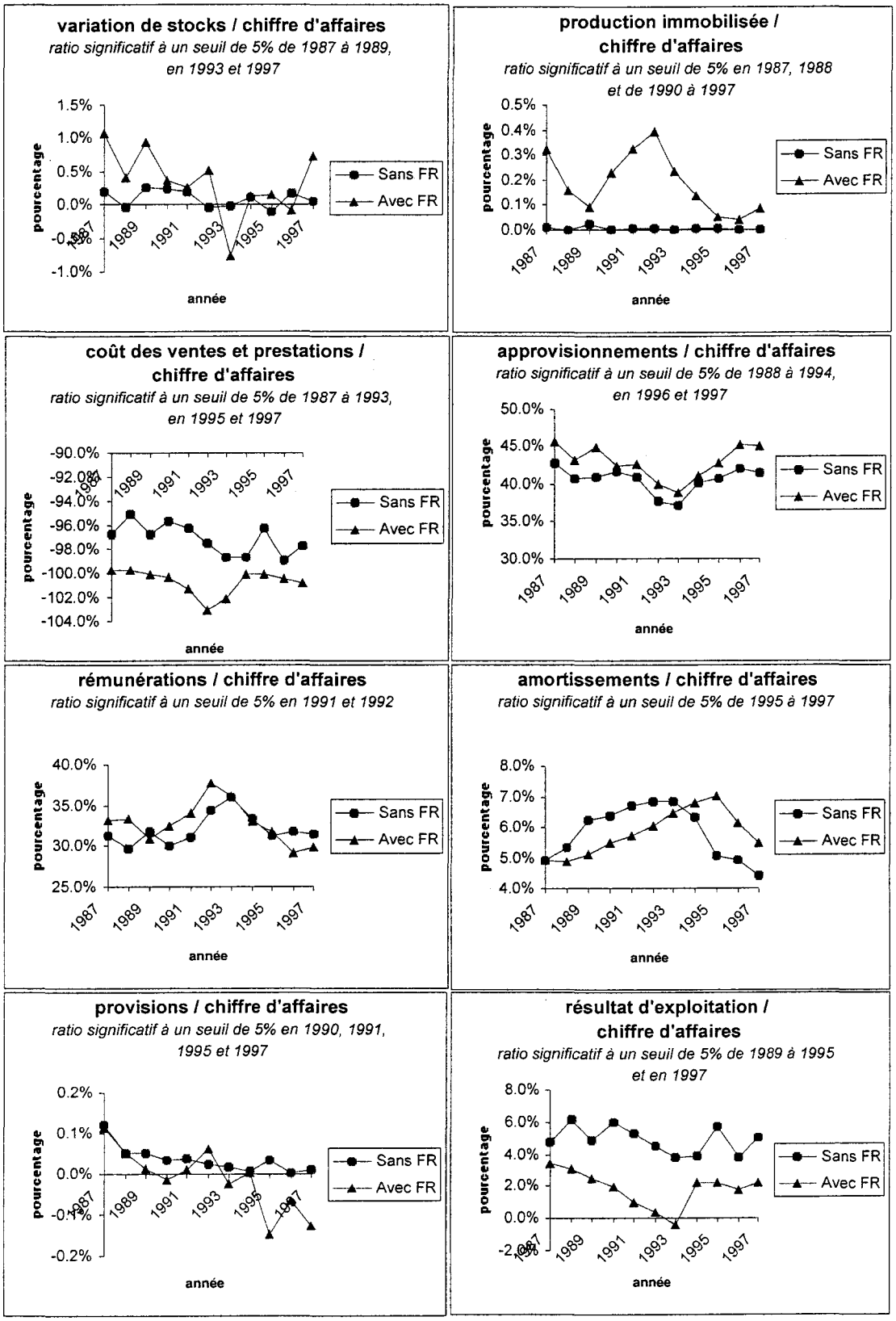


dettes financières à un an au plus / total bilan

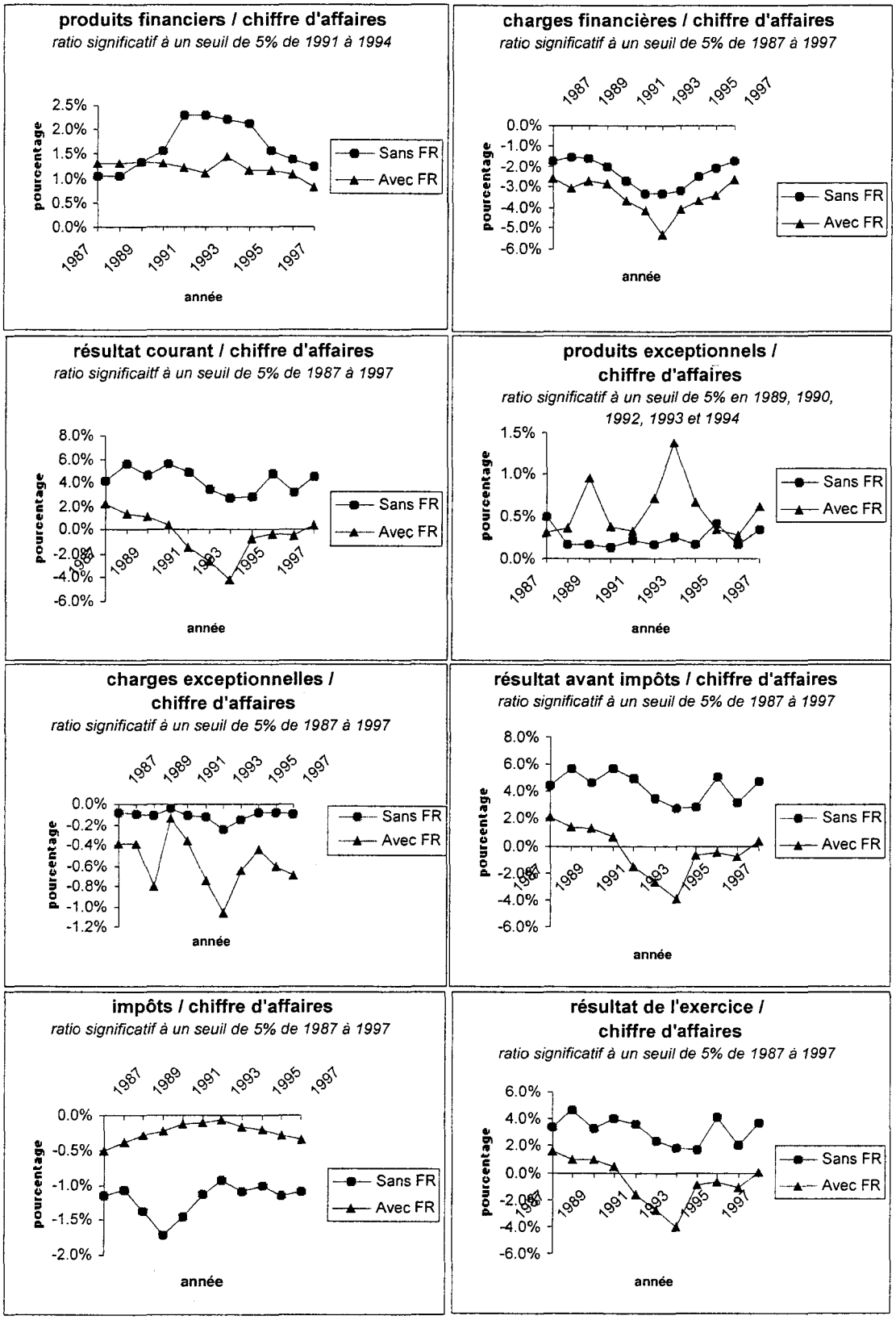
ratio significatif à un seuil de 5% de 1987 à 1997



Graphiques 1.3. Entreprises industrielles - compte de résultats



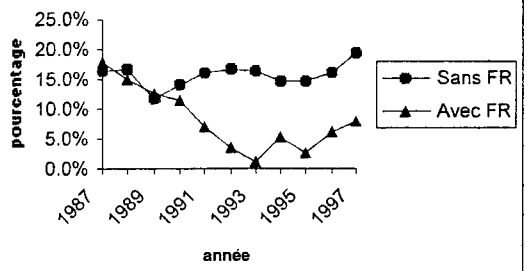
Graphiques 1.3. Entreprises industrielles - compte de résultats (suite)



Graphiques 1.4. Entreprises industrielles - ratios

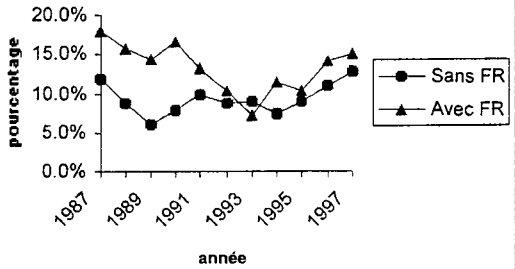
fonds de roulement net / total bilan

ratio significatif à un seuil de 5% de 1991 à 1997



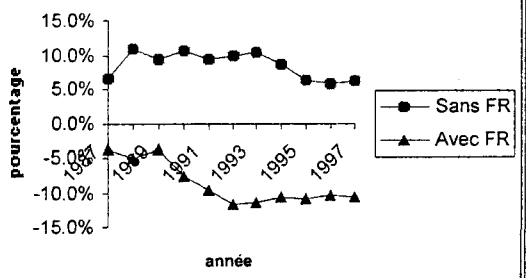
besoin en fonds de roulement / total bilan

ratio significatif à un seuil de 5% de 1988 à 1990



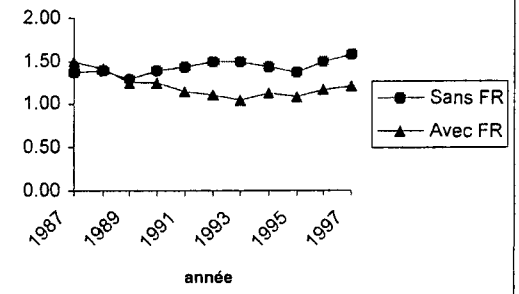
trésorerie nette / actifs circulants restreints

ratio significatif à un seuil de 5% de 1987 à 1997



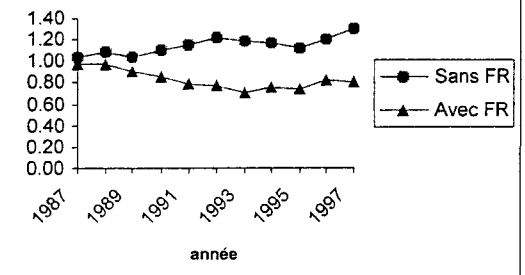
liquidité au sens large

ratio significatif à un seuil de 5% de 1990 à 1997



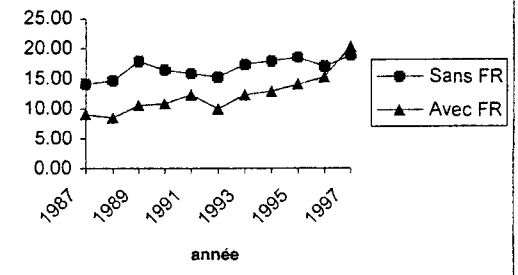
liquidité au sens strict

ratio significatif à un seuil de 5% de 1989 à 1997



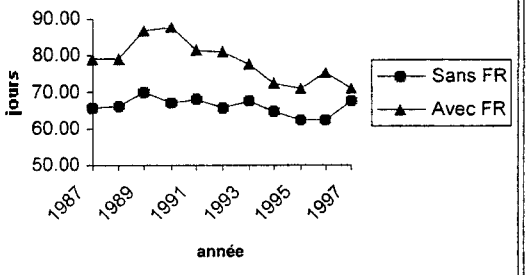
rotation des stocks

ratio significatif à un seuil de 5% de 1987 à 1990, en 1992 et 1994



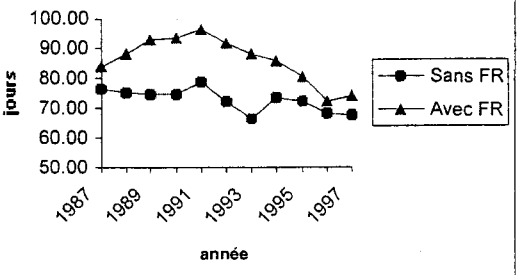
délai de paiement des clients

ratio significatif à un seuil de 5% en 1987, de 1989 à 1993 et en 1996



délai de paiement des fournisseurs

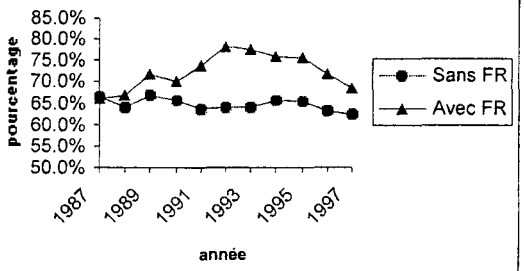
ratio significatif à un seuil de 5% de 1989 à 1994



Graphiques 1.4. Entreprises industrielles - ratios (suite)

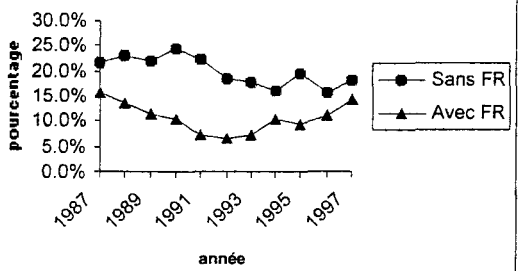
ratio d'endettement

ratio significatif à un seuil de 5% en 1989 et de 1991 à 1996



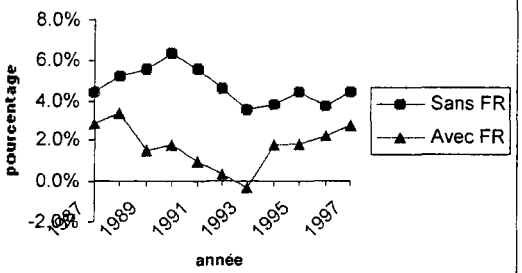
cash flow / fonds de tiers

ratio significatif à un seuil de 5% de 1987 à 1996



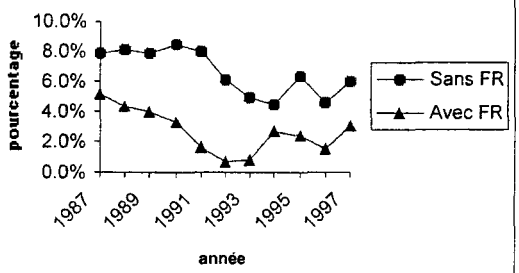
rentabilité des ventes

ratio significatif à un seuil de 5% de 1989 à 1995 et en 1997



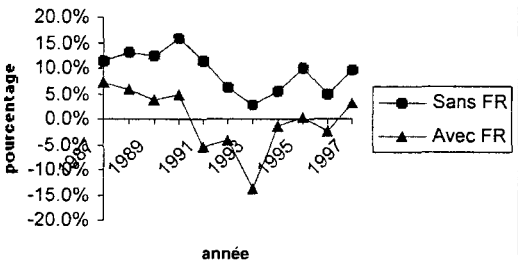
rentabilité de l'actif total

ratio significatif à un seuil de 5% de 1987 à 1997



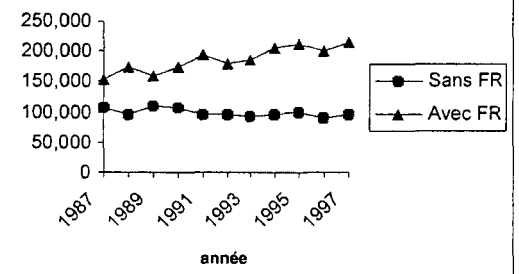
rentabilité des fonds propres

ratio significatif à un seuil de 5% de 1987 à 1997



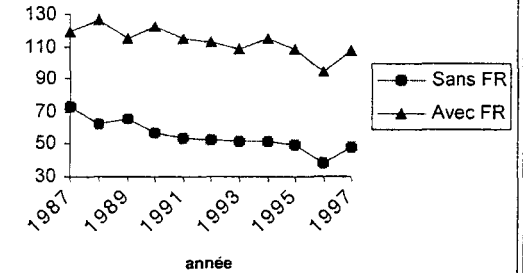
valeur ajoutée brute

significatif à un seuil de 5% en 1988 et de 1990 à 1997



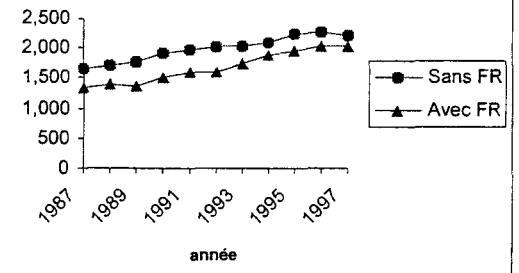
personnes occupées

significatif à un seuil de 5% de 1987 à 1997



valeur ajoutée / personnes occupées

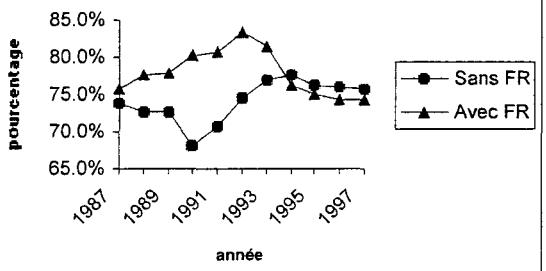
ratio significatif à un seuil de 5% de 1987 à 1993 et en 1995



Graphiques 1.4. Entreprises industrielles - ratios (fin)

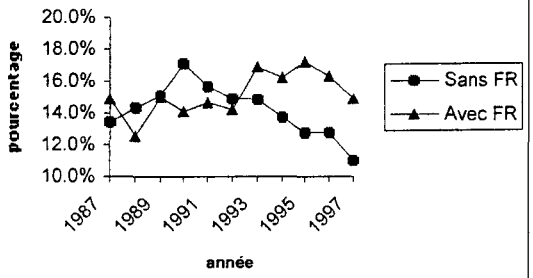
frais de personnel / valeur ajoutée

ratio significatif à un seuil de 5% de 1987 à 1993



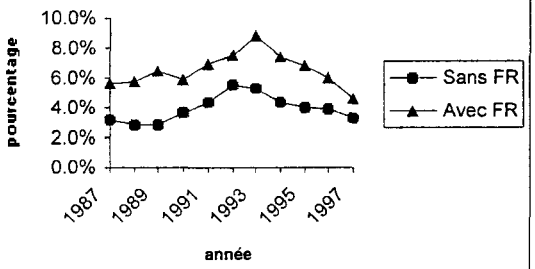
amortissements / valeur ajoutée

ratio significatif à un seuil de 5% de 1994 à 1997



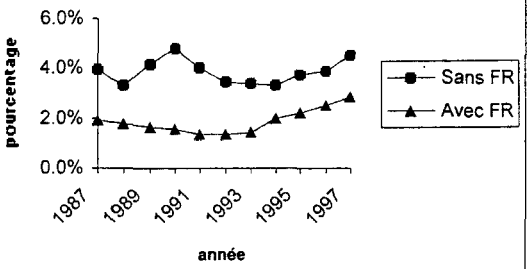
charges financières / valeur ajoutée

ratio significatif à un seuil de 5% de 1987 à 1997



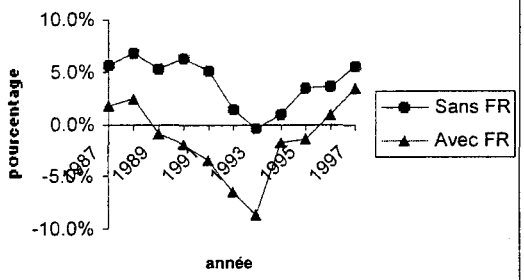
charges fiscales / valeur ajoutée

ratio significatif à un seuil de 5% en 1987, 1989 et de 1990 à 1997



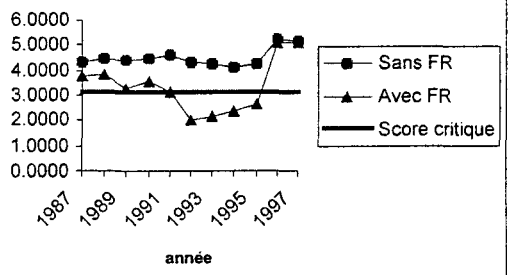
résultat ajouté / valeur ajoutée

ratio significatif à un seuil de 5% de 1987 à 1993 et en 1995



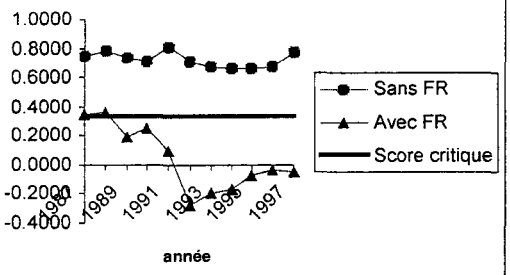
Score 1 an

significatif à un seuil de 5% de 1987 à 1995



Score 3 ans

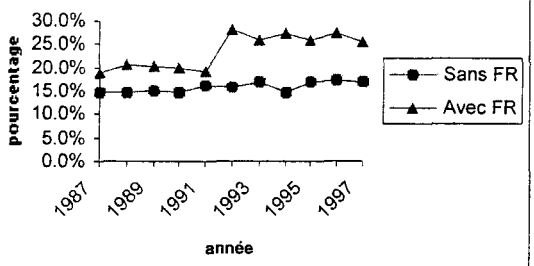
significatif à un seuil de 5% de 1987 à 1997



Graphiques 2.1. Entreprises commerciales - actif

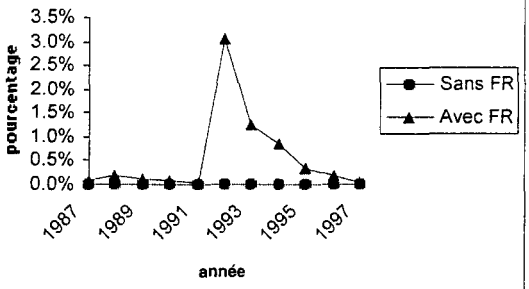
actifs immobilisés / total bilan

ratio significatif à un seuil de 5% de 1988 à 1990 et de 1992 à 1997



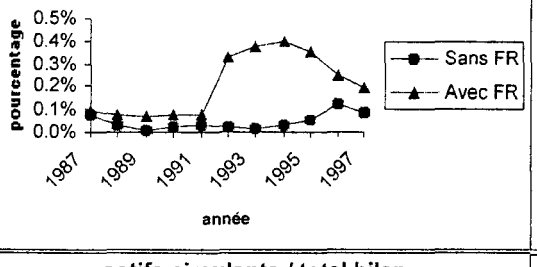
frais d'établissement / total bilan

ratio significatif à un seuil de 5% de 1989 à 1997



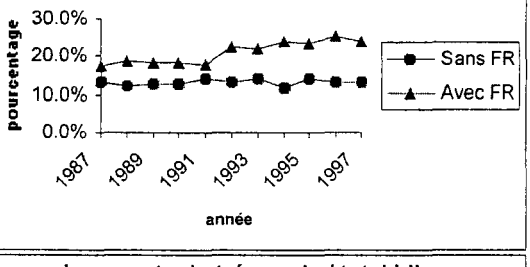
immobilisations incorporelles / total bilan

ratio significatif à un seuil de 5% en 1989 et de 1992 à 1995



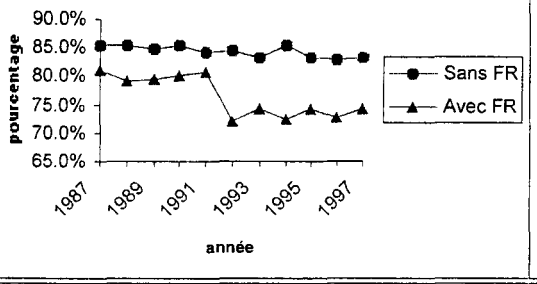
immobilisations corporelles / total bilan

ratio significatif à un seuil de 5% de 1988 à 1990 et de 1992 à 1997



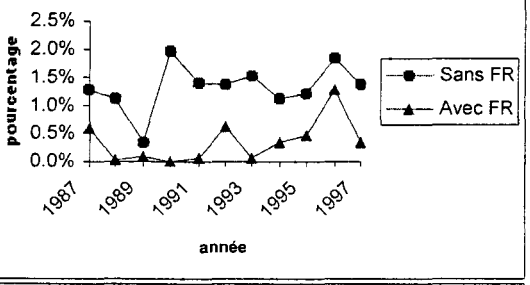
actifs circulants / total bilan

ratio significatif à un seuil de 5% de 1988 à 1990 et de 1992 à 1997



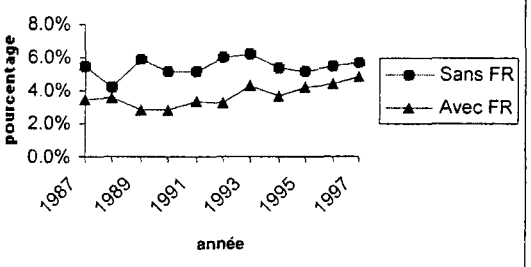
placements de trésorerie / total bilan

ratio significatif à un seuil de 5% en 1988, 1990, 1991, 1993, 1994 et 1997



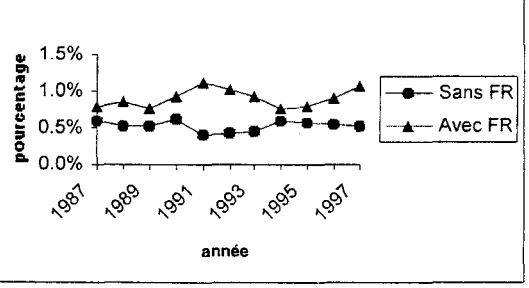
valeurs disponibles / total bilan

ratio significatif à un seuil de 5% en 1987, 1989, 1990, 1991, 1992 et 1994

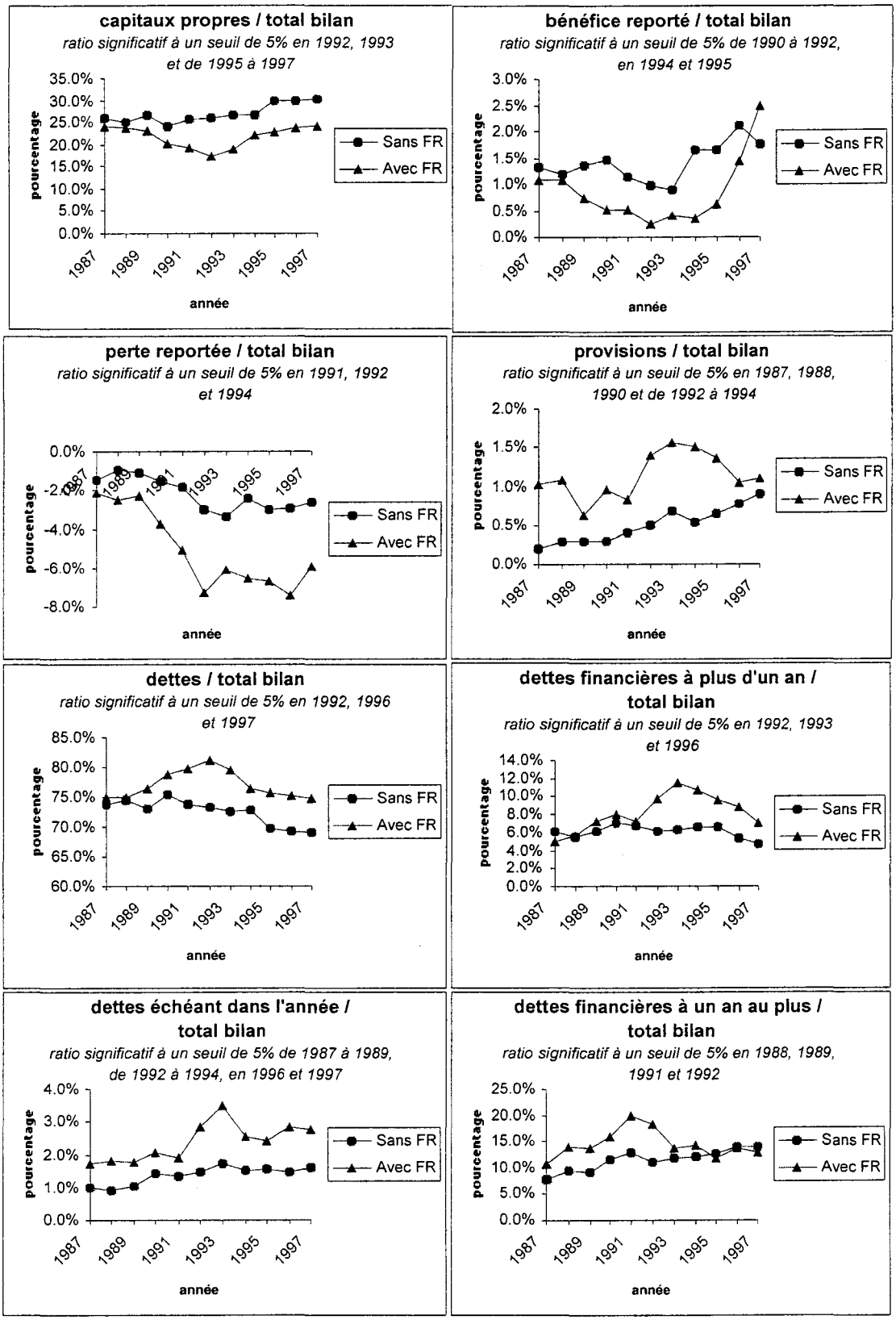


comptes de régularisation actif / total bilan

ratio significatif à un seuil de 5% en 1988, 1989, 1991, 1992, 1993, 1996 et 1997



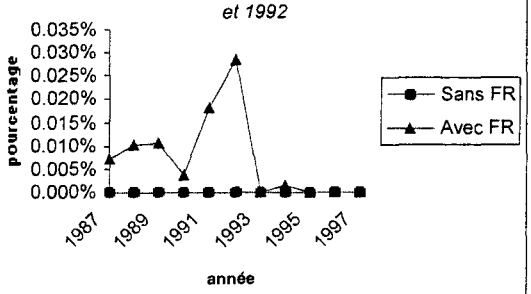
Graphiques 2.2. Entreprises commerciales - passif



Graphiques 2.3. Entreprises commerciales - compte de résultats

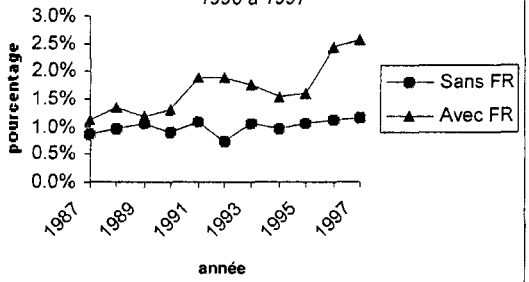
production immobilisée / chiffre d'affaires

ratio significatif à un seuil de 5% en 1989, 1991 et 1992



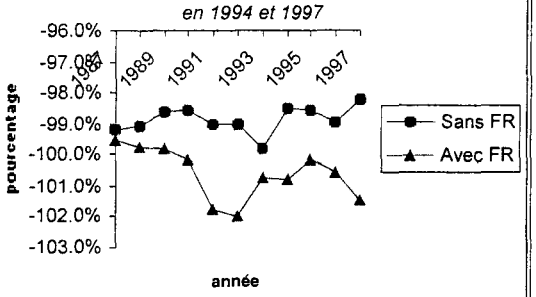
autres produits d'exploitation / chiffre d'affaires

ratio significatif à un seuil de 5% en 1988 et de 1990 à 1997



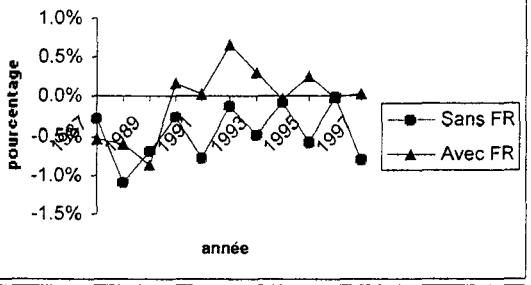
coûts des ventes et prestations / chiffre d'affaires

ratio significatif à un seuil de 5% de 1989 à 1992, en 1994 et 1997



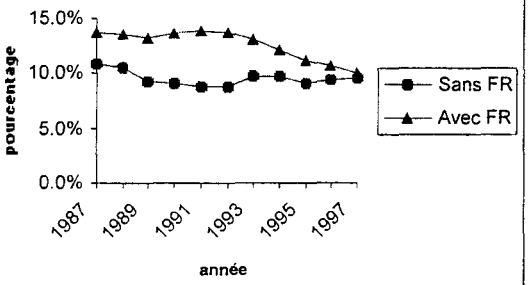
variation de stock d'approv. et march./ chiffre d'affaires

ratio sgnificatif à un seuil de 5% de 1991 à 1993, en 1995 et 1997



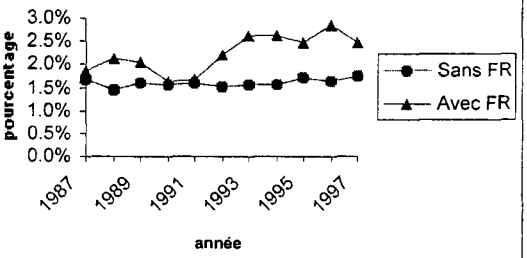
rémunérations / chiffre d'affaires

ratio significatif à un seuil de 5% de 1988 à 1995



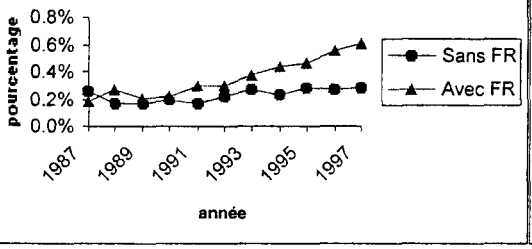
amortissements / chiffre d'affaires

ratio significatif à un seuil de 5% en 1988 et de 1992 à 1997



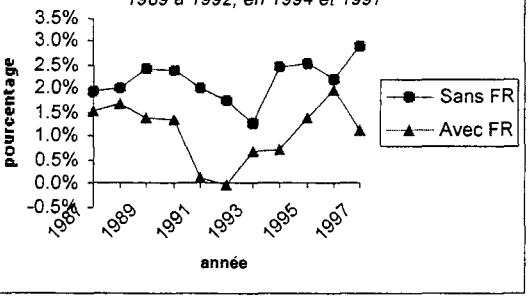
autres charges d'exploitation / chiffre d'affaires

ratio significaitf à un seuil de 5% en 1988, 1991 et de 1994 à 1997

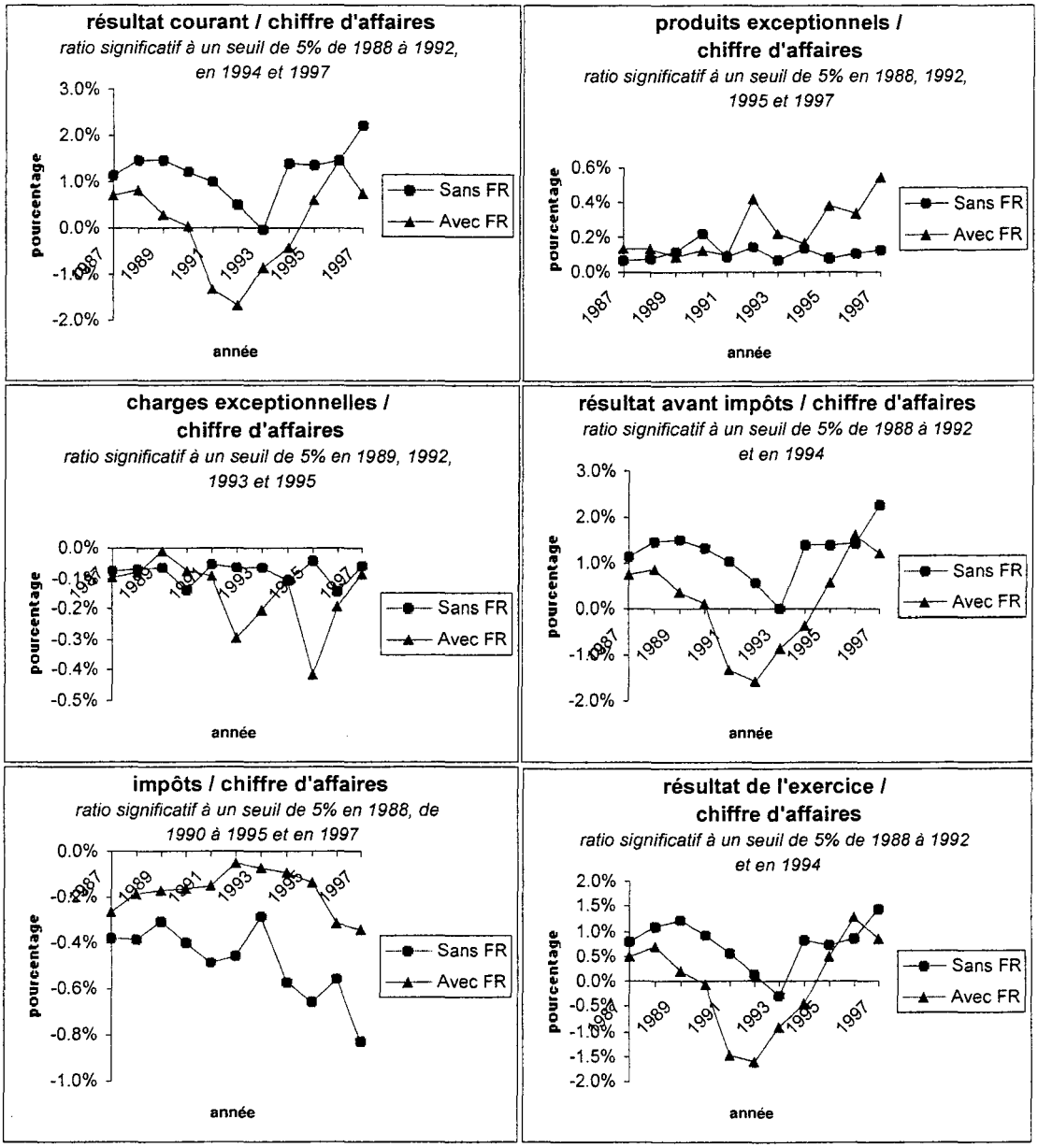


résultat d'exploitation / chiffre d'affaires

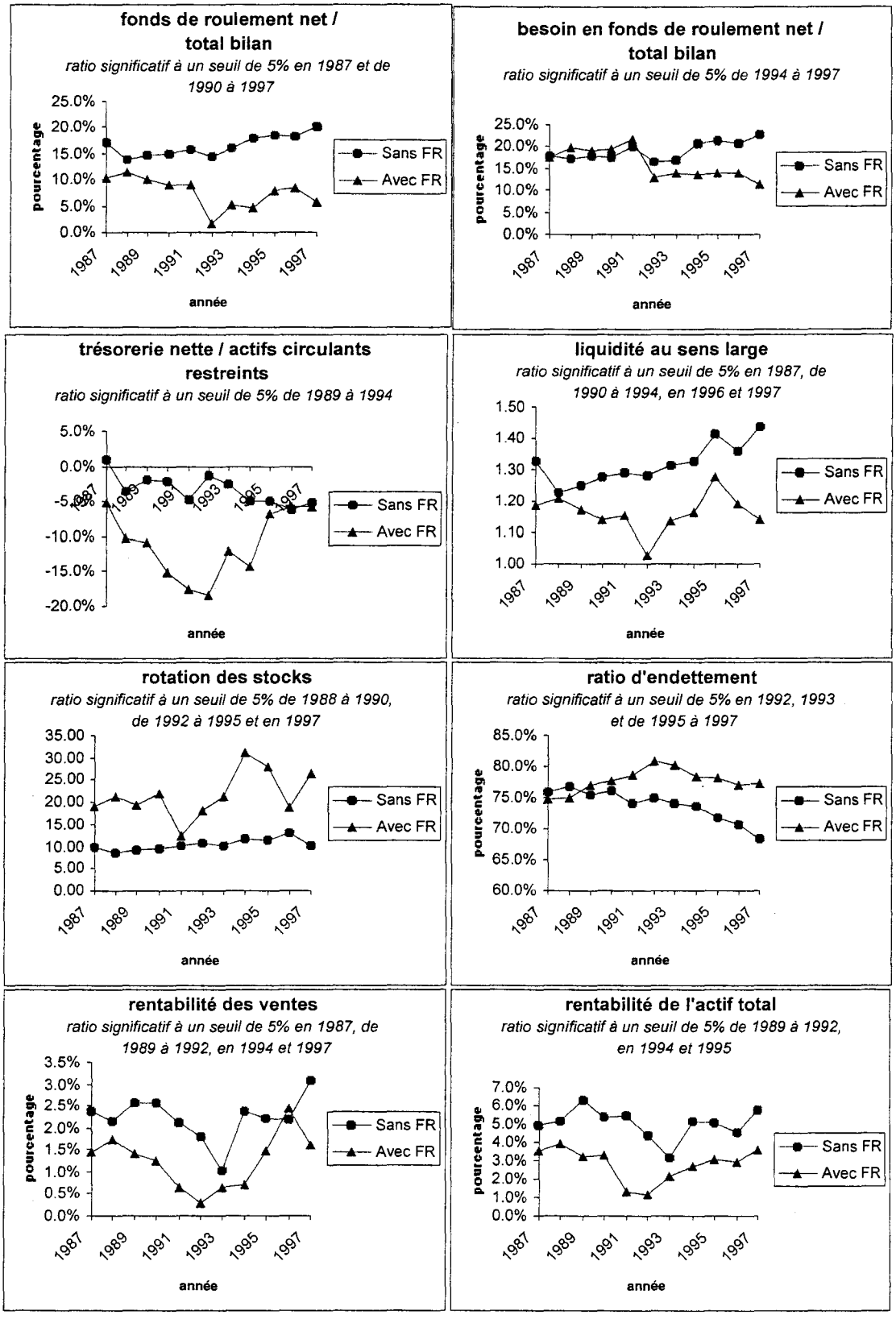
ratio significatif à un seuil de 5% en 1987, de 1989 à 1992, en 1994 et 1997



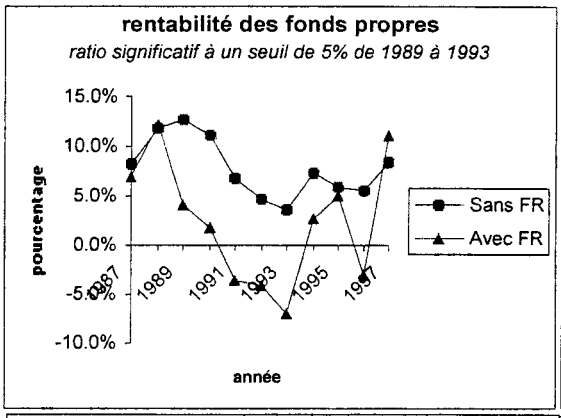
Graphiques 2.3. Entreprises commerciales - compte de résultats (suite)

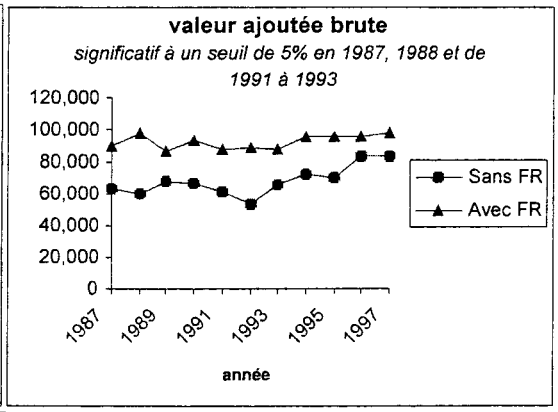


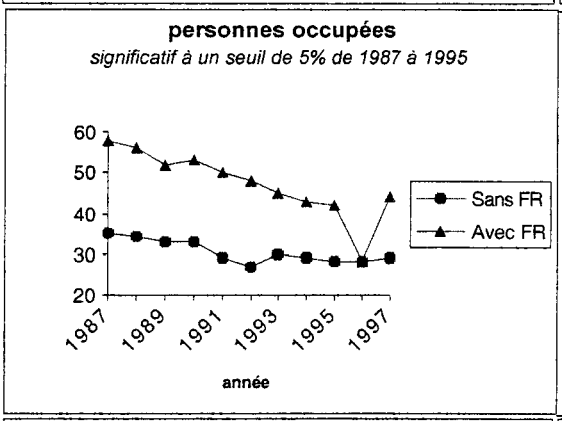
Graphiques 2.4. Entreprises commerciales - ratios

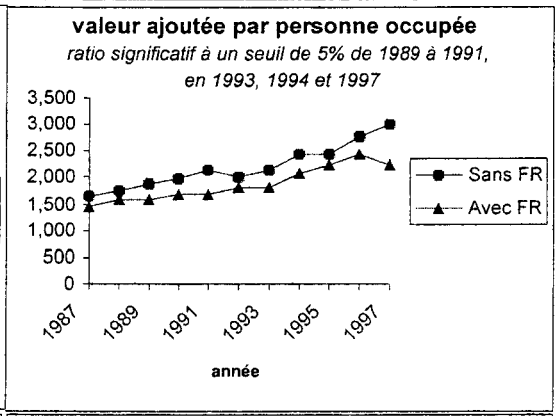


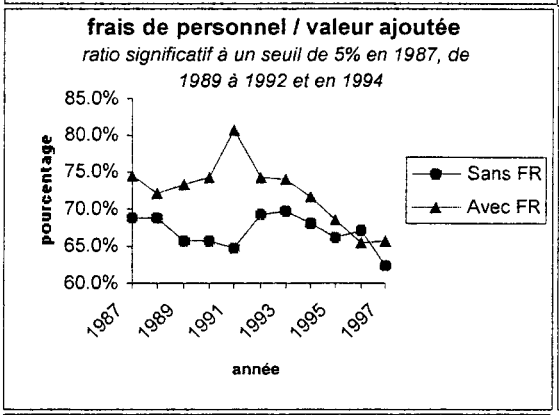
Graphiques 2.4. Entreprises commerciales - ratios (suite)

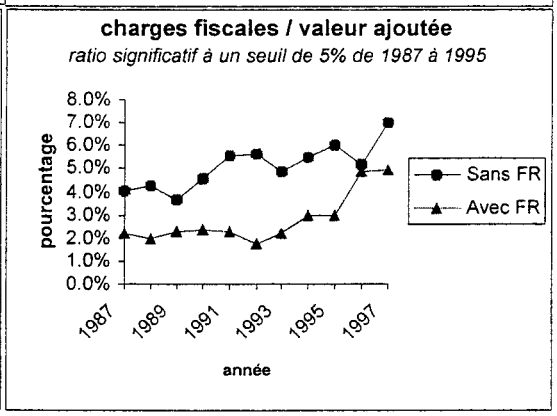


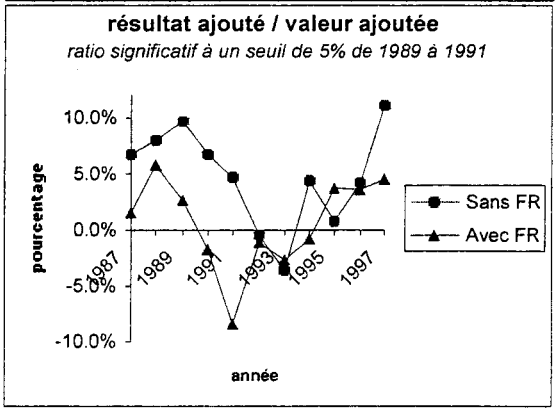




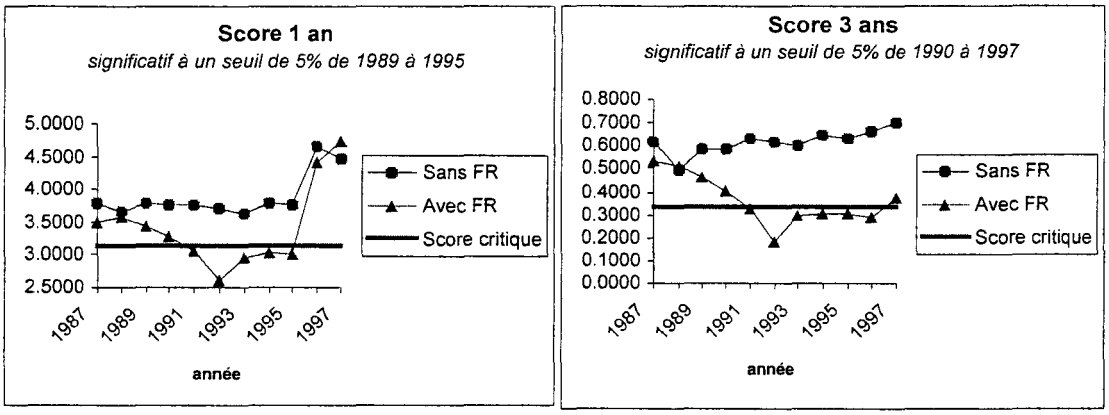








Graphiques 2.4. Entreprises commerciales - ratios (fin)



Enkele boekhoudrechtelijke aspecten bij de certificatie van aandelen

Jan Verhoeye,
Accountant De Deyne, Verhoeye Accountants en Belastingconsulenten, Lid Commisie voor boekhoudkundige normen, Fiscaal redacteur Financieel Economische Tijd

Door de wet van 15 juli 1988 is in België het wettelijke kader geschapen voor de certificatie van effecten uitgegeven door handelsvennootschappen (*B.S.*, 05.09.1998). Dit systeem is ingebouwd in de huidige Vennootschappenwet voor naamloze vennootschappen in art. 43bis Venn.W. en voor de besloten vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid in art. 124ter Venn.W.

Meteen is naast het intussen klassiek geworden Nederlands administratiekantoor ook binnen België een kader geschapen om met de techniek van certificaten het bestuur te verankeren los van de patrimoniale rechten op de aandelen in een vennootschap. Maar certificatie biedt ook mogelijkheden naar financiering toe. Zo kan een onderneming die reeds aandelen bezit, certificaten uitgeven voor de aandelen die zij bezit met het oog op de (her)financiering van de aandelen. Art. 43bis, § 1, eerste lid Venn.W. vermeldt immers expliciet dat de certificaten kunnen uitgegeven worden «al of niet met medewerking van de vennootschap» die de aandelen uitgaf. Daarnaast moet de certificatie niet beperkt worden tot aandelen. De wet heeft het over «certificatie van effecten». Het moet dus niet louter beperkt blijven tot aandelen. Zo komen ook obligaties en warrants voor certifiëring in aanmerking.

Of deze structuur evenwaardig moet genoemd worden met het opzetten van een commanditaire vennootschap op aandelen die vaak evenzeer tot doel heeft het beleid te verankeren, valt af te wachten. Maar opvallend daarbij is dat de wet een bijzondere vorm van royeerbaarheid nastreeft. Niettegenstaande enige andersluidende bepaling kan de houder van certificaten op ieder tijdstip de omwisseling verkrijgen indien de emittent zijn verplichtingen jegens hem niet nakomt of zijn belangen op ernstige wijze worden verwaarloosd (art. 43bis, § 1, laatste lid Venn.W.). Bij een commanditaire vennootschap op aandelen is de verankering van de gecommanditeerde vennoot sterker. Indien een bod op de aandelen zou komen, lijkt het voor een emittent moeilijker daar "nee" op te zeggen dan voor de gecommanditeerde vennoot.

Deze nieuwe wetgeving bevat naast een aantal typisch vennootschapsrechtelijke artikelen ook fiscale bepalingen die het mogelijk moeten maken de certifiëring fiscaal transparant te maken. Maar specifieke boekhoudkundige regels zijn in de wet niet opgenomen (1).

(1) Deze bijdrage is een persoonlijk standpunt van de auteur. Zij is mede gebaseerd op het .../...

1. Boekhoudrechtelijke problematiek

Binnen de boekhoudrechtelijke behandeling dienen een aantal aspecten bekeken te worden binnen het huidige K.B. van 08.10.1976. Uiteraard kan een certifiëring slechts een invloed hebben op de jaarrekening in zover de onderneming die er mee geconfronteerd wordt, onderworpen is aan de Boekhoudwet. Maar in tal van gevallen zal dit het geval zijn.

Zo kunnen volgende gevallen onderscheiden worden.

— Een onderneming kan certificaten ontvangen in ruil voor de aandelen die ze vooraf bezat.
— Maar een onderneming kan evengoed certificaten ontvangen voor effecten die ze reeds bezat. Deze vorm van certificatie zal, zoals reeds gezegd, niet zelden gekozen worden als financieringstechniek.
— Maar een onderneming kan ook loutere certificaten kopen.

De meest cruciale vragen die op boekhoudrechtelijk vlak moeten opgelost worden, zijn deze die betrekking hebben op het al dan niet realiseren van de effecten bij certifiëring. Als een onderneming, onderworpen aan het boekhoudbesluit van 08.10.1976, aandelen vervangt door certificaten, is er dan realisatie van die effecten? Omgekeerd, als een aandeelhouder voor de aandelen, certificaten uitgeeft, realiseert hij dan (definitief) de aandelen?

Bijkomend moet een antwoord gegeven worden op de vraag hoe de inkomsten van de aandelen door de emittent dienen geboekt te worden. De wet bepaalt immers als regel dat (behoudens andersluidende bepaling) de emittent van certificaten die betrekking hebben op aandelen of winstbewijzen onmiddellijk en na aftrek van eventuele kosten, aan de houder van certificaten de dividenden betaalbaar stelt, de eventuele opbrengst van de warrant en het overschot na vereffening die eventueel door de vennootschap worden uitgekeerd, alsook alle bedragen die voortkomen uit de vermindering of de aflossing van het kapitaal (art. 43bis, vierde lid Venn.W.).

Naast deze twee aspecten zijn er ontegensprekelijk nog andere vragen op boekhoudrechtelijk vlak rond de nieuwe certifiëringswet. Wij beperken ons in deze bijdrage evenwel tot deze twee. Wij willen ons ook beperken tot het enkel behandelen van deze problematiek tot aandelen van handelsvennootschappen.

.../...
ontwerpadvies Certificatie van aandelen dat als draft in de vergadering van de Commissie voor Boekhoudkundige Normen op 13.09.2000 werd goedgekeurd. Maar de bijdrage moet beschouwd worden als een persoonlijk standpunt. Niet als de interpretatie van dit ontwerpadvies. Dit ontwerpadvies werd trouwens voorbereid in een werkgroep waar Henri OLIVIER deel van uitmaakt.

2. Worden de effecten bij certifiëring gerealiseerd?

Hier zijn twee situaties denkbaar. Een aandeelhouder ruilt zijn aandelen in voor certificaten. Maar, zoals reeds gesteld, kan een emittent die de certificaten bezat, certificaten uitgeven. Bij beide situaties is de vraag of de vroegere aandeelhouder (eerste geval) al zijn rechten behoudt en of de aandeelhouder die certificaten uitgeeft (tweede geval) de effecten realiseert.

Deze vraag is bijzonder omdat in het eerste geval de juridische eigendom van de effecten wijzigt. De vroegere eigenaar verliest de juridische eigendom van zijn aandelen. Hij krijgt er certificaten voor in de plaats. In het tweede geval behoudt de emittent de juridische eigendom van de aandelen. In het eerste geval zou dus in een enge benadering kunnen gesteld worden dat er inderdaad realisatie is van de aandelen en in het tweede geval juist niet.

Deze benadering is echter niet aangewezen. Het past hier te kijken naar de economische realiteit van een en ander. Cruciale vraag is of er boekhoudkundige realisatie is van een actiefbestanddeel. Dat is er als de risico's en voordelen van dit actief definitief zijn overgedragen aan een derde. De datum van de juridische eigendomsoverdracht is bij deze benadering niet doorslaggevend. Enige gelijkenis met de boekhoudrechtelijke behandeling van leasing in het boekhoudbesluit van 08.10.1976 is hier op haar plaats. Als een leasingoperatie een puur financiële transactie is resulteert een en ander in een boekhoudrechtelijke "full pay out" lease. In dat geval zal de lessee het geleasde goed opnemen op zijn balans en zal de lessor dat als gerealiseerd beschouwen. Los van de juridische werkelijkheid (het geleasde goed blijft juridisch eigendom van de lessor) wordt bij de boekhoudrechtelijke behandeling gekozen voor de economische realiteit (2).

De vraag is of bij een certifiëring dezelfde weg kan gekozen worden. Op de verwijzing naar leasing na is op dit ogenblik in het Belgisch boekhoudrecht geen bepaling ingeschreven om economische eigendom anders te behandelen dan juridische eigendom. Deze hele problematiek verwijst naar de "derecognition" van een financieel actief. Dat is recent behandeld in IAS 39 (3), § 35 tot 43. Deze norm omschrijft in welke gevallen een onderneming over moet gaan op het uitboeken van een financieel actief. De verwijzing naar IAS is gepast gezien de Europese Commissie het principsbesluit nam om vanaf 2005 de geconsolideerde jaarrekening op te maken volgens IAS-regels (4). Dat dit ook een invloed zal hebben op de enkelvoudige jaarrekening, hoeft niet betwijfeld te worden.

(2) Zie in dit verband Advies C.B.N. 169/1, Bull. C.B.N., nr. 33, p. 3.
(3) International Accounting Standards (IAS). Financial Instruments: Recognition and Measurement; Derecognition of a Financial Asset; van toepassing op boekjaren die starten vanaf 01.01.2001.
(4) Weliswaar Europees "gescreend".

IAS 39, § 35 stelt: "An enterprise should derecognise a financial asset or a portion of a financial asset when, and only when, the enterprise loses control of the contractual rights that compromise the financial asset (or a portion of the financial asset). An enterprise loses such control if it realises the rights to benefits specified in the contract, the rights expire, or the enterprise surrenders those rights.". IAS 39, § 37 stelt: "Determining whether an enterprise has lost control of a financial asset depends both on the enterprise's position and that of the transferee. Consequently, if the position of either enterprise indicates that the transferor has retained control, the transferor should not remove the asset from is balance sheet.".

Deze basis kan als leidraad gebruikt worden voor beide onderscheiden gevallen.

a. De aandeelhouder ontvangt certificaten in plaats van de aandelen

Alles hangt hier uiteraard af van de certifiëringsovereenkomst. De wet telt niet veel dwingende bepalingen. Maar vaak zal het zo zijn dat certifiëring in deze gevallen wordt gebruikt om het bestuur te verankeren. Hij zal de economische vruchten van de aandelen meestal blijvend behouden. De wet voorziet dat (behoudens andersluidende bepalingen) de certificaten kunnen worden omgewisseld tegen de aandelen, winstbewijzen, obligaties of warrants waarop zij betrekking hebben. Bedingen betreffende de niet-omwisselbaarheid moeten krachtens de wet beperkt zijn tot een bepaalde tijd. Niettegenstaande enige andersluidende bepaling kan de houder van certificaten bovendien op ieder tijdstip de omwisseling verkrijgen indien de emittent zijn verplichtingen jegens hem niet nakomt of zijn belangen op ernstige wijze worden verwaarloosd. Uiteindelijk zullen de certificaten dus zo goed als altijd opnieuw bij de vroegere aandeelhouder terechtkomen.

Een bijzondere vraag bij dit soort certificaties is het geval waarbij de nieuwe certificaathouder minstens tijdelijk afstand doet van de dividenden. De wet voorziet immers dat kan afgeweken worden van de regel rond onmiddellijke doorstorting van de dividenden, de eventuele opbrengst van de warrant en het overschot na vereffening, die eventueel door de vennootschap worden uitgekeerd, alsook alle bedragen die voortkomen uit de vermindering of de aflossing van het kapitaal. Uiteindelijk zullen die wel naar hem moeten toevloeien. De certificatie is per definitie voor een bepaalde duur. Bij royeerbaarheid krijgt hij dan het resultaat van deze vruchten. Hij draagt daarenboven het risico van deze vruchten die de emittent niet (onmiddellijk) doorstort. Dus in het geval deze doorstorting middellijk gebeurt (zelfs uiterlijk bij het royeren) is dit geen voldoende argument om tot «derecognition» over te gaan. De certificaathouder loopt nog altijd het risico. Het wordt hem ultiem aangerekend.

b. De aandeelhouder geeft zelf certificaten uit en behoudt de aandelen

In dat geval zal de certifiëring niet zelden gebruikt worden als herfinancieringsinstrument. Maar deze techniek zal ook gebruikt worden om de verankering te behouden. De aandeelhouders zullen dan via de verkoop van de certificaten cash kunnen ontvangen en de emittent behoudt in dat geval de controle over de vennootschap.

Om te besluiten of in dat geval "derecognition" gepast is, moet een analyse gemaakt worden van de overeenkomst tussen emittent en certificaathouder. Als de emittent het risico op de effecten definitief en in de regel onomkeerbaar transfereert naar de certificaathouder, is het evident dat tot uitboeking zal moeten besloten worden. Als de emittent meer- en minderwaarden aan de certificaathouder afstaat, is dit dus duidelijk. Of hij ook de opbrengsten onmiddellijk moet doorstorten aan de certificaathouder om tot "derecognition" over te kunnen gaan, is ons inziens geen definitief antwoord te geven. Als de certificaathouder bij ultiem royering (zie ook hoger) deze vruchten of wat er van rest, zal krijgen, lijkt ons een uitboeking relevant. In het andere geval niet.

IAS 39, § 38 stelt in dit verband dat "derecognition" niet gepast is "if the transferor has the right to reacquire the transferred asset unless either (i) the asset is readily obtainable in the market or (ii) the reacquisition price is fair value at the time of reacquisition".

c. Het behoud van de controle

In elk van deze twee beschreven gevallen verkrijgt of behoudt de emittent de controle over de onderneming (vennootschap) wiens aandelen hij in het (juridische) bezit heeft. Is dat een voldoende reden om de aandelen toch te waarderen bij de emittent (die de aandelen verwerft) of om te besluiten dat "derecognition" niet kan (in het geval de emittent de aandelen reeds in zijn bezit had alvorens over te gaan tot certificatie)?

Ons inziens hoegenaamd niet. Uiteraard moet eerst bekeken worden in welke mate de emittent het vrije beschikkingsrecht heeft over het stemrecht. Zo zou het kunnen zijn dat deze moet luisteren naar de (preferente) certificaten. In dat geval is deze vraag dus zinledig.

Maar wat in het geval de emittent volledig vrij zijn stemgedrag kan bepalen? Dat is de vraag stellen naar de economische waarde van stemrecht. In die optiek zou men kunnen denken aan het toch waarderen van de aandelen bij de emittent of het niet volledig uitboeken van het aandeel, aan het waarderen aan de waarde die overeenstemt met de economische kracht die het stemrecht impliceert. Het is ontegensprekelijk zo dat het vrij kunnen stemmen met een

aandelenpakket een economisch voordeel kan opleveren. Zo kan men een sector beïnvloeden, de onderneming een gewenste richting uitsturen. Maar als dit al waardeerbaar is, zal de opbrengst daarvan, voorzover de emittent deze ontvangt, toch in zo goed als alle gevallen toekomen aan de certificaathouder ultiem bij royering. Uiteraard is een precieze analyse van het certifiëringscontract hier meer dan nuttig. Maar ons lijkt de beschreven situatie de meest waarschijnlijke.

Volledigheidshalve past het te vermelden dat het feit dat de emittent kosten mag aanrekenen voor zijn opdracht, niet betekent dat door dit economische voordeel de aandelen op zijn balans zouden moeten figureren omdat ze hem dat voordeel opleveren. Dit zal vaak een vaste vergoeding zijn die alles te maken heeft met zijn taak als emittent en niet specifiek aan de gecertificeerde aandelen vast hangt. Trouwens, als de opbrengsten onvoldoende zijn, is het niet denkbeeldig dat de certificeringsovereenkomst zal voorzien in een rechtstreekse bijdrage door de certificaathouders.

3. Boekhoudrechtelijke behandeling van inkomsten uit de gecertificeerde effecten

In een eerste benadering zou kunnen gesteld worden dat het al dan niet boeken van de inkomsten van de gecertificeerde effecten volledig kan aansluiten bij de analyse van al dan niet realisatie van de aandelen uit het vorige punt. Dat zou er op neerkomen dat, indien de certificaten niet geboekt worden op het actief van de emittent, ook de inkomsten niet in zijn resultatenrekening verschijnen maar balansmatig worden verwerkt. Uiteraard op de aangerekende kosten nadat die als opbrengst worden geboekt.

Deze conclusie moet betwijfeld worden. «Derecognition» leidt niet automatisch tot het niet langer boeken van de resultaten binnen de resultatenrekening. De reden waarom deze koppeling niet automatisch volgt, vindt ontegensprekelijk zijn argument in de bepaling van art. 43, § vierde lid Venn.W. De emittent dient niet onmiddellijk de opbrengsten (min kosten) aan de certificaathouder door te storten. Dat is wel de regel. Maar partijen kunnen daar conventioneel van afwijken.

In het geval van onmiddellijke doorstorting is het logisch dat deze stroom buiten de resultatenrekening (op het boeken van de aangerekende kost als opbrengst na) van de emittent wordt gehouden. In het geval de opbrengsten niet onmiddellijk worden uitgekeerd of zelfs gekapitaliseerd, moet een en nader anders geëvalueerd worden. Alles moet geïnterpreteerd worden volgens de certificeringsovereenkomst. Indien deze overeenkomst bij wijze van voorbeeld een vaste kapitalisatievoet voorziet op de dividenden die de gecertificeerde aandelen geven, is het evident dat de certificaathouder een verplichting op zich neemt die groter is dan

het louter doorstorten van de dividenden (min eventuele kosten) aan de certificaathouder. Hij neemt een risico met die opbrengsten. In het gegeven voorbeeld is het ons aanvoelen dat in dat geval de inkomsten bij voorkeur geboekt worden binnen de resultatenrekening van de emittent.

4. Besluit

De wet betreffende de certificatie van effecten uitgegeven door handelsvennootschappen zal op boekhoudrechtelijk vlak vermoedelijk leiden tot het volgen van de economische eigendom in plaats van de juridische eigendom om tot de boekhoudrechtelijke verwerking ervan te komen.

In de parlementaire voorbereidingen is gesteld dat het vehikel dat een emittent kan gebruiken, alhoewel niet uitgesloten, bij voorkeur geen vereniging zonder winstoogmerk zou zijn omdat dergelijke vereniging geen winst mag nastreven (5). Het vehikel bij uitstek zou de private stichting zijn. Maar het valt te betwijfelen of deze ooit aan het boekhoudbesluit zal onderworpen worden.

(5) Kamer, Stuk 1430/3 – 97/98, 5.

L'utilisation des normes comptables internationales par les entreprises belges: bilan et perspectives

Raynald Vermoesen,
Membre du Conseil de l'I.R.E.
Associé Pricewaterhouse Coopers

Patrice Schumesch
Directeur Pricewaterhouse Coopers

Près de deux ans après l'introduction dans notre droit comptable de la possibilité pour les entreprises belges présentant un caractère international de déroger au droit national et de présenter des comptes consolidés en conformité avec les normes comptables internationales (IAS), nous constatons que seul un nombre limité d'entre elles ont à ce jour fait usage de cette faculté. Malgré ce constat, l'utilisation d'un référentiel comptable international est plus que jamais à l'ordre du jour pour de nombreux groupes qui, toutefois, entretiennent encore des hésitations quant au référentiel à utiliser et au calendrier de la mise en oeuvre de ce référentiel. Les évolutions récentes et à venir au niveau européen sont de nature à lever les principales incertitudes à ce propos. Le présent article tente d'apporter un éclaircissement sur le sujet, en présentant quelques pistes de réflexion.

Afin de mieux apprécier le bilan actuel d'un passage aux normes comptables internationales par les entreprises belges et de mieux appréhender les perspectives en la matière, nous exposons successivement ci-après:

— le point de la situation concernant l'utilisation d'un référentiel comptable international par les entreprises belges,
— les dernières évolutions du processus d'harmonisation comptable au niveau international, et plus particulièrement au niveau européen,
— l'intérêt que peut représenter le passage à un référentiel comptable international pour les entreprises belges.

Dans la conclusion, nous dégageons les lignes directrices de cet exposé et partageons quelques réflexions quant aux perspectives qui se dégagent.

I. Utilisation d'un référentiel comptable international par les entreprises belges: le point de la situation

Afin de mieux apprécier le bilan de l'utilisation d'un référentiel comptable international par les entreprises belges, nous rappelons d'abord les grandes lignes du processus d'harmonisation comptable jusqu'à ce jour, en mettant l'accent sur le cadre légal et institutionnel, tant au niveau belge qu'au niveau européen; nous dressons ensuite le bilan de l'utilisation d'un référentiel international par les entreprises belges; enfin, nous tentons de dégager les causes principales du caractère toujours limité de l'utilisation de ces règles en Belgique.

1.1. Processus d'harmonisation comptable: rappel des lignes directrices

Avec la globalisation des économies et des marchés financiers, du fait de l'intérêt croissant de certaines entreprises, principalement multinationales, de lever des capitaux sur les marchés étrangers pour financer leurs activités, et des mutations profondes et rapides des modes de circulation de l'information liées au développement extraordinaire de l'internet, le besoin d'une harmonisation comptable au niveau international se fait clairement ressentir. Les frontières nationales sont devenues totalement inexistantes pour les marchés des capitaux. La standardisation des règles régissant la présentation de l'information financière est devenue inéluctable.

Au niveau international, le processus d'harmonisation comptable a été engagé sous les auspices de l'IASC ("International Accounting Standards Committee"), une organisation internationale de type privé, composée des organisations professionnelles de tous les pays membres de l'IFAC ("International Federation of Accountants") (1) et dont le rôle est de formuler et de publier des normes comptables relatives à la préparation et la présentation des états financiers et de promouvoir leur acceptation au niveau international.

Une étape importante dans le processus d'harmonisation comptable au niveau international a été la conclusion d'un accord – en juillet 1995 - avec l'OICV ("Organisation Internationale des Commissions et Bourses de Valeurs") (2) portant sur la réalisation d'un programme de travail visant à préparer et publier de nouvelles normes ou à revoir et améliorer certaines normes existantes, l'objectif étant de permettre à cette organisation, une fois le programme de travail mené à terme, de recommander à tous ses membres d'autoriser l'utilisation des IAS ("International Accounting Standards") à des fins de reporting financier pour les

(1) Une fois sa restructuration récemment décidée effective, l'IASC existera en tant qu'organisation indépendante telle une Fondation (voir 2.1.1.).

(2) Les membres de l'OICV (ou "IOSCO" pour International Organisation of Securities Commissions) sont les organismes nationaux de contrôle des marchés financiers, tels que la Commission Bancaire et Financière (CBF) en Belgique et la Securities and Exchange Commission (SEC) aux Etats-Unis.

cotations sur leurs marchés nationaux respectifs en lieu et place des états financiers préparés en conformité avec les règles locales. Les principaux pays où les IAS ne sont actuellement pas acceptés sont les Etats-Unis (la bourse de New-York demeurant la première place financière mondiale), le Canada et le Japon. L'OICV vient de publier en mai 2000 les conclusions de sa revue des normes IAS. Ces conclusions sont résumées au point 2.1.1. du présent article.

Au niveau européen, la Commission Européenne a, depuis novembre 1995, adopté une stratégie visant à encourager l'utilisation du référentiel IAS par les Etats Membres pour l'établissement des comptes consolidés, dans la mesure toutefois où les IAS ne rentrent pas en conflit avec les dispositions impératives des directives comptables européennes. Dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'action de la Communauté Européenne visant à améliorer le marché unique des services financiers, décidé en 1999, des évolutions importantes en matière d'harmonisation comptable ont eu lieu récemment et d'autres évolutions sont encore à venir. Ces évolutions sont commentées au point 2.1.2. de cet article.

Enfin au niveau belge, la Commission des Normes Comptables (CNC) a – en juin 1998 – publié un avis offrant la possibilité pour les entreprises dont les sources de financement, sièges d'activité ou structures de groupe sont largement transnationaux (les "global players") d'obtenir du Ministre des Affaires Economiques une dérogation à l'obligation d'établir leurs comptes consolidés en conformité avec la législation belge, pour autant que le référentiel utilisé n'ait pas pour conséquence de créer des conflits avec les dispositions impératives des directives européennes. Cette dérogation ne peut être accordée que moyennant avis motivé de la CNC.

Concernant le référentiel comptable à utiliser, la CNC affiche une préférence pour les normes IAS, bien que les US GAAP puissent être également utilisés par les entreprises opérant dans un secteur où l'utilisation de ce référentiel est largement répandue ou par les entreprises désireuses d'être cotées aux Etats-Unis.

Pour les sociétés à portefeuille, le pouvoir de dérogation aux règles comptables belges est dévolu déjà depuis plusieurs années à la Commission Bancaire et Financière (CBF) en vertu de l'A.R. du 1/9/1986. Dès 1997, la CBF a adopté la position de principe d'accepter l'utilisation des IAS pour les comptes consolidés des sociétés à portefeuille, à condition toujours de rester dans le cadre des directives européennes. Elle a étendu cette décision de principe à d'autres référentiels internationaux reconnus comme généralement utilisés dans des secteurs économiques particuliers.

1.2. Bilan de l'utilisation d'un référentiel comptable international en Belgique

Depuis que la possibilité existe pour les "global players" belges d'établir et de publier leurs comptes consolidés sur base d'un référentiel comptable international,

peu d'entre eux ont jusqu'à présent fait le pas dans ce sens. A la date d'aujourd'hui, on recense seulement une vingtaine d'entreprises à qui la dérogation a été accordée par le ministre des Affaires Economiques (17) ou la CBF (3).

Parmi les entreprises qui ont bénéficié de la dérogation, il est intéressant de constater que les demandes adressées aux autorités compétentes ont le plus souvent été motivées par le besoin d'avoir recours aux marchés internationaux des capitaux, tels que l'EASDAQ, plutôt que par la volonté d'utiliser un référentiel comptable international en raison du caractère transnational du groupe.

1.3. Principales causes du caractère toujours limité de l'utilisation d'un référentiel comptable international en Belgique

1.3.1. Une évolution encore récente, dont l'intérêt et les conséquences sont encore mal perçus

L'utilisation à ce jour assez limitée de référentiels comptables internationaux est tout d'abord dû au caractère encore récent de la faculté offerte aux groupes internationaux qui le désirent d'établir et de publier leurs comptes consolidés en conformité avec un autre référentiel que le droit comptable belge. Face à cette nouvelle faculté, les questions suivantes sont fréquemment posées:

(1) quel est l'intérêt d'un passage à un référentiel comptable international pour le groupe?
(2) à quoi s'engage t-on? quelles vont être les conséquences au niveau de l'organisation administrative et comptable? cela ne sera-t-il pas trop difficile et trop coûteux?

Concernant la première question, si l'intérêt sur le plan du reporting externe devient de plus en plus évident pour un grand nombre de "global players", il ne l'est par contre toujours pas pour d'autres. Certains dirigeants ne voient pas pourquoi ils devraient utiliser des règles comptables différentes de celles qu'ils utilisent actuellement et qui les ont toujours satisfaits jusqu'à présent.

Quant à l'intérêt existant sur le plan interne, celui-ci n'est – d'une manière générale – que peu pris en compte par les dirigeants d'entreprises.

Nos réflexions quant aux avantages qu'un groupe international peut retirer d'un passage à des normes comptables internationales sont développées plus amplement dans la troisième partie de cet article.

Concernant la deuxième question, il est évident que le passage à un référentiel comptable international ne se décide pas du jour au lendemain: un tel passage présente au contraire toutes les caractéristiques d'un grand projet qui, selon les cas, peut prendre de quelques mois à deux voire trois ans en fonction de la taille et

de la complexité du groupe. Il est donc logique que la plupart des entreprises qui doivent être potentiellement intéressées à faire le pas soient toujours dans leur phase d'analyse et de réflexion sur le sujet.

Il s'agira de maîtriser non seulement les aspects techniques du projet, mais également ses aspects organisationnels et de communication.

Concernant les aspects techniques tout d'abord, il est clair que les dispositions récentes, même essentielles, des normes comptables internationales sont très souvent méconnues de la plupart des directeurs financiers et responsables de la consolidation. Ceci est principalement dû au fait que les IAS ont fortement évolué ces dernières années et constituent maintenant un ensemble de normes comptables complet et parfois techniquement assez innovateur par rapport aux principes appliqués au cours des deux dernières décennies. Par conséquent, beaucoup de dirigeants d'entreprises n'ont encore qu'une idée très floue de l'impact sur les comptes de leurs sociétés d'un passage à un tel référentiel.

Or, il est important de rappeler que l'adoption du référentiel IAS suppose l'adoption de tous les principes IAS importants pour l'entreprise ou le groupe déterminé. La pratique consistant pour les entreprises à faire de l'IAS "light", c'est-à-dire à sélectionner dans les IAS les principes qui leur conviennent et à éliminer ceux qui ne leur conviennent pas, ne peut être adoptée. Le respect intégral des IAS signifie que les responsables des entreprises chargés de la préparation des comptes consolidés devront effectuer cette préparation en connaissance de cause. Une connaissance approfondie de ces normes, tenant compte des récentes évolutions, est donc pour ce faire indispensable.

La deuxième édition mise à jour de l'étude comparative entre les principes comptables belges et les IAS que nous avons publiée (3) – bien que mettant en évidence plus de similitudes et points de convergence que de différences et conflits entre les deux référentiels – dénombre toutefois plus d'une centaine de sources de divergences, compte non tenu des informations à mentionner dans les annexes. Ceci s'explique principalement par l'environnement différent dans lequel chacun des référentiels comptables s'inscrit. Le droit comptable belge s'applique en effet à toutes les entreprises, aussi bien aux PME qu'aux grandes entreprises, et doit se conformer aux dispositions impératives des directives comptables européennes, élaborées dans un environnement souvent fortement influencé par des considérations touchant à la protection des intérêts des créanciers et des tiers, à la détermination des bénéfices distribuables aux associés et à la détermination de la base imposable. A l'inverse, les normes IAS sont principalement conçues dans le contexte des marchés financiers pour répondre aux besoins des analystes financiers. Elles concernent donc logiquement en premier lieu les comptes consolidés des

(3) Patrice SCHUMESCH, Eddy DAMS, Raynald VERMOESEN, *A comparative Study of Belgian Accounting Principles and International Accounting Standards,* 2nd edition, PricewaterhouseCoopers, 1999, 454 p., Bruxelles.

grandes entreprises, notamment les entreprises cotées et celles qui désirent avoir accès aux marchés internationaux des capitaux.

Concernant les aspects organisationnels, il faudra réaliser, avant la mise en oeuvre effective du projet, non seulement des travaux d'analyse, de simulation et de synthèse mais également une réflexion approfondie sur l'organisation du groupe et sur son système d'information. En outre, il sera nécessaire de bien évaluer les besoins en moyens techniques (progiciels de consolidation, etc.) et humains (ressources internes affectées au projet, recours à des spécialistes externes) souvent non négligeables.

Pour ce qui est des aspects de communication, il est très important que celle-ci soit pleinement réussie, à la fois sur le plan interne et externe. Les responsables financiers en charge de la mise en oeuvre des IAS veilleront notamment à informer clairement le conseil d'administration, organe responsable de l'arrêté des comptes, des conséquences du changement de référentiel. Certaines de ces conséquences (par exemple le nombre élevé d'informations à mentionner dans les annexes) peuvent en effet constituer un changement important dans la culture de l'entreprise en matière de communication financière et de transparence.

1.3.2. Un contexte incertain et en évolution rapide

Enfin, le fait que bon nombre d'entreprises potentiellement intéressées par un passage à un référentiel international n'aient pas encore entamé, un tel projet est également dû aux évolutions rapides du contexte international et aux incertitudes qui y sont liées. Pour preuve les dernières évolutions du processus d'harmonisation comptable au niveau international qui sont commentées ci-après.

Les récentes évolutions au niveau européen sont toutefois de nature à clarifier les données à ce niveau.

II. Harmonisation comptable au niveau international: derniers développements

Des contacts que nous entretenons régulièrement avec le monde des entreprises et la communauté financière en général, il ressort que beaucoup de groupes ont entamé une réflexion quant à l'opportunité de mettre en oeuvre un référentiel comptable international. Outre les aspects techniques, organisationnels et de communication mentionnés au point ci-avant, dont une appréhension minimum requiert un certain temps, un motif d'attitude attentiste de la part des entreprises quant à l'adoption d'un référentiel international découle de l'incertitude qui peut exister quant au référentiel à adopter: IAS ou US GAAP ("US Generally Accepted Accounting Principles")?

Afin d'apporter quelques éclaircissements sur le sujet, nous exposons d'abord ci-dessous les évolutions récentes en matière d'harmonisation comptable au niveau international. Nous présentons ensuite quelques pistes de réflexion qui relativisent l'importance du choix à opérer.

2.1. Développements récents du processus d'harmonisation comptable

2.1.1. Au niveau international

L'IASC a maintenant terminé l'élaboration d'un ensemble complet de normes, c'est-à-dire un ensemble de normes portant sur tous les aspects importants de la comptabilité.

Ainsi que mentionné plus haut, l'OICV a terminé son évaluation des normes IAS précédemment promulguées et a rendu public, le 17 mai 2000, les résultats de son analyse attendue avec impatience par la communauté financière internationale. En substance, l'OICV recommande à tous ses membres de permettre les émissions de titres sur leurs marchés nationaux respectifs par les sociétés multinationales qui présentent des états financiers préparés en conformité avec les normes IAS, et complétés, si les membres le jugent nécessaire, par certains traitements pour suppléer les problèmes de fond éventuels toujours non résolus dans les IAS. Ces éléments additionnels peuvent être de trois natures:

— éléments de réconciliation pour montrer l'impact de l'utilisation des IAS par rapport au référentiel comptable local;
— informations complémentaires concernant la présentation des états financiers ou à donner en annexe;
— spécification du choix à effectuer parmi certaines alternatives offertes par les IAS ou de l'interprétation qui doit être faite de certaines normes IAS.

Des dérogations aux IAS pourraient être également permises dans les cas exceptionnels où les IAS seraient contraires à la réglementation locale.

Il n'y a donc actuellement pas encore de reconnaissance inconditionnelle des IAS pour les cotations internationales. L'OICV ne peut donner un tel accord que s'il y a accord unanime de l'ensemble de ses membres. Un des membres les plus influents de l'OICV est la fameuse SEC, l'autorité de contrôle boursière aux Etats-Unis. Une donnée importante pour la reconnaissance des IAS au niveau mondial est donc l'attitude de la SEC. En effet, beaucoup d'entreprises désireuses de lever des capitaux sur les marchés internationaux sont intéressées par une introduction en bourse aux Etats-Unis.

Pour l'instant, les entreprises qui se font coter aux Etats-Unis doivent présenter des états financiers préparés selon les normes comptables américaines – les US GAAP – ou, à tout le moins, un état de réconciliation avec les US GAAP si les

états financiers portés à la connaissance du public sont préparés sur base d'un autre référentiel comptable.

L'acceptation ou non des IAS par la SEC constitue un élément très important dans le processus de reconnaissance des IAS comme référentiel comptable international.

Le 16 février 2000, la SEC a publié un "concept release" abordant un certain nombre de questions dont le but est de déterminer si, et à quelles conditions, l'utilisation des normes comptables internationales pourrait être acceptée par les sociétés étrangères désireuses d'accéder au marché des capitaux américain. Toute partie intéressée aux Etats-Unis a été invitée à donner son avis sur les questions posées dans le "concept release" pour le 23 mai 2000. En résumé, le texte publié pose trois questions fondamentales qui ont trait à la crédibilité du référentiel IAS:

(1) les IAS constituent-ils un ensemble complet et cohérent de normes comptables?
(2) les normes IAS sont-elles d'une qualité technique suffisante?
(3) les normes IAS seront-elles appliquées de manière suffisamment cohérente et rigoureuse dans la pratique?

La réponse à la première question paraît claire depuis la finalisation du programme de travail avec l'OICV. Le Board de l'IASC continue cependant d'examiner tous les sujets d'actualité comptable et notamment en priorité certains problèmes de fond encore non résolus identifiés par l'OICV dans sa revue complète des normes IAS. Concernant les normes comptables spécifiques à certains secteurs d'activité déterminés, la SEC pose la question de savoir s'il est opportun de toujours exiger l'utilisation des US GAAP ou la réconciliation à ceux-ci lorsque les US GAAP prévoient des règles bien précises.

Pour que les normes IAS puissent être considérées comme ayant une qualité technique suffisante, la SEC estime qu'elles doivent être:

— suffisamment claires que pour permettre une application cohérente tant dans le temps que d'une entreprise à l'autre; ceci suppose notamment que le nombre d'options dans les traitements comptables soit limité;
— transparentes et fournir toute l'information requise en annexe des états financiers.

La SEC fait remarquer que les IAS ne doivent pas nécessairement ressembler en tous points aux US GAAP pour rencontrer les objectifs ci-dessus, mais elle relève certaines zones de divergence spécifiques qui lui posent problème. On peut citer à titre d'exemples la capitalisation des frais relatifs au développement de certains éléments incorporels générés de manière interne et la possibilité de réévaluer les immobilisations corporelles.

La troisième question est, quant à elle, certainement la plus délicate. A l'encontre des US GAAP, les IAS constituent un référentiel comptable jeune, encore peu éprouvé, notamment en raison des modifications rapides et très importantes intervenues ces dernières années pour finaliser le programme de révision des normes convenu avec l'OICV. Il en résulte qu'il n'existe pas encore d'historique (ou pas assez) dans l'application de certaines normes très importantes récemment publiées.

La SEC ne manque pas de relever ce point. Elle dénonce en outre la pratique malheureusement encore trop répandue des IAS "light" par laquelle certaines entreprises qualifient d'états financiers préparés en conformité avec les IAS des états financiers qui ne répondent pas à toutes les exigences prévues par les normes comptables internationales. Cette constatation amène la SEC à interroger les acteurs économiques américains sur leurs premières expériences en matière d'application des normes IAS et à formuler les considérations suivantes:

— Les responsables d'entreprises, en particulier ceux des pays où la culture comptable est encore peu développée ou très éloignée d'une culture anglo-saxonne, disposeront-ils des compétences nécessaires pour établir leurs comptes dans le respect intégral des normes IAS?
— La même question se pose au niveau des auditeurs qui doivent être capables de délivrer en connaissance de cause et en toute indépendance une opinion sur les états financiers préparés en conformité avec les IAS. A ce niveau, la SEC insiste sur la nécessité de recourir à des firmes d'audit ayant développé au niveau international des procédures de contrôle de qualité leur permettant de rencontrer l'objectif ci-dessus et de répondre aux besoins des groupes internationaux.
— La qualité et l'interprétation cohérente et rigoureuse des IAS ne peut être garantie que par un organisme de normalisation comptable efficace et de qualité. A ce niveau, il convient de noter la récente restructuration de l'IASC décidée par le Board en décembre 1999, ratifiée par les pays membres de l'IASC en mai 2000, et qui doit entrer en vigueur à partir du 1er janvier 2001. Celle-ci prévoit en substance quatre organes:

  • un "Board of Trustees" qui aura le pouvoir de nommer les membres du Board, du Comité Permanent d'Interprétation de l'IASC, de superviser l'organisation générale et le financement de l'IASC et de décider des changements institutionnels. Les Trustees seront au nombre de dix-neuf. Le choix des premiers Trustees a été réalisé pour respecter un équilibre tant d'un point de vue géographique qu'au niveau de l'expérience;
  • un Board de l'IASC limité à quatorze membres sélectionnés selon leur expertise technique et provenant d'horizons professionnels différents. Le Board aura seul la responsabilité de promulguer de nouvelles normes;
  • un Comité Permanent d'Interprétation de l'IASC, le SIC ("Standing Interpretation Committee"), chargé d'émettre des interprétations (qui ont le même caractère obligatoire que les normes elles-mêmes) concernant les

domaines pour lesquels les IAS peuvent conduire à des interprétations divergentes;

- un "Standards Advisory Council" qui pourra représenter des groupes d'intérêts différents (de par leurs localisations géographiques ou leurs intérêts professionnels) en formulant des recommandations au Board et, éventuellement, aux Trustees.

Notons que l'approbation de cette nouvelle structure a fait l'objet d'un communiqué spécifique de la SEC lors de sa publication. Le chef des affaires comptables de la SEC a publiquement exprimé son soutien en faveur de cette nouvelle structure qui est très proche du modèle américain. En outre, le Président du "Board of Trustees" n'est autre que Monsieur Volcker, ancien Président du "US Federal Reserve Board". Il faut espérer que ces éléments seront de bonne augure pour l'avenir de l'IASC.

Se basant sur les réponses obtenues à son "concept release" (cette analyse est actuellement en cours de finalisation), la SEC pourra considérer de proposer une modification aux règles existantes d'accès au marché des capitaux américain. Plusieurs scénarios sont envisagés:

— maintenir les exigences actuelles en matière d'état de réconciliation avec les US GAAP;
— éliminer certaines réconciliations obligatoires avec les US GAAP, mais en maintenir d'autres considérées comme fondamentales par la communauté financière aux Etats-Unis;
— accepter les IAS pour l'évaluation des postes du bilan et du compte de résultats, mais exiger en contrepartie des informations plus détaillées sur certains points en annexe des états financiers;
— accepter pleinement l'utilisation des IAS sans exiger un état de réconciliation avec les US GAAP.

2.1.2. Au niveau européen

Au niveau européen, l'introduction de l'EURO comme monnaie unique et les mouvements d'alliances entre les bourses de Londres, Francfort, Paris, Madrid, Milan, Zürich, Amsterdam et Bruxelles, créant progressivement un marché paneuropéen d'actions, renforcent la nécessité de disposer d'une information financière comparable et adaptée aux exigences actuelles des marchés financiers.

Un pas en avant important dans le processus d'harmonisation comptable a consisté en l'adoption, en mai 1999, d'un plan d'action visant à améliorer le marché unique des services financiers. Ce plan souligne que les solutions à envisager pour améliorer la comparabilité des états financiers au sein de l'Union Européenne doivent s'inspirer des meilleures pratiques internationales en la matière et que les IAS constituent la meilleure référence à ce niveau. Il envisage la possibilité de

permettre aux entreprises qui le désirent d'utiliser les IAS sans déroger au droit national. Il prévoit la mise en place d'un mécanisme de filtrage visant à s'assurer que les dispositions nouvelles des IAS soient acceptables dans un environnement européen.

La FEE ("Fédération des Experts Comptables Européens") a, quant à elle, dans son "Discussion Paper on a Financial Reporting Strategy within Europe" publié fin 1999, plaidé pour:

— que soit offerte aux entreprises cotées en Europe la possibilité d'établir et de publier leurs comptes consolidés en conformité avec les IAS sans devoir obligatoirement se conformer aux dispositions des directives européennes. Les entreprises cotées qui présentent leurs états financiers consolidés conformément au droit national d'un pays membre devraient présenter un état de réconciliation avec les IAS. A titre purement transitoire, et de manière pragmatique, en raison des choix déjà opérés sur le terrain par certains groupes européens, les US GAAP pourraient être provisoirement assimilés à des principes comptables d'un état membre;
— une modification de la quatrième directive européenne pour permettre aux sociétés européennes qui le désirent d'appliquer intégralement les IAS dans leurs comptes sociaux;
— une politique de convergence entre les droits comptables nationaux et les IAS.

La Commission Européenne n'a pas caché sa désapprobation par rapport à la réforme institutionnelle de l'IASC. Elle craint que les pays européens soient trop peu représentés au sein du Board ou n'agissent pas de manière suffisamment coordonnée pour constituer un interlocuteur de poids capable de contre-balancer les intérêts des pays anglo-saxons et en particulier des Etats-Unis. Il faut en effet reconnaître que le poids de ces derniers dans les décisions importantes est prédominant. Cette pression est notamment visible au travers du G4+1, un groupe composé des organismes de normalisation comptable des Etats-Unis, du Canada, de la Grande-Bretagne et de l'Australie avec la Nouvelle-Zélande, le +1 étant l'IASC. Depuis quelque temps, ce groupe prend l'initiative d'étudier certains problèmes d'actualité comptable et de proposer des solutions à l'IASC (parmi les exemples récents, on peut citer les propositions relatives au traitement comptable des regroupements d'entreprises et des opérations de leasing). Ce faisant, les pays membres du G4+1 sont en position de force lorsque leurs propositions sont discutées aux réunions du Board.

Malgré cet état de fait, en application du plan d'action visant à améliorer le marché unique des services financiers, la Commission Européenne vient tout récemment de prendre des initiatives qui représentent des avancées essentielles en matière d'harmonisation comptable en Europe:

— le 24 février 2000: proposition d'amendement des 4ème et 7ème directives européennes devant permettre aux Etats Membres, selon leur choix, soit

d'exiger, soit d'autoriser la comptabilisation de certains actifs et passifs financiers à leur «fair value» pour certaines catégories de sociétés, par exemple pour les sociétés cotées ou les sociétés établissant des comptes consolidés. Cette proposition, qui vise à aligner les règles comptables en vigueur en Europe avec la pratique internationale (et plus spécifiquement avec les dispositions de l'IAS 39 "Financial Instruments: Recognition and Measurement"), doit encore être approuvée par le Conseil des Ministres et le Parlement Européen;

— le 13 juin 2000: communication au Conseil des Ministres et au Parlement Européen («EU Financial Reporting Strategy: The Way Forward») d'une série d'actions clés à venir, à savoir:

• avant la fin de l'année 2000: présentation d'une proposition officielle (a priori sous forme de directive) rendant obligatoire la préparation des comptes consolidés en conformité avec les normes IAS pour toutes les sociétés européennes cotées en bourse. Cette obligation entrera en vigueur à partir de 2005 au plus tard. Les Etats Membres auront la possibilité d'encourager, de manière obligatoire ou facultative, l'application des normes IAS avant 2005, et d'étendre l'application des normes IAS, d'une part, aux sociétés non-cotées et, d'autre part, aux comptes individuels des entreprises. Compte tenu du fait que certaines grandes entreprises ont déjà appliqué les US GAAP, les Etats Membres pourront permettre l'utilisation de ce référentiel pendant tout ou partie de la période transitoire;

• avant la fin de l'année 2001: présentation d'une proposition de modernisation des directives comptables afin qu'elles puissent rester la base de l'information financière pour les sociétés à responsabilité limitée en Europe;

• mise en place des infrastructures suivantes:

(a) mécanisme communautaire d'approbation, comportant un niveau politique et un niveau technique, chargé d'intégrer les normes IAS au corpus de règles communautaires. Son rôle sera de veiller à ce que les normes IAS soient concrètement applicables en Europe. Il ne sera pas de reformuler ou de remplacer les normes IAS, mais plutôt de confirmer la présomption permettant une information financière compatible avec les directives. Néanmoins, les objections aux normes IAS seront possibles même si elles devraient a priori être peu fréquentes. L'objectif doit être d'établir un dialogue constructif, ciblé et permanent avec l'IASC, et en particulier avec le SIC, lorsque des recommandations de mise en oeuvre semblent nécessaires, en coordination avec les organismes de normalisation et de contrôle boursiers nationaux;

(b) cadre destiné à assurer l'application rigoureuse des normes IAS validées par le mécanisme d'approbation. Cette rigueur devrait être assurée par la diffusion de recommandations pour l'application concrète des IAS, la définition d'une approche européenne commune en matière de normes d'audit et d'éthique professionnelle, la mise en place d'un système efficace d'assurance-qualité pour la fonction de contrôle légal des comptes, le renforcement de la coordination du contrôle effectué par les organismes de contrôle boursiers, ainsi que par l'application de sanctions effectives en cas de non-respect.

> Le Conseil Européen des Ministres des Finances et des Affaires Economiques a tout récemment exprimé son soutien à la communication de la Commission Européenne et a invité celle-ci à formuler aussi rapidement que possible une proposition visant à instaurer un mécanisme pour mettre en oeuvre les normes comptables internationales en Europe.

A propos de la proposition consistant à mettre en place un mécanisme de revue critique des nouvelles normes IAS avant d'avaliser leur utilisation au niveau européen, nous pensons qu'une mise en garde s'impose. La plus grosse crainte qu'on puisse avoir est que, pour des raisons plus politiques que techniques ou dictées par l'intérêt des entreprises européennes, on arrive ainsi à une situation où les entreprises européennes seraient amenées à appliquer des normes IAS dites "filtrées". Cette situation irait à l'encontre de l'objectif d'harmonisation des règles comptables au niveau mondial. Des normes IAS dites "européennes" ne serviraient ni les besoins des marchés des capitaux, ni ceux des entreprises européennes. La grande majorité des acteurs de la communauté financière en Europe sont d'accord sur ce point. Le bon fonctionnement des économies et des marchés financiers nécessite l'adoption de règles uniformes au niveau mondial.

2.1.3. Au niveau belge

La Belgique, en tant qu'état membre de l'Union Européenne, dépend bien évidemment des positions prises par la Commission Européenne en matière d'harmonisation comptable. Toute décision prise par le législateur belge ne peut en effet que s'inscrire dans le cadre des dispositions impératives des directives européennes.

Endéans ce cadre, et sur base des projets européens décrits au point 2.1.2. ci-dessus, les sociétés cotées belges devront impérativement, au plus tard en 2005, présenter des comptes consolidés en conformité avec les normes IAS. Même s'il est peu probable que le législateur belge opte pour une application obligatoire plus rapide par les entreprises belges, les sociétés ne doivent pas sous-estimer le temps et les efforts qui seront nécessaires à la mise en place des IAS. L'échéance de 2005 peut paraître éloignée, mais il convient de rappeler que les sociétés et les organismes de contrôle devront être prêts au plus tard en 2003 (puisque les fonds propres d'ouverture de la première période présentée et les chiffres comparatifs inclus dans des états financiers préparés en conformité avec les IAS doivent être retraités selon ces normes) et même peut-être plus tôt dans le cas de la présentation de chiffres comparatifs préparés en vue d'une nouvelle cotation publique de titres.

En ce qui concerne la faculté offerte au législateur belge d'étendre cette obligation à d'autres types de sociétés, cela paraît peu probable à court terme pour les comptes individuels des entreprises étant donné les effets juridiques (principalement fiscaux) attachés à la reddition de ces comptes. Pour ce qui est des comptes consolidés des sociétés non cotées, il existe déjà le système de dérogation à

accorder par le Ministre des Affaires Economiques pour les «global players». Ce système de dérogation sera-t-il maintenu? Le législateur poussera-t-il plus en avant le souci d'harmonisation avec les pratiques comptables internationales? En toute hypothèse, les décisions qui seront prises devront à la fois rester pragmatiques et s'inscrire dans le courant des évolutions au niveau européen.

Les évolutions ci-dessus sont à mettre en parallèle avec certaines décisions et positions prises par différents acteurs de la communauté financière en Belgique qui témoignent d'une volonté de progrès et d'alignement sur les pratiques comptables internationales:

(1) la CNC s'inspire de plus en plus des solutions retenues par l'IASC pour les problèmes comptables qu'elle aborde dans ses avis. Dans son bulletin n°46 de mai 2000, la CNC – reconnaissant la montée en importance des normes IAS – a annoncé la constitution d'un Comité Technique chargé de débattre les questions d'ordre comptable au sein des groupes de concertation européens et internationaux et d'aider à la mise en oeuvre des normes IAS dans l'ordre juridique belge; elle a par ailleurs identifié 17 thèmes de travail prioritaires à traiter éventuellement au sein de groupes de travail spécifiques et dont les conclusions seront publiées. Le choix des thèmes démontre clairement la volonté de la CNC d'aligner les principes comptables belges sur les règles utilisées au niveau international;
(2) en collaboration avec l'Institut des Experts-Comptables (IEC), le Conseil de l'Institut des Reviseurs d'Entreprises (IRE) a – dans le contexte de la nouvelle législature qui s'organisait à l'issue des élections du 13 juin 1999 et au travers d'un mémorandum adressé au formateur du Gouvernement et au futur Ministre de l'Economie, Ministre de tutelle des professions comptables – formulé des propositions nouvelles pour le développement de la doctrine comptable en Belgique; parmi ces propositions figurait l'autorisation à donner à toutes les sociétés cotées d'utiliser les normes comptables internationales pour l'établissement des comptes consolidés;
(3) à l'occasion du renouvellement des membres de la CNC l'an dernier, l'IRE et l'IEC ont à nouveau recommandé – au travers d'un document de réflexion adressé au nouveau président de la CNC – de permettre aux sociétés cotées d'établir leurs comptes consolidés conformément aux IAS; ils ont par ailleurs relevé un certain nombre de traitements comptables prévus par la législation belge qui mériteraient d'être revus afin de se conformer aux principes généralement reconnus au niveau international.

2.2. IAS ou US GAAP: quel référentiel adopter?

2.2.1. Critères d'analyse

Deux types de considérations viennent naturellement à l'esprit des dirigeants d'entreprises qui veulent utiliser pour leur groupe un référentiel comptable international et qui s'interrogent sur le référentiel à adopter:

(1) quel est le meilleur référentiel d'un point de vue technique?
(2) quel référentiel est accepté par les autorités belges (CBF ou CNC) et est le plus apprécié par les analystes financiers, bailleurs de fonds, investisseurs ou partenaires potentiels?

Les normes comptables américaines sont certainement les plus développées au monde; elles ont atteint un degré de technicité très élevé et requièrent la publication d'informations très détaillées en annexe des états financiers afin d'assurer la transparence de ces derniers. Les US GAAP incluent par ailleurs des règles spécifiques pour certains secteurs d'activité particuliers (ce qui n'est pas le cas, ou pas encore, des IAS). Enfin, les états financiers des sociétés cotées aux Etats-Unis sont audités selon les normes d'audit américaines dont la qualité est reconnue par la SEC. Cette situation a pour conséquence que les US GAAP constituent un ensemble de normes éprouvées et techniquement reconnues par les marchés financiers.

Par contre, le degré de technicité très élevé dont question ci-dessus a également son revers de la médaille: les US GAAP atteignent parfois un tel niveau de complexité que leur application correcte est quasi impossible pour des non spécialistes américains. Il faut savoir que le concept US GAAP englobe non seulement un ensemble de règles écrites (quelque 100.000 pages) mais également non écrites (toutes les interprétations faites par la SEC dans des cas bien déterminés). Il n'est pas non plus inintéressant de noter que des voix de professionnels américains de la comptabilité se sont officiellement élevées récemment aux Etats-Unis pour dénoncer cet état de fait et prédire que si les US GAAP continuaient dans cette voie, plus personne dans le monde ne serait capable d'en maîtriser tous les aspects. La mise en oeuvre du référentiel US GAAP par des entreprises européennes est, d'une manière générale, plus complexe et plus coûteuse que celle du référentiel IAS, et le recours à des spécialistes américains est indispensable. Enfin, les normes comptables américaines révèlent souvent un caractère très formel plutôt que substantiel.

Les normes IAS constituent quant à elles un référentiel comptable conceptuel, pour lequel un nombre beaucoup moins important d'interprétations a été émis à ce jour. Ainsi qu'évoqué plus haut, ceci est notamment dû à la relative jeunesse des IAS, en tout cas dans leur forme actuelle. La création du SIC en 1997 a eu pour objectif de combler cette lacune. A ce jour, 22 interprétations du SIC ont été émises.

Il ne faut cependant pas s'y tromper: les IAS constituent aujourd'hui un ensemble complet de normes de grande qualité. L'ensemble des normes IAS et des interprétations du SIC représentent quelque 1.000 pages de littérature, soit beaucoup moins que les 100.000 pages des US GAAP mais beaucoup plus que les textes du droit comptable belge commun. Pour les sujets qui ne seraient pas traités spécifiquement dans une norme, il convient de se référer aux principes généraux énoncés dans le cadre conceptuel de l'IASC. Le temps où pratiquement

tout était possible en IAS est maintenant bel et bien révolu. Contrairement aux idées reçues, le nombre d'options ouvertes dans les IAS n'est plus très élevé.

D'un point de vue réglementaire, les autorités belges, que ce soit la CNC ou la CBF, privilégient le choix des IAS comme référentiel comptable pour les entreprises multinationales, cadrant en cela avec la stratégie de la Commission Européenne en matière d'harmonisation comptable. A ce niveau, le fait que la Commission Européenne ait clarifié sa stratégie en matière d'harmonisation comptable doit être accueilli avec grande satisfaction car elle permet de lever la plupart des incertitudes qui subsistent sur le sujet. Elle définit le cadre légal dans lequel les entreprises belges devront désormais obligatoirement s'inscrire.

Quant à la position de l'OICV et de la SEC concernant l'acceptation des IAS à des fins de cotation sur respectivement les places boursières dans le monde et aux Etats-Unis, ce point a été largement exposé plus avant dans cet article.

Compte tenu de l'orientation prise par la Commission Européenne au travers de la communication de sa stratégie en matière d'harmonisation comptable, une démarche judicieuse pour les entreprises belges intéressées par une double cotation (en Europe et aux Etats-Unis) peut consister à préparer des états financiers consolidés conformément aux IAS tout en sélectionnant à l'intérieur de ces normes les options compatibles avec les US GAAP. De cette manière, le nombre de retraitements pour passer d'une référentiel à l'autre devrait, dans la plupart des cas, être limité, et se réduire avec le temps (voir aussi point 2.2.2. ci-après).

Enfin, outre les contraintes dues à l'environnement légal et les motivations liées à l'accès aux marchés internationaux des capitaux, l'intérêt d'adopter tel ou tel référentiel pourra dépendre du lieu d'implantation des principales filiales du groupe ainsi que du référentiel utilisé par ses principaux concurrents, partenaires actuels ou potentiels.

2.2.2. L'importance du référentiel à adopter ne doit-elle pas être relativisée?

Alors qu'un certain nombre d'entreprises ont jusqu'à présent reporté leur décision de passer à un référentiel comptable international en raison des incertitudes qui subsistent à propos de la reconnaissance des IAS par l'OICV et la SEC et, jusqu'il y a peu, de l'absence de signal clair donné par la Commission Européenne en la matière, on peut se demander si l'importance du référentiel à utiliser pour la préparation des états financiers ne doit pas être relativisée.

En effet, les IAS et les US GAAP sont relativement comparables sur un nombre de plus en plus important de points et cette convergence est appelée à s'accentuer dans l'avenir. La volonté de toutes les parties à ce sujet semble évidente et il n'est pas déraisonnable de penser que, dans un horizon de trois à cinq ans, nous disposerons d'un corps de normes comptables mondiales. En outre, lorsqu'une

entreprise est a priori plus intéressée par le référentiel américain, c'est généralement à des fins de cotation sur le marché US ou parce que les règles US GAAP permettent actuellement de présenter l'information financière de manière plus favorable pour les entreprises qui ont une stratégie de croissance externe par opérations de fusions et acquisitions.

Or, concernant le premier motif de choix (objectif de cotation sur le marché américain), la SEC a déjà adopté une position souple sur certains aspects comptables n'affectant pas les fonds propres ni le résultat lorsqu'une entreprise qui établit ses états financiers en conformité avec les IAS introduit une demande de cotation sur le marché américain (par exemple, l'utilisation de la méthode d'intégration proportionnelle est permise dans ce cas alors qu'elle est interdite, sauf cas particuliers, par les US GAAP). La SEC accepte également l'application intégrale des règles IAS dans certains domaines (par exemple pour l'application de l'IAS 7 "Cash Flow Statement") en lieu et place des US GAAP. Par contre, si une entreprise étrangère décidait d'adopter le référentiel comptable américain, l'ensemble des règles US GAAP devrait être appliqué pour que la cotation aux Etats-Unis soit acceptée; il ne serait alors plus question de la souplesse commentée ci-dessus.

Concernant le deuxième motif de choix (traitement comptable des fusions-acquisitions), les règles comptables américaines sont actuellement moins restrictives dans l'application de la méthode du "pooling" qui permet, pour certains regroupements d'entreprises, d'enregistrer les actifs et passifs des entreprises concernées à leur valeur comptable nette, sans dégager de goodwill. En outre, lorsqu'un goodwill est dégagé lors d'une acquisition, les US GAAP permettent un amortissement sur 40 ans alors que la règle générale en IAS est de 20 ans. Cependant, une entreprise qui baserait sa décision sur ces différences plus favorables et opterait pour les US GAAP ferait le choix d'une stratégie à court terme. En effet, le FASB (Financial Accounting Standard Board), l'organisme de normalisation comptable américain, a entrepris une révision des règles applicables aux regroupements d'entreprises avec pour objectif de restreindre voire supprimer l'application de la méthode du "pooling" et de limiter la durée de vie économique du goodwill.

III. Intérêt d'un passage à un référentiel comptable international

Ainsi que mentionné dans la première partie de cet article, le passage à un référentiel comptable international, quel qu'il soit, peut procurer des avantages importants pour un groupe à vocation internationale, tant sur le plan externe que sur le plan interne.

Nous exposons ci-dessous nos réflexions en la matière.

3.1. Intérêt sur le plan externe

Sur le plan externe, la publication d'états financiers consolidés reconnus sur le plan international améliore la communication financière de l'entreprise. Elle lui apporte une image de dynamisme, renforce sa crédibilité vis-à-vis de l'extérieur et accroît sa visibilité au niveau international. Il en résulte un accès plus facile aux marchés internationaux des capitaux (que ce soit pour lever des capitaux en bourse ou pour les besoins d'un financement à l'étranger). En outre, la comparaison est possible avec les concurrents étrangers qui utilisent le même référentiel et, en cas d'opérations avec un partenaire étranger (joint venture, acquisition, fusion, désinvestissement, etc.), l'entreprise peut utiliser ses états financiers sans effectuer de retraitement.

Au-delà des avantages mentionnés ci-dessus, le passage à un référentiel international peut être mis à profit par les dirigeants de l'entreprise pour entamer une réflexion approfondie sur leur stratégie de communication financière. Le système de reporting externe (rapport annuel, site internet, etc.) peut être repensé; en sus des nouvelles informations obligatoires, l'entreprise peut envisager de fournir sur une base volontaire des compléments d'informations non spécifiquement exigées par le référentiel retenu, si elle estime que les avantages qu'elle en retire (en terme de reconnaissance par le marché) dépassent les inconvénients (informations dévoilées aux concurrents, etc.).

3.2. Intérêt sur le plan interne

Mais l'intérêt d'un passage à un référentiel comptable international ne se limite pas à des aspects de communication externe.

Bien souvent, ce passage peut aussi être mis à profit pour améliorer la qualité des informations de gestion interne en y incorporant davantage la notion de réalité économique et en instaurant une culture commune dans toutes les filiales du Groupe.

Une option intéressante – qui n'est encore que peu souvent retenue par les «global players» – est l'utilisation des règles du référentiel sélectionné pour la comptabilité journalière et le reporting interne, des retraitements n'étant comptabilisés qu'en fin d'exercice par les filiales pour se conformer aux exigences légales locales, notamment à celles de la législation fiscale.

IV. Conclusion

La globalisation des économies et des marchés financiers requiert d'une manière de plus en plus urgente des états financiers plus transparents, établis sur la base d'un langage commun reconnu au niveau international. Le processus d'har-

monisation comptable au niveau international, qui a connu une évolution rapide et très importante récemment, est irréversible.

S'il est vrai que des incertitudes existent encore au niveau international quant à l'acceptation des IAS à des fins de cotation aux Etats-Unis, il est également vrai que la convergence des référentiels IAS et US GAAP s'accélère et que la question n'est plus de savoir si les règles comptables seront un jour globales, mais de savoir quand. Il est ensuite et surtout vrai que la Commission Européenne vient de communiquer sa stratégie en matière d'harmonisation comptable, et que celle-ci opte clairement pour une utilisation accrue du référentiel IAS par les groupes et entreprises européens. Cette communication constitue assurément une avancée significative en terme d'amélioration de la qualité du reporting financier en Europe. Il est à espérer cependant que la mise en place du mécanisme de revue critique des nouvelles normes IAS préalablement à leur acceptation en Europe ne conduise pas à devoir appliquer dans la Communauté Européenne des normes IAS différentes des normes IAS utilisées dans le reste du monde.

Dans ce contexte, une attitude attentiste des «global players» belges n'est plus concevable. Ceux-ci ont tout intérêt à se préparer dès à présent au changement car, à tout le moins pour les sociétés cotées, le passage aux normes comptables internationales est inéluctable; l'échéance de 2005 est toute proche si on tient compte des efforts à mettre en oeuvre pour effectuer ce passage et de la nécessité de pouvoir retraiter les chiffres comparatifs inclus dans les états financiers IAS. Quant aux groupes belges à caractère international non cotés, sans anticiper les règles qui pourront être édictées par le législateur belge les concernant, il est impensable qu'ils ne suivent pas le mouvement au risque de subir un désavantage concurrentiel par rapport à leurs concurrents étrangers qui eux, auront fait le passage.

La préparation de comptes consolidés en conformité avec les normes comptables internationales ne doit pas être considérée comme une obligation, mais comme une opportunité de repenser, dans bon nombre de groupes, le système d'information de gestion dans son ensemble ainsi que la stratégie de communication financière sur le plan externe. Bien qu'essentiel, le processus d'harmonisation comptable que nous avons largement commenté dans cet article n'est qu'un des aspects du reporting financier auxquels les entreprises et groupes d'aujourd'hui sont confrontés. Ainsi, pour répondre pleinement aux attentes du marché, il n'est pas suffisant de parler le même language comptable, il faut encore que les informations communiquées soient présentées selon un format exploitable facilement et rapidement, notamment à travers les nouvelles technologies de communication (des projets importants sont en cours pour développer et améliorer le reporting financier sur internet). La communication d'informations ne doit pas se limiter aux données du passé mais également inclure des données permettant de regarder vers l'avenir et indicatrices de la valeur d'une entreprise ou d'un groupe (informations concernant la stratégie, les éléments générateurs de croissance, le capital humain, les valeurs incorporelles, les aspects environnementaux, etc.). Le

monde des affaires est en perpétuelle mutation. S'adapter aux évolutions de l'environnement en maîtrisant notamment les principaux aspects de la communication financière font partie des défis que doivent relever les entreprises et groupes belges pour être compétitifs sur la scène internationale.

Het directiecomité naar huidig en toekomstig Belgisch recht

Eddy Wymeersch,
Buitengewoon hoogleraar Universiteit Gent

1. Het Belgisch recht van de naamloze vennootschap steunt, wat het bestuur van de vennootschap betreft, op een sterk centralistische gedachte. Enkel de raad van bestuur is met de algehele bestuursopdracht gelast. De raad heeft terzake de volheid van bevoegdheid, ofschoon de wet erkent dat hierop statutair beperkingen kunnen worden aangebracht. De algemene vergadering mag niet tussenkomen in het bestuur: zij kan het bestuur enkel beïnvloeden door de bestuurders te ontslaan en andere bestuurders aan te stellen.

Wat het bestuur binnen de muren van de vennootschap betreft erkent de wet dat bepaalde taken onder de bestuurders worden verdeeld, op grond van een onder hen gesloten overeenkomst (1). Doch een eventuele bevoegdheidsverdeling blijft louter intern: zij kan de derden niet worden tegengeworpen. Daarnaast kan de raad een beroep doen op lasthebbers, of op aangestelden, die met bepaalde taken van juridische of materiële aard worden belast. Deze blijven in de Vennootschapswet onvernoemd, omdat zij onder het gemeen recht ressorteren.

Wel bevat de wet nog een regeling inzake externe vertegenwoordiging: op het beginsel dat de vennootschap vertegenwoordigd wordt door de raad van bestuur, handelend door middel van de meerderheid van de bestuurders, laat de wet een vereenvoudiging toe, met name dat één of meer bestuurders de vennootschap zullen kunnen vertegenwoordigen, en zulks voor het geheel van de bevoegdheden die aan de raad zelf zijn toevertrouwd. Deze bevoegdheid kan, luidens de cassatierechtspraak, zowel aan bestuurders als aan andere personen, vooral directeuren van de vennootschap, worden toevertrouwd (2).

Op deze uitgesproken centralistische gedachte laat de wet enkel toe dat het dagelijks bestuur aan een daartoe bijzonder aangeduid orgaan kan worden opgedragen. Deze dagelijkse bestuurder is, luidens de rechtspraak van het Hof van cassatie, belast met een in eerder beperkende termen omschreven opdracht (3).

2. Deze bestuursstructuur werd ingevoegd met de wet van 1973, genomen met het oog op de omzetting in de interne rechtsorde van de Eerste Europese richtlijn van 1968. Toen werd een einde gesteld onder meer aan de aanzienlijke verwarring die het gevolg was van de louter statutaire omschrijving van de bestuursbevoegdheden: derden die met de vennootschap in contact kwamen dienden

(1) Aldus de terminologie van art. 54 Venn.W.
(2) Cass. 22 december 1977, *R.W.* 1977-78, 2199, nt. P. CRAB; *A.C.* 1978, 501.
(3) Cass. 17 september 1968, *Pas.* 1969, I, 61, *A.C.* 1969, 60.

voorafgaandelijk grondig de statuten te onderzoeken vooraleer zij enige zekerheid konden bekomen dat de vennootschap ook voor de bedoelde rechtshandeling verbonden zou zijn (4). Het gevolg was dat de bevoegdheden van de raad werden omschreven in termen van uitvoerige opsommingen, die tot nieuwe interpretatieproblemen aanleiding gaven.

De richtlijn, en de Belgische wetgever in uitvoering ervan, heeft hierbij terecht voorrang gegeven aan de bescherming van het rechtsverkeer: bevoegdheidsregelingen zijn interne materies. Het betreft een vraag van risicoallocatie: het is de vennootschap die moet instaan voor de juiste keuze van haar bestuurders. De vennootschap zal steeds verbonden zijn, zelfs indien de handeling de gepubliceerde bestuursregeling schendt, of haar statutair doel overschrijdt (5).

3. Getrouw de gedachtegang die uit de Europese richtlijn bleek werd in 1973 hoofdzakelijk aandacht besteed aan de externe bestuursmaterie. De mogelijkheid om organen van vertegenwoordiging aan te duiden, in de regel door aanduiding van één of bij voorkeur twee vertegenwoordigers van de raad van bestuur, zou toelaten de externe vertegenwoordiging van de vennootschap op efficiënte wijze te organiseren. Vandaag de dag treft men in de meeste vennootschappen, met inbegrip van de grootste, tweehandtekeningsclausules aan die toelaten de vennootschap op een soepele en efficiënte wijze te vertegenwoordigen, zonder dat het gevaar ontstaat dat één enkele bestuurder de vennootschap voor alle handelingen zou verbinden. Meer verfijnde vertegenwoordigingstechnieken worden conventioneel vastgelegd met bepaalde partijen, vooral met de financiële instellingen. Hiertegen kan geen bezwaar bestaan.

4. In vele vennootschappen bestond – en bestaat nog steeds – de "afgevaardigd bestuurder", vandaag de dag meestal als "gedelegeerd bestuurder" aangeduid. Wat de juiste draagwijdte van diens bevoegdheden is, vergt nadere toelichting.

In de regel zal hij als een "dagelijkse bestuurder" in de zin van art. 63 Venn.W. kunnen worden aangeduid. Derhalve zijn diens bevoegdheden op grond van de heersende cassatierechtspraak, als zeer beperkend te lezen. Dikwijls zal hij samen met een medebestuurder belast zijn met de algemene vertegenwoordiging van de vennootschap. Aldus wordt geen dubbelzinnigheid in het leven geroepen: treedt hij alleen op, dan kan hij de vennootschap enkel voor het dagelijks bestuur verbinden. Derden zijn er van geïnformeerd dat zij over twee handtekeningen van bestuurders dienen te beschikken zo de handeling de grenzen van het dagelijks bestuur overschrijdt.

(4) Voor het vroegere systeem zie VAN RYN, *Principes*, d. 1, nr. 602, e.v., 392. RESTEAU, *Traité des sociétés anonymes*, d. 2 wijdde 20 bladzijden aan de omschrijving van de bevoegdheden van de raad van bestuur.

(5) Zie art. 54, lid 5 en art. 63bis Ven.W.

In de eerste geschriften na de uitvaardiging van de wet van 1973 werd voorspeld dat vele vennootschappen hun orgaan van dagelijks bestuur zouden laten schrappen: immers de taak van de dagelijkse bestuurder kan ook worden waargenomen door de enige bestuurder, die zijn ambt als dagtaak beschouwt, en aan wie de volledige vertegenwoordigingsbevoegdheid wordt verleend (6). Deze voorspelling is bewaarheid: de meeste vennootschappen hebben een dagelijkse bestuurder behouden. Zij blijken niet bereid geweest te zijn de gehele vertegenwoordigingsbevoegdheid toe te vertrouwen aan een enkele mandataris. De aanstelling van een dagelijks bestuurder stelt hen in staat enerzijds de begeerde titel van "gedelegeerd bestuurder" te behouden, doch de werkelijke bevoegdheden van deze persoon hetzij tot het dagelijks bestuur te beperken, hetzij aan de hand van lastgevingstechnieken onder controle te houden.

5. Ook in de toekomst zal in vele vennootschappen de behoefte blijven bestaan een "gedelegeerd bestuurder" aan te duiden, zonder dat hem de bevoegdheid wordt verleend om de vennootschap te vertegenwoordigen voor het geheel van de vennootschapsmateries. Deze behoefte doet zich het sterkst voor bij de vele kleinere vennootschappen. Bij de grotere zal men dikwijls verkiezen over te gaan tot de aanstelling van een directiecomité, waarover hierna meer.

Inmiddels is de titulatuur "gedelegeerd bestuurder" dubbelzinnig: het kan immers een dagelijks bestuurder betreffen, dan wel een bestuurder die met de gehele vertegenwoordigingsbevoegdheid is belast. Derden zijn gewaarschuwd: zij moeten de openbaargemaakte bestuursregeling raadplegen, en daarbij minstens "kunnen tellen" (7).

6. Niet alle "gedelegeerd bestuurders " zijn louter dagelijkse bestuurders. In feite hebben de meeste "gedelegeerd bestuurders" ruimere bevoegdheden dan het dagelijkse bestuur: de raad van bestuur verleent hen dikwijls bijkomende machten. Ten aanzien van deze bijkomende materies treden zij op als lasthebbers, terwijl voor het deel van hun bevoegdheden dat van dagelijks bestuur overschrijdt, zij als organen moeten worden aangemerkt. De handelingen die zij in de eerstgenoemde hoedanigheid stellen, zullen de vennootschap slechts verbinden binnen de grenzen van de hen verleende volmacht. De vennootschap zal zich derhalve op de overschrijding van deze bevoegdheid kunnen beroepen teneinde de handeling te verwerpen. Ook zal de lasthebber zijn volmacht aan de wederpartij moeten voorleggen, of moet deze door de wederpartij in beginsel worden opgevraagd: betreft het een immobiliënvennootschap, dan kan de vereiste van volmacht bijkomende kosten veroorzaken, vermits de volmacht authentiek zal moeten zijn indien de verrichting op onroerende goederen betrekking heeft. Dezelfde regelen van gemeenrechtelijke vertegenwoordiging gelden voor de directeuren en aan-

(6) RONSE, J. *De vennootschapswetgeving 1973*, nr. 363, 195.

(7) Zie J. HEENEN, "Le projet de première directive en matière de société. Validité des engagements de la société", in *Europees Vennootschapsrecht*, KU Leuven, 1968, 108 e.v. die schreef, p. 113: "il suffit de savoir compter".

gestelden van de vennootschap: hun bevoegdheid zal geheel in de overeenkomst vervat liggen.

Het orgaan van dagelijks bestuur daarentegen is onderworpen aan het vennootschapsrechtelijke vertegenwoordigingsregime, waarvan de voorwaarden en grenzen in belangrijke mate in de wet zelf verankerd liggen: zijn bevoegdheid wordt wettelijk vastgesteld, beperkingen op deze wettelijke bevoegdheidsomschrijving zijn derden niet-tegenwerpelijk, en doeloverschrijdend handelen is de vennootschap in beginsel toerekenbaar (8). Uitgaande van een organieke vertegenwoordiger verbinden zijn handelingen de vennootschap rechtstreeks, en dient hij geen volmacht voor te leggen.

7. De wet van 1973 heeft minder aandacht besteed aan de interne besluitvorming. De enkelvoudige bestuursstructuur werd als de enige toelaatbare gezien. Onder invloed van de belangstelling voor de regelen van goed bestuur wordt heden ten dage meer aandacht besteed aan de wijze waarop de bestuursorganen moeten worden gestructureerd en hun taken vastgesteld teneinde een zo efficiënt mogelijk bestuur en toezicht mogelijk te maken. Het is dan ook niet verwonderlijk dat de vraag van de eenhoofdige of tweehoofdige bestuursstructuur de aandacht van velen – opnieuw (9) – gaande houdt.

Het Belgische recht heeft anders dan het Nederlandse, het Duitse, het Oostenrijkse, of het Italiaanse, en tot op zekere hoogte het Franse de dubbele bestuursstructuur niet behouden. Nochtans kwam in de wetgeving van vóór 1973 een aanzet voor die had kunnen toelaten dat in de statuten een dergelijke structuur werd georganiseerd.

In 1973 werd met name de bepaling opgeheven, vervat in artikel 68 van de toenmalige Venn.W. naar luid waarvan een algemene raad kon worden opgericht waarvan de bevoegdheid bij de statuten zou worden bepaald. De opheffing van de algemene raad was verantwoord, nu deze luidens voormelde wetsbepaling bestond uit de bestuurders en de commissarissen, en deze toenemend gezien werden als de "boekhoudkundige toezichthouders", de latere commissaris - revisoren.

Indien men in 1973 de algemene raad had laten voortbestaan, en enkel had bepaald dat geen "auditors" van dit orgaan deel zouden mogen uitmaken, had de wetgever een rechtsgrond in het leven kunnen roepen die de organisatie van een tweeledig bestuursorgaan mogelijk had gemaakt. De statuten hadden kunnen bepalen dat – naar Nederlandse terminologie – de vennootschap wordt bestuurd door een raad van commissarissen en een raad van bestuur, waarbij de eerstgenoemde de bij de statuten omschreven interne toezichtstaken zou kunnen uitoe-

(8) Art. 63bis vermeldt uitdrukkelijk de dagelijkse bestuurder.
(9) In het ontwerp van 1979 werd een tweehoofdig bestuursorgaan voorgesteld: zie Kamer, 387, 1979-80, nr. 1 van 5 december 1979, art. 90 e.v.

fenen, eventueel te verruimen tot nauwkeurig in statuten omschreven bijzondere opdrachten (bv. inzake strijdige belangen) (10).

8. De behoefte om een meer complexe bestuursstructuur te kunnen instellen doet zich vooral voor in de praktijk van de grotere vennootschappen.

In deze vennootschappen draagt de raad van bestuur in de regel de operationele leiding van de vennootschap op aan een comité, in België gebruikelijk "directiecomité" genoemd, terwijl de raad zichzelf vooral inlaat met taken van toezicht op de werking van de vennootschap. Daar de raad van bestuur het recht behoudt de leden van het comité te benoemen, en derhalve te ontslaan, beschikt hij over het ultieme toezichtsinstrument ten aanzien van het comité. Daarnaast bepaalt de raad het algemene beleid van de vennootschap, wat onder meer inhoudt dat hij, op voorstel van het comité, de strategische opties zal bepalen. De goedkeuring van budgetten en jaarrekeningen behoort tot deze opdracht.

De juridische verhouding die ten grondslag ligt aan de aanduiding van een directiecomité wordt in de wetgeving niet, of ternauwernood erkend. De Vennootschapswet erkent enkel de mogelijkheid dat de bestuurders "een eventuele verdeling van taken overeenkomen", wat er kan op wijzen dat hiertoe geen statutaire clausule vereist is. Anderzijds kunnen de statuten de vertegenwoordiging onder hetzij afzonderlijke hetzij gezamenlijke handtekening instellen. Het is niet duidelijk of deze bevoegdheden de raad toelaten een directiecomité in te stellen. In elk van beide voorschriften zou de vertegenwoordigingsbevoegdheid daarenboven slaan op het geheel van de zaken van de vennootschap, en zijn beperkingen niet tegenwerpelijk. Dit is niet wenselijk, en stemt niet overeen met de heersende praktijk.

Overigens ontmoet men in de praktijk sterk uiteenlopende structuren van directiecomités (11). Sommige zijn samengesteld uit bestuurders alleen: dit is het verplichte wettelijke regime voor de kredietinstellingen (12). Andere comités bestaan enkel uit niet-bestuurders, uit directeuren, die al dan niet met de vennootschap verbonden zijn op grond van een arbeidsovereenkomst. Frequent treft men comités aan waarvan een lid, de CEO, bestuurder is, terwijl de overige leden door hem worden aangeduid als zijn persoonlijke medewerkers. Deze hebben dan het statuut van personeelslid. Soms zetelen enkele bestuurders in het comité, samen met directeuren: de eerstgenoemden worden als gedelegeerd bestuurder aangeduid, en hebben de statutair bedongen vertegenwoordigingsbevoegdheid.

(10) Men leze de kritiek o.m. van RESTEAU, *Traité*, d. 2, nr. 1086, p. 226, die de toezichtsfunctie als een loutere controlefunctie beschouwt. Zo ook: VAN RYN, *Principes*, d. 1, nr. 680, 430; FREDERICQ, *Traité*, d. 5, nr. 471.

(11) Voor een empirisch onderzoek betreffende beursgenoteerde vennootschappen, zie WYMEERSCH, Corporate Governance afther the investment services directive, European Financial Services Law, 1996, 130-141.

(12) Art. 26 W. 2 maart 1993.

Het juridisch statuut waarin deze personen zich bevinden is derhalve erg uiteenlopend, wat kan leiden tot uiteenlopende beoordelingen ten aanzien van hun verhouding tot de raad van bestuur.

9. De vraag rijst daarom op welke grond het directiecomité vandaag de dag optreedt.

In vele gevallen gaat het niet om een verdeling van taken, maar om een delegatie van de gehele operationele bevoegdheid aan het comité. Binnen het comité kunnen er dan verdere bevoegdheidstoewijzingen gebeuren, doch de belangrijke beslissingen worden in de regel collegiaal genomen. In feite voert het comité de vennootschap. Een dergelijke ruime bevoegdheidsoverdracht kan bezwaarlijk verenigbaar worden genoemd met het vennootschapsrecht: de raad van bestuur is immers het orgaan dat wettelijk belast is met het bestuur van de vennootschap.

Wanneer het comité optreedt op grond van een dergelijke ruime bevoegdheidsdelegatie zal het in de regel handelen krachtens volmacht. Hieruit vloeit voort dat de volmacht door de wederpartij kan worden opgevraagd, en dat zij haar behoort te worden voorgelegd. In feite zullen contractspartijen, minstens voor belangrijke contracten, verkiezen dat de handeling voorafgaandelijk aan de raad van bestuur in zijn geheel wordt voorgelegd. In de praktijk wordt dit opgelost door de overeenkomst te laten ondertekenen door twee bestuurders die, op grond van de tweehandtekeningsclausule, terzake over de statutaire vertegenwoordigingsbevoegdheid beschikken. De toestand is dubbelzinnig: ofschoon het om een collegiale beslissing van het comité gaat, nemen alleen deze twee bestuurders extern verantwoordelijkheid op. Van een voorafgaande beraadslaging in de raad van bestuur is niet steeds sprake.

10. Eenzelfde onduidelijkheid doet zich voor bij de toepassing van andere wettelijke voorschriften.

Inzake belangenconflicten kan men twee regimes vaststellen. Gezien het comité zijn bevoegdheden uitoefent in materies die tot de bevoegdheid van de raad van bestuur behoren, zullen in hoofde van de leden van het comité die tevens bestuurder zijn, de handelingen met strijdig belang onderworpen zijn aan de voorschriften van artikel 60, Venn.W. Gaat het om directeuren, dan geldt deze regeling niet, doch wel het gemeen recht. De inhoud van de gemeenrechtelijke regeling is onduidelijk en voor betwisting vatbaar.

11. Op het stuk van de aansprakelijkheid is de toestand evenzeer verward. De raad van bestuur kan aansprakelijk zijn voor alle fouten die in de vennootschap worden gemaakt. Derhalve zal hij instaan voor de handelingen van het directiecomité. Bestuurders zullen zeer dikwijls niet op de hoogte zijn van de specifieke handelingen die leden van het comité stellen. Ook wegens gebrek aan informatie zullen zij meestal niet over de geschikte middelen beschikken om deze bestuursfouten tijdig recht te trekken. Het is niet wenselijk dat bestuurders zouden moeten instaan voor fouten waaraan zij geen deel hebben genomen.

Omgekeerd is de eigen aansprakelijkheid van de leden van het comité te beoordelen volgens de regelen van het gemeen recht. Derhalve zou de verstrengde aansprakelijkheid wegens inbreuken op de Vennootschapswet of op de statuten als dusdanig niet gelden voor de leden van het comité, doch wel voor de bestuurders, die bij deze handelingen niet rechtstreeks betrokken waren. Enkel op grond van het gemeen recht kunnen zij worden aangesproken: de omschrijving als uitvoeringsagent zal in vele gevallen de leden van het comité beschermen tegen aansprakelijkheid ten overstaan van derden.

Wellicht zou men, naar omstandigheden, de leden van het comité kunnen aanduiden als personen die, zonder bestuurder te zijn, werkelijke bestuursbevoegdheden hebben gehad. Op deze grond komen zij in aanmerking voor de verstrengde aansprakelijkheid wegens kennelijk grove fout, die hen in geval van faillissement van de vennootschap te laste kan worden gelegd. Doch de aansprakelijkheid van de bestuurders zal dan evenzeer ter sprake kunnen worden gebracht.

12. Rechtsgeleerden hebben reeds geruime tijd de aandacht getrokken op deze anomalie: de grootste vennootschappen naar Belgisch recht worden bestuurd door een orgaan dat in rechte niet bestaat, meer nog dat zelfs indruist tegen de wettelijke bevoegdheidsregeling (13).

Daarbij komt dat de praktijk van het bestuur van grote vennootschappen in die zin geëvolueerd is dat de raad van bestuur zich niet meer inlaat met het operationele bestuur van de vennootschap, doch zijn taak hoofdzakelijk omschrijft in termen van toezicht op het orgaan van effectief bestuur. Behoudens in de financiële sector – en bij de autonome overheidsondernemingen (14) – kan deze splitsing tussen algemeen bestuur en operationeel bestuur niet in de statuten worden georganiseerd.

Om die redenen werd onder de vorige legislatuur een aanvang genomen met werkzaamheden die zouden moeten leiden tot een regularisatie van de toestand van het directiecomité. De Commissie-De Grauwe is de besluiten hiervan bijgetreden. Een ontwerp van wet zal eerlang bij het parlement worden ingediend.

13. De krachtlijnen van de voorgestelde regeling, zoals deze blijken uit het verslag van de Commissie-De Grauwe zijn de volgende:

(13) Zie de commentaren van P. VAN OMMESLAGHE, "Vers une société anonyme autonome"? in *Liber Amicorum CVDA*, 1998, 389; zie ook J.P. BLUMBERG, "Het directiecomité in het corporate governance-debat", *V&F* 1998, 143, e.v.; G. KEUTGEN, "L'organisation de la gestion des sociétés: l'exemple du comité de direction", *RDIDC* 1995, 8 e.v.

(14) Zie W. 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, art. 15 e.v.

1° - De regeling is in vergaande mate facultatief

Vennootschappen kunnen verder blijven kiezen tussen meerdere bestuursmodellen.

Dit betekent dat vennootschappen die de huidige, op contractuele verhoudingen steunende bestuursregeling in stand willen houden, zulks kunnen doen. Hierbij zal men rekening moeten houden met alle gevolgen die resulteren uit het uiteenlopende uitgangspunt, met name organieke versus contractuele bestuursregeling en vertegenwoordiging.

Indien men een directiecomité met de bevoegdheden die in de wet zijn bepaald aanstelt, zal in de titulatuur een uitdrukkelijke verwijzing dienen voor te komen naar de wettelijke regeling van het directiecomité. Aldus wordt dubbelzinnigheid vermeden.

2° - Omschrijving van de bevoegdheden

De bevoegdheden van het wettelijke directiecomité worden tegenover derden in de wet zelf omschreven: alleen deze zijn tegenwerpelijk aan de derden. In het interne vennootschapsverband kunnen deze bevoegdheden in de statuten worden gemodelleerd, en bepaalde, bijkomende materies aan de raad van bestuur worden voorbehouden.

Niet-overdraagbare bevoegdheden zijn diegene die betrekking hebben op het algemeen beleid van de vennootschap en op het toezicht op het directiecomité. Dit laatste omvat de aanstelling en het ontslag van de leden van het directiecomité, het instellen van de aansprakelijkheidsvordering en de kwijting van aansprakelijkheid, de rekening en verantwoording. De raad van bestuur moet ook waken op de organisatie van de interne controle: hier kan verwezen worden naar de rol van het auditcomité als adviserend orgaan van de raad.

Wat behoort tot het algemeen beleid van de vennootschap valt moeilijk in abstracte termen te omschrijven, doch men kan aannemen dat de strategie van de vennootschap, waaronder het al dan niet aanvatten van een sterk verschillende bedrijfsactiviteit, overnames of sluitingen van belangrijke afdelingen, verkoop van wezenlijke participaties hieronder te begrijpen vallen. Individuele aankopen, ongeacht het bedrag, zijn op zichzelf daarom niet tot het algemeen beleid te rekenen tenzij in de mate dat zij een wezenlijke impact zouden hebben op het gevoerde beleid.

Evenmin overdraagbaar zijn de bevoegdheden die de Vennootschapswet aan de raad van bestuur expliciet opdraagt, zoals daar zijn bijvoorbeeld, de bevoegdheid om bijkomende aandelen te plaatsen, of de bevoegdheid het interimdividend vast te stellen.

Alle overige bevoegdheden kunnen wel aan het directiecomité worden gedelegeerd: dit omvat het gehele operationele handelen van de vennootschap. Zowel het commercieel beleid, het personeelsbeleid, de interne organisatie, de interne controle zijn materies die tot de bevoegdheid van dit comité behoren. Doch niets belet dat bepaalde handelingen uitgezonderd worden: aldus zou men kunnen bepalen dat bepaalde verrichtingen, die een specifieke drempel overschrijden, voorafgaandelijk aan de raad van bestuur moeten worden voorgelegd. Dergelijke beperkingen zijn evenwel derden niet tegenwerpelijk.

De raad van bestuur kan zich niet mengen in de wijze waarop het directiecomité zijn bevoegdheden uitoefent: is hij het met de bedrijfsvoering niet eens, dan zal hij ontslag moeten verlenen en het gevoerde beleid ombuigen door een nieuw of andere comité samen te stellen.

3° - het directiecomité is statutair orgaan van de vennootschap

Anders dan het geval is met de huidige comités is het wettelijke directiecomité orgaan van de vennootschap. Hieruit vloeien belangrijke gevolgen voort op het stuk van de toerekening van de handelingen van het comité: deze worden behandeld alsof het de handelingen van de vennootschap zelf zijn.

De instelling van dit orgaan is een statutaire aangelegenheid. De statuten moeten een clausule bevatten op grond waarvan een directiecomité kan worden aangesteld. De aanstelling zelf geschiedt door de raad van bestuur, die ook de werkingsregelen van het comité kan omschrijven.

De aanstelling van een directiecomité moet ter kennis van de derden worden gebracht: openbaarmaking is vereist. Teneinde te verduidelijken dat het om het comité gaat met wettelijk omschreven bevoegdheden, dient de openbaarmaking een verwijzing te bevatten naar het wettelijk voorschrift waarbij het comité wordt ingesteld.

Werd de aanstelling van het comité regelmatig openbaar gemaakt, dan kan de vennootschap zich rechtsgeldig beroepen op de ongeldigheid van handelingen die door het comité zijn gesteld en betrekking hebben op aan de raad van bestuur voorbehouden materies. Aldus kan de vennootschap de nietigheid inroepen van handelingen die krachtens uitdrukkelijke wetsbepaling aan de raad van bestuur zijn voorbehouden. De bevoegdheidsregeling is immers van wettelijke aard, en is, ook overeenkomstig het Europese recht, derden tegenwerpelijk (15).

(15) Zie art. 9, 1, Eerste Richtlijn, en o.m. de overwegingen van P. VAN OMMESLAGHE, supra nr. 13.

4° - De vertegenwoordiging van de vennootschap

Deze moet worden opgesplitst in twee delen: voor wat de handelingen betreft die behoren tot de bevoegdheid van de raad van bestuur, wordt de vennootschap vertegenwoordigd door de raad, bij meerderheid, of door de organen van vertegenwoordiging ingesteld overeenkomstig de statuten voor wat de raad van bestuur betreft. Veelal zullen de voorzitter en een bestuurder hier de maatschappelijke handtekening hebben.

Voor wat betreft de handelingen die behoren tot de bevoegdheid van het directiecomité, zal de vennootschap geldig vertegenwoordigd zijn door de meerderheid van de leden van het comité. De statuten kunnen evenwel de bevoegdheid de vennootschap te vertegenwoordigen toevertrouwen aan één of meer leden van het comité, en deze clausule zal derden tegenwerpelijk zijn zo zij is openbaar gemaakt.

Indien men dezelfde bestuurders aanduidt voor de ene en voor de andere bevoegdheid, zal de vennootschap zich er niet kunnen op beroepen dat de handeling bevoegdheidsoverschrijdend was.

Indien op grond van de statuten bepaalde materies werden voorbehouden aan de raad van bestuur, die krachtens de wettelijke regeling tot het operationele bestuur behoren, dan zal de vennootschap rechtsgeldig vertegenwoordigd kunnen zijn door de personen die namens de raad van bestuur kunnen handelen.

5 ° - De samenstelling van het directiecomité

Deze materie wordt aan de statuten overgelaten. Anders dan in de financiële sector wordt de verplichting niet opgelegd dat alle leden van het comité deel zouden uitmaken van de raad van bestuur. Evenmin werd bepaald dat minstens één lid van het comité van de raad van bestuur dient deel uit te maken. Er werd rekening gehouden met de al te uiteenlopende feitelijke verhoudingen. Derhalve kan het comité geheel zijn samengesteld uit personen die geen deel uitmaken van de raad van bestuur. Vanuit het oogpunt van de communicatie tussen beide organen valt deze werkwijze niet te verkiezen.

Het aantal leden van het comité wordt opengelaten. Ofschoon dit niet wenselijk voorkomt, zou eventueel een persoon als directeur kunnen worden aangesteld, ongeacht of hij al dan niet bestuurder is. Het is evenwel de vraag of in dat geval de vroegere contractuele regeling niet te verkiezen valt, met name dat deze persoon dagelijks bestuurder is, met ruimere contractuele machten.

Indien het comité meerhoofdig is, valt collegialiteit aan te bevelen. Nochtans zouden de statuten anders kunnen bepalen: elk lid zou dan een door de raad van bestuur vastgestelde bevoegdheid toegewezen krijgen. Inzake vertegenwoordiging zou een meerhandtekeningsclausule nuttige diensten kunnen bewijzen. Deze

regelingen zijn derden niet tegenwerpelijk. Men kan zich ook hier afvragen of een contractuele regeling hier niet beter de doelstellingen zou kunnen verwezenlijken.

6° - Benoeming en statuut

De wijze van aanduiding van de leden van het comité en de juridische voorwaarden waartegen zij zullen worden aangeworven worden overgelaten aan de bepalingen van de statuten.

Inzake benoeming kunnen allerhande modaliteiten worden overwogen: in elk geval moet de raad van bestuur de leden van het comité benoemen. Doch deze benoeming kan geschieden op voordracht van het comité, van de voorzitter van het comité, van benoemingscomités, enz. In de sector van de kredietinstellingen werd in het zogenaamde bankprotocol een gedetailleerde regeling ingesteld die de zelfstandige bedrijfsvoering van de bank moet helpen instandhouden.

De juridische voorwaarden waaronder de leden van het comité zullen worden aangeworven zijn van groot belang: alleen indien voldoende garanties kunnen worden geboden voor een stabiele functie, zullen de vennootschappen erin slagen bekwame bedrijfsleiders aan te werven. Vandaar dat voorgesteld wordt terzake vergaande contractsvrijheid in te ruimen. De statuten kunnen de raad machtigen directieleden aan te werven als zelfstandige, als werknemer, of in welkdanig ander statuut, en dit voor een bepaalde termijn, mits bepaalde opzegvergoedingen of andere regelingen. De doorzichtigheid in de rechtsverhoudingen zal door deze regeling aanzienlijk worden verbeterd.

Ongeacht in welk statuut een directielid wordt aangeworven, komt het onontbeerlijk voor dat op elk ogenblik een einde kan worden gesteld aan zijn functie. Indien bepaalde directieleden niet naar behoren presteren, of indien er zich ernstige onenigheid zou voordoen tussen beide bestuursorganen dan is het bedrijfsmatig onontbeerlijk dat het betrokken directielid kan worden verwijderd, of dat de raad van bestuur zijn zienswijze kan doorzetten. De raad is immers tegenover de aandeelhouder verantwoording verschuldigd. Hiermede wordt niet de regel van de "ad nutum" afzetting bedoeld: deze geldt enkel voor bestuurders, en heeft tot doel de controlepositie van de aandeelhouders te verzekeren. Enkel dient een persoon, die niet meer het vertrouwen geniet van de raad van bestuur, onmiddellijk uit de vennootschap verwijderd te kunnen worden. Het gesprek loopt dan nog over de vergoedingen die de vennootschap verschuldigd zal zijn.

7°- De werkwijze van het comité

Ook dit wordt aan de statuten overgelaten: in uitvoering ervan kan de raad van bestuur in zijn aanstellingsbesluit, of in een latere akte deze materies nader bepalen. Het betreft materies als de wijze van interne beslissingsvorming, individuele bestuursbevoegdheden en delegaties, vergoedingen, rapportering aan de raad van bestuur.

Het directiecomité rapporteert aan de raad van bestuur: deze verslaggeving maakt deel uit van het toezicht dat de raad uitoefent. Tegenover de aandeelhouders en de markt blijft enkel de raad van bestuur aansprakelijk: het verslag van de raad zal derhalve de gegevens verwerken die het directiecomité hem ter verantwoording heeft voorgelegd. Het comité rapporteert in beginsel niet rechtstreeks aan de algemene vergadering.

7° - De vergoedingen van de leden van het comité

De vergoedingen worden door de raad van bestuur bepaald.

Op dit vlak is de regeling derhalve wezenlijk verschillend van deze van de bestuurders, wiens vergoeding door de algemene vergadering moet worden bepaald. De voorgestelde regeling betreft zowel de vaste vergoedingen, als diegene die resultaatsgebonden zijn. Deze werkwijze stemt overeen met de huidige praktijk.

Of de onderscheiden regeling een grotere discretie betreffende deze vergoedingen tot gevolg zou kunnen hebben, hangt af van de ontwikkelingen in de reglementering betreffende de financiële informatie. Op het Europese continent bestaat duidelijke schroom inzake de bekendmaking van individuele gegevens betreffende bestuursvergoedingen. Onder druk van de financiële markten kan evenwel een kentering in het vooruitzicht worden gesteld.

8° - De aansprakelijkheid van de leden van het directiecomité

De leidende gedachte inzake aansprakelijkheid berust op het eenvoudige beginsel dat elkeen aansprakelijk is voor wat hij onderneemt. De bestuurders zullen derhalve enkel aansprakelijk kunnen worden gesteld voor fouten of tekortkomingen inzake toezicht, inzake hun specifieke wettelijke opdrachten, of zo zij zich ernstig zouden hebben vergist inzake de algemene beleidsbepaling. Het zijn voornamelijk de beide eerstvermelde gronden van aansprakelijkheid die in werkelijkheid een reëel gevaar inhouden.

De leden van het directiecomité zullen aansprakelijk kunnen worden gesteld voor de misstappen die zij begaan op het stuk van het operationele bestuur. Hiervoor zal de raad van bestuur zelf geen aansprakelijkheid opnemen, tenzij wegens gebreken in het toezicht.

Deze aansprakelijkheid zou op dezelfde wijze gestructureerd worden als deze van de bestuurders. Dit betekent dat zij voor fouten in het bestuur enkel tegenover de vennootschap (dit is: de raad van bestuur) aansprakelijk kunnen worden gesteld, terwijl zij voor inbreuken op de Vennootschapswet of de statuten ook tegenover derden aansprakelijk zouden zijn. De aansprakelijkheid voor kennelijk grove fouten zal hen reeds op grond van de huidige wetsbepalingen kunnen worden toegerekend indien zij zich in feite in de plaats zouden hebben gesteld van de raad van bestuur en hierbij zeer ernstige fouten hebben begaan. Het is een

vraag van discussie of de leden van het directiecomité ook tot deze verstrengde vorm van aansprakelijkheid gehouden zouden moeten zijn: het antwoord dient bevestigend te zijn, in die zin dat in de regel aansprakelijkheid in hoofde van de leden van beide bestuursorganen zal intreden. In de regel zouden tekortkomingen die als kennelijk grof worden omschreven door de raad van bestuur moeten zijn opgemerkt: stilzitten of onachtzaamheid zou dan ook tot diens aansprakelijkheid leiden.

Ook rijst de vraag welke de invloed kan zijn op de aansprakelijkheid van wijzigingen in de bevoegdheidsverdeling tussen raad van bestuur en directiecomité, met name wanneer de raad van bestuur zich ruimere bevoegdheden voorbehoudt dan voortvloeien uit de wettelijke regeling. Zal men, voor wat de aansprakelijkheid betreft, enkel op de wettelijke regeling afgaan, dan wel op diegene die in de statuten staat ingeschreven? Het lijkt verkieslijk dat enkel de overeengekomen regeling de grenzen van de aansprakelijkheid zou aangeven. Anders komt men tot het onverantwoorde gevolg dat personen aansprakelijk kunnen worden gesteld voor handelingen waarop zij geen enkele invloed konden uitoefenen.

9.° - De belangenconflicten

Ten aanzien van de leden van het directiecomité die de hoedanigheid van bestuurder hebben, kan toepassing worden gemaakt van de bestaande regeling inzake strijdige belangen.

Ten aanzien van de andere leden wordt ter overweging gegeven dat deze handelingen ter beoordeling aan de raad van bestuur worden voorgelegd. In de regel zal er geen belangenconflict in hoofde van de raad van bestuur voorliggen. Indien dit uitzonderlijk toch het geval zou zijn, kan de wettelijke procedure worden gevolgd.

Besluit

De voorgestelde regeling voor het bestuur van de grotere vennootschappen door middel van een directiecomité zal een einde stellen aan de vragen die naar huidig recht zijn gerezen wat betreft de geldigheid van dit orgaan en de voorwaarden van werking ervan. Zij houdt een nuttige stap in de richting van de organisatie van een duaal bestuursorgaan (16). Belangrijk is dat de gehele regeling zeer soepel wordt gehouden: enkel op die wijze kunnen de vereisten van de rechtszekerheid verzoend worden met deze van de efficiënte bedrijfsleiding.

(16) Wat door K. Geens als wenselijk wordt vooropgesteld: zie K. GEENS, "De plaats van de raad van bestuur in het Corporate Governance debat", 24-25 maart 1998, EFE, Brussel.